THÈSE PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE
L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

École Doctorale SP2 : Sociétés, Politique, Santé Publique
SPÉCIALITÉ Sciences Politiques
LABORATOIRE : Centre Emile Durkheim

Par Béatrice Garapon

Aux origines de la Turquie conservatrice

Une sociologie historique du Parti démocrate (1946-1960)

Sous la direction de : Yves DÉLOYE
co-directeur : Hamit BOZARSLAN

Soutenue le 08 décembre 2017

Membres du jury :

M. Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, co-directeur de thèse
M. Yves Déloye, professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux, directeur de thèse
M. Benjamin Gourisse, professeur à l'Institut d'études politiques de Toulouse, rapporteur
Mme Florence Haegel, directrice de recherche au CNRS/Centre d'études européennes de Science Po
Mme Elise Massicard, directrice de recherches au CNRS/CERI, rapporteur
M. Antoine Roger, professeur à l'Institut d'études politiques de Bordeaux
M. Erik Jan Zürcher, professeur à l'université de Leyde

Titre : Aux origines de la Turquie conservatrice. Une sociologie historique du Parti démocrate (1946-1960).

Résumé :

Ce travail propose une sociologie historique du Parti démocrate turc, qui est fondé en 1946, arrive au pouvoir en 1950, et y reste jusqu'à un coup d'État de l'armée, en 1960. La sociologie de ce parti permet d'éclairer la compréhension du passage d'un régime de parti unique à un système de compétition partisane en Turquie. Pour cela, nous avons choisi une séquence chronologique longue, qui va de la fondation du parti en 1946 à sa chute en 1960. En effet, observer la création, puis la structuration du Parti démocrate nous permet de voir le rôle qu'il joue dans l'acculturation à la civilisation électorale, la promotion de nouvelles élites, mais aussi les continuités avec le parti unique, et le verrouillage progressif du champ politique, pour retourner à une situation autoritaire vers la fin des années 1950. Une sociologie fine du parti nous permettra ainsi de comprendre comment il se constitue en parti dominant. Pour ce faire, nous étudions le parti à travers ses implantations locales dans quatre départements de Turquie, Adana, Diyarbakır, Erzurum et Izmir, en portant une attention aux aspects informels de son fonctionnement. A partir de sources variées, archives de la presse locale, mémoires d'hommes politiques locaux, rapports diplomatiques, et divers témoignages, nous montrons que le Parti démocrate s'est imposé comme parti dominant sur la scène politique, en s'appuyant sur divers groupes sociaux, dont les hommes d'affaires et les petits commerçants conservateurs (*esnaf*). Dans ce processus, la capacité du parti à recruter des hommes politiques locaux, qui pouvaient mobiliser une large clientèle, a joué un rôle essentiel.

Mots clés :

Sociologie historique, partis politiques, Turquie, clientélisme, Moyen-Orient, approche localisée du politique.

Title : The Origins of Conservative Turkey. A Social History of the Democrat Party (1946-1960)

Abstract :

The aim of this study is to produce a social history of the Turkish Democrat Party from 1946 to 1950. While there are already many essays about the Turkish Democrat Party in political history, these works are mainly based on macro and state-centred sources: state archives, national press, parliamentary debates, etc. Very few studies attempt to assess the social dynamics that led to the Turkish Democrat Party's accession to power, and to understand how it came to hold power for a ten year period. My contention is that the key to understanding the social dynamics that led to the Democrat Party's decade-long grasping of power lies in its grassroots organization and local

recruitment. I therefore look at four different areas of Turkey, in order to draw a consistent scheme of the Democrat Party's social base: Izmir, Erzurum, Diyarbakir, Adana. To that end I use sources such as the local press and memoirs of local politicians, as well as diplomatic reports, sociological work and oral testimony from eye-witnesses of the period. My work thus aims to present a more complex picture of the Democrat Party's social base than has hitherto been achieved, by revealing the importance of the role played by the rural elite and small-town artisans and shop-keepers, all of whom shaped the Democrat Party's conservative nature.

Keywords : [

Turkey, Middle-East, World history, Democrat Party, Social history, Political Parties, Conservatism, Informal politics, Grassroots politics

---

Unité de recherche

Centre Emile Durkheim, UMR 5116, Centre Emile Durkheim Sciences Po Bordeaux, 11 allée Ausone, 33607 Pessac

À Philippe Reinert

Remerciements

Je tiens, en tout premier lieu, à exprimer ma profonde reconnaissance à mes directeurs de thèse, Hamit Bozarslan et Yves Déloye. Ils ont tous les deux suivi ce travail avec disponibilité et confiance. Leurs conseils, leurs encouragements, leurs critiques et leur chaleur humaine m'ont permis de mener à bien ce travail de thèse dans un environnement serein et bienveillant ; qu'ils en soient ici remerciés.

Je souhaite remercier aussi les institutions qui m'ont accueillie pendant ma recherche : le Centre Emile Durkheim, à Sciences Po Bordeaux, et le CETOBac, à l'EHESS. Le projet PROPOL/POLTUR, coordonné par Benjamin Gourisse, a soutenu cette recherche. Plusieurs chercheurs et chercheuses m'ont offert leur aide précieuse. Emmanuel Szurek m'a livré de passionnantes archives, Benjamin Gourisse et Özgür Türesay m'ont prêté de nombreux livres. Marcel Bazin m'a donné ses photographies d'Erzurum en 1965. Elise Massicard m'a donné des conseils utiles pour mes séjours en Turquie, et elle a relu plusieurs de mes travaux. Augustin Jomier, Philippe Pétriat, Charles Bosvieux, Romain Lecler et Gabrielle Angey m'ont relue et encouragée ; à tous va ma sincère gratitude. Je souhaite remercier tout particulièrement Nathalie Clayer, qui a relu de nombreux chapitres de cette thèse, et qui m'a été d'une aide très précieuse dans les derniers moments.

En Turquie, plusieurs professeurs ont accepté de me rencontrer et de m'aider dans mes recherches : Ahmet İnsel, Alp Yücel Kaya, Ayşen Uysal, Mükremin Yaman, Eyüp Öz, Ercan Çağlayan, Murat Metinsoy, Tanel Demirel, Sinan Yıldırmaz, Mehmet Kurt, m'ont prodigué de précieux conseils ; qu'ils en soient chaleureusement remerciés.

Mes remerciements vont à tous mes amis de Turquie, qui m'ont offert une aide logistique importante. Mustafa Oral m'a toujours ouvert les portes de chez lui pendant ces quatre années, Giray Korkusuz, Cemre Sengül et sa famille, Sertaç Kasaplar et Melike Kasaplar m'ont accueillie plusieurs fois, et m'ont rendu une multitude de petits services qui m'ont rendue la vie plus facile en Turquie. Ismail Eyüpoğlu m'a accueillie et aidée à Erzurum. À Izmir, Deniz Savcı m'a accueillie chez elle avec simplicité et gentillesse ; à Adana, Aydın Önen m'a accueillie et aidée. À Diyarbakır, Abdullah Koçal, Ramazan Tunç et Melek Ayhan, qui m'a accueillie chez elle, m'ont énormément aidée ; je tiens à remercier aussi Allan Kaval. Enfin, ma profonde reconnaissance va à Murat Geçikli, pour son aide logistique et son inestimable amitié, qui m'ont été d'une immense aide tout au long de ma thèse.

Je tiens également à remercier les amis qui m'ont relue et aidée à la fin de ma thèse : Manuel, Boris, Judith, Victor, Camille, Juliette, Audrey, et Julie. Cem Özgüzel m'a aidée pour des questions de

traduction du turc. Je remercie tout particulièrement Armand Desprairies, qui a su se montrer disponible dans les tous derniers moments. Je remercie aussi les amis qui m'ont entourée pendant ces quatre années ; Audrey, Clotilde, Antoine et René Sens. Je remercie également Charlotte Courreye ; Laëtitia, ma colocataire, m'a soutenue et encouragée pendant ces années de thèse. Mon infinie gratitude va à Marguerite qui a été prête à donner beaucoup de son temps pour m'aider dans les tout derniers instants. Merci !

Ma reconnaissance va enfin à ma grande famille, et surtout à mes parents, mon frère Pierre et ma sœur Marie, Kasser et Julia, qui m'ont toujours entourée de leurs conseils et de leur sollicitude. Je remercie enfin Mohid, pour son aide logistique dans les derniers moments, son imperturbable patience, et pour tout le reste.

Note sur la prononciation du turc

e se prononce « è », comme dans « ascèse ».

ı est une voyelle intermédiaire entre « i » et « é ».

ö se prononce « eu », comme dans « jeu ».

u se prononce « ou », comme dans « hibou ».

ü se prononce « u » comme dans « ubuesque ».

c se prononce « dj » comme dans « Djamel ».

ç se prononce « tch » comme dans « tchèque ».

g est toujours dur, comme dans « grammaire ».

ğ ne se prononce pas ou allonge légèrement la voyelle qui le précède :

beyoğlu se prononce « beyolou ».

h est expiré comme en allemand : « Hamburg ».

On roule le r.

s est toujours dur, comme dans « social ».

ş se prononce « ch » comme dans « chimère ».

y est une consonne, il se prononce comme dans « yoga ».

Sommaire

REMERCIEMENTS 7

NOTE SUR LA PRONONCIATION DU TURC 9

INTRODUCTION GENERALE : POURQUOI UNE SOCIOLOGIE DU PARTI DEMOCRATE? 15

I. **MOUVEMENT DU PEUPLE OU CONTRE-REVOLUTION, QUELQUES IMPASSES HISTORIOGRAPHIQUES SUR LE PARTI DEMOCRATE. 20**
A. « KEMALISME HISTORIOGRAPHIQUE » ET USAGES POLITIQUES DE L'HISTOIRE 21
B. L'USAGE DE SOURCES OFFICIELLES 27
II. ORIENTATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES : UNE APPROCHE LOCALISEE DU PARTI DEMOCRATE 29
A. PARTI ET CATEGORIES SOCIALES : LA CONSTRUCTION SOCIALE DES IDENTITES PARTISANES 29
B. JEUX D'ECHELLE : LE LOCAL COMME CADRE D'ENQUETE 31
C. QUELLES SOURCES POUR LA SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU PARTI DEMOCRATE ? 35
III. LA CONSTITUTION DU PARTI DEMOCRATE EN PARTI DOMINANT 40

PREMIERE PARTIE. AUX ORIGINES DU PARTI DEMOCRATE 45

CHAPITRE INTRODUCTIF. QUATRE DEPARTEMENTS, QUATRE CONFIGURATIONS DE LA FIN DU XIXE SIECLE A LA SECONDE GUERRE MONDIALE. 47

I. QUATRE PROVINCES OTTOMANES AU TOURNANT DU SIECLE : CRISES ET CARRIERES ASCENDANTES 50
A. UNE VILLE DE PROVINCE PAUVRE AU TOURNANT DU SIECLE : ERZURUM 50
B. VIOLENTS CONFLITS ENTRE GROUPES SOCIAUX A DIYARBAKIR 52
C. ADANA ET IZMIR : DEUX REGIONS EN PLEIN ESSOR 54
D. LA REVOLUTION JEUNE-TURQUE DE 1908 : UNE NOUVELLE GENERATION AU POUVOIR 57
II. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : GRANDE CATASTROPHE ET FIN D'UN MONDE 60
A. COMBAT NATIONALISTE, FORMATION D'ALLIANCES ET RUPTURES D'ALLIANCES. 62
B. LES ANNEES 1930 : LE CHP DANS LES PROVINCES 70
III. STRUCTURES ECONOMIQUES ET GRANDE DEPRESSION 73
A. AGRICULTURE DE SUBSISTANCE ET ELEVAGE A DIYARBAKIR ET ERZURUM 73
B. AGRICULTURE COMMERCIALE ET GRANDE DEPRESSION A IZMIR ET ADANA 75
IV. STRUCTURES SOCIALES : MORPHOLOGIE DES ELITES ET TISSU CONFESSIONNEL 78
A. DIVERSITE DES ELITES SOCIALES 79
B. COMPLEXITE ETHNIQUE ET CONFESSIONNELLE 89

CHAPITRE 1. SOCIO-GENESE DU PARTI DEMOCRATE 105

I. L'ANNEE 1945 : RETOUR SUR QUELQUES MYTHES FONDATEURS. 108
A. LA « NAISSANCE » DU PARTI DEMOCRATE : UNE CHRONOLOGIE FLOUE 108
B. LA « DECISION » D'INÖNÜ D'OUVRIR LE SYSTEME POLITIQUE 116
C. L'EMERGENCE D'UNE OPPOSITION ET SA TRANSFORMATION EN PARTI 121
II. UNE SOCIO-GENESE DU PARTI PAR L'ANALYSE DES TRAJECTOIRES DE SES FONDATEURS 126
A. L'UNIONISME EN PARTAGE : QUESTIONS DE GENERATION 127
B. BANQUIERS, HOMMES D'AFFAIRES, ET BOURGEOISIE DE PROVINCE : UN TYPE SOCIAL NOUVEAU 130
C. LA « PHOBIE D'INÖNÜ », UN FACTEUR CENTRAL 133
III. FAIRE PARTI(E) : LA FABRICATION D'UN LABEL PARTISAN 138
A. SE DOTER D'UNE FAÇADE INSTITUTIONNELLE : NOM, PROGRAMME, STATUTS. 138
B. L'IMPLANTATION TERRITORIALE DU PARTI : RECRUTER DES ELIGIBLES 141

C. Le premier congres du parti en janvier 1947 : les fondateurs face aux delegues 148
IV. Epilogue : le Parti democrate et les reseaux ultra-nationalistes 149
A. La jeunesse etudiante : les forces vives de l'ultra-nationalisme 152
B. Le proces Öner-Yücel : une revanche sur le proces pour touranisme 154
C. La rupture de 1948 156

DEUXIEME PARTIE. PROCESSUS DE POLITISATION 161

CHAPITRE 2. MOBILISATIONS ELECTORALES : LES ELECTIONS DE MAI 1950 165

I. L'invention de la campagne electorale : l'appel au peuple 167
A. Les rassemblements politiques au cœur du dispositif de campagne : opposer la « force du nombre a la force du nom » 170
B. Themes de campagne : un discours d'emancipation 183
II. Strategies locales et hybridation des dynamiques de politisation 191
A. La politisation des factions 192
B. Politisation d'un malaise economique et social : l'exemple d'Izmir. 201
III. Les elections de 1950 : des elections fondatrices. Une approche « par le bas » 209
A. Les fraudes aux elections de 1946 : l'education au vote au cœur de la strategie du Parti democrate 210
B. Jour d'elections : un essai d'ethnographie historique 216
C. Les resultats des elections : quelques remarques 220

CHAPITRE 3. LES CAMPAGNES ET LA POLITIQUE : MECANISMES DE POLITISATION EN MILIEU RURAL. 225

I. La politique au village : un « unanimisme villageois » ? 235
A. Le village : un espace coupe du monde ? 237
B. Le village : une structure dominee ? 238
C. Le village : un espace de tensions economiques et sociales 246
D. Clivages partisans au sein du village : trois schemas d'appropriation de la politique nationale 250
II. Les elites rurales de la ville au centre de la configuration rurale 253
A. Villes et campagnes dans une relation de symbiose 256
B. Les elites rurales des villes : un groupe social nouveau, issu d'un exode rural « par le haut » dans les annees 1940 261
C. Des intermediaires entre ville et campagne 264
III. L'arrivee au pouvoir du Parti democrate : l'essor de nouvelles elites. 274
A. Un conflit au sein des elites locales : les elites rurales des villes contre les grandes familles 275
B. Du capital social au capital politique : ce que le suffrage universel fait au social 281
C. Une adaptation des « notables traditionnels » ? 287

TROISIEME PARTIE. FONCTIONNEMENT INFORMEL ET ANCRAGE SOCIAL DU PARTI. 291

CHAPITRE 4. LE FACTIONNALISME COMME MODE D'ANCRAGE SOCIAL DU PARTI. 295

I. L'homme politique local comme architecte de la « base » du parti 300
A. Le systeme politique local : administration, organes locaux et parti 300
B. L'homme politique chef de faction : figure centrale du systeme local 304
C. Qu'est-ce qu'une faction ? La « mise en groupe » 311
II. Les scenes politiques locales dans le jeu des factions : congres du parti et presse locale. 317
A. La presse locale comme tribune des chefs de faction 318
B. Les congres du parti : scene des luttes factionnelles 324
III. Le factionnalisme comme principe ordonnateur des relations entre siege national et organisations locales du parti 334

A. Les factions : un medium dans les conflits entre organisations locales et siege national du parti ... 336
B. Le depute, chef et bienfaiteur de sa circonscription ... 340
C. Factions et politiques publiques : le leader national comme retributeur ... 352

CHAPITRE 5. CARRIERES POLITIQUES ET RELATIONS DE POUVOIR AU SEIN DU PARTI DEMOCRATE. 363

I. Devenir depute : l'epreuve de l'investiture electorale. ... 367
A. Ressources d'un homme politique et strategies de presentation de soi ... 369
B. L'investiture electorale : nœud des relations entre organisations locales et siege national du parti ... 375
C. Le controle du centre sur les candidatures ... 378
II. Trajectoires de « desengages » ... 385
A. Defection ou « depart protestataire » : instrumentalisation du systeme multipartisan ... 386
B. Apathie : silence sans depart et retour au parti ... 393
III. Avoir du pouvoir au sein du Parti democrate : liens personnels et pratiques informelles ... 395
A. Le groupe parlementaire et son comite executif : un contre-pouvoir ... 396
B. Etre membre du gouvernement : quel pouvoir ? ... 398
C. Le comite central du parti : un pouvoir variable ... 401
D. Adnan Menderes et Celal Bayar : une double personnalisation du pouvoir ... 404

QUATRIEME PARTIE. MILIEUX PARTISANS 417

CHAPITRE 6. LE PARTI DEMOCRATE ET LES MILIEUX D'AFFAIRES : L'EXEMPLE D'ADANA. 423

I. Une socio-histoire du groupe des marchands de Kayseri a Adana ... 425
A. La formation d'une « bourgeoisie nationale » a Adana ... 427
B. La Seconde Guerre mondiale et la taxe sur la fortune : un tournant dans la structure economique de la ville ... 433
C. Les marchands de Kayseri a Adana a la fin des annees 1940 : investissements dans l'agriculture et dynamisme local ... 436
II. Les hommes d'affaires d'Adana comme cas d'etude de l'influence des hommes d'affaires sur la politique a la periode du DP ... 440
A. La formation d'un groupe avec le soutien au DP : les entrepreneurs d'Adana. ... 442
B. Les ressorts de l'identification partisane ... 449
C. L'exemple d'Adana est-il generalisable ? Le cas d'Izmir. ... 456
III. Le tournant de 1955 : une alliance qui perdure ... 458
A. L'echec aux elections de 1957 : la fin du soutien des hommes d'affaires ? ... 459
B. Le tournant de 1955 : defections multiples au Parti democrate ... 460
C. Du financement au racket ? Les hommes d'affaires fideles au Parti democrate ... 471

CHAPITRE 7. LES MILIEUX CONSERVATEURS. L'EXEMPLE D'ERZURUM 483

I. LES *ESNAF* : DES INTERMEDIAIRES CULTURELS 490

A. Les *esnaf* : maitrise des circuits economiques dans le monde rural ... 492
B. Les *esnaf* dans les rangs des cemaat ... 494
II. Professions, corporations et *cemaat* : reservoirs de la tradition et acteurs de la politisation. 498
A. La profession : un univers conservateur ... 499
B. Les corporations d'esnaf : reservoirs de traditions et structures clientelisables ... 505
C. La *cemaat* : un ferment de politisation ? ... 512
III. La politique aux « couleurs du local » : l'identite conservatrice du Parti democrate a Erzurum 517
A. Les responsables locaux du Parti democrate a Erzurum : *esnaf* et eleves de Said Nursi ... 518

B. Le discours local du Parti democrate : un decalage par rapport a la politique nationale 520
C. Tensions entre le Parti democrate et le mouvement *nurcu* a Erzurum apres 1957 525
IV. L'engagement pour le Parti democrate : ideal et clientelisme politique. 527
A. Adnan Menderes, figure de proue des acteurs islamistes 527
B. Les *esnaf* dans la clientele du Parti democrate 529

CHAPITRE 8. EPILOGUE : LE PARTI DEMOCRATE A L'EPREUVE DES DEFECTIONS. 543

I. Les petits producteurs agricoles, un soutien inalienable au Parti democrate ? 548
A. Les producteurs de tabac de la region Egee : un soutien negocie au Parti democrate 550
B. La pauperisation des petits agriculteurs : l'exemple d'Adana. 555
II. Naissance d'une culture ouvriere et tournant repressif du Parti democrate 561
A. Une « formation de la classe ouvriere » dans les annees 1950 ? 562
B. Le Parti democrate et le mouvement ouvrier : le tournant repressif de 1952 568
C. Deceptions et desaveu ouvrier a Izmir et Adana vers la fin de la periode 572
III. Le DP face aux acteurs kurdes : de la cooptation a la repression 578
A. Ouverture et repression : L'AKP et le DP face a la question kurde 579
B. La reconnaissance des droits des citoyens kurdes ? 582
C. 1955 : un tournant dans les relations entre les Kurdes et le Parti democrate 584
D. Celal Bayar : figure de la repression des acteurs kurdes a la fin des annees 1950 591

CONCLUSION GENERALE: QUE NOUS ENSEIGNE UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU PARTI DEMOCRATE ? 599

GLOSSAIRE 645

ANNEXES 647

Annexe n°1 : Adana, Diyarbakir, Erzurum, Izmir : quelques cartes complementaires. 647
Annexe n°2 : quelques photographies des elections de 1946 648
Annexe n° 3 : la fondation de partis d'opposition dans le departement d'Izmir vus par les cadres locaux du Parti republicain du peuple. 654
Annexe n°4 : Les elections de 1950 : documents iconographiques complementaires 673
Annexe n° 5 : Le village turc dans les annees 1950 et 1960 : quelques photographies et caricatures 675
Annexe n° 6 : quelques caricatures sur le Parti democrate et la religion 680
Annexe n° 7 : Les elections de 1954 et les elections de 1957 683
Annexe n°8 : Milieux conservateurs a Erzurum 688
Annexe n°9 : Hommes d'affaires et politique a Adana 692

TABLE DES ILLUSTRATIONS 697

Introduction générale
Pourquoi une sociologie du Parti démocrate?

À quelques années près, la droite n'a jamais vraiment quitté le pouvoir en Turquie, depuis la victoire du Parti démocrate aux élections législatives de 1950. Dans les années 1960 et 1970, la scène politique est dominée par le Parti de la justice (*Adalet Partisi*), l'héritier direct du Parti démocrate. Fondé en 1983 par Turgut Özal, le Parti de la mère patrie (*Anavatan partisi*) reste au pouvoir plus de dix années, tandis que les partis islamistes progressent dans les années 1990[1]. En 2001, Le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP) prend le pouvoir pour ne plus le quitter jusqu'à aujourd'hui.

Comment expliquer l'hégémonie de la droite conservatrice en Turquie ? Plusieurs analyses, qui relèvent parfois de la tautologie (« Les Turcs sont conservateurs »), et parfois de l'instrumentalisation politique (« les partis de droite sont les partis du peuple, alors que le CHP est le parti d'un *establishment* militaro-bureaucratique qui n'a pas de base sociale ») sont régulièrement avancées dans le débat public. Ce faisant, les partis de la droite de gouvernement, en Turquie, n'ont reçu, en tant que tels, que peu d'intérêt scientifique.

Une telle situation n'est pas propre à la Turquie : Florence Haegel remarque que, alors que les partis de droite ont été le plus longtemps au pouvoir en France, la droite n'est jamais étudiée sous l'angle de la formation partisane. Il est révélateur que les historiens s'intéressent à la droite pour en faire une histoire intellectuelle : l'idée selon laquelle la droite pourrait se passer de partis est très répandue[2]. Aux États-Unis, on ne compte pas les analyses des racines intellectuelles du conservatisme et du néo-conservatisme[3] ; les études du Parti républicain sont beaucoup plus rares[4].

Nous voulons, à rebours de ces analyses, étudier le premier des partis politiques arrivés au pouvoir par des élections libres en Turquie, le Parti démocrate, et ainsi la première expérience historique de constitution d'un parti élu en parti dominant. Cette étude de cas, qui est en même temps une étude des origines, nous offre des outils appropriés pour penser le passage à un système de compétition politique, et le verrouillage progressif, par un parti, du champ politique. C'est aussi le moyen d'observer la première élaboration « en actes » d'une syntaxe conservatrice.

---

[1] Hamit Bozarslan, *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La découverte, 2004.
[2] Florence Haegel, *Les droites en fusion : transformations de l'UMP*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2012, p. 15.
[3] Wendy Brown, *Les habits neufs de la politique mondiale, néo-libéralisme et néo-conservatisme*, traduit par Christine Vivier, Les prairies ordinaires, 2007 ; Albert Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, traduit par Pierre Andler, Paris, Fayard, 1991.
[4] Robert Mason, François Vergniolles de Chantal, Alix Meyer, *Réactions en chaîne, les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush, 1952-2008*, éditions Fahrenheit, 2015.

1946-1960 : la première expérience démocratique

À l'automne 1945, Ismet Inönü, alors président de la République de Turquie, autorise *de facto* la formation de nouveaux partis politiques, mettant fin à dix-huit années de parti unique. Le Parti démocrate, fondé en janvier 1946 par quelques anciens membres du Parti unique, remporte les élections législatives de 1950 : c'est la première fois qu'un parti arrive au pouvoir par les urnes dans l'histoire du pays. Très rapidement, le Parti démocrate devient majoritaire dans le jeu politique : il remporte les élections législatives de 1954, puis celles de 1957, par une large victoire, et ne quitte le pouvoir que par la violence, après un coup d'État de l'armée, en mai 1960.

À plusieurs égards, la période qui s'étend de 1946 à 1960 est une période fondatrice pour la Turquie contemporaine. Pour la première fois, une élection y a lieu au suffrage universel direct, opposant plusieurs partis qui sont en compétition. On pourrait appliquer à cette situation le paradigme de la « transition démocratique », qui a l'avantage de rendre compte de l'incertitude propre aux phases de transformations politiques et institutionnelles. Une telle approche s'expose toutefois à de nombreux écueils, qui ont été bien résumés par Myriam Aït-Aoudia : elle est normative et téléologique ; elle emporte une conception des élites comme groupe restreint d'acteurs désincarnés, détachés de tout ancrage social ; elle donne la primauté aux stratégies des acteurs[5]. Myriam Aït-Aoudia, dans son étude de l'expérience démocratique en Algérie, préfère substituer à ce cadre d'analyse celui de la sociologie du changement de régime[6].

Nous ne souhaitons pas ici donner une définition du régime autoritaire ou du régime démocratique à partir de critères préétablis ; nous voulons privilégier, à la suite de Vincent Geisser et d'Olivier Dabène, une approche déductive, qui mette en exergue des « logiques » et des « situations »[7]. Penser en termes de logiques et de situations nous permet de saisir les éléments qui dépassent le simple cadre juridique : l'élaboration de nouvelles règles du jeu politique, la reconversion d'anciennes élites, la mobilisation de savoir-faire dans la construction de partis, mais surtout la redéfinition des acteurs habilités à participer à la compétition politique. Par ailleurs, le suffrage universel et l'instauration d'une démocratie électorale transforment profondément les relations sociales et l'organisation du pouvoir ; il y va – c'est ce que nous sommes invités à élucider – de

[5] Cf. Myriam Aït-Aoudia, *L'expérience démocratique en Algérie, 1988-1992 : apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, presses de Sciences Po, 2015. Cf aussi Michel Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence », Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000. p. 585-614.
[6] Myriam Aït-Aoudia, *op. cit.*
[7] Olivier Dabène, Vincent Geisser et Gilles Massardier, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008.

« l'empreinte du politique sur le social »[8]. Enfin, c'est la première fois que ce qui deviendra plus tard la « droite » s'articule de façon aussi nette, à travers le Parti démocrate.

Sociologie d'un changement de régime

Notre travail se trouve au cœur de plusieurs problématiques. Une première série de questions concerne la sociologie du changement de régime : quel rôle jouent les partis dans le changement de régime ? Comment l'ouverture du système partisan modifie-t-il la définition des personnes admises à participer au travail de représentation politique ? Comment s'articulent les dimensions locale et nationale dans l'élaboration d'une identité politique pour un parti nouveau ? Comment se renouent des situations autoritaires et comment un parti parvient-il *concrètement* à réduire progressivement la compétition électorale pour devenir dominant sur la scène politique ?

Pour répondre à ces questions, nous avons centré notre étude sur le parti politique, en le saisissant à travers ses configurations locales, répondant ainsi à l'appel de Myriam Aït-Aoudia et de Jérôme Heurtaux qui, en 2006, regrettaient que les partis politiques soient largement absents des réflexions sur les changements de régime : « plus on s'éloigne de l'Europe occidentale vers l'Est et le Sud, plus les partis sont disqualifiés en tant qu'objets de recherche. »[9]. Nous avons privilégié une séquence chronologique longue, qui nous permettait d'examiner à la fois l'ouverture du champ politique et le progressif retour à une situation autoritaire vers la fin des années 1950.

Le parti joue un rôle central dans la définition des acteurs habilités à « faire de la politique » et dans le réinvestissement de savoir-faire construits dans la situation de parti unique. En Afrique, les transitions vers un système pluripartite dans les années 1990 n'ont pas abouti à un avènement de la démocratie libérale ; les anciens partis uniques se sont transformés en partis dominants[10]. Dans le cas du Parti démocrate, c'est l'inverse : l'ancien parti d'opposition au parti unique se constitue progressivement en parti dominant, en combinant l'intégration d'acteurs nouveaux et la permanence de réseaux, de pratiques et de modes de gouvernement issus du parti unique.

Constitution du Parti démocrate en parti dominant

Un deuxième point problématique concerne la catégorie de parti dominant. Le parti dominant, qui se distingue du parti autoritaire en ce qu'il se maintient au pouvoir par des élections libres a

[8] Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La découverte, 2007 [1997], p. 26.
[9] Myriam Aït-Aoudia et Jérôme Heurtaux. « Partis politiques et changement de régime », *Critique internationale*, vol. n° 30, n° 1, 2006, p. 125-127.
[10] Mathieu Mérino, « L'emprise partisane au Kenya : regard sur deux campagnes électorales locales (novembre 2001 et décembre 2002) », C*ritique internationale*, 2006/1, n°30, p. 177-189.

jusqu'ici surtout été pensé dans le cadre d'une réflexion sur la démocratie[11], et plus particulièrement d'une approche typologique des systèmes de partis[12]. La principale difficulté posée par ce terme est celui de sa définition : faut-il définir un parti dominant par la durée de son maintien au pouvoir, ou faut-il faire valoir des critères qualitatifs ? Un deuxième ordre de questions concerne les raisons de son maintien au pouvoir : qu'est-ce qui l'explique ?

Nous voulons, quant à nous, partir d'une définition qualitative du parti dominant, qui ne se résume pas à la durée de son maintien au pouvoir. Maurice Duverger, dès 1951, donnait en la matière des pistes intéressantes, en définissant le parti dominant comme le parti d'une époque : « un parti est dominant quand il s'identifie à une époque ; quand ses doctrines, ses idées, ses méthodes, son style en quelque sorte, coïncident avec ceux de l'époque ». Plus encore, ajoutait-il, le parti dominant est essentiellement une affaire de croyance : « Un parti dominant est celui que l'opinion *croit* dominant »[13]. Pour analyser la façon dont le Parti démocrate devient un parti dominant, nous reprendrons les principaux éléments de la définition proposée par Patrick Dunleavy : un parti dominant est celui qui paraît à l'électeur exceptionnellement efficace par rapport aux autres, parce qu'il dispose du monopole d'un discours idéologique[14]. À notre sens, il est possible de mobiliser la notion de parti dominant en-dehors d'une réflexion sur le système de partis, ou sur la démocratie, pour lui appliquer une approche empirique.

Nous souhaitons étudier comment, par quels moyens concrets et selon quelles modalités, le Parti démocrate se constitue historiquement en parti dominant. Voyons d'abord, à travers un bref état de la littérature, comment le Parti démocrate a été pensé jusqu'à présent.

I. **Mouvement du peuple ou Contre-révolution, quelques impasses historiographiques sur le Parti démocrate**.

Le Parti démocrate, et, plus généralement, la période des années 1950 en Turquie, n'ont reçu qu'un faible intérêt scientifique. Cela est dû, à notre sens, à une double série de raisons : d'une part, il s'agit d'une période trop éloignée pour être véritablement contemporaine et faire, à ce titre, l'objet de

[11] T. J Pempel, *Uncommon democracies, the One-Party Dominant regimes*, Cornell University Press, 1990 ; Hermann Giliomee et Charles E.W. Simkins, *The Awkward Embrace: One-party Domination and Democracy*, Taylor and Francis, 1999 ; Marco Rimanelli, *Comparative Democratization and Peaceful Change in Single-Party-Dominant Countries*, New-York, Palgrave Macmillan, 1999.
[12] Jean Blondel, « Types of Party systems », in Peter Mair (dir.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 302-310.
[13] Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1964 [1951], p. 341-342.
[14] Patrick Dunleavy, « Rethinking dominant party systems », in Bogaards, Matthijs et Boucek, Françoise, (dir.), *Dominant political parties and democracy: concepts, measures, cases and comparisons*, Londres, Routledge, 2010, p. 23-44.

travaux de sociologie : les sources, nous le verrons, sont lacunaires. Mais cette période est aussi, en un sens, trop récente pour faire l'objet de travaux historiques : en Turquie plus encore qu'ailleurs, la noblesse de tels travaux est jugée en fonction de l'éloignement de leur objet. Ainsi, le champ de production du savoir sur le Parti démocrate est morcelé entre plusieurs disciplines, histoire et science politique, mais aussi entre plusieurs niveaux de discours, non universitaire et universitaire, et, au sein même du champ universitaire, entre universités anglophones et turcophones. À côté de la production académique, il existe toute une « zone grise » : production étudiante, ouvrages d'intellectuels publics – notamment tous les intellectuels conservateurs, qui, jusqu'à récemment, n'avaient pas de poste à l'université –, d'hommes politiques[15] ou tout simplement d'historiens amateurs[16]. Nous le verrons, le Parti démocrate est aussi l'objet d'une mémoire conflictuelle entre intellectuels conservateurs et intellectuels kémalistes. Pour des raisons d'intelligibilité du propos, nous séparerons les discours des deux disciplines, histoire et science politique, qui ne posent pas les mêmes problèmes.

A. « Kémalisme historiographique »[17] et usages politiques de l'histoire

Gavin Brockett, dans un article publié en 2011, regrettait que l'histoire sociale, qui a largement pénétré l'histoire ottomane, n'ait pas encore atteint l'histoire de la Turquie républicaine[18]. L'auteur y voit la conséquence de la force, en histoire, du récit national kémaliste, qui considère les formes institutionnelles occidentales comme nécessairement supérieures à tout ce qui est ottoman, et la réalisation des réformes républicaines comme un progrès en soi. L'imposition au peuple de ces réformes par les élites est vue comme une part nécessaire de cette histoire. L'application de ce schéma narratif en histoire a surtout pour conséquence une ignorance presque totale de la majorité de la population, qui vivait en-dehors des grandes villes comme Istanbul ou Ankara. Les tenants et aboutissants de ce « kémalisme historiographique », ainsi que son influence sur la recherche européenne puis américaine, ont été bien étudiés[19] ; c'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas ici.

Plus intéressantes pour nous sont les conséquences de ce « kémalisme historiographique » sur la façon dont le Parti démocrate a été pensé par les historiens jusqu'à aujourd'hui. Les chercheurs européens montrent un faible intérêt pour la Turquie post-1945. La fascination exercée par les réformes kémalistes sur la recherche européenne concentre les travaux historiens sur la période de la

[15] Voir par exemple Serhan Yücel, *Demokrat Parti* [Le Parti démocrate], Istanbul, Ülke Kitapları, 2001.
[16] Şevket Çizmeli, *Menderes: demokrasi yıldızı?* [Menderes : une étoile de la démocratie ?], Istanbul, Arkadaş, 2007.
[17] La formule est de Marc Aymes.
[18] Gavin Brockett, « Social History and the Historiography of Modern Turkey », in Gavin Brockett (dir.), *Towards a Social History of Modern Turkey: Essays in Theory and Practice*, Istanbul, Libra Yayınları, 2011.
[19] Voir Benjamin Gourisse, « Ordonner et transiger : l'action publique au concret dans l'Empire ottoman et en Turquie », in Marc Aymes, Benjamin Gourisse, et Elise Massicard (dir.), *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*. Paris, Karthala, 2013. Voir aussi Emmanuel Szurek« Gouverner par les mots. Une histoire linguistique de la Turquie nationaliste », thèse dirigée par François Georgeon, soutenue en juin 2013 à l'EHESS, Paris, p. 5.

fin de l'Empire ottoman et du passage à la République, sur les années 1920 et les années 1930. Les publications qui concernent l'histoire de la République turque après 1938, soit après la mort d'Atatürk, sont beaucoup plus rares[20]. D'autres travaux historiens se concentrent sur les deux événements qui encadrent la période : le passage au multipartisme, centré sur l'année 1945[21], et le coup d'État du 27 mai 1960, le premier d'une longue série[22].

1. La version kémaliste du Parti démocrate : le peuple manipulé par la réaction religieuse

Quant aux recherches qui s'attachent spécifiquement au Parti démocrate, elles portent à la fois le sceau du paradigme kémaliste en histoire et le poids des enjeux mémoriels autour du parti. Nous pouvons distinguer grossièrement trois périodes, et trois types d'analyse, dans les études sur le Parti Démocrate[23]. La première production écrite sur le Parti démocrate est celle des hommes politiques démocrates eux-mêmes ; le plus prolixe d'entre eux est Samet Agaoğlu[24]. Selon la conception élaborée par les auteurs démocrates, le Parti démocrate est, avant tout, un « mouvement du peuple » (« *halk hareketi* »)[25]. L'idée est que le Parti démocrate s'est certes appuyé sur des classes économiquement influentes, mais que sa base était populaire. Cet angle d'analyse est modelé par des impératifs politiques : il s'agissait de distinguer lequel des deux partis, Parti républicain du peuple et Parti démocrate, était celui du peuple, pour prouver sa légitimité. Cet argument a toutefois son importance, parce qu'il sera repris, plus tard, par les conservateurs.

Une deuxième tradition d'analyse, qui a été produite par des personnalités plus proches du CHP[26], ne remet pas fondamentalement en cause l'idée que le Parti démocrate est un mouvement du

[20] Comme le montre la page du site du *European Journal of Turkish Studies* consacré aux publications sur la Turquie en 2008 : une section appelée « Late Ottoman and Republican History », contient un nombre important d'ouvrages ; aucune publication n'a pour objet la période après 1945. https://ejts.revues.org/4367.

[21] Kemal Karpat, *Turkey's Politics. The Transition to a Multi-Party System*, Princeton University Press, 1959

[22] Tanel Demirel, *Türkiye'nin Uzun On Yılı. Demokrat Parti İktidarı ve 27 Mayıs Darbesi* [La plus longue décennie de Turquie. Le pouvoir du parti démocrate et le coup d'État du 27 mars.], Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2011, et Pelt, Mogens. *Military Intervention and a Crisis Democracy in Turkey: The Menderes Era and Its Demise*, Londres, I.B.Tauris, 2014.

[23] Pour un état de l'art très détaillé, voir Cemil Koçak, *İktidar ve Demokratlar. Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları* (1945-1950)[Le pouvoir et les démocrates. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 2, İletişim, Istanbul, 2012, p. 188-190. Voir aussi Tanel Demirel, *op. cit*., p. 4.

[24] Samet Agaoğlu, *İki parti arasındaki farklar* [Les différences entre les deux partis], Istanbul, Arbas matbaası, 1947.

[25] Samet Agaoğlu, *Demokrat partinin doğuş ve yükseliş sebepleri – bir soru* [Les raisons de la naissance et de l'ascension du Parti démocrate – une question], Istanbul, Baha matbaası, 1972.

[26] Ismail Cem, *Türkiye'de geri kalmışlığın tarihi* [Histoire du sous-développement en Turquie], Istanbul, Türkiye İş Bankası, 2008, p. 387-388 ; Emre Kongar, *İmparatorluktan günümüze Türkiye'nin toplumsal yapısı* [La structure sociale de la Turquie de l'Empire à nos jours], Istanbul, Cem yayınevi, 1978, p. 423-424 ; Yalçın Küçük, *Türkiye üzerine tezler (1908-1978)* [Thèses sur la Turquie (1908-1978)], Istanbul, Tekin yayınevi, 1978, p. 279-290 et p. 298-301. Plus récemment, voir Sina Akşin, *Kısa Türkiye tarihi* [Histoire courte de la Turquie], Istanbul, Türkiye İş Bankası, 2008.

peuple ; mais il y va, alors, d'un peuple insuffisamment éduqué aux réformes kémalistes, et dont les sentiments contre-révolutionnaires ont été exploités par des hommes politiques mal intentionnés[27]. Kemal Karpat, dans un livre publié en 1959, soulignait déjà que le DP s'appuyait largement sur les industriels et les propriétaires terriens – même si l'auteur précise que le soutien populaire au DP venait des paysans pauvres[28].

Cette conception doit aussi à ce qu'Emmanuel Szurek a appelé l'« élitisme républicain » : l'illettrisme est considéré par les élites kémalistes comme un défaut d'humanité ; l'analphabète est « esclave de la superstition et de l'ignorance »[29]. Les masses rurales d'Anatolie ne peuvent pas être considérées comme des acteurs à part entière de l'histoire ; elles n'en ont pas les moyens. Elles sont ainsi naturellement soumises à la manipulation des tenants de la réaction religieuse (*irtica*), qui fait figure, dans le récit kémaliste de l'histoire, de Mal politique en soi[30]. La catégorie d'*irtica* est aussi celle par laquelle le kémalisme caractérise toute forme d'opposition. Cem Emrence a montré que le Parti républicain libre, formé en 1930, avait été présenté comme un parti réactionnaire, à la fois par le CHP de l'époque et par l'historiographie kémaliste[31]. L'auteur, qui livre une analyse approfondie de la mobilisation pour le parti dans la région Egée, montre pourtant le poids de la crise financière de 1929 dans cette dynamique, et met en avant les raisons sociales du mécontentement.

Une dernière approche, qui se confond assez étroitement avec la précédente, est l'approche marxiste. Plusieurs ouvrages, écrits entre la fin des années 1950 et la fin des années 1990, décrivent le DP comme le parti de la « bourgeoisie », ou des classes dominantes. Cem Eroğul, l'auteur de la première monographie sur le parti, présentait le DP comme le parti de la bourgeoisie « *compradore* », alliée aux puissances impériales pour maintenir le « peuple » dans un état de sous-développement. Çağlar Keyder, un économiste, décrit également le Parti démocrate comme le parti des élites économiques, alors que le Parti républicain du peuple était resté celui de la bureaucratie[32].

2. Le contre-discours conservateur : le peuple conservateur contre la bureaucratie répressive

Les discours kémalistes et marxistes sur le Parti démocrate, qui le présentent comme le parti de la bourgeoisie contre le peuple, restent dominants dans le champ intellectuel jusqu'aux

[27] Cemil Koçak, *Iktidar ve demokratlar*, op. cit., p. 185.
[28] Kemal Karpat, *op.cit.*, p. 316.
[29] Emmanuel Szurek, « Gouverner par les mots. Une histoire linguistique de la Turquie nationaliste », thèse dirigée par François Georgeon, soutenue en juin 2013 à l'EHESS, Paris, p. 254.
[30] Hamit Bozarslan, « Le madhisme en Turquie : L'« incident de Menemen » en 1930 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 91-94, juillet 2002.
[31] Cem Emrence, *Serbest Cumhuriyet Fırkası: 99 günlük muhalefet*. [Le parti républicain libre : 99 jours d'opposition], Istanbul, İletişim Yayınları, 2006.
[32] Keyder, Çağlar, *State and class in Turkey: a study in capitalist development*, Londres, Verso, 1987

années 2000. Cette dernière décennie a marqué une nouvelle période dans l'historiographie du Parti démocrate. D'abord, les productions écrites sur le Parti démocrate deviennent très nombreuses. Alors que le pouvoir de l'AKP était menacé par l'armée turque, de 2001 à 2009, environ, le Parti démocrate, dont les dirigeants de l'AKP ont clairement revendiqué l'héritage, a été présenté par plusieurs auteurs comme le parti du « peuple » contre la bureaucratie.

Produit hors du champ académique, cet argumentaire doit beaucoup aux écrits des démocrates eux-mêmes, et trouve ses origines dans les années 1970[33]. Il s'est développé à travers d'innombrables biographies d'Adnan Menderes, principal leader du parti, condamné à mort par le gouvernement militaire et pendu le 17 septembre 1961. Ces biographies[34] présentent Adnan Menderes comme le martyr de la démocratie et la victime de l'armée. Elles mettent en scène un combat récurrent, presque éternel, du peuple religieux contre l'*establishment* kémaliste, laïque et oppresseur. Ces ouvrages, à l'instar des dirigeants de l'AKP, mettaient l'accent sur la victoire des urnes, le caractère massif du vote, attribué aux « masses paysannes » religieuses. Le parallélisme explicite fait entre Recep Tayyıp Erdoğan et Adnan Menderes montre le caractère instrumental de cette production.

Cet investissement du Parti démocrate par les intellectuels conservateurs a contribué à raviver l'idée selon laquelle le Parti démocrate était un « mouvement du peuple », participant à la réécriture du destin de la démocratie turque comme un affrontement entre élites laïques et peuple religieux manipulé. Toutefois, l'afflux d'ouvrages écrits par des intellectuels conservateurs n'a pas réellement contribué à renouveler l'analyse du Parti démocrate, laquelle souffre, en définitive, de défauts symétriques à ceux qui grèvent l'historiographie des réformes kémalistes : présentées par les historiens kémalistes comme progressistes et modernisatrices, ces réformes sont critiquées par les auteurs conservateurs comme oppressives et autoritaires, mais très peu de travaux font véritablement l'effort d'analyser la réception de ces réformes dans la société turque. Les analyses des conservateurs ne sont que le reflet inversé de celles des kémalistes : si elles disent le contraire, elles adoptent fondamentalement les mêmes sources et les mêmes méthodes[35]. De la même façon, les ouvrages conservateurs, qui présentent le Parti démocrate comme un mouvement du « peuple », ne font que construire un contre-discours, qui ne dialogue jamais vraiment avec la vision kémaliste.

[33] Nazlı Ilıcak, *Yalniz Adam Menderes* [Menderes, l'homme seul], Istanbul, Merkez kitap, 2007.
[34] Etant donné leur très grand nombre, il n'y a pas lieu ici de les citer toutes. Quelques exemples : *Demokrasi şehidi: Adnan Menderes* [Le martyr de la démocratie: Adnan Menderes], İbrahim Sertkaya, Yağmur Yayınevi, 2007; *Bir yiğit vardı: Başbakan Adnan Menderes'in hayatı* [Il était une fois un héros : la vie du Premier ministre Adnan Menderes], Erdal Şen, Yitik Hazine Yayınları, 2010.
[35] Murat Metinsoy, « Everyday resistance to unveiling and flexible secularism in early republican Turkey », in Cronin, Stephanie. *Anti-Veiling Campaigns in the Muslim World: Gender, Modernism and the Politics of Dress*, Londres, Routledge, 2014.

Ces deux versions de l'histoire de la période démocrate conduisent donc à une aporie : si nous schématisons à l'extrême, il y aurait, d'un côté, le peuple manipulé, et, de l'autre, le peuple conservateur et religieux. Ces deux approches ont en commun de construire une histoire très « politique » et très peu sociale. Aucune histoire du Parti démocrate, ou presque, ne se penche sur le niveau local – à l'exception des mémoires étudiants, très prolifiques. Ce dernier trait s'explique aussi par le caractère à la fois clos et court de la période étudiée : on ne compte pas les mémoires, malheureusement souvent de faible qualité, qui étudient le Parti démocrate dans tel ou tel département. Ainsi, la discipline historique s'est assez peu penchée sur le rapport entre le Parti démocrate et la société turque ; tel est aussi le cas, pour d'autres raisons, de la science politique.

3. La science politique : paradigme de la « démocratisation » et système de partis

Les sciences politiques se sont aussi saisies de l'objet « Parti démocrate »[36], souvent dans le cadre plus général d'études sur les partis politiques en Turquie. La façon dont les sciences politiques ont abordé, en Turquie, l'objet « parti », a été synthétisée de façon très approfondie par Elise Massicard[37] ; notre propos, en la matière, se bornera à en reprendre les grandes lignes. Les travaux plus récents, qui se saisissent de l'informel[38], des réseaux[39], des milieux[40] et des rapports de forces au sein des partis politiques, ont été laissés de côté, dans la mesure où ils ne concernent pas le Parti démocrate.

L'étude des partis en Turquie porte le sceau d'une approche par la « démocratisation », qui s'attache à comprendre le rôle que jouent les partis politiques dans la consolidation démocratique du pays[41]. Ces analyses, qui, souvent, concernent plus les systèmes de partis que l'un ou l'autre de ces partis[42], partagent un présupposé normatif relatif à l'écart qui sépare les partis politiques turcs des

[36] Ergun Özbudun, *Perspectives on Democracy in Turkey*, Ankara, Turkish Political Science Association, 1988 ; Metin Heper et Jacob M. Landau, *Political Parties and Democracy in Turkey*, Londres, Routledge, 2016.
[37] Pour un état des lieux de la recherche sur les partis en Turquie, voir Elise Massicard, « L'étude des partis politiques en Turquie : bilan des travaux et pistes de recherche », *HyperArticlesenLigne*, 2007 (http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00164474/fr/).
[38] Elise Massicard, « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, vol. 92, n° 4, 2010, p. 53-75.
[39] İpek Gencel Sezgin, « How Islamist Parties Emerge: The Case of the National Order Party », in Elise Massicard et Nicole Watts (dir.), *op. cit.,* p. 77-99.
[40] Jenny White, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, Washington, University of Washington Press, 2002.
[41] Huri Türsan, *Democratisation in Turkey: The Role of Political Parties*, Peter Lang, 2004.
[42] Sabri Sayari et Yilmaz Esmer, *Politics, parties, and elections in Turkey*, Boulder, Lynne Riener, 2002 ; Ergun Özbudun, « The Turkish Party System: institutionalization, polaRızation, and fragmentation », Middle Eastern Studies, n°17, p. 228-240, avril 1981 ; Semih Vaner, « Système partisan, clivages politiques et classes sociales » CEMOTI, n°1, 1985, p. 1-27 ; Cem Başlevent, Hasan Kirmanoğlu, Burhan Şenatalar, Burhan (2004-05) « Voter profiles and fragmentation in the Turkish party system », *Party Politics*, n°10, vol.3, p.307-324, 2004-2005.

partis des démocraties occidentales idéalisées[43]. Cette approche n'est pas propre à la Turquie ; plusieurs auteurs regrettent la prégnance du paradigme de la « démocratisation » concernant le terrain africain[44].

La plupart du temps, les partis sont abordés sous l'angle institutionnel. Les analyses reposent alors sur l'idée que les partis politiques sont très fortement centralisés, et que, pour comprendre leur fonctionnement, il faut d'abord comprendre les stratégies de leurs dirigeants au niveau national[45]. Cette personnalisation du pouvoir n'est pas interrogée en tant que telle : elle découle d'un postulat, celui de la prééminence du leader, plutôt que d'une analyse des structures organisationnelles du parti[46]. Ainsi, ces approches se concentrent sur la politique « visible », et s'appuient sur des sources telles que les programmes politiques, les statuts des partis, les interventions des députés au Parlement[47].

Enfin, la question de l'implantation sociale des partis politiques est inégalement abordée. Concernant spécifiquement le Parti démocrate, l'analyse qui a prévalu est celle qui fait fond sur une opposition entre « centre » et « périphérie »[48]. Pour Şerif Mardin, la bureaucratie du CHP, l'État, l'armée constituent un « centre » qui s'oppose à une « périphérie », c'est-à-dire le reste de la société, et notamment le monde rural. Dans cette perspective, le Parti démocrate est le parti de la « périphérie », et sa victoire aux élections de 1950 représente une revanche de la périphérie sur le centre. Cette analyse a l'avantage de présenter un cadre interprétatif, mais pèche par la polysémie des termes qu'elle place au cœur de sa logique, à savoir ceux de « centre » et de « périphérie », qui peuvent renvoyer à un clivage social ou géographique. D'autres ouvrages se sont penchés sur la question des classes sociales et de leur articulation avec les partis politiques[49]. Ces travaux, qui donnent des éléments sociologiques concrets sur les élites politiques, s'appuient généralement sur l'idée selon laquelle la catégorie sociale des acteurs politiques nous éclaire sur la classe sociale qu'ils prétendent représenter. Or un parti politique ne saurait se résumer à ses leaders ; l'analyse doit aller plus loin. Quant au factionnalisme[50] et au clientélisme, ils ont été étudiés sous un angle très particulier, sur lequel nous reviendrons.

---

[43] Ali Çarkoğlu, « The Turkish party system in transition: party performance and agenda change », *Political Studies*, vol. 46, n°3 Special Issue, 1998, p.544-571.
[44] Mamoudou Gazibo, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, p. 5-17.
[45] Ergun Özbudun, *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic*, Consolidation, Boulder, Rienner, 2000.
[46] Elise Massicard, « L'étude des partis politiques en Turquie… », art. cité, p. 9.
[47] Elise Massicard et Nicole Watts, *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking Up the Party*, Londres, Routledge, 2013, p. 2.
[48] Şerif Mardin, « Center-periphery relations: A key to Turkish politics? » *Daedalus*, n°102, vol. 1, p. 169-190, 1973.
[49] Muzaffer Sencer, *Türkiye'de siyasal partilerin sosyal temelleri* [Les bases sociales des partis politiques en Turquie], Istanbul, Geçis, 1971 ; Ahmet Yücekök, *Siyasetin Toplumsal Tabanı (siyaset sosyolojisi)* [La base sociale de la politique (sociologie de la politique)], Ankara, Sevinç matbaası, 1987.
[50] Sabri Sayarı, « The Turkish Party System in Transition », *Government and Opposition*, n°13, p. 39-57, 1978.

En définitive, les études sur les partis politiques témoignent d'une prééminence de l'échelle nationale et du cadre institutionnel, ce qui est aussi dû aux sources utilisées et à la méthode employée.

B. L'usage de sources officielles

Jusqu'ici, les travaux sur le Parti démocrate reposent sur plusieurs types de sources : les documents officiels produits par le parti, programmes, statuts, discours électoraux, mais aussi les documents d'archives conservés aux Archives nationales, les documents diplomatiques, la presse nationale et les mémoires d'hommes politiques nationaux. Toutes ces sources posent le même problème : celui d'ignorer l'homme ordinaire, ou de reproduire les préjugés du pouvoir sur son existence.

La discipline historique, en Turquie même, fétichise le document d'archive conservé aux Archives nationales (*Başbakanlık Cumhuriyet Arşivleri*) comme étant la source la plus « sérieuse ». Pourtant, ces sources ont tendance à reproduire le discours du pouvoir. L'exemple est flagrant pour les rapports des branches locales du Parti républicain du peuple qui commentent l'ouverture de branches du Parti démocrate entre 1946 et 1948. Ces rapports sont écrits par des hommes politiques locaux du CHP, qui n'ont aucun intérêt à voir leur pouvoir menacé, au niveau local, par une opposition politique. Ce sont aussi des membres des classes moyennes urbaines, qui ont le plus grand mépris pour les paysans, dont ils sont finalement assez proches sur l'échelle sociale[51]. Ces hommes ont tout intérêt à présenter les adhérents au nouveau Parti démocrate sous un jour épouvantable, de façon à provoquer une interdiction de la part du pouvoir central[52].

Les archives diplomatiques, si elles peuvent donner quelques indications intéressantes – les diplomates avaient en effet souvent accès aux plus hauts responsables politiques –, contribuent à centrer l'analyse sur le politique plus que sur le social, sur les dirigeants plus que sur la base du parti. En réalité, la plupart du temps, les diplomates, qui font eux-mêmes partie de la haute fonction publique, s'identifient aux cercles du pouvoir bien davantage qu'à l'homme ordinaire ; à ce titre, ils ne font le plus souvent que reproduire le discours du pouvoir[53].

[51] On trouve un bon exemple de ce mépris dans une lettre de Robinson, un jeune universitaire américain qui se trouve en Turquie dans les années 1950, au *Institute of Current World Affairs*, « The story of Nuriye continued, Some of the events in the life of an Ankara woman », Lettre du 15 novembre 1954.
[52] Pour ne donner qu'un exemple, ce rapport de la région d'Izmir, signé du responsable départemental du CHP, qui considère que les journalistes manipulent sans vergogne les esprits influençables des paysans.
[53] Pelt Mogens s'appuie essentiellement sur des archives diplomatiques allemandes et américaines pour étudier la période. Voir Pelt Mogens, *op. cit*.

Les témoignages de l'époque sont une source riche. Feroz Ahmad appuie son enquête sur des entretiens avec d'importants hommes politiques de l'époque ; Tanel Demirel est, parmi les auteurs qui se sont penchés sur la période, l'un des seuls à avoir lu la quasi-totalité des mémoires des hommes politiques, dirigeants et intellectuels contemporains[54]. Cette source, qui donne des informations très précieuses, perpétue malgré tout un parti-pris élitiste, en ce qu'elle ne donne que le point de vue des « grands hommes ».

La majorité des ouvrages consacrés au Parti démocrate se fondent sur un dépouillement de la presse nationale sur toute la période[55]. Celle-ci contient certes une mine d'informations ; elle était néanmoins produite, comme Gavin Brockett l'a montré, dans les grandes villes du « centre » du pays, Ankara, Istanbul, parfois Izmir[56]. Ce faisant, elle reflète plutôt les préoccupations du centre, lesquelles ne sont pas toujours, loin s'en faut, représentatives du reste du pays.

Dans l'ensemble, et malgré quelques exceptions, les études disponibles sur le Parti démocrate, malgré leurs incontestables apports, se concentrent sur le politique plutôt que sur le social, sur l'institutionnel plutôt que sur l'informel, sur l'échelle nationale plutôt que sur l'échelle locale. Par ailleurs, aucune des deux disciplines, histoire et science politique, n'a pris au sérieux l'appel de Edward Carr, qui affirmait en 1961 que « plus l'histoire est sociologique, plus la sociologie est historique, meilleur c'est pour les deux »[57].

Un troisième problème se pose : les études historiennes sur le Parti démocrate ne se saisissent jamais de l'objet « parti ». Quant aux auteurs de science politique qui le font, ils ont tendance à considérer le parti comme un élément neutre dans l'équation qui va de la classe sociale à sa représentation. Nous voulons au contraire centrer notre analyse sur la fabrication partisane en elle-même, en produisant une sociologie historique du parti, qui conjugue l'étude de l'élaboration locale de l'identité du parti avec celle des processus d'homogénéisation au niveau national.

[54] Tanel Demirel, *Türkiye'nin…*, *op. cit*.
[55] En particulier Feroz Ahmad, *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, Westview Press for the Royal Institute of International Affairs, Londres, 1977, et Cem Eroğul, *Demokrat Parti. Tarihi ve ideolojisi* [Le parti démocrate. Son histoire et son idéologie.], Ankara, presses de la faculté de sciences politiques de l'université d'Ankara, 1970.
[56] Gavin Brockett, *How Happy to Call Oneself a Turk: Provincial Newspapers and the Negotiation of a Muslim National Identity*, Austin, University of Texas Press, 2011, p. 62.
[57] Edward Carr, *What is history* ?, Harmondsworth, Penguin books, 1974 [1961].

II. Orientations théoriques et méthodologiques : une approche localisée du Parti démocrate

Jeter un regard nouveau sur l'objet « parti politique », par l'adoption, en la matière, d'une méthode nouvelle, l'approche localisée, peut nous permettre de dépasser certaines des apories que nous avons relevées. Il est avant tout nécessaire de remettre en cause le lien naturel qui est le plus souvent établi entre parti et clivage politique ; l'approche localisée du Parti démocrate peut nous permettre d'entreprendre une sociologie ambitieuse de la formation partisane.

A. Parti et catégories sociales : la construction sociale des identités partisanes

La période qui s'étend de 1946 à 1960 peut être identifiée comme la genèse du « système de partis » en Turquie. C'est, entre autres, en vue de donner du sens aux groupements partisans en partant de leur genèse que Seymour Lipset et Stein Rokkan ont développé une théorie sur les clivages politiques et leur traduction partisane[58]. Ces analyses ont le mérite de montrer la pluralité des clivages socio-politiques qui président à la formation de partis politiques. Ce faisant, elles mettent en cause une taxinomie des partis politiques qui correspondrait peu ou prou à celle des classes sociales. Toutefois, le modèle proposé par Lipset et Rokkan ne sort pas tout à fait de l'idée que les partis politiques sont l'expression de conflits qui préexistent aux partis politiques. La théorie avancée par ces deux auteurs recèle une série d'ambiguïtés, notamment autour de ce que signifie l'intérêt d'une classe sociale, et de la façon dont un parti peut représenter les classes sociales[59].

Plus encore, cette théorie ne nous dit pas grand-chose de la façon dont les partis contribuent à forger et à entretenir les clivages politiques, ni de la complexité des mécanismes de représentation, qui comportent une part d'illusion. Dans un ouvrage récent, Thomas Frank s'interroge par exemple sur la façon dont le Parti républicain, aux États-Unis, est parvenu à se fabriquer un électorat populaire, en se prétendant issu d'un clivage moral (« eux », les intellectuels, les urbains, contre « nous », le peuple), alors même qu'il mène une politique objectivement opposée aux intérêts économiques des classes défavorisées[60]. Dans le cas turc, les règles du jeu sont profondément modifiées par l'arrivée au pouvoir d'un parti politique. Benjamin Gourisse et Gilles Dorronsoro ont bien montré le rôle primordial, en

[58] Seymour Lipset et Stein Rokkan (dir.), *Party systems and voter alignments. Cross national perspectives,* New-York, The Free Press, 1967, p. 1-24.
[59] Giovanni Sartori relève ces ambiguïtés dans un article daté de 1968. Giovanni Sartori, « The sociology of parties : a critical review », in Peter Mair (dir.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990. Plus récemment, Mark Franklin a résumé les critiques émises à l'égard de la théorie des clivages en politique. Mark Franklin, « Vote sur clivage et vote sur enjeu », *in* Olivier Fillieule *et alii* (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : je vote, tu contestes, elle cherche*. Paris, Presses de Sciences Po les presses, 2017.
[60] Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite : comment les conservateurs ont gagné le coeur des États-Unis (et celui des autres pays riches)*, traduit par Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2008.

Turquie, de l'appropriation des ressources publiques dans le maintien au pouvoir d'un parti de gouvernement[61]. Le rôle actif du parti dans l'élaboration d'une majorité dépasse sa simple fonction d'expression d'un clivage socio-politique.

Nous nous appuyons donc sur l'idée que, pour comprendre les clivages politiques et, partant, la formation d'une majorité conservatrice, il faut partir du parti politique et de sa capacité à être, selon l'expression de Marc Lazar, « architecte du social »[62]. À ce titre, nous adopterons une définition relationnelle du parti politique, comme entreprise politique, et, partant, comme ensemble de relations sociales[63]. Michel Offerlé en arrive au constat suivant : « Clivages et partis […] sont les résultats de multiples bricolages aléatoires par lesquels des entrepreneurs politiques se trouvant là pour des raisons sans doute très diverses se produisent comme hommes politiques, tout en produisant les groupes qu'ils réunissent »[64]. Frédéric Sawicki, qui s'appuie sur la définition donnée par Michel Offerlé, en critique cependant le « réductionnisme entrepreneurial »[65] : les « bricolages » réalisés par les entrepreneurs politiques ne sont pas aléatoires ; ils sont contraints pas des cadres cognitifs qui doivent beaucoup à leurs dispositions sociales[66]. Une perspective plus attentive aux propriétés sociales des dirigeants, telle que celle initiée par Bernard Pudal[67], peut nous permettre de combiner une conception du parti comme entreprise et une approche « sociétale » des partis politiques.

Plusieurs auteurs, politistes[68], sociologues[69] ou historiens[70], ont approfondi les perspectives ouvertes par Bernard Pudal, en procédant à une analyse localisée du Parti communiste français. Ces auteurs, en étudiant des sites particuliers d'implantation du parti, ont montré que les dirigeants nationaux n'étaient pas les seuls à produire l'identité communiste, mais que les différents groupes qui, localement, investissaient l'institution, ont contribué à en dessiner les contours. Michel Hastings a ainsi montré comment le communisme s'est « encastré » dans une culture locale particulièrement vivace dans la petite ville d'Halluin, à la frontière belge, investissant les coutumes locales comme

[61] Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, art. cité.
[62] Marc Lazar, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, p. 187.
[63] Nous reprenons la définition de Michel Offerlé, qui fait elle-même la synthèse entre Max Weber, Joseph Schumpeter et Pierre Bourdieu. Michel Offerlé, *Les partis politiques*, Presses Universitaires de France, collection Que sais-je ?, Paris, 2012 [8e édition mise à jour, 1e édition 1987], p. 13-14.
[64] *Ibid*., p. 30.
[65] Julian Mischi, *op. cit*., p. 19.
[66] Frédéric Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997, p. 12-13.
[67] Bernard Pudal, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989.
[68] Michel Hastings, *Halluin la Rouge, 1919-1939 : aspects d'un communisme identitaire*. Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.
[69] Jean-Noël Retière, *Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994.
[70] Gérard Noiriel, *Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, PUF, 1984 ; Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge,* Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, 1986.

celle du carnaval. Annie Fourcaut, de son côté, a montré tout ce que la conscience de classe, à Bobigny, devait à une conscience locale : celle de la banlieue, de la périphérie, de l'exclusion de la grande ville. Ces différents ouvrages montrent que le communisme français porte la marque des différents groupes qui l'ont investi localement.

C'est dans la continuité de ces travaux, qui s'attachent à éclairer les « mécanismes de construction sociale des identités partisanes »[71], que nous voulons inscrire ce travail de thèse. Frédéric Sawicki, dans un ouvrage qui prolonge les analyses que nous venons de mentionner, a développé le concept de « milieu partisan », défini comme « l'ensemble des individus et des groupes – ainsi que les réseaux qui les lient – dont les activités contribuent, sans que cet objectif soit nécessairement visé, à faire exister un parti donné »[72]. Frédéric Sawicki, en appliquant au Parti socialiste des analyses qui, jusqu'à présent, avaient surtout concerné le Parti communiste, souhaitait « prolonger les pistes de recherche ouvertes par ces travaux, en testant certaines de leurs hypothèses sur un terrain [autre] »[73]. Nous souhaitons montrer à nouveau ici la fécondité de ce type d'analyse, en l'appliquant à un terrain non européen, non contemporain, et à un parti politique majoritaire, qui est resté dix années au pouvoir.

B. Jeux d'échelle : le local comme cadre d'enquête

Le choix de l'échelle locale ne se résume pas au simple constat des différents sens que prend un message politique en fonction de contextes socio-historiques différents. Il est au contraire adossé à l'idée que tout phénomène social est incarné dans une réalité locale. Au sens strict, le « national » est une abstraction. Ce « *spatial turn* », qui irrigue depuis les années 1970 de nombreux travaux en sciences sociales[74], en particulier en histoire[75], peut être rapporté à l'anthropologie, qui se concentre sur des unités géographiquement restreintes pour en tirer des conclusions générales[76]. Il s'agit donc d'abord d'observer une institution, ici le Parti démocrate, dans ses « milieux d'actualisation »[77].

Ce milieu est aussi un espace social dense, traversé par de nombreuses relations humaines, des réseaux pré-constitués, des formes organisées de sociabilité. Ainsi, choisir le local comme échelle d'analyse nous enjoint à l'étudier « non pas comme un objet doté de propriétés, mais comme un ensemble d'interrelations mouvantes à l'intérieur de configurations en constante adaptation. »[78]. Pour

[71] Frédéric Sawicki, *op. cit*, p. 16.
[72] *Ibid*., p. 24.
[73] *Ibid*., p. 16.
[74] Jacques Revel (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996.
[75] Giovanni Levi, *Le Pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1989.
[76] Clifford Geertz, *Savoir local, savoir global*, Les lieux du savoir, PUF, 1986, p. 207.
[77] Julian Mischi, *op. cit*., p. 22.
[78] Jacques Revel, « L'histoire au ras du sol », préface à Giovanni Levi, *op. cit*., p. XII.

étudier un parti politique, cette injonction est particulièrement féconde. Jacques Lagroye, dans une étude sur Jacques Chaban-Delmas et le milieu bordelais, donnait une définition du fief politique : un « système de relations politiques et sociales, sur lesquelles un député-maire de grande ville fonde sa suprématie »[79]. Le terme de « système », ici, n'est pas anodin : il nous donne à comprendre l'enchevêtrement étroit, dans un milieu local, entre processus sociaux et logiques politiques.

Jacques Lagroye plaide pour une analyse localisée en défendant le terme de « milieu » par rapport à celui de classe sociale qui, dit-il, pose de nombreux problèmes. L'un des problèmes les plus importants est que la notion de « classe » privilégie la place de ses membres au sein du processus de production. Or de nombreuses positions au sein du système social se définissent avant tout dans un contexte local. C'est, par exemple, le cas des notables – nous reviendrons sur la définition de ce terme. Pour Jacques Lagroye, donc, le terme de « milieu » renvoie à l' « existence de groupes sociaux importants et influents, dont la solidarité tient à des facteurs d'ordre idéologique, formulés et expliqués par des leaders »[80]. Par ailleurs, certaines positions sociales varient grandement selon le milieu local : être enseignant au lycée, par exemple, ne signifie pas du tout la même chose dans une zone rurale et dans une grande ville universitaire. C'est d'autant plus vrai dans le cas turc, où le statut de propriétaire terrien, par exemple, n'est pas du tout le même à l'Ouest ou à l'Est du pays. Ainsi, affirmer l'intérêt du local nous amène à donner une vision plus fine des groupes sociaux qui ont soutenu le Parti démocrate. Nous observerons donc, de façon privilégiée, la façon dont certains groupes sociaux soutiennent l'accession puis le maintien au pouvoir du Parti démocrate.

Par ailleurs, pour comprendre la formation d'une majorité politique et d'une coalition aussi stable que fut celle du Parti démocrate, il importe par-dessus tout d'essayer de comprendre le parti dans sa réalité quotidienne. Les différents groupes sociaux, qui, en un lieu donné, se saisissent du parti, contribuent tout autant que ses dirigeants à en produire l'identité. Pour le Parti démocrate en particulier, se limiter à l'échelle nationale reviendrait à se priver des clés de compréhension de ses succès électoraux dans tout le pays. En Turquie peut-être plus qu'ailleurs, les réalités des « capitales », Istanbul et Ankara, peuvent être très différentes de ce qui prévaut ailleurs.

En définitive, nous laissons de côté les classes sociales pour réfléchir en termes de groupes sociaux : lesquels ont soutenu le Parti démocrate, et comment. Cette seconde question nous pousse à observer les mobilisations concrètes, localisées, en faveur du Parti démocrate. Elle ne doit pas, cependant, nous conduire à abandonner toute ambition de généralisation. Sans dispositif de recherche cohérent, le risque est grand de diluer l'analyse dans une série de micro-espaces détachés les uns des autres. Or le parti politique, qui vaut comme acteur au niveau national, transcende justement la

[79] Jacques Lagroye, *Société et politique : Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone, 1973, p. 11.
[80] *Ibid*., p. 4.

multiplicité de ses manifestations locales et, en un sens, produit de l'intégration du local au national. Il faut donc penser l'espace politique national comme un « espace emboîté ». Autrement dit, l'étude de situations particulières dotées de significations spécifiques ne perdra jamais de vue la production d'une identité commune, homogène, qui est l'horizon vers quoi tend tout parti politique.

1. Comment produire du général à partir de cas locaux ?

L'étude du local n'a de sens qu'au regard d'autre chose, sans quoi elle se prive de produire du général. À cet égard, la comparaison offre la possibilité de sortir de l'exceptionnalité du local : prendre en compte la variété des contextes sociaux nous permet de mieux éclairer le national. Nous avons donc cherché à analyser un même phénomène, au même moment, dans des contextes différents.

À cette fin, nous avons tenté d'enserrer notre recherche dans un dispositif qui montre l'enracinement du Parti démocrate dans des contextes socio-historiques très différents. Ce faisant, nous ne nous bornerons pas à exhiber la variété de ces contextes, en accumulant les exemples arbitraires : nous avons tenté de choisir des régions pertinentes. Plus précisément, l'enquête a porté sur quatre départements : Adana, Diyarbakır, Erzurum et Izmir. Certes, les frontières des départements peuvent ne pas recouvrir des espaces socialement cohérents ; les bassins d'emploi, les régions historiquement constituées, les ensembles humains et linguistiques, les systèmes tribaux, sont autant de découpages respectueux d'une géographie vécue. Pourtant, comme l'expose Frédéric Sawicki, le chercheur étudiant un parti politique est sans cesse confronté à un « local » tel qu'il est objectivé par l'activité politique : fédérations, circonscriptions électorales, quotidiens régionaux. Dès lors, il nous a semblé plus cohérent d'épouser ces frontières administratives et d'en faire le cadre de notre analyse.

Le choix des départements a été guidé par trois principes. Il s'est agi, tout d'abord, de sélectionner des départements aux caractéristiques suffisamment différentes pour que les mêmes conclusions, dans la mesure du possible, ne se répètent pas d'un cas à l'autre. Nous avons ainsi choisi des départements aux structures différentes, tant sur le plan économique (poids du secteur agricole et industriel, forme de l'agriculture) que géographique (importance des zones urbaines, densité de population) et démographique (unité linguistique et confessionnelle ou non). Sur ce dernier point cependant, alors que nous nous attendions à observer une relative homogénéité dans certains départements, il est rapidement apparu qu'aucune zone de Turquie n'est exempte de diversité, au moins sur le plan linguistique. Dans le département d'Izmir, par exemple, la présence d'immigrés issus des Balkans s'est révélée être un fait beaucoup plus important que ce que nous avions supposé au départ. La dimension partisane a par ailleurs joué un rôle dans la détermination de l'échantillon : si Izmir et Erzurum, chacun pour des raisons différentes, peuvent être considérés comme des « bastions » du Parti démocrate, il nous a semblé intéressant d'intégrer à l'étude le département d'Adana, que le

parti perd en 1957, et le département de Diyarbakır, au sein duquel le vote pour le Parti démocrate connaît aussi une baisse sensible à partir de 1957. Le but est de donner à voir un panorama cohérent des milieux dans lesquels le Parti démocrate s'est implanté, sans pour autant proposer un système invariable d'analyse.

Le second principe qui a guidé le choix de ces quatre départements est celui de la représentativité. Le département de Diyarbakır, par exemple, nous a semblé représentatif, avec quelques nuances, de la région kurde dans son ensemble, voire même de la situation minoritaire. À Erzurum, nous avons pu observer un groupe social en particulier, celui des boutiquiers ou classes moyennes commerçantes des villes (*esnaf*), qui sont étroitement liés à des réseaux religieux et exercent une large influence sociale dans le monde rural. L'exemple d'Erzurum nous a permis d'observer des phénomènes, qui, particulièrement accentués dans ce cas précis, sont généralisables à toute la Turquie. Dans le même ordre d'idée, le département d'Izmir nous a permis d'observer le groupe des hommes d'affaires, lesquels, à notre sens, ont des intérêts et une attitude relativement communs dans tout le pays.

Enfin, l'état des sources disponibles a influencé le choix des départements. Le cas d'Erzurum aurait ainsi pu être remplacé par celui d'un département comme Trabzon, mais la présence, à Erzurum, d'une université ancienne, fondée en 1957, a orienté notre choix vers ce dernier exemple. Cette présence a en effet eu des conséquences positives sur la conservation de sources comme les archives de la presse locale. En outre, de nombreux professeurs, géographes ou sociologues, ont résidé à Erzurum pour y travailler, ce qui a engendré quelques travaux qui furent très profitables à notre recherche[81]. La centralité de Diyarbakır dans la région kurde fait que presque tous les intellectuels kurdes de la période, qu'ils en soient originaires ou non, ont séjourné dans le département. Ainsi, les enjeux propres à Diyarbakır sont amplement décrits dans leurs mémoires. Adana aurait pu être remplacé par Gaziantep, mais la présence de larges archives de presse locale dans le premier de ces deux départements nous a décidée à le choisir.

2. Une « autre sociologie du vote »

Cette thèse doit affronter une difficulté majeure, inhérente à l'entreprise consistant à étudier un parti politique qui a disparu depuis longtemps, et dont les archives ont été détruites[82]. L'appareillage statistique produit par l'institut turc de statistiques, *TÜIK* (*Türkiye Istatistik Kurumu*), pour les élections, ainsi que les résultats des élections bureau de vote par bureau de vote, recensés par le *Yüksek*

[81] Marcel Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie ». *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, Juillet-décembre 1969. p. 269-314 ; Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar* [Recherches sociales à Erzurum et dans ses alentours], Ankara Üniversitesi Basımevi, 1965.
[82] Vraisemblablement par l'armée, dans la foulée du coup d'État de 1981. Cf Erik Jan Zurcher, *Turkey, A Modern History*, p. 279.

Seçim Kurulu (Haut Conseil aux Elections), ne sont conservés qu'à partir de 1960, ce qui rend particulièrement difficile une analyse fine de la géographie électorale. Pour la période, les résultats électoraux les plus précis sont les résultats par sous-région (*ilçe*). Encore faut-il préciser que les résultats des sous-régions ne se trouvent que dans la presse locale de l'époque, de façon parcellaire. Leur fiabilité peut être sujette à caution. Alors que les études d'un parti politique prennent généralement appui sur les archives du parti, ou, pour la période contemporaine, sur un outillage statistique précis, cette thèse s'appuie sur des sources lacunaires, et les éléments de géographie électorale que nous proposerons ne peuvent en aucun cas prétendre à la précision et à la netteté des études contemporaines.

Face au caractère lacunaire des sources, seule l'échelle locale permet d'observer des faits, nous renvoyant ainsi à des méthodes oubliées de la science politique dont, pourtant, Céline Braconnier a montré la fécondité dans un ouvrage récent[83]. Aussi la difficulté méthodologique peut-elle être transformée en avantage, en nous poussant à revenir à une sociologie plus qualitative des comportements politiques. En d'autres termes, l'échelle locale est la seule qui nous donne les moyens d'entreprendre une ethnographie historique du parti et de retracer la structuration d'un milieu d'interconnaissance[84], par l'observation du travail concret de mobilisation politique et des relais d'influence dont dispose le parti.

Étudier un parti à l'échelle locale, c'est, enfin, mesurer ce que les sources officielles ne disent pas : l'ampleur, au sein du Parti démocrate, des pratiques informelles, lesquelles seront centrales dans notre analyse du fonctionnement du parti. La question qui se pose immédiatement est celle du statut scientifique de nos conclusions. C'est donc un « paradigme de l'indice » qui gouverne notre travail, n'autorisant qu'une connaissance indirecte et fatalement partielle de notre objet[85].

C. Quelles sources pour la sociologie historique du Parti démocrate ?

Ce travail se fonde essentiellement sur le dépouillement – non exhaustif – de la presse locale dans quatre régions, Adana, Diyarbakır, Erzurum et Izmir, dont Gavin Brockett a montré qu'elle pouvait être une source extrêmement précieuse pour l'historien[86]. Dans ce dispositif, tous les départements n'ont pas la même importance. Erzurum et Adana, dont les archives de presse étaient

[83] Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Collections Lejep, Lextenso éditions, Paris, 2010.
[84] Gilles Laferté, « L'ethnographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales reçu en héritage », in François Buton et Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009 , p. 52.
[85] Carlo Ginzburg**,** « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, 6, 3-44, 1980.
[86] Gavin Brockett, *How Happy to Call Oneself a Turk: Provincial Newspapers and the Negotiation of a Muslim National Identity*, University of Texas Press, 2011.

extrêmement riches, ont fait l'objet d'une étude plus poussée. Dans les deux autres départements, soit les archives de presse se sont révélées mal conservées ou assez pauvres, dans le cas de Diyarbakır, soit, dans le cas d'Izmir, elles ne donnaient que très peu de renseignements sur la vie politique locale.

La presse locale contient des informations de trois ordres. D'abord, les congrès locaux du Parti démocrate et du Parti républicain du peuple sont relatés dans la presse par des journalistes. Si ces comptes rendus sont sans doute moins précis que ne l'auraient été les comptes rendus officiels du parti, ils sont plus vivants, donnant parfois des éléments scéniques propres à alimenter des réflexions d'anthropologie historique du politique. Dans les régions où il existe une presse locale de l'opposition, les tableaux des congrès locaux sont parfois tracés de façon très différente selon la couleur politique du journal. Les journaux de l'opposition prennent plaisir à souligner les réactions de l'auditoire, les huées, les marques d'ennui, les mouvements de va-et-vient et à rapporter les petites querelles – ou, parfois, les bagarres au poing – qui émaillent ces congrès. Les plaintes de l'auditoire et les requêtes au parti donnent des indications intéressantes sur les attentes de la base du parti.

Les journaux de la presse locale donnent aussi une bonne idée des conflits factionnels qui agitaient les branches locales du parti. Bien souvent, chaque journal est tenu par un homme politique local, qui se sert de son journal comme tribune politique. Dès qu'un conflit l'oppose à tel ou tel autre, tous les détails du conflit sont exposés point par point dans son journal, au fil de controverses de plusieurs semaines, parfois de plusieurs mois, livrant, à demi-mot, des informations sur le fonctionnement informel du parti, lesquelles sont la plupart du temps absentes des sources officielles.

Enfin, la presse locale livre des séries de micro-informations sur la vie politique locale, qui sont parfois très précieuses : des biographies des candidats de la liste DP aux élections parlementaires, des rubriques nécrologiques, révélant les liens matrimoniaux entre les différents acteurs de la vie politique locale, sans compter les articles portant sur certains problèmes économiques propres à la ville. Il est rare, en revanche, que les chroniques des journalistes locaux soient autre chose que de plates odes à la gloire du parti, ou de la nation turque. Il arrive, au demeurant, que des reportages sur certaines régions, ou des interviews auprès de certains corps de métier, donnent des informations sociologiques précieuses.

La presse produit essentiellement des discours narratifs sur un mode subjectif[87] ; c'est la raison pour laquelle l'usage qu'en fait l'historien doit être raisonné. Toutefois, l'usage de la presse locale nous préserve au moins d'un biais : le journaliste d'un journal local, lorsqu'il traite de politique, a, vis-à-vis de son objet, une distance beaucoup moins grande que celle d'un éditorialiste d'Istanbul ou

[87] Claude Gauvard et Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de l'historien*, Paris, PUF, 2015, article « presse », p. 550.

d'Ankara. Néanmoins, l'analyse au prisme de la presse locale ne va pas sans écueils : il est rarissime que soit mentionnée dans la presse, même locale, l'origine ethnique d'un homme politique, à moins que ce ne soit sous la forme d'une insulte. Le récit de certains événements, en particulier des conflits factionnels entre différents barons du parti, nécessite de savoir « lire entre les lignes » ; or, le plus souvent, l'information manque au lecteur étranger du XXIe siècle, dont nous sommes. Enfin, le principal inconvénient de la presse locale est, bien sûr, son caractère parcellaire : il est rare que les archives d'un journal local soient entièrement conservées.

Selon les régions étudiées, les archives sont plus ou moins abondantes. À Erzurum et à Adana, la presse locale abonde en informations sur la vie politique des lieux ; c'est moins le cas pour Diyarbakır, où peu de journaux ont été conservés. À Izmir, la presse locale, pourtant dynamique, évoque assez peu les événements qui concernent spécifiquement la région. Dans les régions où la presse locale était relativement peu dynamique, à savoir Erzurum et Diyarbakır, nous avons pu dépouiller ces sources dans leur totalité. Tel n'est pas le cas à Adana et à Izmir, où la quantité de journaux nous a poussée à opérer une sélection. Nous nous sommes focalisée, s'agissant de la région d'Adana, sur les principaux journaux – ceux qui avaient le tirage quotidien le plus important –, l'un émanant de l'opposition, les deux autres appartenant à des hommes politiques locaux qui furent un temps députés du Parti démocrate. À Izmir, nous nous sommes également concentrée sur les journaux à plus fort tirage[88].

D'autres sources extrêmement précieuses pour notre étude du local sont les mémoires de figures politiques et d'hommes d'affaires locaux, qui donnent des témoignages vivants de la période[89]. Les mémoires de Rifki Salim Burçak, qui a dirigé la politique locale dans la région d'Erzurum pendant toute la décennie démocrate, et qui, ayant été plusieurs fois ministre, disposait d'un accès au cœur du pouvoir à Ankara, nous ont offert des renseignements très intéressants sur le fonctionnement informel du parti[90]. D'autres livrent des renseignements utiles pour une perception plus fine des rapports de force et de rivalité au sein du parti, ou même au sein du monde des affaires. D'autres ouvrages donnent à comprendre les perceptions d'une certaine génération, ou d'un certain groupe : ainsi des mémoires de nombreux hommes politiques kurdes et témoins de la période[91]. L'analyse des

[88] Ces informations sont connues par les mémoires des hommes politiques locaux, ou figures locales, qui en parlent dans leurs mémoires, ou par les études amateures sur la presse locale. Naci Gülalp, *Adana'yı Seviyorum* [J'aime Adana], Alev Dikici Ofset, Adana, 2007 et pour Izmir, Parlak Türkmen, *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, [Yeni Asır [le siècle nouveau] : les années Izmir], Yeni Asır Yayını, Izmir, 1989, 4 volumes.

[89] Naci Gülalp, *op. cit.* ; Kadir Has, *Vatan borcu ödüyorum* [Je paie ma dette à la patrie], édité par Hulusi Turgut, Istanbul, ABC yayın ajansı, 2002 ; Tanju Sadun, Sadun, *Hacı Ömer Sabancı, The turkish village boy who built an industrial empire*, traduit du turc par Geoffrey Lewis, Londres, World of information, 1988 [1983].

[90] Rıfkı Salim Burçak, *On Yılın Anıları* [Souvenirs d'une décennie], Ankara, Dağıtım Dergah Yayınları, 1998.

[91] Orhan Miroğlu, *Hevsel bahçesinde bir dut ağacı: Canip Yıldırım'la söyleşi* [Un mûrier dans le jardin du paradis, entretien avec Canip Yıldırım], İletişim yayınları, Istanbul, 2005 ; Tarık Ziya Ekinci, *Lice'den Paris'e*

informations conservées dans ce genre de sources exige la distance critique que nécessite toute étude de discours énoncés à la première personne.

Les ouvrages sociologiques contemporains de la période étudiée, publiés en turc ou en anglais, donnent une foule d'informations sur la vie politique au village, et plus largement sur la vie quotidienne d'un paysan, ou sur les transformations économiques et sociales de la période. Les excellents ouvrages de Paul Stirling, même s'ils ne portent sur aucune des régions choisies dans le cadre de notre thèse, sont indispensables pour comprendre la vie d'un village turc dans les années 1950. Fin anthropologue, Paul Stirling a saisi et expliqué, à l'échelle du village turc, les rapports de force, les potentiels conflits et ségrégations spatiales, les enjeux liés à l'argent, toutes dimensions indispensables pour comprendre comment la politique peut s'insérer dans les enjeux du village[92]. Il en va de même pour Joseph Szyliowicz, qui a décrit de façon extrêmement détaillée le fonctionnement de l'arène politique dans un village situé non loin d'Adana[93]. Behice Boran, anthropologue marxiste, qui a publié en 1938 une étude sur plusieurs villages de la région de Manisa, décrit la vie de plusieurs villages, tout comme Niyazi Berkes et Ibrahim Yaşa[94]. À la faveur, précisément, d'une étude de la région d'Adana au début des années 1960, Mübeccel Kıray se fait quant à elle l'observatrice des changements à l'œuvre depuis la fin des années 1940, ce qui donne à comprendre de façon beaucoup plus précise les enjeux politiques dont ce territoire fut le théâtre[95]. Quelques productions géographiques contemporaines de la période contiennent aussi des notations intéressantes[96].

Les érudits locaux représentent également une source très importante. Animés par un souci de conservation, ils consignent très précisément des informations portant sur le folklore ou l'histoire d'une région qui, si elles ne semblent pas directement concerner la politique, peuvent se révéler très utiles. Un ouvrage relatant la vie de plusieurs maîtres en religion d'Erzurum montre ainsi leurs liens étroits avec plusieurs personnalités locales du Parti démocrate[97]. Un autre ouvrage sur les

---

anılarım. [Mes mémoires, de Lice à Paris], İletişim yayınları, Istanbul, 2010 ; Musa Anter, Hatıralarım [Mes souvenirs], 2 volumes, Istanbul, Avesta, 2007.

[92] Paul Stirling, *Turkish Village*, Londres, Wiley, 1965.

[93] Joseph Szyliowicz, *Political Change in Rural Turkey: Erdemli*, New-York, Mouton, 1966.

[94] Behice Boran, *Toplumsal yapı araştırmaları: iki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki*. [Recherches sur les structures sociales : une étude comparée de deux types de villages], Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1992 [1945] ; Niyazi Berkes, *Bazı Ankara köyleri üzerinde bir araştırma* [Une enquête sur quelques villages d'Ankara], Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Felsefe Enstitüsü yayınları, 1942.

[95] Mübeccel Kıray, *Sosyo-Ekonomik Hayatın Değişen Düzeni: Dört Köyün Monografik Karşılaştırması* [Les changements socio-économiques : une comparaison monographique de quatre villages], Istanbul, Bağlam yayınları, 2000 (1e édition 1970)

[96] Xavier de Planhol, *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens, nomadisme et vie paysanne*, Adrien Maisonneuve, Bibliothèque de l'Institut Français d'Archéologie d'Istanbul, Paris, 1958.

[97] Sıtkı Aras, *Erzurum'un Manevi Mimarları*, [Les architectes moraux d'Erzurum], Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı (3e éd.) Istanbul, 2007.

« coutumes » à Erzurum nous révèle les traditions encore très vivantes des corporations d'*esnaf* dans les années 1950[98].

Les entretiens réalisés avec les témoins ou acteurs directs de la période, ou avec leurs enfants, se sont révélés plutôt décevants, livrant des informations uniquement à la marge. Le grand âge des enquêtés, le caractère sélectif de la mémoire, les poussait à se souvenir surtout du coup d'État de 1960, qui a laissé un souvenir extrêmement vif et traumatisant dans les mémoires familiales. Seules certaines informations rigoureusement absentes de la presse locale, telle que l'origine ethnique des acteurs politiques locaux, ont pu être obtenues de cette façon-là.

Certains rapports diplomatiques peuvent donner quelques renseignements, lorsqu'y sont traités des sujets sociaux, tels que les conditions de vie des ouvriers, ou lorsqu'y sont abordés des sujets locaux – par exemple, lors des élections de 1957, l'ambassade de France a produit plusieurs cartes relatives aux résultats. Les archives britanniques contiennent des biographies détaillées de plusieurs personnalités (« *leading personnalities* »), parmi lesquelles des députés influents à Ankara et disposant d'un ancrage local en province. D'autres rapports d'observateurs étrangers, tels que les lettres de Robinson, jeune étudiant américain résidant en Turquie de 1948 à 1955, au *Institute of Current World Affairs*, ont la forme de comptes rendus très détaillés de voyages en Turquie.

Les archives nationales de la présidence du conseil et les archives du Parti républicain du peuple, conservées à Ankara, sont, la plupart du temps, incomplètes et triées de façon extrêmement hasardeuse. Nous n'avons donc pas pu fonder notre enquête sur ces sources, même si quelques documents se sont révélés utiles. Pour la période 1946-1950, les rapports d'inspecteurs du Parti républicain du peuple nous livrent d'importantes indications sur la formation des branches locales du DP. Certaines pièces tirées des procès des dirigeants démocrates à Yassıada, qui ont suivi le coup d'État de 1960, nous ont donné des informations sur le financement du Parti démocrate, même si ces procès sont sujets à caution.

Cette approche méthodologique nouvelle, qui fait usage de sources peu exploitées jusqu'ici, telles que la presse locale, et qui s'appuie sur une définition relationnelle du parti politique, nous a permis de produire une analyse localisée du Parti démocrate. Ce détour par le local fait apparaître plusieurs résultats nouveaux, à la fois pour la connaissance de la Turquie post-1945, pour la sociologie du changement de régime et pour la sociologie des partis politiques.

[98] Mücahit Himoğlu, *Tarihe Mühürünü Vuran Şehir Erzurum* [Erzurum, la ville qui marque l'histoire de son sceau], Fener yayınları, Istanbul, 2015.

III. La constitution du Parti démocrate en parti dominant

Nous exprimons l'hypothèse que le Parti démocrate, qui arrive au pouvoir à une période charnière, celle du passage d'un régime de parti unique à un système multipartite, préside à l'invention d'un ensemble de pratiques, des formules électorales, une rhétorique, et forme ainsi une matrice de culture politique. Cette matrice doit beaucoup au CHP de parti unique, à qui elle emprunte des structures, un savoir-faire, et un mode de gouvernement, consistant à s'appuyer sur des intermédiaires locaux, disposant de larges clientèles. Les différences avec le Parti républicain du peuple sont de trois ordres : d'abord, le système de l'élection introduit une relation de clientèle qui donne un certain pouvoir au client. La relation de clientèle devient un contrat, et organise l'assentiment. Deuxièmement, les relais locaux du parti sont beaucoup plus nombreux et plus actifs que ne l'étaient ceux du CHP. Enfin, le parti parvient à intégrer des franges très conservatrices de la société.

En définitive, le Parti démocrate reproduit le système qui était celui du Parti républicain du peuple, mais en produit une version conservatrice, par laquelle il s'assure une pérennité bien plus grande. Pour analyser la formation de cette matrice, nous voulons privilégier une entrée par le parti, et par ses actualisations locales. Pour rendre justice à la temporalité propre aux quinze années durant lesquelles le Parti démocrate est créé, accède au pouvoir puis se constitue comme parti majoritaire, nous ne pouvions faire l'économie d'un plan chronologique. Nous avons donc construit ce travail en quatre grandes parties, composées chacune de deux ou trois chapitres, qui épousent les grandes scansions de la période.

Une première partie (chapitre introductif et chapitre 1) s'attache à retracer le contexte dans lequel est né le Parti démocrate. Un chapitre introductif, qui donne à voir l'hétérogénéité des situations sociales, des constructions historiques, des mémoires locales et de l'implantation du Parti républicain du peuple dans chacun des départements étudiés, nous permet d'abord de donner les éléments factuels essentiels à la compréhension de la structuration du Parti démocrate dans ces départements. Nous verrons que l'hétérogénéité des situations a d'abord servi de support à la construction hégémonique du Parti démocrate. Le premier chapitre, qui retrace la socio-genèse du Parti démocrate, nous permet de montrer tout ce que ce dernier, dans la première phase de son existence, doit au Parti républicain du peuple. Nous montrons que le Parti démocrate est issu d'un conflit factionnel au sein du CHP, mais surtout d'une inimitié personnelle des membres fondateurs du DP à l'égard d'Ismet Inönü, alors président de la République turque. Ce conflit, qui remonte aux débuts de la République turque, est aussi celui des militaires contre le « milieu d'affaires » qui s'était formé autour de Celal Bayar. Face à

Inönü, Celal Bayar défendait l'importance d'une économie performante. Cette donnée essentielle nous permet de comprendre que la naissance du Parti démocrate est enracinée dans un conflit au sein même du parti unique.

Nous étudions, dans une deuxième partie (chapitres 2 et 3), les premières mobilisations en faveur du Parti démocrate. Dans un chapitre portant sur les campagnes électorales du Parti démocrate, nous nous livrons à une tentative d'ethnographie historique du parti en prenant appui sur des documents qui décrivent meetings politiques, rassemblements et déroulement des élections. Nous montrons ainsi que le parti a charrié un mécontentement interclasses à l'encontre du CHP, portant davantage sur la gestion par ce dernier des affaires économiques que sur les réformes des débuts de la République. En affirmant lutter contre l'ordre établi, le Parti démocrate s'est naturellement inséré dans les conflits locaux, au sein desquels il prend parfois une dimension presque révolutionnaire, comme en région kurde. Dans la contestation de l'ordre établi, les élections revêtaient une importance centrale ; les élections de 1950 se présentent ainsi comme fondatrices dans l'histoire contemporaine : elles marquent l' « apprentissage d'une décision collective, […]», qui « permet à une collectivité de s'inventer par et dans sa représentation », constituant à la fois un « acte social qui légitime des groupes et des institutions [,] un facteur d'intégration et le creuset d'une interdépendance »[99].

Au sein de cette deuxième partie, un troisième chapitre est consacré spécifiquement au monde rural, dont nous analysons précisément les structures sociales, afin d'observer les ressorts de la mobilisation politique. Nous montrons d'abord la centralité des villes et des bourgs dans la configuration rurale de la Turquie des années 1940-1950, et battons en brèche l'idée d'un village en autarcie, coupé du monde. Nous soulignons ainsi que la mobilisation pour le parti a été entreprise essentiellement par des patrons, résidant en ville. Ceux-ci ne sont pas d'un type social très différent des notabilités sur lesquelles s'appuyait le CHP, si ce n'est qu'il s'agit d'un groupe beaucoup plus large, qui avait été tenu fermement éloigné de la politique par les détenteurs locaux du pouvoir CHP.

À l'occasion d'une troisième partie (chapitre 4 et 5), nous entrons de plain-pied dans l'analyse des débuts d'un processus nouveau, consécutif à l'accès au pouvoir du Parti démocrate, en 1950. Alors, en effet, s'élabore un mode de gouvernement, fondé sur l'appropriation des ressources publiques, qui est d'abord un mode de fonctionnement du parti. Nous nous interrogeons donc sur les modes d'agrégation des groupes sociaux et sur leur représentation. Après 1950, soutenir le Parti démocrate, c'est être du côté de l'État.

[99] Yves Déloye et Olivier Ihl, « La sociologie historique du vote », in Yves Déloye et Nonna Mayer (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, p. 597-645.

Le quatrième chapitre s'attache à décrire le fonctionnement clientéliste du parti. Nous montrons d'abord l'importance des branches locales du parti, lesquelles, par le jeu des factions, ont pu faire pression de façon efficace sur le siège national du parti. Dans ce dispositif, les députés sont avant tout des chefs de faction : le pouvoir politique, au niveau local, nourrit le pouvoir social, et vice-versa. Nous montrons donc que la politique, au niveau local, fonctionne par groupes factionnels, les rétributions clientélistes étant le mode même de représentation des intérêts desdits groupes.

Dans un cinquième chapitre, nous montrons que le Parti démocrate, en lui-même, forme un système autoritaire, où les quelques dirigeants qui sont au sommet, Celal Bayar et Adnan Menderes, concentrent le pouvoir de décision et exercent un contrôle très strict sur les carrières au sein du parti. Ainsi, une sociologie des rapports de force au sein même du parti nous permet de ne pas réifier l'objet « parti ». Ce mode de gouvernement, nous le verrons, est finalement assez proche de celui du parti unique ; ce qui change, c'est que le sommet de l'État est beaucoup plus soumis qu'auparavant, par le biais des élections, à un contrôle de la base.

Dans une quatrième et dernière partie (chapitres 6, 7, et 8), nous revenons aux groupes sociaux qui ont soutenu le Parti démocrate, une fois la première phase de mobilisation passée. Nous montrons que le « cœur » de la coalition démocrate est composé des groupes qui ne quittent pas le parti, même après 1954-1955, date à laquelle la vaste coalition interclasses de 1950 est mise à rude épreuve. Ces groupes, hommes d'affaires, propriétaires terriens et boutiquiers, sont la raison sociale de la domination des partis conservateurs. Nous montrons que l'identité du Parti démocrate est aussi produite localement, parfois, par des groupes beaucoup plus conservateurs que le discours du parti, au niveau national, ne le laisse supposer. Un sixième chapitre est consacré à la mobilisation orchestrée en faveur du DP par des hommes d'affaires du département d'Adana. Ce chapitre montre une alliance concrète entre un groupe social montant, celui des entrepreneurs d'Adana, et les dirigeants du Parti démocrate. Cette alliance a plusieurs fils et relève, en grande partie, d'une convergence concrète d'intérêts, bien qu'elle transcende, en même temps, les strictes considérations d'ordre économique. Les hommes d'affaires d'Adana sont une source très importante de financement du Parti démocrate, particulièrement en période d'élection, ce qui donne à voir, également, le fonctionnement matériel du système démocrate. Il y a, dans cette alliance des intérêts économiques et politiques, une forme d'héritage par rapport à la période du parti unique. Mais ce soutien mutuel comporte aussi une forme d'innovation, due à Celal Bayar et à Adnan Menderes, qui sont directement issus du milieu des affaires. Les hommes d'affaires participent en outre à la mise en ordre d'une doctrine sociale du Parti démocrate, qui promeut les intérêts du grand *business* contre ceux des ouvriers et des petits producteurs.

Le chapitre sept examine, dans le cadre d'une monographie sur le département d'Erzurum, le rôle des milieux conservateurs dans l'élaboration de l'identité démocrate. Ces milieux conservateurs, localement, sont portés par un groupe social, les propriétaires de petits commerces ou *esnaf*, lesquels sont à la fois très organisés, très liés à des réseaux de type religieux, très influents dans le monde rural, et promeuvent une vision conservatrice de la société. Pour plusieurs raisons, les *esnaf* sont aussi extrêmement dépendants, pour leur survie, des pouvoirs publics, ce qui fait d'eux un groupe particulièrement sensible aux rétributions clientélistes. Dans la coalition des groupes sociaux qui ont soutenu le Parti démocrate, les *esnaf* ont un poids particulièrement important, à la fois par leur influence sociale dans les campagnes et par leur poids démographique. Le caractère très central des *esnaf* dans la société turque nous permet d'affirmer qu'ils forment l'épine dorsale de la majorité conservatrice qui soutient le Parti démocrate. Ainsi, les chapitres 6 et 7 nous permettent de voir le libéralisme et le conservatisme du Parti démocrate en action, incarnés concrètement par des groupes sociaux.

Nous examinons enfin, dans un dernier chapitre, ce que le Parti démocrate doit aux logiques de l'État unioniste. En effet, si, avant 1950, le CHP est le parti de l'ordre établi, après 1950, c'est le DP qui devient le parti de l'ordre établi, et le CHP celui du changement. Mais le rapport de force qui devrait en toute logique s'inverser ne s'inverse pas ; les seuls groupes qui glissent en partie vers l'opposition après avoir soutenu l'accession au pouvoir du Parti démocrate sont, d'une part, les ouvriers, et, d'autre part, la jeunesse kurde politisée. Face à ces deux groupes, le Parti démocrate au pouvoir tend lui-même, de plus en plus, à adopter une logique uniquement répressive. C'est ainsi, à notre sens, que le Parti démocrate en arrive à incarner une droite authentiquement conservatrice, profondément située du côté de l'ordre établi. L'ordre établi, c'est d'abord l'ordre social ; mais c'est aussi l'ordre politique qui avait été mis en place par le CHP, et que le Parti démocrate ne cherche pas à modifier. Nous avons ainsi cherché à donner du sens et du contenu au concept de conservatisme : en Turquie, le conservatisme s'est structuré en réunissant petits et grands patrons, électorat religieux, lutte contre le mouvement ouvrier, en mettant en place un clientélisme d'État, en imposant un modèle autoritaire de fonctionnement du parti.

En formulant une opposition au système mis en place par le Parti républicain du peuple, lequel était lui-même, à plusieurs égards, un héritier du Comité Union et Progrès, le Parti démocrate contribue aussi à forger les limites de l'opposition possible, c'est-à-dire à définir ce qui relève de la compétition partisane et ce qui relève du bien commun de la nation. Par l'intégration des franges les plus conservatrices de la société turque, le Parti démocrate parvient à construire un consensus autour de la forme républicaine du gouvernement, que les acteurs islamistes ne contestent plus depuis cette date. En revanche, en se constituant comme parti majoritaire, hégémonique, et en s'appuyant sur un dispositif de gouvernement fondé sur la distribution clientéliste des ressources de l'État, le Parti

démocrate contribue aussi à subvertir tout système de clivage : le dispositif de pouvoir repose en grande partie sur une falsification des clivages partisans. Toute opposition est absorbée au sein d'un système où le parti et l'État se confondent. Sur le plan des ressources idéologiques mêmes, le Parti démocrate se désigne à l'envi comme le parti du peuple, des « masses authentiques » (« aslı kitle »). Tout opposant au parti est un traître à la nation. Ce faisant, le parti de l'opposition n'a d'espace que pour dénoncer la formation d'un système dictatorial et oppressif.

Première partie. Aux origines du Parti démocrate

Introduction à la première partie

Cette première partie s'attache à retracer le contexte dans lequel est né le Parti démocrate. Cette toile de fond sera déclinée en deux chapitres : d'une part, le contexte général, celui des quatre départements que nous étudions, dans le long XXe siècle, et, d'autre part, le contexte immédiat, celui de la série d'événements qui président à la fondation du parti.

Un chapitre introductif, qui s'inscrit dans la longue durée, est un premier pas dans l'analyse des contextes « micro » : il retrace les grands événements vécus par l'Empire ottoman, puis la Turquie, vus d' « en bas », dans les quatre départements choisis pour l'analyse. Ce chapitre vise en deuxième lieu à présenter, sous un angle narratif, les variables selon lesquelles nous étudierons les différentes régions choisies. Il sert de point de départ à notre analyse, puisque, pour comprendre la transformation d'un régime de parti unique en système multipartite, il faut d'abord avoir une idée de l'implantation locale du Parti républicain du peuple quand il était parti unique.

Un deuxième chapitre effectue une pause chronologique sur la fondation du Parti démocrate, tout en retournant au niveau macro. Il livre une socio-genèse du parti, qui nous permet de retracer la fondation du parti dans toute sa densité sociologique. L'analyse de la succession d'événements qui mènent à la fondation du Parti démocrate nous invitent d'une part à mettre en cause l'idée selon laquelle Inönü aurait voulu ouvrir le système à la compétition politique ; d'autre part, une analyse des trajectoires des membres fondateurs du parti, ainsi que de leurs réseaux personnels, qui alimentent largement les premières branches du parti, nous donnent à voir le Parti démocrate comme la continuation de conflits qui existaient du temps du parti unique.

Chapitre introductif. Quatre départements, quatre configurations de la fin du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale.

L'enjeu de ce chapitre introductif n'est pas simplement de dresser la toile de fond générale de notre propos. Quatre départements formeront la matière de notre travail : en donnant un aperçu croisé de leur histoire au cours du « long XXe siècle », qui s'étend de l'Empire ottoman finissant à la mise en place de la République, nous avons souhaité, inscrire notre propos dans la longue durée. Il s'agit aussi d'introduire notre analyse en retraçant, sur un mode narratif, les variables selon lesquelles nous nous proposons d'organiser la comparaison entre ces quatre départements.

La longue durée, c'est d'abord celle des mémoires locales. Nous montrerons la façon dont divers événements historiques ont pu résonner, de manière différenciée, dans les différents départements étudiés, afin de dire toute l'attention que nous voulons porter à la structuration, dans le temps long, d'identités locales. En effet, pour saisir l'ancrage social du futur Parti démocrate, nous ne pouvons faire l'économie d'une « micro-histoire » des événements du Grand Siècle. Cette « micro-histoire » des situations locales demeure d'ailleurs très peu connue.

Un deuxième objectif de ce chapitre est d'écrire, pour chacun des départements étudiés, l'histoire localisée et différenciée d'une implantation progressive : d'abord celle du Comité Union et Progrès ; ensuite celle du mouvement nationaliste ; enfin, celle du Parti républicain du peuple. Cette enquête revêt pour nous un caractère central : pour comprendre les transformations qui résultent du passage d'un régime de parti unique à un système de compétition partisane, il faut d'abord envisager le régime de parti unique dans toutes ses dimensions. Cette étude du Parti républicain du peuple au niveau local servira de point de départ.

Enfin, ce chapitre nous permettra aussi de faire l'histoire des élites du monde rural ; celles-ci ont, dans l'ensemble de ce travail, une importance centrale. La notion d'élite, bien que très polysémique et fondamentalement ambiguë, nous a semblé plus adaptée que le vocable de « notable », qui pose une série de difficultés[1]. Mais en l'absence d'une aristocratie reposant sur la naissance,

[1] Nous reviendrons, dans le chapitre 3, sur les problèmes que pose le concept de « notable ».

comme c'est le cas dans les départements concernés, comment définir les élites ? À partir de quel degré de fortune, d'influence sociale et de prestige un individu appartient-il à cette catégorie ? Nous avons ici adopté une définition relative des élites locales : ce sont ceux qui, par leur position au sein d'une configuration sociale donnée, se trouvent dans une situation dominante. Nous avons essayé, le plus possible, de coller à l'expérience vécue, en nous appuyant sur les signes extérieurs de la notabilité. Les élites locales, ce sont aussi les individus qui, au sein d'un milieu local donné, se représentent et sont considérés comme tels. Le Parti démocrate se greffe sur des structures sociales précises, dont nous avons voulu restituer l'histoire.

Pour analyser chaque département, nous avons choisi de mobiliser le concept éliasien de « configuration »[2]. Ce terme, qui décrit finalement l'« être-ensemble » d'un groupe donné d'individus, la toile de relations qui les lie et l'évolution incessante de ces relations, est au cœur de la sociologie éliasienne ; nous voulons à notre tour le placer au cœur de notre analyse. Ce chapitre introductif sera l'occasion de montrer, sur un mode narratif, la cohérence du schéma formé par ces quatre configurations, et l'intérêt de la comparaison.



Figure 1 : Carte de Turquie

La fin du XIXe siècle et le XXe siècle constituent une période de profondes et violentes transformations dans les régions qui nous concernent. Les réformes de l'Empire ottoman, à partir de 1840, ainsi que l'intégration de celui-ci au marché économique mondial, à la toute fin du siècle, vont de pair avec de violentes tensions ethniques qui culminent dans la purification génocidaire de la

[2] Explicité par exemple dans Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994, p. 60-61.

Première Guerre mondiale. Cette histoire est bien connue. L'histoire locale fait cependant apparaître plus nettement certains points, en particulier la continuité entre les élites du Comité Union et Progrès et celles du parti du peuple après 1923, très nette au niveau local ; mais aussi la lenteur de la reconstruction et du rattrapage démographique à la fin de la Première Guerre mondiale, ou encore les tensions générées localement par l'arrivée massive de réfugiés venus des Balkans ou de Grèce.

En 1946, la Première Guerre mondiale, qui a entraîné dans certaines régions la disparition de près de 60% de la population, demeure relativement proche dans les mémoires. Tous les gens de plus de quarante ans l'ont vécue et s'en souviennent. Pour comprendre les années 1950, il est donc indispensable de garder à l'esprit l'importance de cette histoire proche. Par ailleurs, le fonctionnement économique, les rapports locaux au territoire, au pouvoir central, à l'étranger, se sont forgés sur une longue période ; il est donc nécessaire de remonter le fil de l'histoire pour les saisir avec précision. Ces développements ont façonné certains des clivages majeurs qui traversent la société turque au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, certains événements, tels que les occupations russes à Erzurum ou les violences intercommunautaires, ont profondément marqué la mémoire collective, contribuant ainsi à modeler l'identité de la région.

Le découpage historique choisi sera complété, à certains moments, par des tableaux plus thématiques portant sur les structures économiques et la composition sociale des régions étudiées. Pour les besoins de l'étude, nous avons choisi quatre régions suffisamment différentes pour éviter les répétitions. Nous tenterons ainsi de dresser un tableau synthétique du tissu économique et démographique de chacune de ces région, et de leurs élites. Mais nous nous efforcerons aussi, à l'inverse, de donner de la chair aux types sociologiques décrits, en illustrant le propos par des récits de trajectoires biographiques. Il s'agira ainsi de ne pas négliger les réalités concrètes de l'histoire et, dans une certaine mesure, de donner à voir le quotidien des hommes ordinaires.

Une précision s'impose : en turc, les régions portent généralement le nom de leur capitale de province. Il y a donc une ambiguïté entre la ville et la région : « Erzurum » peut aussi bien désigner la ville d'Erzurum et la région éponyme. Nous nous emploierons donc à lever cette ambiguïté à chaque fois que cela semblera nécessaire.

I. Quatre provinces ottomanes au tournant du siècle : crises et carrières ascendantes

Un bref retour en arrière s'impose. En effet, si certaines des quatre régions sont constituées depuis très longtemps comme ensembles territoriaux cohérents, d'autres ne l'ont été que très récemment – à la toute fin du XIXe siècle pour la région d'Adana. 1

A. Crises à l'Est de l'Empire

Certaines ont vécu le XIXe siècle comme une période de crise et de déclin. C'est le cas par exemple d'Erzurum, occupée plusieurs fois par la Russie, ou de Diyarbakır, régulièrement agitée par de violents conflits. Pour d'autres – Adana, Izmir notamment –, le tournant du siècle représente une période d'essor économique sans précédent, que la Première Guerre mondiale viendra briser. Ces développements intéressent notre propos dans le sens où le contexte que nous décrivons est celui dans lequel les Jeune-Turcs arrivent au pouvoir. Cet événement marque la promotion, au niveau local, d'élites nouvelles, qui resteront peu ou prou en place jusqu'à l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate.

A. Une ville de province pauvre au tournant du siècle : Erzurum

Entourée de montagnes, la ville d'Erzurum a connu son apogée à l'époque seldjoukide, grâce à sa position privilégiée sur la Route de la Soie. C'est alors un centre religieux important, comme en témoignent les nombreuses *medrese* présentes dans la ville à la fin du XIXe siècle. Mais dès le XVe siècle, avec le développement du transport maritime, Erzurum a commencé à décliner. Au début du XXe siècle, c'est déjà une ville – et une région – pauvre, en déclin depuis plusieurs siècles. Elle a en outre été occupée à plusieurs reprises par l'armée russe, au cours des guerres russo-ottomanes qui ont marqué le XIXe siècle. Erzurum était autrefois une voie de passage très fréquentée entre l'Empire ottoman et l'Iran ; désormais, une voie de chemin de fer plus rapide circule par le Caucase[3]. Malgré tout, la ville reste une place forte importante, ce qui explique la présence d'une large garnison aux abords de la ville.

En 1913, 47 831 personnes vivent dans la ville d'Erzurum, femmes comprises. Parmi eux, on compte 34 140 musulmans, 11 789 arméniens, 789 catholiques, 597 orthodoxes, 472 protestants, ainsi que quelques juifs, assyriens, chaldéens et coptes. En plus de cette population, 15 000 soldats résident

[3] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi I*, Dergah Yayınları, Istanbul, 2008, p. 248

dans la caserne. Au total, la population d'Erzurum s'élève à environ 65 000 personnes[4]. Les revenus de la région proviennent surtout de la production de graines et de céréales, ainsi que de l'élevage. Le climat est extrêmement rude ; l'hiver dure d'octobre à mai, et les températures atteignent régulièrement les - 50°. Les régions les plus pauvres en céréales survivent du commerce avec la Russie : les hommes des villages y travaillent comme saisonniers dans la région de la mer Noire et en Russie.

Tout ce flux commercial et humain vers la Russie se tarit brutalement en 1917, à la suite de la Révolution russe, ce qui prive ces régions de l'une de ses principales sources de revenus. La ville d'Erzurum elle-même est pauvre, et ses habitants aussi. De l'extérieur, Erzurum ressemble à une ville désorganisée. Mises à part deux ou trois grandes avenues, il n'y a à proprement parler pas d'urbanisme, et les voyageurs s'accordent tous sur la saleté de la ville : glace et neige l'hiver, boue au printemps, et poussière l'été. La ville compte une population très importante de mendiants, qui tentent généralement de se réfugier dans les *medrese* abandonnées – au début du XXe siècle, la ville compte plus de 120 *medrese* pour seulement 200 étudiants[5]. À l'orée de la Première Guerre mondiale, la situation sanitaire y est déplorable, ce qui aura de graves conséquences lors de l'épidémie de typhus qui gagne la ville à l'automne 1914.

Un rapide tableau permettra de se faire une idée de la situation, et de donner à comprendre l'ampleur de la catastrophe humaine que fut la Première Guerre mondiale. Dans l'immédiat après-guerre, la ville se trouve dans une situation d'extrême pauvreté. La présence animale dans la ville, remarquée par tous les voyageurs, témoigne alors de la misère d'Erzurum. Le phénomène des chiens errants, souvent décrit, accable ainsi la ville jusque dans les années 1930. Les uniques moyens de transport disponibles sont alors des véhicules tirés par des bêtes, cheval ou bœuf. Dans l'ensemble du district, entre 40 et 50 voitures à cheval ou à bœuf circulent comme taxi au début du XXe siècle. Durant les mois d'hiver, les paysans qui manquent de travail au village viennent en ville avec leurs animaux, qui constituent pour eux à la fois une source de revenu, un moyen de se nourrir, de se déplacer, et de se protéger du froid. Le passage quotidien de ces bêtes contribue à salir les rues de la ville, sans compter qu'Erzurum étant située au carrefour de plusieurs routes de commerce, d'autres animaux y transitent régulièrement. Mise à part une usine d'abattage appartenant à l'armée, le bétail est abattu un peu partout dans la ville. Les cadavres sont enterrés en pleine ville, parfois même dans les murs par lesquels circule l'eau qui arrive des montagnes[6]. Aucun système municipal d'égouts ou de collecte des déchets ne verra le jour avant le début des années 1950. Avant cela, les eaux usagées, mais aussi les déchets et excréments humains, sont déversés directement dans la rue, derrière les

[4] Selon l'estimation de Murat Küçükuğurlu, d'après les chiffres officiels, et ceux donnés par des observateurs de l'époque (*op. cit*., p. 208).
[5] Murat Küçükuğurlu*, op. cit.*, p. 231.
[6] *Ibid.,* p. 218.

maisons[7]. Rares sont les demeures qui disposent de cabinets de toilette, et les toilettes publiques ne se trouvent qu'à proximité des mosquées. En 1946, sur 51 mosquées, 17 sont équipées de toilettes publiques, et seule la moitié des 9 000 foyers de la ville dispose d'un cabinet de toilette privé. En raison de la mauvaise qualité de l'eau, les maladies infectieuses se transmettent de manière privilégiée dans les bains publics, pourtant assidument fréquentés par la population aisée de la ville. Enfin, la caserne militaire qui fait vivre la ville est mal entretenue, en voie de délabrement et, surtout, mal préparée à la Première Guerre mondiale. Un peu plus au sud, Diyarbakır, capitale de la région kurde, connaît, à la suite des *Tanzimat*, une grave déstabilisation.

B. Violents conflits entre groupes sociaux à Diyarbakır

Diyarbakır se trouve au confluent de plusieurs aires culturelles : elle est située à l'ouest de la zone d'influence iranienne, au nord de la zone d'influence arabe et à l'est de l'aire influencée successivement par les Romaines, les Byzantins et les Ottomans. La ville devient ottomane au début du XVIe siècle, mais l'« ottomanisation » de la ville est très progressive. Au début du XIXe siècle, le *vilayet* de Diyarbakır forme un ensemble très hétérogène de sous-régions : on y trouve la ville de Diyarbakır ; les montagnes du Nord, contrôlées par des *beys* qui disposent de petits domaines presque indépendants ; la région de Hakkari à l'est, où dominent de puissants *mirs* qui contrôlent de larges territoires ; et enfin les larges plaines semi-désertiques au Sud de Diyarbakır, où prévaut une organisation nomade et tribale. Y cohabitent différents groupes sociaux, tribaux, ruraux, urbains et religieux (musulmans kurmandjophones ou zazaphones, chrétiens, yézidis) ; ils entrent parfois en concurrence pour le pouvoir et le contrôle des ressources. Les réformes des *Tanzimat* et les efforts pour imposer un contrôle de l'État central désorganisent profondément l'équilibre entre ces groupes[8].

Le *vilayet* de Diyarbakır est alors composé de plusieurs *sancaks* qui sont plus ou moins indépendants de l'État ottoman, alors que le XVIIIe siècle a vu s'affaiblir le contrôle de l'État central sur la région. Certains domaines, n'ayant aucune obligation vis-à-vis de l'État, deviennent des principautés de fait indépendantes : ils n'appartiennent plus que nominalement à l'Empire ottoman. Ces informations sont importantes pour comprendre la structuration des rapports entre l'État et la communauté kurde.

La guerre russo-turque de 1828-1829 constitue ensuite un tournant majeur dans les relations entre l'État central et la région de Diyarbakır. Durant ce conflit, aucun chef kurde ne leva de troupes,

[7] *Ibid*., p. 312
[8] Joost Jongerden, et Jelle Verheij, *Social Relations in Ottoman Diyarbekir, 1870-1915*, Brill, Leyde, 2012.

et certaines tribus prirent même le parti de la Russie. La réaction de l'État central ne se fit pas attendre : s'ensuivit une campagne militaire féroce de l'État ottoman contre les pouvoirs locaux kurdes, qui ne prit fin qu'autour de 1850. Mais la victoire sur les potentats kurdes fut lourde de conséquence pour la région : le pouvoir central n'avait pas les moyens, ni financiers, ni humains, d'assurer le maintien de l'ordre. L'équilibre entre les tribus fut ainsi profondément déstabilisé, plongeant la région dans un état de guerre quasi-permanent.

Un autre effet des réformes est la montée en puissance des puissances étrangères dans la région et, avec elle, le rapprochement des groupes chrétiens de l'État ottoman. La ville même de Diyarbakır est alors un centre commercial et artisanal à la fois important et cosmopolite, où résident de nombreux chrétiens[9]. Or, à cette époque, l'afflux de missionnaires américains dans la région engendre la multiplication d'écoles, et contribue à mettre en contact les Arméniens de l'Est avec les États-Unis ou l'Europe. Ce phénomène eut une influence capitale sur le développement du nationalisme arménien. Avec l'augmentation du taux d'alphabétisation, les Arméniens de l'Est s'ouvrent alors davantage sur le monde, développent des connexions commerciales, et commencent à communiquer avec les Arméniens d'Istanbul. Dans le même temps, les guerres contre la Russie font de nombreux morts, tous musulmans, puisque les chrétiens de l'Empire ne sont pas soumis à la conscription. C'est ainsi que les Arméniens commencent à être vus comme la « cinquième colonne » des Russes dans la région. Le déclin de l'Empire est à ce moment, et de plus en plus, attribué aux « puissances étrangères » – en fait, chrétiennes[10]. Les terribles massacres d'Arméniens et de chrétiens, en 1894-1896, en sont la conséquence.

Parallèlement, une nouvelle classe de notables urbains, qui tire son pouvoir des réformes, monte en puissance lors de la seconde moitié du XIXe siècle. A partir de 1858, un « code de la terre » (« *arazi kanunu* ») régit la possession de la terre. Une bonne partie de ces élites urbaines s'approprie des terres occupées par des paysans, souvent arméniens, grâce à leur connexion avec le monde politique et à leur connaissance des réformes. Cela donne naissance à une « question agraire » génératrice de tensions dans la région. Au début du XXe siècle, ces élites urbaines sont dominées par deux familles éminentes, les Cemilpaşazade et les Pirinççizade, engagées dans une lutte contre les tribus qui menacent leur pouvoir au Sud, et plus particulièrement contre Milli Ibrahim pacha, qui dirige une confédération de tribus et les commandements *Hamidiye* de la région de Diyarbakır[11].

[9] Au début du XIXe siècle, la ville est majoritairement chrétienne, ce qui ne sera plus le cas dès 1870. Voir *ibid.*
[10] Suavi Aydın et Jelle Verheij, « Confusion in the cauldron, some notes on ethno-religious groups, local powers dans the ottoman state in Diyarbekir province, 1800-1870 », in *Social relations*, *op. cit*., p. 15-54.
[11] Joost Jongerden, « Elite Encounters of a Violent Kind: Milli Ibrahim Paşa, Ziya Gökalp and Political Struggle in Diyarbekir at the turn of the 20th Century » *in Social relations*, *op. cit.* p. 66.

Ainsi le tournant du siècle est-il, pour Erzurum et Diyarbakır, une période d'intenses troubles. Ces événements sont importants pour comprendre la structuration d'une mémoire locale : à Erzurum, la pauvreté et le sous-développement marquent l'histoire du département. À Diyarbakır, l'irruption de l'État central dans les équilibres des forces a pour effet de promouvoir une classe de notables résidant en ville. Ces notables acquièrent de grands domaines terriens et rejoignent, dès 1906, le Comité Union et Progrès. À l'inverse, Adana et Izmir connaissent un développement très rapide à la fin du XIX[e] siècle ; c'est à partir de cette date qu'elles commencent à former un ensemble territorial cohérent, structuré par des réseaux économiques.

Adana	298 158
Diyarbakır	147 517
Erzurum	39 000
Izmir	200 000

Tableau 1 : chiffres (approximatifs) de la population dans les quatre *vilayet* étudiés en 1890[12]

C. Adana et Izmir : deux régions en plein essor

Adana et Izmir ont connu un développement très rapide au cours du XIXe siècle ; la Première Guerre mondiale et la fin de l'Empire viennent brutalement interrompre cette trajectoire ascendante.

La région d'Izmir constitue un ensemble géographique cohérent, mais aussi un ensemble humain : l'ancien *vilayet* d'Aydın, dont Izmir est devenue la capitale en 1833. Jusqu'au XVIII[e] siècle, Izmir est intégrée dans la région Egée ; elle est d'importance moyenne, et se trouve insérée dans un réseau interconnecté de bourgs et de villes fortement liées aux campagnes avoisinantes[13]. Ce n'est qu'à partir de la fin du XVIIIe siècle qu'Izmir connaît un essor économique qui promeut la ville au rang de

[12] Sources : Behçet Çelik (dir.). *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 85 ; Marcel Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie ». *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, Juillet-décembre 1969, p. 274 ; Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen kent: Izmir'de iş hayatının yapısı ve yerleşme düzeni* [La ville qui ne parvient pas à s'organiser. Structure économique et implantation à Izmir.], Ankara, Ayyıldız Matbaası, 1972, p. 32 ; *Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını* [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « Diyarbakır », p. 2242.

[13] Voir Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen kent: Izmir'de iş hayatının yapısı ve yerleşme düzeni*. [La ville qui ne parvient pas à s'organiser. Structure économique et implantation à Izmir.], Ankara, Ayyıldız Matbaası, 1972, p. 12.

port le plus important de la Méditerranée, devant Alexandrie. La population grecque orthodoxe de l'archipel voisin, soumise à une forte pression démographique, ainsi qu'à la rareté et à la pauvreté des sols, vient s'installer sur les côtes d'Asie mineure dans le courant du XIXe siècle[14].

La ville – et sa région – profitent beaucoup de l'insertion de l'Empire ottoman dans le marché mondial à partir de la moitié du XIX[e] siècle. La ville occupe une place centrale à la fois dans le commerce interne à l'Empire et dans les relations commerciales entre Empire ottoman et Europe[15]. Il y a plusieurs raisons à cela : la proximité d'Istanbul, la sécurité des routes commerciales qui y mènent, mais aussi la double fonction économique du port d'Izmir, à la fois lieu d'importation et d'exportation : les marchands et les caravaniers sont assurés de ne jamais naviguer à vide.

Dans la première moitié du XIXe siècle, ce sont surtout du blé et des produits agricoles non-transformés qui sont exportés depuis Izmir, mais vers la toute fin du XIXe siècle, le port se spécialise dans l'exportation de denrées alimentaires de luxe. Ces produits, tels que les figues et les raisins secs, le tabac et autres biens agricoles, demandent un traitement industriel. Ils doivent être traités, séchés ou du moins emballés d'une certaine façon, ce qui nécessite de la main d'œuvre et fait naître un embryon de classe ouvrière. Un chemin de fer, construit par une coopération franco-belge à partir de 1868, relie par ailleurs Izmir aux autres villes de la région, Aydın et Kasaba. Ces voies de chemins de fer montrent l'incontestable centralité de la ville à la fin du XIXe siècle, puisque toutes les voies partent d'Izmir.

Par ailleurs, au point de vue religieux, il faut préciser que le fait non-musulman est central à Izmir. Au début du XXe siècle, la ville compte 300 000 habitants (presque cinq fois plus que la ville d'Erzurum). Le consul allemand donne les chiffres de 245 000 sujets ottomans, 90 000 musulmans, 110 000 grecs, 30 000 juifs et 15 000 arméniens[16]. Il y a aussi 55 000 étrangers, dont 30 000 Grecs, 10 000 Italiens, 2 000 Français, 1 200 Britanniques et 10 000 Européens d'autres nationalités.

Quant à Adana, jusqu'au début du XIXe siècle, elle n'est rien de plus qu'une bourgade très peu peuplée, entourée de zones marécageuses[17], et qui sert essentiellement de lieu de résidence d'hiver aux tribus nomades. C'est avec l'occupation de la région par le khédive d'Egypte, Ibrahim Pacha, en 1832, que naît l'idée d'y lancer l'agriculture du coton. À bien des égards, Ibrahim Pacha reproduit en Cilicie

[14] Hervé Georgelin, *La fin de Smyrne: Du cosmopolitisme aux nationalismes*, Paris, CNRS Éditions, 2013, p. 20.
[15] Marie-Carmen Smyrnelis (dir.), *Smyrne, la ville oubliée? Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, Autrement, Paris, 2006.
[16] Probablement sur la foi des recensements ottomans officiels ou *Salname*. Voir Hervé Georgelin, *op. cit*. p. 33.
[17] Même si Işık Tamdoğan a montré que la région avait déjà connu un certain développement au XVIIIe siècle « Quelques considérations sur les structures agricoles dans la Çukurova de la seconde moitié du XVIIIe siècle au début du XIXe siècle », dans *Agriculture et Industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, sous la direction de J. Thobie, R. Perez et S. Kançal, Paris, l'Harmattan, 1992, p. 93-107.

ce que son père, Méhémet Ali, avait réalisé en Egypte sur le Delta du Nil[18]. Des efforts sont entrepris pour assécher les marécages et régulariser le cours des rivières. S'ensuit une expansion démographique et commerciale très rapide de la région, qui se spécialise alors dans la production de coton. Dans les années 1860 en effet, la guerre de Sécession a gelé l'exportation de coton américain, produisant une crise mondiale de la production de coton. L'État ottoman, qui avait perdu son statut de grand producteur de coton au Levant, en particulier à cause de la concurrence américaine, décide de relancer la production dans la région d'Adana, pourtant trop faiblement peuplée pour développer une agriculture rentable du coton.

Pour permettre la culture du coton, qui nécessite une main-d'œuvre très importante, le pouvoir impérial sédentarise de force plusieurs populations nomades, et installe des populations de réfugiés musulmans de l'Empire dans la région. La politique publique de sédentarisation des populations nomades ne va pas sans violence[19]. Elle permet cependant à de nombreux chefs de tribus nomades d'obtenir, en se sédentarisant, de larges domaines terriens.

Par ailleurs, dans les années 1860, des migrants venant d'autres régions de l'Empire viennent peupler la région. Plusieurs vagues d'immigrants arrivent du Caucase russe, notamment après la guerre russo-ottomane de 1877-78. En 1879, des Géorgiens musulmans, puis des Lazes en 1881[20], s'installent dans la région, encouragés par l'État. Après 1878, des migrants arrivent en vagues de la partie occidentale de l'Empire, la Roumélie. Dans le même temps, des paysans venus de Syrie, d'Égypte ou du Hatay voisin viennent aussi s'installer pour travailler dans les champs de coton. La région passe en quelques années d'une économie nomadique, de subsistance, à une agriculture commerciale. Les premières usines de transformation du coton sont installées dans la ville, et la région commence également à attirer des entrepreneurs, Arabes chrétiens, Grecs, Arméniens, mais aussi Européens (Allemands, Anglais, Italiens). Ceux-ci se lancent dans la commercialisation et l'export du coton, puis investissent eux-mêmes dans l'agriculture, en achetant de vastes domaines terriens. Dans les premières années du XXe siècle, Adana est devenue une région à la fois très prospère et très cosmopolite.

Ces développements sont importants pour comprendre la formation de la région d'Adana, et, par conséquent, sa composition humaine, très diverse, le profil de ses élites, pour la plupart d'anciens chefs de tribus nomades sédentarisés de force – ce qui induit un certain rapport à la terre – ou des marchands non-musulmans, mais aussi une certaine relation à l'État.

---

[18] Meltem Toksöz, *Nomads, Migrants and Cotton in the Eastern Mediterranean: The Making of the Adana-Mersin Region 1850-1908*, Brill, Leyde, 2010, p. 13.

[19] Un décret de 1865 crée une force militaire spécialement conçue pour forcer les peuples nomades à se sédentariser, nommée *Firka-i Islahiye*.

[20] Raymond Kévorkian (dir.) *Les Arméniens de Cilicie: habitat, mémoire et identité*. Presses de l'Université Saint-Joseph, Beyrouth, 2012 ; Meltem Toksöz, *op. cit.* ; Aslı Emine Çomu, *The Exchange of Populations and Adana, 1830-1927*, Libra Kitap, Istanbul, 2011.

Ces quatre départements à la fin du XIX[e] siècle, en crise pour Erzurum et Diyarbakır, et en plein essor pour Izmir et Adana, donnent déjà à comprendre les dynamiques qui seront celles du XX[e] siècle : un Est déshérité, marqué par la pauvreté et la violence, et deux territoires cosmopolites, Adana et Izmir, qui doivent en grande partie leur vitalité économique à la présence de minorités confessionnelles et de Levantins. Ces dynamiques se poursuivent jusqu'à la Première Guerre mondiale, qui marque certes un coup d'arrêt mais ne remet pas en cause un ensemble d'alliances politiques qui, elles émergent avec la révolution jeune-turque de 1908.

D. La révolution jeune-turque de 1908 : une nouvelle génération au pouvoir

Aykut Kansu a montré que la prise du pouvoir par les Jeunes-Turcs, loin d'être un événement qui ne concernait qu'une élite, a mobilisé de très larges segments de la population, et ce même dans les provinces les plus reculées[21]. L'auteur n'a pas tort de remettre en cause l'idée, présente dans l'historiographie turque, d'une discontinuité radicale de part et d'autre de la date-charnière de 1923, à laquelle la République est proclamée par Mustafa Kemal. En 1956, un « paysan » (du moins c'est ainsi qu'il est qualifié), livre ses souvenirs dans une lettre qu'il écrit au journal local d'Erzurum « *Hür söz* » [La parole libre]. C'est en « 1324 » (en 1908), alors qu'il était élève à l'école primaire qu'il a entendu, pour la première fois, le mot « libre » (« *hür* »), et il se souvient des célébrations pour fêter la liberté, la justice, autant de mots dont il ne connaissait alors pas la signification[22]. Cette lettre montre que, dans les années 1950, la révolution de 1908 demeure un souvenir très vif dans les esprits de ceux qui l'ont vécu (c'est-à-dire tous les hommes de cinquante ans, qui étaient alors des enfants ou des adolescents). L'événement a contribué à former un référentiel politique commun et, lorsque le Parti Démocrate mobilise les termes de « liberté »[23], cela renvoie, dans les représentations collectives, à l'esprit de 1908.

Mais 1908 est surtout une date importante en ce qu'elle scelle l'arrivée au pouvoir d'une génération qui s'y maintiendra ensuite jusque dans les années 1950. Pour la région d'Erzurum, Aykut Kansu interprète les révoltes contre l'impôt de 1906-1907[24] comme l'annonce de l'arrivée des élites locales sur la scène politique nationale, processus qui trouve son apogée dans la Révolution de 1908[25]. De nouvelles taxes imposées par le pouvoir suscitent l'indignation des marchands d'Erzurum, qui la

[21] Aykut Kansu, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Brill, Leyde, 1997.
[22] « *Köylü bir ihtiyarının hatırlarından bir yaprak* » [Une page des souvenirs d'un vieil homme paysan], *Hür Söz* [La parole libre], 11 février 1956
[23] En janvier 1947, le premier congrès du DP est pour eux l'occasion de conclure un « pacte de la liberté » (« *hürriyet misakı* »).
[24] Voir Zafer Kars, *Belgelerle 1908 devrimi öncesinde Anadolu*. [L'Anatolie avant la révolution de 1908 par les documents], Kaynak Yayınları, Istanbul, 1984.
[25] Aykut Kansu, *op. cit.* p. 44

jugent injuste[26]. La présence massive des marchands de bétail, ainsi que l'alliance entre marchands de la ville et autorités religieuses – le *müfti* refuse de donner un discours pour apaiser la foule – annonce déjà la « configuration du pouvoir » qui restera en place jusque dans les années 1920 : les marchands et *esnaf* sunnites, turcs et kurdes, appuyés par les autorités religieuses, forment les élites Jeunes-turques de la ville.

À Izmir comme à Adana, 1908 marque l'espoir d'une cohabitation pacifique entre les différentes religions, mais cet espoir sera rapidement déçu. Pour Adana, Raymond Kévorkian a montré que les terribles massacres d'Arméniens de 1909 étaient la conséquence directe de la révolution de 1908[27]. D'un côté, les Arméniens entendent punir les commandements *Hamidiye* et les tribus kurdes responsables de massacres d'Arméniens survenus sous Abdülhamid II. D'un autre côté, les hauts fonctionnaires d'État voient d'un mauvais œil que ces « terroristes » arméniens, qu'ils avaient pour consigne de pourchasser durant la période précédente, fassent à présent profil haut[28]. L'influence soudaine des militants révolutionnaires arméniens excite la jalousie des notables locaux, dont l'influence est concurrencée par ces derniers.

Les élites musulmanes qui arrivent au pouvoir en 1908 coopèrent avec le pouvoir pour intimider, puis éliminer les minorités chrétiennes. Cela est particulièrement visible à Diyarbakır. Là, les dernières années de l'Empire, qui culminent dans la Révolution de 1908, marquent la promotion d'un nouveau type d'élites, ou plutôt leur victoire définitive sur les élites tribales[29]. Ce sont ces élites qui collaborent avec l'État lors du génocide arménien, et qui se maintiennent au pouvoir jusque dans les années 1970[30] : durant la décennie démocrate (1950-1960), les familles issues des élites unionistes (du Comité Union et Progrès)[31] sont encore très influentes en politique[32]. C'est, en un sens, contre ces élites unionistes que de nouvelles élites, celles du Parti démocrate, se constituent. À la fin de la Première Guerre mondiale, ces mêmes élites unionistes se tournent vers Mustafa Kemal et la lutte nationaliste, avec qui convergent leurs propres intérêts.

Un bon exemple de ces élites est la famille Pirinççizade, qui restera au pouvoir encore longtemps dans la région, pendant la période du Parti républicain du peuple (de 1923 à 1950). Arif

[26] La fermeture de la frontière avec la Russie voisine, suite aux troubles qui ont suivi la révolution de 1905, explique aussi l'impasse économique dans laquelle se trouvaient de nombreux paysans de la région. Voir Etienne Forestier-Peyrat, « Une autre histoire des relations russo-ottomanes », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 22 | 2016, mis en ligne le 08 juillet 2016, Consulté le 23 septembre 2016. URL : http://ejts.revues.org/5324

[27] Raymond Kévorkian, *Le génocide des Arméniens*, Odile Jacob, Paris, 2006, p. 103.

[28] *Ibid.*

[29] Joost Jongerden (dir.), *Social relations*, *op. cit*. p. 66.

[30] Uğur Ümit Üngör. *The Making of Modern Turkey: Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*. Oxford University Press, Oxford, 2012.

[31] Nous utiliserons désormais le terme « unioniste » pour désigner les élites du Comité Union et Progrès.

[32] Notamment les familles Pirinççizâde, Tigrel, Ekinci, Cizrelioğlu, Cemiloğlu, etc.

Efendi Pirinççizade (1853-1909), issu d'une famille de notables urbains, kurde et sunnite, commence sa carrière en travaillant dans l'imprimerie de la ville. Il devient responsable d'un journal local, *Diyarbekir gazetesi*, lu par les élites, qu'il finit par quitter en 1877. Il s'occupe également de commerce et s'enrichit dans les années 1870 et 1880 : il achète de nombreux domaines terriens, jusqu'à acquérir près de trente villages dans les environs de Diyarbakır, et des champs de riz à l'Ouest de la ville. C'est un homme influent dans la vie politique locale ; il est membre du conseil municipal de la ville, puis devient finalement maire[33], et entre au Parlement ottoman, sous la bannière des Jeunes-Turcs, en 1908. Il meurt d'une crise cardiaque brutale en 1909, et c'est son fils, Aziz Feyzi (1879-1933), qui prend sa succession au Parlement. Il Aziz Feyzi entreprend un voyage d'études en Allemagne en 1911.

A son retour, il est réélu en 1912, et devient de plus en plus fanatiquement anti-arménien. De violents débats l'opposent alors à Vartkes Serengulian, un député ottoman arménien. On raconte même qu'il fait assassiner Ohannes Kazazian, un arménien catholique de Mardin et son rival pour les élections, en 1913[34]. Pendant la Première Guerre mondiale, il sera membre du « Comité d'enquête » de la ville de Diyarbakır, présidé par Mehmet Reshid, qui n'était rien d'autre que le comité d'exécution du génocide arménien dans la région. A la fin de la guerre, en mai 1919, Aziz Feyzi est envoyé à Malte par le gouvernement britannique, où il est emprisonné pour crimes de guerre. Il parvient à s'échapper après deux ans, en 1921, et revient à Diyarbakır, où il recouvre une partie de son pouvoir au niveau local. Après la proclamation de la République, en 1923, Aziz Feyzi devient ministre des transports publics, et une belle demeure à Kadikoy, dans un quartier chic d'Istanbul, lui est attribuée. Deux ans plus tard, en 1925, il collabore à la répression de la rébellion en distribuant par avion des tracts de propagande anti-rebelles ; puis, en 1927, il reçoit la médaille de l'indépendance pour ses « dévoués services » au combat national[35]. Un des compagnons de Aziz Feyzi à Malte, Zulfü Tigrel, un autre exécuteur du génocide dans la région de Diyarbakır, sera quant à lui député de la région de 1931 à 1939.

Au niveau local, 1908 marque donc la mise en place de nouvelles élites, qui, pour la plupart, se maintiendront au pouvoir à la fondation de la République en 1923. Cependant, la Première Guerre mondiale est l'occasion d'un grand bouleversement, d'autant qu'elle prend, dans les régions que nous étudions, la forme d'une catastrophe humaine inouïe qui semble alors véritablement marquer la fin d'un monde.

[33] Joost Jongerden (dir.), *Social relations*, *op. cit*. p. 57 et 66.
[34] Uğur Ümit Üngör. *The Making., op. cit.* p. 48.
[35] Ugur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *Confiscation and Destruction: The Young Turk Seizure of Armenian Property*, Continuum, Londres, 2011, p. 157.

II. La Première Guerre mondiale : Grande Catastrophe et fin d'un monde

Dans l'ensemble des régions de la Turquie, la Première Guerre mondiale a été un événement traumatisant. La catastrophe démographique et notamment la mort et le départ des Arméniens et des Chrétiens changent la face du pays. Mais c'est surtout dans l'Est et le Nord-Est de l'Anatolie que la Première Guerre mondiale atteint des degrés de violence inouïe. Dans la région d'Erzurum, 5/6e de la population sont décimés par la guerre. Durant les mois d'août et septembre, une épidémie de typhus, puis de choléra, probablement venue de la Russie voisine, atteint la ville. Les conditions sanitaires déplorables, déjà évoquées, aggravent le phénomène : en décembre 1914, la mortalité atteint 400 morts par jour. Le gouverneur d'Erzurum donne le chiffre de 10 000 morts entre octobre 1914 et février 1915, rien que de maladie[36]. A cela s'ajoute la conscription des hommes en âge de combattre, qui les expose à une mort presque certaine - la bataille de Sarıkamış, à l'hiver 1914-1915, a fait plus de 90 000 morts, pour la plupart de froid, - les équipements de l'armée étaient très insuffisants pour résister à des températures qui peuvent aller jusqu'à - 50°, rares étant les soldats dotés de chaussure -, de faim - les ravitaillements étaient mal organisés-, ou de maladie - plusieurs épidémies sévissaient dans la région au même moment, et rares étaient les infrastructures médicales capables de soigner les hommes ou d'arrêter la contagion. Les premiers massacres d'Arméniens commencent dès septembre 1914, commis par l'armée dans le but officiel de saisir les armes possédées par les Arméniens[37].

L'arrêt presque total de l'économie de l'Empire, la fin des échanges commerciaux avec la Russie, qui constituait une ressource pour beaucoup de foyers, mais aussi la réquisition du bétail et la mobilisation des hommes en âge de travailler crée les conditions d'une crise extrêmement grave dans les campagnes. La majorité des paysans se réfugient dans les bourgs et dans la ville d'Erzurum. Mais devant l'arrivée des troupes russes, les autorités quittent la ville en allumant un incendie destiné à détruire les principaux bâtiments officiels. À partir de février 1916, Erzurum est occupée pour plusieurs mois par l'armée tsariste[38]. Mais les révolutions russes de Février et d'Octobre 1917, provoquant des désertions massives au sein de l'armée russe, mettent à mal l'occupation de la ville.

Finalement, l'armée russe se retire à la suite du traité de Brest-Litovsk, signé le 3 mars 1918 et qui rend à l'Empire ottoman tous les territoires occupés. La défense de la ville est ainsi laissée par l'armée russe à des fronts arméniens mal formés. Ces derniers sont obligés de se retirer devant l'avancée des troupes nationalistes menées par Kazım Karabekir, un général important de la guerre d'indépendance, qui sera l'un des grands riveaux de Mustafa Kemal. Les fronts arméniens, au moment

[36] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesisi tarihi I*, *op. cit.,* p. 250.
[37] Simon Payaslian, « The death of Armenian Karin/Erzerum », *in* Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Karin/Erzerum*. Mazda Publishers, Los Angeles, 2003, p. 343
[38] Murat Küçükuğurlu, *op. cit.*, p. 260-270.

de quitter la ville, se livrent à des représailles sur la population musulmane, exécutent les prisonniers musulmans et brûlent des villages musulmans sur le chemin du repli. À la fin de la guerre, une proportion importante de la population musulmane d'Erzurum a disparu ; quant aux Arméniens, il n'en reste plus aucun, alors qu'ils représentaient près du quart de la population de la ville avant-guerre[39]. Un grand pourcentage de la population musulmane a péri dans la guerre, les maladies, est morte de froid ou de faim.

La situation est comparable à Diyarbakır, où le génocide des Arméniens, conduit par Reshid Pacha, un gouverneur particulièrement zélé, prend une tournure encore plus violente que dans d'autres régions, touchant d'autres communautés chrétiennes que les Arméniens[40]. Les rivalités entre les familles de notables sont instrumentalisées avec succès par le pouvoir unioniste lors du génocide[41]. Le comité d' « enquête» chargé de coordonner l'entreprise génocidaire, présidé par le docteur Reshid Pacha, comprend entre autres Cemilpaşazade Mustafa Nuzhet bey, Yasinzade Şevki Efendi, et Müftüzade Şeref Uluğ – tous trois issus de familles qui seront très influentes dans la vie politique de la région jusque dans les années 1950. Direkçizade Tahir et Pirinççizade Sıdkı Tarancı sont les deux autres principaux exécutants du génocide arménien dans la région de Diyarbakır.

Par ailleurs, toutes les tribus kurdes soupçonnées d'être déloyales au régime sont déportées vers l'Ouest du pays dès 1916[42]. C'est au départ une mesure militaire, pour éviter que certaines tribus ne désertent pour rallier la Russie. Mais très rapidement, des déportations prennent une dimension de « turquification ». Le fait qu'un seul et même organisme au sein de l'État soit chargé « des tribus et des immigrants » (« *Aşair ve Muhacirîn Müdüriyet-i umûmiyesi* ») montre bien que l'arrivée des réfugiés de l'Empire et la déportation des tribus kurdes ont été considérées dès le début comme deux facettes d'une seule et même politique visant à homogénéiser ethniquement la région[43].

Pour ce qui est de la région d'Adana, les troupes françaises occupent la Cilicie[44] à partir de 1920, avec des supplétifs formés de troupes arméniennes. Lors du retrait définitif des troupes françaises à partir de 1922, les Arméniens et les Grecs quittent la région, qui perd ainsi la plupart de ses marchands, industriels et entrepreneurs. À Izmir, les forces nationalistes, après le départ de l'armée

[39] Les informations données par le docteur Şerif bey, qui séjourne dans la ville d'Erzurum avant la Première Guerre mondiale, sont les suivantes : en 1913, 47 831 personnes vivent à Erzurum (femmes comprises). Parmi eux 34 140 sont musulmans, 11 789 sont Arméniens, 597 sont orthodoxes, 789 catholiques, 472 sont protestants. La ville abrite aussi quelques Juifs, Assyriens, Chaldéens et Coptes.
[40] Comme le montre Uğur Ümit Üngör, *The Making of Modern Turkey*, *op. cit.,* p. 91.
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid*., p. 110.
[43] Uğur Ümit Üngör, *The Making*, *op. cit.,* p. 111.
[44] La Cilicie est le nom de l'ancienne province romaine et correspond à la région autour d'Adana. Pour les noms de villes et de départements, nous préféronsle terme turc, sauf quand le terme français (par exemple : la Cilicie) a été utilisé par des sources. Le terme de « Roumélie » est utilisé pour le XIXe siècle. Après la chute de l'Empire, nous utilisons le terme de « Balkans ».

grecque, allument un grand incendie qui détruit une partie de la ville, détruisant toute trace de la Smyrne chrétienne[45]. Les magasins grecs et arméniens sont rigoureusement pillés, et les Grecs quittent la région lors de l'échange de population de 1924. À de nombreux égards, c'est à partir de la fin de la Première Guerre mondiale que se forge une identité nouvelle, fondée sur la disparition des Arméniens et des Grecs.

Le mouvement nationaliste et, plus tard, le Parti du peuple qui en est l'expression politique, se placent dans la continuité du Comité Union et Progrès. Pourtant, dans la période agitée qui suit la Première Guerre mondiale se scellent des alliances qu'il est important de mentionner pour comprendre la période qui suit.

A. Combat nationaliste, formation d'alliances et ruptures d'alliances.

À la fin de la Première Guerre mondiale, le combat nationaliste mené par Mustafa Kemal est l'occasion pour les cadres kémalistes de forger des alliances avec certains notables locaux, dont certaines vont perdurer jusqu'à la période du parti unique, et même après. Cependant, la fin des années 1920 marque en certains endroits une rupture entre le pouvoir kémaliste et les élites locales. C'est le cas par exemple à Erzurum où les unionistes conservateurs demeurent très puissants. Dans les régions kurdes, les promesses de Mustafa Kemal, notamment l'égalité entre Turcs et Kurdes, ne sont pas tenues, ce qui entraîne également une rupture.

Ces alliances, ainsi que les types d'opposition rencontrées par le pouvoir kémalistes, nous permettent de poser la question suivante : le Parti démocrate, au moment de sa fondation en 1950, s'appuie-t-il sur des réseaux d'opposition qui s'étaient formés lors de la période précédente ? Nous verrons, au cours de la thèse, qu'il est très difficile de retracer les continuités entre les contestations des années 1920-1930 et le Parti démocrate. Pourtant ces alliances et ces ruptures éclairent, de façon indirecte, le façon dont le Parti démocrate s'implante localement dans chacun des départements choisis. Ainsi, à Diyarbakır, la répression de la révolte de 1925 et les déportations qui s'ensuivent sont à l'origine de la formation d'élites nouvelles, opposées au Parti républicain du peuple. À Erzurum, les élites locales, jugées réactionnaires suite à une résistance opposée aux réformes de Mustafa Kemal, seront durablement exclues de la représentation politique, ce qui favorisera le Parti démocrate en 1950. À Adana, les hésitations des minorités ethniques et confessionnelles à rejoindre le mouvement nationaliste de Mustafa Kemal induiront une méfiance durable du pouvoir à leur égard.

[45] De nombreuses sources locales, en particulier les frères lazaristes du Sacré-Cœur, les dirigeants des établissements scolaires américains, ainsi que des témoignages occidentaux, grecs et arméniens, indiquent que les forces nationalistes, plutôt que l'armée grecque, sont responsables de cet incendie. « La destruction de la Smyrne chrétienne est une décision politique ». Voir Hervé Georgelin *La fin de Smyrne*, *op. cit*., p. 204.

1. Adana : alliance du pouvoir avec les élites turques

Dans la région d'Adana, la situation est confuse à la fin de la Première Guerre mondiale. Les Français tentent de s'appuyer sur la population circassienne, kurde, arabe alaouite et arménienne de la région. Les circassiens sont, dans un premier temps, divisés sur la question du mouvement nationaliste : les uns y sont favorables, tandis que les autres restent fidèles au sultan ottoman. Les Arabes alaouites de la région sont sensibles à l'idée d'une union avec la Syrie voisine[46]. Tout cela change à partir de mars 1920, date à laquelle les forces françaises perdent la ville de Marache (Maras). A partir de ce moment, les Kurdes (sunnites) et les Circassiens se retournent contre les Français et rejoignent les troupes nationalistes. Les Arabes alaouites, eux, ne se rallient au combat qu'en mai 1920, lorsque les forces kémalistes s'approchent des villes d'Adana et de Tarsous, où ils vivent. Finalement, les Français doivent quitter la région et, en 1923, le pouvoir est rendu aux dirigeants unionistes, donc aux exécutants du génocide, c'est-à-dire ceux-là même que les Français avaient arrêtés et emprisonnés pour crime de guerre en 1919[47].

Au moment de sa mise en place, les chefs de tribu et notables turcs sont largement récompensés par le pouvoir kémaliste, notamment grâce au transfert des biens arméniens « abandonnés »[48]. Damar Arıkoğlu, un notable turc qui était député du CUP en 1908, raconte qu'il possédait 3 000 acres de terre en 1914 ; il en acquiert 11 000 pendant la guerre. Les notables turcs, en échange, financent généreusement le combat nationaliste. Plusieurs bouchers de la ville nourrissent les soldats, d'autres notables fournissent des voitures[49]. Cette alliance de Mustafa Kemal, puis du parti du peuple, avec les notables turcs sunnites, continue ensuite dans les années 1920, et se prolonge jusque dans les années 1930 et 1940 : un certain nombre de ces propriétaires terriens de la région d'Adana accèdent alors au pouvoir. Damar Arıkoğlu demeure ainsi député d'Adana jusqu'en 1946[50], moment où Cavit Oral, un autre (immense) propriétaire foncier, devient ministre de l'agriculture ; d'autres seront plus tard des députés influents à la période du parti unique.

[46] Vahé Tachjian, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie: aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak, 1919-1933*, Editions Karthala, 2004, p. 96.
[47] Ugur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *op. cit.*, p. 124.
[48] *Ibid.*, p. 125.
[49] *Ibid.*
[50] *Ibid.*, p. 121.

2. À Diyarbakır : déportations et ruptures

À la fin de la guerre, Mustafa Kemal convainc les grandes familles de notables de Diyarbakır ainsi que la majorité des tribus kurdes d'adhérer au combat nationaliste, même si cette adhésion est loin d'aller de soi[51]. Comme nous l'avons vu, certaines tribus kurdes ont été déportées dès 1916. Il est possible de dégager plusieurs raisons au soutien apporté par les élites kurdes à Mustafa Kemal. Beaucoup le connaissent personnellement : certains l'ont rencontré alors qu'il dirigeait la 6e armée à Diyarbakır en 1916 ; c'est sous son commandement que la Russie a reculé et que l'idée d'un État arménien à l'Est du pays s'est définitivement écroulée. Il est alors le symbole de la défense de la patrie contre l'Etranger et l'Infidèle. Il faut ici rappeler que les populations kurdes sont à ce moment les plus directement menacées par la création éventuelle d'un État arménien à l'Est de l'Anatolie – revendiquée par les Arméniens. La dimension religieuse, la défense du Califat menacé par les Britanniques, a certainement joué un rôle dans la décision de ces notables kurdes de rejoindre le combat nationaliste[52]. Les notables urbains, qui, comme nous l'avons dit, ont une lourde responsabilité dans l'exécution du génocide arménien, trouvent alors en Mustafa Kemal un allié naturel[53].

Le traité de Sèvres constitue une déception. Dès 1924, les promesses de Mustafa Kemal se révèlent fausses et la politique du pouvoir vis-à-vis de la pratique de la langue kurde, particulièrement agressive. La fin du Califat est également vue comme une grave rupture dans les relations entre les groupes musulmans. C'est alors que l'association clandestine kurde *Azadi* [Liberté], qui regroupe des chefs de tribus, des intellectuels, des chefs religieux, des commandants de cavalerie *Hamidiye*, décide de déclencher une révolte coordonnée depuis la ville de Muş, au Nord de Diyarbakır. C'est un important chef de confrérie, le cheikh Said, qui prend la tête de cette révolte. Les notables urbains, qui étaient proches du régime depuis la période du Comité Union et Progrès, ne se joignent cependant pas à la révolte. Pourtant, la méfiance du régime atteint même les notables de Diyarbakır les plus fidèles au régime. Par ailleurs, la répression extrêmement brutale de la révolte de 1925[54] initie un cycle de tentatives du pouvoir pour « turquifier » la région. Plusieurs familles de notables sont envoyées en

[51] C'est un fait discuté par l'historiographie. Şerif Firat prétend que seules les tribus alévies de Dersim ont accepté de se joindre au combat nationaliste, alors que Martin van Bruinessen affirme que les tribus aussi se sont jointes sans tarder à la résistance nationaliste. Voir Robert Olson, *The Emergence of Kurdish Nationalism, 1880-1925*, University of Texas Press, Austin, 1989, p. 36.
[52] *Ibid*.
[53] Ugur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *op. cit.*, p. 154
[54] Uğur Ümit Üngör parle de plus de 15 000 morts. Ce sont des chiffres donnés par Abdul Rahman Ghassemlou. *The Making of Modern Turkey, op. cit.*, p. 129.

exil, alors que des réfugiés venus des Balkans sont installés dans la région de Diyarbakır, parfois sur ces mêmes terres.

Ces déportations ont lieu en plusieurs étapes : une première dès 1916, une deuxième dans le cadre de la répression de la révolte du cheikh Said en 1925, et la dernière autour de 1934-1935. Ces déportations concernent les élites urbaines aussi bien que les propriétaires terriens ou chefs de tribu ; elles s'appliquent ainsi bien souvent à des familles qui n'avaient pas été mêlées aux révoltes. Les envois en exil touchent même, comme le montre Uğur Ümit Üngör, certaines familles qui étaient intimement liées à l'État turc, notamment depuis l'exécution du génocide arménien. Même Aziz Feyzi, l'un des plus fidèle collaborateurs de l'État jeune-turc, qui a pourtant aidé l'armée à gagner Diyarbakır en 1925, est soupçonné d'avoir pris part à la révolte, parce que son beau-frère y a été mêlé. Ses adversaires suggèrent qu'Aziz Feyzi comparaisse devant un tribunal de l'indépendance, ce qui ne sera finalement pas le cas. Pirinççizade Sıdkı, un autre génocidaire bien connu, est lui aussi soupçonné d'avoir participé à la révolte du cheikh Said, après qu'un de ses amis ait été accusé de soutien à la rébellion. Tout cela montre bien le niveau de méfiance de l'État turc à ce moment[55]. Ces déplacements de population ont ainsi, en un sens, brisé la confiance entre les grandes familles de notables, qui pour la plupart avaient collaboré dans le génocide arménien, et le Parti Républicain du Peuple.

Les déportations ont créé le sentiment d'un destin commun chez plusieurs familles qui avaient pu autrefois être dans une relation de concurrence ou de rivalité. Une fois en exil, les familles doivent compter sur un réseau très restreint, qui implique notamment les autres familles kurdes se trouvant par hasard dans la même ville. Ainsi, l'expérience de l'exil crée de nouvelles solidarités, de nouveaux liens, et, finalement, un réseau qui s'étend bien au-delà des réseaux traditionnels, généralement limités à la famille élargie. Dans *İsyan sürgünleri*, Fatma Azizoğlu raconte les soirées passées à Kütahya avec Sabahattin Savcı et Selahattin Savcı[56]. Sabahattin Savcı sera, dans les années 1950, un membre influent de l'organisation locale du Parti démocrate[57], au côté de Yusuf Azizoğlu.

Pour beaucoup d'exilés, en particulier les enfants, l'exil a été surtout été l'expérience du racisme, l'expérience d'être un Autre dans un environnement hostile. Beaucoup expérimentent pour la première fois le fait que la kurdicité, qui paraissait jusqu'alors naturelle à des gens qui n'avaient jamais vécu qu'entre kurdes, puisse rencontrer une quelconque hostilité. Dans le livre de Şeyhmus Diken, de nombreux interrogés racontent avoir été confrontés au préjugé selon lequel les Kurdes avaient « une queue », et ainsi avoir été traité de « Kurdes à queue ». Pour certains, cette expérience du racisme a même joué un rôle dans leur engagement en politique – c'est du moins souvent raconté

[55] *op. cit.* p. 127
[56] Şeyhmus Diken, *İsyan sürgünleri* [Les exils de la révolte], İletişim yayınları, Istanbul, 2005.
[57] Orhan Miroğlu, *Hevsel bahçesinde bir dut aghacı: Canip Yıldırım'la söyleşi*. [Un mûrier dans le jardin du paradis, entretien avec Canip Yıldırım], İletişim yayınları, Istanbul, 2005.

comme tel. Nejat Cemiloğlu, par exemple, raconte les quolibets subis de la part de ses camarades à l'école et, à l'aune du récit qu'il en fait, on ressent encore une très vive émotion[58].

Enfin, et de façon paradoxale, l'exil a donné à certains membres de ces élites kurdes l'opportunité d'élargir leurs horizons, notamment par l'acquisition d'une parfaite maîtrise de la langue turque. Tarık Ziya Ekinci raconte dans ses mémoires l'aura qui entourait Yusuf Azizoğlu au foyer des étudiants de l'Est, notamment en raison de sa parfaite maîtrise du turc, qu'il parlait avec l'accent d'Istanbul[59]. Mais Yusuf Azizoğlu n'est pas le seul : dans les entretiens que Şeyhmus Diken réalise avec des enfants d'exilés, il n'est pas rare que l'un ou l'autre d'entre eux affirme avec fierté sa très bonne maîtrise du turc. Cette maîtrise du turc facilite ensuite l'entrée à l'université. Mais c'est aussi et surtout, pour beaucoup, l'occasion de découvrir la Turquie, que la plupart des exilés, en réalité, ne connaissait pas. Ces familles envoyées en exil entreront en politique au côté du Parti démocrate, à leur retour à Diyarbakır à la fin des années 1940. Les enfants de ces familles, qui, pour certains, ont étudié à l'université, et parlent bien le turc, formeront, dans les années 1950, de nouvelles élites politiques[60].

Au niveau local, le parti ferme ses branches à Diyarbakır en 1927. Mais le relais local du Parti républicain du peuple (*Cumhuriyet Halk Partisi*, CHP) est la famille Pirinççioğlu (Pirinççizade), qu'un conflit oppose à la famille Cemiloğlu, passée en Syrie. En 1937, l'événement de « Karaköprü » fait grand bruit, et restera dans les mémoires comme un symbole de l'injustice de l'État au Sud-Est du pays. Les Cemiloğlu envoient, depuis la Syrie, des bandits piller les usines de farine des Pirinççioğlu. La mission échoue et, à la place, ces bandits décident d'arrêter des voitures près du pont Karaköprü, à 18 kilomètres de Diyarbakır, pour détrousser les civils qui s'y trouvent. Ils arrêtent ainsi un camion rempli de bureaucrates, gendarmes et autres représentants de l'État, et font quelques morts. L'affaire sera jugée, mais sans succès, puisque les bandits sont repassés en Syrie, alors sous protectorat français. Finalement, après de longues négociations, la France acceptera de les livrer à l'État turc, et les bandits seront fusillés sans autre forme de procès, ce qui suscite une large indignation. Dans les années 1950, cette affaire sera portée devant le parlement par quelques députés, comme le symbole des crimes de l'État turc envers les populations kurdes[61].

La politique de turquification de la région et la répression indistincte de la rébellion de 1925 auront pour effet de politiser et de mobiliser contre l'État des élites kurdes qui étaient pourtant largement favorables au régime, puisqu'elles étaient issues des élites qui représentaient le Comité

[58] *Op. cit.*
[59] Tarık Ziya Ekinci, *Lice'den Paris'e anılarım*, [Mes mémoires, de Lice à Paris], İletişim yayınları, Istanbul, 2010.
[60] Adnan Çelik et Béatrice Garapon, « De l'exil à la représentation parlementaire: une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955) », *Anatoli* n°8, 2017.
[61] Ibid.

Union et Progrès, et avaient collaboré avec l'État dans le génocide arménien. À Erzurum, le Parti républicain du peuple s'appuie sur les élites du Comité Union et Progrès, mais les réformes de Mustafa Kemal rencontrent une opposition de type conservateur au début des années 1920.

3. Combats nationalistes et opposition conservatrice à Erzurum

A la fin de la guerre, les revendications arméniennes comprennent *a minima* toute la région d'Erzurum[62], qui est considérée comme le centre de l'identité arménienne. C'est pour cette raison que la lutte pour l'indépendance commence très tôt dans cette région, avec le congrès d'Erzurum (23 juillet-7 août 1919), un des premiers menés par Mustafa Kemal, auquel participent les notables de la région – essentiellement kurdes. Ils s'inquiètent surtout à ce moment du retour des Arméniens sur leurs terres, et du jugement du génocide.

L'adhésion au combat nationaliste ne rencontre, à notre connaissance[63], aucune opposition dans la région d'Erzurum. En revanche, les notables locaux, très conservateurs, n'apprécient pas le tournant radicalement réformateur du pouvoir de Mustafa Kemal, qu'ils assimilent à une trahison. La transformation de l'association de défense des droits [*Müdafaa-i hukuk cemiyeti*] en parti politique est ainsi mal vécue par les notables d'Erzurum : Raif Dinç, un des membres éminents de l'association de défense des droits, démissionne dès l'annonce de la transformation de l'organisation en parti. Dès 1921 est fondée la société pour la défense des biens sacrés (*Muhafaza-yi mukaddesat cemiyeti*), en réaction à l'usage fréquent du terme « populisme » (« *Halkçılık* ») dans la presse nationaliste, à l'alliance avec la Russie bolchévique, et à l'influence de Mustafa Suphi, un fameux leader communiste, dans l'Est du pays[64]. Cette société témoigne du caractère profondément anti-communiste, conservateur et même religieux que revêt alors la lutte nationaliste pour les notables d'Erzurum. À la même période, les députés d'Erzurum commencent à soutenir massivement le « Second groupe » (*ikinci grup*)[65], un groupe d'opposition naissante au pouvoir de Mustafa Kemal, constitué essentiellement d'unionistes qui avaient été influents dans le mouvement nationaliste, et s'inquiètent de voir Kemal s'arroger la

[62] Richard Hovannisian, « The competition for Erzurum 1914-1921 », in Richard G. Hovannisian (dir.), *Armenian Karin/Erzerum*, *op. cit*., p. 376

[63] Il est très difficile de faire l'histoire de cette période, tant elle se mêle étroitement au récit nationaliste. L'historien de cette période le plus sérieux ne mentionne pas de résistance au combat nationaliste dans la région d'Eruzurum. Voir Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi I, op. cit*.

[64] Asaf Özkan et Erdal Aydoğan Fırat, « Erzurum muhafaza-i mukaddesat ve müdafaa-i hukuk cemiyeti » [L'association de défense des droits et l'association de défense des choses sacrées à Erzurum], Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi, vol. 21, n°1, p. 315-338, Elazığ, 2011.

[65] Mete Tunçay considère que l'association de défense des biens sacrés est liée organiquement au Second groupe de l'assemblée. Tunçay, Mete, *Türkiye cumhuriyeti'nde tek parti yönetiminin kurulmasi (1923-1931)* [La fondation du parti unique dans la Turquie républicaine (1923-1931)], Tarih Vakfı Yurt Yayınları Ankara, 1981, p. 359

totalité du pouvoir[66]. Il est difficile de dire si le Parti républicain progressiste (*Terakkiperver cumhuriyet fırkası*), qui naît en 1924 et représente une opposition au pouvoir personnel de Mustafa Kemal, teintée de conservatisme, a ouvert une branche à Erzurum. Nous savons seulement que, à l'automne 1924, presque tous les députés d'Erzurum démissionnent du parti républicain du peuple ; ils seront éliminés ou ostracisés lors des procès organisés par les tribunaux de l'indépendance, en 1926.

La « révolte du chapeau », à l'automne 1925, est directement liée à la fin du parti d'opposition, et tout laisse à penser qu'elle constitue également une tentative des unionistes locaux pour protester contre le pouvoir personnel de Mustafa Kemal et contre les tendances de plus en plus radicales du parti du peuple nouvellement fondé. Le déroulement des événements rappelle celui de la révolte contre l'impôt de 1906-1907 : au sortir de la prière du vendredi 24 novembre, un groupe de 15 à 20 personnes – pour la plupart des *esnaf*, des propriétaires de magasin – organisent une manifestation dans la rue, en criant le slogan suivant : « nous ne voulons pas de fonctionnaires infidèles » (« *Biz gavur memur istemeyiz* »). Une partie du groupe se rend auprès du *müfti*, Solakzade efendi, pour lui demander de prendre la tête du mouvement, et de négocier avec le gouvernement. Ce dernier refuse et le groupe tente sa chance auprès d'un *hoca* populaire, Tivnikli Faruk Efendi, qui refuse à son tour. Un autre groupe de manifestants se dirige vers les locaux du gouverneur, pour lui présenter un formulaire de plainte. Ce dernier refuse de se montrer à eux, et appelle la police pour qu'elle disperse les manifestants. Un petit nombre d'entre eux tente de couper le télégraphe, de façon à ce que le gouverneur ne puisse plus communiquer avec l'extérieur. L'armée fait feu sur le groupe de manifestants, tuant quelques personnes, et mettant fin à un événement qui aura duré à peine deux heures. Vingt-sept personnes sont arrêtées[67]. Lors du procès de 1926, les tribunaux de l'indépendance en arrivent à la conclusion que la révolte n'était rien moins que spontanée. Plusieurs groupes organisés qui se trouvaient à Erzurum à ce moment-là, les anciens unionistes, les députés d'Erzurum, proches de l'opposition, le groupe autour du journal *Albayrak*, qui avait critiqué le gouvernement, étaient susceptibles d'agir de façon coordonnée.

Le jugement de tous les suspects par les tribunaux de l'indépendance, jusqu'à la fin de 1926, permet d'éliminer tous les anciens unionistes actifs politiquement dans la région d'Erzurum. A partir de 1927, il n'y a plus que deux députés natifs d'Erzurum pour la région d'Erzurum: Korukçuzade Mehmet Nafiz (Dumlu) bey, qui est diplômé de l'école de guerre et Asim Vasfi (Muhurdaroğlu), un riche marchand. En 1935, il ne reste plus aucun député natif d'Erzurum, mais uniquement des militaires et des hommes du comité central du parti.

[66] Erik Jan Zürcher. *Political Opposition in the Early Turkish Republic: The Progressive Republican Party, 1924-1925*, Brill, Leyde, 1991.
[67] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi tarihinde Erzurum (1923-1950),* Atatürk Araştırma Merkezi, Ankara, 2012, p. 480. L'auteur s'appuie sur les sources des tribunaux de l'indépendance.

Le Parti républicain du peuple a donc rencontré une opposition multiforme à Erzurum et à Diyarbakır dans les années 1920. Nous verrons dans notre travail de thèse que ces contestations ne forment pas véritablement de matrice pour le Parti démocrate qui arrive au pouvoir sur des dynamiques très différentes, et dans un autre contexte. Au-delà de cette opposition, l'expérience du Parti républicain libre montre une autre forme de contestation, dont les réseaux seront en partie réinvestis lors de la fondation du Parti démocrate.

4. L'expérience du Parti républicain libre dans la région Egée : une « grande mobilisation contestataire »[68]

Un parti politique d'opposition, le parti républicain libre, connaît en effet une brève existence, d'août à novembre 1930. La fondation du parti est décidée au plus haut niveau, et confiée à un proche ami de Mustafa Kemal, Fethi Okyar. Pourtant, Cem Emrence[69] a bien montré que ce parti a aussi été un mouvement social. En quelques jours, le parti parvient à rassembler plusieurs milliers d'adhérents, notamment dans la région de la mer Egée, où la crise de 1929 avait été lourdement ressentie. Le meeting de Fethi Okyar, le 4 septembre 1930, rassemble une foule de plus de 40 000 personnes, et, bientôt, le mouvement prend des allures révolutionnaires d'opposition au régime. Mustafa Kemal demande à Fethi Okyar de dissoudre le parti le 16 novembre 1930. Dans la région Egée, il semblerait que le parti ait mobilisé un grand nombre de réfugiés des Balkans ou encore d' « échangés » (« *mübadil* »), c'est-à-dire des musulmans de Grèce arrivés dans le cadre de l'accord d'échange conclu entre la Grèce et la Turquie en 1923. Cem Emrence remarque aussi l'adhésion de marchands turcs, sunnites, qui avaient rejoint la lutte nationaliste au côté de Mustafa Kemal entre 1919 et 1922 et en avaient tiré, parfois, des biens ou des avantages économiques, mais n'ont pas obtenu par la suite les responsabilités politiques qu'ils espéraient[70]. Ces marchands pâtissent en outre des mauvaises conditions économiques qui suivent la guerre, ainsi que des politiques économiques erratiques du CHP[71]. Les Juifs d'Izmir participent également à la mobilisation, dont ils pensent qu'elle peut leur permettre de participer de façon plus égalitaire à la citoyenneté turque.

En définitive, l'expérience du parti républicain libre a surtout à voir avec les politiques économiques catastrophiques du parti du peuple, mais elle constitue une expérience de mobilisation, de contestation qui sera réinvestie vingt ans plus tard au moment de la fondation du Parti Démocrate.

---

[68] Eyüp Oz, « *Le Parti libéral républicain dans la région égéenne en Turquie. Histoire politique d'une grande mobilisation contestataire (12 août-17 novembre 1930) »*, Thèse soutenue le 19 novembre 2014, à l'EHESS, Paris.

[69] Cem Emrence. *Serbest Cumhuriyet Fırkası: 99 günlük muhalefet* [Le parti républicain libre : 99 jours d'opposition], İletişim Yayınları, Istanbul, 2006.

[70] Même si l'auteur reste assez flou sur ce point, et ne donne que peu d'exemples précis.

[71] Cem Emrence, *op. cit.*, p. 64.

L'échec du Parti républicain libre marque la fin d'un cycle. Durant la période qui suit, les années 1930 et 1940, le parti républicain du peuple se transforme en parti unique, et devient officiellement parti-État en 1935. Cette transformation se double d'un effort, de la part des dirigeants du Parti républicain du peuple, pour enrôler les populations locales. Pour comprendre la compétition politique et la mobilisation en faveur du parti d'opposition, le parti démocrate, il importe de livrer quelques éléments sur l'implantation locale du CHP dans les provinces, durant les années 1930 et 1940.

B. Les années 1930 : le CHP dans les provinces

Il apparaît que, si le CHP en tant que parti politique était plutôt faible dans les provinces[72], les élites locales n'ont jamais été coupées de la politique. La détention d'une position de pouvoir au sein du parti est toujours resté un critère essentiel d'appartenance à la notabilité. Ainsi, Murat Metinsoy a montré, en étudiant les rapports des inspecteurs du CHP de 1925 à 1935, que le CHP, dans sa première période, était traversé de tensions factionnelles très vives, et qu'il était fréquent que les représentants de l'autorité de l'État soient en très mauvais termes avec les représentants locaux du parti[73].

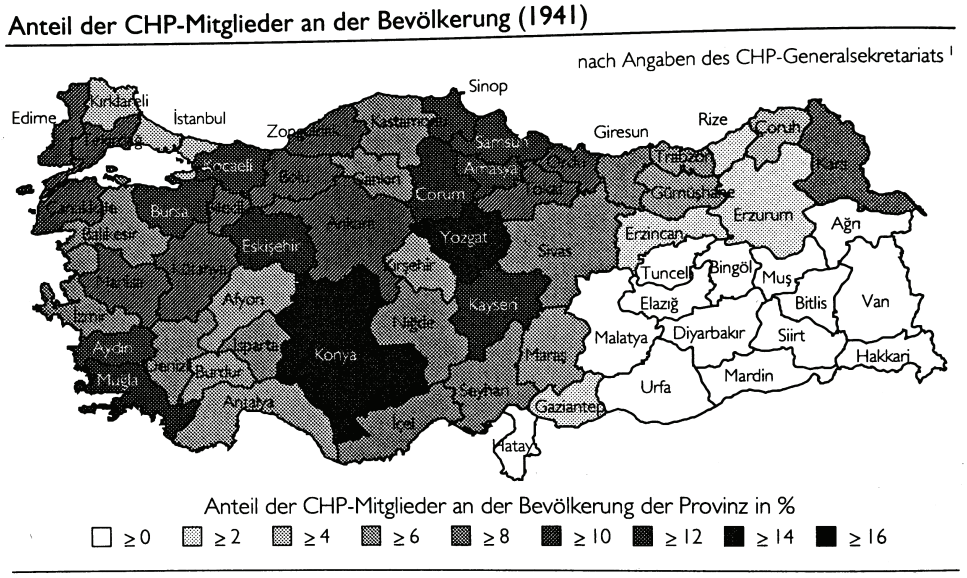


Figure 2 : Carte de l'implantation du CHP dans les provinces[74]

[72] A l'exception de quelques départements, comme Yozgat ou Konya. Voir Harald Schüler, *Die türkischen Parteien und ihre Mitglieder*, Deutsches Orient-Institut, 1998, p. 130.
[73] Murat Metinsoy, « *Kemalizmin Taşrası: Erken Cumhuriyet Taşrasında Parti, Devlet ve Toplum* [Les campagnes du kémalisme : le parti, l'État et la société dans les campagnes républicaines des années 1920]». *Toplum ve bilim*, n°118, 2010, p. 124-164
[74] Seyhan est l'ancien nom du département d'Adana

La région d'Erzurum en est un bon exemple. Murat Küçükuğurlu a montré tout d'abord les taux d'adhésion très faibles au parti (à peine 1% de la population de la ville d'Erzurum en 1931[75]). Les quelques « *ocak* » (branches locales du parti) formés dans la région sont composés de militaires et de gendarmes. Quant aux organisations du parti dans les chefs-lieux de province (*ilçe*), elles sont presque inexistantes. En 1940, un inspecteur du CHP, Muzaffer Akpınar, écrit dans un rapport que, lors de son inspection dans le chef-lieu de Tortum, il demande à voir le local du parti. Personne n'a les clés. Il apprend que le responsable local du parti est un puissant propriétaire terrien, Hulusi Kantarcı, qui passe son temps à Erzurum. Lorsque finalement l'inspecteur parvient à faire ouvrir le local du parti, il n'y trouve absolument rien qui évoque le parti[76]. Les cahiers pour tenir le registre des adhérents ne sont pas envoyés par le comité central du parti, ce qui fait que le compte des adhérents n'est tout simplement pas tenu. De 1931 à 1935, le gouverneur d'Erzurum, Necati Sumnu bey, entretient des rapports extrêmement tendus avec la branche locale du parti[77]. Et en 1942, un inspecteur du parti note que l'interruption de la radio de la maison du peuple du chef-lieu de Oltu représente une catastrophe pour le parti, puisque la radio assurait une certaine fréquentation de la maison du peuple.

L'organisation locale du parti était concentrée dans la ville d'Erzurum, et entièrement dominée par les notables locaux, qui étaient déjà présents avant la Première Guerre mondiale : entre 1925 et 1935, la branche locale est tenue par deux hommes, Ahmet Rıza Korukçuzade et Seyfullah Topd*ağı*, qui étaient tous deux députés lors de la période ottomane et comptaient tous deux parmi les membres fondateurs de l'association de défense des biens sacrés (« *muhafaza-i mukaddesat* »). En 1933, un inspecteur du parti, Atıf bey, député de Coruh, remarque dans un rapport que tous les dirigeants locaux du parti à Erzurum se sont inscrits juste après la « révolte du chapeau » à l'automne 1925, probablement pour échapper à tout soupçon.

Le parti est alors traversé de tensions factionnelles très vives, qui mettent souvent aux prises deux familles rivales. A Oltu, deux puissantes familles s'opposent dans une histoire de vendetta qui court depuis la Première Guerre mondiale[78]. L'organisation locale du CHP est elle-même une arène d'affrontement pour les deux familles ; d'ailleurs, les inspecteurs n'auront de cesse de se plaindre des factions qui divisent le parti et paralysent son activité au niveau local. On retrouve trace de ces conflits factionnels dans les rapports de dénonciation envoyées au comité central du parti, conservés aux archives du parti républicain du peuple. Les accusations les plus courantes sont celles de propagande « kurdiste » et d'espionnage pour le compte des Russes ou des Arméniens, mais aussi de brigandage[79].

[75] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi tarihinde Erzurum*, *op. cit*. p. 22.
[76] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi…*, *op. cit*. p. 77.
[77] *Op. cit*. p. 24.
[78] La famille Önder accuse la famille Nalbantoğlu de la mort de l'un de ses fils dans la bataille de Sarıkamış. *Op. cit*. p. 108.
[79] Murat Küçükuğurlu, *op. cit.* p. 108. Le brigandage était un réel problème dans les années 1920 et 1930.

En 1931, quelques membres du parti envoient au comité central un rapport à charge contre le président de la branche locale du parti, Ahmet Rıza Korukçuzade : il est âgé, ne s'occupe pas des problèmes du parti, n'est « pas aimé du peuple »[80]. En 1933, un rapport de l'inspecteur du parti, Atıf bey, évoque deux factions au sein du parti : la faction du président de la chambre de commerce, Sadrettin bey (Gözübüyük), et celle du maire de la ville. La famille Korukçuzade, qui règne sur le parti depuis sa création, est elle-même divisée en plusieurs factions.

Ce climat conflictuel fait que les réformes « kémalistes » sont peu appliquées : en 1930, Adnan Menderes, qui était inspecteur du parti à Konya, remarque que les dirigeants locaux du parti sont « des opportunistes », qui ne « comprennent pas la Révolution ». Les réformes les plus sensibles ne sont tout bonnement pas appliquées[81]. À Erzurum, à partir de 1935, la mairie essaie de mettre en place la réforme de la langue et de « turquifier » le langage des comptes rendus des séances du conseil municipal. « *Belediye* », la mairie (qui vient de la racine arabe BLD, le pays, la région) devient « *uray* », le maire, « *belediye başkanı* » devient « *sarbay* », « *zabıt* » le compte-rendu, devient « *tutulga* ». Mais en novembre 1936, la session du conseil municipal s'ouvre sur la décision d'employer à nouveau l'ancien vocabulaire. De la même façon, à la fin de l'année 1933, on décide d'interdire le *ehram* (drap de laine noir dont se couvraient les femmes, comme le tchador iranien), mais la décision n'est jamais mise en œuvre[82]. Plusieurs années plus tard, le problème est à nouveau porté devant le conseil municipal, qui décide de ne pas prendre de décision, puisque la dernière décision n'avait jamais été appliquée. Quant au système de l'*iltizam* (système de perception des impôts où la collecte de l'impôt est totalement déléguée à une seule personne, qui paie l'impôt sur ses propres fonds personnels, puis se charge de se rembourser comme il l'entend) se maintient – officieusement – jusqu'en 1935.

Pour résumer, à partir de 1927, qui marque un certain verrouillage du champ politique, le CHP reste une réalité à la fois proche et lointaine pour l'homme ordinaire ou le paysan turc. Lointaine, parce que les principes du parti étaient probablement très mal connus, et les branches locales du parti extrêmement peu développées. Mais proche aussi, en un certain sens, puisque la domination du parti s'incarnait dans des figures locales du pouvoir, très bien connues de tous. Il serait erroné de croire que, pour le paysan turc, le CHP représente un pouvoir lointain, venu du centre, radical et impie. En effet, le CHP avait, au moins jusqu'en 1935, d'importants relais locaux, et ses réformes les plus radicales ont été très peu appliquées. De plus, il ne semble pas qu'en 1923, le pouvoir ait radicalement changé de figure pour l'homme ordinaire. Ce sont, peu ou prou, les mêmes personnes qui étaient au pouvoir depuis 1908, qui restent au pouvoir après 1923. Il faut donc insister sur les formes de continuité des

[80] *Ibid*., p. 333.
[81] Murat Metinsoy, « *Kemalizmin ... »,* art. cité.
[82] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi II*, *op. cit*. p. 152.

figures de pouvoir. Finalement, l'opposition au Parti républicain du peuple s'est plutôt structurée contre ses politiques économiques.

III. Structures économiques et Grande Dépression

Au sein des régions qui nous intéressent ici, les structures économiques sont très variables. À Izmir et Adana domine l'agriculture commerciale, alors que Diyarbakır et Erzurum sont beaucoup moins développées et vivent essentiellement d'élevage de bétail et d'agriculture de subsistance. Ces données sont essentielles pour comprendre la place de ces départements dans l'économie turque, la façon dont ils sont vus par le pouvoir, et aussi, finalement, le degré de dépendance aux investissements de l'État. Les structures économiques déterminent aussi le type social des élites.

A. Agriculture de subsistance et élevage à Diyarbakır et Erzurum

La région d'Erzurum met très longtemps à se remettre de la catastrophe économique que fut la Première Guerre mondiale. Le vide démographique laissé par les pertes humaines de la guerre entraîne un manque de main-d'œuvre qui, dans les campagnes, est très difficile à surmonter[83]. La région est également marquée en 1924 par deux tremblements de terres qui détruisent de nombreuses infrastructures. La grande répression de la rébellion de 1925 atteint aussi la région d'Erzurum. De plus, la détérioration des relations avec l'Iran, consécutive à la révolte du cheikh Said de 1925, que nous avons évoquée plus haut, influence négativement les relations commerciales avec ce pays, pourtant une source de revenus importants. A partir de 1925, une vague de peste bovine décime de nombreux troupeaux. Certaines bêtes sont emmenées en quarantaine pour éviter la contagion ; les marchés aux bestiaux de la ville d'Erzurum sont fermés, ce qui nuit énormément à l'activité de la région. La reconstruction de la ville est très lente, en particulier à cause du manque et de la cherté des matériaux de construction[84]. La crise de 1929 vient ensuite plonger la région dans une très grave crise, qui atteint un pic lors de l'année 1932. Les villages sont globalement assez mal reliés aux villes, et aux bourgs : peu de routes existent, et elles sont impraticables durant l'hiver et le printemps, à cause de la quantité de neige puis de boue. Pourtant, les villages sont dépendants économiquement des villes et des bourgs, puisque les paysans viennent y vendre leurs bêtes, en général par le biais de marchands de bétail qui disposent de larges réseaux dans les campagnes. Le sous-développement et la grande

[83] De nombreux auteurs montrent que, dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres, le problème était beaucoup moins le manque de terre que le manque de main d'œuvre et d'outils pour les valoriser. Voir Paul Stirling, *Turkish Village*, Wiley, Londres, 1965 ; et Paul Dumont, « Facteurs et agents du changement social dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres », *Turcica* vol. 11, 1979, p. 154-179.
[84] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi II*, *op. cit.*

pauvreté, dans le département d'Erzurum, nous permet de comprendre l'importance des investissements de l'État à la période démocrate.

À Diyarbakır, c'est également l'agriculture de subsistance qui domine, même si on y trouve aussi quelques grands domaines fonciers. Deux sous-régions peuvent être définies à l'intérieur de la région de Diyarbakır : la ville-même de Diyarbakır, qui vit essentiellement de commerce, et ses alentours proches ; la plaine de l'Euphrate, fertile, où domine la grande propriété terrienne. Les propriétaires de ces domaines fonciers résident généralement en ville, ayant mis la mains sur ces terres dans la foulée de la loi sur la terre (*Arazi kanunu*) de 1858, qui prévoyait un titre officiel de propriété pour chaque domaine. Dans les montagnes du Nord, dominent de grands domaines tenus par des seigneurs (*bey*s), qui peuvent posséder jusqu'à 50 à 70 villages. Ces villages vivent davantage d'élevage, ou de commerce du bois[85]. Dans la région du Sud de Diyarbakır domine un système tribal. Le principal moyen de subsistance de ces tribus est la contrebande avec la Syrie voisine. Enfin, la région proche de Hakkari est une région où de grands seigneurs dominent des pans entiers de territoire[86], mais où la guerre puis la répression de 1925 viennent fortement fragiliser l'économie. À part quelques grands domaines terriens, qui commencent à être exploités pour le commerce à la fin des années 1940, la région vit donc d'agriculture de subsistance, de contrebande et de rapines : le brigandage, qu'Ahmet Özcan considère comme une forme de résistance à l'État[87], est encore très largement répandu dans les régions kurdes, au moins jusqu'aux années 1960.

[85] Rıfkı Arslan, *Diyarbakırda toprakta mülkiyet rejimleri ve toplumsal değişme: oniki yerleşme ünitesi*. [Les régimes de la propriété terrienne et le changement social à Diyarbakır : douze unités d'habitation], Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, Diyarbakır, 1992, p. 87.
[86] Joost Jongerden, *Social relations*, *op. cit.*
[87] Ahmet Özcan, « Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne : Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc », *L'Homme et la société*, vol. 187-188, n° 1, 2013, p. 155-181.

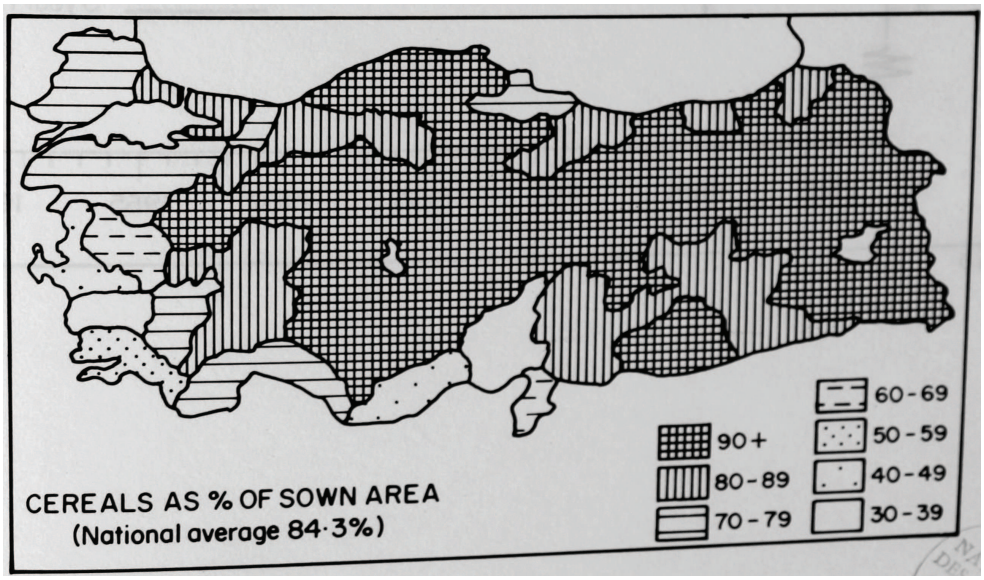


Figure 3: carte de la culture céréalière en Turquie dans les années 1960[88].

La culture céréalière est typique de l'agriculture de subsistance.

Ces développements nous permettent de comprendre l'une des dynamiques à l'œuvre en 1950, lorsque les élites kurdes rejoignent le Parti démocrate : le désir de normalisation. Sortir du sous-développement, participer à la croissance économique, et, pour cela, s'intégrer à l'État, sont des préoccupations qui animent les élites locales dans les années 1950. La situation est très différente à Izmir et à Adana qui, comme nous l'avons vu, ont connu une croissance économique très importante à la fin du XIXe siècle, grâce à leur intégration dans des circuits internationaux de commerce. Dès lors, la période qui précède l'installation de la République apparaît, à Izmir par exemple, comme un âge d'or perdu. La fermeture de la Turquie aux capitaux étrangers, et, plus encore, la crise de 1929 affectent profondément ces deux départements. La période durant laquelle le Parti républicain du peuple est au pouvoir, dans ces deux départements, est une période de déclin. Ces considérations sont importantes pour comprendre que le Parti démocrate, à l'orée des années 1950, constitue un espoir pour de nombreuses classes commerciales.

B. Agriculture commerciale et Grande Dépression à Izmir et Adana

À Izmir et à Adana, c'est l'agriculture commerciale qui domine. À la fin de la Première Guerre mondiale, les structures économiques d'avant-guerre sont réinvesties en l'absence des chrétiens qui les animaient, bien que plusieurs villages aient été pillés et détruits lors de l'occupation

[88] John Dewdney, « Agricultural Problems and Regional Development in Turkey », in William Hale (dir.), *Aspects of Modern Turkey*, Bowker, 1976, p. 101.

grecque, et que l'incendie d'Izmir ait réduit à zéro une grande partie des capacités productives de la ville[89].

À Adana domine la très large propriété terrienne et la monoculture du coton, qui prend son essor à partir de 1943, quand une nouvelle variété de coton venue des États-Unis, le coton Akala, permet de doubler la production. Cette découverte augmente la valeur de la terre, et accélère encore le mouvement de regroupement des terres, qui était déjà à l'œuvre depuis les années 1930. Les grands propriétaires terriens emploient des ouvriers agricoles pour la révolte du coton, qui nécessite une main d'œuvre très importante sur une période très courte – pas plus de trois semaines. Ces ouvriers agricoles viennent de toute la région, parfois de plus loin, pour travailler dans les champs. À côté des ces grandes propriétés terriennes subsiste une petite propriété, qui deviendra au fil des années de plus en plus minoritaire, surtout dans les zones fertiles.

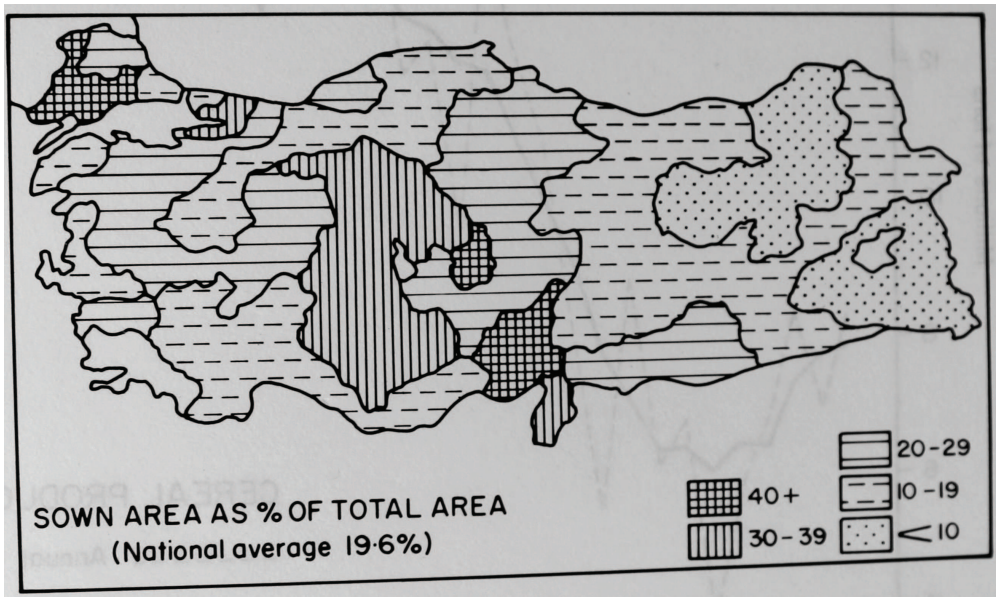


Figure 4 : carte de la densité des zones cultivées[90]

Adana est l'une des régions les plus densément cultivées

Dans la région d'Izmir, la plupart des agriculteurs sont de petits propriétaires fonciers qui se sont spécialisés dans la monoculture, souvent le raisin, la figue, le tabac ou le coton. Ces produits sont ainsi commercialisés par de grands marchands, qui servent d'intermédiaire entre la ville et la campagne. Ces marchands résident souvent dans des bourgs de taille moyenne qui, dans la région

[89] Hervé Georgelin *La fin de Smyrne, op. cit*.
[90] Source : John Dewdney, art. cité, p. 101.

Egée, sont bien peuplés, dynamiques économiquement, et très bien reliés entre eux, ainsi qu'à la ville d'Izmir. En général, ces marchands possèdent en ville des *hans*, sortes de fabriques où le produit agricole est transformé pour pouvoir être emballé, puis exporté vers l'extérieur. Ainsi, en 1927, si les unités de production demeurent de taille modeste, Izmir contient une population ouvrière « moderne » assez importante. Adana connaît aussi une forte population ouvrière, mais pour un travail saisonnier. Cette structure d'activité se maintient jusqu'au début des années 1930, période à laquelle la Grande Dépression frappe ces deux régions. Il est habituel de souligner, comme le fait Cem Emrence[91], que la Grande Dépression a touché essentiellement les régions côtières de l'Ouest de la Turquie, qui étaient plus dépendantes de l'économie mondiale. En réalité, les autres régions ont également subi les conséquences de la Grande Dépression.

Dans le département d'Izmir, les premiers à pâtir de la crise sont les agriculteurs. La chute des prix agricoles mondiaux induit une baisse du pouvoir d'achat pour les paysans, qui sont obligés de produire plus pour acheter leur grain, ainsi que les produits de première nécessité (sel, sucre, thé). Alors que les prix de la terre et du bétail baissent, les impôts augmentent, atteignant des montants insupportables pour les paysans. L'impôt sur la route est alors une obligation qui, lorsqu'elle n'est pas respectée, contraint le paysan à travailler lui-même à la construction de la route, ce qui revient à du travail forcé. A tout cela s'ajoute la mobilisation dans l'armée des jeunes hommes en âge de combattre, notamment dans le cadre de la répression de la révolte d'Ararat[92]. Les crédits de la banque d'agriculture ne sont pas suffisants pour amortir la crise, ce qui amène les paysans à avoir recours au prêt privé, souvent pratiqué par des marchands à des taux usuraires. Dans la première moitié des années 1930, de nombreux marchands mettent la main sur la terre de paysans trop endettés pour les rembourser ; en faillite, ils viennent généralement s'installer en ville. A partir de la fin des années 1920, la fondation de coopératives apparaît comme le moyen, pour le paysan, de s'assurer du crédit sans se soumettre au bon vouloir d'un marchand. Le mouvement de coopérative progresse largement dans la région d'Izmir, si bien que, dans les années 1940, la plupart des producteurs font partie d'une coopérative agricole[93]. A partir de 1935, la production agricole augmente à nouveau, mais l'économie souffrira ensuite énormément des conséquences économiques de la Seconde Guerre mondiale.

Les populations urbaines sont également touchées par la crise. C'est le cas en particulier des marchands qui faisaient l'intermédiaire entre les agriculteurs et la ville. Ces marchands souffrent aussi de la chute des prix, et se plaignent fréquemment du coût élevé des transports et des taxes portuaires, alors que le port d'Izmir était monopole d'État. La population ouvrière de la ville d'Izmir souffre aussi

[91] Cem Emrence, *op. cit.,* Istanbul, 2006.
[92] Plus de 66 000 hommes. Voir Hamit Bozarslan, « Le madhisme en Turquie : L'« incident de Menemen » en 1930 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 91-94, juillet 2000.
[93] Voir Behice Boran, *Toplumsal yapı araştırmaları: iki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki*. [Recherches sur les structures sociales : une étude comparée de deux types de villages], Istanbul, Sarmal Yayınevi, 1992.

de la crise : alors que le coût de la vie augmente, leur salaire diminue. Cette crise se traduit par une très grave crise sociale : la presse locale de la période rapporte ainsi de nombreux suicides suite à des faillites.

Le Grande Dépression a fait apparaître la rigidité de l'État : l'impôt reste inchangé. De plus, l'État turc refuse toute aide internationale, afin de se soustraire à tout contrôle et pression politique venus de l'étranger. Ce faisant, la crise s'aggrave, touchant la vie quotidienne des milliers de personnes.

Ces structures économiques modèlent aussi un type d'élites sociales, qui diffèrent selon les quatre départements étudiés. Aucune analyse systématique de ces élites sociales n'a été réalisée dans une perspective « par le bas », qui tente de comprendre concrètement le type de pouvoir qu'incarnent les unes et les autres, et le sujet demeure mal connu. Parfois, deux types de pouvoir peuvent s'opposer dans une région, ce qui permet aussi d'éclairer la formation du Parti démocrate et les clivages locaux qui se formèrent selon la concurrence entre le Parti républicain du peuple et le Parti démocrate durant la décennie 1950.

IV. Structures sociales : morphologie des élites et tissu confessionnel

Dans les variables que nous avons retenues comme cadre d'objectivation, les élites sociales sont d'une grande importance. C'est pourquoi nous avons choisi ici de livrer, pour chacun des départements étudiés, une courte présentation des élites, en procédant par idéal-type.

	1927	1950	1960
Adana	300 000	509 000	761 000
Diyarbakır	194 183	293 738	401 884
Erzurum	270 925	461 090	568 864
Izmir	531 579	768 411	1 063 490

Tableau 2 : évolution de la population dans les quatre départements étudiés[94]

[94] Source : Behçet Çelik (dir.). *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 84 ; Marcel Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie ». *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, Juillet-décembre 1969, p. 278 ; *Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını* [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « Izmir », p. 4373, et « Diyarbakır », p. 2281. Ces chiffres reprennent ceux des recensements officiels de population, qui ont

A. Diversité des élites sociales

Les frontières entre les différents types d'élites sont floues. Dans les sources primaires, les termes émiques sont souvent mélangés, ce qui montre que les différents types de pouvoir se recoupent et se combinent largement.

La propriété foncière, par exemple, n'est pas une activité à plein temps, et de nombreux avocats ou marchands sont aussi des propriétaires terriens. Les types que nous élaborons ici seront donc largement artificiels, puisque rarement séparés, dans les faits, d'autres sources de notabilité. Le terme d'*esnaf*, par exemple, (qui signifie dans la langue commune propriétaire d'un petit commerce, d'un magasin) est central dans notre analyse du groupe social dominant à Erzurum, et très délicat à définir. Presque tous les *esnaf* d'Erzurum pourraient aussi être désignés comme « *eşraf* », notable urbain, ou comme « propriétaire terrien », *agha*. Un grand nombre d'entre eux a également une qualification religieuse.

Les termes étiques, eux, « propriétaire terrien », « chef de tribu », peuvent aussi induire en erreur, dans la mesure où ils nous invitent à projeter des types sociaux, en fait, européens, légèrement différents de la réalité qu'ils visent à décrire. Le terme d' « homme d'affaires » désigne, dans notre imaginaire, un individu en cravate, diplômé, de bonne famille, qui fume le cigare et fréquente de grands restaurants. On ne trouvera rien de tel dans la Turquie provinciale des années 1950, bien que de nombreux ouvrages d'histoire générale parlent d' « hommes d'affaires » provinciaux[95].

Il est, d'autre part, très difficile de plonger dans un système social disparu. Par définition, un monde social est fait de déférence à peine perceptible, de barrières invisibles pour l'observateur non-initié, dont il est difficile de retrouver la trace dans les sources écrites. Les mémoires, ou encore les entretiens oraux, peuvent être une source utile sur ce point. Malheureusement, nous n'avons pas les moyens de faire une véritable anthropologie historique, menée de façon méthodique, des rapports sociaux dans les provinces turques.

été conduits de façon inégalement satisfaisante selon les régions. Ce sont néanmoins les seuls dont nous disposons, et ils permettent de se faire une idée.

[95] Kemal Karpat, *Turkey's Politics, op. cit.*

1. Structures de pouvoir et élites urbaines à Diyarbakır

Les différents types de pouvoir et d'élites au Kurdistan ont été bien décrits dans de très bons ouvrages[96], c'est pourquoi nous ne souhaitons pas nous y attarder ici. Les types que nous nous attachons ici à décrire ne sont pas présents seulement à Diyarbakır, de mêmes figures peuvent être présentes ailleurs.

Le propriétaire terrien, ou *agha,* est une figure que l'on retrouve dans toute la Turquie. Le terme est largement polysémique, ce qui le rend difficile à définir. C'est d'abord un titre de respect, qu'on peut adresser, dans le monde rural, à toute personne qu'on estime être de rang supérieur. Une femme peut appeler son mari « *agha* », en signe de respect. Le terme évoque en fait un pouvoir de type féodal, qui implique la plupart du temps la propriété terrienne, même si ce n'est pas systématiquement le cas : les chefs de tribus sont appelés agha et peuvent ne pas disposer de propriété terrienne.

De plus, le terme recouvre de plus des réalités de taille et d'importance qui peuvent être très différentes. Dans tout village, celui qui possède plus de terres que les autres peut être appelé *agha*, mais cela n'a rien à voir avec certains très larges propriétaires fonciers de la région d'Adana, qu'on appelle aussi « *agha* ». Le terme a, de plus, une connotation plus ou moins féodale. Dans les régions de l'Est de la Turquie, le *agha* peut ainsi être considéré comme un seigneur, qui a quasiment tout pouvoir sur ses sujets. C'est le cas, par exemple, dans la région d'Erzurum. Dans les campagnes, les notables sont les propriétaires terriens, *agha*, qui, dans la région d'Erzurum, possèdent des « villages », c'est-à-dire que, en plus des terres, ils ont la main sur les paysans qui les peuplent. Pendant les mois d'hiver, toute activité agricole cesse, et les paysans qui ne possèdent pas leur terre viennent généralement vivre dans la maison de l'*agha*, où ils servent quasiment comme esclaves (*maraba*). C'est moins le cas dans les régions où le propriétaire terrien donne ses terres en métayage. Dans la région d'Izmir, par exemple. Adnan Menderes peut être appelé *agha*, mais ses paysans ont un statut d'employé, plutôt que de serf.

Une enquête de l'organisme de planification de l'État (« *Devlet Planlama Teşkilatı* ») de 1973, montre que Diyarbakır est une région de grande propriété terrienne : 7,70% des familles possèdent 50% des terres cultivables[97]. Mais la région connaît un mouvement de regroupement des terres constant depuis la fin des années 1930. Il est donc difficile de savoir ce qu'il en était dans l'entre-deux-guerres, et même dans le courant des années 1950.

[96] Ismail Beşikçi, *Doğu Anadolu'nun düzeni: sosyo-ekonomik ve etnik temeller* [L'ordre de l'Anatolie de l'Est : bases socio-économiques et ethniques], İsmail Beşikçi Vakfı Yayınları, Istanbul, 1992 ; Martin van Bruinessen. *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres, Zed Books, 1992.
[97] Rıfkı Arslan, *op. cit.*, p. 29.

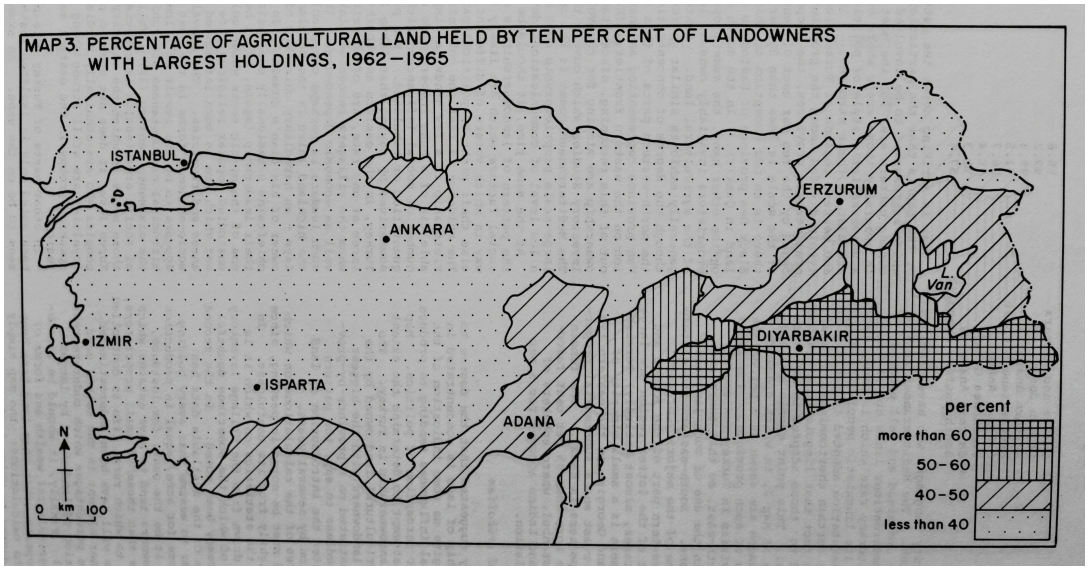


Figure 5 : carte de la grande propriété terrienne en Turquie en 1962-1965[98]

Contrairement à l'*agha*, qui est une figure présente dans toute la Turquie, chefs de tribus et chefs de confrérie n'existent et n'ont une large influence sociale que dans l'Est du pays. Martin van Bruinessen définit la tribu comme une « organisation socio-politique dans laquelle plusieurs familles sont liées entre elles par un lien de parenté réel ou imaginaire »[99]. Elle fonctionne essentiellement comme un système de solidarité, et le chef de tribu n'acquiert un véritable pouvoir de décision qu'en cas de crise, quand la tribu est confronté à un ennemi. Sinon, le chef de tribu, s'il est une personne respectée, peut n'avoir qu'un faible pouvoir de décision. Dans la région de Diyarbakır, seules les plaines du Sud de la ville de Diyarbakır sont majoritairement tribales. Dans d'autres parties de la région, des villages sont fondés par des anciennes tribus, sédentarisées. Le descendant du chef de tribu garde parfois un certain prestige, mais plutôt parce qu'il possède plus de terres que les autres villageois[100]. La faible présence de ces chefs de tribu en politique à Diyarbakır est plutôt une exception à l'échelle de toute la région kurde de Turquie. À Diyarbakır, le CUP, puis le CHP, s'appuient sur des notables urbains. Ce n'est pas le cas ailleurs, où le pouvoir politique est confié aux chefs de tribu.

Le chef de confrérie, le *cheikh*, détient un pouvoir d'origine religieuse. Il est celui qui dirige la confrérie, et peut être, après sa mort, sanctifié. Ses disciples font preuve, à son égard, d'un type de vénération sacrée. Mais cette vénération s'accompagne de dons en nature ou en argent. Tarık Ziya Ekinci décrit bien les liens entre pouvoir religieux et pouvoir économique pour le cheikh Yarbay (le

[98] Source : William Hale, « Particularism and Universalism in Turkish Politics », in William Hale (dir.), *Aspects of Modern Turkey*, Bowker, 1976, p. 48.
[99] Martin van Bruinessen, *op. cit.*, p. 40.
[100] *Ibid.*, p. 124.

cheikh « Lieutenant-colonel »), qui est aussi président de la garnison militaire du coin (*askerlik şubesi başkanı*). On a souvent tendance à opposer de façon trop binaire les élites « modernes », kémalistes, militaires et bureaucratiques, aux élites de type plus « traditionnel ». C'est ce type de distinction que l'examen du local met en cause ici.

> « Cette personne résidait dans une grande maison qu'il louait à Siverek (peut-être même qu'il y habitait sans payer). […] Il y avait dans cette maison une grande cour, qui était bondée de monde tous les jours. Il conduisait la prière tous les jours avec ses invités (ses disciples), et donnait des conférences sur des sujets religieux. On disait que c'était un personnage sacré, qu'il faisait des miracles. Les gens qui venaient lui embrasser la main ou lui rendre visite pour obtenir sa bénédiction ne venaient pas les mains vides ; ils apportaient des cadeaux. Dans la maison du cheikh Yarbay se trouvaient toute sorte de choses à manger, à boire ou à vêtir, comme par exemple du beurre, du miel, du yaourt », raconte Ziya Ekinci[101].

On le voit, la maison du cheikh ressemble à celle de tout notable traditionnel. Elle est pleine de ceux qui veulent obtenir de lui un service ; ces services ne sont pas gratuits : le cheikh reçoit de nombreux cadeaux de ses obligés. Ainsi, un cheikh est généralement, en fait, un homme riche. Même si son pouvoir ne vient pas de la propriété terrienne, il est, de fait un propriétaire, ce qui entretient et alimente son pouvoir. De nombreux témoignages et ouvrages sociologiques de l'époque[102] relatent le pouvoir des *cheikhs* sur les paysans. C'est un titre qui se transmet de père en fils : parfois le *cheikh* n'a plus aucune connaissance religieuse ; il n'est alors plus qu'un personnage qui a reçu la « sainteté » en héritage, mais en profite de manière parfois éhontée. Tarık Ziya Ekinci relate ainsi le pouvoir tyrannique du *cheikh* Lütfi, un personnage ignare, brutal et grossier :

> « Le cheikh Lütfi n'était pas comme les cheikh que nous connaissons. Il n'allait pas à la mosquée, ne faisait pas ses prières, ne donnait pas de conférences sur des sujets religieux, ni de conseils. Il ne parlait même pas beaucoup avec les autres. Il entrait dans un magasin, prenait ce qu'il lui fallait et repartait aussitôt »[103].

Ce dernier se promène à cheval dans les villages ; parfois il amène son cheval au marché de blé, et ce dernier a le droit de manger tout le blé qu'il souhaite, directement depuis les étals des paysans. Quand l'auteur demande pourquoi personne ne s'oppose au *cheikh*, les villageois répondent que c'est un personnage « béni de Dieu », et que toute personne qui s'oppose à lui risque une terrible punition divine. Bien sûr, il faut voir ici le dégoût presque naturel du jeune diplômé pour ce type d'autorité, associée à l'obscurantisme le plus complet. Mais il paraît clair que les *cheikh*s ont malgré tout une forte influence sur les campagnes. Dans le village de Selman, l'un des villages étudiés par

[101] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit.,* p. 271.
[102] Rıfkı Arslan, *op. cit.*
[103] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit.*, p. 272 « Şeyh Lutfi bildigimiz seyhlerden degildi. Camiye gitmez, namaz kilmaz, hiçbir dini konuda vaaz vermez, nasihatte bulunmazdi. Insanlarla da fazla konusmazdi. Istedigi dukkana girer, ihtiyaci olan urunu alir ve giderdi. ».

Rıfkı Arslan, un *cheikh* – ou son représentant – vient pendant le mois de Ramadan pour conduire la prière et récolter les dons[104]. Les paysans, bien que fort pauvre, donnent systématiquement une partie de leur récolte au cheikh.

Dans la ville de Diyarbakır cependant, ce sont des grandes familles de notables urbains qui dominent. Ces urbains disposent généralement d'une assise terrienne, mais aussi d'un diplôme d'études, parfois supérieur. Ils appartiennent à de grandes familles qui sont toutes liées entre elles par des liens matrimoniaux. Souvent proches de l'État, ils sont souvent hostiles aux formes de notabilité « traditionnelle », *agha* et *cheikh*. Deux types d'hostilité viennent ici se superposer : l'une, remontant au début du XXe siècle, oppose les élites de l' « ancien monde » – commandements *Hamidiye* et chefs de tribu – aux élites du régime jeune-turc – les notables de la ville de Diyarbakır, dont le pouvoir est menacé par les élites tribales ; l'autre, plus récente, procède du mépris des intellectuels vis-à-vis de l'obscurantisme des anciennes élites. Toute la génération de Kurdes éduqués, qui étudient à l'université (la génération de Musa Anter, Yusuf Azizoğlu, Tarık Ziya Ekinci), montre un mépris évident pour les élites féodales. Plus tard, dans les années 1960, le combat de la gauche kurde se dirigera autant contre l'État turc que contre les élites traditionnelles et l'injustice d'un système vu comme féodal.

2. Eşraf et esnaf dans la région d'Erzurum

Dans la région d'Erzurum, les élites traditionnelles, qui sont aussi le groupe sur lequel s'appuie le CHP, sont les anciennes familles d' « *eşraf* ». C'est un type que l'on retrouve dans plusieurs provinces. Le terme *eşraf* est un terme générique, qui désigne le notable provincial urbain, mais pas nécessairement le type d'occupation professionnelle. La propriété terrienne, ou au moins foncière, est une distinction possédée par la plupart des *eşraf*.

Le pouvoir de l'*eşraf* peut avoir une dimension religieuse, comme dans le cas des familles Solakzade ou Erverdi, qui sont des familles d'oulémas[105] ou des familles de gérants de *vakıf*, comme les Müftüzade. Généralement, ces types de notables détiennent une charge administrative, telle que la perception de l'impôt – qui reste perçu, dans de nombreuses provinces et jusqu'à la fin des années 1930, sous la forme ancienne de l'*iltizam*, évoqué plus haut. Parmi les autres attributs de ces élites urbaines, on note généralement la propriété d'une entreprise marchande ou le bénéfice d'un siège au conseil municipal. L'identité des notables de la révolte contre l'impôt en 1906-1907 montrent bien quel type de position occupaient ces élites ottomanes. En 1907, on trouve parmi les notables arrêtés à

[104] Rıfkı Arslan, *op. cit*.
[105] Un ouléma désigne en toute rigueur un théologien ou un docteur en droit islamique. Dans l'usage courant, ce terme désigne plutôt, en réalité, un homme diplômé d'une école religieuse ou *medrese*.

Erzurum et soupçonnés de faire partie du CUP un avocat, un ouléma, un ancien marchand d'armes, un employé de la municipalité d'Erzurum, l'ex-directeur de la branche d'Erzurum de *Ziraat bankası* [banque de l'agriculture], le *müfti* de la ville, un *cheikh* et marchand de bétail, un marchand dont il est dit que son père est la personne la plus riche de la ville et, enfin, un ancien professeur de français à l'académie militaire[106].

Les marchands de bétail, particulièrement importants dans la région d'Erzurum – région d'élevage –, disposent d'un réseau à la fois urbain et rural. Cette fonction nécessite de disposer d'un bon réseau dans les campagnes, et de moyens importants pour sécuriser les routes par lesquelles transite le bétail : le brigandage est alors encore très largement répandu dans la région dans les années 1930. Robert Mantran indique, pour la ville d'Istanbul au XVIe siècle, que la guilde des bouchers formait une corporation très puissante, qui contrôlait également de larges circuits d'importation autour de la ville[107]. Ce constat reste vrai à Erzurum dans la première moitié du XXe siècle. Tout activité concernant de près ou de loin le commerce de bétail, le commerce ou le travail du cuir et de la viande, est contrôlé par les marchands de bétail, qui forment un groupe très influent. Le leader de la révolte de 1925, le *cheikh* Said de Palu, était aussi un marchand de bétail, qui maîtrisait de très larges réseaux. Ces *eşraf* ont en commun le fait d'occuper, d'une façon ou d'une autre, une position distinctive dans la société. Cette distinction repose essentiellement sur le pouvoir économique et surtout le capital social, c'est-à-dire la capacité à maîtriser de larges réseaux et à fixer, entretenir et mobiliser une clientèle importante.

Cela n'empêche pas que les notables locaux soient parfois regroupés en groupes professionnels, parfois en corporations, qui font respecter leurs intérêts. C'est le cas des *esnaf*, les propriétaires de magasin – le terme désigne au départ tous ceux qui sont regroupés en corporations[108]. À Erzurum dans l'entre-deux guerres, par exemple, les tanneurs de cuir sont regroupés en une guilde importante, et forment un groupe de pression influent auprès de la municipalité. Par ailleurs, les membres de la *zabıta* (police municipale) d'Erzurum se payent leur salaire grâce aux pots-de-vin des *esnaf*[109]. Nous y reviendrons au chapitre 7.

Gözübüyükzade Sadrettin bey constitue un bon exemple du profil et de la trajectoire de ces notables locaux. En 1933, il est le président de la chambre de commerce d'Erzurum et membre de la branche locale du CHP. Il est collecteur d'impôts et possède quelques magasins dans la ville. Il est aussi président de la société de protection des enfants (*Himaye-i etfal cemiyeti*), un organisme de

[106] Aykut Kansu, *op. cit.* p. 65.
[107] Robert Mantran, *Istanbul au siècle de Soliman le Magnifique*. Paris, Hachette, 1994.
Suraya Faroqhi, *Artisans of empire: crafts and craftspeople under the Ottomans*. Londres, I.B. Tauris, 2012.
[108] Robert Mantran, *op. cit*.
[109] Suraya Faroqhi, *Artisans of empire, op. cit.,* p. 432.

charité qui sert essentiellement à récolter des fonds pour le parti unique, le CHP. En 1938 il fonde l'union des exportateurs d'animaux vivants, ce qui montre que notre homme a aussi tissé quelques liens avec le commerce de bétail, dont nous avons décrit l'importance dans la région d'Erzurum. Il tente aussi de fonder une banque locale, mais n'y parvient pas, et part pour Istanbul faire fortune dans les années 1940[110]. Ce profil et ce parcours sont représentatifs des notables provinciaux dans les années 1930. Ils montrent une assise à la fois rurale et urbaine, un ancrage institutionnel (la chambre de commerce, la branche locale du parti unique, et la présidence de l'association de charité.), et une activité commerciale, les magasins. Un autre exemple est le *cheikh* Ahmet Efendi (Taşkesenlioğlu), kurde de Tekman, qui participe à la révolte contre l'impôt en 1906-1907. En 1907, alors qu'il est arrêté parce qu'il est soupçonné de faire partie de la branche locale du Comité Union et Progrès, Ahmet Efendi est décrit comme un marchand de bétail, et non un *cheikh*, un chef de confrérie. Cela montre que dans les faits, les titres, et les différents types de notabilité, commerce et détention d'un capital économique, religieux, tribal, se combinent et se recoupent aisément.

En ce qui concerne le type des élites, la distinction entre l'Ouest et l'Est de l'Anatolie est pertinente. Le terme de « agha », propriétaire terrien, ne signifie pas la même chose à l'Est et à l'Ouest de la Turquie.

3. Petits propriétaires terriens et marchands sunnites à Izmir

À Izmir, outre les petits propriétaires terriens, il existe des marchands, intermédiaires entre la ville et la campagne, qui disposent d'un fort capital social. Ces marchands existaient déjà avant la Première Guerre mondiale, mais ils prennent un certain essor avec la fin de la guerre. Ils remplacent les marchands non-musulmans qui étaient présents avant la Grande Guerre, surtout pour l'exportation de biens agricoles. Souvent, ces marchands sont des réfugiés des Balkans (*muhacir*), arrivés dans le dernier quart du XIXe siècle ; ils étaient déjà actifs dans la région au moment de la Première Guerre mondiale. Beaucoup de *muhacirs* sont spécialisés dans l'agriculture et le commerce du tabac[111]. Il faut dire aussi que les marchands musulmans venus de Grèce parlent le grec, et cette compétence linguistique est très utile pour le commerce[112]. Ce sont eux qui se chargent d'acheter les produits agricoles destinés à l'exportation, quand ils ne sont pas produits directement sur leurs terres. Ensuite, ils disposent parfois d'un lieu de travail, un *han*, une sorte d'usine, où les biens agricoles sont transformés ou emballés, puis exportés vers l'Europe.

[110] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi…*, *op. cit.* p. 371.
[111] Ozgur Burçak Gürsoy, « The Struggling Tobacco Policies: Political Economy of Tobacco in Turkey, 1938-1984 », thèse soutenue en juin 2014 à l'université du Bosphore, Istanbul.
[112] C'est le cas par exemple de Burhan Maner, qui deviendra dans les années 1950 un important homme politique local, membre du DP. Né à Chypre en 1903, il commence comme traducteur des Yilancizâde, une grande famille commerçante de la ville, en arrivant à Izmir, parce qu'il parle bien le grec.

Quelques exemples permettent d'illustrer notre propos[113]. La carrière de Filibeli Hacı Suleyman, arrivé de Plovdiv à la fin du XIXe siècle pour faire des affaires, et de sa descendance, est un bon exemple. Le jeune Süleyman faisait de bonnes affaires à Plovdiv, et décide d'émigrer dans la région Egée, accompagné de son jeune frère, pour y trouver de meilleures opportunités. Une fois arrivé là-bas, il achète quatre voitures à cheval et se lance dans le transport de marchandises. Ses affaires prospèrent et il ouvre un magasin pour vendre du son au marché de la ville. Il se lance ensuite dans le commerce de farine, et devient un important marchand de la ville. En 1898, il épouse une jeune fille d'Izmir, part faire un pèlerinage à la Mecque et devient ainsi « *hacı* ». Son fils aîné, Rahmi, commence à travailler auprès de son père ; père et fils s'associent à la famille levantine Braggiotti, qui possède une usine de farine. À la mort du propriétaire – probablement pendant la Première Guerre mondiale, même si l'auteur reste très flou là-dessus –, Rahmi bey et son père récupèrent l'usine de farine. Après la guerre, le fils achète une autre usine de farine, « abandonnée » par « les Grecs », et se lance dans l'exportation de farine dans les années 1930. Les fils de Rahmi bey, Şevket Filibeli et Sabahattin Süvari, reprennent ensuite l'entreprise, et font construire une troisième usine, en 1954. La même année, Şevket Filibeli devient président de la chambre de commerce d'Izmir. En 1957-1958, il achète une usine de peinture industrielle, la banque « *Ege bank* », ainsi que deux autres usines de farine dans la région d'Adana.[114].

Plusieurs éléments de la carrière de Filibeli Hacı Süleyman sont typiques des élites marchandes à Izmir. D'abord, Filibeli Hacı Süleyman est venu s'installer à Izmir par esprit d'entreprise, et non poussé par la pauvreté. La ville d'Izmir attire ainsi de nombreux marchands qui veulent y faire fortune, à la fin du XIXe siècle. Il y arrive avec un certain capital, puisque ses affaires prospéraient déjà à Plovdiv, dont il est issu. Mais sa carrière débute de façon relativement modeste : il commence en ouvrant une petite entreprise de transport de marchandises. C'est avec la Première Guerre mondiale, et le départ de la plupart des minorités, que la famille Filibeli connaît un enrichissement décisif ; leur prospérité repose en grande partie sur la spoliation des biens grecs. La célèbre famille Yemişçizade tire aussi une partie de sa fortune de biens « abandonnés » par les Grecs à la fin de la Première Guerre[115]. Les trois fils de la famille Yemişçizade, Sabri, Mehmet Nuri et Ismail Hakki faisaient du commerce de raisins secs quand la Première Guerre éclate. Ils possèdent des terres autour du village de Güzelbahçe, où vivent aussi des Grecs, qui possèdent des pressoirs à huile. Pendant la guerre, les frères Yemişçizade mettent la main sur les pressoirs, et en font une usine d'huile

[113] Ces exemples sont pour la plupart tirés de l'ouvrage d'un historien local, et important homme d'affaires de la ville d'Izmir, Melih Gürsoy. L''auteur a réalisé des entretiens avec des hommes d'affaires qui étaient ses contemporains, en les interrogeant sur leur famille. Le biais qui en découle est évident : aucune famille n'est présentée sous un jour négatif. Nous avons tenté d'analyser ces récits en lien avec l'histoire universitaire de la région. *Bizim İzmirimiz : Tarihi Ekonomisi ve İnsanları ile* [Notre Izmir : avec son histoire, son économie, son peuple], Istanbul, Melih Gürsoy Yayınları, 1e édition mai 1993, 2e édition août 2013.
[114] Melih Gürsoy, *Bizim İzmirimiz, op. cit.*, p. 266.
[115] *Ibid.*, p. 271.

d'olive. Ils ouvrent peu de temps après une autre usine d'huile près du port d'Urla, et font fortune dans la production oléicole. Les bourgs de régions proches accueillent également d'éminentes familles de notables, qui parfois émigrent dans la ville d'Izmir. C'est le cas, par exemple, de la famille Uşakizade, originaire du bourg de Usak. En 1839, Helvacızade Hacı Ali Efendi, né dans une famille de riches confisiers du bourg de Uşak, part à Izmir, où il se lance dans le commerce de tapis.

Les parcours de ces immigrés venus des Balkans, des bourgs avoisinants, ou même d'autres grandes villes se ressemblent. La région d'Izmir, très dynamique à la toute fin du XIXe siècle, a attiré de nombreux entrepreneurs, qui viennent faire des affaires, dans un environnement largement non-musulman. La Première Guerre mondiale est l'occasion pour eux de s'enrichir des biens « abandonnés » par les minorités grecques et arméniennes. Cependant, l'association avec un commerçant levantin, ou juif, pendant l'entre-deux-guerres, est presque un passage obligé de ces carrières : ce sont eux qui disposent du réseau et du savoir-faire linguistique et commercial indispensable à la réussite d'une entreprise. Ce n'est que progressivement, avec la Seconde Guerre mondiale et la taxe sur le capital, puis la fondation de l'État d'Israël en 1948 où émigrent de nombreux Juifs, que l'influence de ces minorités non-musulmanes dans l'économie s'affaiblira.

De fait, dans l'entre-deux guerres, les minorités sont encore présentes dans la région d'Izmir. D'importantes familles de Levantins[116] jouent encore un grand rôle dans l'économie de la région, notamment grâce aux contacts établis avec le monde des affaires européens[117]. Il est rare que les familles de Levantins tissent des liens matrimoniaux avec la bourgeoisie turque, mais cela a pu arriver, comme dans le cas de la famille Whitall dont l'une des filles épousa, dans les années 1950, Zeki Rıza Sporel, l'un des fils Evliyazade – une des éminentes familles musulmanes de la ville. Les Juifs sont présents à Izmir dans l'entre-deux-guerres, et, souvent, des marchands européens s'associent avec eux pour fonder des entreprises d'import-export. Melih Gürsoy réalise ainsi un entretien avec Melih Özakat, un homme d'affaires smyrniote, originaire d'une famille venue de Crète à une date qui reste floue – au moment de « l'exil » (« *muhaceret* »). Son grand-père est « *mustantik* », c'est-à-dire juge enquêteur dans un tribunal de Menemen. Il meurt jeune et le jeune père de Melih, Fevzi bey, travaille à mi-temps dans une boulangerie pour subvenir aux besoins de ses jeunes frères. Il commence à travailler au côté de Şerbetçizade Galip bey, un marchand influent de la ville. Autour de 1925-1926, Fevzi bey, suivant les conseils d'un Levantin de la ville, Monsieur Fano, se lance dans l'import-export d'automobiles de la marque américaine Rugby, avec l'aide d'un médecin de la ville. Au cours de la crise des années 1930, l'affaire fait faillite. Des amis juifs lui proposent de travailler auprès d'eux. Ils

[116] Un Levantin désigne un résident européen de l'Empire ottoman. A la période républicaine, le terme désigne un ressortissant turc d'origine européenne.
[117] Les mémoires de Sidney Nowill, un Levantin d'Istanbul, donnent une foule de renseignements sur la vie des Levantins en Turquie après la Première Guerre mondiale. Voir Sidney Nowill, *Constantinople and Istanbul, 72 Years of Life in Turkey*, Troubador Publishing, Leicester, 2011.

importent du thé et du caoutchouc de la marque « *Gisloved* ». Puis ils se lancent dans le commerce de raisin[118]. Fevzi bey se voit proposer par Anthony Gallia, un levantin de Corfou qui représente beaucoup d'entreprises étrangères, de s'associer avec lui. Les deux hommes s'associent en 1941. A la mort de ce dernier, les enfants de Fevzi bey rachèteront les parts des héritiers d'Anthony Gallia.

À Adana, l'enrichissement des marchands sunnites repose aussi, en très large partie, sur la spoliation des minorités, comme nous verrons plus précisément comment au chapitre 6 : sur ce point, les deux départements d'Izmir et Adana présentent d'importantes similarités.

4. Marchands sunnites et grands propriétaires terriens à Adana

Adana est une ville en pleine expansion avant la Première Guerre mondiale. De nombreux marchands européens, grecs et arméniens, sont venus faire fortune dans le commerce, puis ont investi dans la terre, et en sont venus à posséder de larges domaines terriens. Les terres laissées inoccupées, ainsi que les fabriques, attirent un certain nombre de commerçants des villes voisines, et surtout Kayseri et Darende. Ces deux villes sont économiquement très liées à Adana, puisqu'elles abritent une classe de marchands intégrés dans les réseaux commerciaux du coton. Beaucoup de marchands de Kayseri achètent du coton brut dans les plaines d'Adana, pour le revendre ensuite dans les ateliers de Kayseri, afin qu'il soit transformé en matière textile. Ces marchands, qui traitent souvent avec Adana, ont donc une bonne connaissance du fonctionnement économique de la ville. Ils participent pour certains à la résistance contre les Français, et en obtiennent des gains.

On le voit, il n'y a pas de frontière stricte entre marchand, propriétaire terrien et industriel à Adana. Mais il y a d'autres types de grands propriétaires terriens, notamment les anciens chefs de tribu qui se sont sédentarisés et ont fait enregistrer la totalité des terres de la tribu à leur nom. A côté de ces « grands » marchands ou propriétaires se maintient une petite propriété terrienne. Ces petits propriétaires sont en général d'anciens métayers des Arméniens, ou d'autres paysans ottomans qui ont quitté leurs terres après la Première Guerre mondiale. Dès la fin de la guerre, ces métayers occupent les terres de leurs anciens propriétaires. En outre, la prise de valeur de la terre au cours des années 1930, conjuguée au départ des *mübadil*s, qui ne parviennent pas à s'adapter aux terres qu'on leur a allouées, entraîne un mouvement de regroupement des terres, créant une nouvelle classe de propriétaires moyens[119].

[118] Melih Gürsoy, *op. cit.,* p. 298.
[119] Mübeccel Kıray, *Sosyo-Ekonomik Hayatın Değişen Düzeni: Dört Köyün Monografik Karşılaştırması* [Les changements socio-économiques : une comparaison monographique de quatre villages], Istanbul, Bağlam yayınları, 2000 (1e édition 1970).

Nous avons donc dressé un rapide tableau du profil social des élites locales dans les régions qui nous intéressent. Outre cette sociologie des élites, le tissu ethnique et confessionnel de chaque département constitue également une variable importante.

B. Complexité ethnique et confessionnelle

En Turquie, même après la purification ethnique de la Première Guerre mondiale, aucune région n'est « ethniquement » ni linguistiquement homogène – la présence des *muhacir*s, les réfugiés de l'Empire, et celle des *mübadils*, les musulmans arrivés de Grèce suite à l'accord d'échange de population, en témoigne[120]. Certaines minorités sont plus visibles que d'autres, et bien souvent, les problématiques propres aux réfugiés ou aux *mübadil*s échappent à l'analyse[121]. Nous tenterons donc de brosser à grands traits un tableau de la complication du tissu social dans les quatre régions que nous étudions.

1. Kurdes et réfugiés à Diyarbakır

À Diyarbakır, si la plupart des campagnes sont kurdophones, il existe un clivage, au Nord, entre kurmandjophones et zazaphones, sunnites et alévis. Ces clivages semblent avoir eu une importance pendant la Première Guerre mondiale, et, plus encore, pendant la rébellion de 1925. Même si la région est majoritairement kurde, l'État central a mené, depuis la Première Guerre mondiale, une politique de turquification de la région qui s'est traduite, entre autres, par l'installation forcée de plusieurs milliers de réfugiés dans les régions kurdes. De 1923 à 1960, près de 10 000 personnes ont été installées à Diyarbakır. En 1960, il y a environ 7 000 « immigrés », (« *göçmen* ») à Diyarbakır[122], ce qui montre un relatif échec de la politique de peuplement[123]. Très souvent, les *göçmen* quittent les terres qui leur ont été allouées dès qu'ils le peuvent. L'infertilité des terres, l'instabilité juridique de leurs possessions, l'hostilité des habitants – il est fréquent que des paysans kurdes aient été tout bonnement expropriés pour pouvoir y loger des *göçmen* – constituent autant de raisons à ces départs.

Néanmoins, ces *göçmen* représentent encore, dans les années 1950, un pourcentage non-négligeable de la population rurale, ce qui ne va pas sans créer des conflits au niveau local. Souvent,

[120] Si le terme de *mübadil* renvoie explicitement aux musulmans grecs arrivés après 1923 dans le cadre de l'accord d'échange de populations, les termes de *muhacir* et de *göçmen*, qui signifient tous deux, avec des nuances, « immigrés », renvoient de façon plus ou moins indistincte à la notion de réfugiés musulmans venus des Balkans (« *göçmen* » a une connotation plus récente.). Pour des raisons de simplicité, nous emploierons les deux termes de muhacir et de göçmen de façon indifférenciée, dans le sens de « réfugié des Balkans », sauf quand nous employons le terme « *mübadil* », qui a une signification plus précise.

[121] Un seul livre, celui de Arnold Leder, évoque ces enjeux, qui ont pourtant certainement joué un grand rôle dans les clivages de la politique locale. Voir *Catalysts of Change: Marxist Versus Muslim in a Turkish Community*, Center for Middle Eastern Studies, Los Angeles, 1976.

[122] Şevket Beysanoğlu, *Diyarbakır çografyası*, cité dans Ercan Çağlayan, *op. cit*. p. 144.

[123] Voir Ercan Çağlayan, *op. cit*. p. 144.

les observateurs étrangers observent ces villages différents des autres, plus riches, plus propres, qui sont des villages de *göçmen*[124] ; mais souvent, les populations sont mélangées au niveau du village, en particulier à partir du moment où les *göçmen* commencent à vendre leurs terres pour partir vers l'Ouest de la Turquie, notamment dans la région de Bursa et en Thrace. Les familles qui restent sont celles qui ont fait des alliances, parfois matrimoniales, avec les familles kurdes. Finalement il, semblerait que les familles de *göçmen* restées sur place aient été pour la plupart « kurdifiées » ; leurs descendants sont désormais kurdophones. Jusque-là, il semble que la ségrégation spatiale au sein des villages soit restée assez stricte. Rıfkı Aslan, dans un ouvrage sur les régimes de la propriété terrienne dans la région de Diyarbakır dans les années 1960-1970, décrit le village de Kartaltepe, fondé en 1936-1937 par quatre-vingt-dix familles originaires des Balkans. Ces familles ont été installées sur une ferme qui appartenait aux Cemilpaşazade, domaine sur lequel l'État a mis la main dans les années 1930. Après le départ des premières familles originaires des Balkans, ce sont des familles kurdes qui ont racheté leurs terres – ou louent leurs terres, puisque les immigrés venus des Balkans n'avaient pas le droit de vendre les terres qui leur avaient été allouées avant 25 ans. Mais les rapports entre les deux communautés sont empreints de conflictualité : la disposition du village marque une stricte ségrégation entre les deux quartiers, il n'y a presque jamais de mariage entre les deux communautés. Chaque communauté a son instituteur, qui représente sa communauté. Les familles originaires des Balkans ont développé un système de solidarité entre eux, et ils ne s'endettent pas auprès des marchands de la ville, contrairement à la communauté kurde[125].



Figure 6 : photographie d'un village pour immigrés[126]

[124] Rapport d'un diplomate britannique, Parson, qui fait un voyage dans le Sud-Est en 1957, British National Archives, FO 371/130176. Voir annexe n°11.
[125] Rıfkı Aslan, *op. cit*., p. 133
[126] Xavier de Planhol, *op. cit.,* planche XI.

Il faut ajouter que la ville de Diyarbakır a une tradition de cosmopolitisme qu'elle conserve jusque dans les années 1930, puisque de nombreux chrétiens venus des campagnes se réfugient dans la ville, et y restent[127].

2. Kurdes et Turcs à Erzurum

Alors qu'à Diyarbakır, le fait kurde est relativement clair, et partagé par beaucoup, il n'en va pas de même dans le département d'Erzurum, de peuplement mixte. Les sous-régions de l'Est et du Sud d'Erzurum – Hınıs, Tekman, Çat – sont peuplées de tribus kurdes et un des premiers régiments *Hamidiye* a été installé à Erzurum. Quelques villages kurdes sont également présents ici et là, fruits de migration ou déplacements de population parfois très anciens[128]. Il semblerait que, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale, le fait kurde à Erzurum ait été indiscuté. Lors de la révolte contre l'impôt de 1906-1907, une bonne partie des notables est kurde, notamment l'un des leaders, Seyfullah bey (Topdağı). Celui-ci est ensuite l'un des représentants de la branche d'Erzurum du Comité Union et Progrès, et en même temps l'un des fondateurs, le 2 février 1919, de la « *Kurt Neşr-i Maarif Cemiyeti* » [Société kurde pour la diffusion du savoir], liée à la « *Kürt Teali Cemiyeti* » [Société pour l'élévation kurde]. Quant à Miralay Halit bey, un des notables kurdes importants d'Erzurum, il est l'un des leaders les plus importants de la rébellion de 1925. Cependant, il semble que, après les événements de la « révolte du chapeau », au printemps puis à l'automne 1925 à Erzurum, le fait kurde soit totalement passé sous silence, en cohérence avec le mouvement national. Dans les années 1950, il n'y a aucune trace de l'appartenance ethnique des hommes politiques ; un délégué du Parti Démocrate fait scandale en prononçant le mot « kurde » dans un congrès local du parti. « Le mot K. a été prononcé » (« *K kelimesi söylendi* »)[129], déclare avec indignation un journal proche du CHP. Par ailleurs, la région d'Erzurum n'échappe pas non plus à la diversité qui est celle de toute la Turquie : des immigrés originaires des Balkans sont installés dans les régions kurdes, et de nombreuses tribus kurdes venues d'Iran ont trouvé refuge dans l'Est de la Turquie après la guerre. De nombreux villages d'Erzurum accueillent aussi des réfugiés musulmans venus de l'Arménie voisine, en particulier la ville d'Erevan[130]. Ces réfugiés sont des Turcs azéris, parfois chiites (même si ces derniers se trouvent plutôt

[127] Les ouvrages de Mıgırdiç Margosyan, issu de la communauté arménienne de la ville, racontent cette diversité. Voir *Tespih Taneleri*. [Les billes de *tespih*], Aras Yayınları, Istanbul, 2014.
[128] Musa Anter explique par exemple que la famille Eyüpoğlu, l'une des grandes familles de Trabzon, est kurde ; la tribu avait été déplacée par le sultan Selim Yavuz. Voir *Hatıralarım*. [Mes souvenirs], 2 volumes, Avesta, 2007
[129] *Yeni Erzurum*, 6 juillet 1953.
[130] Orhan Türkdoğan. *Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar*. Ankara Üniversitesi Basımevi, 1965.

dans la région de Kars). Enfin, on trouve des villages alévis à l'Ouest de la ville d'Erzurum et, partant, certains quartiers alévis au sein de la ville[131].

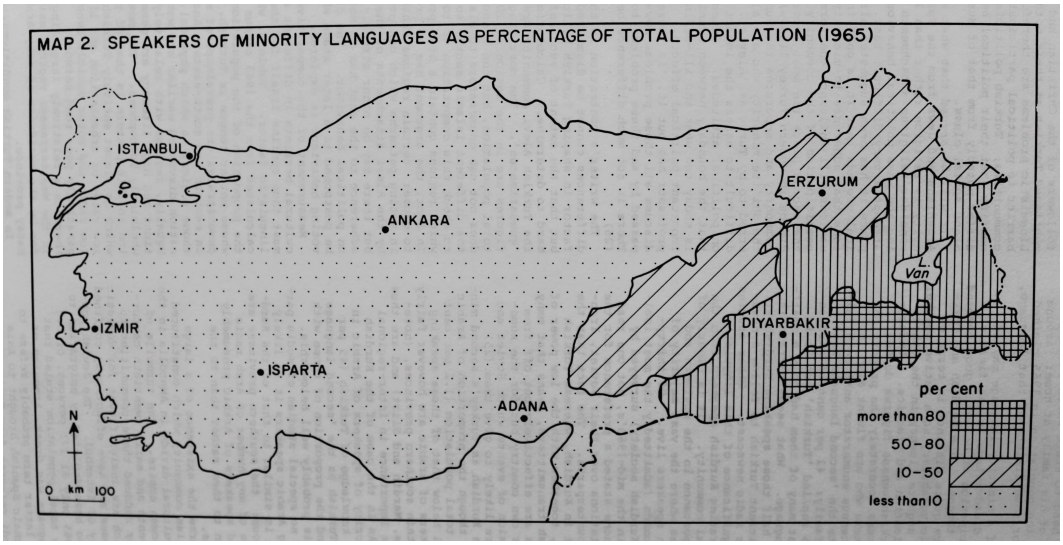


Figure 7 : carte de locuteurs de langues minoritaires (en pourcentage de la population totale) en 1965

3. Complexité ethnique et confessionnelle à Adana

La situation ethnique de la région d'Adana apparaît comme particulièrement complexe. Il semble que, même avant le grand mouvement de peuplement de la région dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la région ait été mixte, kurde, turque, sunnite et alévie. Les tribus nomades qui peuplaient la région étaient de différentes confessions : certains tribu turkmènes étaient alévies, alors que d'autres étaient sunnites. C'est le grand mouvement de peuplement de la région à l'aide de populations réfugiées de l'Empire qui donne à la région d'Adana sa complexité caractéristique. Des populations venues de différents coins du Caucase, puis des Balkans, viennent habiter la région. Au tournant des années 1950, plus de dix-sept langues sont parlées dans la ville (parmi lesquelles turc, kurmandji, zaza, arabe, grec, arménien, judéo-espagnol, plusieurs langues du Caucase – abkhazien, abaza -, géorgien, laze, bosniaque, bulgare, pomak, albanais)[132].

La diversité confessionnelle est également très grande. Outre des sunnites, alévis, chrétiens de diverses communautés, juifs, on trouve même une petite communauté bahaïe, et des alalouites arabes

[131] Ces Alévis étaient victimes d'une certaine ségrégation, comme le montre la biographie de Naim hoca, un hoca populaire de la ville d'Erzurum, qui a grandi dans le quartier alévi de la ville. H. Ömer Özden, *Naim Hoca* [Naim hodja], Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı, Istanbul, 2015.

[132] Adnan Gümüş, selon les chiffres officiels. Voir Adnan Gümüş « Eriyik ve Tortu: Adana'daki Karışma Ve Karışmama Halleri » [Eriyik et tortu : les états cosmopolites et non cosmopolites d'Adana], in Behçet, Çelik (dir.). *Adana'ya kar yağmış, op. cit.,* p. 65-113.

– même si de nombreux Arabes, ceux que l'on appelle en turc « *nusayris* », sont sunnites. Cette communauté est l'une des plus importantes de la ville : en 1910, il se trouve environ 17 000 arabes alaouites dans la ville d'Adana, et 20 000 dans les régions alentour[133]. C'est pourquoi il convient d'en dire quelques mots. Il est difficile de savoir de quand date cette immigration arabe alaouite dans la région d'Adana. Les premières vagues de peuplement remontent probablement au XVe siècle, alors que la région était sous contrôle mamelouk[134]. Une deuxième vague d'immigration date certainement de la période de l'occupation égyptienne de la région (1832-1840). Cependant, nous savons que de nombreux immigrés arabes alaouites, venus de la Syrie voisine, se sont installés dans la région d'Adana pour y trouver du travail dans le dernier quart du XIXe siècle[135]. Cette communauté est concentrée dans les zones agricoles juste autour de la ville d'Adana. Une large population arabe sunnite habite également le département.

Au début des années 1950, la plupart des *nusayris* (alaouites) d'Adana travaillent dans l'agriculture. On peut les séparer en trois groupes. Une vingtaine de grands propriétaires terriens forment les notables de la communauté. La majorité de la communauté nusayrie sont de petits propriétaires terriens qui possèdent entre 50 et 100 *dönüms*[136]. Il y a aussi un grand nombre de travailleurs agricoles qui ne possèdent pas de terre, ou bien laissent leur terre pour travailler le temps de la récolte de coton. Les grands propriétaires terriens sont très influents dans la communauté, ce sont eux, aussi qui assurent la communication avec l'État turc. Depuis 1922, il y a toujours un député d'Adana issu de la communauté alaouite, qu'il représente. Il faut dire aussi que la population alaouite est très peu alphabétisée – la grande vague d'alphabétisation commencera dans les années 1970 – et que, partant, un très faible nombre d'entre eux parle le turc[137].

Les quartiers *nusayris* sont très fortement ségrégués au sein de la ville, et une séparation très forte existe sur tous les plans entre les deux communautés. Les rapports entre les alaouites et l'État turc ont été assez houleux à la fin de l'Empire. Lors de l'occupation française, certains notables alaouites ont pu être séduits par l'idée d'une Cilicie autonome, voire rattachée à la Syrie, où habite également une importante communauté alaouite. Ce n'est que lorsqu'il devient presque certain que les forces nationalistes menées par Mustafa Kemal vont remporter la victoire, que les notables alaouites se

[133] Selon les chiffres avancés par Inan Keser, *Kent cemaat etnisite: Adana ve Adana Nusayrileri örneğinde kamusallık*. [Ville, communauté, ethnicité. Le bien public à travers l'exemple d'Adana et des Nusayris d'Adana.], Ütopya Yayınevi, 2008, p. 86.
[134] Inan Keser, *op. cit.,* p. 86.
[135] Yüksel Akkaya affirme même que, dans la 2e partie du XXe siècle, la plupart des ouvriers agricoles qui sont chargés de la récolte du coton sont syriens. « Cukurova'da sendikacılık ve işçi eylemleri 1923-1960 » [Le syndicalisme et les actions ouvrières dans la région de Cukurova, 1923-1960], *Kebikeç*, n° 5, 1997.
[136] Un *dönüm* est l'unité de mesure de la terre, qui équivaut à la quantité de terrain qu'un homme peut labourer en un jour. Cette unité de mesure est par conséquent très variable ; elle représente entre 1 000 et 2 000 mètres carré.
[137] Inan Keser, *op. cit*., p. 141.

cantonnent dans une politique de stricte neutralité. Les élites nationalistes ne tardent pas à les punir de cette attitude.

Dès 1924, les Arabes alaouites sont encouragés à l'exode par le pouvoir kémaliste[138]. Le projet du pouvoir était de répartir les populations alaouites dans toute la Turquie, pour qu'elles ne dépassent 10% de la population dans aucune région. Plusieurs notables alaouites sont emprisonnés pour complicité avec les autorités mandataires de Syrie. La communauté alaouite de Cilicie envoie alors une délégation présidée par Deblanzade Mehmet Fuat à Ankara, pour discuter avec les autorités turques des menaces de déportation, et la délégation parvient à suspendre l'exécution du projet de déportation. Par ailleurs, la rébellion de 1925 suspend pour un temps la répression envers les arabes alaouites. En 1926 toutefois, une campagne est lancée par le pouvoir nationaliste pour forcer les arabes alaouites à parler le turc. Des pancartes portant l'inscription « Interdiction de parler arabe » sont placardées dans la ville. Fin 1928, des travailleurs agricoles saisonniers issus de la communauté syrienne alaouite viennent travailler en Cilicie. Les autorités locales s'en plaignent immédiatement au consul français en Cilicie. Le journal nationaliste *Türk sözü* se plaint de cette « irruption d'éléments arabes […] dont les dispositions morales ne sont que trop connues ». Puis, en 1931, des mesures restrictives contre les biens des Arabes alaouites en Cilicie sont votées. Le propriétaire conserve ses biens, mais il est privé du droit de les hypothéquer ou de les vendre[139]. Au cours des années 1930, la communauté arabe alaouite d'Adana est donc réduite au silence.

[138] Début 1924, les autorités kémalistes font savoir aux minorités alaouites qu'elles vont être déportées vers Van et Bitlis. Voir Vahé Tachjian, *op. cit* ., p. 243.
[139] Vahé Tachjian, *op. cit*., p. 246.

4. La question des réfugiés à Izmir et à Adana

Adana et Izmir sont deux régions où de nombreux musulmans de Grèce (*mübadil*) ont été installés[140]. Les *mübadils* ont souvent du mal à s'adapter à leur nouvel environnement. Certains, qui étaient agriculteurs en Grèce, ont obtenu une boutique d'artisanat en arrivant en Turquie. D'autres, qui étaient artisans, ont eu à s'occuper d'un petit domaine agricole. Les *mübadils* d'Adana et d'Izmir suivent alors des parcours différents. Ceux d'Adana (environ 8 000 en tout[141]) étaient, le plus souvent, des agriculteurs en Grèce. Les *mübadil*s installés à Ceyhan et à Kozan, venus d'une région où on cultivait déjà le coton, réussissent globalement bien. Ceux qui sont installés à la ville ne connaissent en revanche pas les métiers de l'artisanat. Ils doivent aussi faire face à une rude concurrence : celles des marchands de Darende et de Kayseri, qui sont arrivés à la fin de la Première Guerre mondiale, ce qui leur a permis de prendre part au combat nationaliste et d'en tirer des gains auprès du pouvoir central. Les *mübadil*s qui arrivent dans la région avec un certain capital économique ne le réinvestissent pas : il semblerait que les *mübadil*s de Grèce aient formé une communauté extrêmement fermée, avec des réseaux très denses de solidarité au sein de la communauté. Durant les années 1930 et 1940, les *mübadil*s, qui étaient en général de petits propriétaires terriens (ils possédaient entre 50 et 100 *dönüm*s), souffrent de la Grande Dépression, revendent leurs terres aux riches commerçants venus de Kayseri ou Adana, et partent s'installer en ville. Finalement, les immigrés musulmans de Grèce ne parviennent pas à se faire une place influente dans l'économie de la région, contrairement aux marchands venus de Kayseri ou de Darende.

Toutefois, la grande mixité ethnique et linguistique de la région d'Adana donne une place à ces immigrés qui, parfois, ne parlent même pas le turc. C'est moins le cas à Izmir, où ces immigrés sont mal vus de la population locale – on les appelle « *yarı gavur* », les « semi-infidèles ». Le phénomène n'a d'ailleurs pas les mêmes proportions dans la région d'Izmir, où les *mübadils* sont beaucoup plus nombreux (environ 30 000, et plus de 600 000 dans toute la région Egée et la Thrace[142], alors qu'ils sont environ 8 000 dans la région d'Adana). Comme l'explique Hamit Bozarslan[143], pour les immigrés venus de Grèce, immigrer signifie s'exposer à une réelle marginalisation. En effet, les Musulmans venus de Grèce, tout comme les réfugiés venus de l'Empire ottoman à une période précédente, viennent en Turquie sur des bases religieuses, suivant l'idée toute ottomane que l'Empire

---

[141] Aslı Emine Çomu, *The exchange of population*, *op. cit.* p. 133.
[142] Renee Hirshon (dir.), Crossing the Aegean : An appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey, NY Berghahn books, New-York, 2003 ; Kemal Arı, Büyük Mübadele, Türkiye'ye zorunlu göç (1923-1925), Tarih vakfı Yurt Yayınları, 3e édition, Istanbul, 2003 (1e édition 1995, 2e édition 2000).
[143] Hamit Bozarslan, « Le mahdisme en Turquie… », art. cité.

est un refuge pour les musulmans. Seulement, comme l'indique Hamit Bozarslan, « dans les années 1930, le référentiel du pouvoir a changé, et l'islam n'est plus la seule norme pour distinguer le "bon" du "mauvais" citoyen ». Le raidissement du pouvoir autour de l'usage du turc touche en premier lieu les Kurdes, mais aussi les immigrés venus de Grèce, dont l'usage de la « langue de l'ennemi » scandalise les autorités. Pour Hamit Bozarslan, ce malaise est l'un des éléments qui permettent d'expliquer la brève révolte islamiste de Menemen en décembre 1930 : le leader de la révolte est d'origine crétoise. Il est certain, en tout cas, que les immigrés venus des Balkans ont été largement discriminés au niveau local, et que ces divisions ont joué un rôle dans les conflits locaux[144].

Plusieurs signes montrent que le parti républicain libre, fondé en 1930, a été investi essentiellement par les *mübadils* de la région Egée, qui se politisent à cette occasion[145]. À Izmir particulièrement, les *mübadils* sont influents dans la vie politique locale. *Yeni Asır*, un journal d'Izmir qui avait été créé à Salonique, est ainsi tenu entièrement par des *mübadils* ; à certains égards, il se fait le porte-parole de cette communauté[146]. En 1944, des gendarmes sont mis en procès à Izmir pour avoir exécuté l'année précédente quinze migrants grecs venus trouver refuge en Turquie, dont une jeune fille qu'ils avaient d'abord violée. Le procès, qui se tient en 1944, est minutieusement suivi par le journal *Yeni Asır*. Il passionne les foules et « prend des allures de meeting politique » selon l'un des correspondants du journal[147]. C'est bien que la question des *mübadils* est une question sensible, qui a de fortes résonances.

Il est d'ailleurs intéressant d'établir une comparaison avec l'événement des « trente-trois balles de plomb », qui se déroule à peu près au même moment, en 1943 : des gendarmes exécutent, sans autre forme de procès, trente-trois contrebandiers kurdes qui passaient la frontière entre Turquie et Iran. Dans les années 1950, cette question sera portée devant le Parlement et deux députés de Diyarbakır, Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu, demandent que les criminels soient jugés. La comparaison dit autant par ses dissemblances que par ses ressemblances : pour les réfugiés venus de Grèce, qui sont des ressortissants étrangers, l'affaire est jugée beaucoup plus rapidement, seulement un an après les faits, alors que l'affaire des « balles de plomb » ne sera finalement jamais jugée. Mais, dans les deux cas, l'indignation populaire montre une exaspération envers l'État et le parti au pouvoir propre au climat de la Seconde Guerre mondiale. Elle montre aussi que les tensions d'ordre « ethnique » ne se limitent pas à la question kurde.

---

[144] Arnold Leder le montre bien dans *Catalysts of change*, *op. cit*.
[145] Cem Emrence, *op. cit*. et Eyüp Oz, « *Le Parti libéral républicain dans la région égéenne en Turquie. Histoire politique d'une grande mobilisation contestataire (12 août-17 novembre 1930)* », Thèse soutenue le 19 novembre 2014, à l'EHESS, Paris.
[146] Türkmen Parlak, *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, [Yeni Asır [le siècle nouveau] : les années Izmir] vol. II (1924-1954), Yeni Asır Yayını, Izmir, 1989, p. 522.
[147] *Ibid.*, p. 523.

Ainsi, le profil des élites n'est pas le même dans les différents départements que nous avons choisi ; nous avons pu montrer que, même si aucun de ces départements ne présente d'homogénéité ethnique, la variable confessionnelle est plus ou moins importante. Tous ces éléments serviront de cadre à notre analyse de l'implantation locale du parti. Toutefois, pour comprendre la fondation du Parti démocrate, et, avant cela, l'ouverture du système politique à la compétition partisane, c'est le contexte de le Seconde Guerre mondiale et ses conséquences en Turquie qu'il faut avoir en tête.

Epilogue : les conditions économiques de la Seconde Guerre Mondiale

Comme le montre Asim Karaomerlioğlu, le retour à un système multipartite est le produit direct des années de guerre et de leurs conditions économiques catastrophiques[148]. L'auteur rappelle que, si la Turquie est restée neutre pendant la Seconde Guerre mondiale, le pays a énormément souffert de la guerre sur le plan économique, ce qui créé les conditions d'une crise sociale aiguë.

Le premier secteur à pâtir de la Seconde Guerre Mondiale est le secteur agricole. La mobilisation de tous les hommes en âge de combattre, mais aussi des bêtes, a considérablement ralenti la production agricole[149]. De plus, comme l'a montré Şevket Pamuk, les politiques de l'État visant à assurer le ravitaillement urbain se révèlent purement catastrophiques : à partir de 1941, l'État peut procéder à des achats forcés de céréales, à des prix fixés ridiculement bas[150]. Les paysans sont obligés de vendre presque la totalité de leur récolte à l'État, et ne sont autorisés qu'à conserver que le strict minimum pour leur subsistance. Aucune vente privée n'est autorisée, jusqu'en juillet 1942 où les ventes sont brusquement libéralisées : les prix sont laissés libres et les agriculteurs ont le droit de vendre leur surplus. Mais l'État continue d'acheter une partie de la récolte à bas prix : seuls les grands propriétaires terriens ont suffisamment de surplus pour pouvoir le revendre. Ce sont eux qui nourrissent le marché noir.

Votée en 1942, la taxe sur le capital a pour but officiel de s'« attaquer aux profiteurs de guerre ». En réalité, la loi est destinée à taxer, dans des proportions fantaisistes, les non-musulmans. Ceux qui ne peuvent pas payer leurs taxes sont envoyés dans des camps de travail à l'Est du pays. Les non-musulmans sont, d'ailleurs, pendant la Seconde Guerre mondiale, intimidés de toutes sortes de façons : en 1942, le Premier ministre, Refik Saydam, demande à ce que tous les employés juifs de l'agence publique « *Anadolu* » soient licenciés. Peu de temps après, il envoie un mémorandum pour

[148] Asım Karaomerlioğlu, « Turkey's "Return" to Multi-party Politics: A Social InterprÉtation », *East European Quarterly* 40, n°1, printemps 2006, p. 89-107.
[149] 20% des bœufs et 40% des chevaux, au niveau national, ont été réquisitionnés par l'armée, même si les larges propriétaires terriens étaient exemptés de ces obligations. Voir Asım Karaomerlioğlu, *op. cit*.
[150] Şevket Pamuk « War, state, economic policies and resistance, 1939-1945 », *in* Farhad Kazemi et John Waterbury (dir.), *Peasants and politics in the Modern Middle East*, Miami, Florida International University Press, 1991.

demander à ce que les Juifs qui travaillent dans les hôtels et les restaurants soient également renvoyés[151].

La mobilisation pèse d'un poids très lourd sur l'économie du pays : un tiers du budget de l'État est consacré à la Défense pendant la guerre. L'État a recours à une politique inflationniste pour pallier ces difficultés, mais cherche en même temps à contrôler la monnaie. Tous les salaires sont ainsi gelés pendant toute la période de la guerre, et ce alors que l'inflation prend des proportions gigantesques : entre 1938 et 1945, l'indice des prix est multiplié par cinq[152]. Les salariés vivent donc une baisse énorme de leur salaire réel. Le rationnement et les distributions de pain sont mal gérés, les queues pour obtenir du pain sont longues de plusieurs kilomètres. Par ailleurs, dans les mines de charbon, les entreprises d'État ont recours au travail forcé, la journée légale de travail est augmentée de trois heures et tous les jours de congé, supprimés[153].

Comme le note Asım Karaomerlioğlu, le mécontentement populaire est visible dans les romans de l'époque, mais également dans tous les mémoires que nous avons pu lire des acteurs de la période. Musa Anter se souvient de cette période comme d'une période de grande disette[154]. Tous ces événements entraînent un ressentiment très fort vis-à-vis de l'État et de ses politiques économiques erratiques. La taxe sur le capital, en particulier, a permis aux hommes d'affaires turcs de mettre fin à la concurrence des non-musulmans, mais elle les a aussi effrayés. D'une part, la taxe, si elle a touché essentiellement les non-musulmans, s'est aussi abattue sur certains hommes d'affaires turcs, ou sur des entreprises qu'ils possédaient en commun avec des non-musulmans. D'autre part, elle montrait le caractère profondément irrationnel, erratique, fantaisiste et injuste des politiques de l'État en matière économique.

Dans la région d'Erzurum, la mobilisation des hommes jeunes plonge de nombreux foyers paysans dans la misère, et provoque un afflux de population des campagnes vers la ville, d'autant que des aides publiques ont été promises aux familles de soldats. Face à la pénurie de logements disponibles et de matériaux de construction, les propriétaires immobiliers se mettent à spéculer ; surtout, les paysans s'entassent dans de minuscules espaces, créant les conditions d'une crise sanitaire. Par ailleurs, de nombreuses unités de l'armée stationnent dans la ville. Les paysans viennent avec leurs animaux, ce qui aggrave les conditions d'hygiène. Une épidémie de typhus, qui fait 44 morts en 1941,

[151] Cemil Koçak, *Türkiye'de milli şef dönemi* (1938-1945), Istanbul, Yurt yayınları, 1986; Rıfat Bali, *Cumhuriyet yıllarında Türkiye yahudileri*, cités par Asım Karaomerlioğlu.
[152] Asım Karaomerlioğlu, art. cité.
[153] Can Nacar, « ''Our Lives Were Not as Valuable as an Animal'' : Workers in State-Run Industries in World-War-II Turkey », in Atabaki, Touraj, et Gavin Brockett (dir.). *Ottoman and Republican Turkish Labour History,* Cambridge*,* Cambridge University Press, 2009.
[154] Musa Anter, *Hatıralarım* [Mes souvenirs], 2 volumes, Istanbul, Avesta, 2007.

commence à se propager dans la ville[155]. Les mesures prises par les autorités locales pour améliorer l'hygiène urbaine montrent l'inefficacité de l'État, et sont typiques de l'hygiénisme pointilleux – tirant à l'absurdité – du CHP lors de la période du parti unique. Les cinémas reçoivent l'interdiction d'accepter trop de monde, et des règles très strictes sont publiées sur la distance à laquelle les sièges doivent être placés les uns des autres. Dans le même ordre d'idées, le contrôle des puces montre le caractère décalé, absurdement répressif des autorités. Les autorités municipales publient l'arrêté suivant : il est interdit de se promener en ville avec des puces sur soi, et toute personne sur laquelle on pourra constater la présence de puces doit payer une amende[156]. La confection de pain *pide* est interdite, sauf pendant le mois de Ramadan, pour des « raisons de santé ». Le jeu de cartes « *Iskambil* », dans lequel les cartes passent de main en main, est interdit dans les cafés, sous prétexte qu'il favorise la propagation de maladies infectieuses. L'association des gérants d'hôtels et de cafés envoie de multiples pétitions à la mairie pour protester contre cette décision, évidemment excessivement prudente si l'on considère par ailleurs que l'eau en circulation dans la ville est contaminée, et que la municipalité ne fait rien pour dégager les cadavres d'animaux des rues de la ville. Par ailleurs, les autorités municipales sont corrompues, ce qui est ressenti de façon très injuste dans le contexte des distributions de pain – de nombreuses photographies montrent la taille des files d'attente au moment des distributions de pain ou d'eau.

Dans les quatre régions que nous étudions, la Seconde Guerre mondiale a été une période de crise. Cette période est considérée comme l'apogée de l'arbitraire de l'État-parti unique, ce qui aura une influence directe sur la période suivante, de 1946 à 1960.

Conclusion

Ce chapitre introductif nous a permis de décrire à grands traits les résonances locales des événements du long XXe siècle, qui jouent un rôle majeur dans la façon dont se structurent les mémoires et, partant, les identités locales. Cette histoire « par le bas » doit ensuite nous permettre d'aborder les départements sélectionnés en toute connaissance du contexte historique. Ce chapitre a été l'occasion d'entrer de plain pied dans notre dispositif de recherche. En effet, nous ne nous bornerons pas à exhiber la différence des contextes, en accumulant les exemples arbitraires : nous avons tenté de prendre des régions pertinentes, pour l'éclairage qu'elles donnent à notre sujet, la structuration du Parti démocrate. Cette histoire locale dessine aussi, déjà, des variables, qui nous permettent d'objectiver la comparaison.

[155] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi 2*, p. 221.
[156] *Ibid*., p. 232.

Nous avons donc choisi quatre régions dont les caractéristiques sont suffisamment différentes pour éviter la répétition. Chaque région est choisie pour son caractère représentatif, même si l'échantillon ne prétend pas à l'exhaustivité. Ainsi, nous avons choisi deux régions plutôt rurales et faiblement industrialisées (Erzurum et Diyarbakır), et deux régions plus développées (Adana et Izmir) ; deux régions relativement unifiées sur le plan ethnique (Diyarbakır et Izmir) – même si cette dernière affirmation est sujette à discussion, et deux régions mixtes (Erzurum et Adana) ; deux régions qui ont constitué des « bastions » du Parti Démocrate (Erzurum et Izmir), et deux régions où l'adhésion a été plus mitigée (Adana et Diyarbakır). Le but est de donner à voir un panorama cohérent des milieux dans lesquels le Parti Démocrate s'est implanté, sans pour autant proposer un système invariable d'analyse.

Deux des départements qui nous intéressent ici ont été des « bastions démocrates » : Izmir et, dans une moindre mesure, Erzurum. Dans ces deux régions, il s'agira d'examiner les raisons de l'adhésion au projet démocrate, même après les élections de 1957, qui furent un tournant pour le DP. Ces deux régions représentent les deux « pôles » de l'adhésion au Parti Démocrate. Alors que dans le département d'Erzurum, le parti avait une image conservatrice, anticommuniste et nationaliste à la fois, il avait dans la région d'Izmir une image plus libérale que religieuse, plus pro-américaine qu'anti-soviétique. Les exemples de Diyarbakır et d'Adana valent pour des raisons légèrement différentes. À Adana, le département a connu à l'échelle régionale, et de façon grossie et accélérée, les changements économiques et sociaux qui ont affecté le reste de la Turquie à un rythme beaucoup plus lent : mécanisation de l'agriculture, exode rural, industrialisation. Ainsi, la région vaut en partie comme observatoire régional de changements sociaux. Enfin, le principal intérêt de la région de Diyarbakır est son caractère représentatif de la problématique kurde, et des rapports entre le Parti Démocrate et les Kurdes. Le prisme kurde a aussi le mérite de faire apparaître très nettement certaines ruptures au sein du Parti Démocrate, comme par exemple le tournant autoritaire qui a suivi la scission du parti en 1955. Une frange des députés du Parti Démocrate, déçus par le manque de démocratie au sein du parti, font sécession pour former le Parti de la liberté (*Hürriyet partisi*) ; à Diyarbakır, cette sécession vient aussi d'une déception par rapport à la question kurde, et le parti de la liberté prend, à Diyarbakır, des significations nationalistes kurdes qu'il n'avait pas ailleurs.

Notre dispositif repose donc sur trois variables d'objectivations. Ces trois variables sont liées entre elles, et ce n'est qu'artificiellement, pour l'analyse, que nous les séparons les unes des autres. Chacune, à leur manière, détermine certaines problématiques locales et influe sur l'implantation locale du Parti Démocrate.

Mémoire et culture politique locale

Si le local est le lieu de phénomènes politiques spécifiques, c'est parce que c'est avant tout le lieu d'une certaine culture, d'une certaine formation identitaire, et en même temps un lieu de mémoire. Dans les années 1950, la génération des acteurs a vécu la Seconde Guerre mondiale, et la génération des parents a connu la Première Guerre mondiale et la lutte nationaliste. Ces événements sont racontés et remémorés : chaque localité célèbre le jour de sa « libération » à Adana et à Erzurum ; des récits de survivants ou des travaux d'historiens locaux sont publiés dans la presse locale, et une parade militaire est organisée dans la ville. Cette mémoire locale pèse d'un poids très lourd dans la détermination des identifications partisanes. Dans la région d'Erzurum, par exemple, les mémoires de la Première Guerre mondiale, de l'occupation russe de 1916 ou des représailles arméniennes sur la population civile déterminent une identité à la fois nationaliste, anti-chrétienne, et anti-communiste.

Cette mémoire locale est souvent le support d'une identité locale vécue, subjective, qui n'est pas moins importante. La région d'Izmir, qui a connu un certain déclin avec la crise de 1930, s'est forgée une identité *contre* la ville d'Ankara, qui devient un centre après 1923. Les habitants d'Erzurum, de leur côté, se voient comme les habitants d'une région victime, oubliée des pouvoirs publics, qui ignorent son combat victorieux contre le communisme, associé à la puissance étrangère menaçante par excellence.

L'espace local est aussi le lieu de pratiques politiques spécifiques, qui se sont sédimentées dans le temps. La formation d'alliances politiques remonte parfois au début de la République, et leur étude permet d'analyser à rebours l'implantation du Parti Démocrate. À Diyarbakır, l'alliance de certaines familles de notables urbains, comme la famille Pirinççizade, avec les Jeunes-Turcs, puis le gouvernement nationaliste, remonte à l'époque du Comité Union et Progrès. Dans la région d'Adana, l'alliance des grands propriétaires terriens avec le régime kémaliste a permis à la région de faire valoir ses intérêts, qui ont toujours été bien représentés, même durant la période de parti unique. Tous les députés d'Adana ont toujours été issus de la région, et parfois très proches du pouvoir – à l'image de Ali Cavit Oral, ministre de l'agriculture de 1948 à 1950 et chargé de mettre en œuvre la réforme agraire. À l'inverse, il existe à Izmir une tradition d'opposition, née de l'expérience du Parti Républicain libre. L'étude des généalogies concrètes permettra de juger de façon précise de la filiation entre Parti Républicain Libre et Parti Démocrate, au moins dans la région d'Izmir. À Erzurum, les débuts de la République n'ont pas été sans heurts. Alors que la région a été le lieu de naissance de la première organisation anticommuniste de Turquie « *muhafaza-yi mukkadesat cemiyeti* » en 1920, la

« révolution du chapeau » en 1925 a montré la force d'une opposition au pouvoir de Mustafa Kemal[157].

Structures économiques

Les circuits économiques d'un département, qui déterminent la structure de l'emploi, donnent à comprendre les formes de mobilisation partisane. À Adana, où la mécanisation de l'agriculture était largement entamée au début de 1950, les investissements de l'État n'eurent pas du tout la même signification qu'à Erzurum, où l'ouverture d'une usine à sucre, est, encore aujourd'hui, dans toutes les mémoires. En revanche, dans la région d'Adana, la pénurie de pièces de rechanges pour les machines agricoles, lors de l'année 1957, a été très durement ressentie.

Il s'agira d'examiner, dans chaque région, les secteurs d'activité dominants : si, à Erzurum et à Diyarbakır, c'est l'agriculture de subsistance qui domine, dans les régions d'Izmir et d'Adana, l'agriculture commerciale et l'industrialisation président à la naissance de circuits économiques. La structure du marché du travail, qui donne lieu à d'intenses migrations saisonnières dans la région d'Adana, détermine aussi des flux humains qui constituent autant de réseaux concrets. L'ouverture du port d'Izmir aux réseaux commerciaux internationaux est un fait majeur dans la compréhension des dynamiques du département. La forme la plus répandue de la propriété terrienne dans une région détermine le *species* des élites, et donc l'univers social dans lequel évoluent les habitants d'une région.

La morphologie sociale

Un dernier élément est central pour étudier les réseaux sociaux d'un parti politique : il s'agit de la « morphologie sociale » de la région, sa composition humaine, qui recoupe des choses différentes. Il s'agit d'abord de la diversité linguistique et religieuse. La dimension kurde de Diyarbakır est une variable essentielle dans la détermination de l'identité locale. Mais la mixité ethnique des régions d'Erzurum et d'Adana, où vivent Kurdes et Turcs, est aussi importante. La diversité ethnique et confessionnelle de la région d'Adana, où vivent Turcs, Arabes, Kurdes, Alévis, Alaouites, et même Bahaïs, est à prendre en compte. La présence de *muhacir*s (réfugiés), azéris à Erzurum, venus des Balkans ou de Grèce dans la région d'Izmir, est un fait important car il confère souvent à l'Islam une certaine dimension fédérative.

Notre étude tentera de mener à bien une sociographie des élites locales. Il s'agira de savoir s'il s'agit de familles ou d'individus, si le capital social est ancien ou s'il a été nouvellement acquis. Le

[157] Murat Metinsoy « Everyday Resistance and Selective Adaptation to the Hat Reform in Early Republican Turkey », *International Journal of Turcologia*, 8-16, automne 2013, p. 7-48

type de capital social, la question de savoir si le pouvoir des élites repose sur la grande propriété terrienne, sur la maîtrise de ressources publiques, sur un enrichissement lié aux affaires ou à l'industrie, ou encore sur une légitimité de type religieux, est également un élément important.

Ce tableau des situations locales nous a permis de préciser et de justifier le cadre de notre analyse. Il donne aussi des éléments qui nous permettront ensuite d'analyser l'implantation du Parti démocrate par rapport au contexte local et à l'implantation du Parti républicain du peuple. Le chapitre 1, qui suit ce chapitre introductif, revient aux dynamiques nationales qui ont présidé à la fondation du parti, pour en produire une socio-genèse.

Chapitre 1. Socio-genèse du Parti Démocrate

> « Depuis 1946, ce qu'on appelle la vie multipartite, au lieu d'affaiblir le pouvoir politique [des] forces conservatrices, l'a augmenté. En réalité, la base de notre démocratie de chiffon (« cici demokrasi ») se trouve dans l'opposition à la réforme agraire. En 1945, les grands propriétaires terriens au sein du CHP, à commencer par Adnan Menderes, ont pris fait et cause contre le célèbre article 17 du projet de loi de réforme agraire, qui autorisait l'expropriation de terres pour ceux qui en possédaient plus de 50 dönüms, afin de les distribuer aux métayers et aux ouvriers qui la travaillaient. Le Parti démocrate est né de cette opposition. »[1].

Ce récit de la naissance du Parti démocrate, rédigé en 1970 par Doğan Avcıoğlu, un journaliste et intellectuel proche du CHP, est un bon exemple de la lecture kémaliste de la fondation du DP. Tout parti a son mythe de fondation : le « roman du parti » fait de la genèse un moment crucial, un acte de fondation par où tout commence. Pour le Parti démocrate, c'est plutôt le discours de l'opposition qui s'est imposé dans les mémoires, ce qui montre bien le poids de l'historiographie dominante, « kémaliste » pour le dire rapidement. Le récit mythique est le suivant : alors que le Parti du peuple voulait mener à bien une réforme agraire, destinée à promouvoir la justice sociale, de grands propriétaires terriens qui étaient députés au parlement se sont mobilisés contre la loi pour préserver leurs intérêts. Par ailleurs, Ismet Inönü, qui était à l'époque président de la République de Turquie, a voulu parfaire l'œuvre entamée par Mustafa Kemal, son prédécesseur, et amener son pays à la démocratie, en autorisant la formation d'un parti d'opposition. C'est ainsi que le système turc est « retourné » à la démocratie, par la volonté d'airain du grand homme, et que s'est formé le parti des nantis et des élites locales, le Parti démocrate[2]. Inversement, les soutiens du Parti démocrate, et, aujourd'hui, les historiens conservateurs[3], sont mal à l'aise avec ce récit des origines. S'ils essaient de promouvoir l'idée que le Parti démocrate était un mouvement du peuple contre l'État[4], ils ne formulent pas vraiment de contre-récit de fondation.

---

[1] Doğan Avcıoğlu, *Devrim ve « demokrasi » üzerine* [Sur la révolution et la « démocratie »], Tekin yayınevi, Istanbul, 1980, p. 255.

[2] Eroğul, Cem, *Demokrat Parti. Tarihi ve ideolojisi* [Le parti démocrate. Son histoire et son idéologie.], presses de la faculté de sciences politiques de l'université d'Ankara, Ankara, 1970. Doğan Avcıoğlu, *Millî kurtuluş tarihi: 1838'den 1955'e* [Histoire de l'indépendance : de 1838 à 1955]. Tekin yayınevi, 1986. Küçük, Yalçın. *Türkiye üzerine tezler, 1908-1978* [Thèses sur la Turquie, 1908-1978], Tekin Yayınevi, 1978, p. 279-290 et 298-301.

[3] J'entends par « historiens » tous ceux qui écrivent l'histoire, universitaires et amateurs. Une foule de biographies d'Adnan Menderes, notamment, ont été écrites entre 2000 et 2010, qui correspond, sans hasard, à l'ascension de l'AKP.

[4] Armağan, Mustafa. *Paşaların Hesaplaşması. Küller Altında Yakın Tarih* [Les règlements de compte des pachas. L'histoire récente sous les cendres], volume 5, Timas yayınları, Istanbul, 2010. Dilipak, Abdurrahman. *Menderes dönemi* [La période Menderes]. Beyan Yayınları, 1990.

Annie Kriegel, en faisant paraître, en 1964, un livre sur la naissance du Parti Communiste Français[5], restituait toute l'« événementialité, l'opacité et les équivoques » du congrès de Tours. En montrant ce que cette naissance devait au hasard, à la conjoncture, à des motifs bien en-deçà du politique, l'auteur nous invite à apprécier le poids de l'accidentel, de l'événementiel en histoire qui, « tout aveugle et gratuit qu'il soit, explique bien des choses auxquelles le « structurel » ne donne que des réponses artificielles et non convaincantes »[6]. Bernard Pudal, sensible à la critique du mythe fondateur opérée par Annie Kriegel, lorsqu'il écrit une sociologie historique du PCF, se refuse cependant à rejeter la naissance du parti dans le domaine du contingent.

Contre le romantisme d'un récit collectif, le travail des sciences sociales consiste toujours à déconstruire et dénaturaliser, mais ne libère pas de l'injonction à trouver du sens. L'auteur défend ainsi l'idée que le congrès de Tours a servi de « point d'ancrage symbolique » à la construction de l'identité collective du Parti communiste français. Bernard Pudal nous montre que, tout opaque et chaotique qu'il fût, le congrès de Tours a été un « acte d'institution », où s'élabore un nouveau type de légitimation partisane : le recours à l'Internationale communiste pour pallier un déficit d'autorité politique. Ce répertoire de légitimation restera intact jusqu'aux années 1934-36. Ainsi, selon Bernard Pudal, si le congrès de Tours n'est pas l'acte de naissance flamboyant décrit par les auteurs partisans, il est bien un « moment capital de la création de l'entreprise communiste »[7].

Reprenant la méthode initiée par Bernard Pudal, les recherches récentes de l'histoire et de la sociologie politique ont montré l'intérêt de procéder à une « socio-genèse » des partis politiques. L'ouvrage récent de Romain Ducoulombier sur la naissance du parti communiste en France[8] montre l'importance de l'expérience de la Grande Guerre et de la trahison des partis socialistes européens dans la naissance du parti communiste. Les travaux de sociologie politique[9], qui reprennent à leur compte une conception relationnelle des partis politiques[10], viennent combler un vide.

Comme le soulignaient Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé dans un article écrit en 2011, seule la science politique « organisationnelle » a développé une théorie de la genèse des partis

[5] Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*, Paris-La Haye, Mouton, 1964.
[6] *Ibid*., p. 865.
[7] Bernard Pudal, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989, p. 39.
[8] Romain Ducoulombier, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Le Grand livre du mois, Perrin, 2010.
[9] Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut», *Revue française de science politique* 4/2011, vol. 61, p. 631-657.
[10] Conception qu'explicite Michel Offerlé. Cf Michel Offerlé, *Les partis politiques, op. cit.*

politiques. Angelo Panebianco, qui a le plus travaillé sur ces questions, reprend et affine la distinction duvergienne entre les partis de création « interne », qui naissent au sein du parlement et les partis de création « externe », qui résultent de mobilisations extérieures au champ politique. Il y substitue la distinction entre les partis nés par « pénétration territoriale », qui supposent un contrôle du centre sur les branches locales du parti, et les partis nés de la « diffusion territoriale », à partir d'unités locales. Cette distinction se double de paramètres supplémentaires dissociant les partis issus de l'opposition et ceux nés au sein du gouvernement, ainsi que la présence, ou non, d'un leader charismatique[11]. Toutes ces distinctions n'ont pourtant d'autre but que d'expliquer le degré d'institutionnalisation des partis politiques, et leur devenir organisationnel.

La « socio-genèse », à l'inverse, a l'ambition de restituer la « densité sociologique » de la série d'interactions qui président à la création d'un parti politique ; et ainsi d'éclairer l'ancrage de ces partis dans la société. Dans le cas de partis qui venaient de l'extérieur du champ politique institué, de nombreux chercheurs ont souligné la fécondité d'une analyse des trajectoires des fondateurs du parti *avant* la création du parti[12]. Hélène Combes a montré, pour les entrepreneurs politiques du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) au Mexique, que la fondation d'un parti politique n'était que la prolongation d'un activisme dans les mouvements sociaux. Les deux activités, militante et partisane, étaient dans un *continuum* biographique cohérent pour les fondateurs du parti. Dans le cas du FIS, Myriam Aït-Aoudia montre les liens multiples et complexes entre la militance islamiste et le nouveau parti. Pourtant, le FIS n'est pas issu de la transformation mécanique de la mobilisation islamiste en parti politique : le réseau des connaissances interpersonnelles réunit de façon nécessairement partielle et contingente certains acteurs de la mouvance islamiste. Ce réseau se développe à partir d'expériences telles que la prédication dans les mosquées, la prison, le passage par l'université, qui ne sont pas partagées par tous. Ainsi, la socio-genèse d'un parti politique montre qu'il ne naît pas dans le vide, mais, au contraire, que les « coordonnées sociales » de ses fondateurs déterminent la place du parti dans la société. Nous tenterons de démontrer, dans ce chapitre, la fécondité d'une « socio-genèse » du Parti démocrate.

Une dernière remarque s'impose : ce chapitre utilise peu de matériel d'archives. Nous nous fondons surtout sur l'étude très minutieuse réalisée par Cemil Koçak qui a fait l'immense travail de lire et de traiter presque toutes les mémoires de témoins de l'époque, les comptes rendus de débats au parlement, les traces de congrès, et les discours d'hommes politiques. Il en ressort une œuvre

[11] Angelo Panebianco, *Political parties : Organization and Power*. Cambridge University Press, 1988.
[12] Hélène Combes, Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique, Karthala, Paris, 2011 ; Florence Joshua, Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement, Paris, La Découverte, 2015, Myriam Aït-Aoudia, op. cit.

gigantesque, portant sur la période 1945-1950, de près de 4 000 pages[13], qui sera beaucoup citée dans les pages qui suivent.

I. L'année 1945 : retour sur quelques mythes fondateurs.

Notre objectif est d'abord de revisiter les mythes fondateurs de la période, pour tenter de dénaturaliser la « naissance » du parti, et voir comment s'est progressivement organisée l'opposition, jusqu'à devenir le Parti démocrate. Cette enquête invite à opérer un ralentissement dans le temps, pour se concentrer sur l'année 1945. Ainsi, l'idée selon laquelle Inönü aurait décidé, de lui-même, d'ouvrir le système politique sera également remise en cause. En effet, une étude fine de l'année 1945 montre au contraire qu'il a été poussé en permanence par les circonstances, et surtout par l'opposition naissante au sein du parti unique, qu'il ne parvenait plus à contrôler. Ces développements nous permettent enfin de voir le caractère très indéterminé de la forme qu'allait prendre le parti d'opposition.

Une étude précise de l'opposition à la loi « pour donner des terres au paysan » (« *Köylüyü topraklandırma kanunu* »), au printemps et à l'été 1945, nous permet de distinguer un premier moment de mobilisation, et de cerner les contours d'une opposition aux tenants de la « ligne dure » du parti en matière économique. Nous le verrons, cette opposition n'a pas été tant une défense d'intérêts communs, ceux des propriétaires terriens, qu'une mobilisation de certains députés, aux ancrages variés, contre l'intervention arbitraire et destructrice de l'État dans l'économie.

A. La « naissance » du Parti démocrate : une chronologie floue

On fait généralement remonter l'histoire du Parti Démocrate à la formation d'une opposition parlementaire à la loi pour donner des terres au paysan. Les prémices de cette opposition sont à chercher plus loin : à partir de la succession d'Atatürk et de la Seconde guerre mondiale.

1. La succession d'Atatürk et la Seconde guerre mondiale : la fin d'un système

En apparence, la mort de Kemal Atatürk, en novembre 1938, n'a pas entraîné de réel changement, puisque son plus proche compagnon lui succède, Ismet Inönü, qui avait gouverné le pays en tant que Premier ministre pendant presque toute la période. Mais, si en termes de grandes orientations, Inönü n'engage pas de changements majeurs, son arrivée au pouvoir n'est pas sans conséquences. D'abord, la succession de Mustafa Kemal pose problème. Ismet Inönü est le candidat

[13] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları* (1945-1950), [Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950]. 5 volumes, İletişim, Istanbul, 2010-2016.

de l'armée dont il a le plein soutien mais d'autres personnalités comme Tevfik Rüştü Aras, Kılıç Ali, Şükrü Kaya, ne le soutiennent pas, et lui auraient préféré un autre candidat[14]. Deuxièmement, Inönü n'a pas le charisme et l'autorité qu'avait Mustafa Kemal. Même dans les dernières années de sa vie, même malade, même alcoolique, Mustafa Kemal était passé maître dans l'art de régner dans l'ombre. S'il ne gouvernait pas directement, c'est lui qui nommait les ministres, et il était impossible de mettre en cause une seule de ses décisions[15]. C'est, finalement, le garant ultime et personnel du « système kémaliste ».

A ce titre, la mort de Mustafa Kemal constitue une fenêtre d'opportunité. Inönü n'a pas la même autorité ; il a le parti moins bien en mains. C'est aussi une personnalité clivante, qui, lorsqu'il prend le pouvoir en 1938, a déjà beaucoup d'ennemis au sein du parti – au premier chef desquels Celal Bayar, le futur fondateur du Parti démocrate. Son attitude, lorsqu'il arrive au pouvoir, n'est pas de pardonner à ses ennemis, mais, au contraire, d'abattre par tous les moyens la faction qui lui était opposée, à savoir celle de Celal Bayar. Il conjugue la lutte contre ses rivaux personnels avec une cooptation des anciens ennemis de Mustafa Kemal, comme Kazim Karabekir, qui est élu député d'Istanbul en janvier 1939. La série d'enquêtes ordonnées par Inönü au début de 1939 sur des affaires de corruption visent en premier chef à se débarrasser définitivement de la faction de Celal Bayar. Nous y reviendrons.

Ainsi, dès 1938, se forme une opposition discrète au sein du parti. Quelques dissidents, notamment des personnes qui ont été brutalement écartés du pouvoir par Ismet Inönü, s'expriment au congrès du CHP de 1939[16]. Un autre groupe d'opposition commence à se manifester de façon plus ouverte à partir de la mort d'Atatürk, qui coïncide presque avec le début de la Seconde guerre mondiale. Il s'agit du groupe des ultra-nationalistes (ou « touranistes- racistes »), menés par Nihal Atsız, qui avait été placé sous un contrôle étroit des autorités pendant les années 1930. Ce petit groupe, qui dispose malgré tout de très bons relais au sein du monde intellectuel et de la jeunesse étudiante, profite de la Seconde guerre mondiale et de la bienveillance du régime nazi, pour s'exprimer de plus en plus ouvertement. Ainsi, plusieurs revues fleurissent, allant parfois jusqu'à critiquer la politique suivie par le parti unique, et notamment sa neutralité dans le deuxième conflit mondial. Un grand coup sera porté par le régime contre ces milieux ultra-nationalistes en mai 1944. Mais le double contexte de la guerre mondiale et de la succession d'Atatürk permet à ces courants

[14] On sait par exemple que ces trois personnalités auraient proposé à Celal Bayar de se présenter à la succession d'Atatürk, contre Inönü. Tanil Bora, s.v. « Celal Bayar », *Modern Türkiye'de…*, *op. cit*., *in* « Kemalizm », volume 2, p. 546.

[15] Cemil Koçak *Türkiye'de Millî Şef dönemi, (1938-1945): dönemin iç ve dış politikası üzerine bir araştırma* [La période du Chef national en Turquie, (1938-1945) : une enquête sur la politique intérieure et extérieure de la période]. İletişim, 1996. Voir en particulier la brouille entre Mustafa Kemal et Inönü, p. 34-37.

[16] Dont Hikmet Bayur, Hamit Şevket Ince, deux députés de Manisa qui seront parmi les fondateurs du Parti démocrate.

d'acquérir une certaine influence. Par ailleurs d'autres revues appartenant à la presse proche de la « gauche » comme *Tan*, *Vatan*, publient quelques articles critiques du gouvernement.

On voit très bien, dans l'arène parlementaire, se dessiner un semblant d'opposition. A la toute fin de 1943, Celal Bayar s'exprime devant le groupe parlementaire et présente une motion pour demander le retrait de la taxe sur la fortune (« *varlık vergisi* »), taxe qui touchait presque uniquement les minorités non-musulmanes, mais aussi quelques importants hommes d'affaire turcs, ayant ainsi pour effet de perturber profondément l'économie. En mars 1944, les mesures économiques du gouvernement sont discutées très longuement, soumises à un vote secret, pour n'être finalement approuvées que par 251 membres du groupe parlementaire, qui comptait 465 députés. 57 députés les refusent. Peu après, en mai 1944, un député votre contre le budget de l'année parlementaire : son nom sera révélé plus tard ; il s'agit de Celal Bayar[17]. Certains rapports de congrès du CHP montrent que des critiques s'élèvent également au sein des branches locales du parti contre les politiques du gouvernement[18].

La sortie de la Seconde guerre mondiale est un événement majeur ; si le système kémaliste connaissait déjà une forme d'épuisement en 1937-1938, la Seconde guerre mondiale a « gelé » la situation. En ce sens, la sortie de la guerre a de profondes conséquences sur l'effondrement du système.

2. La loi de partage des terres : une politisation par la conflictualité

Le 17 janvier 1945, un projet de loi, intitulé « Projet de loi sur la distribution de terres à l'agriculteur et la fondation de foyers agricoles », est présenté, dans le contexte international troublé de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le but de cette loi, comme son nom l'indique, est de faire de chaque agriculteur un propriétaire. Il est revu durant quatre mois par une commission provisoire, ce qui est tout à fait exceptionnel dans la Turquie du parti unique. Plus tard, Menderes révèlera les âpres disputes qui eurent lieu entre le gouvernement et la commission sur le texte de la loi[19]. En un sens, il y a là une forme de politisation par la discussion conflictuelle : une expression publique est donnée au conflit qui se déroule en commission et au sein de l'arène parlementaire[20].

---

[17] Cemil Koçak, *Türkiye'de Millî Şef dönemi, (1938-1945): dönemin iç ve dış politikası üzerine bir araştırma* [La période du Chef national en Turquie, (1938-1945) : une enquête sur la politique intérieure et extérieure de la période]. İletişim, 1996, p. 349 et suiv.

[18] CHP 1943-1944 Ankara Vilayet Kongresi zabıtları ; CHP Eşrafaysa Nahiyesi 1943-1944 yılı çalışma raporu (Izmir, 1944) cité dans Cemil Koçak, Türkiye'de Millî Şef dönemi, p. 350.

[19] Cemil Koçak *İkinci Parti. Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları* (1945-1950), [Le deuxième parti. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950]. Volume 1, İletişim, Istanbul, 2010, p. 213.

[20] Sophie Duchesne et Florence Haegel, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique* 2004/6 (Vol. 54), p. 877-909. Nous reviendrons plus tard sur le concept de « politisation », qui nécessite un développement plus important.

Presque tous les récits de la fondation du Parti démocrate commencent par ce projet de loi. Adnan Menderes et Refik Koraltan, qui seront deux futurs fondateurs du parti, font partie du front des opposants au projet de loi. Leur présence au sein de l'opposition à la loi, ainsi que la teneur des critiques émises, conduisent généralement à l'idée que la genèse du Parti démocrate est là. De nombreux auteurs soulignent aussi que les opposants à la loi sont souvent de grands propriétaires terriens, faisant ainsi de l'opposition à la loi une défense d'intérêts « de classe ». Cette interprétation a l'avantage de la cohérence : elle ancre le Parti démocrate, dès ses origines, dans une tradition de « droite » et simplifie les contours de son recrutement : il s'agirait de possédants, voire de « féodaux », en tout cas de conservateurs, qui lutteraient contre une réforme susceptible de bouleverser à leur désavantage l'ordre social établi[21]. Or cette interprétation est critiquable, à plusieurs égards.

3. Les origines de la loi : créer un ordre social conservateur et acquis au régime

Premièrement, le corollaire de cette explication est de présenter la loi de partage des terres comme une entreprise socialisante, issue de l'aile « gauche » du CHP, qui répondrait à la fibre « populiste » du parti. Or, un simple effort pour retracer la genèse intellectuelle de la loi montre qu'elle ressemble plutôt à un vaste projet d'ingénierie sociale.

C'est Yusuf Akçura qui, le premier, jette les bases de la réforme, dans une conférence qu'il donne en octobre 1925, peu après la rébellion du sheikh Said. L'auteur faisait déjà le lien entre la naissance d'une petite bourgeoisie turque propriétaire, et la fin du « féodalisme », c'est-à-dire, concrètement, les importants propriétaires terriens. Yusuf Akçura explique que pour que la Turquie puisse devenir un État moderne, il faut affaiblir les deux classes sociales qui s'y opposent, les « féodaux » et les « religieux »[22]. C'est l'union de ces deux classes qui a été à l'origine des mouvements réactionnaires en Turquie. Une réforme agraire aurait pour but de liquider le pouvoir des grands propriétaires terriens, et d'arrimer au régime une classe de petits paysans propriétaires. D'un autre côté, la petite propriété terrienne était déjà envisagée comme un rempart contre la propagation des idées communistes.

L'intérêt de cette loi serait donc triple : attacher au régime la classe des paysans qui forment le plus gros nombre de citoyens, briser le système de la féodalité et de l'influence des grands

[21] Doğan Avcıoğlu est le meilleur représentant de cette école de pensée. Voir *Devrim ve « demokrasi » üzerine*, *op. cit.*

[22] François Georgeon, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935)*, Institut d'Etudes Anatoliennes, éditions Association pour la Diffusion de la Pensée Française, Paris, 1980, p. 85.

propriétaires terriens qui soutiennent la réaction, et enfin, freiner l'exode rural et donc le déracinement qui, à l'époque, est considéré comme la voie la plus directe vers la pénétration communiste.

Les politiques de la terre ont toujours été liées, dans l'esprit du Comité Union et Progrès, puis dans celui du Parti républicain du peuple, à des considérations politiques : l'objectif n'est pas tant de distribuer les richesses que de créer un ordre social. Ce n'est pas un hasard si les premières politiques volontaristes du CHP concernant la propriété terrienne sont les lots de terre attribués aux réfugiés des Balkans dans des régions kurdes ou peu peuplées, dans le but de « turquifier » le pays. Cette politique de peuplement forcé, par la dotation de terres, allait de pair avec l'expropriation et l'exil de populations kurdes, en particulier les élites comme chefs de tribu et propriétaires terriens, dont on jugeait qu'elles avaient une mauvaise influence sur les populations kurdes[23].

Pendant les années 1930, le journal *Kadro* affirmait que le problème kurde était un problème de classe, et non d'ethnicité : les Kurdes constituent une « ethno-classe », une « classe féodale ». Pour régler la question kurde, il suffit de briser l'ordre féodal en expropriant les importants propriétaires terriens pour distribuer leurs terres aux paysans. L'objectif visé par une hypothétique loi de partage des terres était donc double, et très similaire aux objectifs affichés par Yusuf Akçura quelques années avant : gagner le cœur des paysans et attacher cette classe majoritaire au régime pour ainsi mettre fin à l'opposition réactionnaire - qui était vue comme l'œuvre des grands propriétaires terriens - et communiste[24].

La sociologie rurale très conservatrice des années 1930 et 1940 en Turquie appuie et renforce les soubassements idéologiques d'une loi de partage des terres : l'urbanisation y est considérée comme l'origine de tous les maux[25]. Ces courants de la sociologie ont eu une certaine influence sur les politiques du parti unique, dans la mesure où le « paysannisme » était un courant bien représenté au sein du parti[26]. Cette idéologie voyait le paysan, petit propriétaire comme le meilleur rempart contre le communisme : la possession de la terre assure un attachement à la propriété privée, ainsi qu'à la « nation » associée étroitement à la terre. À l'inverse, les « paysannistes » considéraient que les ouvriers étaient sensibles à la propagande communiste et aux idées « internationalistes ». De façon intéressante, ces élites étaient pour l'industrie, mais pas l'industrialisation, c'est-à-dire qu'ils

[23] Sur ces questions voir Joost Jongerdeen, *The settlement issue in Turkey and the Kurds,* Brill, Leyde, 2007.
[24] Cemil Koçak, volume 1, *Ikinci Parti*, *op. cit*., p. 172.
[25] Pour un bon résumé des courants de la sociologie rurale en Turquie, voir Sinan Yıldırmaz, *Politics and the Peasantry in Post-War Turkey: Social History, Culture and Modernization*. IB Tauris (en cours de publication).
[26] Asım Karaömerlioğlu, « Elite Perceptions of Land Reform in Turkey » The Journal of Peasant Studies 27, 3, Avril 2000, p. 115-141.

soutenaient l'idée que les industries devaient être situées à l'extérieur des villes, pour que les paysans puissent continuer à habiter leurs villages, au lieu de venir s'installer en ville[27].

Dès lors, la loi de partage des terres sera comme un serpent de mer pour la Turquie du parti unique. Lors du discours d'ouverture du parlement, le 1er novembre 1928, Mustafa Kemal déclare que « dans cette nouvelle ère d'activités, que ce soit dans cette zone [les départements kurdes de l'Est], ou dans les autres régions du pays, vous allez vous occuper de l'affaire importante de fournir des terres aux paysans qui n'en ont pas »[28]. Un an plus tard, lors du discours d'ouverture du parlement, Mustafa Kemal évoque à nouveau le sujet[29], même si la réforme n'apparaît pas dans le premier programme du CHP en 1931. Le second programme, de 1935, en fait toutefois mention : « Rendre chaque agriculteur turc propriétaire d'une quantité suffisante de terre, c'est l'un des premiers objectifs de notre parti. Il est nécessaire de faire des lois foncières particulières pour distribuer des terres au paysan qui n'en a pas. »[30]. En 1936, Atatürk évoque à nouveau de la réforme de partage des terres lors du discours d'ouverture du parlement : « Toute famille d'agriculteurs turcs doit être propriétaire de la terre qu'elle travaille pour se nourrir. C'est une nécessité absolue. »[31].

En février 1937, la constitution turque de 1924, est amendée. L'article 74, qui prévoyait que « ni le bien, ni la propriété de personne ne peuvent être nationalisés, à moins que ce ne soit dans l'intérêt public, et remboursé immédiatement à la valeur que prévoient les lois privées »[32]. L'amendement prévoit que « L'indemnisation pour la nationalisation des terres qui seront saisies pour rendre l'agriculteur propriétaire, et le règlement de cette indemnisation, seront soumises à des lois particulières ». Cet amendement, suscite, déjà en 1937, quelques inquiétudes et interrogations au

[27] Nusret Köymen est le meilleur représentant de ces idées. Voir un entretien avec Nusret Köymen réalisé par Richard D. Robinson. *Letters from Turkey. The Institute for Current World Affairs*, 1965. Lettre du 1er juin 1948.
[28] « Yeni faaliyet devrimizde, gerek bu havalide, gerek memleketin diger kisimlarda, topragi olmayan çiftçilere toprak tedarik etmek meselesi ile ehemmiyetli olarak istigal buyuracaksiniz », Atatürk'ün Soylev ve Demeçleri (1906-1938), p. 355, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili...* volume 1, *Ikinci Parti*, *op. cit*. p. 175.
[29] « Donner des terres à l'agriculteur, c'est une obligation que le gouvernement doit poursuivre sans relâche. Garantir au paysan turc travailleur autant de terres qu'il peut en cultiver, c'est l'une des principales solutions pour enrichir la production de notre pays » (« *Çiftçiye arazi vermek de, hükûmetin mütemadiyen takip etmesi lazım gelen bir keyfiyettir. Çalışan Türk köylüsüne işleyebileceği kadar toprak temin etmek, memleketin istihsalini zenginleştirecek başlıca çarelerdendir* ») Atatürk'ün Soylev ve Demeçleri (1906-1938), p. 355, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili ...* volume 1, *Ikinci Parti*, *op. cit*. p. 175.
[30] « Her Türk çiftçisini yeter toprak sahibi etmek, partimizin ana gayelerinden biridir. Topraksız çiftçiye toprak dağıtmak için özgü istimlak kanunları çıkarmak lüzumludur. ». CHP programı (1935) [programme du CHP] cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili... volume1, Ikinci Parti, op. cit.* p. 176.
[31] « Her Türk çiftçi ailesinin geçineceği ve çalışacağı toprağa malik olması, behemehal lazımdır », *ibid*., p. 389 cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili... volume1, Ikinci Parti, op. cit*. p. 177.
[32] « Kamu faydasına gerekli olduğu usulüne göre anlaşılmadıkça ve özel kanunları gereğince değer pahası pesin verilmedikçe, hiç kimsenin mali ve mülkü kamulaştırılamaz. » cité dans Cemil Koçak, Türkiye'de iki partili... volume1, *Ikinci Parti*, *op. cit.* p. 176.

parlement, de la part de diverses personnalités qui veulent défendre le droit à la propriété privée[33]. Il est intéressant de souligner, comme le fait Cemil Koçak, que ces premières réactions ne viennent pas de propriétaires terriens, mais de la haute fonction publique civile et militaire, qui constitue le cœur de l'élite du parti unique.

Un autre élément infirme l'attribution de cette loi à un projet socialisant : loin de venir de l'aile gauche du parti, ce projet de loi est défendu devant le parlement par celui qui était à l'origine de la « taxe sur la fortune » (« varlık vergisi »), Şükrü Saraçoğlu. On le voit, le projet de la loi consiste surtout à fonder un « nouvel ordre social », conservateur et acquis au régime ; et, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, peut-être, de calmer le mécontentement paysan.

4. Les débats sur la loi au parlement : discussions sur le droit à la propriété

La loi suscite de nombreuses critiques, venues d'abord de la commission provisoire chargée d'examiner et d'amender la loi, puis d'autres députés, lorsque le projet de loi – déjà largement amendé – est présenté devant le parlement, le 14 mai 1945. Les arguments avancés par l'opposition naissante, au sein de la commission, comme du parlement, étaient de deux ordres.

Une première série d'arguments concernait son efficacité. Le principal problème des paysans n'est pas le manque de terres, mais plutôt le manque d'outils, d'animaux et de main d'œuvre humaine pour la travailler. Comme le résumèrent plus tard deux économistes, Şevket Pamuk et Cağlar Keyder, « c'est la pauvreté qui est à l'origine du manque de terre, pas l'inverse »[34]. Le schéma, qui a été décrit ensuite par de nombreux sociologues ruraux[35], est le suivant : une famille n'a pas l'argent pour acheter un bœuf, ou des outils agricoles pour travailler sa terre. Elle s'endette auprès d'un paysan plus riche (souvent l'*agha* du village) pour acheter outils ou bétail. Il suffit que la récolte soit mauvaise, ou que l'animal meure brutalement, pour que le paysan pauvre se retrouve dans l'impossibilité de rembourser sa dette. L'*agha*, pour se payer, met alors la main sur la terre du paysan pauvre. De plus, le terrible vide démographique qui a suivi la Première Guerre mondiale a laissé de larges parcelles de terre inoccupées. Xavier de Planhol, géographe qui entreprend un voyage d'études dans le Sud de la Turquie en 1947-1948, remarque un mouvement général de défrichement des terres, ce qui montre bien que de larges parcelles de terre n'étaient pas encore cultivées en 1947[36]. Selon les opposants à la

[33] Halil Menteşe, Şemsettin Günaltay et Hüsnü Kitapçı s'inquiètent de la mise en cause du droit à la propriété privée que cet amendement induit cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili*... volume1, *Ikinci Parti*, *op. cit.* p. 177-179.
[34] Cités dans Asım Karaömerlioğlu, « Elite Perceptions of Land Reform in Turkey», *The Journal of Peasant Studies* 27, 3, avril 2000, p. 115-141.
[35] En particulier Paul Stirling, *Turkish Village*. Wiley, Londres, 1965.
[36] Xavier de Planhol, *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens, nomadisme et vie paysanne*, Adrien Maisonneuve, Bibliothèque de l'Institut Français d'Archéologie d'Istanbul, Paris, 1958.

loi, ce qu'il faut faire, c'est plutôt ouvrir les possibilités de crédit, développer des méthodes modernes d'agriculture et changer les termes de l'échange entre agriculture et industrie.

Une deuxième série d'arguments concerne l'atteinte de l'État au droit à la propriété, qui était considéré comme un droit fondamental. Ces critiques portent sur le sentiment d'insécurité de la propriété, qui aura de graves conséquences économiques. « L'esprit de cette loi, quoiqu'on en dise, c'est de prendre le bien de Pierre pour le donner à Paul »[37], résume Refik Koraltan, qui sera l'un des fondateurs du Parti démocrate. Cavit Oral déclare que « cette loi n'ébranle pas seulement les propriétaires terriens, mais tous les propriétaires, et demain, plus personne ne pensera plus que sa propriété, son bien, est en sécurité [dans ce pays] » (« *Bu, yalnız toprak sahipleri değil, sair mülk sahiplerini de sarsmaktadır ve hiç kimse bu memlekette yarın içten [bir şekilde] malının, mülkünün emniyette olduğuna inanmayacaktır.* »)[38]. Emin Sazak, quant à lui, fait allusion à l'anarchie à laquelle la loi pourrait laisser place : « Si on accepte ce principe, demain l'ouvrier aussi aura le droit de demander une chambre dans tel ou tel appartement. » (« […] *Bu prensip kabul edilince, yarın amele su apartmanın bir odasını da istemek hakkı olacaktır.* »)[39]. On voit que ces arguments sont de nature à effrayer tout propriétaire, quel qu'il soit, et pas seulement les propriétaires terriens.

5. Les opposants à la loi : les futurs fondateurs du Parti démocrate et les autres

Plusieurs propriétaires terriens font partie de la commission provisoire qui revoit le texte : Adnan Menderes, Kasım Gülek, Şeref Uluğ, Emin Sazak et Kazım Berker. Mais Menderes et Sazak sont les seuls propriétaires terriens à manifester une opposition à la loi, alors que Gülek, Uluğ et Berker, qui sont aussi de grands propriétaires terriens, ne manifestent aucune opposition. Cela nous pousse à mettre en cause l'interprétation « classique » selon laquelle les parlementaires qui étaient des propriétaires terriens se sont opposés à la loi.

Ce « front » se précise au moment des discussions sur le budget de l'année 1945, en mai 1945, puis au moment où le projet de loi est présenté devant le parlement[40]. Lorsque la loi est votée, le 11 juin, 104 députés ne participent pas au vote. Parmi eux, on trouve les noms de Celal Bayar, Adnan Menderes, Feridun Fikri Düşünsel, Muhittin Baha Pars, Emin Sazak, Refik Koraltan, Refet Bele, Kazım Karabekir, Fuat Köprülü, Hikmet Bayur et Cavit Oral, un important propriétaire terrien, qui se rangera finalement du côté de la loi.

[37] « Bu tasarının ruhu, kim ne derse desin, Ali'nin malını alıp Veli'ye vermektir », compte rendu de session parlementaire, 15.05.1945, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili* ... volume1, *Ikinci Parti*, *op. cit*. p. 211.
[38] *Ibid*., p. 210.
[39] *Ibid.,* p. 212.
[40] *Ibid*. p. 246.

Il serait difficile de reconstituer le profil et les trajectoires de tous les députés qui se sont opposés à la loi. On distingue nettement, cependant, au sein des députés qui votent contre la loi deux générations, deux groupes. Un premier groupe, est celui des quatre futurs fondateurs du parti, plus Emin Sazak, un important propriétaire terrien qui rejoindra le Parti démocrate presque aussitôt après sa fondation. Les autres députés appartiennent à une génération plus ancienne, celle des généraux de la guerre d'indépendance, qui, pour certains, se sont opposés à Mustafa Kemal dans le cadre du parti républicain progressiste (*Terakkiperver cumhuriyet fırkası*) de 1925. Kazım Karabekir, Feridun Fikri Düşünsel, Halil Menteşe, Refet Bele, Muhittin Baha Pars et Sabit Sağıroğlu, qui s'expriment contre la loi lors des discussions au parlement, ont tous fait partie du parti républicain progressiste.

La loi sur le partage des terres est le premier moment où émerge une opposition au sein du parti unique. Mais l'opposition à la loi est loin de former l'événement fondateur décrit par la vulgate historique à partir duquel les importants propriétaires terriens auraient décidé de former un parti politique. D'abord, de nombreux propriétaires terriens ne participent pas à cette opposition. D'autre part, certains opposants à la loi ne rejoindront pas le Parti démocrate. C'est le cas de Cavit Oral, un important propriétaire terrien de la région d'Adana, qui ne rejoindra le Parti démocrate qu'en 1954, près de 10 années plus tard. Certains députés réticents à voter la loi représentent plutôt un type d'opposition plus ancienne, qui remonte au Parti républicain libre. Enfin, Celal Bayar est largement absent de cette première opposition. Il vote contre la loi, mais ne participe presque pas aux débats au parlement.

B. La « décision » d'Inönü d'ouvrir le système politique

Tous les ouvrages sur le Parti démocrate s'ouvrent sur la « décision » d'Inönü d'autoriser la fondation de partis d'opposition. Les auteurs énumèrent généralement deux ordres de facteurs. D'une part, les facteurs externes, la victoire des démocraties occidentales après la Seconde Guerre mondiale et le désir de la Turquie de rejoindre le camp des « démocraties » pour obtenir la protection des États-Unis, en particulier après la conférence de San Fransisco, qui eut lieu entre avril et juin 1945.

De l'autre côté, les facteurs « internes », qui se déclinent en plusieurs arguments, plus ou moins convaincants, qui touchent le caractère intrinsèquement démocratique du kémalisme,et

son « occidentalisation »[41], ou encore la pluralité des voix au sein du parti unique ainsi que la personnalité d'Inönü, qui serait un « démocrate » convaincu[42].

Chronologie de la fondation du Parti démocrate

Chronologie de l'année 1945

17 janvier 1945 : un projet de loi sur la « distribution de terres aux paysans » est soumis au parlement et confié à une commission provisoire.

Mai 1945: le projet de loi est âprement critiqué au parlement

19 mai 1945 : Inönü fait un discours dans lequel il parle de l'«avenir démocratique de la Turquie »

2 juin 1945 : le journal *Tan*, connu pour incarner une opposition de gauche, militant pour le respect de la constitution de 1924, annonce qu'un « Deuxième parti » va être fondé.

7 juin 1945 : une question écrite au gouvernement est déposée, signée par quatre députés qui seront les fondateurs du Parti démocrate, le « mémorandum des quatre ». Le texte demande le « retour » à la démocratie au nom des principes édictés par Atatürk.

13 juin 1945 : le « mémorandum » est rejeté au parlement.

8 juillet 1945 : Nuri Demirağ, un industriel dépose les statuts d'un nouveau parti à la préfecture (aux autorités départementales - *valilik*) d'Istanbul.

22 septembre 1945 : Fuat Köprülü et Adnan Menderes sont exclus du CHP. Le « parti du développement national » de Nuri Demirağ reçoit l'autorisation officielle pour sa fondation.

28 septembre : Bayar démissionne de son poste de député, mais reste au CHP.

1er novembre : discours d'ouverture du parlement de Ismet Inönü, dans lequel il déclare : « notre seul manque, c'est de ne pas avoir de parti d'opposition en face du parti de gouvernement ». Il lance un appel à la modération et à la responsabilité, et déclare que « fonder un nouveau parti, c'est mieux que fonder des factions au sein du parti »[43].

27 novembre : Refik Koraltan est exclu à son tour du CHP.

1er décembre : une nouvelle revue « Görüşler » [Points de vue] publie son premier numéro. Les « quatre » futurs fondateurs du Parti démocrate publient des articles dans cette revue, ainsi que les époux Sertel, deux figures de l'opposition de gauche.

[41] Ali Yaşar Sarıbay dans Metin Heper et Jacob M. Landau (dir.), *Political parties and Democracy in Turkey*, IB Tauris, Londres/New-York, 1991, p. 119. « Many factors persuaded Inönü to democratize the regime. One was the favourable change in the international environment following the victory of the democratic regimes in the Second World War. Another was the long tradition of Westernization, which also implied democratization. A third factor was the social unrest due to wartime shortages and profiteering. Soon, Turkey qualified as a case of 'spontaneous' transition from monopoly to competition. ».

[42] John M. Vanderlippe, The Politics Of Turkish Democracy: Ismet Inönü And The Formation Of The Multi-party System, 1938-1950, State University of New York Press, 2005.

[43] Cemil Koçak, *Ikinci Parti*, *op. cit*., p. 741.

4 décembre : destruction des maisons d'édition de « Tan » et de « Görüşler » par une foule de jeunes nationalistes, de toute évidence manipulés par le pouvoir.

En réalité, Asım Karaömerlioğlu a montré, dans un article important[44], la faiblesse des « facteurs internes » souvent évoqués, et le caractère non-déterminant des facteurs « externes ». Il est vrai que, durant la conférence de San Fransisco, Hasan Saka, qui est ministre des affaires étrangères, annonce à la presse internationale qu'il va y avoir un « développement démocratique » en Turquie, le 16 mai 1945. Mais la formule est extrêmement vague et pouvait tout aussi bien se traduire par quelques changements cosmétiques. Par ailleurs, de nombreux régimes autoritaires, tel que le Portugal ou l'Espagne, sont entrés dans le camp occidental sans faire aucun changement « démocratique », ce qui n'a posé aucun problème aux États-Unis. Dans un discours prononcé par Truman devant le sénat, ce dernier déclare même que le moment est mal choisi pour passer à la démocratie en Turquie, ce qui montre bien que c'est la stabilité du régime qui était beaucoup plus valorisée et non pas son caractère « démocratique ».

Pour les facteurs internes, l'auteur montre qu'il n'y a aucun lieu de penser qu'Inönü est un « démocrate », ni moins encore que le kémalisme était intrinsèquement démocratique, si d'ailleurs cette caractérisation a un sens. Asım Karaömerlioğlu s'attache, en contrepoint, à faire ressortir l'extrême gravité de la crise économique qui touche la Turquie pendant la Seconde guerre mondiale. La chute des prix agricoles, la réquisition des animaux par l'armée ainsi que le contrôle des prix des produits agricoles ont mécontenté les agriculteurs. Les non-musulmans ont beaucoup souffert des politiques du gouvernement pendant la guerre, au premier chef desquelles l'impôt sur la fortune (« varlık vergisi »), qui a aussi touché les hommes d'affaires musulmans. L'inflation, la baisse des salaires ouvriers, l'augmentation des loyers et l'ajout constant de taxes supplémentaires, ont considérablement appauvri les habitants des villes. Les irrégularités dans la distribution des rations alimentaires, la corruption des dirigeants, l'intrusion déstabilisatrice de l'État dans l'économie, ont jeté les bases d'un mécontentement social très fort. Inönü ne pouvait ignorer ce mécontentement ; il aurait même déclaré en 1969 : « Si nous n'avions pas apporté un régime démocratique en 1945-1946, une sanglante révolution aurait eu lieu. »[45].

Une étude serrée de la chronologie nous permet d'ajouter un élément : contrairement à la vulgate historique[46], rien ne prouve que le gouvernement ait réellement « décidé » d'autoriser la

[44] Asım Karaömerlioğlu, « Turkey's "Return" to Multi-party Politics: A Social InterprÉtation », East European Quarterly 40, n°1, Spring 2006, 89-107.
[45]Cité dans Rıfkı Salim Burçak, *Türkiye'de demokrasiye geçiş, 1945-1950*, p. 55, cité dans Asım Karaömerlioğlu, *Ibid.*
[46] « In the spring of 1945, President Ismet Inönü decided to allow the formation of opposition parties. His aim was to transform the single-party regime into a contested one. Many factors persuaded Inönü to democratize the

fondation d'un parti d'opposition ; au contraire, tout se passe comme si Inönü avait été forcé d'accepter la création d'un nouveau parti pour faire face à l'opposition au sein du Parti républicain du peuple. Ce que montre Myriam Aït-Aoudia sur l'ouverture du système politique algérien en 1988 pourrait s'appliquer à la Turquie de 1945 : « La désagrégation du régime autoritaire ne résulte ni d'une volonté d' « en haut » de démocratiser les institutions, ni d'une volonté d' « en bas » de renverser le régime en place, mais des interactions erratiques entre divers acteurs institutionnels, politiques et sociaux. »[47].

Le discours prononcé par Ismet Inönü devant le parlement le 19 mai 1945 est généralement considéré comme le « tournant » dans le retour à un système multipartite. En réalité, de nombreux éléments permettent de remettre en cause cette vision, et d'avancer que rien, dans le discours d'Inönü, ne montre que le passage à un système multipartite a été décidé. D'abord, il faut souligner le caractère extrêmement vague des termes employés par Inönü : « la Turquie va continuer à avancer sur la voie de la démocratie » (« *Türkiye […] demokrasi yolunda gelişmesine devam edecektir* »). D'autre part, il faut garder à l'esprit, comme Cemil Koçak nous invite à le faire, qu'il est tout à fait commun et usuel, pour le Parti républicain du peuple, de se légitimer par la « démocratie ». L'historien fait une comparaison avec le discours prononcé par Inönü une année auparavant, le 19 mai 1944 : « La république turque […] suit une politique nationale et démocratique » (« *Türkiye cumhuriyeti […] demokratik ve milli bir siyaset takip eder* »)[48]. Ce qui vient d'ailleurs appuyer cette idée, c'est que la presse pro-gouvernementale ne juge absolument pas que ce discours d'Inönü signifie un quelconque « retour » à la démocratie. Zekeriya Sertel, qui peut être identifié comme un journaliste de l'opposition, juge que le discours d'Inönü ne va pas assez loin. Ce n'est que beaucoup plus tard, dans un article publié en 1949, que Nihat Erim lancera le premier l'idée selon laquelle le discours d'Inönü du 19 mai 1949 constitue une « date-tournant » dans la transition de la Turquie vers un régime démocratique[49].

En d'autres termes, s'il n'est pas impossible que, lors de son discours du 19 mai 1945, Inönü ait déjà en tête l'idée d'ouvrir le système politique, le discours ne signifie pas pour autant qu'il fût prêt à le faire prochainement. En tout cas, il est clair que, si changements démocratiques il y a, ceux-ci auront lieu au moment et au rythme décidés par le gouvernement. Dans la chronologie, d'autres éléments laissent à penser que la « décision » de permettre l'ouverture d'un parti d'opposition n'intervient que très tard dans l'année 1945, à un moment où l'opposition au sein du parti unique était

---

regime. One was the favourable change in the international environment following the victory of the democratic regimes in the Second World War». Ali Yaşar Sarıbay, « The Democratic Party, 1946-1960 », in *Political parties and Democracy in Turkey*, *op. cit.*

[47] Myriam Aït-Aoudia, *op. cit.*, p. 291.

[48] Cemil Koçak, Türkiye'de iki partili... volume 1, Ikinci Parti, op. cit., p. 228.

[49] *Ibid.,* p. 233.

déjà bien structurée. D'abord, le 7 juin 1945 : le « mémorandum des quatre » propose au parlement des réformes démocratiques–nous aurons l'occasion d'y revenir – est refusé le 13 juin.

Ce refus s'accompagne d'ailleurs d'attaques assez violentes dirigées contre les « quatre »[50], qui montrent que le gouvernement n'avait que peu d'affinités avec ce genre de propositions. D'autre part, Nuri Demirağ, un homme d'affaires, soumet aux autorités compétentes les statuts du parti qu'il souhaite fonder, le parti du développement national (*Milli Kalkınma Partisi*), le 8 juillet 1945. Ce n'est que trois mois plus tard, le 22 septembre 1945, que le parti recevra l'autorisation d'exister. La procédure pour les précédents partis d'opposition autorisés par le gouvernement, tant le parti républicain progressiste (1925) que le parti républicain libre (1930), n'avait pris que quelques jours. Le Parti démocrate, en janvier 1946, recevra l'autorisation dans la journée même. C'est dire que, en juillet, le pouvoir est loin d'approuver l'ouverture du système politique à d'autres partis. Le 22 septembre, jour où le Parti du développement national reçoit son autorisation, est aussi rendue publique l'exclusion d'Adnan Menderes et de Fuat Köprülü du parti républicain du peuple. Cette chronologie laisse à penser qu' à la fin du mois de septembre, le pouvoir s'est résolu à l'idée de pousser l'opposition au sein du parti à investir un parti d'opposition.

Finalement, ce n'est que le 1er novembre 1945, lors du discours d'ouverture du parlement, qu'Ismet Inönü déclare : « notre seul manque, c'est de ne pas avoir de parti d'opposition en face du parti de gouvernement. Grâce aux besoins impérieux du pays et à la l'atmosphère de liberté et de démocratie, il sera possible de fonder d'autres partis politiques »[51]. Il vaut mieux fonder un nouveau parti plutôt que de former des factions au sein du parti, dit aussi, en résumé, le président[52]. Cette déclaration s'accompagne néanmoins d'un appel à la modération et à la responsabilité, et ne donne pas de calendrier précis. Elle peut être vue comme la volonté, pour le pouvoir, de disposer d'une « opposition intégrée » qui ne compromette pas l'avenir du système. Fait révélateur, contrairement au discours du 19 mai 1945, ce discours est très remarqué par la presse[53].

Un dernier élément permet d'éclairer l'attitude du pouvoir face au nouveau parti : il s'agit du pillage, par une foule de jeunes nationalistes manipulés par le pouvoir, des imprimeries des revues « Tan » et « Görüşler ». Tan est la revue dirigée par Zekeriya et Sabiha Sertel, deux intellectuels de gauche. La revue « Görüşler », qui sort son premier numéro le 1er décembre 1945, est une revue dans

[50] Raconté dans les mémoires de Refik Koraltan, *Tek parti devrinden 27 mayis ihtilaline Demokratlar. DP'nin kurucusu anlatiyor* [De l'ère du parti unique au coup d'État du 27 mai, les démocrates. Un fondateur du DP raconte], édité par Kamil Maman, Timas yayınları, Istanbul, 2013.
[51] « Bizim tek eksiğimiz, hükûmet partisinin karsısında, bir parti bulunmamasıdır. […] Memleketin ihtiyaçları Şevki ile hürriyet ve demokrasi havasının tabii islemesi sayesinde, başka siyasi partinin de kurulması mümkün olacaktır. », İsmet İnönü'nün TBMM'deki konuşmaları (1939-1960), vol 2, p. 54-64, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de iki partili... volume1, Ikinci Parti*, *op. cit*.
[52] *Ibid.,* p. 745.
[53] *Ibid.*, p. 747.

laquelle publient les quatre futurs fondateurs du Parti démocrate, ainsi que les époux Sertel et Tevfik Rüştü Aras[54]. Dès la sortie du premier numéro, la presse pro-gouvernementale accuse la revue d'être « communiste » et lance une campagne de dénigrement, traitant les époux Sertel de dangereux agents soviétiques. Le 4 décembre, une foule de 20 000 jeunes, des étudiants de l'université, mais aussi des lycéens, manifestent sur la place Beyazit, devant l'université d'Istanbul, d'où ils se dirigent vers le quartier de Cağaloğlu. Là, ils pillent l'imprimerie de Tan et de Görüşler, ainsi que deux autres imprimeries et deux librairies marquées à gauche. Devant l'imprimerie de Tan, les étudiants remplacent l'enseigne « *Tan* » par un portrait d'Atatürk. De nombreux témoignages relatent la totale passivité des forces de police. Cet événement montre bien que le futur parti d'opposition ne pourra exister qu'aux conditions dictées par le pouvoir ; en l'occurrence, le parti ne pourra exister qu'au prix de l'exclusion de la gauche.

Tout montre donc que le gouvernement ne se décide qu'extrêmement tard dans l'année 1945 à autoriser la création d'un nouveau parti d'opposition. Cette décision intervient dans un contexte où l'opposition est déjà suffisamment structurée pour que le pouvoir ne puisse plus reculer. En somme, la chronologie montre bien que c'est plutôt contraint et forcé, que de bon gré, qu'Inönü accepte la formation d'un parti politique d'opposition, et que cette conversion au pluralisme politique fut « malaisée et confuse »[55]. Le déroulement des faits montre que, pour garder le contrôle sur le CHP, Inönü n'a qu'une solution, celle de laisser un parti politique d'opposition se créer. La mauvaise grâce du pouvoir aura des conséquences très lourdes sur la première structuration du parti d'opposition. Elle fera de la conformité aux exigences du CHP un enjeu important pour le nouveau parti.

C. L'émergence d'une opposition et sa transformation en parti

En janvier 1946, Refik Koraltan dépose les statuts du nouveau parti devant le gouvernement et reçoit l'autorisation officielle de fonder un nouveau parti. Mais cet événement fait suite à une longue période, de presque un an, pendant laquelle les choses sont très indéterminées. Il est difficile de savoir à quel moment exactement la décision de fonder un parti politique est prise, et par qui. « Dans les premiers temps, où notre situation était encore sombre et compliquée, ceux qui allaient devenir nos héros de la liberté sont encore très timides et indécis. »[56], résume Ahmet Hamdi Başar, qui aura un rôle dans la fondation du nouveau parti. Les mémoires des acteurs de la période, et même des fondateurs du parti eux-mêmes[57], ne donnent pas de date exacte. Tout ce que nous savons, c'est que

[54] *Ibid.*, p. 781.
[55] Myriam Aït-Aoudia, *op. cit*., p. 292.
[56] Ahmet Hamdi Başar, *Yaşadığımız devrin içyüzü* [La face cachée de la période que nous vivons], cité dans Cemil Koçak, *İktidar ve Demokratlar. Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları (1945-1950)*[Le pouvoir et les démocrates. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 2, İletişim, Istanbul, 2012, p. 18.
[57] Nous disposons des mémoires de Celal Bayar et de celles de Refik Koraltan.

les quatre hommes qui avaient été les signataires du mémorandum se rencontrent de façon régulière à partir de l'été 1945[58]. Selon Cemil Koçak, c'est l'expulsion hors du CHP qui a précipité l'opposition au sein du parti unique à former un autre parti. En réalité, plusieurs foyers d'opposition se forment durant l'année 1945.

1. L'opposition au gouvernement en 1945 : un ensemble divers

Dans sa prison de Kayseri, Celal Bayar raconte à Samet Agaoğlu que des membres issus de l'armée, de la « vieille garde » lui ont proposé de fonder un parti. Cafer Tayyar, Ihsan Eryavuz, et d'autres personnes qu'il ne connaissait pas, l'invitent à Istanbul pour lui faire cette proposition. Bayar quitte la réunion sans donner de réponse. Puis Ahmet Hamdi Başar le rencontre pour lui soumettre la même idée. Il voit plus tard Tevfik Rüştü Aras et Adnan Menderes, puis Refik Şevket Ince et Hamit Şevket Ince[59]. C'est avec ces derniers qu'il décide de fonder un parti politique. Cette version est certainement la plus proche de la réalité, puisque ce sont les mots de Celal Bayar à Samet Agaoğlu. Celal Bayar ne donne pas de date précise ; les événements qu'il décrit peuvent très bien avoir eu lieu à plusieurs années d'intervalle[60].

Un premier front d'opposition est formé par Tevfik Rüştü Aras et les époux Sertel. Tevfik Rüştü Aras était ministre des Affaires étrangères d'Atatürk de 1925 à 1938. C'est le principal artisan de l'amitié turco-soviétique et un rival important d'Inönü. C'est aussi un ami proche de Sabiha et de Zekeriya Sertel (Tevfik Rüştü Aras était le témoin de mariage de Zekeriya Sertel, tandis que Talat Paşa était celui de Sabiha). Tevfik Rüştü Aras est par ailleurs un parent par alliance d'Adnan Menderes, son cadet de presque vingt ans. On trouve dans la presse des traces de ce premier « foyer d'opposition » : le 2 juin 1945, le journal Tan, dirigé par les époux Sertel, annonce qu'un « deuxième parti » va être fondé, qu'il sera nommé « Parti démocrate » et que Tevfik Rüştü Aras en sera le chef. Ce dernier dément l'information. Un rapport de police daté du 4 juin 1945[61], dit à peu près la même chose : un parti politique sera formé prochainement, avec Tevfik Rüştü Aras, les époux Sertel, et d'autres figures de l'opposition de gauche, Sadrettin Celal Antel, Esat Adil Müstecaplıoğlu.

[58] A l'automne 1945, on sait que les quatre hommes se rencontraient déjà régulièrement. André Clot, qui était à l'époque correspondant de l'Agence France Presse à Ankara en témoigne, parce qu'il emménage à l'automne 1945 dans l'immeuble où vit Refik Koraltan. Il a l'occasion de rencontrer les quatre hommes, pour qui il représente un relais médiatique important. André Clot « A Ankara avec Louis Bazin. Contribution à l'histoire de la Turquie après la Deuxième Guerre mondiale. », *in* Bacqué-Grammont, Jean-Louis, Dor, Rémy (dir.), *Mélanges offerts à Louis Bazin : par ses disciples, collègues et amis*. Varia turcica 19. Paris, l'Harmattan, 1992, p. 341-342.
[59] Cemil Koçak, Türkiye'de İki Partili … Volume 1, op. cit., p. 322.
[60] Cemil Koçak cite ce passage dans deux livres différents. Dans *Milli şef ... op.cit.*, il mentionne l'année 1943, qui sous-entend que ce projet peut être encore beaucoup plus ancien que l'année 1945.
[61] *Ibid.*, p. 298.

Au cours de l'été 1945, Tevfik Rüştü Aras participe aux réunions des futurs fondateurs du DP. C'est certainement lui qui fait le lien entre Adnan Menderes et Fuat Köprülü d'un côté, et Celal Bayar et Refik Koraltan, de l'autre. Refik Koraltan prétend dans ses mémoires qu'il a toujours été opposé à ce que Tevfik Rüştü Aras ne participe à leurs réunions, à cause de son image pro-soviétique et « communiste ». En réalité, c'est lors du pillage de l'imprimerie de Tan et de Görüşler, que Tevfik Rüştü Aras et les époux Sertel, qui incarnaient l'opposition de « gauche » ou en tout cas pro-soviétique, s'éloignent définitivement du futur parti d'opposition. Cette alliance entre l'opposition de « gauche » et les futurs fondateurs du parti était certainement tactique et n'aurait pas duré ; d'ailleurs, si Tevfik Rüştü Aras adhère au parti en mars 1946, aux élections parlementaires de juillet 1946, Celal Bayar ne soutient pas la candidature d'Aras, qui veut apparaître sur les listes des candidats DP[62]. Tevfik Rüştü Aras ne sera jamais élu député du Parti démocrate. Mais à l'époque où les futurs fondateurs du parti d'opposition ne disposent d'aucune ressource, les époux Sertel leur offrent au moins un organe de diffusion, ce qui, comme le souligne Cemil Koçak, était loin d'être négligeable[63].

Un autre cercle de quelques fidèles gravite autour de Celal Bayar depuis sa chute et l'ascension au pouvoir d'Inönü. Il s'agit de Refik Koraltan et des frères Ince, Refik Şevket Ince et Hamit Şevket Ince. Les frères Ince, et en particulier Refik Şevket, sont de vieux amis de Celal Bayar. Les deux hommes se connaissent depuis la période où Refik Şevket était député de Manisa. Refik Şevket Ince a fait figure d'opposant pendant toute la période du « chef national » (« Milli şef »), de 1939 à 1945. C'est d'ailleurs pour cette raison, certainement, qu'il n'est pas présenté comme candidat en 1943. Son frère, Hamit Şevket Ince, a été l'avocat de Nihal Atsız lors du procès pour racisme et touranisme de 1944. Au moment de signer le mémorandum des quatre, Celal Bayar raconte qu'il tenait à ce que Refik Şevket Ince signe aussi le texte, mais les autres s'y seraient opposés, au motif que Refik Şevket n'était pas député à l'époque. Refik Koraltan, quant à lui, a prêté allégeance après la chute de Celal Bayar de son poste de premier ministre en 1938. Celal Bayar répète à de nombreuses reprises que Refik Koraltan lui a montré de la loyauté (« *vefa* ») alors qu'il avait perdu son poste de premier ministre. Refik Koraltan raconte dans ses mémoires que les deux hommes se fréquentaient régulièrement à partir de 1944, pour discuter des « réformes » à mettre en place.

Les cercles issus de l'armée et de la « vieille garde unioniste » forment un autre front : les opposants à la loi pour donner des terres aux paysans, dont nous avons déjà parlé, et les généraux qui souhaitent porter Bayar au pouvoir, et qu'il rencontre en 1943 : Ihsan Eryavuz, Cafer Tayyar Eğilmez, Hasan Rıza Soyak. Cemil Koçak souligne que ces noms, pour beaucoup, ne rejoignent pas le Parti démocrate, à l'exception de Adnan Adıvar.

[62] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili … Volume 1, op. cit.,* p. 499.
[63] *Ibid.,* p. 808.

On voit ainsi, au cours de l'année 1945, émerger plusieurs figures et plusieurs groupes, qui s'opposent au pouvoir du gouvernement, certainement pour des raisons différentes. Le Parti démocrate prendra la forme d'une alliance entre ces différents ensembles. Le groupe des « quatre », Fuat Köprülü, Refik Koraltan, Celal Bayar et Adnan Menderes, se sédimente autour de mai-juin 1945, même si la forme qui sera donnée à cette opposition n'est pas encore décidée. Ce groupe des « quatre » repose sur une alliance de deux binômes : celui de Bayar et Koraltan, qui représentent la faction de Celal Bayar, liquidée au moment de l'accession au pouvoir d'Inönü, et celui de Fuat Köprülü et d'Adnan Menderes, qui, nous le verrons, s'appuient sur des ressources différentes.

2. Le mémorandum des « quatre » : une révolution de palais

Le 7 juin 1945, ceux qui seront plus tard les fondateurs du nouveau parti posent, en leur qualité de députés, une question écrite au gouvernement. Ce texte demande, au nom de la mémoire d'Atatürk, qui « jusqu'à sa mort, ne s'est jamais séparé de l'idée de donner [à la république turque] une forme démocratique » (« *Cumhuriyetin kurucusu Büyük Atatürk, [Türkiye cumhuriyetini] tamamı ile demokratik bir şekle ulaştırmak idealinden ölünceye kadar ayrılmamıştı*. »), une série de réformes. Ces réformes tournent autour de trois principes : appliquer la constitution de 1924, donner plus de droits et de libertés aux citoyens, et assurer un fonctionnement démocratique au parti. Le « mémorandum des quatre » (« *dörtlü takrir* »), comme il sera appelé par la suite, est vu comme l'acte fondateur du parti, dans la mesure où il est signé par les quatre futurs fondateurs du Parti démocrate.

Or, cette interprétation est mise en cause par Cemil Koçak, qui considère que, à cette date, il est tout à fait possible que les « quatre » aient en tête le renversement du gouvernement plutôt que la fondation d'un nouveau parti. Sur cette question, les mémoires des hommes politiques et témoins se contredisent : certain pensent qu'à ce moment-là, les « quatre » avaient déjà en tête la formation d'un nouveau parti[64], alors que d'autres considèrent au contraire que le seul but était de réformer le Parti républicain du peuple[65]. Dans les mémoires même des fondateurs, le terme qui est employé pour parler de l'objectif du mémorandum est « *islahat* » : « réformes », un terme assez vague, qui ne permet pas de déterminer quels étaient leurs objectifs concrets[66].

Un argument fort est avancé par Cemil Koçak : le texte du mémorandum n'a pas été livré à la presse. Elle savait qu'une question était posée au gouvernement, et des nouvelles disant que le mémorandum avait été refusé ont été diffusées dans la presse, mais le texte n'a été publié à aucun moment, alors que les quatre signataires disposaient largement des moyens de le faire « fuiter »[67]. Si

[64] C'est le cas, par exemple, de Metin Toker, *Tek partiden çok partiye*, p. 93.
[65] Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes*, p. 29.
[66] Refik Koraltan, *Demokratlar*, *op. cit*.
[67] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili … Volume 1, op. cit*., p. 950.

les signataires du texte avaient eu en tête de former un parti d'opposition, il était au contraire dans leur intérêt que ce texte soit rendu public.

3. Epilogue : la fondation du parti au bout d'un an d'opposition au sein du CHP

Le 6 janvier 1946, le journal Ulus, l'organe officiel du gouvernement, publie la nouvelle suivante : « Le Parti Démocrate dépose ses statuts au gouvernement »[68]. Le journal Cumhuriyet publie un article disant que le journal publiera prochainement le programme du Parti Démocrate. Le lendemain, le 7 janvier, les fondateurs du nouveau parti donnent une conférence de presse pour déclarer que la fondation du parti a été acceptée par le gouvernement, et présenter leur programme.

Dans la conférence de presse, Celal Bayar refuse la continuité avec le parti républicain libre créé en 1930, car ce dernier avait été fondé sur une proposition, alors que le DP s'est fondé de lui-même : dès le début, le parti républicain libre apparaissait comme un contre-exemple. Dans les jours suivants, la presse gouvernementale présentera le « nouveau parti » sous un jour favorable, ce qui montre que le CHP soutenait ce processus. Quelques jours plus tard, le comité central du parti (« *DP genel idare kurulu* ») est fondé. Yusuf Kemal Tengirşenk, ainsi que Refik Şevket Ince, deux amis de longue date de Celal Bayar, rejoignent le parti. Yusuf Kemal est un vieil unioniste, titulaire d'un doctorat en droit de l'université de Paris, député de Kastamonu pendant toute la période (1923-1943). Refik Şevket Ince fut associé si étroitement au processus de fondation du parti qu'il peut être considéré, selon Samet Agaoğlu, comme l' « un des fondateurs du parti »[69]. Puis, Osman Bolukbaşı et Samet Agaoğlu rejoignent le parti.

Finalement, que nous enseigne l'étude fine de la chronologie de l'année 1945 ? Une première série de conclusion concerne la « transition » à un régime pluripartite : ce changement doit beaucoup moins à la décision d'Inönü qu'à un processus erratique, fait de multiples tâtonnements. D'autre part, la fondation d'un nouveau parti aura pris presque un an, entre les premières manifestations d'une opposition en janvier 1945, et la naissance légale du parti en 1946. L'indécision de Celal Bayar joue certainement un rôle dans la lenteur du processus. Il est le dernier à quitter le Parti du peuple, en décembre 1945, ce qui montre peut-être qu'il pensait avant tout à une « révolution de palais ». Le parti ainsi formé est l'assemblage, plutôt hasardeux, entre différents fronts d'opposition, qui se sédimente autour de quatre hommes.

[68] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili … Volume 2, Iktidar ve demokratlar, op. cit.,* p. 22 et suiv.
[69] Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes. İpin Gölgesindeki Günler* [Mon ami Adnan Menderes. Les jours à l'ombre de la corde]. Istanbul, Yapi Kredi yayınları, 2008 [1967], p. 85.

Dans la fondation du Parti démocrate, un fait est souvent relevé par les historiens tant il est frappant : les quatre fondateurs du parti sont directement issus du Parti républicain du peuple, dont ils étaient, pour certains, des personnalités importantes. Ce constat est à analyser en tant que tel ; grâce à l'examen précis de la trajectoire des fondateurs du parti avant sa fondation, nous pouvons donner du sens à la création du parti.

II. Une socio-genèse du parti par l'analyse des trajectoires de ses fondateurs

Nous souhaitons ici examiner le profil des fondateurs du parti, en reprenant l'idée de la sociologie politique selon laquelle, pour comprendre la genèse d'un parti politique, il faut « s'intéresser à la façon dont les caractéristiques sociales et politiques des acteurs contribuent à configurer l'organisation naissante », en analysant « les trajectoires des fondateurs du parti, leurs pratiques antérieures, le capital organisationnel qu'ils ont pu acquérir, les milieux ou les réseaux dont ils sont issus » [70].

Si cette approche par la socio-genèse a donné des résultats intéressants pour les partis dont les fondateurs n'étaient pas issus du champ politique constitué, il est permis de s'interroger sur la fécondité de cette approche pour un parti de « création interne », pour reprendre les termes duvergiens, dont les acteurs viennent du cœur du parlement, ce qui est le cas du Parti démocrate. Pour un parti politique classique, créé par des hommes qui étaient tous députés depuis au moins quinze ans, quel apport heuristique y a-t-il à retracer leurs trajectoires[71], rien moins que militantes ?

Il serait faux de croire que, parce que les fondateurs du Parti démocrate étaient des députés, issus du cœur du champ politique institué, leur passé politique est indifférent. Les députés du parti unique, soumis à une série de contraintes qui unifient leurs parcours, n'en avaient pas moins des coordonnées sociales, un capital organisationnel et une maîtrise de réseaux différenciés. Tout homme politique, même dans la Turquie du parti unique, est enserré dans une série de réseaux, familiaux, amicaux - au sens de l'*amicitia*, l'amitié politique - , et même économiques, qu'il est important d'analyser.

Le groupe que forme les quatre fondateurs du Parti démocrate n'est pas homogène. Si tous ont un passé politique dans les rangs du Parti républicain du peuple, peu de caractéristiques communes sont particulièrement saillantes. C'est pourquoi nous avons choisi de mettre en avant certains faits, que

[70] Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé, art. cité.
[71] La notion renvoie à « la série, plus ou moins ordonnée, des positions successives occupées par un individu ou un groupe dans un espace social défini », Anne-Sophie Fournier-Plamondon et Jules Racine-Saint-Jacques, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles* [En ligne], # 15 | 2014, mis en ligne le 09 mai 2014, consulté le 03 janvier 2017. URL : http://cm.revues.org/1740.

nous jugeons plus importants que d'autres. Ainsi, nous notions que la plupart des fondateurs du parti ont été socialisés au sein du Comité Union et Progrès ; leurs cadres mentaux sont ceux du CHP de parti unique. D'autre part, les fondateurs du parti sont plus proches du milieu des affaires que ne l'étaient les élites du CHP.Enfin, la rivalité et l'hostilité personnelle envers Inönü nous semble, en dernier ressort, être la caractéristique commune la plus importante chez les fondateurs du Parti démocrate.

	Celâl Bayar	Refik Koraltan	Fuat Köprülü	Adnan Menderes
Date de naissance	1883	1889	1890	1899
Position au sein du CHP	Très importante	Peu importante	Assez importante	Périphérique
Origines familiales	Bourgeoisie d'État	Bourgeoisie d'État	Aristocratie ottomane	Bourgeoisie de province
Profession	Banquier	Haut fonctionnaire	Professeur d'université	Propriétaire terrien/homme d'affaires
Relations avec Inönü	Très mauvaises	Très mauvaises	Très mauvaises	Neutres
Appartenance à un précédent parti d'opposition	Non	Non	Non	Oui
Langues étrangères	Allemand, arabe, persan, anglais	Inconnu	Persan, arabe, français, anglais	Anglais

Tableau 3 : tableau des principales caractéristiques des fondateurs du Parti démocrate

A. L'unionisme en partage : questions de génération[72]

Parmi les fondateurs du parti, deux appartiennent clairement à l' « ancienne » génération, qui est entrée en politique avec le Comité Union et Progrès, et a connu de l'intérieur le combat nationaliste et la transition entre Empire et République : il s'agit de Celal Bayar et Fuat Köprülü. Même si les sources manquent pour décrire avec précision la trajectoire de ces acteurs pendant la période unioniste et pendant la Première Guerre mondiale, ces moments sont fondateurs pour toute une génération. C'est à cette période que naissent des relations d'amitié durables, ou au contraire des rancœurs qui dessinent

[72] Sur cette question voir aussi François Georgeon, « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations, de l'Empire ottoman à la République turque », in François Georgeon et Klaus Kreiser, *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve et Larose, (Individu et société dans le monde méditerranéen musulman), 2007, p. 147.

encore les contours de la compétition politique dans la période républicaine. C'est aussi la matrice d'une identité commune, partagée, comme le résume Celal Bayar : « je suis toujours resté unioniste » (« *Ben hep ittihatçı kaldım* »), déclare-t-il lors d'un entretien avec Cemal Kutay, son biographe, en 1974[73]. Il raconte aussi dans ses mémoires qu'une lettre de Hüseyin Cahit Yalçın lui demande « en tant qu'ancien unioniste », de ne pas fonder de nouveau parti en 1945, qu'il est trop tôt pour le faire, et que cette lettre est l'une des raisons de ses hésitations[74].

Celal Bayar est né en 1883. Il a seulement deux années de moins que Mustafa Kemal ; presque vingt ans de plus qu'Adnan Menderes ; il a soixante-tois ans lors de la fondation du Parti démocrate. Il adhère au Comité Union et Progrès alors qu'il a tout juste vingt ans, et monte très vite les échelons de l'organisation de Bursa. Il y montre des talents d'organisateur, et surtout une personnalité pragmatique, calculatrice, capable de sang-froid[75]. Contrairement à beaucoup de ses camarades au sein du comité, Celal Bayar n'est pas un militaire, et croit moins au pouvoir de la force brute qu'à celui de l'organisation civile.

Après 1913, Mahmut Celal (Bayar) est chargé d'étendre l'influence du CUP dans la région d'Izmir. Dans les grandes lignes, sa mission consiste en fait, à retourner l'équilibre démographique de la région d'Izmir en faveur des musulmans. Mahmut Celal s'appuie sur les brigands de la région pour pousser une foule de Grecs à l'exil, en semant la terreur dans les villages. Après la Première Guerre mondiale, Celal Bayar est chargé de coordonner la résistance contre l'occupant grec, toujours dans la région d'Izmir. Il montre un talent pour s'attirer les faveurs des notables locaux, notamment les oulémas. A la fin de la guerre d' « indépendance », Celal Bayar s'oppose à la rupture avec « Cerkes Ethem » dit « Ethem le circassien », chef d'une bande armée qui avait joué un rôle décisif dans la victoire contre les forces occupantes grecques en 1920, et qui représente l'ancrage local du combat nationaliste. Il est conscient que cette rupture donnera un pouvoir beaucoup plus grand à l'armée et aux généraux de la guerre d'indépendance – dont Inönü et son groupe font partie. Mais finalement, c'est cette option qui triomphe. Il est l'un des principaux responsables de la mise en application de l'échange de populations en 1924.

L'autre des fondateurs du parti de la « vieille » génération est Fuat Köprülü, qui est né en 1890 : il a sept ans de moins que Celal Bayar, mais s'est engagé très jeune en politique, et a déjà un

[73] Cemal Kutay, et Celâl Bayar. *Celâl Bayar'ın yazmadığı, yazamadığı üç devirden hakikatler*.[Les vérités de trois périodes que Celal Bayar n'a pas écrites et n'a pas pu écrire] Alioğlu Yayınevi, 1982.
[74] Celal Bayar*, Başvekilim Adnan Menderes* [Mon premier ministre Adnan Menderes], éd. par Ismet Bozdag, Istanbul, Truva yayınları, 2010 [1969], p. 37, cité dans Cemil Koçak *Türkiye'de İki Partili …* Volume 2, *op. cit*., p. 19.
[75] Une excellente biographie de Celal Bayar est donnée dans Tanil Bora, s.v. « Celal Bayar », *Modern Türkiye'de*…, *op. cit*., *in* « Kemalizm », volume 2, p. 546. Voir aussi Camilla Dawletschin-Linder, *Diener seines Staates : Celal Bayar (1883-1986) und die Entwicklung der modernen Türkei*. Wiesbaden, Harrassowitz, 2003.

long passé au sortir de la Première Guerre mondiale. En 1908, Fuat Köprülü a seulement dix-huit ans, c'est l' « enfant terrible » des cercles proches du pouvoir. Samet Agaoğlu le décrira à cette période comme le favori de Talat Paşa, qui allait devenir l'un des trois grands hommes du régime. Il faut souligner à cette occasion que Celal Bayar ainsi que les époux Sertel, appartenaient aussi à la faction de Talat. Le parcours de Fuat Köprülü est ensuite marqué par l'opportunisme et le goût de l'intrigue. Alors qu'il fait ses premiers pas dans les cercles littéraires conservateurs, il se fait turquiste lors de la rencontre avec Ziya Gökalp, en 1912, dont il deviendra l'un des « chouchous »[76]. Fuat Köprülü est aussi poète, il écrit dans la revue turque nationaliste « Türk yurdu » (« la patrie turque »), et contribue à former le club nationaliste des foyers turcs (« Türk ocağı »). Grâce à son amitié avec Ziya Gökalp, Fuat Köprülü est recruté très jeune, en 1913, à l'université d'Istanbul, alors que lui-même n'a pas terminé ses études de droit, ce qui n'est pas sans causer quelque indignation dans les milieux académiques[77].

Pendant la période qui va de la capitulation de l'Empire jusqu'à la proclamation de la République, Fuat Köprülü a une attitude pour le moins indécise, ce qui lui vaudra par la suite de nombreux ennemis. En 1922, il fait partie du comité de direction de l'université, avec, entre autres, Yahya Kemal, le célèbre écrivain conservateur, et Şemsettin Günaltay, qui incarnera la « droite » du futur CHP. Les professeurs de l'université sont jugés trop proches du pouvoir ottoman qui collabore avec les Britanniques ; en 1922, les étudiants lancent une campagne de boycott, et demandent le départ de cinq des professeurs de l'université[78]. Le comité de direction, dont Fuat Köprülu fait partie, décide qu'il n'y a pas lieu de renvoyer ces professeurs, et décourage les étudiants de poursuivre le boycott. Peu de temps auparavant, Fuat Köprülü avait reçu une médaille de Damat Ferit Paşa, le grand vizir qui symbolisait alors la collaboration avec les Britanniques, ce qui lui vaut de lourdes critiques.

Il ne faut pas sous-estimer la proximité qui peut exister entre les membres de la génération unioniste. Nous le verrons, Bayar et Inönü, en 1946, se connaissent et travaillent ensemble depuis plus de vingt ans. Samet Agaoğlu raconte bien, dans son journal[79], le sentiment que peuvent ressentir les jeunes générations face à ce réseau très dense d'interconnaissances. Lors de la fondation du Parti de la nation (« *Millet Partisi* »), Celal Bayar parle du maréchal Fevzi Cakmak, qui prend la tête du nouveau parti, et retrace sa carrière depuis le temps où il était élève à l'école de guerre à Salonique. « Comme

[76] « *Ziya Gökalp'in kucağından inmedi* », « il ne quittait pas les jupons de Ziya Gökalp », écrit Samet Agaoğlu dans *Babamın Arkadaşları* [Les amis de mon père], Iletişim, Istanbul, 2011 [1998], p. 187.
[77] Yahya Kemal Taştan, *Vakıfların hukuki mahiyeti, Fuad Köprülü*, Vakıflar Genel Müdürlüğü yayınları, Ankara, 2013, p. 92.
[78] *Darülfünun grevi*, Ismail Gürkan, 1971, cité dans Yahya Kemal Taştan, *Vakıfların hukuki mahiyeti, Fuad Köprülü*, Vakıflar Genel Müdürlüğü yayınları, Ankara, 2013, p. 92.
[79] Samet Agaoğlu, *Siyasi Günlük. Demokrat Parti'nin Kuruluşu* [Journal politique. La fondation du Parti démocrate], édité par Cemil Koçak, Istanbul, Iletişim, 2013 [1992], p. 240.

c'est étrange… Ces gens travaillent ensemble depuis des années et des années. » (« *Ne garip… Bu insanlar yıllarca ve yıllarca beraber çalışmışlardır.* ») écrit Samet Ağaoğlu.

Refik Koraltan, né en 1889, a presque le même âge que Fuat Köprülü. Pourtant, il n'entre en politique que plus tardivement, au moment des débuts du combat nationaliste. De ce fait, il n'a pas connu le Comité Union et Progrès de l'intérieur, contrairement à Celal Bayar et Fuat Köprülü, et il est difficile de le classer dans la « vieille » génération. Il rejoint le combat nationaliste depuis Trabzon où il est haut fonctionnaire, et devient le représentant de Konya dans la première « assemblée » de Turquie, il est alors appelé « Refik Konya »[80]. Cependant, Refik Koraltan se rapproche du cœur du pouvoir : il devient rapidement un proche de Mustafa Kemal, et fait partie de la jeune garde dont ce dernier s'entoure pour contrer les généraux de la guerre d'indépendance. Il représente alors l'aile radicale du parti. A la fin de la guerre d'indépendance, Refik Koraltan est membre des tribunaux de l'indépendance (« *istiklal mahkemeleri* »)[81], un organe chargé de juger les opposants au combat nationaliste.

Adnan Menderes est né en 1899. Il n'a que vingt ans en 1919, au moment où la résistance nationaliste commence à s'organiser. Adnan Menderes participe au mouvement nationaliste, mais ne joue qu'un rôle mineur[82], et il est loin des cercles du pouvoir, contrairement aux autres fondateurs du parti. Mais en 1928, Adnan Menderes épouse la fille d'une importante famille de notables d'Izmir : Berrin Evliyazade, grâce à qui il devient lié à Tevfik Rüştü Aras, qui fut le ministre des affaires étrangères d'Atatürk de 1925 à 1938. C'est grâce à l'intervention de Tevfik Rüştü Aras que Menderes parvient à réintégrer le Parti républicain du peuple après la dissolution du Parti républicain libre. Parmi les premiers à rejoindre le DP, plusieurs ont des liens de famille avec les premiers fondateurs. Les amitiés nouées avant 1945 contribuent aussi à modeler la première forme que prit le parti. Les frères Ince, par exemple, sont des amis de longue date de Celal Bayar ; Köprülü et Bayar appartenaient tous les deux à la faction de Talat Paşa.

B. Banquiers, hommes d'affaires, et bourgeoisie de province : un type social nouveau

Les quatre fondateurs du parti viennent de familles aisées. Fuat Köprülü vient d'une famille aristocratique ; il porte le nom de grands vizirs ottomans. Celal Bayar naît dans une famille d'oulémas venue de Bulgarie, qui s'installe dans l'Empire suite à la guerre russo-turque de 1877-78. La perte des Balkans est un souvenir douloureux et proche - moins de dix ans avant sa naissance. Celal Bayar a le profil typique des élites unionistes. Koraltan vient d'une famille de notables de la région de Mersin,

[80] Refik Koraltan, *op. cit.*
[81] Cemil Koçak, Türkiye'de İki Partili … Volume 2, op. cit, p. 172.
[82] Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes*, *op. cit.* p. 24.

dont nous ne savons pas grand-chose. Adnan Menderes, quant à lui, vient d'une famille de riches propriétaires terriens de la région d'Aydın. Il représente, nous le verrons, un certain type de notabilité rurale – Samet Ağaoğlu, un des proches des fondateurs du Parti démocrate, le compare à un « paysan » : « Il n'allait pas au théâtre, à l'opéra, au cinéma : il se sentait étranger dans ce genre de lieux. […]. Le paysan anatolien aussi n'est-il pas ainsi ? »[83]. Même s'il est presque amusant que Samet Ağaoğlu le décrive ainsi, puisque Adnan Menderes a reçu une éducation bourgeoise, cela montre bien qu'il pouvait y avoir un effet d'étrangeté à voir un homme comme lui gouverner le pays. Il incarne, en effet, un certain type d'homme nouveau en politique, issu de la bourgeoisie locale.

Trois de nos fondateurs du parti ont une bonne maîtrise des langues étrangères, ce qui est un signe de distinction dans la Turquie républicaine ; c'est aussi un atout majeur au moment de la fondation du nouveau parti, pour acquérir une légitimité auprès des puissances étrangères. Köprülü a reçu l'éducation qui sied aux jeunes hommes de sa classe : il connaît le persan, l'arabe et le français[84]. La maîtrise du français, en particulier, lui permettra de faire connaître le nouveau parti[85]. Celal Bayar et Adnan Menderes parlent bien l'anglais ; Adnan Menderes a étudié au lycée américain d'Izmir (« *Izmir Amerikan koleji* »), ce qui est un avantage énorme dans le monde de l'après Seconde Guerre mondiale, où les États-Unis, plus que l'Europe, sont devenus le centre du monde. Pour Tanıl Bora, Menderes incarne la continuité des partis de droite depuis le Parti républicain progressiste de 1925 : la bourgeoisie locale, la puissance des notables ; ce qu'il n'appelle pas encore le « capital d'autochtonie »[86].

On peut étudier la profession des fondateurs du parti selon trois variables : le réseau auquel ouvre la profession, et plus largement, le milieu professionnel, le prestige social et, éventuellement, le savoir-faire qu'apporte la profession. Celal Bayar est un banquier. Il commence très jeune à travailler dans la banque allemande *Deutsche Orient Bank*, au sein de laquelle il est influencé par les principes de l' « économie nationale ». En 1924, il est chargé de fonder la banque du travail ou « Iş bankası », une banque privée pour aider les hommes d'affaires à fonder des entreprises privées. Mustafa Kemal lui-même détient la majorité du capital de la banque. A partir de là, Celal Bayar acquiert la réputation d'être un directeur efficace, et un bon économiste, ce qui lui vaut de gagner la confiance de Mustafa Kemal. La banque du travail se développe rapidement, ce qui est un certain succès. Cela lui ouvre une large clientèle parmi les hommes d'affaires et divers entrepreneurs de la région.

---

[83] Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes*, *op. cit*. p. 22 « Tiyatro, opera ve sinemaya gitmez, bütün bu çeşit yerlere karsı yabancılık duyardı. […]. Anadolu köylüsü de böyle değil midir ? »
[84] Yahya Kemal Taştan, *op. cit.*
[85] Bacqué-Grammont, Jean-Louis, Dor, Rémy (dir.), *op. cit.*
[86] Tanil Bora s.v. « Adnan Menderes », *in* Murat Belge (dir.), *Modern Türkiye'de siyasi düşünce*, *op. cit.,* vol. 7, Liberalizm, [Libéralisme], p. 482-507.

Fuat Köprülü occupe un poste à l'université, ce qui lui donne une bonne connaissance des cercles qui gravitent autour du régime, et un certain prestige. La trajectoire de Köprülü nécessiterait d'interroger sérieusement les possibilités qu'ouvre une carrière universitaire dans la Turquie du parti unique, pour savoir si c'est un métier qui mène à la politique. Or, en l'absence de travaux sur la question[87], il est difficile de dépasser les remarques générales. De plus, la carrière de Fuat Köprülü est particulièrement difficile à saisir. Intellectuel prolifique, parfois idéologue du régime, Fuat Köprülü maîtrise cependant des réseaux différents. Il connaît bien les milieux conservateurs et religieux puisqu'en 1925, il préside la commission de réforme de la religion. Il manifeste une certaine sympathie pour le jeune Nihal Atsız, qu'il embauche comme assistant de recherche. En un mot, sa carrière lui confère du prestige, une certaine proximité avec les pouvoirs politiques et une bonne connaissance du paysage des intellectuels de toute sensibilité.

Refik Koraltan est haut fonctionnaire ; c'est le métier qui mène le plus directement à la politique, en Turquie comme ailleurs[88]. Après 1935, il est envoyé dans l'Est du pays, à Coruh, pour y être gouverneur. Il ira ensuite à Adana, puis à Bursa. Cette expérience lui donne une bonne connaissance des sociétés locales, dont il se servira pour la fondation de branches du Parti démocrate.

Adnan Menderes, quant à lui, dispose de larges terres dans la région d'Aydin. Après la guerre, Menderes se lance dans les affaires, en s'associant à un homme d'affaires juif[89]. De 1928 à 1930, il s'installe sur ses terres, dans son grand domaine de Çakırbeyli à Aydın. Là-bas, il s'intéresse de près aux questions agricoles. Il y a comme un mythe, dans les nombreuses biographies de Menderes, autour de la période de Çakırbeyli, qui montrerait à quel point Menderes était préoccupé par les questions qui concernent les paysans. S'il faut se défier des récits hagiographiques[90], il est certain que Menderes est confronté à la question de la production agricole, dont il acquiert une bonne connaissance. Il faut toutefois mentionner que Menderes n'exerce pas de profession qui le destine *a priori* à la politique.

[87] Les travaux de Dilek Sarmış, qui portent sur la réception des écrits de Bergson en Turquie, donnent quelques éléments sur le monde universitaire. Voir Dilek Sarmış, « L'essor du bergsonisme en Turquie : une lecture de la guerre d'indépendance à travers la revue *Dergâh* (1921-1923) », dans Günes Işıksel et Emmanuel Szurek (dir.), *Turcs et Français*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p.115-129.
[88] Michel Offerlé (dir.) *La profession politique. XIXe -XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 178.
[89] Ce sont des informations que je tiens d'un entretien avec le petit-fils d'Adnan Menderes et fils de Mutlu et Münevver Menderes (dont le nom est aussi Adnan Menderes). Elles ne sont pas confirmées par d'autres sources biographiques.
[90] De très nombreuses biographies de Menderes, écrites par des historiens conservateurs, entre 2000 et 2010, tentent de montrer à quel point ce dernier était un homme « du peuple ». Pour en donner quelques exemples : Asal, Talat. *Güneş batmadı: müvekkilim Adnan Menderes ve Yassıada* [Le soleil ne s'est pas couché : mon client Adnan Menderes et Yassiada] Selis, 2003. Azak Gürbüz, *Ben Adnan Menderes Yani Astığınız Adam* [Je suis Adnan Menderes, l'homme que vous avez pendu], Emre Yayınları, 2006.

C. La « phobie d'Inönü », un facteur central

Les quatre fondateurs du nouveau parti viennent du parti unique, au sein duquel ils sont tous députés en 1945. Les trajectoires des fondateurs du DP au sein du CHP sont intéressantes à plusieurs points de vue. L'importance et la centralité au sein du parti forment un premier élément. D'autre part, le positionnement sur certaines questions permet d'éclairer la trajectoire future des fondateurs du parti. Enfin, l'opposition personnelle à Ismet Inönü est un dernier facteur important.

Celal Bayar est une figure centrale au sein du parti unique. Il a été le rival par excellence d'Inönü, pendant toute la période de l'entre-deux-guerres. Dès la fin de la guerre d'indépendance, l'opposition entre Bayar et Inönü est représentative du clivage entre civils et militaires, qui se manifeste notamment avec le conflit autour de la rupture avec Çerkes Ethem (« Ethem le Circassien »). Peu après, en 1924, Inönü s'oppose à la fondation de la banque du travail, « Türkiye İş Bankası». Autour de cette dernière se développe un milieu économico-politique dont Bayar est le chef de file. Inönü ne cache pas son aversion pour ce milieu, qu'il tient en mépris ; cette faction lutte d'ailleurs contre celle des « étatistes », représentés par Ismet Inönü, qui cherchent à limiter leur influence. Ce mépris est un peu celui du militaire, de l'homme d'État, pour les affaires. Cette mésentente prend une tournure beaucoup plus personnelle avec l'ascension de Celal Bayar, que, de plus en plus, Mustafa Kemal voit comme un bon gestionnaire, efficace et fiable. En 1932, Mustafa Kemal démet de ses fonctions le ministre de l'économie du gouvernement d'Inönü, Mustafa Şeref Özkan[91]. Celal Bayar est nommé ministre de l'économie à sa place. Ce choix est vu comme un tournant, puisque Mustafa Kemal soutient les étatistes « souples » du groupe de Celal Bayar, contre les étatistes « purs et durs » que sont Inönü et sa bande.

En réalité, comme le remarque très justement Tanıl Bora, Celal Bayar n'est pas un libéral. Les convictions économiques de Celal Bayar se résument à une seule idée : la création d'une économie nationale qui doit reposer sur une classe moyenne turque sunnite. Comme le souligne Tanıl Bora, étatisme et libéralisme ne sont que des moyens pour parvenir à cette fin. Ce qui le distingue des « étatistes », c'est que Celal Bayar est un « économiste », pas au sens où il est un expert de l'économie, mais au sens doctrinaire, c'est-à-dire dans la mesure où il croit que l'économie dirige le monde moderne. Dans la conception de Celal Bayar, une économie forte est à la base de la puissance d'un pays, tant sur le plan politique que sur le plan social[92]. Pour la faction de Celal Bayar, cette nomination est l'équivalent d'une victoire, alors que l'autorité d'Inönü a gravement été remise en

[91] Özcan Şabudak, *Unutulmuş Bir Devletçi İktisat Vekili Mustafa Şeref Özkan*[Un ministre de l'économie étatiste oublié : Mustafa Seref Ozkan], Libra, Istanbul, 2009.
[92] Tanil Bora, s.v. « Celal Bayar », *Modern Türkiye'de*…, *op. cit*., *in* « Kemalizm », volume 2, p. 546.

cause. En 1934, une célébration est donnée pour le dixième anniversaire de la banque du travail où Celal Bayar est mis à l'honneur par Atatürk, qui l'appelle « le plus grand économiste du pays ».

De 1932 à 1937, Celal Bayar est ministre du gouvernement Inönü, et les deux hommes sont forcés de travailler ensemble. Cependant, l'attitude d'Inönü vis-à-vis de son ministre est très ambiguë : il tente le plus possible de lui mettre des bâtons dans les roues. Lorsqu'il est président de 1950 à 1960, Celal Bayar n'a de cesse de raconter les vexations qu'Inönü lui a fait subir[93]. Pourtant, les deux hommes collaborent étroitement : ce sont les deux grandes figures de ces gouvernements, et les deux hommes de confiance d'Atatürk. Ce sont les deux grands noms de la destruction de la région kurde-alévie du Dersim en 1937-1938. Lors d'un entretien accordé en 1975, Bayar déclare qu'il partage avec Inönü « tant de secrets qu'il ne peut les confier même aux coffre-fort de l'État »[94].

A l'automne 1937, Atatürk invite Inönü à la démission, et le remplace par Celal Bayar. Il ne faut pas sous-estimer la rancune que Inönü peut en avoir conçu : c'était la première fois qu'Atatürk l'invitait à quitter ses fonctions, alors qu'Inönü était Premier Ministre depuis plus de dix ans (depuis 1925). La période qui suit est une traversée du désert pour Inönü, qui ne se montre plus en public, et se retire presque totalement des affaires du pays.

A la mort d'Atatürk, en novembre 1938, Bayar soutient l'accession d'Inönü à la présidence, bien qu'un petit groupe d'opposants à Inönü, composé de Tevfik Rüştü Aras et Sukru Kaya, propose à Bayar d'être leur candidat. Peut-être en guise de remerciement, Inönü garde Celal Bayar comme premier ministre après son accession au poste de président. Mais dans le gouvernement formé par Celal Bayar ne figurent ni Aras ni Kaya, ce qui est le signe que Bayar fait allégeance à Inönü. En revanche, ce dernier ne laissera pas Bayar occuper le poste de premier ministre très longtemps : en janvier 1939, il lance une vaste campagne de lutte contre la corruption. Plusieurs affaires sont révélées par la presse. Une enquête sur la banque maritime (« *Denizbank* »), fondée quelques années plus tôt par Celal Bayar, est ouverte. Les cent quatre-vingt employés de la banque, tous nommés par Celal Bayar, perdent leur poste. Même s'ils seront innocentés plus tard, c'est un coup décisif porté par Inönü à la faction de Celal Bayar. Une enquête est ouverte en 1940 sur la banque maritime, « *Denizcilik bankası* », et le nom de Refii Bayar, le fils unique de Celal Bayar, apparaît dans le cadre de l'enquête. Refii meurt quelques mois après, officiellement d'une crise cardiaque. Bayar pense que les procès

[93] Selahattin Canka, *Bitpazarı* [Le marché aux puces], Karahan kitabevi, Adana, 2011, p. 124.
[94] Cité par Süleyman Kocabaş, *Türkiye'de şiddetin perde arkası* (1876-1996), 20. Yüzyıl Türk Siyasi tarihi, İstanbul, Vatan Yayınları, 1996, p. 26, cité par Hamit Bozarslan, Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours, Editions Tallandier, Texto, Paris, 1e édition 2013, 2e édition 2015, p. 403.

politiques ouverts par le gouvernement Inönü sont responsables de la mort de son fils, qui se serait suicidé plutôt que de voir son nom sali par une affaire de corruption[95].

Pendant la Seconde Guerre mondiale, Celal Bayar reste député d'Izmir, mais participe peu à la vie publique, ce qui est une façon de montrer son désaccord. Il se plaint d'être sous surveillance étroite des services de police du gouvernement à cette période-là[96]. Cette opposition se fera plus ouverte à partir de 1943[97]. Les deux hommes se connaissent intimement. Il n'en va pas de même, au passage, pour Adnan Menderes, qui entre au CHP en 1930. Pour ce dernier, qui était un député de second rang, Ismet Inönü était l'un des principaux chefs de l'État.

Par rapport à Celal Bayar, les trois autres fondateurs du parti sont beaucoup moins centraux. Fuat Köprülü appartient plutôt aux cercles qui gravitent autour du pouvoir qu'au cercle du pouvoir eux-mêmes. Sa position de professeur, du reste, est emblématique. En 1924, il devient le recteur de l'université d'Istanbul, puis conseiller à l'Education Nationale. Il n'y reste pas longtemps et revient à l'université d'Istanbul, où il fonde l'institut d'études turques (« Türkiyat enstitüsü »). A partir de 1927, il dirige la revue « Türk Yurdu » (« la patrie turque »), et prend aussi la tête de la « commission pour l'histoire turque » (« Türk Tarihi Encümeni »), qui dépend du ministère de l'éducation nationale. En 1928, il est reconduit comme recteur de l'université d'Istanbul.

A partir de 1930, Köprülü est de plus en plus critiqué au sein de l'université d'Istanbul ; des rivalités personnelles se mâtinent d'une rivalité entre la faculté des lettres et la faculté de droit. En 1931, son élection au poste de doyen est contestée. Son rival, Mustaf Sekip Tunç, a été membre du Parti républicain libre. Au Premier congrès de la langue en 1932, Köprülü s'est approprié le discours officiel de l'État. Il échappe à la grande purge de l'université d'Istanbul de 1933. En 1935, il devient député de Kars et rédacteur en chef de la revue des maisons du peuple, Ulku. C'est, en large partie, un intellectuel du régime, et il est apprécié en tant que tel. Mais il ne sera jamais ministre, et ne devient député qu'en 1935. En conclusion, Köprülü a fait carrière dans les milieux « para-politiques » : il connaît bien les hommes qui sont au pouvoir pendant la période républicaine – et même avant – sans en faire véritablement partie.

Refik Koraltan raconte dans ses mémoires qu'il est éloigné du pouvoir par Ismet Inönü en 1935, pour des raisons obscures[98]. Il est convoqué par Ismet Inönü, qui lui demande de démissionner

[95] Cihat Baban, *Politika Galerisi, büstler ve portreler*[Galerie politique : bustes et portraits], Istanbul, Remzi kitabevi, 2009 [1970], p. 61« Il a joué avec la vie de mon fils, je le lui ai pardonné… Il a joué avec moi, je ne lui en ai pas voulu… Et maintenant il joue avec le pays ».
[96] Camilla Dawletschin -Linder, *op. cit*., p. 126.
[97] Cemil Koçak, *Milli şef dönemi*, *op. cit.,* p. 346.
[98] Refik Koraltan, *op. cit*., p. 52.

de son poste de député, et l'envoie servir l'État à Coruh, ce qui est quasiment un envoi en exil. Même si Koraltan raconte dans ses mémoires qu'il accepte avec joie de servir l'État, il en a certainement conçu une certaine rancœur à l'égard d'Inönü, puisque, lorsqu'il rencontre Celal Bayar en 1940, à l'occasion d'une visite de ce dernier à Bursa, il fait tout pour lui témoigner de la loyauté[99]. C'est la période où Celal Bayar vient d'être éloigné du pouvoir par Inönü ; alors qu'il vient en visite à Bursa, Koraltan reçoit Bayar comme un chef d'État, ce qui est interprété par Bayar comme un geste de « fidélité » - au moment de signer le mémorandum des quatre, Bayar souhaite que Koraltan signe aussi parce qu'il lui a montré de la « loyauté » (« *vefa* ») après son départ du poste de Premier ministre[100]. A partir de ce moment-là, les deux hommes se rencontrent souvent, avec Refik Şevket Ince aussi. Autour de l'année 1944, Refik Koraltan raconte qu'il commence à essayer de convaincre Bayar de mener à bien des « réformes » : « *islahat* », mais ce dernier est très réticent. Plusieurs sources témoignent aussi de l'inimitié entre Inönü et Fuat Köprülü, à qui Inönü n'aurait jamais pardonné son attitude hésitante juste après la Seconde Guerre mondiale[101].

A part Menderes, qui, nous l'avons vu, a une position un peu marginale par rapport au profil des autres fondateurs du Parti démocrate, tous les fondateurs du parti ont des comptes à régler avec Inönü, ce qui conforte la thèse selon laquelle le Parti démocrate naît, au départ, comme un conflit factionnel au sein du parti unique. C'est le cas, aussi, d'autres figures de l'opposition de l'année 1945, qui viendront s'agréger plus tard au Parti démocrate, ou non : Yusuf Kemal Tengirsenk[102], qui est l'un des premiers à rejoindre le parti, et Tevfik Rüştü Aras, qui sera écarté rapidement.

La plupart des fondateurs du Parti démocrate sont restés à bonne distance des précédents partis d'opposition. En novembre 1924, Refik Koraltan applaudit le discours de Fethi Okyar et dit qu'il est certain que l'armée soutiendra son gouvernement, si besoin contre le parti d'opposition[103]. Il en va de même pour le parti républicain libre, le parti d'opposition qui avait été fondé en 1930. Celal Bayar, Fuat Köprülü, ainsi que Refik Koraltan, n'ont montré aucune sympathie à l'égard de ce parti[104]. Adnan Menderes est, de ce point de vue, une exception : il joint le Parti Républicain libre depuis la région d'Aydın en 1930 et c'est ainsi qu'il entre en politique. Il est l'un des fondateurs du nouveau parti et devient président de la branche locale ; lorsque le parti est dissous, Menderes devient président de la branche locale du CHP, grâce à l'intervention de Tevfik Rüştü Aras, son beau-frère. Dans les années

[99] *Ibid*. p. 77.
[100] « Başvekillikten düştükten sonra, bana karşı vefa göstermişti. » (« lorsque j'ai perdu mon poste de Premier ministre, il m'a montré de la fidélité »), déclare Bayar. Samet Agaoğlu, *Demokrat partinin doğuş ve yükseliş sebepleri*, p. 85. Cité dans Cemil Koçak *Türkiye'de İki Partili …* Volume 1, *op. cit*., p. 324.
[101] Refik Koraltan, *op. cit.*
[102] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 2, *op. cit*., p. 44.
[103] Erik Jan Zürcher, *Political Opposition*…, *op. cit.*, 1991, p. 74.
[104] Celal Bayar fait fermer pour dix jours, en 1938, un journal d'Izmir qui avait soutenu le parti républicain libre, Yeni Asır. Parlak, Türkmen, *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, [*Yeni Asır* [le siècle nouveau] : les années Izmir] vol. II (1924-1954), Yeni Asır Yayını, Izmir, 1989, p. 551.

1930, Menderes est inspecteur du CHP, ce qui lui permet de comprendre comment fonctionne le parti au niveau local.

En conclusion, quelles leçons tirer de cette « primo-genèse » du parti ? D'abord, la fondation du nouveau parti est issue d'un conflit factionnel**.** Si on excepte Adnan Menderes, dont le profil, à plusieurs points de vue, diffère de celui des trois autres, le point commun le plus saillant des fondateurs du Parti démocrate est leur opposition à Ismet Inönü, pour des raisons qui doivent beaucoup à des rivalités personnelles qu'à des questions de doctrine. Beaucoup de fondateurs du DP étaient dans une forme d' « opposition » depuis le départ de Bayar de son poste de Premier ministre. En un sens, la fondation du Parti démocrate est la continuation de l'opposition factionnelle entre la bande de Bayar et la bande d'Inönü.

Pourtant, il est possible, malgré tout, de donner un sens à cette « socio-genèse » qui dépasse les simples rivalités personnelles. Premièrement, aucun des fondateurs du parti n'est un militaire. Durant la période de parti unique, Celal Bayar s'est souvent opposé à la toute-puissance des militaires, qu'Inönü incarnait. Aux options très radicales proposées par Ismet Inönü, Celal Bayar a souvent incarné le pragmatisme, la mise en application d'une politique plus réaliste pour l'économie. Il est plus sensible aux pressions des milieux d'affaires, qu'il connaît bien. Celal Bayar est, par exemple, l'un des seuls à s'opposer, pendant la Seconde guerre mondiale, à la taxe sur la fortune (« varlık vergisi »), dont il prévoit les conséquences dramatiques sur l'économie. Adnan Menderes, quant à lui, incarne un certain type de pouvoir issu du local. Il a une bonne connaissance du monde rural, ce qui n'est pas commun pour un homme politique de la période. D'ailleurs, c'est le seul qui est entré en politique au sein du Parti républicain libre. Il représente donc au moins une partie des élites provinciales et de la propriété terrienne.

Ainsi, pour résumer en simplifiant, les réseaux et les milieux sur lesquels s'appuient les fondateurs du Parti démocrate sont la faction opposée à Inönü au sein du parti du peuple, mais aussi les milieux d'affaire, les élites provinciales qui, dans un sens particulier, assurent un lien avec la société rurale, qu'ils connaissent bien, et enfin les milieux conservateurs de l'aile droite du CHP. Une fois le parti officiellement fondé en janvier 1946, il reste aux fondateurs à faire exister concrètement le parti.

III. Faire parti(e) : la fabrication d'un label partisan

L'étude de la naissance du Parti démocrate nous pousse aussi, même si ce n'est pas l'objet premier de cette étude, à nous plonger dans les dynamiques du passage d'un régime autoritaire à un régime pluripartisan. En effet, c'est avec la fondation du Parti démocrate que les autorités du parti unique en viennent à accepter le principe d'une compétition partisane. Nous tenterons d'explorer ce changement de régime, non avec les outils de la transitologie, mais plutôt par une sociologie des changements de régime qui tient à montrer, comme l'ont fait les travaux de Myriam Aït-Aoudia, tout ce que ces changements ont d'incertain, d'erratique, et tout ce qu'ils doivent à la contingence.

D'une part, nous souhaitons donner un sens fort à la fondation d'un parti politique, cet ensemble d'« opérations par lesquelles les groupes, en traçant des frontières et en se dotant de signes distinctifs (notamment la marque), s'accordent à se reconnaître comme groupe, à se donner comme différents des autres et à instituer un dedans et un dehors d'autant plus distincts que le parti en question est plus objectivé »[105]. D'autre part, nous voulons aussi retracer la part de contingent, de hasardeux, d'accidentel dans la fondation du Parti démocrate. Ainsi, l'exercice de la « socio-genèse » nous impose de naviguer entre deux tentations : surcharger de sens les conditions dans lesquelles le parti émerge, et céder à la facilité de tout reléguer dans le domaine de l'accidentel et du vide de sens.

A. Se doter d'une façade institutionnelle : nom, programme, statuts.

Dès le lendemain du 7 janvier 1946, date à laquelle le Parti démocrate reçoit l'autorisation officielle d'exister, le programme du parti, ainsi que les statuts, sont livrés à la presse. Cela montre bien que, pour les fondateurs du parti, statuts et programme sont vus comme indispensables pour être « authentifié comme organisation partisane »[106]. A partir de là, l'entreprise de « mise en conformation » partisane, c'est-à-dire les efforts des fondateurs pour créer, développer, mais aussi standardiser et ordonner le parti, dure jusqu'en janvier 1947. Du 7 au 9 janvier, le premier grand congrès du Parti démocrate vient clore, du moins symboliquement, ce processus. La construction de cette façade institutionnelle et légale, à partir des outils juridiques, humains et matériels qui sont à la disposition des fondateurs, s'apparente à un bricolage[107]. C'est la dimension sociale de ce « bricolage » que nous souhaitons analyser ici.

[105] Michel Offerlé, *op. cit*., p. 35.
[106] Myriam Aït-Aoudia et Alexandre Dézé, art. cité.
[107] *Ibid.* Voir aussi Hélène Combes, *op. cit.*

Le nom du Parti, le parti « démocrate », choisi en référence au modèle américain[108], est un pari audacieux : d'une part, c'est le premier parti politique turc qui ne comporte pas le mot « républicain » dans son nom depuis la fondation de la République[109]. De plus, c'est un mot étranger, inconnu du citoyen ordinaire, et difficile à prononcer pour un turcophone[110]. Tous ces éléments expliquent qu'un surnom a été donné pour le parti lors de la campagne électorale de 1950 : « Demirkirat », du nom d'un cheval de légende turc[111] : le nom était à la fois plus familier et plus facile à prononcer. A part le nom, tous les autres éléments qui composent la face visible et légale du parti sont extrêmement proches du Parti républicain du peuple. Le logo du parti est très simple : les majuscules D et P qui s'entrecroisent, avec le nom du parti généralement inscrit en-dessous.

Pour la majorité, statuts et programme ont été rédigés par les fondateurs du parti. Koraltan affirme dans ses mémoires qu'il a rédigé lui-même les statuts du parti[112]. D'autres personnalités, qui gravitaient autour du parti, jouent également un rôle dans ce processus. Refik Şevket Ince, Ahmet Hamdi Başar et Tevfik Rüştü Aras ont certainement collaboré à l'écriture du programme, même si leur exclusion du processus de fondation du parti peut aussi être liée à un désaccord sur le programme. Koraltan, dans ses mémoires, donne d'autres noms[113] : pour la partie judiciaire, Halil Özyörük, un juriste et haut fonctionnaire renommé, ami de Koraltan depuis la guerre d'indépendance, et qui deviendra plus tard ministre de la justice, et pour la partie financière, Namik Zeki Aral, un homme d'affaires libéral qui avait critiqué les politiques économiques du gouvernement pendant la Seconde Guerre mondiale[114]. Tous deux refusent cependant d'être parmi les fondateurs du parti. Quant au pan sur l'agriculture, on peut dire qu'il a été rédigé par Menderes lui-même, quand on se souvient de son opposition à la loi pour donner des terres au paysan[115].

Le programme, très détaillé et particulièrement long de 85 articles, comporte tous les principes du parti du peuple, les « six flèches », qui étaient inscrits dans la constitution depuis 1937, rendant impossible de ne pas les faire figurer dans le programme d'un parti politique. Un soin méticuleux est mis à faire apparaître le parti comme une organisation tout aussi républicaine que le CHP.

---

[108] Toker, Tek partiden çok partiye, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili … Volume 2, op. cit*., p. 23
[109] *Ibid.,* p. 23.
[110] La suite de deux consonnes prononcées ensemble n'existe pas dans la langue turque, le « cr » de démocrate est donc difficile à dire.
111 Sur ces questions, voir Sinan Yildirmaz, *Politics and the Peasantry in Post-War Turkey: Social History, Culture and Modernization*, IB Tauris, 2016. Un documentaire pour la télévision, *Demirkirat*, a été réalisé en 1991 pour la chaîne de télévision publique turque, par trois journalistes, Mehmet Ali Birand, Can Dündar et Bülent Capli. Bien que destiné à un public populaire, ce documentaire contient des informations intéressantes, des témoignages avec des acteurs de l'époque, et une foule de d'archives vidéographiques. Référence électronique : https://www.youtube.com/watch?v=ZG41D7pBBfM
[112] Refik Koraltan, *op. cit*., p. 102.
[113] Refik Koraltan, *op. cit*., p. 102.
[114] Ce qui lui vaut d'ailleurs de perdre son poste de professeur à l'Université d'Istanbul. Voir Murat Belge (dir.), *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce*, volume 7 « *Liberalizm* », p. 370.
[115] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 2, *op. cit*., p. 61.

Les quelques infimes différences avec le programme du CHP visent à souligner discrètement une prise de distance par rapport au Parti du peuple, dans un sens plutôt conservateur. La laïcité est évoquée mais le concept est dépouillé de toute radicalité. Le programme veut aussi « éradiquer les traditions héritées du passé, rétrogrades et nuisibles, dans tous les domaines » (« *geçmişten kalan geri ve zararlı geleneklerin her sahada kökünden tasfiye* »), pour ne garder que les traditions « progressistes et utiles » (« *ileri ve yararlı* »). Il n'y a nulle part le mot de « kémalisme ». Enfin, l'égalité entre hommes et femmes n'est pas affirmée, alors qu'elle figure dans le programme du Parti du peuple.

D'autres dispositions vont dans le sens des intérêts électoraux du parti : l'idée d'un vote à bulletin secret est défendue par le DP, et inscrite dans le programme ; les fonctionnaires doivent avoir le droit de participer à un parti politique. Le programme est légèrement plus libéral sur le plan économique, même si cette dernière partie reste assez vague. Les statuts montrent également un désir de se conformer au modèle du CHP : chaque organe du parti démocrate double une instance administrative, comme le CHP. La seule différence, pour les statuts du Parti démocrate, est l'importance des branches provinciales par rapport au centre du parti. Nous le verrons, cet aspect fut un objet de luttes constantes entre la base du parti et le haut de la hiérarchie, et ce dès le congrès de janvier 1947.

Trois ordres de raisons peuvent expliquer ce mimétisme vis-à-vis du Parti du peuple. Il y a d'abord des éléments de contrainte, que nous avons déjà mentionnés. Dans le contexte où le parti d'opposition était confondu avec l'État, il est difficile de distinguer les principes du parti de ceux de l'État même ; l'inscription des six flèches du CHP dans la constitution de 1937 en est un bon exemple. Il faut rappeler aussi que, dans le contexte de l'année 1946, le Parti démocrate est menacé en permanence de fermeture ; Inönü lui-même, nous l'avons montré, n'avait consenti à l'ouverture d'un parti politique d'opposition que parce qu'il le considérait comme une expérience limitée dans le temps, à l'instar des précédents partis d'opposition de la période républicaine. Comme le dira Bayar, des années après, dans un entretien avec Metin Toker, il aurait suffi à l'époque de deux gendarmes pour fermer le Parti démocrate[116]. Après tout, les deux précédents partis d'opposition, le Parti républicain progressiste de 1925 et le parti républicain libre de 1930, avaient tous deux été fermés pour sédition contre le régime même. Celal Bayar, qui connaissait bien les arcanes et les cadres dirigeants du CHP, a sans cesse agi pour conformer le parti aux exigences « républicaines » de l'État-CHP.

[112] « Ils auraient pu envoyer deux gendarmes, fermer le parti, et il n'y aurait eu aucune réaction dans le pays » (« *Iki jandarma eri gönderebilirler ve partiyi kapatabilirlerdi ve memlekette hiç bir şey olmazdı.* »), Metin Toker, *Tek partiden çok partiye*, cité dans Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 3, *Rejim krizi* [La crise du régime], p. 17.

Un deuxième élément d'explication réside dans le mimétisme bien connu des partis politiques qui, pour appartenir au champ politique légitime, adoptent presque naturellement les mêmes normes et la même forme institutionnelle[117]. Pour le Parti démocrate aussi, il est important de se présenter comme un adversaire valable, plutôt que comme un *outsider*. Un dernier élément doit être pris en compte : l'importance des cadres cognitifs. Les entrepreneurs politiques constituent des partis politiques selon un bricolage qui doit moins au hasard qu'à l'horizon culturel et l'univers dans lequel ils évoluent[118]. C'est ainsi que Frédéric Sawicki entendait donner du sens à l'expression de « culture partisane ». Les fondateurs du Parti démocrate, quant à eux, pensent et agissent dans un univers cognitif et partisan qui est celui du CHP de parti unique.

B. L'implantation territoriale du parti : recruter des éligibles

Selon le modèle élaboré par Angelo Panebianco, la construction de l'appareil du DP se fait par « pénétration territoriale », c'est-à-dire que le centre contrôle la création des branches locales et intermédiaires du parti. Mais cette distinction est à relativiser dans la mesure où, comme le dit Michel Offerlé, « les premiers dirigeants des partis sont toujours dirigeants de cliques parlementaires, titulaires de mandats électifs ou de postes étatiques, directeurs ou rédacteurs de journaux ou dirigeants d'associations. »[119]. La création de branches dans les provinces est l'ultime acte de « mise en conformation » du parti. Comme le souligne Cemil Koçak, c'est en même temps un processus qui comporte des risques : après tout, c'est devant la très forte mobilisation qu'il avait entraînée dans les provinces que le Parti républicain libre avait fini par inquiéter suffisamment le pouvoir pour être fermé, en novembre 1930[120].

Le Parti démocrate se développe presque aussi rapidement que le Parti républicain libre de 1930 ne l'avait fait : le Parti républicain libre avait ouvert, en trois mois, des branches dans vingt-deux départements et cinquante et un cantons. Au bout de trois mois, le Parti démocrate avait ouvert des branches dans vingt-deux départements et quarante-trois cantons[121]. L'implantation du Parti démocrate se fait selon un ordre géographique précis : c'est dans la région Egée que l'implantation du parti est la plus rapide et la plus dense, comme ç'avait été le cas pour le Parti républicain libre[122]. Le DP se

[117] *Robert Harmel* et *Kenneth Janda*, « An *Integrated Theory* of *Party Goals* and *Party Change* », *Journal of Theoretical Politics*, 6, 1994, p. 259-287.
[118] Frédéric Sawicki, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », in Daniel Cefaï (dir.), *Cultures politiques*, Paris, PUF 2001, p. 198. « Les stratégies et les manières de faire de la politique des entrepreneurs politiques ne s'expliquent pas uniquement comme le produit de la quête raisonnée et systématique du pouvoir ; mais sont conditionnées par des cadres cognitifs et normatifs objectivés dans des règles et un langage qu'on peut apparenter à un culture partisane ».
[119] Michel Offerlé, *op. cit*., p. 27.
[120] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili* … Volume 2, *op. cit*., p. 102.
[121] *Ibid*., p. 127.
[122] *Ibid*., p. 128.

développe aussi très rapidement dans les régions de Marmara et de la Méditerranée (« *Akdeniz* »). Enfin, l'implantation du DP est dynamique dans les régions de l'Anatolie centrale (« *Iç Anadolu* ») et de la Mer noire (« *Karadeniz* »). C'est dans les départements de l'Est et du Sud-Est que l'implantation du nouveau parti d'opposition est la plus lente. La fondation du parti dans les provinces se fait à partir des réseaux personnels de chacun des fondateurs du DP. Une fois les branches fondées, les fondateurs du parti, à l'échelle départementale, sont laissés assez libres de leurs mouvements. Bayar, Menderes et Koraltan se répartissent les régions dans lesquelles ils vont fonder les branches du parti selon leur réseau personnel. Koraltan est en charge de la région de Çukurova, dont il est issu. Le fait que Celal Bayar se charge personnellement de fonder des branches dans le département d'Izmir montre l'importance de ce département. Il faut souligner ici le fort enjeu de ce recrutement : les élections législatives se faisant au scrutin de liste, il faut, pour pouvoir faire élire des députés au parlement, un grand nombre de candidats.

Les critères de ce recrutement sont importants, parce qu'ils déterminent aussi ceux qui sont amenés à faire de la politique[123]. Le recrutement se fait selon trois ordres de critères : ce sont d'abord, nous l'avons dit, les contacts personnels des dirigeants nationaux qui sont approchés. Il s'agit de réseaux amicaux ou familiaux. Toutefois, ces connaissances doivent répondre à plusieurs critères : un premier élément, très important, est une réputation sans tache, notamment du point de vue du républicanisme. Le nom d'aucun des fondateurs ne doit être mêlé à une histoire d'opposition au régime, pour éviter que le Parti démocrate ne soit accusé de « réaction », ce qui lui vaudrait une fermeture immédiate. Un deuxième critère réside naturellement dans l'influence sociale et la notabilité des personnes approchées. Enfin, un critère décisif est la possession de ressources financières. Dès juillet 1946, le Parti démocrate doit faire face à un Parti du peuple mieux organisé, qui dispose surtout des ressources de l'État, notamment financières.

1. Les fondateurs locaux du parti : poids du réseau personnel de Celal Bayar

Dans la région d'Izmir, Celal Bayar s'appuie sur des amitiés fort anciennes, qui remontent à la période du Comité Union et Progrès. Il rencontre à « Ankarapalas », un hôtel d'Izmir, Hüseyin Hüsnü Yaman, Sadık (Giz) bey [124], deux importants propriétaires terriens de la région, et Ferit Eczacıbaşı[125], un richissime pharmacien qui avait bénéficié des politiques économiques du Comité Union et Progrès, puis du parti unique. Plusieurs éléments montrent l'ancienneté des liens d'amitié qui existent entre

[123] Myriam Aït-Aoudia et Jérôme Heurtaux, art. cité.
[124] Bayazıt, Taner, *İzmir Basınında Demokrasi Mücadelesi 1923-1950* [La lutte pour la démocratie dans la presse d'Izmir, 1923-1950], Izmir, 1992, p. 143.
[125] Cela est raconté aussi, dans une version légèrement différente, par Yaşar Aksoy, dans sa biographie de Ferit Eczacıbaşı : Yaşar Aksoy, *Bir kent, bir insan, İzmir'in son yüzyılı, S. Ferit Eczacıbaşı'nın yaşamı ve anıları*, Dr. Nejat Eczacibasi vakfi yayınları, 1986, Istanbul, p. 251.

Celal Bayar et lui. Issu d'une famille d'Anatolie centrale récemment installée à Izmir[126], Suleyman Ferit Eczacıbaşı se plaît à répéter qu'il est le premier pharmacien turc de la ville d'Izmir, alors qu'il s'est installé dans la ville autour de 1908, ce qui indique qu'il a certainement bénéficié des politiques de turquification de la région.

Lorsque Fuat Köprülü vient à Izmir pour fonder les Türk Ocaklari, la bande qui gravite autour des Unionistes se retrouve souvent dans la pharmacie de Ferit Eczacıbaşı, la pharmacie « Şifa » (*Şifa Eczanesi*). Par ailleurs, Celal Bayar écrit dans le journal qu'il tenait en prison, *Kayseri Cezaevi Günlüğü*, que Ferit Eczacıbaşı lui fait don de larges sommes d'argent en 1962, ce qui le sauve d'une situation difficile. Selon le biographe de Ferit Eczacıbaşı, Celal Bayar propose à ce dernier de fonder la branche du Parti démocrate à Izmir. Ce dernier refuse de se mêler trop directement de politique, mais il charge Ekrem Hayri Ustundag, une des grandes figures du parti d'opposition de 1930, de fonder les branches locales du parti. Pour le reste de la région Egée, c'est Refik Şevket Ince, ancien député de Manisa, qui est chargé de mettre en place les organisations locales du nouveau parti.

Quand aucun des fondateurs du parti n'a de connaissances dans une ville, des hommes de confiance sont envoyés pour superviser le recrutement de dirigeants locaux. À Erzurum, c'est Emrullah Nutku, un jeune bureaucrate recruté par Celal Bayar, qui est chargé de fonder la branche du Parti Démocrate. En 1945, Emrullah Nutku, né en 1901, est alors un bureaucrate ordinaire. Son oncle, Rıza bey Seyfioğlu, homme de lettres et poète, proche des cercles turquistes[127], connaît aussi Celal Bayar. Au moment de la fondation du DP, Emrullah Nutku entre en politique avec l'aide de son oncle : il rencontre Celal Bayar, qui le charge de lui produire une liste des personnes à contacter pour qu'elles forment la branche locale du Parti Démocrate dans le département d'Erzurum. Emrullah Nutku s'arrange donc pour être muté, en tant que magistrat, à Erzurum. Sait Basak, un ami de Celal Bayar, banquier à Erzurum, est chargé de l'aider dans cette entreprise[128]. Deux « amis » de Celal Bayar, à nouveau, sont donc chargés de fonder la branche locale du parti. Pour l'un, il s'agit certainement d'une amitié nouée dans le cadre professionnel – Sait Basak est banquier. Quant à Emrullah Nutku, c'est sur des réseaux plus proprement politiques, issus de la période unioniste, qu'il est recruté.

Ce recrutement par le réseau personnel est aussi une façon, pour les fondateurs du parti, de contrôler la respectabilité des fondateurs locaux du parti. Comme le soulignent justement M. Aït-

[126] Son père est « peseur » à la mairie et sa mère vient d'une famille de Tokat. Voir *Tarihi, ekonomisi ve insanlari ile bizim Izmirimiz*, Melih Gürsoy, 1e édition mai 1993, 2e édition août 2013, Istanbul, MG yayınları, p. 322.
[127] Osman Yıldız, Ali Rıza Seyfioğlu, http://dergipark.ulakbim.gov.tr/tubar/article/view.
[128] Emrullah Nutku, *Demokrat Parti neden çöktü: ve politika'da yitirdiğim yıllar 1946-1958 : siyasî anılarım* [Pourquoi le parti démocrate s'est effondré ; et les années que j'ai perdues en politique, 1946-1958], Fakülteler Matbaası, 1979.

Aoudia et Alexandre Dézé, « faire parti signifie également faire partie du système politique »[129]. Les fondateurs locaux ne doivent pas s'éloigner du républicanisme le plus strict, ce qui, au-delà des convictions professées, ressort aussi à un certain *habitus* urbain, un certain niveau d'études, une certaine façon de s'habiller et de parler le turc. L'ancrage local, pourtant lui aussi très important, peut ne pas être compatible avec cette dernière exigence. C'est pourquoi l'équilibre est délicat à trouver pour les fondateurs du parti.

2. La richesse : un critère fondamental

Plus tard, le financement du parti se fera aussi par des loteries et des bals de charité[130], dont témoignent de nombreuses publicités dans la presse locale – on y promet du « champagne » - ce qui, d'ailleurs, est instructif sur la consommation d'alcool dans les provinces, et montre que le parti tenait à se donner une image « moderne » plutôt que strictement conservatrice. Mais, dans les premières années de l'existence du parti, ces bals et ces loteries recevaient rarement l'autorisation du *vali*, ce qui rend le parti dépendant des dons des hommes d'affaires. La cotisation annuelle pour adhérer au parti était très faible et, la plupart du temps, jamais payée.

À Izmir, à nouveau, c'est Ekrem Hayri Üstündağ, un médecin et influent notable de la ville, qui fonde le Parti républicain libre et le Parti démocrate. Né en Grèce en 1886, d'une famille de bureaucrates ottomans, Ekrem Hayri est un médecin reconnu mais il est aussi le patron de nombreuses associations de charité, et il est très apprécié pour ses œuvres de bienfaisance[131]. Ces œuvres en font un personnage publiquement connu, même auprès des plus pauvres. Ekrem Hayri est aussi connu par son nom et son réseau familial. Au moment de la mobilisation pour le parti républicain libre, le jeune frère de Ekrem Hayri, Muhittin Üstündağ, est *vali* d'Istanbul (de 1928 à 1938). Ekrem Hayri joue un rôle très important dans la fondation des branches locales du Parti démocrate dans le département d'Izmir. A Seferihisar, par exemple, l'un des fondateurs du DP est le fils d'un bon ami de Ekrem Hayri Üstündağ[132].

A Istanbul, Kenan Öner, le président de la branche DP d'Istanbul, dit clairement dans ses mémoires que la détention de ressources matérielles est un élément très important pour choisir les responsables locaux du parti[133]. Le journal *Cumhuriyet* du 23 avril 1946 titre « Les hommes d'affaires connus du marché augmentent leur soutien financier au bureau du Parti Démocrate de la région

[129] A. Dézé et M. Aït-Aoudia, art. cité.
[130] *Yeni Erzurum*, 3 décembre 1951.
[131] Cihat Baban, *op. cit*., p. 375.
[132] Archives BCA 490.01.444.1833.1.121. Voir annexe n°4.
[133] Kenan Öner, Siyasi Hatiralarim p. 18. Cité dans Cemil Koçak *Türkiye'de İki Partili* ... Volume 2, *op. cit.,* p. 147.

d'Istanbul »[134]. Si bien que, le 23 mai 1946, Menderes devait déclarer au journal *Vatan* que le Parti démocrate n'était pas uniquement le parti des grands hommes d'affaires et des marchands[135]. Un rapport britannique daté d'août 1946 dit la même chose ; selon ce rapport, les riches hommes d'affaires se sont détournés du Parti démocrate après sa défaite aux élections de juillet 1946 : ils savent désormais qu'ils ne pourront pas tirer de bénéfices de leur soutien au parti avant encore quatre ans[136].

Au-delà des dons en argent, les fondateurs des branches locales du parti doivent pouvoir mettre leurs propres ressources au service du parti : Mustafa Ekinci, par exemple, fournit une jeep qui lui permet de rejoindre tous les villages de la région pour faire la propagande du DP, même ceux qui ne sont pas reliés à la ville par une route. Les fondateurs locaux du parti doivent mettre à disposition leurs maisons pour les meetings, congrès et rassemblements du parti.

À Erzurum, Emrullah Nutku parvient à recruter Rıza Topçuoğlu et Şaban Dilaver, deux importants marchands de la ville. Le premier est né à Erzurum. Il est aussi *imam* et *hatip*. Rıza Topçuoğlu a présidé la chambre de commerce de la ville pendant plusieurs années. Il a longtemps siégé au conseil municipal de la ville. En 1944, Rıza Topçuoğlu est dans le comité directeur de la branche CHP d'Erzurum. Le deuxième est originaire de la mer noire : un groupe de marchands de la région de Sürmene dans la région de la mer noire, plutôt aisés, se sont installés à Erzurum vers le début des années 1940 pour y faire des affaires. Ils ne se mélangent pas au reste des habitants de la ville, et forment une communauté à la fois fermée, et influente économiquement. Şaban Dilaver est l'un des plus riches parmi ces marchands. Emrullah Nutku sera plus tard présenté à Cemil Bekiroğlu, qui fait du commerce de moutons, et qu'on dit extrêmement riche. Emrullah Nutku parvient à convaincre ces trois personnes de fonder la branche locale du DP. Ainsi, Emrullah Nutku écrit dans ses mémoires qu'il a réussi à rallier au nouveau parti trois personnes qui sont influentes dans trois groupes constitutifs des notables de la ville[137]. Şaban Dilaver représente les marchands venus de la région de la mer noire, Rıza Topçuoğlu les marchands natifs de la ville, et Cemil Bekiroğlu les marchands de bétail.

Les marchands de bétail font partie des élites plutôt traditionnelles de la ville. L'exportation de bétail était une activité économique traditionnelle de la région d'Erzurum, et qui nécessite d'importants moyens financiers et humains, pour sécuriser les routes et transporter le bétail. Ces marchands représentent un groupe très bien organisé, et capable de lutter contre les décisions de la

[134] Cemil Koçak, *Ibid.* p. 147.
[135] *Vatan* du 23 mai 1946, cité dans Cemil Koçak, *Ibid*., p. 148.
[136] FO 371/59259.
[137] Emrullah Nutku, *op. cit.,* p. 20.

municipalité[138]. L'histoire est confirmée par Şaban Dilaver, qui raconte ses souvenirs dans le journal local « Dogu », en 1955[139]. Il ajoute que Cemil Bekiroğlu a promis d'aider financièrement le Parti Démocrate, promesse qu'il a tenue, en faisant des dons substantiels au parti. De son côté, Saban Dilaver est l'un des marchands les plus riches de la ville ; après un tremblement de terre à Balikesir et à Canakkale, en 1953, les nantis d'Erzurum envoient des dons pour la reconstruction de ces deux villes, et la liste des généreux donateurs est rendue publique par un journal local. Saban Dilaver fait un don de 150 000 livres turques ; c'est la plus grosse somme venue d'Erzurum[140].

3. Contraintes exercées par le CHP et conflits locaux autour de la fondation des branches du Parti démocrate

Tous les récits des responsables du parti chargés de recruter des responsables locaux se plaignent de la surveillance des autorités locales. Il faut observer que, tant que, au niveau local, c'est le Parti du peuple qui a le pouvoir, il est impossible pour le DP d'obtenir l'autorisation de se réunir. Beaucoup d'hommes d'affaires, particulièrement sensibles aux pressions politiques, refusent de prendre la tête de la branche locale du parti, comme le montre l'exemple d'Adana.

Le nouveau parti s'adresse aux groupes qui peuvent avoir intérêt à se détacher du CHP, mais qui pourtant, pour assurer une certaine réussite économique, devaient en être proches. Ce n'est d'ailleurs pas chose facile que de faire pencher la balance en faveur du DP ; les hommes d'affaires, en particulier, savent qu'ils risquent gros à soutenir le nouveau parti face au DP. Rıza Topçuoğlu, par exemple, un opulent homme d'affaires d'Erzurum, hésite longuement avant de rejoindre le DP. Il commence par accepter de rejoindre le DP, puis cède face aux pressions du CHP et quitte le DP[141]. Il y retournera plus tard.

Koraltan raconte qu'il est une personne « aimée et respectée » dans les départements de Nigde, Kayseri, dans la région de Çukurova, où il est chargé de fonder les branches du parti[142]. À Adana, où Koraltan avait beaucoup de contacts, il n'arrive à rencontrer personne ; tout le monde a reçu l'ordre du *vali* de ne pas accepter de rencontrer Koraltan. C'est Nuh Naci Yazgan, un homme d'affaires venu de Kayseri qui, le premier, contacte Koraltan. Koraltan commence à fréquenter les hommes d'affaires de Kayseri à Adana, à l'hôpital de son usine de textile, *Milli Mensucat* [« Le textile national »], que possède Nuh Naci Yazgan. Un jour, Koraltan est invité chez Nuri Has, où il affirme son intention d'ouvrir une branche du Parti démocrate. Nuri Has répond qu'il est prêt à aider financièrement le parti, mais qu'il refuse que son nom y soit inscrit, de peur que ses ennemis ne se vengent – comme ils l'ont

[138] Murat Kuçukugurlu, *Erzurum belediye tarihi*, vol 2, *op. cit*., p. 118.
[139] Doğu, 6 juin 1955.
[140] Doğu, 27 mars 1953.
[141] Dans le récit donné par Saban Dilaver dans le journal *Doğu*, le 7 juin 1955.
[142] Refik Koraltan, *op. cit*., p. 108.

fait avec l'impôt sur la fortune (« varlık vergisi »). Il est prêt à ce que son gendre, Ömer Başeğmez, fonde la première branche du parti[143].

L'affaire est difficile aussi pour Emrullah Nutku à Erzurum, qui cible plusieurs personnes, parmi lesquelles un pharmacien, un dentiste, un électricien, un tailleur de la ville. Mais Emrullah Nutku a beaucoup de mal à recruter. Tous les notables de la ville reçoivent des pressions des autorités pour ne pas adhérer au DP. Kazım Yurdalan, le maire de la ville, qu'Emrullah Nutku qualifie de « *komitacı* »[144], est un proche d'Ismet Inönü. Il a promis à ce dernier qu'aucune branche du DP ne serait fondée à Erzurum, et il fait pression en ce sens sur tous les notables de la ville qui seraient susceptibles d'adhérer[145]. Seuls deux personnages, Mutlu Hakkı Yazar, un électricien, et Ömer Arı, un tailleur de la ville – qui deviendront tous deux des hommes politiques influents du Parti Démocrate par la suite, montrent une certaine détermination. Le 12 juin 1946, Emrullah part faire un court séjour à Istanbul. Le matin de son départ, il organise une petite réunion, à laquelle personne ne vient, à part Ömer Arı et Hakkı Mutlu. Deux employés des chemins de fer se joignent par ailleurs à la réunion, en expliquant que, en tant que fonctionnaires de la fonction publique, ils ne pourront pas adhérer au DP, mais que « tous les employés des chemins de fer soutiennent le DP ». Plus tard, Omer Ari racontera dans une interview donnée à la presse locale que lui et ses camarades, pendant les premières années, ont « donné leur vie pour la démocratie », alors qu'ils subissaient une pression permanente du CHP : procès, coups, Kenan Babür, un autre des fondateurs changeait régulièrement de lieu de résidence pour éviter les passages à tabac. Ce sont eux qui ont tout acheté, un local, des tables et des chaises pour le parti[146].

Les premiers mouvements d'implantation du parti montrent déjà la dimension hautement conflictuelle et incertaine, que représentait la naissance du parti démocrate. La fondation de la branche locale d'Istanbul, dès le début, est marquée par le conflit entre Fuat Köprülü, officiellement chargé de cette mission, et Kenan Öner, à qui Ziya Öniş, un proche de Bayar, a demandé d'intervenir[147]. Les conflits factionnels entre les deux hommes prennent très rapidement une grande importance dans les affaires du parti, et Fuat Köprülü est obligé de démentir publiquement devant la presse[148] la rumeur d'un désaccord entre Öner et lui. L'implantation du parti dans les provinces est un processus délicat, que le centre du parti essaie de contrôler le plus étroitement possible. C'est seulement en janvier 1947,

[143] Refik Koraltan, *op. cit.* Ce récit est confirmé par un récit que fait Ahmet Saygan dans le journal d'Adana *Vatandaş*, du 28 juillet 1951.
[144] Désigne une personne liée à une organisation clandestine armée.
[145] Emrullah Nutku, *op. cit.*
[146] *Doğu*, 8 juin 1955.
[147] Kenan Öner, *Siyasi hatiralarim ve bizde demokrasi*, p. 12, cité dans Cemil Koçak Türkiye'de İki Partili … Volume 2, *op. cit.,* p. 135.
[148] *Vatan*, 27 février 1946, cité dans Cemil Koçak, *loc. cit.*

un an après sa fondation, que tous les délégués du nouveau parti se rencontrent, à l'occasion du premier congrès du parti.

C. Le premier congrès du parti en janvier 1947 : les fondateurs face aux délégués

En janvier 1947, et comme cela avait été prévu par les statuts du parti publiés en janvier 1946 lors de la « naissance » du parti, a lieu le premier grand congrès du parti, auquel participent les huit-cents délégués[149] des branches du parti ouvertes au cours de l'année précédente. C'est en même temps l'occasion du célébrer une réussite : le Parti démocrate est alors le parti d'opposition qui a eu la plus longue durée de vie de toute l'histoire turque. C'est la première fois que le congrès d'un parti politique est composé de délégués locaux du parti plus que de députés : les congrès du CHP étaient composés, eux, essentiellement de députés. Dans un mimétisme du Parti du peuple, le DP publie, à la fin de son premier congrès, un « Pacte de la liberté » (« Hürriyet Misaki ») – à la fin du congrès de Sivas de 1920, les futures frontières du pays avaient été définies par un « pacte national » (« misak-ı milli »). Le congrès de Sivas avait ensuite été désigné comme l'acte fondateur du parti du peuple.

Le congrès fait éclater au grand jour les conflits qui opposent la direction du Parti démocrate et sa base. C'est que, au sortir des élections de juillet 1946, qui ont été largement falsifiées par le pouvoir en place, les dirigeants sont face à un dilemme politique : accepter d'entrer dans un jeu politique aux règles biaisées, ou adopter une position plus ferme de refus, et risquer la fermeture. Les fondateurs du Parti démocrate, pour la majorité, choisissent de faire profil bas. Cette position est mal comprise par les délégués et les représentants des branches locales du parti, qui sont partisans d'une position beaucoup plus radicale. Le congrès montre bien cet écart. Les députés DP, qui avaient quitté le parlement en signe de protestation, pour y revenir quelques jours plus tard, sont critiqués pour avoir pris la décision de revenir sans attendre de pouvoir consulter le congrès[150].

Le congrès fait apparaître un autre conflit, qui concerne le contrôle du centre sur les branches locales. Les nouveaux statuts, qui sont votés au congrès, donnent plus de pouvoir aux comités départementaux du parti, qui établissent la liste des candidats aux élections parlementaires, même si le comité central du parti a un droit de regard. Cette disposition est votée et approuvée par la majorité, malgré un avis contraire de Celal Bayar, qui voulait un contrôle total du centre sur les candidatures du parti. Le programme ne changera pas. En revanche, le pouvoir est confié au comité central du parti (« *Genel Idare Kurulu* »), composé uniquement de députés, ce qui permet de maintenir une stricte hiérarchie au sein du parti entre les députés et les simples membres du parti. Cet organe permet de déjouer une demande de la base, qui avait été de réduire l'influence et le pouvoir du groupe

[149] Cemil Koçak Türkiye'de İki Partili … Volume 3, op. cit., p. 264.
[150] *Ibid.,* p. 269.

parlementaire du Parti Démocrate, en faveur de personnalités élues par la base du parti[151]. Les membres élus au comité central par l'ensemble du congrès sont Adnan Menderes, Ahmet Oğuz, Ahmet Tahtakiliç, Celal Ramazanoğlu, Fuat Köprülü, Hasan Dinçer, Refik Koraltan, Refik Şevket İnce, Samet Agaoğlu et Yusuf Kemal Tengirsenk, soit essentiellement des partisans de la ligne « dure » du parti. Ce congrès montre donc que le parti, un an après sa fondation, est dominé par l' « aile dure », des figures qui prônent l'intransigeance vis-à-vis du CHP, et ont des liens forts avec l'ultra-nationalisme, comme nous allons le voir. Cette aile dure a, du moins, la préférence de la base du parti.

En définitive, ce premier congrès montre un fort mimétisme avec le Parti républicain du peuple, dont il imite la forme et les rites fondateurs. Il montre aussi que, dès les débuts, la base du parti est beaucoup plus radicale, dans son opposition au CHP que les fondateurs du parti. Ce conflit entre la « base » et les « dirigeants » du parti, qui, ici, prend la forme d'une lutte pour les statuts du parti, durera pendant toute la période.

En 1948, l'aile « dure » du Parti démocrate profitera de sa popularité auprès de la « base » pour prendre le pouvoir au sein du parti. La tentative échoue et les tenants de la ligne dure seront exclus du parti. Pourtant, les « durs » du Parti démocrate, pour la plupart issus des rangs de l'extrême-droite nationaliste, jouent un rôle essentiel dans le développement du parti à ses débuts.

IV. Epilogue : le Parti démocrate et les réseaux ultra-nationalistes

On ne pourrait pas conclure cette socio-genèse du Parti démocrate sans mentionner, dans les premières années de son existence, le soutien massif des milieux de l'extrême-droite nationaliste au nouveau parti. Le congrès de janvier 1947 le montre bien : si certaines personnalités de gauche, comme les époux Sertel, soutiennent au départ le processus de formation d'un nouveau parti, ils sont très tôt exclus de ce processus, et le nouveau parti est rapidement investi par la droite ultra-nationaliste.

Une première remarque s'impose pour caractériser cette droite ultra-nationaliste[152]. D'abord, le milieu est tout sauf unifié. Il s'agit plutôt, en réalité, d'une nébuleuse, qui regroupe des cercles qui gravitent autour de revues, des intellectuels, des mouvements de jeunesse. Ces intellectuels et ces

[151] *Ibid*., p. 289.
[152] Il est difficile de tracer les frontières de ce groupe. Pour cette raison, nous utiliserons de façon indifférenciée les termes de « droite nationaliste », « ultra-nationalistes » et d' « extrême-droite ».

figures peuvent se distinguer par la teneur de leur discours, plus ou moins nationaliste ou religieux[153] ; au sein même du nationalisme comme courant politique, de nombreuses tendances coexistent. Enfin, ces cercles se différencient par leur distance avec le pouvoir. Certaines revues sont extrêmement proches du pouvoir, au point qu'il est difficile de distinguer entre certains cercles nationalistes et l'aile droite du CHP lui-même[154].

Il est en-dehors de notre objet de décrire avec précision les milieux et les réseaux nationalistes de la période républicaine. Il importe simplement de savoir que, durant l'entre-deux-guerres, l'extrême-droite nationaliste s'incarne dans la figure de Nihal Atsız. Né en 1905 à Istanbul, dans une famille de militaires, Nihal Atsız est exclu de l'école de guerre en 1925, pour avoir refusé de saluer un officier de rang supérieur qui était d'origine arabe. Le jeune homme se tourne alors vers l'université ; il commence à suivre les cours de turcologie de Fuat Köprülü à l'université d'Istanbul, qui l'engagera plus tard comme assistant de recherche. Durant toutes les années 1920, le racisme ouvert de Nihal Atsız ne lui vaut aucune forme d'exclusion ; il est au contraire considéré comme un intellectuel prometteur, et bien introduit dans la bonne société. Sa critique des thèses d'Histoire, à savoir les thèses officielles du gouvernement sur les origines du peuple turc, lui valent d'être placé sous étroite surveillance, puis d'être envoyé en exil en 1934 ; il enseigne au lycée dans les villes de Malatya, puis Edirne[155].

Après la mort d'Atatürk en 1938, les milieux de l'extrême-droite nationaliste connaissent une renaissance. Ces idées sont surtout influentes à l'université et dans le monde littéraire : c'est par le biais de revues que s'exprime ce courant. Pendant la guerre, le racisme-touranisme connaît une très forte expansion, en partie financée par l'Allemagne nazie : on ne compte pas le nombre de publications, pamphlets, brochures, qui expriment des opinions ultra-nationalistes[156]. En mai 1944, date à laquelle une défaite de l'Allemagne nazie est désormais plus que probable, Nihal Atsız et plusieurs autres figures de l'ultra-nationalisme sont accusés de calomnie par Sabahattin Ali, un intellectuel proche de la gauche – le procès restera dans les mémoires sous le nom de « procès pour touranisme et racisme ». La plupart des hommes arrêtés sont des hommes de lettres, poètes ou professeurs d'université, ce qui montre que les idées pan-turquistes sont particulièrement implantées dans les milieux intellectuels. Les partisans de Nihal Atsız organisent, le 3 mai 1944, une vaste manifestation, qui rassemble plusieurs milliers de personnes, devant le tribunal à Ankara, en guise de

[153] L'extrême-droite religieuse, l' « islamisme », ne connaît pas d'expression proprement politique avant les années 1970. Voir Tanil Bora, *Türk sagının Üç Hali - Milliyetçilik, Muhafazakarlık, İslamcılık*, Iletişim yayınları, Istanbul, 2015 [1998].
[154] Metin Çınar, *Anadoluculuk ve Tek Parti CHP'de Sağ Kanat* [L'anatolisme et l'aile droite au sein du CHP de parti unique], Istanbul, Iletişim, 2013.
[155] Ilker Aytürk, The Racist Critics of Atatürk and Kemalism from the 1930s to the 1960s, Journal of Contemporary History, 2011, vol 46, n°2.
[156] Jacob M. Landau, *Pan-turkism. From irredentism to cooperation*, Indiana University Press, Londres, 1995, p. 114.

soutien. Un rassemblement de cette taille n'est pas habituel pour l'Ankara de l'époque ; le tribunal est même occupé pendant quelques heures par des manifestants, qui scandent des slogans anti-gouvernement[157]. Ces événements montrent une assez large diffusion d'un nationalisme radical, au moins à Ankara.

Le procès est l'occasion pour le régime de porter un « coup » à ces milieux. Plusieurs revues sont fermées, comme le journal de Necip Fazıl, « Büyük Doğu », le « grand Est ». Certaines de ces revues seront rouvertes quelques mois plus tard[158]. Ce procès est pourtant interprété comme une trahison par les milieux ultra-nationalistes, et cela les encouragera à passer à l'opposition. Durant les années 1950, ces milieux connaîtront une grande expansion. Au sein de ces milieux conservateurs et nationalistes, un élément est commun à tous, et permet souvent de faire le lien : c'est l'anticommunisme et l'opposition à la gauche[159].

Il faut d'abord rappeler que la naissance du Parti démocrate est accueillie avec une certaine froideur par les milieux ultra-nationalistes. Reha Oguz Türkkan affirme que CHP et DP sont pour lui comme bonnet blanc et blanc bonnet[160]. Dans les premiers mois de son existence, le Parti démocrate met une telle ardeur à ne pas prêter le flanc aux accusations de parti « réactionnaire » (« *irticai* »), qu'il est difficile, pour les intellectuels conservateurs, ou proches de l'extrême-droite, de s'y identifier. Cependant, quelques figures de cette extrême-droite, Osman Bölükbaşı, Kenan Öner, Ahmet Tahtakılıç sont parmi les premiers à rejoindre le Parti démocrate. Parmi ceux qui accompagnent la fondation du Parti démocrate, Hikmet Bayur et Hamit Şevket Ince sont marqués à droite. Hamit Şevket Ince et Kenan Öner avaient été les avocats de Nihal Atsız.

Fuat Köprülü, lui-même, connaît bien ces milieux nationalistes, qui recrutent, nous l'avons dit, parmi les intellectuels, professeurs ou directeurs de revues. Certains membres de l'intelligentsia nationaliste des foyers turcs, que Köprülü connaît bien, sont proches de cette extrême-droite. Rappelons aussi que Nihal Atsız a recruté comme assistant à l'université d'Istanbul par Köprülü lui-même[161]. Samet Agaoğlu participe à la revue conservatrice *Millet* (« La nation ») qui sera fermée en 1944[162]. Il aurait aussi fondé une alliance secrète avec Remzi Oğuz Arık et Bedri Ziya Egemen, deux intellectuels ultra-nationalistes, en 1938, « Milli cephe », le « front national »[163]. En bref, sur les

[157] Ibid.
[158] Voir Cemil Koçak, Türkiye'de Millî Şef dönemi, op. cit.
[159] Hüseyin Sadoğlu s.v. « Hür fikirleri yayma cemiyeti », *in* Murat Belge (dir.), *Modern Türkiye'de siyasi dusunce*, volume 7 « *Liberalizm* ».
[160] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 2, *op. cit*., p. 83.
[161] Ilker Aytürk, « The Racist Critics of Atatürk and Kemalism from the 1930s to the 1960s », Journal of Contemporary History, 2011, vol 46, n°2.
[162] Metin Çınar, *op. cit.*, p. 156.
[163] Samet Agaoğlu, *Asina Yuzler*, p. 55-59, cité dans Cemil Koçak *Türkiye'de İki Partili …* Volume 3, *op. cit.,* p. 46.

membres élus au comité central par l'ensemble des délégués au congrès de 1947, qui représentent les personnalités les plus influentes du parti, un grand nombre sont liées, d'une façon ou d'une autre, à l'extrême-droite. Ahmet Oğuz, Ahmet Tahtakılıç et Hasan Dinçer seront plus tard membres du « parti des paysans républicains de la nation » (« *cumhuriyetçi köylüler millet partisi* »), marqué à l'extrême-droite.

L'extrême-droite et les milieux ultra-nationalistes pourvoient le Parti démocrate, dans ses premières années, d'un contenu idéologique très clair. Samet Agaoğlu souligne bien à quel point Osman Bölükbaşı, qui partira plus tard pour le parti de la Nation, *Millet Partisi*, plus à droite, joue un rôle important dans la diffusion du message du parti dans les premiers mois de son existence, et à quel point sont précieux son talent oratoire et son énergie[164]. Les multiples revues ultra-nationalistes, ou religieuses, forment une caisse de résonance pour le nouveau parti[165].

A. La jeunesse étudiante : les forces vives de l'ultra-nationalisme

D'autre part, la jeunesse diplômée est, dans sa grande majorité, proche des courants ultra-nationalistes. Nihal Atsız est, dans les années 1930, l' « idole des jeunes ». Şahin Cizrelioğlu, un intellectuel kurde, indique que, lorsqu'il est jeune lycéen à Konya, il épouse les idées du nationalisme turc, et lit en secret des poèmes de Nihal Atsız[166]. Après avoir été démis de ses fonctions à l'université d'Istanbul, Nihal Atsız est professeur au lycée dans plusieurs villes de province, ce qui lui permet de séduire un jeune public et de donner une large diffusion à ses idées. Il a aussi des liens avec les mouvements de jeunesse. En 1934, il participe à la « marche de Canakkale » organisée par L'Union Nationale des Etudiants Turcs (« *Milli Türk Talebe Birliği* ») tous les 18 mars, dont le président est Tevfik Ileri. Une lettre interceptée par la poste (ou par un « militant » du CHP) à Ödemiş, d'un jeune homme à son frère, en 1947, dit la chose suivante :

> « Aujourd'hui je suis arrivée à Izmit après être passé par Istanbul. Dès que je suis arrivé j'ai acheté le journal « Tasvir » pour lire la grande nouvelle de la journée : Necip Fazıl a été jugé innocent ! Grande nouvelle ! Aujourd'hui le journal « Büyük Doğu » a commencé à sortir. Je t'envoie un numéro de la revue avec ma lettre. Je te demande de la lire et de la faire lire, parce que Necip Fazıl travaille pour le bien et la justice de notre pays. Insallah nous passerons bientôt à l'action, Necip Fazıl va fonder le parti de l'islam. Nous allons

[165] Jacob M. Landau, *op. cit.,* p. 120-135.
[166] Şeyhmus Diken, *İsyan sürgünleri* [Les exils de la révolte], İletişim yayınları, Istanbul, 2005, p. 216.

rapidement réunir des foules. D'ailleurs, dans les universités d'Istanbul et d'Ankara, ce sont surtout des disciples de Necip Fazıl qu'il y a. »[167].

Cette lettre semble indiquer que, chez la jeunesse qui étudie à l'université, les courants pan-turquistes, racistes, sont extrêmement puissants. Plusieurs mémoires d'intellectuels kurdes, qui étaient étudiants dans les années 1940, le confirment aussi : ils sont, pour certains, victimes de ce racisme[168].

L'Union Nationale des Etudiants Turcs (« *Milli Türk Talebe Birliği* »), la plus grande organisation étudiante du pays, a servi de vivier pour le Parti démocrate, mais aussi pour d'autres partis de la droite du gouvernement. Selon une source internet, plusieurs futures personnalités connues de la droite, dont Süleyman Demirel, Necmettin Erbakan, Ilhan Selçuk, par exemple, se trouvaient dans la foule de jeunes qui ont pillé, en 1945, les imprimeries du journal *Tan*[169]. Les historiens ne donnent pas les mêmes dates pour la formation de cette union, mais il semblerait que l'histoire de cette association remonte à 1916 et au mouvement des étudiants de l'université d'Istanbul contre l'occupation britannique de la capitale. D'autres mouvements étudiants se forment à ce moment-là, notamment celui qui deviendra l'association turque contre l'alcool, Yeşilay, ou l'association du croissant vert. L'union nationale des étudiants turcs est assez peu connue dans ses jeunes années, mais il semblerait que ses membres aient travaillé avec les foyers turcs pendant le combat nationaliste. L'organe de presse de l'Union, *Birlik* (« l'Unité »), publie parfois des articles critiques du gouvernement, et notamment de la revue « kadro », jugée trop proche des idées communistes. Remzi Oğuz Arık fonde en 1929 l'union des étudiants turcs, qui concerne les Turcs qui étudient en Europe. Parmi ses membres, plusieurs deviendront des députés DP : Resat Semsettin Sirer, qui sera député DP de Sivas en 1950, et Hamdi Ragip Atademir, qui sera député de Konya du DP en 1954. On trouve aussi plusieurs futurs intellectuels de droite : Nurettin Topçu, Ziyaeddin Fahri Findikoğlu, un sociologue conservateur influent dans les années 1950, et Mümtaz Turhan, un intellectuel de droite qui sera influent dans les années 1950[170].

A partir des années 1930, l'Union Nationale des Etudiants Turcs (« *Milli Türk Talebe Birliği* »- *MTTB*) se rapproche clairement des mouvements touranistes. Vers 1933, le CHP tente d'intégrer le mouvement en son sein, et rattache la MTTB à ses organisations de jeunesse. L'Union

[167] Archives BCA 490.01.444.1833.1 (souligné par nous).
[168] Tarık Ziya Ekinci se voit répliquer que quiconque ne parle pas turc ne mérite pas de vivre dans ce pays » quand il affirme que sa mère ne parle pas turc. Voir Tarık Ziya Ekinci, *Lice'den Paris'e anılarım*. [Mes mémoires, de Lice à Paris], İletişim yayınları, Istanbul, 2010, p. 210 ; Orhan Miroğlu, *Hevsel bahçesinde bir dut ağacı: Canip Yıldırım'la söyleşi* [Un mûrier dans le jardin du paradis, entretien avec Canip Yıldırım], İletişim yayınları, Istanbul, 2005, p. 77.
[169] http://www.cafrande.org/4-aralik-1945-solcu-tan-gazetesi-baskini-ve-gundemdeki-aziz-nesin-yazisi-ey-turk-fasisti/. L'article ne cite pas ses sources, et il est à prendre avec précaution. Pourtant, il ne semble pas invraisemblable que les personnes mentionnées, qui faisaient partie de la jeunesse lycéenne et étudiante de l'époque, aient pris part à cette manifestation.
[170] Metin Çınar, *op. cit*., p. 161.

joue un rôle dans la campagne « Citoyen ! Parle turc », qui visait à interdire aux minorités de parler leur langue maternelle, et organise plusieurs manifestations, dont la manifestation organisée en 1934 suite à l'événement du « wagon-lit » : un Français aurait reproché brutalement à un employé des chemins de fer de parler turc, ce qui déchaîne la colère des étudiants de la MTTB. Tevfik Ileri, qui sera député du Parti Démocrate, est alors étudiant en ingénierie à l'université de Yildiz et président de l'Union. Il joue un rôle très important dans l'organisation de la gigantesque manifestation nationaliste qui fait suite à l'événement. Suivant le même schéma, Fahrettin Kerim Gökay, un médecin psychiatre, prend la tête de l'association de jeunesse de lutte contre l'alcool, et son association intégrera plus tard l'association du croissant vert qu'il dirigera. Selon un texte de présentation de l'association *Yeşilay*, écrit en 1959 pour être envoyé au bureau international contre l'alcoolisme, l'association est fondée en 1916, par Mazhar Osman, un célèbre psychiatre. Le 10 novembre 1930, Fahrettin Kerim Gökay, qui est aussi psychiatre, fonde l' « association des jeunes contre la boisson » (« içki alehtari gençler cemiyeti »). Peu de temps après, cette association rejoindra *Yeşilay*, pour en devenir l'organisation de jeunesse, et Fahrettin Kerim Gökay prend la tête de l'association du croissant vert (« *Yeşilay* »). Cette association est d'ailleurs marquée par une grande proximité aux foyers turcs disparus : Hamdullah Suphi Tanriover est fréquemment reçu, des célébrations sont organisées pour la mort de Mehmet Emin Yurdakul[171].

En 1950, Fahrettin Kerim Gökay devient député d'Istanbul du Parti Démocrate. En 1934, la MTTB organise une manifestation pour les Turcs de Bulgarie, à la suite de laquelle l'Union est fermée à Istanbul. Le 20 avril 1936, une manifestation de l'Union pour le rattachement du Hatay à la Turquie est interdite, mais elle se tient quand même ; peu après, l'Union est dissoute par le CHP. Cependant, ses membres demeurent sous forme de réseau de connaissances interpersonnelles. Ainsi, tout tend à montrer que tous les mouvements de jeunesse étudiante sont proches de l'extrême-droite nationaliste. Il serait trop fort de dire que ces mouvements ont formé les « forces vives » du Parti démocrate, mais ces réseaux fournissent, dans un premier temps, un certain nombre de cadres au parti.

B. Le procès Öner-Yücel[172] : une revanche sur le procès pour touranisme

La bataille juridique qui oppose Kenan Öner, représentant de l' « aile dure » du Parti démocrate, et Hasan Ali Yücel, journaliste et ancien ministre de l'éducation d'Inönü, montre bien la proximité du DP aux milieux de l'extrême-droite. De quoi s'agit-il ?

[171] Les archives de l'association du croissant vert (« Yeşilay cemiyeti ») sont conservées au siège de l'association, à Istanbul, dans le quartier de Fatih. Elles nous ont été ouvertes spécialement par les responsables de l'association. Qu'ils en soient remerciés ici.
[172] Cemil Koçak, *Gecmişiniz itinayla temizlenir* [Nettoyer votre passé avec soin], Iletişim yayınları, Istanbul, 2011 [2009], p. 433.

En janvier 1947, le ministre de l'Intérieur, en répondant à la question d'un député du CHP, parle des « activités communistes » dans le pays, et, dans son discours, semble inclure le Parti démocrate dans ces activités[173]. Kenan Öner, alors président de la branche du Parti démocrate à Istanbul, réplique en publiant une série d'articles qui clament que les vrais communistes, ce sont les dirigeants du CHP eux-mêmes, à commencer par Hasan Ali Yücel. Ce dernier était ministre de l'éducation nationale sous la présidence d'Inönü, et il est, notamment, à l'origine des instituts de village, des instituts mixtes, installés dans les villages, qui employaient des méthodes pédagogiques innovantes pour enseigner les techniques agricoles. Ces instituts ont été vus par les conservateurs comme des foyers de communisme[174]. Il faut préciser que Hasan Ali Yücel avait été visé personnellement par Nihal Atsız, le représentant de l'ultra-nationalisme, dans une lettre ouverte au Premier ministre Şükrü Saraçoğlu en 1943. Bientôt, Hasan Ali Yücel intente un procès en diffamation à Kenan Öner pour ses accusations portées dans la presse. Ce procès servira de tribune politique pour Kenan Öner, qui accuse Hasan Ali Yücel d'avoir soutenu les activités communistes pendant la Seconde guerre mondiale, et d'avoir manigancé le procès pour racisme et touranisme.

A plusieurs égards, ce procès est une revanche contre le procès pour racisme et touranisme de mai 1944. Le magistrat qui juge le procès est le même que celui qui avait jugé le procès pour racisme et touranisme. A plusieurs moments du procès, Kenan Öner revient sur la bataille qui a opposée, pendant la Seconde Guerre mondiale en Turquie, personnalités de gauche et ultra-nationalistes ; Kenan Öner fait venir comme témoins des personnalités qui étaient accusées de racisme ou touranisme en 1944, dont Nihal Atsız lui-même. Enfin, Kenan Öner dit lui-même que « les vexations qui ont fait naître ce procès remontent, sinon à l'oligarchie de parti unique, du moins à l'année 1944. Les bases de ce procès ont été jetées avec la lettre ouverte de Nihal Atsız au Premier ministre [Şükrü Saraçoğlu] (« *Bu davayı doğuran ruhi infialler, ta tek-partili zümre hükûmeti zamanında hiç değilse 1944 senesinde baslar. Bu davanın temeli, Nihal Atsız'ın Başvekile [Şükrü Saraçoğlu'na] yazdığı açık mektupla atılmıştır.* »)[175]. La plus grande publicité possible est donnée à ce procès, qui en vient à porter sur la protection que Hasan Ali Yücel aurait offerte aux personnalités de gauche pendant la guerre. Emrullah Nutku raconte dans son journal que le procès fait grande impression[176].

Pendant toute cette période, le Parti démocrate sera très proche de l'extrême-droite. Après un meeting organisé à Bergama, un bourg de la région Egée, en septembre 1947, en présence du maréchal Fevzi Cakmak, une rencontre avec les jeunes démocrates est organisée. L'un d'entre eux pose une

[173] *Ibid.,* p. 434.
[174] Voir notamment l'entretien de Richard D. Robinson, en juillet 1948, avec le président de la branche locale de Trabzon : ce dernier lui explique que l'amour libre entre filles et garçons est pratiqué dans ces instituts, qui détruisent la morale et l'honneur familial. Voir lettre de Richard D. Robinson du 31 juillet 1948.
[175] Cemil Koçak, *Gecmişiniz…, op. cit.*, p. 446.
[176] Emrullah Nutku, *op. cit.*

question sur le procès Öner-Yücel, ce qui montre bien que le procès était l'affaire qui passionnait les foules[177]. « Tout le gouvernement est communiste », répond le maréchal. Selon lui, si la Turquie avait fait alliance avec l'Allemagne dans un premier temps, les deux pays auraient pu « débarrasser le monde des communistes », pour se retourner ensuite vers l'Allemagne.

C. La rupture de 1948

En juillet 1948, plusieurs membres de l' « aile dure » du parti, forts de leurs assises auprès des branches locales du parti, tentent de prendre le pouvoir au sein des instances de décision du parti. Ils sont exclus du parti, et d'autres le quittent de leur plein gré. Ensemble, ils fondent un nouveau parti politique, le Parti de la Nation (« *Millet Partisi* »). Cette scission marque aussi une rupture dans l'histoire du Parti démocrate, qui est désormais débarrassé de ses éléments les plus liés à l'extrême-droite. Dorénavant, les réseaux ultra-nationalistes graviteront plutôt autour du Parti de la nation. En 1953, la direction du Parti démocrate aura une attitude ferme vis-à-vis des réseaux nationalistes : les membres du DP qui font partie de l'Association des nationalistes, (« Milliyetçiler derneği »), seront exclus du parti[178]. Les relations du DP et des réseaux de l'extrême-droite, entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, sont représentatives des relations qu'entretiennent les partis de la droite de gouvernement avec l'extrême-droite. Les partis de la droite de gouvernement s'appuient sur les réseaux de l'extrême-droite, qui sont plus militants et dont le discours est plus cohérent et plus « idéaliste » que celui de la droite de gouvernement. Mais, dès que les mouvances d'extrême-droite deviennent une menace pour le pouvoir, elles sont soumises à un contrôle étroit.

Toutefois, plusieurs personnalités du Parti démocrate sont connues pour être proches des milieux nationalistes. Les plus connus d'entre eux, Sait Bilgiç, Arif Nihat Asya, Remzi Oğuz Arık (tous deux députés d'Adana), Tahsin Tola, entretiendront des rapports mouvementés avec le parti : Arif Nihat Asya et Remzi Oğuz Arık quittent le parti en 1951, pour fonder le « parti paysan de la République », (« *Köylü cumhuriyet Partisi »)*. Quelques personnalités qui avaient été jugées pour racisme et touranisme en 1944 entrent plus tard au DP : le plus connu est Sait Bilgiç, qui sera député d'Isparta pendant toute la période. Mais il y en a d'autres : Fethi Tevetoğlu, jugé en 1944 qui sera président de la branche DP de Samsun en 1957 ; Ali Ihsan Sabis, un ancien général de la guerre d'indépendance, connu pour ses opinions touranistes et également jugé en 1944, entre au DP et devient député d'Afyonkarahisar en 1950. D'autres personnalités influentes du DP ont « flirté » avec cette extrême-droite. Fethi Celikbas, qui sera ministre de l'économie et du commerce, puis de l'industrie de gouvernements démocrates, a publié avec Remzi Oğuz Arık et Huseyin Avni Gokturk, qui sera ministre de la justice entre 1955 et 1957 dans la revue Millet[179], née 1942 et qui sera fermée

[177] Archives BCA 490.01.444.1833.1.23.
[178] Tanil Bora s.v « Adnan Menderes », in Murat Belge (dir.), *Liberalizm, op. cit.*
[179] Metin Çınar, *op. cit*., p. 154

en 1944 à l'occasion du procès pour racisme et touranisme. Nous avons déjà mentionné Tevfik Ileri, ancien président de l'Union Nationale des Etudiants Turcs (TBMM), qui sera plusieurs fois ministre de l'éducation. L'anticommunisme est d'ailleurs profondément ancré chez les élites du Parti démocrate ; en 1960, Adnan Menderes est persuadé que les manifestations étudiantes sont de l' « agitation communiste »[180]. Jusqu'à la fin de sa vie, Celal Bayar reste convaincu que ce sont les communistes qui ont manigancé le coup d'État de l'armée qui a renversé le pouvoir démocrate[181].

En d'autres termes, la rupture de 1948 ne met pas fin à la présence de réseaux d'extrême-droite au sein du DP. Dans un premier temps, le Parti démocrate s'appuie sur ces réseaux militants, mieux organisés, et possédant un discours idéologique clair et cohérent. Cela rejoint des convictions anticommunistes très profondes chez les dirigeants démocrates.

Conclusion

Nous nous posions, en introduction de ce chapitre, la question de savoir comment l'approche sociogénétique d'un parti pouvait éclairer son ancrage dans la société. Dans le cas du Parti démocrate, plusieurs conclusions se dégagent. La première nous permet de mettre en cause le récit classique de la fondation du Parti démocrate, comme émanant directement de la volonté des grands propriétaires terriens de défendre leurs intérêts. Nous avons pu montrer que le Parti démocrate, quand il émerge comme parti d'opposition, est une coalition instable de diverses personnalités, et qu'il est le fruit d'une alliance entre divers fronts d'opposition. Dans le même mouvement, cette socio-genèse nous éclaire sur le processus de transition d'un système de parti unique à un système pluripartisan, faite de nombreux tâtonnements.

Malgré tout, il est possible, par l'étude des trajectoires des fondateurs du parti, de donner du sens à leur alliance au sein du Parti démocrate. Ils sont, d'une part, beaucoup plus proches des milieux d'affaires et de la bourgeoisie locale que ne l'était le clan d'Inönü au pouvoir. D'autre part, il apparaît que presque tous ont eu maille à partir avec Inönü au cours de leur carrière politique. Celal Bayar, en particulier, peut être considéré comme le plus grand rival d'Inönü pendant toute la période de parti unique. Selon Tanel Demirel, lorsque Celal Bayar fonde le Parti démocrate en 1946, le mécanisme est le même que les cliques de pachas au XVIIIe siècle. Ce qui change, c'est la nature du régime politique ; Celal Bayar se sert des élections comme arme[182].

[180] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 318.
[181] Tanil Bora, s.v. « Celal Bayar », *Modern Türkiye'de*…, *op. cit*., *in* « Kemalizm », volume 2, p. 546.
[182] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 54.

Celal Bayar, tout comme Inönü, est issu du cœur du parti unique, et avant lui, le Comité Union et Progrès, qui à plusieurs égards, est plus qu'un parti, un parti-État ; un parti qui forme une élite bureaucratique chargée de réformer l'État. Dès lors, il est difficile, pour un parti de l'opposition, de s'opposer au Parti républicain du peuple sans s'opposer à l'État lui-même. C'est cet équilibre délicat que les fondateurs du Parti démocrate tentent de respecter lorsqu'ils dotent le parti de statuts, et lorsqu'ils s'adressent à des personnalités locales pour fonder les branches du parti. Les efforts des fondateurs pour « faire parti » déterminent les contours de ce qu'ils pensent être une opposition acceptable ; Celal Bayar prend grand soin d'éviter de répéter l'expérience du Parti républicain libre, qui a été fermé par le pouvoir kémaliste au bout de trois mois d'existence. Dans ce processus, le premier congrès du Parti démocrate, en janvier 1947, montre que la base du parti, représentée par les délégués, est beaucoup plus radicale que ses fondateurs. L'aile « dure » du Parti démocrate profite de sa popularité auprès de la base pour tenter de prendre le pouvoir au sein du parti ; ils seront exclus en 1948. Cependant, jusqu'en 1948, les réseaux de l'extrême-droite nationaliste sont très présents au sein du parti, et jouent un rôle important dans son expansion territoriale.

Le développement de branches locales à travers le pays se fait rapidement et la mobilisation pour le Parti démocrate prend une grande ampleur ; c'est cette mobilisation que nous allons voir à présent, sous l'angle spécifique des mobilisations électorales en 1946 et en 1950.

Conclusion de la 1ere partie

Cette première analyse du contexte dans lequel est né le Parti démocrate nous a permis de faire apparaître plusieurs points importants pour comprendre la structuration ultérieure du Parti démocrate. Un tableau des situations locales dans chacun des quatre départements que nous allons étudier nous a permis de croiser les différentes variables sur lesquelles nous appuierons notre analyse. Ce chapitre introductif fait apparaître, déjà, les logiques qui présideront à la structuration future du Parti démocrate, en même temps que le caractère représentatif des départements choisis.

Le chapitre 1 se place sur un plan très différent, et se présente comme une analyse du contexte immédiat, c'est-à-dire la série d'événements qui président à la fondation du Parti démocrate, la trajectoire de ses membres fondateurs, les multiples opérations de bricolage matériel et symbolique par lesquelles le Parti démocrate se constitue comme parti. Ce chapitre dévoile des éléments importants pour comprendre l'ancrage social du Parti démocrate. D'une part, l'opposition à Inönü était d'abord conçue comme une opposition interne au parti, qui ne nécessitait pas de fonder un parti d'opposition. D'autre part, le profond attachement des fondateurs du Parti démocrate à l'univers

mental du kémalisme. Enfin, l'investissement du Parti démocrate par des réseaux et des personnalités de l'extrême-droite permet de lier plus directement l'émergence du parti au contexte de la renaissance de l'extrême-droite pendant la Seconde Guerre mondiale.

Une seconde partie de ce travail nous plongera dans une deuxième phase de l'existence du Parti démocrate ; celle où il se trouve dans l'opposition.

Deuxième partie. Processus de politisation

Introduction à la deuxième partie

Une deuxième partie de notre travail se penche sur la période durant laquelle le Parti démocrate se trouve dans l'opposition, de 1946 à 1950. En juillet 1946, des élections anticipées, six mois après la naissance du Parti démocrate, sont la première compétition normée entre ce dernier et le Parti du peuple. Au terme d'un processus électoral entaché de nombreuses irrégularités, le Parti républicain du peuple gagne les élections : il obtient 395 sièges et le Parti démocrate, 64 sièges. Lors des élections suivantes, quatre ans plus tard, en 1950, le DP remporte les élections législatives, avec 416 sièges au parlement. Le CHP n'en obtient que 69.

Cette séquence chronologique correspond à une phase de politisation de la société turque. Le concept de politisation, qui connaît ces dernières années une importante inflation[1], est au cœur des sciences sociales du politique, histoire comme science politique. Concernant la façon dont « des rapports sociaux, des styles de relation, des formes d'échange et de communication, des pratiques professionnelles, des engagements associatifs deviennent des éléments ou des règles de l'espace politique et produisent de surcroît les catégories de pensée qui permettent d'en parler »[2], la question touche aux nuances de ce qui peut être défini comme du politique ou de l'infra-politique.

Pourtant, la notion pose plusieurs difficultés, qui ont été bien résumées par Yves Déloye et Florence Haegel[3]. D'abord, elle est aisément victime d'un élargissement massif[4]. Elle affecte ensuite des objets très différents : des groupes, des individus, des institutions, des enjeux. Cependant, les auteurs nous invitent à clarifier les usages du terme de politisation. Pour cela, deux cadres d'analyse sont centraux : les régimes de temporalité, et les échelles d'analyse. Comme le rappellent les auteurs, toute politisation est avant tout un processus qui s'inscrit dans la durée ; on peut donc distinguer les analyses sur le temps long, le temps moyen, qui concerne des dynamiques politiques précises, sur quelques décennies, ou le temps court, celui de l'événement. Les effets de

[1] Yves Déloye et Florence Haegel, « Politisation. Temporalités et échelles », *in* Fillieule, Olivier, Haegel, Florence, Hamidi, Camille, Tiberj, Vincent, (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 323-346.
[2] Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, collection « socio-histoire », 2003.
[3] Yves Déloye et Florence Haegel, art. cité.
[4] Myriam Aït-Aoudia *et al*., « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », Critique internationale 2011/1 (n° 50), p. 9-20. Un autre ouvrage montre bien la très large extension qui peut être donnée à la notion : Laurent Le Gall, Michel Offerlé, François Ploux (dir.), *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

politisation peuvent également s'analyser à différentes échelles, le niveau macro, celui des régimes politiques et des institutions, le niveau méso, celui du groupe ou du secteur d'activités, et, enfin, le niveau micro qui prend pour objet l'individu. Nous avons donc choisi, au sein de cette deuxième partie, de faire varier les usages de la notion de politisation, en prenant deux séquences temporelles et deux échelles d'analyse différentes.

Le chapitre 2 prend pour objet une séquence chronologique nette : celle des élections de 1950, des débuts de la campagne électorale jusqu'à la proclamation des résultats des élections, même si nous nous autoriserons parfois quelques incursions dans d'autres campagnes électorales, celle de 1946 ou celle de 1954, en guise de contrepoint à notre analyse. La chapitre a pour cadre l'échelle méso, en envisageant la politisation de groupes sociaux, d'enjeux précis, sous l'impulsion du Parti démocrate, et se situe dans la courte durée. L'étude de ces premières élections libres nous place au cœur de l'apprentissage de la « civilisation électorale »[5]. Elle nous donne aussi à voir le Parti démocrate dans des interactions fréquentes et répétées avec les citoyens qu'il cherche à mobiliser. Ce moment d' « hyper-politique » que sont les élections nous permettent, finalement, d'analyser de façon privilégiée le rôle du parti politique dans la transition au multipartisme. En développant un discours électoral, mais aussi des pratiques, des outils de propagande, en s'insérant dans des clivages locaux, en labélisant certains problèmes comme « politiques », en développant un discours sur le vote comme « droit sacré », le Parti démocrate joue un rôle central dans la construction des élections de 1950, que nous pouvons qualifier de fondatrices.

Le chapitre 3 prend pour cadre une séquence temporelle plus longue, la décennie qui va de 1946 à 1954, et déplace le regard vers les campagnes. Ce faisant, nous revenons au débat qui a présidé à l'émergence de la notion de « politisation » : comment expliquer l'émergence d'idées radicales, révolutionnaires, au sein du monde paysan ? Les réponses apportées par les historiens des campagnes françaises, pour des raisons évidentes qui tiennent aux différences de période, de géographies, de cadres sociaux, ne peuvent s'appliquer à la Turquie des années 1950. Cependant, le questionnement est fécond, même dans un contexte aussi différent que celui de la Turquie des années 1940. Deuxièmement, les recherches sur la politisation en France s'appuient sur une compréhension approfondie des structures rurales. Dans la France de la deuxième partie du XIXe siècle le monde rural, qui a ses propres règles, ses propres réseaux, ses propres structures, est majoritaire. En France, cette question renvoie aussi à un très fort enjeu pour les Républicains : comment atteindre les campagnes, à la fois majoritaires, et, jusque-là, fermement acquises à la tradition ? Pour la Turquie des années 1940, le monde rural est aussi au centre des questions historiographiques sur le Parti démocrate. De nombreux historiens attribuent le succès du Parti démocrate au soutien du monde

[5] Yves Déloye et Olivier Ihl, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, chapitre 8.

paysan. Cette explication a la transparence de la simplicité : le Parti démocrate étant un parti par essence conservateur, il flatte le conservatisme du monde paysan, qui relève lui-même, aux yeux des tenants de la *doxa* historique, de l'évidence. Toutefois, cette simple assertion est loin de répondre à la question « comment ? ». Par quels canaux, par quels réseaux, sur quels thèmes le Parti démocrate a-t-il réussi à mobiliser ces électeurs ruraux ? C'est la question à laquelle les historiens de la politisation des campagnes françaises apportent des concepts heuristiques.

Le partage entre ces deux chapitres recoupe aussi la distinction opérée par Michel Offerlé entre mobilisation politique et mobilisation électorale. La mobilisation politique, que nous aborderons dans le chapitre 3, est définie comme l' « ensemble des processus par lesquels des agents réunissent leurs ressources pour la poursuite de buts collectifs, au nom d'un groupe mécontent et à l'encontre des détenteurs de l'autorité publique. ». Dans la définition de la mobilisation électorale, que nous analyserons plus spécifiquement dans le chapitre 2, l'accent est mis sur le rôle des entrepreneurs politiques, ces « agents en concurrence pour le courtage politique ». La mobilisation électorale est donc définie comme l' « ensemble des incitations par lesquelles des entrepreneurs politiques travaillent à créer l'accoutumance au vote, ou à réactiver à leur profit l'orientation passive ou active vers le marché politique que les mécanismes de la mobilisation politique au sens large ont contribué à générer. »[6].

[6] Michel Offerlé, « Mobilisation électorale et invention du citoyen : l'exemple du milieu urbain français à la fin du XIXe siècle », in Gaxie, Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP/Références, 1989 [1985], p. 152-153.

Chapitre 2. Mobilisations électorales : les élections de mai 1950

« La politisation (…) s'est accomplie différemment selon les lieux et les milieux (…). Il n'empêche que par sa continuité, sa régularité et sa généralité, l'élection fut son principal vecteur. »[1]. Cette phrase d'Alain Garrigou nous montre la pertinence d'une sociologie historique du vote, qui fait de l'élection, plus qu'un « instrument de mesure, (…) un objet d'observation critique »[2].

Les élections de 1950 sont un moment d' « acculturation »[3] à la démocratie électorale. Dès lors, observer le processus de politisation à travers la séquence électorale a plusieurs avantages. D'abord, il s'agira de comprendre par quelles voies la politique électorale s'est imposée comme pratique de représentation. Avant la compétition électorale en elle-même, l'imposition de l'élection comme seule voie légitime de délégation a fait l'objet d'une lutte en elle-même. Divers acteurs, partis politiques, groupes sociaux, hommes politiques locaux, ont participé à l'imposition de cette norme, qui fait l'objet de différents modes d'appropriation. Les élections, en retour, contribuent à légitimer des groupes et des institutions, au premier chef desquels les partis politiques. C'est seulement à travers l'observation de ce processus singulier, à double ressort, que nous pouvons entreprendre une sociologie dense du changement de régime.

D'autre part, les élections nous renseignent sur les façons de faire de la politique, en particulier la période de mobilisation électorale, entendue comme l'« ensemble des actions mises en œuvre par des acteurs divers pour diffuser une « offre politique » et persuader les électeurs de s'y rallier en apportant leur soutien et leur vote. »[4]. Cette mobilisation est de toute nature, à la fois idéologique, symbolique, mais aussi matérielle, humaine, organisationnelle, et il convient d'en analyser la combinaison toujours spécifique.

Les campagnes électorales, ces moments d' « hyperpolitique » exercent comme un effet grossissant sur certains phénomènes, et permettent ainsi d'observer de façon privilégiée les stratégies du parti, un milieu partisan, un état de la société, ainsi que les « transactions entre professionnels et profanes »[5]. Nous suivrons ainsi l'injonction de Layla Baamara, Camille Floderer et Marine Poirier,

[1] Alain Garrigou, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992, p. 14.
[2] Yves Déloye et Olivier Ihl, « La sociologie historique du vote », in Yves Déloye et Nonna Mayer (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Emile Bruylant, 2017.
[3] Nous privilégions ce terme qui a l'avantage – par rapport à celui d' « apprentissage », de poser une analyse en termes d'interactions entre plusieurs cultures distinctes. Yves Déloye et Olivier Ihl, « La sociologie historique du vote », art. cité.
[4] Rémi Lefebvre, *op. cit*., p. 437
[5] *Ibid*.

qui nous incitent à voir la campagne comme un révélateur : « parce qu'elle rend certaines dynamiques plus visibles, parce qu'elle exacerbe les tensions, la campagne constitue un moment et un espace privilégiés pour comprendre comment se (re)définissent les rapports de force entre les acteurs, leurs relations sociales et leurs pratiques de mobilisation »[6].

Par la labellisation de certains sujets ou de certains enjeux comme « politiques », la campagne électorale est un moment important de la politisation. Ainsi, revenir au moment de la campagne électorale, à l'élection « en train de se faire », nous permet de comprendre comment le Parti démocrate, qui est vu aujourd'hui comme un parti conservateur, de droite, a mobilisé sur un mécontentement essentiellement social, dans un contexte de crise économique aiguë. Le mouvement qui porte le Parti démocrate au pouvoir est, au fond, très bien résumé par sa célèbre affiche électorale : « ça suffit ! (…) ». De plus, approcher des élections par la campagne électorale permet de voir quels segments de la population le parti tente de mobiliser et d'enrôler. Une attention portée aux réseaux activés, au type social des entrepreneurs politiques, aux symboles mobilisés, nous donne à voir le travail de représentation opéré par le Parti démocrate.

C'est dans ces années-là, entre 1946 et 1950, que le Parti démocrate élabore un discours électoral d'émancipation et d'opposition au pouvoir CHP, qui sera la matrice de toutes les autres campagnes électorales, celles de 1954 et celle de 1957. Juste après la catastrophe économique et sociale que représente la Seconde Guerre mondiale[7], ce discours est remarquablement efficace, et le restera aussi longtemps que restera le souvenir des années de guerre. Deuxièmement, les thèmes de campagnes du Parti démocrate sont plutôt bien connus ; mais nous avons souhaité, pour étudier cette campagne, nous pencher sur des sources de première main : des archives du CHP qui racontent des meetings électoraux du DP, des brochures de campagne ou des photos de la période.

Enfin, une approche par la sociologie historique nous impose de voir l'élection, avant tout, comme une pratique anthropologique et une opération matérielle. Au-delà des résultats, l'élection est un exercice investi de significations plurielles, qui fait l'objet de stratégies diverses. La façon dont cette pratique se superpose à des formes traditionnelles de représentation, s'insère dans un contexte social donné, est au cœur du processus d'acculturation, et doit faire l'objet d'une enquête. La pratique électorale est, de plus, enserrée dans une série de dispositifs institutionnels, de règles, de savoir-faire, qu'il faudra étudier.

[6] Baamara, Layla (dir.), Faire campagne, ici et ailleurs : Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires, Paris, Karthala, 2016, p. 17.
[7] Dans toutes les mémoires de témoins de l'époque, la guerre est racontée comme une période de grande pauvreté et de chaos social. Voir par exemple Musa Anter, *op. cit*., p. 61 ; Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 139.

La rareté des sources, l'indisponibilité de certains résultats, l'absence d'outillage statistique rendent difficile la conduite d'un travail de sociologie historique. Pour les élections de 1946, 1950, 1954, 1957, qui rythment l'existence du Parti démocrate et de la société turque de cette période, nous disposons d'éléments extrêmement maigres. Les résultats village par village, ou même canton par canton, ne sont pas disponibles dans les archives. Aucun résultat officiel, à part celui donné pour tout le département, ne peut nous aider à comprendre les ressorts du vote. Nous ne pouvons qu'approcher, par tâtonnements successifs, l'électeur anatolien des années 1940 et 1950. Le caractère lacunaire des sources nous invite donc à une forme d'humilité, peut-être salutaire, puisqu'elle nous conduit à imaginer une « autre sociologie du vote », qui s'attache à retracer le contexte historique et culturel qui donne sens au geste de l'électeur.

Notre réflexion se fera en trois temps. Une première section décline ce que nous avons appelé l' « invention de la campagne électorale » par le Parti démocrate. Elle s'attache à analyser, au plus près de l'expérience vécue, la naissance de pratiques de mobilisation comme les meetings et les congrès de parti, mais aussi de supports particuliers de propagande politique, comme les affiches électorales et les tracts. Cette première analyse nous permet aussi de montrer que la campagne électorale, au-delà de l'entreprise de sollicitation des suffrages, s'inscrit aussi dans un contexte de lutte pour imposer au CHP des élections libres en 1950, alors que celles de 1946 avaient été largement truquées. Une deuxième section se concentre sur le niveau local, où s'opère véritablement la labellisation de certains enjeux comme politiques, en lien avec la mobilisation d'acteurs spécifiques au niveau local. Nous ordonnerons notre propos autour de deux voies de la politisation : d'une part, la politisation des factions, qui, dans chaque département, prend des formes différentes et, d'autre part, l'effort du Parti démocrate pour « politiser » les mauvaises conditions économiques qui prévalent en Turquie au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, nous aborderons dans une dernière section de ce chapitre l'événement que constituèrent les élections de 1950, en collant au plus près de l'expérience vécue, pour montrer en quoi elles peuvent être qualifiées d'élections fondatrices.

I. L'invention de la campagne électorale : l'appel au peuple

Dès la fondation du Parti démocrate, et plus encore à partir de mi-juin 1946, date à laquelle le DP décide de participer aux élections anticipées, commence une intense mobilisation électorale, qui dure jusqu'aux élections de 1950. La mobilisation est aussi très grande pour les élections de 1954. Au lendemain des élections de 1954, cette mobilisation connaît un net ralentissement. A partir de 1955, il n'y a plus de congrès du Parti démocrate dans les bourgs et les villages ; ces derniers ne reprennent qu'en 1958. La date des élections avancées de 1957 sera décidée seulement un mois avant. La « campagne » à proprement parler ne dure qu'un mois, et se résume presque à une tournée électorale

d'Adnan Menderes. Même si la mobilisation électorale connaît une nette inflexion après 1950, certains mécanismes et phénomènes se prolongent jusqu'en 1954. C'est la première fois que le pays connaît une mobilisation aussi intense et aussi longue en vue des élections.

Cette campagne électorale est improvisée, tant par ceux qui cherchent à se faire élire que par les citoyens ordinaires. Les fondateurs du Parti démocrate, ainsi que les quelques députés qui le rejoignent après 1946 et les fondateurs des branches locales n'ont aucune idée de ce à quoi peut ressembler une campagne électorale. Les élections de la période de parti unique, même si nous n'avons que peu d'informations sur le sujet, se déroulaient dans l'indifférence du citoyen ordinaire, qui n'était sollicité que pour mettre son bulletin dans l'urne. La mobilisation électorale qui prend place entre 1946 et 1950 est donc un événement nouveau, dont les règles et les rituels s'écrivent en même temps qu'elle se fait. Refik Koraltan raconte ainsi un meeting à Diyarbakır :

> « Lors de notre première arrivée à Diyarbakır, nous sommes entrés dans une foule de peut-être 60 à 70 000 personnes. Comme partout, la tradition de se faire porter sur les épaules était devenue populaire. A tel point que, avant qu'on me prenne sur les épaules, mon cœur battait deux fois plus vite et je me sentais mal. Seuls ceux qui ont fait des discours face au peuple savent à quel point c'est difficile.»[8].

Ces lignes montrent bien le caractère inhabituel, et même inconfortable qu'il y a, pour un haut fonctionnaire, dont les rapports ordinaires avec « le peuple » sont marqués par la distance, à se plier aux règles du « triomphe » populaire, à se mêler à la foule dans un corps-à-corps étroit, et à s'adresser au « peuple » pour faire un discours. Le récit montre également que les rituels des meetings politiques sont en pleine création : en 1948, ce n'est que récemment, visiblement, que la tradition, pour l'homme politique, de se faire porter sur les épaules, est née.

La fabrique des répertoires d'action par les dirigeants du Parti démocrate a été bien décrite et analysée par Sinan Yıldırmaz[9] : l'usage d'affiches, de brochures, et de pamphlets contre le pouvoir en place, qui circulaient, au départ, clandestinement, sont des pratiques originales. La campagne électorale est, du moins au début, très peu médiatisée. Les brochures diffusées alors que le DP se trouve dans l'opposition, de 1946 à 1950, portent sur la couverture des avertissements tels que : « Compatriote, lis ce livre avec attention, et donne-le à un autre citoyen, qu'il le lise aussi », ce qui

[8] « Diyarbakır'a ilk varışımızda belki 60-70 binlik bir insan dalgasının içine girmiştik. Her yerde olduğu gibi, omuzda taşınmak adeti burada daha genişlemişti. O halde ki, omuza alınmadan evvel, 75 olan nabız 120'ye çıkıyor ve böylece hırpalanıyordum. Halka hitap etmenin ne kadar zor bir is olduğunu yapanlar bilir. », Refik Koraltan, *op. cit*., p. 117-118.

[9] Sinan Yıldırmaz « The Mass Mobilization in the Elections of the Democrat Party period », mémoire de master soutenu en juin 2002 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigé par Asım Karaömerlioğlu.

montre le peu de moyens dont disposait le parti au début de la campagne[10]. A partir des élections de 1954, ces brochures reprendront les réalisations du parti.

Des publicités pour le Parti démocrate, puis pour le gouvernement, sont diffusées dans la presse à partir de 1949, par l'intermédiaire d'une société d'édition privée, fondée par Zeki Rıza Sporel, un homme politique du DP, cousin par alliance d'Adnan Menderes, rachetée par le DP en 1949, *Güneş matbaacılık*. C'est cette société qui possédait la majorité des organes de diffusion du Parti démocrate, les journaux *Zafer* [La victoire], *Yeni Köylü* [le nouveau paysan] et *Akşam postası* [La dépêche du soir]. La société pouvait ainsi bénéficier de crédits accordés par la banque d'État *Iş bankası*, la banque des affaires, longtemps dirigée par Celal Bayar[11].

A partir de 1948, le CHP autorise l'usage de la radio par les partis politiques[12]. Le Parti démocrate en fait usage pour la campagne électorale des élections de 1950. Dans le journal *Hürriyet* du 9 mai 1950, une caricature montre un homme face à un agent de police. Même si la possession d'une radio devient de plus en plus répandue au tournant des années 1950, c'est encore chose assez rare jusqu'en 1950. Mais, jusqu'à la toute fin des années 1940, le Parti démocrate ne dispose que de peu de moyens, et il est soumis à toutes sortes de pressions de la part du pouvoir en place. C'est pourquoi la forme privilégiée est, pendant presque toute la durée de la campagne, le rassemblement politique. Le meeting politique offre la possibilité de diffuser largement un message politique. Mais c'est aussi l'occasion d'organiser une démonstration de force pour le pouvoir en place, et de donner à la mobilisation pour le Parti démocrate l'image d'un mouvement « du peuple ».

[10] Sinan Yıldırmaz, *Mass Mobilization*, *op. cit.,* p. 86 (104).
[11] *Ibid*., p. 93-94 (document pdf p. 111-112)
[12] Sinan Yıldırmaz, *Mass Mobilization, op. cit*., p. 92 (110).



Figure 8 : caricature sur l'usage de la radio dans la campagne électorale[13]

L'agent de police : - Alors mon vieux, comme ça, on a trop bu ? Tiens-toi bien !
L'homme : - Pas du tout ! Je viens d'entendre les discours de propagande des partis à la radio… Ca m'a fait tourner la tête !

A. Les rassemblements politiques au cœur du dispositif de campagne : opposer la « force du nombre à la force du nom »

C'est le rassemblement public, qu'il soit meeting ou congrès de parti, qui se tient au cœur du dispositif de campagne. Cela était aussi le cas dans la France de la seconde partie du XIXe siècle[14]. Les sources dont nous disposons, pour ces meetings, sont essentiellement les rapports du CHP - pour la période 1946-1950 surtout-, et la presse locale, qui publie des récits des congrès locaux et des meetings des partis. Les rapports des organisations locales du CHP donnent des informations peu fiables, pour plusieurs raisons.

D'abord, les responsables locaux du CHP sont les derniers individus à qui la victoire du Parti démocrate aux élections profiterait. Ils ont donc tout intérêt à exagérer la gravité des faits et gestes du nouveau parti, et à demander la fermeté au centre du parti, qui dispose de moyens plus importants.

[13] Source : Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 109.
[14] Paula Cossart, Le meeting politique : de la délibération à la manifestation (1868-1939), Presses universitaires de Rennes, 2010.

D'autre part, souvent plus diplômés et plus urbains que les gens dont ils parlent, ils sont eux-mêmes prisonniers de leurs préjugés et de leur ignorance à propos des événements qu'ils décrivent. Enfin, ce sont des responsables de plus petits niveaux qui écrivent au comité central du parti ; il est fort possible que, ne souhaitant pas contrarier leur hiérarchie, ils minimisent le plus possible les succès du nouveau parti, et l'influence sociale de leurs dirigeants.

Ces archives peuvent être recoupées avec des articles de la presse locale de l'époque. Si le journal en question soutient le CHP, on n'y trouvera pas grand-chose de plus que dans les archives. Si le journal soutient le Parti démocrate, en revanche, on y trouvera un récit des événements beaucoup plus favorable au Parti démocrate, pouvant même aller dans l'excès inverse. La question se pose, notamment, pour le nombre de participants à ces meetings : il n'est pas rare que le nombre avancé par les rapports du CHP donnent quelques centaines, là où une source démocrate donne plusieurs milliers[15]. Les mémoires des fondateurs du parti sont, pour la même raison, une source problématique. Les rapports diplomatiques et autres commentaires d'observateurs étrangers, cependant, peuvent donner une idée du nombre de personnes qui fréquentaient ces rassemblements, certainement plus proches des estimations données par les sources démocrates. Si la rareté des sources nous empêche de procéder à une minutieuse enquête ethnographique des meetings partisans, comme le fait, pour un autre contexte, Hélène Combes[16], il nous est néanmoins possible de donner quelques informations signifiantes. Nous pensons comme elle que les meetings permettent de comprendre la mobilisation partisane, à deux niveaux : celui des stratégies de conquête du pouvoir et celui du « milieu partisan », des futurs électeurs du parti.

Officiellement, le meeting électoral a vocation à rassembler le plus de monde possible, et à susciter l'adhésion, alors que le congrès, qui doit avoir lieu à intervalles réguliers selon les statuts du parti, rassemble les membres du parti, et doit être un espace de délibération. Le meeting, ou rassemblement électoral, est le registre de mobilisation par excellence du Parti démocrate. Les meetings ont souvent lieu dans le cadre d'une tournée électorale, ou de la visite d'un personnage important du parti, issu de l'appareil central. On voit là l'héritage du parti unique : la visite du chef d'État, ou du haut responsable politique, était un moyen essentiel de mobiliser les foules et de créer de l'adhésion. Il y a aussi une différence de taille et de lieux : les meetings et les tournées électorales ont lieu plus particulièrement dans les bourgs et dans les centres provinciaux ; beaucoup plus rarement dans les villages. Nous aborderons d'abord le rassemblement politique, c'est à dire le meeting dans ce qu'il a de commun avec le congrès, puis nous verrons les spécificités du congrès.

[15] Par exemple pour le meeting organisé en 1948 à Diyarbakır. Ercan Caglayan, qui cite un document d'archives, donne quelques centaines, alors que Refik Koraltan donne plus de 10 000. Pour les rassemblements démocrates à Izmir, c'est la même chose. Ercan Çağlayan, *op. cit*., p. 68.
[16] Hélène Combes, art. cité.

1. Faire nombre : meetings politiques et congrès du parti

Le plus souvent, et cette pratique augmentera au fur et à mesure que les ressources du parti croîtront, le meeting ou le congrès sont annoncés dans la presse locale quelques jours avant. L'heure et le lieu sont précisés, et l'annonce est accompagnée d'une invitation à venir, généralement sur le mode impératif. Une annonce diffusée dans un journal local d'Erzurum en 1954 comporte le texte suivant : « Legrandmeeting (sic) du mouvement de jeunesse du DP. Le mardi 27. 04. 1954 à 10h sur la place de *Palit*, le mouvement de jeunesse du DP a organisé un grand mitink (sic). Digne habitant d'Erzurum ! Nous vous prions tout particulièrement d'assister à ce meeting, qui sera une réponse à la réunion du mouvement de jeunesse du CHP qui a eu lieu dimanche. La présidence du mouvement de jeunesse du DP d'Erzurum. »[17]. L'information est parfois délivrée plus sobrement, comme dans *Demokrat Erzurum* du 25 janvier 1955 : « De la présidence du comité de direction de canton du parti. Nous informons nos amis membres du parti que le congrès du quartier de Tebrizkapi se tiendra le 4 février 1955, à 18h, dans la grande salle de la mairie. Le président du comité de direction de canton du DP, Faik Elmali. »[18]. Mais l'information se transmet surtout par bouche à oreille ; les responsables du parti dans les villages et autres petites unités administratives jouent un rôle très important dans la transmission de ce genre d'informations.

Le meeting tout entier tourne généralement autour de la venue d'un homme politique célèbre, de préférence député, ou qui occupe une charge étatique qui fait de lui quelqu'un d'important. La prestation de cet homme politique fera partie du spectacle - déjà en France en 1882, lors d'un meeting d'extrême-gauche, le public s'impatiente de ne pas voir paraître Louise Michel, dont la présence était pourtant annoncée[19]. Le discours de la « célébrité », parfois entrecoupé d'acclamations, occupe la plus grande partie du meeting. L'homme politique s'adresse à la foule, en les appelant « habitants de (…) » la localité dans laquelle se tient le meeting. Le dirigeant du parti doit se fendre d'un ou deux compliments pour flatter l'orgueil local de la ville ou de la région qu'il visite. Lors de sa visite à Bergama, le maréchal Fevzi Cakmak rappelle le passé « héroïque » de la ville pendant la guerre d'indépendance ; à Erzurum, tout discours s'ouvre sur le rappel des nombreux sacrifices de la région dans la lutte contre l'influence russe.

[17] « D.P Gençlik Kolu nunbüyükmitingi (sic) 27-4-1954 Salı günü saat 10 da Palitmeydaninda D.P. Gençlik kolu büyük bir mitink (sic) tertip etmiştir. Muhterem Erzurumlu ! C.H.P. Gençlik kolunun Pazar günü yaptığı toplantıya bir cevap teşkil edecek olan mitingimize teşrifinizi bilhassa istirham ediyoruz. D.P. Erzurum Gençlik kolu başkanlığı. » Demokrat Doğu [l'Est démocrate], 26 avril 1954.
[18] *Demokrat Erzurum*, 25 janvier 1955
[19] Paula Cossart, *op. cit*., p. 76.

C'était aussi le cas pour la période de parti unique. Le fait nouveau est plutôt de mentionner les problèmes économiques. Menderes vient visiter Erzurum le 2 octobre 1950 ; il fait un discours dans lequel il parle des problèmes économiques locaux, l'électricité, le transfert d'animaux. Cevat Dursunoğlu, la grande figure locale du CHP, qui vient de perdre les élections, tente de contre-attaquer en disant que Menderes « méprise » les habitants d'Erzurum en faisant passer leurs problèmes propres avant les « grands problèmes de la nation ». Selon Dursunoğlu, si les habitants d'Erzurum veulent le développement, ce n'est pas pour eux-mêmes, mais pour pouvoir « lutter contre l'ennemi et protéger la frontière »[20]. Ces remarques, si on les compare à la défaite électorale du CHP dans le département d'Erzurum, indiquent bien que le CHP a largement usé de l'orgueil local, et que ces ressorts sont désormais dépassés.

L'inflexion la plus considérable apportée par le Parti démocrate consiste bien dans l'attitude de l'homme politique qui donne son discours. Venu de loin – de 1946 à 1950, tous les fondateurs et les députés du parti démocrate parcourent le pays pour assister aux meetings politiques – l'homme politique présent lors du rassemblement doit montrer son humilité, et surtout sa sensibilité aux problèmes des gens qu'il visite. Cette attitude d'humilité, voire de service, vaut d'ailleurs pour tout rassemblement, du plus grand au plus petit. Pour les congrès qui ont lieu dans les villages, Joseph Szyliowicz raconte que les responsables locaux du parti doivent d'abord officier pour les plus pauvres avant de délivrer leurs discours. S'ils sont médecins, ils doivent délivrer des consultations gratuites. S'ils sont avocats, ils doivent donner des conseils juridiques, notamment pour des conflits autour de la possession de la terre[21]. Si le congrès a lieu dans un village, l'homme politique doit se rendre au café pour discuter avec les habitants du village. Même dans le cadre d'un *meeting* de plus large ampleur, il sera bien vu que l'homme politique aille faire un tour et saluer les hommes assis au café[22]. Les responsables du Parti démocrate mettent donc en application, les premiers, l'idée que « la campagne est une phase où le pouvoir se fait plus proche, plus humble, se soumet à la discipline de la démocratie »[23].

Adnan Menderes est l'incarnation même de ce style nouveau en politique. A Ankara, il était fréquent de le voir se rendre à pied au parlement, ce qui est considéré comme le *summum* de l'humilité[24]. Parfois, on l'emmène visiter les quartiers les plus pauvres de la ville, ou certains lieux de travail qui montrent la misère des gens qui y travaillent. L'homme politique doit alors manifester la plus grande empathie pour la situation des gens qui l'invitent. Les larmes, signe extérieur et incontestable d'empathie, sont particulièrement bien vues.

[20] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi…, op. cit.*, p. 419.
[21] Joseph Szyliowicz, *Political Change in Rural Turkey: Erdemli*. Mouton, 1966, p. 174.
[22] Comme le fait Ekrem Hayri Üstündağ à Izmir. Voir un rapport du CHP, archives BCA 490.01.444.1833.1.121.
[23] Rémi Lefebvre, art. cité, p. 447.
[24] Altan Oymen, *Öfkeli yıllar* [Les années de fureur], Istanbul, Dogan yayınları, 2010, p. 39.

Cet extrait des mémoires de Refik Koraltan en est un bon exemple. Alors que la délégation du Parti démocrate s'apprête à quitter Diyarbakır où elle a séjourné, en 1948, un groupe de personnes se présente aux dirigeants nationaux du parti, pour qu'ils viennent voir à quoi ressemble le quartier de la porte de Mardin[25].

> « Nous marchâmes donc jusqu'à la porte de Mardin. En 10 ou 15 minutes, une foule de près de 5 000 personnes nous entourait. Le tableau était à briser le cœur. Des haillons, des enfants de 10-12 ans, nus, le ventre gonflé, la jambe tordue, borgnes, le visage balafré. A ce moment-là, un des vieillards sortit de la foule et vint vers nous. Il nous dit les mots suivants : « Vous voyez dans quel état nous sommes. Est-ce que vous appelez ça vivre comme des personnes humaines ? Si vous ne nous laissez pas vivre comme des personnes humaines, jetez-nous tous dans le Tigre qui coule devant nous. Si vous ne faites pas ça, d'ailleurs, nous avons l'habitude, un beau matin, vous nous enverrez en exil, nos femmes, nos fils, nos frères, ou toute la famille. (…). Le vieil homme poussait des sanglots devant nous. Comme si quelque chose s'était coincé dans ma gorge, moi aussi, je commençai à sangloter. »[26].

Même s'il n'est pas certain que Koraltan ait réellement versé ces larmes, le fait qu'il le mentionne dans ses mémoires montre bien que c'était, en tout cas, le geste approprié dans une telle situation. Lors d'une visite de Menderes et de Köprülü à Izmir, le 8 octobre 1946, ces derniers rencontrent des ouvriers pour parler de questions économiques. Un ouvrier se plaint de la torture que représente pour eux la taxe sur le profit, « *kazanç vergisi* ». Menderes lui répond qu'il a déjà rencontré les ouvriers de *Tepecik*, qu'il s'est entretenu avec eux de ce sujet, que ces derniers ont raconté leurs problèmes « en pleurant » et qu' « ils ont pleuré eux aussi (Menderes et Köprülü) en disant qu'ils travailleraient pour régler ces problèmes »[27]. Ici le récit des pleurs partagés par les ouvriers nous montre aussi qu'il est important, pour les dirigeants démocrates, de susciter, mais surtout de partager l'émotion de la foule.

C'est bien que, dans un meeting politique, l'ambition est de séduire, susciter l'adhésion par l'émotion, plus que par un argumentaire rationnel. L'échange et la délibération sont rares. Si la foule est sollicitée, c'est pour acclamer les paroles de l'homme politique, ou encore exprimer une demande ou une plainte. Généralement, les échanges avec la foule sont soigneusement scénographiés, comme le

[25] Refik Koraltan, *op. cit.,* p. 118.
[26] « *Bunun üzerine Mardin kapısına yürüdük. On, on beş dakika içinde 5 bine yakın insan etrafımızı sardı. Tablo yürekler sızlatacak halde idi. Fitil fitil yırtık elbiseler, on-on iki yaşındaki çıplak, karni şiş, bacağı çarpık, bir gözü kor, suratı yaralı çocuklar. Bu sırada içlerinden yaşlı bir adam ilerledi, şöyle konuşmağa başladı: "Halimizi görüyorsunuz. Buna insanca yaşamak denir mi? Eğer insanca yaşatılmayacaksak Dicle önümüzde akıyor, bizi topyekun oraya dökünüz. Eğer bu yapılamazsa zaten alıştık, akşam yatarız, gece ya eşimiz, ya oğlumuz, ya kardeşimiz ya da topyekun ailemiz sürgüne gönderiliriz. (...)". Yaşlı adam hıçkırarak karşımızda ağlıyordu. Boğazıma bir şey tıkanır gibi ben de hıçkırıklarla ağlamaya başladım.* »
[27] « Tepecik ocağında işçilerinin dertlerini ağlıyarak (sic) anlattıklarını ve kendilerinin de birlikte ağladığını bunlar için de çalışacaklarını söyleyerek ayrılmışlardır ». Archives BCA 490.01.444.1833.1.82.

montre l'exemple de la visite du maréchal Fevzi Cakmak dans la région Egée en septembre 1947[28]. Le maréchal Fevzi Cakmak est alors âgé : il meurt un an après. Nous disposons de beaucoup d'éléments sur cette visite, grâce à un rapport du *vali*, CHP, qui assistait aux coulisses de l'événement pour le meeting de Bergama. Ce dernier envoie son rapport au président de l'organisation CHP d'Izmir, qui l'envoie au comité central du parti.



Figure 9 : caricature sur la campagne électorale du CHP[29]

(L'affiche dit : citoyen ! Donne ta voix au Parti du peuple ! »)
- Qu'est-ce que ça dit, ces écritures ?
- ça dit : « citoyen, donne ta voix au parti du peuple »
- ça c'est bien vrai, c'est la dernière chose qu'ils ne nous ont pas pris !

L'équipe de campagne commence par se rendre dans le local du parti, puis à *Bergama Palas* (le « palace de Bergama »), l'hôtel d'où aura lieu le meeting, qui commence à 18h30. Le maréchal est fatigué ; il fait quelques pas sur le balcon d'où les hommes politiques s'adresseront à la foule

[28] Pour la visite du maréchal Cakmak, voir Archives BCA 490.01.444.1833.1.18
[29] *Mizah*, 27 janvier 1950, publié dans Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 287.

rassemblée, et s'assoit lourdement sur l'une des chaises. L'un des organisateurs s'approche de lui, lui embrasse la main en disant : « regardez, Maréchal, ce que nous attendons de vous. Tous ces gens-là se sont rassemblés pour vous. – Qu'est-ce qu'ils attendent, qu'est-ce qu'ils veulent de moi, demande le maréchal. – Ils veulent la liberté, répond l'organisateur. ». Puis les photographes, accompagnés de quatre journalistes, demandent à la foule de se positionner bien en-dessous des panneaux où il y a inscrit « Parti Démocrate », pour les photos. Enfin, le gendre du maréchal lui donne le bras pour l'accompagner vers l'autre bord du balcon. Pendant ce temps, Hayri Türkmen, le responsable local du DP, un « dentiste », indique le rapport, s'adresse à la foule, pour leur dire « Mes chers amis démocrates, très chers aînés (*agabeylerim*), maintenant, le grand militaire de l'histoire, le maréchal va parler avec vous. ». Le général fait un court discours. « Habitants de Bergama, vous qui êtes des héros, dans les premiers jours de la Lutte Nationale, vous avez tiré le premier coup de feu contre l'ennemi. Alors que l'ennemi fuyait, c'est vous qui les avez jetés à la mer. (…) Dites-moi : que voulez-vous de moi ? ». Quelques personnes dans la foule répondent alors « nous voulons la liberté ». Le maréchal, fatigué, se retire un peu plus tard.

Ce meeting, dont l'organisation nous est révélée « de l'intérieur », donne plusieurs indications intéressantes. D'abord, le discours que doit faire le maréchal Cakmak lui est soigneusement dicté avant son intervention, ainsi que la réponse de la foule, « nous voulons la liberté ». Ce fait n'est ni nouveau, ni propre au Parti Démocrate : une étude des fêtes républicaines durant le parti unique montre bien le caractère habituel de ces pratiques[30]. Les dirigeants du DP ne font certainement que reproduire les pratiques du parti unique, qui leur semblent naturelles.

Les meetings présentent un fort caractère de fête et de divertissement. De nombreux rapports mentionnent qu'on a fait venir « tambour et *zurna* », les instruments traditionnels de la fête populaire. La solennité n'est pas de mise, au contraire. La salle réagit bruyamment aux discours des hommes politiques, par des rires ou des approbations. On peut bavarder, quitter les lieux pour revenir ensuite, et même fumer dans la salle ou sur les lieux du meeting. Quand les paysans viennent de loin pour assister au meeting, il peut arriver qu'ils dorment sur place avant le début du rassemblement.

Il est possible que des voitures à cheval soient affrétées par les organisateurs du meeting. Il y a plus de 86 voitures à cheval pour les gens qui sont venus des villages au rassemblement de Bergama en septembre 1947[31]. Si une route qui relie le village à la ville existe, les paysans peuvent se rendre à pied sur les lieux du rassemblement. Le lieu est pavoisé, le plus possible, avec des drapeaux du parti et des drapeaux de Turquie, qui, en même temps, marquent symboliquement l'espace.

[30] Emmanuel Szurek, « *Dil Bayramı*. Une lecture somatique de la fête politique dans la Turquie du parti unique » Clayer, Nathalie, et Kaynar, Erdal (dir.), *Penser, agir et vivre dans l'Empire ottoman et en Turquie : études réunies pour François Georgeon*, Louvain, Peeters, 2013, p. 497-523.
[31] Lors de la visite de Fevzi Cakmak. Archives BCA 490.01.444.1833.1.18.

Les rassemblements de plus grande taille ont lieu dans les villes de moyenne et de grande taille, le plus souvent en extérieur. En plein air, le meeting aura lieu dans l'espace public, généralement sur la plus grande place de la ville, là où se donnaient les discours politiques du CHP quand il était parti unique. Organiser les meetings aux mêmes endroits que le CHP permet d'ancrer symboliquement le parti dans la politique légitime, de la République. Toutefois, si le meeting a lieu sur la place publique, une autorisation du gouverneur (*vali*) est nécessaire. De 1946 à 1950, il arrive fréquemment que le *vali* refuse une telle autorisation, pour peu qu'il veuille montrer du zèle auprès des autorités.

Si le meeting a lieu dans un espace privé, cinéma, voire stade, celui-ci est généralement loué ou gracieusement prêté par le responsable local du parti. La possession de telles ressources fait partie des qualités requises pour exercer une charge au sein de la branche locale du parti. De 1946 à 1950, l'une des demandes de Parti démocrate est de pouvoir utiliser les maisons du peuple, des locaux publics destinés à l'éducation du peuple, ce qui montre qu'il a pu être difficile de trouver une salle. En espace fermé, il faut que la pièce soit pleine « à craquer » (« *Hınca hınç dolu* ») pour que le meeting soit jugé réussi.

L'objectif du rassemblement politique est bien, avant tout, de faire nombre. La présence de foules importantes est à la fois une démonstration de force[32] et, en l'absence de sondage, une façon de prévoir le résultat des élections, comme cela était le cas avec les rassemblements politiques en France avant 1940[33]. Plusieurs responsables locaux du CHP, après avoir assisté à un meeting DP de grande ampleur dans telle ou telle localité, jugent qu'il est impossible que le CHP y remporte les élections – même si le meeting n'est pas le seul élément qui détermine cette opinion[34]. Il s'agit aussi de se compter. Lorsque le Parti républicain du peuple annonce que les élections législatives anticipées auront lieu en juillet 1946, le Parti démocrate n'existe que depuis quelques mois.

Dès lors, il est naturel de privilégier la forme du rassemblement, qui indique le nombre de soutiens sur lesquels le nouveau parti pourra compter. L'information est plus claire que le nombre d'adhérents qui figure sur les registres du parti, qui étaient généralement mal tenus et rarement à jour – il était difficile de comprendre, pour un citoyen ordinaire, l'intérêt de payer une cotisation pour

[32] Paula Cossart, *op. cit*., p. 240.
[33] Paula Cossart, *op. cit*., p. 148. C'est aussi le cas dans l'Algérie pour l'élection de 1989 « Ces manifestations (…) remplissent une autre fonction propre à la conjoncture du pluralisme électoral naissant : elles constituent le *seul* instrument capable de mesurer numériquement les rapports de force entre les partis *avant le vote* » écrit Myriam Aït-Aoudia, *op. cit*., p. 239.
[34] Archives BCA 490.01.444.1833.1.27.

inscrire son nom dans un registre. De plus, les différents partis d'opposition font courir toute sorte de rumeurs sur les défections au parti.

En janvier 1950, le président de la branche du Parti de la nation (*Millet Partisi*, MP) à Trabzon déclare que 70 000 citoyens à Trabzon ont quitté le DP pour rejoindre le MP. Les dirigeants du Parti démocrate n'ont pas les moyens de vérifier la véracité de ces informations ; le premier jour du congrès national du Parti démocrate à Ankara, les délégués de Trabzon sont absents comme de nombreux autres délégués, dont l'arrivée a été retardée par de mauvaises conditions climatiques. La presse CHP s'empresse d'en faire les gros titres : « Le congrès du Parti démocrate n'aurait-il pas pu ouvrir ? Un couac dès le premier acte : tous les sièges étaient vides ! »[35]. Finalement, les délégués de Trabzon arrivent le lendemain, et rassurent les membres du congrès : les rangs du DP à Trabzon sont encore bien fournis ; leur retard n'était dû qu'aux mauvaises conditions climatiques. Le soulagement est général dans la salle[36], ce qui montre bien à quel point les partis politiques, en l'absence d'instrument fiable de mesure des intentions de vote, étaient dépendants des rassemblements politiques pour se faire une idée du nombre de voix.

Ce nombre peut toutefois se révéler trompeur : à Istanbul, les dirigeants du CHP se félicitent de ce qu'un grand nombre de gens viennent assister au meeting, ils ne se doutent pas que ce sont en majeure partie des curieux, qui s'apprêtent à donner leur voix au Parti démocrate, et ne viennent au congrès que pour se divertir[37]. Du reste, là où les dirigeants DP tentent à tout prix de « faire nombre », le CHP, même durant la campagne, n'est pas à l'aise avec les foules. Richard D. Robinson, en visite à Trabzon à l'été 1948, compare les deux rencontres avec les dirigeants de parti organisées, l'une par Inönü pour le CHP, l'autre par Celal Bayar pour le DP. Inönü accoste à Trabzon à bord de son yacht privé ; il n'invite à bord que quelques privilégiés, pour un banquet. Celal Bayar se rend à l'hôtel Yesil Yurt où il invite la moitié de la ville. Les fonctionnaires de rang inférieur, qui n'avaient pas été invités par Inönü, sont heureux de se rendre à la rencontre organisée par Celal Bayar[38].

Les congrès, qui, normalement, doivent n'inclure que les membres du parti, se font en plus petit comité. C'est la délibération, plus que l'adhésion clamée, qui est l'objet de ces congrès, qui ont généralement pour cadre la plus petite unité du parti, le *ocak*. Le *ocak* correspond à un bureau de vote, c'est-à-dire 500 électeurs. En général, les membres du parti au niveau du *ocak* sont une dizaine de

[35] *Vatan*, 8 janvier 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 82.
[36] Loc. cit.
[37] Hilmi Uran, *Hatıralarım*, Ankara, Ayyıldız matbaası, 1959, p. 564. Voir aussi Ferdi Oner, « *CHP rozeti tasan açikgoz DP'liler* » [Les partisans du DP profiteurs qui portent une rosette du CHP], *Cumhuriyet*, 2 mai 1950. Cités dans Sinan Yıldırmaz « The Mass Mobilization in the Elections of the Democrat Party period », mémoire de master soutenu en juin 2002 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigé par Asım Karaömerlioğlu, p. 104 [p.122 du document pdf].
[38] Richard D. Robinson, Lettre du 31 juillet 1948 au *Institute of Current World Affairs*. (p. 241 du document pdf).

personnes. A Trabzon, Robinson affirme que les congrès des *ocak* sont la forme de propagande qui a le plus de succès. Selon le président de la branche locale du DP, plus de 2 000 rassemblements de la sorte se tiennent chaque semaine dans tout le département de Trabzon.

Dans les faits, les objectifs du meeting et ceux du congrès se confondent. Le congrès est, lui aussi, fait pour susciter l'adhésion et attirer le plus de monde possible. Les critères d'un congrès réussi peuvent être compris à l'aide de la presse d'opposition, qui, pour déprécier un congrès du camp adverse, dira qu'il est n'a suscité aucun intérêt (« *tamamen ilgisiz geçti* »), ou qu'il y avait peu de monde. D'ailleurs, le fait même que les congrès cessent d'avoir lieu à une plus petite échelle que le canton, à partir de 1955, montre bien que ce dernier a essentiellement pour vocation de mobiliser. Malgré tout, les congrès sont présentés comme le lieu de la délibération ; lors d'un congrès régional du DP à Erzurum, le 27 mai 1951, l'un des délégués que l'ont veut faire taire proteste en disant : « c'est ça, la volonté de la nation ? » (« *milli irade bu mudur ?* ») et « si la parole est à la nation, je vais parler » (« *söz milletinse konuşacağız* »), faisant référence à la célèbre affiche, et à la campagne du DP[39].

Nous aurons l'occasion de revenir sur ces congrès qui, en fait, répondent à des règles différentes selon l'échelon auquel ils ont lieu, et dont la fonction évoluera beaucoup au cours de la période. Nous pouvons nous borner à faire remarquer ici que ces congrès, tout au long de la période, sont l'événement central de la politique locale, en-dehors des élections auxquelles ils sont liés. De 1946 à 1950, ces congrès, s'ils concernent des membres plus politisés que la moyenne des électeurs, ont certainement joué un rôle dans la mobilisation de l'électorat, en donnant des éléments de langage et de propagande à ces éléments plus politisés. Une fois revenus dans leur village ou dans leur environnement proche, ces éléments avaient pour rôle, à leur tour, de convaincre les citoyens. Ces congrès, où se fait la détermination des candidats aux élections, sont aussi le lieu par excellence des conflits factionnels. Pour cette raison, la violence physique y est beaucoup plus présente que dans les meetings. Les règles de déroulement y sont l'objet de fortes luttes, comme nous le verrons.

2. Les soutiens ordinaires au Parti démocrate : une ethnographie historique

Nous reprendrons ici à notre compte l'idée, formulée pour le Mexique par Hélène Combes[40], selon laquelle une ethnographie des meetings électoraux nous renseigne sur le milieu partisan. L'éloignement de notre objet nous condamne à une ethnographie historique. La formule a un caractère un peu oxymorique : l'ethnographie renvoie à l'observation d'un milieu humain, alors que travailler sur un objet historique nous oblige à travailler sur des documents. Toutefois, l'objectif de

[39] *Yeni Erzurum*, 27 mai 1951.
[40] Art. cité

l'ethnographie est bien de replacer une personne ou un groupe social, dans l'ensemble des réseaux d'interconnaissance auxquelles ils appartiennent, et à réfléchir sur un espace social spécifique[41]. Si cette ethnographie dans l'histoire est nécessairement limitée, les sources qui parlent de ces meetings peuvent nous donner une idée de qui était le « soutien ordinaire », le futur électeur du DP. Les rapports du CHP sont relativement précis sur les fondateurs locaux du Parti Démocrate, mais ils le sont nécessairement beaucoup moins sur les adhérents ou même les soutiens ordinaires au parti, en bref, ceux qui seront les futurs électeurs du Parti Démocrate.

Les quelques rapports qui relatent les meetings du parti sont entachés d'une partialité évidente : le rapport du 16 mai 1946 qui raconte que Ekrem Hayri Üstündağ vient ouvrir en grande pompe les branches locales du parti dans un quartier ouvrier de la ville d'Izmir, en venant saluer personnellement les ouvriers dans les cafés, se termine sur la conclusion que « ce geste est resté sans résultat » (« *bu hareket neticesiz kalmıştır* »)[42].

Dès l'ouverture du Parti démocrate, un rapport du CHP, dans la région d'Izmir, affirme que les ouvriers sont la population la plus susceptible d'être séduite par la propagande du Parti démocrate. Cette vision est certainement influencée par une vision conservatrice classique des élites CHP, qui craignaient un soulèvement ouvrier. D'autres rapports sont destinés à décrédibiliser les meetings du Parti démocrate : un rapport parle d'ouvriers et de petits *esnaf*, sur un ton chargé de mépris[43]. La taille des foules et le nombre de participants sont systématiquement sous-estimés. ll est malgré tout possible de retenir quelques informations livrées par ces rapports. Nous disposons de surcroît de quelques rares photos de meetings du Parti démocrate, qui permettent de confirmer, ou parfois d'infirmer les informations données par les rapports du CHP. A la partialité des sources s'ajoute une deuxième difficulté : celle d'analyser des foules en liesse. Nicolas Mariot a bien montré que l'acclamation et les démonstrations collectives n'étaient en rien une « preuve » de popularité de la personne acclamée[44]. Il faut donc appliquer cette leçon de prudence, et interroger le « glissement de l'effervescence à l'adhésion », en se souvenant qu' « avant d'être collectifs, les comportements acclamatifs sont institués »[45].

Un premier fait que remarquent tous les rapports est la variété de classe d'âge parmi les gens qui viennent aux meetings, et la présence de femmes. Cette variété est d'ailleurs un argument pour les

[41] Gilles Laferté, « L'ethnographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales reçu en héritage », *in* Buton, François, et Mariot, Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire, Paris*, Presses universitaires de France, 2009, p. 45-68.
[42] Archives BCA 490.01.444.1833.1.121
[43] « Pour la plupart des vagabonds, des cireurs de chaussure à la sauvette » (« *Çoğu avare dolaşan şurada burada ayak hizmetleri yapan kimseler* »), archives BCA 490.01.444.1833.1.77.
[44] Nicolas Mariot, *Bains de foule, les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Belin, collection socio-histoires, Paris, 2006.
[45] *Ibid*. p. 31

dirigeants du parti : Sıtkı Yırcalı, député DP de Balikesir, raconte que le maréchal Fevzi Cakmak, qu'il accompagne pour une tournée électorale, a été accueilli, lors des différentes étapes du voyages, par une foule de gens, jeunes et vieux[46].

Les quelques photos permettent de confirmer la présence de femmes, d'enfants et de personnes âgées aux meetings du DP. Une photo prise à Trabzon montre la chose suivante : la majorité des participants sont, malgré tout, des hommes d'âge moyen, habillés plutôt de façon urbaine – aucun n'est en costume paysan. La plupart d'entre eux portent des casquettes ; ils ne sont qu'une minorité à porter des foulards noués sur la tête (« *sarık* »). C'est d'ailleurs ce que remarque aussi Joseph Szyliowicz, qui ne voit, au congrès régional du DP à Mersin en 1957, aucun homme vêtu d'un costume paysan, ce qui, pour lui, montre que la politique est acceptée comme quelque chose d'urbain[47]. On distingue cependant, sur la photo, un groupe minoritaire de femmes, habillées plutôt de façon paysanne. Aucune d'entre elles n'a l'air jeune. Les femmes restent entre elles, formant un groupe compact, en bas à gauche du cadre, et portent des rosettes affichant le logo du Parti démocrate : les initiales D et P.



Figure 10 : photograhies d'un meeting démocrate à Trabzon[48]

[46] Archives BCA 490.01.444.1833.1.18.
[47] Joseph Szyliowicz, *Political Change in Rural Turkey: Erdemli*. Mouton, 1966, p. 175.
[48] Source : Refik Koraltan, *op. cit*., p. 118 et 119



Figure 11 : les femmes dans le meeting démocrate (zoom)

Aux élections de 1950 et même à celles de 1954, la forte participation des femmes, jeunes, portant leurs enfants, ou vieilles, sera un sujet d'étonnement et d'admiration pour les journalistes locaux. D'autres documents mentionnent la présence d'enfants. Un rapport du CHP, daté du 30 octobre 1947, raconte les provocations démocrates de la cérémonie pour la fête de la République, le 24 octobre 1947. L'une d'entre elles est la présence, au milieu du groupe d'adultes, de quelques centaines d'enfants entre 8 et 10 ans qui portent une rosette du parti démocrate. Cela n'« a pas fait bonne impression »[49], dit l'auteur du rapport, ce qui semble indiquer que la présence d'enfants est mal vue, quelles qu'en soient les raisons.

Le nombre de participants aux meetings peut varier grandement entre les rapports du CHP, et les récits qu'en fait la presse locale. Cependant, il semblerait que les meetings du Parti démocrate rassemblent de larges foules, ce qui marque le paysage visuel des villes et des bourgs de l'époque. Quand Ekrem Hayri Üstündağ vient inaugurer l'ouverture d'une branche du Parti démocrate dans un

[49] « Birkaç yüz çocuk bulunması (…) seyir edenlerin üzerine hoş bir tesir bırakmamıştır ». Archives BCA 490.01.444.1833.1.18.

quartier ouvrier d'Izmir, le rapport mentionne des ouvriers assis au café « par milliers » (« *binlerce* »)[50]. Lors du meeting de Bergama en 1947, l'auteur du rapport CHP remarque la foule de curieux qui sont venus assister au meeting, composée de femmes, d'enfants, d'ouvriers. Selon l'auteur du rapport, la foule ne dépasse pas 1 000 personnes.

B. Thèmes de campagne : un discours d'émancipation

Lors de cette première campagne, le discours électoral du Parti démocrate prend la forme d'un discours d'émancipation, qui restera longtemps la matrice des discours électoraux pour des campagnes futures. Les éléments généraux de ce discours, très bien connus, ont été abondamment commentés. Sinan Yıldırmaz souligne que la polysémie des choses promises, la liberté, la démocratie, permet à chaque électeur d'y mettre ce qu'il souhaite ; la « démocratie » finit par signifier « tout ce qui n'était pas possible sous le gouvernement CHP »[51]. Beaucoup d'auteurs estiment que la campagne électorale du Parti démocrate s'appuie au maximum sur un sentiment anti-CHP extrêmement fort, causé par des années de pouvoir CHP et surtout par des conditions économiques extrêmement difficiles depuis la Seconde Guerre mondiale[52]. Comme ces thèmes ont été bien étudiés, nous ne souhaitons pas nous y attarder ici. Nous insisterons essentiellement sur un point : la dimension d'émancipation, presque révolutionnaire, que véhicule le message électoral du DP. Le Parti démocrate se donne à voir comme le protecteur du peuple humilié, bafoué par le CHP. L'usage des symboles populaires, paysans, revient à dire à chaque électeur « vous n'avez plus à avoir honte d'être ce que vous êtes »[53].

1. « Ça suffit ! La parole est à la nation »

Le contenu des discours du Parti démocrate comporte deux volets. L'un, national, est à peu près standardisé : il s'agit, comme nous l'avons montré dans l'analyse du meeting ci-dessus, de convoquer la symbolique et les thèmes républicains, tout en donnant une grande place aux thèmes de « liberté » et de « démocratie ». Ces termes sont maintenus dans une acception assez floue, qui permet à chacun de lui donner la signification qu'il souhaite. On trouve, dans différentes sources, plusieurs anecdotes, qui racontent que, juste après les élections de 1950, plusieurs individus refusent de se conformer aux lois au prétexte que, désormais, la « démocratie » était là. Le thème de la « liberté » est beaucoup invoqué – le parti en avait d'ailleurs fait un principe fondateur avec le « pacte de la liberté » conclu lors du 1er congrès du parti en janvier 1947. Quelques témoignages de l'époque montrent bien que la rhétorique de la « liberté » comme exutoire à tous les problèmes, fonctionne. Dans le département du Hatay, un futur électeur, présenté comme un « marchand de denrées alimentaires

[50] Archives BCA 490.01.444.1833.1.121
[51] Sinan Yıldırmaz, *Mass mobilisation*…, *op. cit*., p. 59 [77].
[52] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 58 ; Kemal Karpat, *Turkey's politics*, *op. cit*., p. 445-446.
[53] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 124.

connu » (« *tanınmış bir zahireci* ») dit qu'il est du côté des démocrates parce que, sous leur gouvernement, « il y aura plus de liberté » (« *onlarda daha çok hürriyet olacakmış* »).

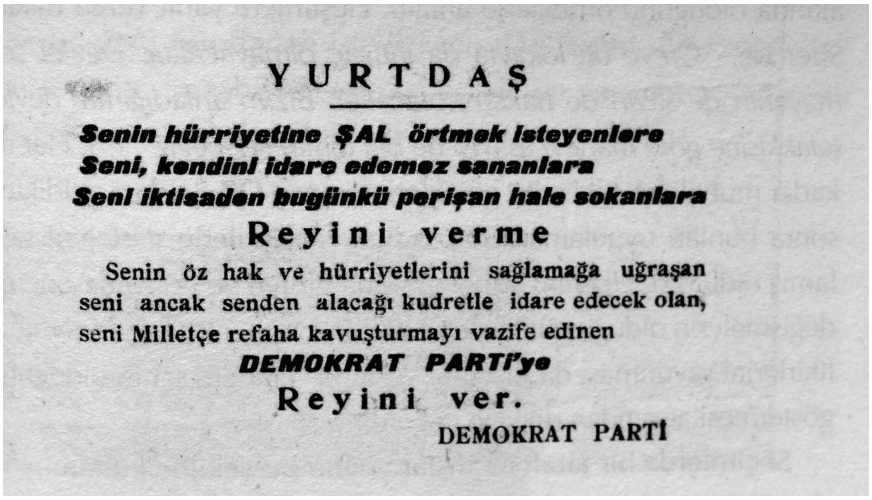


Figure 12 : une affiche électorale du Parti démocrate[54]

Les affiches sont assez minimalistes par rapport à nos standards contemporains : très simples, elles ne contiennent généralement que du texte. Cette affiche, malheureusement sans date, dit par exemple la chose suivante : « COMPATRIOTE Ne donne pas ta voix/A ceux qui veulent couvrir d'un VOILE ta liberté/A ceux qui ne te croient pas capable de te gouverner toi-même/A ceux qui t'ont plongé dans la misère/Donne ta voix/Au PARTI DEMOCRATE/Qui s'occupe de te fournir droits et liberté/Qui te gouvernera avec ta seule force/Qui se fait un devoir de la prospérité de toute la nation ». Au bas de l'affiche, comme une signature, figurent les mots « PARTI DEMOCRATE »[55]. Rares sont les affiches qui comportent des dessins et des couleurs.

[54] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p.107. Pour une affiche du Parti républicain du people, voir l'annexe 2.
[55] Hakkı Uyar, *Türkiye'nin Demokrasi devrimi, 1950 seçimleri* [La révolution de la démocratie en Turquie, les élections de 1950], Ankara, Anka yayınları, 2014, p. 107. (figure 12)



Figure 13 : affiche électorale du Parti démocrate. « Ca suffit ! La parole est à la nation ».

Au début du mois de juillet 1946, le Parti démocrate diffuse une affiche qui marquera son temps. Il s'agit de celle représentant une main immense, qui occupe toute l'affiche, et dont on ne voit que la paume, dans un mouvement qui signifie « stop ! ». La main est entourée d'un ruban discret, rouge, sur lequel est dessiné le drapeau de la Turquie. Une courte phrase occupe environ un sixième de l'affiche, en haut à droite et dit, dans une écriture manuscrite, « Ca suffit ! La parole est à la nation ! » (« *Yeter ! Söz milletindir* »). Cette affiche, devenue très célèbre, a été dessinée par un jeune caricaturiste, Selçuk Milar, qui s'inspirait des affiches européennes et américaines. Un article récent de Soner Yalçın, dans lequel ce dernier ne cite malheureusement pas ses sources, raconte que Selçuk Milar a eu beaucoup de mal à faire accepter cette affiche à la commission de propagande du parti, qui voulait une image plus classique, représentant trois jeunes, l'un paysan, l'autre ouvrier et le dernier citadin, se donnant le bras, avec une photographie d'Atatürk, dans une médaille, placée au-dessus de leurs têtes. La phrase suivante devait accompagner l'affiche : « Paysan, ouvrier, citadin main dans la main. Parti démocrate. »[56]. Finalement, Selçuk Milar parvient à convaincre la commission de diffuser l'affiche de la main, malgré les hésitations de Bayar, qui craignait que l'affiche ne soit trop « dure » (« *sert* »). Dès qu'elle est rendue publique, l'affiche a un immense succès.

Aussi tôt que 1950, l'image de la main est vue comme un symbole : une caricature publiée dans *Ulus*, un journal du CHP, le 10 mai 1950, montre Celal Bayar et Fuat Köprülü sur le point de traverser une rue. Un agent de la circulation, sans faire attention à eux, arrête les voitures d'un geste de

[56] Soner Yalçın, « *Yeter ! Söz Milletindir !*», *Hürriyet*, 10 juin 2007, consulté en ligne : http://www.hurriyet.com.tr/yeter-soz-milletindir-6680359

la main. Celal Bayar glisse à Fuat Köprülü : « Lui aussi est des nôtres, Fuat ! »[57]. Elle sera réutilisée pour les élections de 1950, et en viendra à symboliser le Parti démocrate lui-même.

Dans un meeting à Kocaeli, le 13 mai 2016, Recep Tayyıp Erdoğan reprend le slogan de l'affiche. Après un long développement, dans lequel Erdogan présente le 14 mai 1950 comme la date la plus importante de la démocratie turque – ce qui était aussi souvent l'un des éléments phare des discours démocrates après 1950 – il dit : « *Qu'avait dit Menderes à ce moment-là ? « Ca suffit, la parole est à la nation ! » (*En disant ces mots, il lève la main droite comme sur l'affiche. Acclamations de la foule*). Et nous, qu'avons-nous dit? « Ca suffit ! La parole et la décision reviennent à la nation. »* (acclamations de la foule)[58].

2. Symboles populaires, républicains et paysans

Les campagnes électorales nous renseignent aussi sur les « référents symboliques » que mobilise le parti[59]. La campagne électorale du Parti démocrate est conçue pour s'inscrire dans une symbolique populaire[60], le folklore paysan, mais aussi la symbolique républicaine, qui, jusqu'à la naissance du nouveau parti, était l'apanage exclusif du CHP. Un grand effort est fait pour définir ces éléments comme le patrimoine commun des deux partis, et non le seul apanage du CHP. Il y a certainement deux ordres de raisons à cela : d'une part, l'image du parti, qui tente de se montrer comme légitime, dans un mimétisme du CHP que nous avons analysé plus haut.

Mais c'est aussi que, comme le montre la propagande du DP, le patriotisme républicain était un puissant moyen de mobiliser. « Faire un discours pour traduire les problèmes du peuple, et en même temps, éviter de prêter le flanc aux policiers en civil, qui nous suivent partout, pas à pas, dans ces moments enthousiasmants n'est pas chose facile. »[61]. Refik Koraltan résume bien la difficulté face à laquelle se trouvent les dirigeants démocrates, qui doivent à la fois critiquer le CHP mais se garder de critiquer l'État républicain. En effet, une double communication est à l'œuvre dans les meetings du Parti démocrate : les dirigeants s'adressent à la foule, mais ils savent aussi qu'ils seront entendus par les autorités de l'État, contrôlées par le CHP.

---

[57] Hakkı Uyar *op. cit.,* p. 110.

[58] « Ne demiştir o zaman Menderes ?" « Yeter, söz milletindir » demişti. (acclamations de la foule). Biz de ne dedik ? « Yeter ! Söz de, karar de milletindir » dedik. (acclamations de la foule). » https://www.youtube.com/watch?v=WkoBoJAWLEo

[59] Hélène Combes, art. cité.

[60] Nous définissons ici la culture « populaire » comme un écart aux normes culturelles dominantes.

[61] « Hem halkın derdine tercüman olmak, hem de her yerde bizleri adım adım takip eden sivil vazifelilerin eline fırsat vermeyecek şekilde o heyecanlı anlarda konuşma yapabilmek kolay mi ? », Refik Koraltan, *op. cit*., p. 118

C'est particulièrement le cas dans un meeting ouvert ; quand le rassemblement a lieu dans un endroit fermé, il est toujours possible pour l'adversaire de se renseigner. Lors du congrès du DP à Ankara en janvier 1950, un journaliste de Vatan, acquis au CHP, s'introduit dans la salle du congrès en se faisant passer pour un serveur. Quelques deux heures plus tard, l'intrus est démasqué et doit quitter les lieux[62]. Ainsi, il est nécessaire, pour le DP, de montrer le plus possible son inscription dans l'univers de la République, et de donner une image du parti qui corresponde à ces critères.

Il s'agit parfois d'une image au sens propre ; lors du meeting du maréchal Cakmak, les photographes composent une photo dans laquelle le maréchal agite son chapeau – depuis 1925 et l'interdiction du *fez* un symbole de républicanisme – devant la foule, dans un geste qui rappelle celui de Mustafa Kemal sur de nombreuses photographies[63]. Mais plusieurs récits de meetings et autres éléments de propagande montrent que le patriotisme républicain est aussi, à la fin des années 1940, un puissant ressort de mobilisation. Lors du même meeting, le maréchal Fevzi Cakmak lui-même est présenté, avant tout, comme un héros de la guerre d'indépendance : il est présenté comme « le grand militaire de l'histoire » (« *Tarihin buyuk askeri* »). Sıtkı Yırcalı termine son discours en faisant scander par la foule une phrase d'Atatürk, devenue principe de la République turque : « la souveraineté est au peuple, sans conditions (« *Hâkimiyet bilâ kaydü şart milletindir* »), par trois fois. La référence incessante à la symbolique républicaine montre aussi que, à la fin des années 1940, le référentiel républicain est encore un moyen important de susciter l'émotion.

Le Parti démocrate entend ne céder en rien au CHP sur tout ce qui concerne le patriotisme. Le CHP tente de s'approprier l'héritage d'Atatürk. Une affiche de propagande contient le texte suivant :

> « Citoyen, les membres du CHP disent partout : « c'est nous qui avons sauvé la patrie, c'est nous qui avons jeté les Grecs à la mer ». Nous, les membres du DP, nous disons : les fils de la nation [« Mehmetçikler », les petits Mehmet] qui ont pris les armes pour défendre la nation, pour défendre l'honneur de Ayse ou Fatma, à Canakkale, à Dumlupinar, à Sakarya, ne se sont pas battus sous la bannière d'un drapeau à six flèches [le drapeau du CHP]. A ce moment-là, il n'y avait pas de carte du CHP suspendue à la nuque de Mehmetçik. Ceux qui nous ont offert des jours plein de lumière, ceux qui reposent dans la lumière ne sont pas tombés en martyr en criant « Inönü, Inönü », en combattant sous un drapeau à six flèches. C'est sous le fier drapeau turc, au croissant de lune, en criant « Allah, Allah » qu'ils ont jeté l'infâme ennemi à la mer et qu'ils ont sauvé la patrie. C'est ainsi que le DP connaît et raconte cette histoire. Le DP est ton parti. »[64].

Un autre moyen est la politisation de fêtes républicaines. À Izmir, le 24 octobre 1947, pour les célébrations de la fête de la République, le Parti républicain du peuple décide qu'il n'y aura pas de

[62] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 82.
[63] Archives BCA 490.01.444.1833.1.27
[64] Ce texte nous est parvenu sous forme de document dactylographié, et nous en savons assez peu de choses ; nous n'avons pas de preuve qu'il a été diffusé. Cependant le ton du document est tout à fait conforme aux discours des hommes politiques du DP. Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 106

défilé, sous prétexte que les partis politiques, en défilant séparément, pourraient s'en saisir, et qu'il en résulterait des manifestations nuisibles à l'ordre public. Un groupe de démocrates de 1 500 à 2 000 personnes, décide de ne pas suivre ces recommandations, et défile dans les rues d'Izmir. Au moment où le *vali* demande aux militaires, étudiants et au peuple rassemblé sur la place comment ils vont, les démocrates répondent en criant : « vive la République » ! au lieu de dire « merci ». Le président de l'organisation du Parti démocrate à Izmir, quant à lui, est venu se tenir aux pieds des marches, pour récolter les saluts des citoyens présents à la célébration. « Nous ne voulons pas du gouvernement de Recep Peker. De la même façon, nous ne voulons pas d'un gouvernement qui sera formé par Ali efendi ou Ahmet efendi. » s'écrie Sıtkı Yırcalı lors d'un rassemblement de septembre 1947[65], ce qui montre bien qu'il y a une dimension de revanche « de classe », dans ces rassemblements.

Maurice Agulhon a montré, dans son travail sur la politisation d'un département du Var, l'importance du folklore paysan dans l'expression politique : « La politique fournit l'occasion et le but de l'expression, et le folklore son moyen »[66]. Il est dès lors difficile de dire si la politique se folklorise ou si le folklore est politisé. Lors des meetings du Parti démocrate, il est fréquent que des animaux soient sacrifiés, ce qui est une pratique d'origine religieuse, généralement associée aux fêtes paysannes.

Les fêtes paysannes sont parfois mêlées à la politique : lors du carnaval qui suit les mariages, à Sakaltutan (village de la région de Kayseri), les jeunes du village ont mimé la guerre des républicains contre les démocrates, comme ils auraient pu le faire des policiers et des voleurs[67]. Rapidement, le nom de « demokrat » a été transformé par les paysans en « demirkırat », qui signifie « cheval blanc de fer » (« *demir kır at* »). Rapidement, le cheval blanc est devenu un symbole d'héroïsme, en s'appuyant sur la légende de Koroğlu, un héros populaire qui luttait contre la tyrannie, dont le cheval était réputé être blanc[68]. Il est difficile de savoir dans quelle mesure les dirigeants du Parti démocrate ont été à l'origine de ce déplacement sémantique, ou si ce dernier a été spontané, comme le veut la légende historique. Ce qui est sûr, c'est que les dirigeants du parti se sont rapidement emparés du symbole du cheval blanc, en faisant de leur parti l'incarnation réelle de cette figure mythique.

[65] « Recep Peker hükûmetini istemiyoruz. Onu istememekle beraber yine ayni şekilde Ahmet Efendi, Ali Efendi tarafından kurulacak bir hükûmeti de istemiyoruz ». Le terme « efendi » renvoie à une supériorité sociale. Archives BCA 490.01.444.1833.1.18
[66] Agulhon, La République au village, op. cit., p. 266
[67] Paul Stirling, *op. cit*., p. 281
[68] Sinan Yıldırmaz, *Mass mobilization … op. cit*., p. 88 [106].



Figure 14 : caricature qui représente Menderes sur le cheval de légende *Demirkırat*[69]

Légende: le cheval blanc s'est levé avec majesté! Il a relevé la tête vers Dieu!

Dans *Yeni köylü*, un journal destiné aux paysans, possédé par le Parti démocrate, de nombreuses caricatures représentent Menderes en héros du peuple, perché sur le cheval blanc mythique. Un autre support est fréquemment utilisé : il s'agit du poème épique de propagande « *Demokrat Destani* ». On trouve, dans ces poèmes, une héroïsation des dirigeants démocrates, mais aussi une présentation humoristique de certains thèmes. Une brochure, qui se présente comme un « Appel au paysan », et signée « paysan » (« *köylü* »), a pour titre « N'oublie pas ». Le poème contient neuf strophes de quatre vers, et commence de la façon suivante :

> « O noble et magnanime paysan turc, n'oublie pas/ Ceux qui ont fait de toi un esclave des gendarmes/N'oublie pas quand tu venais à la ville pour régler quelque affaire/Et ceux qui te chassaient de leur bureau en disant « sale paysan ». (…) Tu as eu faim, tu es resté nu, ils ne t'ont pas jeté un regard/Alors qu'ils se faisaient faire des palais de plusieurs millions/ La route, l'école du village, c'est à toi qu'ils l'ont faite faire/ Ils ne se sont souvenus de toi que pour les impôts (…) Demeure, Parti démocrate que ta force soit éternelle/Tu as apporté la véritable liberté à cette nation/Toute la nation te donnera sa voix, c'est sûr/ Tu as apporté la bonne nouvelle de la prospérité et du bonheur »[70].

Cette brochure montre que le Parti démocrate a, dans son discours électoral, tenté de cibler les paysans, en jouant sur plusieurs registres : un ressentiment de nature sociale, un mal-être économique, mais, aussi, un certain patriotisme (la « liberté » de la « nation »).

[69] Yasin Kayış, *op. cit.,* p. 48.
[70] Hakkı Uyar, *op. cit* ., p. 114. Voir annexe 2.

3. Acteurs religieux officiels et officieux : un rôle différencié

Tout un courant historiographique attribue un grand rôle à la manipulation des sentiments religieux dans la victoire du Parti démocrate aux élections. Cağlar Keyder, par exemple, estime que l'appartenance religieuse était un sentiment plus fort que le nationalisme dans les années 1950[71]. Les sources, cependant, indiquent tout le contraire, au moins pour la campagne électorale des années 1950. Si le Parti démocrate présente son adversaire, le Parti du peuple, comme un parti anti-religieux, Sinan Yıldırmaz a bien montré que le CHP a fait un usage beaucoup plus intensif de la propagande religieuse entre 1946 et 1950 : les imams étant des fonctionnaires d'État, ils étaient plus naturellement appelés à se ranger du côté du parti au pouvoir[72].

Un travail sur la propagande proprement religieuse du Parti démocrate aurait demandé une enquête plus poussée. Dans la mesure où l'intrusion de la religion dans la vie publique était relativement taboue, la mobilisation de la religion par le Parti démocrate est passée par des réseaux informels et n'a pas laissé de trace écrite. Sinan Yıldırmaz a montré que les rumeurs populaires – selon lesquelles Inönü était en fait un prêtre, qui voulait détruire l'islam, par exemple[73], ont servi à diffuser une propagande religieuse en faveur du Parti démocrate. Mais de la même façon que pour le cheval blanc de légende qui a servi de symbole au parti, il est difficile de démêler ici ce qui relève de l'intentionnalité des dirigeants du parti, et ce qui relève de la réappropriation paysanne. D'autre part, la propagande religieuse a certainement été prise en charge par des acteurs locaux – nous reviendrons au chapitre 3 et au chapitre 7 sur le rôle social des hommes de religion, et sur la façon dont les acteurs locaux se saisissent de la religion. Or nous ne disposons que d'éléments épars et peu fiables sur la mobilisation de la religion au niveau local. À Erzurum, un imam aurait fait promettre au candidat du Parti démocrate qu'il restaure l'appel à la prière en langue arabe[74]. De même, la mobilisation des acteurs confrériques et *nurcu* reste assez largement inconnue.

De 1946 à 1950 a lieu l'une des premières campagnes électorales en Turquie. Comme les premières campagnes électorales en France, il s'agit avant tout d'instiller l'idée qu'il est possible de changer le pouvoir en place. Pour cela, les dirigeants démocrates font appel au peuple. Comme dans toute campagne électorale, il y a une forme d'inversion des rapports : le pouvoir politique se fait plus proche, plus humble, dans une suspension des rapports hiérarchiques[75]. Ce discours d'émancipation, au niveau national, reste toutefois assez vague sur les enjeux qui font l'objet d'une prise en charge

[71] Cağlar Keyder, State and class in Turkey: a study in capitalist development, Londres, Verso, 1987, p. 122.
[72] Sinan Yıldırmaz, *Mass mobilization ... op. cit*., p. 91 [109].
[73] Sinan Yıldırmaz, *loc. cit.*
[74] Entretien avec Doğan, un habitant d'Erzurum, en octobre 2014.
[75] Rémi Lefebvre in Philippe Riutort (dir.), art. cité, p. 447.

politique par le Parti démocrate. C'est plutôt au niveau local que les acteurs du parti mettent en place des stratégies qui ressortissent à des enjeux spécifiques.

II. Stratégies locales et hybridation des dynamiques de politisation

La campagne électorale opère une sélection et une hiérarchisation d'enjeux politiques émergents. Ce faisant, c'est pendant la campagne électorale que s'opère, chez les électeurs, la prise de conscience d'une communauté de vues. Dans la sélection de ces enjeux, le niveau local est d'une grande importance. « Le local occupe avec passion l'espace électoral » résume Yves Pourcher[76]. Nous verrons à présent les réappropriations et les traductions locales des enjeux électoraux et des répertoires d'action, et nous montrerons comment les lignes générales de campagne s'incarnent dans des problématiques locales.

D'abord, le niveau local est en même temps celui d'une hybridation, et voit se superposer différentes logiques : économiques, communautaires, factionnelles. Dans le cas du Parti démocrate, beaucoup d'auteurs considèrent que la rapidité de la diffusion du message démocrate est aussi due à son insertion dans les clivages locaux[77]. Pour Eugen Weber, la simple conversion des factions à la politique nationale est la preuve même d'un « archaïsme » des populations rurales, qui n'auraient été politisées que beaucoup plus tardivement. « La Révolution redéfinissait les luttes entre protestants et catholiques ; la droite et la gauche reproduisaient leurs conflits. Les intérêts, la sympathie, l'expérience vous entraînaient dans les factions traditionnelles, mais n'altéraient qu'à peine les factions elles-mêmes. »[78]. Mais la projection de ces conflits dans la politique locale les transforme en même temps, et modifie en retour le parti lui-même.

Il y a, lors de la mobilisation électorale, une forme de jeu entre local et national : pour les membres du Parti démocrate, il est parfois plus prudent d'attaquer son adversaire sur le plan local, alors qu'il est parfois plus judicieux de s'en prendre au « CHP » en général. C'est ce jeu d'influences réciproques, le processus complexe par lequel une multitude d'interactions en différents sites produisent un seul parti, que nous souhaitons étudier maintenant. La façon dont la campagne électorale est menée dans les différents départements nous dit quelque chose du milieu partisan local.

---

[76] Yves Pourcher et Jean-Louis Briquet, « Passions d'urne. Réflexions sur l'histoire des formes, des pratiques et des rituels de l'élection dans la France rurale », Politix, vol. 4, n°15, Troisième trimestre 1991. p. 48-52.

[77] Paul Stirling affirme que, hors des cercles d'Istanbul, le Parti républicain du peuple était l'alliance de toutes les factions au pouvoir en 1950, et le Parti démocrate l'alliance de toutes les oppositions en 1950, *op. cit*., p. 282. Voir aussi Arnold Leder, « Party Competition in Rural Turkey: Agent of Change or Defender of Traditional Rule? », *Middle Eastern Studies*, 15 (1), 1979, p. 91-92 ; Sabri Sayari, « Some Notes on the Beginning of Mass Political Participation », *in* Akarli (E.), Ben-Dor (G.), eds., *Political Participation in Turkey*, Istanbul, Bogaziçi University Press, 1975, p. 123-124.

[78] Eugen Weber, *La fin des terroirs*, *op. cit.*, p. 373.

A. La politisation des factions

> « Si, en dehors du temps de la politique, une faction se résume presque seulement à ses chefs et à quelques fidèles (…), la lutte électorale constitue un moment pendant lequel il devient essentiel d'inclure le maximum de personnes. Ceci non pas seulement pour les voix que cela représente, mais aussi pour la démonstration publique de force que cela signifie. Plus que de battre le candidat adverse, il s'agit, dans ce type de lutte, de faire en sorte que la faction se confonde avec l'ensemble de la société – ou tout du moins se rapproche de cet objectif. Ce qui est en jeu est une lutte qui dépasse largement la lutte électorale stricto sensu. La question est autant celle de l'accès à certains postes de pouvoir que celle du poids relatif de différents groupes au sein de la société locale, qui sera décisif pour la mise en ordre des relations sociales pendant un certain temps. »[79].

Cette phrase de Moacir Palmeira et Beatriz de Heredia sur le Brésil en dit long sur les enjeux de la politisation des factions. En se projetant dans un conflit national, c'est beaucoup plus que la victoire électorale qui est en jeu : les partis deviennent identifiés avec certains groupes sociaux, et, lors des élections, c'est finalement leur place dans la société qui se joue.

Cette réflexion nous invite à nous pencher sur la conflictualité qui est au fondement des processus de politisation, dans la mesure où le politique s'apparente à un mode d'expression et de prise en charge des conflits. Le conflit suppose un désaccord affirmé et public[80], dans lequel les forces opposées seraient constituées et dévoilées. Ici, il s'agira de voir comment le Parti démocrate s'insère dans des conflits pré-constitués. La question se pose alors de savoir si la politisation de ces différentes factions sur des enjeux locaux peut nous permettre de dégager des lignes d'opposition structurantes au niveau national, qui auraient été le propre de clivages[81]. C'est finalement par un travail d'homogénéisation de la part des dirigeants du Parti démocrate, que l'alliance de ces différentes factions locales finit par faire parti.

1. Rivalités personnelles et compétition politique

Ici, la faction au sens de « groupe rival » rejoint la définition de la faction intra-partisane, comme groupe en rivalité contre un autre pour le pouvoir au sein du parti ; les branches locales du parti étaient déchirées par des conflits factionnels parfois très brutaux. Les élections, pendant la période de parti unique, pouvaient se dérouler dans des circonstances extrêmement violentes. A Kadirli, dans le département d'Adana, les factions au sein du parti atteignent un sommet quand, lors des élections de 1927, le responsable du parti fait feu sur la gendarmerie et part dans les montagnes[82]. Dans de très nombreuses localités, la famille rivale de celle qui occupe des fonctions au sein de la

[79] Beatriz de Heredia et Moacir Palmeira, art. cité.
[80] Florence Haegel et Sophie Duchesne, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2004, p. 877-909.
[81] Florence Haegel, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. vol. 12, n° 1, 2005, p. 35-45.
[82] Metinsoy, Murat « Kemalizmin Taşrası… », *op. cit.*, p. 143.

branche locale du CHP entre au Parti démocrate. Dans le district de Oltu, une célèbre rivalité oppose la famille Önder et la famille Nalbantoğlu. Cette rivalité remonte à la Première Guerre mondiale où, dit-on, l'une des deux familles accuse l'autre d'avoir causé la mort de l'un de ses fils pendant la bataille de Sarıkamış[83]. En 1940, un inspecteur du CHP remarque la vigueur du conflit factionnel qui déchire le parti[84]. En 1946, c'est la famille Nalbantoğlu qui contrôle la branche locale du CHP ; la famille Önder se charge de fonder la branche locale du Parti démocrate. Ainsi, la lutte entre le DP et le CHP, dans les premières années de l'existence du DP, a aussi une dimension, pour les élites CHP, de préservation de leurs intérêts. Souvent, la lutte entre les deux partis est beaucoup plus âpre au niveau local.

Ces rivalités prennent racine dans des rancœurs qui sont parfois très personnelles. Les archives du CHP montrent de très nombreuses lettres de dénonciation, qui y sont reproduites telles quelles. La lettre d'un employé d'usine, par exemple, datée du 10 novembre 1946, dénonce un certain « Tacettin bey », qui travaillait dans une usine du monopole d'État pour le tabac, à un poste de direction, puisque, au moment des élections de 1946, il remplaçait le directeur de l'usine. L'auteur de la lettre, un certain Ahmet Ulger ou Ulgen – certainement un employé de l'usine – accuse ce Tacettin d'avoir incité les ouvriers de l'usine à voter pour le Parti Démocrate lors des élections de juillet 1946. Dans une usine où travaillent plus de 3 000 ouvriers, reprend l'auteur, il est dangereux de laisser agir ce « converti (*dönme*) de Salonique à la mentalité sioniste » (« *bu Tacettin Selanik dönmelerinden olup siyonist zihniyetli bir adamdır* »)[85]. De nombreuses accusations, qui ont un arrière-plan politique, se soldent par des renvois. Par exemple, à Cesme, une lettre du 12 novembre 1946 révèle que le directeur de la banque agricole, qui est connu pour être membre du nouveau parti, du parti démocrate, a accusé le directeur de la coopérative agricole de Alaçati, d'être alcoolique, et ce dernier perd effectivement son poste. Les autorités locales du CHP se plaignent de cette injustice, qu'ils jugent politiques, en arguant de ce que le directeur de la coopérative refusait de faire la propagande du DP. Inversement à Selçuk, Kemal Silay, le médecin de la municipalité, est soupçonné de faire la propagande du DP ; il est éloigné et placé en résidence surveillée à Izmir.

Pour le citoyen moyen, à la fin des années 1940, le pouvoir CHP n'avait pas un visage lointain ; il était incarné par des figures connues, celles des notables locaux. En se projetant dans la politique nationale, ces factions acquièrent une position universelle : plusieurs dynamiques de politisation se superposent : à la fois ethniques, confessionnelles, et économiques. En 1946, les élites locales du CHP sont souvent de riches familles, qui ont établi un monopole sur certains secteurs

[83] Murat Küçükuğurlu, *Turk siyasi… op. cit*., p. 108.
[84] *Ibid.,* p. 89.
[85] Archives BCA 490.01.444.1833.1.57

économiques de la ville, en prenant appui sur leurs positions au sein du parti. Dans une lettre du 31 juillet 1948, Richard Robinson, en visite à Trabzon, décrit le président de la branche locale du CHP.

Cet homme de 45 ans, Cevdet Akçay, est le fils d'un producteur de tabac. Il possède encore des champs de tabac, mais tire maintenant ses principaux revenus du ciment et du carrelage. Il est accusé, et, précise l'auteur de la lettre, il y a tout lieu de croire que ces accusations sont fondées, d'avoir établi un monopole presque complet sur tout le commerce de ciment dans la région. Il aurait reçu la concession d'amis au sein du gouvernement quelques huit années auparavant, et il a depuis gardé ces privilèges bien en main. C'est peut-être l'une des raisons, remarque l'auteur, pour lesquelles une nouvelle maison du peuple est en construction – alors que la maison du peuple est fréquentée par un nombre très limité de personnes. Sans hasard, l'un des thèmes de campagne du DP à Trabzon, outre les taxes trop élevées et la cherté de la vie, est le monopole du pouvoir détenu par une classe de privilégiés, corrompus, et qui ont des contacts si haut placés qu'il est impossible qu'ils soient jugés pour leurs exactions[86]. On voit bien ici comment la rancœur et la rivalité pour des positions de pouvoir recoupe des problématiques économiques, celles de la pauvreté et du coût de la vie.

2. Les tensions ethniques comme facteur de politisation : locaux et immigrés

L'ethnico-confessionnel occupe une grande place dans la superposition des clivages locaux et nationaux. Le cas de Saruhanlı, qui a été bien développé par Arnold Leder[87], en est un excellent exemple. Dans ce bourg du département de Manisa, dans la région de la mer Egée, un clan de notables, liés au CHP, dominait la ville depuis la fin de la Première Guerre mondiale. A partir de la fin des années 1940, ces notables sont concurrencés par des nouveaux propriétaires, arrivés après la Première Guerre mondiale, pour prendre possession des terres laissées par les populations grecques qui les occupaient précédemment.

Dans le courant des années 1930, ces nouveaux propriétaires commencent à se considérer comme des « locaux », par opposition aux immigrés venus de Bulgarie. Ces immigrés, qui parlent un turc différent et ont des coutumes différentes, sont installés par l'État dans la localité en 1936 et en 1937. 400 à 600 Bulgares arrivent à Saruhanlı, qui faisait à l'époque 1000 habitants. La plupart des Bulgares arrivent avec quelque équipement de ferme et un peu d'argent. La plupart d'entre eux venaient des mêmes villages et avaient des liens forts entre eux. Ils essayent d'acquérir de nouvelles terres après leur arrivée, ce qui crée de fortes tensions avec les « locaux », qui avaient eux-mêmes acheté leur terre.

[86] Richard D. Robinson, lettre du 31 juillet 1948.
[87] Arnold Leder, *Catalysts of Change: Marxist Versus Muslim in a Turkish Community*. Center for Middle Eastern Studies, Los Angeles, 1976.

Les notables locaux, quant à eux, étaient favorables à l'arrivée d'immigrés dans leur village. Ils avaient demandé aux autorités de recevoir des immigrés, sans en informer les villageois, ce qui a entraîné un certain ressentiment de la part des « locaux ». Les immigrés se placent ainsi sous la protection des notables, et leur assurent en échange leur soutien politique. En 1950 et 1951, 154 000 Turcs de Bulgarie arrivent en Turquie pour fuir les persécutions du régime communiste. 6 000 de ces réfugiés sont installés dans la région de Manisa. Les autorités étatiques ont jugé que Saruhanlı était un bon endroit pour placer des réfugiés. Les notables locaux, à la fois conscients du ressentiment que cela pourrait causer chez les locaux et soucieux de ne pas froisser les autorités locales de l'État, installent les nouveaux arrivants sans leur donner de terre, dans des maisons rudimentaires avec un simple jardin. Ces familles viennent d'un milieu différent que les vagues d'arrivants des années 1930. Elles sont plus pauvres, affectées par l'exil, et ne se connaissent pas entre elles ; elles ne forment donc pas de « clan ».

Rapidement, ces nouveaux arrivants commencent à travailler chez les « locaux » comme travailleurs agricoles, où ils sont appréciés. N'ayant aucune ambition d'acquérir des terres, ils n'entrent pas en concurrence avec les locaux, qui sont satisfaits de constater que ces nouveaux arrivants « connaissent leur place » - inférieure, cela va de soi. D'autre part, les immigrés arrivés dans les années 1930 voient d'un très mauvais œil l'arrivée de ces nouveaux immigrés, pauvres, et qui donnent, selon eux, une mauvaise image de leur communauté. Ainsi, une relation de clientèle, similaire à celle qui unissait anciens notables et anciens immigrés, se noue entre les nouveaux immigrés et les « locaux », dont les plus riches forment un groupe rival à celui des anciens notables. A partir de 1950, trois groupes sociaux sont définis par leur provenance géographique, leur lieu dans la ville, à quoi vient s'ajouter un statut social : les « locaux », les « anciens immigrés » et les « nouveaux immigrés ». Leurs mosquées, cafés, épiceries et barbiers sont séparés ; chacun de ces lieux a une fonction de transaction, de propagation des rumeurs et de discussion des problèmes du village. Il y a peu de mariages entre ces trois communautés, et peu de visites entre ces différents quartiers de la ville, même si la ségrégation des quartiers de la ville n'est pas absolue. Les trois communautés partagent le sentiment d'être Turcs et sunnites.

Comme les notables ont fait alliance avec les immigrés des années 1930, à la fin des années 1940, le CHP est vu comme le parti des notables locaux et des anciens immigrés. Lors de la fondation du DP, les « locaux » nouvellement enrichis ont investi le parti dans l'espoir de briser le pouvoir des notables. Dans le même temps, les anciens notables investissent aussi les organes du DP pour éviter que le DP ne devienne un centre d'opposition à leur propre pouvoir. Mais ils sont devenus trop dépendants du CHP pour montrer de vrais signes d'allégeance au DP. Ce sont donc les « nouveaux riches », locaux, qui furent de plus en plus associés au DP, exprimant ce faisant le ressentiment des

« locaux » vis-à-vis des anciens notables. Même si peu de « locaux » comprenaient les enjeux nationaux qui opposaient le DP au CHP, la labellisation du DP comme « parti du peuple » correspondait aux accusations envers les notables d'avoir collaboré avec les autorités de l'État. Lorsque les nouveaux immigrés s'installent en Turquie, ils sont très favorables au DP. Ils sont reconnaissants au parti qui les a fait venir et leur a permis de s'installer, amèrement anti-communistes, et attirés par le Parti démocrate, qui se dit le parti « du peuple ». Ils veulent aussi un parti qui donne de la place à la religion, le seul élément identitaire qui les rattache à la société turque[88]. De plus, ils nourrissent un certain ressentiment à l'égard des anciens immigrés, qui les ont très mal accueillis. Ils sont attirés vers les « locaux » et leurs nouvelles élites. Voilà comment, à Saruhanlı, les clivages sociaux sont convertis en politique. La compétition entre les partis a intensifié, solidifié la solidarité du groupe, en accordant à chaque groupe, « locaux » et immigrés, une reconnaissance formelle, et des liens séparés avec la société plus large.

Cet exemple montre bien comment la superposition de la politique nationale sur des clivages locaux, loin de relever de l'infra-politique, montre en fait une ré-interprétation des conflits locaux à la lumière de concepts universel. A Saruhanlı, la rhétorique du DP, qui se définissait comme un parti « du peuple » a été investie par les nouveaux immigrants et comprise comme la lutte contre les anciens immigrés, qui leur avaient réservé un mauvais accueil. C'est aussi le parti des nouvelles élites, qui les ont mieux accueillies. Pour les « locaux », la mobilisation pour le Parti démocrate est l'occasion de supplanter les anciens notables, qui ne les avaient pas protégés de la concurrence directe que leur ont fait subir les immigrés des années 1930. L'exemple de Saruhanlı est très loin d'être un cas isolé ; dans presque toutes les localités, des tensions ethno-confessionnelles recoupent les clivages entre partis politiques, sans qu'aucune existence formelle ne soit jamais donnée à ces micro-clivages. A Ordu, le CHP accuse le DP d'être le parti des Géorgiens – la ville contient alors une forte minorité géorgienne[89]. À Izmir, un témoin des élections de 1950 a les mots suivants « je me souviens, les Bosniaques soutenaient le CHP. Ils se battaient avec les membres du DP dans les cafés. »[90].

À Erzurum, l'un des premiers groupes à rejoindre le Parti démocrate sont des hommes d'affaires venus de la mer noire. Dans une étude réalisée en 1964, le sociologue Amiran Kurtkan montre que ce groupe est à la fois très influent économiquement et très fermé[91]. Il réalise une enquête sur un échantillon de 20 *esnaf* (propriétaires d'un commerce, d'un magasin). Certes, l'échantillon est faible, mais les conclusions auxquelles parvient l'auteur sont intéressantes. Sur ces 20 esnaf, presque

[88] Sur l'importance de la religion pour les immigrés venus des Balkans, voir aussi la réflexion intéressante de Hamit Bozarslan sur la crise de Menemen de 1930, qu'il interprète en partie comme une crise des immigrés musulmans venus de l'Empire ottoman, « Le mahdisme en Turquie … », art. cité.
[89] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 115.
[90] « Hatırladığım Boşnaklar CHP'yi destekliyorlardı. Kahvelerde DP'lilerle kavga ediyorlardı. », *ibid.,* p. 350.
[91] Amiran Kurtkan, *Şehirleşen Erzurum ve Sosyal Mobilite* [L'urbanisation à Erzurum et la mobilité sociale], *Tortum kalkınma derneği neşriyatı*, *Sermet matbaası*, İstanbul, 1964.

34% viennent de la région de Trabzon (l'auteur ne donne les résultats qu'en pourcentage), et 15% viennent de la région de Rize.

En tout, la moitié des *esnaf* interrogés viennent de la région de la Mer noire. A part eux, 22% viennent des environs d'Erzurum, et 7,50% viennent de Kars. La plupart des *esnaf* venus de la mer noire sont venus entre 11 ans et 20 ans auparavant, ce qui laisse penser, si on suppose que l'enquête, publiée en 1964, a été réalisée au début des années 1960, que la majorité de ces migrants sont arrivés au cours des années 1940. Cependant, la migration s'est poursuivie dans les années 1950, puisque quelques enquêtés disent être arrivés moins de 10 ans auparavant. La plupart des enquêtés avaient entre 20 et 40 ans lorsqu'ils sont arrivés à Erzurum, étaient déjà mariés, et disent s'être « enrichis » depuis qu'ils sont arrivés. Ceux qui sont arrivés avec un capital économique important ne sont pas restés longtemps à Erzurum, mais généralement, la famille laisse un représentant à Erzurum.

Ces migrants ont gardé des liens très forts avec leur région d'origine, la région de la mer noire. Tous y retournent au moins une fois par an, la plupart d'entre eux, plusieurs fois par ans, et les deux tiers d'entre eux sont mariés avec une femme de leur région et non une femme d'Erzurum, même ceux qui sont arrivés célibataires. La plupart d'entre eux sont bien éduqués (plus de 70% sont allés à l'école primaire). Selon l'auteur, ce groupe est le groupe montant dans la ville d'Erzurum : ils détiennent de plus en plus de commerces dans la ville, et disposent d'un fort pouvoir économique. Saban Dilaver, par exemple, a fait fortune dans le commerce de la noisette.

Ces marchands sont fermement ségrégués au sein de la ville. Lors d'une réunion avec Celal Bayar, alors que Celal Bayar essaie de convaincre Saban Dilaver d'entrer au DP, ce dernier répond que ce n'est pas une bonne idée, et que cela risque de nuire à la réputation du parti, dans la mesure où les migrants venus de la mer noire sont « très mal vus » : il y a une rivalité à Erzurum entre les « locaux » (« *yerli* ») et les « étrangers » (« *yabancı* »)[92]. Devant les protestations de Celal Bayar, Rıza Topçuoğlu ajoute que « certaines personnes » se sont déjà lancées dans ce genre de propagande. Finalement, les trois démissionnent pour fonder la branche du Parti démocrate. En 1950, Saban Dilaver envoie une lettre à Emrullah Nutku pour se plaindre qu'à une réunion organisée par Sabahattin Solak, aucun responsable venu de la mer noire n'a été convié. Le groupe des marchands venus de la mer noire, à Erzurum, est représentatif d'un type d'élites exclues du pouvoir politique. Le Parti démocrate recrute chez des classes économiquement influentes, mais marginalisées par les élites locales CHP, en raison de leur lieu d'origine. À Erzurum, le conflit entre DP et CHP recouvre une lutte entre les marchands « lazes »[93] et « turcs ».

[92] *Doğu*, 7 juin 1955.
[93] Ils sont appelés « lazes », dans une acception négative, par leurs rivaux turcs. Cette appellation peut désigner aussi bien des originaires de la région de la mer noire que de véritables lazophones.

3. Elites d'État et élites contre l'État-CHP à Diyarbakır

L'exemple de Diyarbakır montre très bien la superposition de plusieurs questions dans la mobilisation pour le Parti démocrate au niveau local : la rivalité entre grandes familles, la question kurde et le problème des terres. A bien des égards, cet exemple montre avec quel naturel le politique s'ancre dans le social, à l'articulation entre une conjoncture, une structure sociale, et des clivages locaux.

Le conflit entre grandes familles

Entre 1928 et 1934, plusieurs grandes familles de régions kurdes de Turquie sont envoyées en exil, dont l'une des familles les plus puissantes, la famille Cemiloğlu : une partie de la famille est envoyée dans l'Ouest de la Turquie, tandis qu'une autre partie rejoint la Syrie. La famille Pirinççioğlu, qui collabore étroitement avec le pouvoir depuis le génocide arménien, est épargnée par les envois en exil, et se retrouve, dans les années 1930, dans une position hégémonique dans le département de Diyarbakır. Lorsqu'est fondée une branche du Parti républicain du peuple (CHP) à Diyarbakır, en 1944, ce sont tout naturellement les membres de la famille Pirinççioğlu qui occupent des postes de direction[94]. Au cours des années 1930, plusieurs incidents éclatent entre la famille Pirinççioğlu et la branche de la famille Cemiloğlu qui se trouve en Syrie[95]. En 1947, les familles qui avaient été envoyées en exil sont autorisées à revenir sur leurs terres. Les Cemiloğlu reviennent à Diyarbakır, et rejoignent le Parti démocrate. C'est une façon de lutter contre la famille Pirinççioğlu qui, de toute façon, occupait déjà les fonctions de responsabilité au sein du CHP.

Ce témoignage de Şahin Cizrelioğlu, qui rentre d'exil à Diyarbakır en 1947, résume bien la situation :

> « À Diyarbakır, il y avait, depuis toujours, des factions locales. C'était la même chose dans les cantons. Au sein de la ville, par exemple, il y avait des factions comme les Pirinççi, les Nakib, les Şeref bey, les Kalfagil, les Cemil Paşa, les Cizreli, les Ekinci. De retour d'exil, lorsque les vrais maîtres des lieux ont repris leurs biens et leur fortune, cela a suscité de la rancœur dans certains milieux. La concurrence pour le pouvoir a commencé. L'engagement dans différents partis politiques a encore aggravé le phénomène. Ceux qui étaient contre les membres du Parti du peuple sont entrés au Parti démocrate »[96].

[94] Archives BCA 490.01.297.1198.2.1.
[95] L'événement de « Karaköprü ». Voir Orhan Miroğlu, *op. cit*., p. 4-9.
[96] « Diyarbakır'da eskiden beri mahalli hizipler vardı. Kazalarda da bu durum böyleydi. Mesela şehir içinde Pirinççiler, Nakibler, Şeref beyler, Kalfagiller, Cemil Paşalar, Cizreliler, Ekinciler gibi hizipler vardı. Sürgün donüşü buraların gerçek sahiplerinin mal ve mülklerini almaları bazı kesimler nezdinde infial uyanmasına neden oldu. Rekabetler başladı. Partileşme de bu isi kızıştırdı. Halk partisinde olanların karşısına Demokrat Partililer geçti. ». Seyhmus Diken, *op. cit.,* p. 220.

A cette rivalité entre grandes familles s'ajoutent une dimension qui lui est inextricablement liée : celle de l'identité kurde. La famille Pirinççioğlu, qui a tout fait pour collaborer étroitement avec l'État turc, œuvre pour faire renvoyer les Cemiloğlu en exil, en présentant leurs activités politiques comme hautement subversives et dangereuses. Les Cemiloğlu, qui, de leur côté, ont souffert des politiques de l'État CHP, adoptent naturellement un discours plus « kurdiste ».

Le « kurdisme »[97]

À Diyarbakır, Le 30 décembre 1949, le journal Zafer, organe du Parti démocrate au niveau national, diffuse l'information selon laquelle Naciye Güran, Mustafa Ekinci, Yusuf Azizoğlu, Mehmet Unal, (Hazrolu) Behran Budak quittent le CHP pour rejoindre le DP[98]. Le secrétaire général du CHP envoie une lettre au comité départemental du CHP à Diyarbakır, pour demander si cette information est véridique ; la réponse faite le 8 janvier 1950 par Tahsin Cahit Cubukçu donne une bonne idée du climat politique à Diyarbakır à la veille des élections de 1950. Sur les personnes mentionnées, explique Tahsin Cahit, trois viennent de familles qui ont été envoyées en exil (« *garbe nakledilenlerden* ») : Mustafa Ekinci, Hazrolu Behram Budak et Yusuf Azizoğlu. Ces personnes ont « fait front contre le parti du peuple par leur tendance et leur mentalité politique, et ont montré leur hostilité dès qu'elles sont rentrées d'exil ». (« *Bu şahıslar (...) memlekete avdet ettikleri günden beri siyasi temayül ve zihniyetleri itibarile partimize karşı cephe almış ve düşmanlık hissi göstermişlerdir*. »). Selon Tahsin Cahit, Mehmet Unal est sous l' « influence idéologique » de Mustafa Ekinci, grâce à l'aide de qui il a pu poursuivre des études de droit – il a 31 ans en 1950. Hazrolu Behram Budak, quant à lui, essaie de montrer son attachement au parti du peuple, mais face au « peuple », il n'« hésite pas à dire qu'il va tout faire pour se venger du gouvernement qui l'a envoyé en exil » (« *Hükûmete bağlılık ve sadakat hissini izhar etmekle beraber halk arasında kendisini Garbe nakleden hükûmetten intikam almak için elinden geleni yapacağını söylemekten de çekinmemiştir.* »).

Le rapport poursuit en disant que seul Mustafa Ekinci est passé à l'action : il a mis une jeep qui lui appartient à la disposition du parti, et part faire le tour de la région pour diffuser la propagande du Parti démocrate. Dans ces « discussions » (« konuşma »), Mustafa Ekinci parle de l' « événement de Ozalp », de l' « événement de Karaköprü »[99], des envois en exil, et donne d'autres exemples du despotisme du gouvernement (« *hükûmetin sözde zalimane siyasetine misal göstermekte* »). L'auteur du rapport se plaint que les responsables démocrates fassent leurs discours dans la « langue locale » (le

[97] Nous avons choisi ce terme pour traduire le turc « *kürtçülük* », littéralement « le fait de soutenir les Kurdes ». Nous définissons ici ce terme comme l'attitude politique de celui qui affirme et revendique une kurdicité.
[98] Archives BCA 490.0.001.000.000.152.609.1
[99] Deux exécutions extra-judiciaires de citoyens kurdes que nous avons évoquées dans le chapitre introductif, et sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir.

kurde)[100]. Le 4 avril 1950, un rapport du Parti du peuple[101] montre que le Parti démocrate progresse rapidement : une branche du DP a ouvert à Kulp et « plus de la moitié de la population a échappé [au Parti républicain du peuple] ». A Silvan, le Parti démocrate a ouvert plusieurs branches, notamment à Hazro. A Lice, le Parti démocrate étend ses branches, et à Cermik aussi.

Questions sociales : la terre

A ces deux problématiques vient s'ajouter une troisième : la question de la terre. Les terres des familles en exil ont été allouées à des agriculteurs, pour la très grande majorité non-kurdes – souvent des immigrés venus des Balkans. Dans d'autres cas, les métayers de ces grands propriétaires ont occupé les terres laissées vacantes, encouragées par les pouvoirs publics. Le retour des familles sur leur terre cause de très fortes tensions sociales[102] ; même si cette histoire est mal connue, il semblerait que beaucoup de paysans aient été expropriés. Par ailleurs, les grands propriétaires terriens font l'acquisition, vers la fin des années 1940, de tracteurs, qui génèrent un taux élevé de chômage rural. Le DP fait aussi campagne sur ce thème ; un rapport CHP annonce que, lors de ses tournées électorales, Mustafa Ekinci prétend que, si le DP arrive au pouvoir, les dettes des paysans pour acheter du grain seront effacées et que les propriétaires terriens seront empêchés d'avoir d'obtenir des tracteurs. Dans cette région, poursuit Tahsin Cahit, l'auteur du rapport, on sait que 80 % des paysans ne possèdent pas de terre. Même si une commission est venue dans la région distribuer les terres du trésor, elle n'a pu satisfaire que 5% des demandes. La loi de partage des terres était très populaire, se plaint Tahsin Cahit, mais le Parti démocrate arrive à empêcher que les bénéfices de cette loi ne viennent au parti, en demandant que les commissions travaillent mieux[103].

L'enchevêtrement des facteurs économiques, sociaux, politiques, se lit dans une lettre, datée d'août 1952, écrite par un certain Mehmet Ayhan, président du ocak CHP du village de Seyithasan, qu'on trouve dans les archives du CHP. Dans cette lettre qui dénonce l'arrivée au pouvoir des familles « kurdistes », se mêlent des arguments de différente nature. C'est, d'une part, une critique des grands propriétaires terriens et de leur occupation de la terre : « l'institution du cadastre, que vous avez fondée, c'est pour les seigneurs que vous l'avez fondée ? » (« *çıkardığınız kadastro teşkilatını beyler için mi çıkardınız ?* ») écrit-il. A cela vient s'ajouter l'idée que les membres de la famille Cemiloğlu sont des traîtres à la patrie. « Les traîtres à la nation se trouvant en Syrie [il s'agit de la famille Cemiloğlu] se baladent en taxi sur le territoire turc, en toute liberté, au milieu de la nuit » (« *Suriye'de bulunan vatan hainleri gece yarıları taksiyle Türk toprağında serbest geziyorlar* »), se plaint l'auteur

[100] Archives BCA 490. 0.001.000.000. 365.1537.1. Cité dans Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 112.
[101] *Ibid*.
[102] Seyhmus Diken, *op. cit*., p. 221.
[103] *Ibid*.

de la lettre, qui soupçonne ces familles de vouloir fonder un gouvernement kurde : « Ils ont achevé les trois cinquièmes d'un gouvernement kurde, après en avoir informé les tyrans qui règnent sur notre pays [il s'agit du Parti démocrate]. Ces mots se promènent de bouche à oreilles. Est-ce que le gouvernement se serait endormi ? Ou est-ce qu'il aurait tout bonnement disparu ? » (« *Vatanımızda bulunan mütegallibelerle muhabere yapıp ta kurt hükûmeti teşkilatını beşte üç kısmini yerine getirmişler. Iste bu sözler kulaktan kulağa, dudaktan dudağa geziyor. Acaba hükûmet uyumuş mu ? Yoksa aradan hükûmet kalktı mı* ? »). Cette lettre donne une idée de la violence du conflit local, à Diyarbakır même, entre les élites du CHP et les élites rivales, qui entrent dans les rangs du Parti démocrate[104].

B. Politisation d'un malaise économique et social : l'exemple d'Izmir.

Dans plusieurs régions, la mobilisation pour le Parti démocrate s'appuie sur un fort mécontentement social. Le département d'Izmir en est un bon exemple. La Seconde Guerre mondiale en Turquie a eu pour conséquence une forte inflation, et une fluctuation des prix agricoles. La loi de protection nationale, créée en 1940 pour réguler l'économie dans les circonstances spéciales de la guerre, a eu un effet destructeur, et a beaucoup nui, en particulier, aux propriétaires de petits commerces : rien qu'au cours de l'année 1945, 147 d'entre eux ont été condamnés à de lourdes amendes pour n'avoir pas affiché le prix de leurs produits au moyen d'une étiquette[105]. Les hommes d'affaires et propriétaires de grands commerces ont été affectés par l'impôt sur la fortune (*varlık vergisi*). Dans le même temps, la fluctuation des prix agricoles mondiaux place les paysans cultivateurs dans une situation de crise. Alors que la production de biens agricoles comme le raisin, l'huile d'olive, le tabac et le coton est réduite drastiquement à cause des conditions de guerre, l'État multiplie la création de nouvelles taxes et augmente les impôts existants, comme l'impôt sur les produits de la terre, qui augmente en 1944[106]. Cette profonde crise économique ne tarde pas à se transformer en crise sociale ; ce qui se manifeste notamment par une dégradation de la santé publique. Des maladies contagieuses telles que le typhus se répandent, et les hôpitaux publics sont surpeuplés[107].

Cette crise économique et sociale n'explique pas en elle-même la mobilisation pour le Parti démocrate ; mais donne les moyens au Parti démocrate de construire une offre politique, par la conversion de ces problèmes économiques et sociaux en enjeux politiques. Comme le dit Michel Offerlé, « Les entrepreneurs ne peuvent anticiper les attentes qu'autant qu'elles sont compatibles avec

[104] Archives BCA 030.01.00.00.41.243.24.2.
[105] Taner Bayazıt, *İzmir Basınında Demokrasi Mücadelesi 1923-1950* [La lutte pour la démocratie dans la presse d'Izmir, 1923-1950], Izmir, 1992, p. 113.
[106] Pamuk, Şevket « War, state, economic policies and resistance, 1939-1945 », *in* Farhad Kazemi et John Waterbury (dir.), *Peasants and politics in the Modern Middle East*, Miami, Florida International University Press, 1991.
[107] Taner Bayazıt, *op. cit.,* p. 122.

ce qu'ils sont eux-mêmes »[108]. C'est pourquoi ce sont essentiellement de grands marchands d'exportation, figures d'intermédiaires entre la ville et la campagne, ainsi que des hommes d'affaires, qui fondent à Izmir les branches locales du Parti démocrate. Pendant la Seconde Guerre mondiale, tous les marchands font front contre le ministère du monopole d'État (tekel) ; la banque coopérative et la bourse du tabac publient des rapports très critiques du Premier ministre Saraçoğlu dans la presse[109]. C'est cette mobilisation inter-classe, qui rassemble grands marchands, petits agriculteurs et ouvriers, qui explique les progrès très rapides du Parti démocrate dans le département d'Izmir. Les ressorts de cette mobilisation sont extrêmement semblables à la mobilisation pour le Parti républicain libre en 1930. Les enjeux ethniques et confessionnels viennent aussi se superposer à ce mécontentement social comme c'était le cas en 1930[110] ; sur les neuf fondateurs du parti à Izmir en 1946, trois sont juifs. Quant aux fondateurs du parti dans les districts, ils sont très nombreux à être des immigrés venus des Balkans, tout comme les ouvriers qui travaillent dans la ville d'Izmir[111].

1. Fondateurs du parti dans la ville d'Izmir : marchands et hommes d'affaires

Un rapport du CHP, qui présente une fiche des fondateurs du parti à Izmir en juin 1946, montre bien que l'essentiel des fondateurs du parti sont de riches marchands et des hommes d'affaires[112]. Plusieurs d'entre eux ont eu des déboires avec l'État dans le cadre de la loi de protection nationale ; le rapport dénonce la plupart d'entre eux comme étant des « profiteurs de guerre ». Sur les neuf fondateurs de la branche DP du département et du district-centre d'Izmir, six sont des hommes d'affaires qui ont été condamnés dans le cadre de la loi de protection nationale, ou qui ont dû se soumettre à l'impôt sur la fortune. Haydar Dündar est accusé dans le rapport d'avoir acquis une fortune « importante » (« *mühimce bir servet* ») en achetant des appartements dans le centre de la ville d'Izmir pendant la guerre. Il est condamné devant le tribunal de la loi de protection nationale pour spéculation illégale (« *çuval ihtikârı* »), et c'est pour cette raison, explique le rapport, qu'il en veut au gouvernement et au CHP.

[108] Michel Offerlé, *Les partis politiques*, *op. cit*., p. 97.
[109] Taner Bayazıt, *op. cit*., p. 121.
[110] Cem Emrence, *op. cit*., p. 154.
[111] Comme pour Diyarbakır, les tensions avec les immigrés venus des Balkans recoupent souvent des conflits autour de la terre et de la propriété terrienne. En novembre 1946, un rapport du CHP accuse un certain Ekrem Kutluay, qui est représentant du Trésor (« *hazine vekili* »), et responsable du DP à Urla, de faire usage de son influence pour recruter pour le Parti démocrate. Beaucoup d'immigrés qui se trouvent sur des terres abandonnées par les Grecs, sont en conflit avec le Trésor pour des questions de propriété de la terre. Archives BCA 490.01.444.1833.1.64. Dans certains cas, des paysans turcs ont été forcés de céder gratuitement une partie de leur terre à des immigrés venus des Balkans, ce qui crée de fortes tensions sociales. Voir Behice Boran, *op. cit*., p. 143.
[112] Archives BCA 490.01.444.1833.1.105. Voir annexe n°3.

Mustafa Ali Haydar, un marchand d'exportation « connu pour son caractère faible en matière de commerce » est « influencé par les 200 000 lires qu'il a dû donner au gouvernement dans le cadre de la taxe sur le capital (*varlık vergisi*) », ce qui explique qu'il soit passé du côté de l'opposition. Les deux autres fondateurs du parti sont des banquiers, et semblent appartenir plus directement au réseau personnel de Celal Bayar. Harun Ilmen a occupé des fonctions à la banque maritime (« *Denizbank* ») lors de sa fondation par Celal Bayar ; le rapport le soupçonne d'avoir réalisé de gros bénéfices dans une affaire d'achats pour le compte de l'État. Hayri Gönen est le directeur de la branche d'Izmir de la banque de commerce (« *Ticaret bankası* »), et sa place au sein du bureau de direction du parti est liée, selon le rapport, à l'adhésion des dirigeants de la banque à Ankara au parti de l'opposition. Quant aux fondateurs du DP dans la ville d'Izmir, deux d'entre eux sont des industriels qui ont fait fortune pendant la Seconde Guerre mondiale. Osman Kibar, qui était entrepreneur en équipements militaires, a fait fortune par des « voies illégales » ; il a également été accusé d'avoir corrompu un agent de l'État pour dissimuler ses évasions fiscales. Bedri Akgerman, qui était propriétaire d'un petit magasin de chapeaux avant la guerre, a acquis une fortune considérable. Cezmi Kutsay, quant à lui, est propriétaire de la fabrique de clous d'Izmir et il est l'un des marchands qui ont fait faillite (« *müflis tüccarlardandır* »).

Dans les districts et chefs-lieux du département d'Izmir, les fondateurs du parti sont souvent des marchands, des propriétaires terriens moyens et parfois des petits fonctionnaires d'État, qui sont très implantés localement[113].

2. Les ouvriers et paysans pauvres : acteurs principaux de la mobilisation DP à Izmir ?

À Izmir, le Parti démocrate accorde une place importante aux questions ouvrières. Cette campagne nous dit aussi quelque chose de l'électorat potentiel du Parti démocrate dans la ville, ou du moins de ce que le parti pensait être son électorat potentiel[114]. L'économie d'Izmir repose largement, dans les années 1940, sur l'exportation de biens agricoles de « luxe » : figues, raisins, tabac. Tous ces produits nécessitent d'être traités ou emballés avant d'être exportés. C'est pourquoi de nombreux ouvriers sont employés, parfois dans de grandes entreprises, pour faire ce travail. La taille exacte de la population ouvrière pose deux problèmes. D'abord, l'absence de chiffres officiels fiables, et deuxièmement, la majorité des ouvriers travaillaient dans des entreprises de moins de dix employés[115]. Pour la région d'Izmir, les chiffres officiels donnent 54 100 ouvriers en 1951, mais il y en a

[113] Rapport du CHP. Archives BCA 490.01.444.1833.1.105 jusqu'à 124. Voir annexe n°4.
[114] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 316.
[115] Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen*…, *op. cit*., p. 83.

certainement plus : d'autres sources donnent le chiffre de 58 000[116]. C'est certainement que ce chiffre est difficile à calculer, étant donné la grande quantité d'ouvriers saisonniers et « provisoires » (« g*eçici* »). En 1956, il y a 64 654 ouvriers dans la ville d'Izmir. Environ 42 000 d'entre eux sont des ouvriers permanents. 4 215 sont des « provisoires » (« *geçici* ») et 18 500 sont des saisonniers[117]. Un fait est intéressant : la moitié de ces ouvriers sont des femmes ; ce qui fait d'Izmir la ville où le nombre de femmes employées est le plus élevé : à Samsun, Bursa et Adana, les femmes forment le tiers des ouvriers, alors qu'à Istanbul, cette proportion tombe à 1/6e des ouvriers[118]. Les ouvriers qui travaillent dans le tabac forment certainement la population la plus nombreuse et la plus organisée de la ville. Le « syndicat des ouvriers du tabac », qui a été fondé en 1926 comme une association, est l'un des syndicats les plus anciens et les mieux organisés de toute la Turquie[119]. La cotisation ouvre droit à une prise en charge des fais de santé des membres.

C'est également un groupe vindicatif, comme l'a montré Alexandre Toumarkine[120], qui contient un très fort taux d'immigrés venus des Balkans – cette proportion concerne d'ailleurs aussi les marchands de tabac[121]. Les ouvriers des usines de tabac vivent généralement dans les quartiers du centre de la ville. Certains articles de la presse locale décrivent volontiers le caractère presque exclusivement féminin de ces rues d'Izmir, où l'on peut voir, matin et soir, des nuées de femmes, jeunes et moins jeunes, se rendre au travail[122]. Une autre population importante est celle des ouvriers agricoles, qui ne se définissent pas nécessairement comme des ouvriers, et vivent généralement dans les bourgs. A Turgutlu, il y a chaque jour entre 2 000 et 3 000 ouvriers agricoles qui descendent à la plaine pour aller travailler[123]. Le droit de grève, une revendication ouvrière de longue date, est une partie importante de la campagne du Parti démocrate à Izmir.

Lors d'un discours politique, Celal Bayar a les mots suivants : « Le ministère du travail, qui est pour l'instant est un ardent soutien de l'État, dit « que les ouvriers nous fassent confiance, ça suffira. ». Mais, en Turquie, l'État est du côté des employeurs, il ne peut pas être un arbitre. Nous croyons, et nous voulons croire que, quand l'ouvrier turc aura acquis le droit de grève, il ne l'utilisera pas à des fins politiques. Demain, quand le Parti démocrate arrivera au pouvoir, le droit de grève sera

[116] Hülya Gölgesiz Gedikler, *1950'li yıllardÀ Izmir* [Izmir dans les années 1950], Senocak Yayınları, Izmir, 2012, p. 230
[117] *İsçi sigortaları genel müdürlüğü 1956 yılı is ve faaliyet istatistikleri* [Statistiques des activités de la direction des asssurances ouvrières pour l'année 1956], *işçi sigortaları umum müdürlüğü*, Ankara, 1957, cité dans Hulya Gölgesiz, *ibid*. p. 230.
[118] *Ibid*.
[119]Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu *« İzmir'de İşçi Sendikaları Hakkında Sosyolojik Bazı* Müşahadeler », conférence donnée à l'institut de sociologie de la faculté d'économie de l'université d'Istanbul, 1952
[120] Communication orale donnée le 25 janvier 2016, dans le cadre du séminaire organisé à l'EHESS par Nathalie Clayer et Fabio Giomi, « Mouvements sociaux dans le Sud-Est européen ».
[121] Özgür Burçak Gürsoy « The Struggling Tobacco Policies: Political Economy of Tobacco in Turkey, 1938-1984 », thèse soutenue en juin 2014 à l'université du Bosphore, Istanbul.
[122] Nuran Tulug « Tütün iscileri », *Demokrat Izmir*, 31 octobre 1954.
[123] *Yeni Asır*, article du 3 mai 1954.

reconnu pour l'ouvrier turc, comme c'est inscrit dans le programme. »[124]. Un candidat ouvrier, Abidin Tekön, sera présenté sur les listes électorales du Parti démocrate en 1950, et élu.

Les rapports du CHP montrent qu'ils redoutent que les ouvriers ne soient touchés par la propagande démocrate – c'est aussi un signe de la mentalité conservatrice du CHP, très préoccupé des « classes dangereuses ». De nombreux rapports témoignent de cette crainte. Un rapport daté du 26 décembre 1946 déclare que « dans une ville comme Izmir, où vivent beaucoup d'ouvriers, le mécontentement de cette masse restera toujours une faiblesse pour notre parti » (« *Izmir gibi iscinin kesif bulundugu bir sehirde bu kütlenin gayrimemnun kalmakta devam etmesi partimiz için daima bir zaaf olacaktir*. »). Le rapport suggère donc que, pour lier les ouvriers au parti, il faut accéder à certaines de leurs demandes : assurances pour les ouvriers, abolition de la taxe sur le profit (« *kazanç vergisi »*), autorisation de former des syndicats ouvriers. L'auteur du rapport conclut en disant qu'il s'agit de l'un des chantiers les plus importants pour le parti (« *önümüzdeki çalışmalarımızın en mühimlerinden birini teşkil edecek olan* »)[125].

Le 11 mars 1946, un autre rapport met en garde contre le passage au DP d'un certain Izzet Izdemir, directeur de la branche « stock et production » de la direction générale du monopole d'État (TEKEL). Cette personne a une grande influence sur de nombreux ouvriers, explique l'auteur du rapport, et c'est pourquoi il faut absolument veiller à ce qu'il reste dans les rangs de notre parti[126]. Quant à l'âge des fondateurs des branches locales du parti, il est très variable. Certains rapports soulignent le grand âge de certains des fondateurs. Dans le bucak de Saip, Hüsnü Cinar, un ancien qadi, est décrit comme inoffensif, en raison de son grand âge : il a 70 ans. D'autres rapports donnent le grand âge des candidats comme un motif de discrédit. À l'inverse, à Kemalpaşa, l'un des fondateurs du parti, Hasan Kocaman, est décrit comme un homme très jeune, qui n'a que vingt ans. Ce jeune âge n'est pas interprété comme un danger, mais plutôt désapprouvé. Il a pris une voie divergente par rapport à notre parti (« *Partimize aykırı yol tutmuştur* »). A Tire, Omer Güvenç est membre du club de jeunesse de Tire[127]. A Tire, le rapport indique que l'un des fondateurs est « d'âge moyen » ; un autre a « entre 50 et 55 ans ».

Tout autant que la campagne auprès des ouvriers, la campagne du DP auprès des paysans pauvres fait peur au CHP et leur fait craindre un soulèvement révolutionnaire. Dans un rapport, un

[124] « Çalışma bakanı da, simdi devlet hamiyetlidir, işçiler bize güvensin yeter diyor. Halbuki Türkiye'de devlet kendisi işverenler meyanındadır, hakem olamaz. Türk işçisine grev Hakkı verildiği zaman siyasi maksatlarla kullanamayacağına imanımız vardır ve buna inanıyoruz. Yarın Demokrat Parti iktidara geçtiği zaman programında olduğu veçhiler Türk işçisine grev Hakkını tanıyacaktır. », « Ege'de seçim mucadelesi basliyor, bugun Bayar ve Uran Birer konusma yapacak », Vatan, 29 janvier 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 85.
[125] Archives BCA 490.01.444.1833.90
[126] Archives BCA 490.01.444.1833.204
[127] Archives BCA 490.01.444.1833.1.

responsable CHP dénonce la campagne du DP auprès des paysans comme encourageant la révolution »[128]. Certains fondateurs du DP, dans les campagnes de la région d'Izmir, sont effectivement proches de la gauche. A Kemalpaşa, Cemil Yoldas, l'un des fondateurs du DP, est décrit comme un « ennemi du trésor et du capital », et le rapport indique qu'il « défend la classe ouvrière internationale ». Un autre des fondateurs à Kemalpaşa, Tevfik Toker, était connu pour « chanter les louanges du système partisan en Grèce »[129]. À Izmir, un rapport du CHP daté du 5 février 1947 dit que le DP se présente comme le défenseur des producteurs de tabac, qui n'ont pas pu vendre leur tabac (abîmé, précise l'auteur du rapport), à haut prix. Un autre rapport, daté du 20 janvier 1946, raconte la propagande du DP dans le quartier de Kahramanlar à Izmir. Les arguments avancés par les promoteurs du DP sont, selon l'auteur du rapport, de trois ordres : 1/ L'Amérique est démocratique ; si nous ne le devenons pas, les Américains n'achèteront plus notre tabac, 2/ il faut démobiliser l'armée et 3/ il faut baisser les prix de la farine et du pain. Un autre rapport, daté du 10 juin 1947, raconte la cérémonie d'ouverture de la branche du DP dans le village de Bulgurca. Le général Rasi Aktug, ainsi que l'instituteur à la retraite Süleyman, prononcent la phrase suivante : « de la même façon qu'Atatürk a brisé les chaînes de la tyrannie (*istibdad*), nous briserons les chaînes de la dictature qui ont tordu la nuque des paysans depuis sa mort. », ce qui montre bien que la mobilisation s'inscrit dans un registre républicain classique, qui voit Atatürk comme le sauveur éternel de la nation, mais s'appuie également sur un profond malaise social.

Cette mobilisation de toutes les classes sociales, qui prend appui sur un fort mécontentement social issu de la crise économique, rappelle la mobilisation pour le Parti républicain libre qui, en 1930, avait été particulièrement importante dans la région Egée[130]. La question de l'héritage en politique est difficile ; elle suppose de prendre en compte les héritages intellectuels, mentaux, autant que la réappropriation de ressources concrètes, hommes, réseaux de contestation, ressources matérielles[131]. La région égéenne est la zone où le Parti Démocrate s'implante le plus rapidement, et c'est là où ses organisations sont les plus importantes[132]. Lors des élections municipales anticipées de mai 1946, le DP est fondé depuis un mois et demi. Il est présent dans 63 départements, plus de 400 cantons et plus de 900 chefs-lieux (*bucak*)[133].

[128] « *İhtilali teşvik eden neşriyatlar* », Archives BCA 490.01.444.1833.47.
[129] Archives BCA 490.01.444.1833.1.105.
[130] Voir Cem Emrence, op. cit., et Eyüp Öz, « *Le Parti libéral républicain dans la région égéenne en Turquie. Histoire politique d'une grande mobilisation contestataire (12 août-17 novembre 1930)* », Thèse dirigée par Hamit Bozarslan et soutenue le 19 novembre 2014, à l'EHESS, Paris.
[131] Sur ces questions, voir Ludivine Bantigny et Arnaud Baubérot (dir.) Hériter en politique : filiations, transmissions et générations politiques, Allemagne, France et Italie, XIXe-XXIe siècle, PUF, Paris, 2011.
[132] Cemil Koçak, *ibid.,* p. 128.
[133] Cemil Koçak, *Iktidar ve demokratlar*, p. 156.

Cemil Koçak a montré que le dynamisme du Parti Démocrate, dans les premiers temps, venait des quatre régions suivantes : Egée, Marmara, Mer noire et Méditerranée[134]. C'est dans les mêmes régions que le Parti républicain libre s'était implanté en premier lieu. Le profil des fondateurs du parti dans les provinces est peu ou prou le même : élites économiques et professions libérales[135]. Quant aux fondateurs locaux eux-mêmes, il est difficile de comparer ceux des deux partis, dans la mesure où les listes des fondateurs du SCF (Parti républicain libre) ne comportaient pas de nom de famille.

Même s'il est difficile de parler de « réseaux dormants »[136], quelques informations apparaissent ici et là. D'abord, le principal fondateur du Parti démocrate dans le département d'Izmir, Ekrem Hayri Üstündağ, était aussi l'un des principaux responsables du Parti républicain libre en 1930. A Kemalpaşa, l'un des fondateurs du parti démocrate, Hidayet Armagan, a été jugé au tribunal pénal d'Izmir en 1930, pour insulte à Atatürk[137], ce qui indique qu'il a certainement pris part au Parti républicain libre. Dans un livre qu'il consacre à Adnan Menderes, Samet Agaoğlu affirme que c'est parce qu'il avait bien connu la misère monde paysan, et qu'il avait des idées précises sur la façon de lutter contre, que Menderes entre au Parti républicain libre[138]. Samet Agaoğlu est loin d'être objectif sur ces questions ; il a tout intérêt à présenter Menderes comme une âme pure et désintéressée, sensible aux problèmes des paysans. Cependant, ce n'est pas un hasard si Menderes entre en politique sous la bannière du Parti républicain libre.

Le cas d'Izmir et de la région Egée, est, en un sens, un cas spécifique. C'est une région d'agriculture commerciale, particulièrement touchée par la crise économique. Mais l'exemple d'Izmir donne des indications intéressantes pour comprendre le travail de politisation de la crise économique. Dans d'autres départements aussi, le Parti démocrate mobilise aussi sur un mécontentement économique et social. À Erzurum, par exemple, les dirigeants du parti font campagne sur le thème du chômage et de la présence de l'armée, qui était mobilisée en raison des menaces de l'URSS[139].

La menace soviétique a nécessité un amassement de troupes dans la région d'Erzurum[140]. L'armée a le droit de réquisitionner tout local, même privé, pour les besoins de ses troupes. De nombreuses étables et des écuries sont occupées par les soldats, ce qui fait que les bêtes des paysans doivent rester dehors. En 1947, plus de 25 000 soldats stationnent dans la ville. Ils ont des droits que n'ont pas les

[134] Cemil Koçak, *Iktidar ve demokratlar*, p. 129
[135] Cemil Koçak, *ibid*. p. 131
[136] Verta Taylor, « La continuité des mouvements sociaux », in Olivier Fillieule (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, p. 229-250.
[137] Archives BCA 490.01.444.1833.1.121
[138] Samet Agaoğlu, Arkadaşım Menderes, Ipin Gölgesindeki günler, yapi kredi yayınları, Istanbul, 1e édition 1967, p. 25
[139] Murat Küçükuğurlu, *op. cit.,* p. 395.
[140] Murat Küçükuğurlu, *Turk siyasi* p. 392

civils ; dans le bus, les civils doivent se lever pour laisser les soldats s'asseoir, sur ordre de la police[141]. Or, vers la fin des années 1940, la reconstruction d'après Première Guerre mondiale n'est pas achevée. La crise du logement se fait encore lourdement sentir dans la ville. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le département d'Erzurum a accueilli des déportés qui n'avaient pas pu payer la taxe sur le capital. Souvent, ces déportés sont obligés de voler pour se nourrir ; la présence policière n'est pas assez forte, et la présence de ces étrangers dans la ville est mal vécue.

La construction obligatoire d'écoles se traduit bien souvent en impôt supplémentaire pour les villageois. Une sécheresse sévit deux années de suite dans la région, en 1948 et 1949, et les récoltes sont très mauvaises. Les paysans n'ont plus les moyens d'acheter leur grain. Le commerce d'animaux avec la Syrie est interdit en 1947[142], alors que c'était une source importante de revenus. Un tremblement de terre a fait plus de 50 morts dans le canton de Hınıs, et entraîné de nombreux dommages. De nombreux paysans viennent se réfugier dans la ville, où ils viennent grossir les rangs des chômeurs. A la veille des élections de 1950, plus de 3 000 personnes vivent dans la misère, sans travail, dans la ville d'Erzurum. A cela vient s'ajouter la fermeture d'une fabrique de farine qui employait plus de 200 ouvriers pour faire le pain de la garnison de la ville. La fabrique d'armes, qui employait presque 500 ouvriers, réduit à 330 le nombre de ses employés. Les campagnes vivent aussi dans une très grande pauvreté. Rıfkı Salim Burçak, un homme politique local, qui deviendra député du DP de 1950 à 1960, raconte que son engagement prend racine dans la « misère » qu'il a vu dans les campagnes autour de la ville, en particulier dans les villages de la vallée d'Ilgaz, qu'il a visités à la fin des années 1940. Alors que notre homme est invité à un mariage, il s'étonne de ce que les paysans n'aient même pas de quoi se payer du sirop, et le repas de mariage consiste en un peu de riz bouilli.

Le 12 février 1950, le journal Hürriyet publie un long reportage sur les élections à venir, qui donne une foule d'informations. Le journaliste, Hikmet Bil, voyage dans toute la Turquie. A Eskisehir, il va visiter le quartier des *gecekondu*. Il y rencontre un « arabacı », un conducteur de voiture, qui lui dit : « Moi, je suis du parti du pain [qui me donnera du pain]. J'ai trois enfants et une femme. Je n'aurai jamais le droit à la prospérité ? Nous n'avons plus qu'un espoir : le Parti démocrate… »[143].

[141] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi 2*, p. 298
[142] Murat Kuçukugurlu, *Türk siyasi*…, *op. cit*., p. 410.
[143] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 145.

III. Les élections de 1950 : des élections fondatrices. Une approche « par le bas »

Cette dernière section prend pour objet les élections de mai 1950 pour elles-mêmes. Dans une perspective de sociologie historique du vote, nous tiendrons ici les élections pour des opérations matérielles, et pour une pratique rituelle dont nous pouvons analyser la mise en forme par les partis politiques. Nous verrons que l'éducation au vote a formé une part essentielle du travail de mobilisation effectué par le Parti démocrate. Nous ne ferons pas l'économie d'un bref commentaire sur les résultats des élections, que nous devrons analyser dans leur contexte.

Les élections de 1950, en Turquie, sont un événement comparable aux élections de 1848 en France. Plusieurs grandes consultations avaient déjà eu lieu en Turquie : en 1877, en 1908, puis tous les quatre ans, environ, à partir de 1927[144]. Ces élections avaient lieu au suffrage universel masculin indirect jusqu'en 1934, date à laquelle le droit de vote fut accordé aux femmes. Lors des élections de la période de parti unique, les électeurs – qui étaient d'ailleurs très peu à se déplacer pour aller exprimer leur suffrage – votaient pour des « seconds électeurs », désignés par le CHP. Les candidats à un siège de députés étaient eux-mêmes nommés par la direction du parti. Le 5 juin 1946, une loi électorale est votée, qui abolit le système des grands électeurs, mais ces élections restent largement contrôlées par le pouvoir – nous y reviendrons. En 1950, c'est la première fois que les élections sont soumises à un vote secret et à un décompte des voix ouvert, et que chaque voix compte ; la compétition électorale confère un enjeu supplémentaire à ces élections[145].

Pour analyser le vote pour le Parti démocrate, nous ne disposons que de très maigres ressources. Aucune enquête statistique portant sur la période n'est disponible ; même les résultats village par village ne sont pas disponibles[146]. Mais, même avec des vastes sources disponibles, il y a toujours un travail symbolique, de la part de la direction du parti, pour expliquer ce que les électorats ont signifié[147]. C'est toujours une abstraction, et une homogénéisation de groupes très divers, qui s'accrochent au parti pour des raisons différentes.

Il est donc finalement possible de transformer la difficulté méthodologique en avantage[148]. L'impossibilité de mener à bien une sociologie électorale « classique », fondée sur l'exploitation de

[144] Erol Tuncer, *Osmanlı'dan günümüze seçimler, 1877-1999* [Les élections de l'Empire ottoman à nos jours], Ankara, TESAV (Toplumsal Ekonomik Siyasal Araştırmalar Vakfı) yayınları, 2002.
[145] Déloye, Yves, et Ihl, Oliver, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008,
[146] Les données de la Tüik (*Türkiye Istatistik Kurumu*), qui donne les résultats village par village, ne sont disponibles qu'à partir de 1961.
[147] Michel Offerlé, Les partis politiques, op. cit., p. 100.
[148] Christine Guionnet et Sophie Rétif, Exploiter les difficultés méthodologiques : une ressource pour l'analyse en sciences sociales, Rennes, PUR, 2015.

données statistiques peut nous amener à retrouver, comme Céline Braconnier nous pousse à le faire, une « autre sociologie du vote » [149], qui emprunte à des traditions aujourd'hui jugées dépassées, la géographie électorale et l' « approche écologique », par le contexte, ou encore par les « groupes primaires »[150]. Nous tenterons donc d'approcher la signification du vote avec les moyens dont nous disposons : une analyse de la campagne électorale, comme nous l'avons fait dans une première partie de ce chapitre, et des quelques résultats que nous pouvons tirer d'une géographie électorale même assez incertaine[151].

Les élections de 1950, en Turquie, correspondent à ce que Myriam Aït-Aoudia appelle une « élection fondatrice ». Cette dernière a plusieurs caractéristiques : « Elle est compétitive et organisée après une période autoritaire qui dénie un réel pluralisme partisan. Son résultat est incertain. Elle est libre et équitable. Les partis politiques doivent être indépendants de l'État et ne pas subir d'entrave à leur mobilisation. » [152]. Le 16 février 1950, une nouvelle loi électorale prévoit que les élections qui se tiendront en mai 1950 se dérouleront à bulletin secret, alors que le dépouillement des urnes et le décompte des voix seront publics[153]. En ce qui concerne les résultats des élections, nos analyses concernent uniquement les élections de 1950. Mais nous nous autoriserons aussi des excursions vers les autres élections, lorsque ces dernières furent dans la continuité des élections de 1950.

A. Les fraudes aux élections de 1946 : l'éducation au vote au cœur de la stratégie du Parti démocrate

Dès le 10 juin 1946[154], le Parti du peuple annonce son intention de procéder à des élections anticipées. Le 2 juillet, la date des élections est annoncée : elles auront lieu le 21 juillet 1946, seulement six mois après la fondation du nouveau parti. Une semaine après, le Parti démocrate annonce son intention de participer aux élections[155], sauf dans les 16 départements où le parti ne dispose encore d'aucune branche. Le 5 juin 1946, une nouvelle loi électorale avait été votée, qui stipulait que les prochaines élections législatives auraient lieu au suffrage direct, avec un vote public et

[149] Céline Braconnier, *Une autre sociologie du vote*, Paris, Lextenso éditions/collection LEJEP, 2010.
[150] Paul Lazarsfeld, Bernard Berelson, et Hazel Gaudet. *The People's Choice : How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*. Ann Arbor, University of Michigan, 1992 [1948].
[151] Certains résultats plus précis que les résultats par département sont parfois donnés dans la presse locale, même s'il peut arriver qu'ils se contredisent selon les journaux.
[152] Myriam Aït-Aoudia, *op. cit*., p. 187.
[153] Loi n°5545. Voir Erol Tuncer Osmanlı'dan günümüze seçimler, op. cit.
[154] Cemil Koçak, *Geçmişiniz İtinayla Temizlenir* [Nettoyer votre passé avec soin], İletişim, 2015 [2009], p. 519-530.
[155] Ce qui montre bien le degré d'impréparation du parti. Myriam Aït-Aoudia a réfléchi sur ces questions à partir du cas algérien. Myriam Aït-Aoudia, « Les dilemmes des nouveaux partis face à la participation à la première élection pluraliste post-autoritaire. Retour sur un impensé à partir du cas algérien », *Revue internationale de politique comparée*, 2/2013,Vol. 20, p. 15-32.

un dépouillement secret, exécuté par les fonctionnaires d'État. Les représentants de partis politiques, qui avaient un droit d'observation, n'avaient pas le droit d'intervenir dans le processus.

Sur ces élections, nous ne disposons que de très peu d'informations. Même le nombre de candidats présentés par le DP ne peut pas être établi avec certitude. Cemil Koçak, en comparant plusieurs sources, arrive au chiffre de 200 candidats du Parti démocrate, au maximum[156], pour 465 sièges à pourvoir. Les résultats officiels des élections de 1946 n'ont pas été donnés en pourcentage de voix pour l'un ou l'autre des partis ; seuls les nombres de sièges sont annoncés officiellement : sur 465 sièges de députés, le CHP en obtient 397 et le DP, 66. Celal Bayar prétend pourtant que, selon les chiffres qui ont été collectés par les membres du DP qui surveillaient les élections, le DP aurait dû obtenir 279 sièges et le CHP 186[157]. Beaucoup de témoignages font état de pressions de la part de l'armée pour orienter le résultat des élections. Dans le département du Hatay, un électeur raconte que, le jour des élections, des troupes de la police aux frontières et de la Marine nationale circulent dans les rues[158]. Les élections de 1946 sont les premières élections auxquelles participent plus d'un parti, et qui se font au suffrage universel direct. Une série de photographies officielles des élections à Ankara, prises par le service de presse du gouvernement[159], donnent quelques indications intéressantes.

Ces photographies, qui ont été transmises à la presse étrangère (dont le *New-York Times*, ce qui explique que les photos se trouvent aux archives fédérales américaines), sont avant tout des documents de propagande. Les bureaux de vote sont montrés en bon ordre, chacun accomplissant avec enthousiasme son devoir citoyen. De nombreuses photographies de femmes, surtout âgées, en train de donner leur suffrage, montre que c'est un élément « classique » de propagande sur le déroulement du vote – peut-être parce que la présence de femmes montre l'absence de violence ainsi que le caractère sacré du vote. Les témoins du Parti Démocrate sont pris en photo ; ils portent une bande blanche sur leur col pour indiquer qui ils sont. Pourtant, on distingue sur presque chaque photo un ou plusieurs hommes en habit militaire ; les fonctionnaires chargés de tenir les bureaux de vote arborent parfois une rosette du CHP[160].

[156] 273 candidats selon Cem Erogul, 367 candidats selon Metin Toker. *Ibid*., p. 61.
[157] Celal Bayar, *Başvekilim Adnan Menderes* [Mon premier ministre Adnan Menderes], p. 69, cité par Tanel Demirel, *op. cit*., p. 60.
[158] Hikmet Bil, « *Büyük Röportaj : seçimler yaklaşırken… Memleketin nabzını yokluyoruz* ! » [Grand reportage : à l'approche des élections… Nous prenons le pouls du pays" ! »], Hürriyet, 25 février 1950, cité dans Hakkı Uyar, p. 150.
[159] « *Basın ve yayın genel müdürlüğü* » ; ces archives se trouvent aux *National Archives and Records Administration* à Washington (306-NT-1243-F). Nous remercions Emmanuel Szurek de nous les avoir transmises.
[160] Voir annexe n°3.



Figure 15 : une femme vote dans un village proche d'Ankara

En 1948, lorsqu'il est interrogé par Richard Robinson sur les élections de 1946, le président de la branche locale du Parti démocrate de Trabzon affirme qu'il n'y aucun village dans lequel la police et la gendarmerie ne soient intervenues pour battre et menacer physiquement ceux qui voulaient voter pour le Parti démocrate. Les fonctionnaires chargés d'organiser les élections auraient reçu l'ordre selon lequel « le Parti du peuple devait gagner, quoiqu'il arrive », et les responsables du Parti républicain du peuple ont ouvertement accusé le Parti démocrate de cacher en son sein un grand nombre de communistes, qui étaient prêts à livrer le pays à la Russie dès qu'ils accèderaient au pouvoir[161]. Le président Ismet Inönü s'est défendu des allégations de fraude en accusant les petits fonctionnaires chargés d'organiser les élections au niveau local. Selon Inönü, ces fonctionnaires manquaient d'expérience des élections libres, et ils auraient modifié les résultats dans le souci de plaire à leurs supérieurs. Cette défense n'est pas convaincante : comme le montre Tanel Demirel, rien n'a été fait pour empêcher les fonctionnaires locaux de modifier les résultats, et même si cela avait été le cas, les responsables des fraudes n'ont jamais été punis. Selon Tanel Demirel, la décision de procéder à des élections anticipées est la preuve que les dirigeants du Parti républicain du peuple voulaient une opposition fantôme, et prennent peur devant le succès du Parti démocrate[162]. Les fraudes électorales, ainsi que la nomination, le mois suivant – le 7 août 1946 – de Recep Peker, qui était le principal représentant de la « ligne dure » du CHP à l'égard de l'opposition, à la tête du nouveau gouvernement, en sont d'autres signes.

[161] Richard D. Robinson, lettre au *Institute of Current World Affairs*, 31 juillet 1948.
[162] Tanel Demirel, *op. cit.,* p. 61.

Ce n'est qu'un an plus tard, avec la déclaration d'Inönü qui affirme explicitement que le gouvernement doit se tenir à égale distance des partis politiques, et la démission de Recep Peker, le 12 juillet 1947, qu'Inönü donnera des gages officiels de sa bonne volonté vis-à-vis du Parti démocrate. Mais le déroulement des élections, ainsi que ses résultats, sont manifestement étroitement contrôlés par le pouvoir en place[163]. Ces élections marquent le point de départ d'une compétition conflictuelle entre les deux partis, qui s'accusent mutuellement de ne pas respecter les règles du jeu. Les élections de 1946 jouent un rôle important dans la constitution d'une identité de « victime » pour le Parti démocrate[164], et même pour tous les partis de la droite du gouvernement. Au lendemain des élections législatives de novembre 2015, Erdoğan déclare « Que ceux qui nous accusent de fraude regardent les élections de 1946! »[165] ; au lendemain du référendum du 16 avril 2017, Meral Aksener, la leader du mouvement dissident au sein du MHP, lance « la Turquie revit, 71 ans après, en 2017, le scandale des élections de 1946. »[166]. Après 1946, les dirigeants du Parti démocrate mettront en place une stratégie de mobilisation qui porte essentiellement sur les élections à venir, celles de 1950[167].

Sinan Yıldırmaz a beaucoup travaillé sur cette éducation au vote[168], c'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas ici. Presque la totalité des discours insistent sur deux points. La première et la plus importante est l'intérêt du vote. Tous les hommes politiques tentent d'insuffler l'idée que, par le vote, la « nation » peut décider de changer de dirigeants. Cet extrait d'un discours de Celal Bayar donné à Adana le 5 mars 1950, lors du congrès régional du parti, en est un bon exemple : « Vous le savez, les élections auront lieu bientôt (…). Mais je vous pose la question : êtes-vous prêts pour ce grand jour ? (cris de « nous sommes prêts »). Cette question ne sera jamais inutile. Parce que les élections vont permettre à la nation turque de prendre possession de son destin. De cette façon, une nouvelle ère, très heureuse, va s'ouvrir. Vous, avec vos voix, soit vous montrerez que vous voulez continuer la situation actuelle, soit vous permettrez que s'ouvre une ère nouvelle ! »[169]. Le but est

[163] De nombreux auteurs qui s'intéressent à la transition démocratique se sont penchés sur la fraude électorale en contexte post-autoritaire. Si la « transition démocratique » n'est pas notre objet en tant que tel, une comparaison avec ces écrits récents serait intéressante. Pour une revue de cette littérature, voir Myriam Aït-Aoudia, « Les dilemmes des nouveaux partis face à la participation à la première élection pluraliste post-autoritaire. Retour sur un impensé à partir du cas algérien », *Revue internationale de politique comparée*, 2/2013 (Vol. 20), p. 15-32.
[164] Tanel Demirel, *op. cit.,* p. 62.
[165]Site d'information « Etraf » [alentours], http://www.etraf.com.tr/siyaset/cumhur-baskani-tayyip-erdogan-hile-arayanlar-1946-secimlerine-baksinlar-h26017.html.
[166] Site d'information « Arti 49 » [Plus 49], http://www.arti49.com/1946da-chpnin-yaptigini-2017de-akp-yapti-769013h.htm.
[167] Sinan Yıldırmaz, « The Mass Mobilization in the Elections of the Democrat Party period », mémoire de master non publié, soutenu en juin 2002 à l'université du Bosphore, Istanbul. Mémoire dirigé par Asım Karaömerlioğlu, p. 37 (p. 55 du document pdf)
[168] Sinan Yıldırmaz, Politics and the Peasantry in Post-War Turkey: Social History, Culture and Modernization. IB Tauris, 2017, p. 135-153.
[169] « Biliyorsunuz seçimlerin yakında başlayacağı (…). Fakat size soruyorum. O büyük güne hazır misiniz ? (hazırız sesleri). Size bu sualim asla yersiz değildir. Çünkü seçim Türk milletinin kendi mukadderatına sahip olmasını sağlayacaktır. Bu suretle yeni ve çok mesut bir devir açılacaktır. Siz reyinizle ya bugünkü halin devamını istemiş olacaksınız, yahut yeni bir devrin açılmasına hizmet edeceksiniz ! », « Bayar, Zaferin DP'de olduğunu söyledi », Vatan, 6 mars 1950.

d'éviter que les fraudes des élections de 1946 ne se reproduisent ; Celal Bayar exprime ouvertement la stratégie, dans un discours prononcé un peu plus tôt, en janvier 1950 : « Si les abus du 21 juillet [1946] se répètent, qu'adviendra-t-il des élections sécurisées que nous réclamons avec insistance ? Tel est le problème, d'importance, qui occupe le Parti démocrate. Si la mentalité du pouvoir ne change pas, ce dernier s'expose à la vindicte de la nation. Les citoyens chercheront à faire respecter leurs droits, en s'appuyant sur les pouvoirs que leur garantissent la constitution et le droit pénal. »[170]. Cette idée semble avoir été soigneusement diffusée par la direction du parti, à tous les niveaux. Lorsque Richard D. Robinson rencontre le président de la branche DP de Trabzon et lui demande ce que fera le parti si la régularité des prochaines élections n'est pas garantie, ce dernier répond que le parti ira quand même aux élections, mais demandera à ses membres de faire usage de la force, si nécessaire, pour faire respecter leurs droits[171].



Figure 16 : Caricature sur la fraude aux élections[172]

L'homme a sa voix à la main. La voie de gauche indique « la voie du mal ». Elle est plantée des panneaux « élections frauduleuses », et plus loin « haine, vendetta ».
La voie de droite indique « la voie du bien ». Elle est plantée d'un panneau « élections honnêtes », puis « sécurité, bien-être, justice ».

[170] « Eğer 21 temmuzdaki yapılan kötülükler tekerrür ederse bizim ısrarla beklediğimiz emniyetli seçim ne olacaktır ? Demokrat Partinin üzerinde ehemmiyetle durduğu mesele budur. İktidarın zihniyeti değişmezse kendileri millet husumetine maruz kalacaktır. Vatandaşlarımız anayasanın, ceza kanununun kendilerine temin ettiği hükümlere dayanarak haklarını arayacaklardır. », « DP Istisari kongresinde Bayar'in nutku : « Iktidarin zihniyeti degismezse millet husumetine maruz kalacak », Vatan, 9 janvier 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 82.
[171] Richard D. Robinson, *op. cit.*
[172] Source : *Vatan*, 1er janvier 1950. Repris dans Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 14.

L'affaire d'Arslanköy, au moment des élections du *muhtar*, en février 1947, qui a été présentée par les dirigeants du Parti démocrate comme un modèle de l' « héroïsme » des paysans, en est un bon exemple. Dans ce village du département de Mersin, les habitants ont voté massivement pour un nouveau candidat qui concourait sous la houlette du Parti démocrate. L'ancien *muhtar* se rend à la ville pour se plaindre de ce que les élections ont connu des irrégularités. La gendarmerie se rend dans le village et annonce que les élections vont être conduites à nouveau. Les paysans refusent de rendre l'urne, et des incidents éclatent entre la gendarmerie et les villageois. L'affaire est d'abord interprétée comme une « rébellion » par l'État CHP, qui envoie plusieurs troupes de gendarmerie pour encercler la ville. Finalement, 47 villageois seront jugés pour « rébellion contre l'État ». De célèbres avocats, membres du Parti démocrate, comme Hamit Şevket Ince, défendent les paysans au tribunal, et l'affaire est suivie par la presse dans ses moindres développements, ce qui lui donne une grande publicité. Les avocats s'appuient sur le thème des « droits politiques » pour critiquer l'accusation de rébellion ; les avocats prennent grand soin de dépolitiser le sujet et de s'engager sur un terrain juridique. Finalement, les villageois n'auront que des peines légères, ce qui est considéré comme une victoire par les dirigeants du Parti démocrate[173]. Plusieurs affaires du même genre suivront. Fusun Ustel a bien montré, dans son étude sur la figure du citoyen à travers les manuels scolaires d'éducation civique, que c'est sous l'impulsion du Parti démocrate, dans les années 1946-1950, que naît une nouvelle définition du citoyen, comme acteur de la vie politique[174].

Les comités de propagande du parti ont pour consigne de mettre en place des « cours », donnés par les membres du parti qui sont juristes, pour enseigner le droit des élections. Un article de Vatan du 23 février 1950 le montre bien :

« Les juristes du Parti démocrate, dans ce cours, vont donner des leçons sur l'application de la loi électorale. On montrera aussi des applications concrètes à ceux qui participeront au cours. Ainsi, on formera les équipes venues des cantons sur le déroulement des élections, de façon à ce qu'il ne subsiste pas le moindre petit doute. Lorsque les cours sur les élections seront terminés dans la ville, les équipes auront pour mission d'organiser immédiatement, elles aussi, des cours pour préparer les équipes des *ocak* (niveau du village) et des *bucak* (niveau juste au-dessus de ocak). En plus de cela, des conférences seront données et des réunions seront organisées pour éclairer les citoyens sur la loi électorale, et leur expliquer comment se dérouleront les choses le jour des élections. »[175].

[173] Sinan Yıldırmaz, thèse de doctorat non publiée, p. 174 [183].
[174] Füsun Üstel, *"Makbul Vatandaş"ın Pesinde. Mesrutiyet'ten Bugüne Vatandaşlık Egitimi* [A la recherche du citoyen idéal. L'éducation civique de 1908 à nos jours, volume 2.]. Istanbul, Iletişim Yayınları, 2004, p. 265-266. Cité dans Sinan Yıldırmaz, thèse de doctorat non publiée, p. 185 [194].
[175] « Demokrat Partili hukukçular, bu kursta, seçim kanunu tatbikatı hakkında dersler vereceklerdir. Ayrıca, kursa iştirak edeceklere ameli tatbikat da gösterilecektir. Böylece, ilçelerden gelen ekipler seçimin cereyanı üzerinde en küçük tereddüde düşmeyecek şekilde yetiştirilecektir. Vilayet merkezinde açılan seçim kursu bittikten sonra, ekipler kendi ilçeleri dahilinde ocak ve bucaklardaki seçim ekiplerini hazırlamak üzere, derhal

La « volonté nationale » et son expression sont présentées comme un exutoire à tous les problèmes du pays : lors d'un séjour à Erzurum le 2 octobre 1950, Menderes explique que, si Erzurum et l'Est de la Turquie n'ont pas pu se développer, c'est parce que la « volonté nationale » n'a pas pu s'exprimer[176]. Paul Stirling, lorsqu'il raconte les élections de 1950 à Sakaltutan et Elbaşı (deux villages du département de Kayseri)[177], dit que plusieurs représentants des deux partis politiques sont venus au village, mais surtout pour expliquer que les élections allaient être libres, que les villageois pourraient vraiment voter pour le parti de leur choix. L'autre volet de cette pédagogie, c'est l'incitation à rester dans le cadre de la loi.

Lors du meeting de Bergama, en 1947, Sıtkı Yırcalı prononce la phrase suivante : « Nous sommes des gens qui travaillons pour la réalisation de notre combat pour la liberté. Pour cela, nous travaillons sans connaître la fatigue, nous n'avons peur d'aucun mouvement *tant qu'il est réalisé dans le cadre de la loi*. Je suis sûr que, si nous travaillons tous ensemble, toute la nation, nous gagnerons notre combat. »[178]. La précision « tant qu'il est réalisé dans le cadre de la loi » montre bien que le discours d'émancipation du Parti démocrate est inséparable d'un discours sur le respect du cadre légal. Sinan Yıldırmaz a bien montré l'importance de la propagande anti-communiste qui était déployée auprès des paysans[179]. Il était indispensable, pour les dirigeants démocrates, que l'émancipation passe par le vote et non l'agitation violente ou extra-légale. Feroz Ahmad analyse les élections de 1950 en disant que la neutralité de l'État a joué un rôle crucial dans l'accession au pouvoir du Parti démocrate[180]. Mais, en réalité, le CHP n'avait pas les moyens de falsifier les élections de 1950 ; il aurait risqué de graves désordres.

B. Jour d'élections : un essai d'ethnographie historique

Les lignes qui suivent tentent de faire revivre les élections de 1950, pour mettre en exergue, d'une part, son caractère d' « événement ». D'autre part, nous voulons montrer l'inscription de l'élection dans des pratiques traditionnelles, à la fois religieuses et festives. Les élections resteront dans la mémoire collective comme un grand moment de la démocratie. Cette sous-partie nous

---

teşkil edilecek kurslarda vazife alacaklardır. Bunlardan başka, vatandaşları seçim kanunu hakkında aydınlatmak ve seçim günü nasıl hareket edileceğini anlatmak için toplantılar yapılıp konferanslar verilecektir. » extrait de « Yeni seçim kanununun bütün teminatına rağmen idari baskıda endişe ediliyor », Vatan, 23 février 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 89.

[176] Voir Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi tarihinde…, op. cit*., p. 419

[177] Paul Stirling, *op. cit*., p. 281.

[178] « Biz hürriyet davamızın tahakkuku için çalışan ve bu çalışmada yorulmak bilmeyen, kanun çerçevesi içinde yaptığı hareketlerden korkmayan kimseleriz. Bütün milletçe çalışarak davamızı kazanacağımızdan katiyyen eminiz » (souligné par nous). Meeting à Bergama, rapport du responsable local du CHP, archives BCA 490.01.444.1833.1.18

[179] Sinan Yıldırmaz, thèse de doctorat, p. 232 [242].

[180] Ahmad, Feroz, The Turkish Experiment in Democracy, op. cit., p. 30-31.

permettra en dernier lieu de montrer que l'élection est aussi l'acte qui permet à une communauté de s' « inventer dans et par la représentation »[181].

Aux élections de 1950, le taux de participation est de 89%. Tout le monde va voter très tôt. Kadri Kayabal, correspondant de *Cumhuriyet* à Kayseri, écrit : « Le matin, à huit heures, une formidable afflux de monde a commencé à se diriger vers les urnes. La plupart des électeurs, qui ont passé la nuit sans dormir, étaient impatients de pouvoir voter le plus tôt possible. Il n'était pas encore 9h30 que 50% des électeurs de la ville avaient déjà voté. A 12h, ce taux était monté à 70%, à l'heure où j'écris ces lignes (15h30), il a atteint 80%. Je ne serais pas étonné qu'on arrive à 90% avant ce soir. »[182]. Pour les élections de 1954, la journée de travail est écourtée pour pouvoir aller voter ; les ouvriers agricoles de Turgutlu (de 2 000 à 3 000 personnes), qui vivent en ville et travaillent dans les champs, votent avant d'aller travailler, ou alors rentrent plus tôt. A Manisa, les ouvriers agricoles ne vont pas travailler, alors même que le propriétaire terrien les paie plus le dimanche, ce qui suscite l'admiration du journaliste, qui titre « les ouvriers agricoles ont même refusé un plus haut salaire ! » (« *ziraat isçileri yüksek ücret tekliflerini bile reddettiler* ! »). En ville, les ouvriers vont voter tôt le matin, alors que les marchands et employés votent l'après-midi[183]. A Akhisar, certains marchands et esnaf qui soutiennent le CHP n'ont pas ouvert leur magasin de toute la journée. Dans tous les villages où se rend le journaliste, tout le monde est allé voter très tôt. Les journalistes s'attachent aussi à montrer que le jour des élections est un jour de fête. Chacun a mis ses plus beaux vêtements.

Le journaliste s'émerveille de la façon dont les villageois ont conscience de leurs droits : il interroge un vieux monsieur : « mon brave monsieur, aujourd'hui, c'est jour d'élections. Vas-tu voter ? – Qui a dit qu'il ne voterait pas ! C'est un droit qu'on n'a qu'une fois tous les quatre ans ! J'ai dormi à Turgutlu et j'ai attendu une heure devant le bureau de vote ! » (« *-Beybaba bugün seçim günü. Reyini kullanacak misin ? – Kim demiş, kullanmayacak diye. Bu, dört senede bir verilen bir haktir. Sabahleyin Turgutlu'da sandık başında bir saat bekledim*. »)[184].

Toutes les sources font état, pour les élections de 1950, d'une mobilisation hors du commun. De longues files d'attente se forment, très tôt, devant les bureaux de vote ; les électeurs forment naturellement des files non-mixtes[185]. À Adana, la participation est même plus élevée qu'en 1908 – ce

[181] Jane Mansbridge, « Rethinking Representation », *The American Political Science Review*, vol. 97, n° 4, 2003, p. 515–528.
[182] « Sabahın sekizinde sandık baslarına müthiş bir akın başladı. Ekserisin, geceyi uyumadan geçiren seçmenler reylerini bir an evvel atmak için sabırsızlanıyorlardı. Saat daha 9.30 olmamıştı ki, merkez seçmenlerinin yüzde ellisi reylerini kullanmış bulunuyordu. Bu nispet öğleyin yüzde yetmişi, su satırları yazdığım saatte (15.30) de sekseni buldu. Aksama kadar yüzde doksanı da bulursa hiç şaşmayacağım », Kadri Kayabal, « Isini bilen Koyluler », Cumhuriyet, 15 mai 1950. Cité dans Hakkı Uyar, *op. cit.* p. 298
[183] *Yeni Asır*, 3 mai 1954.
[184] Ibid.
[185] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 296.

qui montre bien que l'élection de référence, avant celle de 1950, c'est 1908. Les observateurs – plutôt favorables au DP, puisque ce sont souvent des reportages de la presse locale, constatent avec joie que l'effort de pédagogie pour le vote a porté ses fruits. Il y a un grand nombre d'électeurs illettrés, qui déploient de grands efforts pour que leurs votes ne soient pas contrôlés. Le journaliste interroge un vieillard : « Et toi, tu as voté pour quel parti ? – Ca, il n'y a que Dieu et moi qui le sachions », répond le vieillard (« - *Peki hangi partiye rey verdin bakalım ? – Orasını bir ben, bir de Allah bilir*. »). « Cette belle réponse m'a fait honte. », commente le journaliste (« *bu güzel cevap beni mahçup etti.* »). Un autre fait extrêmement remarqué par tous les observateurs est la présence de femmes, jeunes ou vieilles. En 1954, les femmes se mobilisent pour qu'un bureau de vote ne soit pas installé dans un cabaret ou un casino, où leur présence serait jugée inconvenante. Leur mobilisation est efficace, et le lieu est changé de place[186]. Le journaliste remarque la présence massive de femmes et leur pose la question. Elles le regardent bizarrement et disent : « mais quoi de plus naturel ? ». Les malades et les handicapés viennent aussi voter ; les journaux exhibent des photos de jeunes femmes qui sont venues voter quelques heures après avoir accouché – ce qui est le signe d'une mobilisation exceptionnelle[187]. D'autres photos montrent de vieilles femmes.

De nombreux efforts sont déployés par les journalistes pour montrer que le vote est un choix libre, pour chacun des citoyens, en particulier les femmes. Une femme qui ne pouvait pas voter a refusé que quelqu'un entre dans l'isoloir avec elle ; elle a préféré faire une procuration à son mari. Un échange entre une mère et un fils : « tu sais quel billet mettre dans l'urne Maman, n'est-ce pas ? – Comment ça mon fils ! Bien sûr que je sais ! Je ne veux pas de rappel pour mon vote. » (« *Hangi pusulayı atacağını bilirsin anne değil mi ? – Bu da söz mü oğlum ? Elbette bilirim. (...) Reyim için de akıl istemem* »). Plusieurs personnes interrogées par les journalistes refusent de dire pour qui ils ont voté ; les journalistes se félicitent de ce que les électeurs ont intégré les normes qui entourent le vote[188].

Richard D. Robinson, qui se trouve à Gaziantep le jour des élections, raconte qu'il se promène le soir dans les rues. Des gens, pour la plupart des ouvriers et des paysans, se sont rassemblés devant le bâtiment du DP du vilayet (« *Demokrat Parti'nin vilayet idare merkezinin önünde* ») ils attendent, plein d'espoir, le résultat des élections. Au milieu de la nuit, le centre du parti annonce la nouvelle, qui dépasse tous les espoirs des partisans du DP. Les résultats suscitent une grande excitation[189]. Dans un quartier d'Izmir, à l'annonce des résultats à la radio, les gens jouent du tambour, poussent des cris de joie dans la rue.

---

[186] Ibid.
[187] *Yeni Asır, «* Izmir ve ilçelerde seçim nasil geçti ? », 3 mai 1954.
[188] Ibid.
[189] Richard D. Robinson, « *Gaziantep'te gördüğüm seçim manzaraları* », Vatan, 28 mai 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 343. Lettre au ICWA du 24 mai 1950.

À Izmir, en 1954, les ouvriers du port dansent des danses traditionnelles devant « Denizbank ». Yeni Asir montre une photo des ouvriers du monopole d'État avec les députés[190]. Les milieux industriels se disent très contents du résultat des élections. Toutes les associations envoient des télégrammes groupés aux grandes figures du DP, pour les féliciter. L'organisation féminine du parti envoie un télégramme à Adnan Menderes ; Le personnel de la gare d'Alsancak envoie un télégramme à Celal Bayar, les organisations de jeunesse organisent un thé pour fêter les élections. Les gens crient « vive la liberté ! » et applaudissent en voyant les députés. Un certain Necmi Yalansiz témoigne, des années après, du jour des élections de 1950 « ceux qui soutenaient le DP se sont mis à jouer tambour et zurna pour fêter la victoire. Ils chantaient : « on est débarrassés du CHP, on est débarrassés d'Inönü »[191]. Les journaux locaux font tous mention de fêtes qui durent jusqu'au milieu de la nuit, dans les villages et les bourgs[192]. Un autre témoin de l'époque raconte que, du temps où le CHP était au pouvoir, une chanson populaire avait été composée, avec pour thème un grain de haricot qui coûtait 7,5 lires. Cette chanson est chantée à l'annonce des résultats du DP dans le quartier d'Esrefpaşa à Izmir (« *Bir de kuru fasuliye pahalılaşmıştı. Bu fasuliye 7,5 lira diye o zaman şarkısını bile yapmışlardı. Hep bir ağızdan şarkıyı söylediler* »)[193]. De nombreux témoignages racontent l'anecdote selon laquelle, dans les quelques jours qui suivent les élections, les citoyens refusent de se plier à la loi au motif que « maintenant, il y a la démocratie »[194].

Les élections vues par le CHP

Globalement, les élections se déroulent dans le plus grand calme. Quelques rapports du CHP dénoncent cependant des gestes d'impertinence : le 31 mai 1950, un rapport du responsable CHP de la branche d'Ödemiş liste les faits suivants : « 1. Quelques démocrates fanatiques nous ont demandé les clés des locaux du parti et des maisons du peuple, en disant qu'ils allaient en faire des hôpitaux. Ils ont tourné en ridicule l'honneur-même de nos partisans. 2. A la suite de l'élection du président, ils ont fait une procession aux flambeaux, et, à cette occasion, ils ont organisé des manifestations de nature à blesser la dignité du Parti du peuple. 3. Le jour de l'élection du président, des partisans du DP dont l'identité n'est pas connue ont coupé le fil du drapeau qui pavoisait notre local, 4. Quelques partisans du DP ont créé des troubles, en adressant la parole à nos femmes dans les rues, et en se moquant d'elles. 5. A la suite des élections, ils ont utilisé la religion à des fins de propagande politique, en faisant lire des *mevlüt* dans toutes les mosquées de la ville. 6 Dans les villages de Golcuk et de

[190] *Yeni Asır*, 7 mai 1954.
[191] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 350.
[192] *Yeni Asır*, « *Izmir bayram sevinci içinde neticeyi kutluyor* » [Izmir, dans la joie des jours de fête, célèbre le résultat des élections »], 4 mai 1950.
[193] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 350.
[194] Rapport britannique FO 371/95267

Mursalli, et dans le quartier de Kuvvetli, l'appel à la prière a été lu en arabe, à des moments différents et par des personnes différentes. 7. Ali hoca, qui est imam et prédicateur dans la petite mosquée de notre ville, a utilisé la religion à des fins politiques, a abusé de son autorité dans un lieu de culte qu'est la mosquée, a pris les voies de la provocation du peuple, en prononçant, lors des ses prêches, les phrases réactionnaires suivantes « celui qui porte les six flèches [le symbole du CHP, qui figure sur la rosette du parti] est un infidèle (« *kafir* ») », « nous allons déchirer les six flèches », « Grâce à Dieu, qui nous a sauvés des incroyants, et qui nous a permis de voir ces jours. » [195].

Ce rapport nous enseigne peut-être plus sur le CHP local que sur le processus des élections lui-même ; elle nous donne aussi à voir la forte dimension de revanche qu'ont constitué ces élections. Elle reflète aussi l'insertion des élections dans certaines pratiques religieuses : les lectures du Coran (« *mevlüt* ») accompagnent généralement les fêtes religieuses. Par ailleurs, le fait que l'appel à la prière ait été lu en arabe le jour même des résultats – ce sera l'une des premières mesures du Parti démocrate après son arrivée au pouvoir – montre que la victoire du parti était associée à l'abolition de cette mesure, jugée impie. Les impertinences envers les femmes probablement non-voilées – le rédacteur du rapport dit « nos » femmes, montre aussi, que, déjà en 1950, le Parti démocrate était associé au conservatisme religieux.

C. Les résultats des élections : quelques remarques

Si les résultats sont annoncés officiellement le 18 mai, dès le 15 mai, des chiffres donnés officieusement à la presse montrent la victoire du Parti démocrate. Le DP a 52% des voix et le CHP 39%, tandis que le MP arrive à 3%. Les élections se font par scrutin plurinominal avec panachage : les électeurs votent pour une liste, sur laquelle ils peuvent biffer des noms et les remplacer par d'autres, même parfois ceux de gens qui ne s'étaient pas présentés[196]. C'est pourquoi il est difficile de compter les voix[197]. Le CHP gagne 67 sièges et le DP, 416. Le Parti de la nation n'en a qu'un seul. C'est une large réussite pour le DP, qui bénéficie pourtant du système électoral majoritaire. Avec le système d'Hondt, qui est le système en vigueur actuellement en Turquie, le CHP aurait eu 200 sièges, et le DP, 275, tandis que le MP aurait eu 10 sièges.

[195] Rapport du CHP 490.01.444.1833.1.9
[196] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 297.
[197] C'est pourquoi les chiffres donnés peuvent parfois varier. Erol Tuncer arrive, dans deux livres différents, à deux chiffres différents pour le score du DP aux élections de 1950. Dans un livre sur les élections (Osmanli'dan… *op. cit*.), il trouve le chiffre de 53,7% des voix. Dans un autre livre, (*1950 seçimleri* [Les élections de 1950], Ankara, TESAV yayınları, 2010), il arrive à un chiffre de 2,5 points de plus : 55,2% des voix.

Les résultats région par région font apparaître que les régions les plus développées ont voté pour le Parti démocrate plus que les régions les plus pauvres[198]. C'est surtout dans les grandes villes que le DP a recueilli les plus de suffrages. A Istanbul, Ankara, Izmir, le DP a remporté les élections avec un grand écart de voix. C'est à Istanbul que le CHP a son score le plus bas : 24,3% des voix[199]. Finalement le DP a gagné surtout dans les villes[200]. Dans les départements où la majorité des habitants vivent dans les villages ou les petits bourgs, le CHP a d'assez bons résultats.

	DP	CHP	CMP	Indépendants
Système majoritaire	416	67	1	3
Système d'Hondt	275	200	10	2

Tableau 4 : tableau du nombre de députés élus aux élections de 1950 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie)[201]

Lorsqu'on observe le nombre de députés par département, la liste CHP a remporté les élections dans les départements suivants : Bingöl, Bitlis, Erzincan, Hakkari, Hatay, Kars, Malatya et Sinop. Ce sont toutes des régions qui sont situées dans l'Est du pays. C'est la même chose pour les listes mixtes, où figurent aussi des députés CHP[202]. Il est difficile de livrer une analyse plus fine que le niveau du département, dans la mesure où les résultats officiels sont donnés par département. La seule source dont nous disposons pour des résultats à de plus petits niveaux, par exemple par canton, c'est la presse locale. Mais les chiffres qui figurent dans la presse locale ne sont pas toujours fiables : ils sont souvent donnés sur plusieurs numéros, alors que les journaux de certains jours n'ont parfois pas été conservés. Les résultats sont donc éparpillés, et, parfois, le chiffre des résultats est modifié pendant plusieurs jours après l'annonce des premiers résultats. À Izmir, par exemple, Hakkı Uyar observe que ce sont les résultats dans la ville d'Izmir qui font gagner le DP. Dans les campagnes du département d'Izmir, les résultats sont plus équilibrés entre CHP et DP[203].

Conclusion

Cette première étude du processus de politisation, qui se focalisait sur les élections de 1950, nous a permis d'étudier le processus d'acculturation à la civilisation électorale, et le rôle essentiel du

[198] Cem Cakmak, « *1950'li seçimler ve Demokrat Parti* » [Les élections de 1950 et le Parti démocrate], Tarih ve toplum, n°53, mai 1988, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 299.
[199] Ibid.
[200] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 300.
[201] Source : Murat Güvenir, Seçim sistemleri ve ülkemizdeki uygulama, [Les systèmes électoraux et leur mise en œuvre dans notre pays], Ankara, Siyasal Bilimler fakülte dergisi, n° 37, 2015.
[202] *Ibid*., p. 300.
[203] *Ibid*., p. 296.

Parti démocrate dans ce processus. Les élections de 1950, les premières élections libres après vingt-trois ans de parti unique, sont restées dans les mémoires comme un grand moment démocratique, la « Révolution blanche », dans les termes des auteurs conservateurs[204]. Cette période correspond à l'invention de pratiques, comme celles du meeting, ou du congrès, qui déterminent autant de façons de faire de la politique. Le discours électoral du Parti démocrate, qui se présente, au niveau national, essentiellement comme un discours d'émancipation, sera plusieurs fois réinvesti dans la suite de la période, et montre une volonté d'inscription dans des registres culturels populaires et paysans, mais aussi dans la symbolique républicaine.

C'est surtout au niveau local que se joue la labellisation de certains enjeux comme « politiques », qui est au cœur de la politisation. A ce niveau, la politisation est en effet d'abord celle de conflits qui préexistaient à l'irruption du Parti démocrate, comme les factions au sein du Parti républicain du peuple, ou les rivalités entre grandes familles. C'est donc d'abord une politisation sur enjeu, plutôt qu'une politisation sur clivage, qui voit le jour. Toutefois, le Parti démocrate est aussi une force d'homogénéisation. La naissance du Parti démocrate permet ainsi aux diverses factions de se projeter dans un registre national. Les milieux politiques locaux participent aussi, en retour, au travail de mise en forme du parti. Finalement, les problématiques locales sont rassemblées dans le discours du Parti démocrate comme parti du « changement », de la « démocratie » contre le régime de parti unique. Ce faisant, il s'appuie aussi sur un mécontentement social, dû à la crise économique et aux politiques économiques désastreuses du CHP pendant les années de guerre. Ainsi, un retour vers la campagne électorale nous montre que le Parti démocrate, plutôt que de s'appuyer sur la « réaction religieuse » et les sentiments conservateurs de l'électorat, est porté au contraire par un mouvement social, ce en quoi il rappelle l'expérience du Parti républicain libre en 1930.

Enfin, les élections de 1950 apparaissent comme des élections fondatrices et il importe d'en étudier toutes les dimensions. D'abord, l'éducation au vote a constitué un volet important de la propagande démocrate. En plus de la compétition électorale en elle-même, la lutte entre le Parti démocrate et le Parti républicain du peuple portait aussi sur le dispositif institutionnel qui allait garantir des élections libres. Les dirigeants du Parti démocrate, pour contrer la maîtrise de l'appareil d'État par le CHP, en appelle au peuple, et se lance dans une « effervescence pédagogique » pour apprendre à chaque citoyen en quoi consiste le droit de vote. Nous avons aussi souhaité analyser les élections comme un événement, qui a scellé la légitimité de l'acte de délégation électorale, et qui s'inscrivait dans des pratiques festives, traditionnelles et républicaines. Enfin, une brève analyse du vote lors des élections de 1950 montre que les zones rurales sont moins fervemment acquises au Parti démocrate.

[204] Nazlı Ilıcak, « *Yasemin devrim ve beyaz devrim* » [La révolution de jasmin et la révolution blanche], http://www.sabah.com.tr/yazarlar/ilicak/2011/01/18/yasemin_devrim_ve_beyaz_devrim.

C’est pourquoi nous devons à présent nous tourner vers une deuxième dimension de la politisation, en revenant à présent au débat historien, qui a présidé à l’exportation du terme en science politique, la politisation du monde rural. C’est ce que nous ferons, au chapitre 3, en adoptant une séquence temporelle plus étendue.

Chapitre 3. Les campagnes et la politique : mécanismes de politisation en milieu rural.

Lors d'un congrès local du DP qui se tient à Erzurum en 1952, une anecdote amusante résume bien les rapports qui pouvaient exister entre paysans et urbains. Le congrès est relaté par la presse locale d'opposition, *Yeni Erzurum* [l'Erzurum nouvelle], le journal du CHP local. On peut d'ailleurs penser que le journaliste, un homme politique local du CHP, a un peu exagéré l'affaire : le titre de l'article est « Les délégués villageois ont donné aux délégués citadins une leçon de civilité » (« *Köylü delegeler şehirli delegelere efendilik dersi verdiler* »). Une délégation de paysans se rend au congrès du *bucak* (l'unité au-dessus de celle du village) d'Erzurum-centre. Le congrès est déchiré par de violents conflits factionnels. Un délégué « paysan », du nom de Ihsan, prend la parole, et fait le discours suivant :

> « Nous, nous sommes venus trouver des remèdes aux maux du pays, et reconnaître ceux qui trouveront des remèdes. Ici, les critiques ne sont pas faites selon les principes de la démocratie. La critique doit être polie, on ne doit pas attaquer personnellement les gens. Moi, je suis un muhtar [chef de village] de 27 ans, nous, au village, nous débattons de façon plus consciente, chez nous lorsque l'un parle, les autres l'écoutent, et un autre répond seulement quand le premier a fini de parler. Ceux qui vivent dans les pâturages sont plus maîtres d'eux-mêmes. Les Turcs savent écouter dans le silence. Nous, les paysans, nous allons vous écouter, vous connaître, et voter pour vous. Des gens aussi furieux et aussi peu maîtres d'eux-mêmes ne peuvent pas diriger le pays. Si vous nous insultez, nous, nous serons patients. »[1].

Quelques personnes applaudissent l'orateur villageois. Un autre villageois du nom de Mevlut Güler prend alors la parole pour défendre un homme politique local, Mucip Kocaoğlu : « Vous attaquez Mucip Kocaoğlu [un chef de faction]. Pourtant Mucip Kocaoğlu a beaucoup travaillé pour le parti et il ne nous a pas du tout suggéré de mauvaises choses. Après vous être si bien insultés en public, si vous étiez seuls, c'est sûr, vous vous assassineriez les uns les autres. »[2]. La réponse de l'un des hommes politiques et responsable local du parti est très intéressante. Il dit qu'il n'avait l'intention d'insulter personne, et reprend « les paysans ne comprennent rien à nos affaires, nous parlons d'une affaire importante … »[3]. Il demande alors que son adversaire politique soit exclu du parti. Il se plaint

[1] « Memleket dertlerine merhem olmak ve merbem olacakları tanımağa geldik, yapılan tenkitler Demokrasi esasına göre olmuyor, tenkit efendice olmalıdır, şahıslara hücum edilmemelidir. 27 yaşında bir koy muhtariyim, biz köylerde daha şuurlu münakasa yaparız, bizde biri konuşurken diğerleri dinler ve konuşan sözünü bitirdikten sonra bir diğeri cevap verir yaylada yaşayanlar asabına daha çok hakim insanlardır. Türkler sükûnetle dinlemesini bilirler, biz köylüler burada sizleri dinleyecek tanıyacak ve numara vereceğiz. Bu derece asabi bozuk olanlar memleket idare edemezler küfür edilse de sabırlı olacağız dedi. ». *Yeni Erzurum*, 11 janvier 1952.

[2] « Mucip Kocaoğlu'na hücum ediyorsunuz. Halbuki parti için çok çalışmıştır ve bize katiyen bir fenalık telkin etmemiştir. Bu kadar milletin içinde kalkıp birbirinize hücum ediyorsunuz, eğer tek bir yerde bulsanız mutlak birbirinizi öldürürsünüz », *ibid*.

[3] « Hakaret kasdile konuşmadığını söyleyerek köylüler bizim işlerimizi bilmezler biz mühim bir dava üzerindeyiz dedi », *ibid*.

ensuite que, des sept personnes qui devaient venir du village d'Ortuzu, une seule se soit finalement présentée au congrès. Dans le même congrès, l'un des hommes politiques se plaint de ce qu'on a fait de la propagande dans les villages pour que sept personnes soient élues.

On peut faire plusieurs lectures de l'anecdote. Une première lecture nous ferait dire que les paysans sont exclus de la politique, qui demeure pour eux quelque chose d'étranger. La teneur du discours du *muhtar* de 27 ans, qui fait valoir un bon sens et des valeurs présentées comme typiquement paysannes, le calme et la maîtrise de soi, mais surtout la réaction de l'homme politique disant que « les paysans ne comprennent rien à nos affaires », laissent penser que la présence des paysans au congrès est presque déplacée. Cependant, une deuxième lecture de l'anecdote nous permet d'affiner ce constat. Dans le discours du paysan de 27 ans figure aussi une défense de l'une des parties du conflit factionnel qui oppose les participants au congrès. C'est donc que, même s'ils critiquent la forme du conflit, les paysans y prennent part. On pourrait même dire que la plainte du paysan, qui considère que le conflit est trop violent, est un argument de plus pour attaquer la partie adverse du camp qu'il soutient. Le paysan se sert de son statut pour prendre part au débat, en critiquant l'une des parties au nom de son « manque de maîtrise de soi », participant finalement au même registre du dénigrement.

Cette seconde lecture de l'événement est d'ailleurs confirmée par la suite du récit : un autre homme politique se plaint qu'une personne seulement soit venue de tel village, alors qu'il en attendait sept. Cette dernière réflexion fait bien apparaître à quel point les hommes politiques – de la ville – dépendent des paysans. Dans les congrès où ils affrontent la faction adverse, la voix de chaque délégué compte. D'ailleurs, un autre sujet de plainte est qu'une « propagande » mensongère a été menée dans tel et tel village. On le voit, la politique n'est pas vraiment une activité légitime pour les paysans. La phrase « les paysans ne comprennent rien à nos affaires » le montre bien. Ce n'est pas pour autant que les paysans sont complètement étrangers à la politique : leurs voix et leurs soutiens lors des congrès du parti sont activement recherchées par les hommes politiques. Dès lors, les villages, à défaut d'être des centres de la politique, sont entraînés activement dans la politique par ces « entrepreneurs » venus des villes. C'est ce que nous montrerons dans ce chapitre.

Un vote paysan ?

Dans la plupart des ouvrages sur le Parti démocrate, l'idée que le Parti démocrate a été soutenu par « les paysans » est avancée [4]. Or cette affirmation est à remettre en cause, à plusieurs

[4] Kemal Karpat, *Turkey's politics*, *op. cit.,* p. 342 ; Ahmad, *The Turkish Experiment„* p. 139, Keyder, *State and Class,* p. 132. Voir aussi Robinson Economics and democracy, cité dans Szyliowicz,, *op. cit*., p. 158. Sinan Yıldırmaz, PhD p. 195. Cem Erogul, *op. cit*., p. 143 ; Tanel Demirel, *op. cit*., p. 84.

égards. Tout d'abord, elle repose souvent – à quelques notables exceptions près, dont nous reparlerons - sur un raisonnement très simple : le Parti démocrate a remporté la majorité des voix, et la majorité, dans la Turquie de la fin des années 1940, ce sont les « paysans » – seulement 20% de la population réside en ville[5]. L'idée, souvent portée par l'historiographie « kémaliste » selon laquelle le conservatisme du Parti démocrate a correspondu presque naturellement au conservatisme des classes paysannes, ne vient qu'après. Il y a peu de recherches empiriques, ou fondées sur des sources convaincantes, pour étayer ce point de vue. Une courte étude des résultats des élections de 1950 montre par exemple, pour la région d'Izmir, que les suffrages en faveur du Parti démocrate ont été beaucoup plus nombreux dans les villes et dans les zones urbaines. Avant les élections de 1950, à Gaziantep, où se trouve Richard Robinson, le principal élément d'incertitude pour les Démocrates et pour l'observateur lui-même sont les villages[6]. Finalement, plus de la moitié des habitants des villages du département de Gaziantep votent pour le DP : c'est suffisant pour permettre au parti d'emporter la victoire, mais c'est beaucoup moins que le taux de suffrages pour le Parti démocrate en ville.

Deux traditions d'analyse s'opposent sur le « vote paysan ». Alors que les conservateurs encensent les paysans en voyant en eux le cœur de la société et les dépositaires de la morale, et pensent qu'ils auraient tous voté pour le Parti démocrate en raison de leurs convictions religieuses, l'historiographie kémaliste dénonce un vote « captif », contrôlé par les élites « féodales », les propriétaires terriens et les chefs de confrérie religieuse[7]. D'un côté de l'analyse, il y aurait des paysans, conservateurs et religieux par essence, lassés des politiques laïques, qui auraient massivement voté pour le Parti démocrate, en raison de son caractère moral et respectueux de la religion ; de l'autre, des masses paysannes obscurantistes, esclaves d'élites locales attachées par pur intérêt au Parti démocrate.

Cette image du monde rural chez les élites kémalistes, est très présente dans la littérature. Une pièce célèbre, *Buzlar çözülmeden* (« Avant que les neiges ne fondent »)[8], raconte la vie d'un petit village après le coup d'État du 27 mai 1960. Un nouveau préfet est envoyé pour remettre de l'ordre dans le village. Toutes les élites locales, aghas, imams, des anciens démocrates, sont corrompues et vivent sur le dos des paysans.

[5] « With the [1950] elections, for the first time in Turkey's modernization process, the party in power was replaced by another by means of the electoral process. The main moving force oh this change was the peasants, who were the main supporters of the DP and also the majority in the overall population », Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 120.
[6] Richard D. Robinson, lettres au Institute of Current World Affairs, lettre du 24 mai 1950.
[7] Dogan Avcioğlu, *op. cit*., p. 31 ; Şevket Çizmeli, *Menderes: demokrasi yıldızı?* [Menderes, étoile de la démocratie ?], Istanbul, Arkadaş, 2007.
[8] Cevat Fehmi Başkut, *Buzlar çözülmeden*, Istanbul, Inkilap ve aka, 1972.

Dans un même refus de considérer que « le peuple » puisse voter contre ses propres intérêts, Dogan Avcıoğlu considère largement qu'il est manipulé par ses propriétaires terriens, les aghas. Pour l'auteur, les partis de la droite de gouvernement, au premier chef desquels le DP, sont la transposition pure et simple en politique du « système des *aghas* » (« *ağalık sistemi* »)[9]. Il faut faire remarquer ici que le terme « *agha* » signifie propriétaire terrien, mais qu'il est chargé de représentations négatives. Il désigne aussi un pouvoir archaïque, abusif, parfois cruel. La figure de l'*agha* tient une bonne place dans la littérature dite « du village » (« *köy literatürü* »), un courant littéraire né dans les années 1950, qui prenait pour cadre la vie dans les campagnes anatoliennes. Les romans de l'écrivain Yaşar Kemal, marqué à gauche, montrent bien l'image de l'*agha* comme figure de pouvoir cruel et tyrannique.

Toutes ces analyses se rejoignent sur la même vision du monde paysan : celle d'un monde clos, aux règles immuables, à la temporalité différente. C'est que, malgré tout, même les historiens ne sont pas à l'abri des préjugés de classe ; parler des paysans, c'est faire parler des groupes qui n'ont qu'un accès limité à l'écrit ; les sources du pouvoir sont les plus abondantes[10]. Une citation de Giovanni Levi nous semble résumer admirablement le problème : « Malgré cela [les importants changement qui ont affecté la société paysanne de l'ancien régime], nous gardons l'idée, largement partagée, d'un monde immobile, clos, conservateur, désagrégé sous l'action de forces qui lui sont totalement extérieures, incapable en substance d'initiatives autonomes mais seulement acharné au travail visant à réaliser une adaptation laborieuse, tout en reproposant sans cesse une rationalité propre, elle-même devenue progressivement anachronique et discontinue. »[11].

Sur l'existence d'une « classe » paysanne

Parmi les auteurs cités, Sinan Yıldırmaz propose une analyse plus poussée, et tente de dépasser les termes de cette analyse, en sortant d'une vision surplombante du monde paysan. Il avance l'hypothèse selon laquelle, dans les années entre 1946 et 1950, les paysans sont devenus conscients d'eux-mêmes et de leur poids politique – même si l'auteur n'emploie pas le terme de « classe », c'est peu ou prou de cela qu'il s'agit[12]. Il part du simple constat qu'avec le suffrage universel, les partis politiques ne pouvaient pas se passer des paysans, qui composaient la majorité des électeurs ; selon

[9] Dogan Avcıoğlu, *Demokrasi ve devrim*…, *op. cit*., p. 31.
[10] Guha, Ranajit, Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India, Durham, Duke university press, 1999.
[11] Giovanni Levi, Le pouvoir au village, histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle, Paris, Gallimard, 1989, p. 9.
[12] Les réflexions de Marx sur les paysans et leur capacité à former une classe sont connues à travers la célèbre formule qu'il écrit dans *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*. Les paysans forment « une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre ». Les positions de Marx sont néanmoins plus nuancées que ne le laisse penser cette formule : Marx explique aussi que, en raison de leur profil semblable, les paysans pouvaient avoir une identité localisée et ainsi développer un profil politique collectif. Karl Marx, *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte,* Paris, Les éditions sociales, 1969 [1852], p. 126-127.

lui, c'est parce qu'il est devenu le canal d'expression politique de la paysannerie que le Parti démocrate, issu du cœur des élites, a réussi à acquérir une position hégémonique[13].

Il est vrai que, si le Parti démocrate n'avait eu pour appui que les villes, il n'aurait jamais pu remporter les élections de 1950. Mais l'auteur va plus loin : selon lui, une série d'événements montrent une politisation de la paysannerie sous l'influence du Parti démocrate. Des occupations de terre[14], l'assassinat d'un propriétaire terrien par ses paysans[15], des refus d'obéir à la gendarmerie dans le cadre de l'incident d'Arslanköy[16], ou d'autres incidents similaires montrent que les paysans sont désormais dans le registre de la demande de droits politiques. Le Parti démocrate, à travers sa propagande sur la sacralité du vote, a joué un rôle dans cette prise de conscience politique.

Si l'auteur refuse aussi, finalement, l'idée d'une classe en soi, il plaide pour la naissance d'une conscience de classe en 1946-50. Un sociologue rural de l'époque, Ibrahim Yaşa, affirme la même idée : « Avec le multipartisme, (…) les paysans ont compris qu'ils n'étaient pas seulement des communautés aux frontières fixes, fermées sur eux-mêmes, mais qu'ils faisaient en même temps partie d'une société plus large, qu'ils pourraient avoir une influence sur la politique qui anime l'opinion et le pays. La raison la plus importante de ce changement, avec le passage de sociétés fermées à une économie ouverte de marché, c'est la propagande de différents partis, le fait que la politique ait atteint les villages. Cela a renforcé des forces opposées et destructrices, qui étaient déjà dans la nature des sociétés villageoises. »[17]. La naissance d'une conscience de classe au sein de la paysannerie dans ces années 1946-1950 expliquerait aussi pourquoi le Parti démocrate affiche, aux élections de 1950, de meilleurs résultats dans les régions développées qu'au Sud-Est du pays, où le discours du Parti démocrate ne serait pas parvenu à briser les liens de dépendance entre les larges propriétaires terriens et les paysans[18].

L'hypothèse formulée par Sinan Yıldırmaz est stimulante ; elle a le mérite de présenter les paysans comme des acteurs de la politique, et non comme des masses passives. Nous pouvons cependant y apporter quelques nuances, qui sont au nombre de quatre. Nous pouvons d'abord reprendre à notre compte une nuance apportée par Hanna Batatu : comme il l'explique dans son

[13] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 120.
[14] *Ibid*., p. 129.
[15] *Ibid*., p. 130.
[16] *Ibid*., p. 135-153.
[17] « Çok partili dönemle birlikte (...) köylüler sadece kendi kapalı ve sinirli topluluklarının değil, ayni zamanda da büyük toplumun parçaları olduklarını, kamuoyu ve ülkenin güdeceği siyasada etkili olabileceklerini anlar olmuşlardır. Bu değişmenin en belirgin nedeni kapalı toplumların açık pazar ekonomisine geçmesiyle birlikte çeşitli parti propagandaların, siyasanın köye ulaşmasının, zaten köy topluluğunun kendi doğasında var olan, birbirlerine karşıt ve parçalayıcı güçleri daha etkili hale getirmiş olmasıdır ». Ibrahim Yaşa, Türkiye'nin Toplumsal Yapısı ve Temel Sorunları [La structure sociale de la Turquie et ses problèmes de base], Ankara, Türkiye ve Orta Doğu Amme idaresi Enstitüsü Yayınları, 1970, p. 201.
[18] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 110.

ouvrage sur les classes sociales en Irak sous le régime monarchique[19], il est difficile d'appliquer le concept de classe au Moyen-Orient. D'abord, il existe une hiérarchie autre que celle de la propriété et de la place dans les moyens de production : il s'agit de la hiérarchie des ethnies et des confessions. Ensuite, plusieurs types de propriété terrienne peuvent ne pas correspondre au même type social, entre les oulémas propriétaires fonciers, les chefs de confrérie, les chefs tribaux, les familles de pachas ottomans : tous possèdent la terre mais chacun de ses ordres sociaux porte, à sa façon, la trace d'une période de l'histoire. Toutes les figures du pouvoir ne tirent pas leur prestige de la propriété terrienne – même si Martin van Bruinessen a bien montré que, par les « dons » qu'il prélève, le *cheikh* (chef de confrérie) est, finalement, une sorte de super-propriétaire terrien[20].

Enfin, la quantité de terre que l'on possède, qui varie grandement entre les différents types de propriétaires, peut finir par former une différence qualitative et non plus quantitative entre les deux extrêmes de la propriété terrienne, les petits et les grands propriétaires. Néanmoins, pour Hanna Batatu, s'il est difficile d'appliquer le concept de classe au Moyen-Orient et au monde arabe, cela n'est pas impossible ; selon lui, la classe des possédants terriens forme une classe « en elle-même » au début des années 1950 en Irak. Si une place similaire au sein des processus de production les enjoint à prendre des positions similaires, ils ne sont pas pour autant un groupe conscient de lui-même. Les mêmes précautions sont à prendre pour le monde paysan, infiniment divers et peu unifié à la fin des années 1940 : la paysannerie ne forme pas une catégorie homogène.

La deuxième critique que l'on pourrait adresser à cette explication, c'est l'indistinction dans laquelle elle laisse le terme de « paysan », et qui finit par rendre les termes de l'argumentation contradictoire. En effet, une partie de l'argumentation consiste à dire que les paysans ont voté massivement pour le Parti démocrate, et n'ont jamais retiré leur soutien au parti, en raison des politiques de soutien aux prix agricoles mises en place par le DP ; inversement, d'autres auteurs affirment que les paysans, peu intégrés à l'économie de marché, ne consommant que peu de produits, n'ont pas beaucoup souffert de l'inflation de la fin des années 1950. Or plusieurs distinctions s'imposent ici. A la fin des années 1940, une minorité de paysans, situés surtout dans les région Egée et Çukurova[21], produisaient pour le marché. Le manque de surplus alimentaire, mais surtout l'absence de routes fiables et de moyens de transports pour assurer l'acheminement des produits agricoles vers des centres de consommation ou d'export rendait très risquée la production pour le marché. Ce sont seulement ces paysans-là, minoritaires dans le monde rural, que le maintien de prix agricoles élevés

[19] Hanna Batatu, The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq: A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of Its Communists, Ba'thists and Free Officers, Princeton, Princeton University Press, 2012 [1978], p. 6.
[20] Martin van Bruinessen, Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan, Londres, Zed Books, 1992.)
[21] Max Thornburg, George Henry Soule, et Graham Spry, *Turkey: An Economic Appraisal,* Twentieth Century Fund, 1949.

aurait pu attacher au parti. D'autre part, le mythe d'un village en autarcie, indifférent à la flambée des prix, ne consommant presque rien, est largement à remettre en cause aussi. Les ouvrages de géographie et de sociologie rurale de l'époque[22], et même les observations de voyageurs, montrent tous que les paysans étaient dans une dépendance économique étroite par rapport à la ville, où l'achat de certains produits était nécessaire à la subsistance. De nombreux ouvrages montrent que les outils agricoles, les vêtements, les ustensiles de cuisine, les produits de première nécessité tels que les allumettes, le sucre, le thé, étaient tous achetés en ville. Il faut enfin distinguer entre les ruraux agriculteurs, et les nombreux autres foyers qui ne vivent pas nécessairement du travail de la terre. Sinan Yıldırmaz prend essentiellement des exemples tirés de la région Egée, une région d'agriculture commerciale, qui, à plusieurs égards, est une exception dans la Turquie des années 1940.

Ensuite, il faut souligner l'extrême diversité des mondes ruraux en Anatolie dans les années 1940. En un sens, il est faux de dire comme Joseph Szyliowicz dans son excellent livre de 1957 sur Erdemli que « le paysan moyen d'Anatolie vit encore comme le faisait le paysan plusieurs siècles auparavant »[23]. La succession de guerres qui ont marqué la deuxième partie du XIXe et la première partie du XXe siècle ottoman et turc ont causé une profonde déstabilisation du monde rural. C'est en partie la raison pour laquelle les structures rurales de l'entre-deux-guerres sont si mal connues.

Dans les années 1920 et 1930, les campagnes ne relèvent en rien de l'image d'Epinal du travail éternel de la terre . Les ouvrages sociologiques ou géographiques des années 1940 et 1950 le montrent bien : peu de villages ont une existence antérieure à la Première Guerre mondiale, ou alors il est rare que la chaîne de la transmission orale remonte jusque-là. Les guerres ont bouleversé les structures rurales en deux sens : d'abord, en dépeuplant largement les campagnes – le nombre de conscrits paysans morts pendant la Première Guerre mondiale n'est même qu'une faible proportion de tous les morts de maladie, ou de ceux qui ont péri dans les violences politiques qui ont accompagné ou suivi la Première Guerre mondiale, le génocide des Arméniens, l'échange de populations entre Chrétiens de Turquie et Musulmans de Grèce.

A la fin de la Première Guerre mondiale, les campagnes turques sont vides. Dans la région d'Izmir, par exemple, plusieurs villages ont été pillés par l'armée grecque qui se retirait. Ainsi, plusieurs villages se regroupent, alors que d'autres se dispersent[24]. Un deuxième élément qui contribue

[22] Xavier de Planhol, *op. cit*., p. 375 ; Behice Boran, *Toplumsal yapı araştırmaları: iki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki*. [Recherches sur les structures sociales : une étude comparée de deux types de villages], Sarmal Yayınevi, Istanbul, 1992 [1945], p. 162 ; Paul Magnarella, *Tradition and Change in a Turkish Town,* New York, John Wiley and Sons, 1974, p. 52 ; Paul Stirling,, *op. cit*., p. 285.

[23] « The average villager of Anatolia still lived much as did the peasant of centuries ago. », Joseph Szyliowicz, *op. cit.,* p. 17.

[24] Behice Boran, *Toplumsal yapı araştırmaları: iki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki*. [Recherches sur les structures sociales : une étude comparée de deux types de villages], *op.cit*., p. 31.

à modifier profondément les structures du monde rural est l'immigration de nombreux musulmans de l'Empire ottoman sur le sol anatolien. Dans le Sud-Est kurde du pays, une politique de turquification est mise en place. La région Egée reçoit de nombreux immigrés venus de Crète et des Balkans. A tout cela s'ajoute un mouvement de sédentarisation de populations nomades, plus ou moins encouragées par l'État. Si on prend seulement le département d'Erzurum : entre 1923 et 1960, le département reçoit plus de 11 000 personnes. Dans certains villages, anciennement peuplés d'Arméniens, viennent s'installer des Turcs azéris fuyant Yerevan, des tribus kurdes nomades venues d'Iran, des familles kurdes envoyées en exil, des tribus nomades installées par l'État[25]. Certes, les régions dont nous parlons ont connu une forte immigration. Mais, à des degrés divers, toutes les régions de Turquie ont connu cette immigration.

De ce bouleversement, il résulte plusieurs choses. D'abord, le monde paysan anatolien est tout sauf unifié. Chaque village présente ses propres spécificités, en termes de traditions, d'organisation sociale, économique, et même en termes de techniques agricoles. Plusieurs sociologues[26], et même des diplomates étrangers[27], remarquent cette diversité. Une deuxième conséquence est la diversité sociale du village lui-même. Le village, nous le verrons, n'est un espace homogène ni socialement, ni économiquement, ni culturellement. Dans de nombreux villages, la ségrégation sociale se double d'une exclusion et d'une division sur des bases ethnico-confessionnelles, ce qui a des conséquences sur la forme de la politisation dans les campagnes. Enfin, les structures de la propriété terrienne varient beaucoup d'une région à l'autre. Des zones de très larges propriétés terriennes s'opposent à certaines régions où la petite et moyenne propriété est la norme. Au sein même d'une région, certains villages n'appartiennent qu'à un seul propriétaire terrien, alors que dans d'autres, plusieurs grandes familles se partagent les terres[28].

Une quatrième critique est d'ordre plus méthodologique. Tout parti politique contribue aussi à modeler la réalité en construisant discursivement un groupe, ici, celui des paysans. Sinan Yıldırmaz cite beaucoup de discours d'hommes politiques du Parti démocrate qui se disent être le parti des paysans : « les paysans sont dans cette assemblée en personne », déclare Mehmet Ozdemir, le député de Kayseri, en 1953[29]. Comme le dit Michel Offerlé, « se demander si un parti représente bien tel groupe (…) apparaît comme un faux problème »[30]. Il faut considérer au contraire que « la relation qui

[25] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar*. Ankara Üniversitesi Basımevi, 1965, p. 7.
[26] Xavier de Planhol, De la plaine pamphylienne…, op. cit., Paul Magnarella, Tradition and Change in a Turkish Town, op.cit. ; Paul Stirling, Turkish village, op. cit.
[27] Rapport d'un diplomate britannique qui effectue en 1957 un voyage dans le Sud-Est du pays (FO 371/130220).
[28] Rıfkı Arslan, *Diyarbakırda toprakta mülkiyet rejimleri ve toplumsal değişme: oniki yerleşme ünitesi*. [Les régimes de la propriété terrienne et le changement social à Diyarbakır : douze unités d'habitation], Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, Diyarbakır, 1992.
[29] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 154.
[30] Michel Offerlé, *Les partis politiques*, *op. cit*., p. 107.

se noue entre électeurs et partis s'effectue à travers de multiples médiations dont on est loin d'avoir perçu toutes les subtilités »[31]. C'est une partie de ces « multiples médiations » que nous souhaitons explorer dans ce chapitre, en étudiant les structures sociales du monde rural.

Il n'est pas facile de travailler sur la ruralité, ce qui explique peut-être la maigreur des travaux de recherche sur la paysannerie en Anatolie[32]. Les chiffres officiels s'appuient en général sur des recensements très mal conduits, qui ne prenaient en compte ni les populations nomades, ni les femmes. La possession de terres, en général, est très difficile à connaître de façon certaine : peu de propriétaires terriens déclaraient leur terre au cadastre pour éviter de payer des impôts ; souvent, le chef de village s'était approprié les terres des paysans sans qu'aucun acte juridique ne vienne enregistrer cet état de fait. Les données qualitatives sont disponibles, sous forme d'ouvrages de géographie ou de sociologie, de la part d'universitaires, turcs ou étrangers. Ces travaux ont l'avantage de donner une grande quantité d'informations sur la vie au village. Ils ont cependant le grand défaut de ne porter que sur des villages accessibles par route ou par voie chemin de fer[33]. Or, la proximité et les conditions d'accès à la ville modifient énormément les structures sociales et économiques de ces villages. Leur caractère représentatif s'en trouve singulièrement affaibli.

Précisons d'abord les termes : le « paysan », désigne, dans le langage commun, quelqu'un qui vit des revenus de la terre, et qui vit « à la campagne ». Ce terme, en réalité, mêle deux couches de signification : une définition par le type d'occupation, le travail de la terre, et une définition qui s'appuie sur le lieu d'habitation, le village. Le terme turc qui signifie « paysan » est d'ailleurs ambigu, car il désigne explicitement le villageois, celui qui habite le village (« *köylü* »). Le terme de « *çiftçi* » signifie explicitement un agriculteur, parfois un propriétaire terrien ou du moins quelqu'un qui vit du revenu de la terre : dans la fiche de renseignements qu'ils ont à remplir en entrant au parlement, les propriétaires terriens indiquent que leur profession est « *çiftçi* », même s'ils occupent souvent une autre profession par ailleurs. Le « rural », lui s'oppose à l'urbain, et s'applique à ce qui concerne les habitants du village. En Turquie, le village est défini comme une unité d'habitation ne dépassant pas les 2 000- 3 000 personnes. Les termes de rural et d'urbain convoquent aussi tout un imaginaire : le

[31] *Ibid*., p. 108.
[32] Deux exceptions notables sont : Yıldırmaz, Sinan, *Politics and the Peasantry in Post-War Turkey: Social History, Culture and Modernization*. IB Tauris, 2016, et Oya Baydar et Oya Köymen (dir.), *75 yılda köylerden şehirlere* [Des villages aux villes pendant 75 ans], Istanbul, Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, 1999.
[33] Niyazi Berkes travaille sur les villages situés aux alentours d'Ankara (*Bazı Ankara köyleri üzerinde bir araştırma* [Une enquête sur quelques villages d'Ankara], Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Felsefe Enstitüsü yayınları, 1942). Ibrahim Yaşa fait une longue enquête sur le village de Hasanoglan, qui se trouve sur une voie de chemin de fer. Yaşa, İbrahim, *Hasanoğlan: socio-economic structure of a Turkish village*, Ankara, *Türkiye ve Orta Doğu Amme İdaresi Enstitüsü*, Yeni Matbaa, 1957. Orhan Türkdoğan a conduit de nombreuses enquêtes sur des villages autour d'Erzurum. Il est donc difficile de généraliser ces résultats à l'ensemble des villages du département. Orhan Türkdoğan, *Doğu Köylerinde Sosyo-Ekonomik Farklılaşma* [La différenciation socio-économique dans les villages de l'Est], Atatürk Üniversitesi Yayınları, Erzurum, 1973, et *Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar*. Ankara Üniversitesi Basımevi, 1965.

rural est associé à une société fermée, immobile, alors que l'urbain est le lieu de la modernité[34]. Le terme d'agriculteur, enfin, désigne celui qui vit de la terre, un « travailleur manuel des campagnes et des villes – car il y a des « travailleurs agricoles » dans les bourgs de plus de 3 000 habitants, exploitant ou salarié, qui tire de l'agriculture tout ou partie de son revenu »[35]. Ainsi, le terme en langue turque qui caractérise un paysan, « *köylü* », désigne l'habitant des campagnes, et renvoie plus à la dimension rurale qu'à l'agriculture. Nous avons choisi, ici, d'employer le terme de « paysan » en tant que traduction du terme turc « *köylü* », dans une définition qui insiste sur le caractère rural de l'espace d'habitation.

Si les paysans ne sont pas ce peuple conservateur, qui aurait voté massivement pour le Parti démocrate pour cette raison, ce n'est pas non plus cet électorat captif de ses élites sociales. Il y eut bien, au moment du passage au suffrage universel, un processus d'acculturation au suffrage universel. Nous chercherons donc, dans ce chapitre, à nous intéresser aux mécanismes spécifiques de politisation dans les campagnes. Pour cela, toute la littérature sur la politisation des populations rurales dans la France du XIXe siècle sera d'une grande aide. Cette enquête sur la « politisation » n'a pas pour but de mettre à jour une modernisation, ni un « apprentissage de la politique » comme c'était l'ambition de la littérature en histoire sur la question. Notre ambition est plutôt de repérer des structures du vote, des formes de mobilisation, qui permettent de comprendre le succès électoral du Parti démocrate. Nous souhaitons comprendre sur quelles structures sociales s'appuie le vote en milieu rural. Pour cela, il faut d'abord s'interroger sur le rapport à la politique dans les villages.

Nous montrerons ici que, si l'imaginaire des campagnes turques accorde bien au village une place centrale, en réalité, ce dernier n'est pas le « cœur battant » de la politique. Il y a bien, dans les années 1940 et 1950, une pénétration de la politique dans les villages, mais on ne peut pas comprendre les voies de la politisation sans comprendre la dépendance des villages aux bourgs. Il faut imaginer les « campagnes » turques comme un système dont le bourg fait partie intégrante ; on ne peut pas comprendre la politique ni la politisation en milieu rural sans comprendre que le bourg, ou la petite ville, est au cœur de ce système. Dès lors, il peut sembler contestable de choisir de centrer la première partie de ce chapitre sur le village, après avoir insisté lourdement sur la nécessité de le voir comme une unité intégrée à un système plus vaste dont le bourg est le centre.

Pour comprendre le phénomène de politisation dans les campagnes, il nous a paru bon de nous attarder sur les structures sociales du monde rural. Même si les paysans sont associés à la politique, et

[34] Benoit Fliche, « « La modernité est en bas » : ruralité et urbanité chez les habitants d'un gecekondu d'Ankara », *European Journal of Turkish Studies*, 1 | 2004, en ligne.
[35] Selon la définition que donne Philippe Vigier du paysan agriculteur. Philippe Vigier, Jean-Louis Briquet. *La République à la conquête des paysans, les paysans à la conquête du suffrage universel*. Politix, vol. 4, n°15, Troisième trimestre 1991, p. 7-12.

constituent un réservoir de voix, la politique reste un fait essentiellement urbain. Joseph Szyliowicz remarque, alors qu'il observe un congrès régional du Parti démocrate à Mersin en 1957, que personne n'est habillé en costume paysan ; à un congrès du district central d'Adana, un homme politique du DP s'excuse d'être venu sans veste, à cause de la chaleur[36]. C'est bien que, symboliquement, la politique est le monopole des urbains. Une deuxième section analyse le rôle des classes moyennes des villes, qui ont néanmoins une large influence dans les campagnes. Nous proposons donc le terme d'« élites rurales des villes », qui a le mérite d'associer l'idée d'une influence dans le monde rural à celle de l'urbanité. Une troisième et dernière section analyse la façon dont ces élites rurales, qui forment une classe montante dans les années 1940, se mobilisent et mobilisent à leur suite pour le Parti démocrate.

I. La politique au village : un « unanimisme villageois » ?

Xavier de Planhol, un géographe français qui effectue en 1947-1948 un séjour d'études en Turquie, remarque l'importance du village dans la société turque :

> « Beaucoup plus que le groupement régional, la cellule villageoise apparaît comme fondamentale. Chacune d'entre elles évolue le plus souvent en vase clos suivant ses rythmes propres, en fonction de sa propre situation démographique et de sa propre histoire. Plus qu'un ensemble de régions bien définies, l'Anatolie est une mosaïque de villages, villages semi-nomades à tous les degrés de la fixation ou villages de sédentaires, villages de paysans propriétaires ou villages de *çiftlik,* villages dès longtemps enracinés ou villages d'immigrés de fraîche date. Dans une même unité naturelle, (…) on observe ici une déconcertante richesse de formes (...). Il n'est pas rare, dans une petite plaine ou au pied d'un versant montagneux qui groupe quelques cinq ou dix villages, de rencontrer autant de modes de vie différents qu'il y a d'agglomérations, et ceci dans des conditions naturelles extrêmement voisines. […]. La vie régionale apparaît en pleine élaboration[37].

Pouvons-nous dire, en travestissant une affirmation de Jules Ferry, que « dans les campagnes, la molécule électorale, c'est la commune, bien plus que l'électeur »[38] ? Cette idée est importante pour comprendre les voies de la politisation. En France, l'unanimisme villageois est vu comme un fait négatif, le signe d'un vote paysan dépendant des notables ou de la pression du groupe. Comme le montre Christine Guionnet[39], cette idée va avec celle d'un village autarcique, coupé du monde, au faible niveau d'instruction. C'est que la grande histoire de l'apprentissage de la politique « moderne »

[36] *Yeni Adana*, 10 juin 1957.
[37] Xavier de Planhol, *op. cit.,* p. 393-394.
[38] Jules Ferry, *La lutte électorale en 1863*, Paris, Dentu, 1863, p.39. Cité par Christine Guionnet, *L'apprentissage*, *op. cit*., p. 28.
[39] *Ibid*., p. 34.

est souvent racontée comme le passage d'un vote « communautaire, prépolitisé et local » à un vote « individuel, politiquement significatif et national »[40].

À l'inverse, Sinan Yıldırmaz nous montre que la division politique au sein des villages, selon des clivages nationaux, pendant la période démocrate, a été vue comme le *summum* du mal politique, et l'un des prétextes employés par l'armée pour justifier le coup d'État[41]. La séparation entre les cafés fréquentés par les membres du Parti démocrate et ceux fréquentés par l'autre partis a marqué les esprits. Sinan Yıldırmaz montre au contraire que ces clivages politiques se sont superposés à d'autres clivages, économiques, sociaux, familiaux, qui existaient déjà au sein du village[42]. Sans revenir à la question qui a opposé Maurice Agulhon et Peter Mc Phee, celle de savoir si la conversion des clivages villageois à la politique nationale relève d'une politisation réelle ou d'un travestissement de la grande politique, nous poserons ici la question suivante : est-ce que le village, dans la Turquie de la fin des années 1940, est un espace de tensions sociales, convertibles et converties selon les clivages de la politique nationale, ou est-ce au contraire le lieu de l'unanimisme ?

Bien sûr, cette opposition entre « politisation » et « unanimisme » a quelque chose d'artificiel. Dans les faits, comme le montre admirablement Giovanni Levi, conflit et solidarité se mêlent et ne sont pas nécessairement exclusifs ; la présence d'un fort sentiment communautaire ne signifie pas l'absence de tout conflit au sein de la communauté, mais, lorsque la communauté est menacée, ces divisions sont facilement repoussées au second plan.

> « Dans la réalité, conflit et solidarité se mêlent et rendent difficile la construction d'un modèle. Les communautés paysannes et les masses populaires urbaines révèlent, à l'intérieur d'elles-mêmes, les facettes multiples d'un processus de fission et de scission : on ne peut les décrire par l'image idyllique d'une société solidaire et sans conflits. Et cependant, une étroite homogénéité culturelle semble être en jeu, particulièrement dans les moments de lutte ouverte avec les classes dominantes et avec l'extérieur. »[43]

La question est plutôt de savoir si la politique a atteint les villages, et ainsi modifié les relations de pouvoir au sein du village. Nous commencerons donc par des développements sur les structures sociales au sein du village pour comprendre comment les villages se sont appropriés la politique nationale.

---

[40] A. Lancelot, cité par Michel Offerlé, *Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel*, Paris, Gallimard, 2002, p. 66.
[41] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 168.
[42] *Ibid*., p. 181.
[43] Giovanni Levi, *op. cit.,* p. 9.

A. Le village : un espace coupé du monde ?

Contrairement à une idée répandue, dans l'Anatolie des années 1950, le village n'est pas une unité autarcique et coupée du monde. D'une part, et nous y reviendrons, le village est étroitement lié au bourg, ou à la petite ville (« *kasaba* »), dont il dépend et avec lequel il forme une sous-région cohérente économiquement. Avant d'examiner les liens du village avec le bourg avoisinant, qui nous occupera dans notre deuxième partie, nous souhaitons ici nuancer deux idées largement répandues : celle d'un village ignorant des nouvelles et de l'actualité du pays, et celle d'un village sans aucun rapport avec l'État. C'est au contraire presque uniquement de l'État que dépend l'économie du village ; cette structure de dépendance aura une influence sur les voies de la politisation, dans la mesure où seul un individu puissant, capable de négocier avec l'administration d'État, ou d'en obtenir des faveurs pour le village, pourra le protéger.

En 1973, dans une étude sur les villages des alentours d'Erzurum, un sociologue note que plus de 70% des foyers possèdent une radio[44]. Plus de la moitié des habitants du village (mais l'auteur ne précise pas s'il compte les femmes) savaient nommer le président de la République. Près de 40% des villageois disaient lire le journal, à un rythme plus ou moins régulier. Ce n'était certainement pas encore le cas dans les années 1950, et là encore, les disparités régionales étaient certainement très grandes. Pour Sakaltutan et Elbaşı, deux villages du département de Kayseri en 1950, Paul Stirling affirme qu'aucun journal n'atteint le village[45]. Dans le village de Kan dans le département d'Erzurum, que Orhan Türkdoğan examine à la fin des années 1950, quelques paysans achètent des journaux lorsqu'ils font un séjour en ville, mais pas tous. Ils achètent généralement les journaux nationaux : *Yeni Sabah*, *Hürriyet*, *Cumhuriyet*[46]. Une fois revenu au village, le paysan rapporte le journal qu'il a pu se procurer en ville. Le journal sera ensuite lu de façon extensive et à voix haute par un villageois sachant lire à la chambrée villageoise (*oda*), même si, à Kan, Orhan Türkdogan indique que ce sont plutôt des publications religieuses qui sont lues dans les *oda*. Les nouvelles sont amplement discutées et débattues. On ne discute pas seulement des nouvelles écrites. Après un séjour à la ville, les nouvelles entendues par la bouche de quelqu'un jugé digne de confiance sont également rapportées consciencieusement.

Les lieux de sociabilité sont des lieux par excellence de culture orale et donc, certainement, des lieux de propagation de la rumeur, qui est un fait très important dans la Turquie des années 1950. Avant les élections de 1950, un petit propriétaire terrien raconte à un journaliste qu'il espère pouvoir

[44] Türkdoğan, Orhan, *Doğu Köylerinde Sosyo-Ekonomik Farklılaşma* [La différenciation socio-économique dans les villages de l'Est], Atatürk Üniversitesi Yayınları, Erzurum, 1973, p. 13.
[45] Paul Stirling, *op.cit*., p. 278.
[46] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresinde*…, *op. cit*., p. 87.

bientôt faire irriguer ses terres, grâce à l'aide d'un « maréchal » qui va lui apporter de l'argent – il s'agit en fait du plan Marshall[47]. Mais, comme l'explique François Ploux pour les campagnes françaises au XIXe siècle, « une fausse nouvelle lancée dans le public ne se propage qu'à condition de rencontrer un terrain réceptif »[48]. Au village, la rumeur est ré-interprétée d'un point de vue particulier ; elle vient confirmer une croyance plutôt que de la créer. Les foyers de production de la rumeur sont plutôt les villes, mais elles se répandent par ces lieux de sociabilité et de culture orale que sont les *oda*. La manipulation de la rumeur par un homme de la ville, un « patron », est une chose facile ; il sait que ce qu'il dit, lorsqu'il s'adresse à un paysan du village, sera rapporté avec soin au village[49].

Paul Stirling remarque que les villageois se plaisent à faire remarquer que la loi ne s'applique pas au village. « *Kanun manun yok köyde* », « la loi et compagnie, ça existe pas au village », est une phrase que le sociologue entend à plusieurs reprises[50]. Pourtant, cette relative absence de l'État au village ne doit pas nous laisser conclure à une absence de relations entre le village et l'État. L'économie du village dépend presque entièrement de l'État. Sans route, le villageois ne peut pas vendre son grain, qui pourrit avant d'être vendu. En Turquie, seule la puissance étatique peut entreprendre des travaux pour faire construire des infrastructures pour développer le village, comme l'eau courante, l'irrigation des champs ou l'électricité. Le moyen de se faire de l'argent est de vendre son grain au *Toprak Mahsulleri Ofisi*, l'organisme étatique qui achète les produits agricoles à un prix stable et fixé par le gouvernement. Les officiels examinent chaque sac et donnent un prix ; le village est plein de disputes[51]. En définitive, le village dépend étroitement de l'État pour son développement économique.

B. Le village : une structure dominée ?

Le village est d'abord une unité sociale. La communauté villageoise est l'« horizon ordinaire » d'une majorité de citoyens de Turquie. Elle est « le cadre quotidien de leurs activités et de leurs relations », la « réalité première d'une société essentiellement rurale »[52]. Paul Stirling note en 1947 que le sentiment d'appartenance à son village est extrêmement fort, beaucoup plus que le sentiment d'appartenance à la région[53]. Les vertus du village sont une source de discussion sans fin avec l'étranger de passage : le village a le meilleur climat, la meilleure eau, les villages étrangers sont sales, peuplés de sauvages, etc.

[47] Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 146. En turc le mot « maréchal » se dit « Marşal » et se prononce « marchal ».
[48] François Ploux, *op. cit*., p. 108.
[49] Mübeccel Kıray, Örgütleşemeyen Kent Izmir, op. cit., p. 69.
[50] Paul Stirling, *op. cit*., p. 270.
[51] *Ibid*., p. 73.
[52] Patrice Gueniffey, *Le nombre et la raison : la Révolution française et les élections*, Paris, éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1993, p. 225-226.
[53] Paul Stirling, *op. cit*., p. 29.

Le village est aussi une unité juridique, la plus petite qui existe. Selon le 2e article de la loi 442, loi du village de 1924, « les gens qui vivent de façon concentrée ou dispersée, qui possèdent conjointement une mosquée, une école, un pâturage, et une partie de forêt (…) forment un village »[54]. C'est donc la possession commune d'espaces publics qui définit le village. Mais c'est aussi une unité sociale très forte. C'est en 1924 qu'une loi sur le village « *köy kanunu* » donne une existence juridique à ce qui était déjà une unité sociale et économique.

1. L'*agha*, tyran et protecteur : un pouvoir ambigu

L'unanimisme du village est souvent vu comme la conséquence de son isolement, certes, mais surtout de sa domination par un notable. Avant de nous pencher de façon plus détaillée sur la figure du « notable » en Turquie, il importe se pencher sur le terme de « *agha* », le propriétaire terrien, le chef du village, pour voir si cette domination peut vraiment être considérée comme effective. Le terme « *agha* » est polysémique, même si c'est une catégorie qui est souvent naturalisée[55]. S'il désigne, la plupart du temps, un propriétaire terrien, il renvoie en fait à des réalités qui peuvent être très différentes. De plus, comme nous l'avons vu dans le chapitre introductif, le terme *agha* ne signifie pas la même chose au Kurdistan et dans le reste de la Turquie.

D'une part, dans des zones où domine la petite propriété terrienne, les *aghas* sont simplement les hommes les plus riches du village, qui rendent des services aux plus pauvres, et qui bénéficient d'une certaine déférence. Dans les zones de grande propriété terrienne, au contraire, les *aghas* ne résident généralement plus au village, et les villageois n'ont pas de relation de face-à-face avec eux. D'autre part, tous les propriétaires terriens ne peuvent pas être appelés « *aghas* ». Les grands propriétaires terriens de l'Ouest de la Turquie, comme par exemple Adnan Menderes lui-même, ne sauraient être appelés « *aghas* » : le terme renvoie à un type de pouvoir social, plus encore qu'économique. Michael Meeker a conduit une longue analyse sur ce type de figure, lui attribuant des origines étatiques[56]. Ziya Gökalp, dès le début du XXe siècle, faisait entrer dans les attributions de l'*agha* un lien avec la puissance étatique. C'est la figure de l'État au sein du village, on le croit puissant parce qu'il a des connections au sein de l'appareil d'État[57].

On peut adopter une définition plus relationnelle de la figure de l'*agha*, selon sa position dans le champ de relations sociales du village. Si on adopte une définition large, ou pourrait dire que toute

[54] Necdet Tunçdilek « Types of rural settlement and their characteristics », in Peter Benedict, Erol Tümertekin et Fatma Mansur (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leiden, Brill, 1974, p.51.
[55] Voir par exemple Horst Unbehaun, *op. cit*.
[56] Michael E. Meeker, *A Nation of Empire: The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.
[57] Ziya Gökalp, « Sehir Medeniyeti, köy medeniyeti » [Civilisation de la ville, civilisation du village], cité par Cavit Oral Tütengil dans Küçük Mecmua ; « Toprak-Insan iliskileri » [Les relations entre la terre et l'homme], *Cumhuriyet*, 8 septembre 1972, cité dans Rıfkı Aslan, *op. cit*., p. 108.

personne qui fait l'objet d'une déférence particulière en raison de sa position sociale au sein du village est un *agha*. Le terme est d'ailleurs un titre de respect, qui n'a pas spécialement de connotation sociale particulière ; il peut d'ailleurs être employé par une femme pour s'adresser à son époux. Paul Stirling donne une définition beaucoup moins institutionnalisée de l'*agha* : c'est un homme plus riche que les autres au sein du village, et par là plus puissant. On attend de lui de la générosité, et, en retour, les pauvres du village lui doivent déférence et soutien politique[58]. Le terme signifie parfois « propriétaire terrien » ; souvent, la possession de la terre est l'un des principaux critères de richesse au sein du village. Mais, souvent, et de façon intéressante, c'est une définition morale qui prime dans la définition subjective qu'en donnent les paysans : l'*agha* est quelqu'un à qui on peut demander un service, généreux ; tout le monde peut devenir un *agha*. De par son influence sociale, l'*agha* détient le pouvoir « réel » au sein du village. Les grandes décisions, au village, par exemple celle de savoir si on peut défricher un nouveau champ, ne se prennent pas sans son accord.

Le pouvoir de l'*agha* est paradoxal. Il est souvent décrit dans la littérature paysanne (« *köy literatürü* ») comme un personnage tyrannique, brutal, qui fait régner sa loi arbitraire sur le village. Les célèbres romans de Yaşar Kemal, et notamment la série de *Mémed le mince*, en témoignent bien[59]. Les mouvements de gauche, dans les années 1960 et 1970, prétendent lutter activement contre ce système des *aghas* (« *ağalık sistemi* »), en affirmant que c'est dans les relations de pouvoir au sein même du village que se trouve le cœur de l'injustice dont sont victimes les paysans. De nombreuses situations décrites par les sociologues montrent en effet que l'*agha* profite du crédit qu'il fait aux paysans pour mettre la main sur leurs terres ; le pouvoir de l'*agha* est d'autant plus « brut » que c'est le pouvoir de la force. Quand un *agha* emploie un villageois, aucun contrat écrit ne vient réglementer ce travail ; s'il y a un différend, c'est toujours l'*agha* qui triomphe. Cependant, plus l'*agh*a du village est puissant, mieux le village vit. Les villages qui sont dépourvus d'*agha*, comme, par exemple, les villages d'immigrés, sont vulnérables par rapports aux autres villages, et doivent trouver d'autres protecteurs : dans le village de Kartaltepe, dans le département de Diyarbakır, les villageois se plaignent de ne pas avoir de grain ; selon eux, il est impossible d'obtenir un service de l'État si on n'a pas de « patron » (« *dayı* »)[60].

Dans le même ordre d'idées, il n'apparaît pas que cet ordre social est contesté par les villageois. Dans les régions où domine la grande propriété terrienne, les familles les plus pauvres du village, qui n'ont plus rien pour vivre, peuvent venir se réfugier dans la maison de l'*agha*, dont le devoir est de les accueillir. Là, ils travaillent comme domestiques (« *maraba* ») en échange du gîte et du couvert. Ils ne possèdent rien à eux. Cette pratique est une façon de pallier le chômage rural. Dans

[58] *Ibid*., p. 257.
[59] Yachar Kemal, *Mémed le mince*, Paris, Gallimard, 1990.
[60] Rıfkı Aslan, *op.cit*., p. 138.

le village de Hidirilyas, dans le département de Diyarbakır, l'achat de tracteurs par l'*agha* a bouleversé cet ordre économique : il y a de moins en moins de travail pour les domestiques de l'*agha*, qui commencent à émigrer vers la ville.

En définitive, le pouvoir de l'*agha* sur les autres villageois varie beaucoup en fonction de la structure de propriété terrienne qui domine dans la région. Dans certains villages, plusieurs personnalités influentes ou plusieurs familles se disputent le pouvoir, ou forment une sorte d'oligarchie. Les villages d'immigrés, ou les villages d'anciennes tribus nomades récemment sédentarisées peuvent suivre ce modèle. Dans certains villages, enfin, la quasi-totalité des terres peut appartenir à un individu très influent qui réside en ville. C'est le cas, par exemple, de certains villages de la région de Diyarbakır[61] ou Adana[62]. Là, l'*agha* peut détenir une forme de pouvoir absolu et arbitraire, vécu comme tyrannique, surtout avec la mécanisation de l'agriculture, qui transforme un bon nombre de métayers en ouvriers agricoles. Nous y reviendrons.

A partir des années 1970, avec l'accélération de l'exode rural, le pouvoir de l'*agha* décline fortement ; de nombreux films de l'industrie cinématographique des années 1970 se moquent de cette figure désormais déclinante. *Züğürt Ağa* [*L'agha fauché*], réalisé en 1985 par Nesli Çölgeçen, en est un bon exemple. Dans ce film comique, l'autorité de l'*agha* prend l'eau de toute part : il est trahi par ses villageois qui volent ses produits agricoles et partent habiter à Istanbul. Ruiné, l'*agha* part lui-même s'installer à Istanbul, où il n'est plus rien. Il ouvre une petite quincaillerie, mais il ne sait rien faire seul, et la boutique fait faillite. L'*agha* ruiné finit par ouvrir un commerce de *çig köfte*, des boulettes de blé à la viande, la seule chose qu'il n'ait jamais su faire. L'effet comique tient essentiellement au décalage entre le pouvoir incontesté de l'*agha* au village et sa situation à la ville, où il n'est rien. Bien qu'il repose sur une exagération destinée à faire rire, le film décrit aussi un phénomène social bien réel, l'érosion de ces structures de micro-autorité, sous l'effet de l'exode rural. Ce genre de production montre que, dans les années 1980, la figure de l'*agha* est déjà de l'ordre du folklore et appartient à un univers social qui n'est plus. Le ton bon-enfant indique une certaine réconciliation avec un pouvoir – celui de l'*agha* – qui ne fait plus peur. Mais le succès du film montre aussi que, pour une majorité de citoyens de Turquie, l'*agha* est une figure bien connue, familière, dont, malgré tout, il est drôle de se moquer.

[61] Rıfkı Aslan, *op. cit.*
[62] Mübeccel Kıray et Jan Hinderink,, *op. cit.*

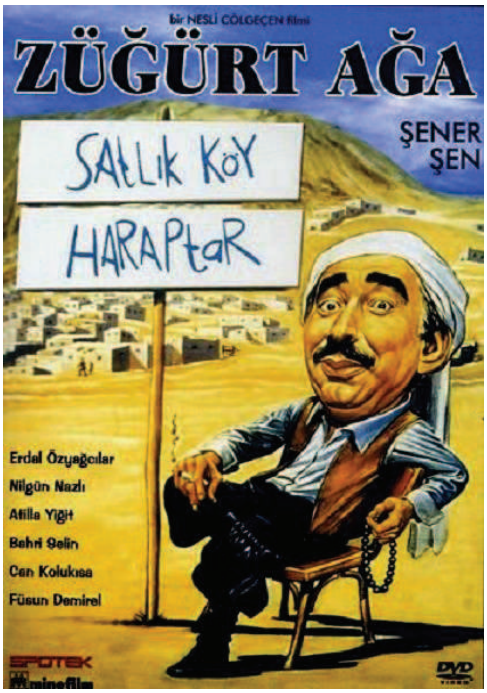


Figure 17 : affiche du film *Züğürt Ağa* [L'agha fauché].

Le panneau dit : « *Haraplar* [le nom du village], village à vendre ».

2. La source du pouvoir de l'agha : les liens avec l'extérieur du village

Au village, l'une des sources du pouvoir est d'avoir des liens avec l'extérieur ; plusieurs sociologues estiment même que c'est la source principale du pouvoir de l'*agha*. Dans le département de Manisa dans la région Egée, Behice Boran s'étonne de voir que, pour la période qui va de 1936 à 1941, il y a entre 16 et 24 procès par village. C'est un chiffre très élevé, si on considère la faible population de ces villages. De plus, elle constate que, souvent, les procès ont une cause mineure : un grand nombre de ces procès a eu lieu pour insultes ou calomnie. C'est que, en réalité, le véritable sujet de l'affaire n'est pas l'injure en elle-même, mais un désaccord entre deux familles, qui peut avoir une autre cause. Le recours au procès est un moyen de faire pression pour la famille qui a le plus de contacts en ville. Dans des procès comme ceux-là, la famille qui aura le plus de contacts en ville ou au bourg aura moins de mal à se loger en ville sans frais, pourra faire lire les arrêtés, ou au besoin avoir recours à des conseils juridiques[63]. Paul Stirling remarquait aussi que la menace de recourir à la loi, dans le règlement d'un conflit autour de la terre, était beaucoup plus importante que la loi elle-même[64]. La sociologue remarque également de nombreux procès des habitants de la ville envers les habitants du village, ce qui montre, selon elle, l'étendue du contrôle des villes sur les villages.

[63] Behice Boran, *op. cit.*, p. 170.
[64] Paul Stirling, *op. cit.*, p. 274.

Un simple exemple suffit à montrer l'importance des liens avec la ville pour exercer une autorité au sein du village. Dans le village d'Adiloba, dans le département de Manisa, le pouvoir n'est pas aux mains du *muhtar*, mais aux mains de Mehmet Agha, qui possède des terres du village, et dont le beau-frère est un ancien fonctionnaire, qui réside en ville. Son bras droit, Ibrahim Cavus (Ibrahim le conscrit) n'a pas de terres, mais il a des contacts avec les gens de la ville, sait comment s'adresser à eux et leur parler. L'autre homme important de la ville, Seyit Ahmet (« Ahmet le descendant du prophète »), vient d'une famille ancienne, mais déclassée. Il a vécu dix ans à la ville, ne revenant s'installer au village que l'été, pour revenir s'installer définitivement au village. Les trois hommes sont amis et exercent une autorité sans partage sur le village ; on les appelle le « groupe de Mehmet Agha ». Les villageois racontent que, quelques années auparavant, un jeune homme a tenté de défier l'autorité de Mehmet Agha ; mais que tous les villageois le lui ont déconseillé. L'argument avancé était que Mehmet Agha avait des contacts avec la ville, quand ils venaient au village, c'était lui qu'ils allaient voir. Il était dès lors indubitable que Mehmet Agha gagnerait un procès si l'affaire était traînée devant les tribunaux ; le jeune homme n'avait aucune chance de gagner[65]. Fait intéressant, les villageois se plaignent de cette situation, qu'ils voient comme une dégradation d'un état de fait antérieur. Ils se plaignent de l'intervention d'étrangers, venus de la ville, au village, des « nouveaux riches »[66].

Dans le village de Selman, un village issu de la sédentarisation d'une tribu, dans le département de Diyarbakır, Rifki Aslan nous montre que, jusqu'en 1950, c'est le fils de l'ancien chef de tribu qui était *muhtar*. Après 1950, les *muhtar* sont issus de familles proches de gens influents politiquement à la ville. Le véritable chef du village, expliquent les villageois, est un avocat qui habite en ville. Il règle les problèmes juridiques des paysans, joue le rôle de médiateur dans les conflits au sein du village, et accorde du crédit aux villageois. Cet avocat a pris la place du leader traditionnel, qui était le chef de tribu[67].

A Oruçlu, un village étudié par Mübeccel Kıray, les structures tribales sont encore très fortes, même si, avec la sédentarisation, le chef de tribu a perdu beaucoup de ses prérogatives. A la question « qui est l'homme le plus important du village ? », 20% des chefs de famille n'ont pas su répondre parce qu'ils hésitaient entre plusieurs personnes. 29% ont répondu qu'il n'y avait pas de personne particulièrement importante. Le fils du chef de tribu, qui est aussi le *muhtar* du village, n'a pas son mot à dire dans les affaires du village, mais il est jeune et il a su créer des liens avec le monde extérieur au village, ce qui lui confère un certain prestige. Plusieurs villageois plus âgés ont expliqué

[65] Behice Boran, *op. cit*., p. 135-136.
[66] *Ibid*., p. 139.
[67] Rıfkı Aslan, *op. cit*., p. 124.

aux enquêteurs que les jeunes savaient se comporter dans les bourgs, acheter des choses, demander du crédit, parler à l'employé du ministère de l'agriculture, savaient comment se comporter dans les lieux de divertissement, ce qui est un moyen pour eux d'échapper à l'autorité du chef de tribu[68]. Cela montre bien à quel point l'habileté à nouer des contacts à l'extérieur du village est une source de prestige pour les villageois. Peu à peu, les chefs de village émigrent en ville, dès que leurs moyens le leur permettent. Une fois en ville, ces aghas maintiennent des liens étroits avec leur village.

3. Les élections locales et le muhtar : signe des rapports de force au sein du village

En Turquie, les élections locales, pour élire les maires, dans les villes de petite et moyenne taille, et les *muhtar* (chefs de village), ont toutes lieu en même temps, depuis 1930. Pendant la période qui nous intéresse, elles eurent lieu en 1946, 1950 et 1955. Nous n'avons que peu d'éléments sur la façon dont se déroulent les élections au village. Ce qui est sûr, c'est que le vote se fait par famille ; c'est le chef de famille qui décide au nom du foyer pour qui voter[69]. Le foyer étant l'unité économique et sociale de base du village, il est inconcevable qu'un individu vote différemment de sa famille. Quand une jeune fille se marie, elle change de foyer et donc, automatiquement, de bord politique. L'observation que fait Jean-Louis Briquet à propos de la Corse pourrait bien s'appliquer aux villages anatoliens : « Les relations politiques en Corse sont donc largement dépendantes d'institutions sociales qui, comme la famille ou d'autres types de « groupements moraux », sont considérées comme apolitiques. Elles sont la forme politisée de rapports sociaux constitués en-dehors du politique, mais dont il est considéré comme légitime qu'ils puissent assurer des finalités politiques, justifier des affiliations partisanes et déterminer des attitudes électorales »[70].

En Turquie, le chef de village (*muhtar*) ne peut pas être considéré comme l'équivalent de la figure du maire en France. Alors que, à la période ottomane, le pouvoir administratif et le pouvoir réel étaient entre les mains de la même personne, le *bey*, cette situation change avec l'invention du statut de *muhtar*, autour de 1830[71] qui désormais sera le seul chargé de représenter l'État. Le détenteur du pouvoir socio-économique réel et le détenteur du pouvoir administratif ne sont plus, au moins théoriquement, une seule et même personne. En réalité, ces deux fonctions restent liées[72], parfois différemment selon les villages.

---

[68] Mübeccel Kıray, *op. cit*., p. 24.
[69] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 152.
[70] Jean-Louis Briquet, *op. cit*., p. 55.
[71] La fonction est apparue en 1829 à Istanbul, et a été étendue aux provinces entre 1833 et 1835. Voir Elise Massicard, « Le fonctionnaire inachevé ? La figure du maire de quartier (*muhtar*) », in Marc Aymes, Benjamin Gourisse et Elise Massicard (dir.), *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours*. Paris, Karthala, 2013, p. 262.
[72] Behice Boran, *op. cit*., p. 139.

Le *muhtar* a un statut juridique hybride : c'est un fonctionnaire élu. Il a le statut de fonctionnaire, et il est vu comme le « bras du gouvernement central » dans les plus petites unités territoriales. Mais en même temps, sa charge est temporaire, puisqu'il est élu par la société même qu'il doit administrer. Comme Elise Massicard l'a montré, le *muhtar* n'est pas un leader, c'est l'égal des paysans qu'il est censé à la fois représenter et gouverner[73] : c'est un « intermédiaire institutionnalisé, figure de continuité et lien entre un ordre officiel – lui-même complexe et mouvant – et une société locale dans laquelle il s'inscrit par de multiples liens de proximité et de dépendance »[74]. Il ne jouit d'aucune déférence particulière[75]. Le *muhtar* n'est pas choisi sur la base de ses compétences à la gestion administrative du village, mais plutôt sur la base de ses relations et de ses ressources matérielles. « C'est le rôle social du *muhtar* – le fait qu'il soit connu, reconnu et respecté dans son quartier – qui le rend éligible au *muhtarlık* et conforte son rôle pour les institutions ; en retour, c'est son rôle officiel de lien avec les institutions qui renforce son rôle social »[76], résume Elise Massicard. Il n'est pas rémunéré[77] et doit payer de sa poche toutes les dépenses attachées à sa fonction. Lorsqu'il doit aller en ville, ou recevoir des invités, il doit subvenir aux frais sur ses ressources propres.

En fait, le *muhtar* sert essentiellement de canal de communication entre l'État et les villageois. Il doit expliquer aux villageois les décrets du gouvernement, et les mettre en œuvre. Il est également chargé de rapporter au gouvernement local tous les étrangers qui pénètrent le village : guérisseurs, bandits, personnes recherchées. Le *muhtar* doit aussi collecter les taxes, s'assurer que les travaux obligatoires sont réalisés, et joue parfois un rôle de médiateur dans un conflit qui oppose plusieurs villageois entre eux[78]. Fait important : le *muhtar* n'occupe pas sa fonction à temps plein. Il a une occupation principale, et ne s'occupe de mener à bien ses charges administratives que de façon annexe.

En définitive, la structure de pouvoir au sein du village est compliquée. La séparation entre pouvoir socio-économique et pouvoir administratif fait des élections locales un signe des relations de pouvoir au sein du village, plutôt qu'une transformation des relations de pouvoir. Pourtant, les *muhtar* étaient vus par le CHP comme la base du pouvoir DP : après le coup d'État de 1960, les *muhtar* de tous les villages ont été démis de leurs fonctions[79].

[73] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 44.
[74] Elise Massicard, art. cité, p. 260.
[75] Paul Stirling, *op. cit*., p. 222.
[76] Elise Massicard, art. cité, p. 274.
[77] La rémunération des *muhtar*, très faible, ne sera décidée qu'à partir de 1977. Voir Elise Massicard, art. cité, p. 270.
[78] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 46.
[79] Mübeccel Kıray, *op. cit.,* p. 31.

C. Le village : un espace de tensions économiques et sociales

Généralement, l'idée d'un « unanimisme » – vu comme archaïque – des villages, tient à une conception d'une « structure communautaire » au sein du village, qui prédisposerait les villageois à une « aspiration à l'unanimité »[80]. Tous les historiens de la politisation remarquent que l'irruption de la politique dans les villages vient se greffer sur des structures sociales préexistantes ; la politique n'est pas, dans un premier temps, séparée du social[81].

1. Différenciation socio-économique et ségrégation au sein du village

Tous les sociologues ruraux remarquent que le village, si petit soit-il, est un espace ségrégué[82]. Les familles ont tendance à se regrouper, formant ainsi des quartiers. Behice Boran remarque que plusieurs quartiers de la ville portent le nom d'anciennes familles influentes[83]. Les plus pauvres de la ville, ou des famille d'« étrangers » récemment arrivées au village, sont relégués à la périphérie de la ville. Il y a aussi des écarts de richesse entre les villageois, même s'il n'est pas certain que ces disparités puissent former des clivages au sein du village. Le foyer est le seul groupe social, au sein du village, dont les frontières sont exactement connues par tous. Le foyer correspond aux habitants d'une même maison, qui comprend les parents et leurs enfants. Parfois, les enfants mariés restent sous le même toit que leurs parents, même si, certainement, la forme du foyer devait varier d'un village à l'autre et selon les régions. Les membres du foyer partagent leurs ressources, c'est donc une unité économique tant que sociale. À part ces groupes, la position sociale au sein des sphères de relations du village dépend de plusieurs éléments : le sexe et l'âge, les liens de parenté, et enfin la profession et la richesse.

Paul Stirling identifie deux modèles de différentiation sociale au village[84]. Dans les villages où la terre est en abondance, une égalité de fait se maintient entre les villageois. L'auteur précise que cette situation était celle de la majorité des villages jusqu'aux années 1940. Le vide démographique laissé par des années de guerre, ainsi que l'appauvrissement général du monde paysan, ont causé une diminution du nombre des parcelles cultivées. Les paysans riches sont ceux qui disposent de main d'œuvre, d'animaux et d'outils pour cultiver la terre. Les paysans pauvres n'ont aucun intérêt à acquérir plus de terre s'ils n'ont pas les outils pour la cultiver.

[80] Christine Guionnet, *L'apprentissage… op. cit*., p. 27.
[81] *Ibid.,* p. 63.
[82] Behice Boran, *op.cit*., p. 67.
[83] *Ibid*., p. 68.
[84] Paul Stirling, *op. cit*., p. 134-146.

Accroître le volume de la récolte n'est pas même désirable : vendre son grain suppose d'avoir un réseau en ville, de payer le transport, et risque finalement de coûter cher au paysan. Seuls les paysans riches, qui disposent de plusieurs fils, de bêtes et d'outils, ont intérêt à accumuler la terre. Mais même un paysan riche ne pourra pas transmettre sa richesse à ses fils : à sa mort, la terre sera partagée également entre eux. Le modèle où la terre non-cultivée est disponible en abondance est donc un modèle qui assure, au moins en théorie, une certaine mobilité sociale au sein du village, note le sociologue. Bien sûr, cette mobilité sociale est à relativiser, dans la mesure où les biens tels que les outils et les bêtes de traits, eux, se transmettent de père en fils, assurant une sorte de reproduction de la stratification sociale au village. De plus, les hommes les plus riches peuvent aussi employer des paysans plus pauvres pour travailler sur leurs terres. Enfin, un homme riche au village peut développer des contacts avec la ville, ce qui lui assure une forme de capital social qui entretient l'inégalité. Le modèle de l'abondance des terres est celui qui domine dans la Turquie des années 1920 et 1930, surtout en raison de la faiblesse de la densité de peuplement.

L'autre modèle est celui de pénurie de la terre. Dans un village où toutes les terres existantes sont déjà cultivées, le rapport à la terre change : elle devient un bien précieux. Ceux qui ont beaucoup de terre et pas assez d'outils pour la travailler peuvent la louer ou la vendre. Pour les fils des hommes qui ont acquis un capital grâce à la culture de la terre, il vaut mieux partir en ville que de subir un appauvrissement à l'héritage.

Paul Stirling remarque que, même si les différences de richesse ne sont pas visibles à l'œil nu, elles jouent un rôle essentiel. Les villageois les plus riches exercent une grande influence sur les autres, au moyen de prêts, de cadeaux ou autres générosités. Parfois, ils emploient d'autres villageois, ce qui leur donne un moyen de contrôle direct sur eux. Toutefois, il serait difficile de dire que ces écarts de richesse créent des tensions au sein du village. Contrairement à la ville, riches et pauvres se fréquentent au village. Les plus pauvres sont les clients d'un homme plus riche, et tous se connaissent. Au village, plusieurs hommes qui sont à la même place dans l'échelle sociale n'ont pas forcément de sentiment de groupe, ils n'ont pas le sentiment de connaître un destin commun[85].

2. Clans et factions comme groupes ordonnateurs du politique

Plus pertinentes sont deux lignes de clivage qui se recoupent plus ou moins : les clans et les factions. Plusieurs groupes patrilinéaires ou « clans » n'ont qu'une pertinence limitée et ne servent qu'en cas de conflit avec l'extérieur[86]. Paul Stirling remarque que les membres les plus pauvres et les plus vulnérables du village n'appartiennent à aucune lignée. A ces clans correspondent en général des

[85] *Ibid*., p. 222.
[86] *Ibid*., p. 26.

quartiers du village. Ces groupes constituent un premier type de séparation, même si Paul Stirling insiste pour dire que ces clans familiaux – au moins dans les villages qu'il a observés – ne forment pas des groupes rigides. Le manquement au devoir vis-à-vis du clan familial ne suscite pas de lourdes critiques au sein du village, à peine quelques commérages. Plus signifiant, peut-être, pour les villageois, sont les différents quartiers du village. La rivalité qui oppose ces quartiers est l'objet de moqueries parmi les villageois, et il n'est pas fréquent qu'un individu se déplace dans un autre quartier du village que le sien.

Les factions, elles, peuvent être définies comme des « coalitions mobiles d'individus et de groupes liés par des rapports tout à la fois transactionnels et affectifs. »[87]. Les factions naissent de conflits entre familles ou individus, qui, peu à peu, à la suite de jeux d'alliance et de loyautés, peuvent finir par dessiner les lignes de grands groupes au sein du village. Les clans recoupent aussi les groupes ethniques qui, au sein d'un même village, peuvent être différents.

Rıfkı Arslan, qui conduit une étude sur plus de 10 villages de la région de Diyarbakır dans les années 1960, remarque que presque aucun d'entre eux n'est unifié linguistiquement ou culturellement. Le village de Kartaltepe[88] en est un bon exemple. Issu de l'installation de 90 familles sur une ancienne ferme de la famille Cemilpaşa, sur laquelle l'État avait mis la main dans les années 1930. Les villages alentours sont aussi des villages d'« immigrés » (« *göçmen* »), et quelques villages sont yézidis. A partir de 1955, les villageois qui étaient à l'origine immigrés commencent à quitter le village, soit pour s'installer en ville, soit pour migrer vers l'Ouest du pays, où ils ont parfois des liens familiaux. Des familles kurdes viennent alors s'installer sur les anciennes propriétés des immigrés. Les rapports entre les familles kurdes et les familles d'immigrés sont très rares, même si les deux communautés vivent au sein du même village. Il y a deux instituteurs, l'un kurde et l'autre immigré, qui représentent chacun leurs communautés. Seul l'imam du village, qui est kurde, a le respect des deux communautés. Il est décrit comme un personnage correct et modeste. Quelques mariages ont parfois lieu entre les deux communautés.

Les factions au sein du village recoupent peu ou prou les clans. Gérard Lenclud a bien montré le caractère pyramidal du dispositif clanique pour la Corse : « les habitants de chaque village sont clients de deux patrons locaux (le chef du *partitu* [« parti »] et celui du *contrapartitu* [« parti de l'opposition »]), qui sont eux-mêmes clients de *capipartitu* (« chef de parti ») dont l'autorité s'exerce à

[87] Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, collection socio-histoire, 1997, p. 55. La définition de Jérémy Boissevain, plus classique et peut-être plus exhaustive, est la suivante : « *By faction I mean a coalition of persons (followers) recruited personnally according to structurally diverse principles by or on behalf of a person in conflict with another person or persons, with whom they were formerly united, over honour and/or control over resources*. », Jérémy Boissevain, *Friends of Friends : Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Blackwell, 1974 [1914], p. 192.
[88] Rıfkı Arslan, *op. cit*., p. 133-144.

l'échelle de la région (du canton électoral) qui le sont enfin des grandes familles insulaires, en relation avec le pouvoir d'État et ses appareils, les partis nationaux »[89]. Ainsi, la structure sociale des villages, divisés en clans permet une politisation rapide de l'ensemble de la population, jusqu'au villages les plus reculés. Clans et factions ordonnent les pratiques quotidiennes de sociabilité.

3. Les lieux de sociabilité comme lieu de la politique : les chambrées villageoises (oda)

Au village, le lieu de sociabilité est l'*oda*, qui se traduit par « salon » (littéralement « chambre », « pièce »)[90]. C'est une pièce dans la maison d'un individu – généralement aisé, puisque tout le monde ne peut pas se permettre d'avoir une pièce pour les invités – où viennent s'asseoir les hommes du village le soir. C'est le lieu de sociabilité masculin par excellence. Après le dîner, les hommes de tout le village viennent passer leur temps libre dans une *oda* ; ils y restent généralement jusqu'au dernier appel à la prière, à la tombée du jour (« *yatsi ezani* »). L'hiver – de début novembre à fin mars –, le travail agricole cesse presque totalement, et les hommes du village peuvent passer presque toutes leurs journées dans l'*oda*. Plusieurs sociologues ruraux rapportent que l'été est un période d'intense travail pour les paysans, qui passent peu de temps dans les mosquées ou dans les *oda* du village[91]. Le temps de la politique, à part, bien sûr, la période d'avant les élections, c'est donc l'hiver, plutôt que l'été. Un homme qui ne fréquente aucune *oda* est vu comme asocial, cette attitude suscitant la méfiance. Il y a parfois plusieurs *oda* dans un même village : à Sakaltutan en 1949-1950, il y a près de 12 *oda* en activité, pour un village de près de 600 habitants et 100 foyers.

La fréquentation d'une *oda* implique un certain lien d'allégeance à la personne qui possède les lieux : venir se chauffer sans payer, c'est se mettre en position de dette vis-à-vis de cette personne. Paul Stirling répertorie les différentes personnes qui fréquent une *oda* de la façon suivante : il y a les individus mâles du foyer, les membres de la famille élargie, des hommes qui viennent souvent, mais dont l'absence ne suscite pas de commentaire particulier, et enfin, il peut y avoir des gens dont la présence est inattendue. Parfois, ne pas se rendre dans l'*oda* de son clan peut être interprété comme un signe d'hostilité. Il est de coutume, d'ailleurs, de cesser de fréquenter une *oda* quand on se fâche avec son possesseur. La fréquentation d'une *oda* est exclusive de tout autre.

En France, au XIXe siècle, les lieux de sociabilité sont séparés en différents groupes d'âges. Ce n'est pas le cas en Turquie ; tous les âges se côtoient au sein de l'*oda*. Les enfants, à partir de 10 ans, et parfois plus jeunes, ont le droit de venir s'asseoir dans l'*oda* en silence. Comme il est de

[89] Gérard Lenclud, « Des idées et des hommes : patronage électoral et culture politique en Corse. », *Revue française de science politique*, 38e année, n°5, 1988. p. 770-782. Cité dans Jean-Louis Briquet, *op. cit*., p. 57.
[90] Comme le terme n'a pas d'équivalent précis en français, nous conserverons le terme de *oda* sans le traduire du turc.
[91] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresinde*…, *op. cit*., p. 73-74.

coutume, dans les villages turcs, que les fils se taisent en présence de leurs pères, seuls les plus âgés ont le droit de parole[92]. L'*oda* n'est pas un lieu où la parole est libre, spontanée, mais un endroit hiérarchique : chacun est assis selon un ordre précis, et le rang social est visible. Les personnes les plus respectées sont plus près du feu et plus loin du sol. Ces *oda* villageoises étaient déjà, du temps du parti unique, conçues comme le lieu de la politique, ce qui explique les efforts du CHP pour contrôler ces lieux, ou plutôt pour créer des espaces de substitution, les *halk odaları* [chambrées du peuple]. Après le coup d'État de 1960, la séparation des villageois en plusieurs *oda*, les unes proches du DP, et les autres du CHP, a été présentée comme l'introduction de la division politique au sein du village[93]. Cette interprétation montre une vision idéalisée du village, comme un pilier de l'ordre social, qui ne doit pas être abîmé ni troublé par les conflits politiques ; c'est aussi une vision élitiste, qui considère la politique comme étant le fait des élites et non du peuple[94].

Ainsi, un examen des structures sociales au sein du village nous permet de mettre en cause l'idée d'un unanimisme villageois qui serait naturel. D'une part, le pouvoir de l'*agha* sur le village n'est pas toujours absolu et les études révèlent que le pouvoir de l'*agha* dépend de la structure de la propriété terrienne. Le *seyh*, chef de confrérie, est encore un autre type de pouvoir, sur lequel nous reviendrons. D'autres part, la division du village en clans et en factions, qui se traduit par un découpage rigidement défini dans l'espace, des lieux d'habitation et des lieux de sociabilité, nous permet de penser difficile un « unanimisme villageois » prépolitique.

D. Clivages partisans au sein du village : trois schémas d'appropriation de la politique nationale

Joseph Szyliowicz mène une enquête intéressante pour savoir le nombre de membres d'un parti politique dans la commune d'Erdemli. Il est difficile, explique le sociologue, de savoir le nombre exact de membres des partis politiques, étant donné que chaque parti gonfle ses chiffres. Pour un parti, recruter un membre est un fort enjeu, dans la mesure où une fois recruté, un membre de parti vote pour le parti, mais travaille et fait voter pour lui. Il reste pourtant difficile de récolter les droits d'adhésion pour le parti, même quand le montant de la cotisation est aussi peu élevé qu'une livre par an. À Erdemli en 1957, Joseph Szyliowicz dénombre 350 membres du DP, 250 membres du CHP, 70 membres au HP (parti de la liberté) et 60 membres du Parti républicain de la nation (CMP)[95], ce qui indique un assez fort taux de mobilisation, même au sein d'une commune. Mais, au-delà de la question de l'adhésion à un parti politique, c'est la question du vote qui nous intéresse ici.

[92] Paul Stirling, *op. cit*., p. 224.
[93] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 168.
[94] *Ibid*., p. 181.
[95] Joseph Szyliowicz, *op. cit.,* p. 150.

La politique nationale n'est pas saisie de la même manière dans tous les villages. Les résultats des élections nationales, quand ils sont donnés village par village, permettent de voir des schémas de vote différenciés. Dans le district d'Adana-centre, par exemple, les résultats publiés dans *Yeni Adana* montrent que la plupart des villages votent, dans une nette majorité, pour l'un des deux partis politiques – le CHP, dans la plupart des cas. Mais, dans presque tous les cas, une courte proportion de la population villageoise vote pour l'autre parti. Sur les trente-quatre villages rattachés au district d'Adana-centre, seuls deux ont voté dans leur totalité pour l'un des deux partis. Dans un bon nombre de villages, cette opposition ne dépasse pas une dizaine de personnes ; mais les résultats sont parfois plus équilibrés : dans 7 villages, un faible nombre de voix a permis à l'un des deux partis de gagner les élections[96]. D'autres résultats des élections dans les villages sont à peu près les mêmes[97].

On peut ainsi dégager trois schémas d'appropriation de la politique nationale dans les villages : soit les villages votent, de façon unanime, pour le même parti politique, ce qui donne à penser que les votes du village sont maîtrisés par un personnage puissant, au village ou en ville, ou alors que le village a intérêt à voter pour l'un des deux partis. Le village de Veli baba, étudié par Orhan Türkdogan, est acquis au DP. C'est Hasan Agha, un homme de 90 ans, qui dirige les affaires politiques du village. Il est le président de la branche du DP au village, et c'est lui qui organise tous les événements politiques[98]. C'est souvent le cas des villages appartenant à une minorité ethnique ou religieuse, isolés parmi d'autres villages. Le village turkmène alévi de Türkdarli, dans le département de Diyarbakır, par exemple, subit la pression de la ville, et tente, pour résister, d'avoir une attitude commune[99]. D'autant que les terres qui appartiennent à un village ne forment pas un ensemble harmonieux : les terres appartenant à différents villages sont entremêlées. Dès lors, les conflits entre villages sont très fréquents. A Kartaltepe, un village d'immigrés venus des Balkans dans le département de Diyarbakır, étudié par Rifki Aslan, un *muhtar*, qui s'était présenté aux élections de 1946 sur la demande du *vali* de l'époque, a remporté les élections. Mais cette élection a eu des conséquences négatives pour le village, qui a été défavorisé par rapport aux villages DP. En 1954, ce *muhtar* s'est retiré pour laisser gagner le candidat DP, à qui il a donné son soutien[100].

Dans un deuxième cas de figure, le vote est majoritaire pour l'un des deux partis, mais une opposition au sein du village, qui peut aussi être une opposition à l'*agha*, subsiste. Dans le village de Kan, dans le département de Kars, étudié par Orhan Türkdoğan, le sociologue indique que, lors des élections de 1957, 43 personnes ont voté pour le CHP, et 160 pour le DP. Dans le village de Yekabat aussi, l'auteur indique que l'activité politique est « très intense », et que le village est en majorité

[96] *Yeni Adana*, 2 mai 1954.
[97] *Bugün*, 3 mai 1954. Voir aussi Horst Unbehaun, *op. cit*., p. 181.
[98] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresi*…, p. 54.
[99] Rıfkı Arslan, *op. cit*., p. 166.
[100] *Ibid*., p. 141.

DP[101]. Dans un dernier cas de figure, similaire au deuxième, l'opposition entre les deux partis recouvre une opposition entre clans au sein du village ; la rivalité entre partis peut alors prendre un ton féroce. Des articles de journal et des caricatures diffusées dans la presse font souvent état de conflits violents au sein des villages, entre DP et CHP. De courtes chroniques se plaisent à relater que, dans tel ou tel village, un père CHP a refusé de donner sa fille à un jeune homme DP, ou que, dans tel autre village, il existe une mosquée DP et une mosquée CHP, les deux publics ne se mélangeant pas[102]. Dans le village d'Elbaşı, Paul Stirling décrit un conflit très violent entre les deux factions au sein du village, qui recoupe un conflit entre lignées[103]. Dans le village de Sakaltutan aussi, deux aghas, Hacı Ömer et Hacı Osman se disputent le pouvoir, de façon plus pacifique[104].

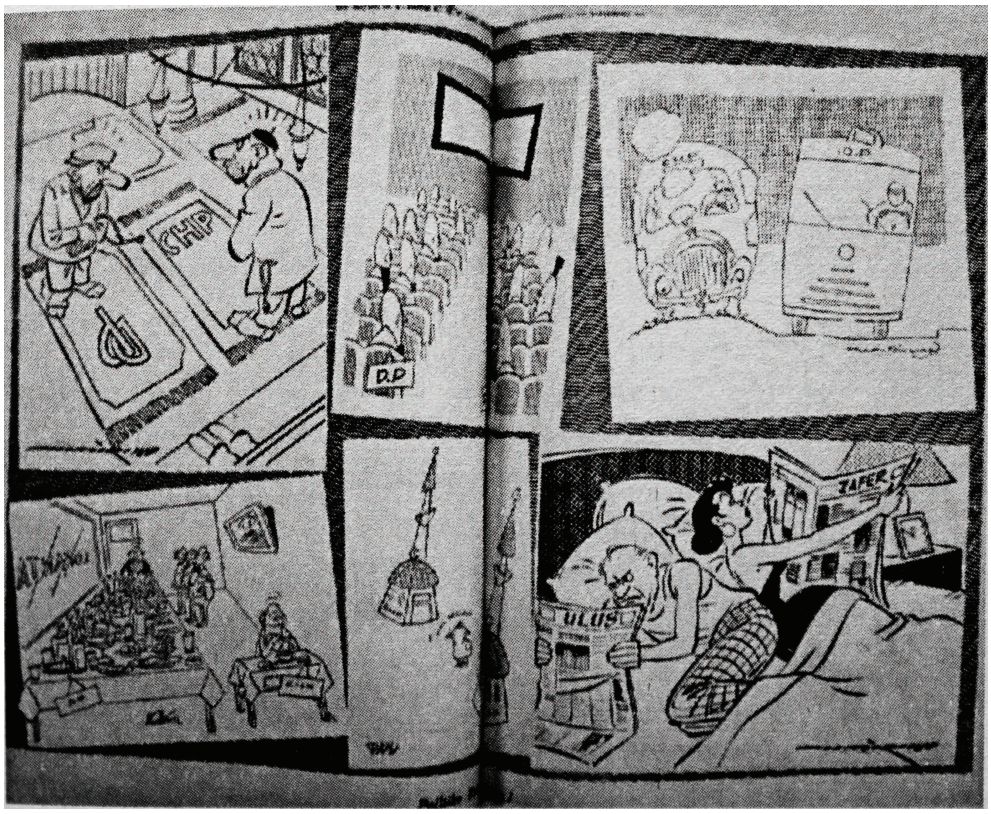


Figure 18 : caricature sur la ségrégation entre partisans du DP et du CHP dans les villages en 1957[105]

Cette caricature commente la nouvelle suivante : « Dans un village, les partisans du DP et les partisans du CHP ont séparé la mosquée en deux au moyen d'un paravent ».

[101] « Siyasi faaliyet son derece kuvvetli olup ; ekseriyet D.P.lidir. ». Orhan Türkdoğan, Erzurum ve çevresi…, p. 44.
[102] Yasin Kayış, *Demokrat Parti döneminde siyasi karikatür, 1950-1960* [La caricature politique dans la décennie démocrate, 1950-1960], Istanbul, Libra Kitapçılık ve Yayıncılık, 2009, p. 55.
[103] Paul Stirling, *op. cit*., p. 261.
[104] *Ibid*., p. 258.
[105] Yasin Kayış, *op. cit*., p. 55.

Ainsi, la politique nationale pénètre les villages. Mais la figure du puissant, du riche du village, de l'*agha*, reste une figure surplombante de cette politisation. Un double mouvement transforme les relations de pouvoir au sein du village : d'une part ces *aghas*, dès qu'ils en ont les moyens, quittent le village. Ce mouvement s'accélère de plus en plus à partir de la fin des années 1940, date à laquelle la terre prend énormément de valeur. Deuxièmement, de plus en plus, le pouvoir de l'*agha* dépend de ses contacts avec l'extérieur, et notamment les fonctionnaires de l'État. L'enjeu essentiel pour l'*agha* est de pouvoir faire pression sur un officiel d'État pour obtenir des avantages pour le village, dans la mesure où seul l'État dispose des moyens nécessaires pour opérer des travaux de grande ampleur, comme des infrastructures agricoles. Ainsi, ces élites locales, qu'ils résident ou non au village, ont une importance centrale dans la politisation des villages. Qui sont ces élites locales ? Pour comprendre leur rôle en politique, il faut d'abord comprendre leur rôle social. Nous montrerons donc, dans une prochaine partie, comment les villages sont liés aux villes par ces élites locales, qui vivent dans les deux mondes, celui de la ville et celui du village. Nous envisagerons enfin, dans la dernière partie, la formation d'un lien proprement politique entre ces élites rurales et les villages.

II. Les élites rurales de la ville au centre de la configuration rurale

Maurice Agulhon a montré que des relais sociaux et culturels à l'intérieur des gros villages urbanisés de la basse Provence ont accompagné la transformation d'un département monarchiste en département républicain[106]. La thèse d'Agulhon donne à voir la rencontre entre un complexe d'idées et d'idéaux présents dans le champ politique national, incarné par des individus sur le terrain, et des aspirations populaires, quand bien même celles-ci étaient diffuses, informelles, et ressemblaient davantage à des « traits de mentalité ». Les petits bourgeois des bourgs provençaux, que Maurice Agulhon appelle des « intermédiaires culturels », partageaient avec les ruraux une proximité géographique et sociale ; ils surent traduire des dispositions vernaculaires et faciliter ainsi les ralliements à la cause du parti.

L'hypothèse développée par Maurice Agulhon s'appuie sur une bonne connaissance « géographique » du terrain : selon l'auteur, les « villages urbanisés » ou « fausses villes » de la région du Var sont un élément essentiel pour comprendre la pénétration d'idées nouvelles. De la même façon, nous voulons montrer, dans la Turquie des années 1940, la centralité du bourg et de ses élites qui se constituent, contre les élites du CHP, en « entrepreneurs de la politique », et mobilisent en leur faveur

[106] Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde*, volume III, *La politique en France, d'hier à aujourd'hui*. « 1848, le suffrage universel, et la politisation des campagnes », Paris, Gallimard, 1996, p. 61.

les populations des villages. C'est l'aura sociale de ces élites des bourgs, leur position d'intermédiaire entre la ville et la campagne, qui leur permet de se faire élire.

Comme le remarque Elise Massicard, il n'y a pas de mot turc qui corresponde exactement au français « notable »[107]. Le terme de « *ayan* », qui a constitué un champ de recherche important au sein des études ottomanes[108], n'est plus employé pour la période républicaine. Les autres termes utilisés dans la langue turque renvoient plutôt à des types de pouvoir bien définis, dont le sens connaît pourtant des glissements permanents : le terme de « *esraf* », qui signifie à l'origine « noble », ou « descendant du prophète », en vient à signifier toute personne d'un certain rang social, qui réside en ville. Le terme de « *agha* », nous l'avons vu, désigne plutôt un type de pouvoir qui renvoie à la propriété terrienne. Les termes de « *efendi* », qui renvoie à un type de supériorité plutôt urbaine, ou « *bey* », qui connote des propriétés terriennes très importantes, ainsi qu'un pouvoir fermement établi en ville, en sont d'autres exemples.

C'est qu'il y a bien plusieurs types d'élites locales et qu'elles jouent, selon les régions et les périodes historiques, un rôle important. Pour cette raison, il est imprudent de trop naturaliser le terme de « *agha* »[109], ou même de parler des « élites locales » comme d'un groupe unique. En réalité, les élites locales se renouvellent, et peuvent connaître des conflits internes. Dans ces conflits, avoir un accès aux ressources étatiques, par le biais du parti, est un atout de premier plan. Nous avions déjà montré, dans le 2e chapitre, les rivalités qui pouvaient opposer les grandes familles pour la maîtrise de la branche locale du parti. Mais d'autres dynamiques peuvent aussi entrer en jeu.

Dans son article important sur les branches locales du CHP dans l'entre-deux-guerres, Murat Metinsoy livre aussi une analyse intéressante de l'expérience du Parti républicain libre (*Serbest Cumhuriyet Firkasi*) : il montre que ce ne sont pas ce qu'on pourrait appeler, au sens classique du terme, les « élites locales » qui se mobilisent contre le CHP et pour le Parti républicain libre, en 1930. Ce sont plutôt des petites classes moyennes, urbaines, qui ont pâti des politiques du CHP, et qui sont aussi en conflit avec les grandes familles responsables de la branche locale du CHP[110]. Notre hypothèse est que la mobilisation pour le Parti démocrate, elle aussi, est portée par les petites classes moyennes urbaines.

[107] Elise Massicard, « Entre l'intermédiaire et "l'homme d'honneur". Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, vol. 17, n°67, Troisième trimestre 2004. p. 101-127.
[108] Albert Hourani, *The Emergence of the Modern Middle East*, University of California Press, 1981, p. 36.
[109] Comme le fait par exemple Horst Unbehaun, Klientelismus und politische Partizipation in der ländlichen Türkei: der Kreis Datça (1923-1992), Hamburg, Deutsches Orient-Institut, 1994.
[110] Murat Metinsoy, « Kemalizmin… », art. cité.

Nous nous attacherons donc, dans cette deuxième partie, à décrire ce type social, avant de voir, dans une 3e partie, comment ces groupes sociaux ont porté la mobilisation politique pour le DP. En effet, c'est la position d'intermédiaire entre la ville et les campagnes qui est la clé de l'ascension de ces groupes sociaux après le passage au multipartisme. Comme le dit Jean-Louis Briquet pour la Corse, « Le suffrage universel révèle des dépendances sociales qui se sont constituées dans les communautés rurales bien avant 1848. »[111]. De la même façon, dans la Turquie des années 1940, les relations politiques viennent se greffer sur un système social qui leur pré-existait. Nous tenterons donc de décrire ces groupes nouveaux, et leur rôle social, avant d'étudier la conversion de ce rôle social en influence politique dans une troisième partie de ce chapitre.

Une remarque s'impose avant de commencer : la difficulté de la définition des termes. Nous avons souhaité éviter le terme de « notable », qui nous a semblé finalement obscurcir le sens de notre propos plus qu'il ne l'éclairerait. En effet, le terme de notable est convoqué, dans des contextes différents et avec des ses différents. Alors que Max Weber définit le notable, dans un texte classique, comme celui « qui peut vivre *pour* la politique sans devoir vivre d'elle »[112], la notion évolue jusqu'à être définie, dans les années 1970, tout à fait différemment. Les sociologues de la ruralité et du local en donnent une définition fonctionnelle : le notable est le pivot entre un monde local et des autorités centrales ; c'est un être de chair et d'os qui est indispensable au fonctionnement local des institutions étatiques. Il est celui qui traduit en langage paysan le monde de la société englobante[113]. Alors qu'André-Jean Tudesq nous invite à circonscrire le terme de notable à la période qui va du début du XIXe siècle jusqu'aux années 1870, de façon à pouvoir étudier un groupe social relativement cohérent, qui se définit par le cumul de positions de pouvoir dans les sphères sociale, économique et politique[114], Jean-Louis Briquet, qui s'est intéressé récemment à la question, nous incite à nous pencher sur la continuité des *pratiques* notabiliaires, plus que sur celle de la figure du notable. L'auteur décide plutôt d'étudier les processus dynamiques de *notabilisation* comme mécanisme de pouvoir[115].

Le terme de notable pose donc trop de difficultés ; en Turquie même, il est difficile d'imaginer un groupe social cohérent qui serait convenablement défini par la catégorie de notable. Les responsables locaux du CHP, dans les années 1940 sont des notables, en un sens, leurs rivaux du DP le sont aussi. Appliquer le terme à la Turquie reviendrait donc à étendre la notion au point de l'appauvrir. Le terme qui correspondrait sans doute le mieux au type social que nous souhaitons décrire ici est

[111] Jean-Louis Briquet, *op. cit*., p. 103.
[112] Max Weber, *Economie et sociétés (trad. de l'allemand sous la direction de J. Chavy et E. de Dampierre), Paris, 1971, I, p. 298.*
[113] Henri Mendras, *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin, 1976 ; Pierre Grémion, *Le pouvoir périphérique : bureaucrates et notable dans le système politique français*, Paris, Le Seuil, 1976.
[114] André-Jean Tudesq, « Le concept de notable et les différentes dimensions de l'étude des notables », *Cahiers de la Méditerranée*, n°46-47, 1, 1993, p. 1-12.
[115] Jean-Louis Briquet. « Notables et processus de notabilisation en France aux XIXe et XXe siècles ». 2012. <hal-00918922>.

celui de petite classe moyenne urbaine. Il s'agit en effet de paysans enrichis, petits propriétaires terriens qui louent leurs terres au village, et s'installent en ville pour y être petits fonctionnaires (*memur*), propriétaires de petites boutiques d'artisanat ou de petits commerces (*esnaf*), ou encore travailler parfois comme ouvriers. Mais parler de petite classe moyenne urbaine nous empêche, en un sens, de voir une dimension pourtant essentielle de cette classe sociale, qui est le lien très fort qu'elle entretient avec les campagnes et le monde rural. C'est pourquoi nous avons choisi le terme d'élites rurales des villes, qui, malgré une formulation un peu paroxystique, dit bien l'inscription dans les deux mondes. Ici, le terme d'« élite » est entendu à la fois comme pouvoir et comme « saillance » au sein du monde rural[116].

A. Villes et campagnes dans une relation de symbiose

Pour comprendre le rôle social de ces élites, il s'agit d'abord de comprendre le rôle des villes, et en particulier des petites villes, dans le système socio-économique formé par les régions – nous avons adopté en titre de cette partie le terme éliasien de configuration, pour en souligner justement la dimension d'interdépendance, plutôt que d'essentialiser un monde rural qui serait refermé sur lui-même. Comme Sinan Yıldırmaz l'a fait très justement remarquer, l'exode rural est raconté par les historiens comme un fait très simple, qui a des causes univoques (la mécanisation de l'agriculture) et suit un parcours linéaire (du village au bourg, puis à la ville, ou même directement du village à la ville)[117]. En réalité, le phénomène que l'on peut résumer sous le nom d'« exode rural » est extrêmement complexe, chaotique, suit des schémas rien moins que linéaires. Pour la civilisation paysanne aux XVIIIe et XIXe siècle en France, George Duby et Armand Wallon parlent de relation de « symbiose » entre villes et campagnes[118]. Ce terme de « symbiose » pourrait s'appliquer aussi à la Turquie de l'entre-deux-guerres. En effet, durant les mois d'hiver, aucun travail agricole ne peut être fait, et les hommes partent généralement travailler dans d'autres régions, ou parfois en ville. Ce travail saisonnier permet d'ajuster la quantité de main d'œuvre à la quantité de travail disponible. Mais ce séjour à la ville n'est en aucun cas considéré comme définitif. Comme le constatent beaucoup d'observateurs, ce travail n'est pas un phénomène nouveau : il existait déjà à la fin du XIXe siècle[119]. De plus, les villages sont dans une relation de dépendance économique étroite par rapport aux bourgs et aux villes.

[116] La notion d'élite, elle aussi, pose des problèmes en sociologie. Voir Nathalie Heinich. « Retour sur la notion d'élite », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 117, n° 2, 2004, p. 313-326.
[117] Sinan Yıldırmaz, *Politics*…, *op. cit*., p. 51.
[118] George Duby et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale : de 1789 à 1914*, volume 3, Maurice Agulhon, Gabriel Désert et Robert Specklin, *Apogée et crise de la civilisation paysanne*, Paris, Le Seuil, 1992.
[119] Voir en particulier Meltem Toksöz, *op. cit*.

1. La dépendance économique et sociale des villages aux villes

Il faut commencer par remettre en cause l'idée que le village est une unité coupée du monde, qui vit presque en autarcie. Les vêtements, le fer, la ficelle et chaîne, les ustensiles de cuisine et les outils, le thé, le café, le sucre sont toujours achetés en ville[120]. De nombreux auteurs soulignent l'importance de la ville, petite ou grande, dans le système économico-social formé par une région. Un bourg est inséparable de son *Hinterland* et vice-versa. Si on se fie aux chiffres du recensement de 1965, la très grande majorité des villages (76%) comportent entre 150 et 750 personnes. Or les services, et commodités, petite épicerie, café, tailleur, charpentier, coopérative, n'existent que dans les villages de plus de 750 habitants[121]. Ces gros villages ou petits bourgs (« *kasaba* ») sont donc très fréquentés par les villageois.

Ces bourgs, formés essentiellement d'élites qui ont des assises rurales, sont à mi-chemin entre le monde rural et le monde urbain[122]. Ces petites villes de province, contrairement aux villages, sont généralement anciennes. Ce sont des centres de service et de commerce pour les villages de la région, et on ne peut pas les comprendre sans prendre en compte les campagnes qui dépendent d'eux, avec qui ils forment un ensemble économique cohérent. Il est difficile de définir le bourg selon des normes chiffrées et juridiques ; un bourg est défini selon la loi comme un conglomérat urbain de 2 000 à 20 000 habitants. Or certaines villes, de plus de 50 000 habitants ont une fonction absolument similaire à celles des bourgs.

En principe, les villages et les petites villes sont dans une relation d'interdépendance. Les villages fournissent les biens alimentaires, et les petites villes, les services et les biens de consommation. En réalité, les villages sont trop divisés et éloignés les uns les autres pour mettre en œuvre une action commune, et les villages sont dans une situation de dépendance étroite par rapport aux petites villes. Dans le système que forme une sous-région, les villages n'ont finalement que peu de rapports entre eux. Ils peuvent s'échanger quelques services ; parfois, l'habitant de tel village, réputé avoir quelque connaissance en maçonnerie, ou en magie, peut venir dispenser ses services dans un autre village ; parfois encore, les villageois sont endettés auprès de leur famille éloignée, qui réside dans un autre village[123]. Mais, à part ça, les villages n'ont que peu de rapports entre eux. La région est plutôt un système en forme d'étoile[124], où la ville est au centre de toutes les relations, sociales et économiques, qu'entretient le village avec les autres habitants de la région.

[120] Paul Stirling, *op. cit*., p. 62. Voir annexe n°5.
[121] Necdet Tunçdilek, art. cité.
[122] Peter Benedict, « The changing role of provincial towns: a case study from southwestern Turkey », in Peter Benedict *et alii*, *op. cit*., p. 241.
[123] Paul Stirling, *op. cit*., p. 34.
[124] A l'image de la région d'Izmir. Voir Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen… Izmir*, *op.cit*., p. 25.



Figure 19 : une femme villageoise devant un métier à tisser[125]

2. Socialisation du paysan en ville : les réseaux du village dans la ville

Que ce soit pour aller au marché, pour voir leur famille en ville, s'ils ont de la famille, surtout à l'occasion des fêtes religieuses[126], ou pour voir les défilés lors de fêtes nationales[127], les paysans se rendent fréquemment en ville. Ces voyages vers la ville ne concernent que la population masculine des villages ; si on peut raisonnablement penser que presque tous les hommes villageois ont fait au moins un voyage vers la ville dans les années 1950, ce n'est le cas de presque aucune femme. Les hommes fréquentent les maisons de prostitution des bourgs – c'est d'ailleurs essentiellement de cette façon que se répandent les maladies sexuellement transmissibles telles que la syphilis dans les villages[128]. Dans les années 1950, il y a une accélération de cet enchevêtrement de l'urbain et du rural. En 1954, un chroniqueur d'un journal local d'Adana remarque cette accélération : quand il était enfant, les paysans ne se rendaient en ville qu'une ou deux fois par an, à dos d'âne ou de bœuf, et le voyage durait plusieurs jours. Après avoir vendu ce qu'il avait à vendre, le paysan achetait ce dont il avait besoin pour passer l'hiver, et rentrait au village. Désormais, se plaint le chroniqueur, il y a tous les jours un camion rempli de paysans qui arrive le matin à la ville, et repart le soir. Le chroniqueur dit aussi que

[125] Source : Xavier de Planhol, *op. cit.*, planche XXX. Voir annexes n°5.
[126] Paul English, *op. cit.*, p. 66.
[127] Xavier de Planhol, *op. cit.*, p. 347.
[128] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi*, volume II, p. 75-76.

dans son village, plusieurs fabriques se sont créées : une fabrique de *sucuk* (saucisse de bœuf à l'ail) et une fabrique de sucreries[129].

Si cette mixité entre le rural et l'urbain, le village et la ville, paraît suspecte à l'auteur, qui y voit la perte de valeurs, c'est un fait essentiel à comprendre pour saisir la politisation des campagnes dans les années 1950. Paul English souligne cependant que la motorisation et la progression du réseau routier ne font qu'intensifier et étendre un schéma qui existait déjà : la ville a toujours été une dimension importante de la vie du village. Une fois en ville, le villageois pourrait s'émanciper des relations sociales du village. Au contraire, chaque village a des réseaux précis en ville. Nous passerons ici en revue plusieurs lieux de sociabilité des paysans en ville, qui montrent la rigidité de ces circuits, et sont en même temps une dimension importante de la politisation des campagnes. A la fin des années 1940, Paul Stirling remarque que les jeunes hommes qui sont partis travailler à la ville pendant l'hiver soutiennent plutôt le parti démocrate, alors que ceux qui sont restés au village soutiennent le CHP[130]. Cette observation montre bien que les idées nouvelles viennent de la ville.

a) Le café : socialisation et leader d'opinion

Les villageois d'un même village fréquentent les mêmes cafés. Là, les nouvelles de la radio sont religieusement écoutées, puis interprétées par l'un des clients, plus politisé et plus intéressé par la politique. Un historien local retrace le rôle d'un fervent soutien du Parti démocrate dans les années 1950, Dursun Tiriyaki, à Erzurum. C'est un *esnaf* important de la ville, élu à la chambre de commerce, qui détient aussi un café[131]. Le matin, les plus vieux viennent s'asseoir dans son café, et les plus jeunes servent le thé, ce qui montre le caractère très hiérarchique du café. Dès que des nouvelles politiques passent à la radio, il monte le son, et personne ne doit intervenir. Tout le monde doit écouter les informations dans un silence religieux. Une fois les informations terminées, Dursun Tiriyaki explique les informations et les interprète à la faveur du parti qu'il soutient. La scène décrite correspond à merveille à ce que Lazarsfeld désignait comme le « faiseur d'opinion ». Dursun Tiriyaki ne supporte aucune voix dissidente dans son café. S'il entend que quelqu'un critique son parti, il le fait taire, et éventuellement, l'expulse du café. On voit d'ailleurs ici comment la politique vient s'insérer dans un ordre et une pratique sociales : fréquenter le café de quelqu'un, c'est lui prêter allégeance. Critiquer son parti dans son propre café reviendrait à lui faire un affront intolérable autant qu'incompréhensible.

Pour le propriétaire du café, entendre quelqu'un critiquer son parti dans son propre café est un signe clair et sans ambiguïté de rupture, et un engagement à ne plus fréquenter ce café. On retrouve un

[129] Kenan Ünaldi, *Bugün*, 28 décembre 1954.
[130] Paul Stirling, *op. cit*., p. 281.
[131] Mücahit Himoğlu, *Tarihe Mühürünü Vuran Şehir Erzurum* [Erzurum, la ville qui marque l'histoire de son sceau], Fener yayınları, Istanbul, 2015, p. 371.

dispositif proche de celui des cercles royalistes dans la France de 1848. Voici une description de l'un de ces cercles, Le Cercle de la Concorde, situé dans une petite rue de Carpentras : « Autour d'une table, une douzaine de paysans, leur bâton près d'eux, buvant leur café. Un grand beau jeune homme, qui paraît être de la ville, lit à haute voix un article du Comtat. Il s'interrompt presque à chaque phrase pour donner en provençal le commentaire de ce qu'il a lu. Ce sont alors des cris d'approbation. »[132]. Ces exemples d'exposition aux médias illustrent à merveille la théorie de l'influence des médias élaborée par Lazarsfeld et ses compagnons pour l'élection présidentielle : le « leader d'opinion » est la personne la plus politisée d'un groupe, qui est exposée aux médias, et en même temps filtre et interprète l'information[133]. L'élément important de cette théorie, c'est que le leader d'opinion n'est pas en position d'autorité par rapport à ceux qu'il influence, au contraire, il est leur égal, ou, en tout cas, leur parle dans une situation d'égalité.

b) La mosquée : lieu de diffusion d'idées politiques ?

La mosquée est un autre des lieux dans lequel se rendent les paysans quand ils vont en ville. Sıtkı Aras[134] raconte que, lorsqu'il était enfant dans un village du département d'Erzurum, les villageois qui revenaient de la ville étaient pressés de questions pour savoir s'ils avaient pu écouter le prêche de tel grand ouléma – par exemple le *müfti* Solakoğlu. Aller écouter le prêche d'un ouléma célèbre est une pratique sociale visiblement répandue quand on se rend dans une ville on quand on est dans une ville qui n'est pas la sienne. Dans un contexte très différent, bien sûr, Tarık Ziya Ekinci raconte que, alors qu'il est à Istanbul dans les années 1947-1948, il va écouter un prêche de Şemseddin Yeşil, qui est de grande renommée, et qui est surtout connu pour son opposition au régime[135]. Tous ses disciples (sans compter les curieux comme Ziya Ekinci, qui devaient être un certain nombre) viennent l'écouter dans une petite *mescit* bondée de monde. Les grands oulémas ne sont pas les seuls, d'ailleurs, à avoir une telle aura. Certains imams ou prédicateurs jouissent parfois d'une excellente réputation[136], et leur mosquée devient une sorte de centre ou leurs disciples viennent les écouter.

Ces mosquées sont des lieux de diffusion des idées, diffusion qui va bien au-delà du cercle de ses disciples, puisque les villageois de passage viennent aussi écouter les paroles du maître. Les *tekke*, ou loges soufies, qui ont été fermées en 1925, sont sûrement un autre lieu de sociabilité, mais peu de sources peuvent en témoigner. Nous reviendrons plus précisément, au chapitre 7, sur le rôle des réseaux religieux dans la politisation des campagnes.

---

[132] Eugen Weber, *op. cit*., p. 391.
[133] Lazarsfeld, Paul Felix, Berelson, Bernard, et Gaudet, Hazel. *The People's Choice, op. cit.*
[134] Sıtkı Aras, *Erzurum'un Manevi Mimarları*, [Les architectes moraux d'Erzurum], Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı (3e éd.) Istanbul, 2007.
[135] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 210.
[136] Sıtkı Aras, *op. cit*.

D'autres lieux ont aussi une fonction de sociabilité et de diffusion de l'information : l'hôtel dans lequel les paysans passent la nuit, généralement tenu par le marchand avec qui ils font affaire, quand ils ne passent pas la nuit chez lui directement. Dans la ville d'Izmir, Mübeccel Kıray a observé que les propriétaires ou gérants d'hôtels profitaient du passage de leur client pour se renseigner sur le village ou le bourg dont ils viennent. Le client peut aussi se servir de l'hôtel pour délivrer de petits paquets ou des messages écrits. Le chauffeur du bus peut aussi remplir cette fonction, en laissant des messages ou des paquets à l'hôtel[137]. Le marché, enfin, on s'en doute, est un lieu important de sociabilité. Même s'ils ont vendu tout ce qu'ils avaient apporté, il n'est pas rare que les paysans restent au marché, pour échanger des nouvelles et discuter[138]. Le marché est d'ailleurs, pour le paysan, un progrès. Jusqu'en 1936, il n'y a pas de lieu ni de jour de marché pour les paysans. Lorsqu'ils arrivent à la ville, ils sont repérés par un employé des *manav*, les vendeurs de fruit et légumes. Le « rabatteur » escorte le paysan jusqu'au magasin du *manav*, qui vend ses produits à haut prix, mais ne lui donne qu'une petite somme d'argent avant de le renvoyer dans son village. Ce n'est qu'en 1936 que le pouvoir municipal parvient à briser le pouvoir de la corporation des *manav*, et qu'un lieu de marché est installé dans la ville, au grand dam des *manav*[139]. Ce sont surtout les élites du bourg qui assurent le lien avec le milieu rural.

B. Les élites rurales des villes : un groupe social nouveau, issu d'un exode rural « par le haut » dans les années 1940

La plupart des hommes du bourg, qu'ils soient marchands, artisans, petits fonctionnaires d'État ou qu'ils s'occupent de service, possèdent, pour la plus grande majorité, des terres dans un village des environs. C'est que, comme Sinan Yıldırmaz l'a très bien montré, l'installation à la ville, dans les années 1930 et 1940 – comme c'était le cas probablement avant aussi – est le fait des classes aisées[140]. Ce n'est pas un exode de la pauvreté.

C'était d'ailleurs de la même façon que s'est passé l'exode rural en France. Citons cette phrase extraite de l'*Histoire de la France rurale*, « C'est alors […] le démarrage de ce processus classique, mais plus intense en France qu'ailleurs, qu'on a baptisé du terme biblique d'exode rural, car on y voyait l'effet de quelque malédiction divine. Ponction salutaire, bien au contraire, et qui porte au début sur les artisans bien plus que sur les exploitants. Mais aussi évasion de matière grise, perte par les campagnes de quantité d'activités non agricoles qui se fixent désormais à la ville, développement d'un complexe d'infériorité dans une paysannerie de plus en plus soumise aux décisions du dehors et aux

[137] Mübeccel Kıray, *Izmir, op. cit*., p. 69.
[138] Paul English, *op. cit*., p. 66.
[139] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediye tarihi*, volume II, p. 117.
[140] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 90.

prix industriels. »[141]. Les paysans les plus pauvres, ceux qui n'ont pas de terres, vont plutôt, dans un premier temps, chercher du travail comme journaliers ou ouvriers agricoles dans d'autres villages, plutôt qu'à la ville. Ils n'ont pas assez de capital pour faire le voyage et ensuite s'installer en ville[142]. L'exode de la misère, du village vers la ville, n'est pas le fait d'hommes jeunes en âge de travailler, mais plutôt de veuves ou d'orphelins qui n'ont plus de moyen de survivre au village, et viennent à la ville pour y mendier.

Jusqu'au milieu des années 1950, les paysans qui viennent s'installer en ville ou dans les bourgs sont plutôt des paysans aisés, qui viennent chercher une vie plus confortable, et des possibilités d'ascension sociale pour leurs enfants. Une enquête sociologique menée dans les années 1960 dans un village des alentours d'Erzurum montre que, parmi les villageois qui veulent émigrer en ville, 38% d'entre veulent partir pour le confort, 15% pour mieux gagner leur vie, et 15% pour faire étudier leurs enfants[143]. En revanche, ces notables n'abandonnent pas leurs propriétés terriennes au village : ils les louent ou les confient en métayage.

A la fin des années 1940, la pression démographique commence à se faire sentir grâce au rattrapage d'après la Première Guerre mondiale d'une part, et aux progrès de la médecine d'autre part. Elle entraîne une forte augmentation de la valeur de la terre, et accélère ce phénomène. Il devient de plus en plus rentable de louer sa terre pour ceux qui en possèdent. Mais ce n'est que la prolongation et l'accélération d'un modèle d'émigration qui existait déjà depuis longtemps. Ces élites du bourg entretiennent d'étroits rapports avec les villages où ils possèdent des terres. Souvent, ils vont y passer l'été, et s'y rendent pour toute occasion particulière. Un sociologue rural qui mène une étude sur des villages dans la région d'Erzurum remarque que les familles les plus influentes du village n'y résident plus : elles se sont installées à Erzurum ou à Sarikamis pour y faire étudier leurs enfants, et ne reviennent dans leurs villages que l'été[144]. Behice Boran, déjà à la fin des années 1930, remarquait que les plus aisés du village ont une maison à Manisa[145]. Marcel Bazin mentionne le cas d'un « *agha* » qui vit dans un immeuble moderne d'Erzurum, sur *Cumhuriyet caddesi*, et se rend tous les jours dans son village à Hasankale, alors même qu'il se situe à plusieurs heures de route[146]. Ils ont aussi des liens familiaux avec le village[147] : la fille d'une famille résidant en ville peut être donnée au village. Ainsi, les bourgs sont souvent scindés entre deux types de quartiers : les quartiers d'« étrangers » au bourg ou à la région, petits fonctionnaires, directeurs d'usine ou instituteurs, qui sont venus habiter le bourg

[141] George Duby et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale : de 1789 à 1914*, volume 3, Maurice Agulhon, Gabriel Désert, et Robert Specklin, *Apogée et crise de la civilisation paysanne*. Paris, Le Seuil, 1992, p. 9.
[142] Sinan Yıldırmaz, *op. cit*., p. 93.
[143] Orhan Türkdoğan, *Doğu köylerinde…, op. cit*., p. 22.
[144] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresinde*…, p. 43 et 61.
[145] Behice Boran, *op. cit*., p. 164.
[146] Marcel Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie ». *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, Juillet-décembre 1969, p. 269-314, p. 284.
[147] Paul Magnarella, *op. cit*., p. 52.

pour leur travail, et les « locaux », très proches du monde rural, dont ils constituent en même temps une forme d'aristocratie. Behice Boran remarque cette rupture très nette entre les différents quartiers du bourg de Manisa ; selon elle, il y a plus de différence entre ces deux quartiers de la ville qu'entre « ville » et « campagne ». Marcel Bazin, lors d'un séjour de quelques années à Erzurum dans les années 1965-1966, remarque aussi cette très nette séparation entre les deux élites de la ville ; les non-locaux et ceux qu'il appelle les « *aghas* »[148].

A partir de la fin des années 1940, sous l'effet de la pression démographique croissante liée au progrès de la médecine[149] et à la fin du vide démographique laissé par les guerres de la fin de l'Empire ottoman, la terre prend énormément de valeur. Ce large mouvement d'augmentation de la valeur de la terre, qui commence dans certaines régions à la fin des années 1930, et, dans beaucoup d'autres, plutôt vers la fin des années 1940, a d'importantes conséquences sur ce mouvement d'exode rural « par le haut ». Plusieurs écrits montrent que les *gecekondu*, des logements précaires construits à la périphérie des grandes villes, ne sont pas des logements de la misère, bien au contraire[150]. Ce type de logement se développe en réaction à la crise du logement, due conjointement à la rareté des matériaux de constructions et à la spéculation des propriétaires immobiliers. En refusant de louer ou de vendre leurs biens immobiliers pour faire monter les prix, ces propriétaires réservent l'acquisition d'un logement aux riches, voire aux très riches[151]. Les paysans aisés qui migrent vers la ville n'ont pas d'autre choix que d'acquérir un logement dans un *gecekondu*. Cette augmentation de la valeur de la terre s'accompagne d'un mouvement de regroupement des terres, qui en est la conséquence. Les *aghas*, une fois installés en ville, louent leurs terres ou les donnent en métayage, ce qui leur assure un revenu minimal. Souvent, ils apprennent en ville un métier : petit fonctionnaire (« *memur* »), marchands de biens agricoles, restaurateur, ou bien ils acquièrent une petite boutique (*esnaf*). Les plus aisés d'entre eux peuvent acheter une fabrique. Par ailleurs, les paysans qui s'endettent auprès de l'*agha*, et ne peuvent pas s'acquitter de leurs dettes, finissent par la céder à l'*agha* auprès de qui ils s'étaient endettés.

Un exemple, qui montre bien ce que ce type social doit à l'augmentation de la valeur de la terre, a été étudié par Mubeccel Kıray dans le village de Karacaören près de Kozan dans le département d'Adana[152]. Dans ce village de *yörüks*, les terres ont été distribuées de façon égale en

[148] Marcel Bazin, art. cité.
[149] Le taux de mortalité commence à chuter en 1944, et le taux de natalité aussi, mais dans une moindre mesure.
[150] Amiran Kurtkan montre que les loyers des *gecekondu* d'Istanbul sont chers, et ne permettraient pas à un paysan pauvre de s'y installer. Amiran Kurtkan, *Şehirleşen Erzurum* ve *Sosyal Mobilite* [L'urbanisation à Erzurum et la mobilité sociale], Tortum kalkınma derneği neşriyatı, Sermet matbaası, İstanbul, 1964.
[151] Ce phénomène est expliqué par un chroniqueur, Ibrahim Sarıibrahimoğlu, dans un journal local, *Bugün*, 24 janvier 1953.
[152] Voir Mübeccel Kıray, *Sosyo-Ekonomik Hayatın Değişen Düzeni: Dört Köyün Monografik Karşılaştırması* [Les changements socio-économiques : une comparaison monographique de quatre villages], Istanbul, Bağlam yayınları, 2000 (1e édition 1970), p. 24.

1887, dans le cadre d'un programme qui visait à sédentariser les tribus nomades. Jusque dans les années 1940, la terre ne signifiait pas grand-chose pour les villageois qui, en plus d'être de tradition nomade, vivait d'une économie fondée sur un élevage extensif et une agriculture de subsistance. Un peu avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, un des villageois est parti s'installer au bourg voisin de Kozan. De là, il a commencé à accorder du crédit aux villageois, puis à accepter leurs terres quand ils n'avaient plus de quoi payer leurs dettes. Cet homme a ainsi acquis de larges propriétés au sein du village, alors que la terre prenait de la valeur, particulièrement dans la région d'Adana. Les villageois sont conscients de l'importance de cet homme. Même s'ils le voient comme un « nouveau riche », ils voient comme quelque chose de positif que son père, resté au village, « se comporte comme un vrai *agha* », c'est-à-dire qu'il essaie de satisfaire aux demandes des paysans qui viennent le voir. Ce nouvel homme fort contrôle le village, en ce qu'il maîtrise le crédit, qu'il peut offrir un emploi aux villageois, et sert de médiateur dans les rapports avec l'extérieur. Inversement, les descendants de la famille des anciens chefs de tribu jouissent encore d'un certain prestige, mais ils ont perdu leur influence sur les villageois, qui ressentent avec force ce changement dans les relations de pouvoir au sein du village. Les enquêtés du village (c'est-à-dire les chefs de famille) sont 39% à estimer que l'homme le plus important du village est l'ancien chef de tribu, et 35% à juger que c'est plutôt l'homme qui réside au bourg et qui leur fait crédit.

La description de ce personnage pourrait s'appliquer à un bon nombre d'hommes récemment arrivés en ville. Il est manifeste que le maintien de relations de clientèles, malgré la distance de la ville au village, est un élément essentiel du pouvoir de cet homme.

C. Des intermédiaires entre ville et campagne

Une fois arrivés en ville, ces paysans aisés gardent des liens étroits avec leur ancien village. Ils peuvent aussi nouer aisément des liens avec le monde rural, dont ils sont issus et qu'ils connaissent intimement. Beaucoup d'auteurs insistent sur le caractère essentiellement rural de ces bourgs de province. Ils correspondent en effet, par leur taille et leur importance, à ce que nous définirions en France comme une commune. Xavier de Planhol nous décrit ces petites villes comme des « agglomérations paysannes »[153], dont la fonction est artisanale, commerciale et administrative. Or même les petites villes, qui vivent de la ruralité, sont des « villes », avec tout ce que cela représente en termes d'institutions, de conscience de soi, et de référence à l'échelle nationale. A partir du moment où ils résident en ville, ils appartiennent, comme le souligne justement Xavier de Planhol, à ce « complexe mystérieux et oppressif, mais d'essence reconnue supérieure, que constitue la civilisation

[153] Xavier de Planhol, *op. cit*., p. 375.

urbaine »[154]. Une fois en ville, ces élites rurales, même si elles se mélangent peu à la population non-locale[155], bénéficient de toute sorte de possibilité de mobilité sociale.

Sorties du monde du village, ces élites peuvent surtout acquérir un réseau qui s'étend bien au-delà d'un seul village. Ce groupe possède la caractéristique essentielle d'appartenir aux deux mondes, rural et urbain. Il est chez lui au village, et il est chez lui aussi en ville où il passe l'hiver. Cette double appartenance peut aussi être une double marginalité[156]. S'il est au village, ce type de personnage a besoin de la ville pour asseoir son pouvoir. A la ville, tout le capital social de ce même personnage dépend de ses relations au village. Mais globalement, ces élites rurales des villes n'appartiennent pas, par leur mode de vie et leurs activités, à un univers social différent de celui des villageois.

Dans le système économique de petites unités fermées sur elles-mêmes telles que le village, les relations économiques sont prises dans un réseau de relations sociales. Les deux parties de l'échange économique se connaissent et partagent des valeurs communes. Ainsi, les relations économiques sont en même temps plus qu'économiques, elles répondent à une logique autre qu'économique[157]. Ainsi, rapidement, le « patron » installé en ville acquiert un pouvoir social sur le villageois. Nous allons voir à présent les différents types de « patrons », marchands de produits agricoles ou de bétail, qui offrent du crédit, et sont en contact direct avec les villageois, chefs de petites entreprises, qui emploient des saisonniers. Les types sociaux ainsi décrits seront plutôt des abstractions, des idéaux-types, et tendent à décrire un type de domination, plutôt que des personnes réelles. Les deux fonctions, celle de marchand et celle du directeur d'usine, peuvent d'ailleurs être plus ou moins combinées chez un seul et même individu.

1. Le marchand : homme de confiance et protecteur du village

Les paysans se méfient des marchands en ville ; ne sachant pas compter, ils ont peur d'être escroqués et craignent aussi l'humiliation de ne pas savoir se comporter lors d'une transaction avec quelqu'un qu'ils ne connaissent pas[158]. Généralement, ils se rendent toujours chez le même marchand avec qui ils établi des relations de confiance, et qui leur fait parfois crédit. Tous les membres d'une même famille se rendent souvent chez le même marchand, ce qui fait que ce dernier aurait beaucoup à perdre à tromper la confiance de l'un ou de l'autre. Le crédit est central dans cette relation : en 1955, une nouvelle publiée dans un journal local d'Adana informe que la récolte a été mauvaise pour les

[154] Xavier de Planhol, *Ibid*., p. 345.
[155] Paul Magnarella, *op. cit*., p. 54 ; Behice Boran, *op. cit*., p. 161 ; Marcel Bazin, art. cité.
[156] Voir aussi l'analyse de la figure du notable que fait Michel Robert, *op. cit*., p. 65. Ces analyses s'appliquent bien aux élites rurales de villes que nous décrivons ici.
[157] Paul Stirling, *op. cit*., p. 81.
[158] *Ibid*., p. 288.

paysans, qui n'ont pas pu payer leurs dettes aux *esnaf* et aux marchands de la ville[159]. Cette simple affirmation montre bien le caractère très répandu de ce type de crédit. Un villageois qui n'a aucun contact en ville risque tout simplement de se faire acheter ses produits à un prix dérisoire par un intermédiaire qui les revendra beaucoup plus cher. Ces intermédiaires n'ont aucun mal à s'entendre entre eux pour fixer des prix très bas lorsqu'ils les achètent aux paysans, et très élevés lorsqu'ils les revendent aux habitants de la ville[160].

Il faut mentionner un autre fait, souligné par Marcel Bazin. C'est que toutes les campagnes ne sont pas agricoles dans la Turquie des années 1930 et 1940. Dans certaines régions, presque toute l'économie des villages repose sur l'artisanat ou l'élevage. Paul Ward English a montré, pour la région de Kerman en Iran[161], que l'activité des paysans dans les villages autour de la ville de Kerman était essentiellement artisanale. Le climat aride de la région de Kerman ne permet pas une activité agricole suivie. Pour poursuivre cette activité artisanale, les paysans devaient se fournir en matières premières à la ville, et vendre ensuite leurs produits à la ville. La matière première est généralement vendue aux villageois par un marchand de la ville (*tüccar*), qui achètera ensuite le produit fini pour le commercialiser. Dans la région d'Erzurum, par exemple, le type d'activité commerciale qui domine est l'élevage. L'activité agricole se limite à une agriculture de subsistance. Pour un village, vivre d'élevage signifie avoir des rapports constants avec la ville, pour vendre les animaux, qui seront ensuite soit exportés vers des régions plus lointaines, soit abattus, pour en faire de la viande, ou du cuir. Les marchands de bétail doivent avoir un réseau assez puissant pour pouvoir sécuriser les routes d'acheminement du bétail. Souvent, ils sont liés aux bouchers et tanneurs de cuir de la ville. Ces patrons ont une relation typique de la relation de clientèle avec les villageois : ils les protègent, leur rendent des services en tout genre, servent aussi de médiateurs dans les conflits des villages[162].

2. Les réseaux du travail saisonnier : le « patron »

Comme le dit Paul Stirling, le travail est l'un des principaux biens d'exportation du village à la ville. Ces migrants sont soit des chefs de famille très pauvres, soit des membres de famille nombreuse, ou encore des propriétaires terriens qui louent leur terre. Les métiers exercés en ville sont souvent dans la construction. Il y a alors une grande différence entre l'ouvrier qualifié (« *usta* ») et l'ouvrier non-

[159] *Yeni Adana*, 4 juillet 1955.
[160] Comme cela était le cas à Erzurum dans les années 1930. Voir Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi, vol. 2*, *op.cit*., p. 116-117.
[161] Paul Ward English, City and village in Iran, settlement and economy in the Kirman basin, University of Wisconsin Press, 1966.
[162] Peter Benedict, « The changing role of provincial towns: a case study from southwestern Turkey », *in* Benedict, Peter, Tümertekin, Erol, et Mansur, Fatma (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leiden, Brill, 1974, p. 260.

qualifié (« *amele* »), celui qui ne fait qu'assembler les briques[163]. Les circuits de recrutement sont étroitement hiérarchisés. Le contrat est passé avec un chef de chantier, qui recrute quelqu'un d'autre pour le travail moins qualifié. Cette personne est chargée elle-même de recruter ses ouvriers, et ainsi de suite jusqu'au travail le moins qualifié. Dès lors, il est essentiel pour les paysans de connaître quelqu'un à la ville de plus qualifié que soi, pour y trouver du travail.

L'autre travail possible est d'être porteur, ou vendeur à la sauvette, mais ces métiers nécessitent aussi d'avoir des contacts en ville, puisque tous ces métiers sont organisés en corporations, qui fonctionnent sur un modèle hiérarchique. Le chef de la corporation, généralement l'homme le plus riche de la profession, maîtrise ces réseaux et il est responsable du recrutement. Les vendeurs à la sauvette (« *işportacı* ») travaillent généralement pour un propriétaire de magasin, qui confie ses produits au vendeur ambulant, qui a pour mission de les vendre dans la rue[164]. Il peut aussi vendre ses produits au vendeur ambulant, qui s'endette ainsi auprès de lui. En février 1955, le congrès annuel des marchands ambulants (« *seyyar esnaf* ») se tient à Adana. Le congrès est présidé par Ragip Batumlu[165], un journaliste et influent homme politique de la ville : son frère, Enver Batumlu, deviendra député du Parti démocrate en 1954. Une chose est sûre : Ragip Batumlu n'est pas, lui, un marchand ambulant, mais c'est lui qui contrôle ces réseaux, et donc certainement ces emplois. C'est le type même du « patron ».

Les relations ainsi nouées sont typiques des relations de clientèle, qui peuvent être définies comme « un rapport entre des individus de statuts économiques et sociaux inégaux (le « patron » et ses « clients »), reposant sur des échanges réciproques de biens et de services et s'établissant sur la base d'un lien personnel habituellement perçu dans les termes de l'obligation morale »[166]. Généralement, le patron ainsi choisi est l'ancien chef de village, ou aura conservé des liens familiaux avec le village. Dans le roman de Orhan Kemal *Sur les terres fertiles*, lorsque les trois villageois arrivent dans la ville d'Adana, et qu'ils cherchent du travail, ils tentent d'aller voir un grand propriétaire terrien qui vient de leur village. Ayant réussi à intercepter sa voiture qui entrait dans la propriété, ils lui parlent de son ancien village. Le patron, finalement, est ému en entendant parler de son ancien village, et il les embauche comme ouvriers agricoles dans son exploitation[167] ; c'est le signe qu'un notable de la ville a des devoirs moraux envers les immigrés qui viennent de son ancien village.

[163] Un roman de l'écrivain d'Adana, Orhan Kemal, *Sur les terres fertiles*, qui raconte ce travail saisonnier, donne des éléments très intéressants pour comprendre cette expérience. Orhan Kemal, *Sur les terres fertiles*, Paris, Gallimard, 1971.
[164] Mubeccel Kıray, Örgütleşemeyen kent, op. cit., p. 74.
[165] *Yeni Adana*, 5 février 1955.
[166] Jean-Louis Briquet, « Clientélisme », Encyclopædia Universalis [en ligne], consulté le 4 mai 2017. URL : http://www.universalis.fr/encyclopedie/clientelisme/
[167] Orhan Kemal, *Sur les terres fertiles*, op. cit.

Le marchand qui traite avec les villageois de son ancien village leur prodigue des conseils, leur sert d'avocat si une affaire les oppose à d'autres villages, les oriente vers des médecins et peut payer pour des soins médicaux, peut financer les enterrements et les mariages de familles pauvres[168]. Paul Magnarella montre que le directeur d'usine, lui aussi, a des relations très personnalisées avec ses employés. Il peut leur demander d'exécuter certains travaux qui sont en-dehors du contrat, et, en échange, les ouvriers peuvent demander des faveurs, comme un emploi pour d'autres membres de leur famille, par exemple. Dans le village de Karahan, du département de Diyarbakır, les paysans ont besoin de crédit pour le fourrage des bêtes de trait. Pour obtenir du crédit, ils s'adressent généralement à un « *agha* » de la ville, un commerçant, ou un homme politique de seconde classe. L'ancien propriétaire du village est également quelqu'un de respecté ; c'est l'une des personnes à qui les villageois s'adressent quand ils vont en ville[169]. Dans le village turkmène alévi de Büyük Kadikoy, dans le département de Diyarbakır, les villageois se plaignent de ce que l'*agha* du village voisin leur fait subir quantité d'avanies. Il vole les fruits, les animaux, fait paître ses animaux sur les champs du village. En l'absence de protecteur, les villageois se sont plaints à la « ville »[170].

3. Imams, müftis, et chefs de confrérie : les hommes de religion, apôtres du Parti démocrate ?

Depuis 1924, les imams et les müftis, c'est-à-dire les responsables départementaux des affaires religieuses, sont nommés par la *Diyanet*, la direction des Affaires religieuses, qui dépend directement du Premier ministre. Ce sont donc des fonctionnaires d'État, même si, souvent, l'imam du village est payé par les villageois eux-mêmes, en vertu d'une taxe particulière. Le salaire versé est très faible. L'imam doit, en théorie, disposer d'une licence attribuée par le müfti du département. En réalité, il semblerait que l'État ait contrôlé les imams et hommes de religion de façon assez lâche[171]. Malgré cela, les imams sont considérés comme des fonctionnaires d'État. Plusieurs ambiguïtés découlent de cette double posture, à la fois homme de religion et fonctionnaire d'État.

a) Etre un imam de village

D'abord, le prestige d'un imam n'est pas automatique. Les analyses des anthropologues et sociologues ruraux qui ont travaillé sur des villages turcs dans les années 1950 sont, à ce sujet,

[168] Paul Magnarella, *op.cit*., p. 53.
[169] Rıfkı Aslan, *op. cit*., p. 148 et 150.
[170] Rıfkı Aslan, *op. cit*., p. 129.
[171] Nathalie Clayer, « Un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique », in Aymes, Marc, Gourisse, Benjamin, Massicard, Elise (dir.), *L'art de l'État en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours.* Paris, Karthala, 2013, p. 103-126.

éclairantes. Paul Stirling montre que la fonction d'imam n'est pas spécialement respectée. Pour tout garçon qui apprend à lire dans une *medrese*, la fonction d'imam est un débouché possible[172]. Un homme pauvre, qui exerce les fonctions d'imam pour gagner sa vie, peut ne pas jouir d'un grand prestige social[173]. Dans son livre, Sıtkı Aras affirme que les imams de village sont « connus pour être pauvres et avares »[174]. D'ailleurs n'est pas rare que les villageois envoient des pétitions à la *Diyanet* pour que leur imam soit remplacé s'il ne donne pas satisfaction aux villageois[175]. La plupart du temps, l'imam jouit malgré tout d'une certaine déférence, il est reçu comme un invité d'honneur dans les chambres de réception (*oda*), et, lors de la prière du vendredi, tout le monde doit l'écouter. Mais ce sont plus son savoir personnel et sa piété qui lui confèrent ce prestige que ses fonctions officielles[176]. Pour quelqu'un qui dispose d'un savoir religieux, la fonction d'imam n'est pas toujours très recherchée[177].

Malgré cela, l'imam connaît bien les villageois : il bénit les naissances, lit le Coran lors des décès, dit les mariages. Si les romans de la littérature de village[178] montrent souvent un conflit d'autorité entre l'imam et l'instituteur, qui incarnent deux types de savoir et deux types de légitimité différents. Les études sociologiques de l'époque, en particulier pour la région d'Erzurum, montrent qu'il n'en est pas forcément ainsi. Pour le village de Kan[179], l'imam et l'instituteur s'entendent bien, ce sont tous deux des natifs du village, et ils ne sont pas fondamentalement différents l'un de l'autre. Dans certains villages, Orhan Türkdoğan indique que l'instituteur est aimé des jeunes, alors que les plus âgés du village ont davantage de respect pour l'imam[180].

Malgré tout, l'imam peut être une figure respectée, notamment s'il a des liens avec des confréries soufies. C'est le cas, par exemple, dans le village de Okur, à Diyarbakır. L'imam a étudié plusieurs années auprès d'un *cheikh* de Lice ; on dit même qu'il était son élève préféré. Pour cette raison, c'est une personnalité influente au sein du village[181]. L'imam du quartier d'Ihmal, à Erzurum, a des disciples dans les villages alentours et c'est une personnalité appréciée, mais c'est parce qu'il est parvenu à se forger un charisme religieux qu'il ne tire pas uniquement de ses fonctions religieuses, qui est lié notamment à sa fréquentation d'autres maîtres prestigieux[182].

---

[172] Paul Stirling, *op. cit*., p. 28.
[173] Paul Stirling, *op. cit*., p. 229.
[174] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 264.
[175] Paul Stirling, *op. cit*., p. 229.
[176] *Ibid*., p. 229.
[177] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 287.
[178] Mahmut Makal, *Un village anatolien : récit d'un instituteur paysan*. Traduit par O. Ceyrac et Güzin Dino, Paris, Plon, 1963.
[179] Orhan Türkdoğan, Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar, op. cit., p. 85.
[180] *Ibid*., p. 32.
[181] Rıfkı Arslan, *op. cit*., p. 157.
[182] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 188.

En ville, il y a environ un imam par mosquée, même s'il est fréquent que les imams travaillent dans plusieurs mosquées ; il peut arriver que les différentes fonctions remplies par l'imam soit assurées par différentes personnes : le *hatip* dit les prêches du vendredi, l'imam conduit la prière. Le *hafiz* est quelqu'un qui sait réciter de mémoire le Coran avec les intonations, mais sans le comprendre. Il est chargé de lire le Coran lors d'occasions nécessitant des offices religieux. À Erzurum, plusieurs diplômés de *medrese* assurent des fonctions de *vaiz* : ils dispensent quelques prêches pour obtenir un revenu complémentaire[183].

Les müftis doivent normalement être titulaires d'un diplôme de l'université de théologie pour pouvoir exercer. Dans les faits, il semblerait que ce ne soit pas toujours le cas : Mehmet Sıddık Solakzade (puis Solakoğlu), qui occupa les fonctions de mufti d'Erzurum de 1910 à 1960[184], est appelé « ouléma », mais il semblerait qu'il soit diplômé d'une *medrese*, et non de l'université de théologie. Le mufti est généralement une personnalité très respectée pour son savoir religieux, mais aussi pour son prestige social : il vient généralement d'une famille aisée de la ville. C'est le cas de Mehmet Sıddık Solakzade.

En tout cas, les muftis et les imams, en tant que fonctionnaires d'État, doivent être tenus à la plus stricte neutralité politique. L'implication d'un imam en politique fait scandale ; c'est d'ailleurs une accusation classique du CHP à l'encontre du DP – alors même que le CHP au pouvoir a exigé des imams une propagande en sa faveur avant les élections de 1946 et de 1950[185]. En 1950, un article du journal CHP d'Erzurum publie l'article suivant :

> « Imam de village ou militant ?
>
> Dans le village de Titkir du département d'Erzurum, la plupart des villageois sont des gens éclairés. Ces derniers jours, il a été décidé qu'un *ocak* du CHP serait ouvert dans le village : les jeunes du village avaient grand désir de se retrouver autour de ce parti révolutionnaire. Mais cette idée de *ocak* a provoqué le retour de certains messieurs usés (« *köhnemiş beyler* »). Dans ce village, une personne du nom de Hacı hoca organise une série de réunions dans lesquelles il fait la propagande du Parti démocrate de façon systématique, au mépris de ses fonctions religieuses. Alors que cet individu, qui vit du revenu que les autres villageois gagnent à la sueur de leur front, qu'ils soient CHP, DP ou indépendants, devrait être impartial, il fait la propagande du Parti démocrate […] »[186].

[183] Comme par exemple Rıza Topçuoğlu, qui est par ailleurs un homme politique local du DP. *Doğu*, 27 mars 1954.
[184] Site du *müftülük* d'Erzurum (http://erzurum.diyanet.gov.tr/Sayfalar/PersonDetail.aspx?MenuCategory=Kurumsal2&PersonelID=138)
[185] Sinan Yildirmaz, *Mass mobilization ... op. cit*., p. 91 [109].
[186] « *Köy imamı mı partici mi* ? » [Imam de village ou militant ?], *Yeni Erzurum*, 23 août 1952.

L'article montre bien le raisonnement du journaliste CHP : l'imam est homme de religion, et la religion est un bien public. L'homme est payé par tout le village, il devrait donc être tenu à l'impartialité la plus stricte.

A partir du moment où le Parti démocrate arrive au pouvoir, les dirigeants du Parti démocrate utilisent néanmoins les imams pour faire leur propagande : pour les élections de 1957, particulièrement, les imams semblent avoir été utilisés pour faire la propagande du parti : lors d'un congrès local du Parti démocrate, en octobre 1958, un responsable du Parti démocrate, Rıfat Çakar – qui est par ailleurs un disciple de Said Nursi – déclare que c'est grâce aux imams que le Parti démocrate a remporté les élections de 1957, ce sont eux qui sont allés dans chaque village pour faire la propagande du parti[187]. C'est pour cette raison, poursuit l'orateur, que les salaires des imams devraient être augmentés. Cette information est sujette à caution ; pourtant, il ne serait pas étonnant que le Parti démocrate au pouvoir ait utilisé ces imams pour faire campagne, dans la mesure où d'autres institutions de l'État étaient sollicitées pour œuvrer pour le Parti[188].

L'impartialité des représentants de l'islam officiel, d'État, est au contraire très bien vue ; le müfti d'Erzurum, Mehmet Sıddık Solakzade, a la réputation d'avoir toujours refusé de se mêler de politique, ce qui lui vaut du respect, même dans les milieux conservateurs. Dans son livre Sıtkı Aras raconte une anecdote qui lui a été rapportée. Dans les derniers mois qui ont précédé le coup d'État du 27 mai 1960, un député vient voir le *müfti* pour lui demander de travailler pour le Parti démocrate. Le *müfti* lui donne la réponse suivante : « Du haut de ma chaire, je dis à l'assemblée : « ô communauté de musulmans ». Vous voulez que je m'adresse à eux en leur disant « ô communauté de membres du DP » ? ». Le député se rend immédiatement à Ankara pour faire destituer le *müfti*. Mais le président de la Diyanet de l'époque est une personne digne ; il propose d'envoyer le *müfti* d'Erzurum dans une ville plus importante encore, Konya[189]. Cette anecdote est racontée au milieu de bien d'autres qui ont pour but d'édifier le lecteur et de glorifier le grand homme. Le député du Parti démocrate, ici, est présenté comme le méchant de l'histoire, et demander au *müfti* de faire la propagande du Parti démocrate est présenté comme une demande indigne, même par un auteur conservateur.

Pourtant, le *müfti*, à Erzurum[190], est une personnalité officielle importante ; il peut arriver qu'il accomplisse les tâches réservées au gouverneur de la ville. En 1956, lorsqu'un nouveau centre de

[187] *Doğu*, 13 octobre 1958.
[188] Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », Politix, 3/2014 (n° 107), p. 195-218.
[189] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 160.
[190] Ce n'est pas le cas dans les autres départements que nous avons étudiés.

santé est inauguré à Hasankale, c'est le *müfti* qui coupe le ruban pour l'inauguration[191] ; en 1958, l'ouverture d'une usine de sucre se fait en présence du *müfti*, qui fait un discours[192].

b) Chefs de confrérie

L'engagement des chefs de confrérie est visible, au niveau local comme au niveau national. Au niveau national, Thierry Zarcone remarque que de nombreux chefs de confrérie deviennent députés en 1950[193]. Pour n'en citer que quelques uns, Kasım Küfrevi, député de Ağrı, Hacı Şeyh Ömer Cevheri[194], député d'Urfa, Selahattin Inan, député de Bitlis sur les listes du Parti démocrate de 1954 à 1960, se sont tenus au côté du Parti démocrate pendant la période[195]. Au niveau local, à Diyarbakır par exemple, les *cheikh* Altunakar s'engagent en politique auprès du DP[196]. À Erzurum, Fethullah Taşkesenlioğlu[197], un chef de confrérie kurde, est très influent dans la politique locale ; il devient député en 1957.

L'engagement des chefs de confrérie en politique a fait l'objet de beaucoup de fantasmes[198]. En 1960, plusieurs aghas et chefs de confrérie kurdes sont envoyés dans un camp près de Sivas par la junte militaire ; on considère que leur influence sociale est trop grande et beaucoup trop dangereuse, qu'ils seraient capables de fomenter un contre-coup d'État ou une autre révolte kurde[199]. Beaucoup de sources indiquent la croyance en un pouvoir presque magique des chefs de confrérie. Lors de son retour à Diyarbakır, Şahin Cizrelioğlu, qui était parti en exil avec sa famille, tombe malade à l'été 1946. Des voisins lui apportent un peu de poussière dans une boîte d'allumettes vide, en lui disant que c'est la poussière de la voiture du cheikh, que c'est un bon médicament contre le mal de tête[200]. Tarık Ziya Ekinci raconte aussi qu'il a vu passer dans un village un *cheikh* tyrannique et brutal, qui fait boire son cheval dans la réserve d'eau du village et violente les villageois ; personne ne dit rien, parce que tout le monde a peur des pouvoirs magiques du *cheikh*[201].

---

[191] *Hür söz*, 25 mai 1956.
[192] *Hakimiyet*, 1er octobre 1958.
[193] Thierry Zarcone, *op. cit*., p. 165.
[194] Son fils, Necmettin Cevheri, et son petit-fils, Ibrahim Cevher Cevheri, se sont tous les deux engagés en politique au côté des partis de la droite de gouvernement.
[195] Cette tradition se poursuivra avec les autres partis de la droite de gouvernement. Abdellatif Ensarioğlu entrera plus tard en politique auprès du Parti de la justice (*Adalet Partisi*), et sa descendance est engagée au côté de l'AKP.
[196] *Yeni Şark*, 3 octobre 1951 ; Orhan Miroğlu, *op. cit*., p. 121.
[197] La famille Taşkesenlioğlu reste influente en politique : Zehra Taşkesenlioğlu est députée AKP d'Erzurum depuis 2015.
[198] Voir annexe n°6, « Quelques caricatures sur le Parti démocrate et la religion ».
[199] Hamit Bozarslan, « Kurds and the Turkish state » *in* Reşat Kasaba (dir.), *The Cambridge History of Turkey*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 333‑356.
[200] Seyhmus Diken*, op. cit.,* p. 216.
[201] Tarık Ziya Ekinci, p. 271.

Pourtant, ces sources ne doivent pas nous permettre de conclure que les chefs de confrérie avaient une autorité naturelle sur leurs disciples, et qu'ils étaient capables de manipuler facilement les électeurs à leur avantage. D'abord, il ne faut pas forcément prendre ces anecdotes comme des faits représentatifs d'une situation générale. Il faut souligner que ces deux anecdotes sont racontées par de jeunes hommes kurdes diplômés, qui reviennent d'Istanbul ou de l'Ouest du pays, où ils ont fréquenté l'université. Le choc du retour au pays se mêle étroitement au sentiment que le Kurdistan a été laissé dans l'obscurantisme, et livré au pouvoir de potentats iniques. C'est presque un lieu commun, pour les intellectuels kurdes, que de dénoncer l'imposture des *cheikh*[202].

Quant aux chefs de confrérie qui deviennent députés, nous avons vu que le processus pour devenir député était étroitement contrôlé par le siège national du parti. Il est tout à fait possible que les dirigeants nationaux du parti aient choisi des chefs de confrérie pour être candidats sur leurs listes en raison de l'influence qu'ils imaginaient qu'ils avaient. Le petit-fils du *cheikh* Said, par exemple, Abdülmelik Firat, se voit proposer un poste de député par Menderes, qui pense que sa candidature permettra au parti de remporter les élections[203].

Ismail Beşikçi défend l'idée selon laquelle les chefs de confrérie, dans les années 1950, apparaissent plus comme de grands propriétaires terriens que comme des détenteurs d'un pouvoir religieux : ce sont sûrement, en réalité, les deux à la fois[204]. Dans les sources de la presse locale, il apparaît que les chefs de confrérie sont des hommes politiques comme les autres. Leur pouvoir religieux est certainement une source de charisme, mais au même titre que d'autres, comme la richesse, la propriété terrienne, etc. Le seul acteur de la vie politique locale, à Erzurum, dont nous avons pu repérer qu'il était chef de confrérie, Fethullah Taşkesenlioğlu[205], était aussi, comme nous le verrons, un proche de Said Nursi, ou, du moins, il a fait l'intermédiaire entre Said Nursi et certains dirigeants du Parti démocrate, dont Adnan Menderes. Ainsi, il est difficile de déterminer les ressorts de son succès en politique, ou du moins, de le lier clairement à son statut de chef de confrérie.

Le suffrage universel donne à ces intermédiaires culturels, marchands, patrons, imams, chefs de confrérie, un pouvoir énorme par rapport aux notables du CHP, qui étaient des élites cooptées. En effet, les campagnes deviennent, avec le suffrage universel, des réservoirs de voix ; la proximité aux campagnes et au monde rural place ce nouveau groupe, les élites rurales des villes, dans une position de force pour conquérir des postes électifs.

---

[202] Voir aussi Musa Anter, *op. cit*., p. 307.
[203] Ferzende Kaya, *Mezopotamya sürgünü: Abdülmelik Fırat'ın yaşam öyküsü* [L'exil en Mésopotamie. Histoire de la vie d'Abdülmelik Firat], Avesta Yayınları, 2003, p. 102.
[204] Ismail Beşikçi, *Doğu Anadolu…*, *op. cit.,* p. 653. Voir aussi Rıfkı Arslan, *op. cit*., p. 110.
[205] Ni les sources de la presse locale, ni les sources officielles (l'album du parlement) n'en font mention. Nous avons rencontré le fils de Fethullah Taşkesenlioğlu, Fahrettin Taşkesenlioğlu – qui a lui-même été député – qui n'en a fait aucune mention non plus.

III. L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate : l'essor de nouvelles élites.

L'entrée en politique de ces nouvelles élites se fait sous l'effet d'une double dynamique. Premièrement, une rivalité avec les groupes qui avaient été cooptés par le CHP, que nous appellerons ici les « grandes familles ». Au niveau local, l'entrée en politique des élites du Parti démocrate est aussi la lutte d'un groupe montant, les élites rurales des villes, contre les élites bien ancrées du CHP. Deuxièmement, le suffrage universel permet à ces nouveaux groupes de convertir leur capital social, très vaste, en ressources politiques.

Comme le dit Jean-Louis Briquet pour un contexte différent, celui de la France d'après 1848, « Le suffrage universel révèle des dépendances sociales qui se sont constituées dans les communautés rurales bien avant 1848 »[206]. Ce faisant, le lien clientélaire lie plus étroitement encore les villageois à ces élites rurales des villes. Enfin, c'est à ce moment que, de plus en plus, le pouvoir local signifie avoir accès aux ressources étatiques. Comme le dit Elise Massicard pour la période plus récente, le notable ne fournit pas des biens qui lui appartiennent en propre, mais « fournit l'accès à des ressources qu'il ne possède ni ne contrôle », faisant ici figure plus d'intermédiaire que de patron. De plus en plus, le pouvoir local procède « d'une capacité à s'insérer dans des réseaux de pouvoir et à contrôler des circuits de médiation entre l'espace local et les institutions étatiques ». Les stratégies de notabilisation se transforment en conséquence ; l'acquisition d'un poste électif ou d'une proximité au pouvoir politique est une source de pouvoir bien plus importante que les ressources économiques[207].

A l'instar de Jean-Louis Briquet, nous montrerons donc, ici, les « modalités par lesquelles des rapports sociaux hétérogènes (liens familiaux, relations de solidarité, dépendance économique) sont politiquement finalisés, à partir desquelles s'instituent les relations (…) entre le politique et le social »[208]. Cette porosité entre le social et le politique nous permet d'aborder le clientélisme dans une perspective de sociologie électorale, comme l'une des pratiques notabiliaires qui permet d'expliquer comment, selon quelles « modalités multiples », un parti est lié à son électorat[209]. Cette troisième partie s'intéressera donc à la question des entrepreneurs de la politique[210], qui ont une importance centrale dans ces processus de politisation. Après tout, Michel Offerlé ne définissait-il pas la mobilisation électorale comme le « résultat de l'ensemble des incitations par lesquelles des

[206] Jean-Louis Briquet, La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse, op.cit., p. 103.
[207] Elise Massicard, « Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur ». Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, vol. 17, n°67, Troisième trimestre 2004, p. 101-127.
[208] Jean-Louis Briquet, La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse, op.cit., p. 43.
[209] L'étude des liens clientélaires et, partant, de cet ancrage du politique dans le social lors des élections d'avril 2002 au Vanuatu, dans le Sud-Pacifique, a été réalisée dans un film documentaire, *Grassroots, ceux qui votent*, film réalisé par Eric Wittersheim, France, 2003, 85 minutes.
[210] « A person who builds and manages an enterprise for the pursuit of profit in the course of which he innovates and takes risks may be called an entrepreneur », Jérémy Boissevain, *op. cit*., p. 147.

entrepreneurs politiques travaillent à créer l'accoutumance au vote ou à réactiver à leur profit l'orientation passive ou active vers le marché politique que les mécanismes de la mobilisation politique au sens large ont contribué à générer. »[211] ?

Cette interaction complexe entre des structures et des aspirations locales et des entrepreneurs de la politique nous permettra d'observer ce que Maurice Agulhon considérait comme la définition même de la politisation : la transformation d'expériences anciennes au contact des nouveaux cadres de la démocratie. L'entrepreneur peut être défini comme quelqu'un qui « fonde et gère une entreprise pour la recherche du profit, au cours de laquelle il innove et prend des risques »[212]. Nous nous arrêterons donc ici pour tenter de porter un regard sociologique sur les élites qui prennent en charge la mobilisation pour le Parti démocrate. L'implantation du parti se fait par pénétration territoriale, pour reprendre la typologie de Panebianco[213], mais le parti s'appuie aussi sur des entrepreneurs locaux, qui agissent avec leur propre réseau et leurs propres compétences[214]. La mobilisation pour le Parti démocrate a été déléguée, pour une large mesure, à ces entrepreneurs locaux. Comprendre ces élites c'est aussi, finalement, comprendre comment s'est faite la mobilisation pour le Parti démocrate.

A. Un conflit au sein des élites locales : les élites rurales des villes contre les grandes familles

Şerif Mardin affirme que le Parti démocrate – et les partis de droite après lui – ont réussi à développer un réseau local beaucoup plus important que le CHP, et notamment à s'appuyer sur les élites locales – en particulier les propriétaires terriens – ce que le CHP n'aurait pas réussi à faire[215]. Ergun Özbudun affirme quant à lui que le Parti démocrate est le produit d'une alliance entre la bourgeoisie industrielle, la bourgeoisie locale et la haute fonction publique. Tarik Zafer Tunaya y voit l'alliance de la bourgeoisie commerciale et industrielle avec les propriétaires terriens[216]. Or force est de constater que le CHP du parti unique s'appuyait déjà largement sur les notables locaux, au premier rang desquels les propriétaires terriens[217]. D'ailleurs les « *eşraf* », les élites traditionnelles, se tiennent relativement éloignées du DP dans un premier temps.

---

[211] « Mobilisation électorale et invention du citoyen. L'exemple du milieu urbain français à la fin du XIX[e] siècle. », in Daniel Gaxie (dir.), *Explication du vote, un bilan des études électorales en France*, Références, presses de la FNSP, 1985, p. 161.
[212] Jeremy Boissevain, *op. cit*., p. 147.
[213] Angelo Panebianco, *op. cit*.
[214] C'est d'ailleurs encore le cas pour les partis politiques turcs contemporains. Elise Massicard l'a bien montré dans son étude de la campagne du CHP à Adana pour les élections de 2004. Voir Layla Baamara *et alii*, *op. cit*., p. 106.
[215] Şerif Mardin, « Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics? », *Daedalus*, Vol. 102, N° 1, Post-Traditional Societies, automne 1973, p. 169-190.
[216] Voir *Hıfzı Topuz, Hüsamettin Ünsal* (dir.), *Cumhuriyet*'in *Beş Dönemeci*, [Cinq tournants de la République], İzmir, Sergi Yayınevi, 1984, p. 115. Cité dans Cemil Koçak, *iktidar ve demokratlar*, *op. cit.*, p. 185.
[217] Horst Unbehaun, *op. cit*., p. 141.

C'est presque un lieu commun que de dire que le CHP s'est appuyé sur les « élites locales » pour asseoir son pouvoir. Dans le combat nationaliste des années 1919-1923, Mustafa Kemal s'est appuyé sur les notables des bourgs, avocats, gérants de *vakif*, oulémas, qui avaient beaucoup à perdre du règlement du conflit tel qu'il était proposé par le traité de Sèvres. Souvent, les alliances que passe le pouvoir kémaliste à ce moment-là sont perpétuées durant toute la période républicaine ; cette alliance repose aussi, en fait, sur une forme d'exclusion de ces élites de tout accès au pouvoir national. Il suffit de voir les rapports catastrophés des inspecteurs du parti, dans les années 1930, pour comprendre que le CHP avait donné carte blanche à ces familles. Les dynasties locales ainsi fondées tirent des gains importants de la maîtrise de la branche locale du parti, et n'ont aucun intérêt à le voir partagé. Ce faisant, ils représentent rapidement, aux yeux de tous les habitants locaux, une clique de corrompus, jaloux de leur pouvoir. Cem Emrence a bien montré que le monopole du port d'Izmir, qui a été accordé à une famille en particulier, a suscité de lourdes critiques de la part de tous les commerçants[218]. Dans le département d'Erzurum, aussi, un rapport de 1931 indique que les responsables du parti ne sont pas appréciés du « peuple »[219]. Les nouvelles élites locales, qui porteront plus tard la mobilisation pour le Parti démocrate, entretiennent des liens très étroits avec les campagnes, et le monde rural dont ils sont issus.

Chez tous les historiens de la politisation pour la France du XIXe siècle, il y a un type social très clair du « notable » traditionnel, l'aristocrate terrien, qui exerce une influence presque naturelle sur les paysans d'un village. Cette catégorie du notable exclut tous les autres types de « patrons », ce qui permet à Maurice Agulhon de développer le terme de « patronage démocratique » pour désigner un autre type d'influence « d'en haut » sur les villageois. Pour la Turquie des années 1940-1950, il n'y a pas de type aussi bien défini que le notable traditionnel, à part peut-être dans certaines régions du Sud-Est du pays, où domine la très grande propriété terrienne. En Turquie, la différence est beaucoup plus mince entre les notables « traditionnels » et les nouveaux notables, qui entrent en politique au côté du DP. Les deux appartiennent plus ou moins au même type social. Toutefois, la notion de « patronage démocratique », développée par Maurice Agulhon, est utile, puisqu'elle nous permet de mettre en cause la séparation faite, parfois de façon artificielle, entre « patrons » et « militants ».

Le CHP aussi s'est appuyé sur des élites locales. Or l'échec du CHP aux élections de 1950 est aussi un échec de ces élites locales du CHP. Quelle différence pouvons-nous faire entre les élites locales du CHP et les élites rurales des villes, qui entrent en politique au côté du DP en 1946 ?

[218] Cem Emrence, *op. cit*., p. 65.
[219] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi tarihinde…op. cit*., p. 21.

1. Fondateurs locaux du DP et responsables locaux du CHP

Les élites cooptées par le CHP ont, à l'origine, le même type social que les chefs de village émigrés en ville que nous venons de décrire. Toutefois, les élites du CHP sont d'un type de notabilité beaucoup plus ancienne, et surtout, ils gardent jalousement le pouvoir, bloquant l'entrée de tout nouvel arrivant en politique. Les familles qui ont été cooptées par le CHP tirent de nombreux gains de leur pouvoir politique, qui leur permet d'asseoir des dynasties économiques. Enfin, le pouvoir leur étant donné, ils n'ont pas besoin d'entretenir des liens particuliers avec les campagnes, ni de se rendre éligible en rendant des services à leurs électeurs.

Une notabilité ancienne

Comme nous avons essayé de le montrer dans la partie introductive, les notables qui prennent la tête du CHP local sont généralement ceux qui sont arrivés au pouvoir en 1908. À Diyarbakır, par exemple, nous avions montré que les élites du Comité Union et Progrès, qui arrivent au pouvoir en 1908 et collaborent largement avec l'État turc dans l'exécution du génocide arménien, sont récompensées pour cela, et continuent de régner sur la ville jusqu'aux années 1950. Lorsqu'ouvre une branche locale du CHP en 1944, ces sont les Pirinççioğlu et les Tigrel qui prennent naturellement la tête de l'organisation locale du parti[220]. À Erzurum, un inspecteur du parti rapporte en 1934 que les responsables locaux sont vieux et peu aimés du peuple[221]. Il s'agit en effet, pour la plupart, de notables urbains présents en politique depuis les débuts de la lutte nationaliste. À Adana, il s'agit des grands propriétaires terriens, qui avaient pris parti pour Mustafa Kemal dans le combat nationaliste[222]. À Izmir, de grands marchands sunnites. De quel type social sont ces notables ? Ils ont, presque tous, une assise terrienne. Ce sont, au départ, des propriétaires terriens. Mais ils ont souvent acquis un titre universitaire, qui font d'eux des médecins ou des avocats, parfois des magistrats. Ils tirent parfois leur prestige d'un titre religieux : ce sont des oulémas, ou des gérants de fondations religieuses (*vakif*).

En quoi les élites rurales des bourgs sont différentes ? Notables, les élites rurales des villes le sont aussi, mais ce sont des notables de moins grande ampleur. Ils disposent de moins de prestige et de ressources économiques moindres ; pour les élites du CHP, la proximité au pouvoir politique leur a permis de s'enrichir. Richard D. Robinson, dans une lettre de juillet 1948, explique bien comment le chef de la branche locale du CHP contrôle toutes les entreprises de ciment de la ville, de façon à

[220] Cf archives BCA 490.0.001.000.000.152.609.1
[221] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi… op. cit.*, p. 21.
[222] Uğur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *op. cit.*, p. 125.

n'avoir aucun adversaire[223]. C'est une autre grande famille qui hérite du monopole du port d'Izmir ; les abus sont nombreux.

Une « clique » corrompue

Les élites locales du CHP ferment considérablement l'accès au pouvoir ; elles n'ont aucun intérêt à partager le pouvoir avec des familles qui pourraient avoir des intérêts opposés, notamment sur le plan économique. Ainsi, ces familles, qui abusent de leur pouvoir, génèrent de graves rancœurs, en fermant totalement le champ politique aux nouvelles élites urbaines et aux propriétaires terriens nouvellement arrivés en ville. En d'autres termes, les élites du CHP se renouvellent très peu, et laissent largement en-dehors des responsabilités politiques d'autres qui aimeraient pouvoir y accéder. Ces familles du CHP sont aussi les figures locales du pouvoir du CHP, qui mène des politiques parfois tout à fait contraires aux intérêts de ces nouvelles classes montantes. Pour la crise de 1929, Cem Emrence montre très bien comme les marchands de biens agricoles, ces intermédiaires entre ville et campagne, qui généralement résident au bourg, sont les premiers à pâtir des politiques du CHP[224]. L'auteur nous montre que la mobilisation pour le Parti républicain libre est en même temps une mobilisation contre les grandes familles qui représentaient le CHP.

Un terme émique peut nous aider à comprendre la classe des « anciens notables » représentés par les élites locales du CHP : le terme de « *esraf* ». *Esraf*, qui signifie au départ « noble », en vient à signifier tout simplement un notable. C'était le terme courant lorsque Mustafa Kemal et son mouvement – qui devient parti – prennent le pouvoir en 1924. Par ailleurs, la proximité au pouvoir politique, et donc la détention d'une responsabilité au sein du parti étant une dimension importante de la définition du notable, le terme de *eşraf* en vient plus ou moins à signifier les responsables du CHP au niveau local. Pour ces élites rurales, le lien avec le monde rural ne se maintient pas de façon naturelle, et il faut l'entretenir. Tarık Ziya Ekinci raconte que son père, qui possède quelques villages dans le canton de Lice, s'est installé en ville, où il était *memur*, petit fonctionnaire d'État. Il souhaite conserver son pouvoir sur les villages dans lesquels il possède des terres, mais n'y parvient pas : par exemple, comme il habite en ville, on l'appelle « *Kamil efendi* », un titre de respect qui a une connotation beaucoup plus urbaine, plutôt que « *Kamil ağa* »[225]. Comme le raconte Tarık Ziya Ekinci, son père croit encore au système féodal des *aghas*, l'« *ağalık* », et ne veut pas accepter qu'il est devenu urbain. L'affaire se termine par un événement tragique : le père envoie son plus jeune fils le représenter dans les affaires du village, en lui donnant une arme. Ce dernier se dispute avec les paysans, et meurt assassiné au cours d'une rixe. Pour Tarık Ziya Ekinci, cette affaire symbolise

[223] Richard Robinson, lettre 11 au ICWA, du 31 juillet 1948.
[224] Cem Emrence, *op. cit*., p. 64.
[225] Tarık Ziya Ekinci, *Lice'den Paris'e anılarım*. [Mes mémoires, de Lice à Paris], İletişim yayınları, Istanbul, 2010, p. 251.

l'absurdité de vouloir s'accrocher à un ordre social finissant ; elle nous renseigne toutefois sur la structure des élites rurales. Habiter en ville ne signifie pas, pour un propriétaire terrien, renoncer à faire la loi au village.

Ces élites se tiennent relativement éloignées du DP, et restent fidèles au CHP. Une étude des branches locales du CHP pendant la période de parti unique montre que le CHP a choisi de s'appuyer sur les familles les plus puissantes localement pour se faire une légitimité[226]. Avant les élections de 1950, un marchand connu de Trabzon raconte qu'un haut responsable du CHP vient le voir, et insiste pour qu'il l'accompagne au congrès du CHP. Le marchand refuse ; Faik Ahmet Barutçu insiste tant et si bien que, finalement, le marchand accepte de se rendre avec lui au congrès. Sur le chemin du retour, il lui demande pourquoi il a tant insisté pour le faire venir au congrès. « Toi, tu es un marchand connu », lui réplique Ahmet Faik Barutçu. « Tu fais affaire avec beaucoup de villages, beaucoup de producteurs. S'ils te voient au congrès, ou si l'un d'entre eux rapporte que tu étais au congrès, ce sera bien pour nous. Eux aussi, ils voteront pour nous… »[227]. Comme le résume Cemil Koçak, « Le pouvoir CHP avait livré, en ville et à la campagne, le pouvoir de domination économique et social aux mains de groupes précis. […] Désormais, la concurrence politique avait pour but de briser ce monopole, et de mettre fin à ces privilèges. »[228].

Or le CHP a choisi de s'appuyer sur les élites sociales qu'ils croyaient être puissantes. Or les hommes politiques issus des élites « traditionnelles » ne réussissent pas forcément en politique : Canıp Yıldırım raconte que Muhittin Cağı, un avocat de Diyarbakır, se présente régulièrement aux élections sur les listes du CHP. Il vient d'une famille d'oulémas renommés, donc de ce qu'on pourrait appeler l'aristocratie urbaine de la ville. Mais, précisément pour cette raison, il ne dispose d'aucune clientèle, il n'a aucun réseau dans les villages et il lui est difficile de gagner des voix : il n'a jamais pu gagner une seule élection[229].

2. Les entrepreneurs politiques du Parti démocrate : une nouvelle élite locale

La conversion d'un capital social en capital politique n'est pas sans risque. C'est pour cette raison que nous pouvons définir les fondateurs des branches locales du Parti démocrate, dans les petites villes et les campagnes, comme des entrepreneurs politiques. Les fondateurs des branches locales du DP, dans le département d'Izmir, ont le type des élites rurales que nous avons tenté de

[226] Murat Metinsoy, « *Kemalizmin Taşrası… »,* art. cité ; Murat Küçükuğurlu *Türk siyasi…, op. cit.*, p. 19.
[227] Hikmet Bil « Büyük röportaj : seçimler yaklaşırken… Memleketin nabzını yokluyoruz ! 13 » Hürriyet, 24 février 1950, cité dans Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 152.
[228] Cemil Koçak, Türkiye'de…, vol 2, Iktidar ve demokratlar, op. cit., p. 190.
[229] Orhan Miroğlu, *op. cit*., p. 40.

décrire dans la 2e partie. Sur les 54 fondateurs de branches locales du parti dans le département d'Izmir dont la profession est connue[230], presque tous ont ce double ancrage en ville et dans le monde rural. Tous résident dans les bourgs du département. Le groupe des gens qui sont définis comme « propriétaires terriens » est le plus important : 14 sur 54. Mais les autres groupes, les fonctionnaires retraités, les propriétaires de boutique (*esnaf*), commerçants ou propriétaires de fabrique, combinent généralement cette activité avec les revenus de la terre. A Saip, un ancien percepteur d'impôts est encore propriétaire de café. Beaucoup d'anciens juges se font avocats après la retraite. A Kemalpaşa un tailleur est aussi vigneron. A Tire, un ancien comptable de la banque pour les *esnaf* (*Esnaf ve ahali bankası)*, a acheté une fabrique de farine pour venir en aide à sa famille. La plupart d'entre eux sont diplômés de l'école primaire.

Ils peuvent être regroupés en trois types sociaux, qui, en fait, ne sont pas si séparés les uns des autres qu'on ne peut le penser : les marchands, les propriétaires terriens et les professions libérales. Ceux qui sont désignés par le terme « *tütüncü* », mot à mot « qui s'occupe de tabac », sont probablement des marchands de tabac, qui disposent aussi de larges terres à cultiver. D'autres sont décrits comme s'occupant d'« agriculture et de commerce » (« *ziraat ve ticaretle meşgüldurler* »)[231]. Il y a aussi de nombreux petits fonctionnaires d'État « locaux », ce qui remet en cause l'idée selon laquelle les petits fonctionnaires étaient restés fidèles au CHP. 8 sont des fonctionnaires d'État – souvent retraités. Un médecin militaire à la retraite, un ancien commissaire de police et un ancien sergent de gendarmerie.

« Pendant toute la période où je suis resté à Tokat », dit un journaliste de Cumhuriyet en 1950, « je n'ai pas croisé un seul candidat démocrate. Ils étaient tous en train de faire campagne dans les villages. »[232]. « On m'a fait rencontrer un candidat CHP », poursuit le journaliste. « Quelqu'un qui avait étudié en Suisse, une personne aux manières distinguées. Le seul problème, c'est qu'il s'était habillé comme un *sportman* qui serait allé faire une randonnée dans les montagnes suisses. Des chaussures en cuir à double semelle, un pantalon de golf, une veste de sport à larges épaulettes, des lunettes de neige à monture épaisse. Ses chaussures étaient si lourdes qu'il avait du mal à marcher. Je mentirais si je disais que je ne me suis pas demandé avec une certaine curiosité ce que nos paysans penseraient d'un orateur accoutré de façon si moderne. À l'inverse, les députés démocrates allaient dans les villages avec des *çarık* (sandales de cuir qui étaient la chaussure du paysan) aux pieds. ». Cette anecdote en dit long sur la distance sociale des candidats CHP au monde rural. Habillé richement, comme un touriste, le candidat CHP montre qu'il ne connaît pas le monde rural, voire qu'il y est parfaitement étranger. Il n'est pas naturel, pour lui, d'aller dans les villages. Ce n'est pas le cas

[230] Archives BCA 490.01.444.1833.1.105. Voir annexe n°3.
[231] Archives BCA 490.01.444.1833.1.119. Voir annexe n°3.
[232] Nejdet Evliyagil « *Moda elbiseli adaylar* » [« Des candidats avec des vêtements de mode »], *Cumhuriyet*, 9 mai 1950, cité dans Sinan Yıldırmaz, *Mass mobilization*…, *op. cit*., p. 113 [132].

des candidats du Parti démocrate qui, visiblement passent leur temps à faire campagne dans les villages, et habillés en paysans. Plusieurs rapports du CHP se plaignent de ce que le Parti démocrate mène campagne dans les villages[233]. À Erzurum, Veli Kitapçigil, qui a été *vali* d'Erzurum, raconte dans ses mémoires que le Parti démocrate, contrairement au CHP, n'est pas le parti des *aghas*, mais que ce sont des gens « simples », « modestes », qui ont été élus à des postes de responsabilité au sein du parti. À l'inverse, dit-il, les membres du CHP sont vraiment les *esraf*, les nobliaux du coin : des membres de familles riches et connues, qui ont des terres dans les villages, des biens immobiliers et des magasins en ville[234].

Dans le cas décrit par Maurice Agulhon, les petits bourgeois des gros villages urbanisés et des fausses villes ont accompagné et porté la conversion des campagnes à des idéaux de gauche, parce qu'ils partageaient avec ces derniers une proximité géographie et surtout mentale. « Passeurs de l'idée démocratique, les petits bourgeois des bourgs provençaux le furent aisément pour deux raisons : ils partageaient avec les ruraux une proximité géographique et sociale, et ils surent traduire des dispositions vernaculaires en discours politique. », comme le résume Laurent Le Gall[235].

B. Du capital social au capital politique : ce que le suffrage universel fait au social

« Le suffrage universel libéra des appétits, transforma des équilibres locaux, renforça les positions de certains alors qu'il mettait en péril le statut des autres »[236]. Cette phrase, qui s'applique à la France du XIXe siècle, s'applique bien aussi à la Turquie des années 1940. Avec le suffrage universel, avoir un large réseau dans les campagnes devient une ressource inestimable. Il ne suffit pas d'avoir été coopté par des dirigeants nationaux du CHP. Le suffrage universel représente donc la naissance du clientélisme politique : nous verrons que l'échange, de la réciprocité, est au cœur du lien de clientèle.

1. La naissance du clientélisme politique comme voie de la politisation et pouvoir au peuple

On voit que l'échange clientélaire « façonne les formes habituelles de certains rapports sociaux »[237], c'est donc un « moyen privilégié de la politisation » dans certains contextes historiques, en ce qu'il montre l'ancrage du politique dans la vie quotidienne. Jean-Louis Briquet définit le rapport de clientèle comme un échange réciproque de services entre des individus de statuts sociaux inégaux

[233] Archives BCA 490.01.444.1833.1.10. Voir annexe n'°3.
[234] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi*…, p. 430-431.
[235] Laurent Le Gall, art. cité, p. 113.
[236] *Ibid*., p.130.
[237] Jean-Louis Briquet, La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse, op.cit., p. 101.

(le « patron » et ses « clients »)[238]. Selon l'auteur, ce qui compte n'est pas tant de voir dans le clientélisme un reliquat de la tradition, mais de « décrire les systèmes autonomes de perception du politique qui y sont engagés », et de « comprendre les raisons de leur perpétuation dans des contextes politiques évolutifs »[239]. Cette notion nous permet d'analyser des « modalités concrètes du changement politique, qui ne peut être assimilé à un processus continu et homogène d'apprentissage d'une modernité univoque. ». Frank O'Gorman développe le concept de « déférence mutuelle » pour caractériser cette relation[240]. Le clientélisme électoral est un bouleversement des ordres du pouvoir ; comme le montre Camille Goirand, « le pluralisme politique met l'électeur en position de force »[241].

La relation de réciprocité est essentielle dans le lien clientélaire ; en promettant leur vote, ou en choisissant de le retirer s'ils ne sont pas satisfaits, les paysans acquièrent un moyen de pression et de négociation. Dans un congrès du CHP du canton de Hinis, les participants au congrès expriment deux requêtes : que les routes soient réparées, et que les prix du maïs soient fixés. Si le CHP ne fait rien pour cela, ils rejoindront le DP[242]. La dépendance économique n'explique pas tout ; il y a une dépendance morale, un lien moral entre le protecteur et ses protégés. C'est avec le suffrage universel que se forme véritablement ce lien clientélaire.

2. La nature du lien clientélaire : un contrat moral réciproque

Il y a, bien sûr, une dimension matérielle dans l'échange clientélaire, qui suit un schéma simple, voix contre avantages concrets. Nous ne souhaitons pas multiplier ici les anecdotes qui montrent que le facteur clientélaire a joué un grand rôle dans le vote pour le Parti démocrate en 1950. Dans les congrès locaux des partis, les requêtes des membres et des délégués sont souvent très concrètes ; elles concernent l'installation de l'eau courante dans tel village, la fabrication d'un pont, la construction d'une école ; il s'agit en somme de « biens publics divisibles »[243]. À Adana, Selahattin Canka, l'un des premiers fondateurs du DP, se plaît à raconter comment il a conquis les voix de tout un village : il est allé les voir, leur a demandé ce qui leur manquait. Le chef du village a répondu « un téléphone ». Selahattin Canka a fait installer le téléphone dans le village, et a ainsi gagné les voix de tout le village au Parti démocrate[244]. Dans chaque congrès local du Parti démocrate, le temps consacré aux requêtes des plus petites unités du parti concerne presque toujours les mêmes choses : la construction d'une route pour aller jusqu'au village, d'un pont ; l'installation de l'eau courante ou de

[238] *Ibid*., p. 7.
[239] *Ibid*.
[240] Frank O'Gorman, *op.cit.*, p. 386.
[241] Camille Goirand, *La politique des favelas*, Paris, Karthala, 2001, p. 294.
[242] *Yeni Erzurum*, 24 juin 1951.
[243] Michel Offerlé, *op. cit*., p. 22-23.
[244] Entretien avec Selahattin Canka, le 10 décembre 2014.

l'électricité. En période électorale, notamment, de nombreux villages et bourgs obtiennent la construction d'infrastructures. Le 1er avril 1954, un journal local annonce que le bourg de Osmaniye a obtenu l'électricité ; l'eau courante est arrivée à Kadirli[245].

Inversement, lors de congrès locaux de certains *ocaks*, en 1953, plusieurs délégués se plaignent de ce que rien n'a été fait pour leur village[246]. Le métier exercé, surtout si c'est un métier de service, est aussi le moyen de se forger une clientèle. Tous les sociologues ruraux de la période montrent qu'un congrès local, dans un village, est l'occasion de recevoir des soins médicaux, si l'un des candidats est médecin, ou des conseils juridiques, si l'un des candidats est avocat. Une bonne partie du congrès est dédiée à ces activités. Un autre bon exemple est Fikri Arığ, qui sera élu député de Diyarbakır en 1950. Il est issu d'une famille bourgeoise de Mardin. Vers la fin des années 1940, Fikri Arığ est un homme jeune, et se rapproche d'Adnan Menderes. De retour dans la ville de Diyarbakır, Fikri Arığ commence à exercer comme médecin, et dispense gratuitement un vaccin contre la Leichmaniose, une maladie infectieuse qui faisait de nombreuses victimes dans la région à cette époque. Dans un entretien avec le fils de Fikri Arığ, Haluk Arığ, ce dernier se vantait de ce que son père avait fait une brillante carrière dans la politique locale, alors qu'il ne disposait d'aucune assise locale, ni tribale ni terrienne. Autrement dit, le fait clientélaire ne concerne pas uniquement les élites « traditionnelles », loin de là. C'est au contraire une sorte de contrat, non-écrit, qui permet d'échapper aux autorités traditionnelles.

Protection et faveurs : les devoirs du « patron »

Cependant, ce serait mal comprendre la relation clientélaire que de croire que l'échange matériel y est tout. En réalité, les avantages matériels qu'obtient une communauté qui a promis son vote ne sont que des assurances de la bonne volonté et de la fiabilité de l'homme politique pour qui elle s'engage. Les voix tout comme les routes, ponts ou écoles pour les villages ne sont que des dons et contre-dons qui alimentent toute relation sociale suivie ; le lien clientélaire est une forme de lien moral. Ce qui compte, ce n'est pas tant que l'homme politique de la ville apporte des avantages matériels au village ; ce qui compte, c'est qu'il soit prêt à faire usage de son influence pour faire pression sur les autorités du département. Lors d'un congrès CHP du *ilçe* de Hasankale dans le département d'Erzurum, un orateur affirme que, si un jour le CHP retourne au pouvoir, il faut que chacun sache bien que le président d'un *ocak* ou *bucak* ne pourra jamais aller voir le préfet pour lui dire de faire ceci ou cela, d'employer untel, ni menacer le préfet de se plaindre à Ankara si jamais il ne le fait pas[247]. Cet orateur est longuement applaudi, ce qui montre la rancœur des petits fonctionnaires

[245] *Vatandaş*, 1er avril 1954.
[246] *Yeni Adana*, 26 mai 1953.
[247] *Yeni Erzurum*, 30 mai 1951.

du CHP à cet égard. Dans une interview qu'il donne au journal Milliyet, Turan Güneş, un homme politique important de l'époque, donne, au détour d'une phrase, la clé de la relation de clientèle : « Avant, le médiateur entre l'État et le peuple, c'était l'*agha* ou les notables de la région. A l'ère du Parti démocrate, ils ont été remplacés par le chef des branches locales du parti, à l'échelle du district ou du village. […] pour les d'électeurs, la liberté, c'était quelque chose d'autre. Pour ces masses, la liberté, c'était ne pas être battu par la gendarmerie, ne pas être traité brutalement par le collecteur d'impôts. Pouvoir s'adresser facilement au gouverneur, et pouvoir lui faire une demande, même illégale »[248].

Voix et soutien : les services des « clients »

Plusieurs indices montrent que les villages, ou certains groupes au sein des villages, étaient liés à un seul homme politique. Un grave conflit factionnel, au sein de la branche DP du département d'Adana, oppose en 1951 les partisans de Hilmi Yalçın et les partisans d'Omer Basegmez. Dans l'évaluation des forces en présence, il est intéressant de voir que les journalistes parlent en termes de « villages », ou de quartiers : Hilmi Yalçın a le soutien des quartiers de la ville, mais Omer Basegmez « a » les villages qui entourent la ville d'Adana[249]. Finalement, Omer Basegmez triomphe grâces à ses soutiens à Ankara. En guise de représailles, Hilmi Yalçın démissionne du Parti démocrate avec tous ses soutiens, qui sont au nombre de 10 000 personnes[250]. Finalement, 700 personnes démissionnent réellement du DP[251]. Quelques jours plus tard, trois *ocak*s du DP ferment dans le district de Ceyhan[252]. Ce conflit factionnel et son déroulement nous montrent deux choses : le clientèle personnelle d'un homme politique peut concerner un nombre extrêmement grand de personnes ; pour autant, ceux dont le soutien est directement mobilisable (ceux qui démissionnent) représentent moins d'un dixième de cette clientèle.

Comme dans tout vote clientéliste, le vote n'est pas secret ; au contraire, les soutiens sont clamés publiquement. Dans un article qui commente des élections partielles pour les chefs de village dans les campagnes autour d'Adana, le journaliste affirme que les paysans savaient exactement, avec précision, combien de voix allait recevoir chaque candidat ; et que ces prévisions se sont révélées justes[253]. Inversement, il est vu comme proprement scandaleux qu'un homme politique fasse usage de moyens de pression et de menaces pour obtenir des voix. À Diyarbakır, dans le *bucak* de Mahmutbey, le monopole du tabac (« *tekel* ») prépare une liste de paysans dont il souhaite acheter le tabac. Mais le

[248] Mehmet Barlas, « Turan Güneş anlatıyor » [Turan Güneş raconte], *Milliyet*, 20 janvier 1979. Cité dans Sinan Yıldırmaz, *Politics*…, *op. cit*., p. 126.
[249] *Vatanda*ş, 12 janvier 1951.
[250] *Vatandaş*, 30 mai 1951.
[251] *Ibid*., 1er juin 1951.
[252] *Vatandaş*, 2 juin 1951.
[253] *Yeni Adana*, 8 novembre 1954.

président de la branche locale du DP s'en mêle et affirme qu'il n'achèterait que le tabac de ceux qui jureront de voter pour le Parti démocrate aux prochaines élections[254] ; le journaliste s'en indigne.

3. Le DP contre le pouvoir des aghas ?

Est-ce que le suffrage universel change les relations de pouvoir au sein du monde rural ? Nous avons vu en première partie que, pour certains villageois, faire de la politique, c'est lutter contre le pouvoir de l'*agha*. Dans de nombreux témoignages que nous avons recueillis, des enfants d'électeurs du Parti démocrate – aujourd'hui souvent des électeurs de l'AKP – racontent que leurs pères disaient que le Parti démocrate les a sauvés du pouvoir des *aghas*, en créant des usines et du travail en ville, ce qui leur a permis de partir[255]. À l'inverse, les pères de plusieurs figures de gauche, notamment alévies, qui rejoignent les partis de gauche dans les années 1960, avaient d'abord soutenu le Parti démocrate au début des années 1950, parce que c'était le meilleur moyen de lutter contre le système « féodal ». Si l'on part du principe que la figure de l'oppression, dans le monde rural, c'est l'*agha*, avant celle de l'État et de ses gendarmes, pouvons-nous formuler l'hypothèse que le Parti démocrate a été le moyen, pour les paysans, de s'affranchir du pouvoir des *aghas* ?

Tout d'abord, il faut écarter l'hypothèse selon laquelle le Parti démocrate a été un parti d'une classe paysanne contre les *aghas*. Même si de violentes émeutes éclatent de temps à autre, et peuvent se solder par l'assassinat sauvage d'un *agha*[256], il ne semble pas qu'il y ait eu de logique de « classe » au sein du village, les villageois les plus pauvres s'organisant pour lutter contre le pouvoir des *aghas*. C'est que, comme le montre Paul Stirling, la société villageoise est relativement égalitaire. Le lien clientélaire que suppose la relation patron-client, s'il est de type vertical, est un lien puissant. Les pauvres fréquentent la maison de l'*agha*, lui parlent quotidiennement, et tous les villageois, du plus riche au plus pauvre, vivent peu ou prou dans le même univers, ce qui n'est pas le cas de la ville, où riches et pauvres ne fréquentent pas les mêmes endroits, n'ont pas le même *habitus*, ne parlent pas la même langue[257] – ces considérations sont à relativiser dans le cas où l'*agha* est le propriétaire d'immenses domaines, sur lesquels il ne se rend jamais, et où le paysan est un ouvrier agricole, comme c'est le cas dans la région d'Adana. En revanche, il ressort d'une étude des sources que le multipartisme a permis un assouplissement des relations de pouvoir, dans la mesure où il était plus facile, pour des opposants au pouvoir de l'*agha*, de se trouver des soutiens en ville, auprès du parti politique opposé à celui de l'*agha*.

[254] *Diyarbakır içkale*, 29 mars 1954.
[255] Entretien avec Dogan Avcı (nom modifié) à Erzurum, 18 novembre 2014.
[256] Comme Abdullah Demiralay, dont la tête avait été écrasée à coup de pierres par les paysans en 1947. Voir Sinan Yıldırmaz, *op.cit*., p. 169
[257] Paul Stirling, *op. cit*., p. 284.

Dans le village de Sinan, dans le district de Bismil à Diyarbakır, les villageois sont en conflit avec le propriétaire du village. C'est un village où toutes les terres appartiennent à l'*agha*. Seules cinq familles, qui sont apparentées au propriétaire du village, possèdent des terres. Ces familles, qui ont été désignées par l'*agha* pour être ses représentants au sein du village, jouissent d'un statut social particulier, au-dessus des autres villageois. Avant la mécanisation de l'agriculture, les terres ont pour la plupart été données en métayage, selon le système traditionnel : les métayers cultivent la terre comme si elle était la leur, et ils y sont liés. Les relations entre le métayer et l'*agha* sont normalement plutôt bonnes : l'*agha* donne le grain, protège le paysan lorsqu'il vient en ville et s'intéresse à ses problèmes. Lorsque l'*agha* a commencé à faire venir des tracteurs au village, il a réduit le nombre de terres qu'il donnait en métayage[258]. A partir de 1955, le village est devenu une commune (« *bucak* »). Les villageois ont ouvert des magasins, en achetant des terres à l'*agha*, ou avec son accord. Malgré cela, l'ouverture de ces magasins a été à l'origine de violents conflits entre les villageois et l'*agha*. Une famille a été expulsée de ses terres, et a dû partir vivre dans la misère, en travaillant comme bergers dans le village voisin. Au sein de ce même village, des marchands itinérants se sont installés, ont ouvert un magasin et une petite fabrique autour de 1947. Lors du conflit entre l'*agh*a et les villageois, ces marchands ont pâti de l'appauvrissement de la population villageoise. Ces hommes aisés ont ouvert un café, qui est devenu le centre de l'opposition au pouvoir de l'*agha*. La possession d'un café, d'un lieu de sociabilité, leur donnait une certaine indépendance par rapport au propriétaire du village. Des hommes politiques de la ville, du parti opposé à celui de l'*agha* (l'auteur, malheureusement, ne dit pas qui est de quel parti, CHP ou DP), se sont servis du conflit avec l'*agha* pour récolter des adhérents. Aux élections de 1955, les opposants au pouvoir de l'*agha* ont eu quelques voix[259].

Dans de nombreux villages, c'est en ayant recours à un « homme politique de la ville » que les villageois parviennent à faire respecter leurs intérêts. Inversement, les paysans qui vivent un conflit avec leur propriétaire du village, qui est de retour et clame la propriété de ses terres, peuvent s'adresser à un « homme politique de la ville », c'est-à-dire un homme politique du parti opposé à celui du propriétaire du village, pour qu'il leur offre protection face au propriétaire du village. La concurrence entre deux partis a donc apporté, pour les paysans, la possibilité de faire pression sur leur « maître » au plan social, le propriétaire terrien dont ils cultivent la terre. En échange de la protection de l'homme politique « de la ville », les paysans de ce village viennent grossir les rangs de la clientèle de l'homme politique, en leur promettant notamment des voix pour les élections. Pour d'autres exilés qui reviennent sur leurs terres, la politique a été l'occasion de raffermir le lien clientélaire. En effet, il est réducteur de considérer que tout membre de l'élite social dispose d'un capital immédiatement convertible en politique. Il faut prendre le problème à l'envers et considérer qu'un homme politique

[258] Rıfkı Aslan, *op. cit.,* p. 182.
[259] *Ibid*., p. 188.

est avant tout un homme politique, quel que soit le capital social dont il use. La génération de Kurdes diplômés qui entrent en politique au côté du Parti démocrate font usage de leur capital social fort pour mobiliser en faveur de leur parti. Dans le recueil de témoignages *İsyan sürgünleri*, par exemple, Fatma Azizoğlu décrit bien l'attitude de son mari, Hüseyin Ağa, au sein de son village : il ne laisse passer aucun inconnu sans lui avoir offert le gite et le repas[260]. Tarık Ziya Ekinci, lorsqu'il est de retour à Lice, dans son canton natal, commence à mobiliser en faveur du Parti démocrate. Il sert aussi d'appui local aux hommes politiques qui viennent au bourg faire la propagande du parti. Il reçoit les hommes politiques du DP dans la maison de ses parents. Comme son propre père, Kamil Ekinci, est candidat du CHP aux élections locales, ce qui est typique de ce conflit générationnel, cela crée des tensions au sein de la famille.

C. Une adaptation des « notables traditionnels » ?

Eric Phélippeau a bien montré, à propose de la France des XIXe-XXe siècles, que les notables traditionnels ne se sont pas simplement éteints avec l'avènement de la politique professionnelle. Un bon nombre d'entre eux se sont reconvertis, en s'appuyant sur leurs ressources pour devenir des hommes politiques modernes[261]. En va-t-il de même pour la Turquie d'après 1950 ? Il est clair que, partout, les hommes politiques influents du CHP, sont nombreux à rejoindre le Parti démocrate, surtout après 1950. Dans plusieurs comptes rendus de congrès politiques du DP après 1950, il ressort que la présence des anciens hommes politiques du CHP, qui ont rejoint le DP après son arrivée au pouvoir en 1950, au sein du DP, suscite de violents conflits factionnels. On ne compte pas les traces de ce conflit entre anciens et nouveaux dans les rapports de congrès, dans toutes les régions que nous avons étudiées. À Adana, les participants à un congrès local se plaignent de ce que les « opposants d'hier » se trouvent à présent au Parti démocrate[262]. Lors d'un congrès en novembre 1951, un partisan que le journaliste décrit comme un « vieil homme » critique les « hommes qui ont rejoint le parti après 1950 ». Il les dépeint comme des « mauvais » et « incompétents ». Un autre membre du parti déclare que les « microbes » du CHP se sont « infiltrés » au sein du parti. C'est quelqu'un « qui embrassait la main de Cevat Dursunoğlu [le président de la branche locale du CHP]» qui est à présent président de la branche locale du parti, se plaint le même orateur ; un autre s'indigne de devoir lutter, au sein du parti, avec ceux contre lesquels ils luttaient déjà entre 1946 et 1950, puisqu'ils étaient au CHP[263]. Dans les comptes rendus des congrès du CHP aussi, on voit les traces de cet afflux d'anciens membres du CHP vers le DP : au congrès CHP du district d'Erzurum-centre, un orateur critique les « amoureux

[260] Seyhmus Diken, *op. cit*., p. 90.
[261] Éric Phélippeau, L'invention de l'homme politique moderne : Mackau, l'Orne et la République, Paris, Belin, 2002. Voir aussi, pour un exemple plus contemporain, Lamia Zaki (dir.), Terrains de campagne au Maroc : les élections législatives de 2007. Paris, Karthala, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2009.
[262] *Yeni Adana*, 28 décembre 1953.
[263] *Yeni Erzurum*, 27 novembre 1951.

du pouvoir », *bey* ou *aghas*, qui ont démissionné après 1950 pour rejoindre les rangs du DP[264]. Plusieurs auteurs remarquent aussi que les conflits que suscite ce renouvellement du personnel DP[265].

Conclusion

Une étude de la politisation en milieu rural nous imposait de faire un détour par les structures sociales, sur lesquelles le politique est venu se greffer. Nous avons ainsi pu montrer que les villages étaient profondément liés aux villes de petite et moyenne taille, par une dépendance de nature économique, d'abord. Ainsi, réfléchir sur les campagnes implique de prendre en compte la configuration rurale dans son ensemble, ce qui nous impose de prendre en considération la centralité de la ville, même petite. En effet, même les bourgs et les villes de très petites taille appartiennent au « complexe de l'urbanité », ce qui a des conséquences sur la façon dont les habitants de ces villes ont conscience d'eux-mêmes, et la façon dont ils se projettent dans un imaginaire national.

Cette première réflexion nous amène à centrer notre propos sur un groupe social particulier, les élites rurales qui résident en ville. Dans un contexte où les liens entre villes et campagnes étaient extrêmement étroits, par le travail saisonnier, la dépendance économique des villages aux bourgs et aux villes, et l'installation en ville de petits propriétaires terriens, le rôle de ces élites rurales résidant en ville est important à comprendre. Ces nouvelles classes urbaines, propriétaires de boutique ou de petit commerce, artisans ou parfois même ouvriers, ont gardé des liens très forts avec le monde rural, par des séjours fréquents dans leur villages, mais aussi parce qu'ils faisaient office, pour la population de leur village, de protecteur et de patron.

Les élites locales traditionnelles, chefs de confrérie, gérants de fondations religieuses, grands propriétaires terriens, sont plutôt absents des premières mobilisations du Parti démocrate. Ce sont plutôt, au contraire, des élites nouvellement arrivées en ville qui ont entrepris la mobilisation pour le Parti démocrate. Pour ces nouvelles élites, qui aspiraient à briser le pouvoir des élites anciennes, responsables locaux du Parti républicain du peuple, s'engager pour le Parti démocrate était un moyen de gagner une voie d'accès au pouvoir politique, et de convertir en capital politique le réseau social très dense dont ils disposaient dans les campagnes.

Cette affirmation ne revient pas à disqualifier le vote paysan, au motif qu'il serait captif d'un vote clientéliste ; les entrepreneurs de la politique dont nous parlons ici correspondent peu ou prou au modèle du « patronage démocratique » élaboré par Maurice Agulhon. Disposant à la fois d'une bonne connaissance du monde rural, dont ils sont issus et avec lequel ils ont maintenu des liens profonds, et

[264] *Yeni Erzurum*, 25 juin 1951.
[265] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 165.

d'une position de surplomb social par rapport aux habitants des villages, ces élites rurales des bourgs et des petites villes sont parvenues à traduire dans le langage et les dispositions paysannes des idées qui relevaient de la politique nationale. D'autre part, leur rôle social de patron et de protecteur leur a permis de faire voter en faveur du Parti démocrate. S'il n'y a pas lieu de comparer deux réalités éloignées dans le temps et difficilement comparables, celle de la France d'après 1848 et celle de la Turquie d'après 1946, il nous a semblé important de retrouver la centralité de ces élites pour comprendre les voies de la politisation dans la Turquie des années post-1946.

En retour, souligner le rôle de ces élites dans la politisation des campagnes nous permet d'éclairer la question d'un vote paysan. Si certains discours de campagne du Parti démocrate s'adressent explicitement aux paysans, le monde paysan est trop faiblement unifié, pas assez uniformément dépendant d'un travail agricole pour se construire comme classe consciente d'elle-même. Par ailleurs, il serait abusif de voir le Parti démocrate comme un parti contre les *aghas*, ou de considérer à l'inverse que le Parti démocrate a réussi à contrôler rapidement les voix paysannes en faisant alliance avec les *aghas*. Le multipartisme a simplement permis d'assouplir les relations de pouvoir au village.

Les élites locales du CHP sont dépassées par le mouvement en faveur du Parti démocrate, qu'elles ne rejoindront que dans un second temps, au prix de lourds conflits internes. Ainsi, ce chapitre nous permet de trancher la question d'une alliance entre élites locales et bureaucratie, que le Parti démocrate serait parvenu à conclure, au contraire du Parti républicain du peuple. Le Parti républicain du peuple avait lui-même fait alliance avec les élites locales. Mais le Parti démocrate, en s'appuyant sur ces nouvelles élites rurales résidant en ville, parvient à étendre son réseau bien au-delà de ce que le CHP n'avait réussi à le faire dans les campagnes.

Conclusion de la deuxième partie

Cette deuxième partie se donnait pour objectif d'observer les processus de politisation, en faisant varier les séquences temporelles et les échelles d'analyse. Nous avons ainsi fait apparaître deux résultats importants : le rôle du Parti démocrate dans le processus d'acculturation à la démocratie électorale, et l'arrivée, sur la scène locale, de nouvelles élites politiques.

Le chapitre 3, qui prenait pour objet les élections fondatrices de 1950, a montré l'importance du parti dans le processus d'acculturation électorale, et partant, dans le changement de régime politique. Par l'invention de pratiques politiques nouvelles, par la formulation d'un discours original pour solliciter les suffrages, mais, surtout, par la labellisation d'enjeux comme « politiques », et l'éducation au vote, le Parti démocrate a été un acteur central de la politisation.

Le chapitre 3 qui se centrait sur le monde rural, nous a permis de discuter une idée très répandue sur l'électorat du parti démocrate, qui aurait presque coïncidé avec l'ensemble du monde rural. Une étude attentive aux structures sociales nous a permis de complexifier l'image du monde rural, en faisant apparaître l'importance des élites rurales des villes. Ces élites, qui ont eu à souffrir de l'exclusion de la politique par les responsables locaux du CHP, se sont rapidement mobilisées pour le Parti démocrate, en mobilisant à leur tour leur clientèle dans le monde rural. Dans ce processus, le phénomène clientélaire apparaît comme un moyen de pression nouveau pour le paysan qui n'a que sa voix. Plusieurs auteurs ont bien montré qu'il n'y avait aucune contradiction entre lien clientélaire et lien programmatique. Le clientélisme n'exclut pas l'identification partisane, au contraire ; le contrat moral est au cœur du lien de clientèle[266].

D'autres aspects de chacun des deux chapitres peuvent paraître contradictoires : alors que nous montrions, au chapitre 2, que les grandes familles rivales de celles qui étaient responsables de la branche locale du CHP ont rejoint les rangs du DP, nous soulignions plutôt, dans ce chapitre, le conflit presque social qui opposait les petites classes moyennes des villes à ces grandes familles. Là encore, l'un et l'autre ne sont pas exclusifs. Il faut au contraire voir le parti politique, comme une force qui met en ordre des alliances, et regroupe en son sein différents types sociaux. D'ailleurs, le groupe que forme le DP au niveau local n'est pas rigide : il évolue perpétuellement au long de la période – nous y reviendrons au chapitre 5.

Une dernière remarque s'impose : ce troisième chapitre, qui portait sur le monde rural et les mécanismes de politisation dans le monde rural, nous a poussé à étudier les phénomènes de clientélisme. Il n'y a pas, pour autant, de séparation entre campagnes clientélisées et villes militantes ; il y a des systèmes de patronage et des militants dans les villes et dans les campagnes ; de la même façon, il ne s'agit pas d'opposer un archaïsme paysan, qui fonctionnerait par structures communautaires, à un individualisme urbain.

Un examen du système clientéliste doit nous amener à étudier, de façon plus circonstanciée, les pratiques informelles au sein du Parti démocrate, et la façon dont elles modèlent le type de recrutement et le fonctionnement du parti.

[266] Michel Offerlé, *op. cit.*, p. 99 ; Antoine Roger, « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, vol. 92, n° 4, 2010, p. 31-51.

Troisième partie. Fonctionnement informel et ancrage social du parti.

Introduction à la troisième partie

La troisième partie de ce travail correspond à une phase chronologique nouvelle, qui commence en 1950. C'est à partir de cette date que le Parti démocrate se constitue comme parti dominant, selon un processus complexe qu'il nous appartient à présent d'analyser. En effet, l'arrivée au pouvoir transforme le Parti démocrate de trois façons. D'une part, le parti s'approprie les institutions publiques, qui sont autant de ressources politiques pour se maintenir au pouvoir. Les investissements publics permettent de rétribuer ou de punir efficacement les départements fidèles ou déloyaux. L'attribution d'emplois publics, le contrôle du processus législatif, la maîtrise de certains médias et des coopératives ou grandes entreprises publiques, la mainmise sur le pouvoir judiciaire sont autant de moyens qui permettent au Parti démocrate de construire une domination sur la scène politique[1].

D'autre part, à partir du moment où le Parti démocrate remporte les élections avec une large majorité, et, plus encore à partir de 1954, date à laquelle la victoire électorale du parti est plus spectaculaire encore, il devient évident pour l'électeur que le Parti démocrate est celui qui remporte les élections. La dimension de croyance est essentielle dans la définition du parti dominant. Selon Patrick Dunleavy, l'un des éléments qui nous permettent de définir le parti dominant, c'est justement qu'il est considéré comme particulièrement efficace (« *effective* ») par les électeurs[2]. La conséquence directe de cette croyance, c'est que le Parti démocrate est le seul parti à garantir un accès au pouvoir pour les élites locales. Ce simple fait a des conséquences majeures sur le recrutement du parti et le renouvellement des élites habilitées à faire de la politique. De plus en plus au cours de la période, le Parti démocrate assure sa domination par sa capacité à recruter, au niveau local, des « éligibles », des personnalités qui ont une forte capacité à mobiliser des voix en leur faveur. Enfin, le monopole d'une parole idéologique, à laquelle aucun autre parti ne peut avoir accès, est un autre élément pertinent de la définition du parti dominant : nous aurons l'occasion d'y revenir dans la 4e partie.

[1] Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, art. cité.
[2] Patrick Dunleavy, art. cité.

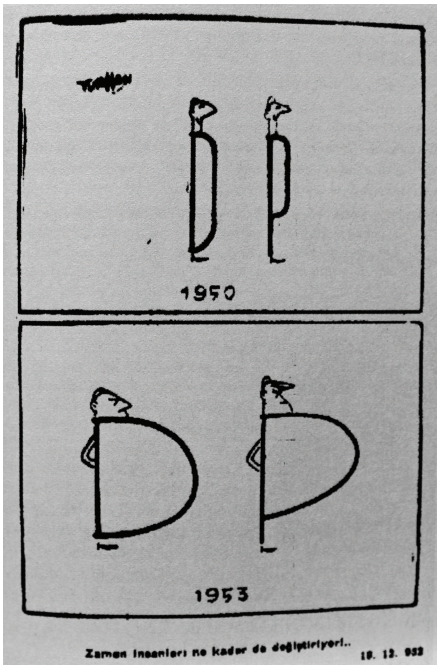


Figure 20 : le Parti démocrate en 1953. Caricature[3]

Légende : « Comme les gens changent avec le temps ! »

Cette troisième partie se donne pour objectif d'analyser le processus par lequel le Parti démocrate devient dominant, en observant le fonctionnement concret du parti. Nous entendons par fonctionnement à la fois un mode d'agrégation des voix et des soutiens, un mode de représentation, de gestion des carrières et de la compétition intra-partisane, et, finalement, une façon de faire de la politique. C'est le fonctionnement du parti qui détermine son ancrage social. Cette sociologie du fonctionnement partisan prend pour point d'entrée les pratiques informelles ; nous tenterons de montrer, dans cette partie, la fécondité de cette approche pour aborder le fonctionnement réel du parti. Nous avons aussi voulu, dans cette partie, prendre au sérieux l'affirmation de Frédéric Sawicki, selon laquelle un parti est « indissociablement ce qui se passe en différents sites et le produit de l'interaction entre ces sites »[4]. Nous avons séparé le moins possible le « national » du « local », pour souligner au contraire les dynamiques transversales, observer les tensions entre ces deux niveaux qui correspondent aussi à différents types d'acteurs, et, enfin, ressaisir ces interactions dans l'identité globale qu'elle produit. Enfin, ces deux chapitres éclairent, de deux façons différentes, les mécanismes de personnalisation du pouvoir.

Le chapitre 4 prend pour objet une dynamique transversale au sein du parti: le factionnalisme. Nous avons voulu étudier ce phénomène, qui produit de l'adhésion, détermine une forme de représentation, en même temps qu'il lie verticalement le siège du parti à ses organisations locales, en

[3] Yasin Kayış, *op. cit.*, p. 227.
[4] Frédéric Sawicki, *op. cit.*, p. 29.

ce qu'il définit un mode d'ancrage social du parti. Cette analyse découle d'abord d'une observation empirique, tirée de la fréquentation des archives de la presse locale : faire de la politique, en Turquie, dans les années 1950, c'est essentiellement être engagé dans des luttes factionnelles. Nous avons dès lors voulu donner du sens à ce phénomène, qui est souvent, dans le discours des acteurs comme dans celui des commentateurs, considéré comme étant de l'ordre du résiduel. Au cours de l'analyse, il apparaîtra que le factionnalisme affecte aussi le niveau national. Nous étudions donc le jeu des factions à plusieurs niveaux, pour saisir dans le même temps la façon dont il ordonne les rapports entre ces niveaux. Ce chapitre, qui prend pour fil conducteur le factionnalisme au sein du parti, étudie de nombreux aspects du fonctionnement du parti et est, de ce fait, beaucoup plus détaillé que le chapitre 5. Il en résulte une étude très longue, qui peut donner au lecteur une certaine impression de désordre. Il nous a paru important, toutefois, d'appréhender le phénomène factionnel dans tous ses aspects et à toutes les échelles, et de privilégier son analyse comme phénomène global au sein du parti.

Le chapitre 5, qui se présente comme un complément du précédent, a un objectif plus restreint : il s'agit de mener à bien une sociologie interne du parti, pour ouvrir la « boîte noire » des relations de pouvoir au sein du Parti démocrate. Pour ce faire, nous partons des carrières au sein du parti et de leur contrôle par les dirigeants, pour interroger la centralisation et la personnalisation du pouvoir. Cette enquête nous permettra d'apporter plusieurs réponses à des questions que nous posions en introduction, comme le mode de représentation induite par le parti politique, et le changement des acteurs habilités à participer à la représentation politique. Nous verrons que les dirigeants du Parti démocrate, en maintenant un contrôle très strict sur les carrières au sein du parti, parviennent efficacement à conserver le pouvoir de déterminer qui est habilité à faire de la politique. Dès lors, ce chapitre se penche sur les mécanismes de l' « autoritarisme intra-partisan », et nous invite à mettre en cause l'idée selon laquelle le Parti démocrate a permis l'arrivée, sur la scène politique nationale, de nouvelles élites. D'autre part, la personnalisation très grande du pouvoir montre une prégnance de structures de pouvoir, au sein du parti, qui étaient celles du parti unique.

Chapitre 4. Le factionnalisme comme mode d'ancrage social du parti.

En commençant à dépouiller les archives de la presse locale, et en particulier les récits de congrès politiques locaux, nous nous attendions naïvement à y trouver des débats d'idées. Quelle ne fut pas notre surprise – et, avouons-le, déception – de n'y trouver presque uniquement que des récits de violentes altercations, attaques personnelles et reproches venimeux, discussions interminables sur le nombre des délégués habilités à voter pour élire le comité de direction de la fédération du parti, plaintes sur l'irrégularité de telle procédure pour élire un délégué, accusations de corruption et contre-accusations à l'identique, etc. Dans les congrès locaux du Parti démocrate, les conflits factionnels occupaient presque toute la place. Comme nous le verrons, les critiques de bonne foi, qui se situent hors de toute lutte de factions, sont rarissimes, et d'ailleurs assez mal vues. Le caractère massif de la lutte entre factions, qui concernait, sans exceptions, la totalité des quatre régions étudiées, avec la même intensité, nous a obligée à prendre au sérieux ce phénomène.

Réévaluer la centralité du phénomène factionnel, mener une sociologie du parti par ses pratiques informelles, c'est adopter, vis-à-vis des partis politiques, une perspective qui l'encastre résolument dans son environnement social, tout en dévoilant ce que Jean Charlot appelait la « face cachée des partis politiques »[1]. Il s'agit d'étudier les partis politiques, non pas d'un point de vue institutionnel, mais par leurs réseaux, leurs pratiques informelles et leur insertion dans la société[2].

Qu'est-ce qu'une faction ? Le terme est ambigu : dans son acception large, il désigne tout groupe de conflit au sein d'une organisation plus large[3]. Dans son sens le plus étroit, il ne concerne que les divisions au sein de partis politiques. Certains auteurs, pour définir la faction, insistent sur la notion de division : la faction est ce qui divise une organisation. D'autres la considèrent plutôt comme une organisation en elle-même, qui se situerait dans une continuité sémantique par rapport au parti

[1] Jean Charlot, « Political Parties: Towards a New Theoretical Synthesis », *Political Studies* 37, 1989, p. 352-361.
[2] Frédéric Sawicki, *op. cit*., Michel Offerlé, *op. cit*., Jacques Lagroye, *op. cit*.
[3] En ce sens, les factions au village, les groupes de conflit qui s'opposent dans des micro-sociétés traditionnelles, sont de la même nature que les factions intra-partisanes. Il est certain que le politique se calque sur des structures sociales, en l'occurrence celles du clan et de la faction villageoise, et, plus largement, celle des relations de type client-patron. Toutefois, il ne s'agit pas de voir les factions comme relevant purement d'un ordre traditionnel, culturellement particulier. Au contraire, les factions qui se créent au sein d'un parti politique répondent à des fonctions précises : leur raison d'être est avant tout politique.

politique[4]. Nous définirons ici la faction comme « un groupe relativement organisé qui existe au sein d'un autre groupe, plus grand, et qui entre en compétition pour le pouvoir avec d'autres groupes au sein de ce plus grand groupe. »[5]. L'élément caractéristique de la faction est son caractère utilitaire. C'est une équipe qui se forme autour d'un but précis : gagner les élections, contrôler une arène politique, influencer telle ou telle politique publique. Nous opterons donc pour une définition assez large de la faction, qui puisse s'appliquer à l'organisation locale du parti, tout comme aux groupes qui entrent en compétition au sein du siège du parti, à Ankara. Comme nous le verrons, l'une et l'autre sont d'ailleurs liées.

Ce sont d'abord des anthropologues qui se sont intéressés à la faction, dans une perspective très locale, prenant en général le cadre du village[6]. Mais, moins que les factions intra-partisanes, c'étaient plutôt les factions au sens de parti qui étaient prises pour objet. La faction signifiait alors un groupe qui structure le conflit au sein d'une petite communauté traditionnelle. Certains auteurs n'hésitent pas à expliquer un phénomène par l'autre : les pays où les partis sont traversés par de lourdes factions sont aussi ceux où domine, dans les sociétés locales, un ordre social régi par les factions[7]. Si ces deux objets, les factions villageoises et les factions intra-partisanes, se situent dans une continuité de sens, ils diffèrent par plusieurs aspects, et leur articulation mérite analyse. Le factionnalisme existe dans tout type de système politique ; il est la plupart du temps relégué dans le domaine de l'illégitime et jugé indigne d'intérêt.

Nous souhaitons, à rebours de ces analyses, « interroger la ligne de démarcation […] entre « régimes démocratiques » et « régimes autoritaires », en soulignant les « convergences » qui peuvent exister entre les deux »[8]. Il est possible d'importer ce concept, issu de l'anthropologie, dans la science politique, comme Jean-Louis Briquet l'a fait avec le concept de clientélisme[9], qui était de longue date considéré comme une « anomalie » du système politique. Jean-Louis Briquet a montré au contraire qu'il y a une tension inhérente à la démocratie électorale, en ce que toute conquête de l'électorat implique une sollicitation des soutiens, ainsi que la création, puis l'entretien de liens de fidélité. En définitive, la faction pose la question de réseaux informels au sein d'un parti politique, et de la force

[4] Dennis C. Beller et Frank P. Belloni, « Party and Faction: modes of Political Competition », in Beller et Belloni, *op. cit*., p. 418.
[5] Beller et Belloni, *op. cit*., p. 419.
[6] Pour une revue très complète de la littérature sur les factions, voire Élise Massicard, « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, 4/2010 (n° 92), p. 53-75.
[7] Norman K. Nicholson, « The Factional Model and the Study of Politics », *Comparative political studies*, Vol 5, n°3, octobre 1972, p. 291-314.
[8] Dabène Olivier, Geisser Vincent et Massardier Gilles, « Introduction. La démocratisation contre la démocratie », in Vincent Geisser *et al.*, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, La Découverte « Recherches », 2008, p. 7-28.
[9] Jean-Louis Briquet, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du « cas italien » », *Genèses*, vol. n° 62, n° 1, 2006, p. 49-68.

de groupes qui se sont constitués, soit en dehors de la politique, soit par la politique, mais dont la raison d'être dépasse de beaucoup les orientations idéologiques du parti.

Elise Massicard, dans un article de 2010, ouvre des pistes intéressantes sur la question des factions au sein des partis politiques[10]. Etudiant la branche locale du CHP dans le département d'Adana, l'auteure s'intéresse davantage au groupe que constitue la faction. Elle montre notamment que les factions sont un mode privilégié, même si non légitime, d'intégration de certains groupes sociaux à la politique ; les logiques factionnelles donnent à voir de façon privilégiée l'enracinement du parti dans un milieu social. De plus, prendre au sérieux le factionnalisme partisan nous invite à mettre en cause l'idée d'une domination du siège du parti (le « centre ») sur les organisations locales (une « périphérie » dépendante) ; les luttes factionnelles créent au contraire un lien vertical entre les branches locales du parti et le siège à Ankara. Enfin, l'étude du phénomène factionnel nous donne les moyens de comprendre la gestion d'un certain nombre de ressources au sein du parti, notamment les ressources humaines. Il s'agit donc, pour l'auteure, d'étudier les factions dans une perspective de sociologie politique, afin de mettre au jour les rapports d'un parti politique à la société.

Nous tenterons d'approfondir les pistes ouvertes par Elise Massicard, et de montrer qu'étudier les factions est le prisme pertinent pour bâtir une sociologie des partis politiques en Turquie. Nous procéderons, une fois de plus, par idéaux-types, en recoupant des exemples tirés des quatre départements. L' « homme politique local » dont nous parlerons est une abstraction tirée des différents exemples dont nous avons pu prendre connaissance dans les archives de presse. La spécificité de cette étude réside certainement dans les sources employées : les articles de la presse locale. Il faut mentionner ici que la presse locale fait partie intégrante du jeu des factions : les journaux locaux appartiennent chacun à un homme politique local. La presse du CHP, quand elle existe, suit aussi de près les conflits factionnels qui agitent le DP. La presse locale sera donc, pour nous, une source autant qu'un objet d'analyse.

Les règles du jeu factionnel ne sont presque jamais explicitées. Elles sont de l'ordre de l'informel et donc, par définition, du non-écrit. Le détail des conflits est souvent difficile à suivre ; il est très difficile – et fastidieux – d'entrer dans le décompte précis des alliances et des retournements d'alliance. Dès lors, on ne peut ignorer que le fait de travailler essentiellement sur les archives de la presse locale a eu un effet grossissant sur le phénomène factionnel. Les archives de la présidence de la République donnent parfois à voir des conflits factionnels, dans des lettres de dénonciation. Leur caractère épars ne nous a pas permis de procéder à un croisement systématique avec les archives de la presse locale.

[10] Élise Massicard, art. cité.

Encadré : comparer le factionnalisme au sein d'un parti dominant dans les années 1950 et dans un parti de l'opposition dans les années 2000.

Elise Massicard, comme elle l'explique dans son article[11], a eu un accès privilégié à certaines grandes figures du parti. Elle a pu s'entretenir de vive voix avec les protagonistes de la lutte factionnelle, et poser des questions sur des règles du jeu par essence informelles, illégitimes, et presque de l'ordre de l'inconnaissable. En prise directe avec un réel contemporain, le travail d'Elise Massicard a pu expliquer de nombreux phénomènes qui nous apparaissaient parfois, vus à travers le prisme d'archives écrites, issues de la presse, et avec 60 ans d'écart, très énigmatiques. Il était aussi, finalement, extrêmement intéressant de constater, pour certaines de ces règles du jeu, leur caractère immuable, ou en tout cas presque inchangé depuis les années 1950, avec pourtant près de 60 ans d'écart, et après plusieurs changements de constitution. La proximité des analyses qui concernent le CHP des années 2000 et le Parti démocrate des années 1950 montre aussi que le factionnalisme s'applique à tout un système politique, et pas seulement à un parti en particulier. Il nous a donc paru intéressant de procéder à un travail de l'ordre de la comparaison avec celui d'Elise Massicard. Il faut, bien sûr, faire preuve de prudence, et prendre garde à ne pas plaquer des analyses contemporaines sur le passé. Les différences essentielles sont de deux ordres : le système majoritaire de la constitution de 1924 pour les élections législatives, dans les années 1950, assuraient au Parti démocrate un quasi-monopole des sièges au parlement dans le cas d'une victoire majoritaire aux élections. Dès lors, le Parti démocrate, dès les années 1950, est le seul parti qui peut garantir un accès au pouvoir. C'est le contraire pour le CHP dans le département d'Adana étudié par Elise Massicard, qui ne remporte que très peu d'élections et, dès lors, n'a que très peu de ressources à allouer à ses soutiens. En un sens, le travail d'Elise Massicard nous montre aussi que même les partis qui ne sont pas en position de gagner les élections sont concernés par le factionnalisme.

Ce chapitre sera divisé en trois sections. Les deux premières sections examinent la façon dont le factionnalisme modèle le recrutement et les pratiques politiques du socle du parti. Dans ce chapitre, nous étudierons donc essentiellement l'enrôlement et les pratiques politiques des « auxiliaires », des « adhérents aux contours souvent indéfinis », en un mot, de la « base »[12] du parti. En Turquie, les

[11] *Ibid*.
[12] Le terme a été critiqué par Charles Suaud, au motif qu'il évoque une authenticité indubitable, alors même que la « base » n'a qu'une faible autonomie par rapport à la production institutionnalisée de sa parole et de sa volonté. Voir Charles Suaud, « Le mythe de la base [Les États Généraux du développement agricole et la

soutiens actifs d'un parti politique sont appelés « partisans » (*partili*), ce qui ne signifie pas forcément une adhésion officielle à un parti politique.

Une première section prend pour objet le système politique local dans sa dimension informelle, pour voir comment le parti et ses responsables parviennent à exercer un contrôle efficace sur l'administration locale ; nous montrons que les carrières locales, pour un homme politique, sont étroitement liées à la possibilité de faire carrière au sein du parti. A partir de 1950, les deux moments qui rythment la vie démocratique, le congrès départemental du parti, et l'investiture électorale sur les listes du Parti démocrate pour les élections législatives – nous reviendrons sur ce dernier événement au chapitre 5 – sont les deux moments forts de la politique locale, beaucoup plus que les élections nationales. Cette première section nous permet donc de mettre en exergue l'importance de l'homme politique, et de la clientèle politique, comme unités de base de la politique. Par le recrutement de clientèles, l'homme politique façonne aussi la base locale du Parti démocrate.

Une deuxième section examine la façon dont le factionnalisme façonne l'activité politique sur la scène locale. Dès lors, observer la scène locale sous l'angle du factionnalisme nous permet de jeter un regard nouveau sur la presse locale et de donner un éclairage autre sur la multiplication de journaux locaux, qui servent en fait de tribunes aux chefs de faction. Les congrès, enfin, l'activité politique par excellence, sont des lieux d'affrontement plus que de délibération ; leur déroulement dépend de « règles du jeu » non écrites, lourdement déterminées par le factionnalisme.

La dernière section de ce chapitre se déplace à l'échelle nationale, tout en examinant le type d'interactions spécifiques entre local et national que produisent les factions. Nous verrons tout d'abord que les factions sont un objet de tensions entre le siège national du parti et ses organisations locales ; c'est en même temps le moyen de créer un lien vertical entre les deux niveaux. Nous verrons deuxièmement que les députés ont un rôle de pivot dans le jeu des factions : ce sont les chefs de la faction dominante dans leur circonscription puisque l'objet des conflits factionnels est généralement l'obtention d'un poste de député. Mais, à Ankara, les députés doivent aussi lutter auprès des dirigeants du parti pour obtenir des ressources. Nous verrons que l'allocation des ressources de l'État dépend aussi, en définitive, d'un jeu de factions, la faction recouvrant ici l'ensemble des députés d'un département. Le leader national, dans ce cas, est la figure qui doit assurer l'équilibre entre les factions. L'exemple de l'université d'Erzurum nous permettra d'illustrer notre propos.

---

production d'une parole paysanne] », in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique, p. 56-79. Nous l'utilisons cependant ici, faute de terme plus précis.

I. L'homme politique local comme architecte de la « base » du parti

Cette première partie s'attache à décrire le système politique local, pour montrer la centralité de l'homme politique[13] local, et de sa clientèle, dans la construction d'un milieu politique local. En effet, le système des factions est d'abord une personnalisation du lien politique. Dès les années 1950[14], l'économie de rétribution des militants du parti[15] est fonction de leur soutien à une personnalité politique, plus qu'à un parti politique. Toutefois, mettre en exergue l'importance des liens personnels ne revient pas à désigner la politique comme un fait individuel, une « lutte d'ego »[16]. Comme le montre Michel Offerlé, c'est la rencontre des capitaux collectifs partisans et des capitaux sociaux individuels qui détermine la relation des hommes politiques au parti[17] ; il est dès lors au cœur du processus de construction d'un milieu partisan local.

La faction sert d'abord, pour un homme politique, à se créer des ressources, à la fois en dehors du parti, en attirant à lui des groupes qui forment une clientèle, et au sein du parti, en faisant allégeance à une faction au sein du siège du parti à Ankara. Ces factions, qui sont de diverses natures, dessinent en retour la « base » du parti.

A. Le système politique local : administration, organes locaux et parti

Pour un homme politique, dans la Turquie des années 1950, avoir un poste de responsabilité dans l'organisation locale du parti donne beaucoup plus de pouvoir que d'avoir un poste électif local. En 1951, Ismet Uslu, qui est le président de l'organisation départementale du Parti démocrate à Adana, refuse le poste de maire de la ville, ce qui montre bien que, dans la hiérarchie des postes, celui de responsable de parti est préférable à celui de maire[18]. Cela est dû à la faiblesse des organes locaux, qui sont soumis à un contrôle étroit du gouvernement central[19]. En fait, la filière partisane exerce une forme de contrôle de l'administration locale.

---

[13] Le terme anglais de « *politician* » est beaucoup plus court et plus pratique que le terme français d' « homme politique ». Nous n'avons toutefois pas voulu céder aux facilités de l'anglicisme « politicien ».
[14] Le jeu des factions ne varie pas sensiblement au cours de la période. Après 1955, les congrès locaux du parti se tiennent de moins en moins régulièrement ; dans 28 départements, pour les élections de 1957, le processus régulier des primaires est suspendu, et les candidats aux élections législatives sont directement nommés par le centre du parti, comme par exemple à Adana. *Yeni Adana*, 1er octobre 1957. Voir aussi Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 479. Mais dans l'ensemble, le fonctionnement des factions change peu au cours de la période.
[15] Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », in *Revue française de science politique*, 27e année, n°1, 1977, p. 123-154.
[16] Julien Fretel, « Le leadership partisan », in Philippe Riutort *et al.*, *op. cit.*, p. 494.
[17] Michel Offerlé, *ibid*., p. 47.
[18] *Yeni Adana*, 19 juin 1951.
[19] Cette situation change par la suite : à partir des années 1990, les budgets des municipalités augmentent jusqu'à atteindre des sommes considérables.

1. Postes électifs au niveau local : un pouvoir limité

Les mandats électifs locaux sont de deux natures : il y a, pour les communes ou chefs-lieux (*kaza*), un conseil municipal élu (*belediye meclisi*), et pour chaque département, un conseil départemental (*il genel meclisi*). Les élections pour ces deux organes, municipal et départemental, ont lieu en même temps, avec les élections au poste de *muhtar* dans les quartiers et les villages. Pour ce qui concerne notre période, deux élections locales ont eu lieu, l'une en septembre 1950, et l'autre en 1955.

Le conseil municipal est proportionnel au nombre d'habitants. Le conseil municipal a essentiellement pour rôle de gérer les finances de la municipalité : ils se réunit trois fois par an, une fois en mars, pour décider du budget de la municipalité, une fois en juillet, pour faire le bilan du travail du comité exécutif (*belediye encümeni*) au sein du conseil municipal, et une fois en octobre, où le conseil examine le travail du maire. Les sessions durent de quinze jours à un mois ; le maire peut aussi convoquer des sessions extraordinaires[20]. Le comité exécutif du conseil municipal est composé du maire et de deux conseillers municipaux, qui sont chargés de l'assister dans les tâches routinières de la municipalité, et de le rencontrer au moins deux fois par semaine.

Le maire, quant à lui, est élu par le conseil municipal pour quatre ans. Il préside le conseil municipal et les réunions du comité exécutif de la municipalité, exécute les décisions du comité et supervise le budget. L'essentiel du travail de la municipalité est donc d'élaborer le budget. Or, ce travail est contraint par deux éléments. D'abord, le budget doit être soumis au préfet (*kaymakam*) qui peut le signer en sept jours, ou refuser de le signer. C'est d'ailleurs un remarquable moyen de pression pour le parti au pouvoir : si le parti de l'opposition gagne les élections, la municipalité est sûre d'être totalement bloquée. Elle ne pourra pas faire valider son budget par le préfet, qui peut refuser sa signature. Le parti d'opposition aura ainsi peu de chances de remporter les prochaines élections, étant dans l'impossibilité d'offrir le moindre service à ses citoyens. En revanche, si un conflit oppose un village CHP et un village DP, la priorité des autorités centrales est de satisfaire les revendications du village DP[21].

D'autre part, les ressources propres de la municipalité sont extrêmement faibles. Les fonctions de la municipalité sont les suivantes : organisation de l'urbanisme, nettoyage des rues, inspection sanitaire et prévention des incendies. C'est aussi la municipalité qui délivre les licences pour les hôtels et les restaurants, qui contrôle les prix, donne les autorisations de construction, et, enfin, contrôle les lieux de divertissement. Or, les ressources propres de la municipalité ne permettent pas de couvrir ces

[20] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 112.
[21] *Ibid*., p. 136.

dépenses ; en réalité, les organes locaux dépendent du budget de l'État. En 1956, à Erdemli, une commune du département de Mersin, 67,5 % du budget de la municipalité provenait des ressources de l'État central, et seulement 25% de la municipalité. Les revenus de la municipalité viennent essentiellement de l'argent issu des services payants de la mairie (transport de la viande chez les bouchers, traitement des ordures, éclairage public), et des amendes. Ces maigres revenus ne permettent pas la mise en place de travaux publics. Pour réaliser des travaux de grande ampleur, la municipalité devra emprunter de l'argent à la « banque des départements » (*Iller bankası*), une banque publique d'investissement qui dépend du ministère de l'environnement et de l'urbanisation, ou directement auprès du ministère de l'Intérieur[22].

Le gouvernement central contrôles les organes locaux par d'autres moyens : il a la possibilité de faire annuler les élections ; tous les élus locaux sont en même temps fonctionnaires, et doivent donc appliquer les directives du gouvernement. Ainsi, c'est donc le préfet, plutôt que le maire, qui détient le pouvoir dans une municipalité. Or, le préfet a tout intérêt à bien s'entendre avec les responsables du parti. Si les cadres locaux du parti sont mécontents de lui, ils peuvent s'en plaindre à leur député qui, s'il a accès aux dirigeants importants, a le contrôle de la carrière des hauts fonctionnaires. Un préfet ou un gouverneur qui n'est pas apprécié des dirigeants locaux du parti ne pourra pas faire carrière. Ce contrôle du parti sur l'administration locale est l'une des voies de la politisation des institutions publiques[23].

2. La filière partisane : un contrôle sur l'administration

Ainsi, les organisations locales du parti et leurs responsables ont, de fait, un rôle de contrôle sur les vrais détenteurs du pouvoir au niveau local. C'est par eux que passe une forme de contrôle populaire de l'administration. Au niveau des simples citoyens, une plainte ou une requête a beaucoup plus de chances d'aboutir si elle passe par un homme politique local, qui fera remonter la demande via un député influent, au cœur du parti, que si elle passe par une demande officielle ou une pétition.

D'autre part, les élites locales du parti font un usage politique des ressources de la municipalité, qui servent à consolider le pouvoir démocrate. Un quartier qui n'aura pas voté pour le Parti démocrate n'obtiendra pas les services municipaux qu'il demande ; pour être élu par les membres du conseil, le maire doit leur rendre des services, faire installer l'électricité dans leur quartier, par exemple. Les préfets sont donc obligés de faire le jeu, partial, des élites démocrates. Mais ils sont

[22] *Ibid*., p. 124.
[23] Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, art. cité.

aussi, dans le même temps, jugés sur des critères d'impartialité. Ils doivent donc disposer de qualités de diplomates, accorder des faveurs sans le faire remarquer, négocier sans entrer dans le conflit, etc[24].

Par ailleurs, les dirigeants locaux du parti contrôlent l'attribution des emplois publics[25]. Le 28 avril 1953, un journaliste local d'Adana se plaint du mode de sélection pour les emplois de la municipalité, qui repose sur le « partisanisme » (« *partizanlık* ») : un jeune homme a obtenu un emploi municipal alors qu'il était accusé de viol, parce qu'il est le neveu du maire démocrate[26]. En janvier 1960, toujours à Adana, des chauffeurs sont auditionnés pour conduire les autobus nouvellement acquis par la municipalité ; le jury de l'examen est composé uniquement de cadres locaux du Parti démocrate[27]. Un autre exemple est celui de Nejat Cemiloğlu, un homme politique du DP à Diyarbakır, qui donne des emplois municipaux aux voyous de la ville, probablement en échange de services rendus en termes de sécurité[28]. Ces pratiques n'ont rien de propre au Parti démocrate. Elles ont souvent été analysées dans le cadre d'une réflexion sur la pénétration des structures étatiques par les partis politiques[29]. Nous voulons ici souligner le pouvoir qu'elles confèrent en même temps aux responsables locaux de partis politiques.

En 1954, un article de la presse locale d'Adana rapporte qu'une délégation formée de Ahmet Kinik, l'inspecteur du parti, Ömer Başeğmez, le président de l'organisation locale du parti, Sedat Bari, l'un des députés, et Ali Sepici, le maire d'Adana, se sont rendus à Ankara pour obtenir des financements pour la municipalité d'Adana. Le journaliste annonce que, selon une rumeur, ces derniers auraient obtenu trois millions de livres turques pour le département[30]. Cela montre bien qu'élus locaux, députés et responsables du parti ont chacun un rôle à peu près égal dans l'obtention de ressources pour la municipalité. De plus, la frontière est très floue entre rôle politique et statut de bienfaiteur privé. Disposer d'un poste politique permet de s'approprier des ressources qui seront redistribuées par l'homme politique en tant que bienfaiteur privé. À l'inverse, le fait de devenir directeur d'un comité départemental du parti (*il başkanı*) occasionne de nombreux frais, et peut se traduire par un appauvrissement personnel, mais donne en retour accès à de nombreuses ressources partisanes, collectives.

---

[24] Le fonctionnement du système local est bien décrit par Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 116-160.
[25] Ces pratiques ont été bien étudiées par Jean-Louis Briquet. Voir Jean-Louis Briquet, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du « cas italien » », *Genèses*, vol. n° 62, n° 1, 2006, p. 49-68. Voir aussi Luigi Musella, « La classe politique en jugement. Tangentopoli et la critique de la politique en Italie», in Garraud, Philippe (dir.), *Juger la politique : Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*. Traduit par Jean-Louis Briquet, Res publica, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, p. 89-101.
[26] *Bugün*, 28 avril 1953.
[27] *Yeni Adana*, 15 janvier 1960.
[28] Şeyhmus Diken, *op. cit*., p. 140, voir *infra*.
[29] Benjamin Gourisse et Gilles Dorronsoro, art. cité.
[30] *Vatandaş*, 1er avril 1954.

Ainsi, la façon d'avoir du pouvoir pour un homme politique local c'est, plus encore que d'accéder à un poste électif, de faire carrière au sein du parti. Pour faire carrière, un homme politique local ne peut pas réussir seul ; il lui faut s'appuyer sur des réseaux, qui construisent la « base » du parti. Nous verrons que le jeu des factions, c'est aussi autre chose que de la politique. Il s'y joue des loyautés et des fidélités d'ordre moral et amical, nous permettant d'observer une certaine forme de porosité du politique et du social.



Figure 21 : caricature sur le suffrage comme monnaie d'échange[31]

« Mademoiselle, pour l'amour de dieu, donnez-moi votre prénom… Je vous donnerai ma voix ! »

B. L'homme politique chef de faction : figure centrale du système local

Comme nous l'avons vu au chapitre trois, l'entrepreneur politique local joue un rôle essentiel dans la mobilisation électorale pour le Parti démocrate. Pour la mobilisation politique, c'est-à-dire le recrutement au sein du parti, l'homme politique a la même importance : c'est en recrutant les membres de leur clientèle au sein de factions que les hommes politiques recrutent des adhérents au parti. Ainsi, la « base » du parti démocrate peut être vue comme l'ensemble des clientèles des hommes politiques locaux du parti.

[31] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 109.

Les hommes politiques construisent leur poids au sein du Parti démocrate par des réseaux extra-politiques, qui relèvent de leurs réseaux de sociabilité[32]. Clubs de sport, associations de charité, ou diverses autres associations – par exemple pour l'embellissement de la ville – sont des moyens, pour un homme politique, de tisser un réseau de relations qui peuvent aisément être converties en clientèle politique. Ces relations de clientèle sont encastrées dans un système social qui véhicule sa propre « économie morale »[33]. Cette pratique politique s'inscrit aussi dans des pratiques politiques plus anciennes ; on pourrait comparer ces chefs de faction aux démagogues grecs, qui ont été bien étudiés[34]. Les capitaux qui peuvent être réinvestis en politique ne sont pas seulement de nature économique ou symbolique ; il y a là aussi un capital de prestation, de démagogie – au sens originel du terme.

Ces réseaux de sociabilité personnels modèlent en grande partie ce que Frédéric Sawicki appelle le « milieu partisan » local, et contribuent largement à brouiller les frontières de l'organisation partisane. Les réseaux[35] du Parti démocrate, au niveau local, ce sont d'abord les réseaux de ses hommes politiques. Nous étudierons d'abord les fonctions des factions, pour voir qu'elles répondent en premier lieu à la nécessité, pour un homme politique, de s'entourer d'une équipe pour gagner. Nous affirmerons ainsi que les factions peuvent être vues comme la fin des grandes familles en politique, et l'émergence d'une politique « moderne » ; enfin, nous constaterons que les groupes factionnels définissent les contours de la « base » du parti.

1. Les fonctions des factions : particulariser les ressources communes

A quoi servent les factions ? Le tableau qui ressort de la lecture de la presse locale est celui de la division. Les factions apparaissent alors comme relevant de l'irrationnel pur. En réalité, le conflit est, en grande partie, instrumental ; les factions remplissent des fonctions précises, et le jeu des factions fait proprement partie des règles du jeu politique. Pour autant, les groupes factionnels sont

[32] De la même façon, Julien Fretel a bien décrit le rôle déterminant, pour les notables de l'UDF (Union pour la Démocratie Française), de soutiens réunis autour de causes non-politiques, mais aptes à peser sur les enjeux électoraux et partisans. Selon lui, il ne faut pas voir les partis de la droite modérée comme des partis de notables, mais plutôt la propension de ces formations à recruter des personnalités aptes à construire leur propre notabilité. Voir Julien Fretel, « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », *Politix*, vol. 17, n°65, Premier trimestre 2004, p. 45-72. Voir aussi Cesare Mattina, « Mutations des ressources clientélaires et construction des notabilités politiques à Marseille (1970-1990) », *Politix*, vol. 17, n°67, Troisième trimestre 2004, p. 129-155.

[33] Voir Jean-Pierre Olivier de Sardan, « L'économie morale de la corruption en Afrique », in *Politique Africaine*, n°63, p. 97-116, 1996. Le terme a été employé en plusieurs sens différents depuis. Pour une bonne synthèse de l'emploi de la notion et des problèmes qu'elle soulève, en particulier en contexte africain, voir Johanna Siméant, « « Économie morale » et protestation – détours africains », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, p. 142-160.

[34] Moses Finley, « Athenian Demagogues », *Past & Present*, n° 21, 1962, p. 3–24 ; plus récemment, Frédérique Tabaki, « La démagogie grecque », *Mots*, n°59, juin 1999 et « Démocratie », *Démocraties*, Marie-Anne Paveau et Gabriel Périès (dir.), p. 122-124.

[35] Nous définissons ici le réseau, à la suite d'Alain Degenne, non comme chaînes de relations inter-individuelles, mais comme l'ensemble des « cercles sociaux », plus ou moins structurés, auquel appartient un individu.

très différents des courants idéologiques au sein d'un parti politique. Les factions ont leurs propres structures ; elles sont beaucoup plus organisées que de simples courants d'opinion. Le caractère informel de la faction est aussi ce qui fait sa force : les liens verticaux que produisent les factions permettent une communication et un partage de l'information beaucoup plus rapide que les canaux formels[36]. Lors des primaires à l'investiture électorale[37] en 1954 à Erzurum, Cemil Önder, un chef de faction, sait, avant que les résultats ne soient proclamés, quels sont les résultats des élections[38].

En Turquie, la faction a principalement pour but de permettre à son chef de prendre le pouvoir au sein du parti, elle n'a presque jamais de coloration idéologique. C'est dire que, dans la faction, le chef de faction a un rôle essentiel ; il est la raison d'être du groupe[39]. Comme le chef de faction en Inde, tel qu'il est décrit par Norman K. Nicholson, l'homme politique et chef de faction démocrate s'appuie sur ses propres relations, et sur les obligations morales par lesquelles certains individus sont liés à lui, mais plus comme personne individuelle qu'en tant que chef de l'organisation qu'il représente[40].

C'est que, comme le dit Elise Massicard, une faction, c'est d'abord une équipe qui s'associe pour conquérir le pouvoir ; il s'agit donc de mettre en commun ses ressources extra-partisanes pour conquérir une position de pouvoir au sein de la branche locale du parti, pour ensuite faire un usage particulier de ces ressources. Norman K. Nicholson, dans un article sur le factionnalisme en Inde[41], relève que le factionnalisme induit une appropriation privée des ressources publiques : reverser les ressources publiques à certaines personnes, ou certaines communautés, est un gain politique bien plus grand pour un chef de faction, que si elles sont distribuées à tous. On pourrait retourner l'affirmation, en disant que la faction est un moyen d'organiser les ressources partisanes de façon particulière et personnalisée. Dans le contexte turc des années 1950, où l'État est le principal distributeur de ressources, être un homme politique est la meilleure façon d'obtenir un accès à ces ressources[42].

Un bon exemple en est la crise de sucre qui sévit à Adana au cours de l'année 1955. L'absence de sucre dans toute la ville et la difficulté à en trouver suscitent un fort mécontentement chez les

[36] Ce phénomène a été très bien étudié par Luigi Musella. Voir Luigi Musella, « Réseaux politiques et réseaux de corruption à Naples », *Politix*, vol. 12, n°45, Premier trimestre 1999. p. 39-55.
[37] Des pré-élections à l'investiture électorale déterminent l'inscription d'un homme politique sur les listes du Parti démocrate. C'est un événement très important sur lequel nous reviendrons longuement au chapitre cinq.
[38] *Yeni Erzurum*, « *Oltu'dan notlar* » [Notes de Oltu], 29 mars 1954.
[39] C'est souvent, mais pas toujours le cas dans les systèmes de faction. C'était le cas, par exemple, au Japon, dans les années 1970. Voir Haruhiro Fukui, « Japan : Factionalism in a Dominant-Party System », in Beller et Belloni, *op. cit*., p. 43.
[40] Norman K. Nicholson, « Factionalism and Public Policy in India : The Vertical Dimension », in Beller et Belloni, *op. cit*., p. 168. Le même phénomène a bien été décrit par William F. Whyte, *Street corner society : la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2002 [1943], p. 248-249.
[41] Norman K. Nicholson, *ibid*., p. 166.
[42] Voir aussi Hélène Combes et Gabriel Vommaro, *Sociologie du clientélisme,* La Découverte, 2015

restaurateurs et hôteliers de la ville, si bien que l'État procède à des distributions de sucre importé. Ces distributions sont immédiatement jugées partiales et suscitent les critiques de l'association des confiseurs (*şekerci*)[43] : il est tout à fait probable que les chefs de faction aient distribué le sucre en priorité à leurs soutiens politiques, dans la mesure où l'obtention de ressources en temps de disette passe systématiquement par le parti. À Erzurum, les propriétaires de hammam ont besoin de charbon pour chauffer l'eau ; dans une conférence de presse du maire d'Erzurum, nous apprenons que l'un des députés d'Erzurum, Rıza Topçuoğlu, a obtenu que 40 tonnes de charbon soient livrées à la ville, grâce à ses liens personnels avec Samet Agaoğlu, qui est alors ministre du commerce (*işletme*)[44].

Il est très difficile de faire une carrière politique, au sein du Parti démocrate, sans appartenir à une faction, ni disposer d'une clientèle politique particulière. N'importe quel candidat parachuté dans une circonscription qu'il ne connaît pas aura au contraire tout intérêt à s'appuyer sur une faction existante au niveau local, à s'associer à un chef de faction local, de façon à avoir accès à une clientèle, et, ainsi, à se créer un ancrage social. À Erzurum, par exemple, Mustafa Zeren, qui vient d'Istanbul et n'a que peu de contacts dans le département, s'appuie sur la faction opposante à la faction dominante localement, celle de Turhan Bilgin – nous y reviendrons[45]. Dans ce cas de figure, il s'agit d'unir ses forces ; un candidat qui a la confiance du siège national du parti peut être d'une grande aide à la faction opposante au niveau local ; comme nous le verrons, le siège national du parti joue aussi un rôle dans les conflits entre factions opposées au niveau local.

2. L'essor des factions comme émergence de la politique moderne ?

Les principes de la faction sont donc les mêmes que ceux de la clientèle politique ; la faction est une forme de clientèle politique. Nous avons vu au chapitre trois que le clientélisme politique prend une forme et un sens nouveaux avec le passage au multipartisme. De la même façon, le développement des factions est lié, en un sens, à la figure nouvelle de l'entrepreneur politique. Norman K. Nicholson fait remarquer que, en Inde avant le suffrage universel, le pouvoir était la conséquence d'un pouvoir économique et social. Les familles de notables siégeaient naturellement au conseil municipal de la ville. Avec le suffrage universel, le pouvoir devient le moyen d'une mobilité sociale et individuelle. Avoir un poste de responsable politique, c'est aussi le moyen d'avoir sa part des ressources fournies par l'État pour le développement[46]. Pour Norman K. Nicholson, l'émergence des factions qui entourent un homme politique sont le signe de la fin des grandes familles en politique ; la politique est désormais une affaire plus personnelle. Il est certain, pour la Turquie, que, pendant la période de parti unique, les factions intra-partisanes épousaient étroitement les lignes des

[43] *Vatandaş*, 2 février 1955.
[44] *Demokrat Doğu*, 14 janvier 1957.
[45] Ce phénomène a été bien analysé par Élise Massicard, « Le factionnalisme… », art. cité.
[46] *Ibid.*, p. 166.

clans familiaux[47]. Nous pourrions reprendre cette affirmation en disant que la forme nouvelle que prennent les factions avec le passage au multipartisme est aussi le signe de l'émergence de la figure de l'homme politique.

C'est en s'appuyant sur ses ressources personnelles, non-partisanes, qu'un homme politique parvient à entretenir une clientèle politique, qui lui est utile pour parvenir à la tête de l'organisation locale d'un parti politique, et redistribuer les ressources partisanes vers ceux qui l'auront servi. Dans un entretien avec Şeyhmus Diken, Nejat Cemiloğlu, qui fut longtemps un homme politique important, du DP, puis du Parti de la Nouvelle Turquie (*Yeni Türkiye Partisi*, fondé avec Yusuf Azizoğlu), raconte la fondation, en 1968 d'un club de sport, Diyarbakırspor, qui l'a rendu extrêmement populaire. Les corporations, organisations professionnelles très hiérarchiques sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir longuement au chapitre sept, ont généralement un protecteur personnel[48].

Dans son journal *Hür söz* [la parole libre], Ahmet Polat, un homme politique et important chef de faction du DP à Erzurum, publie un entretien avec le chef de la corporation des *faytoncu*, les conducteurs de voitures à cheval (*fayton*). A plusieurs reprises au cours de l'entretien, le chef du *dernek* (association) mentionne le nom d'Ahmet Polat, qui a rendu de grands services à leur association[49]. Alors que les membres de l'association manquaient de nourriture pour leurs chevaux, Ahmet Polat s'est entretenu de ce problème avec le *vali* (gouverneur), et les besoins en foin ont été satisfaits. Le directeur de l'association laisse aussi entendre que ces bienfaits seront payés de retour[50]. La reconnaissance du chef de la corporation des cochers va directement à Ahmet Polat, pas au Parti démocrate. On peut imaginer que, lorsque Ahmet Polat passe au parti de la liberté, suite à un conflit factionnel, la corporation des cochers, et tous ses membres, continuent de soutenir Ahmet Polat, et quittent le DP avec lui.

Cet entretien nous renseigne sur la structure des factions. Le chef de la corporation a certainement des liens personnels avec Ahmet Polat, qui sont des liens de déférence. Toutefois, les cochers qui sont membres de l'association ne connaissent pas ce dernier personnellement. Ils soutiendront cependant celui que le chef de la corporation aura décidé de soutenir. En assurant à la corporation des livraisons de grain pour les chevaux, Ahmet Polat rend un service à la corporation des

[47] Voir Murat Metinsoy, art. cité.
[48] Tanıl Bora, « Professional chambers and Non-voluntary Organizations in Turkey : the Intersection of Public, Civil and National », in Seufert Günter et Karin Vorhoff, *Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, Ergon, 2000.
[49] Le terme officiel, que l'on trouve dans les sources, est « *dernek* », que l'on traduit en français par « association ». Or, bien souvent, ces associations fonctionnent comme des corporations. Nous utilisons ici les deux termes de façon indifférenciée.
[50] « Sağolsunlar Ahmet Polat bey bu hususta alicenaplık yaparak valiyle görüşüp bizim bu ihtiyacımızın teminine çalışmıştır. İyiliklerini unutmayacağız », *Hür söz*, 19 janvier 1956.

cochers, et il s'assure ainsi des soutiens. Mais il rend essentiellement service au chef de la corporation, qui a ainsi été rendu capable de s'acquitter de ses devoirs auprès des membres de la corporation.

Ainsi, ce n'est pas un processus conscient que de s'engager dans une faction politique, contrairement à celui d'entrer dans un parti politique. Il s'agit plutôt d'entrer dans la clientèle, et ainsi de prêter allégeance, à un homme politique. Ahmet Polat joue certainement de ressources partisanes. C'est un responsable local du Parti démocrate et c'est en cette qualité qu'il peut faire pression sur le gouverneur.

Comme nous l'avons vu, la meilleure façon de se plaindre du pouvoir d'un administrateur d'État, c'est de passer par un député influent, qui a accès aux hommes de pouvoir au sein du parti. Si un administrateur local ne s'entend pas bien avec les responsables locaux du parti, il risque d'être très mal vu du ministère, et cela peut nuire à sa carrière[51]. C'est donc grâce à des ressources proprement partisanes (un poste de responsable au sein de la branche locale du DP) qu'Ahmet Polat parvient à obtenir du *vali* qu'il fournisse du grain aux chevaux des membres de la corporation des cochers. Mais en retour, cette corporation et ses membres lui seront fidèles à lui personnellement. C'est là le cœur du système factionnel : particulariser les ressources du parti pour en maximiser les gains politiques.

3. Le parti comme réseau de réseaux

Etudier le fonctionnement du système des factions nous permet donc de comprendre que le parti est un « réseau de réseaux ». L'adhésion à un parti politique se fait de façon essentiellement personnelle. Dès lors, c'est seulement en observant la façon dont ces groupes se forment en factions, ou s'incorporent à des factions politiques, que nous pouvons comprendre sur quels groupes sociaux s'est appuyé le parti. D'ailleurs, il serait très difficile d'étudier le profil des adhérents au parti, qui ne laissent que très peu de traces – les registres d'adhérents étaient très rarement tenus à jour, et les frais d'adhésion, très rarement renouvelés. Ce que l'on peut compter comme la base du parti, les auxiliaires, ce sont donc essentiellement les groupes sociaux attachés à un homme politique plutôt qu'à un parti. Les réseaux du parti sont les réseaux d'un seul homme.

Le chef de faction est essentiel à la définition du groupe. Dans nos sources, le terme employé pour désigner la faction est le mot « *hizip* », un mot d'origine arabe – qui désigne aujourd'hui en arabe le parti politique-, ou encore un terme plus neutre, « *grup* », le groupe. Le chef de faction – quoique rarement ouvertement appelé ainsi, est nommé « *hizip kaptanı* », le « capitaine » ou « pilote » de faction. Les factions, d'ailleurs, portent en général simplement le nom de leur chef : les partisans de

[51] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 131.

Sakıp Önal sont appelés les « Sakıp Önalcılar » (« ceux de Sakıp Önal »), les partisans de Ömer Başeğmez, les « Başeğmezciler »[52].

Contrairement aux partis politiques, les factions n'ont pas de symbole, pas de label partisan. Ainsi, s'engager dans une faction n'est pas un acte aussi conscient que de s'engager dans un parti politique ; c'est pourtant un mode de recrutement essentiel pour les partis politiques. Comme le montre Elise Massicard dans un article sur les élections locales à Adana en 2009, cette clientèle trace les contours d'un milieu partisan. « Les candidats sont entourés d'une foule de volontaires dévoués (leur « équipe »), qui vont bien au-delà du cercle militant *stricto sensu*. Lors de la campagne, le candidat active l'ensemble des loyautés et des allégeances antérieures : sympathisants, fidèles, proches, ou simples individus qui ont eu des rapports personnels avec le candidat ou à qui il a rendu un service. […] Une grande partie de cet entourage n'a pas de lien avec l'organisation partisane. […] Ces cercles peuvent bloquer l'accès des militants mobilisés par l'organisation au candidat, ce qui est susceptible de les démotiver, voire de freiner leur mobilisation »[53]. Tant que le chef de faction existe et recherche activement une carrière au sein du parti, la faction existe. S'il meurt ou qu'il quitte la politique, l'existence de la faction est mise en question, même si d'autres membres importants de la même faction peuvent prendre sa place.

D'ailleurs, il n'est pas rare qu'une faction change de nom en changeant de leader ; mais sa composition reste certainement peu ou prou la même. À Erzurum, par exemple, la faction de Mustafa Zeren, du nom du député qui la soutient, est parfois appelée du nom de son chef local, la faction de Şevket Arı. Lorsque Şevket Arı quitte définitivement la politique, la faction est désormais appelée, dans les journaux, la faction de Münip Özer.

Nous nous intéresserons à présent aux factions en elles-mêmes : de qui sont-elles composées ? Comment se forment-elles ? Il s'agit de comprendre comment les partis peuvent « mobiliser des solidarités, entretenir, voire créer, des groupes, même si ceux-ci peuvent s'avérer relativement instables »[54]. La question qui se pose ici est : est-ce que les factions préexistent à la politique, ou est-ce que c'est le parti qui crée les factions ? La question est de taille ; elle permet d'aborder, notamment, l'identification de certains groupes ethnico-religieux à un parti politique ou à un autre[55].

[52] *Yeni Adana*, 28 mars 1955.
[53] Élise Massicard, « Que voit-on… », art. cité, p. 112.
[54] « Éditorial », *Politix*, « Ancrages politiques », 4/2010, n° 92, p. 3-6.
[55] Sur cette question, voir aussi Christophe Jaffrelot, « Vers une désethnicisation de la politique en Inde ? La persistance du vote de caste », *Critique internationale*, vol. 51, n° 2, 2011, p. 57-73.

C. Qu'est-ce qu'une faction ? La « mise en groupe »

Les factions ne sont pas des groupes sociaux homogènes. Elles ont des bases, parfois locales - et donc ethnico-religieuses, les deux se recoupent souvent -, parfois électives, et parfois personnelles. Ces clientèles politiques passent souvent par des structures, ou des groupes déjà structurés, organisations de la société locale, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir : associations (de parents d'élèves), fondations caritatives, qui permettent de redistribuer largement les ressources, clubs de sport, corporations, chambres professionnelles. Le mouvement associatif connaît d'ailleurs un essor très important dans les années 1950[56]. D'autre part, les factions intra-partisanes et les factions au sens de « clan » n'ont pas rien à voir ; il peut arriver que les factions intra-partisanes recoupent des clans rivaux, au sein d'un village, ou d'un quartier. Nous avons distingué, dans la sous-partie, deux modèles de faction. Dans le premier modèle développé, le groupe pré-existe à l'homme politique ; dans le second modèle, l'homme politique crée lui-même la faction qui l'entoure.

1. Les groupes pré-constitués : associations, bandes, groupes ethniques

« Il y a à Cornerville beaucoup de clubs politiques, chacun créé par un homme politique et organisé sous sa houlette. L'objectif de ce genre de club est de faire élire son patron (le *boss*), ou quelqu'un choisi par lui, à une fonction publique, et de lui assurer l'assise électorale nécessaire pour établir des relations politiques fructueuses. »[57]. Cette phrase écrite dans le cadre d'une célèbre étude sur un quartier de Boston dans les années 1930, pourrait aussi bien s'appliquer à la Turquie des années 1950.

Les associations caritatives, ou les organisations de bienfaisance, jouent un rôle très important dans la fabrication d'une clientèle politique. Elles sont généralement présidées par un homme politique. À Erzurum, par exemple, on apprend en 1955 que l'association de parents d'élèves (*aile birliği*) de l'école primaire *Cumhuriyet* est présidée par un homme politique du DP, Hüsamettin Yilmaz. Les activités de l'association consistent essentiellement à financer les études des enfants de familles pauvres, recouvrant ainsi des pratiques clientélaires[58].

Souvent, les chefs de faction sont présidents d'associations pour l'embellissement de telle ou telle commune, qui financent des projets architecturaux pour la ville, ou d'associations pour la construction d'une mosquée dans tel ou tel village, ce qui donne, de plus, un prestige moral à celui qui

[56] Ahmet Yücekök, *Türkiye'de Dernek Gelişimleri (1946-1968)* [Le développement des associations en Turquie (1946-1968)], Sevinç matbaası, 1972.
[57] William Foote Whyte, Street corner society : la structure sociale d'un quartier italo-américain, Paris, La Découverte, 2002 [1943], p. 241.
[58] *Demokrat Erzurum*, 12 décembre 1955.

la préside. L'association pour faire construire un foyer pour les étudiants d'Erzurum, *Yurt yaptırma cemiyeti*, est présidée par plusieurs cadres du parti. Fait intéressant, plusieurs institutions sont mises sur le même plan dans le financement de ce foyer : la chambre de commerce, qui donne 1 500 livres turques, la mairie d'Erzurum, qui donne 15 000 livres, le conseil départemental, qui donne 25 000 livres, et plusieurs autres mairies de chefs-lieux du département d'Erzurum : Hasankale, Tortum, Aşkale. Le congrès de l'association se fait sous la présidence du *vali*[59].

À Adana, l'association d'entraide des « anciens combattants » (*mücahit*) du combat nationaliste est présidée par Cavit Oral, un influent propriétaire terrien et homme politique de la ville[60]. Ces associations n'ont d'ailleurs jamais été totalement séparées de la politique ; pendant la période de parti unique, elles servaient même essentiellement à financer le CHP. L'association du croissant rouge (*Kızılay*), l'association de protection des orphelins (*Çocuk esirgeme kurumu*) étaient presque toujours présidées par un homme politique de la ville. Ainsi, les conflits factionnels touchent toutes les institutions de la ville : les municipalités – les employés de la mairie sont pour l'un ou pour l'autre des chefs de faction[61], les barreaux d'avocat, les chambres de commerce, alors même que les membres de ces institutions ne votent pas pour les primaires des législatives. En 1958, le congrès de l'association *Türk Hava Kurumu* (l'association pour l'aviation turque), qui traditionnellement servait à financer le CHP, montre que le DP a pris le contrôle de l'association : sur les huit personnes élues au comité de direction de l'association, sept sont des hommes politiques locaux du Parti démocrate[62].

Parfois, certains chefs de faction s'appuient même sur la pègre locale, comme Nejat Cemiloğlu l'évoque dans un témoignage :

> « Cher Nejat, une question personnelle. Les « enfants de la ville » de Diyarbakır, ceux qu'on appelle en argot les « gros bras », vous aiment beaucoup. Eux n'ont pas voulu s'abaisser à être vendeurs ambulants ou ce genre de choses ; comme ils étaient nés en ville, ils méprisaient ce genre de travail. Vous, vous leur avez donné un travail à la municipalité. Si je ne me trompe pas, il y en a encore qui travaillent là-bas, qui datent de votre époque. Qu'en dites-vous ? – Je vais vous dire. Un homme va en prison, à cause de la pauvreté, ou à cause d'autres problèmes. D'une façon ou d'une autre, il va te demander quelque chose du nom d'« aide ». Représente-toi ça, si tu veux, comme une véritable aide, ou si tu préfères, comme une forme de racket. Tu es obligé de lui donner. Et lui, il est obligé de te le demander, pour rester en vie. Moi, comme je connaissais tout ça, j'ai reconnu ces personnes-là. À la fois pour éviter qu'ils ne commettent un nouveau délit, et à la fois pour que la tranquillité de mes concitoyens de Diyarbakır ne soit pas troublée, je leur ai donné un

[59] *Doğu*, 14 janvier 1953.
[60] *Yeni Adana*, 3 août 1950.
[61] *Yeni Adana*, 12 janvier 1951.
[62] *Demokrat Doğu*, 28 avril 1958.

> travail. Certains ont dit « Nejat Cemiloğlu, il se cherche des parrains, des voyous, des gorilles ». Mais ce sont des racontars. Moi, je n'ai jamais porté d'arme. Je ne voulais pas non plus de garde du corps. Si je n'avais pas fait ça, ces gens-là auraient causé des problèmes pour l'ordre public. Lors de mon second mandat, à Diyarbakır, il y avait plus de gars de Lice qu'à Lice, et plus de gars de Derik qu'à Derik. Il fallait protéger les pauvres ! Ces gens-là, ils n'étaient pas venus à Diyarbakır par plaisir. Maintenant, je te l'avoue, c'est simplement pour ça que j'ai fait ce que l'État aurait dû faire pour eux. L'esthétique de la ville, je l'ai laissée au second plan. »[63]

Ces aveux de la part de Nejat Cemiloğlu, chef de la section DP du canton de Diyarbakır-centre à partir de 1950[64], sont révélateurs des échanges de bons procédés qui caractérisent la relation de clientèle. Nejat Cemiloğlu, en rétribuant les voyous de la ville avec un emploi à la mairie, les neutralise, et, en même temps, sous-traite le maintien de l'ordre public. Par ailleurs, ces voyous et bandes locales lui rendent des services personnels, comme, par exemple, celui d'assurer sa propre sécurité, au besoin contre une faction rivale ; nous verrons que les conflits factionnels ne sont pas exempts de violence physique.

Parfois, les factions représentent des localités. Une fois évincé de la scène politique locale par le jeu des factions, Turhan Bilgin, un homme politique d'Erzurum, continue de commenter, dans son journal *Doğu*, la vie politique locale et le jeu des factions. Ayant été exclu du parti parce qu'il était accusé d'exciter le « factionnalisme » (« *hizipçilik* ») au sein du parti, Turhan Bilgin a à cœur de décrire le jeu des factions au sein de l'organisation locale du parti. Il donne dès lors de passionnantes indications sur la façon dont ce dernier fonctionne. Le 7 octobre 1958, Turhan Bilgin commente les forces en présence pour le prochain congrès régional du parti, qui aura lieu le 12 octobre.

Il y a, nous explique Turhan Bilgin, trois factions au sein de l'organisation locale du Parti démocrate à Erzurum, qui vont s'affronter lors du prochain congrès. La première faction est celle de Talip Yargılı, Kemal Tuğrul, et Fazıl Başar. Ce sont tous les trois des avocats. Une deuxième faction repose sur les figures de Ömer Arı, Refik Köktürk, et Niyazi Güney, qui sont tous trois des *esnaf*, des propriétaires de petits commerces, et tous trois connus pour être des étudiants de Said Nursi. La dernière faction est portée par Atık Palandöken, Bahattin Varto et Ishak Özonur, qui sont tous les trois des notables kurdes, des cantons du sud du département d'Erzurum. Le premier groupe, explique Turhan Bilgin, est soutenu par les cantons de Erzurum centre, Narman et Tortum, entièrement, et partiellement par Hasankale et Senkaya, à l'est et au nord-est du département. La deuxième faction, poursuit-il, n'est soutenue par aucun canton particulier. Mais ce sont trois personnalités respectées, qui

[63] Şeyhmus Diken, *Isyan surgunleri*, p. 140.
[64] Cemalettin Canlı et Halil İbrahim Uçak, *Hattın Dört Yanında Cemilpaşazadeler* [Les Cemilpaşazade aux quatre coins de la ligne], Dipnot, 2012, p. 397.

peuvent avoir des voix dans les élections au comité de direction du département (*il idare kurulu*). Le groupe de Atık Palandöken est presque aussi puissant que la première faction, nous dit Turhan Bilgin. Ce groupe a le soutien de Çat, Hınıs, Karayazı et Tekman – les cantons kurdophones - entièrement, partiellement de Horasan et Oltu. Atık Palandöken, lui-même, peut aussi obtenir quelques soutiens à Ispir, Aşkale, et dans d'autres départements, grâce à son charisme personnel et à son image d' « homme du peuple », nous explique Turhan Bilgin. Quant au groupe des « Démocrates de 1946 », ils sont silencieux et « hors-jeu » ; mais « on » préfère intégrer Lütfü Yalım et Şevki Muratoğlu dans le comité de direction du parti, pour avoir leur accord silencieux, plutôt que leurs protestations énergiques.

Ce récit donne beaucoup d'éléments importants. D'abord, on voit qu'une certaine affinité idéologique, confessionnelle, ou ethnique rassemble, malgré tout, les factions. Talip Yargılı, qui est avocat, est soutenu par des avocats (Kemal Tuğrul et Fazıl Başar). Ce sont trois notables kurdes (Atık Palandöken, Bahattin Varto et Ishak Özonur) qui s'assemblent pour lutter contre cette faction, et trois étudiants notables de Said Nursi (Ömer Arı, Refik Köktürk et Niyazi Güney) forment une faction à part. Une autre des factions renvoie à un groupe qui s'est sédimenté comme tel au cours de la période précédente : le « groupe des démocrates de 1946 ». Nous pouvons également constater que, si quelques factions ont des bases territoriales, celle des Kurdes, qui sont soutenus par les zones kurdophones du département, ou celle des avocats, certains chefs de faction peuvent aussi s'attirer des soutiens en dehors de leurs cantons d'origine. Les élèves de Said Nursi inspirent le « respect » ; c'est donc que le jeu des factions n'exclut pas une part de choix électif. Atık Palandöken est appelé « homme du peuple », « *halk adamı* », et peut jouer sur son « charisme personnel ».

2. Construire un groupe de soutien

Lors des élections pour l'investiture électorale sur les listes du parti, les branches féminines du parti et les organisations de jeunesse sont appelées à voter, en même temps que les délégués des partis (qui auront été élus dans les congrès locaux). Ces branches féminines et mouvements de jeunesse sont donc appelés à jouer un rôle de poids dans le jeu des factions. Bien souvent, ces organisations se forment à l'approche des élections, font un grand congrès inaugural, et n'apparaissent plus dans les sources par la suite. Si les branches féminines (*kadın kolları*) du parti n'apparaissent que rarement dans les sources (de la presse locale et autre), on y voit souvent apparaître les noms des épouses des hommes politiques. Lors d'une réunion des branches féminines du DP à Osmaniye, dans un canton du département d'Adana, on voit apparaître le nom de Zekiye Bosna, la femme d'un richissime industriel

et homme politique local du DP[65]. C'est donc que ces branches féminines servent plutôt de groupes de soutien à tel ou tel homme politique, par le biais de son épouse, qui anime des activités de charité.

Un autre bon exemple est celui de la création de l'organisation de jeunesse du DP à Erzurum, le 27 avril 1954, quelques semaines avant les élections législatives, et donc les élections à l'investiture électorale[66].

Le journaliste mentionne que le congrès se fait dans une salle municipale, remplie de délégués, de membres du parti, et de candidats à l'investiture électorale (« *yüzlerce Delege, Partili, ve Milletvekili adaylarının iştiraki ile* »). Les jeunes responsables de l'organisation de jeunesse du DP prononcent des discours enflammés sur la nation et sur le parti. Mais, avant de terminer son discours, Kadir Koçkan, le deuxième orateur, annonce qu'il tient à tordre le coup aux accusations mensongères de l'« opposition ». Cette dernière a en effet accusé deux candidats à l'investiture électorale d'être, pour l'un « laze »[67] - il s'agit de Zeki Cavuşoğlu, et, pour l'autre, « étranger à Erzurum » (« *Erzurumlu değildir* ») - il s'agit de Bahadır Dülger. L'orateur commence par s'opposer à une distinction entre Turcs : « de Kars à Edirne, nous vivons avec les mêmes sentiments, les mêmes principes, sous le même drapeau. Nous sommes tous turcs (« *Ta Kars'tan Edirne'ye kadar aynı hislerle aynı gayelerle aynı bayrak altında yaşıyoruz. Hepimiz Türküz* »). Quant à Bahadır Dülger, l'orateur raconte qu'il l'a connu en 1948, à Istanbul, alors que l'association des étudiants d'Erzurum à Istanbul organisait une soirée sur le folklore d'Erzurum. Invité à cette soirée, Bahadır Dülger a prononcé au cours de ce discours la phrase suivante « pour qu'un homme soit un vrai homme, il doit être d'Erzurum. » (« *bir adamın erkek olması için evvelÀ Erzurumlu olması şarttır.* »). À ce moment, poursuit le jeune militant, Bahadır Dülger ne savait pas qu'il serait candidat à l'investiture électorale, et il ne savait pas non plus que ce serait sur les listes d'Erzurum. Ces louanges à l'égard de Bahadır Dülger ne s'arrêtent pas là. À la fin de tous les discours, « à la demande générale » (« *umumi arzu üzerine* »), Bahadır Dülger est appelé à la chaire. Son discours soulève l'émotion générale dans la salle (« *konuşmasının heyecanı bütün salonu kapladı* »). De bruyants applaudissements et manifestations d'approbation en faveur de Bahadır Dülger suivent et durent plusieurs minutes (« *Bahadır Dülger lehine dakikalarca süren tezahürat yapıldı* »).

Le déroulement de la soirée laisse soupçonner que la scénographie a été largement orchestrée. L'enthousiasme que met le jeune orateur à défendre Bahadır Dülger contre ses ennemis factionnels, ainsi que la date de cet événement, à quelques semaines seulement de l'investiture électorale – qui marque un *climax* dans les affrontements entre chefs de factions -, doit nous inviter à réfléchir sur le

[65] *Bugün*, 30 mars 1954.
[66] *Demokrat Doğu*, 27 avril 1954.
[67] Le terme peut renvoyer au peuple caucasien qui vit dans le nord-est de la Turquie, aussi bien qu'à une simple appartenance régionale, celle du nord de la Turquie, la région de la mer Noire.

rôle qu'a joué Bahadır Dülger dans la création même de ce mouvement de jeunesse. D'ailleurs, dans une salle remplie d'adhérents au Parti démocrate, quel intérêt y aurait-il à défendre Bahadır Dülger contre ses ennemis du CHP ? De façon intéressante, il n'est pas fait référence aux élections, mais à l' « investiture électorale », qui oppose des membres du parti et semble être le véritable enjeu du moment. Les manifestations de la foule en sa faveur, à la fin de la réunion, montrent qu'il est la figure centrale de la soirée et laissent penser qu'il en est certainement aussi l'organisateur.

Dans ce groupe « créé » de toute pièce par l'homme politique, tout dépend du chef, et la disparition du chef entraîne la fin du groupe[68]. Cette relation construit aussi un mode de représentation des intérêts de segments particuliers de la population. Les liens qui unissent un chef de faction à ses soutiens sont, à l'image des liens de clientèle, bien plus que des liens « transactionnels » ; le chef de faction, qui est en même temps patron de clientèle, a aussi des devoirs moraux vis-à-vis de ses obligés. Pour un chef de faction, faillir à ses obligation, c'est faillir à son honneur même[69].

Ainsi, ce sont les hommes politiques du Parti démocrate, qui, en articulant soutiens sociaux et ressources partisanes (financements et accès au pouvoir de décision), sont au cœur de l'ancrage social local du Parti démocrate. C'est, le plus souvent, en prêtant allégeance à un chef de faction qu'un citoyen ordinaire entre en politique. Pour un homme politique, se constituer une faction permet d'accroître ses ressources, et d'acquérir une marge de négociation par rapport au siège national du parti. Les factions sont donc l'unité de base de la politique locale. Au-delà de ça, le factionnalisme façonne aussi les activités politiques sur la scène locale.

[68] Ces mécanismes ont été très bien mis à jour dans William F. Whyte, *Street corner society*, *op. cit*., p. 249.
[69] Briquet Jean-Louis, « Des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix*, vol. 12, n°45, Premier trimestre 1999, p. 7-20.



Figure 22 : carte de la progression du Parti démocrate aux élections de 1954[70]

Les départements en bleu foncé sont ceux où le Parti démocrate a progressé aux élections de 1954.

II. Les scènes politiques locales dans le jeu des factions : congrès du parti et presse locale.

Les conflits factionnels modèlent les activités et les pratiques politiques sur la scène locale. Ils apparaissent d'abord particulièrement dans la presse locale, qui est à la fois une trace et un *medium*, au sens propre, des conflits factionnels. Étudier la presse locale en la replaçant dans le jeu des conflits factionnels nous permet d'en éclairer des usages, qui, sans cela, resteraient obscurs : nous verrons que les journaux locaux sont moins des moyens d'informer le lecteur qu'une ressource financière et un *outil* de la lutte factionnelle. Puis nous étudierons les congrès, où se jouent des « interactions quotidiennes entre les profanes et les professionnels de la politique »[71]. Nous verrons que ces congrès sont avant tout des lieux d'affrontement pour les différents chefs de faction. Le factionnalisme produit ainsi ses propres règles, non écrites, des pratiques politiques ; nous tenterons de les expliciter.

[70] Erol Tuncer, *1954 seçimleri, op. cit.*, p. 367.
[71] Julian Mischi, *op. cit.*, p. 17.

A. La presse locale comme tribune des chefs de faction

Les années 1950 sont l'âge d'or de la presse locale[72]. De nouveaux journaux provinciaux naissent dans tout le pays après 1946 : alors qu'il y a 91 quotidiens en Turquie en 1950, il y en a 163 en 1952[73] - il n'y avait que 31 quotidiens dans tout le pays en 1930. A partir de 1950, deux agences de presse, *Anadolu ajansı* [L'agence anatolienne] et *Türk haber ajansı* [L'agence de presse turque] diffusent des nouvelles par télégraphe dans toute la Turquie, ce qui permet aux journaux locaux de disposer de nouvelles récentes[74]. Les journaux métropolitains, quand ils arrivent en ville, sont souvent périmés. À Adana, par exemple, dans les années 1940, les journaux d'Istanbul arrivent deux jours après, et les journaux d'Ankara, le lendemain. Même si les journaux nationaux sont lus pour leurs analyses politiques, les journaux locaux sont privilégiés pour apprendre les nouvelles du jour[75].

Comme nous ne disposons pas des chiffres des tirages pour la presse locale, il est difficile de savoir dans quelle mesure et dans quelles proportions elle était lue. Cependant, plusieurs sources semblent indiquer que la presse nationale était plus lue que la presse locale. C'est ce que mentionne Orhan Türkdogan dans son étude sur les villages autour d'Erzurum : lorsqu'ils se rendent en ville, les paysans achètent les journaux nationaux, *Yeni Sabah* [Matin nouveau], *Hürriyet* [La liberté], *Cumhuriyet* [La république], plutôt que la presse locale[76]. C'est le cas aussi à Gaziantep : Richard Robinson indique que, en 1955, le journal qui se vend le mieux à Gaziantep est *Hürriyet*, avec 850 tirages par jour. *Yeni Sabah* se vend à 700 exemplaires par jour. *Cumhuriyet* et *Milliyet* [La nation] suivent avec 350 et 300 tirages par jour. Tous ces journaux viennent d'Istanbul. Quelques journaux partisans, *Zafer* [La victoire], l'organe du Parti démocrate, *Dünya* [Le monde], celui du CHP) et *Halkçı* [Le partisan du peuple], un organe du CHP également, venus eux aussi d'Istanbul, se vendent à respectivement 200, 185 et 80 exemplaires chacun[77].

De plus, la prolifération de journaux locaux est telle que, souvent, le contenu de l'un ou de l'autre ne diffère pas beaucoup. Après 1950, il y a plus de onze journaux locaux en circulation dans la ville d'Erzurum, pour un taux d'alphabétisation très faible[78]. Il est raisonnable de penser que ces journaux sont assez peu lus. Alors pourquoi autant de journaux locaux ? A la lecture de ces journaux - que nous avons longuement pratiquée – il apparaît en fait qu'ils servent moins à être lus qu'ils ne sont

[72] Pour un excellent résumé de l'histoire de la presse locale en Turquie, voir Gavin Brockett, *How Happy to Call Oneself a Turk: Provincial Newspapers and the Negotiation of a Muslim National Identity*, University of Texas Press, 2011, p. 84-111.
[73] Gavin Brockett, *op. cit.*, p. 89.
[74] *Ibid.*, p. 101.
[75] Cevdet Naci Gülalp, *Adana'yı Seviyorum* [J'aime Adana], Alev Dikici Ofset, Adana, 2007, p. 12.
[76] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresi*…, *op. cit.*, p. 86.
[77] Richard D. Robinson, lettre au ICWA, « Gaziantep after five years », lettre du 10 mai 1955.
[78] Alyanak, Kemal, *Erzurum'da basın* [La presse à Erzurum], 1999 ; Murat Küçükuğurlu, *Turk siyasi*…, *op. cit.*, p. 340.

une source de prestige pour son propriétaire : tous les propriétaires de journaux locaux sont des hommes politiques locaux, et, par conséquent, d'importants chefs de faction. Ressource financière conséquente, qui permet de se consacrer à la politique, le journal local d'un homme politique lui sert aussi de tribune pour y exprimer des prises de position personnelles. C'est à travers son journal local qu'un personnage important peut se saisir d'un problème public, se construire comme homme politique, et représenter les intérêts des groupes qui le soutiennent.

1. Le journal local comme ressource financière

La presse locale est d'abord un enjeu financier. Editer un journal donne en effet droit à des subventions publiques, qui doivent financer les annonces officielles des gouvernements (*ilân*), auxquelles les journaux doivent réserver une place. C'est pourquoi, dès les années 1920-1930, publier un journal est une activité lucrative. C'est même parfois, en fait, une façon de financer le CHP, ou une façon, pour un homme politique local, de financer sa campagne – le fonctionnement sera le même durant la décennie démocrate.

Les journaux locaux sont souvent détenus par des hommes d'affaires locaux, aisés et influents, qui possèdent, la plupart du temps, d'autres entreprises commerciales. Dans les années 1930, l'un des seuls journaux disponibles, dans l'est du pays, est le journal de la maison du peuple. À Erzurum, par exemple, Bahadır Dülger est le fils d'un militaire de haut rang de Trabzon. Il s'installe à Erzurum dans les années 1930, et tente d'y monter une agence de sports d'hiver. L'affaire ne marche pas. En 1939, c'est ce même Bahadır Dülger qui édite le journal de la maison du peuple d'Erzurum. À Diyarbakır, c'est Tahsin Cahit Cubukçu (qui deviendra un homme politique influent du DP) qui édite le journal de la maison du peuple. Ces journaux ressemblent plus à des revues, avec des articles commentant l'actualité littéraire, et ils comportent une dimension très forte d' « éducation du peuple ».

Avec la baisse des prix du matériel d'impression, dans les années 1950, posséder un journal devient une entreprise encore plus rentable, surtout avec les subventions d'État pour les annonces officielles. Les annonces officielles ne sont d'ailleurs par les seules sources de revenus. Les annonces de diverses institutions, telles que la chambre de commerce et d'industrie, ou encore d'associations, ou même de particuliers, qui publient des annonces de mariage, de naissance ou de décès, constituent visiblement une source importante de revenus pour un journal.

Le 21 décembre 1953, le président de la chambre de commerce et d'industrie d'Erzurum, Ibrahim Kuzulugil, écrit une lettre ouverte au journal *Doğu* de Turhan Bilgin pour éclaircir les montants qu'il donne à chaque journal pour chaque annonce officielle qu'il a à faire. En effet, le journal *Doğu* a accusé la chambre de commerce d'être aux mains des commerçants (*tüccar*) opposants

(CHP), et de donner ses annonces uniquement à *Yeni Erzurum* [Erzurum nouvelle] pour diffusion[79]. Le président de la chambre de commerce récuse cette accusation et publie les montants qu'il paie aux journaux pour les annonces : 450 lires à *Demokrat Erzurum* [Erzurum démocrate], 287 à *Yeni Erzurum*, 164 à *Hakimiyet* [La souveraineté], 80 à *Doğu* [L'Est], 15 à *Sarkin sesi* [La voix de l'Est], et 15 à *Demokrat Doğu* [L'Est démocrate].

Ces montants semblent être proportionnels à la diffusion des journaux, et peuvent donner une idée du nombre de tirages de chaque journal. Le journal du CHP, *Yeni Erzurum*, est en très bonne position, ce qui montre peut-être qu'il est très lu, ou du moins acheté par un public plus lettré, qui achète son journal pour le lire individuellement – beaucoup de journaux étaient achetés par des propriétaires de café pour être lus en public.

A cela s'ajoute une troisième source de financement : si un journal est désigné, au niveau local, comme celui qui exprimera officiellement les vues du parti, il obtient d'autres généreuses subventions de la part du parti, ce qui transforme ce journal en véritable manne financière pour son propriétaire. Bien sûr, il est difficile de se rendre compte de la somme que représentent les contributions versées par le parti : la valeur de la livre turque a énormément varié au cours même de la période, et se faire une idée de ce à quoi correspondent ces subventions est donc un travail complexe. Elles sont en tout cas suffisantes pour qu'une concurrence féroce oppose les différents hommes politiques du parti qui luttent pour se les faire attribuer.

Un exemple le montre : en 1953, le journal *Doğu*, qui avait commencé à sortir à Erzurum en 1950, pour faire la propagande du Parti démocrate, perd son statut d'organe local du parti, au profit de *Demokrat Erzurum*, suite à un accord avec le comité départemental du parti, qui est tenu par la faction opposée à celle de Turhan Bilgin, le propriétaire du journal *Doğu*, un homme politique local et chef de faction. L'accord passé entre le comité départemental du Parti démocrate et le journal *Demokrat Erzurum* stipule que les revenus du journal devront revenir, pour moitié, à son propriétaire, et, pour l'autre moitié, au comité de direction départemental du DP – contrôlé par Münip Özer, le chef de la faction adverse. Or, selon Turhan Bilgin, c'est le comité central du parti, à Ankara, qui est censé choisir quels journaux locaux représenteront ses vues[80]. Il publie une lettre ouverte pour protester.

Les arguments qu'il emploie sont intéressants. Premièrement, Turhan Bilgin prend bien soin d'affirmer que son journal, *Doğu*, n'est pas un journal commercial ; « la concurrence ne nous fait pas peur », écrit-il. Mais il accuse son adversaire, *Demokrat Erzurum*, de transformer le parti en

[79] *Yeni Erzurum*, 21 décembre 1953.
[80] *Doğu*, 20 mars 1953.

« entreprise commerciale » (« *ticarethane* »)[81], en s'attaquant à la cupidité du propriétaire du journal : « partout où il y a des annonces officielles, il sort aussitôt un journal » (« *resmi ilanı bol olan her yerde derhal gazete çıkarır* »), ce qui montre bien que les annonces officielles sont une source importante de revenus. Il critique ensuite le fait que cette décision ait été prise par le comité départemental du parti, alors que, selon les statuts du parti, la décision revenait au siège national à Ankara. Le titre de la lettre est d'ailleurs : « Nous posons la question aux membres du comité départemental du parti : d'où tirez-vous l'audace de transgresser l'article 62 des statuts du Parti démocrate ? ». La dispute se poursuit jusqu'à l'été 1953, quand le journal *Doğu* titre : « S'il y a une loi et un ordre dans ce pays, *Demokrat Erzurum* ne peut pas recevoir un centime pour les annonces officielles [du parti] » (« *Bu memlekette kanun ve nizam tanınıyorsa, Demokrat Erzurum bir santim dahi ilan alamaz* »)[82].

D'une part, cet article nous donne une idée du ton employé ; le journaliste invoque la « loi » et l' « ordre », non au sein du parti, mais au sein du « pays » (« *memleket* »), ce qui montre, en un sens, la centralité du phénomène factionnel en politique : l'auteur en fait, au sens propre, une affaire nationale. Cet article nous montre que les luttes factionnelles se mêlent d'éléments d'ordre financier ; le siège national du parti n'est pas uniquement une instance d'arbitrage, c'est aussi un pourvoyeur de ressources pour les hommes politiques locaux en conflit. D'autre part, les statuts du parti sont utilisés dans les conflits factionnels – ici, l' « article 62 ». Leur interprétation sans cesse divergente de la part des parties en conflit nous montre qu'il ne faut pas voir ces règles écrites comme des règles qui ordonnent réellement le fonctionnement du parti, mais comme des normes ultimement définies par leurs usages.

2. Le journal local comme tribune d'un homme politique

En réalité, les journaux de la presse locale font office de tribune personnelle pour leurs propriétaires. Les journaux locaux, qui appartiennent chacun à un homme politique, sont presque considérés comme le seraient aujourd'hui le blog, ou même le compte Twitter d'un homme politique. Ils sont soigneusement lus par la faction adverse. On peut très bien convoquer, dans le cadre d'un congrès, un article publié dans le journal d'un homme politique. Par exemple, lors d'un congrès du Parti démocrate d'Erzurum, un des partisans attaque un homme politique, Turhan Bilgin, en se plaignant d'un article publié dans son journal, qui serait insultant pour les membres du DP (le titre d'un article qui donnait un compte rendu de congrès était « Les chiens ont aboyé »)[83].

[81] *Doğu*, 11 avril 1953.
[82] *Doğu*, 12 août 1953.
[83] *Yeni Erzurum*, 3 décembre 1951.

Même s'il ne parle pas en son nom, l'homme politique qui possède un journal est jugé responsable de tous les articles qui y sont publiés. Ainsi, un article publié dans le journal *Doğu* se plaint de ce qu'un chef de faction fait pression, à l'approche du congrès départemental du DP, pour que son frère soit nommé président du congrès[84]. Quelques jours après, le chef de faction dont il est question menace d'une arme à feu le propriétaire du journal *Doğu*, Sadrettin Muftuoğlu, pour avoir « révélé à la presse » qu'il avait fait pression pour que son frère soit président du congrès[85].

Souvent, un article publié dans un journal local est une façon de se saisir publiquement d'un problème. Si un article se plaint de tel ou tel service de la municipalité, le journal recevra une réponse de la mairie, qu'il devra publier également. Le journal *Hür söz*, par exemple, publie à Erzurum un article dans lequel il dit que les femmes sont mécontentes de la propreté du hammam. Le maire publie, quelques jours après, une réponse dans ce même journal[86], pour dire qu'une solution va être trouvée au plus vite. Cela montre soit que le maire lisait attentivement les journaux des hommes politiques locaux, soit que le propriétaire du journal a directement signalé au maire le problème. Quoiqu'il en soit, la saisie du problème par le propriétaire du journal est publique.

Le journal peut même publier des articles qui sont des requêtes ouvertes, de façon plus explicite, pour des causes parfois très particulières. Un article du 26 novembre 1957, publié dans le journal *Demokrat Erzurum*, s'intitule « Requête à notre mairie » (« *Belediyemizden rica ediyoruz* »). La requête est la suivante : il s'agit de nettoyer un coin d'un quartier de la ville, où les bouchers amassent leurs déchets, ce qui attire les chiens errants. « Le maire n'a sûrement pas vu, mais la *zabita*, elle, est-ce qu'elle n'a pas vu non plus ? C'est pourtant son métier », dit l'article. Une semaine plus tard, le maire publie une réponse dans le même journal, pour dire que ce problème sera réglé bientôt.

Le caractère extrêmement particulier de la demande a de quoi étonner. C'est en réalité une façon, pour l'homme politique qui publie cette requête, de montrer qu'il se soucie du problème des citoyens ordinaires. Une lettre a certainement été écrite au journal – ou à l'homme politique - par les habitants du quartier concerné.

Les comptes rendus de congrès politiques, par exemple, n'ont rien d'objectif. Leur caractère subjectif, s'il n'est pas totalement assumé (il est rare que des articles emploient la première personne du singulier), n'est pas non plus dissimulé. Dans un compte rendu de congrès politique, Turhan Bilgin, le chef de la faction opposée à celle de Mustafa Zeren entre 1950 et 1954, titre « Les discours de Rıfkı Salim Burçak et de Rıza Topçuoğlu ont été appréciés, mais celui de Mustafa Zeren a été pris comme

[84] *Doğu*, 3 mai 1955.
[85] Doğu, mai 1955 (date incertaine).
[86] *Hür söz*, 30 mars 1956.

une insulte »[87]. En réalité, c'est par lui, uniquement, que le discours de Mustafa Zeren a été pris comme une insulte. Un autre compte rendu raconte que tel congrès s'est très bien passé, à part l'intervention d' « un délégué ». Mais le récit qui suit est extrêmement obscur, et l'auteur parle par allusions, ce qui montre que ses lecteurs savent très bien de quoi il parle, nul n'est besoin de l'expliciter[88].

Ainsi, les enjeux des articles de la presse locale sont parfois difficiles à saisir. Un article d'un journal local, d'apparence très anodin, qui indique qu'à Erzurum, les autobus municipaux sont désormais ouverts à la concurrence, suscite une réponse furieuse d'un représentant de la famille qui a le monopole de la gestion des autobus. L'article a été pris comme une insulte[89]. On peut se demander si c'est à dessein que le propriétaire du journal a publié cette information. En tout cas, il ressort de cet échange qu'aucune information publiée dans un journal local n'est considérée comme neutre. Le propriétaire du journal est en effet considéré responsable de chaque article publié.

Les démentis sont très fréquents et prennent la forme suivante : l'article d'un journal commente l'article d'un autre journal en niant ce dont il est question[90]. Parfois, il arrive qu'un même journal publie des articles qui disent une chose et son contraire, du jour au lendemain, d'une façon qui montre clairement que le journaliste a subi des pressions, ou qu'il a changé d'alliance. Le journal permet aussi à un homme politique de remercier ses amis politiques, de les mettre à l'honneur, ou d'annoncer publiquement une nouvelle alliance. Dans un article, Turhan Bilgin commente le congrès du DP qui a eu lieu la veille. Il se réjouit du comité de direction qui a été élu, les félicite, mais regrette que son ami Kemal Çığın n'ait pas été élu : quelques mois auparavant, Kemal Çığın, un des leaders de la faction adverse, était le pire ennemi de Turhan Bilgin[91]. Cet article est une façon de sceller publiquement une réconciliation, ou peut-être une nouvelle alliance.

Lors d'un conflit factionnel opposant deux hommes politiques qui possèdent chacun un journal – ce qui est généralement le cas, quasiment l'intégralité du journal est consacrée à la lutte contre la faction adverse. Ces articles, qui la plupart du temps font manifestement allusion à des faits connus du lectorat, sont difficiles à décrypter pour le lecteur – étranger ! – du XXIe siècle. Pour donner une idée de la tonalité de ces articles, il est bon d'en citer quelques extraits : « Le journal *Doğu*, dans les jours qui suivent, va se transformer en organe de LUTTE ! Contre les gros ventres, les opportunistes, les traîtres à la patrie ! Nous ferons tomber les masques qui couvrent leurs infâmes

[87] *Doğu*, 13 mars 1953.
[88] *Doğu*, 6 juillet 1953.
[89] *Hür söz*, 25 mai 1956.
[90] Comme par exemple cette nouvelle du 14 octobre 1955, publiée dans le journal *Demokrat Erzurum*, qui dit que le journal *Doğu* parle de démissions au sein du DP à Aşkale, alors que c'est faux.
[91] *Doğu*, 6 juillet 1953.

visages. Attendez, attendez »[92]. Aucune de ces insultes ne concerne le CHP, elles sont toutes dirigées envers une faction du DP. Il est étonnant que l'insulte de « traître à la patrie », gravissime dans la Turquie des années 1950, soit dirigée contre un homme politique du même parti que celui qui écrit l'article. Les articles les plus violents ne sont pas, comme on pourrait le penser, dirigés contre le parti de l'opposition, le CHP, mais contre les factions rivales au sein du même parti. Le registre des accusations peut varier : certains articles peuvent s'en prendre à la qualité du journal, dénoncer l'amateurisme des journalistes du journal adverse, ou encore leur mauvaise maîtrise de l'orthographe. Plus souvent, les attaques sont d'ordre personnel, pour mettre en cause la bonne moralité de l'adversaire factionnel, ou souligner ses manquements.

Il n'est pas rare que des procès pour calomnie suivent ces controverses locales, qui comportent beaucoup d'attaques personnelles. En juin 1953, Turhan Bilgin accuse Münip Özer, le chef de la faction opposée à la sienne, de corruption dans le cadre de sa présidence de l'entreprise publique pour l'équipement agricole (*Zirai donatim*), dans son journal[93]. Münip Özer accuse en retour Turhan Bilgin de calomnie ; le procès, dans lequel témoignent plusieurs hommes politiques locaux du Parti démocrate – de factions opposées – a un grand retentissement[94]. Mais la poursuite du conflit sur le terrain judiciaire n'indique pas qu'il sera jugé selon des normes impartiales ; Memiş Yazıcı, un député d'Erzurum, ainsi que Nedim Okmen, qui était à l'époque ministre de l'agriculture, deux hommes politiques très influents, témoignent dans le procès. Finalement, Turhan Bilgin perd le procès, ce qui semble indiquer que le siège du parti a choisi de soutenir son rival.

Ainsi, la presse locale est un outil très important dans la construction d'un homme politique local ; dès lors, elle est un *medium* des luttes factionnelles. Il faut aborder à présent le caractère proprement intra-partisan de la lutte factionnelle. La principale arène où s'affrontent les factions sont les congrès du parti. Ainsi, le factionnalisme détermine aussi les pratiques politiques ; les congrès locaux répondent à des règles précises, non écrites, déterminées par le jeu des factions.

B. Les congrès du parti : scène des luttes factionnelles

Le congrès régional du parti (*DP il kongresi*) est bien sûr le moment le plus important de l'année : c'est là qu'est élu le chef de la section départementale du parti, qui a presque autant de pouvoir que le gouverneur. Mais les congrès de moindre importance, ceux du canton (*ilçe*) ou même de certains quartiers de la ville (*ocak*) sont également très importants : c'est là que sont élus les

[92] *Doğu*, 29 (date incertaine) avril 1955.
[93] *Doğu*, « Munip Özerle hesaplaşıyoruz » [Nous réglons nos comptes avec Münip Özer], 10 juin 1953.
[94] *Demokrat Doğu*, 17 août 1953.

délégués qui participeront au congrès régional. Les délégués ont aussi, on s'en souvient, une voix à donner lors des primaires à l'investiture électorale. L'élection des délégués, même à un petit niveau, est donc un enjeu très important. Ainsi les congrès, qui sont, formellement, là où la voix des auxiliaires doit pouvoir s'exprimer, sont-ils essentiellement des scènes de conflits factionnels. Surtout en ville, il n'est pas rare de retrouver les mêmes personnes aux congrès de tous les quartiers de la ville. Seuls ceux qui sont engagés dans une faction ou une autre participent ainsi à tous les congrès. Cela montre que ceux qui s'intéressent à la politique et vont aux congrès sont essentiellement ceux qui sont engagés dans des conflits factionnels.

Des règles précises, consignées dans les statuts du parti, régulent ces congrès. Plus de la moitié des membres du parti à l'échelle donnée doivent être présents, sans quoi le congrès ne peut pas être tenu ; pour les congrès régionaux, le nombre de délégués pour représenter chaque unité inférieure est soumis à des règles strictes. Le congrès doit être dirigé par un président de congrès, élu au début de la séance. Son rôle est extrêmement important, puisqu'il peut choisir de donner ou non la parole à quelqu'un qui la demande. Il peut aussi choisir d'exclure certains membres du congrès s'ils en troublent l'ordre. On procède ensuite à la lecture du rapport d'activité de l'année précédente, qui est soumis à la critique, puis approuvé, ou non, par un vote. Ensuite, les membres du parti présents expriment plaintes et requêtes. Une discussion s'ensuit. Enfin, le nouveau comité de direction (*idare kurulu*) est élu pour un an. Dès lors, les règles du congrès – qui figurent dans les statuts du parti - sont l'objet d'interminables disputes, ce qui montre bien que les statuts sont des ressources autant que des règles formelles[95].

1. Les règles du jeu : une ressource dans les affrontements factionnels

Nous procéderons ici à la description d'un congrès idéal-typique, selon son ordre chronologique, pour donner à voir les pratiques politiques quotidiennes de la « base » du parti. Selon les statuts du parti, le congrès d'une unité du parti (quartier, commune, canton ou département - *ocak*, *bucak*, *ilçe* ou *il*) ne concerne que ses membres. Au moins un tiers des membres inscrits au parti doivent être présents pour que le congrès puisse avoir lieu.

Ce congrès d'un quartier d'Erzurum, en novembre 1951, donne une bonne idée de ces discussions sur les règles : il y a 35 présents, et 78 membres du parti qui ne sont pas là. En toute rigueur, le congrès ne devrait pas avoir lieu ; une longue discussion s'ensuit ; la plupart des membres inscrits ont en fait quitté la ville d'Erzurum. Finalement, le congrès s'ouvre, mais plusieurs membres se plaignent de la présence de l'un d'entre eux, qui a été exclu du parti. On décide finalement qu'il

[95] Michel Offerlé, *op. cit.*, p. 51.

aura le droit d'assister au congrès sans avoir le droit de s'exprimer. D'autres membres se plaignent aussi de ce qu'un des participants n'est pas du quartier de Tebrizkapi – dont c'est le congrès. Le participant en question se met en colère et argue de ce qu'il est d'Erzurum ; il a donc le droit d'assister à tous les congrès. Les autres membres, qui souhaitaient son départ, le prennent manifestement comme une insulte : « nous on n'est pas venus de Grèce, non plus ! » crient-ils. La dispute est sur le point d'en venir aux mains, quand le président du congrès demande à tous de faire une minute de silence pour la mort d'Atatürk. L'assemblée se calme[96]. Une autre fois, il y a 22 présents sur 270 membres du parti pour un congrès. Mais les présents arguent de ce qu'ils représentent plusieurs personnes qui n'ont pas pu venir ou qui ont quitté Erzurum. Le congrès a lieu[97].

Ces deux exemples montrent bien que les règles écrites sont à géométrie variable, et qu'elles sont surtout fonction des rapports de force. Mais ces récits démontrent aussi que le nombre est un enjeu essentiel des congrès politiques. Chaque congrès se termine par l'élection d'un délégué ; lors de ce vote, chaque voix compte. Il peut être très important, dès lors, d'exclure une personne dont on sait qu'elle va voter pour l'adversaire. La forme que prend la discussion sur les règles dictées par les statuts du parti est intéressante : le personnage qui souhaite assister malgré tout au congrès, même s'il n'est pas du quartier de Tebrizkapi, avance malgré tout un argument qui est de l'ordre du droit. En tant qu'habitant d'Erzurum, il a le droit d'assister à tous les congrès. A aucun moment le conflit factionnel n'est ouvertement exprimé ; la discussion ne porte que sur les statuts du parti et les règles officielles.

Le président de séance a donc beaucoup de pouvoir : c'est lui qui maîtrise l'interprétation des règles. C'est lui qui donne la parole aux membres de l'assemblée. Il peut aussi décider de lever la séance si elle est trop agitée, ou tout simplement pour le déjeuner ou la prière du vendredi. La maîtrise du temps est essentielle. Dans l'exemple que nous venons de voir, le président de séance déclare habilement qu'il faut faire une minute de silence pour la mort d'Atatürk au moment où le conflit risque d'en venir aux mains, ce qui ramène le calme dans la réunion. Dans d'autres cas, le président de séance fait durer la pause indéfiniment, de façon à faire partir quelques indésirables qui ont autre chose à faire – les congrès se tiennent généralement en milieu de journée. Ainsi, l'élection du président du congrès est un enjeu important, dès l'ouverture du congrès. Il n'est pas rare que le congrès s'ouvre sur une dispute autour de la désignation du président du congrès[98]. Une fois élu, le président du congrès peut se désister pour la personne de son choix, ce qui rend possible de nombreuses pressions.

[96] *Yeni Erzurum*, 27 novembre 1951.
[97] *Yeni Erzurum*, 3 décembre 1951.
[98] *Yeni Adana*, 9 mai 1955.

Lors du congrès départemental du DP d'Erzurum, en mai 1955, qui est le climax d'un affrontement entre deux factions, Rıfkı Salim Burçak, qui est député d'Erzurum, fait venir Tevfik Ileri au congrès. Tevfik Ileri est à l'époque ministre, et c'est une personnalité très célèbre à Erzurum. Il est presque certain qu'il sera élu à la présidence du congrès. Un proche de Rıfkı Salim Burçak rend visite, la veille du congrès, à Tevfik Ileri, pour lui demander de se désister en faveur de quelqu'un de la faction de Rıfkı Salim Burçak. Ce geste, prévient l'émissaire, risque de susciter d'importantes réactions de mécontentement dans la salle. Tevfik Ileri accepte[99]. Cet épisode montre bien le caractère hautement stratégique de l'élection du président de séance.

Ensuite, le rapport d'activité du parti est lu. Si deux factions opposées sont présentes au sein du même congrès, les membres du parti commencent sans trop tarder à s'affronter sur le rapport d'activité – qu'une des deux factions est chargée de défendre. La phase suivante est celle des souhaits et réclamations. A un petit niveau, les participants au congrès peuvent demander des choses diverses : une école ou une route pour leur village. Au niveau de la petite ville, les plaintes concernent généralement la mauvaise gestion de la municipalité ; on se plaint de ce que le cimetière soit mal entretenu[100], de ce que les déchets soient mal ramassés, ou inégalement selon les quartiers de la ville, que la police municipale donne trop d'amendes aux citoyens.

Plus le congrès est important, plus les attaques sont personnelles, dirigées contre un chef de faction. Il est très mal vu de critiquer les accomplissements du parti ou de la municipalité si l'on n'appartient à aucune faction. Les attaques paraissent alors gratuites ; on reprochera aux orateurs de parler « comme s'ils étaient de l'opposition »[101]. C'est que la faction produit aussi ses propres ressources ; si l'on veut s'attaquer à un homme politique, il vaut mieux se ranger derrière l'autorité d'un chef de faction. Emettre des critiques sans avoir fait allégeance préalablement à un chef de faction, c'est s'exposer à une mort politique. Les attaques personnelles contre les chefs de faction sont généralement des accusations de corruption ou de mauvaise gestion : dans tel congrès, on accuse le maire (qui est aussi chef de faction) de se faire construire une maison avec l'argent de la municipalité ; l'escalier qui mène à la porte empiète sur la route municipale. Le chef de faction ainsi accusé est sommé de répondre aux critiques ; il peut en retour se lancer dans des attaques tout aussi personnelles. Dans un congrès d'Erzurum, un délégué critique « une certaine personne qui est le fils d'un député » et « se prend pour le fils du padishah ». Mustafa Zeren, le député en question, qui est visé par l'attaque, répond en menaçant directement le délégué de révéler des choses qu'il sait sur lui[102].

[99] *Doğu*, 31 mai 1955.
[100] *Hür söz*, 5 février 1957.
[101] *Ibid*.
[102] *Yeni Erzurum*, 27 mai 1951.

Il n'est pas rare que les congrès se terminent en bagarre. Les chefs de faction peuvent en venir aux mains eux-mêmes : dans un congrès d'Adana, Ismet Uslu, qui vient de perdre les élections au comité de direction du parti, se met à jeter des chaises sur les partisans de son adversaire[103]. Plus souvent, ce sont les partisans des chefs de faction, les « clients », qui se battent. D'ailleurs, le désordre peut aussi être utilisé comme ressource dans les réunions politiques. Frederick Bailey cite un passage de l'ouvrage de Barth sur le leadership politique dans la vallée du Swat au Pakistan[104]. Lors d'un conseil pachtoune, deux leaders (A et B) se querellent. A est en train de perdre. Tout d'un coup, alors qu'un partisan de B de peu d'importance était en train de parler, le leader A se lève et lui adresse grossièrement la parole. Il lui dit que le « menu fretin n'avait qu'à garder la bouche close en présence d'hommes plus importants que lui. ». Sur quoi, la réunion sombre dans le chaos, car c'était là une grave violation des lois morales pachtounes, qui veut que, dans une réunion, tous les hommes soient considérés comme des égaux, et que chacun ait le même droit à la parole. Le pachtoune A, en transgressant une règle normative, parvient pourtant à mettre fin à la réunion, et à échapper à une perte de crédit, puisqu'il allait se retrouver du côté des perdants.

Il n'est pas rare, dans les congrès politiques du DP que, lorsqu'une des deux factions est sur le point de perdre, l'un des membres sème le désordre dans la réunion. Lors du congrès de la commune d'Erzurum, un chef de la faction minoritaire au sein du congrès se lance dans une attaque personnelle contre Turhan Bilgin, le chef de la faction opposée ; il l'accuse notamment de traiter les habitants d'Erzurum de « chiens » dans son journal. A ce mot de « chien », rapporte le journaliste, tout le monde se lève, et un grand désordre se fait dans la pièce. Tout le monde parle en même temps, certains délégués menacent Turhan Bilgin, qui doit quitter la salle. Plusieurs paysans quittent la salle avec lui[105]. Cet exemple montre que le désordre, les bagarres, les insultes, au sein d'un congrès politique, ne sont pas seulement le signe de l'impulsion, de l'irrationnel, du manque de maîtrise de soi. Ils peuvent aussi être utilisés de façon tout à fait consciente.

Enfin, le nouveau comité de direction local du parti est élu, par un vote à main levée – plus rarement, par un vote secret. Le vote peut être souvent contesté ; un membre du parti élu au comité de direction peut aussi se désister en faveur de la personne de son choix. Cette disposition permet de concentrer les pressions sur une seule personne, dont on sait qu'elle sera élue. Lors d'un congrès départemental extrêmement houleux à Erzurum, Rıfkı Salim Burçak, le député qui souhaite asseoir son contrôle sur la branche locale du parti, fait venir un autre député et ministre, très populaire, en lui demandant secrètement de se désister en sa faveur une fois qu'il sera élu[106].

[103] *Ibid*.
[104] Fredrick Barth, *Political leadership among Swat Pathans*, Londres, Athlone Press, 1990 [1959], cité dans F. Bailey, *op. cit.*, p. 102.
[105] *Yeni Erzurum*, 11 janvier 1952.
[106] *Doğu*, 7 octobre 1958.

Nous l'avons vu, pour gagner les primaires à l'élection, un homme politique est élu par les membres de son propre parti. L'organisation des élections en primaires se prête ainsi fortement aux conflits factionnels. Dans le contexte d'un conflit factionnel de grande ampleur, chaque *ocak* compte pour un chef de faction. « Ses » hommes investissent donc tous les congrès de parti, même les plus petits ; on retrouve ainsi les mêmes hommes dans plusieurs congrès. Le moment le plus important de ces congrès est l'élection du comité de direction (*idare kurulu*), qui nomme ensuite les délégués qui seront envoyés au congrès régional[107]. C'est que le congrès départemental est l'épicentre des conflits factionnels.

2. Le congrès départemental comme acmé de la lutte factionnelle

C'est au congrès régional qu'est élu le comité départemental de direction du parti (*il idare kurulu*), ainsi que son président (*il başkanı*), qui a tout pouvoir sur les affaires du parti au niveau départemental. C'est pourquoi c'est l'un des moments – avec l'investiture électorale sur les listes du parti – qui marque l'acmé des conflits factionnels. En cela, le congrès départemental est le moment où la répartition des forces apparaît au grand jour.

Dans le journal *Yeni Adana*, proche du CHP, un journaliste suit avec délectation les conflits factionnels – il est vrai, très violents – qui affectent l'organisation DP d'Adana. Au cours de l'année 1951, la faction de Hilmi Yalçın affronte celle de Ömer Başeğmez. Le journaliste CHP, qui compte les forces en présence en attendant le congrès du canton, parle en termes de *bucak* (équivalent de nos communes, ou arrondissements) : Hilmi Yalçın a remporté le bucak du centre d'Adana[108]. Ömer Başeğmez a ceux de Hürriyet, Dikili, Karatas[109]. Le 15 janvier, Ömer Başeğmez « gagne » le congrès du bucak de Karsiyaka[110], ce qui fait pencher l'équilibre des forces en sa faveur. Cette répartition très précise des factions, et son caractère public – le journaliste de l'opposition en a connaissance, nous montre bien le fonctionnement du jeu des factions. L'acmé du conflit factionnel, c'est le congrès départemental : les congrès qui ont lieu à un niveau moins important ne font que préparer la bataille finale, en déterminant quelle faction va remporter l'élection du délégué qui se rendra au congrès départemental. L'objectif pour une faction est d'abord d'avoir une place au sein du comité départemental de direction du parti. Mais l'élection du président est un enjeu non moins important. Pour ce faire, plusieurs factions peuvent faire alliance.

[107] Il semble y avoir un certain flottement autour de ces règles. Il y a parfois, dans certains congrès, des élections à main levée pour élire les délégués, après l'élection du comité de direction du parti. Parfois, il semblerait que ces délégués sont plutôt désignés par le comité de direction élu par les participants au congrès.
[108] *Yeni Adana*, 8 janvier 1951.
[109] *Yeni Adana*, 12 janvier 1951.
[110] *Ibid*., 15 janvier 1951.

Un article du journal *Doğu*, daté du 13 octobre 1958, commente le congrès départemental du DP qui vient d'avoir lieu. Le comité départemental de direction du parti qui est élu est le suivant : Talip Yargılı (80 voix), Lütfü Yalım (76), Şevki Muratoğlu (76), Niyazi Güney (74), Ömer Arı (72), Bahattin Varto (67), Atık Palandöken (63), Şeref Ateş (62) et Kemal Tuğrul (61). Les deux factions les plus puissantes, celle de Kemal Tuğrul et celle de Atık Palandöken ont été élues toutes deux au comité de direction, ainsi que quelques autres personnalités. La guerre va maintenant commencer, annonce Turhan Bilgin, pour l'élection du président du comité. Le groupe des « Kurdes » va ainsi certainement faire alliance avec celui des « anciens », et le groupe des « avocats » avec celui des étudiants de Said Nursi. Selon Turhan Bilgin, c'est soit Lütfü Yalım, soit Talip Yargılı qui va gagner, à une voix de différence. Cette voix, c'est celle de Ömer Arı, dont chaque faction croit qu'il est des leurs.

Ce récit montre bien à quel point le congrès départemental est avant tout une affaire de factions ; l'élection d'un responsable départemental du parti est une affaire d'alliances et de contre-alliances entre les différents chefs de factions. Ce jeu d'alliances n'est pas exempt de diplomatie ; l'attitude d'Ömer Arı, qui joue un rôle déterminant dans l'équilibre des factions, n'est pas connue des forces en présence. Les retournements d'alliances sont d'ailleurs très fréquents, ce qui montre que l'opposition factionnelle est déterminée essentiellement par le contexte. D'ailleurs, le contrôle de l'accès aux ressources du parti ne signifie pas pour autant sa totale monopolisation. Il n'est pas rare que la faction dominante laisse quelques sièges, au sein du comité départemental de direction du parti, à la faction adverse. A partir de 1955, les congrès locaux, au niveau du département comme de plus petites unités, ont de moins en moins lieu, ce qui est un motif de mécontentement pour la base du parti.

Ainsi, la tâche du leader demande des ressources sociales, en particulier des liens sociaux étendus, mais aussi, comme le dit Elise Massicard, une capacité à les maintenir et à les élargir[111]. Une remarque s'impose tout d'abord : comme Elise Massicard le note dans plusieurs articles sur la politique informelle en Turquie[112], tous les hommes politiques ne s'appuient pas sur les ressources informelles, factionnalisme ou clientélisme, de la même façon. Si, comme nous l'avons vu, il est essentiel, pour un homme politique, de s'entourer d'une équipe pour remporter les élections ou acquérir une position de pouvoir au sein du parti, d'autres s'appuient aussi sur d'autres types de légitimité. Le factionnalisme a un statut difficile à définir. Il relève assurément de la politique illégitime. Et pourtant, c'est un système dont tout le monde connaît les règles.

[111] Elise Massicard, « Le factionnalisme… », art. cité.
[112] *Ibid*., et « Differences in role orientation among Turkish MPs », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 3 | 2005.

La détermination des congrès par les règles du jeu factionnel montre à quel point la politique locale est guidée par les hommes politiques. La politique se présente d'abord comme une lutte pour le pouvoir, menée par des hommes politiques locaux. Les congrès sont moins le lieu d'une délibération, d'une discussion, que le lieu d'un affrontement d'hommes politiques locaux, par factions interposées. Voyons à présent quel type de règles produit le factionnalisme.

3. Le factionnalisme : un fait légitime ?

Nous tenterons de voir ici s'il y a bien des règles du jeu qui encadrent le système de factions, telles que celles que mentionne Frederick Bailey, qui assurent « qu'il n'y a[it] pas de danger que cette lutte passe d'un match d'injures à un combat », et dont chaque joueur a intérêt à préserver la structure[113]. La question est aussi de savoir jusqu'où vont les factions, et si certaines activités politiques restent en dehors du système des factions.

Dans les sources, des critiques du factionnalisme apparaissent fréquemment. Au cours d'un congrès local d'Erzurum, très houleux, un délégué se plaint des conflits factionnels incessants au sein de l'organisation locale du parti : avant 1950, un conflit opposait Memiş Yazıcı et Mustafa Zeren. Après qu'ils sont devenus tous les deux députés, les conflits factionnels auraient dû s'apaiser, mais, à présent, voici que la querelle entre Şevket Ari et Turhan Bilgin lui a succédé, se plaint le délégué. Lors du congrès départemental du DP à Erzurum, en 1951, un des délégués n'est pas d'accord avec la façon dont se déroule le vote ; il se met à crier « c'est ça, la volonté de la nation ? » (« *milli irade bu mudur* ? ») puis « si la parole est à la nation, je vais parler ! » (« *söz milletinse konuşacağız* »), mais le président du congrès ne lui donne pas la parole, et le délégué mécontent est exclu du congrès[114]. De façon intéressante, le délégué reprend des grands thèmes et slogans de la campagne électorale du Parti démocrate : le thème de la « volonté de la nation » et le slogan « ça suffit ! La parole est à la nation. » (« *Yeter ! Söz milletindir* »)[115]. Cet usage des mots d'ordre nationaux laisse penser que ce délégué est déçu du factionnalisme au sein du parti, qu'il associe à un fonctionnement non démocratique. Pourtant, il est possible que les mots d'ordre nationaux soient aussi employés dans le contexte d'un conflit factionnel, et que cette référence soit un argument pour se prémunir de l'exclusion, plus qu'une critique du fonctionnement factionnaliste du parti.

[113] Frederick Bailey, *op. cit*., p. 106.
[114] *Ibid*.
[115] La réappropriation de mots d'ordre nationaux par le local a été bien étudiée, dans un contexte différent, par Ugur Umit Ungör. Voir Ugur Umit Ungör, « Explaining Regional Variations in the Armenian Genocide », in Kerem Öktem, Hans-Luka Kieser, Maurus Reinkowski (dir.), *World War I and the end of the Ottomans : from the Balkan wars to the Armenian genocide*, Londres, IB Tauris, 2015.

Il est difficile de dire à quel moment les règles du jeu factionnel sont transgressées, puisque les journalistes de la presse locale, eux-mêmes partie prenante de ces conflits, s'indignent fréquemment. L'accusation de « factionnalisme » est très fréquente dans les conflits factionnels, comme le montre une phrase de Turhan Bilgin, dans son journal *Doğu*, alors qu'il vient d'être exclu du parti pour « factionnalisme » - en réalité, la faction opposante vient de l'emporter sur la sienne. Alors que le congrès départemental du DP se prépare, Turhan Bilgin évoque la « réunion secrète des factionnalistes » (« *hizipçilerin gizli toplantısı* »). Il publie dans son journal une lettre ouverte aux délégués du parti, dans laquelle il écrit les mots suivants : « ma faute, c'est soi-disant d'avoir alimenté les factions, d'avoir formulé des attaques personnelles. Pourtant, le factionnalisme s'est-il arrêté avec mon départ ? Non, bien au contraire ! Vous verrez au congrès de dimanche ». L'accusation de « factionnalisme » portée envers Turhan Bilgin n'était certainement qu'un prétexte pour l'exclure du parti, dans la mesure où la faction adverse a triomphé. Il utilise d'ailleurs lui-même cette insulte, ce qui montre bien que l'accusation de « factionnalisme » n'est qu'un registre d'accusation, d'ailleurs assez commun, au sein de l'affrontement factionnel.

L'usage de la violence physique n'est pas proscrite par le fonctionnement des factions ; elle en fait même partie intégrante. En mai 1955, le journal *Doğu* publie une nouvelle selon laquelle Sabri Erduman, un homme politique, aurait menacé Sadrettin Müftüoğlu (de la faction adverse) avec une arme à feu, sous prétexte que ce dernier aurait lancé de fausses accusations et mis en doute son honnêteté dans les élections au comité départemental de direction du parti (*il idare kurulu*)[116]. Elise Massicard montre aussi, dans son article sur le factionnalisme à Adana, que la force physique fait partie intégrante des luttes factionnelles.

À Diyarbakır, les deux chefs de faction s'affrontent en 1954 lors d'une bagarre mémorable. Deux factions s'opposent au sein de la branche locale du DP à Diyarbakır : la faction de Nuri Onur contre celle de Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu. Peu avant les élections de 1954, la rivalité entre ces deux factions atteint des sommets, et le comité central du parti envoie plusieurs hommes, d'abord Celal Yardımcı, puis Ahmet Agaoğlu, pour régler le conflit et apaiser les tensions. Celal Yardımcı repart sans avoir réussi sa mission. Quelques jours avant les élections, Esat Cemiloğlu donne une réception au Turistik Palas, l'hôtel dont Musa Anter est le propriétaire, pour honorer Ahmet Agaoğlu, qui est plutôt un proche de Nuri Onur. Le dîner finit en bagarre entre les deux factions : Nuri Onur finit K.O et il est jeté hors du restaurant ; Samet Agaoğlu demande à rentrer immédiatement à Ankara.

[116] *Doğu*, mai 1955 [date illisible].

L'histoire de la bagarre du Turistik Palas est systématiquement relatée dans les mémoires de Canip Yıldırım, Ziya Ekinci, dans les récits recueillis par Şeyhmus Diken[117]. La presse locale s'était également emparée de l'histoire au lendemain de la bagarre. Plusieurs éléments diffèrent selon les versions : selon celle de Canip Yıldırım, Nuri Onur est arrivé en retard, ivre, et a commencé à insulter la faction de Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu. Nejat Cemiloğlu raconte plutôt que Nuri Onur a commencé à parler en kurde, ce que Esat Cemiloğlu lui a interdit, estimant que c'était grossier pour leur hôte, Samet Agaoğlu[118].

Cet événement défraye la chronique – on en trouve des récits jusque dans les journaux locaux d'Adana, ce qui montre bien que les bagarres physiques, si elles sont considérées comme un fait acceptable, voire normal, dans les congrès locaux, entre simples adhérents, sont beaucoup moins bien tolérées quand elles touchent d'importants responsables de partis ou des députés. Un fait, toutefois, est intéressant. Les conflits factionnels ne dégénèrent que rarement en vendetta. Des chefs de faction, qui peuvent s'insulter violemment un jour, peuvent former une alliance le lendemain, ce qui montre quand même que la violence factionnelle est enserrée dans un système de normes qui échappent aux codes de l'honneur. À Adana, les factions sont extrêmement nombreuses, et luttent très violemment ; les retournements d'alliances sont fréquents. En 1955, deux factions s'opposent violemment dans tous les congrès du Parti démocrate du département d'Adana : celle de Sakıp Önal et celle d'Ömer Başeğmez. Après plusieurs congrès qui se passent de façon très houleuse, le 31 mars, le comité de direction du district d'Adana-centre est dissous[119] ; c'est une victoire d'Ömer Başeğmez. Le 1er avril 1955, l'équipe nouvellement élue au comité de direction est celle d'Ömer Başeğmez. Or, quelques jours plus tard, le 4 avril, l'équipe d'Ömer Başeğmez est à son tour poussée à la démission. Les députés, menés par l'équipe de Cavit Oral, ont usé de leur influence auprès de Menderes pour faire tomber Ömer Başeğmez en disgrâce[120]. Pendant quelques mois, Ömer Başeğmez tente de s'appuyer sur une partie des députés pour se rétablir dans le comité de direction du parti, en particulier lors du congrès départemental de ce dernier, en juin 1955[121]. Finalement, en septembre de la même année, la faction d'Ömer Başeğmez et celle de Sakıp Önal font alliance contre la faction dominante, celle des députés. Les deux factions organisent un grand dîner dans un restaurant de la ville, pour annoncer officiellement leur alliance et donner une démonstration de force[122].

Le jeu des factions n'est pas reconnu comme appartenant à la politique légitime. Le factionnalisme n'apparaît dans aucun discours officiel d'homme politique, si ce n'est par allusions très

[117] Nejat Cemiloğlu, que nous avons rencontré en 2015 à Istanbul et qui avait été un témoin direct des faits, nous en a donné sa version personnelle.
[118] Orhan Miroğlu, *Hevsel Bahçesinde Bir Dut Ağacı*, *op. cit*., p. 42 ; Musa Anter, *Hatıralarım*, *op. cit*., p. 139.
[119] *Yeni Adana*, 31 mars 1955.
[120] *Ibid*., 4 avril 1955.
[121] *Ibid*., 6 juin 1955.
[122] *Ibid*., 15 septembre 1955.

vagues. Si le factionnalisme est présenté par la presse du parti adverse (ici, du CHP), comme quelque chose de mauvais et de destructeur pour le parti, les accusations de « factionnalisme », au sein du parti, sont elles-mêmes prises dans le jeu des factions. Une chose est sûre, malgré tout : la multiplication des conflits factionnels a toujours été vue, par la presse de l'époque, comme un facteur d'affaiblissement des partis politiques. La presse de l'opposition CHP affectionne les articles qui décrivent la gravité des conflits factionnels au sein du DP. Chacun de ces articles semble indiquer que chaque conflit factionnel affaiblit gravement le Parti démocrate, qui est présenté comme étant au bord de l'implosion. Or, cette affirmation est à discuter ; nous allons tenter de montrer que les factions, en créant un lien direct entre organisations locales et siège national, sont un *medium* important dans les transactions entre branches locales du parti et comité central, et qu'elles régulent aussi, d'une façon légèrement différente, les relations de pouvoir au sein du comité central du parti à Ankara.

III. Le factionnalisme comme principe ordonnateur des relations entre siège national et organisations locales du parti

Au sein du parti, les rapports entre centre et périphérie forment une « trame complexe par où circulent informations, rapports et analyses », traversée de rapports de force et de tensions, pour reprendre les termes de Bernard Pudal[123]. Dans cette « multiplicité de relations formelles et informelles », le factionnalisme joue un rôle primordial.

Cette dernière section se place sur un plan autre que celui des deux premières sections du chapitre. Les deux premières sections ont développé l'idée selon laquelle le factionnalisme modelait les contours et les activités politiques de la base du parti. Nous avons montré que le factionnalisme était à comprendre dans le cadre de la personnalisation du pouvoir. Cette dernière section envisage à présent le factionnalisme comme un phénomène qui permet de penser l'organisation du parti dans son ensemble. Nous verrons dans cette section que le factionnalisme produit de l'interaction entre niveaux local et national du parti. Les députés, qui sont soumis au double jeu factionnel sur la scène locale et sur la scène nationale, jouent un rôle de pivot et leur activité de représentation doit être comprise dans ce contexte. Enfin, nous verrons que le factionnalisme nous permet de comprendre les phénomènes de personnalisation du pouvoir au niveau national.

Plusieurs témoignages laissent à penser que le siège national du parti était traversé de lourds conflits factionnels. Lorsqu'un groupe de jeunes officiers rencontrent Menderes dans sa prison de Yassiada en 1960, et lui demandent pourquoi il n'a pas fait un geste pour apaiser les rapports avec

[123] Bernard Pudal, *op. cit.*, p. 59.

l'opposition, Menderes répond qu'il n'était pas aussi puissant qu'il le paraissait, qu'il ne pouvait pas faire ce qu'il voulait, qu'il y avait des factions, des intérêts opposés qui entraient en conflit au sein du parti, et qu'il était obligé d'agir de façon à préserver l'équilibre entre ces différentes factions (« *Ben dışarıdan göründüğü gibi kuvvetli ve her istediğini yapma imkânına sahip bir adam değildim. Parti içinde hizipler, rekabetler ve menfaatler çarpışıyordu. Bunlar arasında dengeyi sağlayabilmek için her icraatı usulüne uygun olarak yapmak zorundaydım* »)[124]. Nous reviendrons sur la position du leader national au sein des factions. Remarquons simplement, pour l'instant, que le factionnalisme est aussi un puissant facteur d'ordonnancement des relations de pouvoir au niveau national.

Pourquoi avons-nous choisi d'étudier dans le même mouvement les factions locales et les factions au sein du siège national à Ankara ? D'abord les ressources partisanes circulent rapidement au sein d'une même faction, ce qui crée un lien vertical, direct, entre les organisations régionales et le siège national du parti à Ankara. Les élections des délégués qui vont se rendre au congrès national du parti, par exemple, sont d'une grande importance pour les conflits factionnels au niveau national : les délégués sont ceux qui voteront pour élire les membres du comité central du parti. Ces élections de délégués, au sein des congrès départementaux, ont une influence directe sur les équilibres factionnels au sein du comité central du parti. Chaque chef de faction local a un protecteur à Ankara, au sein du comité central du parti. Cette allégeance est généralement bien connue de tous. Lorsqu'il raconte une bagarre entre deux factions de la branche de Diyarbakır, Nejat Cemiloğlu précise que Nuri Onur était l' « homme de Samet Agaoğlu »[125]. Lorsqu'il se rend en visite à Erzurum, Celal Bayar est invité dans la famille de Rıfkı Salim Burçak pour y goûter des spécialités culinaires de la région. Cette invitation a certainement une signification politique, puisque Rıfkı Salim insiste pour que Rıza Topçuoğlu, un autre député, ait également l'honneur de recevoir la visite de Celal Bayar[126]. Ainsi chaque homme politique au sein du Parti démocrate est-il engagé dans une chaîne factionnelle et sait qui sont ses amis et qui sont ses ennemis au sein du parti.

La puissance d'une faction locale dépend de la puissance de son ou de ses protecteurs à Ankara : si une faction a un protecteur influent, cela peut permettre à ses requêtes d'aboutir. Le jeu des factions peut aussi apporter indirectement des avantages substantiels aux organisations locales. Joseph Szyliowicz montre ainsi que le village qu'il étudie, Erdemli, a eu le statut de commune (*kaza*) en fonction de luttes factionnelles au sein du Parti démocrate : le siège du parti a choisi de soutenir une faction face à une autre, et d'affaiblir le plus possible le groupe dissident. Offrir d'importants

[124] Selahattin Canka, *Bitpazarı*, *op. cit*., p. 379.
[125] Entretien avec Nejat Cemiloğlu, Istanbul, février 2015.
[126] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 229.

avantages à l'une des deux factions lui assurait la possibilité de rétribuer ses soutiens, et ainsi de la renforcer[127].

Une remarque s'impose. Plusieurs auteurs se sont posé la question de savoir si le factionnalisme concerne plus les pays où un seul parti politique domine largement les autres[128]. Cette analyse est tentante pour la Turquie, où, durant toute la période, le Parti démocrate gouverne seul le pays. Mais les sources montrent un factionnalisme presque tout aussi important avant 1950, et, durant la période, chez le Parti républicain du peuple. Nous pouvons aussi prendre le contre-exemple du DP dans le département d'Adana : en 1957, le Parti démocrate perd le département d'Adana. Les factions au sein du parti se démultiplient alors, pour arriver au nombre de six factions qui s'affrontent au congrès départemental du DP en décembre 1958[129]. On peut penser que l'absence de rétributions et de ressources multiplie le nombre de mécontents et encourage ainsi les forces centrifuges[130].

A. Les factions : un medium dans les conflits entre organisations locales et siège national du parti

Les conflits entre les organisations locales du parti et le siège national permettent de poser la question du rapport des classes populaires aux organisations politiques ; dans les rapports des organisations locales du parti au siège national se joue aussi une domination de type social. D'ailleurs, comme nous l'avons vu au chapitre 1, ce conflit commence dès le premier grand congrès du DP en 1947 : les délégués, issus de la base du parti, demandent plus de pouvoir pour eux et moins pour les députés ; par ailleurs, la discussion sur la nomination des candidats sur les listes électorales du Parti démocrate fait l'objet d'un âpre débat entre les délégués du parti et ses cadres dirigeants[131].

Cependant, comme le montre Julian Mischi pour le PCF français, un engagement au sein du parti, ou dans les réseaux affiliés au parti, peut conduire à une distance critique et une certaine défiance à l'égard de l'institution partisane[132]. Les sources montrent qu'il peut y avoir une forme d'insubordination populaire face aux élites dirigeantes du parti, très loin de la passivité imaginée par les historiens de la période. Le principal moyen de contrôle des instances centrales sur les organisations locales du parti est l'exclusion de certains membres du parti, qui relève du conseil de

[127] Joseph Szyliowicz, *op. cit.*, p. 165.
[128] Haruhiro Fukui, « Japan : Factionalism in a Dominant-Party System », in Beller et Belloni, *op. cit*., p. 43.
[129] *Yeni Adana*, 22 décembre 1958.
[130] Elise Massicard, qui étudie le Parti républicain du peuple, un parti de l'opposition, dans les années 2000, montre que le factionnalisme y est aussi très important.
[131] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 3, *Iktidar ve demokratlar, op. cit.,* p. 289.
[132] Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière, sociabilités militantes au PCF*, Presses universitaires de Rennes, 2010, p.17.

discipline du parti (*haysiyet divani*). Un autre moyen dont dispose le comité central du parti est la dissolution du comité de direction de la branche départementale du parti (*il idare kurulu*). Le comité central du parti peut aussi envoyer une commission pour enquêter sur les conflits factionnels au sein d'une organisation locale[133]. Lorsque l'un des chefs de faction est exclu du parti par le conseil de discipline, la décision met fin, au moins provisoirement, au conflit factionnel. Le comité central n'a pas spécialement besoin de se justifier pour exclure un membre du parti[134] ; il semble relativement accepté que les instances centrales du parti ont tout pouvoir en la matière. La raison invoquée, parfois, est le « factionnalisme » (« *hizipçilik* »). Pourtant, les exclusions du parti sont loin d'être définitives, et les règles en la matière sont mouvantes. Le 24 août 1953, Turhan Bilgin, un chef de faction d'Erzurum, est exclu du parti[135] ; il n'aura pas le droit de prendre une part active aux affaires du parti pendant un an. Pourtant, il est élu au conseil régional (*il meclisi*) en décembre 1953, et assiste à tous les congrès du parti.

À Erzurum, par exemple, en 1949 est élu un comité de direction départemental, qui est dissous en décembre 1950, et remplacé par un comité provisoire, directement nommé par le comité central du parti. Le 16 novembre 1953, un congrès départemental se tient pour élire un nouveau comité de direction départemental. C'est un échec pour le comité central, puisqu'aucun membre du comité provisoire n'est réélu ; tous ceux qui sont élus appartiennent à la faction qui avait le pouvoir avant que le comité local ne soit dissous. Pour un temps, les instances centrales du parti semblent accepter le verdict ; le nouveau comité départemental est approuvé par un télégramme officiel du comité central du parti, signé de la main de Fuat Köprülü[136]. Quelques mois plus tard, à l'approche des élections – le 12 avril 1954 -, le nouveau comité départemental est à nouveau dissous par une lettre du comité central, qui indique aussi le nom des nouveaux membres, nommés par le comité central du parti[137]. Turhan Bilgin, le chef de la faction qui dominait le comité départemental, est exclu du parti dans la foulée. L'exclusion, toutefois, ne dure que peu de temps. Au début de juillet 1954, plusieurs députés font une demande conjointe pour que Turhan Bilgin soit réintégré au parti[138]. Il semble clair que Turhan Bilgin est un homme très influent localement, aussi lorsqu'il est exclu en avril 1954, le but de la manœuvre est-il certainement de l'empêcher de se présenter à l'investiture électorale pour les élections législatives qui auront lieu en mai 1954.

Cet exemple nous montre les efforts répétés du centre pour imposer au pouvoir une faction locale : le comité départemental, élu par les instances locales du parti, est dissous arbitrairement par le

[133] *Yeni Adana*, 13 février 1951.
[134] Comme par exemple pour l'exclusion de Ismet Uslu de la branche du DP à Adana. Voir *Yeni Adana*, 18 mai 1955.
[135] *Demokrat Erzurum*, 24 août 1953.
[136] *Doğu*, 10 décembre 1953.
[137] *Doğu*, 12 avril 1954.
[138] *Doğu*, 5 juillet 1954.

centre à deux reprises. Pourtant, à chaque fois, le comité qui est réélu appartient à la faction adverse. Cet exemple montre que le siège national est un acteur des conflits factionnels locaux, mais il n'a pas tout pouvoir : les organisations locales montrent une capacité de résistance.

Cette intrusion du centre dans les affaires locales du parti est parfois mal vue ; dans plusieurs congrès, les membres se plaignent de cette ingérence. Au congrès départemental d'Erzurum, le 16 novembre 1953, on accuse la faction de Şevket Arı de ne se maintenir au pouvoir que parce qu'elle a le soutien du comité central du parti[139]. Ce dernier a été nommé maire de la ville par le comité central du parti en remplacement d'un maire qui avait été élu, ce qui a été mal accepté. En novembre 1950, un congrès local se passe de façon mouvementée ; les membres de différentes factions se disputent et se menacent. Rıza Topçuoğlu, l'un des députés, le fait savoir au siège national du parti, qui, en conséquence, suspend tous les congrès locaux dans le département d'Erzurum. Cette réaction du centre suscite une indignation généralisée[140]. Quelques années plus tard, dans une lettre ouverte publiée dans un journal du CHP, un membre du parti se plaint des décisions du centre en disant que « normalement, dans un parti politique, les souhaits doivent remonter du bas vers le haut, alors que, au sein du Parti démocrate, on [leur] a toujours imposé des directives venues du haut »[141]. En 1954, Joseph Szyliowicz note un certain ressentiment, au sein de l'organisation locale du Parti démocrate de la commune qu'il étudie, contre le parti central, à cause de son refus de nommer certains candidats locaux sur les listes des élections législatives[142]. Les refus d'investir certains candidats sont un autre puissant moyen dont dispose le centre pour exercer un contrôle sur les organisations locales du parti.

Ces conflits montrent aussi que les individus apportent leur soutien, électoral ou militant, « non pas à un corpus doctrinal figé une fois pour toutes par le groupe dirigeant, mais à une marque politique, à laquelle ils donnent une signification variable. »[143] Le jeu des factions sert aussi à unifier, localement, la signification du parti, la façon dont il est investi localement. « Les injonctions du centre contribuent à l'homogénéisation de l'organisation », comme le formule Julian Mischi pour le PCF[144]. Le conflit factionnel au sein de la branche DP de Diyarbakır atteint un sommet lors de la bagarre au Turistik Palas, dans lequel Nuri Onur, le chef de la faction opposée à celle de Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci, est mis K.O.

Le 29 mars, un article de presse du journal national *Dünya* [le monde] raconte avoir reçu un télégramme, selon lequel à Diyarbakır se trouvaient des gens qui voulaient fonder un Kurdistan

[139] *Demokrat Doğu*, 16 novembre 1953.
[140] *Yeni Erzurum*, 21 novembre 1950.
[141] *Yeni Erzurum*, lettre ouverte de Nusret Cindilli, 31 juillet 1953.
[142] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 170.
[143] Julian Mischi, *op. cit*., p. 20.
[144] *Ibid*., p. 22.

indépendant (« *Diyarbakır'da müstakil bir Kürdistan kurmak isteyenler bulunduğu* »), mais qu' « on » avait cherché à empêcher ces « sécessionnistes » d'agir à Diyarbakır, la « citadelle de la turcité » (« *Türklüğün kalesi olan Diyarbakır'da bu bozguncuların karsısına çıkıldığı ve onlarla mücadele edildiği bildiriliyor* »). Le télégramme raconte ensuite qu'à la table du Turistik Palas, la question du Kurdistan est venue dans la conversation, et que Nuri Onur a « défendu ardemment l'idée de la turcité » (« *Nuri Onur, Türklük fikrini şiddetle savunmuştur* »). C'est dans ces circonstances que Yusuf Azizoğlu et la famille Cemiloğlu auraient attaqué violemment Nuri Onur. L'article se poursuit en indiquant que le journal a réussi à joindre Nuri Onur au téléphone, qui a confirmé les faits : « l'événement relaté dans le télégramme est malheureusement vrai. (…) Je dois dire avec tristesse qu'ici, il y a des gens qui sont partisans de la fondation d'un Kurdistan indépendant » (« *Hadise maalesef doğrudur. (...) Esefle söyleyeyim ki burada bağımsız Kürdistan kurma fikrinin taraftarları vardır* »). Nuri Onur raconte ensuite sa version des faits, en disant qu'il a défendu la turcité, et que c'est pour cette raison qu'il a été attaqué par ses adversaires[145].

On peut retenir deux éléments de cet épisode. D'une part, Nuri Onur manipule les sentiments nationalistes de l'opinion turque, et, certainement, à travers elle, ceux des dirigeants du Parti démocrate. Dans les archives de la présidence à Ankara, une lettre du CHP dénonce l'emploi de la langue kurde par Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu dans leurs meetings électoraux[146]. C'était vraisemblablement plus qu'il n'en fallait pour effrayer un homme comme Celal Bayar, dont il faut rappeler qu'il a été l'une des figures-clés de la répression contre les populations kurdes dans les années 1930. En tout cas, le centre du parti a choisi de soutenir Nuri Onur contre cette faction. Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu ne seront pas exclus immédiatement du parti, mais le quitteront quelques mois plus tard, à la fondation du Parti de la liberté (*Hürriyet partisi*).

Mais il y a plus : ce conflit factionnel permet aussi au comité central du parti de contrôler les députés porteurs de revendications pour les droits des Kurdes, Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci. C'est un exemple intéressant de la façon dont le comité central du parti « unifie les investissements dont il est l'objet localement »[147]. Localement, le Parti démocrate était celui de la famille Cemiloğlu et de Mustafa Ekinci, qui avaient été envoyés en exil par le CHP et qui militaient au parlement pour la reconnaissance par le CHP de ses crimes envers les Kurdes. En choisissant de ne pas soutenir ces députés, le comité central s'attribue le monopole du discours et des représentations que doit véhiculer le parti : il n'y a pas de place pour une sensibilité aux droits des Kurdes.

[145] Canlı Cemalettin et Uçak Halil İbrahim, *Hattın Dört Yanında Cemilpaşazadeler* [Les Cemilpaşazade aux quatre coins de la route], Dipnot, 2012, p. 399.
[146] Archives BCA 490.0.001.000.000.152.609.1.100. C'est probablement une lettre de délation de la faction adverse.
[147] Julian Mischi, *op. cit.*, p. 23.

La décision de ne pas soutenir ces députés contribue à unifier l'objet politique qu'est le parti. Il est intéressant de constater, ici, que ce contrôle passe par un usage des conflits factionnels. C'est en s'appuyant sur la faction opposée, qui manipule elle-même ses contacts au comité central du parti, que ce dernier éloigne les députés « kurdistes » de Diyarbakır. D'ailleurs, les exclusions du parti concernent presque toujours les tensions factionnelles ; beaucoup plus rarement un écart par rapport à la ligne idéologique du parti. Dans le type d'interactions entre local et national que produit le factionnalisme, les députés ont un rôle-pivot.

B. Le député, chef et bienfaiteur de sa circonscription

Les députés dirigent l'organisation locale du parti : une faction dominante, au niveau local, est celle qui contient le plus de députés. Mais les députés doivent aussi, au niveau national, représenter les intérêts du département et, pour ce faire, s'insérer dans le jeu des factions au niveau national.

1. Les députés chefs de faction

Rıfkı Salim Burçak explique bien, dans ses mémoires, l'importance, pour un député, de contrôler le comité départemental d'un parti. De là dépend la possibilité d'être réélu. Ce sont les députés qui contrôlent le processus de l'investiture électorale. Rıfkı Salim Burçak le formule ainsi : « l'importance de ces conflits avait la raison suivante : la faction qui contrôle l'organisation du parti était celle qui maîtriserait l'investiture aux élections législatives (« *yoklama* »). Les conflits au sein des organisations départementales trouvaient presque toujours des échos au sein du groupe parlementaire. Un député dont la force et l'influence faiblissaient au sein de son département perdait aussi sa chance pour les prochaines élections, et commençait à montrer une inquiétude évidente au sein du groupe. Ce mécanisme occupait aussi en permanence le comité central et le président du parti, et les mettait dans une position difficile. »[148] Un député dont l'influence faiblit au niveau local perd des chances d'être investi sur les listes du Parti démocrate aux prochaines élections ; et cela l'affaiblit au niveau du comité central du parti. Un député puissant localement sera généralement considéré par le comité central du parti comme le responsable de la victoire du parti aux élections dans le département donné.

Alors que Rıfkı Salim Burçak, après l'investiture électorale de 1954, souhaite modifier la liste des candidats DP à Erzurum, pour y ajouter le nom de son ami Hasan Numanoğlu, Lutfi Karaosmanoğlu, l'un des dirigeants du parti, a cette phrase révélatrice : « puisque nous mettons la

[148] « İhtilafların önemi şuradan geliyordu : Parti teşkilatını eline geçiren taraf seçimlerde milletvekilliklerini de eline geçirecek demekti. Vilayetlerdeki ihtilaflar hemen daima parti grubu üzerine inikaslar bırakıyordu. Vilayette kuvvet ve nüfuzu azalan ve ileriki seçim için sansıyla birlikte huzurunu da kaybeden milletvekili grupta aşikâr bir huzursuzluk içine girerdi. Bu mekanizma partinin genel kurulunu da, parti başkanını da devamlı surette meşgul ederek onları sıkıntılı durumlara düşürüyordu», Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 85.

responsabilité d'Erzurum sur les épaules de Rıfkı bey, nous pouvons lui faire confiance sur la question de Hasan Numanoğlu »[149]. Rıfkı Salim, en tant que député du Parti démocrate, a la responsabilité de remporter les élections dans le département d'Erzurum. Cette responsabilité implique d'avoir le pouvoir de modifier les listes de l'investiture électorale. Le poste de député donne ainsi un pouvoir considérable au niveau local.

D'autre part, la faction dominante est celle qui parvient à obtenir que ses membres deviennent députés. Dans un journal local d'Adana, lors de l'élection de Bozdanoğlu, le journaliste estime que c'est une victoire pour le groupe au pouvoir, le groupe des députés, qui a réussi à faire élire son candidat maire de la ville[150]. Pour les élections de 1957, le comité central décide qu'il n'y aura pas de primaires aux élections législatives pour le département d'Adana. La liste est entièrement composée par le centre. Cela soulève une vague de mécontentement dans l'organisation locale d'Adana, qui surnomme cette liste la « liste de Cavit Oral »[151] - Cavit Oral, un ancien ministre du CHP, avait rejoint le DP avant les élections législatives de 1954 et avait été élu député d'Adana sur les listes du DP.

Ainsi, les plaintes contre les députés sont souvent, en fait, des plaintes contre la faction adverse. Dans plusieurs congrès, on reproche aux députés de n'être en quête que de leur intérêt personnel[152]. En 1953, à Erzurum, plusieurs maires de quartier quittent le DP. Ils se plaignent de n'être que des marionnettes entre les mains de quelques personnes, les députés, qui ne recherchent que leur intérêt personnel[153]. Toutefois, même pour un député qui a d'excellents contacts dans les instances nationales du parti, il n'est pas facile d'imposer sa propre faction au niveau local. Un récit donné par Turhan Bilgin du congrès départemental d'Erzurum en 1955, qui se tient juste quelques jours après son exclusion du parti, est en ce sens très instructif. Turhan Bilgin, qui, à l'époque, vient d'être exclu du parti, relate dans son journal le déroulement du congrès, auquel il trouve beaucoup à redire. Le titre de l'article est, en lui-même, éloquent : « La faction de Rıfkı Salim Burçak a déployé énormément d'efforts pour gagner »[154]. Alors que le rapport d'activité était violemment critiqué, Rıfkı Salim Burçak est accusé d'avoir fait taire les critiques grâce à un président de congrès qui avait été là de façon irrégulière ; de plus, c'est le fils d'Atık Palandöken – un proche de Rıfkı Salim Burçak – , un jeune homme de 14 ans, qui était chargé de surveiller les élections du comité de direction. Elections, qui, selon Rıfkı Salim, ont été largement falsifiées. Même si on peut soupçonner Turhan Bilgin, récemment exclu du parti, de quelque partialité, il est clair néanmoins que Rıfkı Salim Burçak doit

[149] « Erzurum'un sorumluluğunu Rıfkı Bey'in omuzlarına yükleyeceğimiz için onun sözünü dinlemekte isabet vardır», *Ibid.*, p. 199.
[150] *Yeni Adana*, 18 novembre 1955.
[151] *Yeni Adana*, 8 octobre 1957.
[152] *Yeni Erzurum*, 30 novembre 1951.
[153] *Yeni Erzurum*, 27 mars 1953.
[154] *Doğu*, 31 mai 1955.

manœuvrer, parfois au prix de certaines irrégularités, pour asseoir son contrôle sur l'organisation locale du parti.

2. Le député et les factions locales : l'exemple d'Erzurum

La faction crée aussi, comme nous l'avons vu dans une première section de ce chapitre, de nombreuses ressources pour un homme politique. Un député ne peut pas se passer d'avoir « ses » hommes au niveau local. Prenons l'exemple d'Erzurum. En 1950, beaucoup de députés ne sont pas des locaux d'Erzurum : Emrullah Nutku est entré en politique grâce à ses liens personnels avec Celal Bayar. Enver Karan est un médecin, né à Istanbul, tout comme Fehmi Cobanoğlu, qui est né à Bolu, mais a grandi et étudié à Istanbul. Sait Başak, un banquier stambouliote, est aussi un ami de Celal Bayar. Memiş Yazıcı, un avocat et ancien cadre de l'Organisation spéciale (Teşkilat-i mahsusa), peut aussi être rangé dans l'ancienne génération, « unioniste », pour le dire rapidement, proche de Celal Bayar. Tous ces hommes sont nés dans les années 1890 et, pour la plupart, ils ont une cinquantaine d'années – parfois plus – au moment où ils entrent au parlement. Enver Karan est né en 1892, Memiş Yazıcı, en 1890, Sait Basak, en 1889, et Fehmi Çobanoğlu, en 1883. Outre ce groupe des « hommes de Bayar » - nous les appellerons ainsi faute de meilleure appellation, quatre autres députés sont nés à Erzurum. Sabri Erduman, d'ascendance kurde, est un notable local des cantons kurdophones du sud d'Erzurum. Rıza Topçuoğlu est un notable et riche homme d'affaires local, qui réside à Erzurum. Bahadır Dülger et Mustafa Zeren sont deux entrepreneurs qui ont des liens avec Erzurum, soit qu'ils y aient longtemps vécu (comme Bahadır Dülger), soit qu'ils y soient nés (comme Mustafa Zeren). Enfin, Rıfkı Salim Burçak est le plus jeune des députés. Il est né en 1913 à Erzurum – il a donc 15 ans de moins que les autres députés – et il est fraîchement diplômé, en 1950, de la Mülkiye, l'école d'administration.

Les non locaux, proches de Bayar, et de l'ancienne génération, sont donc le groupe le plus nombreux et le plus homogène au sein des députés d'Erzurum. Pour fonder le Parti démocrate à Erzurum, ils s'appuient au premier chef, nous l'avons vu, sur une coalition entre de riches marchands venus de la région de la mer Noire, comme Saban Dilaver, de riches hommes d'affaires et marchands locaux, et des artisans ou propriétaires de boutiques locaux (*esnaf*), comme Ömer Arı ou Hakki Mutlu Yazar. Les groupes sur lesquels s'appuie au départ le DP sont donc, pour certains, des groupes plus ou moins marginaux. De riches marchands, mais « étrangers » au sein de la ville d'Erzurum, qui forment un groupe séparé des autres, des marchands locaux, mais aussi des artisans et boutiquiers, dont les ressources économiques et de notabilité sont plus limitées. Les détenteurs d'importantes ressources économiques et sociales étaient restés fidèles au CHP. Le groupe des députés « anciens unionistes » a une autre caractéristique, moins facile à objectiver, qui relève plus de notre intuition personnelle. Nés

pour la plupart à Istanbul, ayant suivi le parcours classique des fonctionnaires d'État, partageant avec les élites kémalistes un certain *ethos* élitiste, il n'est pas impossible qu'ils aient un certain mépris pour Erzurum et ses habitants. Erzurum est une région très éloignée du centre, aux confins de la République, qui a été le théâtre de rébellions contre les réformes kémalistes. C'est aussi, dans les années 1950, une ville pauvre, sale, manifestement désagréable à habiter – selon la plupart des récits de voyageurs.

Après 1950, Mustafa Zeren tente de contrer ce groupe, en s'appuyant, au niveau local, sur une faction opposée à celle des « démocrates de la première heure » : les notables qui sont arrivés au Parti démocrate après 1950, qui veulent – au dire de leurs détracteurs ! – essentiellement accéder au pouvoir. Ce sont, pour une très large partie d'entre eux, des anciens hommes politiques locaux du CHP, comme Şevket Arı, qui était maire d'Erzurum de juin 1937 à 1939[155]. Mustafa Zeren, qui veut acquérir de l'influence, appuie de tout son poids cette faction opposante. Le comité de direction départemental est plusieurs fois dissous. Mais la faction locale des « démocrates d'avant 1950 » est très puissante, et parvient à contourner, plusieurs fois, les dissolutions du comité central du parti, dont Mustafa Zeren tire les ficelles. Le conflit s'intensifie à la veille des élections de 1954, mais Mustafa Zeren ne parvient pas à faire triompher la faction qu'il appuie. Au niveau local, cette lutte factionnelle a été interprétée comme celle de « ceux venus de la mer Noire » contre les « locaux »[156]. Lorsque Ahmet Hamdi Başar vient inspecter la branche du DP d'Erzurum, en 1950, il apprend que deux factions se déchirent. L'une est menée par Memiş Yazıcı, et l'autre, par Mustafa Zeren. Quand il demande la raison du différend, Hamdi Başar se voit répondre que « l'un est d'Erzurum, l'autre vient de la région de la mer Noire ». En réalité, les origines des uns et des autres n'avaient que peu de choses à voir avec les causes du différend. La raison pour laquelle les habitants d'Erzurum ont interprété ce conflit de cette façon-là, c'est que Mustafa Zeren, pour affaiblir la faction au pouvoir localement, a avancé l'argument selon lequel ils n'étaient pas d'Erzurum, que c'étaient des « étrangers » et des « lazes ». Mais, en l'occurrence, la question des origines ethniques n'était pas vraiment la cause du différend.

Rıfkı Salim Burçak est élu député en 1950. Il gagne rapidement des échelons au niveau national. Il est nommé ministre pour un temps, et, surtout, obtient une fonction au sein du comité central du parti. Ce faisant, il gagne la confiance des grandes figures du parti[157], et tente d'affaiblir Mustafa Zeren. En 1954, les candidats « unionistes » ne passent pas les primaires aux élections législatives : les notables de la faction locale se présentent eux-mêmes. N'ayant aucun appui local au sein de la base du parti, tous ces députés non locaux ne sont pas élus à l'investiture électorale. Les

[155] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi*, vol 2, *op. cit.*, p. 160-164.
[156] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi*, p. 427.
[157] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 144.

candidats élus par la base du parti, à Erzurum, sont, en grande partie, des Kurdes des cantons du sud du département. C'est finalement une aubaine pour Rıfkı Salim Burçak, qui fait part de son « inquiétude » à Celal Bayar, ou au comité central du parti. Dans ses mémoires, Burçak indique que des « rumeurs » courent, selon lesquelles une propagande « de nature à détruire l'unité nationale » aurait été faite pour récolter des voix dans la région d'Erzurum[158]. Le comité central du parti décide de mettre son veto sur la plupart de ces candidats kurdes, et Burçak fait modifier la liste des candidats sur les listes du DP en y plaçant des proches. Tous les députés « placés » par Rıfkı Salim Burçak, Şevki Erker, Hasan Numanoğlu, Abdulkadir Eryurt, Esat Tuncel, ont un profil similaire au sien : ils sont de la même génération – ils sont tous nés entre 1908 et 1914 – et presque tous ont un diplôme universitaire, d'ingénieur pour beaucoup d'entre eux. Ce sont tous de jeunes technocrates, à l'image de Rıfkı Salim Burçak lui-même. Comme lui, ils sont nés à Erzurum, mais ils ont fait leurs études ailleurs. Au niveau local, Rıfkı Salim Burçak a commencé par s'arranger avec la faction qui était au pouvoir localement, celle des « démocrates de la première heure ». Mais, une fois les élections législatives passées, Burçak commence à asseoir son contrôle sur la faction qui domine localement, ce qui implique d'exclure certaines figures trop puissantes, comme Turhan Bilgin. Pour contrôler une faction locale, en effet, un député a tout intérêt à y placer des hommes, qui lui devront leur carrière, même au niveau local. Les députés placés par Rıfkı Salim Burçak, eux aussi, s'efforcent de se faire une clientèle au sein de la base du parti au niveau local.

Ce récit de la succession des conflits factionnels dans le département d'Erzurum nous a permis de montrer que les députés sont des chefs de faction ; même les députés « parachutés » doivent s'intégrer dans le jeu des factions locales. Voir le député comme un chef de faction nous permet de lier le travail de représentation du député à son positionnement au sein de l'arène locale. La rétribution de factions locales est aussi une dimension essentielle du travail de député ; c'est ce que nous allons voir à présent.

[158] « Milli birliği zedeleyici bir propaganda ile oy toplamış olanlardan da şikâyet çok yaygındı », R. S. Burçak, *op. cit.*, p. 199.

3. L'activité de représentation des députés : bienfaiteurs et représentants des autorités partisanes

La littérature sur les rôles parlementaires prend appui sur le double sens de la notion de représentation, qui a été souligné par Hannah Pitkin[159]. La représentation, qui signifie assurer la présence de quelqu'un qui est absent, peut se décliner en deux termes qui ont des conséquences sur l'activité de représentation. D'abord, représenter peut avoir le sens de l'allemand « *darstellen* » (en anglais « *to stand for* »), ce qui implique que les caractéristiques personnelles du représentant assurent la représentation. D'autre part, l'activité de représentation peut correspondre au concept allemand de « *vertreten* » (en anglais « *to act for* ») et se traduire par un agir dans l'intérêt du représenté. Cette dernière acception se révèle particulièrement utile pour réfléchir au contenu de l'activité de représentation, notamment dans le cadre de l'activité parlementaire. Nous mobiliserons ici le concept de « rôle » parlementaire[160], un outil analytique qui permet d'appréhender les différents aspects du travail parlementaire et d'en dégager les mobiles[161]. Cette notion nous a paru intéressante pour analyser empiriquement le contenu concret de l'activité des députés.

Nous nous concentrerons ici sur deux des rôles parlementaires, dont le caractère contradictoire a été remarqué par plusieurs auteurs. Le rôle le plus communément admis pour un député est celui de siéger au parlement, et de participer à l'élaboration des lois, qui est l'une des fonctions de l'organe parlementaire. Ces activités se déroulent à Ankara. Mais au sein de sa circonscription, les électeurs attendent aussi du député qu'il rende des services concrets à ses électeurs, qu'il représente les intérêts du département. Ce travail de négociation se fait en dehors de l'arène parlementaire, dans un cadre informel. Nous verrons rapidement que le rôle législatif n'est pas le cœur de l'activité de représentation des députés ; nous tenterons de développer, dans les pages qui suivent, ce que recouvre exactement l'activité de représentation, qui se modifie avec le passage au multipartisme. Au-delà du rôle, c'est la figure du député qu'il s'agira d'analyser. Nous verrons que les frontières entre personne privée et personne publique sont fréquemment brouillées ; au niveau local, le député est vu à la fois comme un bienfaiteur, et comme le plus haut représentant du Parti démocrate, partant, presque comme quelqu'un du gouvernement. Un contre-exemple nous permettra de nuancer notre propos : il s'agit de l'activisme législatif de trois députés de Diyarbakır au début des années 1950.

---

[159] Hannah Pitkin, *The concept of representation*, Berkeley, university of California Press, 1967.

[160] Bruce Biddle, « Recent Developments in Role Theory », *Annual Review of Sociology,* 12, 1986 ; Éric Kerrouche, « Appréhender le rôle des parlementaires : études comparatives des recherches menées et perspectives », *in* Olivier Costa, Éric Kerrouche, Paul Magnette (dir.), *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?,* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 35-55.

[161] Cette définition est celle qu'en donne Julien Navarro. Voir Julien Navarro, *Les députés européens et leur rôle : sociologie interprétative des pratiques parlementaires*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.

Chaque député est censé représenter la nation entière, même s'il est élu par les électeurs d'une circonscription électorale (le département). Mais, la plupart du temps, tout se décide au sein du groupe parlementaire du Parti démocrate, qui tient des séances secrètes dans une salle au sein du parlement, à côté de la salle où ont lieu les sessions. Une loi passée en 1959 interdit l'exercice d'un autre métier à côté de celui de député[162], ce qui montre bien que c'était une pratique, sinon généralisée, du moins répandue chez les députés de l'époque. Comme Elise Massicard le montre pour les années 2000, les débats parlementaires font souvent l'actualité médiatique ; les députés sont très exposés aux médias. Il y a ici une différence entre presse nationale et presse locale, qui montre bien la tension qui peut exister entre les différents rôles parlementaires. La presse nationale attend des propositions de loi sur des sujets polémiques, ou sur des sujets qui occupent l'actualité. À l'inverse, la presse locale publie plutôt des projets législatifs qui peuvent intéresser l'électorat du département. Les déplacements du député dans sa circonscription sont soigneusement relayés par les journaux locaux, qui annoncent l'arrivée du député dans la ville, puis son départ. Il y a donc une séparation des rôles assez stricte entre presse locale et nationale concernant les rôles du député[163].

Parfois, il peut arriver que la presse locale s'intéresse aussi à la proposition de loi d'un député du département, quand elle ne concerne pas directement la circonscription ou son électorat. C'est le cas, dans le département d'Erzurum, qui a une opinion très conservatrice. Une large publicité est faite à la proposition de loi pour interdire les loges maçonniques, portée par deux députés d'Erzurum. La loi proposée par Rıfkı Salim Burçak pour interdire les instituts de village, des instituts agricoles installés dans les villages, est très appréciée dans sa circonscription à Erzurum. En 1954, le député d'Erzurum Abdülkadir Eryurt envoie des questions écrites au Premier ministre et au ministre de l'Education nationale, pour demander la restauration de la mosquée « Ulu camii » le plus tôt possible, ainsi que la restauration de la *medrese* « *hatuniye* »[164]. Cette activité parlementaire, qui donne à l'homme une image d'homme pieux, et qui montre aussi un souci de valoriser et de préserver le patrimoine de sa circonscription, est bien relayée dans la presse locale. Par ailleurs, il peut arriver que la presse locale publie des tableaux de l'activité des députés de la circonscription, soit pour montrer combien de fois ils ont pris la parole au parlement, soit combien de fois ils sont venus dans la circonscription[165]. La prise de parole au parlement, autant que la visite de circonscription, sont valorisées. Cela montre bien que la presse locale assume une forme de contradiction dans les différents rôles assignés aux députés. Souvent, les propositions de loi sont d'abord discutées au sein du groupe parlementaire du parti, un

[162] *TBMM zabıt ceridesi* XI. Donem, IX, 1959, p. 228-231. Cité dans Murat Geçikli, *1946-1960 Yılları ArasındÀ Erzurum'da Siyasi Hayat* [La vie politique à Erzurum de 1946 à 1960], Atatürk Araştırma Merkezi, Ankara, 2010, p. 186.
[163] C'est toujours le cas dans les années 2000. Voir Elise Massicard, « Differences in role orientation among Turkish MPs », *European Journal of Turkish Studies*, 3 | 2005.
[164] *Doğu*, 9 décembre 1954.
[165] *Yeni Adana*, 1er et 3 septembre 1951. En un peu plus d'un an, aucun député n'est venu moins de trois fois à Adana.

député est ensuite désigné pour proposer la loi au parlement. Ce sont en général les députés les plus connus qui sont chargés de proposer de nouvelles lois.

4. L'exception des députés de Diyarbakır

Dans la période du Parti démocrate, seules les propositions de loi pour enquêter sur les crimes de l'État turc dans la période passée font l'objet d'un débat parlementaire fourni, et montrent des députés qui défendent leur électorat au nom de principes abstraits. Une fois entrés au parlement, trois députés de Diyarbakır, Mustafa Remzi Bucak, Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu, s'emparent de plusieurs affaires liées à la question kurde : deux d'entre elles concernent des crimes de l'État turc contre les Kurdes, les deux autres portent plutôt sur des questions plus générales de discriminations à l'égard des Kurdes. En décembre 1950, Mustafa Ekinci pose une question sur l'affaire de Mustafa Muğlalı, du nom du général responsable de l'exécution extra-judiciaire de 33 civils kurdes en 1943[166].

En janvier 1952, Mustafa Remzi Bucak demande l'abolition de l'inspectorat général à l'est du pays. En janvier 1953, Mustafa Ekinci demande à ce que la lumière soit faite sur l'événement de « Karaköprü», qui a trait à l'exécution sans procès, en 1936, de 103 civils, pour « banditisme ». Enfin, d'avril à mai 1953, Mustafa Remzi Bucak, Yusuf Azizoğlu et Nazım Önen posent une question écrite sur le discours d'incitation à la haine raciale [contre les Kurdes] dans la presse turque. Certaines de ces affaires, comme celle de Mustafa Muğlalı ou de Karaköprü, reviennent devant le parlement en 1956. Mais globalement, les interventions « politiques » des députés de Diyarbakır ont lieu entre 1952 et 1953, sur une période de temps très courte par rapport à l'ensemble de la décennie démocrate[167]. Cette exception mise à part, il est rarissime qu'une forme d'activisme voie le jour au parlement. Le rôle des députés est plutôt un rôle de « service » pour l'électorat de sa circonscription.

Tous les députés sont censés représenter la nation tout entière. Pourtant, chaque député est élu par un électorat précis, celui d'un département, et tout l'électorat du département attend du député qu'il représente les intérêts du département. La fonction de député donne accès aux dirigeants nationaux, ce qui lui donne de puissants moyens de contrôle sur la vie politique locale. En définitive, nous verrons que les députés ont un rôle de pivot entre le siège national et les organisations locales du parti ; il est attendu d'eux qu'ils servent leur circonscription avant toute chose.

[166] Il a aussi présidé le tribunal militaire chargé de juger les « responsables » de l'événement de Menemen, une révolte islamiste au cours de laquelle un aspirant de gendarmerie a eu la tête coupée.
[167] Pour un développement plus circonstancié, voir Adnan Celik et Béatrice Garapon, « De l'exil à la représentation parlementaire, une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955) », *Anatoli* n°8, 2017.

5. Le député : bienfaiteur et lien avec le pouvoir central

La fonction de député se modifie avec l'ouverture du système à la compétition politique. Lors d'une réunion politique locale du département d'Erzurum, l'un des hommes politiques présents se rappelle avec émotion les jours d'avant 1950, quand même pour eux, les citadins, voir un député était quelque chose de rare, et chaque député était l'objet d'une grande déférence. Aujourd'hui, poursuit-il, n'importe qui est proche des députés ; chacun peut se promener « main dans la main » (« *kucak kucağa* ») avec un député qu'il a élu[168]. Cette phrase en apparence anodine montre bien la transformation de la figure du député, et, partant, des rôles parlementaires.

On voit dans la presse locale, et dans de nombreux comptes rendus de congrès de partis politiques, que le travail législatif n'est pas vu comme le cœur du travail des députés, au contraire. Lors du congrès départemental du Parti démocrate à Erzurum, un délégué prend la parole pour se plaindre de ce que les députés d'Erzurum ne se préoccupent pas assez des problèmes locaux. « Au parlement à Istanbul (sic), ils proposent des lois sur les "bruits de ressac à la radio" », s'exclame le député, faisant certainement allusion à une loi proposée peu de temps auparavant. Ce délégué est applaudi bruyamment ; un autre se plaint de ce que les députés sont trop nombreux ; il n'y en a que trois ou quatre qui travaillent ; les autres « jouent au poker toute la journée ». La référence à une loi jugée particulièrement éloignée des préoccupations des citoyens montre que le travail législatif est considéré globalement comme quelque chose d'inutile. D'autres se plaignent de ce que, depuis la fin des élections, les députés ne viennent plus mettre un pied dans les villages. Tous sont applaudis[169], ce qui montre que la place d'un député, aux yeux des citoyens, est dans sa circonscription.

Représentation et bienfaisance

En réalité, le rôle essentiel du député est celui de bienfaiteur. En cela, personne privée et rôle politique se confondent. En 1953, plusieurs députés de départements de l'est du pays, dont deux députés d'Erzurum, Rıfkı Salim Burçak et Rıza Topçuoğlu, se réunissent à Ankara pour fonder une usine à sucre dans l'est du pays. Une entreprise est ainsi créée, « *Doğu seker sirketi* », l' « entreprise de sucre de l'Est »[170]. Les députés, ici, participent à l'entreprise en tant que personnes privées. Le capital qu'ils y apportent est de nature privée. Dans le même ordre d'idées, pour se rendre au congrès départemental du parti, en 1955, les délégués venus des chefs-lieux et des villages demandent « aux députés » une aide financière de 500 livres pour couvrir leurs frais de déplacement[171]. Il n'est absolument pas fait de différence entre argent public et argent privé. Les délégués demandent un

[168] *Demokrat Erzurum*, 8 mars 1954.
[169] *Yeni Erzurum*, 27 mai 1951.
[170] *Doğu*, 9 février 1953.
[171] *Doğu*, 27 mai 1955.

financement pour ce qui relève de l'activité politique. En cela, on pourrait presque dire que le député est au plus haut dans l'échelle des « bienfaiteurs », avec d'autres personnalités de la localité. Un autre exemple le montre : lors d'un congrès local du DP dans le chef-lieu d'Aziziye, les responsables du parti annoncent que Şevki Erker, qui est député, a envoyé au maire de la ville de l'argent et des machines de sondage pour la ville. La question de savoir s'il s'agit de crédits ou de subventions étatiques n'est pas précisée. Le 11 janvier 1955, un article de la presse locale titre : « Les crédits vont augmenter pour l'agriculture et le commerce ». Lors d'une réunion des députés d'Erzurum, Rıfkı Salim Burçak a proposé que tous les députés d'Erzurum entrent en contact, de façon groupée, avec la banque du travail (*Is bankası*) et la banque de l'agriculture (*Ziraat bankası*), pour œuvrer dans ce sens[172]. Le travail des députés, ici, est d'activer leurs contacts personnels et de faire pression sur les institutions bancaires.

Souvent, le député doit les financements qu'il obtient à ses contacts personnels avec des hommes politiques de premier plan, influents, souvent des ministres. En janvier 1957, lors d'une conférence de presse, le maire d'Erzurum, Edip Somunoğlu, annonce que l'un des députés du département, Rıza Topçuoğlu, a réussi à obtenir que 40 tonnes de charbon soient livrées à la ville, ce qui permettra de résoudre la pénurie de combustible à laquelle les *esnaf* de la ville, notamment les gérants de hammam, sont confrontés. C'est grâce à ses contacts personnels avec Samet Agaoğlu, qui est à l'époque ministre du commerce, que Rıza Topçuoğlu a pu obtenir que le charbon soit livré[173]. Un autre exemple illustre bien le caractère particulier des bénéfices obtenus par les députés. Lors du congrès de l'une des deux grandes coopératives d'*esnaf* de la ville, « *Esnaf kefalet kooperatifi* », l'un des délégués présents propose que la coopérative envoie collectivement un télégramme à Rıza Topçuoğlu, pour le remercier de l' « aide » (probablement du crédit) de 250 000 livres qu'il a obtenue pour la coopérative. Un autre délégué propose que le télégramme de remerciements soit envoyé à tous les députés d'Erzurum ; d'autres plaident le contraire ; Rıza Topçuoğlu a obtenu cette aide grâce à son amitié avec Nedim Okmen, qui était alors ministre de l'Agriculture. Dès lors, selon ces délégués, cette aide est l'œuvre personnelle de Rıza Topçuoğlu, pas celle des autres députés d'Erzurum[174].

Ces épisodes nous montrent bien la personnalisation du pouvoir, même au niveau local. La capacité des députés d'Erzurum à représenter le département est jugée en fonction de leur capacité à représenter les intérêts du département. Ils ne sont pas considérés comme une entité collective, mais chacun est jugé selon l'efficacité de son réseau personnel.

[172] *Demokrat Erzurum*, 11 janvier 1955.
[173] *Demokrat Doğu*, 14 janvier 1957
[174] *Ibid*., 17 février 1958.

D'ailleurs, les demandes de l'électorat, regroupé en groupes professionnels, se font souvent directement auprès des députés. Quand les députés sont dans leur circonscription, ils sont amenés à rencontrer très fréquemment les représentants des organisations professionnelles. Le 22 septembre 1958, par exemple, une réunion est organisée entre les « marchands » d'Erzurum et les députés, sous l'égide d'Ibrahim Kuzulugil, le président de la chambre de commerce et d'industrie. Les différents commerçants de la ville évoquent, un à un, leurs sujets de mécontentement et leurs plaintes, qui sont extrêmement concrètes : les banques ont brusquement cessé tout crédit, les prix ont été gelés, les moyens de transport coûtent trop cher, comme les assurances des ouvriers, etc[175]. D'une manière générale, à Erzurum, les grands congrès des associations d'*esnaf* (boutiquiers) ont lieu en présence des députés, du gouverneur (v*ali*) et du maire d'Erzurum. Les *esnaf* y expriment leurs demandes[176]. Le rôle des députés est de satisfaire à ces demandes particulières.

Les congrès sont aussi le moment où les plaintes et les requêtes sont adressées aux députés ; si quelque chose ne marche pas bien, c'est eux qui seront tenus pour responsables. Lors d'un congrès local en 1953 à Ilica, un délégué se plaint de plusieurs choses, que l'eau soit empoisonnée et répande le typhus, que l'entreprise chargée de la construction d'un pont soit corrompue, tout en louant d'autres réalisations. Le journaliste commente de la façon suivante : « il a envoyé des piques aux députés tout en les flattant » (« *milletvekillerini hem iğneledi hem de okşadı* »), comme s'ils étaient considérés comme les seules autorités responsables, qui devaient rendre des comptes lors du congrès local du parti.

Finalement, les députés apparaissent souvent comme des sortes de protecteurs de la localité. Dans un discours lors d'un congrès local du DP, Rıfkı Salim Burçak, qui est député d'Erzurum, promet la construction d'une école technique, d'ateliers de réparation pour les machines agricoles, d'une école confessionnelle (*imam-hatip*), d'une bibliothèque pour enfants, d'une école de sages-femmes et infirmières, d'écoles pour les chef-lieux de Tortum et Senkaya, et d'une université à Erzurum[177]. En 1955, un article titre « Grâce à nos députés, les égouts de la ville vont être fermés », au lieu d'être à ciel ouvert, ce qui montre que la municipalité dispose d'un si faible budget que même les dossiers qui devraient relever de sa compétence, le traitement des déchets municipaux, revient en fait aux députés[178]. Dès que la municipalité doit entreprendre des travaux qui nécessitent un financement conséquent, elle doit s'adresser aux députés, qui, grâce à leurs contacts personnels, peuvent obtenir des financements. Ce sont par exemple les députés d'Erzurum qui envoient, en janvier 1955, un

[175] *Ibid*., 22 septembre 1958.
[176] *Demokrat Erzurum*, 17 août 1957.
[177] *Doğu*, 24 septembre 1953.
[178] *Ibid.*, 17 janvier 1955.

télégramme conjoint pour annoncer qu'une fabrique de ciment va être fondée dans le district d'Aşkale[179].

Le député représentant des autorités du parti au niveau local

Un autre rôle des députés est d'assurer une certaine homogénéité à la parole du parti, ce qui se voit très bien, par exemple, dans les congrès locaux du parti. Lors des congrès départementaux, par exemple, tous les députés sont toujours présents. Ce sont généralement eux qui détiennent le monopole de la parole idéologique et qui font des discours plus abstraits, qui mettent en lien l'organisation locale et le discours plus standardisé du parti. Ils prennent soin, dans leur discours, de répondre aux attaques de l'opposition, et font la promotion des politiques du gouvernement, ou dressent un bilan de ses succès[180]. Généralement, d'ailleurs, dans les congrès de moindre importance, si aucun député n'est présent, le responsable du parti reprend des éléments de langage tirés des discours des députés. Les discours des députés sont attendus et appréciés comme une performance. Il y a une dimension presque pédagogique des discours des députés dans les congrès locaux. En 1953, lors du congrès local du district d'Ilica à Erzurum, les délégués se plaignent avec véhémence des articles de la presse nationale qui « attaquent la religion » et se moquent des plus âgés (« *büyükler* »). Mustafa Zeren, qui, à l'époque, est député d'Erzurum, prend alors la parole pour expliquer longuement pourquoi on ne peut pas s'attaquer aux journalistes. Il prend garde, cependant, de ne pas paraître justifier les propos des journalistes : « quand les journalistes comprendront que le peuple n'est pas d'accord avec eux, ils changeront d'avis », dit-il. Il agrémente son propos d'un exemple : le président américain Truman, que ses ennemis auraient manipulé en prenant une photo de sa fille en train de danser ; mais ce dernier aurait gardé un calme d'airain. Enfin, un proverbe vient clore la démonstration : « le chien attaque l'homme, mais l'homme n'attaque pas le chien »[181]. Le ton très pédagogique sur lequel le député enseigne le respect de la parole de la presse est un bon exemple de la façon dont les députés prennent en charge la diffusion de la parole du parti.

Un événement qui ne pourrait être qu'un obscur fait divers montre bien, d'ailleurs, l'état d'esprit dans lequel sont les députés du Parti démocrate dans leur circonscription.

En 1956, le journal *Hür söz*, à Erzurum, qui appartient à une faction opposée à celle des députés, relate l'affaire suivante. La police arrête un citoyen pour attouchement sexuel sur mineur. L'homme est pris en flagrant délit et supplie la police de lui pardonner, en invoquant la honte qui sera

[179] *Ibid*., 21 janvier 1955.
[180] À Erzurum, les politiques du gouvernement en matière de religion sont systématiquement exhibées : dans un congrès local en 1953, Rıza Topçuoğlu rapporte que le budget de la direction des affaires religieuses a été augmenté, que de nombreuses mosquées ont été réparées, etc. *Doğu*, 13 mars 1953.
[181] Ibid.

la sienne si le voisinage apprend les faits. Ce faisant, ce citoyen pousse des hauts cris dans le commissariat. Deux députés d'Erzurum, Esat Tuncel et Cemil Önder qui, selon le récit du journaliste, « passaient par là à ce moment-là », entrent dans le commissariat, et s'en prennent aux policiers. Ils leur reprochent notamment de faire des descentes dans les bars et de frapper les gens qui sont sous l'emprise de l'alcool, une « honte » selon Esat Tuncel, l'un des deux députés, qui finit en accusant les policiers d'être proches du CHP (ou de voter pour le CHP : « *CHPli* »). Le ton monte, et Esat Tuncel finit par donner une gifle à l'un des policiers, ce qui suscite l'indignation du journaliste.

Plusieurs choses sont intéressantes dans cette anecdote. D'abord, le journaliste ne s'offusque absolument pas de ce que les députés interviennent directement dans le commissariat pour prendre la défense d'un prévenu. Ce qui choque le journaliste, c'est la gifle d'Esat Tuncel au policier, ce qui semble indiquer que, ce qui n'est pas normal, c'est plutôt la façon de faire. En revanche, il est compréhensible, voire acceptable, que deux députés entrent dans un commissariat pour intervenir dans le travail de la police, comme s'ils n'étaient, par rapport à la police, qu'un supérieur hiérarchique.

Nous avons vu que, pour un député, représenter un département, c'est essentiellement obtenir des avantages matériels pour certains segments de la population. Ces avantages prennent souvent la forme d'investissements publics. En ce sens, les députés d'un département, au niveau national, constituent eux aussi autant de factions luttant pour l'allocation des ressources. Nous nous pencherons donc, dans une dernière sous-partie, sur le phénomène factionnel au niveau national ; nous verrons que, là encore, le factionnalisme correspond à une forme de personnalisation du pouvoir.

C. Factions et politiques publiques : le leader national comme rétributeur

Comme le remarque Norman K. Nicholson, l'analyse des factions se concentre souvent sur l'analyse de petits milieux politiques, tels que le village. L'analyse du factionnalisme ne se concentre jamais sur le niveau de la prise de décision, ni sur celui de l'élaboration de politiques publiques[182]. L'auteur montre pourtant que, en Inde, les factions épousent, souvent étroitement, les différentes régions. Les coalitions au pouvoir appuient leur légitimité sur une coalition de leaders régionaux, bien plus que sur un large soutien populaire, ou même l'identification d'une classe à leurs politiques. Les talents d'un leader national consistent essentiellement à assurer l'équilibre entre les différentes factions régionales, et à distribuer habilement les ressources étatiques allouées au développement. Ainsi, le niveau de la politique nationale, et de l'élaboration de politiques publiques n'est pas si différent de celui du village : le rôle de l'État consiste à distribuer des ressources, le leader national joue un rôle essentiel dans l'attribution des ressources[183].

[182] Norman K. Nicholson, art. cité, p. 168.
[183] *Ibid.*, p. 169-170.

Ces analyses sont intéressantes pour notre objet. Au plus haut niveau du parti, les députés d'un département forment souvent une faction. Aussitôt après avoir été élus, les députés d'Erzurum joignent leurs efforts pour obtenir du gouvernement la construction d'un barrage hydro-électrique sur les chutes d'eau de Tortum. « Le gouvernement d'Adnan Menderes, grâce à notre travail d'influence fourni, avait compris que la première chose qu'Erzurum attendait du nouveau pouvoir, c'était Tortum, et il s'était approprié notre projet »[184], raconte Rıfkı Salim Burçak. Le gouvernement décide donc d'un budget de 1 million de livres pour faire construire le barrage. Pour les députés d'Erzurum, cela ne suffit pas ; le 26 janvier, ils se rendent tous ensemble au bureau de la commission du budget, pour obtenir plus d'argent pour la construction du barrage. Mais, raconte Rıfkı Salim, la commission se montre très stricte, refuse de se soumettre aux demandes des députés venus de différents départements[185] - ce qui montre que c'était une pratique commune, pour les députés d'un département, de faire pression sur la commission du budget pour obtenir un plus grand financement. Finalement, Rıfkı Salim Burçak demande à son ami Ahmet Hamdi Başar, qui est membre de la commission, d'intervenir en leur faveur pour obtenir un million de plus. Cette démarche est fructueuse et les députés d'Erzurum réussissent finalement à obtenir 2 millions pour la construction du barrage. Il faudra cependant, en 1954, l'intervention d'Adnan Menderes pour que les travaux soient accélérés[186]. Les députés d'Erzurum ne sont certainement pas les seuls à avoir fait pression sur la commission du budget, les députés de plusieurs départements, réunis en faction, essayent d'obtenir des moyens. Ce qui s'est révélé efficace pour obtenir une augmentation du budget consacré à Erzurum, ce sont, finalement, les contacts personnels de Rıfkı Salim Burçak, d'abord avec l'un des membres de la commission, puis avec Menderes lui-même. Cet épisode nous révèle un fait digne d'attention : le jeu des factions est important dans la construction de la figure du leader national.

1. Menderes comme patron de clientèle national : vers une patrimonialisation des ressources publiques

Norman K. Nicholson fait une remarque importante concernant les politiques factionnelles en Inde : il n'y a aucune faction qui soit clairement opposée à celle du Premier ministre. L'enjeu des conflits factionnels n'est pas de renverser le Premier ministre, mais d'avoir la confiance du Premier ministre[187]. Les tentatives de renverser la faction dominante peuvent s'appliquer aux proches du Premier ministre, mais jamais au Premier ministre lui-même. C'est un fait qui concerne la plupart des partis ; comme le dit Michel Offerlé, « le chef apparent est plus un intermédiaire entre les chefs de courant qu'un autocrate. Menacé par d'éventuelles dissidences des chefs de courants minoritaires, il a

[184] « Adnan Menderes hükümeti, yoğun temaslarımız sonunda, Erzurum'un yeni iktidardan ilk beklentisinin Tortum olduğu kanaatina vararak teşebbüsümüzü benimsedi ». Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 59.
[185] « (…) çeşitli illerin milletvekillerinden gelen önerilerin çoğunu geri çeviriyordu », *ibid.*, p. 59.
[186] *Ibid*., p. 60.
[187] Norman K. Nicholson, art. cité, p. 176.

pour lui d'avoir plus de ressources, d'être considéré comme en ayant plus, et d'avoir la maîtrise relative de la définition des ressources qui doivent avoir cours dans l'organisation (…) »[188]. C'est que, contrairement aux chefs de faction, le leader national dispose d'un soutien populaire très fort, ce qui était le cas d'Adnan Menderes. En 1955, lors de la grande fronde au sein du groupe parlementaire du parti, les députés demandent la démission de tous les membres du gouvernement, sauf Adnan Menderes, le Premier ministre. Ce sont ses proches, Mükerrem Sarol, Fatin Rüştü Zorlu, Hasan Polatkan, qui sont considérés comme responsables des maux du parti, pas Adnan Menderes lui-même.

La pratique d'envoyer des télégrammes de remerciements aux grandes figures du parti, surtout Menderes et Bayar, témoigne bien de leur popularité, au-delà des luttes factionnelles. En 1953, à la fin du congrès du district d'Aşkale à Erzurum, on décide d'inviter Menderes au congrès départemental du parti. Le texte du télégramme est voté à l'unanimité et applaudi[189]. En 1955, lors d'un congrès d'un quartier d'Erzurum, on décide d'envoyer un télégramme de remerciements à Bayar, Menderes et Koraltan[190] ; une autre fois, le congrès de l'association des « épiciers et intermédiaires » de la ville d'Erzurum s'achève sur la décision d'envoyer un télégramme à Celal Bayar pour le remercier de la fondation de l'université Atatürk à Erzurum. Ce dernier exemple montre aussi que les investissements de l'État sont considérés comme des bienfaits accordés par les dirigeants du parti, Celal Bayar et Adnan Menderes.

De fait, beaucoup de décisions concrètes, concernant l'allocation des ressources, semblent dépendre de Menderes lui-même. Lorsqu'il se déplace hors d'Ankara pour des voyages officiels dans les départements, le Premier ministre fait des promesses extrêmement précises. Lors d'un voyage à Erzurum en septembre 1954, par exemple, Menderes promet la construction d'une route pour lier Erzurum à Rize en passant par Ispir.

Rıfkı Salim Burçak raconte dans ses mémoires que les délégations du Parti démocrate, lorsqu'elles viennent à Ankara, veulent toutes voir Adnan Menderes ; « c'est parce que c'est la personne la plus haut placée, mais c'est aussi à cause de l'affection que tout le monde lui porte dans le parti »[191], commente l'auteur. Une autre raison, que l'auteur ne mentionne pas, est que c'est le moyen le plus efficace d'obtenir satisfaction sur une requête. C'est le travail des députés d'organiser pour les délégations des rencontres avec Menderes. Le récit qu'il fait de la visite de la délégation d'Erzurum à Adnan Menderes est très instructif. Le chef de la section départementale du Parti démocrate à Erzurum, Talip Yargılı, commence par remercier Menderes de ses réponses à Inönü qui, dit-il, ont été très appréciées à Erzurum ; puis il assure Menderes du dévouement du département d'Erzurum au

[188] Michel Offerlé, *op. cit.*, p. 59.
[189] *Doğu*, 3 août 1953.
[190] *Demokrat Erzurum*, 22 mars 1955.
[191] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 676.

Parti démocrate. C'est, dit-il, la « citadelle » (*kale*) du parti dans l'Est, même si l'opposition veut conquérir Erzurum. Aussitôt, Menderes lui coupe la parole et lui dit : « tu dis ça parce que tu veux me demander un service, je sais. Mais ne t'inquiète pas, nous allons le faire. Nous allons tout faire à Erzurum » (« *Sen bu sözleri benden hizmet istemek için söylüyorsun, bunu biliyorum. Ama biz zaten yapacağız, merak etme. Erzurum'a her şeyi yapacağız* »). Après avoir prononcé ces mots, Menderes se met à énumérer tous les investissements publics qui seraient faits pour Erzurum ; il n'écoute plus rien de ce que son interlocuteur veut lui dire. Cet échange nous apprend que Menderes lui-même a intégré son rôle, et qu'il voit lui-même les investissements de l'État comme un système de rétribution. Il semblerait même que Menderes ne comprenne pas que les critiques de membres du parti soient liées à autre chose qu'à des attentes déçues : en 1956, il annonce au comité central du parti, qui fait une réunion, que le rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet*, Nadir Nadi, n'a pas obtenu de poste d'ambassadeur, alors qu'il le demandait depuis longtemps. C'est pour cette raison, poursuit-il, qu'il a pris la tête de lourdes critiques adressées au gouvernement[192].

Un autre exemple le montre : en 1959, une délégation d'un canton d'Erzurum, Pasinler, se rend à Ankara pour voir Menderes, avec le maire de Hasankale, un autre chef-lieu du département. Adnan Menderes arrive au rendez-vous avec trois heures de retard. Le maire de Hasankale, Ilhami Aras, est venu avec une liste écrite de requêtes pour Menderes : la réparation d'une usine, d'un hammam… Adnan Menderes lui prend la liste des mains, et y ajoute des choses. Les membres de la délégation informent Menderes qu'ils sont venus par la nouvelle route qui lie Erzurum à Ankara – ce qui est une façon de l'en remercier. Ils lui disent qu'ils ont été très bien accueillis dans tout le pays, que tout le monde aime le Parti démocrate. Ils partent en lui assurant à nouveau qu'ils l' « aiment ». L'usage du verbe « aimer » n'est pas anodin ; il montre la force des liens personnels, même pour relier le maire d'un bourg de province au Premier ministre. Les relations entre ces deux personnages sont prises dans un rapport de clientèle.

2. L'université d'Erzurum : une rétribution à la faction d'Erzurum ?

Nous souhaitons conclure notre propos en développant un exemple de l'allocation partiale des ressources publiques, suivant le système des factions. Il s'agit de l'université Atatürk, fondée à Erzurum en 1957.

L'idée d'une « université de l'Est » avait été formulée pour la première fois par Atatürk, le 1er novembre 1937, lors du discours d'ouverture du parlement. L'idée était de favoriser le développement

[192] « Başbakan (…) Cumhuriyet başyazarı Nadir Nadi'nin, kendisinden defalarca bir sefirlik istediğini ve bu arzusunu yerine getirmediğimiz için bas tenkitçiler arasında yer aldığını söyledi. », Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 398

d'universités modernes dans les trois régions du pays : poursuivre des réformes plus radicales pour l'université d'Istanbul, fonder une université à Ankara, et, enfin, créer, sur les rives du lac de Van, un vaste campus, qui comporterait aussi des écoles primaires[193]. L'objectif était de développer l'est kurde du pays, et de former une jeunesse acquise aux idéaux kémalistes de la nation turque. Cependant, comme nous pouvons le voir dans le discours originel, il n'est absolument pas question que l'université soit construite à Erzurum. Son lieu de construction est explicitement mentionné : il s'agit des rives du lac de Van. D'ailleurs, plusieurs experts[194] sont mandatés, dès l'année 1937, pour réaliser une visite des lieux et rédiger un rapport pour le président. Le rapport préconise que l'université soit construite à Van et Ahlat, une autre localité située sur les rives du lac de Van, entre autres recommandations concernant, par exemple, la nécessité d'organiser un système de pensionnat dès le lycée, etc. La mort d'Atatürk, puis la Seconde Guerre mondiale, mettent fin provisoirement au projet.

C'est Celal Bayar, qui, lors de son discours d'ouverture du parlement, le 1er novembre 1950, reprend tel quel le passage du discours de Mustafa Kemal, et affirme son souhait de voir une université être construite à l'est du pays, une région « moins développée que les autres »[195]. Ce passage de son discours est longuement applaudi[196]. Le second gouvernement Menderes se saisit de l'idée, et l'intègre à son programme. Au moment où l'idée refait surface, plusieurs départements tentent de faire construire l'université sur leur territoire. Le comité d'experts qui a été nommé pour décider du lieu où sera fondée l'université se lance dans une visite des départements de l'Est, en 1951. C'est Celal Bayar qui décide des lieux qu'ils iront visiter, et il les accompagne en réalisant lui-même un voyage dans l'Est. C'est d'abord Van, Diyarbakır et Elâzığ qui sont au programme. Au dernier moment, le comité se rend aussi à Erzurum, alors que Celal Bayar a déjà regagné Ankara.

Cette visite suscite l'enthousiasme des hommes politiques et de l'opinion publique dans l'est du pays. Le nombre de déclarations de députés de Diyarbakır, de Van, d'Elâzığ, d'Erzurum, qui disent que l'université de l'Est doit être construite sur leur territoire, est incalculable. Finalement, le comité décide que le campus devra être dispersé en plusieurs lieux dans les départements d'Elâzığ et de Van.

---

[193] « Memleketi şimdilik uç büyük kültür bölgesi halinde mütalaa ederek ; garp bölgesi için, İstanbul üniversitesinde başlanmış olan ıslahat programını daha radikal bir tarzdan tatbik ederek, cumhuriyete cidden modern bir üniversite kazandırmak ; merkez bölgesi için, Ankara Üniversitesini az zamanda kurmak lazımdır. Ve Doğu bölgesi için Van Golü sahillerinin en güzel bir yerinde, her şubeden ilkokullarıyla ve nihayet üniversitesiyle modern bir kültür şehri yaratmak yolunda şimdiden fiiliyata geçilmelidir. Bu hayırlı teşebbüsün doğu vilayetlerimiz gençliğine bahsedeceği feyiz, Cumhuriyet hükûmeti için ne mutlu bir eser olacaktır. ». Atatürk'ün söylev ve demeçleri, vol 1, p. 419-420. Cité dans Recep Murat Geçikli, *1946-1960 Yılları ArasındÀ Erzurum'da Siyasi Hayat* [La vie politique à Erzurum de 1946 à 1960], Atatürk Araştırma Merkezi, Ankara, 2010, p. 166.

[194] Il s'agit du ministre de la culture Saffet Arikan, de l'ancien ministre de l'éducation Abidin Ozmen, de professeurs de l'académie des beaux-arts, et de hauts responsables des travaux publics. Voir Recep Murat Geçikli, *ibid*., p. 167.

[195] « Egitim islerinde diğer mahallere nisbetle daha geri kalmış olan doğu bölgemiz (…) », Celal Bayar'in söylev ve demeçleri (1920-1953), p. 394. Cité dans Murat Geçikli, loc. cit.

[196] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 150.

Le département de Van abritera les facultés de sciences humaines et sociales, et le département d'Elâzığ, les sciences dures. Le rapport évoque aussi l'idée selon laquelle certaines facultés d'études agricoles pourraient être fondées à Diyarbakır et à Erzurum, de façon néanmoins très vague.

En dernier lieu, c'est Erzurum qui obtient que l'université de l'Est soit construite sur son sol. Dans les sources, il apparaît clairement que cette victoire revient à Rıfkı Salim Burçak lui-même. Lorsqu'il devient ministre de l'Education nationale, en 1953, ce dernier convoque un nouveau comité d'experts, en invoquant la nécessité d'inclure Diyarbakır et Erzurum dans le projet. Le comité d'experts se lance donc à nouveau, en juillet 1953, dans une visite des départements de l'Est. Cette fois-ci, le comité se rend à Sivas, Elâzığ, Bingöl, Muş, Van, Ağrı, Kars, Erzurum, Siirt, Diyarbakır et Urfa, presque toutes les villes de l'est du pays. Lorsqu'il arrive à Erzurum, le comité est particulièrement bien accueilli. Une grande réception est donnée, et l'un des experts annonce que le campus central de l'université sera fondé à Erzurum[197]. D'autres facultés seront fondées dans d'autres villes, comme, par exemple, les sciences sociales à Van, l'ingénierie à Diyarbakır, etc. Finalement, un an plus tard, en mai 1954, le gouvernement de Menderes abandonne l'idée d'un campus dispersé, et annonce que l'université sera fondée dans un seul lieu. Commence alors une concurrence effrénée de tous les centres provinciaux de l'est de la Turquie. En février 1955, Rıfkı Salim Burçak prend rendez-vous avec Adnan Menderes. Il est accompagné de deux autres députés d'Erzurum, Rıza Topçuoğlu et Sabri Erduman. Lorsque la conversation en vient à l'université de l'Est, Adnan Menderes finit par affirmer qu'il aime beaucoup Erzurum, qu'il y a donné son premier discours de campagne en 1954, et que ça lui a porté chance. Il dit ensuite qu'il décide, personnellement, de fonder l'université à Erzurum, qu'il se chargera de convaincre un à un les ministres, puis le président de la République[198]. Le 12 mars 1955, la décision du gouvernement de fonder l'université à Erzurum est annoncée. L'université est construite grâce à un financement turco-américain[199], et la cérémonie d'ouverture de l'université a lieu le 23 juillet 1957.

[197] *Ibid.,* p. 150-153.
[198] C'est ainsi que Rıfkı Salim Burçak relate le discours de Menderes dans ses mémoires : « Ben Erzurum'u çok severim (…) 2 Mayıs'tan önce seçim kampanyası orada açtım. Bana uğur getirdi. (…) Oraya her şeyi yapacağız ; üniversiteyi orada kuracağız. Benim kararım budur. Simdi birer bakanların muvafakatlerini alıyorum. Cumhurbaşkanını da ikna ederiz. ». Rıfkı Salim Burçak, *op.cit.*, p. 154-155.
[199] Cangül Örnek, Cagdas Üngör (dir.), *Turkey in the Cold War: Ideology and Culture*. Springer, 2013, p. 177.



Figure 23 : photographie des bâtiments en construction de l'université d'Erzurum en 1965[200]

D'une part, Rıfkı Salim Burçak a, en tant que ministre de l'Education, mis en cause la décision précédente, qui était de fonder un campus dispersé pour l'université. Mais, plus encore, c'est grâce à ses rapports personnels avec Adnan Menderes qu'il obtient la décision que l'université sera fondée à Erzurum. Dans ses mémoires, Rıfkı Salim Burçak relate une anecdote qui montre le rôle personnel qu'il a joué dans le choix d'Erzurum pour l'université de l'Est. En 1957, lors d'une session du groupe parlementaire DP, plusieurs députés critiquent Menderes, qui le prend très mal. Alors que Rıfkı Salim Burçak se joint aux critiques, Menderes lui reproche son ingratitude dans les termes suivants : « À Erzurum, nous faisons construire une université qui coûte 400 millions, ça ne vous convient pas, Monsieur Burçak ? Nous allons faire aussi une usine de ciment »[201]. L'implicite de cette affirmation est très clair : dans la mesure où c'est Menderes qui a fait cadeau à Rıfkı Salim de l'université Atatürk, ce dernier ne devrait pas le critiquer. La critique formulée par Rıfkı Salim est vue comme la rupture du contrat moral de clientèle, que nous avons analysé au chapitre 3.

On ne compte pas les anecdotes qui montrent l'importance – réelle ou fantasmée - des liens personnels avec Menderes dans l'allocation des ressources. En 1956, alors que Sezai Demiray, un député de Diyarbakır nouvellement élu, se rend à Ankara pour y rencontrer Menderes, ce dernier le félicite d'avoir permis à la liste du Parti démocrate de remporter les élections ; Sezai Demiray répond qu'il lui faut maintenant tenir ses promesses électorales, ce à quoi Menderes répond « nous aiderons

[200] Source : archives privées de Marcel Bazin.
[201] « MeselÀ Erzurum'da 400 milyon liralık bir üniversite yapıyoruz, fena mi Rıfkı Salim bey ? Çimento fabrikasını da yapacağız. », Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.*, p. 546.

Diyarbakır »[202], ce qui signifie qu'il s'engage à allouer des ressources étatiques au département de Diyarbakır. Nejat Cemiloğlu, un homme politique de Diyarbakır, déclare : « Moi, j'ai travaillé à l' « industrie Sud » [une entreprise florissante d'Adana]. Mais c'est le Parti démocrate qui a donné le capital à Ahmet Sapmaz [fondateur de l'entreprise]. Les nôtres aussi, si, au lieu de s'écraser les uns les autres, ils étaient allés voir Menderes en lui disant : « investissez à Diyarbakır », peut-être qu'aujourd'hui, nous n'aurions pas tous ces problèmes»[203]. Il est instructif de constater que, dans l'esprit de Nejat Cemiloğlu, c'est Menderes qu'il faut aller voir pour obtenir des financements publics. Il va jusqu'à supposer que le sous-développement de Diyarbakır est dû à l'incapacité des députés de faire front commun pour demander des financements.

Ainsi, le factionnalisme est aussi un moyen de déterminer les politiques publiques en matière d'investissements de l'État. Il importe, toutefois, de conserver certaines nuances. Comme le montre Norman K. Nicholson pour l'Inde, au niveau national, il est bon d'avoir une image qui ne soit pas trop marquée par le factionnalisme. Par ailleurs, certains domaines de l'action du gouvernement restent fermement isolés des politiques factionnelles. L'idéologie a plus de poids au niveau national qu'au niveau local[204].

A partir de 1954, le Parti démocrate fait campagne exclusivement sur ses réalisations concrètes : les discours de campagne sont une énumération des ports, des barrages, des routes et des ponts qui ont été construits sous le gouvernement du Parti démocrate[205]. Même les discours de Celal Bayar au parlement se présentent plus comme une série de chiffres que comme un discours destiné à convaincre par des arguments. Selon nous, ce discours développementaliste est aussi à considérer à l'aune de la représentation nationale des factions départementales. Comme nous avons pu le voir à travers l'exemple de l'université d'Erzurum, les politiques d'investissements du parti ressortissent largement à une logique factionnelle, particulière. C'est pour récompenser l'un des députés d'Erzurum que Menderes choisit d'y faire construire une université. Le discours du Parti démocrate selon lequel, grâce à lui, le pays s'est développé, est aussi une façon de rationnaliser *a posteriori* ce qui relève de l'échange clientéliste, au niveau national. Une brochure électorale pour les élections de 1957 le montre bien : une Turquie développée, des écoles, de lourdes infrastructures, et des usines, sont représentées. Le slogan mis en place pour les élections de 1957, « *işte liman, işte iman* », « vous avez des ports, vous avez la foi », est révélateur. Ce discours de développement, d'ailleurs, sera repris par le Parti de la justice ; Nuray Mert relate dans son livre comment Taha Akyol, à l'époque jeune militant du Parti

[202] *Diyarbakır içkale*, 24 septembre 1956.
[203] « Ben Güney Sanayi'de calıştım. Ama sermayeyi Ahmet Sapmaz'a veren Demokrat Parti'dir. Bizimkiler de birbirleriyle boğuşmayıp Adnan Menderes'e « Diyarbakır'a yatırım yapın » deseydi belki bugün bu sıkıntıları yaşamazdık». Témoignage de Nejat Cemiloğlu dans Seyhmus Diken, *op. cit.*, p. 136.
[204] Norman K. Nicholson, art. cité, p. 184.
[205] Rıfkı Salim Burçak, *ibid*., p. 202-204.

de la justice, raconte sa soif d'idéal ; idéal qui manquait au programme du Parti de la justice : des ponts, des routes, des barrages[206].

Ainsi, le factionnalisme affecte aussi l'allocation des ressources publiques au niveau national. Le leader national apparaît ici comme un patron de clientèle, qui distribue les avantages entre les députés de différents départements rassemblés en factions. Le discours développementaliste du Parti démocrate peut être interprété comme une montée en généralité à partir des rétributions clientélistes.

Conclusion

Ce chapitre prenait pour objet le factionnalisme comme principe ordonnateur du fonctionnement du parti. Nous avons montré que le phénomène factionnel, qui agit à tous les niveaux de l'organisation partisane, et se présente comme une forme d'interaction entre le siège national et les organisations locales du parti, définit un mode d'ancrage social. L'étude du factionnalisme nous a permis, dans le même mouvement, de nous interroger sur la personnalisation qui caractérise le pouvoir local comme le pouvoir national. Nous n'avons pas voulu dire ici que le factionnalisme est le seul principe de fonctionnement du parti ; nous avons simplement voulu étudier ce phénomène en le prenant au sérieux.

Nous avons d'abord montré que l'enrôlement dans la faction d'un homme politique local est le mode de recrutement du parti à l'échelle locale. La figure de l'homme politique est au centre de la scène politique locale, et le parti est essentiel pour faire carrière ; les hommes politiques puissants localement ne peuvent pas se passer du parti, qui est un moyen de contrôle de l'administration locale. Pour faire carrière au sein du parti, les hommes politiques locaux doivent s'appuyer sur une faction qui leur assure des ressources de plusieurs ordres, financières, communicationnelles, mais surtout humaines. L'engagement dans une faction prend racine dans un système de relations sociales, une allégeance personnelle au chef de faction, et n'est pas un geste aussi conscient que de s'engager dans un parti politique. La base du parti est l'assemblage de tous les réseaux des hommes politiques locaux du parti. La « faction » n'est pas, en soi, un groupe prédéterminé, c'est un ensemble mouvant, qui a essentiellement pour raison d'être le chef, même si les factions recoupent parfois certains groupes sociaux pré-constitués.

L'affrontement factionnel ne définit pas seulement les contours de la base du parti, c'est aussi le principe qui modèle l'activité politique au niveau local. Nous avons ainsi pu montrer que les journaux locaux, qui sont des traces en même temps que des acteurs de la vie politique locale, peuvent

[206] Nuray Mert, *Merkez sağın kısa tarihi* [Courte histoire du centre-droit], Istanbul, Selis kitaplar, 2007, p. 48.

être compris, à la lumière du phénomène factionnel, comme les tribunes personnelles des chefs de faction. Les congrès locaux, quant à eux, obéissent à des règles non écrites, déterminées par l'affrontement factionnel, que nous avons tenté de mettre à jour.

Une dernière partie de notre analyse a montré que le factionnalisme est aussi une forme d'interaction entre les niveaux local et national de l'organisation partisane. Les députés, qui jouent un rôle de pivot dans les relations entre ces deux niveaux, sont avant tout des chefs de faction au niveau local. Cette dernière affirmation est d'une grande importance, en ce qu'elle nous permet de préciser les contours de l'activité de représentation. Nous avons ainsi pu montrer la faible importance du travail législatif pour les députés, alors que, au niveau local, le député apparaît comme un super patron de clientèle, qui doit un certain nombre de services à sa circonscription. Pour obtenir ces services, les députés doivent eux-mêmes se constituer en factions et en groupes de pression auprès du Premier ministre et des dirigeants du parti ; c'est en grande partie de cette façon que se fait l'allocation des ressources. Ainsi, le factionnalisme joue aussi un rôle dans la construction de la figure du leader national ; il apparaît avant tout comme le sommet de la pyramide factionnelle. En définitive, c'est de lui que dépend l'allocation des ressources, comme nous avons pu le montrer à travers l'exemple de l'université d'Erzurum.

Finalement, ce chapitre nous aura permis d'éclairer l'un des fils problématiques de notre travail de thèse : la personnalisation du pouvoir, qui se joue aux niveaux tant local que national. Au niveau local, ce sont les hommes politiques locaux qui recrutent pour le parti, par l'enrôlement de citoyens dans leur clientèle politique. Cette centralité du « patron » dans l'ancrage social du parti est d'une grande importance pour comprendre comment le Parti démocrate devient dominant. Pour les hommes politiques locaux, l'engagement en politique est aussi un moyen d'accroître leur pouvoir social ; ils doivent par ailleurs rétribuer efficacement leur clientèle politique pour se maintenir au pouvoir. Pour cette raison, ils doivent s'engager auprès du parti qui a le plus de chances d'accéder au pouvoir, soit le parti majoritaire.

D'autre part, le factionnalisme induit un type particulier de représentation : le député est vu comme un pourvoyeur d'avantages matériels, qui doit se préoccuper des demandes particulières de sa base. Après ce long chapitre sur le mode d'ancrage social du parti, il est temps d'étudier les relations de pouvoir au sein du parti, ce qui sera l'objet du chapitre 5.

Chapitre 5. Carrières politiques et relations de pouvoir au sein du Parti démocrate.

Ce chapitre a pour ambition de décrire et d'analyser les relations de pouvoir au sein du Parti démocrate. Il souhaite ainsi apporter des réponses à plusieurs questions que nous posions en introduction. D'abord, comment le changement de régime renouvelle la définition de ceux qui sont habilités à participer au travail de représentation politique ? Quel rôle joue dans ce processus le parti politique ? La gestion de la compétition intra-partisane, et le contrôle des dirigeants sur les carrières au sein du parti sont un élément essentiel pour y répondre. En deuxième lieu, ce chapitre éclaire aussi, sous un jour différent, le processus de personnalisation du pouvoir et les ressorts d'un autoritarisme intra-partisan.

Nous souhaitons ici aborder la question du renouvellement des élites sous l'angle du parti, en montrant comment le parti politique, cette structure formelle du pouvoir, est un moyen de recrutement et de sélection. Ce sont les élites parlementaires, nous le verrons, qui dominent au sein du parti. Ici, par conséquent, l'élite sera définie par la fonction : celle de député. Pour les formuler en de termes plus simples, les questions que nous poserons au cours de ce chapitre sont les suivantes : y a-t-il des possibilités d'ascension au sein du parti pour les hommes politiques locaux et si oui lesquelles ? Est-ce que, à la faveur du passage au système multipartite, un militant issu de la base du parti, qui n'appartient pas aux classes dominantes de la société, peut devenir député ? Comment les dirigeants du parti parviennent-ils à imposer la définition de ceux qui sont habilités au travail de représentation politique ? Est-ce que cette définition change avec le passage au système multipartite? Nous verrons que cette définition a des conséquences sur le type de représentation pratiquée par les députés : ce n'est pas une définition en « miroir »[1].

Ce développement examine d'abord comment on devient député au sein du Parti démocrate. En effet, comme nous avons pu le voir au long du chapitre 4, pour faire carrière, au sein du Parti démocrate, il faut d'abord devenir député : tous les membres du gouvernement et les dirigeants nationaux du parti sont des députés[2]. C'est ensuite une fonction d'un très grand prestige social ; c'est

[1] Hanna Pitkin différencie la représentation dite « descriptive » ou « en miroir », où l'identité de l'élu est primordiale, de la représentation de délégation, où ce sont ses actions qui « font » la représentation. Voir Hannah Pitkin, *The Concept of Representation*, *op. cit.,* chap. 4 à 6.

[2] Gilles Dorronsoro et Élise Massicard, « Being a Member of Parliament in contemporary Turkey », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 3 | 2005, § 1.

un métier bien payé : 1 596, 819 livres turques par mois pour la période 1950-1959[3]. S'il est difficile de se faire une idée de la somme que cela représente, en raison de la forte fluctuation de la livre turque, une anecdote peut nous éclairer. Lors d'un congrès politique local à Erzurum, Mustafa Zeren, l'un des députés, est accusé de se faire construire un luxueux logement à Ankara, alors qu'avant les élections, il se plaignait de ne pas avoir de quoi se vêtir convenablement[4]. Au-delà de l'accusation politique, il est certain que ceux qui deviennent députés connaissent une hausse considérable de leur niveau de vie. Beaucoup de députés qui sont élus puis perdent les élections ne reviennent pas dans leur département natal ; ils restent à Ankara, ou déménagent à Istanbul[5]. Ainsi, la fonction de parlementaire rejoint, par moment, la définition de l'élite comme un *establishment*, un petit groupe au sein duquel tout le monde se connaît[6].

Ce chapitre suivra les différentes étapes possibles d'une carrière politique. Après une première section centrée sur l'investiture électorale, nous envisagerons les deux carrières possibles pour un candidat ; soit sa candidature n'a pas abouti et il n'a pas pu devenir député. Dès lors une deuxième section sera consacrée aux voies et aux mécanismes du désengagement. Soit il devient député, et nous observerons alors les moyens de faire carrière au sein du parti à Ankara, en devenant ministre ou membre du comité central. Une première section sera consacrée aux moyens de devenir député ; nous nous concentrerons sur les éléments qui permettent de passer d'une carrière locale à une carrière nationale en politique, en devenant député. Nous concentrerons notre analyse sur l'investiture électorale sur les listes du parti.

Une deuxième section prendra pour objet les trajectoires de désengagés, d'hommes politiques locaux qui, après un ou plusieurs échecs à l'investiture électorale, quittent le Parti démocrate pour un autre parti. Nous affirmerons, à la suite de Mathieu Mérino, qui enquête sur les partis politiques au Kenya, que le départ de certains hommes politiques locaux pour un autre parti, loin d'être une dynamique déstructurante pour le Parti démocrate, est une pratique normée[7]. Les hommes politiques locaux instrumentalisent la compétition politique pour multiplier leurs chances d'être investis sur les listes du Parti démocrate. Une dernière section se focalisera sur les relations de pouvoir au sein du Parti démocrate à Ankara. Les mémoires de différents hommes politiques ayant fréquenté les cercles

[3] *Hürriyet*, 4 mai 2008, « *Iste vekillerin 88 yıllık maliyeti* » [Voici le coût des députés sur 88 ans], site du journal *hürriyet* (http://www.hurriyet.com.tr/iste-vekillerin-88-yillik-maliyeti-8853215)
[4] *Yeni Erzurum*, 4 septembre 1953.
[5] Richard D. Robinson, « *Defeated Turkish Politicians resist return to the provinces* », Lettre au ICWA du 22 octobre 1954.
[6] C'est la troisième conception présentée par Wright Mills, celle d'un « ensemble de personnes qui forment une sorte de clique ». Voir Mills, Charles Wright. *L'élite au pouvoir*. Édité par François Denord. Traduit par André Chassigneux. Marseille, Agone, 2012 [1956], p. 13.
[7] Mathieu Mérino, « L'emprise partisane au Kenya : regard sur deux campagnes électorales locales (novembre 2001 et décembre 2002) », *Critique internationale*, vol. n° 30, n° 1, 2006, p. 177-189.

du pouvoir nous permettront de décrire et d'analyser la distribution du pouvoir au sommet du parti, et ainsi d'étudier sous un jour différent la personnalisation du pouvoir.

	CHP	**DP**
Age moyen	53 ans	49 ans
Expérience parlementaire précédente	65%	**17%**
Né dans le département qu'il représente	56%	67%
Haut fonctionnaire	39%	**6%**
Diplôme universitaire	74%	69%
Maîtrise d'une langue étrangère	71%	64%

Tableau 5 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1946-1950[8]

Cette étude ne se présentera pas pour autant comme une sociographie des élites parlementaires (voir encadré n°2). Pour ce qui concerne les données générales sur les députés démocrates par rapport aux députés républicains, nous les avons résumées dans des tableaux synthétiques (tableau n° 1, 2, et 3) ; il suffit de retenir que, dans l'ensemble, les députés démocrates sont légèrement plus jeunes et moins diplômés que les députés républicains. Dans les assemblées de 1946 et de 1950, les députés démocrates sont beaucoup moins nombreux à avoir une expérience préalable de député. Enfin, les députés démocrates sont issus des professions libérales et du commerce, plus que de la haute fonction publique, qui était la voie royale du temps du parti unique. En 1946, les députés du Parti démocrate sont plus nombreux que les députés républicains à être nés dans le département qu'ils représentent, mais, dès 1950 cette différence s'amenuise, et, en 1954, les députés républicains sont beaucoup plus nombreux à être nés dans le département qu'ils représentent (voir tableau n°4).

Nous montrerons que les dirigeants du parti parviennent à maintenir un contrôle très strict sur les carrières au sein du parti, et qu'ils imposent ainsi des critères pour définir les personnes habilitées à accéder à un poste de député. Nous verrons que ces critères ne diffèrent pas sensiblement de ceux qui avaient cours pendant la période de parti unique.

Encadré : les problèmes posés par une sociographie des élites parlementaires

Alors qu'il se penche sur les élites parlementaires turques entre 1920 et 1960, Frederick Frey remarque un grand renouvellement de l'assemblée turque en 1950[9]. Seulement un huitième de

[8] Source : Frederick Frey, *op. cit*., p. 353.

l'assemblée de 1946 est réélue ; le profil-type, qui était auparavant celui du militaire, ou du haut fonctionnaire, est désormais celui de l'avocat ou du médecin. Selon l'auteur, alors qu'avant 1950, les députés étaient une élite censée accompagner le peuple dans le développement, à partir de 1950, les députés deviennent des hommes politiques, intéressés par des avantages locaux et politiques immédiats. C'est, selon l'auteur, la naissance d'un « homme nouveau », plus sensible aux pressions politiques, mais aussi d'un profil plus axé sur la libre entreprise et l'ancrage local. L'auteur distingue alors deux groupes au sein des élites parlementaires : des élites « nationales », qui sont haut fonctionnaires ou intellectuels, et des élites « locales », avec de fortes connections au niveau local[10]. L'auteur procède à une sociographie classique des élites parlementaires, en séparant les deux partis. Il en ressort que les députés démocrates sont plus jeunes –le CHP a pourtant tenté de rajeunir sa population parlementaire à partir de 1946 - et ils viennent de régions plus diversifiées – même si les régions Egée et Marmara restent largement surreprésentées. Ils sont aussi plus nombreux à avoir une implantation locale. Enfin, 88% des députés démocrates, en 1950, n'avaient pas d'expérience parlementaire, et ils sont, dans leur ensemble, un peu moins diplômés que les députés républicains.

Le principal problème réside dans la rigidité des catégories employées : âge, profession, « localisme » - cette dernière donnée ne renvoie d'ailleurs qu'à une coïncidence entre le lieu de naissance et le département représenté. Ces catégories correspondent d'ailleurs aux formulaires que remplissent les députés en arrivant au parlement, qui sont bien conservés et constituent de riches archives. Toutefois, toute une série de ressources autres, telles que le charisme religieux, les ressources financières personnelles, une maîtrise des langues régionales – que généralement les députés n'indiquent pas dans le formulaire -, le prestige familial, sont laissées hors du champ d'analyse. La « localité » des députés n'est analysée que par leur lieu de naissance[11], qui peut ne pas signifier grand-chose. Une deuxième grande difficulté concerne les professions. Michel Offerlé résume bien les écueils d'une analyse rigide des élites parlementaires fondée sur le critère de la profession. D'abord, les professions évoluent dans le temps : quoi de commun entre un ouvrier du Second Empire français et un membre de la catégorie socio-professionnelle 6 de la nomenclature de l'INSEE de 1982 ? Elles peuvent aussi ne pas signifier la même chose dans différentes régions d'un même pays, ou dans différents pays, ce qui rend la comparaison difficile : l'auteur montre bien la différence qu'il peut y avoir entre la classe ouvrière française et les *working class* britanniques[12].

La question se pose avec encore plus d'acuité en Turquie, où il est rare de n'avoir qu'un seul emploi, ou du moins une seule source de revenus. Un autre problème est celui de l'unité de la profession : un « fermier » peut renvoyer à tout type de chose. En Turquie par exemple la signification

[9] Frederick W. Frey, *The Turkish Political Elite*. M.I.T. Press, Boston, 1965, p. 193.
[10] *Ibid*., p. 155.
[11] Ahmet Demirel, *Tek Partinin İktidarı : Türkiye'de Seçimler ve Siyaset (1923-1946*) [Le pouvoir de la période de parti unique : la politique et les élections en Turquie (1923-1946)], Istanbul, Iletişim, 2014 [2013].
[12] Michel Offerlé, « Professions et profession politique », in *La profession politique, XIXe-XXe siècle*, Socio-histoires, Belin, 1999, p. 21.

des mots « *çiftçi* », fermier, ou « *tüccar* », marchand, commerçant, ne désignent que de façon extrêmement vague des revenus tirés de la terre ou du commerce. Mais un « *tüccar* », (marchand) peut renvoyer tout aussi bien à un riche propriétaire d'usines, diplômé, de l'Ouest de la Turquie, qu'à un marchand de bétail illettré de la région d'Erzurum. Le terme de « *çiftçi* » signifie au départ fermier, propriétaire d'une exploitation agricole. En réalité, toute personne qui tire une partie ou la totalité de ses revenus de la propriété terrienne pourra écrire « *çiftçi* » dans le formulaire. C'est la même chose pour la distinction turque entre *memur*, petit employé de la fonction publique, et *bürokrat*, qui renvoie à un cadre de la haute fonction publique. La distinction n'est pas la même que celle que nous ferions en France : un professeur d'une université publique serait appelé *memur* plutôt que *bürokrat,* qui est réservé aux hauts postes de l'administration.

Enfin, avoir une profession ne signifie pas du tout la même chose en France et dans la Turquie des années 1950. Là où, en France, avoir une profession signifie depuis longtemps une certaine forme d'identité fixe, qui en dit long sur le type social d'un individu, et contribue en large partie à le définir, ce n'est pas le cas en Turquie, où la profession n'a pas ce sens « moderne » pour la plupart des individus, à commencer par les villageois, qui cumulent travail de la terre, travail artisanal, échanges commerciaux[13]. Michel Offerlé nous montre également qu'une profession, en elle-même, ne veut rien dire : chaque donnée sociale peut être valorisée ou dévalorisée dans telle ou telle conjoncture historique[14]. Le diplôme peut être synonyme de compétence, d'expertise, ou de technocratie en politique. La fortune est signe de réussite sociale, ou de toute-puissance de l'argent sur le marché politique. L'enracinement local peut être vu comme un attribut démocratique, ou au contraire comme une sensibilité aux pressions venues de la base, etc.

I. Devenir député : l'épreuve de l'investiture électorale.

Comment devenir député ? Les règles institutionnelles sont assez simples : le département ou vilayet, qui est la base des élections législatives, n'est pas subdivisé : un député est élu pour 40 000 électeurs, et tous les députés représentent toute la province[15]. Théoriquement, il faut avoir un diplôme universitaire pour être député[16]. En réalité, des diplômés du lycée ont pu entrer au parlement. Ceux qui aspirent à devenir député, au niveau local, doivent d'abord se porter candidat à l'investiture électorale sur les listes du parti. Ensuite, un vote des délégués du parti à tous les niveaux, des conseillers municipaux, des organisations de jeunesse et des branches féminines du parti doit permettre d'élire une liste de personnes qui a le droit de figurer sur les listes électorales du parti.

[13] Paul Stirling, *op. cit*., p. 28.
[14] Michel Offerlé, « Professions et profession politique », *op. cit*., p. 27.
[15] Joseph Szyliowicz, *ibid.*
[16] *Ibid*., p. 169.

Cette procédure d'investiture est au cœur du processus de sélection au sein du parti. En effet, c'est grâce à elle que les dirigeants du parti gardent un certain pouvoir dans la sélection des candidats : si les candidats à l'investiture électorale sur une liste DP sont élus par les délégués locaux du parti, le siège national a un droit de veto sur 20% des noms de la liste. De plus, dans certains départements, le siège national peut décider – en transgression des statuts du parti – de ne pas organiser de primaires à l'investiture électorale, comme par exemple dans le département d'Adana en 1957. Par ailleurs, le comité départemental du parti – c'est-à-dire la faction dominante au sein de ce comité départemental – a la main sur les listes présentées par le Parti démocrate aux élections. ÀÀ Erzurum en 1954, par exemple, cinq personnes font l'objet d'un veto de la part du comité départemental du parti[17], ce qui n'est pas sans créer des tensions : tout le comité DP du district d'Aşkale démissionne en bloc du parti. À Adana, la liste DP présentée par le comité départemental est âprement critiquée[18].



Figure 24 : caricature sur les candidats pour être députés[19]

LE JOURNALISTE : - Qu'allez-vous faire quand vous serez député ?
LE CANDIDAT : - D'abord, acheter une robe à ma femme. Je me ferais bien faire aussi quelques vêtements…

Comme le montre Cemil Koçak, lors de la période du parti unique, l'entrée au Parlement dépendait uniquement de la proximité au pouvoir en place[20]. Ce n'est plus le cas au sein du Parti

[17] *Doğu*, 5 septembre 1955.
[18] Les factions opposées racontent qu'Ismail Hakkı Tekin n'habite pas à Adana et que Zeynel Milli ne sait pas lire ni écrire. *Yeni Adana*, 23 octobre 1955.
[19] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p. 68.
[20] Cemil Koçak, « Parliament Membership during the Single-Party System in Turkey (1925-1945) », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], n° 3, 2005.

démocrate ; l'ancrage local d'un candidat joue un rôle important, mais pas déterminant. Nous analyserons d'abord, à travers l'étude de biographies de candidats à l'investiture électorale – et, en guise de complément, celles de candidats aux élections municipales – publiées dans la presse locale, les stratégies de présentation de soi des candidats, et ce qui est présenté comme une ressource. Nous nous pencherons ensuite sur l'investiture électorale en ce qu'elle constitue un événement important de la scène politique locale ; nous nous pencherons en dernier lieu sur les moyens dont dispose le centre pour exercer un contrôle sur les investitures.

A. Ressources d'un homme politique et stratégies de présentation de soi

Les hommes politiques locaux, élus ou cadres intermédiaires du parti, font le lien entre la base du parti et les dirigeants ; nous avons montré, au chapitre 4, leur centralité sur la scène locale[21]. Nous allons étudier à présent la façon dont les hommes politiques locaux candidats à une élection se présentent aux électeurs, en nous appuyant sur les archives de la presse locale. Il peut arriver, avant les élections, que les journaux locaux présentent les candidats. En mars 1954, le journal *Doğu*, à Erzurum, présente les candidats à l'investiture électorale pour les législatives, et, en novembre 1955, le journal *Demokrat Erzurum* présente les candidats aux élections municipales. Même si nous n'avons pas moyen de le vérifier, il semble que les candidats aient écrit eux-mêmes leurs biographies – certains parlent en leur nom propre, à la première personne du singulier -, ce qui montre de quelle façon ils se présentent. C'est le seul document sur lequel nous pouvons trouver des traces de la campagne électorale d'un homme politique. Moins explicites que des professions de foi[22], ces biographies nous donnent néanmoins à voir, en filigrane, l'idée que ces candidats se font de la représentation.

Cette analyse nous permettra, d'une part, de saisir l' « épaisseur du travail persuasif »[23] qui est à l'œuvre dans la présentation de soi des candidats. Cette étude nous aidera aussi à comprendre les ressources mobilisées par les candidats ; nous entendons par ressource les qualités que le candidat croit nécessaire pour endosser la fonction qu'il convoite[24]. Nous utiliserons ici la distinction entre la crédibilité, définie comme « capacité du sujet à dire ou à faire », et la légitimité, qui désigne un « droit du sujet à dire ou à faire » [25]. Nous ferons aussi usage des catégories développées par Julien Navarro pour les différents rôles parlementaires, en particulier celle de l' « intermédiaire », dans lequel le

[21] Julian Mischi, *op. cit*., p. 50.
[22] Yves Déloye, « Se présenter pour représenter. Enquête sur les professions de foi électorales de 1848 », *in* Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIXe-XXe siècles*, *op. cit*. p. 231-254.
[23] Stéphane Cadiou, « Les stratégies de présentation de soi dans la campagne municipale niçoise de 2008 », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 77, 2008, p. 229-246.
[24] Elise Massicard et Gilles Dorronsoro ont bien montré que les caractéristiques des hommes politiques, prises en elles-mêmes, ne sont pas des ressources. Certaines caractéristiques, telles que, par exemple, la kurdicité, ou le charisme religieux peuvent être, dans certains contextes, une ressource, et, dans d'autres, un obstacle. Elise Massicard et Gilles Dorronsoro, art. cité.
[25] Patrick Charaudeau, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, éditions Vuibert, 2005, p. 52.

député veut faire le lien entre le citoyen et les institutions politiques[26]. Enfin, ces biographies donnent à voir, de façon indirecte, l'idée que ces candidats se font de la représentation. Nous avons choisi de mêler les deux types de discours, ceux pour l'investiture électorale et ceux pour les élections municipales, dans la mesure où, la plupart du temps, les candidats au conseil municipal sont aussi candidats à l'investiture électorale pour les législatives. Pour des raisons de clarté, nous avons jugé bon de regrouper par grandes thématiques les ressources mises en avant.

1. Les origines familiales : ascendance héroïque et enracinement local

L'ascendance familiale est presque toujours mentionnée, ce qui indique la force, encore dans les années 1950, des origines familiales dans la réputation d'un individu. Avant d'être défini par ce qu'il est, un individu est d'abord le fils de son père. En ce qui concerne les origines familiales, il est bon de se présenter comme le descendant de combattants de la lutte nationaliste, ce qui montre la force de la mémoire locale de l'occupation et de la Première Guerre mondiale. Les candidats tentent le plus possible d'inscrire le combat de leurs pères dans le territoire local, celui d'Erzurum, privilégiant un patriotisme local, plus qu'un nationalisme abstrait. Hasan Numanoğlu se présente comme le petit-fils d'Hacı Hürşit Efendi, héros de la guerre d'indépendance, qui était présent au congrès d'Erzurum, et dont le nom est même cité dans un discours d'Atatürk,[27]. De même, Esat Tuncel se présente comme le petit-fils d'Esat Agha , qui est mort dans la guerre « contre les Russes » - la Russie a occupé la région de 1915 à 1918. D'autres mentionnent simplement qu'ils viennent d'une famille « importante » ou « célèbre », ou encore « enracinée » (« *köklü* »). L'enracinement est source de prestige. De plus, mettre en exergue l'ancienneté de l'implantation familiale montre aussi que les critères de la légitimité à représenter le département s'ancrent dans les formes traditionnelles de l'autorité. Au moins dans les villages, l'ancienneté de la famille sur les lieux est une grande source de prestige et donne une légitimité naturelle à gouverner la localité[28].

Ceux dont la famille a un certain prestige religieux ne manquent pas de le préciser, ce qui montre que, pour les élections locales, c'est une ressource plutôt qu'une contrainte – sur ce point, les choses sont certainement différentes au niveau national. Hüseyin Köycü dit venir d'une famille d'oulémas et de poètes ; Sırrı Dadaş Bilge dit venir d'une famille de mollah et de hoca (des maîtres en religion de niveau inférieur par rapport aux oulémas). D'autres citent simplement le nom de leurs ancêtres, sans juger nécessaire de préciser en quoi ils sont célèbres. Fahrettin Güllülü dit plus simplement qu'il est le fils de Abdurrahman Paşa, l'agha du village de Güllülü, jouant ainsi sur un

[26] Julien Navarro, « Les rôles au Parlement européen. Une typologie des pratiques de représentation », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 3, 2009, p. 479-506.
[27] *Doğu*, 27 mars 1954.
[28] Paul Stirling, *op. cit*., p. 222.

capital de « proximité » aux habitants d'Erzurum. Atık Palandöken, un notable kurde, affirme que son père était « colonel » dans la région de Tekman ; il s'agit certainement d'un commandement *Hamidiye*. Ces références, qui jouent sur l'implicite, montre aussi peut-être que ces candidats sont ceux qui s'appuient le plus sur des ressources clientélistes. Nul n'est besoin d'expliquer qui ils sont pour s'attirer des soutiens ; le nombre de leurs soutiens leur est déjà connu.

Moins les candidats vivent à Erzurum, plus ils insistent sur leurs origines familiales, surtout si elles permettent d'ajouter au capital d' « autochtonie » ; Edip Somunoğlu, qui deviendra maire de la ville, a étudié la médecine à l'université d'Istanbul et il exerce comme médecin depuis plusieurs années dans plusieurs départements. C'est pourquoi il parle longuement, dans sa courte biographie, de son oncle, qui est « un des héros de la libération d'Erzurum » et professeur de géographie au lycée d'Erzurum depuis 40 ans. C'est que l'enracinement local a une importance capitale dans la présentation d'une candidature locale.

2. Enracinement local : un fait indispensable

Sur la scène locale, la densité des relations sociales – l' « autochtonie », est une ressource détachée des formes légitimes de capital social et culturel. Comme le dit Jean- Noël Retière, le champ politique local peut être « partiellement affranchi des logiques de positionnement et de reconnaissance induites par la seule détention des capitaux économique, culturel et social. »[29]. De fait, l'autochtonie apparaît comme une qualité indispensable, presque une condition à l'exercice d'une fonction de représentation. Si un candidat est né à Erzurum, c'est systématiquement mentionné ; si non, le candidat inscrit généralement le temps qu'il a passé à Erzurum, pour y étudier ou y travailler. Plus le candidat est resté longtemps, plus cela peut réparer une naissance hors d'Erzurum. Abdulkadir Eryurt a travaillé à Erzurum « de 1949 à 1952 ». Des non-locaux prennent souvent soin de mentionner qu'ils ont pris femme à Erzurum (« *Erzurum'dan evli* »), ce qui montre que la localité n'est pas seulement un fait donné ; elle peut aussi se construire. Les candidats essaient de bâtir, par la mise en exergue de cet ancrage local, un capital d'identification. L'énergie dépensée par les candidats pour montrer qu'ils ont lien, même tenu, à la localité, montre que c'est un fait indispensable pour présenter sa candidature.

L'enracinement local peut être le signe d'une sensibilité accrue aux problèmes locaux ; le candidat se place alors dans un rôle d' « intermédiaire » travaillée par Julien Navarro, qui donne la priorité au lien entre les citoyens et les institutions politiques. Si les fonctions occupées à Erzurum sont prestigieuses, elles seront explicitées : Hasan Numanoğlu a travaillé à l'hôpital d'Erzurum, puis il est devenu directeur de l'école de sage-femmes. Enfin, insister sur son enracinement local peut être,

[29] Jean-Noël Retière, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. », *Politix*, vol. 63, 2003, p. 124.

une fois de plus, le moyen de favoriser le sentiment d'identification, en faisant référence à des lieux connus de l'électeur, et de signaler un réseau de connaissances étendu, qui est un signe de pouvoir. Un certain Cemal Fehmi Bingöllü précise qu'il est né à Erzurum, dans le quartier de Yoncalık, et dit qu'il a de la famille dans certains villages de Aşkale, Hınıs, Erzurum.

3. Diplômes et profession : distinction et compétence

Un diplôme de l'université, un fait rare en 1954, est systématiquement exhibé, ce qui montre que c'est toujours une ressource et jamais une contrainte. Parfois, un diplôme de lycée ou des études à l'école primaire peuvent être indiqués. La maîtrise d'une langue étrangère n'est mentionnée que très rarement, et il ne s'agit que de langues apprises, qui sont un élément de distinction sociale, telles que le français ou l'anglais. Le kurde n'est jamais cité, ce qui montre que la kurdicité est plutôt une contrainte qu'une ressource à Erzurum – d'une façon générale, on trouve rarement mention du mot « kurde » dans la presse écrite. Quoiqu'il en soit, le niveau d'étude est mis en avant, c'est un élément destiné à inspirer la confiance des électeurs. Ce registre joue sur un registre qui n'est pas celui de l'identification – très rares sont les électeurs qui ont étudié à l'université – mais sur la compétence, ainsi qu'une capacité à jouer un rôle de modèle, ce qui rappelle l'attitude de certaines députées pakistanaises étudiées par Virgine Dutoya[30].

La profession n'est mentionnée que lorsqu'elle est entourée d'un certain prestige, comme médecin ou magistrat. Sinon, la profession n'est mentionnée que de façon très vague, « *tüccar* », commerçant, « *esnaf* », boutiquier. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas de profession fixe, ce qui montre que la profession n'est pas un élément déterminant dans l'identité. Certains avocats deviennent juges[31] ; plusieurs candidats qui sont nés à Erzurum commencent une carrière dans l'administration après avoir fait des études, puis reviennent s'installer à Erzurum, et quittent alors leur poste dans l'administration. Un certain Kemal Tuğrul, né en 1920 à Erzurum, écrit dans sa biographie qu'il a été employé dans l'administration à divers postes, puis nommé à Erzincan. En 1953, alors qu'il ne s'entendait plus avec le gouverneur d'Erzincan, il vient à Erzurum. Il y enseigne au lycée de commerce d'Erzurum (*ticaret lisesi*) et occupe en même temps la profession d'avocat. Un certain Nevzat Ergi, né à Istanbul, a commencé sa carrière comme spécialiste des questions de construction au sein de l'armée. En 1953, il quitte l'armée mais reste à Erzurum, où il exerce la profession d'ingénieur, spécialiste des questions de construction. Un autre a été canonnier au sein de l'armée ; revenu à Erzurum, il commence à s' « occuper de commerce », et fait construire une fabrique de farine dans un ancien hammam de la ville. Cet individu se targue d'ailleurs d'avoir un « esprit d'entrepreneur » (« *müteşebbis bir vatandaştır* »), ce qui montre qu'il est plutôt bien vu d'être à la tête d'une ou

[30] Virginie Dutoya, « Féminisation des parlements, quotas et transformation de la représentation en Inde et au Pakistan », Critique internationale 2012/2 (n° 55), p. 137-158, (citation p. 144).
[31] Comme Osman Alihocagil, *Demokrat Erzurum*, 5 novembre 1955.

plusieurs entreprises commerciales. Plus généralement, les mentions de ces trajectoires biographiques ont en commun de montrer un intérêt pour la ville d'Erzurum – c'est là que s'installent en définitive les candidats.

4. L'ancienneté de l'engagement : une source de crédibilité

Plusieurs candidats écrivent qu'ils sont adhérents au parti depuis 1946, Fahrettin Güllülü, par exemple. D'autres peuvent citer un membre de leur famille proche comme fondateur du parti ; Cemil Önder, par exemple, écrit que son frère était parmi les fondateurs du parti démocrate. Lütfü Yalım dit avoir été président de l'organisation locale du DP en 1951 puis maire depuis 1953. L'ancienneté au sein du parti montre que le candidat n'est pas un opportuniste, qui veut simplement devenir député. L'occupation de postes de direction au sein du parti est toujours citée. Une responsabilité au sein d'organisations professionnelles, ou d'associations caritatives, est généralement soulignée, en ce qu'elle montre à la fois un dévouement pour autrui, et une capacité à diriger. Mustafa Keskiner ne manque pas de préciser, dans sa biographie, qu'il a occupé des fonctions à la Croix-rouge de Turquie, *Kızılay*, *Çocuk Esirgeme Kurumu* (l'organisme chargé des enfants orphelins) ; ou encore à la chambre de commerce de la ville[32]. Le nom de l'association de lutte contre la tuberculose (« *Vereme karşı savaş derneği* »), est aussi parfois donné.

5. Sens du service et honnêteté : des qualités morales mises en exergue

Que ce soit pour le parti ou pour la ville ou le département d'Erzurum, les candidats sont nombreux à se prévaloir de bons et loyaux services. Mehmet Günal affirme avoir travaillé 23 ans pour la municipalité. Enver Karan, qui est médecin, dit avoir « beaucoup aidé Erzurum du point de vue de la santé ». Memiş Yazıcı dit qu'il a travaillé pour Erzurum « de toutes ses forces » (« *canla başla* »). La mention de ces services semble avoir un double objectif. D'une part, prouver un intérêt pour les problèmes locaux. Mais il s'agit aussi de montrer que ces candidats ont le sens du service, du travail, une qualité morale qui les place dans l'univers mental d'un électeur d'Erzurum.

La mention de la réputation joue sur les mêmes ressorts. Beaucoup de candidats exhibent une « bonne réputation en matière de moralité »[33], surtout pour les élections municipales. La morale du commerce, qui tient une place centrale dans le monde des petits boutiquiers (*esnaf*), est particulièrement soulignée. Muttalip Yargılı indique avoir acquis une réputation d'honnêteté avec son commerce (« *15 seneden beri ticaret mesleğinde dürüst çalışmalarıyla kendini tanıtmıştır* »). La bonne réputation, critère de légitimité par excellence d'une société d'interconnaissance, est manifestement considérée comme un élément central pour justifier sa candidature.

[32] *Demokrat Erzurum*, 5 novembre 1955.
[33] Comme Muttalip Yargılı, qui est l'élève d'un célèbre *hoca* de la ville, Naim hoca. *Ibid*.

Toutes ces ressources contribuent au prestige d'un homme politique local et sont nécessaires à ceux que Marc Abélès nomme les « éligibles »[34]. Si tous les candidats doivent professer un ancrage à Erzurum, rares sont les candidats qui revendiquent leur appartenance au « peuple ». Au contraire, les candidats tentent plutôt de multiplier les signes de compétence et de naturaliser leur autorité. Enfin, les qualités morales jouent un rôle essentiel dans la présentation de soi : dévouement pour autrui, honnêteté, sérieux et sens du travail sont manifestement des éléments jugés aptes à emporter l'adhésion de l'électeur. On voit bien l'idée de la représentation qui se dégage de ces biographies : le député doit d'abord représenter son département : il est clair, d'après ces présentations, qu'aucun député ne pense représenter la « nation ». Les critères de la représentativité ne sont nullement mis en valeur : ce qui compte, ce n'est pas d'être issu du peuple, mais bien plutôt d'incarner une forme d'autorité, soit traditionnelle (comme le candidat qui se présente comme un « agha »), soit technocratique (comme les candidats médecins, avocats ou administrateurs qui le soulignent dans leurs biographies). Enfin, les députés doivent être des modèles de vertu pour le peuple qu'ils représentent.

Pour être élus, les hommes politiques doivent passer par l'épreuve de l'investiture électorale, qui implique à la fois de posséder ces qualités, de disposer d'une solide clientèle politique, comme nous l'avons vu au chapitre 4, mais surtout, d'avoir de bons rapports avec le siège national du parti, ou, au moins, d'avoir des soutiens influents au sein du siège national du parti.

	CHP	**DP**
Age moyen	52 ans	47 ans
Expérience parlementaire précédente	56%	**12%**
Né dans le département qu'il représente	63%	59%
Haut fonctionnaire	35%	19%
Diplôme universitaire	79%	73%
Maîtrise d'une langue étrangère	69%	64%

Tableau 6 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1950-1954[35]

[34] Marc Abélès, Jours tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français, Paris, Odile Jacob, 1988.
[35] Source : Frederick Frey, *op. cit*., p. 356-359.

B. L'investiture électorale : nœud des relations entre organisations locales et siège national du parti

Les investitures sur les listes du Parti démocrate, avant les élections législatives, sont l'occasion d'un choc entre ces deux logiques, celle de l'autochtonie, et celle des normes sociales et culturelles légitimes. Nous le verrons, le comité central du parti joue un rôle actif dans la cooptation des cadres dirigeants du parti.

L'investiture électorale constitue donc le nœud des relations entre l'organisation locale du parti et le comité central. Déjà au grand congrès de 1947, le premier congrès national du Parti démocrate, cette question avait été l'objet d'une négociation entre les fondateurs du parti et ses délégués locaux[36]. Alors que les fondateurs du parti voulaient un contrôle total du centre sur les candidatures de la liste du DP aux législatives, les délégués obtiennent que les candidats soient élus par les membres du parti. Mais le comité central du parti (*Genel kurul*) conserve un droit de veto sur tous les candidats de la liste, et il a en plus le droit de choisir un quota de 20% des candidats. Souvent, les figures centrales du parti sont placées sur les listes de plusieurs départements, pour que le parti soit assuré de remporter ces départements[37]. Pour être candidat à l'investiture électorale sur les listes du DP, il faut en faire la demande auprès du comité départemental de direction du parti (« *il idare kurulu* »). C'est ce comité qui établira une liste de tous les candidats à l'investiture. En général, le nombre de candidats à l'investiture est très élevé. Lors des élections de 1957, il y a 39 candidats à l'investiture dans le département d'Erzurum, pour une liste de 12 candidats. Tous les « poids lourds » locaux du parti se portent candidats à l'investiture électorale.

Un diplôme du lycée est nécessaire pour être candidat. Il faut aussi avoir des moyens financiers : le candidat finance lui-même toutes les étapes de sa campagne électorale, et il doit aussi faire des dons en argent au parti. Pour commencer, le futur candidat doit payer 1 000 livres au parti pour que ce dernier accepte sa candidature. Ensuite, il est chargé de financer lui-même sa campagne pour l'investiture électorale. S'il est nominé sur les listes du DP pour les élections législatives, c'est à lui de financer sa campagne. Si, enfin, il est élu député, il devra faire un don d'argent au parti[38].

Les primaires à l'investiture électorale ont lieu environ un mois avant les élections législatives, et se passent de la façon suivante. Le vote a lieu au niveau de chaque *ilçe* (chef-lieu) : tous les délégués des *ocak* et *bucak* (organisations du parti au niveau du village et de la commune) doivent se

[36] Cemil Koçak, *Rejim Krizi. Türkiye'de İki Partili Siyâsi Sistemin Kuruluş Yılları (1945 -1950)* [La crise du régime. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], vol. 3, İletişim, Istanbul, 2013, p. 289.
[37] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 169.
[38] *Ibid*.

rendre au chef-lieu. Les organisations de jeunesse et les branches féminines du parti sont aussi appelées à voter, ainsi que tous les conseillers municipaux et régionaux du département. Dans le canton de *Oltu*, du département d'Erzurum, pour l'investiture électorale des élections de 1954, 110 votants sont présents pour le Parti démocrate. Il y en a 140 pour le CHP[39]. Dans chaque *ilçe*, l'élection à l'investiture électorale est coordonnée par un « comité d'investiture » (*yoklama kurulu*). Le comité d'investiture reporte sur une liste les noms de tous les votants, qui, le jour des primaires[40], sont appelés tour à tour par leur nom. On leur donne alors une enveloppe, et les votants mettent leur voix dans l'enveloppe dans un endroit à part, cachés derrière un paravent[41]. Là, comme aux élections législatives, un panachage des voix est possible, ce qui fait que les résultats des élections montrent un ordre de popularité parmi les candidats, au moins au sein du parti. Ensuite, le comité d'investiture du canton annonce les résultats, puis les communique au comité départemental, le plus souvent par téléphone. Les primaires se déroulent généralement dans une atmosphère de fête ; c'est un grand événement[42]. Les délégués sont amenés depuis les villages dans des camions décorés de drapeaux ; dans plusieurs quartiers de la ville, on entend le son des tambours et des *zurna*.



Figure 25 : caricature sur les candidats à l'investiture électorale[43]

Le jeune homme : - je demande la main de votre fille.
L'homme : - eh bien, gagnez-vous votre vie ?

[39] *Yeni Erzurum*, 31 mars 1954.
[40] Pour des raisons de clarté, nous appelons « primaires » les élections à l'investiture électorale.
[41] *Yeni Erzurum*, « *Oltu'dan notlar* » [Notes de Oltu], 29 mars 1954.
[42] Ce n'est pas propre à la Turquie. Mathieu Mérino, qui observe les élections kényanes en 2001 et 2002, remarque le même phénomène. Voir Mathieu Mérino, art. cité.
[43] Hakkı Uyar, *op. cit.*, p. 68.

Le Jeune Homme : - non mais bientôt oui ! Je suis candidat…

C'est aussi le moment où éclatent les conflits factionnels. Alors qu'il conduit un reportage pour l'organe local du CHP, *Yeni Erzurum*, un journaliste se rend dans le chef-lieu d'Oltu la veille des primaires. Il se tient à côté du responsable CHP des primaires. Le responsable reçoit un appel téléphonique du chauffeur du camion qui doit emmener les délégués du CHP ; le chauffeur demande s'il est autorisé à prendre les délégués du DP : leur camion n'est pas encore passé. Le responsable ordonne de prendre les délégués du DP et d'installer les « invités » (« *misafirlerimiz* ») à l'avant du véhicule. « Un beau geste pour notre démocratie », commente le journaliste. En revanche, un délégué du CHP qui avait été pris en voiture par un camion de démocrates a dû descendre lorsque les délégués démocrates ont démasqué l'intrus : « un geste attristant », commente le journaliste, dont l'impartialité est sujette à caution. Le lendemain matin, le dimanche des primaires, les démocrates se réunissent devant le café, jouent du tambour et du *zurna* et dansent des danses traditionnelles de la région. A 9h30 commencent les primaires ; bientôt il ne reste plus personne dans les rues. A 13h, les responsables des primaires CHP annoncent les résultats. Les responsables DP, à la même heure, commencent à peine à compter les résultats. Les primaires du CHP se passent bien, dit le journaliste ; ce n'est pas le cas des primaires DP, où les conflits entre les « représentants des factions » (« *hizip temsilcileri* ») sont nombreux.

Il y interviewe un responsable du DP, Cemil Önder – qu'il appelle un « chef de faction », « *hizip kaptanı* ». Lorsque le journaliste demande à Cemil Önder ce qu'il pense des résultats des primaires, ce dernier répond par une simple phrase : « c'est une trahison. » (« *ihanettir* »)[44], ce qui montre qu'il n'a pas reçu les résultats espérés – il deviendra malgré tout député. D'autres chefs de factions sont satisfaits des résultats des élections dans d'autres cantons du département.

Ainsi, pour gagner l'investiture électorale aux élections législatives sur une liste DP, il faut s'assurer le contrôle de l'organisation locale du parti, jusqu'aux membres dans les plus petits villages, puisque leurs voix sont égales. Souvent, nous l'avons vu, en plus de leur droit de veto, les instances centrales du parti peuvent jouer un rôle dans le contrôle de l'organisation locale du parti. Comme nous l'avons vu au chapitre 4, il peut arriver que les comités de directions départementaux (*Il idare kurulu/heyeti*) soient dissous par le comité central du parti, quand ils sont gagnés par une faction opposée à celle qui est soutenue par le centre. Lors d'un congrès local à Erzurum, l'un des délégués se plaint du factionnalisme au sein du parti ; avant, dit-il, le conflit opposait Mustafa Zeren et Memiş Yazıcı. « A présent qu'ils sont tous les deux députés, on pensait être tirés d'affaire », conclut-il, mais

[44] *Yeni Erzurum*, 31 mars 1954.

d'autres ont pris le relai[45]. Cette phrase montre bien que l'essentiel des conflits factionnels concerne l'obtention d'un poste de député.

Les instances centrales pèsent donc doublement dans l'investiture électorale[46]. Le soutien d'Ankara, s'il n'est pas suffisant pour obtenir un poste de député, est nécessaire ; il arrive souvent que le centre du parti fasse barrage, de façon répétée, à certains candidats. Ce faisant, le siège national du parti à Ankara détermine les critères de ceux sont admis à exercer une fonction de représentation.

	CHP	**DP**
Age moyen	44 ans	47 ans
Expérience parlementaire précédente	28%	49%
Né dans le département qu'il représente	91%	63%
Haut fonctionnaire	25%	20%
Diplôme universitaire	62%	76%
Maîtrise d'une langue étrangère	44%	74%

Tableau 7 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1954-1957[47]

C. Le contrôle du centre sur les candidatures

Comment reste-t-on cantonné à une carrière politique locale, sans pouvoir atteindre une carrière nationale ? Quelles sont les « barrières invisibles et infranchissables »[48] au sein du parti? L'importance du capital social, culturel, dans le processus de sélection au sein des partis a été bien montrée[49]. Dans son étude sur les députés poujadistes au Parlement sous la IVe République, Annie Collovald montre que ces députés ne réunissaient pas les propriétés sociales de la plupart des députés, ce qu'elle considère comme l'une des causes de leur échec à se faire réélire[50]. Nous montrerons que le siège national du parti sélectionne ceux qu'il juge apte à devenir députés, en prenant deux exemples de cas dans lequel le siège national du parti exerce un contrôle intransigeant des candidatures, en faisant

[45] *Yeni Erzurum*, 3 décembre 1951.
[46] Le contrôle du centre sur les candidatures est encore plus grand à la période contemporaine, où les partis ont tendance à choisir des candidats plutôt extérieurs au parti, mais qui disposent de ressources sociales importantes. Voir Elise Massicard, « *Que voit-on… ?* », art. cité, p. 106.
[47] Source : Frederick Frey, *loc. cit*.
[48] Pierre Bourdieu et Alain Darbel, *L'amour de l'art : les musées et leur public*, Paris, Editions de Minuit, 1966, p. 165.
[49] Gaxie Daniel, Les logiques du recrutement politique. In: *Revue française de science politique*, 30e année, n°1, 1980. p. 5-45.
[50] Annie Collovald, « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36-1, n° 1, 1989, p. 113-165.

largement usage de son droit de veto : celui des candidats kurdes à l'investiture électorale, qui ont gagné la majorité de la liste du Parti démocrate pour les élections de 1954, et celui des femmes, qui sont généralement soigneusement choisies par le centre pour façonner l'image du parti.

1. Les candidats kurdes d'Erzurum en 1954 : un exemple de blocage à l'investiture électorale

Le 30 mars 1954, les résultats des primaires aux élections législatives sont publiés ; seuls trois de ceux qui étaient députés pour la période précédente ont leur nom sur la liste : Rıza Topçuoğlu, Rıfkı Salim Burçak, Sabri Erduman[51]. A part eux, la liste comprend les noms suivants : Abdulkadir Eryurt, Esat Tuncel, Ali Karahan, Hazım Gürsü, Hasan Numanoğlu, Fethullah Taşkesenlioğlu, Atık Palandöken. Ali Karahan est un militant de la cause kurde, un médecin de Siverek qui déclare en 1946 avoir le soutien de la famille Firat, la famille du *seyh* Said[52]. Fethullah Taşkesenlioğlu est un sheikh kurde, un chef de confrérie des régions kurdes du Sud du département d'Erzurum. Atık Palandöken est un agha kurde, fils d'un commandant *Hamidiye*. Hazim Gürsü est né à Rize, il est directeur de la branche locale de la banque de l'agriculture (« Ziraat bankası »). Rıfkı Salim Burçak écrit dans ses mémoires que ces résultats ont suscité « de nombreuses critiques »[53], même s'il ne précise pas de qui exactement viennent ces critiques. Des rumeurs courent selon lesquelles une propagande « de nature à détruire l'unité nationale » aurait été faite dans les campagnes[54]. Rıfkı Salim Burçak reste très vague sur ces accusations ; il faut préciser qu'il entrait en concurrence directe avec ces candidats kurdes dont il était l'ennemi factionnel, et qu'il avait donc intérêt à alarmer les pouvoirs publics sur la question d'une propagande « kurdiste ». Ses mémoires ne peuvent pas être considérées comme une source impartiale.

Finalement, le 12 avril 1954, le comité central du parti annonce qu'il a exercé son droit de veto sur quatre personnes de la liste : Ali Karahan, Fethullah Taşkesenlioğlu, Atık Palandöken et Hazım Gürsü. Sur les quatre, trois sont d'importantes personnalités kurdes, très ancrées localement[55]. En 1957, à nouveau, à l'issue des primaires, trois personnalités kurdes font l'objet d'un veto de la part du siège national du parti : Atık Palandöken, Ali Karahan, et Nihat Diler (un homme politique local qui ne cache pas sa kurdicité). Ali Karahan et Atık Palandöken figurent tous les deux sur une liste, commandée par Celal Bayar en 1959, de personnes que le pouvoir considère comme « kurdistes »

[51] *Demokrat Doğu*, 30 mars 1954.
[52] Murat Kuçukugurlu, *Turk siyasi…*, *op. cit*., p. 376.
[53] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 198.
[54] « Milli birliği zedeleyici bir propaganda ile oy toplamış olanlardan da şikâyet çok yaygındı ». *Ibid.,* p. 199.
[55] *Demokrat Doğu*, 12 avril 1954.

(« *kürtçü* »)[56]. Plusieurs indices semblent montrer que Celal Bayar a joué un rôle central dans ces vetos. Celal Bayar est l'un des principaux acteurs de la destruction de la région de Dersim en 1937-1938, et architecte d'un nettoyage ethnique en 1913 dans la région d'Izmir – nous y reviendrons au chapitre 8. D'autre veto sur des personnalités kurdes sont le fait de Celal Bayar. En 1954, Rıfkı Salim Burçak raconte que l'idée de proposer un poste de député à Abdülmelik Firat, le petit-fils du sheikh Said, a créé un conflit entre Adnan Menderes et Celal Bayar, qui la refusait[57]. En 1954, Mustafa Remzi Bucak, un député kurde qui défend au Parlement les droits des Kurdes, est empêché de se présenter à nouveau à un poste de député sur les listes du Parti démocrate, par Celal Bayar lui-même, qui a apposé son veto sur sa personne[58] .

Cependant, en 1957, deux députés kurdes d'Erzurum entrent au Parlement : Abdülmelik Firat et Fethullah Taskenlioğlu. Pourquoi eux et pas les autres ? D'une part, il faut peut-être souligner que la faction des candidats kurdes à l'investiture est l'ennemie de celle de Rıfkı Salim Burçak, qui, nous l'avons vu, des contacts au sein de l'entourage des dirigeants du parti. Mais cet épisode montre aussi que le Parlement turc est une vitrine pour le Parti démocrate. Il s'agit de faire entrer quelques grandes figures, facile à contrôler, voire peu politisées, comme Melik Firat, plutôt que de laisser y entrer des figures très ancrées localement, dont l'habitus pourrait ne pas correspondre à celui du député DP, ou dont on craint qu'il ne porte des revendications kurdes au Parlement. Par ailleurs, Fethullah Taşkesenlioğlu, nous y reviendrons dans le chapitre 7, servira d'intermédiaire entre le pouvoir démocrate et Said Nursi à la toute fin des années 1950, ce qui explique peut-être qu'il soit investi sur les listes électorales du Parti démocrate en 1957.

Finalement, le contrôle des carrières de députés kurdes nous enseigne un fait important : l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate ne modifie pas sensiblement les critères d'accession à un poste de député qui étaient en vigueur du temps du parti unique. Sur ce point, Celal Bayar incarne la continuité avec le CHP, et la permanence du modèle unioniste. Cela nous montre que le passage au parti unique ne modifie pas en profondeur la définition des citoyens habilités à exercer la fonction de représentation. La représentation des femmes au Parlement en est un autre exemple.

[56] Cette liste de 38 personnes, issue d'archives privées, a été publiée par Murat Bardakçı, chroniqueur à Habertürk. [http://www.haberturk.com/yazarlar/murat-bardakci/725769-celal-bayarin-1959da-hazirlattigi-kurt-raporunda-bakin-kimler-var].
[57] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 196. Voir aussi Ferzende Kaya. *Mezopotamya sürgünü: Abdülmelik Fırat'ın yaşam öyküsü* [L'exil en Mésopotamie. Histoire de la vie d'Abdülmelik Firat], Istanbul, Avesta Yayınları, 2003, p. 102.
[58] Mustafa Remzi Bucak, *Bir Kürt aydınından İsmet İnönü'ye mektup* [Lettre d'un intellectuel kurde à Ismet Inönü], Doz yayınları, 1968, p. 46.

2. Les femmes députées : incarnation d'un idéal féminin

Durant la période de parti unique, les femmes qui deviennent députées – la loi l'autorise à partir de 1935 - sont essentiellement des effets de vitrine du régime. Cemil Koçak nous montre qu'elles doivent servir de modèle pour toutes les femmes turques, et sont choisies en fonction de leurs qualités, qui doivent inspirer toutes les femmes turques : elles doivent avoir reçu une éducation de haut niveau, et connu d'importants succès dans la vie publique, tout en restant de bonnes mères et de bonnes épouses[59]. Nous verrons que ce n'est pas extrêmement différent au sein du Parti démocrate.

Nous l'avons vu, il semble que les femmes se soient mobilisées en grand nombre avant 1950 en faveur du Parti démocrate, comme cela avait été le cas pour le Parti républicain libre (*Serbest cumhuriyet fırkası*)[60]. Pourtant, peu de femmes accèdent à un poste de responsabilité au sein du parti. Il est rare qu'une femme soit présente à un congrès local du parti, sauf en période électorale. D'ailleurs, le fait qu'une femme occupe des fonctions électives au niveau local est un fait suffisamment rare pour être abondamment relevé dans la presse. Dès les élections locales de 1950, c'est une femme, Müfide Ilhan – la nièce du maréchal Fevzi Çakmak -, qui devient maire de la ville de Mersin, mais elle ne reste en fonction que moins d'un an. En 1957, Zekiye Midyat devient maire de Midyat à la faveur de la mort de son mari, Nuri Midiyat, qui était maire de la ville[61]. En 1958, Neyyire Akçakoca, présidente de l'association des femmes d'Erzurum, *Kadınlar birliği*, devient présidente de la section DP du quartier de Camiikebir[62].

En 1950, la seule femme à avoir été élue députée sur les listes du Parti démocrate est Nazlı Tlabar. Les deux autres femmes députées sont Halide Edip Adıvar, une célèbre écrivaine et opposante de la période républicaine[63], élue comme députée indépendante, et Tezer Taşkıran, la sœur de Samet Agaoğlu, élue sur une liste CHP. A la période suivante, 1954-1957, trois femmes de plus entrent au parlement sur les listes du Parti démocrate : Aliye Temuçin, institutrice, députée d'Ankara, Nuriye Pınar, géologue, d'Izmir, et Edibe Sayar, avocate, du département de Zonguldak. Le nombre de quatre députées femmes double pour la période législative de 1957-1960 : sept députées sont élues sur les listes du Parti démocrate – et une sur les listes du CHP, Übeyde Elli. Emine Piraye Levent, pharmacienne, est élue à Istanbul, comme Arife Necla Tekinel, qui est diplômée de la faculté de droit

[59] Cemil Koçak, « *Parliament Membership …* », art. cité., § 42.
[60] On voit quelques photos de groupes de femmes manifestant pour le parti républicain libre dans Ali Fethi Okyar et Kansu Şarman, *Büyük Günlerin Adamı: Fethi Okyar'ın Hayatından Kareler* [L'homme des grands jours, photographies tirées de la vie de Fethi Okyar], Istanbul, İş Bankası Kültür Yayınları, 2017.
[61] Cette femme fait d'ailleurs l'objet d'un film comique sorti en 2012 et réalisé par son petit-fils, Sermiyan Midyat, *Hükümet Kadın* [Femme d'État]. https://www.haberler.com/ozel-haber-turkiye-nin-ilk-kadin-belediye-baskani-4291704-haberi/
[62] *Demokrat Erzurum*, 10 juillet 1958.
[63] Elle passe la plus grande partie de la période kémaliste en exil à Londres. Arnold Toynbee consacre quelques pages à ce couple. Voir Arnold Toynbee, *Acquaintances*, Londres, Oxford University Press, 1967, p. 249-51.

d'Istanbul et avocate, et Ayse Günel, qui est institutrice. Hilal Ülman, diplômée de la faculté de lettres d'Istanbul, est élue à Bursa. Perihan Ariburun, élue à Izmir, est diplômée en droit, fille d'un grand général de la guerre d'indépendance, et femme d'un haut gradé de l'armée turque.

Ces femmes députées ont peu ou prou le même profil que celles de la période du parti unique. Elles sont presque toutes diplômées de l'université, ce qui est un titre rare pour une femme dans les années 1950. Les seules qui ne le sont pas sont institutrices ou diplômées de l'Ecole normale d'instituteurs. Elles parlent toutes au moins une langue étrangère, ce qui est un signe de distinction important pour l'élite turque de l'époque. Certaines d'entre elles, comme Perihan Ariburun, sont les épouses de personnages importants. La fonction des députées comme modèles pour les femmes turques n'a pas vraiment changé depuis la période de parti unique. Elles sont d'ailleurs, la plupart du temps, choisies par le siège du parti pour figurer sur les listes.

Une femme militante, qui entame une carrière par le bas, n'a que peu de chances de réussir, comme le montre l'exemple de Mazlume Yüce. Mazlume Yüce, d'ascendance balkanique (elle naît en Yougoslavie en 1919), est militante du Parti Démocrate et activiste nationaliste – elle prononce des discours enflammés sur Chypre lors de meetings[64]. Il est difficile de dater son engagement en politique, mais il faut noter que c'est un fait assez rare dans la Turquie des années 1950. Les activités politiques des femmes sont généralement cantonnées à une adhésion à la ligue des femmes de la ville, *Kadınlar derneği* ou *Kadınlar birliği*. Ces associations sont, comme toutes les associations de la ville, hautement politisées, et servent de tremplin à des hommes politiques. Elle est diplômée de droit et passe pour la première femme à être notaire en Turquie. Mazlume Yüce semble très bien implantée localement, et dispose de nombreuses ressources extra-partisanes. Elle est présidente de la branche d'Izmir de l'association des femmes de Turquie, « *Türk kadınlar birliği* »[65], et devient membre du comité de direction du club de football *Ülküspor*, dans un quartier d'Izmir, en 1955. En 1954, Mazlume Yüce est candidate à l'investiture électorale sur les listes du Parti démocrate, mais elle n'obtient que moins de 100 voix aux primaires[66]. En revanche, Nuriye Pınar, une universitaire de la faculté d'Ankara, docteure en géographie, est nommée par le centre pour être candidate sur les listes DP du département d'Izmir.

Une fois investie, Nuriye Pınar fait campagne essentiellement auprès des femmes. Le journal Yeni Asir, qui relate un meeting électoral dans un village avant 1954, raconte que Nuriye Pınar explique, dans son discours, tout ce qu'elle fera pour les femmes, et qu'elle est applaudie

[64] Türkmen Parlak, *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, *op. cit.,* vol. 1, p. 346.
[65] *Ibid*., p. 209.
[66] *Halkın sesi*, 29 mars 1954.

chaleureusement[67]. Elle participe aux réunions des branches féminines du parti (*kadın kolları*)[68]. C'est donc qu'elle a été nommée par le siège national du parti pour attirer un électorat féminin ; les dirigeants du parti considèrent que les femmes députées représentent les femmes sur les enjeux spécifiquement féminins. Mais en même temps, le profil de Nuriye Pınar, auréolé de prestige universitaire, correspond mieux à l'idéal féminin que la députée turque est censée incarner. Au-delà de la représentation des femmes, cet exemple nous renseigne sur la conception de la représentation que porte les dirigeants nationaux du parti. Ce n'est pas une représentation en miroir[69] ; les caractéristiques des députés ne doivent pas correspondre à celles du « peuple », mais servir de modèle pour chaque citoyen.

Au cours de la période, le siège national du parti accroît son contrôle sur les candidatures. Rıfkı Salim Burçak raconte qu'en 1957, Adnan Menderes veut avoir un droit de regard sur tous les candidats du parti, et les candidats présentés par le comité central du parti sont plus de la moitié du total des candidats. Refik Koraltan pense qu'il vaudrait mieux abolir le processus des primaires, et que tous les candidats soient nommés par le comité central du parti[70]. Dans les régions où les primaires ont eu lieu, le siège du parti a fait largement usage de son droit de veto, ce qui, selon l'auteur, a causé de graves torts au parti. Cela crée, chez les candidats déçus, un sentiment de frustration et de ressentiment à l'égard du parti qui affaiblit l'« esprit de lutte » de l'organisation locale du parti à la veille des élections, d'une part, et crée « de graves conflits » entre les candidats qui ont remporté les primaires et ceux qui sont imposés par le comité central du parti, d'autre part[71]. Sur les 28 régions où le DP n'a pas fait de primaires, le DP en a perdues 14 totalement et 3 partiellement, alors que sur 39 des régions où le DP a fait des primaires, il en a gagnées 33[72].

Ainsi, le siège national du parti a le pouvoir de ne jamais donner un accès au pouvoir à des gens qu'il ne juge pas cooptables dans le champ du pouvoir, même si le contrôle croissant des investitures électorales par le siège national du parti est le signe d'un raidissement autoritaire. Par les deux exemples que nous avons développé, celui des candidats kurdes dans le département d'Erzurum, en 1954, et les portraits croisés de deux femmes en politiques, une militante locale, Mazlume Yüce, et une femme députée, Nuriye Pınar, nous avons pu faire apparaître les critères que les dirigeants du Parti

[67] *Yeni Asır*, 16 avril 1954.
[68] *Ibid*., 23 avril 1954.
[69] Hannah Pitkin, *op. cit.*
[70] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 479-481.
[71] « D'abord, ça a créé au sein de l'organisation du parti, des vexations, ça a diminué l'esprit de lutte, et ça a créé de profonds conflits entre les candidats qui avaient gagné l'investiture et ceux qui ont été nommés par le comité central. Cette situation est une raison importante de faiblesse de la lutte électorale »(« *Bir defa, parti teşkilatında bir küskünlük ve kırgınlık yaratıyor, mücadele ruhunu azalttıktan başka, listeye genel kurulu ile girenlerle yoklama yapılması halinde kendilerini emniyette gören talipler arasında derin ayrılık ve çekişmelere yol açıyordu. Bu hal, seçim mücadelesini zaafa uğratan önemli bir sebepti*. »), *ibid.,* p. 505.
[72] *Ibid*., p. 505.

démocrate ont établi pour distinguer les acteurs habilités à participer au travail de représentation, et, ainsi, à faire carrière au sein du parti. Le facteur ethnique joue ici un rôle important : si quelques personnalités kurdes, soigneusement cooptées par le pouvoir, peuvent accéder à un poste de député, ce n'est pas le cas de candidats qui bénéficient d'un large soutien populaire. En tout cas, leur accès à un poste de député fait l'objet d'un strict contrôle de la part des dirigeants. C'est un peu le même principe pour les femmes : les femmes choisies par les dirigeants pour être députées doivent être un modèle pour les femmes turques ; à l'inverse, une militante issue de la base a des chances quasi-nulles d'être élue députée.

En cela, les critères établis par les dirigeants démocrates ne diffèrent pas fondamentalement de ceux du Parti républicain du peuple, du temps où il était parti unique. Le principe de représentation qui guide la sélection des députés par le centre du parti n'est pas une représentation « en miroir ». D'ailleurs, le tableau n°4 montre que la proportion de députés issus des régions Egée et Marmara (région d'Istanbul), très élevée du temps du parti unique, baisse dans les assemblées parlementaires de 1950 et de 1954, mais reste relativement élevée. Dans l'assemblée de 1954, la proportion de députés issus des régions Egée et Marmara reste de 28%, alors que ces régions ne recouvrent qu'un tiers du territoire.

	Egée	Marmara (Istanbul)	Autres régions
1943-1946	14%	33%	53%
1946-1950	13%	24%	63%
1950-1954	12%	21%	67%
1954-1957	12%	16%	72%

Tableau 8 : pourcentage des députés venant de la région Egée et Marmara (Istanbul) de 1943 à 1957

Comme dans tout parti, un veto sur l'investiture électorale est l'occasion de départs du parti pour les candidats malheureux[73]. Au sein du Parti démocrate, ces départs ont pu prendre un tour

[73] Bernard Pudal le montre bien pour le PCF de l'entre-deux-guerres : en 1928, la direction du parti exige la démission de deux élus qui n'avaient pas respecté la doctrine « classe contre classe ». En 1929, plusieurs élus sont exclus du PCF ou le quittent d'eux-mêmes. Ils entrent en concurrence avec les candidats du PCF aux élections de 1932. *Op. cit*., p. 73.

massif, en particulier après les élections de 1957. Nous allons tenter à présent d'analyser le fonctionnement de ces défections.

II. Trajectoires de « désengagés »

C'est un *topos*, pour un homme politique, que de se plaindre du mode partisan de sélection des dirigeants politiques, et nombre de sociologues soulignent le caractère autoritaire par nature des partis politiques[74]. Dans le cas du Parti démocrate, nous l'avons vu, le comité central du parti contrôle largement la composition de son propre corps dirigeant, donnant lieu à ce que nous pourrions appeler, à la suite de Vincent Geisser, un « autoritarisme partisan » [75]. Quelle est la marge de négociation des élites locales ? Et surtout, quelles sont les voies de la défection ? Car, comme le dit Michel Offerlé, « la division du travail politique dans les organisations partisanes (…) ressemble à une domination sans partage des dirigeants sur les dirigés. Elle n'est possible que parce que les dominés se satisfont des profits qu'ils tirent de la relation (…) ceux qui n'y trouvent pas leur compte peuvent d'ailleurs toujours « aller voir ailleurs » puisque la compétition politique autorise la défection »[76]. Choukri Hmed a montré, dans le contexte de la Tunisie post-révolutionnaire, comment les défections se sont multipliées dans les partis d'extrême-gauche, en raison d'une impossibilité, pour les militants récemment arrivés dans ces organisations, de se ménager un accès au pouvoir, et même de faire entendre leur voix auprès des dirigeants du parti[77]. C'est donc, que, tout spécialement dans un contexte de changement de régime, la question se pose avec acuité. Qu'en est-il au sein du Parti démocrate ?

Les défections sont très nombreuses au sein du Parti démocrate. Lors du grand congrès du DP de 1953, Adnan Menderes, le chef du parti, déclare que le parti n'est pas une « maison de location » (« *kiralık konak* »), mais un « foyer familial » (« *aile ocağı* »)[78], pour exiger une loyauté de ses membres. L'étude du processus de désengagement au sens du Parti démocrate nous donne à comprendre deux types de phénomènes : d'abord il permet de saisir, en creux, les formes du recrutement social : se pencher sur le moment de l'abandon permet de comprendre ce qu'exige le maintien de l'engagement. Comme le dit Olivier Fillieule, « la prise en compte des désengagés est le gage d'une attention à l'épaisseur historique des organisations militantes »[79]. Deuxièmement, cet

[74] Michel Offerlé, *op. cit*., p. 48.
[75] Vincent Geisser, « L'autoritarisme des « dominés » : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? », in Dabène, Olivier, Camau, Michel, et Massardier, Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle. Convergences Nord-Sud, mélanges offerts à Michel Camau*. vol 1 Recherches, Paris, la Découverte, 2008, p. 181.
[76] Michel Offerlé, *op. cit.,* p. 74.
[77] Choukri Hmed, « Les déçus de l'autoritarisme partisan. Engagements et désengagements dans les organisations de jeunesse à gauche (2011-2016) », communication donnée dans le cadre du colloque « Actualité de la question autoritaire en Tunisie », tenu à Tunis le 10 octobre 2016.
[78] *Doğu*, 10 février 1953.
[79] *Ibid*., p. 12.

examen des voies du désengagement nous permet de voir aussi les moyens qu'ont les milieux populaires de faire pression sur le centre du parti. Une fois prises en compte les inégalités face à l'accès au champ politique, il ne suffit pas de considérer la « seule alternative de la démission dans l'abstention ou de la dépossession par la délégation »[80]. Nous verrons que les hommes politiques locaux, bien souvent, instrumentalisent la compétition partisane pour faire pression sur le Parti démocrate, surtout lorsqu'ils maîtrisent un grand nombre de voix.

Pour étudier ces trajectoires, nous reprendrons de façon souple la trilogie élaborée par Hirshmann, défection, prise de parole et loyauté, en ne retenant que deux attitudes possibles, défection et loyauté, et en y ajoutant l'apathie, concept développé par Guy Bajoit[81]. La « prise de parole » est un cas que nous n'avons jamais rencontré. Nous avons tenté de rassembler sous ces trois attitudes « type » la diverse palette des réactions possibles des déçus du système de sélection partisane, que nous considérerons plutôt comme des pôles que comme des attitudes réelles. Ces différentes attitudes peuvent se retrouver à plusieurs moments d'une même trajectoire.

A. Défection ou « départ protestataire »[82] : instrumentalisation du système multipartisan

Le départ protestataire est le fait de ceux qui disposent de ressources locales importantes. Comme le dit Michel Offerlé, « (…) il ne permet un maintien dans la compétition politique qu'autant qu'il s'appuie sur un potentiel de ressources (personnelles et électorales), puisque, abandonnant leur droit à disposer du capital collectif de l'organisation, les sortants doivent reconstruire pour eux-mêmes une nouvelle organisation »[83].

1. Scission partisane : l'exemple du Parti des paysans (« Türkiye köylü partisi »)

Le parti des paysans, fondé en 1951, qui, plus tard, donnera la structure du parti d'extrême-droite fondé par Alparslan Türkeş, est issu d'une scission du Parti démocrate. Les causes en sont un conflit factionnel. Le 21 avril 1951, le comité départemental du DP à Adana, qui était dirigé par Hilmi Yalçın, est dissous par une décision du comité central du parti à Ankara. Environ un mois plus tard, lors du congrès départemental du parti, la faction de Hilmi Yalçın est éliminée.

[80] Julian Mischi, *op. cit.,* p. 15.
[81] Albert O. Hirschman, *Exit, Voice and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organisations and States*, Cambridge, Harvard university press, 1970 ; Guy Bajoit considère qu'il faut ajouter à ces attitudes une forme de résignation. Cf Guy Bajoit, « *Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement* », *Revue française de sociologie*, 1988, 29-2, p. 325-345.
[82] Michel Offerlé, Les partis politiques, op. cit., p. 75.
[83] Loc. cit.

Quelques jours après (le 30 mai), cinq des onze députés d'Adana démissionnent : Remzi Oğuz Arık, Cezmi Türk, Yusuf Ziya Eker, Reşat Güçlü, Tevfik Coşkun. Plusieurs *ocak* et *bucak* (organisations du parti au niveau de la commune et du chef-lieu) ferment dans la foulée, mais, visiblement, ce sont plutôt des menaces, puisque Hilmi Yalçın fait la déclaration suivante : « si les fondateurs du parti sont compréhensifs, nous reviendrons dans les rangs du parti, avec tous les *ocak* et les *bucak* qui ont fermé. ». Mais le comité central du parti refuse de céder à la menace[84]. Le 1er juin, Danış Arıkoğlu, qui est maire d'Adana, démissionne aussi, ainsi que tout le comité de direction de la commune d'Adana. Un journal local proche de la faction dissidente, *Vatandaş*, déclare que près de 700 personnes ont quitté le parti[85]. Le lendemain, le même journal annonce que trois ocak de village ont fermé dans le district de Ceyhan[86]. Le 5 juin, la presse annonce que 216 personnes ont quitté le Parti démocrate, sans préciser si 216 personnes est le chiffre final qui ont quitté le parti depuis la crise, ou si ces 216 personnes viennent grossir le nombre de ceux qui avaient déjà quitté le parti. Le parti des paysans est finalement fondé environ un an plus tard, le 19 mai 1952[87]. Il reste un petit parti, sans importance réelle sur le plan national, jusqu'à sa fusion avec le Parti de la nation en 1958.

Les défections suite à des crises factionnelles n'affectent pas le parti outre mesure. Les mémoires d'un ancien homme politique du Parti démocrate, Selahattin Canka, sont, à ce titre, révélatrices. Dans le district de Kadirli, dans le département d'Adana, le Parti démocrate avait fait alliance avec l'influente famille des Coşkun, d'importants propriétaires terriens de la région. En 1954, le candidat proposé par la famille Coşkun, âgé de 73 ans, est proposé à l'investiture électorale, et le comité central du parti refuse sa candidature pour la 2e fois. La famille, en guise de représailles, rompt toute relation avec le parti. Selahattin Canka, alors membre du comité de direction départemental, décide, avec d'autres démocrates locaux, d'investir comme candidat du Parti démocrate Ahmet Topaloğlu. Personnalité influente de Kadirli, qui n'a aucun lien avec la famille Coşkun, il peut obtenir des voix dans le district de Kadirli[88]. Le procédé porte ses fruits et Ahmet Topaloğlu devient le candidat officiel et remporte les élections. Cette anecdote montre bien la souplesse de l'organisation du Parti démocrate qui, si le *turnover* est élevé, arrive à agréger rapidement d'autres groupes.

[84] *Vatandaş*, 31 mai 1951.
[85] *Vatandaş*, 1er juin 1951.
[86] *Vatandaş*, 2 juin 1951.
[87] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 87.
[88] Selahattin Canka, *Bitpazarı*, *op. cit*., p. 36.

2. Le départ vers d'autres partis : instrumentalisation de la compétition partisane

Les hommes politiques déçus du Parti démocrate peuvent aussi partir vers un autre parti : dans le département d'Erzurum, par exemple, les hommes politiques font de fréquents aller-retour au Parti de la Nation (*Millet Partisi*) ou, à partir de 1955, Parti de la liberté (*Hürriyet Partisi*). A partir de 1955, un nombre croissant de députés et d'homme politiques partent pour le Parti de la liberté - ce qui n'empêche pas au Parti démocrate de gagner les élections législatives en 1957 -. Ces aller-retour montrent une certaine porosité entre les électorats des partis de droite. Rares sont, en revanche, les hommes politiques qui font défection pour se tourner vers le CHP. Seuls les députés kurdes de Diyarbakır finiront, à la toute fin des années 1950, par se tourner vers le Parti de la liberté (*Hürriyet Partisi*), considéré fidèle à tout ce que le DP a trahi, puis, à la faveur du rapprochement des partis d'opposition, au Parti républicain du peuple.

La défection pour un autre parti, et la menace de défection, sont utilisés par les hommes politiques locaux comme moyen de pression sur le siège national du parti. D'ailleurs, la défection d'un homme politique, au cas où on lui aurait refusé de figurer sur les listes électorales, semble être un fait accepté de tous. Il n'est pas rare qu'un homme politique dont le nom est absent des listes électorales renouvelle publiquement son attachement au parti. En avril 1954, Lutfullah Baydogan, un ouléma et intellectuel influent à Izmir, exprime dans un télégramme publié dans un journal local son « attachement » au Parti démocrate, malgré l'absence de son nom sur les listes électorales[89]. Il faut que cette loyauté soit soulignée publiquement, ce qui signifie qu'elle ne va pas de soi, et qu'il est accepté qu'un candidat déçu parte pour un autre parti.

A cet égard, la trajectoire de Fethullah Taşkesenlioğlu, qui entre au parlement en tant que député d'Erzurum en 1957, est intéressante. Fethullah Taşkesenlioğlu est un chef de confrérie (*sheikh*) kurde, d'une famille de notables anciens de la ville (son grand-père aurait joué un rôle dans la révolte de 1925[90]). Il entre au Parti démocrate avant 1950, et obtient rapidement des fonctions électives locales, ainsi que des postes de responsabilité au sein de la branche locale du parti. Il est candidat à l'investiture électorale en 1954, est élu par les délégués locaux du parti, mais subit un veto du siège national du parti. Le 16 avril 1954, Fethullah Taşkesenlioğlu publie dans un journal local d'Erzurum un télégramme élogieux qu'il adresse à Adnan Menderes, ainsi que la réponse de ce dernier, pour montrer qu'ils sont en d'excellents termes[91]. Un peu plus d'un an plus tard, à l'été 1955, on apprend

[89] *Halkın sesi*, [date inconnue] avril 1954.
[90] Entretien avec Fahrettin Taşkesenlioğlu, son fils, le 10 octobre 2014.
[91] *Demokrat Doğu*, 16 avril 1954.

cependant que Fethullah Taşkesenlioğlu a démissionné du Parti démocrate[92]. En septembre 1955, il se présente comme candidat indépendant aux élections départementales, et gagne un poste au conseil départemental (*il meclisi*), contre le candidat du Parti démocrate[93]. Son adhésion, certainement dans la foulée, au parti de la liberté, n'est pas mentionnée dans les sources. On trouve plus tard, à l'été 1957, quelques mois avant les élections, que Fethullah Taşkesenlioğlu démissionne du Parti de la liberté, pour rejoindre à nouveau le Parti démocrate[94]. Il se présente à nouveau comme candidat à l'investiture sur les listes du parti. Il est cette fois investi, puis élu député en octobre 1957. Dans cette affaire, il n'est certainement pas indifférent que Fethullah Taşkesenlioğlu soit finalement investi sur les listes du Parti démocrate après avoir gagné un siège au conseil départemental, comme candidat indépendant, contre le candidat du Parti démocrate. Pour la direction du parti, cela signifie que ce candidat est très influent localement, et qu'il a les moyens de mobiliser des voix en l'absence des ressources fournies par le parti. En effet, il est très rare qu'un candidat indépendant puisse remporter des élections autres que très localisées.

3. Candidats indépendants : une mort politique certaine ?

Les élections locales de 1955 sont intéressantes pour comprendre le degré de dépendance des hommes politiques locaux à l'égard du Parti démocrate. Beaucoup d'entre eux se sont éloignés du Parti démocrate après avoir échoué à être présentés comme candidats sur les listes du parti en 1954. Par ailleurs, les partis de l'opposition annoncent qu'ils ne participeront pas aux élections. Le taux de participation aux élections locales de 1955 est très faible – pas plus de 15% dans tout le pays[95] – ce qui montre que le Parti républicain du peuple et le Parti républicain de la nation (CMP) gardent une certaine influence localement. De nombreux candidats gagnent contre les candidats du Parti démocrate. À Erzurum, par exemple, les indépendants ont remporté les élections dans presque tous les districts où ils s'étaient présentés, Tortum, Aşkale, Tekman et Ispir[96]. C'est donc que, localement, les candidats indépendants peuvent remporter les élections. Ce n'est pas le cas pour les élections législatives. L'exemple de Hüseyin Köycü, un homme politique paysan de la région d'Erzurum, est instructif, en ce qu'il montre la barrière infranchissable qui sépare la carrière locale d'une carrière nationale pour les candidats qui ne disposent pas des attributs de la culture légitime (diplôme du lycée ou diplôme universitaire, maîtrise d'une langue étrangère, *habitus* urbain), et ne font pas partie de la clientèle d'un député influent à Ankara (comme c'est le cas des députés « placés » par Rıfkı Salim Burçak en 1954).

[92] *Hakimiyet*, 31 août 1955.
[93] *Doğu*, 26 septembre 1955.
[94] *Hakimiyet*, 30 juillet 1957 ; *Demokrat Erzurum*, 1er août 1957.
[95] *Yeni Adana*, 26 septembre 1955.
[96] *Doğu*, 14 novembre 1955.

Hüseyin Köycü est né en 1895 dans une famille d'*aghas* locaux. Il apprend à lire « avec son père »[97]. Il rejoint très jeune le mouvement nationaliste, et participe à l'effort de guerre au sein de l'armée islamique du Caucase, dirigée par Nouri Paşa, le frère d'Enver Paşa. A la fin de la guerre, il devient *muhtar* du village, et entre au conseil départemental (*il genel meclisi*). Il anime de nombreuses associations : *Türk Hava Kurumu* (L'association pour l'aviation turque), la maison du peuple, et fonde la « Société pour l'élévation de Şenkaya » « *Şenkaya Yükseliş cemiyeti* ». Il écrit des articles et des poèmes dans différents journaux locaux[98]. Dans une lettre pour être candidat aux élections de 1950 sur les listes du CHP, Hüseyin Köycü déclare s'occuper de « commerce », mais être, à la base, un paysan. Lorsqu'une branche du CHP est fondée dans le village de Ortulu, en 1928, Hüseyin Köycü en prend la tête. En 1929, il obtient que le village obtienne le statut de « commune » (« *bucak* »). Il anime ce qui n'est d'abord qu'une « chambre du peuple », pour la transformer en « maison du peuple ». Là, Hüseyin Köycü prend la tête de nombreuses activités culturelles. Il anime des activités sportives, des conférences, et des « jours de lecture ». Il entre en 1935 au conseil départemental (*il genel meclisi*).

Il déploie une grande énergie pour développer la maison du peuple[99] du village, et envoie de nombreuses lettres à Ankara pour cela[100] : dans une lettre au secrétariat général du CHP, datée du 15 février 1942, Hüseyin Köycü demande l'autorisation de permettre que des jeux « amusants », comme le *tavla* ou les jeux de carte se tiennent dans la maison du peuple, pour éviter que les jeunes n'aillent au café pour jouer à ces jeux, et ainsi éviter que la maison du peuple ne perde sa jeune clientèle. Cette demande sera d'ailleurs refusée par le secrétariat général du parti, qui la trouve non conforme aux normes : seuls les jeux d'échec, de domino et de dames sont autorisés dans les maisons du peuple – ce qui montre bien, par ailleurs, le caractère moralisateur de ces maisons du peuple.

Pour l'anniversaire de l'ouverture de la maison du peuple, une grande fête est organisée le 21 février 1942. Plus de 800 paysans viennent à la fête, qui est donnée dans la grande salle de la maison du peuple. La photo d'Ismet Inönü est décorée, entourée de drapeaux, et on fait venir la radio pour l'occasion. Après avoir écouté le discours du secrétaire général du parti à la radio à 13h, des jeux, des danses et des « amusements » (« *oyun ve eglenceler* ») sont organisés jusqu'à 21h. Là, la plupart des invités regagnent leur maison, mais une centaine de personnes joignent le « bal », qui dure jusqu'au petit matin. Hüseyin Köycü commente la soirée dans les termes suivants : « Je ne vois qu'une différence entre ce bal et les centaines de bals que j'ai fréquentés en ville : la diversité des costumes » (« *Şimdiye kadar şehirlerde içinde bulunduğum yüzlerce baloyu o gece hayalimden geçirdiğim zaman yalnız bir cihetinde fark buluyordum : kıyafette yeknesaklık olmamak.* ») – la référence finale aux

[97] Archives du CHP. BCA, 490.01.939.642.1.
[98] Murat Kuçukugurlu, *Türk siyasi*…, p. 98.
[99] Un bâtiment censé abriter, pendant la période de parti unique, des activités d'éducation du peuple et de sociabilité sous le patronage du Parti républicain du peuple.
[100] *Ibid.,* p. 99.

« costumes » semble indiquer que les invités du bal étaient en costume paysan[101]. Outre qu'elle montre la forte projection dans un imaginaire kémaliste – le bal, qui est la forme de sociabilité qui incarne presque le régime kémaliste, l'idée que le bal du village doit ressembler aux bals de la ville – les activités mises en place par le maire montrent un grand investissement pour la collectivité. Son énergie ne faiblit pas : la même année, Hüseyin Köycü organise une « excursion » (« *gezi* ») aux villes voisines de Kars et de Sarikamis, avec une équipe de 29 personnes, hommes et femmes, inscrites à la maison du peuple. Durant l'excursion, l'équipe s'arrête dans chaque village, expose des objets d'artisanat fabriqués au village, joue des représentations théâtrales et fait des démonstrations de danse folklorique. Des matchs de lutte gréco-romaine sont organisés. Ces manifestations montrent d'ailleurs une hybridation originale entre la conception kémaliste de la « culture », les représentations théâtrales, la folklorisation des danses et de l'artisanat, et des formes d'amusement plus traditionnels, comme les luttes gréco-romaines. Toutefois, l'activité déployée par Hüseyin Köycü ne suffit pas pour être investi sur les listes électorales, ni celles du Parti républicain du peuple, ni, plus tard, celles du Parti démocrate.



Figure 26 : caricature sur les 30% choisis par le centre au CHP[102]

« Mon dernier espoir est derrière cette montagne ! (…) »

[101] Archives du CHP. BCA, 490.01.955.698.2. Cité dans Murat Kuçukugurlu, *Türk siyasi*…, *op. cit*., p. 100.
[102] Source : Hakkı Uyar, *op. cit*., p. 163.

En 1946, la commune devient chef-lieu (« ilçe »). La même année, Hüseyin Köycü est candidat malheureux à l'investiture électorale sur les listes du CHP. Il prend alors la tête d'une fronde contre Cevat Dursunoğlu, l'homme fort du CHP de l'époque[103]. Il est à nouveau candidat en 1950, mais il ne parvient pas à remporter les primaires, et écrit au CHP pour être parmi les 30% des candidats nommés par le centre. « Lors des primaires à l'investiture électorale, alors que j'ai subi plusieurs injustices, j'ai obtenu 63 voix, ce qui montre ma compétence. Parmi ceux qui ont remporté les primaires à l'investiture électorale, il y a des militaires, des gérants, des avocats, des professeurs, et ils habitent tous en ville. Moi, je viens d'un canton périphérique. Je veux être nommé dans le quota des 30%. » (« *Yoklamada çok haksızlıklara uğramakla beraber 63 oy alarak kabiliyetimi gösterdim. Yoklamada kazananlar arasında asker, idareci, avukat, maarifçi vardır ve hepsi merkezde oturmaktadır. Ben kenar kazalardan birindeyim. %30lar arasında gösterilmek istiyorum.* »)[104]. L'argumentaire est intéressant, en ce qu'il reflète une certaine idée de la représentation : le candidat développe au fond l'idée que les communes rurales ne peuvent pas être représentées adéquatement par les universitaires, les hauts-fonctionnaires et les hauts-gradés de l'armée. Le ton même de la lettre, un peu maladroit, qui reprend certaines tournures orales (« et ils habitent tous en ville ») montre bien que le candidat ne maîtrise pas le style de l'administration. Ne parvenant pas à faire figurer son nom sur les listes du CHP, il se présente comme candidat indépendant avec d'autres déçus du CHP.

En 1954, il se présente sur les listes du DP, mais ne parvient pas non plus à être investi. En 1955, il est réélu maire indépendant de Şenkaya[105]. Le 25 mai 1957, Hüseyin Köycü fonde un nouveau parti politique, le « petit parti » (« *Ufak parti* »), le seul de la période à avoir été fondé en dehors de la capitale du département[106]. La trajectoire de cet homme politique au très fort ancrage local, qui est manifestement très investi dans sa collectivité, mais ne parvient jamais à passer l'étape de l'investiture électorale sur les listes du CHP ou du DP pour les législatives, nous enseigne plusieurs choses. D'abord, il est presque impossible pour un paysan d'accéder à un poste de représentation nationale ; le passage au multipartisme ne change rien sur ce point. Elle montre aussi que le Parti démocrate après 1950 a la fonction, dans la carrière des hommes politiques locaux, qu'avait le Parti unique avant 1950 : il faut passer par le parti de l'État, qu'il soit parti unique ou parti dominant, pour accéder à une carrière nationale. La trajectoire d'Hüseyin Köycü montre enfin une appropriation populaire de la forme du parti politique. Le parti fondé à la fin de la période par cet homme politique local, le « petit parti » - dont le nom même révèle le décalage avec la norme nationale – montre que Hüseyin Köycü a intégré l'idée que tout homme politique a besoin d'un parti pour faire carrière.

[103] *Ibid*., p. 376.
[104] Archives du CHP. BCA, 490.01.299.1209.1. Cité dans Murat Kuçukugurlu, *ibid*., p. 381.
[105] *Doğu*, 13 janvier 1955.
[106] Recep Murat Geçikli, *op. cit.,* p. 144.

	1950-1954		1954-1957	
Profession	DP	CHP	DP	CHP
Haute fonction publique	19%	35%	20%	25%
Profession libérale	**46%**	35%	45%	41%
Commerce	29%	25%	31%	31%
Autre	6%	5%	4%	3%

Tableau 9 : professions des députés du Parti démocrate et du Parti républicain du peuple dans les assemblées élues en 1950 et en 1954[107]

Enfin, il peut arriver que certains hommes politiques locaux demeurent au parti démocrate malgré les vetos. C'est cette attitude, entre loyauté et apathie, que nous allons analyser à présent.

B. Apathie : silence sans départ et retour au parti

À Erzurum, les candidats kurdes qui ont reçu plusieurs vetos lors des investitures pour les élections législatives, Atık Palandöken, Ishak Ozonur et Bahattin Varto, restent dans le giron du Parti démocrate[108]. Cette fidélité leur vaut un commentaire méprisant de la part de Turhan Bilgin : « Atık Palandöken », affirme-t-il à l'occasion d'un congrès départemental en 1958, « se maintient coûte que coûte sous la protection (« *çatı* », littéralement « tente ») du Parti démocrate, malgré deux veto successifs »[109]. Cette phrase semble indiquer que quitter un parti qui a refusé d'investir une candidature est aussi une affaire d'honneur.

Mais surtout, il est rare que les ruptures soient définitives. Une annonce du comité de direction départemental du parti, à Erzurum, en septembre 1958, est à cet égard révélatrice. L'annonce réfute la « rumeur » selon laquelle les gens qui sont exclus du parti, s'ils ne se lancent dans aucune activité contre le parti pendant une période de deux ans, sont réintégrés dans les rangs du parti de façon automatique. Pour être réintégré dans les rangs du parti, dit le communiqué, il faut une décision *ad hoc* du comité central du parti[110]. Cette annonce montre bien que, en pratique, l'exclusion ou le départ du parti sont toujours considérés comme temporaires, et que les retours au Parti démocrate après une période d'exclusion ou après un départ, sont largement la norme.

[107] Source : Frederick Frey, *op. cit.*, p. 359. Nous reprenons les catégories qu'il emploie. « Haute fonction publique » recouvre les métiers de l'armée, administration ou enseignement. Les « professions libérales » regroupent les métiers du droit, de la médecine, pharmacie, et les professions d'ingénieur. Le « commerce » regroupe les banquiers, hommes d'affaires et propriétaires terriens.
[108] *Doğu*, 7 octobre 1958.
[109] *Doğu*, 7 octobre 1958.
[110] *Demokrat Doğu*, 3 septembre 1958 ; *Demokrat Erzurum*, 7 septembre 1958.

L'exemple de la carrière de Turhan Bilgin, un homme politique local du DP, et important chef de faction, montre bien à quel point la défection est loin d'être définitive. En 1946, Turhan Bilgin est l'un des premiers fondateurs du Parti démocrate à Erzurum. Il est exclu du parti en 1953, suite à un conflit factionnel. De 1953 à 1956, il fait tout pour réintégrer le parti. Il tente d'être nommé candidat par le parti pour les élections locales de 1955. N'y parvenant pas, il se lance dans une propagande contre le parti[111]. Il fonde en 1956 la branche locale du Parti de la liberté, qui avait été fondé au niveau national en 1955, sur un conflit factionnel. Il obtient 6 000 voix aux élections législatives de 1957, où il s'était présenté sur les listes du Parti de la liberté. Finalement, le parti est dissous et rejoint le CHP ; Turhan Bilgin entre donc au CHP. Peu de temps après, le Parti démocrate prononce une amnistie générale de tous les exclus du parti, et Turhan Bilgin réintègre le parti. Mais sa réintégration soulève des protestations dans les rangs de la branche d'Erzurum du Parti démocrate : on apprend finalement que la levée de l'exclusion ne s'appliquait pas à Turhan Bilgin. Ce dernier parvient finalement à rentrer à nouveau au Parti démocrate en mars 1960[112], quelques mois avant le coup d'État de l'armée. En avril 1960, un article d'un journal local de la ville indique que, à l'approche des élections, le factionnalisme bat son plein au sein du Parti démocrate, surtout depuis le retour de Turhan Bilgin, dont les soutiens sont encore nombreux et puissants[113]. La carrière de Turhan Bilgin, qui, après avoir été exclu du parti en 1953, a tenté durant toute sa carrière d'y entrer à nouveau, nous renseigne sur la force du Parti démocrate. En tant que parti majoritaire au niveau national, c'est le seul parti qui offre la possibilité aux hommes politiques locaux de faire une carrière nationale.

En cela, le maintien ou le retour au sein du Parti démocrate, qui est une attitude très fréquente malgré les défections, relèvent moins de la loyauté que de l' « apathie », un concept développé par Guy Bajoit pour désigner l'attitude de celui qui maintient une relation malgré le mécontentement, dans la mesure où la rupture de cette relation lui coûterait trop, et engagerait un risque trop grand. Les hommes politiques locaux, s'ils quittent définitivement le Parti démocrate, sont à peu près sûrs de devoir faire une croix sur une carrière nationale. C'est pour cette raison que les vraies défections sont rarissimes, sauf à choisir de se cantonner à des postes locaux, à l'instar d' Hüseyin Köycü et son « petit parti ». En revanche, les hommes politiques locaux instrumentalisent la compétition partisane pour faire pression sur le Parti démocrate. Cette stratégie peut porter ses fruits, comme le montre la carrière de Fethullah Taşkesenlioğlu, qui, éliminé des listes en 1954, parvient finalement à devenir député en 1957. Face à ces défections, les dirigeants nationaux du parti ont su faire preuve de souplesse, cooptant rapidement de nouveaux groupes et de nouvelles personnalités. La réintégration fréquente au sein du parti de personnalités qui avaient fait défection montre d'ailleurs que ces départs

[111] *Demokrat Erzurum*, 4 novembre 1955.
[112] *Hür söz*, 5 mars 1960.
[113] *Hür söz*, « *DP Erzurum teşkilatında hizipleşme had safhada* ! » [Le factionnalisme dans l'organisation DP d'Erzurum atteint des records !], 9 avril 1960.

sont considérés comme un fait normal, qui n'a rien d'une rupture définitive. Contrairement à ce qui était clamé par la presse d'opposition, les crises factionnelles et les défections n'ont pas nécessairement été synonymes d'affaiblissement du parti ; elles doivent plutôt être vues comme un mode de régulation de la compétition intra-partisane.

Après une analyse des trajectoires possibles des candidats malheureux à l'investiture électorale, seront étudiées à présent les possibilités de faire carrière pour un député de province. Cette analyse des relations de pouvoir au sommet du parti nous permettra d'ouvrir la « boîte noire » du Parti démocrate.

III. Avoir du pouvoir au sein du Parti démocrate : liens personnels et pratiques informelles

Cemil Koçak montre bien, déjà pour la période du parti unique, qu'il y a une hiérarchie au sein des députés. Ceux qui ont des postes de responsabilité au sein du parti, ceux qui appartiennent à certaines commissions au sein du parlement, ou, *a fortiori*, les membres du gouvernement sont beaucoup plus importants qu'un simple député. Pourtant, le vrai pouvoir, c'est d'être un proche du président ou du premier ministre[114]. Seuls le cercle de ceux qui avaient un accès direct au président, Mustafa Kemal, ou au Premier ministre, Ismet Inönü ou Celal Bayar, formaient le cœur de l'élite politique. Au cours de cette dernière section, nous aurons l'occasion de voir que les choses ne sont pas très différentes pour le Parti démocrate. Le vrai pouvoir consiste à jouir de la confiance de Menderes ou de Bayar, plus encore, même, que d'avoir un poste au gouvernement. Cela est de plus en plus vrai vers la fin des années 1950.

Au long de la période, différentes instances, différents organes forment des centres de pouvoir qui, parfois, résistent au pouvoir du Président ou du Premier ministre. Ces organes, nous le verrons, peuvent gagner ou perdre du pouvoir au long de la période, selon la position de leurs membres. Mais mêmes ces groupes, qui, pour certains, sont fixés sur le plan institutionnel, ne sont pas stables. Il n'est pas rare que toutes les instances, même informelles, soient doublées par des groupes plus restreints, formés *ad hoc*, excluant certaines personnalités importantes qui doivent être contournées. Les relations de pouvoir sont extrêmement mouvantes, et difficiles à saisir pour celui qui veut les comprendre et les étudier.

Pour étayer notre étude, nous analyserons en priorité la carrière, au sein du parti, de Rıfkı Salim Burçak, un député d'Erzurum qui a été deux fois ministre, et qui a laissé de volumineuses

[114] Cemil Koçak, art. cité, § 36.

mémoires. Ces mémoires sont une source importante pour observer la distribution des relations de pouvoir au sein du parti ; elles donnent à voir le poids des intrigues et des liens personnels. La description vivante de certaines scènes donnent à voir certains éléments qui ne se comprennent que dans l'attitude corporelle des protagonistes, ou des expressions langagières à première vue anodine. C'est pourquoi nous proposerons, dans cette section, une analyse des situations qui emprunte parfois à l'anthropologie. De plus, Rıfkı Salim Burçak a l'avantage, pour notre propos, d'être issu d'un département excentré, Erzurum. Il est nouveau au Parlement en 1950, et il fait carrière progressivement, selon des étapes et des manœuvres que nous tenterons de décrire précisément.

A. Le groupe parlementaire et son comité exécutif : un contre-pouvoir

Le groupe parlementaire du Parti démocrate rassemble tous les députés du parti, c'est-à-dire, en 1954, presque la totalité des députés : le Parti républicain du peuple n'a que trente et un sièges, et le Parti de la nation, cinq. Nous avons déjà évoqué, au chapitre 4, le groupe parlementaire du Parti démocrate : c'est là que se prennent les décisions importantes. Les réunions plénières, à l'assemblée, ne sont pas réellement un lieu de discussion.

Le groupe parlementaire n'est pas exempt de conflits, ni de discussions parfois houleuses ; c'est une force d'opposition importante au pouvoir du Président et du Premier ministre. Jusqu'à la chute du Parti démocrate en 1960, le groupe est capable de tenir tête à Menderes. En 1956, Menderes se méfie du groupe parlementaire du parti, dont il estime qu'il essaie de « terrasser » le parti. « Le Premier ministre n'a aucune confiance dans le comité exécutif du groupe parlementaire ; il a raconté que le groupe était occupé à gagner sur le parti, qu'il essayait de trouver un moyen de faire tomber les ministres un à un » raconte Rıfkı Salim Burçak[115]. Burhanettin Onat, le président du groupe parlementaire de l'époque, juge au contraire que le rôle du groupe parlementaire n'est pas d'approuver tout ce que fait le gouvernement, mais d'apporter des critiques constructives. Ces critiques ne plaisent pas au Premier ministre. Finalement, Burhanettin Onat doit quitter la présidence du groupe et c'est un proche de Menderes, Namık Gedik, qui est finalement élu. Namık Gedik est chargé de rapporter à Menderes les critiques, exprimées au sein du groupe, contre les politiques économiques du gouvernement[116].

A partir de 1957, un conflit oppose Menderes au groupe parlementaire du Parti démocrate sur la question de l'attitude à adopter face à l'opposition du CHP. Menderes pense que la baisse des suffrages pour le Parti démocrate aux élections de 1957 sont dus à un manque de sévérité à l'égard de l'opposition. Il propose une série de réformes autoritaires, destinées à ramener l'ordre dans le pays. La

[115] « Başbakan (…) grup yönetim kuruluna esasen hiç güven beslemiyor (…) grubun partiyi yenmekle meşgul olduğunu, simdi de bakanların birer düşürülmesi yolunun açılmaya çalışıldığını (…) anlattı. », *ibid*., p. 435.
[116] *Ibid*., p. 449.

majorité du groupe parlementaire est opposé à ces réformes, et ne partage pas l'analyse que Menderes fait du résultat des élections[117]. La proposition que fait Menderes de former une commission d'enquête sur l' « attitude de l'opposition avant, pendant et après les élections » est accueillie tièdement par les députés du Parti démocrate, ainsi que l'idée d'augmenter la période des mandats parlementaires de 4 ans à 5 ou 6 ans[118].

Au printemps 1958, l'agacement des députés DP à l'égard du gouvernement est palpable au sein du groupe parlementaire du parti[119]. Les plaintes des députés DP, qui concernent essentiellement les politiques économiques du gouvernement[120], sont, malgré tout, écoutées par le gouvernement. Les députés sont invités à exprimer, un à un, leurs doléances, qui concernent d'ailleurs, souvent, des problèmes locaux : les travaux pour faire construire un hôpital à Erzurum ont pris du retard, un député de Sinop se plaint de ce que le prix du bois a été fixé par le gouvernement en dépit de tout bon sens ; le ministre du Commerce approuve ces critiques et change le prix du bois[121]. Cette crise entre le groupe parlementaire et le gouvernement dure jusqu'à la fin : le 25 mai, deux jours avant le coup d'État de l'armée, le groupe parlementaire, qui s'est réuni, critique la politique du gouvernement. Les députés veulent une politique de détente à l'égard de l'opposition et ils ne sont pas d'accord avec l'attitude de Menderes.

Les diverses étapes de cette crise montre plusieurs choses. D'une part, la politique de tension et d'affrontement frontal vis-à-vis de l'opposition, vers la fin des années 1950, n'a jamais fait l'objet d'un consensus au sein des élites démocrates ; elle est plutôt à analyser comme un fait qui résulte de la personnalisation du pouvoir ; nous aurons l'occasion d'y revenir en dernière partie de cette analyse. D'autre part les députés, même s'ils sont essentiellement, comme nous l'avons vu au chapitre 4, des super-chefs au niveau de leur département, conservent un certain pouvoir au sein du parti. Réunis au sein du groupe parlementaire, ils peuvent faire entendre des critiques, et, parfois, faire pression pour infléchir la politique du gouvernement.

Les moyens de pression restent, malgré tout, limités. En mai 1960, le conflit entre Menderes et le groupe parlementaire atteint des sommets lorsque Menderes annonce que le parlement sera en vacances jusqu'à la fin du mois de juin, ce qui éloignerait les députés de l'actualité de la crise politique[122]. Cette décision montre bien que, même si le groupe parlementaire s'oppose à ses décisions, Menderes a les moyens de contourner les demandes du groupe, voire de les ignorer. Une

[117] *Ibid*., p. 510.
[118] *Ibid*., p. 513.
[119] *Ibid*., p. 543.
[120] *Ibid*., p. 549-550.
[121] *Ibid*., p. 552.
[122] *Ibid*., p. 746-748.

anecdote est à ce titre révélatrice : en février 1960, Menderes a le projet de fermer l'école d'administration, Mülkiye, pour en faire une école qui dépendrait directement du ministère de l'Education nationale. Le groupe parlementaire y est opposé. Menderes campe sur ses positions, et a cette phrase qui résume bien, finalement, son attitude face au groupe parlementaire du DP : « Je m'en fiche, du groupe ! » (« *Ben grup filan dinlemem* ! ») dit-il[123].

L'un des moyens fréquemment employés par les dirigeants du parti pour contourner l'opposition du groupe est de réunir des groupes plus restreints. Les contours de ces groupes, mouvants, sont à chaque fois dessinés par les dirigeants : quelques députés sont invités à participer à des réunions. C'est le cas, par exemple, en 1950, d'une réunion pour préparer la question de l'entrée en guerre de la Turquie en Corée, sous la bannière de l'ONU. « Le comité central du Parti démocrate a convoqué une réunion avec les personnes dont on pensait qu'elles détenaient une expertise sur le sujet, en pensant qu'il serait bon de voir le problème au sein d'une réunion privée, à la fois pour préparer les membres de notre propre groupe parlementaire, et soutenir le gouvernement » déclare Rıfkı Salim Burçak dans ses mémoires[124]. Nous constatons que le comité central a tout pouvoir sur la désignation des députés habilités à participer à la réunion : ce sont les personnes dont « on pense qu'elles détiennent une expertise », l'appréciation de cette expertise étant laissée à l'arbitraire des membres du groupe. Voyons maintenant de quel pouvoir disposent les membres du gouvernement.

B. Etre membre du gouvernement : quel pouvoir ?

Quels pouvoirs ont les ministres ? Cela dépend desquels, et de la façon dont ils parviennent au gouvernement. Certains ministres ont plus de poids que d'autres, surtout s'ils appartiennent au groupe des fondateurs du parti. Jusqu'à son départ du parti en 1956, Fuat Köprülü maîtrise vraiment la politique étrangère. En 1953, à la mort de Staline, l'Union Soviétique retire ses demandes territoriales à l'égard de la Turquie. Le conseil des ministres se réunit pour discuter de la réponse à donner à l'Union Soviétique, mais, finalement, on attend le retour en Turquie de Köprülü, qui était en déplacement à l'étranger, pour en décider[125], ce qui montre que le ministre a vraiment le monopole des questions de politique étrangère, au moins en 1953. Ce sera différent par la suite. C'est l'indépendance de Köprülü sur les sujets de politique étrangère qui agace Celal Bayar tout autant qu'Adnan Menderes. En 1956, Celal Bayar est contre la nationalisation du canal de Suez par Nasser, alors que Fuat Köprülü tient à ce que la Turquie reste neutre dans cette affaire. Adnan Menderes souhaite aussi que la Turquie

[123] *Ibid*., p. 643.
[124] « Demokrat parti grup idare kurulu, gerek bizim kendi grup üyelerimizi hazırlamak ve gerekse Mecliste hükûmeti desteklemek gibi bir düşünce ile meselenin önce özel bir toplantıda görüşülmesinde fayda ummuş olmalı ki, bu konularda ihtisas sahibi oldukları sanılan arkadaşlarımızı bir araya getirdi », Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 66.
[125] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.,* p. 172.

soutienne l'Angleterre plutôt que de rester neutre. Ce conflit au cœur de l'État est tel que, lorsque Foster Dulles, qui se rend en Egypte, rencontre l'ambassadeur turc pour lui demander quelle est la position de la Turquie à ce sujet, ce dernier lui répond qu'il n'en sait rien[126].

Avoir un poste au gouvernement est souvent le signe que l'on est quelqu'un d'important plutôt qu'un moyen d'influence. C'est parce que Fuat Köprülü est important qu'il a la main sur les affaires étrangères, et non parce qu'il est ministre qu'il est influent. Cela est évident quand on regarde la façon dont Rıfkı Salim Burçak devient ministre des douanes. Le jeune député commence par se faire remarquer en faisant un discours devant le parlement, pour présenter la politique étrangère du Parti démocrate en 1951. Ce discours a certainement fait bonne impression, puisque Rıfkı Salim est convoqué par Celal Bayar, qui le reçoit dans son bureau et lui demande de raconter son discours. Rıfkı Salim raconte d'ailleurs que c'est la première fois qu'il voit Celal Bayar d'aussi près – ce qui montre que les simples députés n'ont que très peu accès à la personne du président. Il reçoit ensuite un télégramme, dans le train pour Erzurum, de Menderes, qui l'invite à faire partie de son gouvernement, en tant que ministre des Douanes, en 1951. Il sera plus tard ministre de l'Education nationale, d'avril 1953 à mai 1954. Toutefois, les ministres sont soumis à un rapport hiérarchique envers leur Premier ministre, Adnan Menderes.

Le conflit qui éclate au début de l'année 1956 entre Menderes et Nedim Ökmen, le ministre des finances, le montre bien. Le 8 février 1956, la réunion du comité central du parti se fait dans le bureau d'Emin Kalafat ; aucun des ministres n'est présent. Adnan Menderes se plaint amèrement de son ministre des finances, Nedim Ökmen, qui a osé critiquer la politique du Premier ministre. Les paroles que prononce Adnan Menderes pour critiquer son ministre sont révélatrices : « Il a été dans cinq cabinets, il n'a jamais ouvert la bouche. A présent le petit homme est tout gonflé de son importance. Avant, c'était un homme poli ; à présent, son attitude a changé. ». Cette affirmation montre bien qu'il n'est pas de bon ton, pour un ministre, de s'exprimer publiquement, ni même d'exprimer une opinion propre[127]. La mention de la « politesse » (« *edep* ») est parlante : exprimer une critique envers le Premier ministre relève tout bonnement de la grossièreté.

La suite de l'anecdote révèle d'ailleurs que Premier ministre a toujours le dernier mot. Le 17 février 1956, Rıfkı Salim Burçak est invité à dîner chez Adnan Menderes ; c'est la première fois de toute sa carrière[128]. Là-bas, après le dîner, Emin Kalafat lit le discours que Nedim Ökmen va faire

[126] *Ibid*., p. 173-174.
[127] « Beş kabinede oturdu, ağzını beş defa açmadı. Simdi adamcağız sismiş, kabarmış bir haldedir. O, evvelce edepli bir adamdı ; simdi tavırları değişti. », Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.* p. 407.
[128] Ce qui montre que c'est une chose très différente d'être ministre et d'être un proche du Premier ministre : Rıfkı Salim Burçak était ministre jusqu'en 1954. *Ibid*., p. 410.

devant le parlement pour présenter son nouveau programme économique. Adnan Menderes se met très en colère en entendant ce discours :

> « Le nouveau ministre des Finances, Nedim Ökmen, se voit dans le rôle d'un réformateur, et, pour cette raison, les politiques économiques menées jusqu'ici par le gouvernement ne lui plaisent plus. Il essaie de montrer les mauvais côtés des précédentes entreprises. Il fait tout pour le montrer à tout le monde ! Il veut faire croire qu'il a fait accepter au gouvernement une nouvelle politique économique grâce à son propre pouvoir. »[129].

Ce qui choque le Premier ministre, c'est d'abord la critique des précédentes politiques économiques. Mais c'est aussi que Nedim Ökmen veuille montrer qu'il a du pouvoir. Menderes commente de la façon suivante : « Il aurait dû poser ses conditions avant d'accepter le ministère, alors que je formais mon gouvernement ! Il n'a rien dit ; il n'a fait que demander [sans insister]. »[130] Au moment du discours (qui est en train d'être lu par Hasan Polatkan) où Nedim Ökmen écrit que les dettes de la Turquie à l'égard de l'étranger sont trop grandes, Menderes traverse la salle, prend les feuilles du discours des mains de Hasan Poltakan qui était en train de les lire, et les jette à terre. Il demande ensuite à son secrétaire d'appeler Nedim Ökmen, de lui dire qu'il n'aime pas son discours, et de lui donner rendez-vous immédiatement au ministère. Il est alors environ 1h30 du matin. Rıfkı Salim Burçak ne connaît pas la suite de l'histoire mais, lorsque Nedim Ökmen présente le budget de l'année 1956, c'est avec un discours bien différent, neutre, qu'il récite d'un ton monotone. Cette anecdote nous montre que le Premier ministre a le pouvoir de commander à ses ministres les discours qu'ils vont prononcer. Elle montre aussi l'indistinction des registres privé et politique : Menderes se met en colère, lui reproche son orgueil (et non son incompétence), convoque son ministre à 1h30 du matin. Nous verrons plus tard que Menderes manie la colère comme un mode de gestion des relations humaines, et que cette susceptibilité, bien connue et analysée[131], est un instrument de *management*, autant qu'un trait de caractère.

L'indépendance des ministres faiblit au cours de la période. A partir de 1955, les membres du gouvernement ne sont bien souvent que des gens qui sont là pour approuver la parole de Menderes, des « *yes men* », pour reprendre le terme d'un rapport diplomatique britannique[132]. Au printemps de 1958, le groupe parlementaire du Parti démocrate entame une fronde à l'égard du gouvernement. L'une des critiques est que certains ministres sont des incapables (« *aciz olanlar* »), qui font honte

[129] « Yeni Maliye bakanı Nedim Ökmen, kendisini bir reformatör rolünde gördüğünden, hükûmetin şimdiye kadar ki iktisadi ve mali politikasını beğenmiyor, eski icraatı ve onun zayıf taraflarını bu nutukla ortaya koymaya ve bunu herkese göstermeye gayret ediyormuş. Ökmen, yeni iktisadi politikanın kendisinin nüfuzu ile hükûmete kabul ettirilmiş olduğunu anlatmak istiyormuş. », Ibid., p. 411.
[130] « Ben kabineyi kurarken bu bakanlığı kabul etmeden önce « benim bir şartım vardır ; şunları isterim » demesi lazımdı. Hiçbir şey demedi ; istedi, durdu. », loc. cit.
[131] Metin Heper et Sabri Sayari, *Political leaders*…, *op. cit*.
[132] FO 371/130177.

[aux députés] quand ils présentent le budget[133]. C'est que les ministres ne sont plus choisis en fonction de leurs compétences, mais de leur proximité au Premier ministre.

Ainsi, les ministres ont un poids et un pouvoir variable au cours de la période. En 1953, Rıfkı Salim Burçak préfère démissionner de son poste de ministre de l'Education pour avoir une place au sein du comité central. Est-ce à dire que le comité central du parti est tout-puissant sur les affaires du parti ? C'est ce que nous allons tenter de comprendre maintenant.

C. Le comité central du parti : un pouvoir variable

Le comité central du parti revoit les propositions de loi qui émanent du gouvernement, avant qu'elles ne passent devant le groupe parlementaire[134]. Le pouvoir du comité central est souvent critiqué par les députés du parti, et par les délégués issus de la base. Lors du grand congrès d'août 1955, plusieurs délégués critiquent le pouvoir du comité central du parti, surtout en ce qui concerne les candidatures à l'investiture électorale[135]. Le comité central est vu comme l'instance qui nuit au fonctionnement démocratique du parti. En effet, ce qui occupe le plus le comité central du parti, c'est la gestion des conflits factionnels au sein des organisations locales du parti[136]. C'est le comité central qui a un droit de veto sur les candidatures aux législatives, et qui peut dissoudre les comités de direction élus au niveau départemental. C'est essentiellement un organe de contrôle, qui donne en même temps de forts moyens de pression : siéger au comité central du parti, c'est un moyen de maîtriser la carrière des hommes politiques qui souhaitent monter au sein du parti. En cela, siéger au comité central du parti donne beaucoup de pouvoir.

En 1956, juste après la fondation du Parti de la liberté, alors que plusieurs députés sont tentés de rejoindre le nouveau parti, le comité central du parti convoque ces députés, pour tenter de comprendre s'ils sont susceptibles de partir. Si c'est le cas, ils sont exclus du parti avant de démissionner[137]. Le comité central du parti est aussi plus proche du gouvernement que ne l'est le groupe parlementaire. Alors que deux députés incitent Rıfkı Salim Burçak à refuser sa confiance au gouvernement après les élections de 1957, ce dernier refuse, en expliquant qu'il ne peut pas se le permettre, en tant que membre du comité central du parti. Alors que le parti a subi certains revers aux dernières élections, il serait « inélégant » (« *yakışıksız* ») de se soulever ainsi. La fidélité au gouvernement est considérée comme l'un des principes de base du comité central. Après les élections de 1957, certains membres du comité central estiment que Menderes aurait dû ne nommer, au sein du

[133] *Ibid*., p. 550.
[134] Voir par exemple Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 399.
[135] *Ibid.,* p. 348.
[136] *Ibid*., p. 85.
[137] *Ibid*., p. 430.

gouvernement, que des membres du comité central du parti, pour pouvoir faire face à la situation de crise[138]. Mais ce n'est pas le cas, ce qui montre bien que l'entourage du Premier ministre est un groupe encore bien plus puissant que le comité central.

Le contrôle du comité central est donc un objet de luttes au sein du parti. Lors du 3e grand congrès du Parti démocrate, en octobre 1951, en présence de 1250 délégués, la commission des statuts du parti propose que le nombre de membres du comité central du parti passe de 14 à 20 membres. La proposition fait l'objet d'un refus très net de la part des « fondateurs » du parti, au premier chef desquels Adnan Menderes et Fevzi Lutfi Karaosmanoğlu. Alors que la proposition allait être acceptée par un vote à main levée, Menderes s'y oppose. On procède finalement à un vote public au moyen de papiers de couleur. Menderes appelle personnellement les députés de chaque département à voter contre la proposition, qui est finalement rejetée. La grande résistance des fondateurs du parti à élargir le nombre de membres du comité central nous montre qu'il est essentiel, pour les fondateurs, d'en garder le contrôle.

Une autre anecdote le montre bien. En 1953, Rıfkı Salim Burçak, qui est à l'époque ministre des Douanes et du monopole d'État, se présente aux élections pour intégrer le comité central. Dans le récit qu'il en fait, Rıfkı Salim Burçak explique que ce sont essentiellement ses amis qui ont voulu qu'il se présente, pour qu'il y ait un représentant de l' « Est » au sein du comité central du parti. Cette affirmation est évidemment à prendre avec la plus haute méfiance. En tout cas, Rıfkı Salim ne demande pas son autorisation à Adnan Menderes avant de se porter candidat, ce qui est particulièrement mal pris par le Premier ministre.

La veille des élections, Samet Agaoğlu, un proche de Menderes, téléphone à Rıfkı Salim, pour lui demander de retirer sa candidature, en disant que le Premier ministre « ne souhaite pas que les nouveaux ministres siègent à côté des anciens », ce qui est peut-être une façon de faire sentir à Rıfkı Salim que sa position de ministre est nouvelle, et qu'il la doit aux faveurs du Premier ministre. Rıfkı Salim Burçak répond avec fermeté, en invoquant le service d'autrui : tout ça n'est pas de son ressort ; ce sont d'autres qui ont insisté pour qu'il dépose sa candidature pour que l'Est soit représenté au comité central du parti. Samet Agaoğlu propose alors le nom de Mustafa Zeren, un autre député d'Erzurum et rival de Rıfkı Salim. Bien entendu, ce dernier refuse[139]. Le lendemain, Samet Agaoğlu et Mustafa Zeren diffusent au sein du congrès la rumeur selon laquelle Rıfkı Salim Burçak a retiré sa candidature. Mais ce dernier se présente malgré tout, et il est élu au comité central du parti, au côté de Mustafa Zeren. On voit bien ici les procédés qu'emploient les dirigeants du parti pour manipuler les procédures officielles dictées par les statuts du parti. Il n'est pas question d'interdire la candidature de

[138] *Ibid*., p. 516.
[139] *Ibid*., p. 101.

Rıfkı Salim, ce qui serait contraire aux statuts du parti. La méthode employée par le Premier ministre est de faire pression, de façon subtile, sur Rıfkı Salim, en lui faisant comprendre qu'il agit contre sa volonté, et en agitant discrètement les menaces que ferait peser sur lui une chute en disgrâce. Les manœuvres du Premier ministre, ici, tournent court : Rıfkı Salim est élu en même temps que l'autre député qui devait être placé au comité central.

Le lendemain, Rıfkı Salim apprend que le cabinet du Premier ministre a cherché à le joindre plusieurs fois à son domicile. Il se rend donc, en fin de journée, au cabinet ministériel. Là il est accueilli par Adnan Menderes, Samet Agaoğlu, adjoint au Premier ministre et ministre d'État, Refik Koraltan, le président de l'assemblée, Fuat Koprülü, le ministre des Affaires étrangères, et Fevzi Lütfi Karaosmanoğlu, adjoint au ministre de l'Intérieur. Ce sont tous des fondateurs du parti, ou des proches de fondateurs. L'ambiance est tendue ; après l'échange des quelques amabilités de rigueur, Refik Koraltan prend la parole pour expliquer qu'Adnan Menderes a demandé personnellement à deux vieux amis, Hulusi Köymen et Nuri Ozsan, de retirer leur candidature au comité central du parti, parce qu'il y avait déjà trop de ministres au sein du comité central du parti. Maintenant que Tevfik Ileri et Rıfkı Salim Burçak ont été élus au comité central, cela met le Premier ministre dans une situation très inconfortable ; il demande donc à Rıfkı Salim de se retirer du comité central[140].

Ce dernier annonce alors qu'il est prêt à démissionner de son poste de ministre pour pouvoir rester au comité central ; Refik Koraltan tente à nouveau de convaincre Rıfkı Salim de quitter le comité central, plutôt par la méthode « douce » que par les menaces (« Le Premier ministre vous aime bien, il veut travailler plus longtemps avec vous au sein du cabinet. Quittez le comité central, pas le cabinet ministériel »[141].). Menderes tombe dans une colère noire. Finalement, Samet Agaoğlu accepte du bout des lèvres la proposition de Rıfkı Salim, qui se lève et quitte la pièce après avoir serré la main à tous.

Cet épisode montre d'abord que, pour un homme politique, avoir un poste au sein du comité central du parti est une position plus importante qu'un poste ministériel. Il montre aussi les moyens dont dispose Adnan Menderes pour gérer les relations de pouvoir au sein du parti : il demande personnellement à Rıfkı Salim de retirer sa candidature. Son entourage se sert d'ailleurs des sentiments d' « amitié » qu'éprouve Menderes envers Rıfkı Salim pour faire pression sur lui. Le discours de Refik Koraltan énonce presque explicitement que le fait d'avoir du pouvoir, au sein du parti, c'est, plus qu'un poste de ministre ou un poste au sein du comité central du parti, d'entretenir de bonnes relations avec le Premier ministre : « le Premier ministre vous aime bien » croit-il bon de

[140] *Ibid*., p. 104.
[141] « Başbakan sizi sever, sizinle daha uzun müddet kabinede birlikte çalışmak istiyor ; bakanlar kurulundan değil, genel kuruldan ayrılırsınız », loc. cit.

rappeler. Enfin, cet épisode nous montre aussi qu'il est possible, pour un homme politique, de se fâcher avec Menderes : Rıfkı Salim ne cède pas à la menace et Samet Agaoğlu est forcé d'accepter sa proposition.

Toutes ces institutions, comité central du parti, groupe parlementaire, conseil des ministres, jouent un rôle de contre-pouvoir par rapport au pouvoir du Premier ministre et celui du président. Mais ces différentes structures sont elles-mêmes doublées par d'autres, moins officielles. Une anecdote de 1956, que raconte Rıfkı Salim Burçak, est à cet égard très révélatrice. Celal Ramazanoğlu, l'un des démocrates de la première heure, se plaint du fonctionnement, très opaque, de la prise de décision. Il raconte que, en mai 1950, après la victoire du Parti démocrate aux élections législatives, le comité central du parti s'est réuni dans la maison de Celal Bayar, pour décider de la personne à placer à la tête du parlement. La discussion s'oriente ensuite vers les postes ministériels, et à qui chaque ministère doit être confié. A ce moment, Celal Bayar annonce que, en tant que président, il a nommé comme Premier ministre Adnan Menderes, qui formera lui-même son cabinet. Ce faisant, il met fin à la tradition qui était celle du Comité Union et Progrès : un petit groupe qui exerce un pouvoir caché, mais central, sur le gouvernement[142]. Par cette anecdote, Celal Ramazanoğlu critique, non le fait que le comité central du parti n'ait pas été consulté pour former le gouvernement, mais que quelques personnes autour de Menderes, dont le nom n'est même pas connu, se chargent de cette tâche (« *adı bile akla gelmeyecek birtakım kimselerle istişareler yapılmış olmasını eleştiriyordu*. »). Vers la fin des années 1950, le comité central du parti perd de l'influence, ne se réunit plus, et lutte de moins en moins efficacement contre le pouvoir pris par l'entourage de Menderes[143]. C'est la montée en puissance des deux figures qui dominent le Parti démocrate, Adnan Menderes et Celal Bayar, et celle de leurs entourages, que nous voulons analyser maintenant.

D. Adnan Menderes et Celal Bayar : une double personnalisation du pouvoir

Si toutes ces instances sont des centres de pouvoir, une seule chose donne réellement du pouvoir : être un proche du Premier ministre, Adnan Menderes, ou du Président, Celal Bayar. Le chapitre 4 nous a permis d'éclairer l'un des aspects de la personnalisation du pouvoir : Adnan Menderes entretient une relation de clientèle avec le pays entier par l'entremise de ses députés, c'est lui qui décide des investissements de l'État. C'est grâce à Adnan Menderes, nous l'avons vu, que Rıfkı Salim Burçak obtient que l'université de l'Est soit fondée à Erzurum. Nous souhaitons à présent analyser une autre facette de la personnalisation du pouvoir : la toute-puissance que construisent conjointement Adnan Menderes et Celal Bayar sur les affaires du parti, le poids de leurs entourages, et la relation entre les deux hommes.

[142] « Bayar (…) İttihat terakki zamanında olduğu gibi Merkezi Umuminin hükûmet üzerinde bir sulta ve hakimiyet kurmasına meydan verilmemek gerektiğini anlatmak istemiş », *ibid*., p. 394.
[143] *Ibid.,* p. 678.

« Menderes (…) était différent jusqu'en 1954. Le jour où les élections de 1954 ont pris fin, une nouvelle période a commencé. », écrit Samet Agaoğlu[144]. Plusieurs autres auteurs affirment que, après 1954, Menderes se sent de plus en plus investi d'une mission[145]. C'est après 1954 que Menderes forme un gouvernement à partir des hommes qui l'entourent : Fatin Rüştü Zorlu, Mukerrem Sarol, Osman Kapani, Namık Gedik, Behçet Uz et Muammer Cavusoğlu, qui resteront presque tous des proches de Menderes. Ce sont tous des députés de l'Ouest de la Turquie. C'est également à partir de 1954 que Menderes montre un mépris croissant pour les règles, même les règles de bienséance. Plusieurs rapports diplomatiques révèlent un certain agacement face à l'habitude de Menderes d'arriver avec, au minimum, trois heures de retard aux rendez-vous, et, parfois, de ne jamais se présenter. Lors d'une visite en Allemagne fédérale, Menderes annule au dernier moment un dîner avec le chancelier, Konrad Adenauer, et le ministre allemand de l'économie, Ludwig Erhard[146]. Plusieurs autres sources le mentionnent : Vehbi Koç, alors qu'il a rendez-vous avec Menderes, s'étonne de voir qu'une trentaine de personnes attendent déjà devant son bureau. Au conseil des ministres, Menderes n'aime pas qu'on prenne des notes ; il refuse tout ordre du jour pour les réunions[147]. Il passe beaucoup de temps au Park Otel, à Istanbul, avec ses amis, au lieu d'être à Ankara. Vers la fin de la période, il est fréquent que les ministres soient nommés, ou retirés de leurs fonctions, sans en être informés. Lors de la discussion, au parlement, du budget de l'année 1960, les députés CHP reprochent à Menderes de n'avoir pas mis un pied au parlement depuis un an[148]. La pratique de gouverner depuis Istanbul, et l'importance prise par l'entourage, ne sont pas sans rappeler celles de Mustafa Kemal vers la fin de sa vie[149].

Nombre de ses proches racontent la très grande susceptibilité de Menderes. Il ne supporte pas les désaccords, interprète toute critique comme un complot ourdi contre lui-même. Il se met en colère, quitte les réunions en leur beau milieu à cause d'une parole malheureuse. Toutes ces habitudes ne sont pas seulement des traits de caractère qui relèveraient de l'anecdotique. C'est aussi, pour le leader, une façon de rappeler constamment son importance. Cela impose à tous ceux qui l'entourent de faire très attention à ce qu'ils lui disent ; c'est aussi une façon de rapporter tous les conflits au sein du parti à sa propre personne. D'autre part, tous les gens qui l'ont fréquenté rappellent toujours le caractère charmeur, séducteur, de Menderes qui, après s'être fâché, n'a aucun mal à pardonner ni à se faire pardonner. Vehbi Koç raconte dans ses mémoires l'anecdote suivante : le 4 juillet 1955, le célèbre homme d'affaires est convoqué à Ankara par l'intermédiaire du préfet de police d'Istanbul. Des

[144] Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes*, *op. cit*., p. 103.
[145] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 265.
[146] Cihat Baban, *Politika galerisi*, p. 163. Cité dans Tanel Demirel, *op. cit*., p. 270.
[147] Ercümant Yavuzalp, *Menderes'le anılar*, Bilgi, Ankara, 1991, p. 17. Cité dans Tanel Demirel, *op. cit*., p. 269.
[148] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 637.
[149] Erik Jan Zürcher, *op. cit*., p. 189.

rumeurs selon lesquelles il alimentait le marché noir ont poussé Menderes à le convoquer pour lui « donner une leçon »[150]. Après la réunion, Menderes va voir Koç pour lui dire qu' « il a rendu de grands services à la nation », qu'il « a besoin d'hommes d'affaires comme lui ». Il écrit une lettre de recommandation à Henry Ford pour lui. Cette pratique du « coup de sang », à laquelle fait suite une prompte réconciliation, était manifestement très commune de la part de Menderes. Après une dispute avec Rıfkı Salim Burçak, où Menderes quitte la réunion au beau milieu, ce dernier revient le voir le lendemain, en lui disant qu'il était « désolé » d'apprendre que Rıfkı Salim avait mal pris son départ de la veille, qu'il n'avait pas agi dans l'intention de le vexer, mais de le laisser parler. « Le Premier ministre prenait toujours garde de se faire pardonner », commente Rıfkı Salim[151].

Ce caractère changeant, tour à tour colérique et suave, est, comme le fait remarquer Samet Agaoğlu, une façon très habile de naviguer au sein des relations politiques. « Menderes n'a jamais été sous l'influence d'untel ni d'untel. C'est simplement que, à certains moments, ça l'arrangeait d'en avoir l'air. » explique-t-il dans une biographie de Menderes[152]. Se fâcher est aussi une façon d'éviter d'avoir à refuser froidement un avantage à quelqu'un qui le lui demande. L'un de ses proches conseillers, Ahmet Salih Korur, indique que Menderes était « incapable de donner à quiconque, en face, une réponse négative »[153]. D'ailleurs, beaucoup d'hommes importants, au cours de la période, se disputent avec Menderes pour se réconcilier avec lui ensuite ; une dispute n'est absolument pas signe de rupture définitive : en 1952, par exemple, Adnan Menderes se fâche avec Tevfik Ileri, qui, pourtant, deviendra par la suite l'un de ses plus proches amis, et restera à ses côtés jusqu'au coup d'État de 1960, et même ensuite en prison[154].

D'autre part, l'entourage de Menderes prend de plus en plus d'importance au fil de la période. Cet entourage joue aussi un rôle dans la personnalisation du pouvoir au sein du Parti démocrate : les critiques à l'égard de Menderes touchent toujours son entourage, plutôt que sa propre personne. C'est ce que montre la « crise du droit de preuve », en 1955.

[150] « Çağırın şu Koç'u haddini bildirelim ! ». Can Dündar, Özel arşivinden belgeler ve anılarıyla Vehbi Koç, vol 1, p. 189-192. Cité dans Tanel Demirel, *op. cit.,* p. 272.
[151] « Başbakan (…) « Rıfkı bey sizden özür dilerim, geçen gün ben ayrıldım ki, daha rahat konuşasınız, halbuki benden sonrası konuşmamışsınız » diyerek gönlümü aldı. Başbakan bu noktalara daima dikkat ederdi. », Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.,* p. 548.
[152] « Menderes hiç bir zaman falan ve filanın etkisi altında kalmamıştır. Sadece böyle gözükmeyi lüzumlu bulduğu günler de olmamış değil. », Samet Agaoğlu, *Arkadaşım Menderes*, p. 153. Cité dans Tanel Demirel, *op. cit*., p. 273.
[153] Ahmet Salih Korur, « 27 mayis ve Menderes », Abdi İpekçi ile söyleşi, Milliyet, 26 mai 1975. Cité dans Tanel Demirel, *loc. cit*.
[154] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 144.

1. L'entourage de Menderes : bouc émissaire de la crise du droit de preuve

En octobre 1955, un groupe de 19 députés du Parti démocrate signent une proposition de loi pour donner aux journalistes un « droit de preuve » : le droit, s'ils accusent un membre du gouvernement ou un agent de l'État, de prouver leurs accusations en diffusant dans la presse les documents faisant office de preuve. Cette question cristallise les tensions au sein du parti ; Adnan Menderes, qui juge que cette proposition n'a rien à voir avec le droit de preuve, mais que c'est un coup monté, soutenu par le CHP, pour le faire tomber, exclut 9 des signataires du parti ; les 10 autres démissionnent[155]. Le 29 novembre 1955, lors d'une réunion, le groupe parlementaire du Parti démocrate exige la démission de tous les ministres, à part Adnan Menderes.

Les tensions qui mènent à la crise du « droit de preuve », à l'automne 1955, concernent le groupe qui entoure Menderes, plutôt que Menderes lui-même. A Istanbul, à l'automne 1955, Orhan Köprülü, le président de la branche du DP à Istanbul, a réussi à écarter du pouvoir la faction de Mükerrem Sarol, qui est un proche d'Adnan Menderes – « tout le monde savait que M. Menderes avait une faiblesse pour Sarol » (« *Adnan beyin Sarol'a karşı zaafı olduğu biliniyordu* ») dira plus tard Rıfkı Salim Burçak[156]. A un autre moment, Emin Kalafat rapporte que Fuat Köprülü, qui démissionne de son poste de ministre des affaires étrangères en 1956, se soit plaint que Menderes soit entouré, « d'un côté, de Tevfik Ileri, de l'autre, de Mükerrem Sarol »[157]. Durant tout le mois de novembre, de sévères critiques sont formulées, au sein du groupe parlementaire, contre les ministres connus pour être des proches de Menderes. Le ministre du commerce et de l'économie, Sıtkı Yırcalı, ainsi que le ministre des finances, Hasan Polatkan, connus pour être des proches de Menderes, sont particulièrement visés - fait intéressant, ce sont moins les ministres eux-mêmes que leur entourage qui sont visés au sein du groupe parlementaire[158]. Lors de la réunion du groupe parlementaire du 29 novembre 1955, les membres du groupe demandent la démission de tous les ministres, un à un, mais ils ne touchent pas à Menderes.

Le récit que fait Rıfkı Salim Burçak de cet épisode donne à voir un groupe parlementaire à la recherche de boucs émissaires. « Au fur et à mesure qu'il renversait les ministres, le groupe s'agitait, s'excitait. Il voulait des nouvelles victimes ; dans la rumeur et le désordre, on entendait la voix de l'un des membres qui criait : « le conseiller aussi, le conseiller aussi ! » écrit dans ses mémoires Rıfkı Salim Burçak[159].

---

[155] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 261.
[156] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 373.
[157] « Senin bir yanında Tevfik İleri, bir yanında da Mükerrem Sarol olduktan sonra ben buna razı olmam. ». Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 418.
[158] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 354.
[159] « Bakanları devirdikçe coşan ve köpüren grup simdi yeni kurbanlar istiyor, gürültü ve şamata arsında üyelerden birinin de « müsteşar da, müsteşar da ! » diye bağırdığı duyuluyordu. », *ibid.,* p. 362.

> « Lorsque le Premier ministre a dit : « moi aussi, je laisse mon destin entre vos mains ! », ces mots ont laissé une impression profonde et apaisante sur le groupe. Adnan Menderes était à présent le chéri du groupe parlementaire du Parti démocrate. Les derniers mots du Premier ministre ont eu un effet magique sur le groupe qui n'écoutait plus rien, et avaient plongé les députés dans un hébétement et même une forme de crainte. Ces mots avaient-ils révélé qu'ils risquaient de perdre, dans le bruit et le chaos, le leader qu'ils embrassaient avec affection depuis des années ? (…) Les membres du groupes montrèrent la confiance qu'ils ressentaient pour leur leader en se mettant debout et en levant leurs mains au ciel, avec émotion, et même avec exaltation »[160].

Si la scène finale que décrit Rıfkı Salim Burçak, dans laquelle les députés lèvent leurs mains au ciel pour acclamer le leader est peut-être sujette à caution. L' « exaltation » que décrit l'auteur est peut-être un effet de son imagination. Toutefois, si on prend tout le déroulement de la scène, il est possible de penser qu'elle dit quelque chose des rapports de pouvoir au sein du parti. Les critiques des députés sont dirigés exclusivement envers l'entourage d'Adnan Menderes ; le pouvoir de ce dernier reste inchangé, voire renforcé, à l'issue de cet événement. Il est certes possible de penser que c'est l'entourage de Menderes qui est responsable de ses politiques. Mais force est de constater que, par un effet d'exutoire, la figure de Menderes est protégée par l'existence de ses proches amis, qui sont les seuls à subir la colère des députés. Plus tard, une enquête est ouverte contre trois des hommes les plus proches de Menderes au sein du parti : Sıtkı Yırcalı, Hasan Polatkan et Fatin Rüştü Zorlu. En 1956, lorsqu'il quitte le parti, Fuat Köprülü se plaint, entre autres, de ce que Menderes gère tout absolument seul. Mais il se plaint aussi qu'il ne s'entoure que de « flagorneurs » (« *başbakanın etrafında sadece dalkavukların toplandıklarını (...) söyledi.* »[161]. Plus tard, alors qu'il se plaint devant le comité central du parti, il se plaint des proches du Premier ministre, qui, selon lui, sont à l'origine des conflits entre le Premier ministre et lui : il mentionne les noms de Emin Kalafat, Samet Agaoğlu, Mükerrem Sarol, Fatin Rüştü Zorlu[162]. Cette idée rappelle, toute proportion gardée, les développements de Farhad Khosrokhavar sur l'entourage de Khomeyni, qui assure en toute circonstance l'innocence du Guide. Pour les jeunes révolutionnaires qui ont pris Khomeyni pour leader, toutes les trahisons à l'idéal révolutionnaire sont le fait de l'entourage de Khomeyni, jamais de Khomeyni lui-même[163]. Même si les situations ne sont pas du tout les mêmes, c'est, ici, la fonction de l'entourage que nous voulons souligner ; elle dit quelque chose de la fonction de leader, et, au-delà, de la personnalisation du pouvoir.

---

[160] « Başbakan'ın « simdi ben de kaderimi sizin reylerinize terk ediyorum ! » yolundaki sözleri grup üzerinde çok derin ve okşayıcı bir tesir bıraktı. (…) Adnan Menderes, Demokrat Parti Meclis Grubunun simdi sevgilisi idi. Başbakan'ın son sözleri, bu söz dinlemeyen grup üzerinde sihirkar bir tesir bırakmış ve milletvekillerini şaşkınlığa, hatta bir nevi korkuya düşürmüştü : kendisini yıllardır sevgi ile kucakladıkları liderlerini, bu gurultu ve şamata arasında kaybetmek tehlikesi mi belirmişti ? (…) Grup üyeleri büyük bir heyecan, hatta galeyan içerisinde ayağa kalkarak ve ellerini havaya kaldırarak liderlerine duydukları güveni açıkladılar. », p. 363.
[161] *Ibid.,* p. 421.
[162] *Ibid*., p. 451.
[163] Farhad Khosrokhavar, L'utopie sacrifiée : sociologie de la révolution iranienne, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993, p. 245-247.

Menderes n'est pas le seul leader du parti : Celal Bayar conserve, tout au long de la période, une importance centrale. Les rapports entre les deux hommes façonnent un pouvoir bicéphale au sommet du Parti démocrate, et ont été bien étudiés. Nous voulons essayer de montrer ici que, quels qu'aient été leurs différends, les deux hommes partageaient la même vision du parti et des orientations générales à donner à la politique du gouvernement.

2. Les relations entre Bayar et Menderes : une convergence de vues

Les relations entre Celal Bayar et Adnan Menderes, qui, de plus en plus, maîtrisent à eux deux l'essentiel du pouvoir délicates à saisir. Menderes raconte lui-même que, lorsque le Parti démocrate gagne les élections en 1950, Fuat Köprülü était pressenti pour devenir Premier ministre. Il était plus connu, plus vieux et plus influent que Menderes. C'est Bayar lui-même qui a refusé, n'ayant aucune confiance en Köprülü, qu'il prenait pour un homme léger, un dilettante[164]. Tanel Demirel estime que si, pendant toute la période qui va de 1946 à 1954, Celal Bayar contrôle Menderes, ce n'est plus le cas après 1954. Celal Bayar, à la fin des années 1950, était surnommé le « sultan Reşat » - en allusion au dernier sultan de l'Empire ottoman, arrivé au pouvoir en 1909 alors que les Jeunes Turcs gouvernaient en réalité le pays, pour souligner son impuissance et se faiblesse[165].

Plusieurs éléments permettent de nuancer cette analyse. D'abord, Celal Bayar a toujours été plutôt un homme de l'ombre par rapport à Adnan Menderes. Il a moins de contacts avec l'extérieur du pouvoir, prend moins part aux réunions. Il a une pratique indirecte du pouvoir, à l'image de ce qu'était le Comité Union et Progrès, ce qui ne signifie pas qu'il a, en fait, moins de pouvoir. Plusieurs députés comparent Celal Bayar à un stratège, un banquier – ce qu'il était. Alors qu'une enquête menace d'être ouverte sur Sıtkı Yırcalı, un proche de Celal Bayar, ce dernier ne l'appelle pas, ne se manifeste pas à lui. « Bayar se comporte exactement comme un banquier. Si vous êtes sur le point de perdre un tout petit peu de la considération dont vous jouissez, il coupe aussitôt tout crédit », se plaint ce dernier (« *Bayar, aynen bir bankacı gibi davranır, itibarinizi azıcık kaybedecek olursanız kredinizi hemen keser*. »). Plus tard, Celal Ramazanoğlu lui confie la même chose : il voit Celal Bayar comme un homme de calcul, alors que Menderes accorderait beaucoup plus d'importance aux relations humaines[166].

Plusieurs fois, Bayar intervient pour influencer les décisions des uns et des autres, ce qui montre qu'il est très bien informé des rumeurs. Il est rare qu'il essaye, en personne, d'influencer la décision d'un responsable du parti, mais il passe souvent par une tierce personne. Alors que Nedim

[164] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 105.
[165] Emrullah Nutku, *op. cit*., p. 285.
[166] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 379.

Ökmen veut se porter candidat à la présidence du parti, Celal Bayar appelle Tevfik Ileri, en lui disant qu'il faut que Nedim Ökmen renonce à poser sa candidature[167]. A la toute fin des années 1950, Bayar appelle Mustafa Zeren, l'un des députés d'Erzurum, pour lui dire de faire savoir à Rıfkı Salim Burçak, un autre député d'Erzurum, qu'il lui demande de ne pas parler devant le groupe parlementaire contre la proposition de loi que Menderes fera[168].

De plus, Celal Bayar dispose de soutiens propres au parlement : Selahattin Canka, un homme politique local d'Adana raconte que, durant la dernière période parlementaire, Bayar disposait de 100 députés au parlement, qui lui étaient liés : ces députés étaient appelés « *celali* » (ceux de Celal) ou « *yaylaci* » (les « transhumants »)[169]. Celal Bayar raconte à Emin Kalafat que, pendant toute la période, Menderes lui a présenté plus de quinze fois sa démission mais que, comme il ne voyait personne d'autre à nommer Premier ministre, Bayar a toujours refusé ces démissions. Un jour qu'il déchirait la lettre de démission de Menderes sous ses yeux, ce dernier clame sa joie, entoure Bayar de ses bras et l'embrasse[170]. Pourtant, les lettres de démission sont aussi une façon, pour Menderes, de rappeler à Bayar qu'il n'a d'autre choix que de le garder comme Premier ministre. Il semblerait que Menderes, plusieurs fois, ait présenté sa démission à Bayar pour peser dans un rapport de force qui opposait les deux hommes ; en 1957, Bayar demande personnellement à Menderes de nommer Yusuf Ziya Öniş gouverneur (*vali*) d'Istanbul – Bayar avait promis ce poste à Yusuf Ziya Öniş. Menderes refuse. « C'est ma faute », ajoute Menderes, « pour que vous le lui promettiez, c'est sûrement que je me suis comporté d'une façon qui vous a laissé croire que c'était possible. Je démissionne donc de mon poste de Premier ministre. ». Bayar refuse la démission et l'histoire se termine là[171]. Certes, il y a la une manœuvre de la part de Menderes. Mais ce jeu des lettres de démission peut aussi signifier que, de fait, Adnan Menderes n'a jamais perdu la confiance de Celal Bayar, et que les deux hommes étaient d'accord sur la politique à suivre.

Nous savons que quelques conflits ont eu lieu entre Bayar et Menderes, notamment pour les candidats à l'investiture électorale sur les listes DP[172]. Cependant, plusieurs sources indiquent, vers la fin des années 1950, l'impuissance de Menderes à tenir tête à Bayar plutôt que l'inverse. Lorsqu'il revient de Londres où il a survécu à un terrible accident d'avion, Samet Agaoğlu dit à Menderes qu'il faut absolument adopter une attitude plus souple à l'égard de l'opposition CHP. Menderes répond qu'il est d'accord, et prêt à adopter une attitude moins dure. Cependant, après une entrevue avec Celal

[167] *Ibid.,* p. 448.
[168] *Ibid*., p. 682.
[169] « o tarihte Mecliste 100 kadar « yaylacı » veya « celali » diye adlandırılan Bayar'a siki sıkıya bağlı mebus vardı ! ». Selahattin Canka, *op. cit*., p. 379.
[170] Erim, *Günlükler 1925-1979*, p. 642. Cité dans Tanel Demirel*, op. cit*., p. 271.
[171] « Ben bir hata etmişim ; ona bir turlu bir vaadde bulunmanız için size müsait davranmış ve bu davranışımla hatayı ben yapmışım. Bu sebeple de başbakanlıktan ayrılmalıyım », Rıfkı Salim Burçak, p. 479.
[172] Ferzende Kaya, *Mezopotamya sürgünü*, *op. cit*., p. 102.

Bayar, il continue d'adopter une position très dure vis-à-vis de l'opposition. Tanel Demirel interprète cette attitude comme une difficulté à dire non à Samet Agaoğlu, plutôt qu'une soumission à l'influence de Celal Bayar[173].

Vers la fin des années 1950, Celal Bayar est le chef de file de la ligne « dure » vis-à-vis de l'opposition[174]. Rıfkı Salim Burçak s'en étonne, dans la mesure où, avant 1950, Celal Bayar était le principal artisan d'une politique très mesurée à l'égard du CHP[175]. A l'ouverture d'une réunion du comité central du parti en 1956, Celal Bayar raconte que « quelqu'un » (il ne précise pas qui) lui a dit que seule une dictature pourrait permettre de sauver le pays, qu'il devait prendre ce titre (« *Bu memleketi ancak bir diktatörlük kurtarabilir. O sıfatla ortaya çıkmalısın* ! »). Après avoir raconté cela, Bayar affirme que le parti doit rester fidèle à la poursuite d'un régime pluripartite, mais qu'il n'y avait pas, chez l'opposition, de « sentiment de la patrie » (« *çok partili demokratik rejimin devamına sadakatle bağlı bulunduğumuzu, ama muhalefette vatan duygusunun bulunmadığını ifade etti.* »). A un autre moment, Celal Bayar critique la presse, à qui le gouvernement vend du papier à un prix en-dessous des prix du marché, et qu'il subventionne grâce aux annonces officielles. « Nous donnons des millions à la presse. C'est donc pour qu'ils diffusent des images de jambes nues et pour qu'ils nous attaquent que nous faisons cela ? (« *Gazetelere milyonlarca döviz veriyoruz. Baldır-bacak resimleri yayınlamaları ve bize hücum etmeleri için mi bunu yapıyoruz* ? »)[176]. Quelques jours plus tard, le 5 avril 1956, lors d'une réunion, Celal bayar déclare que l'opposition, avec les meetings et les luttes de ces derniers jours a fait souffler sur le pays un vent de révolution, et que les ennemis de la patrie et les communistes jouent un grand rôle dans ce souffle révolutionnaire (« *Muhalefetin son zamanlardaki mitingleri ve mücadelesi ile memlekette bir ihtilal havasının esmeye başladığını (...) bu ihtilal havasının estirilmesinde memleket düşmanlarının da, komünistlerin de büyük rolleri olduğunu anlattı.* »)[177].

Sur ce sujet, les deux hommes semblent remarquablement d'accord. Souvent, un même argument se retrouve, une fois dans la bouche de l'un, et, ensuite, dans la bouche de l'autre. Les deux hommes se retrouvent dans une haine de la presse et des journalistes, qu'ils considèrent comme ingrats et injustes[178]. Les deux considèrent que les réductions des libertés ne sont rien par rapport au développement matériel que le Parti démocrate a offert à la Turquie ; plusieurs fois, l'un et l'autre évoquent l'idée que le peuple ne veut que des ponts, des routes, des services matériels, et qu'ils n'ont que faire des droits de l'opposition. A son retour de Thrace, Bayar dit que les citoyens n'ont pas parlé

[173] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 272.
[174] *Ibid*., p. 593.
[175] *Ibid*., p. 775.
[176] *Ibid.,* p. 400.
[177] *Ibid*., p. 402.
[178] *Ibid*., p. 625.

de « cette histoire de pierre », faisant allusion à une pierre jetée par un manifestant à la tête d'Inönü, qui l'aurait blessé[179]. Pour lui, c'est le signe que le respect de l'opposition n'est qu'une chimère inventée par Inönü. Menderes, lui aussi, fait plusieurs fois la même réflexion. Alors que les députés d'Erzurum tentent de le raisonner et de lui dire qu'il faut respecter les lois de la démocratie, il se met en colère, affirme que le peuple veut la sécurité, qu'il ne veut pas d'une « démocratie sans valeur » et déclare : « Est-ce que vous êtes allé à Erzurum récemment ? Qu'est-ce qu'ils vous ont dit ? De l'eau ? Des routes ? Du service? Ou ces idées-là [le respect de la démocratie] ? » (« *Bu sefer Erzurum'a teşrif ettiniz mi ? Size ne söylediler ? Yol mu, su mu, hizmet mi istediler, yoksa bu fikirleri mi ?* »)[180] . Comme le dit Rıfkı Salim Burçak, il serait faux de considérer que Menderes était sous la coupe de Celal Bayar à la fin des années 1950. Il souligne qu'au moment du coup d'État du 27 mai 1960, Menderes était le premier leader du parti[181]. Les deux hommes étaient profondément d'accord, même si c'était peut-être pour des raisons différentes, sur la nécessité de d'adopter une position extrêmement dure vis-à-vis de l'opposition. Selon Rıfkı Salim Burçak, la seule différence entre les deux hommes était qu'il arrivait à Menderes de douter, de vouloir se réconcilier avec l'opposition. Ce qui n'était jamais le cas de Celal Bayar[182]. S'il y a eu des différends de nature idéologique entre les deux hommes, ils ont concerné des questions comme la laïcité ou la question kurde, sur lequel Bayar était intraitable, et fidèle à l'orthodoxie unioniste.

Conclusion

Ce chapitre se donnait pour objectif de comprendre les moyens de faire carrière au sein du Parti démocrate, et la distribution des relations de pouvoir au sein du parti. Plus généralement, il s'agissait de répondre à une question centrale de la sociologie de changement de régime, que nous posions en introduction : en quoi le passage d'un régime de parti unique à la compétition partisane modifie-t-elle la définition de ceux qui sont admis à exercer la représentation politique ? Pour ce faire, nous avons choisi d'aborder les questions par les trajectoires concrètes et les moyens de faire carrière au sein du parti, plutôt que par une sociographie des élites parlementaires. Nous avons construit notre propos sur l'idée qu'il est fondamental d'être député pour entamer une carrière au sein des instances nationales du parti ; la clé du passage d'une carrière locale à une carrière nationale, c'est donc l'investiture électorale sur les listes du parti, plutôt que les élections législatives en elles-mêmes. C'est pour cette raison que le Parti démocrate joue un rôle essentiel dans la définition des élites parlementaires.

[179] *Ibid*., p. 625.
[180] « Sahte ve soysuz demokrasi edebiyatıyla hakikatleri bir tarafa bırakmak bizim için mümkün değildir. », *ibid*., p. 657.
[181] *Ibid*., p. 776.
[182] *Ibid*., p. 777.

Notre réflexion a eu lieu en trois temps, qui voulaient coller aux différentes étapes de la carrière d'un homme politique du Parti démocrate. La première section a pris pour objet l'investiture électorale, qui est un moment-clé du passage d'une carrière locale à une carrière nationale. Nous avons d'abord étudié la présentation de soi des candidats à l'investiture électorale, qui montrent l'idée qu'ils se font de la représentation ; nous avons ainsi pu montrer l'importance de l'ancrage local : les députés ne représentent pas la nation entière, ils représentent avant tout un département. D'autre part, les candidats cherchent à s'ériger en modèles, et à mettre en exergue leur capacité à exercer des fonctions politiques par tout ce qui les distingue du peuple qu'ils veulent représenter. Ce n'est pas un hasard si les candidats mettent tant de soin à se présenter pour les investitures électorales : l'investiture électorale est l'événement politique le plus important de la séquence électorale, comme nous avons pu le montrer au cours de ce développement. Les dirigeants du parti participent aussi, par le droit de veto qu'ils exercent sur les listes de candidats élus par la base du parti, à la définition des élites parlementaires. Leur définition des acteurs habilités à représenter les électeurs n'est pas fondamentalement différente de celle du CHP dans la période de parti unique ; nous l'avons montré à travers deux exemple, celui des candidats kurdes d'Erzurum, qui ont presque tous fait l'objet d'un veto en 1954, et celui des femmes, en croisant les carrières de deux femmes du Parti démocrate, l'une cooptée pour devenir députée en 1954, et l'autre, militante de la base, qui n'a jamais passé la barrière de l'investiture électorale.

Nous avons ainsi pu observer, dans une deuxième section, les défections au Parti démocrate d'hommes politiques locaux qui n'avaient pas réussir à faire inscrire leur nom sur les listes électorales. Nous avons montré que ces défections, loin d'être des ruptures définitives, à moins de renoncer à une carrière nationale, étaient plutôt un mode de régulation de la compétition intra-partisane, intégré à des stratégies précises de la part des hommes politiques locaux. Ainsi, ce développement éclaire aussi la dimension très importante de la *croyance* dans la constitution d'un parti en parti dominant. C'est parce que tous les hommes politiques locaux *croient* que le Parti démocrate va gagner les élections qu'ils cherchent à tout prix à le réintégrer, en emmenant derrière eux leur clientèle.

Une dernière section de notre analyse concernait les relations de pouvoir au sommet du Parti démocrate. Nous avons essayé de déterminer quelles institutions, quels groupes, ou quels individus avaient du pouvoir au sein du parti. Cette dernière sous-partie nous a permis de dénaturaliser le Parti démocrate, en montrant que le groupe parlementaire, en particulier, a joué un rôle de contestation du pouvoir du Premier ministre, jusqu'au début de 1960, juste avant le coup d'État. Mais c'est surtout la progressive concentration du pouvoir entre les mains d'Adnan Menderes et de Celal Bayar que ce développement nous a permis d'analyser. Nous avons ainsi pu montrer que l'entourage de Menderes a, au long de la période, canalisé les critiques et les mécontentements qui auraient du s'adresser à sa

personne. Enfin, nous avons décrit les relations entre les deux hommes, que nous comprenons comme une convergence de vue, du début à la fin de la période.

Conclusion de la troisième partie

Les chapitres 4 et 5 de cette troisième partie s'interrogeaient, sous un angle différent, sur les dynamiques du fonctionnement du Parti démocrate. Nous nous sommes particulièrement attachée à décrire et à analyser les règles non-écrites, les pratiques informelles, qui sont d'une importance capitale pour comprendre les dynamiques qui structurent le parti. Ces deux chapitres nous ont ainsi permis de mener une réflexion conjointe sur les différents fils qui composaient notre problématique : l'ancrage social du Parti démocrate, les rapports structurants entre le niveau local et le niveau national, et, enfin, la nouvelle définition des élites admises à faire de la politique, et la personnalisation du pouvoir.

Le chapitre 4 a pris pour objet un principe de fonctionnement du parti, que nous avons pu, au cours de notre fréquentation des sources, identifier comme décisif : le factionnalisme. En particulier, il nous a semblé que le factionnalisme, en plus d'affecter le niveau local et le niveau national, était aussi un mode d'interaction entre ces deux niveaux. C'est pourquoi nous avons voulu rassembler toutes ces dimensions en un seul chapitre. Nous avons ainsi pu montrer que le factionnalisme était tout à la fois un mode d'ancrage social et de recrutement de la « base » du parti, un principe producteur de « règles du jeu » spécifiques, que nous avons tenté de dévoiler, un élément déterminant des pratiques politiques sur la scène locale. Le factionnalisme est aussi un mode d'interaction entre les acteurs locaux et les acteurs nationaux ; nous avons pu montrer qu'il détermine, finalement, un mode de représentation. Les députés d'un département sont avant tout des chefs de faction qui doivent rétribuer des clientèles locales, et sont en lutte avec d'autres factions pour l'allocation des ressources. Ainsi, le factionnalisme nous donne à voir et à comprendre, au-delà même du fonctionnement du parti, un mode de gouvernement et d'allocation des ressources. Les dirigeants du parti, au plus haut niveau, deviennent des super-patrons de clientèle, qui choisissent d'allouer les ressources publiques en fonction des rétributions qu'ils doivent aux différentes factions qui les entourent. Ce faisant, le factionnalisme nous donne à comprendre la personnalisation du pouvoir.

Le chapitre 5 nous a permis d'aborder la question des possibilités, pour un homme politique local, de faire carrière au sein d'un parti et, ainsi, de répondre à la question de la représentation et des élites habilitées à la pratiquer. Nous avons ainsi pu voir que le changement de régime et l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate n'ont pas fondamentalement brisé les « plafonds de verre » qui empêchent l'ascension de députés locaux au sein du parti. Que ce soit à cause des origines unionistes des

dirigeants du parti, personnalisés par la figure de Celal Bayar, ou, plus généralement, en vertu d'une imitation inconsciente du modèle que forme le Parti républicain du peuple, les acteurs habilités à faire de la politique reste des hommes, plutôt venus de l'Ouest du pays, turcs, sunnites, diplômés, et urbains. Malgré cela, nous avons pu observer les stratégies développées par les candidats malheureux, et voir comment la compétition partisane a pu être instrumentalisée par ces acteurs, pour faire pression sur le Parti démocrate. Les défections nous ont permis de mettre à jour un élément essentiel de la constitution d'un parti en parti dominant : la croyance des électeurs en sa domination sur le champ politique. C'est ce qui explique que les hommes politiques locaux choisissent toujours de regagner le Parti démocrate, qui est vu comme le seul parti capable de leur garantir un accès au pouvoir. La dernière section du chapitre 5 nous a permis de comprendre, plus en détail, le retour à une situation autoritaire, au sommet de l'État, par l'influence croissante d'Adnan Menderes et de Celal Bayar sur les affaires du parti. Nous avons essayé de montrer comment Menderes et Bayar ont pu acquérir plus de pouvoir, en contournant les règles écrites qui ordonnent le fonctionnement du parti.

Nous avons affirmé que la *croyance* que le parti allait gagner les élections était essentielle pour comprendre la constitution du Parti démocrate en parti dominant. Comment expliquer cette croyance ? Y a-t-il des raisons de l'ordre du discours, de la syntaxe élaborée par le Parti démocrate, qui peut nous aider à comprendre, sous un autre rapport, sa domination sur le champ politique ? Nous chercherons maintenant, dans une 4e partie, à comprendre l'élaboration concrète d'une syntaxe dominante par le Parti démocrate, en nous penchant sur les configurations sociales, particulières qui l'ont portée.

Quatrième partie. Milieux partisans

Introduction à la quatrième partie

Nous analysons dans cette quatrième et dernière partie (chapitres 6, 7, et 8), la construction sociale de l'identité du Parti démocrate. Il s'agira de comprendre quels groupes sociaux ont investi le parti, et comment ils ont participé à la mise en forme de son identité. Nous avons, au chapitre 3, mis en cause l'idée d'un soutien massif des paysans au Parti démocrate. Cette critique était au nom d'une hétérogénéité des paysans en Turquie. Nous avions alors laissé dans l'ombre une question plus fondamentale, celle de la représentation des classes sociales par les partis politiques. L'idée qu'un parti politique représente une ou plusieurs classes sociales relève à la fois d'une longue tradition de sociologie des partis politiques, et du sens commun le plus ancré[1].

Le sens commun, pris dans une acception sans nuance péjorative, c'est d'abord celui des historiens. Pour le Parti démocrate, par exemple, plusieurs auteurs se sont penchés sur cette question[2]. Les auteurs de tendance marxiste considèrent presque tous que le Parti démocrate a été le parti de la bourgeoisie, alliée, soit aux élites locales, soit aux paysans. Pour Ergün Özbudun[3], le succès du Parti démocrate repose sur l'alliance entre la bourgeoisie commerciale et industrielle des villes, la bourgeoisie de province – les grands propriétaires terriens – et la bureaucratie d'État. Tarik Zafer Tunaya se limite à pointer une alliance entre la bourgeoisie commerciale des villes et les grands propriétaires terriens[4]. Selon Ismail Cem, le Parti démocrate est issu d'un conflit au sein des classes dominantes ; le Parti démocrate est le parti de la bourgeoisie économique et de la bourgeoisie de province contre la bureaucratie[5]. Pour Emre Kongar, le Parti démocrate est le parti du capital : commercial, terrien, industriel[6]. Toutes ces analyses convergent pour présenter le Parti démocrate comme le parti de la bourgeoisie. Çağlar Keyder est l'auteur qui a livré la version la plus aboutie de cette idée[7], dans un ouvrage consacré à la bourgeoisie en Turquie.

---

[1] La question de la représentation a fait l'objet de récents travaux en théorie politique. Cf. *Raisons politiques*, vol. 50, n°2, 2013, et *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016.
[2] Cemil Koçak résume ces analyses dans *Iktidar ve demokratlar*, *op. cit*., p. 182-191.
[3]Hıfzı Topuz et Hüsamettin Ünsal(dir.), *Cumhuriyetin beş dönemeci* [Cinq tournants de la République], Izmir, Sergi yayınları, 1984, p. 115. Cité dans Cemil Koçak, *Iktidar ve demokratlar*, *op. cit*., p. 185.
[4]Ibid.
[5] Ismail Cem, *Türkiye'de geri kalmışlığın tarihi* [Histoire du sous-développement en Turquie], Istanbul, İş Bankası Kültür Yayınları, 2008, p. 387-388.
[6] Emre Kongar, *İmparatorluktan Günümüze Türkiye'nin Toplumsal Yapısı* [De l'Empire à nous jours, le structure de la société turque], 2 vol., Istanbul, Remzi Kitabevi, 1994, p. 423-424.
[7]Keyder, Çağlar, State and class in Turkey: a study in capitalist development, Londres, Verso, 1987.

Nous avons choisi, pour vérifier ces hypothèses et approfondir l'analyse, d'étudier la structuration du parti à l'échelle locale. En effet, c'est par le local que nous pouvons, à l'instar de Jacques Lagroye, passer du concept de « classe sociale » à celui de « milieu social »[8]. Comme l'explique l'auteur, le concept de classe privilégie les facteurs économiques et la place des membres dans le processus de production. Or les solidarités de classes sont susceptibles d'être dissoutes dans d'autres dimensions, culturelles, idéologiques ou religieuses, au niveau local. C'est ce que remarque Jacques Lagroye pour Bordeaux, où l'attachement à Jacques Chaban-Delmas dépasse de loin, finalement, la simple perception des intérêts de classe. L'emploi du terme de milieu correspond donc à l'effort de compréhension d'un phénomène majeur : l' « existence de groupes sociaux importants et influents dont la solidarité tient à des facteurs d'ordre idéologique, formulés et explicités, parfois même articulés en un ensemble cohérent, par des leaders, des « constructeurs d'opinion »[9]. Ces groupes sociaux sont autre chose que des classes sociales, et prennent appui sur des réseaux de relations sociales historiquement constitués.

Ces réseaux qui gravitent autour du parti, sans y être officiellement rattachés, déterminent les formes de l'identification partisane. Nous avons vu, au chapitre 4, l'importance des réseaux de clientèle au sein du parti. Ces réseaux prennent parfois une forme plus institutionnelle, quand il s'agit de corporations ou de syndicats, par exemple. Michel Hastings, dans son travail sur l'implantation locale du PCF dans une petite ville du Nord, a bien montré que certaines formes de sociabilité et d'identité locale, syndicale et professionnelle, ont modelé la mobilisation communiste[10]. Tous ces réseaux[11], ces organisations et ces groupes forment ce que Frédéric Sawicki a appelé le « milieu partisan »[12].

C'est sur l'étude de ces milieux partisans que nous voulons axer notre analyse. Pour autant, il ne faut pas renoncer à l'exigence de généralité qui est au fondement même de tout travail en sciences sociales. Renoncer, au nom d'une critique de la notion de classe sociale, à l'ambition de dire quels groupes sociaux un parti représente, ce serait céder à la tentation monographique. Nous tenterons donc de montrer, dans cette partie, que l'étude du local peut permettre de préciser, d'invalider, ou d'éclairer des hypothèses qui ont été formulées au niveau macro ou national ; comme le dit Frédéric Sawicki, le

[8] Jacques Lagroye, Société et politique…, op. cit., p. 4.
[9] *Ibid*., p. 4-5.
[10] Michel Hastings, *Halluin la Rouge, 1919-1939 : aspects d'un communisme identitaire.* Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.
[11] Le terme de réseau sera entendu ici comme l'ensemble des relations sociales plus ou moins structurées auxquelles appartient l'individu (famille, lieu de travail, groupe de voisinage). Nous laisserons de côté l'analyse structurale des réseaux sociaux.
[12] Défini précisément comme l' « ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément pour finalité principale de participer à la construction du parti politique, quoiqu'ils y participent en fait par leurs activités », Frédéric Sawicki, *ibid*., p. 24.

local n'est pas le particulier, et chaque site d'interaction doit être considéré comme « produisant à la fois du spécifique et du général […] chaque site peut être vu comme une configuration originale de processus généraux. »[13]. Ainsi, il est possible d'éclairer les processus généraux par ces configurations originales que sont les localités étudiées ; nous verrons ici comment.

Nous montrerons que le cœur de la coalition qui a permis au Parti démocrate de se maintenir au pouvoir pendant dix années, ce sont les milieux conservateurs, et les grands patrons, soit les élites rurales des petites villes, le « monde de la boutique »[14] (en turc « *esnaf* »), porteur d'un conservatisme social et religieux, et les élites commerciales et industrielles des grandes villes. Ces milieux ont été les plus actifs dans la mise en forme symbolique du parti. Ce sont aussi les groupes sociaux dont le soutien au Parti démocrate reste entier après 1955, ce qui n'est pas le cas, nous le verrons au chapitre 8, d'autres groupes, qui avaient pourtant soutenu l'accession au pouvoir du parti. Alors qu'en 1950, le Parti démocrate est soutenu par une large coalition interclasse, après 1954-1955, plusieurs groupes font défection.

Pour le montrer, nous prendrons l'exemple de deux groupes sociaux qui, par leurs activités diverses, ont activement participé à la construction du Parti démocrate : les milieux commerciaux et industriels du département d'Adana (chapitre 6) ; et les boutiquiers et les réseaux religieux du département d'Erzurum (chapitre 7). Un huitième et dernier chapitre, qui se place sur un plan un peu différent, analysera le processus de défection de certains groupes sociaux.

Le milieu commercial et industriel du département d'Adana, que nous étudions au chapitre 6, est plus facile à définir que le milieu conservateur dont nous tenterons de définir les contours pour le département d'Erzurum ; les deux groupes n'ont pas la même taille, pas le même degré de structuration, ni la même influence sociale ou la même proximité aux leaders du parti. Dans le département d'Adana, les commerciaux et les industriels sont un groupe fortement structuré par la provenance géographique ; tous sont issus de familles de marchands sunnites qui sont arrivés de Kayseri ou de Darende après la Première Guerre mondiale ; ils ont profité des politiques d'État pour former une « économie nationale »[15]. Ce n'est pas le cas du milieu conservateur à Erzurum, qui, nous le verrons, forme un groupe plus divers.

[13] *Ibid*., p. 30-31.
[14] Pour reprendre les termes de Nonna Mayer. Voir Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.
[15] Le concept, forgé par le Comité Union et Progrès, renvoie à la mise en place d'une économie expurgée de ses éléments non-turcs, c'est à dire non-musulmans. Nous reviendrons sur ce concept dans la suite du développement.

Nous avons pourtant souhaité, dans chacun des deux cas, respecter les mêmes lignes directrices, en montrant à chaque fois la cohérence du groupe étudié ; et l'identification, soit par affinité objective d'intérêts, soit par proximité idéologique, des membres de ce groupe – au premier chef desquels, bien sûr, ses « leaders » ou membres les plus influents – au Parti démocrate[16]. Nous nous intéresserons ainsi à la façon dont un groupe contribue à modeler l'identité d'un parti, mais aussi à ce que le « parti fait au partisan »[17], c'est-à-dire à la façon dont l'identification au Parti démocrate contribue lui-même à façonner l'identité du groupe[18]. Dans chacun de ces chapitres, nous ne ferons pas l'économie des formes plus institutionnelles qui contribuent à structurer le groupe, comme les chambres de commerce et d'industrie, les banques, les corporations d'artisans.

Un dernier chapitre s'interrogera sur les défections de certains groupes sociaux au Parti démocrate (chapitre 8). Nous montrerons que ces défections contribuent aussi à modeler l'identité du parti. En prenant l'exemple de trois groupes très différents, les petits agriculteurs, le mouvement ouvrier et le mouvement « kurdiste », qui délaissent le parti à partir de 1955, nous tenterons aussi d'éclairer une forme de radicalisation du pouvoir démocrate.

[16] Jacques Lagroye, dans son travail sur les milieux qui soutiennent Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, s'intéressait en premier lieu aux phénomènes de personnalisation du pouvoir au niveau local ; c'est pourquoi il se penche d'abord sur les relations personnelles où le sentiment de proximité à une personnalité. Toutefois, nous nous inspirons de sa méthode pour examiner « l'entremêlement des raisons objectives, d'intérêt économiques, et subjectives (…) » dans l'identification à un parti politique. Voir Jacques Lagroye, *Société et politique*…, *op. cit*., p. 9.
[17] Michel Offerlé, *op. cit*., p. 17.
[18] Frédéric Sawicki, *op. cit*., p. 33.

Chapitre 6. Le Parti démocrate et les milieux d'affaires : l'exemple d'Adana.

Nous souhaitons, dans ce sixième chapitre, étudier le rôle des hommes d'affaires dans la coalition démocrate, par l'étude d'un milieu local, celui des élites commerciales et industrielles d'Adana. Nous montrerons que le Parti démocrate, dans le département d'Adana, a trouvé un fort soutien chez les élites commerciales et industrielles de la ville. C'est ce groupe qui a guidé et nourri la mobilisation pour le parti. Par de nombreux aspects, cette étude de cas locale nous permet d'éclairer la question, qui se pose au niveau national, du soutien des milieux commerciaux au Parti démocrate ; nous verrons dans quelle mesure nos conclusions peuvent être élargies au reste de la Turquie.

D'abord comment définir ces élites commerciales et industrielles ? Une question de vocabulaire se pose tout d'abord ; le terme turc le plus fréquemment employé est celui de « *tüccar* », marchand. Il désigne tout type de personne qui est engagé dans une activité commerciale, que ce soit le commerce de bétail, ou le commerce international, et ne fournit pas de distinction sociologique. Le terme d' « homme d'affaires », « *işadamı* », est moins fréquent, certainement directement traduit de l'anglais, et renvoie plutôt aux milieux commerçants d'Istanbul, d'Izmir ou d'Ankara. Le terme de bourgeoisie, « *burjuazi* », est emprunté du français, et n'est jamais employé ailleurs que dans des ouvrages universitaires – surtout d'inspiration marxiste. Pour désigner quelqu'un qui est engagé dans une activité industrielle, il y a le mot « industriel », « *sanayici* », ou le terme plus neutre de « *fabrikatör* », qui désigne tout propriétaire d'usine, quelle que soit sa taille.

Ayşe Buğra, dans un livre sur les hommes d'affaires turcs et l'État[1], établit une série de distinctions très éclairantes. L'auteur nous montre d'abord à quel point le développement d'une élite économique turque sunnite s'est faite sous l'égide du Comité Union et Progrès, puis du Parti républicain du peuple, voire en symbiose, donc, avec la bureaucratie d'État. Les élites économiques, ce sont d'abord les bureaucrates eux-mêmes, leurs frères ou leurs fils. Elles partagent avec l'élite d'État, un même élitisme, les mêmes diplômes universitaires, la même maîtrise de langues européennes, et les mêmes codes bourgeois. Le développement de grandes entreprises s'est donc fait « par le haut », grâce aux investissements des élites de l'État. Ce n'est que très rarement que des propriétaires terriens, ou des marchands locaux, se sont enrichis jusqu'à devenir d'importants hommes d'affaires ; à ce titre, l'exemple d'Adana est intéressant. La première distinction est donc celle qui oppose les hommes d'affaires des capitales (Istanbul ou Ankara) à ceux des provinces.

[1] Buğra Ayşe, *Devlet ve İşadamları* [L'État et les hommes d'affaires], Iletişim Yayınları, Istanbul, 2003.

Une deuxième distinction intéressante est donc celle qu'il y a lieu de faire entre « gros » et « petits » ; les dirigeants de grandes entreprises n'ont rien à voir, en termes de type social, avec les propriétaires de petit commerce ; en turc, un mot renvoie précisément au propriétaire de petit commerce, le terme de « *esnaf* », qu'on pourrait traduire en français par « boutiquier », ou petit patron. Entre « hommes d'affaires » et « *esnaf* », la différence est très nette, pas seulement parce que ce sont des types sociaux et des univers mentaux différents ; en certaines circonstances, les intérêts des uns et des autres peuvent entrer en conflit direct, comme c'est le cas à Izmir[2], ou à Adana.

Même en français, les termes employés pour désigner ce groupe social, qui tire son revenu d'une activité commerciale, sont assez flous. Dans un numéro de la revue *Politix*, en 2008, qui prend pour objet les carrières des hommes d'affaires en politique, les articles emploient les vocables d' « industriel »[3] de « patron »[4], de « milieux d'affaires »[5], d' « hommes d'affaires »[6], et enfin d' « entrepreneur »[7]. Dans plusieurs études sociologiques, c'est généralement le terme de « patron » qui est retenu[8] ; même si ce terme pose le problème des différences – parfois très grandes – de modes de vie et de type social entre petits et grands patrons. Dans notre étude, la difficulté est redoublée par l'évolution de certains marchands, qui deviennent de richissimes hommes d'affaires, acquièrent de vastes domaines terriens, puis investissent dans l'industrie. Nous avons choisi de ne pas trancher ; en employant tour à tour les termes de « marchand » ou « homme d'affaires », « entrepreneur » ou « chef d'entreprise », parfois celui d' « élites commerciales ». Le terme d' « industriel » désignera plus spécifiquement le patron d'une entreprise industrielle. Nous avons voulu exclure le terme de « patron », qui induit une trop grande confusion avec les propriétaires de petit commerce ou *esnaf*. Nous aurons l'occasion d'y revenir, les *esnaf* forment un groupe social très différent de celui des hommes d'affaires.

L'intérêt de ce travail est d'abord de montrer comment l'étude d'un cas local peut éclairer une explication formulée au niveau macro-sociologique : les hommes d'affaires d'Adana ont formé une

---

[2] Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen kent: Izmir'de iş hayatının yapısı ve yerleşme düzeni* [La ville qui ne parvient pas à s'organiser. Structure économique et implantation à Izmir.], Ankara, Ayyıldız Matbaası, 1972, p. 77.

[3]Nicolas Delalande, « Émile-Justin Menier, un chocolatier en République. Les controverses sur la légitimité de la compétence politique d'un industriel dans la France des années 1870 », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, p. 9-33.

[4]Philippe Hamman, « Patrons et milieux d'affaires français dans l'arène politique et électorale (XIXème - XXème siècles) : quelle historiographie ? », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, p. 35-59.

[5] Ibid.

[6]Jean-Charles Lallemand, « Les hommes d'affaires en politique dans les régions de Russie : émergence, affirmation et déclin d'un type d'acteurs politiques », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, pp. 61-90.

[7]Béatrice Hibou, « « Nous ne prendrons jamais le maquis ». Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, p. 115-141.

[8] Jacques Lagroye (*op. cit.*) parle de « milieu patronal », Michel Offerlé parle aussi de sociologie des organisations « patronales » (Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales, op cit.)*. François-Xavier Dudouet, Hervé Joly et Antoine Vion parlent de « grands patrons » (Xavier Dudouet, Hervé Joly et Antoine Vion « Les grands patrons et la politique », in Cohen Antonin, Lacroix Bernard, Riutort Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 281-191.

alliance avec le Parti démocrate, dont ils ont contribué à façonner l'identité. Secondairement, ce chapitre pourra enrichir l'étude du soutien de milieux économiques à certains partis politiques. L'étude du milieu des hommes d'affaires d'Adana présente des similitudes intéressantes avec le milieu patronal bordelais étudié par Jacques Lagroye. Il nous apprend, par exemple, que les attitudes et les jugements idéologiques des membres du milieu patronal sont clairement motivés, en dernière analyse, par l'intérêt économique commun. Cela ne signifie pas pour autant que « ces attitudes et ces jugements se réduisent à une simple expression des intérêts et qu'ils ne sont pas largement tributaires d'une éducation et d'une morale qu'on ne saurait comprendre sans faire intervenir des facteurs de socialisation religieuse et politique »[9]. Il en va de même pour nos hommes d'affaires d'Adana[10] : si l'intérêt économique détermine en partie leurs attitudes politiques, leur soutien au Parti démocrate dépasse en même temps le simple calcul d'intérêt. Par ailleurs, ces élites commerciales ne démentent pas l'affirmation de Michel Offerlé, selon laquelle les hommes d'affaires choisissent rarement de faire carrière au sein d'un parti ; ils préfèrent le soutenir d'une autre façon[11].

Nous commencerons par une « socio-histoire » du groupe des élites commerciales et industrielles d'Adana ; nous verrons qu'il s'agit d'un groupe très structuré, et lié par une provenance et une histoire commune : en 1950, les élites commerciales et industrielles d'Adana sont issus des marchands sunnites venus de Kayseri après la Première Guerre mondiale ; ils profitent à ce moment-là d'une proximité avec l'État. Nous verrons ensuite comment se structure l'adhésion de ce groupe au Parti démocrate et quels sont les ressorts de l'identification au parti ; enfin, nous nous pencherons plus précisément sur le tournant de 1954-1955 et tenterons de comprendre ce qui explique que ce groupe ait maintenu son soutien au parti. Ce sera une façon de comprendre, en creux, l'échec du Parti démocrate à Adana dans les élections de 1957.

I. Une socio-histoire du groupe des marchands de Kayseri à Adana

En 1946, Refik Koraltan, chargé de fonder la branche du Parti démocrate à Adana, est invité à la table de Nuri Has, un richissime homme d'affaires de Kayseri, qui vit à Adana. Là-bas, Refik Koraltan tente de le convaincre de fonder la branche locale du parti. Nuri Has refuse, mais il accepte d'aider financièrement le parti. C'est son gendre et associé, Ömer Başeğmez, lui aussi un homme

[9] Jacques Lagroye, *op. cit*., p. 7.
[10] J'emploierai ici le terme d' « Adana » pour renvoyer au département – plus exactement, à la ville et à la région agricole qui l'entoure. J'emploierai aussi le terme qui désigne la région géographique, Çukurova (un peu plus large que le département – elle inclut aussi le département de Mersin), pour désigner plus spécifiquement la région agricole.
[11] Michel Offerlé (dir.), *La profession politique. XIXe -XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 24.

d'affaires, lui aussi originaire de Kayseri, qui est finalement chargé de la tâche d'ouvrir la branche d'Adana du Parti démocrate[12].

Nuri Has et Ömer Başeğmez sont représentatifs d'un groupe précis, sur qui le DP continue de s'appuyer pendant toute la décennie démocrate : le groupe des marchands originaires de Kayseri à Adana. La fidélité des « *Kayserili* »[13] au Parti démocrate se prolonge même après la chute du parti : avant sa mort en 2007, Kadir Has, le fils de Nuri Has, avait le projet de faire construire quatre écoles portant le nom des quatre victimes démocrates du coup d'État de 1960, Hasan Polatkan, Fatin Rüştü Zorlu, Adnan Menderes et Celal Bayar[14].

Ces marchands forment un groupe structuré, dont la solidarité est scellée par une histoire commune : à la fin de la Première Guerre mondiale, des marchands de Kayseri, qui commerçaient avec Adana depuis de nombreuses années et connaissaient bien le fonctionnement économique de la ville, viennent s'installer à Adana. Un grand nombre d'entre eux reprend les entreprises « abandonnées » par les Grecs et les Arméniens. Peu à peu, ce groupe acquiert la maîtrise presque complète des circuits économiques de la ville et de la région Cukurova[15]. Cette suprématie économique atteint son apogée dans les années 1950, où le groupe profite de sa proximité au Parti démocrate. Pour comprendre ce groupe et les raisons de son identification au Parti démocrate, il importe de retracer l'histoire de ses relations avec le pouvoir, à partir de la fin de la Première Guerre mondiale.

Cette étude permet de nuancer l'analyse de Frank Tachau sur les élites locales du Parti démocrate dans le département d'Adana[16]. Ce dernier, en effet, avance l'idée – que nous partageons – que le Parti démocrate, à Adana, s'appuie sur une classe montante d'entrepreneurs locaux. Il part de l'idée que les grands propriétaires terriens turcs de la région d'Adana, qui étaient influents dans les années 1920, ont été les alliés naturels du régime kémaliste de parti unique. Selon lui, ce sont les marchands, puis les industriels, qui ont formé les factions opposantes au sein du CHP dans les années 1930, puis le Parti démocrate. Nous tenterons de montrer que ceux que Frank Tachau appelle les « industriels » sont aussi des propriétaires terriens ; la différence ne porte pas tant sur la profession que

[12] Refik Koraltan, *op. cit.,* p. 110.
[13] « Ceux de Kayseri ». La formulation turque est rapide « *Adanadaki Kayserililer* » : les « originaires de Kayseri à Adana ». La traduction française oblige à développer ; nous emploierons le plus souvent le terme de « marchands originaires de Kayseri », parfois celui de « marchands anatoliens », qui a l'avantage d'inclure les marchands venus de Darende et de Karaisalı, dont la trajectoire est semblable.
[14] Kadir Has, *Vatan borcumu ödüyorum* [Je paie ma dette à la patrie], Hulusi Turgut. Voir aussi le journal Sabah du 25 mars 2007 « Kadir Has'tan son vefa Yassıada'ya », consulté en ligne le 06/10/2016 (http://arsiv.sabah.com.tr/2007/03/25/cp/gnc120-20070325-102.html)
[15] Aslı Emine Çomu,*The Exchange of Populations and Adana, 1830-1927*. Istanbul, Libra Kitap, 2011, p. 124.
[16] Frank Tachau, « Turkish Provincial Party Politics », in Karpat, Kemal H. (dir.), *Social Change and Politics in Turkey: A Structural-Historical Analysis*, Brill, Leyde, 1973, p. 299.

sur l'origine géographique. Les marchands venus de Kayseri après la Première Guerre mondiale forment un groupe à part au sein des élites locales d'Adana ; après 1950, ils soutiennent le parti démocrate, ce qui leur permet d'accroître leur influence, et de faire alliance avec des groupes d'élites plus anciennes.

A. La formation d'une « bourgeoisie nationale »[17] à Adana

La structuration de ce groupe de marchands originaires de Kayseri est intimement liée à la volonté du pouvoir kémaliste de créer, en Turquie, une bourgeoisie « nationale », c'est-à-dire turque sunnite, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Nous retracerons, dans les lignes qui suivent, le processus de remplacement des élites commerciales après la Première Guerre mondiale dans la région d'Adana. Il importe de souligner, dès maintenant, le rôle central de Celal Bayar dans ce processus national. Dès 1913, Celal Bayar coordonne un nettoyage ethnique dans la région d'Izmir. En 1924, c'est lui qui est chargé de l'échange de populations entre la Grèce et la Turquie. Nous verrons, dans cette sous-partie, que Celal Bayar joue un rôle important dans le remplacement des élites non-musulmanes par des musulmans sunnites dans la région d'Adana.

1. Adana à la fin de la Première Guerre mondiale : le départ des élites commerciales et leur remplacement par des marchands sunnites

La situation est confuse à Adana jusqu'au départ des troupes françaises en 1922. Cependant, nous l'avons évoqué dans notre partie introductive, cette période est essentielle pour comprendre la structuration des groupes sociaux dans la ville d'Adana. Les estimations du colonel Brémond sur les données démographiques de la Cilicie (la région d'Adana) en 1919 sont les suivantes : 60 000 à 100 000 Arméniens (ce chiffre est probablement très largement gonflé –il est contesté par Sam Kaplan, un historien israélien, qui souligne la volonté des armées françaises de gonfler le nombre d'Arméniens pour justifier le projet de faire un État « chrétien-arménien » sous tutelle française[18]) : 100 000 Arabes alaouites[19], 100 000 Kurdes, 50 000 « Kizilbach » (Nomades alévis), 28 000 Grecs, 10 000 Tchérkesses et entre 9 000 et10 000 Turcs[20].

[17] Le terme de « bourgeoisie nationale » est un euphémisme qui renvoie en réalité à une bourgeoisie « turque sunnite ». Il est forgé à partir du concept développé par le Comité Union et Progrès d' « économie nationale », une économie expurgée de ses éléments non-musulmans, dont la mise en application s'est traduite en grande partie par la spoliation de biens arméniens. Nous l'employons à dessein. Voir Taner Akçam, *Un acte honteux, le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Paris, Gallimard, 2012.

[18] Sam Kaplan, « Documenting History, Historicizing Documentation: French Military Officials' Ethnological Reports on Cilicia », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 44, N° 2 (Apr., 2002), p. 344-369.

[19] En réalité, ces sources ont très probablement exagéré la proportion d'Arabes alaouites. La ville d'Adana drainait aussi de nombreuses populations arabes sunnites, venues des villes voisines de Antep et Urfa, très proches de la frontière syrienne.

[20] Le faible nombre de Turcs est corroboré par plusieurs autres sources. Voir Vahé Tachjian, *op. cit*., p. 82.

Les Français tentent de s'appuyer – en plus des Arméniens - sur les Tchérkesses, les Kurdes et les Arabes alévis, qui, au départ, ne sont pas tous favorables au mouvement nationaliste mené par Mustafa Kemal[21]. Les soutiens au mouvement nationaliste viennent d'abord des anciennes élites du Comité Union et Progrès de la ville, qui font de généreuses donations au mouvement[22]. A la fin de la guerre, des marchands de Kayseri, qui connaissaient bien le tissu économique de la ville, avec qui ils commerçaient depuis de nombreuses années, viennent s'installer dans la ville d'Adana. Avant la guerre, la plupart de ces marchands achetaient du coton à Adana sous forme de matière première, pour le transformer en fil dans les usines textiles à Kayseri[23].

La trajectoire de Nuh Naci Yazgan est, nous semble-t-il, représentative de l'histoire collective de ces marchands venus de Kayseri à Adana. Après la Première Guerre mondiale, il se rend au congrès de Sivas, l'un des premiers congrès nationalistes, en tant que représentant de Kayseri. Là, il se porte candidat pour faire fonctionner les usines de textile Simyonoğlu, les seules de la ville – les propriétaires, une famille de Grecs orthodoxes, en ont été chassés[24]. Selon Ömer Sabancı, c'est Celal Bayar qui lui en fait la proposition, plus tard, autour de 1927[25]. Cette proposition donne certes le beau rôle à Nuh Naci Yazgan, et, par là, peut être mise en doute. Ce qui ne fait pas de doute, en revanche, c'est que Celal Bayar ait été un acteur de premier plan dans la transformation de l'économie turque en « économie nationale », soit la turcisation de l'économie. Nous avons vu, au chapitre 1, que la pensée de Celal Bayar en économie se résume presque à la nécessité de créer une bourgeoisie nationale. De retour à Kayseri, il devient l'un des leaders de l'association de défense des droits, les premières organisations nationalistes qui se forment après 1919 pour protester contre le traité de Sèvres. Il organise des réunions contre les forces d'occupation françaises, rassemble et forme de petites unités militaires issues du peuple, et publie le journal *Erciyes*, dans lequel il professe des opinions favorables au combat nationaliste. D'autres marchands de Kayseri poursuivent le même genre d'activités depuis Adana, où ils se sont installés.

Après le retrait des troupes françaises, en 1922, il ne reste plus aucune infrastructure en état de marche à Adana ; le savoir-faire technique que possédaient les minorités chrétiennes est perdu[26]. Il semblerait alors que la présence des marchands turcs sunnites venus de Kayseri rencontre la volonté de l'État de fonder une économie nationale : remplacer les élites économiques chrétiennes par une classe entrepreneuriale turque et musulmane. Mustafa Kemal lui-même exprime très clairement les

[21] *Ibid*., p. 85.
[22] Damar Arikoğlu, *Hatıralarım* [Mes souvenirs], Istanbul, Tan matbaası, 1961, p. 100.
[23] Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 107.
[24] Les usines avaient été fondées en 1906. Kadir Has, *Vatan borcu ödüyorum* [Je paie ma dette à la patrie], édité par Hulusi Turgut, Istanbul, ABC yayın ajansi, 2002, p. 76. Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 109.
[25] Tanju, Sadun, *Hacı Ömer Sabancı, The turkish village boy who built an industrial empire*, traduit du turc par Geoffrey Lewis, Londres, World of information, 1988 [1983], p. 21-25.
[26] Voir à ce sujet Uğur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *op. cit*., p. 121.

nouveaux enjeux de l'économie au congrès sur l'économie de 1923 : il faut une économie « libérée » des capitaux étrangers et de toute influence non-turque.

En 1924, Nuh Naci Yazgan reçoit la charge de faire fonctionner les usines de la famille « Simyonoğlu ». En 1927, il achète ces usines à l'État, en s'associant à Mustafa Özgür, Nuri Has et Seyit Tekin, d'autres marchands venus de Kayseri. Haci Ömer Sabancı sera intégré plus tard au *consortium*. Les usines Simyonoğlu portent désormais le nom de « Fabrique textile nationale », « Milli Mensucat fabrikası ». Parallèlement, d'autres marchands venus de Kayseri tiennent des commerces plus modestes dans le centre-ville[27]. La ville d'Adana apparaît comme le seul endroit où faire du commerce dans le contexte de marasme économique de la fin de la Première Guerre mondiale.

Par ailleurs, les marchands qui parviennent à reprendre les plants industriels de la famille Simyonoğlu créent des réseaux de migration interne, en faisant venir les membres de leur famille éloignée pour travailler à Adana. C'est le cas, par exemple, de Mehmet Nuri Sabuncu, venu de Darende, une autre ville d'Anatolie au Nord d'Adana, dans le même contexte que les marchands de Kayseri. A mesure que son entreprise s'agrandit, il fait progressivement venir toute sa famille élargie à Adana, pour les faire travailler dans ses usines. C'est ainsi qu'une communauté d'originaires de Darende se forme à Adana[28]. Les communautés de marchands anatoliens à Adana montrent des forts liens de solidarité entre eux ; ils vivent dans les mêmes quartiers et se marient entre eux[29]. Par ailleurs, les marchands venus de Kayseri gardent de fort liens avec la ville de Kayseri ; ce n'est que là-bas qu'ils font œuvre d'évergétisme : Nuri Has y fait construire une école primaire et une mosquée[30].

Le récit qui est souvent fait par ces hommes d'affaires eux-mêmes est embelli et dramatisé ; la main-mise sur les biens grecs est systématiquement gommée. Ömer Sabancı, mais il n'est pas le seul, raconte une enfance pauvre à Kayseri, et présente l'arrivée à Adana comme le seul moyen de sortir de la pauvreté[31]. En réalité, les migrants venus de Kayseri viennent plutôt de classes aisées. Kadir Has raconte que son père, Nuri Has, vient d'une famille « enracinée » (« *köklü* ») – le terme est très positif ; l'ancienneté de la présence dans un endroit étant généralement un gage de prestige – de la ville de Kayseri ; sa mère vient d'une famille riche[32]. Nuh Naci Yazgan naît en 1886, dans une famille de marchands. Il est formé dans une école de commerce (ticaret idadisi) et commence une carrière de

[27] Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 110.
[28] Cevdet Naci Gülalp, *op. cit.*, p. 131-133.
[29] Kadir Has, *op. cit*., p. 59.
[30] *Ibid*., p. 70.
[31] Tanju, Sadun, *Haci Ömer Sabancı , The turkish village boy who built an industrial empire*, traduit du turc par Geoffrey Lewis, Londres, World of information, 1988 [1983], p. 16.
[32] Has, Kadir, Vatan borcu ödüyorum, op. cit., p. 19.

secrétaire (« katip ») à Kayseri[33]. Parallèlement, il s'occupe de commerce de tapis. La conversion du génocide en ressources foncières[34], et, ensuite, la conversion de ces dernières en capital financier, a joué un rôle très important dans la formation de ces élites commerciales nouvelles.

Dans les années 1920 et 1930, cette communauté des marchands anatoliens (venus de Kayseri et de Darende ; les frères Sapmaz, dont nous reparlerons, sont venus de Karaisalı[35]) prospère à Adana. Kadir Has y raconte son enfance dans les années 1930 ; il décrit une grande abondance : « Nous vivions dans l'abondance. Nous ne savions pas ce que c'était de manquer de quelque chose. C'était très facile de dépenser l'argent de mon père. » (« *Varlık içindeydik. Yokluk nedir bilmezdik. Baba parasını harcamak, çok kolay oluyordu.* »)[36]. Bien entendu, cette richesse n'est pas uniforme pour tous les marchands anatoliens ; tous ne prospèrent pas au même moment Les plus riches d'entre eux travaillent dans le commerce du coton[37], et réinvestissent l'argent ainsi gagné dans des secteurs dynamiques.

2. Investissements financiers dans la terre et l'agriculture

L'argent que ces marchands gagnent dans le commerce est d'abord réinvesti dans le secteur immobilier ; Mehmet Nuri Sabuncu était connu pour racheter chaque maison, chaque terre qui était à vendre : « où que ce soit, dès que quelqu'un vendait un bout de terrain, un champ, une maison, les intermédiaires allaient le trouver et le lui vendaient », raconte un homme d'affaires local dans ses mémoires[38]. Ils bénéficient du départ des « échangés », « *mübadil* » venus de Grèce, qui avaient été installés à Adana en 1925. La plupart de ces hommes installés en ville étaient des agriculteurs en Grèce ; l'installation dans un petit commerce de ville est difficile, et, finalement, échoue la plupart du temps[39]. Les « échangés » qui sont installés sur les terres de Kozan et Ceyhan prospèrent dans un premier temps, mais la seconde génération quitte ces terres[40]. Ces départs favorisent le rachat et finalement la concentration des terres entre les mains de quelques investisseurs, au premier chef desquels les marchands de Kayseri.

---

[33] Ces informations sont celles qui sont données sur le site internet de l'université Nuh Naci Yazgan de Kayseri. (http://www.nny.edu.tr/default.aspx?lid=1&pid=92), et sur le site Haberler (http://www.haberler.com/nuh-naci-yazgan/biyografisi/)
[34] Ce processus a été très bien étudié par Uğur Ümit Üngör et Mehmet Polatel, *Confiscation and Destruction: The Young Turk Seizure of Armenian Property*, Continuum, Londres, 2011.
[35] Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 112.
[36] Kadir Has, Vatan borcu ödüyorum, op. cit., p. 58.
[37] Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 124.
[38] « Nerede kim bir arsa, tarla veya ev satacak olsa aracılar hemen onu bulur ve ona satardı », Naci Gülalp*, op. cit.,* p. 131.
[39] Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 124.
[40] *Ibid*., p. 127.

Ainsi ces marchands venus de Kayseri et Darende recréent-ils, progressivement, exactement le système économique qui était celui de l'Adana d'avant-guerre. Les Arméniens et les Grecs étaient venus pour faire du commerce avec les puissances mondiales ; ils ont ensuite réinvesti leurs capitaux dans de larges domaines agricoles[41]. De la même façon, les marchands qui arrivent à Adana après la Première Guerre mondiale pour faire du commerce investissent dans l'agriculture, achètent de larges domaines terriens, et en arrivent à posséder toute la « ceinture verte » autour d'Adana, ce qui leur permet de maîtriser tout le circuit commercial du coton, de sa production à son exportation. L'achat par Ömer Sabancı de la ferme « Madama », non loin d'Adana, en 1960, symbolise cette dynamique.

Avant 1950, les usines présentes dans la ville d'Adana sont surtout des usines pour traiter le coton[42]. Ce n'est qu'à la fin des années 1930 que ces marchands acquièrent un capital assez important pour le réinvestir dans l'industrie. En 1939, Nuri Has fonde une usine d'huile, Nebati Yağ Fabrikası, avec d'autres hommes d'affaires, tous venus de Kayseri. Mais le véritable développement industriel date des années 1950 ; il en sera question dans une deuxième section de cette analyse.

3. Le rapport avec le pouvoir : une bourgeoisie « nationale »

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, les marchands anatoliens ont été favorisés par le pouvoir, et en particulier par Celal Bayar. Le traitement de faveur accordé aux marchands anatoliens faisait partie d'une politique plus générale de « nationalisation de l'économie ». Dans l'entre-deux-guerres, les marchands de Kayseri sont, dans le département d'Adana, des élites montantes, qui prennent de l'importance sur le plan économique, mais n'ont pas accès au pouvoir politique. Ils doivent composer avec des élites plus anciennes de la ville, les grands propriétaires terriens turcs qui avaient fait alliance avec le pouvoir kémaliste – ce sont ces derniers qui ont le monopole de la vie politique locale[43], les grands propriétaires arabes, et les élites des autres multiples communautés de la ville et de sa région.

Ces entrepreneurs bénéficient aussi de la protection du pouvoir, même s'ils s'associent à des marchands issus des minorités, qui maîtrisent encore les circuits du commerce international. Un épisode de la période de parti unique – la date exacte n'est pas connue - résume bien le rapport des marchands anatoliens au pouvoir : dans la ville d'Adana, où, nous l'avons vu, résident en fait très peu de Turcs, les originaires de Kayseri ou d'autres villes d'Anatolie sont comme les gardiens de la turcité

[41] Meltem Toksöz, *op. cit*. ; Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 129.
[42]Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi* [Histoire de l'industrie à Adana], Adana sanayi odası, Adana, 2008, p. 131.
[43] Cf Damar Arıkoğlu, *Hatıralarım* [Mes souvenirs], Istanbul, Tan matbaası, 1961 ; Hilmi Uran, *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950: anı* [Mes souvenirs de la période constitutionnelle, de la période de parti unique, de la période de pluripartisme]. Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008.

aux yeux du pouvoir. Un document des archives du ministère de l'Intérieur nous révèle que des « troubles à l'ordre public » ont eu lieu dans la région d'Adana. Un jeune homme, qui s'est retrouvé mêlé à une bagarre, a été blessé, et décède de ses blessures. Or il s'avère que ce jeune homme appartient à la communauté tchérkesse de la ville ; son assassin présumé appartient à celle des marchands de Kayseri. La police, que la famille de la victime soupçonne d'être « du côté des originaires de Kayseri » arrête l'assassin présumé, puis le relâche. Des troubles s'ensuivent et des conflits sporadiques éclatent entre les deux communautés. La communauté des marchands de Kayseri accuse les Tchérkesses de formuler des revendications nationalistes et envoie une lettre de dénonciation au ministère de l'Intérieur[44]. Cette anecdote est révélatrice du grand avantage que représente le fait d'être turc et musulman sunnite, à Adana, dans le contexte raciste des années 1930. Pour les marchands anatoliens, il est facile d'instrumentaliser des accusations de sécessionnisme à un pouvoir particulièrement inquiet de la composition ethnique d'Adana, où la population turque est minoritaire.

Si les marchands de Kayseri en arrivent à maîtriser les circuits économiques de la ville et de son arrière-pays, ils restent très éloignés de la politique ; les députés d'Adana pour la période républicaine, avant 1950, sont tous issus de l'ancienne élite du Comité Union et Progrès, ou ne sont pas originaires d'Adana. Pour ce qui est du commerce, la plupart des marchands anatoliens s'associent avec des commerçants non-musulmans. En effet, certains hommes d'affaires de la période pré-républicaine, en particuliers arabes chrétiens ou Juifs, reprennent leur position d'avant-guerre. Corç Lutfullah et Alber Diyab, deux chrétiens libanais catholiques, en sont de bons exemples. Ils ont des compétences, en particulier linguistiques, qui sont indispensables aux autres marchands. Corç Lutfullah est considéré comme le « roi du coton » à Adana, c'est celui qui échange par téléphone avec Londres, informe les grands propriétaires et les commerçants des prix mondiaux ; en un mot, c'est lui qui assure les liens entre Adana et le monde[45]. Alber Diyab vend les tracteurs, machines agricoles, et autres pièces de rechange. Il représente un grand nombre de firmes étrangères. Ömer Sabancı raconte sa conversation avec Alber Diyab lorsqu'il annonce à ce dernier qu'il reprend les usines Simyonoğlu. Alors qu'Alber Diyab se fait prier pour travailler avec eux, Ömer Sabancı se fâche et s'exclame : « tu sais bien qu'on ne peut rien faire sans toi ! »[46]. Cette anecdote montre bien que les marchands de Kayseri, même s'ils prospèrent, sont encore très dépendants des élites non-musulmanes. Cette situation change avec la Seconde Guerre mondiale et la taxe sur la fortune.

[44] Cemil Koçak, *Muhalif sesler* [Voix dissidentes], Istanbul, Iletişim, 2015 [2011], p. 195-197.
[45] Sadun Tanju, *op. cit*., p. 25.
[46] *Ibid*., p. 24.

Une remarque s'impose avant d'explorer les conséquences de la Seconde Guerre mondiale : alors que le pouvoir ottoman avait porté une grande attention à la région d'Adana[47], cette dernière n'est pas considérée par le pouvoir kémaliste comme un lieu important, ni pour l'agriculture, ni pour l'industrie. Dans les années 1930, la région d'Adana n'est pas représentée dans les congrès sur l'agriculture, et elle n'est pas spécialement intégrée dans les plans de développement des années 1940. Le développement des entreprises et des banques à Adana est très lent ; sur les 201 entreprises qui sont fondées en Turquie dans les années 1920-1930, seules 6 le sont à Adana. Alors que de nombreuses banques sont fondées dans toute l'Anatolie, aucune banque ne voit le jour à Adana[48].

B. La Seconde Guerre mondiale et la taxe sur la fortune : un tournant dans la structure économique de la ville

La taxe sur la fortune, qui a été décidée pendant la Seconde Guerre mondiale, est généralement vue comme un événement fondateur dans les relations entre les hommes d'affaires et l'État en Turquie[49]. À Adana, comme dans d'autres régions où les non-musulmans avaient gardé un rôle dans l'économie, les conséquences de cette taxe sont ambiguës : c'est l'événement qui a permis aux marchands turcs sunnites de prendre totalement le contrôle de l'économie de la ville et d'en exclure les non-musulmans ; ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les hommes d'affaires non-musulmans quittent définitivement la ville. Mais les hommes d'affaires turcs sunnites en ont gardé une grande rancœur vis-à-vis de l'État turc et du CHP.

La taxe sur la fortune est décidée en novembre 1942, en tant que mesure d'urgence, par le gouvernement Saraçoğlu. C'est une taxation extraordinaire, qui concerne les hommes d'affaires et les grands propriétaires terriens. Il s'agit officiellement de lutter contre les profiteurs de guerre, et de renflouer les caisses de l'État. En réalité, la taxation est discriminatoire : les taux appliqués aux non-musulmans, Arméniens, Juifs, Juifs convertis et Grecs orthodoxes, peut être jusqu'à cent fois supérieure à ceux qui sont appliqués aux hommes d'affaires musulmans. La proportion de musulmans, parmi les entrepreneurs soumis à la taxe, est restée inférieure à 5%. Le gouverneur de chaque capitale de département était chargé de former une commission pour décider le montant des impôts à appliquer à chaque entreprise[50]. Chaque commission détermine l'impôt de façon remarquablement arbitraire.

[47] Meltem Toksöz, *op. cit.*
[48] Kudret Emiroğlu, « Adana'da sanayi ve sanayiciler hakkında », in Behçet Celik (dir.), *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 286.
[49] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 76-77, Asım Karaömerlioğlu, *Turkey's « return »*…, art. cité. Ayşe Buğra, *op. cit*., p. 81.
[50] Rıfat Bali, L'affaire de l'impôt sur la fortune : 11 novembre 1942-15 mars 1944, İstanbul, Libra, 2010.

Un document d'archives sur la taxe sur la fortune montre que les entrepreneurs musulmans d'Adana aussi ont dû payer la taxe[51]. On y trouve par exemple le nom de Salim Serçe, probablement un large propriétaire terrien arabe alaouite, qui deviendra député du Parti démocrate en 1950. Le paiement de la taxe sur la fortune est un traumatisme pour tous les hommes d'affaires d'Adana. Kadir Has soupçonne la commission d'être impartiale, et d'être défavorable aux marchands de Kayseri[52]. Il raconte que, pour pouvoir payer la taxe, son père déterre une valise remplie de lingots d'or qu'il avait enfouie sous la cuisine de leur villa[53], ce qui montre en passant que, à côté de la logique capitaliste que portent ces entrepreneurs, subsiste une attitude qui consiste à conserver l'argent sous forme de métal précieux, et de l'enterrer, plutôt que de l'investir.

Une anecdote montre bien la rancœur que gardent les hommes d'affaires d'Adana contre l'État et le CHP, à cause de l'impôt sur la fortune. En 1948, le ministère des infrastructures monte, avec la Banque mondiale, un projet de barrage sur le fleuve Seyhan, qui fournirait de l'électricité à toute la région. La Banque mondiale pose comme condition au projet une collaboration entre public et privé ; les entreprises privées devront financer le projet pour moitié. Kasım Gülek, qui deviendra un membre influent du CHP dans les années 1950, est à l'époque ministre des infrastructures. Il se rend à Adana pour convaincre les hommes d'affaire de participer au projet. Şadi Eliyeşil, un grand propriétaire terrien turc et riche industriel de la région, dont on attend une participation élevée au projet, prend la parole et dit : « Nous n'avons pas encore pansé les plaies de l'impôt sur la fortune Kasım! Dans cette situation, quelles garanties avons-nous pour le capital que nous allons mettre, mes amis et moi ? Comment pouvez-vous nous garantir que vous n'allez pas mettre la main sur ça aussi ? ». Un silence se fait dans la salle ; Kasım Gülek est incapable de répondre[54].

Ce vif échange montre bien que les hommes d'affaires, y compris ceux qui sont musulmans, et qui, de ce fait, ont beaucoup moins souffert de la taxe sur la fortune que leurs collègues, ont vécu l'impôt sur la fortune comme une grande injustice. Nous reproduisons ici, à titre indicatif, le tableau des plus gros impôts payés par les hommes d'affaires d'Adana dans le cadre de l'impôt sur la fortune[55]. Beaucoup de noms de liste sont reconnaissables par leur consonance minoritaire, juive (« Yako », « Gaston Mizrahi », « Salamon Benyeş ») ou chrétienne (Georges « Corç » Lütfullah). Mais on peut voir aussi que les noms d'entrepreneurs turcs, et notamment des marchands venus de Kayseri, figurent dans la liste. L'entreprise de textile national (« milli mensucat ») compte même

[51] Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi, op. cit.,* p. 138.
[52] « La taxe qui a été imposée à mon père et à ses associés en 1944 semblait prendre sa source, dans une certaine mesure, dans la rivalité entre ceux de Kayseri et ceux d'Adana » (« *1944 babamla birlikte ortaklarına konulan vergi, biraz Kayserili-Adanalı rekabetinden kaynaklıyor gibiydi*. »), Kadir Has, *op. cit.,* p. 81.
[53] *Ibid*, p. 81.
[54] « Herşeyden önce Varlık Vergisi'nin yaralarını hala saramadık Kasım ! Bu vaziyet karşısında benim ve arkadaşlarımın koyacağı sermayenin garantisi ne olacaktır ? Buna da el koymayacağınızı nasıl garanti edersin ? », Selahattin Canka, *op. cit.,* p. 82.
[55] Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi, op. cit.,* p. 138.

parmi les cinq contributeurs les plus importants. Bekir Sapmaz, Mustafa Özgür, Ömer Sabancı, Nuh Naci Yazgan sont d'importantes figures de la communauté des marchands de Kayseri ; nous verrons qu'ils joueront un rôle important dans la mobilisation pour le Parti démocrate.

Personne ou entreprise imposée	Montant de l'impôt (en livres turques)
Usine Gilodo	610 000
Yako Benyes	550 000
Milli Mensucat	370 000
Corç Lütfullah	350 000
Milli Mensucat (sic)	325 450
Mustafa Özgür	320 000
Süleyman Kazmirci	317 000
Alber Diyab	300 000
Ömer Sabancı	275 000
Nuh Naci Yazgan	270 000
Hilmi Remo	250 000
Nuri Has	250 000
Mustafa Gazi	250 000
Bekir Sapmaz	90 000
Salamon Benyeş	72 000
Hasan Atıl	61 000
Gaston Mizrahi	50 000
Salih Zeki Bugay	50 000
Simon	50 000
Salim Serçe	50 000
Davit Yakup Tüter	50 000
Ahmet Necati	50 000

Tableau 10 : liste des contributions versées dans le cadre de l'impôt sur la fortune à Adana.

Pourtant, la taxe sur la fortune est aussi une chance pour les entrepreneurs turcs sunnites de la région d'Adana. Ömer Sabancı, qui avait fondé une fabrique de coton juste à côté de celle d'un homme d'affaires juif d'origine russe, Salamon Gilodo, profite de ce que cette dernière fait faillite à cause de la taxe sur la fortune[56]. Les entrepreneurs turcs rachètent immédiatement les biens des non-musulmans qui quittent le pays, et notamment les propriétés terriennes, qui prennent énormément de valeur durant les années 1940. En effet, l'usage d'un nouveau type de coton, le coton Akala, venu des

[56] Ayşe Buğra, *Devlet ve işadamları*, *op. cit*., p. 123.

États-Unis, qui commence à être planté en 1943, triple le rendement des champs de coton, ce qui aura des conséquences importantes.

C. Les marchands de Kayseri à Adana à la fin des années 1940 : investissements dans l'agriculture et dynamisme local

A la fin des années 1940, grâce aux profits réalisés pendant la Seconde Guerre mondiale, et au départ de nombreuses minorités, les investissements des marchands de Kayseri dans l'achat et l'exploitation de terres agricoles, joint au fort développement de l'agriculture en Turquie, créent les conditions d'un dynamisme grandissant pour ces nouveaux entrepreneurs.

1. Investissements dans l'agriculture et boom agricole à la fin des années 1940

Les entrepreneurs anatoliens d'Adana, qui ont acheté les domaines agricoles autour de la ville, ont un rapport différent à la terre de ceux à qui ils la rachètent. Les populations nomades, qui avaient hérité de la terre pour y être sédentarisées, ont traditionnellement un rapport de subsistance à la terre. Les réfugiés grecs ont eux aussi été « placés » sur certains domaines terriens de la région sans l'avoir choisi. Les entrepreneurs de Kayseri ou de Darende, qui rachètent la terre, sont au contraire dans une logique capitaliste d'exploitation agricole, et réalisent de gros investissements[57]. De nouveaux pesticides, de nouvelles techniques agricoles sont employées. L'emploi de machines agricoles se généralise pour les grandes exploitations. En 1950, les propriétés terriennes à Adana constituent 19% de toutes les terres agricoles privées de toute la Turquie. De plus, le taux de mécanisation est le plus élevé de toute la Turquie dans la région[58] : c'est essentiellement la région d'Adana (avec celle d'Izmir) qui profite de l'import de machines agricoles américaines dans le cadre du plan Marshall. En 1948, il y a 650 tracteurs à Adana : c'est le chiffre le plus élevé de tous les départements du pays. Le département qui vient juste après, Aydin, n'a que 134 tracteurs. En 1951, il y a 2 200 tracteurs à Adana, et 948 à Aydin[59].

Plus largement, le développement de l'agriculture en Turquie est largement soutenu par les États-Unis. En 1945, le gouvernement turc prépare un plan de développement économique en 1945 et

[57]İnan Keser, *Kent cemaat etnisite: Adana ve Adana Nusayrileri örneğinde kamusallık*. [La ville, la communauté, l'ethnicité : le bien commun par l'exemple d'Adana et des Nusayris d'Adana], Ütopya Yayınevi, 2008, p. 90.
[58]Aslı Emine Çomu, *op. cit*., p. 123.
[59]*Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü*, yarını [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « *Adana* », p. 81.

demande une aide financière aux États-Unis, qui refusent sous prétexte que le plan est trop « étatiste ». La Turquie prépare donc un nouveau plan en 1947, qui obtient l'aide américaine, de 1948 à 1954[60]. L'accent est mis sur le développement des infrastructures et de l'agriculture. Les experts américains se rejoignent tous sur un point : il faut dynamiser le secteur privé et privilégier l'agriculture sur l'industrie lourde[61]. Au congrès économique organisé à Istanbul en 1948 par Ahmet Hamdi Basar, plusieurs hommes d'affaires d'Adana sont présents[62] : c'est un contraste fort avec la situation des années 1930, que nous décrivions au début de cette sous-partie.

	1948	1952	1963
Adana	734	4 030	5 816
Çukurova	990	5 725	8 251
Turquie	1 750	31 415	50 844

Tableau 11 : Evolution du nombre de tracteurs à Adana et dans le reste de la Turquie[63]

(la région Çukurova correspond aux départements d'Adana et de Mersin et d'Alexandrette)

2. Etre un entrepreneur de province : un certain rapport à l'État

Ayşe Buğra, dans son ouvrage sur les hommes d'affaires turcs, montre l'origine essentiellement bureaucratique de cette catégorie sociale ; elle montre que les hommes d'affaires sont issus des classes dirigeantes politiques. Selon elle, Ömer Sabancı et Vehbi Koç, qui ne savaient ni lire ni écrire, font exception parmi les hommes d'affaires turcs[64]. A notre sens, Ömer Sabancı et les hommes d'affaires d'Adana sont plutôt représentatifs d'un certain type d'hommes d'affaires, les hommes d'affaires de province, qui furent de fervents soutiens du Parti démocrate et des partis de la droite de gouvernement après eux. La « province », ici, est entendue comme un concept tant géographique que social : il décrit avant tout un degré d'inclusion à l'État.

[60] Max Weston Thornburg, George Henry Soule, et Graham Spry, *Turkey: An Economic Appraisal,* Twentieth Century Fund, 1949 ; George Harris, *Troubled Alliance: Turkish-American Problems in Historical Perspective, 1945-1971*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1972 ; Nasuh Uslu, *The Turkish-American relationship between 1947 and 2003 : the history of a distinctive alliance*, New-York, Nova Science Publishers, 2003 ; Mustafa Aydın et Erhan Çağrı (dir.), *Turkish-American Relations: Past, Present and Future*, Ankara, Psychology Press, 2004.
[61] Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi, op. cit.,* p. 152-155.
[62] *Ibid*., p. 157.
[63] Source : *Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını* [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « Adana », p. 81.
[64] Ayşe Buğra, *op. cit*., p. 116.

En effet, les hommes d'affaires de province sont séparés des hommes d'affaires des capitales, Istanbul et Ankara, par un fossé social. Les hommes d'affaires d'Istanbul et d'Ankara sont directement issus de la classe dirigeante bureaucratique, avec laquelle ils partagent tous les codes de la bonne société, ainsi que les diplômes universitaires[65]. Ce n'est pas le cas des hommes d'affaires de province, qui sont issus de familles de marchands, et qui, souvent, ne savent ni lire ni écrire. La maîtrise de l'écrit, de langues étrangères, et des codes de la bourgeoisie, est essentielle pour obtenir du crédit dans la période de l'entre-deux-guerres. C'est que les institutions bancaires de l'époque sont essentiellement publiques, et tenues par des hauts fonctionnaires d'État. Pour un haut fonctionnaire, diriger une institution bancaire donne énormément de pouvoir sur les hommes d'affaires. Selahattin Canka, un entrepreneur d'Adana, affirme que l'une des grandes différences entre les hommes d'affaires d'Istanbul (qu'il appelle les « *bey* » ou « seigneurs »), et les hommes d'affaires de province, qu'il appelle les « aghas », – qu'on pourrait traduire, dans ce contexte, par « marchand », c'est la facilité à obtenir du crédit.

Les hommes d'affaires d'Istanbul ont le même type social – même si ce n'est pas ainsi que l'auteur le formule – que les dirigeants de grandes institutions de crédit : ils fréquentent le même monde ; ils ont les mêmes loisirs. Cette proximité est soigneusement entretenue par les hommes d'affaires, qui veillent à entretenir de bonnes relations avec les hauts fonctionnaires. Ainsi, Selahattin Canka raconte que les bureaucrates des institutions de crédit sont invités à des réceptions chics données par les hommes d'affaires d'Istanbul ; ils y boivent tant et plus sans dépenser le moindre centime. Tout doit être fait pour que la soirée leur plaise. Les entrepreneurs anatoliens, eux, doivent faire la queue devant les institutions de crédit, attendre des heures et des heures avant d'y être reçus ; les bureaucrates banquiers saisissent la moindre occasion de faire sentir leur mépris aux hommes d'affaires anatoliens[66]. Sakip Sabancı raconte de son côté que le plus gros enjeu pour les industriels de l'époque était d'avoir des relations proches avec les directeurs des grandes banques, afin d'obtenir du crédit et donc du capital pour se lancer dans de nouveaux investissements[67].

Or, à partir de 1945, les marchands de Kayseri réinvestissent les revenus de l'agriculture dans l'industrie. Avec le développement de l'industrie, les entrepreneurs ont besoin de crédit, et ce dernier est difficile à obtenir. Ainsi est fondée, le 30 janvier 1948, une banque aux initiales des marchands de Kayseri, *Akbank*, « *Adana Kayseri bankası* ». Tous les riches marchands de Kayseri à Adana sont parmi les 83 fondateurs, qui sont 20 marchands, 14 « petits industriels », 13 membres de

[65] Ayşe Buğra, *op. cit*., tableau II.8, p. 101.
[66] Selahattin Canka, *op. cit*., p. 321.
[67] Sakıp Sabancı, *Işte hayatım* [voici ma vie], p. 96. Cité dans Kudret Emiroğlu, « Adana'da sanayi ve sanayiciler hakkında », in Beçet Celik (dir.), *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 288.

professions libérales et 8 propriétaires terriens[68]. La description que l'on trouve sur la brochure de la banque est révélatrice de la façon dont les marchands venus de Kayseri voient leur rôle dans le développement de la ville : il y est dit qu'Adana était une région agricole avant que des familles, venues de Kayseri, ne s'y installent, et lancent une première vague d'industrialisation[69]. Après 1950, de nombreuses banques privées commencent à ouvrir à Adana, dont certaines sont conçues ouvertement pour lutter contre l'influence des marchands de Kayseri à Adana. C'est le cas de *Pamukbank*, la « banque du coton », fondée par des hommes d'affaires d'Adana et de Tarsus[70].

	Nombre de filiales	Nombre de salariés	Dépôt (en milliers de livres turques)	Investissements (en milliers de livres turques)
1948	2	31	2 074	4 058
1960	59	979	209 983	138 197

Tableau 12 : développement de la banque *Akbank*[71]

En un sens, le groupe des marchands de Kayseri à Adana est particulier. La région d'Adana, d'abord, est unique en Turquie. Il s'agit d'une région très productive, qui forme avec Tarsus et Mersin une région commerciale, qui a attiré de nombreux hommes d'affaires non-musulmans. Après la guerre, leur disparition laisse un vide qui est rempli par les marchands venus de Kayseri et de Darende. Mais il y a d'autres exemples d'hommes d'affaires de province qui ont remplacé les minorités religieuses après leur départ du pays. À Izmir aussi, par exemple, la chambre de commerce de la ville était tenue par des étrangers avant la Première Guerre mondiale ; à l'issue de la guerre d'indépendance, c'est un marchand turc sunnite, Alanyalı Mahmut bey, qui prend la tête de cette organisation[72]. Plusieurs trajectoires de marchands sunnites montrent de remarquables ressemblances : la plupart d'entre eux sont issus de familles d'entrepreneurs – turcs ou parfois venus d'autres coins de l'Empire ottoman, qui viennent à Izmir à la fin du XIXe siècle, attirés par le dynamisme économique de la ville. Ils y font affaire, en s'associant parfois à des non-musulmans. Après 1923 et le départ des non-musulmans, ils occupent seuls le marché. Plusieurs d'entre eux mettent la main sur des biens « abandonnés » ; c'est le

[68]Kudret Emiroğlu, art. cité, p. 288.
[69]Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi, op. cit.,* p. 187.
[70] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 117.
[71] Source : *Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını* [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « Adana », p. 99.
[72] Melih Gürsoy, *Bizim İzmirimiz : Tarihi Ekonomisi ve İnsanları ile* [Notre Izmir : avec son histoire, son économie, son peuple], 2013 [1993], Istanbul, MG Yayınları, p. 225-226.

cas d' Ismail Hakkı Ulukartal, qui récupère une fabrique de pâtes[73]. Les compétences linguistiques leur font défaut : les musulmans venus de Crète, qui parlent grec, sont des associés très recherchés. Plusieurs s'associent avec des non-musulmans qui sont restés, souvent des Juifs, comme c'est le cas pour la famille Özakat[74].

Bien sûr, il ne faut pas trop figer la différence entre hommes d'affaires des capitales et de province ; le passage par l'université efface les différences ; une fois qu'un homme d'affaires provincial a pu envoyer son fils dans l'une des universités prestigieuses d'Istanbul – au premier rang desquels le *Robert college*, future université du Bosphore, la socialisation commune avec des fils d'hommes d'affaires de la capitale entraîne un atténuement, voire une abolition des différences. Au lycée, Kadir Has, le fils de Nuri Has, un marchand de Kayseri à Adana, fréquente certes, Sadık Eliyeşil, le fils d'un grand propriétaire terrien de la région de Cukurova. Mais il devient aussi ami avec Bilgi Sılay, le fils de Tevfik Fikret Sılay, un important homme politique du CHP de l'époque, qui devient secrétaire général du parti en 1939[75].

Ainsi, à Adana, le Parti démocrate arrive au pouvoir à un moment où un groupe social, les marchands venus de Kayseri, est en plein essor – nous avons pu montrer que le groupe des marchands de Kayseri à Adana est également représentatif, plus largement, du groupe des hommes d'affaires de province, par opposition aux hommes d'affaires d'Istanbul et d'Ankara, très proches de la bureaucratie d'État. Nous allons voir maintenant comment le Parti démocrate s'appuie sur ce groupe et, plus largement, sur quels ressorts repose cette alliance.

II. Les hommes d'affaires d'Adana comme cas d'étude de l'influence des hommes d'affaires sur la politique à la période du DP

Il y a plusieurs façons d'analyser le rapport des hommes d'affaires à la politique. Un premier type d'études a cherché à analyser les leviers d'influence des hommes d'affaires en politique[76]. La question des hommes d'affaires en politique, c'est-à-dire l'entreprenariat comme voie d'accès au politique, la place des patrons dans la compétition politique, a été bien étudiée[77]. Concernant le groupe qui nous occupe, les hommes d'affaires de la région d'Adana, la question n'est pas vraiment pertinente. Les hommes d'affaires que nous étudions se sont presque toujours limités à des postes électifs locaux, soit par choix, soit parce qu'ils ont échoué à se faire élire députés. Michel Offerlé a

[73] *Ibid.,* p. 307.
[74] *Ibid*., p. 298.
[75] Kadir Has, *op. cit*., p. 54.
[76] Philippe Hamman, « Patrons et milieux d'affaires français dans l'arène politique et électorale (XIXe - XXe siècles) : quelle historiographie ? », *Politix*, vol. 84, n° 4, 2008, p. 35-59.
[77]Philippe Hamman, art. cité.

montré que les mandats parlementaires sont un fait rare pour les grands patrons, qui n'y ont pas forcément intérêt[78] - même si cette dernière affirmation est à nuancer avec la nouvelle composition de l'Assemblée nationale en 2017. Inversement, Frédéric Sawicki a montré que l'obtention d'un mandat électif local peut servir un objectif tout autre, comme l'accès à un poste de pouvoir dans une autre organisation[79]. Les organisations patronales ont fait l'objet d'études au niveau national[80] et européen[81] ; plus rarement au niveau local.

Finalement, c'est l'ensemble des relations des hommes d'affaires au politique que nous voulons étudier, le soutien des milieux d'affaires aux entreprises politiques, une influence diffuse et difficilement mesurable[82], qui comprend le financement du Parti démocrate par les hommes d'affaires, mais aussi un ensemble de relations d'amitié, d'identification et d'échanges de toute nature, souvent corrompus[83]. Cette relation n'est pas à sens unique : s'il semble évident que les hommes d'affaires souhaitent se rapprocher d'un parti au pouvoir, surtout dans le contexte turc des années 1950, où l'État est un acteur essentiel de la vie économique[84], le parti politique au pouvoir, en l'occurrence le Parti démocrate, est aussi un acteur à part entière de cette relation, ne serait-ce que, parfois, pour contrôler les milieux d'affaires[85].

Le « milieu patronal » qui soutient Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux, décrit par Jacques Lagroye, est un bon modèle pour étudier les relations des hommes d'affaires d'Adana au Parti démocrate[86]. Cette approche par le « milieu » a pour avantage de nous permettre de voir les relations d'un groupe social à un parti de façon dynamique ; pour les hommes d'affaires d'Adana, nous verrons que le soutien au Parti démocrate contribue à modeler les frontières du groupe. Cette réflexion aura lieu en deux temps : dans une première sous-partie, nous analyserons la relation dynamique entre le Parti démocrate et ces hommes d'affaires. Nous montrerons les multiples avantages que les deux

[78] « 8. « À monsieur Schneider ». Quand des ouvriers demandent à leur patron de se présenter à la députation (janvier 1902) », *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, 2007, p. 163-188.
[79] Frédéric Sawicki, Les réseaux du Parti socialiste, *op. cit.,* p. 26.
[80] Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009.
[81] Sylvain Laurens et Hélène Michel, "Les organisations patronales au niveau européen : développement et institutionnalisation d'une forme de représentation des intérêts patronaux (années 1950 - 1980)", in Danièle Fraboulet et Pierre Vernus, Genèse des organisations patronales en Europe (XIXe-XXe siècles), PUR, 2012, p. 317-330.
[82] Voir François-Xavier Dudouet, Hervé Joly et Antoine Vion, art. cité.
[83] Le terme de corruption est difficile, parce qu'il renvoie à un jugement moral. Jean-Louis Briquet s'est penché sur ces questions. Voir Jean-Louis Briquet, « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de Tangentopoli », *in* Monier, Frédéric, Olivier Dard, et Jens Ivo Engels. *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine. Les coulisses du politique à l'époque contemporaine XIXe-XXe siècles.* Armand Colin, 2014, p. 229-243.
[84] A cet égard, des comparaisons avec l'Egypte peuvent être intéressantes. Cf Eric Gobe, *Les hommes d'affaires égyptiens, démocratisation et secteur privé dans l'Egypte de l'*infitah, Paris, Karthala, 1999, p. 226.
[85]Comme ce que décrit Béatrice Hibou pour la Tunisie. Voir Béatrice Hibou, « " Nous ne prendrons jamais le maquis". Entrepreneurs et politique en Tunisie », Politix, vol. 84, n° 4, 2008, p. 115-141.
[86] Jacques Lagroye, Pouvoir et société, op. cit.

parties retirent de cette alliance. Une deuxième sous-partie se concentrera sur les ressorts de l'identification des hommes d'affaires au Parti démocrate et de certains dirigeants du parti aux hommes d'affaires d'Adana.

A. La formation d'un groupe avec le soutien au DP : les entrepreneurs d'Adana.

Un groupe social est toujours le produit de multiples processus de construction sociale : un travail de délimitation, un travail de mobilisation, ou de mise en scène ; plusieurs acteurs participent à ce processus de construction[87]. En réalité, avec le soutien au Parti démocrate, le groupe social très fermé, fondé sur le la provenance géographique, qu'était le groupe des marchands de Kayseri à Adana, devient un groupe plus large, celui des hommes d'affaires d'Adana, fondé sur des affinités politiques.

Certains groupes sont des soutiens presque officiels du Parti démocrate. En 1950, un nouveau club réunissant les élites de la ville, *Cukurova külübü*, est fondé par les jeunes entrepreneurs agricoles et industriels de la ville. Le club est créé pour permettre à toutes les élites de la ville de se connaître et de se fréquenter. En réalité, les élites issues des minorités linguistiques – mais peut-être aussi confessionnelles - n'étaient pas acceptées dans ce club[88]. C'est très révélateur du remodelage des frontières du groupe. Il est désormais possible, pour les hommes d'affaires de Kayseri à Adana, de faire affaire avec des Albanais – Salih Bosna efendi pour la fabrique BOSSA, ou avec de larges propriétaires terriens – la fille de Nuri Has épouse un membre de la famille Aksoy[89], de larges propriétaires terriens qui ne sont pas issus de Kayseri. Mais les Arabes alaouites restent exclus de ce nouveau groupe – nous aurons l'occasion de revenir sur la dimension de l'ethnicité dans le chapitre 8.

La dimension générationnelle est importante ; il s'agit de jeunes gens qui ne veulent pas fréquenter le club de leurs pères, *Adana külübü*, qui était fréquenté par les élites de la ville, et soutenait le CHP[90]. Ce club deviendra un lieu très important de socialisation de la ville, et réunira beaucoup de soutiens au Parti démocrate.

[87] Luc Boltanski, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Editions de minuit, 1982.
[88] Nous avons appris au détour de la conversation, dans un entretien avec Aydın Önen et Mehmet Uslu, le fils d'Ismet Uslu, ancien député DP d'Adana, que les Arabes n'étaient pas admis à fréquenter le club. Il n'y a pas de raison pour que les autres minorités aient eu le droit de fréquenter le club. Entretien avec Mehmet Uslu dans les locaux de *Cukurova külübü* à Adana, 10 décembre 2014.
[89] Kadir Has, *op. cit*., p. 414.
[90] *Ibid*., p. 147.

1. L'investissement des hommes d'affaires dans la politique locale

Jacques Lagroye, dans son travail sur les notables bordelais, remarque qu'un faible nombre d'entre eux se lancent dans une carrière politique au niveau national ; la plupart préfèrent investir dans la politique locale[91]. C'est plutôt par des liens étroits avec les dirigeants nationaux qu'ils s'assurent la possibilité de peser sur les affaires nationales. Le schéma est le même pour les milieux d'affaires d'Adana : en 1950, sur les onze députés d'Adana, seuls deux sont des hommes d'affaires : Reşat Güçlü et Salim Serçe, un riche marchand de la communauté arabe alaouite de la ville. D'autres, comme Tevfik Coşkun, Zeki Akçalı ou Mahmut Kibaroğlu, viennent de familles d'anciens chefs de tribu et grands propriétaires terriens. Quoiqu'il en soit, pour tous ceux qui ne sont pas réélus, le poste de parlementaire ouvre des possibilités de faire carrière dans les affaires.

En 1950, Tevfik Coşkun, qui vient d'être élu député démocrate, rachète l'une des seules usines de textiles publiques de la ville, la fabrique de *Sümerbank*, avec son frère, Hüsnü Coşkun, le propriétaires terrien Abdil Dal et l'homme d'affaires Kerim Caymaz[92]. Tevfik Coşkun a-t-il pu influencer en sa faveur la décision des acteurs étatiques ? A-t-il disposé d'un accès privilégié à l'information, au crédit ? Toujours est-il que ce n'est certainement pas un hasard s'il a pu faire cette acquisition alors qu'il était député. En 1960, on découvre que de nombreux députés ou anciens députés du Parti démocrate ont trouvé un poste de direction dans une structure étatique de crédit, ou d'autres entreprises qui lui étaient liées. Cavit Oral est à *Sümerbank*, Enver Batumlu à *Etibank*, une autre agence étatique de crédit. Mehmet Unaldi est à la banque de l'agriculture, *Ziraat bankası*[93]. Resat Güçlü, qui est élu député démocrate de 1950, n'est pas réélu en 1954, et retourne aux affaires. Il fonde une entreprise avec Emin Ozgür, un homme d'affaires de Kayseri, dont la famille contrôle presque à elle seule la fabrique nationale de textile, *Milli mensucat fabrikası*[94]. Un poste de député semble favoriser l'obtention d'un poste dans une institution étatique de crédit, que ce soit grâce au réseau formé à Ankara, ou en vertu d'un échange de services avec les dirigeants du parti. Toutefois, une carrière de député ne laisse pas beaucoup de temps pour se consacrer aux affaires : Resat Güçlü reprend sa carrière après avoir quitté la carrière politique.

C'est peut-être pour cette raison que les hommes d'affaires d'Adana semblent avoir préféré, de loin, l'investissement dans la politique locale. Nous nous souvenons de la façon dont la branche du Parti démocrate à Adana avait été fondée ; Refik Koraltan se rend chez Nuri Has, un richissime

[91] Jacques Lagroye, *op. cit*., p. 127.
[92] Kudret Emiroğlu, « Adana'da sanayi ve sanayiciler hakkında », in Behçet Celik (dir.), *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 298.
[93] *Yeni Adana*, 18 mars 1960.
[94] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 111.

marchand de Kayseri, à qui il propose de fonder le parti. Nuri Has refuse ; il craint les sanctions politiques. Il suggère que son gendre, Ömer Başeğmez, un autre homme d'affaires de Kayseri, s'en charge. Cet épisode nous montre à quel point les hommes d'affaires sont soumis au pouvoir politique ; soutenir ouvertement le parti politique de l'opposition, en 1946, est trop risqué pour un entrepreneur. À partir de 1950, la situation change : soutenir le Parti démocrate est au contraire la garantie d'obtenir des avantages substantiels : nous verrons lesquels. De plus, la fondation de la branche locale a été confiée à Ömer Başeğmez, ce qui montre que les dirigeants démocrates se sont appuyés sur les marchands de Kayseri dès l'origine. Quelques années plus tard, quand on regarde les responsables locaux du Parti démocrate, on constate que ce sont presque tous des entrepreneurs qui appartiennent, pour la plupart, au groupe des marchands venus de Kayseri ou Darende.

Nuri Has, Kemal Pekün, Ahmet Saygan[95], Özcan Özler, Ali Sepici – qui devient maire de la ville en 1954[96], Mahmut Karabucak[97], Mustafa Özkaynak, Zekiye Bosna, Adil Özgiray[98], Ahmet Sapmaz, Ismail Hakki Tekin[99], Mustafa Paksoy, Cahit Özşahin[100], sont tous membres du comité départemental du Parti démocrate, à un moment ou un autre de la période, et tous sont engagés dans une activité industrielle. La plupart d'entre eux sont issus du groupe des marchands de Kayseri, ou liés à lui. Nuri Has est l'un des marchands qui a obtenu la gestion des usines Simyonoğlu. Kemal Pekün s'associe avec Omer Sabanci pour créer une fabrique de coton imprimé, avec l'aide de Celal Bayar. Ahmet Saygan est un proche de Nuri Has[101]. Özcan Özler est membre du comité de gestion de la banque des marchands de Kayseri, *Akbank*[102]. Ali Sepici est un jeune entrepreneur. Mahmut Karabucak est propriétaire d'une usine de pièces et machines agricoles, ainsi que d'une entreprise d'exportation[103] ; c'est aussi le propriétaire du journal local *Vatandas*. Zekiye Bosna est de la famille de Salih Bosna efendi, qui s'associe aux Sabanci en 1951. Ahmet Sapmaz est le propriétaire de *Güney Sanayi*, une importante entreprise industrielle de la ville. Mustafa Paksoy fondera plus tard *Paktaş*, une entreprise de textile. Les autres responsables locaux du parti sont de grands propriétaires terriens de la région : Zeynel Milli, Necdet Raman, Rasim Akçimen.

Ömer Başeğmez, le gendre de Nuri Has, a été un chef de faction très important de la période, il devient plusieurs fois directeur du comité départemental du parti. Il semble d'ailleurs avoir de bons contacts au siège national du parti, puisqu'il sort vainqueur de plusieurs luttes factionnelles grâce à

[95] *Yeni Adana*, 6 décembre 1950.
[96] *Yeni Adana*, 27 octobre 1952.
[97] *Yeni Adana*, 1er avril 1955.
[98] *Ibid*., 7 avril 1955.
[99] *Ibid*., 9 mai 1955.
[100] *Vatandaş*, 25 octobre 1955.
[101] *Vatandaş*, 26 juillet 1951.
[102] Zafer Toprak, *Bir Geleceğin Geçmisi, 1948'den 1998'e Akbank Tarihi* [La passé d'un avenir. L'histoire d'*Akbank* de 1948 à 1998], Istanbul, Akbank, 1998, p. 75.
[103] *Vatandaş*, 6 mai 1955.

une décision du centre[104]. Comme nous l'avions vu au chapitre 1, c'est d'abord, pour l'organisation centrale du parti, un moyen d'assurer le financement du parti. Ömer Başeğmez, le gendre de Nuri Has, qui fonde la branche locale du parti, est un homme extrêmement riche. Un homme d'affaires témoin de la période rapporte que, dans le financement du barrage de Seyhan, un projet repris par le Parti démocrate au pouvoir, Ömer Başeğmez investit 3,5 millions de lires. Cette annonce soulève la plus grande stupéfaction dans la salle de réunion ; personne n'imaginait même qu'une seule personne puisse réunir une telle somme[105]. Naci Gülalp, un homme d'affaires local et témoin de l'époque, affirme qu'Ömer Başeğmez ne s'est pas présenté pour être candidat sur les listes DP aux élections législatives de 1950 et de 1954, parce qu'il préférait briguer un poste à la chambre de commerce et d'industrie[106]. C'est certainement au niveau local, finalement, que la maîtrise de postes à responsabilité au sein du parti donne le plus d'avantages ; en tout cas, c'est ce que semblent indiquer les choix de carrière d' Ömer Başeğmez[107].

Cet investissement dans la politique locale, dans les rangs du Parti démocrate, n'empêche pas ces hommes d'affaires d'avoir une influence au niveau du siège national du parti. En 1954, Kadir Has va voir le Premier ministre, Adnan Menderes, à Ankara, pour lui demander qu'Ahmet Topaloğlu, l'un de ses amis soit accepté sur les listes du Parti démocrate, comme candidat à la députation pour les élections de 1954. Menderes accepte immédiatement[108]. Cet épisode montre d'une part que Kadir Has entretient des relations personnelles avec le Premier ministre : il obtient sans difficulté un entretien. D'autre part, comme nous l'avons vu au long de la troisième partie de ce travail, obtenir une place sur les listes électorales du Parti démocrate est difficile, c'est l'objet de conflits factionnels de longue haleine ; c'est une très grande faveur à demander au Premier ministre. Le fait que Kadir Has puisse l'obtenir pour son ami par une simple demande adressée à Menderes est le signe d'un grand pouvoir d'influence. Pour demander une telle faveur, Kadir Has a certainement rendu d'importants services au parti. Comme nous le verrons dans la troisième partie de cette analyse, il s'agit certainement de financements très élevés versés par l'homme d'affaire, à l'occasion des élections, qui coûtent très cher au parti.

Avoir du pouvoir politique au niveau local donne les moyens d'obtenir du crédit ; dans les années 1950, Ömer Başeğmez – un marchand de Kayseri, directeur de la branche locale du parti, devait fonder une nouvelle entreprise avec Mehmet Nuri Sabuncu. Ce dernier se retire du projet. Ömer

[104] *Yeni Adana*, 1er avril 1955.
[105] Selahattin Canka, *op. cit*., p. 83.
[106] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 143.
[107] Cette dernière affirmation est peut-être toutefois à nuancer dans la mesure où, de ce que nous avons appris d'entretiens avec des témoins de la période, Ömer Başeğmez a tenté plusieurs fois de devenir député mais n'a jamais réussi à faire inscrire son nom sur les listes électorales. L'idée qu'il préférait la chambre de commerce et d'industrie est peut-être une justification *a posteriori* de ces échecs.
[108] Kadir Has, *op. cit*., p. 89.

Başeğmez, comme il est directeur de la branche locale du Parti démocrate, n'a aucun mal à trouver du crédit, et fonde l'entreprise tout seul, avec ses propres capitaux. C'est que, commente un homme d'affaires de l'époque, son pouvoir politique lui donnait la possibilité d'obtenir du crédit en toute facilité ; les banques sont désireuses d'être en de bons termes avec le Parti démocrate[109].

Les avantages, pour les hommes d'affaires, de soutenir le Parti démocrate, ne se limitent pas à des possibilités de crédit et d'enrichissement personnel ; la politique économique du parti a aussi joué un rôle. En diffusant un esprit favorable à l'entreprise privée, à la prise de risques, au développement de l'industrie, le Parti démocrate a favorisé l'ascension de cette classe d'entrepreneurs. Nous reviendrons, dans une deuxième partie de cette section, sur les ressorts de l'identification partisane, et nous approfondirons, dans une troisième section, la façon dont les politiques du Parti démocrate ont concrètement favorisé ces entrepreneurs. Pour l'heure, nous nous contenterons de décrire le développement spectaculaire de l'industrie à Adana, en soulignant que les acteurs locaux de l'industrialisation de la région sont aussi les responsables locaux du Parti démocrate, et que la plupart sont issus du groupe des marchands de Kayseri.

2. Le développement de l'industrie sous la protection du Parti démocrate

L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate correspond à une grande progression de l'industrie dans le département d'Adana. En 1963, sur 85 usines en activité dans toute la ville, quarante-trois ont été fondées entre 1950 et 1959[110]. Alors que, jusqu'aux années 1940, l'industrie à Adana se limitait au traitement du coton, l'industrie textile et l'industrie de l'huile commencent à se développer. Ce développement de l'industrie, nous le verrons, doit beaucoup au soutien du pouvoir démocrate.

En 1951, la famille Paksoy, qui est l'un des plus grands propriétaires de la région, se lance dans l'industrie textile, et fonde *Pamuk Ticaret ve Sanayi TAS*. Cette entreprise est fondée peu de temps après l'alliance de la famille Paksoy avec la famille Has : le 27 février 1947, Fazılet Has, l'une des filles de Nuri Has, un richissime hommes d'affaires venu de Kayseri, épouse Talip Paksoy, le fils d'un très grand propriétaire terrien[111]. La même année, les frères Sapmaz, Ahmet et Bekir Sapmaz, fondent l' « industrie du Sud », *Güney sanayi*, qui connaît une progression fulgurante et devient l'une des entreprises industrielles les plus importantes de la région.

[109] « Ömer Başeğmez'in o devirdeki politik gücü kolaylıkla kredi almasına imkan veriyordu, tek başına fabrikayı kurmakta güçlük çekmedi », Cevdet Naci Gülalp, *op. cit.,* p. 110.
[110]Kudret Emiroğlu, « Adana'da sanayi ve sanayiciler hakkında », in Behçet Celik (dir.), *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Memleket kitapları, İstanbul, İletişim, 2007, p. 297.
[111] Kadir Has, *op. cit*., p. 414 ; Kudret Emiroğlu, art. cité, p. 303.

Ömer Sabancı s'associe à la famille d'un riche marchand de la ville, d'origine albanaise, Salih Bosna efendi, pour fonder *BOSSA*, une entreprise qui allait devenir aussi très importante[112]. L'entreprise est fondée en 1951, avec un capital d'un million. En 1953, l'entreprise a un capital de 8 millions de livres. En 1952, l'entreprise BOSSA ouvre une entreprise de coton imprimé, qui nécessite une technologie développée. Comme nous le verrons en deuxième partie, Celal Bayar a joué un rôle important dans la création de cette entreprise ; c'est l'un de ses proches, Kemal Pekün, qui est chargé de la gestion. Celal Bayar invite Ömer Sabancı à visiter avec lui les usines de Nazilli, les premières en la matière, qui marchent bien[113]. Sakip Sabancı ajoute que Adnan Menderes et Fethi Çelikbaş ont aussi beaucoup soutenu cette entreprise[114].

En 1953 sont fondées deux entreprises industrielles de matériaux de construction, l'une par la famille Özgür – leur père était l'un des associés qui avaient repris les usines Simyonoğlu en 1927 – (*Kil-toprak limited OrtaklığıTuğla ve Kiremit fabrikası*), et l'autre par Ömer Başeğmez (*Saba toprak sanayii işletmeleri*). En 1956, la famille Özgür s'associe à la famille Güçlü pour fonder une entreprise de ciment. La famille de Mehmet Nuri Sabuncu fonde, aussi en 1953, une entreprise d'huile et de textile (*Akdeniz Nebati Yaglar ve tekstil sanayii*). En 1954, deux familles importantes de la ville, la famille Özşahin et la famille Karabucak, s'associent pour fonder une entreprise de textile (*özbucak iplik ve dokuma fabrikası*).

C'est, aussi par une politique de grands travaux que le pouvoir démocrate a valorisé le développement de la région d'Adana ; et notamment le barrage de Seyhan, qui a permis de fournir une source d'électricité et d'irriguer durablement les terres, tout en mettant fin aux inondations dûes aux crues du fleuve Seyhan[115]. C'est Ali Sağ, un proche du Parti démocrate, qui sera plus tard directeur de l'union des coopératives de coton, *çukobirlik*, qui est responsable du projet[116]. C'est un formidable avantage pour les grands propriétaires terriens d'Adana.

Aujourd'hui encore, les témoins de l'époque attribuent le *boom* agricole de la région d'Adana, dans les années 1950, au Parti démocrate ; alors que, comme nous l'avons vu, cette croissance doit aussi à beaucoup d'autres facteurs, comme l'aide américaine, l'importation du coton Akala, etc. Cette forme d'identification rappelle les analyses de Jacques Lagroye sur le milieu bordelais ; les patrons de la région Aquitaine sont persuadés que rien n'aurait pu se faire sans Jacques Chaban-Delmas[117].

---

[112]Kudret Emiroğlu, art. cité.
[113] Sadun Tanju, *op. cit*., p. 261.
[114] Sakıp Sabancı, Iste Hayatim [Voici ma vie], p. 112-114.
[115]Ibrahim Yaşa *et alii*, *Şehirlerin İnkişafı ve Sosyal Problemler*, *Adana* ve *Karabük Şehirleri Hakkında Bir Araştırma* [La découverte des villes et ses problèmes sociaux, une étude sur les villes d'Adana et Karabük],Türkiye *ve* Orta Doğu Amme idaresi Enstitüsü. Ankara, 1958, p. 8.
[116] Richard Robinson, lettre 13, datée du 26 avril 1955.
[117] Jacques Lagroye, *op. cit*., p. 32.

3. La politisation des chambres de commerce : signe de la domination du Parti démocrate sur les circuits économiques

Les chambres de commerce et d'industrie étaient, de longue date, des institutions importantes de la vie commerciale locale. Elles sont fondées à la fin du XIXème siècle, généralement par des non-musulmans[118]. Après la Première Guerre mondiale, l'État s'est appuyé sur ces chambres pour nationaliser l'économie[119]. Dans les années 1950, ces chambres servent essentiellement à faire l'intermédiaire entre l'État et les acteurs locaux de l'économie. Dans les années 1950, ces chambres sont surtout un moyen, pour l'État – et le Parti démocrate au pouvoir – , de contrôler et de clientéliser les réseaux locaux de commerce[120]. Comme l'ont montré Ayşe Buğra et Osman Savaşkan pour la période contemporaine[121], les situations locales sont d'une grande diversité et il est difficile d'établir un schéma général.

Dès lors, les tensions au sein des chambres de commerce, qui apparaissent dans la presse locale, sont une source importante pour l'historien ; elles permettent de voir dans quelle mesure le milieu des affaires est proche, ou non, du Parti démocrate. À Adana, la chambre de commerce et d'industrie regroupe tous les hommes d'affaires connus pour être d'importantes figures locales du Parti démocrate. Sakıp Sabancı raconte dans ses mémoires que ses amis l'ont convaincu de se porter candidat à la chambre de commerce et d'industrie en 1946, en tant que candidat « impartial », dans un contexte de lutte entre le DP et le CHP au sein de cette chambre[122]. S'il y avait encore une lutte importante entre les deux partis en 1946, ce n'est plus le cas en 1950. Le 30 novembre 1959, nous pouvons lire dans un journal local que « les candidats du Parti démocrate ont remporté les élections à la chambre de commerce et d'industrie de notre ville »[123]. Nous en déduisons que la couleur politique des candidats est publique. Si elle ne l'était pas, le journaliste aurait certainement pris soin de formuler les choses de façon plus indirecte. Le lendemain, le 1er décembre, le même journal publie un article selon lequel « les résultats des élections de la chambre de commerce et d'industrie ont causé des remous »[124]. Nous n'en apprenons pas plus. Est-ce que les hommes d'affaires proches du CHP se sont plaints ? Est-ce plutôt la conséquence de conflits factionnels au sein même du Parti démocrate ? Il faut

[118] Melih Gürsoy, *op. cit*., p. 225.
[119]Tanıl Bora, « Professional chambers and Non-voluntary Organizations in Turkey : the Intersection of Public, Civil and National », in Seufert, Günter, et Karin Vorhoff, *Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, Ergon, 2000, p. 99.
[120]Ayşe Buğra, *op. cit.*, p. 322.
[121]Ayşe Buğra et Osman Savaşkan, *New capitalism in Turkey : the relationship between politics, religion and business*, Cheltenham, Royaume-Uni, Edward Elgar, 2014, p. 165.
[122] Sakıp Sabancı, *Iste hayatim* [Voici ma vie], p. 98. Cité dans Kudret Emiroğlu, art. cité, p. 290.
[123]*Yeni Adana*, 30 novembre 1959.
[124]« Ticaret ve Sanayi odası seçiminin neticeleri bir takım söylentilere yol açtı »,Yeni Adana, 1er décembre 1959.

relever, en tout cas, le silence du journaliste sur ce sujet. Est-ce qu'il craint les foudres du Parti démocrate, ou est-ce au contraire parce que les causes de ces « remous » sont si évidentes qu'il n'est même pas besoin de les énoncer ? En tout cas, le Parti démocrate semble être majoritaire dans beaucoup de chambres de commerce et d'industrie ; en 1959, on apprend par exemple qu'à Diyarbakır, les candidats du Parti démocrate ont remporté les élections à la chambre de commerce ; les candidats CHP n'ont obtenu que deux sièges[125]. Cette domination du Parti démocrate sur toutes les chambres de commerce et d'industrie montre en tout cas que le parti maîtrise les circuits commerciaux ; être un homme d'affaires du CHP, c'est s'exposer à une série de difficultés et d'empêchements, ce qui en a certainement convaincu quelques uns de soutenir le Parti démocrate.

B. Les ressorts de l'identification partisane

L'essor économique d'une classe entrepreneuriale à Adana commence avant l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate. Nous l'avons vu, cela est dû à une conjonction de facteurs : l'augmentation de la valeur de la terre grâce à l'importation du coton *Akala*, les progrès de la médecine, qui permettent un accroissement démographique, l'aide américaine, l'augmentation de la demande mondiale de coton, etc. Mais le Parti démocrate arrive au pouvoir au moment où cette classe entrepreneuriale cherche à investir dans l'industrie. Il existe certaines affinités idéologiques entre les dirigeants du Parti démocrate et les hommes d'affaires d'Adana. D'abord, il faut revenir sur la figure, très importante de Celal Bayar.

Celal Bayar, nous l'avons vu au chapitre 1, incarnait dans les années 1930 l' « esprit des affaires » face à Ismet Inönü. Il a joué un rôle important dans la « nationalisation » de l'économie turque. Adnan Menderes est aussi, en un sens, un homme d'affaires de province. Dans les années 1920, il s'associe avec un homme d'affaires juif ottoman pour fonder une entreprise[126]. Cette connaissance du monde des affaires, de la part des deux plus importants dirigeants du Parti démocrate, a joué un rôle dans l'alliance du Parti démocrate avec les hommes d'affaires.

1. Des liens personnels : amitiés politiques et ressorts de l'influence

Ces affinités idéologiques se mêlent à des liens personnels, parfois très proches, qui lient les hommes d'affaires d'Adana et les dirigeants du Parti démocrate. Il est certain que, même pendant la période de parti unique, les hommes d'affaires ont toujours eu besoin de bien s'entendre avec les représentants locaux de l'État, qu'ils soient hauts fonctionnaires ou responsables de parti. Hilmi Uran, un responsable du Parti républicain du peuple qui a longtemps été député d'Adana pendant la période

[125] *Diyarbakır içkale*, 14 décembre 1959.
[126] Entretien avec Adnan Menderes, le petit-fils d'Adnan Menderes, à Izmir, le 22 janvier 2015.

républicaine, raconte que le nouveau gouverneur d'Antalya, Sabri Öney, lorsqu'il prend ses fonctions, dans les années 1930, reçoit en cadeau une automobile – à l'époque un bien d'une valeur considérable, que peu de personnes pouvaient s'offrir –, de la part de l'un des plus riches marchands de la ville, Maurice efendi[127]. Ainsi, l'achat des faveurs des autorités locales, de la part des hommes d'affaires locaux n'est pas une pratique nouvelle, ni propre au Parti démocrate.

Dans le cas du Parti démocrate, les relations des hommes d'affaires d'Adana avec les dirigeants du parti vont bien plus loin. Un exemple montre bien la force des relations d'Ömer Sabancı parmi les hauts responsables du Parti démocrate. En août 1957, Himi Incesulu se prépare à prendre ses fonctions comme gouverneur d'Adana, dans un contexte assez tendu : c'est peu de temps avant les élections de 1957, et il n'est pas sûr que le parti remporte les élections. L'opposition est très active. Ömer Sabancı vient se présenter à lui, lui « tient la jambe (…) comme s'[ils] étai[ent] meilleurs amis », lui propose de lui prêter sa voiture, une Cadillac dernier cri, pour se rendre à Adana, et « autres choses dans le même genre ». Cela a pour effet d'agacer considérablement le gouverneur, qui annonce qu'il « n'est pas disposé à accepter de telles faveurs ». « Vous êtes un homme suspicieux, Monsieur le gouverneur ! » réplique Ömer Sabancı en quittant les lieux. Le lendemain, alors qu'il vient prendre congé du ministre de l'Intérieur, Namik Gedik, la première chose que lui dit le ministre, c'est : « j'ai entendu que vous avez rabroué Ömer Sabancı ». S'ensuit une discussion dans laquelle Namik Gedik explique qu'il est impossible de vexer Ömer Sabancı ; il lui faudra faire le trajet dans la voiture d'Ömer Sabancı. Cette histoire montre bien les rapports de force qui peuvent entourer un don. Le gouverneur est tout à fait conscient qu'accepter de faire le voyage dans la voiture d'Ömer Sabancı risque de faire de lui son obligé, alors que sa fonction lui impose une certaine impartialité. Or, finalement, les bonnes relations qu'entretient Ömer Sabancı avec des personnages encore beaucoup plus haut placés le forcent à accepter la faveur. Le ministre, non content de fermer les yeux sur les collusions des autorités locales et des influents hommes d'affaires, semble les trouver normales, et même les encourager. De plus, des trois personnages, le ministre, le gouverneur, et Ömer Sabancı, c'est ce dernier qui apparaît le plus puissant ; même le ministre craint qu'il ne soit fâché avec le Parti démocrate.

Comme nous l'avons vu, les hommes d'affaires d'Istanbul et d'Ankara étaient très proches des responsables du Parti républicain du peuple, ce qui était un avantage considérable, notamment dans l'obtention de crédit. Pour certains auteurs, c'est même ce qui explique que l'impôt sur la fortune ait

[127] Hilmi Uran, *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950* [Mes souvenirs de la période constitutionnelle, de la période de parti unique, de la période de pluripartisme, 1908-1950].Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008, p. 168.

été un tel traumatisme : des hommes d'affaires dont les frères, les cousins, les amis, étaient des hommes importants du parti n'ont pas pu être épargnés par la taxe[128].

Plusieurs sources montrent une certaine proximité, ou du moins, de bonnes relations entre les hommes d'affaires d'Adana et les plus hauts dirigeants du Parti démocrate, Celal Bayar et Adnan Menderes. [129]Lorsqu'il se rend à Adana, Celal Bayar passe la nuit chez Ömer Başeğmez[130]. Passer la nuit chez quelqu'un, être son invité, et par là, lui être obligé, c'est une marque considérable d'amitié. Plusieurs photos montrent Menderes ou Bayar avec l'un ou l'autre de ces hommes d'affaires[131].



[128] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 76.
[129] Voir annexe n°9.
[130] Naci Gülalp, o*p. cit*., p. 95.
[131] Kadir Has, *op. cit.,* p. 405.



Figure 27 : photographies de Nuri Has et Kadir Has avec Adnan Menderes[132]

Nuri Has est le vieil homme qui embrasse Menderes sur la première photographie. Sur la seconde, Kadir Has se tient à la droite de Menderes.

Dans ses mémoires, Kadir Has raconte qu'il ne pensait pas que son père était mêlé à la politique, jusqu'à ce que, un jour, cinquante responsables du Parti démocrate arrivent chez eux. L'explication ne tarde pas à arriver : il va y avoir un congrès, les délégués passent la nuit chez Nuri Has. C'est aussi, pour l'homme d'affaires, un moyen de contrôler les délégués, explique Kadir Has : Nuri Has veut manipuler leur vote en faveur d'un responsable du parti plutôt qu'un autre. Pendant une journée, les délégués du parti boivent et mangent, ils ne quittent pas la villa de Nuri Has. Le lendemain, ils votent pour la personne que Nuri Has avait décidé de soutenir[133].

Ces accointances sont également visibles dans certains sports, très élitistes, qui réunissaient toute la bonne bourgeoisie de l'époque. En 1950, Fevzi Lütfi Karaosmanoğlu, l'un des dirigeants du Parti démocrate, fonde *Türkiye Jokey Kulübü*, un club de courses de chevaux, qui regroupe plusieurs députés du Parti démocrate et quelques membres de la famille Evliyâzade, la belle-famille d'Adnan Menderes. Celal Bayar rejoint le club en 1951. Adnan Menderes lui-même possède plusieurs chevaux de courses, et il est investi dans le secteur des courses de chevaux. Sadık Eliyesil, un riche industriel de la région Cukurova, sera très influent au sein de ce club[134].

[132] Kadir Has, *op. cit.,* p. 405 et 438.
[133] *Ibid.,* p. 92.
[134] Site du *Türkiye Jokey Kulübü* (http://www.tjk.org/TR/Kurumsal/Static/Page/Tarihce), consulté le 10 juin 2017.

2. Une certaine conception du libéralisme économique

Tanel Demirel montre bien que le Parti démocrate n'est pas, à proprement parler, un parti qui défend le libéralisme économique. Le libéralisme du Parti démocrate ne consiste pas à dire que les mécanismes du marché vont apporter les meilleures solutions, mais à dire qu'il faut limiter la puissance de l'État dans l'économie, de façon à empêcher l'État d'être une entrave au développement économique[135]. Cette conception est, au fond, assez proche de celle du CHP ; d'ailleurs, c'est Celal Bayar qui était ministre de l'économie, puis Premier ministre, pendant 5 ans. Cela ne veut pas dire pour autant que rien ne différencie le Parti démocrate du Parti républicain du peuple en ce qui concerne l'économie. Il y a là aussi une question de génération : le Parti républicain du peuple, du moins à sa création, est composé essentiellement de militaires, et du moins d'hommes qui attribuent la chute de l'Empire ottoman à l'influence économique de puissances étrangères.

Selon Tanel Demirel, il n'y a pas de réflexion sur le développement au sein du Parti républicain du peuple ; plus encore, il n'y a peut-être même pas de souci du développement. Le Parti républicain du peuple est essentiellement le parti d'une minorité au pouvoir, qui sert l'intérêt de l' « État » plus que celui du peuple[136]. À l'inverse, le Parti démocrate a porté une volonté d'enrichissement du plus grand nombre. Là où le Parti républicain du peuple avait peur des investissements étrangers, peur de la dette à l'étranger, préférait ne rien dépenser et garder tous les biens accumulés – en somme, avait une mentalité mercantiliste, « de pauvre » – [137], le Parti démocrate était porté par des hommes qui n'avaient pas peur du risque, qui voulaient investir, qui voulaient laisser aux entreprises la possibilité de faire des affaires. Selon l'auteur, le Parti démocrate a beaucoup contribué à libérer l'esprit d'entreprise en Turquie. C'est aussi une conception qui privilégie les « gros » par rapport aux « petits » ; qui encourage le rachat de petites structures par de plus grosses entreprises[138].

En cela, l'esprit porté par les dirigeants du Parti démocrate était tout à fait en phase avec le dynamisme de la classe des hommes d'affaires d'Adana, qui étaient dans une logique d'investissement et d'enrichissement. Cela apparaît clairement dans la façon dont Celal Bayar raconte sa rencontre avec Ömer Sabancı. En 1950, après avoir été élu président de la République, Celal Bayar se rend à Adana, où il est reçu pour un dîner dans le plus bel hôtel de la ville, *Erciyes* (du nom de la montagne qui domine Kayseri). A la fin du dîner, un homme vient se présenter à lui comme le propriétaire de l'hôtel ; c'est Ömer Sabancı, qui l'invite à venir prendre le café dans son bureau. Celal Bayar accepte ; une fois le café servi, Ömer Sabancı lui annonce sans détour son intention d'ouvrir une usine de coton imprimé. « Le voir si enthousiaste m'a intéressé. Nous avions construit une grande usine de ce type à

[135] Tanel Demirel, *op. cit.,* p. 55.
[136] *Ibid.*, p. 121.
[137] *Ibid*., p. 126.
[138] Kudret Emiroğlu, art. cité.

Nazilli. Ca avait très bien marché. C'était un bon exemple pour le pays, et pour l'industrie textile. C'était profitable. Je dis " oui " », raconte Celal Bayar[139]. S'ensuit une négociation sur la personne à placer à la tête de cette entreprise. Il est évident, dans la teneur de la discussion, que les deux hommes se comprennent, et que Celal Bayar est à l'aise dans le monde des affaires. Dans sa biographie, Kadir Has indique également que Menderes avait un grand intérêt pour l'industrialisation du pays, et, partant, une sympathie marquée pour les acteurs de cette industrialisation, au premier chef desquels, les hommes d'affaires d'Adana[140].

3. Une même admiration pour le modèle américain

Un fait est révélateur de cette proximité entre les dirigeants démocrates et le milieu des hommes d'affaires à Adana : l'admiration commune pour le modèle américain. Comme le dit encore Tanel Demirel, c'est aussi une affaire de génération. Au sortir de la Première Guerre mondiale, lorsque le Parti républicain du peuple prend le pouvoir, c'est l'Europe qui est, en quelque sorte, le centre du monde et le modèle à suivre. Le modèle est celui d'une modernité culturelle. En 1945, le centre du monde et le modèle à suivre sont les États-Unis, et le modèle n'est plus tant celui d'une modernité culturelle que celui d'une modernité matérielle et technique. La richesse, la société de consommation, et même la ville américaines sont des objets de fascination pour les dirigeants du Parti démocrate[141].

Pour les hommes d'affaires d'Adana aussi, les États-Unis sont un objet d'admiration. D'abord, le développement de l'agriculture en Turquie était un projet américain qui rencontre admirablement les préoccupations des hommes d'affaires d'Adana, qui veulent faire fructifier les terres de la plaine de Cukurova dont ils ont, pour la plupart, acquis récemment la propriété. Cette convergence d'intérêts s'exprime aussi dans des liens personnels. Max Thornburg, l'influent économiste américain qui avait publié en 1949 un livre qui allait déterminer les visions américaines sur les potentialités économiques de la Turquie[142], est présenté à Ömer Sabancı *via* Fethi Çelikbaş, un dirigeant important du Parti démocrate. C'est aussi Fethi Çelikbaş qui présente Ömer Sabancı à M. Dayton, le président de l'administration de l'aide américaine. Un jour qu'il est invité à dîner chez Ömer Sabancı, dans sa demeure d'Emirgan – au luxe tapageur –, Fethi Çelikbaş emmène M. Dayton et sa femme, qui sont frappés par la magnificence des lieux et touchés de la simplicité de l'accueil que leur fait Ömer Sabancı. Auprès de ressortissants américains, il est aisé de comprendre que l'image d'Ömer Sabancı,

[139] Sadun Tanju, entretien avec Celal Bayar, *op. cit.,* p. 260.
[140] Kadir Has, *op. cit*., p. 87.
[141] Tanel Demirel, *ibid*., p. 119.
[142] Max Weston Thornburg, George Henry Soule, et Graham Spry, *Turkey: An Economic Appraisal*, Twentieth Century Fund, 1949.

un homme issu d'un milieu simple, qui a accumulé une fortune considérable sans rien perdre de sa simplicité et de ses manières d' « homme du peuple »[143], soit très appréciée.

L'ambassadeur américain en Turquie de 1951 à 1953, George Mc Ghee, a lui-même fait rapidement fortune dans le pétrole en Louisiane ; on comprend la proximité qu'il peut avoir avec les hommes d'affaires d'Adana. Ömer Sabancı connaissait bien George Mc Ghee. Taha Toros, un écrivain d'Adana, les décrit comme des « amis » ; il raconte une anecdote dans laquelle George Mc Ghee demande à Ömer Sabancı comment il est devenu riche. Ce dernier répond que les terres de la plaine de Cukurova sont si fertiles qu' « il suffit d'y attacher un âne pour qu'il devienne une mule »[144]. Cet échange léger témoigne d'un intérêt – peut-être d'une admiration – de l'ambassadeur américain pour la fortune d'Ömer Sabancı, et d'une certaine complicité entre les deux hommes.

De nombreux hommes d'affaires et personnalités américaines ou étrangères sont reçus à Adana, et toujours de façon fastueuse. C'est lors d'une réception à l'ambassade américaine que Sakıp Sabancı propose à Naci Gülalp de venir travailler pour son entreprise[145]. Dans le développement d'Adana, que ce soit pour le commerce ou l'industrie, les capitaux étrangers – surtout américains sont essentiels. Pour faire du commerce, il est bon d'avoir de bonnes relations avec des étrangers. Un jour que Menderes vient rendre visite à Ömer Sabancı dans sa demeure d'Emirgan, il y emmène Nuri Said Pasha, le Premier ministre irakien. S'adressant à Ömer Sabancı en turc, Menderes lui dit : « regarde qui je t'amène ! ». Ignorant que Nuri Said parle couramment le turc, Ömer Sabancı réplique en blaguant : « Monsieur Menderes, parmi tous les étrangers du monde, pourquoi me ramenez-vous un Arabe qui n'a pas d'argent ? Amenez-moi des Américains ou des Allemands, que vous et moi nous puissions en tirer quelque chose ! »[146].

En 1954, une branche de l'association turco-américaine ouvre à Adana, pour renforcer les liens entre les deux communautés. Mustafa Paksoy, l'industriel qui possède *Paktas*, est président de l'association pendant dix ans[147]. L'ouverture de la base militaire aérienne d' Incirlik, en février 1955, dont l'armée américaine est l'utilisateur principal, multiplie les contacts entre habitants d'Adana et Américains. Des témoins de la période racontent que la fréquentation des bars d'Adana n'était pas la

[143] Un rapport diplomatique anglais mentionne les manières « rustes » de Sakip Sabancı : « For all his considerable wealth, he still retains a broad Anatolian accent and has become known as "the unassuming multi-millionaire" », *The National Archives*, « Leading personalities of Turkey, 1980 », FCO 9/3052.
[144] Sadun Tanju, entretien avec Taha Toros, *op. cit*., p. 259.
[145] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 225.
[146] *Ibid*., p. 194.
[147] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 139.

dernière occupation des soldats américains ; ils y fréquentaient de riches propriétaires terriens de la région[148].

4. Une « certaine idée de la Turcité » : la bourgeoisie nationale

Un autre élément qui rapproche les dirigeants du Parti démocrate des hommes d'affaires d'Adana est le caractère à la fois turc et sunnite de ces derniers. Nous l'avons vu, c'est pour cette raison que l'État, en la personne de Celal Bayar, avait confié les usines *Simyonoğlu* à un consortium de marchands venus de Kayseri. Lorsqu'il rencontre Ömer Sabancı, Celal Bayar remarque les chemises à crochet (*kopça*) qu'il portait, lui aussi, lorsque, déguisé en *hoca*, il parcourait l'Anatolie pour convaincre les notables locaux de se joindre au combat nationaliste de Mustafa Kemal[149]. Cette allusion à l'habillement d'Ömer Sabancı est tout sauf anodine. Il s'agit de mettre en avant la dimension proprement turque, anatolienne, de ces hommes d'affaires. Une autre anecdote, certainement enjolivée, est néanmoins révélatrice. Nuri Has choisit d'ouvrir une usine de textile à Antakya (Antioche), où la main-d'œuvre est moins chère. Celal Bayar, en déplacement à Antioche, vient visiter l'usine de Nuri Has. Il lui demande pourquoi avoir choisi d'investir à Antioche, que les Arabes réclament en permanence. « En faisant des investissements dans cette région, je veux montrer aux Syriens que, désormais, cette terre nous appartient », aurait répondu Nuri Has, qui ajoute que tous les gens qui vivaient là avaient compris que c'était désormais un « territoire turc » (*Türk toprağı*)[150]. Le dialogue ne s'est certainement pas passé de cette façon-là. Néanmoins, cette anecdote doit avoir quelque chose de vrai ; elle indique que Celal Bayar est encore dans la logique de la création d'une « bourgeoisie nationale », et que l'économie turque doit être portée par des turcs musulmans sunnites.

C. L'exemple d'Adana est-il généralisable ? Le cas d'Izmir.

À Izmir aussi, on s'en souvient, le traumatisme de la Seconde Guerre mondiale et de la gestion calamiteuse de la crise économique par l'État-CHP, avait laissé un vif souvenir chez les hommes d'affaires et avait joué un rôle dans le soutien des hommes d'affaires de la région d'Izmir. Nous l'avions vu au chapitre 2, les premières mobilisations pour le Parti démocrate reposaient sur un mécontentement de toutes les classes sociales, mais, au sein de ces mobilisations, les hommes d'affaires ont joué un rôle moteur.

Il semble que, également à Izmir, peu d'hommes d'affaires aient choisi une carrière politique nationale. Sur les dix-sept députés d'Izmir entre 1950 et 1954, un seul d'entre eux est un homme

[148]Can Nadir Nadirler, *Anılarda Adana* [Adana dans les souvenirs], éditions de la municipalité d'Adana, Adana, 2008, p. 155.
[149] *Ibid*., p. 260.
[150] Kadir Has*, op. cit*., p. 87.

d'affaires et un industriel important, Osman Kapani. Au niveau local, pourtant, les hommes d'affaires et les industriels sont beaucoup plus importants, et soutiennent activement le Parti démocrate. Le premier comité départemental du parti ne comprend presque que des industriels Hayri Gönen est président de la banque du commerce, Mustafa Haydar Nazli est un marchand influent de la ville, tout comme Haydar Dündar. Au sein du comité du parti pour le district-centre (la ville d'Izmir et ses environs), le nombre d'hommes d'affaires est encore plus important : sur six membres, quatre sont des hommes d'affaires influents : Cezmi Kutsay, Bedri Akpermen, Servet Algin, et Osman Kibar[151].

Cette présence est moquée par une brochure de propagande contre le Parti démocrate datée du 2 septembre, qui dépeint Necmi Bora, le président de la chambre d'industrie d'Izmir, sous un jour peu avantageux, et moque Osman Kibar, le « fabriquant de savon », et Burhan Maner, le « fabriquant de macaronis ». La chambre d'industrie, selon la brochure, est devenue un lieu très luxueux depuis que le Parti démocrate est arrivé au pouvoir[152].

Au sein du groupe des hommes d'affaires, les industriels sont un groupe influent. Ils sont présents au conseil régional, au conseil municipal[153], au sein du comité départemental du parti, au sein de la chambre de commerce et d'industrie. Selahattin Sanver, Halim Alanyalı, Mustafa Haydar Nazlı, Osman Kibar soutiennent activement le DP[154]. Enfin, le développement de l'industrie à Izmir suit le même schéma de développement qu'à Adana, avec les mêmes tournants de la taxe sur la fortune, de l'aide américaine et de l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate. Jusque dans les années 1950, Izmir n'abrite qu'une industrie de transformation et d'emballage des produits agricoles destinés à l'exportation : tabac, figues, coton, quelques entreprises de pâtes industrielles, de conserves, et d'huile végétale. Les importantes entreprises textiles sont entre les mains de familles levantines, notamment les Giraud, qui produisent des uniformes pour l'armée[155].

Au cours des années 1950, le secteur industriel d'Izmir se développe et se diversifie. En juin 1950, juste après l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate, une entreprise de ciment voit le jour, *çimentas*. Elle est fondée, grâce à l'aide du plan Marshall[156], par plusieurs hommes d'affaires de la région d'Izmir qui mettent en commun leur capital.. En 1954, la première entreprise de peinture de

[151] Taner Bayazıt, *op. cit*., p. 145. Voir annexe n°4.
[152][Brochure] *Izmir'den simalar, tipler, portreler* [Figures, individus portraits d'Izmir], Nejat Yıldırım Kemal, Ticaret Matbaacılık TAS, Izmir, 2 septembre 1960, p. 8.
[153]Hülya Gölgesiz Gedikler, *1950'liyıllardÀ Izmir* [Izmir dans les années 1950], Senocak Yayınları, Izmir, 2012, p. 30.
[154]*Ibid*., p. 208.
[155]Hülya Gölgesiz Gedikler, *op. cit*., p. 223.
[156] *Ibid.,* p. 225.

Turquie, DYO, est créée dans la région d'Izmir. En 1957 est fondée *ETITAS*, une entreprise de transformateurs électriques[157].

À Izmir aussi, la proximité des industriels au Parti démocrate a joué un rôle important. En 1951, une chambre d'industrie, séparée de la chambre de commerce, ouvre à Izmir. Dans son comité de direction siègent plusieurs figures locales du Parti démocrate, Haydar Dündar, qui était parmi les membres fondateurs de la branche locale du parti, et Burhan Maner, qui a été plusieurs fois président du comité départemental du parti (*il başkanı*), et maire de la ville. Muzaffer Balaban, qui sera député d'Izmir de 1954 à 1957, est un homme d'affaires et un industriel important. Osman Kibar siège aussi à la chambre d'industrie[158]. Finalement, le schéma est le même pour les hommes d'affaires de province ; l'exemple d'Adana semble représentatif de toute une catégorie sociale, celle des hommes d'affaires. Les hommes d'affaires sont restés fidèles au Parti démocrate même après 1955, un tournant qui marque pourtant la défection de plusieurs groupes sociaux.

III. Le tournant de 1955 : une alliance qui perdure

Dans cette dernière sous-partie, nous montrerons comment les hommes d'affaires de la région d'Adana résistent au contraire aux défections qui frappent le Parti démocrate après 1955. En effet, nous avions montré que les premières mobilisations pour le Parti démocrate concernaient presque tous les groupes sociaux, à part ceux qui tiraient des avantages directs de leur adhésion au Parti républicain du peuple. Cette large mobilisation interclasse peut aussi être rapprochée de la lassitude à l'égard d'un parti, le Parti républicain du peuple, qui a gouverné de façon autoritaire pendant près de 25 ans. Selon nous, les contours des groupes sociaux qui soutiennent le Parti démocrate – et de ceux qui soutiendront, plus tard, les partis de la droite de gouvernement, parti de la justice de Süleyman Demirel (*Adalet Partisi*), parti de la mère patrie (*Anavatan partisi*) de Turgut Ozal, n'apparaissent qu'après les crises qui secouent le parti en 1955.

1955 est l'année qui marque la fondation du parti de la liberté (*Hürriyet Partisi*), vers lequel partent plusieurs hommes du Parti démocrate, et parfois, même, d'importantes figures, comme Fuat Köprülü, l'un des fondateurs du parti. En réalité, la fondation du Parti de la liberté est l'expression la plus évidente d'une désaffection à l'égard du Parti démocrate. Une dégradation des conditions économiques, d'abord. A partir de 1954, le Parti démocrate a recours à la planche à billets pour financer des investissements tous azimuts ; une lourde inflation en est la conséquence. L'aide américaine, gérée par des experts sensibles à l'équilibre budgétaire, s'amenuise. Par ailleurs, le manque de certains produits crée des bulles de spéculation un peu partout dans le pays, qui nuisent

[157] *Ibid*., p. 226.
[158] *Ibid*., p. 227-228.

considérablement au bien-être quotidien des citoyens. L'*hybris*, l'ivresse du pouvoir, n'est pas un concept sociologique, elle décrit pourtant assez bien l'état d'esprit qui semble être celui d'Adnan Menderes et de ses proches compagnons au lendemain de la victoire aux élections législatives de mai 1954, comme nous le montrions au chapitre 5.

En septembre 1955, des émeutes et des pogroms qui visent les communautés grecques d'Istanbul et d'Izmir, et se déroulent sous les yeux du pouvoir – on apprendra plus tard, grâce aux travaux des historiens, que ces émeutes ont même été largement encouragées par le pouvoir – choquent les minorités non-musulmanes du pays, et même, au-delà, la jeunesse kurde sensible aux droits des minorités[159]. En novembre 1955, c'est la fondation du Parti de la liberté ; mais nous pourrions inclure les élections législatives de 1957 dans la définition de ce tournant qui affecte le pouvoir ; le Parti démocrate perd plusieurs départements, et perd des voix dans plusieurs départements dans lesquels il se maintient (voir annexe n° 7 : les élections de 1954 et les élections de 1957).

Selon nous, c'est donc à la faveur de cette désaffection généralisée que nous pouvons voir se dessiner les contours du « cœur » de la coalition qui a permis au Parti démocrate de se maintenir au pouvoir, alors que plusieurs autres groupes sociaux, dont nous parlerons au chapitre 8, se détachent du parti et, pour certains, passent à l'opposition. Nous souhaitons donc ici, dans cette dernière sous-partie, analyser en profondeur la dégradation des conditions économiques en 1955, et les élections de 1957, pour tenter de comprendre le maintien du soutien des hommes d'affaires et des grands patrons d'Adana au Parti démocrate. Par ailleurs, l'échec du Parti démocrate aux élections législatives de 1957, dans la région d'Adana, montre la faible influence sociale des patrons. Contrairement aux boutiquiers, les *esnaf*, ou leaders d'opinion des milieux conservateurs, les grands patrons d'Adana n'avaient qu'une faible capacité à faire voter pour le Parti démocrate. Cet échec montre aussi la force de l'opposition à Adana, en particulier dans les milieux ouvriers, mais aussi chez quelques grands propriétaires terriens, montrant peut-être que le Parti démocrate n'avait pas réussi à briser une alliance qui remontait à la guerre d'indépendance.

A. L'échec aux élections de 1957 : la fin du soutien des hommes d'affaires ?

Un rapport de l'ambassade de France à Ankara[160] tente d'analyser l'échec du Parti démocrate dans certains départements de Turquie. Pour Adana, l'une des raisons avancées est le grand espoir des hommes d'affaires d'Adana qu'un port y soit construit, pour faciliter les échanges avec l'extérieur. Or

[159] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 340.
[160] Centre d'archives diplomatiques de Nantes, 36PO/2/26.

Refik Koraltan, l'un des fondateurs du parti, et un homme influent pendant toute la période, aurait privilégié Mersin, parce que c'est son département d'origine, et celui dont il était élu député. Cette idée se retrouve ailleurs. Naci Gülalp, un homme d'affaires d'Adana, témoin de la période, raconte par exemple dans ses mémoires que Mehmet Nuri Sabuncu, le richissime homme d'affaires, avait de larges parts dans la société SEDOK, qui avait été créée pour faire construire un port à Adana[161]. Finalement, cette idée n'a jamais vu le jour. C'est peut-être pour cette raison, nous dit le diplomate, que le Parti démocrate a perdu les élections[162].

S'il semble tout à fait plausible que les hommes d'affaires d'Adana aient placé de grands espoirs dans la construction d'un port intérieur, et également plausible que Refik Koraltan, député du département Içel, ait réussi à obtenir de Menderes que la ville choisie pour la construction d'un port soit Mersin – l'exemple de l'université d'Erzurum, que nous avons développé au chapitre 4, montre bien comment les investissements publics étaient répartis – , il ne semble pas que les hommes d'affaires d'Adana aient choisi de ne plus soutenir le parti lors des élections de 1957, au contraire. Naci Gülalp raconte que, alors que la liste qui avait remporté les élections parlementaires à Adana en 1957 était CHP, à la mairie, mais que dans la plupart des organisations qui regroupent les hommes d'affaires, la chambre de commerce et d'industrie, la bourse de commerce, les coopératives de producteurs de coton comme *Çukobirlik*, l'union des coopératives des producteurs de coton, sur laquelle nous reviendrons, le Parti démocrate restait majoritaire et le plus influent[163].

B. Le tournant de 1955 : défections multiples au Parti démocrate

Nous nous concentrerons ici sur les problématiques de la ville d'Adana. En toute rigueur, pour analyser l'échec du Parti démocrate aux élections de 1957, il faudrait réussir à faire une sociologie électorale dans l'histoire, en l'absence de l'outillage statistique disponible. Un fait important, par exemple, sur lequel nous ne nous attarderons pas, est la puissance de l'opposition CHP à Adana. Kasım Gülek, qui devient secrétaire général du CHP en 1950, est issu d'une famille de larges propriétaires terriens d'Adana. Par ailleurs, l'alliance dont nous parlions en début de chapitre des larges propriétaires terriens avec le mouvement nationaliste, puis le régime kémaliste, reste un moteur d'identification partisane pour plusieurs grands propriétaires terriens de la région.

Nous n'aborderons que très rapidement ces points, de façon à nous concentrer sur le point que nous voulons souligner dans cette dernière sous-partie : le Parti démocrate, dans le département

[161] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 109.
[162] C'est aussi un argument que nous avons entendu au cours de nos entretiens avec des témoins de la période et des fils de députés démocrates, à Adana, au cours du mois de décembre 2014.
[163] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 143.

d'Adana, s'est appuyé sur une classe d'entrepreneurs montants, et a encouragé la formation de grosses entreprises. Lorsque les intérêts de ces grosses entreprises sont entrés en concurrence avec les intérêts des « petits » – petits boutiquiers, petits producteurs, ouvriers agricoles – les dirigeants du Parti démocrate ont toujours choisi le camp des « gros ». Selon nous, c'est en partie ce qui explique la défaite du Parti démocrate aux élections de 1957, dans la région d'Adana. Le contexte de la dégradation locale des conditions économiques dans la région à partir de 1955 y est pour beaucoup. Nous verrons d'abord les dimensions locales de phénomènes qui touchent toute la Turquie : la désorganisation urbaine qui fait suite à l'exode rural, et les pénuries répétées de biens de consommation, qui affectent lourdement les boutiquiers. Nous verrons que ces dynamiques sont exacerbées dans la ville d'Adana, qui connaît une expansion spectaculaire à la fin des années 1950. Nous aborderons enfin, dans une dernière sous-partie, la confrontation qui a opposé les petits producteurs de coton aux industriels sur la question des prix du coton. Nous montrerons que l'attitude du pouvoir démocrate a consisté à favoriser les industriels contre les intérêts des petits producteurs de coton.

	DP	CHP
1950	53 ,1	45
1954	49,2	45,7
1957	42,4	55,1

Tableau 13 : les résultats des élections de 1950, 1954 et 1957 à Adana (en pourcentage des voix exprimées)[164]

1. Problématiques urbaines : une croissance anarchique de la ville

A partir de 1955, l'exode rural, de plus en plus important, rend la croissance de la ville exponentielle. Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, les causes de l'exode rural que nous avions mentionnées au chapitre 3 pour la Turquie en général. Mais certaines choses sont particulières à la ville d'Adana.

D'abord, les campagnes de la région connaissent un accroissement démographique lié aux progrès de la médecine, comme partout ailleurs dans le pays. Dans la région d'Adana, la lutte contre la malaria, qui était une maladie particulièrement répandue jusque dans les années 1940, donne lieu à une forte croissance démographique. Beaucoup de centres contre le paludisme ont été ouverts dans la région, et ils ont eu de bons résultats, alors que la maladie était la cause d'un fort taux de mortalité

[164] Source : Erol Tuncer, 1954 seçimleri [Les élections de 1954], Ankara, Tesav, 2011, p. 371 et 405, et Erol Tuncer, 1957 *seçimleri* [Les élections de 1954], Ankara, Tesav, 2012, p. 312 et 326.

infantile[165]. D'autre part, plus de 20 000 personnes ont dû quitter leur terre pour l'installation du barrage hydro-électrique de Seyhan ; la plupart sont venus s'installer en ville. En dernier lieu, la production intensive de coton a augmenté la valeur des terres agricoles ; il est devenu beaucoup plus intéressant, pour un petit agriculteur, de vendre sa terre, ou de la louer, plutôt que de continuer à la travailler. Une autre raison est propre à la ville d'Adana, il s'agit de l'attraction de l'industrie textile, qui attire énormément de main d'œuvre ; mais, souvent, ces ouvriers s'installent en ville définitivement. Une chronique de Kenan Unaldi, un journaliste local, résume bien l'attrait nouveau de la ville sur le paysan.

> « Il y a de cela quinze ou vingt ans », raconte le chroniqueur, « nous allions à la ville une à deux fois par an, mon père et moi. Nous chargions notre âne avec un peu de coton et de sésame, nous confions nos épouses à un ami, et nous partions. Arrivés au village, avec l'argent de ce que nous avions vendu, nous achetions tout ce dont nous avions besoin : sucre, riz, café, vêtements pour l'hiver. Alors qu'aujourd'hui, tous les paysans qui montent tous les jours sur leur âne, font cinq à six heures de route pour venir à Adana, ont transformé la ville en banlieue. Chaque jour un camion plein arrive et repart. « L'autre jour, un paysan me dit « Je saurais pas te dire pourquoi je viens à la ville ! Chaque jour, je laisse mes bêtes dans l'étable, ma femme, je donne un peu d'argent au chauffeur, je monte dans le camion, et je descends à la ville. Mais est-ce que j'avais besoin de venir ? Ça mon vieux, je saurais pas te dire. » ». L'auteur analyse ces voyages fréquents à la ville comme l'attrait de la nouveauté, de la radio, des styles vestimentaires, mais aussi des débits de boisson. « Aujourd'hui, un paysan qui n'a même pas de quoi s'acheter du *pekmez* (mélasse de raisin qui fait office de sucre) va dans des restaurants où on sert de l'alcool ! ». Maintenant, l'attraction de la ville est dans le cœur de tous les paysans », conclut l'auteur[166].

Plusieurs articles de la presse locale montrent que les villages proches d'Adana subissent une forte attraction de la ville, ou du moins subissent les conséquences du raccourcissement des distances. Un article de la presse locale se plaint de ce que l'ordre public n'est plus garanti dans les villages : personne ne veut être surveillant de village (*bekçi*) : un salaire d'ouvrier en ville est bien meilleur que celui de *bekçi*. Les paysans jouent à des jeux d'argent, ce qui donne lieu à de violentes querelles. On consomme trop d'alcool dans les mariages[167]. Certes, ce sont des réflexions qui pourraient être faites à toute période pour un journaliste conservateur. Pourtant, ce sont là des réflexions intéressantes, si on les met en relation avec le contexte de l'époque.

La ville d'Adana apparaît, dans toute la région, comme la Ville par excellence, là où il est possible de s'enrichir très rapidement. Le roman d'Orhan Kemal, *Sur les terres fertiles*, raconte bien

[165]Ibrahim Yaşa *et alii*, *Şehirlerin İnkişafı ve Sosyal Problemler*, *Adana* ve *Karabük Şehirleri Hakkında Bir Araştırma* [La découverte des villes et ses problèmes sociaux, une étude sur les villes d'Adana et Karabük],Türkiye *ve* Orta Doğu Amme idaresi Enstitüsü. Ankara, 1958, p. 11.
[166] Kenan Ünaldi, « *Köyümün düşündürdükleri* » [Ce à quoi mon village me fait penser], *Bugün*, 28 décembre 1954.
[167]*Bugün*, 23 janvier 1953.

cette attraction[168]. Trois jeunes gens d'un village près de Sivas décident de se rendre à Adana pour y faire fortune. L'un d'entre eux meurt après avoir attrapé la grippe, à cause des mauvaises conditions de travail dans les ateliers de textile ; l'autre meurt dans un accident avec une machine agricole, alors que le propriétaire des terres imposait un rythme de travail insensé ; le dernier trouve un travail comme maçon sur un chantier, gagne un peu d'argent, et rentre dans son village, où il apparaît comme un sauveur.

Le roman décrit bien la fascination des paysans pour la ville, qui apparaît comme un *eldorado* fantastique. L'Adana de ces années-là, d'ailleurs, incarne bien ce *topos* de la ville tentaculaire, lieu de la Fortune et de la déperdition. Les cabarets (*pavyon*) et lieux de boisson, maisons closes tenues par des mafias urbaines (*kabadayı*) y sont très nombreux ; la ville est célèbre pour ses lieux de débauche. La prostitution est une activité importante de la ville[169]. Le jeu et la spéculation y sont omniprésents, si l'on en croit les chroniques d'un journaliste local.

> « Dimanche, je me suis dit : "tiens, je vais aller faire un tour" . Des jeunes gens jouaient à retirer des pièces d'argent d'un trou où ils les avaient jetées ; celui qui réussit à récupérer les pièces récupère tout l'argent et gagne la partie. A un autre endroit, que vois-je ? Un vendeur ambulant vend des mandarines ; devant son comptoir, un groupe de 15-20 personnes a poussé les mandarines sur un coin du comptoir, ils jettent les dés dans une excitation générale. J'avance un peu, un groupe de galopins, des enfants, sont assis sur le pas d'une porte, ils jouent aux cartes. Un peu plus loin, des adolescents se battent avec des cannes. Et cela se passe dans chaque rue du centre-ville. Eh oui ! Dans les cafés, on joue, dans les maisons, on joue, dans les clubs, dans les locaux, et maintenant, dans la rue, dans les marchés, on joue partout !
> C'est tout ? Non ! Je continue.
> Tu ouvres le journal : détache le coupon ! On te dit : il y a vingt mille livres à la clé. Tu allumes la radio nationale, quelqu'un est en train de lire une pub pour le loto, ou pour je ne sais quelle banque. Va à la course de chevaux, qui regarde les chevaux ? Ils sont tous à chercher des clients ! Va au cinéma : les revendeurs de billets au marché noir sont partout ! Que ce soit sur les villas, que ce soit dans les rues, en or étincelant, le nom de toutes les banques, dont la liste est si longue qu'on ne peut plus les retenir ! Elles sont toutes en concurrence pour que la main de la fortune vienne se poser sur toi.
> Donc, vous aurez, compris, en résumé : reformulons les choses de façon un peu élégante. Il n'y a pas un coin de la ville où n'existe pas la mode de jouer au jeu de la Chance et de gagner de l'argent venu de rien, comme ça, sans travailler, sans transpirer, mon pote. […] »[170]

Bien sûr, les affirmations de ce chroniqueur sont à prendre avec précaution ; toutefois, cette chronique semble bien décrire la fièvre qui touche la ville entière d'Adana. Les prix sont extrêmement instables ; toute disette d'un bien de consommation entraîne une flambée des prix et un marché noir se

[168] Orhan Kemal, *op. cit.*
[169] Ibrahim Yaşa *et alii*, *op. cit*., p. 65
[170] Kenan Ünaldi, « Mesul kim ? » [Qui est le responsable ?], *Bugün*, 23 janvier 1955.

développe immédiatement. La crise[171] du logement en est un bon exemple ; nous avons montré que les *gecekondus*, ou bidonvilles, ne sont pas des logements de misère ; au contraire, les loyers en sont assez chers, et quelqu'un de réellement pauvre ne pourrait pas venir y habiter. En réalité, le phénomène des *gecekondus* est lié à l'effet conjoint de la spéculation des propriétaires immobiliers, qui refusent de louer leurs appartements pour faire monter les prix, et de la crise de matériaux de construction, qui empêche de faire construire de nouveaux logements[172].

Les *gecekondus*, et plus généralement, l'anarchie urbaine[173], est un problème mentionné fréquemment dans les congrès politiques du Parti démocrate comme du Parti républicain du peuple. Tanel Demirel considère l'exode rural comme un enjeu important dans la vie politique des années 1950. Selon lui, les classes moyennes urbaines, qui avaient, au début de la période, un soutien du Parti démocrate, supportent de moins en moins le discours « paysanniste » du parti, son caractère religieux. Selon l'auteur, cela correspond aussi à un phénomène social : les classes moyennes urbaines se sentent envahies par les migrants intérieurs, dont les *gecekondus* sont l'expression la plus concrète[174]. La prostitution, le jeu, les débits de boisson, font aussi l'objet de plaintes récurrentes dans les congrès politiques.

2. Pénurie de biens de consommation : la posture répressive du pouvoir

Le manque de biens et les mouvements de spéculation sont courants à Adana après 1955, et touchent essentiellement les propriétaires de petits commerces de restauration, épiciers et autres boutiquiers. Peu avant les élections locales de 1955, lors d'un congrès de l'Union des associations d'*esnaf* (Esnaf kefalet kooperatifi), ces derniers se plaignent de ce qu'aucun *esnaf* n'est sur les listes proposées par le comité central du parti pour les élections municipales. Leurs arguments sont intéressants, en ce qu'ils donnent quelques chiffres sur le nombre d'*esnaf* dans la ville : « il y a 26 associations d'*esnaf* dans la ville, ce qui représente environ 12 000 personnes. Si on compte les femmes et les enfants, ça fait un total de 30 000 personnes. Il faut que ces gens soient représentés au conseil municipal ! » s'insurge l'un des orateurs[175]. Ces chiffres donnent une idée du poids électoral des *esnaf* dans la ville d'Adana.

> « J'emmène mon fils de sept ans chez le pâtissier Şevket. Il enfourne son assiette de *kazandibi* en deux coups de cuillères, se tourne vers moi d'un air suppliant, me regarde dans les yeux et dit : "papa… encore un !". Je comprends vite le danger de la situation ; je multiplie les ruses, les propositions et les

[171] Nous employons ici le terme de « crise » au sens économique de « disette ».
[172] İbrahim Sarıibrahimoğlu, « Mesken buhranı » [La crise du logement], *Bugün*, 23 janvier 1953.
[173] Un article de journal décrit la situation suivante : un *gecekondu* a été construit en s'appuyant sur le mur d'une autre maison, si près que l'habitant de cette maison ne peut plus désormais sortir de chez lui sans passer par la maison de son nouveau « voisin ». Les problèmes de ce genre ont certainement été très fréquents dans la ville.
[174] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 281.
[175] *Yeni Adana*, 27 octobre 1955.

> promesses alléchantes ; je me jette dehors à toute vitesse. Sinon mon fils, épais comme du papier à cigarette, avec ses doigts à peine plus grands qu'une tasse à café, aurait mangé dix assiettes de *kazandibi* de cette taille et, à la dixième, se serait encore tourné vers moi d'un air suppliant en disant : " papa… encore un !." Il aurait vidé mon porte-monnaie pour les trois jours à venir.
>
> Blague à part. Déterminer les portions réglementaires de desserts sucrés, et en organiser le contrôle, est l'un des travails les plus difficiles de la municipalité, c'est presque impossible ! Tu demandes une assiette de haricots à la viande. On t'apporte une assiette avec de minuscules vermicelles de viande… Quand il y en a !
>
> Maintenant, c'est la même chose pour tous : les restaurants de kebab, les pâtissiers, les cantines… Pour ne pas monter les prix, ils diminuent toutes les portions ! […]. »[176]

Cet article du même chroniqueur nous montre bien les conséquences de la crise de la viande, de la crise du sucre, sur les propriétaires de restaurant. Un autre jour, un journaliste raconte l'attaque d'une épicerie : les voleurs ont emporté tous les sacs de sucre. Les clients qui sont venus ensuite acheter du sucre n'ont pas voulu croire qu'il n'y en avait pas, ils ont supplié et menacé le pauvre épicier qui avait été volé… « Maintenant, est-ce que vendre du sucre va devenir aussi difficile que d'en acheter ? » conclut le journaliste[177].

Ces crises tendent considérablement les relations entre les *esnaf* et la municipalité de la ville. Dans tous les congrès du Parti démocrate, la question de la « crise du sucre » (« *seker buhranı* ») et de la « crise de la viande » (« *et buhranı* ») apparaît : les *esnaf* se plaignent de la gestion de la crise par la municipalité[178]. Dans tous les congrès du Parti démocrate, le marché noir et la cherté de la vie sont les griefs numéro 1[179].

[176] Kenan Ünaldi, « Yari saka, yari ciddi » [mi-figue, mi-raisin], *Bugün*, 22 janvier 1955.
[177] Çoban yurtçu, « Seker hücumdan sonra feci, müessif sahne » [Une scène effroyable et triste, après l'attaque du sucre], *Bugün*, 22 février 1955.
[178] *Bugün*, congrès locaux du DP des 22 janvier 1955, et 2 mars 1955.
[179] *Bugün*, rapport sur le congrès départemental du DP, 7 juin 1955.

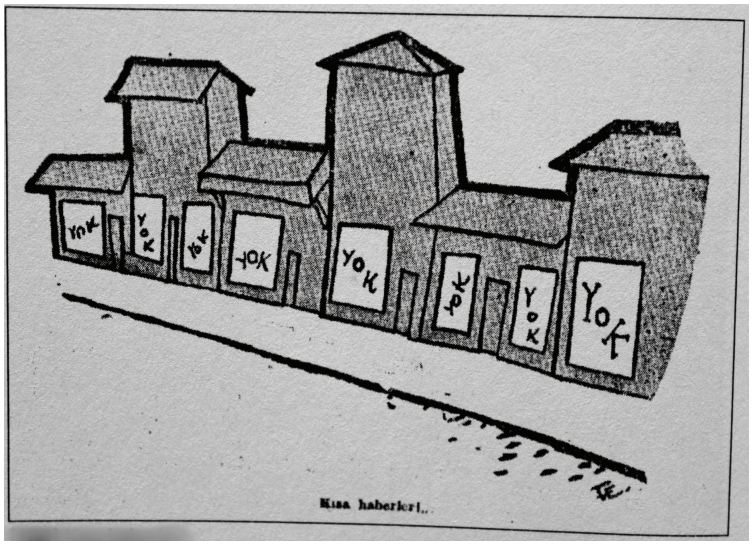


Figure 28 : caricature sur les pénuries de biens de consommation[180]

« Les nouvelles en bref ! » - les magasins portent tous la mention « *yok* », « il n'y pas de… ».

A partir de 1955, la loi de « protection nationale », qui avait été mise en place pendant la Seconde Guerre mondiale, entre à nouveau en vigueur. Cette loi facilite le contrôle de l'économie, et en particulier des petits commerces de bien de consommation, par l'État[181]. Elle interdit notamment aux vendeurs de gros et aux intermédiaires de faire de trop grands bénéfices[182] et prévoit des mesures très contraignantes pour les petits commerçants : tous les articles en vente doivent comporter une étiquette avec leur prix, les commerçants doivent tenir un cahier de comptes, qui doit être à jour lors du contrôle, sous peine d'amende. Toutes les ventes doivent faire l'objet d'une facture en papier. Une fois la loi mise en vigueur, les petits commerçants ne tarissent pas de critiques sur la loi. Le problème est mentionné de nombreuses fois dans les congrès du parti. De l'aveu d'un responsable local du parti et hommes d'affaires, qui a travaillé dans la commission de contrôle des prix, cette dernière fonctionne mal, et, souvent, les petits commerçants sont punis beaucoup plus que les propriétaires de commerce plus importants, qui font plus de profit[183]. Les actions collectives des petits commerçants, pendant la période, sont très fréquentes. En mai 1954, les boulangers de la ville cessent tous de faire leur pain[184]. Du 8 au 10 juillet 1955, les vendeurs de fruits et légumes cessent totalement de vendre leurs produits, pour protester contre les prix fixés par la municipalité, qui sont plus bas que les prix de vente par les paysans[185].

[180] Source : Yasin Kayış, *op. cit*., p. 118.
[181] Albayrak, Mustafa, *Türk Siyasi Hayatında Demokrat Parti*, [Le Parti Démocrate dans la vie politique turque], Ankara, 2004, p. 355.
[182] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 154.
[183] *Bugün*, congrès du DP d'Adana-centre, 5 juin 1955.
[184] *Vatandaş*, 15 mai 1955.
[185] *Bugün,* 8 juillet 1955.

L'attitude de l'État pour lutter contre ces crises est essentiellement répressive. Les pouvoirs politiques accusent les « profiteurs » ; alors que, le 17 juillet, une distribution de sucre par les instances municipales donne lieu à une flambée du marché noir, le 23 juillet[186], le commerce de sucre est interdit dans toute la ville pour 24 heures. Les hommes politiques du Parti démocrate accusent les « profiteurs » de créer artificiellement la crise pour faire monter les prix : « il n'y a pas de crise du sucre dans la ville », déclare Selahattin Canka, un homme politique local du Parti démocrate[187]. Au fil des articles de la presse locale, nous pûmes même comprendre la rareté d'un bien de consommation par les déclarations du maire du type : « il n'y a pas de crise de carburant »[188]. La distribution de sucre est reçue par l'association des confiseurs (« *sekerci* ») comme une injustice[189], ce qui montre que la gestion, par les autorités locales, de ces crises, est perçue comme insuffisante.

3. Les « gros » contre les « petits » : le cas des prix du coton

Dans ses mémoires, Cevdet Naci Gülalp, un homme d'affaires local, parle de la croissance économique très forte de la région dans les années 1950, en affirmant que, même si « certaines personnes » disent que cette croissance n'aurait pas vraiment profité aux agriculteurs, mais surtout à quelques hommes d'affaires et industriels, il n'est pas de cet avis[190]. Malgré tout, cette affirmation est intéressante. Elle montre que le *boom* agricole des années 1950 lié à la culture du coton pourrait ne pas avoir profité aux petits agriculteurs. Nous entendons ici le terme de « petits agriculteurs » par opposition aux grands propriétaires terriens qui sont souvent ceux qui investissent le surplus agricole dans l'industrie.

Ce point pourrait permettre de remettre en cause l'idée très répandue selon laquelle le Parti démocrate était le parti des paysans, dont nous avons un peu parlé au chapitre 2. Nous avons tenté, à travers les sources de la presse locale, qui donnent de nombreux renseignements sur le marché du coton, de suivre la croissance – et la crise – liée au coton dans la région d'Adana. Nous montrerons que le Parti démocrate au pouvoir a presque toujours fait le choix de soutenir les industriels au détriment des ouvriers et des petits producteurs de coton. Par ailleurs, la crise qui a durement frappé les petits producteurs de coton n'a pas touché de la même façon les grands propriétaires terriens. Au niveau macro-économique, la question de favoriser l'agriculture plutôt que l'industrie ou l'inverse

[186] *Bugün*, 23 juillet 1955.
[187] *Vatandaş*, 23 janvier 1955.
[188] *Vatandaş*, 22 juin 1955.
[189] *Vatandaş*, 2 février 1955.
[190] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 96.

s'est posée[191]. C'est un fait assez commun, pour les pays en voie de développement, de choisir de favoriser l'industrie plutôt que l'agriculture. Nous souhaitons donner ici un éclairage plus « micro » à cette crise, qui permet de saisir la dimension personnelle des liens qui unissaient les industriels au Parti démocrate au pouvoir.

Nous souhaitons ici insister sur le soutien aux industriels, sans nous pencher trop longuement sur le sort des ouvriers et des petits producteurs de coton, sur lesquels nous reviendrons dans le chapitre 8. Nous ne mentionnerons pas, par exemple, la crise des pièces de rechange pour les machines agricoles, que nous évoquerons de façon plus détaillée dans le chapitre 8. Il s'agit d'examiner les répercussions régionales du blocage économique au niveau national ; nous analyserons le rôle de l'État – et donc du Parti démocrate au pouvoir – dans ce blocage. En effet, à partir de 1955, l'inflation est telle que le coût de la vie augmente énormément, dans toutes les régions de la Turquie. Pour éviter que les industriels ne pâtissent de la hausse des prix, qui engagent des hausses de salaires pour les ouvriers, l'État choisit de maintenir très bas les prix du coton matière première, pour permettre aux industriels de continuer à faire du profit. C'est un fait assez classique, pour les pays en voie de développement, que de privilégier l'industrie, dont les exportations rapportent plus que la production agricole.

En 1940 est fondée une union des coopératives de producteurs de coton, qui vise à mettre en commun la commercialisation. La fondation de cette union est voulue par le pouvoir. Dans les années 1950, *Çukobirlik* est un acteur très important des relations entre producteurs de coton et entreprises industrielles. C'est aussi une structure pénétrée par le Parti démocrate. Son directeur en 1959[192], Ali Sag, est aussi un responsable local du parti. Le 22 août 1959, deux députés du département du Hatay, reprochent à Menderes le « partisanisme » au sein de *Çukobirlik*. Ils se plaignent notamment de ce que tous les délégués qui vont participer à l'assemblée générale sont choisis par les dirigeants démocrates, et leurs sont favorables[193].

Dans les années 1930, l'État est intervenu pour fixer les prix du coton de façon à protéger les producteurs. Hulki Alisbah, l'un des collaborateurs d'Omer Sabanci, raconte que leur première rencontre a eu lieu alors qu'il était un employé de la banque de l'agriculture. En 1938, les prix du coton avaient baissé de façon anormale, et l'État avait décidé d'intervenir pour protéger les paysans. Hulki Alisbah se rend à la bourse de commerce, et y rencontre Omer Sabanci, qui a grand intérêt à ce que les prix du coton restent très bas. Les deux hommes ont un échange très vif[194]. Cela nous montre clairement que les industriels ont intérêt à maintenir le coton à des taux très bas ; le CHP considérait

[191] Gülten Kazgan, *Tanzimat'tan 21. yüzyıla Türkiye ekonomisi* [L'économie turque des Tanzimat au XXIe siècle], İstanbul, Bilgi üniversitesi, 2002, p. 86.
[192] *Yeni Adana*, 18 août 1959.
[193] *Yeni Adana*, 22 août 1959.
[194] Sadun Tanju, *op. cit*., p. 249.

que le rôle de l'État était de réguler le rapport de force en faveur des petites producteurs. Dans les années 1950, le Parti démocrate au pouvoir fait l'inverse.

Les prix mondiaux du coton fluctuent énormément, ce qui suscite d'importants mouvements de spéculation[195]. A partir de décembre 1954, on trouve dans la presse locale beaucoup de plaintes des producteurs de coton sur la spéculation des acheteurs industriels. L'importation de coton de pays étrangers devient autorisée en 1954, ce qui fait que les fabriques de textile peuvent soumettre les producteurs locaux à la concurrence mondiale. En janvier 1956, plusieurs producteurs se plaignent de ne pas trouver d'acheteurs pour leur coton. *Çukobirlik*, la coopérative, ne peut plus acheter de coton. *Sümerbank*, l'entreprise industrielle de transformation du coton en fil, a fait des stocks de coton au début de la période, et ne veut plus acheter[196]. Finalement, les coopératives sont forcées d'acheter le coton des producteurs, mais à des prix assez bas ; Enver Batumlu, député d'Adana, qui pose une question sur ce sujet au gouvernement, n'est pas satisfait de la réponse[197]. Il ressort de cela que, dans la confrontation qui oppose les industriels aux petits producteurs, le Parti démocrate au pouvoir ne fait rien pour empêcher ou interdire cette spéculation artificielle, qui vise à faire baisser les prix du coton.

D'ailleurs, un grand nombre d'agriculteurs se plaint du profit réalisé par les industriels : lors d'une réunion de l'organisation de l'agriculture technique (*Teknik Ziraat Teşkilatı*), l'un des intervenants se plaint de ce que le coton qui est vendu au prix de trois livres par le producteur est vendu trente livres sous forme de pelotes de fil[198]. *Çukobirlik* est accusée de ne pas payer les producteurs selon les barèmes fixés[199] ; elle paie les producteurs avec plusieurs mois de retard.

En octobre 1958, une réunion est organisée par la branche locale du Parti démocrate, en présence du ministre de l'agriculture, avec plusieurs représentants d'associations d'agriculteurs. Les problèmes des petits producteurs de coton y sont discutés de façon approfondie. Plusieurs personnes se plaignent de ce que l'État ne soutient pas les producteurs de coton. Le coton est vendu à des prix très bas et les industriels font tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir les prix à un niveau très bas. L'un des intervenants, un grand propriétaire terrien, affirme que la solution, pour les producteurs de coton, serait d'améliorer le rendement par l'usage d'engrais et d'infrastructures d'irrigation ; mais tous les agriculteurs se sont profondément endettés pour acheter ou louer des machines agricoles, et n'ont plus l'argent d'investir. Ils paient les pièces de rechange de leurs machines agricoles, qu'ils se procurent difficilement, au marché noir, quatre à cinq fois leur prix. A plusieurs reprises, les

[195] Naci Gülalp, *op. cit*., p. 97.
[196] *Bugün*, 25 janvier 1956.
[197] *Vatandaş*, 5 mai 1956.
[198] *Bugün*, 27 janvier 1956.
[199] *Vatandaş*, 30 septembre 1955.

représentants d'associations agricoles demandent au ministre de geler les prix du coton et de soutenir l'agriculture[200].

Le 4 août 1958, une dévaluation de la livre turque fait chuter sa valeur sur le marché mondial. Alors que la valeur de la livre turque était de 1 dollar pour 2,80 livres, 1 dollar vaut désormais 9 livres[201]. Les industriels, pour maintenir une marge de profit, licencient de nombreux ouvriers, ou leur versent leurs salaires avec beaucoup de retard. A partir de 1959, les producteurs de coton se plaignent de ne pas être payés pour le coton qu'ils livrent à l'union coopérative *Çukobirlik*.

Lors d'une réunion du Parti démocrate à Adana, en octobre 1958, les membres du parti se posent la question de savoir pourquoi le Parti démocrate a perdu les élections. L'un des membres parle de l'organisation des urnes. Un autre prend la parole en dénonçant la flambée des prix. Une bouteille d'huile, qui vaut 315 *kurus* maximum, a été vendue jusqu'à 6 ou 7 livres. Et c'est encore le cas aujourd'hui. « Le citoyen doit d'abord penser à se nourrir » conclut l'orateur[202]. Même si on ne peut pas faire crédit à cette affirmation, qui reste celle d'un simple membre de parti, il est à souligner l'importance des crises locales dans le département d'Adana, qui ont touché les petites entreprises, petits commerces et petites exploitations agricoles.

Ainsi, dès qu'un rapport de force oppose les industriels aux petits producteurs de coton, ou aux ouvriers, les dirigeants du Parti démocrate au pouvoir choisissent de favoriser les industriels en maintenant des prix bas pour le coton et en interdisant la vente de coton sur le marché international, tout en autorisant son acquisition. Le coton ainsi acheté à bas prix par les industriels leur permet de faire un large profit. L'interdiction d'exporter le coton empêche les producteurs de faire face au mouvement de spéculation engagé par les industriels, alors que ces derniers bénéficient de la possibilité d'acheter à l'étranger au cas où les producteurs refuseraient collectivement de vendre leur coton en-dessous d'un certain prix. Les grands noms de l'industrie et du commerce du coton, à l'époque, sont Ömer Sabancı, Bekir Sapmaz et Mehmet Nuri Sabuncu, qui sont aussi des noms du Parti démocrate local[203].

[200] *Bugün*, 24 octobre 1958.
[201] Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu, Bülent Varlık, *Adana sanayi tarihi, op. cit.,* p. 170.
[202] *Bugün*, 24 octobre 1958.
[203] Naci Gülalp, *op. cit.,* p. 97.

C. Du financement au racket ? Les hommes d'affaires fidèles au Parti démocrate

Nous explorerons, dans cette dernière sous-partie, les ressorts du financement des hommes d'affaires au Parti démocrate, grâce à des documents tirés des archives du procès des responsables démocrates à Yassiada en 1961, suite au coup d'État de l'armée. Nous montrerons que les dons des hommes d'affaires au parti semblent avoir été une pratique très courante, surtout au moment des élections. A la fin de la période, ces « dons » sont de plus en plus sollicités, voire extorqués par le parti. Pourtant, cette forme de racket ne met pas fin au soutien des hommes d'affaires au Parti démocrate. Leur attitude, pendant le procès de Yassiada, ne consiste pas à dénoncer les responsables du parti, mais plutôt à les défendre. Les documents des archives du procès montrent d'ailleurs que les dons des hommes d'affaires ont servi à financer substantiellement le parti, au-delà de l'organisation locale d'Adana. Ce faisant, il donne à voir le volet « financement » du système de redistribution clientéliste que nous avons étudié aux chapitres 3 et 4.

Les ressources financières sont le ressort essentiel de l'influence des hommes d'affaires. Outre les avantages et les cadeaux de tous ordres qu'ils peuvent offrir aux responsables politiques, les industriels sont aussi en mesure de débloquer certaines situations délicates pour les responsables politiques. En 1960, le *vali* d'Adana raconte qu'un grand domaine terrien, la ferme de Madama, a été légué à l'association du croissant rouge – l'équivalent turc de la Croix-rouge - qui souhaite le vendre. Personne n'accepte d'acheter le domaine au prix proposé par l'association. Le *vali* va voir Ömer Sabancı pour lui expliquer le problème. Ce dernier sort et revient deux heures plus tard ; il a acheté le domaine au prix demandé par l'association, qu'il estime pourtant un peu trop cher. C'est une façon indirecte de faire un don au parti ; l'association du croissant rouge est l'un des organes par lesquels transite le financement du parti[204]. Cette version des faits doit bien sûr être prise avec précaution, mais elle montre qu'Ömer Sabancı prend soin de rendre service aux représentants de l'autorité politique, tant qu'il ne lui en coûte pas trop.

Plusieurs sources montrent que les hommes d'affaires d'Adana ont largement contribué à financer le parti. Un journal de l'opposition CHP, à la veille des élections, annonce que certains hommes d'affaires ont donné jusqu'à 6 millions de livres à l'organisation locale du parti[205]. C'est un moyen pour eux de contrôler les activités du parti, sans s'engager personnellement en politique. Lorsque Koraltan se rend à Adana en 1946 pour convaincre Nuri Has de fonder la branche locale du Parti démocrate, ce dernier refuse, mais s'engage à financer le parti[206]. Ces pratiques ne sont pas

[204] Sadun Tanju, *op. cit.,* p. 270.
[205] *Yeni Adana*, 1er octobre 1957.
[206] Refik Koraltan, *op. cit*., p. 110.

propres aux hommes d'affaires d'Adana[207]. Il est commun, pour les membres du parti qui ont de larges ressources économiques, de faire des dons conséquents. À Erzurum, c'est un commerçant de bétail qui a financé la branche locale du parti, de 1946 à 1950[208].

Il semblerait que, pour Adana, les dons des hommes d'affaires au parti aient pris une ampleur beaucoup plus grande. Un document tiré des archives des procès de Yassiada recense les dons que les hommes d'affaires d'Adana ont fait au parti. Les dons viennent à la fois d'entreprises – les plus grosses entreprises industrielles de la ville, toutes fondées par des hommes d'affaires venus de Kayseri, et de personnes privées ; eux aussi, en général, des industriels de Kayseri. Autour de 500 ou quelques milliers de livres turques en période « ordinaire », ces dons sont, pour la plupart, multipliés par dix à l'approche des élections[209]. L'ensemble des dons réalisés entre 1952 et 1960 s'élève à un total de 473 200 livres turques. Un autre fait est intéressant : les entreprises et les riches industriels d'Adana ne font pas seulement des dons d'argent à la branche locale du parti ; ils envoient aussi des sommes très importantes d'argent au siège national du parti[210]. L'ensemble des dons faits au siège national du parti, qui se concentre autour des années 1954, 1957 – les années d'élections parlementaires – et 1960, font une somme totale de 2 575 000 livres, soit plus de cinq fois la somme versée à l'organisation locale du parti. On observe aussi une très forte augmentation de la valeur des dons : 100 000 livres ont été versées en 1954, 570 000 livres en 1957, et 1 925 000 en 1960. Cela montre que le Parti démocrate demande de plus en plus d'argent, au fil de la période, aux hommes d'affaires.

Donateur	Date du don	Somme versée (en livres turques)
Milli Mensucat	7 janvier 1952	500
	14/05/1952	500
	03/12/1952	1500
	10/12/1953	15000
	1954	50 000
	15/16/1955	400
	21/06/1955	500
	01/02/1956	2 000
	18/05/1957	4 000

[207] Et ces pratiques ne sont pas propres non plus au Parti démocrate. L'AKP s'est doté d'un « fonds d'avoirs » de 20 milliards de dollars avec les dons des plus grandes entreprises du pays. Cf Hamit Bozarslan, « La Turquie brutalisée », *Esprit*, vol. juin, n° 6, 2017, p. 57-68.
[208] Emrullah Nutku, *op. cit.,* p. 20. Voir aussi le journal Doğu, 6 juin 1955.
[209] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.42. Voir annexe n°9.
[210] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.40. Voir annexe n°9.

	17/09/1957	30 000
	TOTAL	104 400
BOSSA	08/09/1954	1 000
	22/04/1954	5 000
	12/01/1956	2 000
	04/04/1956	5 000
	15/10/1956	2 000
	18/09/1957	50 000
	24/09/1957	50 000
	16/10/1957	50 000
	11/12/1958	30 000
	TOTAL	195 000
Güney Sanayi	04/04/1956	5 000
	03/01/1957	3 000
	21/10/1957	50 000
	TOTAL	58 000
Bekir et Ahmet Sapmaz	07/01/1952	500
	07/01/1952	500
	05/12/1952	500
	24/11/1955	100
	14/09/1957	20 000
	25/09/1957	30 000
	TOTAL	51 600
Mehmet Nuri Sabuncu	14/05/1952	200
	19/04/1954	5 000
	10/01/1956	1 000
	04/04/1956	2 000
	TOTAL	8 200
Entreprise Paksoy	04/03/1954	1 000
	04/04/1956	1 000
	19/09/1957	5 000
	TOTAL	7 000
Kadir Has	26/10/1953	5 000
	31/03/1956	1 000

	10/04/1956	1 000
Nuri Has	11/01/1956	2 000
	TOTAL	9 000
Talip Aksoy	19/04/1954	2 000
	25/06/1955	500
	10/10/1956	2 000
	27/02/1957	2 000
	TOTAL	6 500
Paktas	27/02/1957	1 500
	19/09/1957	10 000
	TOTAL	11 500
Çukobirlik	07/09/1957	10 000
Özbucak	27/06/1956	2 000
	31/08/1957	5 000
	TOTAL	7 000

Tableau 14 : les donateurs du Parti démocrate à l'organisation d'Adana du Parti démocrate[211]

Nous reproduisons ici le tableau des donateurs d'Adana au siège national du Parti démocrate, ou à d'autres organisations départementales du parti. Ce tableau n°3 est intéressant, en ce qu'il montre que les ressources fournies par les hommes d'affaires d'Adana n'ont pas seulement servi à financer l'organisation locale du parti, ce qui était une pratique, somme toute, très courante. Ces dons ont aussi servi à financer ce que nous pourrions appeler le « système démocrate », en permettant une redistribution clientéliste en d'autres endroits du pays.

Donateur	Banque par laquelle s'est fait le transfert	Bénéficiaire	Date	Somme versée (en livres turques)
BOSSA	İş bankası (banque des affaires)	Siège national du Parti démocrate	29/03/1954	50 000
	"	Emin Kalafat	17/09/1957	300 000
	"	Emin Kalafat	24/09/1957	100 000
	"	Siège national du Parti démocrate	14/03/1960	500 000
	"		TOTAL	950 000
Paktas	İş bankası	Siège national du	19/09/1957	50 000

[211] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.42.

		Parti démocrate		
	"	"	08/03/1960	75 000
			TOTAL	125 000
Milli Mensucat	"	"	15/03/1960	250 000
Nuri Sabuncu	"	"	15/03/1960	200 000
Nuri Has	"	"	03/04/1954	50 000
"	"	"	16/03/1960	250 000
			TOTAL	300 000
Ahmet Sapmaz	"	"	13/09/1957	100 000
"	"	"	14/03/1960	500 000
			TOTAL	600 000
Emin Özgür	"	"	08/03/1960	100 000
Talip Aksoy	"	"	08/03/1960	25 000
Miskaviler	"	"	27/03/1960	25 000
Bossa	Emlak K.D.B	"	21/10/1957	20 000
TOTAL				25 950 000

Tableau 15 : les donateurs d'Adana au siège national du Parti démocrate

En septembre 1960, plusieurs dirigeants du Parti démocrate sont accusés d'avoir abusé de leur pouvoir pour extorquer de l'argent à plusieurs hommes d'affaires. Ils sont notamment accusés d'avoir fait pression sur ces dirigeants d'entreprise en les menaçant de leur couper tout crédit, et en leur faisant craindre des empêchements et des problèmes pour leur entreprise commerciale[212]. Les archives, qui donnent à voir les documents rassemblés lors de l'enquête d'investigation des financements occultes du Parti démocrate, en septembre-octobre, contiennent certaines dépositions. Les hommes d'affaires qui sont interrogés affirment avoir été forcés de faire ces dons, qui étaient une forme de racket. Ils avaient bien sûr un intérêt évident à dépeindre ces événements comme un racket, mais plusieurs éléments semblent néanmoins confirmer cette hypothèse.

Les conclusions de l'enquête parlent de plusieurs acteurs chargés d'organiser les transactions. Le président de la banque des affaires (*Is bankası*), Ahmet Dallı, était chargé d'établir la liste des hommes d'affaires à qui demander de l'argent et d'en fixer le montant précis. Ensuite, le directeur de la branche de la banque des affaires à Adana, Haluk Aksu, était chargé d'appeler un par un les hommes d'affaires, pour les convaincre de donner l'argent. C'est le premier conseiller du Premier

[212] Pour l'original, voir annexe n°9. Archives BCA, 010.09.365.1116.1.35.

ministre de l'époque, Ahmet Salih Korur, qui a lui-même chargé Ahmet Dallı d'établir cette liste, qui avait été initialement suggérée par trois personnes : Medeni Berk, un proche conseiller du Premier ministre, Emin Kalafat, un ancien ministre d'État, et Hasan Polatkan, le ministre des finances[213]. Les relevés des transactions bancaires révèlent que certaines sommes sont versées directement à Emin Kalafat ; par ailleurs, une somme de 20 000 livres turques est envoyée à la branche du DP à Eskisehir ; Hasan Polatkan est député d'Eskisehir. Par ailleurs, Hasan Polatkan était connu pour être un homme corrompu, c'est du moins ainsi qu'il est présenté dans les archives britanniques[214].

Pour autant, s'agit-il là d'initiatives personnelles de quelques hauts dirigeants du parti, ou d'actes dictés par Adnan Menderes et/ou Celal Bayar ? Une chose est sûre, en tout cas : plusieurs décennies après la création de la banque des affaires, tout son personnel est encore extrêmement dévoué à la personne de Celal Bayar. Même si Selahattin Canka, un témoin de l'époque, défend l'idée que la banque des affaires n'était pas politisée, dans les années 1950, la banque des affaires, c'est encore la banque de Celal Bayar[215]. Le fait que les transactions passent par cette banque montre bien que Celal Bayar était au moins au courant de ces affaires, à défaut d'en être l'instigateur.

Quelques éléments, en tout cas, semblent montrer qu'Ahmet Dallı n'était pas personnellement à l'origine de la demande. Selahattin Canka, un entrepreneur de second rang qui l'avait connu, rapporte dans ses mémoires la détresse dans laquelle Ahmet Dallı a été plongé après avoir reçu l'ordre de soutirer d'importantes sommes d'argent à certains hommes d'affaires. Selahattin Canka raconte que Menderes a chargé Ahmet Dallı de récolter de l'argent pour le parti démocrate. Aussitôt après avoir appris la nouvelle, Ahmet Dallı est pris de violents maux d'estomac ; il ne dort pas pendant trois nuits, se sent « pris dans une impasse ». Il demande à l'un des conseillers juridiques de la banque des affaires, qui est aussi professeur de droit, si la chose est possible sur le plan juridique ; ce dernier lui répond que oui[216].

Dans sa déposition, Haluk Aksu, le directeur de la branche locale de la banque des affaires, raconte très précisément la façon dont les tâches qu'il devait remplir lui ont été assignées. Il raconte les choses de la façon suivante : au début du mois de mars 1960, il a reçu un coup de téléphone du secrétaire d'Ahmet Dallı, qui l'informe que ce dernier vient de lui envoyer par la poste une liste de personnes à qui demander des sommes d'argent ; les montants sont indiqués sur la liste. Chaque soir, Haluk Aksu devra téléphoner à Ahmet Dallı pour lui faire un rapport circonstancié sur l'état d'avancement de la liste. Quelques jours plus tard, il reçoit effectivement la liste, avec quelques notes,

[213] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.38.
[214] The National Archives, FO 371/130177.
[215] « Bütün is bankası mensuplarında sadece Celal Bayar'a karsı bir saygınlık duyulurdu », Selahattin Canka, *op. cit*., p. 24.
[216] Selahattin Canka, *op. cit*., p. 26.

qui précisent que les montants indiqués sont des *minima*, il pourra demander plus ; il peut aussi ajouter d'autres entreprises.

Quelques jours plus tard, Haluk Aksu, reçoit un coup de téléphone d'Ahmet Dallı, qui lui demande où il en est. « Transmets-leur mes salutations, indique-leur les montants ; si ça ne marche pas, dis-leur que je leur transmets les salutations de plus grands noms »[217], conclut Ahmet Dallı avant de raccrocher, ce qui montre bien la nature de la pression exercée, sur le mode de l'allusion, plus que de la menace explicite. La suite de la déposition est intéressante. Ahmet Dallı explique à Haluk Aksu que le Parti démocrate a déjà fait appel à ces entreprises pour les élections de 1954 et de 1957 ; des dons d'argent avaient été réalisés par les hommes d'affaires, qui les acceptaient en tant qu'« impôt électoral ». Il ajoute que ces hommes d'affaires ont besoin d'être bien avec le pouvoir en place. Il continue en disant qu'avant lui, Emin Kalafat et Ahmet Salih Korur avaient été mandatés pour cette tâche, que, cette année, c'était Hasan Polatkan qui avait demandé cet argent et que, s'il ne se chargeait pas, lui, Haluk Aksu, de leur demander l'argent, quelqu'un d'autre le ferait à sa place. Le seul bénéfice qu'il gagnerait à refuser, ce serait de perdre son travail. Haluk Aksu raconte qu'il finit par accepter de se charger de cette mission de peur de perdre son travail. Son dernier argument est intéressant. Selon lui, les hommes d'affaires contactés n'ont pas subi de pression de la banque elle-même. Ce qui le montre, c'est qu'ils n'ont pas tous payé la somme exigée. Certains n'ont pas payé ; d'autres sont allés directement à Ankara, pour négocier avec les plus hautes autorités.

Ce dernier élément est révélateur des rapports que les hommes d'affaires pouvaient avoir avec les dirigeants du Parti démocrate. Effectivement, un autre document de l'enquête, qui rassemble les dépositions des hommes d'affaires concernés, montre que certains d'entre eux ont négocié une somme plus modeste que celle qui était exigée. La firme BOSSA, à qui on demandait 50 000 livres, a payé l'intégralité. Ömer Sabancı, à qui on demandait 250 000 livres, s'est rendu à Ankara pour dire qu'il ne paierait pas. Il dit qu' « ils » ont insisté, mais qu'il n'a pas cédé. Talip Aksoy, à qui on demandait 50 000 livres pour le siège national du parti, a accepté d'envoyer 25 000 livres ; il a donné les 25 000 autres à l'organisation locale du parti. Mehmet Nuri Sabuncu, lorsqu'il a reçu la demande de 200 000 livres, a commencé par refuser. Il s'est rendu à Ankara où il a rencontré Ahmet Salih Korur, puis à Istanbul, où il a rencontré Ahmet Dallı, et a fini par accepter de verser l'argent. A Gaziantep, Cemil Alevli, à qui le parti demandait 100 000 livres, a accepté d'envoyer 50 000 livres, en précisant que si Ahmet Dallı lui demandait personnellement les 50 000 livres restantes, il les enverrait aussi. Ahmet Dallı l'appelle pour lui demander personnellement l'argent, et il envoie la somme à Ankara[218].

[217] « Sen kendilerine selamımı söyle, rakamları bildir ; olmazsa daha büyük zevattan selamlar geleceğini söylediğimi ilave et » Archives BCA, 010.09.365.1116.1.28.
[218] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.27.

L'attitude des hommes d'affaires face aux tentatives de leur extorquer de l'argent est très instructive. Aucun d'eux ne semble choqué outre mesure ; la plupart d'entre eux ont le réflexe de négocier le montant de la somme exigée. C'est peut-être le signe qu'ils ont l'habitude que le pouvoir politique leur extorque de l'argent. Par ailleurs, les industriels d'Adana ont toujours conservé leur loyauté à l'égard du Parti démocrate, ce qui peut sembler surprenant au vu du racket organisé à leur encontre. Un autre fait retient notre attention : Ömer Sabancı et Ahmet Sapmaz sont entendus comme témoins au procès. Leur témoignage est très court. L'un deux fait un discours qui est résumé par la phrase suivante: « Quel pouvoir ne nous a pas tapés ? »[219]. D'ailleurs, cette pratique se poursuit sous le gouvernement du Parti de la justice, qui succède au Parti démocrate[220]. La logique qui semble primer, ici, est celle du moindre mal : le Parti démocrate a extorqué les hommes d'affaires, mais dans des proportions inférieures par rapport au Parti républicain du peuple ; et par ailleurs, comme nous l'avons montré, les hommes d'affaires partageaient avec le Parti démocrate une proximité de vues.

Cette dernière section nous a permis de montrer que la relation de proximité entre le DP et les milieux d'affaires survit au tournant de 1955. L'exemple de la région d'Adana, où les industriels ont réussi à obtenir de l'État qu'il maintienne des prix très bas pour le coton brut, montre une convergence de vue entre les dirigeants du parti et les industriels, soit que les entrepreneurs peuvent faire pression sur le parti pour que les décisions soient prises à leur avantage, même au détriment de plusieurs milliers de petits producteurs, soit que le Parti démocrate au pouvoir veuille favoriser l'industrie, qui rapporte plus de devises étrangères.

Conclusion

À Adana, le Parti s'appuie sur une classe montante d'entrepreneurs dynamiques, qui partagent avec les dirigeants du Parti démocrate un sens des affaires, et une volonté de développer et d'industrialiser le pays, même s'il faut pour cela des financements étrangers. Le caractère « turco-turc », anatolien, sunnite, de ces hommes d'affaires, correspond aussi à une très vieille ambition de Celal Bayar de nationaliser l'économie turque. La proximité du Parti démocrate à ces hommes d'affaires est de l'ordre de la convergence d'intérêts, mais il y a aussi une forme d'identification réciproque qui va au-delà du simple calcul. Nous avons d'abord montré, en faisant une socio-histoire de ce groupe des marchands de Kayseri, arrivés à Adana aussitôt après la Première Guerre mondiale, comment, avec l'aide du pouvoir, ils mettent la main sur certains biens laissés par les Arméniens ou les Grecs. Nous avons souligné le rôle de Celal Bayar dans ce processus. A la fin des années 1940, ce groupe est une élite montante à Adana ; ses membres choisissent de soutenir le Parti démocrate à sa naissance, même si ce n'est d'abord que par de discrets financements.

[219] « Biz hangi iktidardan dayak yemedik ki ? », Selahattin Canka, *op. cit*., p. 28.
[220] *Ibid*., p. 28.

À partir des années 1950, les entrepreneurs d'Adana s'investissent dans la politique locale auprès du Parti démocrate. La majeure partie des postes à responsabilité au sein de l'organisation locale du parti sont tenus par des hommes d'affaires, la plupart issus de Kayseri. Ils en retirent des avantages substantiels, à la fois en matière de crédit, et de soutien au mouvement d'industrialisation qu'ils conduisent. Leur identification au Parti démocrate, et les rapports de confiance qu'entretiennent plusieurs dirigeants démocrates avec ces hommes d'affaires, est faite à la fois de liens personnels, d'une socialisation professionnelle partagée, mais aussi d'une commune admiration pour le modèle américain et une même conception du libéralisme économique.

Le soutien des ces entrepreneurs est essentiellement de nature financière. Nous l'avons vu, les hommes d'affaires d'Adana versent au Parti démocrate des sommes d'argent, qui, au cours de la période, deviennent de plus en plus colossales. Si, pour un homme d'affaires, c'est une pratique commune d'aider la branche locale du parti qu'on soutient, les dons directs au siège national du parti sont beaucoup plus rares. Ces « dons » sont d'ailleurs, vers 1960, exigés par les hauts dirigeants du parti, plus qu'ils ne sont faits spontanément par les hommes d'affaires. Mais dans cette affaire qui touche au racket d'hommes d'affaires par le pouvoir politique, c'est la réaction des hommes d'affaires qui est intéressante. Aucun d'entre eux ne quitte le parti, ni ne met fin à une fidélité qui s'étend aux partis de centre-droit qui suivront. Avant sa mort, Kadir Has voulait faire ouvrir quatre écoles à Kayseri, chacune du nom de l'un des grands dirigeants du Parti démocrate exécutés suite au coup d'État de 1960. L'étude de ces dons nous donne aussi l'occasion de mieux comprendre le « système démocrate ». En effet, ces dons nous donnent une idée de ce qui permet aux hommes politiques de financer des politiques clientélistes.

L'exemple d'Adana est-il représentatif de tous les milieux d'affaires ?

Nous avons construit ce chapitre sur une distinction entre hommes d'affaires des capitales (Ankara et surtout Istanbul), et hommes d'affaires de province, en arguant de ce que les deux groupes avaient des types sociaux très différents. Mais il ne faut pas trop figer ces catégories. Nous avons également montré que ces différences, qui sont finalement de classe, peuvent changer à l'échelle d'une génération. Ce qui compte ici, c'est notre ambition de montrer que, contrairement aux propos qui qualifient le Parti démocrate de « parti des paysans », l'exemple concret d'Adana montre que, lorsque les intérêts des petits paysans entrent en contradiction avec ceux des « gros », industriels, homme d'affaires, ou grands propriétaires terriens, ce sont ces derniers qui sont favorisés par le parti.

En fin de compte, c'est plutôt cette différence entre « gros » et « petits » patrons, tous deux de fervents soutiens au Parti démocrate, qui présidera à la scission du parti. En 1969, c'est un conflit

opposant grand et petit commerce qui sera à l'origine de la fondation du parti d'Erbakan, le parti de la prospérité (*Refah*). Le Parti de la justice, la coalition de centre-droit de l'époque, prend le parti de la grande entreprise contre le petit commerce. C'est à partir de cette date que la grande coalition de centre-droit, menée par le parti de la justice, commence vraiment à se fissurer, avec la fondation des partis islamistes qui représentent le petit commerce contre les « gros »[221]. C'est ce milieu conservateur que nous allons étudier à présent.

[221] Ipek Güncel Sezgin, « Political engagement patterns of islamist movements : the case of the nizam/selamet movement », thèse de doctorat soutenue à l'EHESS en 2011, dirigée par Hamit Bozarslan et Metin Heper.

Chapitre 7. Les milieux conservateurs. L'exemple d'Erzurum

Dans un article où il raconte comment il a été amené à entrer en politique[1], Korkut Özal, le frère de Turgut Özal relate une discussion avec son maître Mehmet Zahid Kotku, l'influent chef de la Nakshibendiyya, en 1973. On vient de proposer au jeune Özal de se présenter aux élections parlementaires sous la bannière d'un nouveau parti islamiste, à Erzurum. Or Korkut Özal n'a aucun lien, aucun soutien dans la région d'Erzurum, où il n'est pas implanté. Lorsqu'il consulte son maître sur ce point, Mehmet Zahid l'enjoint immédiatement à se présenter dans la région d'Erzurum, où il sera élu parce que « Dieu guide les électeurs » et que « les musulmans voteront pour [lui] ».

Ce court échange est instructif, en ce qu'il présente, sous la forme de l'évidence, de la bouche même d'un chef de confrérie, le lien qui est fait entre religion et mobilisation électorale, ou, plus exactement, entre l'appartenance à un réseau confrérique, et le vote pour un parti conservateur. Vraisemblablement, Mehmet Zahid connaissait bien la densité des cercles et des réseaux religieux à Erzurum, ce qui l'amène à penser qu'un parti islamiste aurait de bonnes chances de succès – il ne s'est d'ailleurs pas trompé ; Korkut Özal est élu député la même année sous la bannière du parti du salut national (*Milli Selamet Partisi*), le parti islamiste. Aujourd'hui encore, les réseaux religieux jouent manifestement un rôle important en politique : dans un article publié dans t24 pour les élections du 1er novembre 2015, un journaliste rapporte un entretien avec un électeur d'Erzurum, qui se plaint qu'il n'y ait aucun candidat qui soit un proche de Mehmed Kırkıncı Hoca, un maître en religion, alors que c'est le cas habituellement[2].

Cette anecdote laisse penser que les réseaux religieux jouent un rôle essentiel dans la mobilisation électorale. Qu'en est-il pour notre période ? Quels rapports le Parti démocrate entretient-il avec les acteurs religieux ?

Parti démocrate et religion : une question mal posée ?

L'idée que le Parti démocrate, et, après lui, les autres partis de la droite de gouvernement, se sont appuyés sur la religion pour arriver et se maintenir au pouvoir est fréquemment avancée. Toutefois, cette idée n'est pas toujours développée de façon convaincante. Nous voulons montrer,

[1] Elisabeth Özdalga, *Naqshbandis in Western and Central Asia: Change and Continuity* ; Papers Read at a Conference Held at the Swedish Research Institute in Istanbul, June 9-11, 1997. Svenska forskningsinstitutet Istanbul, 1999, p. 175.

[2] t24, « *1 Kasım'a günler kala Van, Erzurum, Tunceli, Ağrı ve Hakkâri'de sokağın nabzı nasıl atıyor, seçmen ne diyor?* » [Quelques jours avant le 1er novembre, quel est le pouls de la rue ? Que dit l'électeur ? A Van, Erzurum, Tunceli, Ağrı et Hakkâri.] (http://t24.com.tr/haber/1-kasima-gunler-kala-van-erzurum-tunceli-agri-ve-hakkaride-sokagin-nabzi-nasil-atiyor-secmen-ne-diyor,313974).

dans les lignes suivantes, que la question du rapport du Parti démocrate à « la religion » - nous reproduisons ici les termes du langage commun-, a été mal posée.

L'*irtica* : une catégorie d'accusation politique

Le premier élément qui empêche les tenants de ce débat historiographique – s'il y a lieu de parler de débat – d'avoir une vraie réflexion sur le sujet, c'est la construction de l'historiographie kémaliste. Comme l'a montré Hamit Bozarslan[3], le récit officiel de l'histoire turque s'est construit autour de deux grands concepts ordonnateurs : la « Révolution kémaliste », qui incarne le progrès et la civilisation, presque le Bien par excellence et son exact opposé, la contestation religieuse, en turc *irtica*, qui représente la Contre-révolution, l'obscurantisme, et même le Mal politique en lui-même. Plusieurs événements de l'histoire turque du XXe siècle ont été lus à l'aune de ce schéma d'interprétation. En 1909, la révolte d'une coalition d'acteurs conservateurs pour rétablir le pouvoir d'Abdülhamid II contre le coup d'État des Jeunes Turcs est le premier des événements considérés comme relevant de la « contre-révolution ». En 1925, peu après le déclenchement d'une révolte à la frontière des provinces de Diyarbakır, Elâzığ, et Dersim, menée par un chef de confrérie, le cheikh Said, le député Fethi [Okyar] propose d'instaurer la loi martiale et de modifier la loi de haute trahison, pour y intégrer l'usage de la religion en politique. Dans son discours, il fait allusion à la révolte albanaise de 1912 – dans laquelle la religion n'était pourtant pas centrale, et à la « contre-révolution » de 1909, qui sont encore des souvenirs assez vifs dans la mémoire des députés kémalistes[4].

L'incident de Menemen, Hamit Bozarslan l'a bien montré, a acquis une place maîtresse au sein de l'histoire officielle, comme événement symbolisant l'héroïsme de la lutte contre la réaction religieuse. Cem Emrence, de son côté, a bien montré que l'*irtica*, la contestation religieuse, est devenue l'accusation politique par excellence du CHP pour caractériser ses ennemis : alors que le CHP a tout fait pour présenter le Parti républicain libre comme un partisan de réformes religieuses, l'auteur nous montre au contraire que la mobilisation pour ce parti était liée à la crise économique ; les motivations religieuses, et même les réseaux religieux, n'ont joué qu'un très faible rôle dans le succès du parti[5].

Ainsi, affirmer qu'un parti politique s'est appuyé sur les sentiments religieux des citoyens turcs pour arriver au pouvoir relève plus de l'accusation politique que d'une simple affirmation analytique. A la naissance du Parti démocrate, et pendant toute la période où ce parti était au pouvoir, le CHP a affirmé que le Parti démocrate exploitait la religion. Lorsque Said Nursi, un prédicateur très

[3] Hamit Bozarslan, « Le madhisme … », *op. cit*., § 41.
[4] Erik Jan Zürcher, *Political opposition*…, *op. cit*., p. 81.
[5] Cem Emrence, *99 günlük*…, *op. cit*.

influent dans toute la Turquie, s'installe à Ankara en 1957, Ismet Inönü clame haut et fort que le Parti démocrate l'a engagé pour faire sa campagne électorale, ce qui est une accusation grave dans le contexte de la Turquie républicaine[6].

Le caractère très chargé politiquement de l'affirmation selon laquelle un parti politique utilise la religion à des fins politiques, ainsi que la caractérisation de tout parti d'opposition au CHP comme relevant de l'*irtica*, brouille les catégories d'analyse sur ce sujet. Ainsi, dire que le Parti démocrate a été soutenu par des réseaux de nature religieuse, ou que c'est parce qu'il prônait un progrès des libertés religieuses qu'il a réussi à prendre le pouvoir est une affirmation classique des auteurs proches du kémalisme sur le sujet ; pourtant, cette affirmation repose rarement sur une argumentation précise.

Le DP et l'islam : une relation ambiguë

Si nous essayons de regarder les faits, il y a, finalement, peu d'éléments qui permettent de dire que le Parti démocrate doit sa réussite à son usage de la religion. S'il est indubitable que la pression sur le champ religieux se relâche dans les années 1950[7], cela était déjà le cas entre 1945 et 1950, alors que le Parti républicain du peuple était déjà au pouvoir[8]. D'autre part, le Parti démocrate au pouvoir accroît considérablement le contrôle de l'État sur la religion : le budget de la direction des Affaires religieuses, la Diyanet, est multiplié par dix au cours de la période[9]. La laïcité est d'ailleurs inscrite dans le programme du Parti démocrate[10].

Si on regarde du côté des dirigeants du parti, le caractère « religieux » du parti n'est pas tellement plus marqué : Celal Bayar est connu pour sa conception très rigide de la laïcité, c'est un Franc-maçon, et un proche de Mustafa Kemal. Adnan Menderes est plus souple, mais il n'est pas connu pour être quelqu'un de pieux. En réalité, comme le montre Şaban Sitembölükbaşı, il n'y a qu'une poignée de députés du Parti démocrate qui soient connus pour avoir une pratique religieuse, ou pour être proches de milieux religieux[11] : Gıyasettin Emre, un proche de Said Nursi, qui fut député du Parti démocrate de 1954 et 1960, raconte que, sur les 400 députés qui composent le groupe parlementaire du Parti démocrate, seuls douze font leurs prières quotidiennes[12].

---

[6] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 640.
[7] On trouve le meilleur résumé de ces développements dans Şaban Sitembölükbaşı, *Türkiye'de İslâm'ın yeniden inkişafı, 1950-1960* [La redécouverte de l'islam en Turquie, 1950-1960], Ankara, Türkiye Diyanet Vakfı, 1991.
[8] Zarcone, Thierry, *La Turquie moderne et l'islam*. Paris, Le Grand livre du mois, 2004, p. 151.
[9] İştar Gözaydın, *Diyanet: Türkiye cumhuriyeti'nde dinin tanzimi* [Diyanet, l'organisation de la religion dans la Turquie républicaine], Istanbul, İletişim Yayınları, 2009, p. 221-222.
[10] Cemil Koçak, *Türkiye'de İki Partili …* Volume 2, *op. cit*., p. 49.
[11] Şaban Sitembölükbaşı, *op. cit*., p. 33.
[12] Gıyasettin Emre, *Medreseden Meclis'e Meclis'ten Yasssıada'ya* [De la medrese au parlement et du parlement à Yassiada], Istanbul, Kent yayınları, 2006, p. 337.

Quant à l'islam moins officiel, ou vis-à-vis des milieux islamistes[13], le DP a eu une attitude ambiguë, difficile à analyser. La pression sur les confréries, qui avaient été interdites en 1925, et les communautés religieuses, au premier chef desquelles le mouvement de Said Nursi, se relâche[14]. Le nombre de revues sur l'islam augmente au cours de la période[15]. Beaucoup d'associations qui ont pour objet l'entretien d'un monument religieux, ou la construction d'une mosquée, voient le jour[16].

Pourtant, en 1951, c'est le pouvoir démocrate qui fait passer la loi sur les crimes à l'encontre d'Atatürk – plus communément connue sous le nom de « loi de protection d'Atatürk », qui interdit de porter atteinte à l'image de Mustafa Kemal, une juridiction très controversée[17]. Jusqu'en 1953, le gouvernement démocrate semble être très favorable aux acteurs islamistes : Adnan Menderes paie Necip Fazıl, le célèbre intellectuel, pour publier des poèmes à sa gloire[18]. Mais en 1953, après la tentative d'assassinat d'Ahmet Emin Yalman, qui fait suite à une campagne de presse orchestrée contre lui par Necip Fazıl, le pouvoir réprime brutalement les acteurs islamistes : la revue de Necip Fazıl, est fermée, tout comme l'Association des nationalistes (*Milliyetçiler derneği*). L'attitude vis-à-vis du mouvement *Nur*, de Said Nursi, est tout aussi difficilement lisible : à partir de 1956, la diffusion en caractères latins de la lettre de la lumière (*Risale-i Nur*), le texte fondateur du mouvement, est officiellement autorisée. Pourtant, après 1956, plusieurs arrestations de Nurcus (disciples de Said Nursi), puis leurs procès, ont lieu[19]. Peu avant sa mort en 1959, une descente de police a lieu dans la maison de Said Nursi[20]. Ces va-et-vient entre tolérance et sévérité durent les dix années où le Parti démocrate est au pouvoir.

Ainsi, il est difficile, si l'on se concentre seulement sur l'attitude du gouvernement démocrate à l'égard des acteurs islamiques, d'identifier une politique favorable à la religion, ou un appui sur les acteurs religieux. Néanmoins, quelques auteurs ont identifié une différence très marquée, sur le plan des revendications religieuses, entre le siège national du parti et les organisations locales : la « base » du Parti démocrate est beaucoup plus religieuse que les dirigeants du parti[21].

---

[13] Nous prenons l'adjectif « islamiste » comme désignant un engagement politique au nom de l'islam, sans connotation de radicalisation politique. Sur l'usage de ce concept, voir Dilek Yankaya, *La nouvelle bourgeoisie islamique: le modèle turc*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.
[14] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 138.
[15] Menderes Çinar et Ipek Gencel Sezgin, « Islamist Political Engagement in the Early Years of Multi-party Politics in Turkey: 1945–60 », *Turkish Studies 14*, no 2, juin 2013, p. 329-45.
[16] Ahmet N. Yücekök, *Türkiye'de Dernek Gelişimleri (1946-1968)* [Le développement des associations en Turquie (1946-1968)], Sevinç matbaası, 1972.
[17] C'est notamment cette loi qui a permis au gouvernement, en 2007, d'interdire l'accès à YouTube, sous prétexte que des contenus insultant Atatürk y avaient été diffusés.
[18] Menderes Çinar et Ipek Gencel Sezgin, art. cité.
[19] Cemalettin Canlı, et Yusuf Kenan Beysülen. *Zaman içinde Bediüzzaman* [L'Atemporel en son temps], Istanbul, İletişim, 2010, p. 551-553.
[20] Cemalettin Canlı, et Yusuf Kenan Beysülen, *op. cit*., p. 567.
[21] Şaban Sitembölükbaşı, *op. cit*., p. 32 ; Tanel Demirel, *op. cit*., p. 138.

Au niveau local, la plupart des contradictions qui se posent au niveau national n'ont plus lieu d'être ; l'alliance du Parti démocrate avec les milieux conservateurs apparaît beaucoup plus nettement. Dès lors, étudier la façon dont les acteurs conservateurs structurent localement la mobilisation pour le Parti démocrate peut nous permettre d'apporter des réponses nouvelles à la question des rapports entre le Parti démocrate et les acteurs religieux.

Donner un éclairage local : le milieu conservateur à Erzurum

Le terme de conservatisme est problématique, et demande à être construit rigoureusement, c'est pourquoi nous souhaitons en donner une définition simple, et le développer plus précisément à travers l'exemple d'Erzurum. Nous entendrons d'abord par conservatisme le conservatisme religieux[22], c'est-à-dire un mouvement qui veut rendre au religieux une place institutionnelle dans la Cité. C'est la définition qui correspond le mieux au champ lexical du conservatisme en turc. « *Muhafazakâr* », le terme actuel, est plutôt récent, et n'était que très rarement employé dans les années 1950. Le terme « *dindar* », qu'on traduirait aujourd'hui par « religieux », est généralement le terme employé pour désigner quelqu'un de conservateur. Il y a, enfin, le terme « *mürteci* » ou « *irticacı* », réactionnaire, qui est souvent employé par les acteurs religieux eux-mêmes, pour le récuser. Dans les années 1950, le conservatisme religieux est porté par divers acteurs. Les confréries, les revues autour de l'islam, comme le « Grand Est », « Büyük Doğu », la revue de Necip Fazıl[23], les associations religieuses et/ou politiques, comme *Ilim yayma cemiyeti*, l'association pour « répandre la science [religieuse] », qui a été fondé en 1951, et surtout les communautés religieuses non-confrériques (*cemaat*)[24] telles que le mouvement *Nur* de Saïd Nursi ou le mouvement des disciples de Süleyman Hilmi, les *Süleymancı*.

Nous montrerons qu'à Erzurum, le conservatisme religieux est porté par un groupe social, celui des boutiquiers ou *esnaf*. Plusieurs éléments nous permettent de construire la catégorie émique d'*esnaf* comme catégorie sociologique pertinente dans le cadre de notre étude. D'abord, les *esnaf* sont des propriétaires de petits commerces, épicerie, papeterie ou librairie, boutique de tailleur, bijouterie, boucherie, ou encore entreprise d'hôtellerie ou de restauration. Ils ont en commun d'être dépendants de matières premières, et d'avoir, en général, un très fort lien aux campagnes et au monde rural, dont ils sont issus. En cela, les *esnaf* forment le plus gros nombre des « élites rurales des villes » dont nous avons montré, au chapitre 3, le rôle très important dans la politisation des campagnes. Les *esnaf* sont

[22] Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, traduit par Pierre Andler. Paris, Fayard, 1991
[23] Gavin Brockett en donne un très bon panorama au chapitre 4 « Religious print media and the national print culture » de son livre. Voir Gavin Brockett, *How happy to call oneself a Turk*, *op. cit*.
[24] Le terme de *cemaat*, en turc, est hautement polysémique. Il signifie à la fois la communauté, et la communauté religieuse rassemblée pour la prière - il a alors le sens de « ecclésia ». Nous préférons, avec Hamit Bozarslan, ce terme à celui de « communautés néo-confrériques », dans la mesure où la rupture avec le modèle confrérique est revendiqué.

très largement soumis aux autorités municipales, qui sont chargés de contrôler et de réguler le commerce de la ville. Enfin, les *esnaf* sont organisés, depuis le XVIe siècle, en corporations ou guildes, qui fonctionnent selon un principe hiérarchique, et sont liés aux autorités religieuses.

Ils forment, à Erzurum, un groupe social très conservateur, beaucoup plus que les paysans. Ils sont très nombreux dans les communautés religieuses non-confrériques, et ont une pratique religieuse très régulière, généralement encadrée par la corporation, ou par le milieu professionnel, où le contrôle social est très important.

Pourquoi Erzurum ?

Le Parti démocrate a toujours eu des résultats au-dessus de la moyenne nationale à Erzurum (voir tableau n°1), qui est une ville[25] à la réputation très conservatrice, encore aujourd'hui. Même si nous ne disposons pas de sources à ce sujet, la pratique religieuse y est certainement supérieure à la moyenne en Turquie. Les raisons qui en sont généralement avancées sont loin d'être satisfaisantes. L'explication la plus commune est celle de dire que la ville était un centre religieux très important au XVIe siècle ; il y a de très nombreuses *medrese* dans toute la ville. C'est l'explication qu'en donne l'auteur d'un livre sur la religion à Erzurum[26]. Pourtant, cette vitalité religieuse est en déclin dès la fin du XVIIIe siècle. Au début du XXe siècle, la plupart des *medrese* de la ville sont vides et abandonnées. Le sociologue Ismaïl Beşikçi, qui compare le conservatisme de la ville d'Erzurum et le progressisme de la ville de Kars, en donne l'explication suivante : la ville d'Erzurum, depuis le XVIe siècle, ne vit pas de sa capacité productive, mais de sa capacité de transit : c'est une ville où sont stockés, puis exportés, les biens de marchandise. C'est pour cette raison qu'une classe d' « intermédiaires » s'y est développée. Ces intermédiaires forment un groupe très conservateur, axé sur la religion et la lutte contre le communisme ; une deuxième raison qui explique le conservatisme de la ville est son homogénéité ethnique et confessionnelle[27]. L'explication d'Ismail Beşikçi est intéressante et rejoint nos développements sur les *esnaf*, qui correspondent, peu ou prou, aux « intermédiaires » qu'il décrit.

	Erzurum	**Moyenne nationale**
1950	**64 ,3%**	**55,2%**
1954	**58,8%**	**58,4%**

[25] Erzurum désigne à la fois la ville et son département. Nous nous concentrerons là encore sur la ville plutôt que sur le département ; nous préciserons quand nous parlerons du département plutôt que de la ville.
[26] Ünver Günay, *Erzurum ve Çevre Köylerinde Dini Hayat* [La vie religieuse à Erzurum et dans ses villages alentours], Istanbul, Dergah yayınları, 1999, p. 162.
[27] İsmail Beşikçi, *Doğu Anadolu'nun düzeni: sosyo-ekonomik ve etnik temeller* [L'ordre de l'Anatolie de l'Est : bases socio-économiques et ethniques], İsmail Beşikçi Vakfı Yayınları, Istanbul, 1992, p. 221-223.

1957	**50,2%**	**47,8%**

Tableau 16 : les résultats du Parti démocrate à Erzurum aux élections de 1950, 1954 et 1957 (en pourcentage des voix exprimées)[28]

Nous ferons donc porter l'analyse sur ces intermédiaires qui ont guidé la mobilisation pour le Parti démocrate. Nous avons vu au chapitre 3 comment était structuré le vote dans le monde rural ; nous avons souligné le rôle important de ceux que nous avions appelés l' « élite rurale des villes ». Ces marchands ou patrons résidant en ville, qui ont une large influence sur les campagnes, ont un rôle actif en politique. Nous avons décliné, dans ce développement sur la politisation en milieu rural, les différentes facettes de cette influence. Nous en avons retenu deux aspects essentiels. D'une part, la maîtrise des circuits économiques : le crédit, le contrôle des emplois saisonniers. D'autre part, nous avons montré que cette influence avait un volet culturel : ces habitants des villes partagent avec le monde du village un même univers mental ; ils se rendent fréquemment au village où, souvent, ils possèdent encore des terres.

Ce chapitre sera l'occasion d'approfondir l'enquête, en étudiant plus spécifiquement le groupe des intermédiaires en lui-même, pour comprendre non plus *comment* ces acteurs ont guidé la politisation et le vote en faveur du Parti démocrate, ce qui était l'objet du chapitre 3, mais *pourquoi* ils ont développé une loyauté électorale en faveur du Parti démocrate. Pour ce faire, ce chapitre sera partagé en quatre sections. Une première section s'attache à décrire l'influence sociale des *esnaf* dans les campagnes. Nous verrons que les réseaux religieux, et notamment le mouvement de Said Nursi, sont aussi des vecteurs de l'influence des *esnaf* sur les campagnes. Une deuxième section étudiera de façon idéal-typique les trois structures qui organisent le monde des *esnaf* : la profession, la corporation, et la *cemaat*, ici, le mouvement de Said Nursi. Nous verrons que ces ordres sont à la fois des structures qui nourrissent une vision conservatrice du monde, et des vecteurs de politisation ; nous analyserons comment.

Une troisième section se penchera sur l'investissement des *esnaf* dans la politique locale. Nous étudierons plus particulièrement les effets de décalage que crée cet investissement : au niveau local, à Erzurum, le Parti démocrate a un visage extrêmement conservateur, et exprime une critique très radicale des réformes kémalistes. Une quatrième et dernière section tentera de comprendre les ressorts de l'identification des milieux conservateurs au Parti démocrate. Nous tenterons alors d'analyser dans le même mouvement ce qui relève proprement de l'identification partisane, et les phénomènes de clientélisation de ce groupe hautement dépendant de l'État. Dans notre travail, le département

[28] Source : Erol Tuncer, *1954 seçimleri, op. cit.,* p. 370, et Erol Tuncer, *1957 seçimleri*, *op. cit*., p. 312.

d'Erzurum est pris comme un exemple significatif ; en fonctionnant comme miroir grossissant de l'adhésion des milieux conservateurs au Parti démocrate, il permet de mieux en saisir les ressorts.



Figure 29 : les élections de 1957[29]

Les départements en bleu sont ceux où le taux de vote pour le Parti démocrate dépasse la moyenne nationale.

I. Les *esnaf* : des intermédiaires culturels

Nous avançons au long du chapitre l'idée que le conservatisme, à la fois social et religieux, a été porté par une classe sociale, celle des *esnaf*. D'abord que désigne un *esnaf* ? Développons en quelques mots la définition que nous avions donnée au début du chapitre. La définition officielle, donnée par l'organisation d'État pour la planification (« *Devlet Planlama Teşkilatı* »), en 1990 renvoie à un travailleur indépendant, dont le commerce dépend de la force physique, plus que du capital. La définition regroupe tous les métiers de la restauration, du transport (chauffeurs de bus, taxis), du service hôtelier ou de l'industrie du divertissement (propriétaires d'hôtels, de bars, mais aussi musiciens, comédiens), les métiers de la santé, tels que pharmacien, coiffeur, les métiers du textile, et un gros groupe qui s'appelle « confection et réparation » (*Imalat ve Tamirat*) ; tous les producteurs de

[29] Source : Erol Tuncer, *1957 seçimleri, op. cit*., p. 377.

biens alimentaires, les fabricants de beurre, de pain, de farine, de conserve, de biens textiles, tapis, ou encore chemises et chapeaux, les travailleurs du cuir, aussi bien que les meubles en bois, les objets en métal. Tous les métiers qui concernent la réparation de voitures, l'électricité ou la construction de logement, les verriers, peintres, plombiers, sont également inclus. C'est une définition extrêmement diverse, plus descriptive qu'analytique, mais qui désigne, en fait, les classes moyennes urbaines indépendantes ; tous ceux qui possèdent, *grosso modo*, une boutique ou un petit commerce.

Nous entendons donc ici *esnaf*, dans un sens générique, comme les propriétaires de petit commerce. Les vendeurs ambulants (« *işportacı* »), qui sont employés par les marchands pour vendre leurs biens, ou qui s'endettent auprès de marchands pour revendre leurs biens à peine plus cher, sont exclus de cette définition, bien qu'on les appelle parfois en turc des « petits esnaf », « *küçük esnaf* ». La traduction en français du mot *esnaf* est problématique. Le terme de « boutiquier » nous a semblé le plus approprié pour traduire ce terme – la classe des boutiquiers partage certaines des caractéristiques des *esnaf*. Pourtant, il ne traduit pas la connotation conservatrice qu'a le terme turc. A la rigueur, le concept dont il se rapproche le plus est celui de *bazari*, qui renvoie au monde iranien, et dont le rôle dans la révolution iranienne, comme catégorie sociale, a été bien étudié[30]. En tout cas, les travaux sur le monde du marché nous seront utiles dans l'analyse de la catégorie d'*esnaf*[31]. Un article de Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu parle des artisans dans les années 1950, mais en partant de la catégorie anglo-saxonne de « artisan », qu'on peut traduire, selon les auteurs, par trois termes : « *esnaf* », « *sanatkar* », et « *zanaatkar* », les deux derniers termes renvoyant plutôt à l'activité professionnelle, et le premier à la classe sociale[32]. Nous souhaitons, au contraire, partir du terme émique, *esnaf*, pour le construire comme catégorie sociologique : l'idée est de comprendre l'univers de sens qui était celui des acteurs dans la Turquie des années 1950.

A part l'article d'Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, peu de travaux ont été consacrés aux *esnaf* en Turquie. Pourtant, à notre sens, les *esnaf* sont le groupe social qui a joué le rôle le plus important dans la mobilisation pour le Parti démocrate. La raison principale en est sa position d'intermédiaire entre le monde rural et le monde urbain. Intermédiaires, ils le sont d'abord parce qu'ils habitent des villes qui sont, comme nous l'avons vu au chapitre 3, au centre de la configuration rurale. Mais cette influence économique se double d'une influence religieuse ; cela est dû à la structure du mouvement de Said Nursi, dont les disciples étaient surtout des *esnaf*.

[30] Said Amir Arjomand, « *The Causes and Significance of the Iranian Revolution* », State, Culture, and Society, vol. 1, n° 3, 1985, p. 41–66 ; Ahmad Ashraf et Ervand Abrahamian. « *Bazaar and Mosque in Iran's Revolution* » MERIP Reports, n° 113, 1983, p. 16–18.
[31] Clifford Geertz, *Le souk de Sefrou : sur l'économie de bazar*. Traduit par Daniel Cefaï, Saint-Denis, éditions Bouchène, 2003 ; Arang Keshavarzian, *Bazaar and State in Iran: The Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge university Press, 2007.
[32] Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, « The Forgotten People: Turkey's Artisans in the 1950s », British Journal of Middle Eastern Studies, v. 40, n° 2, 1 April 2013, p. 183-204.

A. Les *esnaf* : maîtrise des circuits économiques dans le monde rural

Au début de leur article, Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu partent du constat que les *esnaf* ont été très largement ignorés par l'historiographie. Les auteurs en listent plusieurs raisons, parmi lesquelles les préjugés des historiens eux-mêmes. Souvent d'inspiration marxiste, ces auteurs se sont souvent concentrés sur les paysans ou les ouvriers, qui, en plus d'être une classe facilement identifiable, étaient presque naturellement considérés comme importants dans la lutte politique. A cela s'ajoute une répulsion toute intellectuelle pour ces tenants de la tradition et représentants du conservatisme le plus acharné. On trouve une trace de cela dans le célèbre ouvrage de Kemal Karpat, *Turkey's politics*, qui parle des « classes moyennes rurales » - qui correspondent aux *esnaf* – comme de groupes « politiquement conservateurs », qui sont « à la recherche d'un profit rapide »[33]. Les dirigeants du Parti démocrate, eux, étaient en revanche tout à fait conscients de l'importance de ce groupe, comme en témoignent les discussions au parlement sur la révision de la loi sur la banque du peuple (*Halk bankası*). Les *esnaf* sont désignés comme le « groupe le plus important après les paysans », la « colonne vertébrale de la classe moyenne », qui seraient les garants de l' « ordre » et de l' « harmonie » au sein de la société turque[34].

Les « élites rurales des villes », comme nous les avions nommées au chapitre 3, ont joué un rôle très important dans la mobilisation des paysans en faveur du Parti démocrate. Nous parlions alors de riches des villages, souvent de petits propriétaires terriens, qui avaient migré en ville – ce que nous entendons ici par ville inclut les bourgs de province - pour y mener une vie plus confortable. Une fois en ville, ces hommes maintiennent des liens très forts avec leur village. La profession exercée en ville peut être de différente nature : certains deviennent petits employés de la fonction publique (*memur*) ; la plupart ouvrent un petit commerce. En 1950, il y a 515 entreprises dans toute la ville d'Erzurum ; en 1958, il y en a 2 234[35]. Il est d'ailleurs intéressant que Marcel Bazin, qui effectue un séjour d'un an et demi dans la ville, en 1965-1966, appelle les *esnaf* des « aghas ». Ceux qu'il appelle les représentants d'une forme d'aristocratie locale ne se mélangent pas aux autres élites de la ville, venues d'autres villes[36].

Qu'ils soient cordonniers, restaurateurs, bouchers, boulangers, marchands de fruits et légumes, les *esnaf* ont besoin des matières premières. Ce sont eux qui assurent le commerce avec les paysans,

[33] Kemal Karpat, *Turkey's politics*, *op. cit*., p. 113.
[34] Ces expressions sont tirées d'un discours devant le parlement. TBMM Zabıt Ceridesi, 10e période parlementaire, vol. 14, 30 novembre 1956, p. 1. Cité dans Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[35] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresi*…, *op. cit.,* p. 9.
[36] Marcel Bazin, « Erzurum : un centre régional en Turquie ». *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, Juillet-décembre 1969, p. 298.

l'acheminement des matières premières et, dès lors, ils doivent maîtriser un très vaste réseau dans les villages de tout le département. A Istanbul au XVIe siècle, le ravitaillement en viande est tenu par quelques négociants qui assurent les arrivages de bétail, mais sont en outre propriétaires de grands troupeaux, et ont peut-être même sous leur contrôle les abattoirs et un certain nombre de boucheries de la ville[37]. Toute proportion gardée, le fonctionnement est certainement le même à Erzurum ; en 1946, nous apprenons dans un article de la presse locale que l'homme le plus riche de la ville est un marchand de bétail, Cemil Bekiroğlu[38]. Les campagnes autour d'Erzurum vivent essentiellement d'élevage, ce qui explique certainement le poids de ces marchands de bétail, qui doivent bénéficier d'un large réseau, et aussi de moyens importants pour sécuriser le transfert du bétail. Beaucoup de corps professionnels dépendent d'eux : les abatteurs, les bouchers, les restaurateurs, tous les métiers qui concernent le travail du cuir. Dans son étude sur la ville de Tütüneli, Peter Benedict montre que les circuits commerciaux de toute la région qui entoure le bourg sont contrôlés par de puissants marchands, qui font circuler les biens des paysans vers les villes plus vastes, et la ville portuaire voisine de Fethiye[39].

Ceux qu'on appelait dans les années 1930 des « *manav* » (qui signifie aujourd'hui « marchand de fruits et légumes ») ou *komisyoncu* exercent un peu le même type de travail : leur magasin est généralement vide et leur activité consiste à saisir les produits agricoles que les paysans apportent en ville pour les vendre. A la fin de la journée, ils paient le paysan à un prix dérisoire et lui rendent les légumes ou les fruits qui n'ont pas été vendus[40]. Dans les comptes rendus de congrès des associations d'*esnaf*, les plaintes et les requêtes concernent surtout l'import de biens, qui est un enjeu essentiel pour maintenir leur commerce à flot. Lorsqu'une pénurie de charbon frappe la ville en 1957, la maire fait une conférence de presse pour annoncer que l'un des députés d'Erzurum, Rıza Topçuoğlu, a obtenu de son ami Samet Agaoğlu, qui est ministre du commerce, qu'il livre quarante tonnes de charbon aux *esnaf* qui sont propriétaires d'un *hamam*.

Mais cette influence a aussi une dimension religieuse ; comme nous allons le voir dans une deuxième section, cela est dû à l'investissement des *esnaf* dans les communautés religieuses non-confréries (*cemaat*).

[37] Robert Mantran, *Istanbul au siècle de Soliman le Magnifique*. Paris, Hachette, 1994, p. 134.
[38] *Doğu*, 6 juin 1955.
[39] Peter Benedict, « *The changing role of provincial towns* », art. cité, p. 270.
[40] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi*, vol 2, *op. cit*., p. 116.

B. Les *esnaf* dans les rangs des cemaat[41]

Plusieurs éléments nous permettent d'affirmer que les esnaf ont investi massivement les *cemaat*, en particulier le mouvement *Nur*. Nous reviendrons dans la prochaine section (III) sur le personnage de Said Nursi. Pour l'heure, essayons de comprendre comment ce mouvement était structuré, pour comprendre l'importance des figures locales.

1. La structuration des cemaat dans le monde rural : une structure en réseau

Les communautés religieuses sont très différentes des confréries, en ce qu'elles rompent ouvertement avec la tradition. Au lieu d'une adhésion de fait, par routine, qui est le lot de la confrérie, les disciples, dans la communauté religieuse, manifestent une adhésion consciente à la pensée du Maître, formant ainsi une communauté morale. Dans les années 1950, deux communautés sont influentes dans tout l'espace turc : le mouvement *Nur*, fondé par Said Nursi (1878-1960), et le mouvement formé par les élèves de Süleyman Hilmi Tunahan (1888-1959), les Süleymancı[42].

Ces deux communautés sont structurées autour de la pensée du maître, diffusée sous forme écrite ou non. Pour la communauté de Said Nursi, le texte central est la « Lettre de la lumière », *Risale-i Nur*, un ensemble d'écrits qui formulent une exégèse du Coran dans un langage obscur[43]. Dans le contexte de la Turquie républicaine, où peu de gens savent lire, il est clair que tous ceux qui se considèrent comme les disciples de Said Nursi n'ont pas lu le texte. Pour ceux qui ont lu le texte, néanmoins, le cercle des disciples prend la forme d'une « communauté de lecture ».

En réalité, en raison de la rareté des sources disponibles, et du caractère clandestin du mouvement de Said Nursi pendant presque toute la période, il est difficile de se représenter clairement ce que signifiait appartenir au mouvement Nur, de savoir comment le mouvement était structuré et qui étaient les disciples de Said Nursi. Le sociologue Ismail Besikci fait remarquer un fait intéressant : alors que, dans l'Ouest du pays, les disciples de Said Nursi forment un groupe très conservateur, ce n'est pas le cas au Kurdistan, où les confréries étaient encore très puissantes. Au Kurdistan, dans les

[41] Nous définissons ici « cemaat » comme une communauté religieuse non-confrérique comme celle fondée par Said Nursi – c'est d'ailleurs sur cette dernière que nous nous concentrerons. A partir de maintenant, nous conserverons le terme de « *cemaat* », plus court que « communauté religieuse non-confrérique », sa traduction en français. Nous emploierons parfois le terme de « mouvement Nur » pour le mouvement de Said Nursi.
[42] Thierry Zarcone, *op. cit*., p. 168.
[43] Şerif Mardin avance l'hypothèse que le caractère très obscur du texte peut être dû à la mauvaise maîtrise du turc par Said Nursi, dont la langue maternelle est le kurde kurmandji. Voir Şerif Mardin, *Religion and Social Change in Modern Turkey: The Case of Bediuzzaman Said Nursi*. State University of New-York Press, 1989, p. 37.

années 1950, être le disciple de Said Nursi signifiait opposer une résistance au pouvoir du cheikh, et était synonyme de volonté de changement, plutôt que de traditionalisme[44]. La composition sociologique du mouvement est donc certainement différente à l'Ouest et à l'Est du pays.

Mais il semblerait aussi que la figure de Said Nursi soit connue même dans les villages, et que la pensée du maître se soit transmise de façon orale, par l'intermédiaire de « maîtres en religion » (« *hoca* ») locaux, qui étaient soit des imams, soit parfois de simples croyants, qui se construisent une légitimité religieuse. Un intellectuel et historien local d'Erzurum, ingénieur agricole, qui a enseigné au département d'agriculture de l'université Atatürk à Erzurum pour la majeure partie de sa vie, Sıtkı Aras, a écrit un livre sur ces maîtres en religion, qu'il appelle les « architectes moraux d'Erzurum » (« *Erzurum'un manevi mimarları* »)[45]. Ce livre, par ailleurs très hagiographique, est une mine d'informations pour l'historien.

C'est la même chose pour les « Süleymancı », les disciples de Süleyman Hilmi Tunahan. À Erzurum, dans les années 1950, il y a plusieurs disciples de Süleyman Hilmi qui enseignent chacun le Coran dans plusieurs quartiers de la ville. Voici ce qu'on peut trouver dans le livre de Sıtkı Aras :

> « Dans notre pays, la première personne qui a ouvert une brèche dans la chape de plomb qui pesait sur le Coran, c'est le saint Süleyman Hilmi Efendi [Tunahan]. À Erzurum, ce sont, dans le quartier d'Ihmal, celle qu'on appelait « Maître Bayram », madame Ayse, dans le quartier de Veyisefendi, c'était la bénédiction (« *kerimeler* ») de notre grand savant (« *âlim* ») Maksud efendi, notre mère Nazire, et à Cennetzâde, Hafız Sıddık Efendi, qui étaient les plus importants parmi ces héros. Dans les villages, parmi les centaines de petits pères courage (« *babayiğit* ») qui se sont attaqués à cette tâche, Hanbeyoğlu Hacı Hafız Enver Efendi […] a fait sa part »[46].

L'ambiguïté du propos correspond bien au type d'engagement que représente le service du Maître : ici, Süleyman Hilmi est mentionné comme un exemple à suivre, et l'appartenance à une « communauté » des élèves de Süleyman Hilmi n'est pas explicitement mentionnée. Les noms cités par l'auteur ne sont jamais désignés explicitement comme des disciples. Cependant, on voit bien que ce sont des figures locales qui se chargent de diffuser la parole du maître.

Ainsi, « appartenir » à la communauté de Said Nursi n'est pas un fait rigide[47]. En revanche, la personnalité de Said Nursi est très importante, en ce que, manifestement, tous les maîtres en religion

[44] İsmail Beşikçi, *op. cit*., p. 359.
[45] Sıtkı Aras, *Erzurum'un Manevi Mimarları*, [Les architectes moraux d'Erzurum], Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı (3e éd.) Istanbul, 2007.
[46] *Ibid*., p. 179.
[47] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 26.

qui ont quelques disciples, en ville comme dans les villages, sont tous des admirateurs de Said Nursi[48]. Le livre de Sıtkı Aras révèle même que certains chefs de confrérie[49] et certains müftis[50] sont des admirateurs de Said Nursi, considéré comme un grand penseur de l'islam et un saint homme.

Les écoles locales fondées par un maître en religion[51], en revanche, forment des réseaux d'interconnaissance qui vont jusque dans les campagnes. Les disciples se réunissent autour de leur maître au moins une fois par semaine, parfois plus, et les faits et gestes du maître sont transmis oralement jusque dans les villages. Ce sont plutôt ces écoles locales, donc, qui sont importantes pour comprendre la structuration sociale du mouvement.

À Erzurum, ces maîtres en religion sont incroyablement nombreux, et cette multitude de micro-écoles forme un tissu religieux très vivant dans toute la ville, avec des ramifications dans les villages. Ces maîtres en religion se connaissent entre eux. Fethullah Gülen a grandi à Erzurum dans les années 1950, dans ce milieu religieux. Il prononce un discours funèbre à la mort de Çogenderli Hacı Salih Efendi. Le müfti connaît tous ces maîtres en religion. Kırkıncı hoca, un maître influent, encore aujourd'hui, était un élève de Said Nursi et il était imam à Erzurum dans les années 1950[52].

Ces écoles locales sont un lien puissant entre les campagnes et les villes : il y a des disciples de ces maîtres dans les villages. Sıtkı Aras, par exemple, qui a grandi dans un village aux alentours d'Erzurum, raconte que les membres de sa famille « suivaient » l'imam du quartier Ihmal à Erzurum. Lorsque l'un des hommes de la famille se rendait à la ville d'Erzurum, il racontait, une fois rentré au village, ce qu'il avait « vu et entendu » de cet imam[53]. La plupart du temps, ces maîtres en religion sont des admirateurs de Said Nursi, parfois parmi d'autres « penseurs » de l'islam : Muhammad Iqbal, Mehmet Akif, Eşref Edip, ou Necip Fazıl. Il est fréquent que ces maîtres en religion eux-mêmes ne sachent pas lire ou écrire.

[48] Cette structure à la fois hiérarchique, au sein des écoles locales, entre le guide et ses disciples, et très lâche entre les écoles locales, rappelle d'ailleurs la structure de la confrérie Nakshibendie, sur laquelle Elisabeth Ozdalga s'interroge en tant que sociologue dans son livre Özdalga, Elisabeth. *Naqshbandis in Western and Central Asia: Change and Continuity* ; Papers Read at a Conference Held at the Swedish Research Institute in Istanbul, June 9-11, 1997. Svenska forskningsinstitutet Istanbul, 1999, préface.
[49] Comme le cheikh Taşkesenlioğlu, sur lequel nous aurons l'occasion de revenir.
[50] Comme le *müfti* d'Erzurum, Solakzade Sadık Efendi, à qui on prête des paroles élogieuses sur Said Nursi. Voir Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 158.
[51] C'est le terme français que nous avons choisi pour traduire le terme turc de « *hoca* », littéralement « maître ».
[52] Document cité dans Ahmet Akgünduz, *Arşiv belgeleri ışığında Bediüzzaman Said Nursi ve ilmî şahsiyeti* [L'atemporel Said Nursi et sa personnalité savante à la lumière des documents d'archives], 6 volumes, İstanbul, Osmanlı Araştırmaları Vakfı, 2013, volume 6, p. 659. La référence donnée, 13311.22.24, est incomplète.
[53] « Babam ve diğer yakınlarım sık sık Erzurum'a gelip giderken Imam Efendi hakkında gördüklerini duyduklarını anlatırlardı », Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 190.

Ainsi, la structuration des *cemaat* dans le monde rural montre à nouveau la centralité des villes. Les villageois sont souvent les disciples de maîtres en religion, dont ils suivent les enseignements quand ils se rendent en ville.

2. Les disciples de Said Nursi : tous des *esnaf* ?

Dans son étude sur le souk de Sefrou, Clifford Geertz fait remarquer le lien très fort entre les confréries et les artisans : l'importance de la confrérie soufie dans l'économie du bazar « réside dans le simple fait que ses membres étaient, au moins jusque dans les années cinquante, presque tous des marchands et des artisans, et que presque tous les marchands et les artisans en étaient membres »[54]. Peut-on dire la même chose des *esnaf* avec le mouvement *Nur* ?

Même si nous ne pouvons pas le prouver, il semble que les *esnaf* soient extrêmement nombreux au sein du mouvement *Nur*. D'abord comment savoir qui est un élève de Said Nursi ? Un document, publié dans le livre d'un historien du mouvement *nurcu*, Ahmet Akgündüz – lui-même disciple de Said Nursi - montre un document tiré des archives républicaines, qui fait la liste, en 1959, de tous les élèves de Said Nursi dans la ville d'Erzurum. Les services du gouverneur (*vali*), qui ont établi la liste, ont pu se tromper sur l'appartenance d'un individu au mouvement de Said Nursi – Ahmet Akgündüz, qui a publié ce document, le juge fautif, en ce qu'il répertorie sur la liste toutes les personnalités qui ont un rapport avec l'islam. Néanmoins, ce document donne des pistes intéressantes[55]. On constate que presque tous ceux qui ne sont pas imams sont des *esnaf* : tailleurs, papetiers, barbiers, épiciers, bijoutiers[56]. Certes, il ne faut pas se fier aveuglément à ce document produit par le ministère de l'Intérieur, qui pouvait ne pas avoir une connaissance exacte du mouvement *Nur*, et qui ne représente qu'Erzurum. Toutefois, dans nos sources, une série d'indices nous montrent la force présence des *esnaf* dans le mouvement *Nur*. Les rassemblements autour du maître ont généralement lieu dans des boutiques d'*esnaf*. C'est le cas, par exemple, des cours de Coran clandestins. Naim hoca, un *hoca* important d'Istanbul, est artisan tailleur, puis barbier. Ses cours ont lieu dans sa boutique de barbier[57]. Les grandes figures parmi les élèves de Said Nursi, que nous avons pu rencontrer dans les sources, sont presque toujours des *esnaf*.

Serif Mardin va plus loin en affirmant qu'il ne faut pas partir de l'investissement des *esnaf* (qu'il appelle « classes moyennes rurales ») au sein du mouvement *Nur*, mais comprendre le mouvement *Nur* comme une réaction des *esnaf* aux bouleversements économiques et politiques de la période. Selon lui, l'islam a servi de bannière de ralliement pour les classes moyennes rurales,

[54] Clifford Geertz, *Le souk de Sefrou : sur l'économie de bazar*, traduction de Daniel Cefaï, Saint-Denis, éditions Bouchène, 2003, p. 99.
[55] Cité dans Ahmet Akgünduz, *op. cit.*, p. 586. Référence (incomplète) du document : 13311.22.22.
[56] Ahmet Akgündüz, *op. cit.,* p. 596. Voir annexe n°8, « Milieux conservateurs à Erzurum »
[57] Ömer Özden, *op. cit*., p. 25.

déstructurées par les réformes des *Tanzimat* et de la République, qui entraînaient une dé-personnalisation des liens, rendus contractuels, anonymes[58]. Le mouvement cherche à faire revivre une syntaxe traditionnelle, que la modernisation a mise à mal. Pour l'auteur, il ne fait aucun doute que les *esnaf* forment le cœur du mouvement de Said Nursi. Ainsi, au lieu de voir les classes moyennes rurales comme les principaux soutiens de Said Nursi, il faudrait voir Said Nursi comme le principal idéologue des classes moyennes rurales. La très forte diffusion de ses idées n'est pas liée aux idées elles-mêmes, mais à la structure sociale qui les a propulsées sur le devant de la scène[59].

D'ailleurs, l'identification entre les mouvements religieux et les *esnaf* est naturelle pour les témoins de l'époque. Tarık Ziya Ekinci explique, dans ses mémoires, que les confréries et les organisations religieuses s'appuient essentiellement sur les *esnaf*. Il raconte, par exemple, que les *esnaf* de la petite ville de Siverek ont fondé une organisation religieuse qui inclut aussi des paysans. Il précise que c'est une organisation secrète, et qu'il est difficile d'y entrer, mais que, une fois qu'on est membre de cette organisation, la solidarité y est très grande. Pour lui, cette organisation religieuse est un moyen, pour les *esnaf*, de sécuriser des réseaux dans les campagnes, et a une raison d'être économique autant que proprement religieuse[60].

Ainsi, les *esnaf* forment une catégorie sociale intermédiaire entre le monde rural et le monde de la ville. Ils entretiennent avec les villageois un rapport de domination ; ce sont eux qui maîtrisent la vente des produits agricoles en ville, qui contrôlent les emplois, etc. A côté de cette domination économique, les *esnaf* sont massivement engagés dans les mouvements religieux confrériques. Cet engagement, qui a des raisons diverses, est aussi à comprendre comme une forme d'influence dans les campagnes. Avoir avoir montré les différentes facettes de l'influence des *esnaf* dans les campagnes, à la fois économique et religieuse, essayons maintenant de décrire comment le monde des *esnaf* est structuré, afin de comprendre ce qui en fait une catégorie sociale très conservatrice.

II. Professions, corporations et *cemaat* : réservoirs de la tradition et acteurs de la politisation

Selon Clifford Geertz, la vie des artisans du souk de Sefrou est partagée entre trois pôles, qui l'organisent : la *zawiya*, une confrérie religieuse non directement liée à une profession, la *herfa*, un ensemble professionnel, et la *henta*, concept qu'on traduit habituellement par « corporation », auquel l'anthropologue donne un sens plus subtil. Pour lui, la *henta* est tout à la fois le « métier dans sa

[58] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 12.
[59] Şerif Mardin, *op. cit*, p. 222.
[60] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 271.

dimension religieuse » et la *zawiya* « dans sa dimension séculière »[61]. Cette distinction nous paraît intéressante pour comprendre le monde des *esnaf*. En analysant ces trois pôles que sont la profession, la corporation et la *cemaat*, nous nous donnons les moyens de comprendre à la fois le conservatisme des *esnaf* et les dynamiques qui président à leur politisation[62]. En décrivant l'univers des *esnaf* selon ces trois pôles, nous avons voulu rassembler des observations empiriques tirées de la fréquentation des archives ; ce faisant, nous formulons des idéaux-types qui sont nécessairement schématiques. Comme nous l'avons dit plus haut, tous les disciples de Said Nursi ne sont pas *esnaf*, et tous les esnaf n'appartiennent pas au mouvement *Nur*. Nous pensons toutefois que ces catégories, tant qu'elles sont prises comme des idéaux-types, sont utiles pour comprendre le groupe des acteurs conservateurs.

A. La profession : un univers conservateur

Chaque groupe d'activité est regroupé par profession. Cette profession, régie par des règles strictes, est l'un des pôles qui organisent la vie des *esnaf*. C'est à la foi un univers de sociabilité où le contrôle social est omniprésent, et un groupe qui partage de mêmes intérêts économiques, dans un monde imprégné de valeurs religieuses.

1. Un monde hiérarchique

Les *esnaf* ne forment pas un groupe unifié sur le plan socio-économique. Au sommet de l'échelle sociale, il y a les grands marchands de gros, qui contrôlent l'arrivée de matières premières dans la ville. Les restaurateurs, les petits boutiquiers, en revanche, sont dépendants de ces commerçants, à qui ils achètent leur marchandise. Les *esnaf* ne forment pas un monde égalitaire comme l'est celui du village. Les relations y sont très verticales, et un petit boutiquier n'a que peu de choses à voir avec un important commerçant. Cependant, les différentes professions sont liées par des rapports de clientèle, qui parfois lie un seul patron à tout un groupe professionnel.

Un article du journal local « *Hür söz* », par exemple, est parlant de ce point de vue-là. L'article, publié le 19 janvier 1956, relate une interview avec le président du « *faytoncular derneği* », de l'association des conducteurs de phaëtons. Le but de l'association, dit le président, est de trouver des solutions aux problèmes de nos adhérents. A un moment, nous avons manqué de nourriture pour nos chevaux, et c'est grâce à Ahmet Polat, qui s'en est entretenu avec le vali, que notre problème a été réglé. « Nous n'oublierons jamais ce qu'Ahmet Polat a fait pour nous », conclut le président de

[61] Clifford Geertz, *op. cit*., p. 92-111.
[62] La politisation est ici définie comme le mouvement qui conduit un groupe d'individus à s'impliquer dans la politique. Nous prenons ici le niveau « méso » de la typologie formulée par Yves Déloye et Florence Haegel, : nous posons la question de savoir comment un groupe en vient à soutenir un parti politique en particulier, ici le Parti démocrate. Cf Yves Déloye et Florence Haegel, art. cité., p. 338.

l'association. Ahmet Polat est un homme politique local influent, *manav* et propriétaire du journal qui publie l'article. En tant que commerçant important, il a des contacts avec le *vali*, dont il obtient des avantages pour les membres de l'association dont il est le patron[63].

Comme on le voit à travers cet exemple, s'il y a de grands écarts de richesse et de statut social entre les différentes catégories professionnelles que l'on regroupe sous le terme d' « *esnaf* », tous se fréquentent et entretiennent entre eux des rapports de clientèle. Ces rapports sont certes hiérarchiques, verticaux, mais ils entretiennent aussi une certaine familiarité, et crée une forme d'homogénéité. Tous ces groupes professionnels partagent un univers commun et un fort sentiment d'appartenance commune.

Au sein d'une boutique d'artisan, les rapports sont strictement hiérarchiques. Le système d'apprentissage le montre bien. Généralement, le père d'un jeune garçon demande à un artisan d'apprendre à son fils le métier. L'artisan prend le jeune garçon s'il a de la place dans son atelier. Lorsqu'un maître prend un apprenti, cela se fait en présence d'un témoin, qui s'assure qu'aucune des deux parties ne soit lésée. Il observe son habileté, son honnêteté et ses relations avec les autres. S'il le trouve honnête et raisonnablement doué, il lui apprend le métier pendant quatre ou cinq ans. Le travail est béni chaque matin, avec le nom de Dieu et le nom du saint patron du type d'artisanat entrepris[64].

Le maître est pour son apprenti à la fois un professeur et un père ; l'apprenti doit le traiter avec respect et accepter des châtiments corporels de sa part. Quand l'apprenti a fini son apprentissage, le maître donne un banquet où sont reçus les autres artisans. Mais la condition n'est pas le seul apprentissage ; les autres membres du métier se penchent de très près sur la moralité du candidat[65]. Le maître annonce que son apprenti a fini d'apprendre le métier et proclame le *destur* ou *ehliyet*, la possibilité d'exercer le métier d'artisan. Quelques outils lui sont offerts, l'apprenti embrasse la main de son maître, le remercie de lui avoir enseigné ce saint métier, et demande à Dieu de l'accepter. Les autres artisans reconnaissent sa demande et lui nouent une pièce de tissu (« *peştemal*») autour de la taille, ce qui rappelle un rite d'initiation confrérique[66]. La cérémonie s'achève par des lectures du Coran. La gratitude de l'apprenti pour son maître s'exprime tout au long de sa vie : il envoie ses enfants lui embrasser la main lors des fêtes religieuses.

Le type de rapport entre le maître et son apprenti est très différent de celui qui existe entre un propriétaire d'industrie et ses ouvriers. Le lien est fondé sur des valeurs morales, plus que sur un

[63] *Hür söz*, 19 janvier 1956.
[64] Paul Magnarella, *Tradition and Change in a Turkish Town,* New York, John Wiley and Sons, 1974, p. 64-67.
[65] Mücahit Himoğlu, *Tarihe Mühürünü Vuran Şehir Erzurum* [Erzurum, la ville qui marque l'histoire de son sceau], Fener yayınları, Istanbul, 2015, p. 259.
[66] *Ibid*., p. 67.

contrat écrit ; de même, les relations de commerce avec les clients et les autres artisans sont fondées sur la confiance. Les contrats écrits, formalisés, sont absents du monde des esnaf, ce qui est aussi dû à ce que peu de gens parmi les *esnaf* savent lire et écrire. Le concept de « morale », « *ahlak* », est au cœur de toutes les publications dans les journaux d'*esnaf*.

Comme le montrent Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, la vision que les *esnaf* ont d'eux-mêmes ressemble aux défenseurs de la *Gemeinschaft*, la société où tout le monde se connaît et entretient des rapports de face-à-face, par opposition à la *Gesellschaft*, la société industrialisée et anonyme[67].

2. La morale (« *ahlak* ») contre le grand commerce

Serif Mardin interprète le mouvement *nurcu* comme un effort pour lutter contre l'anonymat de la société industrielle[68]. Selon l'auteur, la progression du mouvement est liée à la transformation de la société ottomane, due à la révolution des transports et des communications[69]. Selon nous, le sentiment de déclin vécu par le milieu des *esnaf*, et l'idée qu'il faut lutter contre une société industrielle déshumanisée, est liée au contexte de la concurrence avec le grand commerce et l'industrie, qui n'est pas propre à la Turquie.

Socialement, les *esnaf* appartiennent au « monde de la boutique », qui a été bien étudié dans d'autres pays. En introduction de son ouvrage, Nonna Mayer explique pourquoi le terme de « petit bourgeois » reste pertinent, selon elle, pour caractériser le monde de la boutique, en ce qu'il dénote une double exclusion, à la fois de la bourgeoisie et du monde ouvrier[70]. En définitive, la boutique est une catégorie sociale « distincte du petit salariat par la possession de son outil de travail, du grand magasin capitaliste par le caractère personnel et familial de l'exploitation, et de l'artisanat à mesure que s'autonomise la fonction commerciale »[71]. La peur du grand commerce, dont la progression est vécue comme responsable du déclin du petit commerce est, pour l'auteur, un moteur du comportement politique de ce groupe[72]. En Turquie, la vision que les *esnaf* ont d'eux-mêmes est également très marquée par la peur du grand commerce, et, surtout, l'injustice de leur situation par rapport à celle des grands hommes d'affaires. On peut lire dans une gazette des *esnaf* d'Ankara, en 1952 : « Contrairement aux marchands, nos *esnaf* n'ont pas une banque ouverte en permanence pour eux, et,

[67] Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[68] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 11.
[69] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 26.
[70] Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 10.
[71] Loc. cit.
[72] Nonna Mayer, *op. cit*., p. 152.

pour avoir un crédit minimal, ils doivent aller pousser des gémissements de douleur devant les usuriers, pour obtenir un prêt à un taux que ni l'esprit ni le cœur ne peuvent accepter. »[73].

La condamnation morale du grand commerce est très fréquente dans les publications d'*esnaf* ; l'idée que l'infériorité des *esnaf* sur le plan économique est inséparable de leur grande supériorité sur le plan moral[74], et tout aussi centrale. Le grand commerce est accusé de rechercher un profit inconsidéré en exploitant des milliers d'innocents, par des voies immorales[75]. Un article accuse par exemple le grand commerce de « corrompre le tissu social » et d' « exploiter le petit commerce »[76]. Le rejet de la gauche, du communisme et de l'athéisme qui lui sont associés, est tout aussi puissant. Ces éléments sont profondément liés à l'islam et à la pratique religieuse, omniprésents dans l'univers des *esnaf*.

3. Un univers de sociabilité : pratique religieuse et contrôle social

Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu défendent l'idée selon laquelle, dans l'univers mental des *esnaf*, la religion n'est qu'un moyen d'assurer l'ordre social ; l'islam en lui-même importe peu, ce qui compte, c'est d'avoir une religion. C'est peut-être le cas pour le milieu des *esnaf* à Ankara ; nous allons voir maintenant que, dans une petite ville de province comme Erzurum, la pratique religieuse est extrêmement importante dans le monde des *esnaf*. L'univers de sociabilité que représente la profession est aussi un lieu de contrôle social.

Un historien local d'Erzurum raconte comme suit la vie quotidienne d'un quartier où travaillent des esnaf à Erzurum, le quartier de Tebrizkapi. Tous les *esnaf* se retrouvent avant l'aube dans un café, avant d'aller ensemble à la prière quotidienne[77]. Tout le monde sait où chacun habite. Si l'un d'entre eux n'est pas là à la prière de l'aube, les autres vont s'enquérir de lui chez lui. Ce que l'auteur présente comme le signe d'une solidarité exceptionnelle nous apparaît aussi comme le moyen d'un contrôle social extrêmement étroit. Le moindre comportement anormal ou déviant est immédiatement remarqué. Il est inconcevable qu'un *esnaf* manque l'une des cinq prières sans que tous les autres *esnaf* du quartier ne le sachent immédiatement. Les femmes des *esnaf* sont tenues à un habillement modeste ; les riches vêtements brodés sont interdits par la moralité de la profession[78]. Si la

[73] *Ankara gazetesi*, 1er avril 1952, cité dans Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[74] *Ankara esnaf gazetesi*, 1er octobre 1951.
[75] Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[76] Ankara esnaf gazetesi, 1er août 1951.
[77] Mücahit Himoğlu, *op. cit.*, p. 341.
[78] Dans les années 1950, beaucoup plus que le voile, c'est la modestie qu'impose aux femmes la morale islamique. Lors d'un congrès de l'Union des femmes (« kadinlar birliği ») de la ville, la présidente – la femme

femme d'un esnaf fait un écart à cette règle, son mari peut recevoir un avertissement de la part du chef de sa corporation[79].



Figure 30 : le secteur des ferrailleurs en marge du marché aux puces (*bitpazarı*) en 1965[80]

Tous les groupes professionnels ont un café attitré, qui est parfois aussi le siège de l'association professionnelle (« *dernek* »), c'est là qu'ils passent presque tout leur temps libre. C'est dans ce lieu aussi que se fait le recrutement d'un nouvel employé[81]. Le lieu de travail, la boutique, est un espace extrêmement important. Les *muhtar* (chefs de quartier élus) sont d'ailleurs souvent des *esnaf*, parce qu'ils disposent d'un lieu dans lequel ils peuvent recevoir les électeurs et les citoyens qui ont des réclamations ou qui veulent leur parler. Paul Magnarella remarque, lors de son séjour à *Susurluk* dans les années 1960, que les boutiquiers ont toujours un invité dans leur magasin, à qui ils offrent du thé, avec qui ils discutent. C'est le centre de leur vie professionnelle, et c'est là que se tissent l'essentiel de leurs relations ; c'est d'ailleurs ce qui fait que la journée de travail est extrêmement longue[82]. Le métier d'*esnaf* nécessite de disposer d'un large réseau, pour obtenir des matières premières, une clientèle, du crédit, etc. La boutique est le lieu par excellence de socialisation

d'un membre important de l'organisation locale du Parti démocrate, Lütfü Yalım - encourage toutes les femmes présentes à ne s'habiller qu'avec des vêtements produits localement, et à éviter les vêtements de luxe, importés d'ailleurs. Le journaliste remarque que toutes les femmes présentes « ont brillé par leur style modeste et simple ». *Doğu Ekspres*, 14 février 1958.

[79] *Ibid*., p. 258.

[80] Source : archives privées de Marcel Bazin.

[81] Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen*…, *op. cit*., p. 70.

[82] Paul Magnarella, *op. cit*., p. 96.

pour les *esnaf*. Le lieu de travail est d'ailleurs un lieu exclusivement masculin ; il est mal vu qu'une femme s'y trouve[83].



Figure 31 : le quartier des cuivriers à Erzurum[84]

Tout le temps libre, en-dehors du temps de travail, est consacré à la discussion avec le propriétaire d'un magasin voisin autour d'un verre de thé – encore aujourd'hui, il est très commun, quand on entre dans une boutique d'artisan, en Turquie, d'y trouver un visiteur du quartier, assis devant un verre de thé, en train de discuter avec le propriétaire du magasin. D'ailleurs le temps libre est l'une des caractéristiques de la vie des *esnaf*, par opposition à un travail ouvrier, ou à un travail d'employé. La visite est d'ailleurs plus ritualisée qu'il n'y paraît, et correspond à des codes précis de politesse. C'est un lieu où s'échangent des nouvelles, des idées, et parfois un savoir religieux. La plupart des maîtres en religion dont nous parlions en première partie de ce chapitre délivrent leur enseignement dans un magasin d'*esnaf*. Dans les années 1960, certaines boutiques d'*esnaf* à Istanbul ou à Ankara, sont des centres importants de réunion et de socialisation pour le parti islamiste en devenir[85].

Ainsi la profession est-elle, dans l'univers des *esnaf*, un pôle important, régi par des règles hiérarchiques strictes. C'est un groupe humain rassemblé par des intérêts économiques communs, la protection des « petits » contre les gros, ce qui n'est pas propre à la Turquie, et un univers de sociabilité où règne un fort contrôle social, ce qui donne lieu à une pratique religieuse régulière. La

[83] Les femmes, en particulier, à Erzurum, les femmes d'*esnaf* importants, engagés en politique, peuvent être engagées dans des associations de charité. Un journaliste se rend au congrès de l'association d'aide aux ouvriers pauvres de l'usine d'abattage (Et kombinası fakir işçilerine yardım derneği), et remarque que le comité de direction est composé uniquement de femmes. *Hür söz*, 17 février 1956.
[84] Source : archives privées de Marcel Bazin, 1965 ou 1966.
[85] L' « épicerie nationale » (« milli bakkal »), la boutique de Mehmet Emin Alpkan à Istanbul, ou le magasin de « Musa l'horloger » à Ankara. Ipek Gencel Sezgin, « *Political engagement patterns of islamist movements : the case of the Nizam/Selamet movement* », thèse dirigée par Hamit Borzarslan et Metin Heper, soutenue à Paris, à l'EHESS en 2011, p. 72.

profession est un élément important pour comprendre le conservatisme religieux des *esnaf*. On voit aussi se dessiner, par l'opposition entre la morale du petit commerce et l'immoralité des grandes entreprises, une vision du monde social. Les différentes professions sont organisées en corporations, qui sont une forme plus organisée de la profession. C'est ce que nous allons voir à présent.

B. Les corporations d'esnaf : réservoirs de traditions et structures clientélisables

Le terme d'*esnaf* désigne tout d'abord les corporations d'artisans, du mot « *sanaf* » qui désigne la classe sociale. Des corporations, le terme en vient à signifier les gens des corporations, ceux qui sont regroupés en corporations[86]. La connotation du terme « *esnaf* » est donc celle d'une communauté puissamment organisée. C'est du moins le cas au XVIe siècle, où les corporations d'artisans sont très structurées. Ces corporations sont dissoutes en 1923, lors du congrès d'économie d'Izmir. Les *esnaf* sont alors encouragés à adhérer aux chambres de commerce. Il semblerait toutefois que, au moins à Erzurum, ces corporations se soient maintenues de façon informelle. En 1951, une loi passée par le pouvoir démocrate autorise la formation d'associations. Des associations professionnelles d'*esnaf* se forment aussitôt, qui ont gardé quelque chose, nous le verrons, de la corporation ottomane. Ces corporations, qui fonctionnent de façon hiérarchique, sont un moyen de perpétuer un ordre social, en même temps qu'elles sont un pivot entre les *esnaf* et le Parti démocrate.

1. Les associations d'esnaf dans la continuité des corporations ottomanes

D'abord qu'est-ce qu'une corporation ottomane? Dans l'Empire ottoman, les guildes ottomanes avaient pour but de protéger les intérêts de la profession contre les autorités publiques, ainsi que de défendre la réputation et la dignité de la profession. En effet, le commerce dans l'Empire ottoman était soumis à un ensemble très important de régulations et de normes. Le *muhtesib*, l'agent de l'État chargé de faire respecter ces règles, est chargé de fixer les prix, répartir les denrées, vérifier la qualité des produits, etc. Pour chaque commerçant, la meilleure façon de se protéger contre les exactions des agents de l'État est d'appartenir à une corporation. C'est d'ailleurs, au XVIe, siècle, une obligation pour tout commerçant que d'appartenir à une corporation.

A la base de la corporation, il y avait les maîtres (« *usta* »), les ouvriers (« *kalfa* ») et les apprentis (« *çırak* »). Le passage d'apprenti à maître était extrêmement contrôlé et ne se basait pas uniquement sur des critères techniques ou professionnels. Ces corporations avaient une forte tonalité

[86] Robert Mantran, *op. cit.,* p. 125.

religieuse ; chaque corporation avait deux chefs, l'un laïque (le « *kethüda* ») et l'autre religieux (le « *cheikh* »). Le *kethüda* était d'abord élu par les membres de la corporation, puis approuvé par le pouvoir local (le qadi), auquel il devait une contribution financière. Il était assisté de deux *yiğitbaşı*, eux aussi élus. Chaque corporation était étroitement liée à une confrérie religieuse.[87] Il semblerait que, très rapidement dès le XVIe siècle, la dimension religieuse perde de sa vivacité, et soit transformée en simple tradition. Mais ces traditions religieuses, même si elles restent à l'état de tradition, modèlent un certain rapport au monde, pétri de religion.

Ces corporations ont été longtemps présentées comme des instruments de l'État pour contrôler les populations urbaines[88]. Elles ont été récemment encensées par l'AKP comme pilier d'une société morale, et contre-modèle pour la lutte des classes : cette idéalisation des corporations a pris de grandes libertés avec l'histoire[89]. Nous savons maintenant que les corporations ont pu jouer un rôle actif dans la contestation politique aux XVIIIe et au XIXe siècle[90], et qu'elles pouvaient inclure des non-musulmans[91].

En 1912, les corporations disparaissent officiellement. Toutefois, selon Suraiya Faroqhi, cette disparition officielle a été précédée par un épuisement de la structure de la corporation, qui ne parvenait pas à s'adapter à l'inclusion de l'Empire ottoman dans le commerce international, à la fin du XIXe siècle[92]. La fin des guildes a longtemps été attribuée à la progression de l'industrie. De récents ouvrages ont mis en cause cette perspective, en montrant que la fin des corporations était plutôt due à l'arrivée en masse de femmes et d'enfants parmi les travailleurs, qui n'avaient jamais été membres de corporations. L'arrivée d'immigrants qui ne connaissaient pas non plus la tradition des guildes, l'implantation de petites manufactures dans les villages, le *putting-out system*, la modification des standards de production selon la demande des marchée mondiaux, sont autant d'éléments nouveaux auxquels la structure de la guilde n'a pas réussi à s'adapter[93] . Malgré cela, l'abolition des guildes,

[87] *Ibid*., p. 127-132.
[88] Ömer Lütfi Barkan « *Osmanlı İmparatorluğu'nda Esnaf Cemiyetleri* » [Les corporations d'*esnaf* dans l'Empire ottoman], in Ord. Prof. Ömer Lütfi Barkan'a armağan [mélanges à Ömer Lütfi Barkan], Istanbul, revue de la faculté d'économie de l'université d'Istanbul, 1985. Cité dans Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[89] Voir par exemple le site de l'AKP à Aydın : http://www.akpartiaydin.org.tr/tr/icraat/ahilik-kultur-ve-felsefesini-yasatiyoruz2/31902.
[90] Robert W. Olson, « The *Esnaf* and the Patrona Halil Rebellion of 1730: A Realignment in Ottoman Politics ? », Journal of the Economic and Social History of the Orient, n° 17, vol. 3, 1974, p. 329–344;
[91] Cengiz Kırlı, « A Profile of the Labor Force in Early Nineteenth-Century Istanbul », International Labor and Working-Class History, n° 60, Automne 2001, p. 138.
[92] Suraiya Faroqhi, *Artisans of empire: crafts and craftspeople under the Ottomans*, Londres, I.B. Tauris, 2012, chapitre 10 « 1850 to 1914 : A Different State, a Different Economy and the Disappearance of the Guilds », p. 186-207.
[93] John T. Chalcraft, The striking cabbies of Cairo, and other stories, Crafts a guilds in Egypt, 1863-1914, New-York, SUNY Press, 2005.

celles d'Istanbul en 1910 et celles des provinces en 1912[94], est un acte politique, qui correspond à une volonté de centralisation[95]. Les travaux qui posent la question de la continuité ou de la discontinuité des guildes et des organisations professionnelles postérieures à 1923 montrent une rupture radicale entre les deux périodes, au moins pour ce qui concerne l'Egypte[96].

Plusieurs éléments nous permettent d'affirmer que, à Erzurum, la tradition des corporations s'est maintenue de façon extrêmement vivace, jusqu'à leur réapparition sous la forme d' « associations », « dernek », à partir de 1949. Dans les sources municipales, qui ont été étudiées par Murat Küçükuğurlu[97], nous pouvons voir que des conflits ont pu opposer, à plusieurs reprises, les guildes – maintenues dans un état officieux[98] – aux autorités municipales.

En 1931, un membre du conseil municipal, agha efendi, se plaint de la nationalisation de la vente de plusieurs produits, et attire l'attention du maire sur la situation des *esnaf*[99]. En 1936, la municipalité tente de faire passer une loi pour généraliser l'octroi, l'impôt municipal, que les marchands refusent de payer[100]. Ce n'est qu'en 1936 que la municipalité arrive à imposer la construction d'un lieu pour le marché, où les paysans pourront venir vendre leurs produits. Avant cela, la guilde des *manav*, vendeurs de fruits et légumes, empêchait la construction d'un marché, qui compromettrait leur pouvoir[101]. Pendant la Seconde guerre mondiale, les associations d'*esnaf* sont très actives dans la protestation contre les politiques de la municipalité et du gouvernement. Les gérants d'hôtel et de café font de nombreuses pétitions pour obtenir que les prix du thé et du café soient augmentés[102]. Lorsque le jeu de cartes « Iskambil » est interdit dans les cafés, pour des raisons d'hygiène, les gérants d'hôtel et de café lancent une nouvelle pétition pour demander l'abrogation de cette circulaire. Ils obtiennent gain de cause en 1947[103].

Les associations professionnelles d'*esnaf* qui se reforment officiellement à partir de 1949, à Erzurum, sont manifestement très proches des corporations ottomanes. En janvier 1956, le journal Hür Söz, qui est tenu par un *esnaf* influent de la ville, Ahmet Polat, réalise un reportage sur l'union des associations d'*esnaf* de la ville, *Esnaf dernekleri birliği*. L'auteur de l'article – il s'agit, selon toute

[94] Gabriel Baer, « The Decline and Disappearance of the Guilds », in Studies in the Social History of Modern Egypt, Chicago, University of Chicago Press, 1969.
[95] Voir Ferdan Ergut, *Modern Devlet ve Polis. Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Toplumsal Denetimin Diyalektiği* [L'État moderne et la police. La dialectique du contrôle social de l'Empire ottoman à la République, Istanbul, Iletişim, 2015[2004].
[96] John Chalcraft, *op. cit*., p. 195.
[97] Murat Küçükuğurlu *Erzurum belediyesi tarihi*, volumes 1 et 2, *op. cit*.
[98] Murat Küçükuğurlu les appelle des associations, « dernek », mais le statut de ces associations n'est pas clair, dans la mesure où la formation d'associations n'est autorisée qu'à partir de 1951.
[99] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi 2, op. cit.,* p. 45.
[100] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi 1, op. cit.,* p. 327.
[101] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum belediyesi tarihi 2, op. cit.,* p. 118.
[102] *Ibid*., p. 236.
[103] *Ibid*., p. 238.

vraisemblance, d'Ahmet Polat lui-même, commence par expliquer que la loi de 1949 a permis la fondation d'associations officielles d'esnaf. Il ajoute aussitôt que la tradition des guildes (« *Lonca ve Şehlik* »), à Erzurum, a servi de modèle, de « patron » (« *Bu Erzurum için biçilmis kaftan oldu* ») pour ces associations. Le but de cette union est « de faire savoir les besoins des *esnaf* aux plus hautes autorités publiques » (« *Esnaf ihtiyaçları Birlik kanaliyle yüksek makamlara arz ediliyor* »)[104]. Mais, poursuit-il, ces objectifs ne sont que des objectifs de second plan. En fait l'intérêt premier de cette association, c'est de « faire naître et de faire vivre la bonne morale et la solidarité professionnelle » (« *Birliğin asıl maksat ve gayeleri mesleki ahlak ve tesanütü doğurmak ve yaşatmaktır*. »).

La mention immédiate des corporations ottomanes dans la définition de ce que sont les associations d'*esnaf* montre bien la proximité, dans l'esprit de l'auteur, entre ces deux réalités. Cette mention de la « morale » et de la « solidarité » professionnelle est typique du vocabulaire ottoman pour formuler le rôle des corporations. On lit ailleurs, dans un journal local de Diyarbakır, que le congrès annuel de l'association des chauffeurs (« *şoförler cemiyeti* »). Cette association, selon les dires du journaliste, a beaucoup fait pour la « solidarité et la moralité de la profession[105].

Pour donner un exemple particulièrement révélateur, dans un journal local, en 1958, un journaliste publie un article dans lequel il se plaint du prix des plats de viande dans les restaurants d'Erzurum ; un ami restaurateur lui a révélé le prix de la viande au kilo, et un calcul simple montre que les restaurateurs font un bénéfice important. Quelques jours après, le président de l'association des restaurateurs de la ville fait une réponse publique au journaliste. Dans cet article au ton indigné, le président de l'association reproche au journaliste de lancer des accusations sans passer par l'association des restaurateurs. En cas de grief, la juste façon de faire aurait été de s'adresser d'abord au président de l'association, ou au moins, de recueillir l'information auprès de lui, plutôt qu'auprès d'un quelconque « ami » qui ne dispose d'aucun savoir sur la profession. Le président de l'association se lance ensuite dans une série d'explications, au demeurant très intéressantes, sur les raisons de la cherté des plats de viande – l'une des raisons essentielles étant le prix des loyers, au moins quatre fois supérieurs à ceux d'Ankara[106].

Il est très révélateur que le président de l'association des restaurateurs de la ville juge inconvenant qu'une critique soit exprimée publiquement sans passer par l'association. Pour lui, le rôle de l'association est de servir d'intermédiaire et de représenter la profession, exactement comme c'était

[104] *Hür söz*, 2 janvier 1956.
[105] *Diyarbakır içkale*, 28 mars 1955.
[106] « Birkere Erzurum'da lokantacılar derneği mevcuttur, herhangi bir meslektaşımızın fikrine müracaat etmektense Birliğimize izahat alması daha uygundu. Ankara'da da 120 kuruşa satıldığını söyleyen arkadaşımız, acaba sanatta ne gibi bir bilgi sahibidir, bunu tefrik edebildiniz mi ? », Hür söz, 16 décembre 1955.

celui des corporations ottomanes. C'est dans les liens avec la pratique religieuse que la continuité des associations d'*esnaf* avec les corporations ottomanes est la plus frappante.

2. Les associations d'esnaf entre la profession et la confrérie ?

Clifford Geertz, à partir de son étude du souk de Sefrou, définit la corporation comme étant une forme hybride entre la confrérie religieuse et la profession[107]. Les cérémonies par lesquelles les apprentis (« *çırak* ») deviennent des membres reconnus de la profession (« *usta* »), les cérémonies d'*ehliyet*, sont, par exemple, extrêmement imprégnées de religion, comme le montrent différentes photographies tirées du livre d'un historien local et *esnaf* de la ville, Mücahit Himoğlu (voir annexe n°8).



Figure 32 : la prière pour le rite du passage d'apprenti à maître (*ehliyet*) en 1957[108]

Les hommes qui participent à la cérémonie, en prière, sont dans une posture qui pourrait ressembler au zikr, la répétition rythmée du nom de dieu, si ce n'est qu'ils sont assis sur des chaises et non en cercle.

Dans les journaux de la presse locale, on voit souvent l'annonce d'une cérémonie d'*ehliyet*, qui a toujours lieu en présence d'un imam, ou parfois du müfti. Le 13 juin 1955, on voit annoncée dans un journal local une cérémonie d'*ehliyet*, organisée par l'association des artisans d'installation de chauffage (« *Sobacılar derneği* »), en présence de deux députés, le *müfti*, le *vali*, et plusieurs responsables du Parti démocrate. Le programme est le suivant : un grand banquet est organisé, qui est

[107] Clifford Geertz, *op. cit*., p. 104.
[108] Mücahit Himoğlu, *op. cit*., p. 260.

suivi de la lecture d'un passage de la vie du prophète (« *mevlüt* »)[109]. Le même genre de fête est donné pour la circoncision des enfants des membres pauvres de l'association, qui ne peuvent pas payer eux-mêmes pour la fête[110]. Lors de la fête qui célèbre la « libération » de la ville, le 12 mars, les *dernek* défilent séparément[111], ce qui montre bien qu'ils forment le tissu institutionnel de la ville. Ces *dernek* sont plus qu'un groupement professionnel. Le président du *dernek* a son mot à dire sur l'habillement des femmes de ses membres. Les femmes des *esnaf* doivent s'habiller modestement, ne doivent pas porter de vêtements brodés d'or ni de riches étoffes. Si c'est le cas, le président de l'association[112] peut en avertir le mari[113].



Figure 33 : une cérémonie d'*ehliyet* en 1963[114]

L'homme à la coiffe blanche, en premier plan, qui guide la prière, est le président de l'association.

Les corporations sont donc aussi des structures pénétrées de religion ; elles organisent du moins une forme de pratique religieuse. Mais la corporation sert essentiellement à représenter les intérêts de la profession ; ce faisant elle a un rôle social et potentiellement politique. C'est une

[109] *Demokrat Erzurum*, 13 janvier 1955.
[110] *Demokrat Erzurum*, 17 août 1957.
[111] Mücahit Himoğlu, *op. cit*., p. 537-538.
[112] Comme nous avons montré que les associations d'*esnaf* ont beaucoup à voir avec les corporations, nous utiliserons à présent les termes de « corporation » et d' « association » de façon indifférente.
[113] Mücahit Himoğlu, *op. cit*., p. 258.
[114] Mücahit Himoğlu, *op. cit*., p. 261. Voir aussi l'annexe n°8 pour des photographies complémentaires.

interface entre les *esnaf* et le pouvoir ; en tant que structure hiérarchique, elle est poreuse à la clientélisation, comme nous le verrons dans une quatrième et dernière section de ce chapitre.

3. Les corporations : régulation de la profession et interface avec les pouvoirs publics.

Les différentes associations d'esnaf sont rattachées à deux grosses structures, l'Union des associations d'esnaf (« *Esnaf dernekleri birliği* »), et la coopérative pour la caution des esnaf (« *Esnaf kefalet kooperatifi* »)- le terme même de *kefalet*, qui renvoie à l'obligation ottomane d'avoir un garant pour s'installer dans une ville, à la fois financier et juridique, évoque la tradition ottomane[115]. Ces sortes de superstructures sont en fait des branches locales d'organisations nationales, qui agissent comme des groupes de pression sur le pouvoir démocrate au niveau national[116].

L'union des associations d'*esnaf* (« *Esnaf dernekleri birliği* ») a 26 associations d'esnaf, dans la ville d'Erzurum, qui en sont adhérents. Chaque association paie une cotisation annuelle à l'union[117]. En 1955, à Erzurum, 4 541 personnes sont membres de l'union des associations d'*esnaf* [118]. L'Union peut aussi fournir des menus services aux *esnaf* ; en 1955, la structure organise des cours pour apprendre aux petits *esnaf* à tenir des comptes réguliers, dans un carnet[119]. L'objectif officiel de la Coopérative pour la caution des *esnaf* (« *Esnaf kefalet kooperatifi* »), fondée à Erzurum en 1954, est de recevoir le crédit attribué par les autorités publiques, puis de le répartir entre les différentes associations d'*esnaf* de la ville, qui les répartissent entre les *esnaf* eux-mêmes. Un compte rendu de congrès, en 1956, indique que la coopérative a fait 28 000 livres de bénéfice en une année[120], ce qui semble indiquer que cette structure fait office de banque. Dans les faits, la différence entre ces deux organisations n'est pas très claire, dans la mesure où il semble que les deux associations aient à peu près le même but : pourvoir les différentes associations d'*esnaf* en crédit.

Quant aux activités quotidiennes d'une association d'*esnaf*, il s'agit essentiellement de réguler et de représenter la profession. Si un membre de l'association se comporte mal, il est puni par l'association avant d'être puni par la mairie. Dans un article de la presse locale, le président de l'association des cochers (« *faytoncular derneği* ») explique que, si l'un des membres se comporte mal, il reçoit une interdiction de travailler pendant trois jours de la part de l'association/corporation[121].

[115] Suraiya Faroqhi, *op. cit*., p. 111-113.
[116] Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu, art. cité.
[117] *Hür söz*, 2 janvier 1956.
[118] Orhan Türkdoğan, *Erzurum ve çevresi…, op. cit*., p. 10.
[119] *Hür söz*, 22 décembre 1955.
[120] *Hür söz*, 20 février 1956
[121] *Hür söz,* 19 janvier 1956.

Au moment où la municipalité décide d'introduire des autobus dans la ville, qui vont concurrencer sévèrement l'activité des cochers, le président de cette association proteste auprès des autorités municipales. En 1957, lors d'un congrès de l'association des cordonniers (« *Marangoz ve yapıcılar derneği* »), un membre de l'association se plaint de ce que le comité de direction n'a pas bien travaillé ; il a laissé beaucoup de cordonniers sans travail pendant ces longs mois d'hiver[122], ce qui semble indiquer que l'association a aussi en charge la répartition du travail entre les différentes boutiques.

Quant au budget de ces associations, un compte-rendu du congrès de l'association des restaurateurs (« *lokantacılar derneği* »), publié dans un journal de la presse locale en 1956, a attiré notre attention. L'association verse 1 600 livres par an à l'Union des associations d'*esnaf* ; 1 000 livres par an sont versées à une association créée pour financer la construction d'une école pour les imams et prédicateurs (*imam-hatip*)[123]. On voit que l'activité professionnelle et le financement d'une structure religieuse sont indissociablement liés dans le fonctionnement de l'association.

Nous avons montré que les deux pôles qui organisent l'univers des *esnaf*, la profession et la corporation, sont des réservoirs de tradition, mais aussi des structures propices à la politisation. En projetant une vision des rapports de force au niveau national, entre petit commerce et grande industrie, le groupe professionnel projette une vision articulée du monde social. La corporation, qui est une interface entre le groupe professionnel et les pouvoirs publics, est une organisation poreuse à la clientélisation. Voyons à présent si l'appartenance au mouvement de Said Nursi peut être un engagement propice à la politisation.

C. La *cemaat* : un ferment de politisation ?

Nous avons décrit, au début de ce chapitre, la vitalité des écoles religieuses à Erzurum dans les années 1950. Beaucoup de maîtres en religion, qui sont des élèves de Said Nursi, fondent des cercles de disciple.

1. Erzurum, un centre *nurcu* ?

Plusieurs sources indiquent que Said Nursi s'était enthousiasmé personnellement pour le projet d'université à Erzurum, sur laquelle il comptait pour diffuser ses idées. C'est d'ailleurs un projet qu'il avait depuis longtemps. Şerif Mardin indique que Said Nursi a eu très tôt dans sa carrière le projet de fonder une université de théologie dans le Sud-Est kurde du pays. Ce projet allait de pair

[122] *Hür söz,* 26 février 1957.
[123] *Hür söz*, 29 février 1956.

avec l'idée qu'il fallait faire usage des méthodes modernes d'enseignement pour sauver l'islam[124]. Cemalettin Canlı et Yusuf Kenan Beysülen affirment pour leur part que, dès que l'idée a été exprimée de fonder une université à l'Est du pays a été formulée, Said Nursi et ses disciples y ont vu l'opportunité de réaliser leur propre projet d'université de théologie[125] (*Medreset üz-Zehra*)[126]. Y a-t-il un rapport entre la vitalité du mouvement nurcu à Erzurum et l'installation de l'université sur ce territoire ? Nous avons vu que c'était plutôt Rifki Salim Burçak qui avait présidé à l'installation de l'université à Erzurum.

Par ailleurs, l'université Atatürk semble avoir recruté, au tout début de son existence, plutôt des étudiants de gauche. En janvier 1959, les étudiants de l'université se mettent en grève, et refusent d'aller en cours tant qu'ils n'auront pas reçu leur bourse et leurs livres[127]. Le type d'action, la grève, renvoie plutôt à une socialisation de gauche. Rıfat Çakar, un étudiant de Said Nursi, critique en 1958 l'immoralité et le manque de religion de la jeunesse de l'université[128]. En avril 1959, un article de la presse locale indique que des tracts en faveur de Said Nursi ont été distribués dans l'université Atatürk par un *hoca* barbu, qui aurait prétendu être un parent du recteur, avant de distribuer ces tracts aux étudiants dans la cafétéria. L'article de journal indique que les étudiants sont « en ébullition »[129]. Par ailleurs, il est permis de penser que, si le mouvement nurcu était véritablement influent à l'université Atatürk, il n'aurait pas eu besoin d'y diffuser des tracts. Par ailleurs, l'article qui relate l'événement mentionne l'indignation des étudiants. Pourtant, Ismail Beşikçi affirme, quelques années plus tard, que l'université Atatürk est *nurcu*[130].

Nous avons examiné plus haut l'investissement des *esnaf* dans le mouvement *Nur*. Il s'agira maintenant de voir si l'appartenance à la *cemaat* de Said Nursi est un élément qui détermine le soutien au Parti démocrate. La question est pertinente dans la mesure où les rapports entre le Parti démocrate et Said Nursi se jouent aussi au niveau national. Nous tenterons donc de comprendre, d'abord, les relations de Said Nursi au Parti démocrate, avant d'évaluer l'importance de la parole du Maître (Said Nursi) au niveau local. Nous nous poserons la question suivante : est-ce que le soutien de Said Nursi au Parti démocrate a pour conséquence le vote de tous ses disciples pour le Parti démocrate, voire l'engagement auprès du Parti démocrate ?

---

[124] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 35.
[125] Cemalettin Canlı et Yusuf Kenan Beysülen, *op. cit*., p. 536.
[126] On peut lire sur un site *nurcu* (disciples de Said Nursi), documents (non référencés !) à l'appui, qu'un projet de loi a été voté en 1923, pour fonder une telle université. Site du mouvement *nurcu* Risale Haber, http://www.risalehaber.com/iste-tbmmdeki-medresetuzzehra-kanunu-158526h.htm, consulté le 7 août 2017.
[127] *Doğu*, 16 janvier 1959.
[128] *Doğu*, 13 octobre 1958.
[129] *Doğu Ekspres*, 18 avril 1959.
[130] Ismail Besikci, *Doğu Anadolu*…, *op. cit*., p. 358. Selon nos propres appréciations – nous avons fréquenté l'université lors d'un séjour de terrain en octobre-novembre 2014, il semblerait que ce soit encore le cas aujourd'hui.

2. Le Parti démocrate et Said Nursi : le niveau national

Les liens avec la communauté de Said Nursi sont d'abord gérés au niveau national. Avant de commencer, un très court résumé du parcours de Said Nursi s'impose. Said Nursi naît en 1876 à Bitlis, où la présence des missionnaires chrétiens, doublé du contexte plus général des guerres qui réduisent les territoires de l'Empire ottoman, confrontent le jeune Said à la problématique de « sauver l'Empire »[131]. Issu d'un milieu très religieux, où la confrérie orthodoxe nakshibendie est très puissante, le jeune Said suit un enseignement religieux traditionnel, avant de rompre complètement avec le système confrérique[132]. Il acquiert une réputation d'homme pieux. Vers vingt ans, Said Nursi s'engage en politique. Un temps proche du réveil culturel kurde[133], il participe à la contre-révolution conservatrice de 1909, contre le coup d'État jeune-turc. Après l'échec de cette initiative, Said Nursi se retire entièrement de la politique[134], et développe une doctrine religieuse fondée sur un retour au Coran, la réconciliation de la science et de la théologie[135], et la contemplation de la « lumière divine » - un concept défini de façon assez vague. Sa pensée est résumée dans un monumental ouvrage, auquel une forme définitive est donnée en 1926, la « Lettre de la lumière », « Risale-i Nur ». Le mouvement prend rapidement une grande ampleur, surtout dans le monde rural, en particulier les villes de provinces, les petits bourgs, et les villages avoisinants[136]. Said Nursi est considéré avec grande méfiance par le pouvoir. Il est arrêté en 1925, lors de la révolte du cheikh Said, et fait de séjours fréquents et prolongés en prison depuis.

Il est difficile de savoir à quel moment Said Nursi décide de soutenir, avec son mouvement, le Parti démocrate. Pourtant il est clair que le CHP, pour le mouvement de Said Nursi, est vu comme le pire des maux ; et que le mouvement de Said Nursi et le Parti démocrate ont un puissant ennemi en commun. En 1950, Said Nursi envoie un télégramme à Celal Bayar pour le féliciter de son accession au pouvoir[137] ; mais c'est un fait bien connu que Celal Bayar n'est pas une personnalité appréciée des acteurs islamiques. Il est franc-maçon, et connu pour son attachement à la laïcité. Quand Celal Bayar se rend à Hınıs, un district d'Erzurum qui a subi un tremblement de terre, en 1957, un cheikh nakshidendi, le cheikh Hacı Emin efendi, refuse de se lever à son arrivée, en prononçant ces mots : « un musulman ne se lève pas devant l'infidèle »[138]. Le rétablissement de l'appel à la prière en arabe, l'une des premières mesures prises par le pouvoir démocrate, a été apprécié par les milieux

[131] Şerif Mardin, *op. cit*., p. 29.
[132] *Ibid*., p. 67.
[133] *Ibid*., p. 19.
[134] Hamit Bozarslan a analysé en profondeur ce qu'il appelle l' « exil intérieur » de Said Nursi. Hamit Bozarslan, « Entre le nationalisme et la 'umma : l'islam kurde au tournant du siècle », Amsterdam, *MERA Occasional Papers*, 1992.
[135] Thierry Zarcone, *op. cit*., p. 145.
[136] Même si c'est une période méconnue de l'histoire du mouvement de Said Nursi.
[137] Cemalettin Canlı, et Yusuf Kenan Beysülen, *op. cit*., p. 503.
[138] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 198.

conservateurs et religieux, dont Said Nursi. En 1950, Said Nursi est libéré de la prison d'Afyon où il était depuis 1948, mais il est assigné à résidence.

L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate coïncide aussi avec un changement d'attitude de Said Nursi vis-à-vis de son propre mouvement. A partir du moment où il sort de sa prison d'Afyon, Said Nursi prend un rôle plus actif au sein du mouvement ; il s'entoure de jeunes élèves, les envoie dans différentes villes du pays et les charge de coordonner le mouvement sur place. Ces élèves sont aussi chargés d'établir des contacts au sein du gouvernement, et transmettent à Said Nursi les informations qu'ils recueillent. Selon Cemalettin Canlı, et Yusuf Kenan Beysülen, cette nouvelle structuration du mouvement a une importance capitale sur la perception du Parti démocrate par Said Nursi. Ces disciples persuadent Said Nursi que les Francs-maçons et les laïcs ont été écartés au sein du parti ; que Menderes a compris le mouvement *Nur*, qu'il est pénétré de son importance, et qu'il est prêt à les aider[139]. C'est donc que le soutien du mouvement *Nur* au Parti démocrate ne doit pas se comprendre comme un mouvement du haut vers le bas, dans lequel Said Nursi aurait décidé de soutenir le Parti démocrate, puis aurait ordonné à ses disciples de faire de même. C'est le contraire : il faut penser le soutien du mouvement *Nur* au Parti démocrate dans le cadre d'une relation dynamique entre le maître et ses élèves.

D'ailleurs, les hommes politiques démocrates qui sont aussi disciples de Said Nursi jouent un rôle essentiel dans la communication entre le Parti démocrate et lui. Après 1950, la liaison entre les dirigeants du Parti démocrate et Said Nursi se fait *via* Tahsin Tola, qui est élu député d'Isparta en 1950, et qui est un proche de Said Nursi. Parfois, d'autres députés, comme Sait Bilgiç et Irfan Aksu, députés d'Isparta, ou Gazi Yiğitbaşı, député d'Afyon, ont pu servir de canal de communication. Un épisode est intéressant : au moment où il est question que des écrits de Said Nursi, qui avaient été saisis par la police, soient détruits, Said Nursi active plusieurs de ses réseaux ; au sein de la presse, mais aussi au sein du Parti démocrate. Nous avons trace d'une lettre reçue par Said Nursi et certainement écrite par l'un de ses élèves, qui raconte que des contacts ont été pris avec plusieurs députés, et qu'une lettre a été envoyée au ministre de la justice ainsi qu'au Premier ministre à leurs adresses personnelles ; et aux autres ministres, à leur adresse officielle. Tahsin Tola s'est de son côté saisi du problème ; il argumente en disant que le mouvement de Said Nursi est le meilleur moyen de lutter contre le communisme[140].

Durant toute la période où le Parti démocrate reste au pouvoir, les procès contre des étudiants de Said Nursi pour avoir diffusé clandestinement la lettre de la lumière se poursuivent[141]. A partir de

[139] *Ibid.,* p. 543.
[140] *Ibid*., p. 510.
[141] *Ibid*., p. 514.

1956, le Parti démocrate au pouvoir autorise la libre circulation de la Lettre de lumière ; le mouvement gagne en popularité et en visibilité[142]. Après 1957, pourtant, le pouvoir démocrate durcit à nouveau le ton face au mouvement de Said Nursi, qui est assimilé à une agitation kurdiste[143]. Un procès retentissant contre un élève de Said Nursi, qui est défendu par Bekir Berk, un célèbre avocat de l'époque connue pour ses affinités avec les milieux islamistes, ouvre en 1958. Plusieurs membres de l'armée sont arrêtés pour appartenance au mouvement *nurcu*[144]. En 1959, le ministère de l'Intérieur lance une vaste enquête sur le mouvement *nurcu*. Les documents de l'enquête, conservés dans les archives républicaines, donnent des informations passionnantes, comme les noms des représentants du mouvement *nurcu* dans chacun des départements où le mouvement est le mieux implanté[145].

En 1959, Adnan Menderes rencontre Said Nursi, par l'intermédiaire de Fethullahoğlu, qui est député d'Erzurum, et de Gıyasettin Emre, qui est député d'Urfa, pour le persuader de s'enrôler au sein du Front pour la patrie (*Vatan cephesi*)[146]. Ces deux députés semblent avoir pris une certaine importance comme intermédiaires entre Said Nursi et les dirigeants du Parti démocrate, puisque, lorsqu'une descente de police a lieu dans sa maison, Said Nursi se rend à Ankara pour aller voir ces deux députés, Fethullah Taşkesenlioğlu et Gıyasettin Emre. Le fait que ces deux députés kurdes[147] deviennent les émissaires est le signe que Said Nursi est désormais vu par le pouvoir comme un agitateur kurde, plutôt que comme un leader religieux[148]. En décembre 1959, lorsque la police fait une perquisition dans la maison de Said Nursi à Afyon, tous les membres du comité cantonal du Parti démocrate à Emirdağ (*Emirdağ ilçe kurulu*) envoient une lettre à Menderes pour lui demander sa clémence envers Said Nursi, qui est un vieil homme. Adnan Menderes décide d'exclure du parti tous les signataires de la lettre[149].

Ce résumé des relations entre le mouvement *nurcu* et le Parti démocrate au niveau local doit nous aider à comprendre si, au niveau local, l'appartenance au mouvement de Said Nursi est un vecteur d'engagement au côté du Parti démocrate. Plusieurs choses sont à retenir. D'une part, les disciples locaux de Said Nursi ont joué un rôle dans son soutien au Parti démocrate ; on peut donc penser que cette alliance est partie d' « en bas », de dynamiques locales. D'autre part, les hommes

[142] *Ibid*., p. 551.
[143] *Ibid*., p. 565.
[144] *Ibid*., p. 566.
[145] Documents cités dans Ahmet Akgünduz, *Arşiv belgeleri ışığında Bediüzzaman Said Nursi ve ilmî şahsiyeti* [L'atemporel Said Nursi et sa personnalité savante à la lumière des documents d'archives], 6 volumes, İstanbul, Osmanlı Araştırmaları Vakfı, 2013, volume 6, p. 659. La référence donnée, 13311.22.24, est incomplète. Nous emploierons désormais le terme turc qui désigne un élève de Said Nursi, *nurcu*.
[146] *Ibid*., p. 562.
[147] Fethullah Taşkesenlioğlu est aussi cheikh, et élève de Said Nursi. Quant à Giyasettin Emre, il est le descendant d'un chef de confrérie important. Voir Giyasettin Emre, *op. cit*., p. 15.
[148] Hamit Bozarslan a pourtant bien montré que Said Nursi est toujours resté opposé à toute forme de nationalisme kurde. Cf Hamit Bozarslan, « Entre la 'umma… », art. cité. Nous reviendrons dans le dernier chapitre sur le raidissement du pouvoir démocrate sur la question kurde, à la toute fin des années 1950.
[149] *Cumhuriyet*, 9 janvier 1960. Cité dans Cemalettin Canlı, et Yusuf Kenan Beysülen, *ibid*., p. 569.

politiques sont, tout au long de la période, des intermédiaires importants entre les dirigeants démocrates et le Maître. Enfin, la répression s'abat aussi, si ce n'est principalement, sur les acteurs locaux. C'est donc qu'il faut essayer de comprendre l'engagement des disciples de Said Nursi pour le Parti démocrate, au niveau local, indépendamment de l'attitude de Said Nursi lui-même. Quoiqu'il en soit, l'appartenance au mouvement *nurcu* prédispose à l'engagement politique en faveur du Parti démocrate.

Nous avons ainsi pu montrer que la profession, la corporation et la *cemaat* sont des organisations qui façonnent une vision conservatrice du monde. En même temps, chacune de ces structures, pour des raisons différentes, sont susceptibles de susciter, d'accompagner, voire d'encadrer un engagement politique.

III. La politique aux « couleurs du local » : l'identité conservatrice du Parti démocrate à Erzurum

Nous avons montré, en introduction de ce passage, que le pouvoir démocrate avait eu, à l'égard des acteurs religieux, une politique ambiguë[150]. Nous avons vu que Celal Bayar n'était pas une personnalité appréciée des milieux islamistes. L'attitude du pouvoir démocrate vis-à-vis de Said Nursi, que nous venons de résumer, en est bon exemple de cette politique. En revanche, au niveau local, comme, par exemple, à Erzurum, les acteurs conservateurs ont massivement investi le Parti démocrate. C'est cet engagement des acteurs conservateurs au côté du Parti démocrate que nous voulons étudier à présent.

En guise d'introduction, nous pouvons citer une scène de congrès ; dans un compte-rendu de congrès local du parti démocrate de la presse d'opposition, en 1952, on trouve le passage suivant :

> « Le délégué du village de Agver, une personne du nom de Kasım Erdem, est venu à la tribune, une longue feuille de papier à la main. Lisant sa feuille avec difficulté, il s'est mis à lancer des attaques contre le CHP. Cet orateur était si insipide que je ne crois pas que personne l'ait écouté, à part quelques personnes curieuses d'écouter son délire. En parlant du CHP, il dit que les partisans du CHP allaient être réduits en miette, ou du moins il a souhaité qu'ils le soient. […] Ensuite, il a parlé de l'événement de Kerbala, des Ommeyades, de Al-Walid II, du califat, mais personne n'a compris où il voulait en venir. ». Un peu plus loin, le journaliste mentionne un autre délégué, l'imam du village de Agver, le *cheikh* Ismail efendi, un individu à la longe barbe noire (« *upuzun kara*

[150] Ahmet Yücekök, *Türkiye'de din ve siyaset* [Religion et politique en Turquie], Istanbul, Gerçek yayınları, 1983, p. 67.

sakallı »), qui entreprend de critiquer le CHP pour avoir « ignoré la religion pendant 26 ans », sous un tonnerre d'applaudissements »[151].

Ces congrès nous donnent une idée de la teneur des congrès locaux du Parti démocrate dans le département d'Erzurum : le premier des délégués mentionnés a manifestement une bonne connaissance de l'histoire de l'islam : on peu penser qu'il est imam. Quoiqu'il en soit, son discours ressemble fortement à un prêche. Un autre délégué, là aussi d'apparence religieux, critique le CHP principalement pour le motif qu'il est irreligieux. Son discours est reçu par un tonnerre d'applaudissements, ce qui montre bien que ces thèmes rencontrent un écho favorable.

A. Les responsables locaux du Parti démocrate à Erzurum : *esnaf* et élèves de Said Nursi

À Erzurum, presque tous les responsables locaux du Parti démocrate sont des *esnaf*, et, surtout, presque tous sont membres du comité de direction de l'une ou l'autre des deux structures professionnelles de crédit, l'Union des associations d'esnaf (*Esnaf dernekleri birliği*), et la Coopérative pour la caution des *esnaf* (*Esnaf kefalet kooperatifi*). Avoir une place au sein du comité de direction de l'une de ces deux structures est si important qu'un membre éminent de la branche locale du Parti démocrate, Kemal Tuğrul, qui est avocat, choisit de briguer quand même un poste de direction au sein d'une structure de crédit pour *esnaf*. Cela lui vaut un article indigné, « Kemal Tuğrul est-il avocat ou commerçant ? » dans le journal de son adversaire politique[152]. Cette anecdote montre l'importance de ces associations d'*esnaf* et du groupe des *esnaf* au sein du DP local : un avocat doit, en quelque sorte, se faire *esnaf* pour faire carrière.

Peu avant les élections municipales de 1955, la presse locale présente les candidats au conseil municipal ; tous sont des *esnaf*. Şevki Muratoğlu est membre du comité de direction de l'Union des associations d'*esnaf*, *Esnaf dernekleri birliği* ; c'est le cas aussi de Cemil Gülakar, qui était aussi président de l'association des plombiers, électriciens et serruriers (*Sobacılar, tenekeciler ve çilingirler derneği*). Kemal Erdem, une personnalité importante du Parti démocrate au niveau local, est *komisyoncu* : il s'occupe de commercialiser les produits agricoles des paysans. Il est membre de la chambre de commerce et d'industrie, de la coopérative d'*esnaf*, et président de l'association des vendeurs de fruits et légumes (*Sebze ve meyve komisyon cemiyeti*). Niyazi Güney est propriétaire d'un

[151] *Yeni Erzurum*, 6 août 1952.
[152] *Doğu*, « Kemal Tuğrul avukat mi tüccar mi ? », 29 février 1956.

magasin dans la ville d'Erzurum[153] ; en tout, sur les vingt candidats au conseil municipal, quinze sont propriétaires d'une boutique[154].

Une fonction de direction dans une importante association d'*esnaf*, ou, plus encore, dans l'une des structures de crédit, l'Union des associations d'*esnaf* ou la coopérative d'*esnaf* donne un statut particulièrement important. Les décisions importantes concernant la ville se prennent généralement en présence du gouverneur, des administrateurs, des conseillers municipaux, des *muhtar* et des représentants des associations d'*esnaf*, comme, en 1956, la décision de fonder une maison de charité pour les pauvres et les mendiants, financée par les importantes fortunes de la ville[155]. Le fait que les représentants des associations d'*esnaf* figurent parmi les autorités représentatives de la ville montre bien que ce sont d'importantes figures locales.

L'appartenance à la *cemaat* de Said Nursi est en fait beaucoup plus secret, et partant, beaucoup plus difficile à connaître pour l'historien. Si l'on se fie au document qui fait la liste de tous les étudiants de Said Nursi à Erzurum en 1959 (voir annexe 8), le premier fait frappant est qu'un grand nombre d'entre eux est engagé en politique au côté du Parti démocrate. Sur les quarante-sept noms cités dans la liste, seize apparaissent régulièrement dans les congrès du Parti démocrate. Sur ces seize personnes, cinq sont des noms très importants de l'organisation locale du parti : il s'agit de Rıfat Çakar, Cihat Güngör, Ahmet Polat, Niyazi Güney, Bahattin Balkaya et Ömer Arı. La plupart d'entre eux étaient déjà des responsables locaux du parti en 1950, ce qui signifie qu'ils ont certainement rejoint le parti dès sa fondation[156]. Par ailleurs, il arrive que, dans les congrès locaux, certains orateurs fassent directement référence à Said Nursi, à ce qu'il a dit ou fait – ce qui laisse penser que ce sont des élèves de Said Nursi. Les maîtres en religion (h*oca*), que nous avons décrit dans une première section, sont un soutien très recherché par les dirigeants du Parti démocrate. Toutefois, un engagement direct en politique peut être compromettant pour un maître en religion ; Fulya Atacan donne l'exemple de Osman Hulusi Ateş, qui a veillé à préserver de bonne relations avec tous les partis politiques, même si ses disciples étaient engagés dans des partis politiques de droite. Dans les années 1970, de nombreux disciples de Osman Hulusi Ateş étaient engagés auprès du Parti d'action nationaliste ; peu après le coup d'État de 1980, de nombreux disciples ont été emprisonnés ; le maître lui-même a été interrogé par la police[157].

[153] *Hakimiyet*, 8 novembre 1955.
[154] *Demokrat Erzurum*, 4 novembre 1955, et Hakimiyet, *ibid*.
[155] *Doğu*, 27 avril 1956.
[156] Refik Köktürk, Niyazi Güney et Bahattin Balkaya font déjà partie du comité départemental du parti en décembre 1950. *Şarkın sesi*, 7 décembre 1950.
[157] Fulya Atacan, art. cité, p. 156.

À Erzurum, les responsables locaux du Parti démocrate, dont Rıfkı Salim Burçak, ont activement recherché la candidature de Tivnikli Hacı Faruk bey, un maître en religion local, aux élections de 1950. Selon le récit de ses disciples, le maître préférait se consacrer à la religion[158]. Quelles qu'en soient les raisons, le maître a refusé de se porter candidat. En revanche, nombreux sont les disciples de ces maîtres en religion en politique, à Erzurum. Talip Yargılı, qui a été président de l'organisation départementale du Parti démocrate à Erzurum de 1957 à 1960, était un proche de Naim hoca. Son fils, Muttalip Yargılı, était l'un de ses élèves[159]. Lors de la présentation des candidats à l'investiture par le Parti démocrate dans un journal de la presse locale, en mars 1954, on apprend que l'un des candidats, Mehmet Günal, qui est membre du comité départemental du parti, est l'élève de Ispirli Hacı Salih Efendi[160], un maître en religion célèbre à Erzurum[161]. En recoupant plusieurs sources, on peut comprendre néanmoins qu'un certain nombre des responsables locaux du Parti démocrate sont des disciples de Said Nursi. C'est le cas, par exemple, d'Ahmet Polat, qui regroupe presque toutes les caractéristiques typiques du responsable local du Parti démocrate à Erzurum. C'est un élève important de Said Nursi, un *manav* (vendeur de fruit et légumes), propriétaire d'un journal, et homme politique local sous la bannière du Parti démocrate. Il a des responsabilités au sein de l'Union des associations d'esnaf (« *Esnaf dernekleri birliği* ») de la ville[162].

Ainsi, à Erzurum, la plupart des responsables locaux du parti sont des esnaf et/ou des disciples de Said Nursi, à l'instar d'Ahmet Polat. Lors d'un congrès local du Parti, Kemal Erdem, qui occupe une position très centrale au sein des associations d'*esnaf*, déclare en 1960 que « soutenir le Parti démocrate est un devoir islamique (« *DP'yi tutmak farzdır* ! ») »[163].

B. Le discours local du Parti démocrate : un décalage par rapport à la politique nationale

Cet investissement des acteurs conservateurs au côté du Parti démocrate crée un effet de décalage très fort par rapport au discours du Parti démocrate au niveau national : nous le montrerons en transcrivant le discours d'un disciple de Said Nursi dans un congrès local du parti. Nous avancerons l'hypothèse que ce décalage a permis aux dirigeants démocrates d'intégrer les acteurs islamistes au parti, tout en contournant leurs demandes les plus radicales.

[158] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 149.
[159] Ömer Özden, *op. cit*., p. 30.
[160] *Hakimiyet*, 27 mars 1954
[161] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 205-214.
[162] *Yeni Erzurum*, 27 juin 1955.
[163] *Milletin sesi*, 26 mars 1960.

1. Critique radicale des réformes kémalistes

Nous reproduisons ici un extrait d'un article de journal tiré du journal CHP d'Erzurum, *Yeni Erzurum*. L'article est daté du 8 juillet 1953, et raconte un congrès cantonal du Parti démocrate, qui s'est tenu quelques jours auparavant. Nous reproduisons ici le récit de l'intervention de Rıfat Çakar, un délégué local connu pour être un disciple de Said Nursi.

« Notes tirées du congrès du canton d'Erzurum-centre

L'intervention de Rıfat Çakar, la dernière avant le déjeuner, était en résumé la suivante : « J'avais dit ici qu'il fallait que nous envoyions un télégramme pour proposer de corriger notre langue. Ma proposition avait été acceptée, mais elle n'a pas été transmise au centre. Avec la réforme de la langue, notre langue a été mise dans un état lamentable (« *berbat edilmiştir* »). Une nation sans langue ne peut pas produire de savoir religieux (« *ilim* »), elle n'est pas en mesure de remplir ses devoirs patriotiques. Cette affaire nous a éloignés de notre histoire. Sur ce sujet, je suis prêt à discuter avec des spécialistes de la langue, avec des journalistes. ». Poursuivant sur ce sujet, Çakar a affirmé – allez savoir pourquoi – qu'il était un admirateur des réformes [kémalistes]. Puis il a dit qu'il était un admirateur des parlements des anciens temps. Puis il a poursuivi en disant que nous étions des Turcs musulmans, et il a attaqué le congrès de la langue (« *dil kurultayı* »), en disant que c'était une erreur de supprimer les mots arabes et persans de notre langue. « Ceux qui voulaient assassiner notre nation s'en sont d'abord pris à notre langue », a-t-il dit. Rıfat Çakar, qui a vu que les délégués et les auditeurs n'étaient pas avares des applaudissements qu'il attendait, s'était emporté. Il a menacé quelques mots qui avaient été instaurés par l'institut de la langue [*Dil kurumu*]. Il a trouvé que le mot « *deneyim* » [mot de turc-pur qui signifie expérience], qu'on utilise à la place de « tecrübe » [mot d'origine arabe qui signifie aussi expérience], était absurde. Il a pris des phrases tirées d'un livre de logique pour des élèves de classe de terminale, en demandant à l'auditoire, composés de gens qui ne savaient ni lire ni écrire, ce qu'ils en comprenaient [...]. Evidemment, les délégués ont répondu qu'ils ne comprenaient rien. Rıfat Çakar, qui se trouvait avoir eu raison dans cette affaire, a été longuement applaudi. […] Il a critiqué le front de solidarité nationale [qui s'était formé suite à la tentative d'assassinat de Ahmet Emin Yalman] ; il n'a pas apprécié que ce soit Ahmet Emin Yalman qui soit porté à la tête de cet organisme. Çakar, qui voulait que des cours de religion soient introduits à l'école, a critiqué les professeurs de théologie dans les facultés, qu'il trouvait insuffisants. Puis il a attaqué l'histoire de la révolution en disant : « nous on est de l'Est (« *biz şarklıyız* »), il y a de gigantesques fautes dans cette histoire, pourquoi on ne parle pas de Cafer Tayyar ni de Ali Ihsan Sabis [deux généraux rivaux de Mustafa Kemal pendant la guerre d' « indépendance »]? », s'est-il plaint. […]. Puis il s'est attaqué à la plupart de l'œuvre de Mustafa Kemal, pour une période qu'il a nommée un « despotisme de 27 ans ». « Pendant 27 ans, on a jeté ceux qui disaient « *allahu ekber* » [Dieu est grand, en langue arabe] dans les mosquées en prison, on a livré aux tribunaux ceux qui voulaient enseigner le Coran, on a interdit les livres de religion, on a empêché l'enseignement religieux, on a édicté des lois franc-maçonnes, qui sabotaient la religion et la foi, on a traité certaines personnes de fanatiques (« *yobaz* ») empoussiérés (« *örümcek kafalı* »), une jeunesse immorale a été élevée, et on en a tiré de la fierté ; ils ont attaqué notre langue, ont séparé les garçons des filles d'un simple drap de coton dans les instituts de village,

> l'architecture de l'institut de village de Hasanoğlan ressemble au symbole de Moscou » a dit l'orateur qui faisait de la démagogie en agitant la sensibilité religieuse de ses délégués. Rıfat Çakar, qui recevait de prodigieux applaudissements, a dit « nous attendons de notre grand frère, Rıfkı Salim Burçak, qu'il fasse détruire l'institut de village de Hasanoğlan. […] Çakar est descendu de la chaire en répétant la prière que la mentalité du CHP ne revienne pas sur le devant de la scène, au milieu des sons de « amen » de l'assemblée. »[164]

Le journaliste CHP, qui relate ces propos, semble ne pas savoir que l'orateur est un élève de Said Nursi, auquel cas il aurait sûrement pris soin de le mentionner. Cela montre que les Nurcus restaient prudents quant à leur identité. D'autre part, ce qui est intéressant dans ce discours, qui résume remarquablement les autres interventions des délégués DP sur la religion, c'est qu'il exprime une critique extrêmement radicale des réformes kémalistes, qui n'a jamais été entendue dans un discours politique de portée nationale du Parti démocrate. Certes, Adnan Menderes, dans un célèbre discours, avait pris soin de distinguer, au sein des réformes kémalistes, celles « qui ont tenu » de celles « qui n'ont pas tenu »[165]. Mais jamais une telle radicalité n'a été exprimée par un responsable démocrate au niveau national. En ce sens, c'est un discours non-conforme à la ligne officielle du Parti démocrate sur ces questions.

Ce discours est d'ailleurs instructif, en ce qu'il révèle les débats qui pouvaient exister au sein des milieux islamistes de province. Il montre que la question de la purification de la langue n'était pas un thème qui n'intéressait que les lettrés et les intellectuels d'Istanbul. Certes, le journaliste prend un malin plaisir à faire remarquer que, de toute façon, Rıfat Çakar s'adresse à des gens qui ne savent pas bien lire ni écrire. Il n'en reste pas moins que c'est l'un des thèmes du discours, et que ce passage est applaudi, ce qui montre une appropriation populaire de la question. Les arguments employés montrent que la réforme de la langue a été vécue comme une réforme allant contre la religion : la langue nouvelle ne peut pas produire de savoir religieux (« ilim »). Le discours montre aussi une critique de la personne de Mustafa Kemal, ce qui est un fait rare dans les sources des années 1950. La mise en cause de l'écriture officielle de l'histoire, et, notamment, la volonté de réhabiliter les généraux qui étaient des rivaux de Mustafa Kemal, Ali Ihsan Sabis et Cafer Tayyar, est une façon détournée de mettre en cause la gloire d'Atatürk en tant que héros et sauveur de la nation. Enfin, la mention des instituts de village, et l'insistance sur son caractère immoral, « communiste », parce que non-mixte, est un type de discours plus commun. Soulignons en dernier lieu que Rıfat Çakar mentionne quand même qu'il est un « admirateur » des réformes kémalistes, ce qui est en contradiction totale avec le reste de son discours – le journaliste ne manque pas de le souligner. Cette affirmation, même si elle est très rapide, montre certainement qu'il est impossible, pour un délégué local du Parti démocrate, de clamer officiellement le contraire. Un dernier élément doit être souligné : l'attitude de la foule, qui applaudit à

[164] Yeni Erzurum, « *DP ilçe kongresinden notlar* » [Notes du congrès de canton du DP], 8 juillet 1953.
[165] Ahmet Yücekök, *op. cit.*, p. 66.

tout rompre, et assortit les vœux de Rıfat Çakar de ne jamais voir réapparaître le CHP sur le devant de la scène de « amen ». Ces « amen » n'ont rien d'anodin ; ils montrent que, au moins pour une bonne partie de l'assemblée, le CHP incarne l'irreligion.

En définitive, plusieurs éléments de ce discours doivent attirer notre attention. D'une part, le discours s'ouvre sur une plainte de ce délégué : il a envoyé un télégramme au comité central du parti pour dire qu'il fallait revenir sur la réforme de la langue, et n'a reçu aucune réponse. Cela montre que les conflits potentiels entre la base du parti et ses dirigeants peuvent faire apparaître une ligne de fracture au sein du parti, entre les plus conservateurs et les modérés. La base est conservatrice, alors que les dirigeants du parti le sont beaucoup moins. D'ailleurs, Rıfat Çakar profite de son discours pour exprimer une demande à l'un des députés d'Erzurum, Rıfkı Salim Burçak : celle de fermer (il emploie le terme « détruire ») un institut de village à Hasanoğlan.

D'autre part, l'orateur critique ouvertement le pouvoir démocrate pour son attitude répressive envers les mouvements islamistes. En 1953, juste après la tentative d'assassinat sur Ahmet Emin Yalman, un journaliste proche de la gauche kémaliste, le Parti démocrate fait interdire plusieurs associations nationalistes et islamistes, et dissout le Parti de la nation (*Millet partisi*). Un « front de solidarité nationale » (« *milli tesanüt cephesi* »), fondé par l'Association des journalistes d'Istanbul, se donne pour objectif de lutter contre la réaction religieuse dans le pays. C'est ce front de solidarité nationale, pourtant encouragé par le pouvoir démocrate, que critique Rıfat Çakar. Il montre ce faisant une certaine distance vis-à-vis des politiques des dirigeants démocrates, qu'il se permet de mettre en cause dans un congrès du parti. C'est pourtant un fait rare, nous l'avons vu, qu'un délégué, dans un congrès local, s'éloigne de la ligne officielle du parti, qui n'est presque jamais mise en cause. Les conflits qui agitent les congrès locaux sont en général, nous l'avons vu, des conflits factionnels, et pas des débats d'idées.

Toutefois, il est bon de préciser que la proximité du parti au mouvement de Said Nursi n'est pas un fait admis ni considéré comme admissible ; il est révélateur que, dans un conflit factionnel qui oppose un homme politique démocrate, Turhan Bilgin, à un autre, Rıfat Çakar, qui est un élève de Said Nursi, Turhan Bilgin accuse Rıfat Çakar d'avoir appelé Said Nursi « Said Nursi hazretleri », « sa sainteté Said Nursi », et d'avoir critiqué les réformes d'Atatürk[166]. Dans le cadre d'un conflit factionnel, c'est un bon argument que de souligner que l'adversaire est *nurcu*. En définitive, si nous analysons les discours des *nurcus*, comme celui de Rıfat Çakar, dans les congrès du Parti démocrate, nous voyons qu'ils sont très radicaux, et beaucoup plus proches du discours du Parti de la Nation.

[166] *Doğu*, 16 octobre 1958.

2. Pourquoi le Parti démocrate et pas le Parti de la nation (Millet Partisi) ?

Une anecdote nous semble révélatrice : en mars 1953, un journaliste du CHP qui assiste à un congrès local du Parti démocrate relate les discours des orateurs, qui expriment une critique très radicale des réformes kémalistes. Au moment où le journaliste s'apprête à quitter la salle, des membres du Parti de la Nation (*Millet Partisi*), qui vient d'être interdit, viennent le voir en se plaignant de ce que, s'ils avaient osé, eux, prononcer ces discours, une enquête aurait immédiatement été ouverte contre leur parti[167].

À Erzurum, les responsables locaux du parti sont conscients de la concurrence du parti de la Nation (Millet Partisi). D'ailleurs, le parti de la Nation (MP), puis le Parti républicain de la nation, tel qu'il est refondé sous un nouveau nom en 1954, considère le département d'Erzurum comme un réservoir de voix[168]. Il n'est pas rare que des hommes politiques locaux passent d'un parti à l'autre, en particulier lorsqu'ils sont exclus du Parti démocrate à la suite d'un conflit factionnel[169]. Said Nursi n'était pas enclin à adhérer au Parti de la nation, en raison de la ligne anti-kurde, raciste, de ce parti[170]. Mais, dans les faits, au niveau local, ses élèves ont pu naviguer entre le Parti démocrate et le Parti de la nation. Parmi les maîtres en religion mentionnés dans le livre de Sıtkı Aras, au moins deux ont été membres du Parti de la nation et des partis d'extrême-droite plutôt que du parti démocrate[171].

Un tel décalage entre le discours du Parti démocrate au niveau national et au niveau local a de quoi surprendre ; c'est peut-être ce qui explique que le Parti démocrate ait pu servir de canal d'expression à des mouvements islamistes, très radicaux, alors que, au niveau national, les dirigeants du parti gardaient une distance, voire adoptaient une attitude répressive vis-à-vis des acteurs islamistes. Nous pensons que ce décalage a servi les intérêts des dirigeants démocrates ; il leur permettait d'intégrer des éléments plus radicaux sans pour autant aller trop loin dans la critique du kémalisme. Toutefois, vers la fin de la période, les relations se tendent entre les dirigeants démocrates et les éléments les plus conservateurs de la base, sur la question du traitement réservé à Said Nursi, et celle de la traduction du Coran en turc et de son impression en caractères latins.

---

[167] « Tam kapudan çıkacağım sırada MPli bir gurup yolumu keserek ; kongrede ileri sürülerek kabul edilen fikirler MP kongresinde geçse idi hakkımızda derhal takibat yapılırdı diye içlerini döktüler » (« Au moment où j'allais sortir, un groupe de partisans du parti de la Nation s'approche de moi et ils me disent « si les idées qui ont été acceptées là avaient été proposées lors d'un congrès du Parti de la Nation, ils auraient immédiatement ouvert une enquête contre nous ». », Yeni Erzurum, 30 mars 1953.
[168] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 200.
[169] C'est le cas de Hakkı Mutlu Yazar, l'un des fondateurs du Parti démocrate à Erzurum, qui rejoint le Parti de la nation en 1953, puis rejoint à nouveau le Parti démocrate, ou de Fethullah Taşkesenlioğlu.
[170] Cemalettin Canlı et Yusuf Kenan Beysülen, *op. cit*., p. 519.
[171] Comme Ismail Usta et Hakkı IbrahimHakkıoğlu. Voir Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 223-244.

C. Tensions entre le Parti démocrate et le mouvement *nurcu* à Erzurum après 1957

Le 13 octobre 1958, lors d'un congrès local du Parti démocrate, Rıfat Çakar fait un discours dans lequel il critique le manque de religion, la jeunesse de l'université, parle de Said Nursi qu'il appelle « sa sainteté Said Nursi » (« *Said Nursi hazretleri* ») ; il loue les imams, etc.[172]. Son discours s'achève sur les mots suivants : « ceux[173] qui veulent écrire le Coran en caractères latins sont des francs-maçons. ». Quelques jours après, il est question d'exclure Rıfat Çakar du Parti démocrate, au motif qu'il aurait mis en cause les droits moraux du parti (« *partinin manevi hukukları* »), et que son discours aurait été de nature à « ébranler l'affection générale envers le parti »[174]. Outre le caractère extrêmement vague des chefs d'accusation, cette mise en accusation peut sembler étonnante, dans la mesure où les discours de Rıfat Çakar ont toujours été assez éloignés de la ligne officielle du parti. Un article d'une revue proche du mouvement *nurcu* indique cependant que Rıfat Çakar est un « opposant » au sein du parti ; au sein duquel il mène une « lutte juste » (« *hakiki mücadele* »). L'article poursuit en disant que Rıfat Çakar risque de quitter le Parti démocrate pour rejoindre les rangs du Parti paysan et républicain de la nation (*Cumhuriyetçi köylü millet partisi*), le dernier avatar du parti d'extrême-droite. L'auteur de l'article avance que le départ de Rıfat Çakar pourrait causer le départ du parti de plus de 1000 personnes, qui sont des fidèles de Rıfat Çakar[175].

Toutefois, nous pouvons voir dans d'autres sources que la question de la traduction du Coran en turc, et de son impression en caractères latins, a été à l'origine de graves tensions entre le Parti démocrate et les milieux islamistes. Dans la courte biographie de l'imam du quartier Ihmal d'Erzurum, Hacı Mehmet Efendi, on lit par exemple qu'en 1959, l'imam a pris pour sujet de son prêche du vendredi l'impression du Coran en caractères latins. La première phrase du prêche est la suivante : « Et dire qu'ils se disaient religieux, qu'ils allaient avoir du respect pour la religion ! » (« *Hani dindardılar, hani dine saygılı olacaklardı* ? »). La suite du prêche exprime l'idée que le Parti démocrate n'a jamais eu qu'un rapport utilitaire à la religion, qu'ils n'ont prétendu respecter la religion que pour pouvoir arriver au pouvoir. Le prêche se termine sur des imprécations contre le gouvernement qui traite le Maître (Said Nursi) comme un vulgaire prisonnier[176]. Finalement, le

[172] *Doğu*, 13 octobre 1958 ; *Demokrat Doğu*, 14 octobre 1958.
[173] Une autre source parle du « président de l'association de Mustafa Kemal », qui voudrait faire traduire le Coran en turc. *Doğu Ekspres*, 13 octobre 1958.
[174] *Doğu Ekspres*, 15 octobre 1958.
[175] *Milletin sesi*, 19 août 1957.
[176] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 192.

pouvoir démocrate cède sur ce point : le président de la *Diyanet*, Sabri Hayirlioğlu, déclare quelques jours plus tard qu'il n'est pas permis d'écrire le Coran en caractères turcs[177].

En 1959, toujours à Erzurum, le pouvoir durcit le ton contre les réseaux *nurcu*s. Une enquête est ouverte contre le journal local *Hür söz*, dont le propriétaire est Ahmet Polat, un important disciple de Said Nursi, pour « *irtica* », réaction religieuse[178]. En mars 1960, Rıfat Çakar et Ahmet Polat, tous deux élèves de Said Nursi, sont condamnés à de lourdes amendes pour avoir critiqué, en 1958, une soirée de l'armée[179]. Rıfat Çakar, qui était employé des chemins de fer, est soudainement muté à Malatya. Comme il choisit de démissionner pour pouvoir rester à Erzurum, il est expulsé de son logement de fonction[180].

Un fait nous semble révélateur, même s'il ne concerne pas le Parti démocrate. On peut lire dans un journal local d'Erzurum, en 1958 que deux jeunes journalistes, qui travaillaient tous les deux au journal *Hür söz*, et qui étaient membres du Parti de la liberté (*Hürriyet partisi*), ont décidé de quitter ce parti, à cause d'un article publié dans l'organe officiel du parti, *Yeni Gün*[181]. Les deux jeunes journalistes ont jugé cet article insultant envers Said Nursi, et retirent immédiatement leur soutien au parti politique. Cet épisode semble montrer que les élèves de Said Nursi gardent une forme d'indépendance par rapport à toute forme d'organisation partisane ; dès que le parti leur semble critiquer le Maître, des journalistes du Parti de la liberté quittent le parti. Quand les relations se tendent, au niveau national, entre le pouvoir démocrate et Said Nursi, les élèves de Said Nursi s'autorisent à critiquer ouvertement le parti – comme l'imam d'Ihmal que nous avons mentionné plus haut.

Nous avons analysé, dans cette section, les effets de décalage entre les différents visages du Parti démocrate, à l'échelle nationale et à l'échelle locale. Au niveau national, le Parti démocrate apparaît comme un parti modéré, favorable aux libertés religieuses, mais ferme envers les acteurs islamistes les plus radicaux. Au niveau local, toutefois, le Parti démocrate incarne un islamisme beaucoup plus radical. Il est bon de se demander, à ce point de notre analyse, pourquoi les acteurs islamistes ont choisi d'investir le Parti démocrate plutôt que le Parti de la nation (*Millet partisi*), dont le discours exprime les revendications islamistes de façon beaucoup plus appropriée. C'est à cette question que nous allons tenter de répondre dans une dernière section de ce chapitre : comment expliquer l'identification des acteurs conservateurs au Parti démocrate ? S'ils avaient choisi d'investir le Parti de la nation, le Parti démocrate n'aurait certainement pas pu se maintenir au pouvoir aussi

[177] *Doğu*, 16 octobre 1958.
[178] *Hür söz*, 12 avril 1959.
[179] *Hür söz*, 24 mars 1960.
[180] *Hür söz*, 6 avril 1960.
[181] *Doğu*, 12 mai 1958.

aisément. Nous explorerons à présent les ressorts de l'identification des acteurs conservateurs au Parti démocrate, en insistant sur les mécanismes de clientélisation.

IV. L'engagement pour le Parti démocrate : idéal et clientélisme politique.

Contrairement à ce que nous avons montré pour le milieu des affaires, il n'y a pas de convergence de vues, ni d'homogénéité sociale entre les dirigeants du Parti démocrate et les milieux religieux. Dès lors, comment expliquer que les acteurs conservateurs aient investi le Parti démocrate de façon aussi massive ? Nous montrerons qu'il y a des éléments qui relèvent à proprement de l'identification partisane de la part des acteurs islamistes. Adnan Menderes est pris comme leader par les islamistes, et ce dès le début des années 1950. C'est un phénomène qui reste relativement mystérieux, dans la mesure où Menderes n'a jamais été connu pour sa grande pratique religieuse. Dans un deuxième temps de notre analyse, nous montrerons à quel point les *esnaf* sont dépendants des autorités municipales et de l'État pour leur subsistance, ce qui nous permettra de comprendre que l'adhésion au Parti démocrate correspondait aussi, pour les *esnaf*, à une nécessité pratique.

A. Adnan Menderes, figure de proue des acteurs islamistes

La raison la plus évidente qu'on puisse trouver à l'identification des milieux religieux au Parti démocrate est le CHP, qui est un ennemi commun. Pourtant, il est intéressant de voir que le CHP, au niveau local, tente aussi de mobiliser des arguments de nature religieuse pour répondre aux accusations d'irreligion. On peut penser que, comme nous le suggérions dans le chapitre introductif, le CHP, dans le département d'Erzurum, n'a jamais appliqué les réformes les plus radicales contre l'islam.

Lors d'un congrès local du CHP, en 1952, un orateur prononce la phrase suivante pour la défense du CHP : « Nous, ce ne sont pas les mosquées que nous avons détruites, mais les églises » (« *Biz camileri değil kiliseleri yıktık* »)[182]. Cette référence très claire au combat nationaliste comme *djihad*, et l'usage du sentiment anti-arménien et anti-chrétien, montre que le CHP, au niveau local, tente aussi de s'appuyer sur une forme de sensibilité religieuse, ou, du moins, sur . Par ailleurs, il n'y a pas vraiment, dans le discours du CHP, de tentative de défendre les réformes kémalistes. En revanche, la stratégie du CHP est de clamer haut et fort qu'ils n'accepteront pas l'accusation de « sans religion » (« *dinsiz* »), qu'ils prennent comme une insulte. « Nous, nous sommes musulmans », déclare un

[182] *Yeni Erzurum*, 22 avril 1952.

orateur, « un musulman ne peut pas traiter un autre de « sans religion ». Les dégénérés qui prononcent ces mots trahissent la patrie (« *Biz Müslüman çocuğuyuz Müslüman Müslümana dinsiz diyemez. Bu sözleri söyleyen kanı bozuklar memlekete vatana hıyanet etmektedir* »)[183].

D'ailleurs, les hommes politiques du CHP ont aussi des contacts avec des maîtres en religion (*hoca*). A la mort de Mehmet Veli Ibrahimhakkioğlu, un hoca d'Erzurum[184], Süreyya Şarman, un homme politique CHP et président du barreau, publie un mot de condoléances[185].

Nous avons pu constater à de nombreuses reprises l'admiration des acteurs religieux pour Adnan Menderes. Lors d'un congrès local du parti à Erzurum en 1958, Rıfat Çakar dit qu'il n'est pas « partisan d'Atatürk » (« *Atatürkçü* ») mais « partisan d'Adnan Menderes » (« *Adnan Menderesçi* »). Il dit aussi un peu plus tard qu'il a rencontré Said Nursi, qui lui a dit qu' « il ne fallait surtout pas que la Turquie se sépare de Menderes »[186]. Au cours du même discours, Rıfat Çakar rapporte que Necip Fazıl (Kısakürek) et « ses amis » ont dit qu'Adnan Menderes était le plus grand Premier ministre de l'histoire de la Turquie[187]. Necip Fazıl (Kısakürek) écrit des éloges dans sa revue pour Adnan Menderes[188].

Encore aujourd'hui, les acteurs islamistes vénèrent la figure d'Adnan Menderes comme celle d'un grand croyant. Erdogan et les hommes politiques de l'AKP font très souvent référence à Menderes, jamais à Celal Bayar, ni à Süleyman Demirel, le Premier ministre du Parti de la justice. Nous savons pourtant que Menderes n'était pas un homme pieux. A notre sens, l'identification à Menderes comme grand leader religieux montre une volonté de construire la figure d'un « grand homme » qui ne soit pas Atatürk.

C'est peut-être, finalement, le refus d'être minoritaire, qui amène les islamistes ordinaires que sont les *nurcus* à soutenir le Parti démocrate, plutôt qu'un parti au discours plus radical, comme le Parti de la Nation (*Millet Partisi*). Nous verrons d'ailleurs que la plupart des acteurs conservateurs, qui possèdent un petit commerce ou une boutique, sont fortement dépendant de l'État, et, de ce fait, particulièrement sensibles à une clientélisation de la part du pouvoir. Plus que du côté des idées, il faut peut-être aller voir dans le type social des acteurs conservateurs une explication de leur engagement au côté du Parti démocrate.

[183] *Ibid*.
[184] Sıtkı Aras, *op. cit*., p. 236.
[185] *Milletin sesi*, 25 mars 1958.
[186] *Doğu*, 13 octobre 1958.
[187] *Doğu*, 16 octobre 1958.
[188] Necip Fazıl Kısakürek, *Benim gözümde Menderes* [Menderes dans mon regard], Istanbul, Büyük Doğu yayınları, 2010[1970].

B. Les *esnaf* dans la clientèle du Parti démocrate

Cette dernière sous-partie sera déclinée en trois sous-ensembles ; nous examinerons d'abord de quelle façon les *esnaf* sont dépendants du pouvoir. Au niveau local d'abord, les *esnaf* sont soumis à une série de contrôles suivant des règles édictées par le pouvoir municipal ; l'adhésion au Parti démocrate peut se traduire par une série d'arrangements avec les autorités de la ville. De plus, les possibilités de crédit sont un moyen efficace, pour l'État, de faire pression sur les associations d'*esnaf* ; nous verrons en dernier lieu que les corporations d'*esnaf* sont un acteur important de la mobilisation électorale pour le Parti démocrate.

1. Le rapport au pouvoir municipal : être du côté du parti au pouvoir

C'est la municipalité qui est chargée du contrôle du petit commerce ; les *esnaf* sont donc soumis de près aux autorités municipales, avec qui ils doivent négocier en permanence. Comme nous l'avons vu plus haut, les associations d'*esnaf* ont toujours été mobilisées face au pouvoir municipal, même dans les années 1930 et 1940. En 1954, un journal local d'Izmir publie le rapport d'activité de la *zabıta*, la police municipale.

En une année, la *zabıta* a donné une amende à 2 100 chauffeurs et 1260 *esnaf*. Dans ce rapport, les raisons données pour les amendes nous montrent à quels genres de règles sont soumis les *esnaf*. Le strict respect de la liste des prix, la souscription à certaines règles d'hygiène, le stockage de la nourriture dans un endroit sain et l'interdiction de vendre de la nourriture qui montre des signes de putréfaction sont des règles qui ne surprennent pas ; en revanche, les *esnaf* peuvent aussi être soumis à une amende pour avoir jeté leurs déchets dans la rue, occuper l'espace public en-dehors de leur bâtiment, ne pas respecter le repos dominical, ne pas porter une chemise blanche alors que cela est obligatoire[189]. Encore à la fin des années 1950, les luttes de certaines professions pour protester contre certaines mesures de la municipalité sont incessantes. En 1959, les bouchers d'Erzurum multiplient les actions contre la municipalité, qui veut faire baisser les prix de la viande[190]. En novembre 1959, les usines de farine cessent subitement de produire de la farine, pour protester contre la mairie, qui avait prévu de geler les prix de la farine[191].

D'autre part, les associations d'*esnaf* sont en contact fréquent avec les autorités locales. Les réunions des associations d'*esnaf* se font en présence de représentants de la mairie, souvent le maire lui-même. Le 17 août 1957, une réunion des associations d'*esnaf* a lieu, en présence des députés

[189] *Halkın sesi*, 25 janvier 1954.
[190] *Doğu Ekspres*, 31 juillet 1959.
[191] *Doğu Ekspres*, 3 novembre 1959.

d'Erzurum, du maire, et du gouverneur (*vali*). Les *esnaf* y expriment leurs demandes[192]. Dans une conférence de presse, le président de l'association des conducteurs de transports en commun (« *şoförler cemiyeti* »), Sabahettin Yanıkoğlu, dénonce l'attitude des agents de la circulation, qui veulent donner des amendes aux conducteurs de bus qui n'ont pas de phares derrière leur véhicule. Il faut que les agents de la circulation sachent, et gardent en tête, qu'il est extrêmement difficile de trouver des phares arrière sur le marché, déclare le président de l'association[193]. Ce type d'argument montre que des arrangements sont possibles avec la loi : la solution proposée par le président de l'association n'est pas tant de faire pression pour obtenir des phares que de demander aux agents de la circulation de faire des exceptions à la loi.

En 1958, une réunion rassemble le directeur de l'usine d'abattage de la ville (*Et ve balık kurumu*), un responsable local du Parti démocrate, Münip Özer, un député d'Erzurum, Mustafa Zeren, et plusieurs commerçants de bétail. De nouvelles conditions d'achat de viande par l'usine d'abattage, plus avantageuses pour les commerçants de bétail, sont décidées[194]. Il est instructif de constater que ce genre de décision est pris en étroite collaboration avec les *esnaf* de la ville. La présence d'un responsable local du Parti démocrate à côté d'un député nous montre, une fois de plus, l'étroite indistinction qui peut exister entre le parti et le pouvoir.

L'abondance de règles édictées par la municipalité entraîne surtout une entente obligatoire entre les *esnaf* et la municipalité. Pendant la période de parti unique, Murat Küçükuğurlu nous montre que les employés de la *zabıta* se paient leur salaire grâce aux pots-de-vin des *esnaf*[195]. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti démocrate, les *esnaf* peuvent faire pression plus adroitement sur les autorités municipales. Lors d'une session du conseil municipal, il est question que les ateliers d'esnaf qui dégagent des odeurs fortes et nuisent à la santé des habitants de la ville, comme le travail du fer ou du cuivre, soient déplacés à l'extérieur de la ville. Şevki Muratoğlu, un éminent *esnaf* de la ville, président de l'Union des associations d'*esnaf*, et homme politique local du Parti démocrate, proteste, en arguant de ce qu'on ne pourra pas faire venir l'eau et l'électricité jusque là ; il ajoute que les rapports risquent de se dégrader entre ces *esnaf* et la municipalité[196]. Il semble que ces protestations portent leurs fruits, puisqu'il n'est plus question, par la suite, de déplacer les ateliers d'*esnaf*. Est-ce que c'est parce qu'un homme politique important, tel que Şevki Muratoğlu, a usé de son influence ? Ou est-ce parce que le Parti démocrate a craint de se fâcher avec les *esnaf*?

[192] *Demokrat Erzurum*, 17 août 1957.
[193] *Demokrat Doğu*, 8 mars 1958.
[194] *Hakimiyet*, 8 juillet 1958.
[195] Murat Küçükuğurlu, *Erzurum Belediye Tarihi*, vol 2, *op. cit*., p. 432.
[196] *Doğu Ekspres*, 30 décembre 1958.

Une autre anecdote indique que c'est plutôt la deuxième raison qui a prévalu : Tarık Ziya Ekinci, fraîchement diplômé de l'université de Médecine, s'installe à Diyarbakır en 1951 pour y exercer sa profession comme médecin municipal. Sa fonction inclut le contrôle sanitaire des magasins d'*esnaf*. Or, assez rapidement, il se rend compte que les amendes qu'il donne ne sont jamais payées à la municipalité conquise par le Parti démocrate. Les autorités municipales ne contresignent pas les amendes, alors que cela est nécessaire pour les faire appliquer. Lorsque le jeune médecin se plaint au maire, et demande à ce que les amendes soient payées par les *esnaf*, ce dernier lui répond que ce ne serait « pas bon pour les intérêts du parti » [197].

Nous avons pu montrer que, pour un *esnaf*, les avantages à être du côté du parti au pouvoir sont grands, à l'inverse, on peut imaginer que le coût engagé par un passage à l'opposition serait très lourd. Au-delà du pouvoir local, les *esnaf* sont surtout dépendants des possibilités de crédit ; c'est l'un des enjeux essentiels qui se jouent, de plus en plus dans les années 1950, au niveau de l'État.

2. Le crédit, un moyen de pression

En 1951, un article de la presse locale de Diyarbakır décrit l'*esnaf* comme « le citoyen qui, lorsqu'il n'y a pas de travail, ressent le besoin pressant d'aller à la banque [pour demander un crédit][198]. Le journaliste poursuit son article en expliquant qu'il n'y a jamais de crédit pour les *esnaf*, alors qu'il y en a toujours pour les grands commerçants et les hommes d'affaires. C'est un lieu commun du discours des *esnaf*, Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu l'ont montré, que de dénoncer l'inégalité entre le grand et le petit commerce sur la question du crédit. D'ailleurs, lorsqu'une branche de la banque Akbank ouvre à Erzurum, tous les *esnaf* veulent y ouvrir un compte[199], ce qui montre bien la pénurie de banques disposées à fournir du crédit aux *esnaf*.

D'ailleurs, l'une des seules banques à offrir du crédit aux esnaf avant 1950 était la banque des affaires (Iş bankası), la banque de Celal Bayar. Au moment de la fondation du Parti démocrate, les grands noms de la banque des affaires sont encore des proches de Celal Bayar, et la plupart rejoignent le Parti démocrate très rapidement. Murat Küçükuğurlu remarque que Lütfü Gülal, l'un des premiers soutiens du Parti démocrate à Erzurum, connaît bien Celal Bayar grâce aux réseaux de la banque des affaires. C'est le président de la chambre de commerce et il a une grande influence sur les *esnaf* et les commerçants. C'est lui qui fournit des crédits aux marchands et aux *esnaf*, alors que la crise économique des années de guerre en a fait une question vitale pour la plupart des *esnaf*. Grâce à Lütfü

[197] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 299.
[198] « Esnaf dediğimiz vatandaş iş olmadığı zamandır ki bankaya koşmak mecburiyetini duyar. » Şarkın sesi, 21 septembre 1950.
[199] *Demokrat Erzurum*, 26 novembre 1956.

Gülal, de nombreux *esnaf* rejoignent le Parti démocrate dès sa fondation. Murat Küçükuğurlu montre que la maîtrise d'une institution de crédit a été un grand avantage pour le Parti démocrate, dès 1946[200].

A partir des années 1950, les possibilités de crédit pour les *esnaf* augmentent en très large proportion. Emre Balıkçı et Asım Karaömerlioğlu y voient deux raisons. La première, c'est l'augmentation des liquidités, grâce à l'aide américaine. La deuxième raison, selon les auteurs, est le pluripartisme politique et la possibilité, pour les *esnaf*, de faire pression sur le pouvoir politique. Nous pourrions compléter ce propos en ajoutant que la possibilité, pour les *esnaf*, de recevoir du crédit en grande quantité est aussi due au développement des grosses structures comme les coopératives d'*esnaf*, *Esnaf kefalet kooperatifi*, et *Esnaf dernekleri birliği.*

C'est une promesse électorale très récurrente, de la part des députés d'Erzurum, d'affirmer que les *esnaf* vont obtenir plus de crédit[201]. La collecte de crédit se fait beaucoup plus grâce aux réseaux personnels des députés que sur des critères objectifs. Nous apprenons lors d'un congrès de la Coopérative pour la caution des *esnaf*, *Esnaf kefalet kooperatifi*, en 1958, que l'un des députés d'Erzurum, Rıza Topçuoğlu, a obtenu de son « ami » Nedim Ökmen, qui était ministre du commerce, un crédit de 250 000 livres pour la coopérative. Un débat pour savoir s'il faut envoyer un télégramme de remerciements à tous les députés d'Erzurum, ou seulement à Rıza Topçuoğlu, nous apprend que c'est seulement grâce aux contacts personnels de ce député avec le ministre du commerce que la coopérative a obtenu ce crédit[202]. La question du crédit est omniprésente dans la relation entre les *esnaf* et le Parti démocrate. Au tout début de 1956, une délégation d'*esnaf* va voir Celal Bayar qui est en visite dans la ville, pour lui parler des besoins des *esnaf* en crédit[203]. En juillet 1959, lors d'un congrès de l'Union des associations d'*esnaf*, les délégués envoient des télégrammes de remerciements à Menderes pour le remercier de l' « aide » qu'il leur a apportée[204]. Cette aide est certainement de nature financière fait à la coopérative ; toutefois, l'emploi du terme d' « aide » est révélateur, et nous permet de nous interroger sur le statut exact de cet argent : est-ce un prêt ou un don ? Si c'est un don, il ne fait pas de doute qu'une contrepartie sera exigée. Cet argent est confié à la coopérative pour être prêté aux esnaf, mais sur quels critères le crédit est-il alloué ?

Plusieurs sources nous apprennent que, lorsque l'argent a été reçu par la coopérative, il est attribué aux différents *esnaf* sur des critères rien moins qu'objectifs. D'abord, tous les *esnaf* ne sont pas acceptés automatiquement par la coopérative. Un compte rendu de congrès, en 1956, nous apprend que, à présent, la coopérative n'acceptera plus de membres, jusqu'à un prochain crédit de la banque du

[200] Murat Küçükuğurlu, *Türk siyasi*…, *op. cit*., p. 396.
[201] *Demokrat Doğu*, 16 août 1958.
[202] *Demokrat Doğu*, 17 février 1958.
[203] *Hür söz*, 18 février 1956.
[204] *Milletin sesi*, juillet 1959

peuple (*Halk bankası*)[205]. En 1958, le président du congrès indique qu'il y a plus de 2 000 *esnaf* qui voudraient rejoindre la coopérative[206]. Ces informations nous montrent que le directeur d'une coopérative de crédit a déjà le pouvoir d'accepter ou non la candidature d'un *esnaf* dans sa structure.

Un congrès de l'Union des associations d'*esnaf*, *Esnaf dernekleri birliği*, est instructif sur les moyens de recevoir du crédit. Le président explique que l'adhésion à l'Union ne justifie pas de pouvoir obtenir du crédit sans justification, simplement parce qu'on n'a plus d'argent. A ce moment-là, l'un des membres se plaint de ne pas réussir à obtenir d'argent, alors qu'il en fait la demande depuis un an. Le président du congrès répond que c'est une question personnelle, qui ne peut pas être débattue ici, ce qui semble indiquer que les directeurs de l'Union disposent d'un pouvoir arbitraire pour l'attribution du crédit[207]. D'ailleurs, quelques jours plus tard, on trouve dans le journal de Ahmet Polat, qui vient de quitter le Parti démocrate, un article très critique, qui accuse le président du congrès d'être partial, de ne pas avoir laissé Yolcu Bingöl – on apprend ici le nome de l'intéressé - parler, alors qu'il se plaignait de ne pas recevoir de crédit. Ce n'est certainement pas un hasard si Ahmet Polat, qui vient de quitter le Parti démocrate, prend publiquement la défense de Yolcu Bingöl dans son journal. Il est fort probable que ce dernier soit l'un de ses amis ou obligés qui a quitté le parti à sa suite ; et qu'il ne reçoive pas de crédit précisément parce qu'il a quitté le Parti démocrate[208].

Ainsi, même si la forte dépendance des *esnaf* vis-à-vis de l'État, pour les besoins en crédit, ne permet pas, à elle seule, d'expliquer le soutien au Parti démocrate, elle permet pourtant d'en définir des contours concrets. Le caractère très subjectif de la façon dont le crédit est attribué permet au moins de comprendre à quel point il est difficile, quand on est *esnaf*, d'obtenir du crédit si on soutient activement un parti de l'opposition. Dès lors le coût de la défection au Parti démocrate, quand on est *esnaf*, est extrêmement élevé. Quitter le parti signifie s'exposer à une série de difficultés pour obtenir du crédit, éventuellement maintenir sa clientèle, et bénéficier du soutien des grosses structures professionnelles d'*esnaf*.

Par ailleurs, l'organisation nationale des *esnaf* a aussi joué le rôle de *lobby* auprès des pouvoirs publics, et a réussi à faire efficacement pression sur le pouvoir démocrate. Au début de 1956, l'impôt des *esnaf* est aboli pour être remplacé par un impôt sur le revenu, dont 96% des *esnaf* sont exemptés. Juste quelques mois après le coup d'État de 1960, le nombre d'*esnaf* exemptés de l'impôt est

[205] *Hür söz*, 18 février 1956.
[206] *Demokrat Erzurum*, 7 février 1958.
[207] *Hür söz*, 7 février 1956.
[208] *Hür söz*, 10 février 1956.

beaucoup plus réduit[209], ce qui montre bien que le Parti démocrate a aussi fait concrètement alliance avec les *esnaf* comme catégorie sociale.

Nous avons vu à quel point il est difficile, pour un *esnaf*, de soutenir un parti autre que le Parti démocrate ; les *esnaf* forment un groupe susceptible d'entrer dans la clientèle du parti au pouvoir. Par ailleurs, à travers les corporations, les *esnaf* forment un groupe très organisé grâce aux corporations qui organisent le vote. Voyons maintenant les efforts déployés par les députés démocrates pour contrôler les associations d'*esnaf*.

3. Les associations d'esnaf sous le contrôle du Parti démocrate

Pour comprendre le poids des *esnaf* dans le soutien au Parti Démocrate, il faut d'abord comprendre que l'appartenance à une corporation d'*esnaf* a un poids déterminant dans le vote. Comme à l'époque ottomane, les associations d'*esnaf* défilent séparément lors des cérémonies de commémoration de la libération de la ville ; un citoyen de la ville d'Erzurum n'est pas un individu libre et indépendant ; il est d'abord membre d'une corporation. Les choix politiques se font d'abord au niveau de la corporation. En 1960, lors du congrès de l'association des boulangers, le président de l'association se plaint de ce qu'aucun membre de l'association n'ait voté pour lui aux dernières élections de la chambre de commerce de la ville[210], ce qui montre bien qu'il n'est pas normal que les membres d'une corporation ne votent pas pour leur chef lors d'une élection.

[209] Abdullah Mutlu, *Tanzimat'tan Günümüze Türkiye'de Vergileme Zihniyetinin Gelişimi* [Le développement de la mentalité de l'impôt en Turquie des Tanzimat à nos jours], Ankara, TC Maliye Bakanlığı Strateji Geliştirme Başkanlığı, 2009, p. 102.
[210] *Hür söz*, 29 janvier 1960.



Figure 34 : Photographies d'un défilé pour la commémoration de la libération de la ville d'Erzurum : les *esnaf* défilent rassemblés en corporation[211]

La première photographie montre la corporation des selliers (« *saraçlar cemiyeti* »). La deuxième photographie montre la corporation des réparateurs d'automobile (« *oto tamircileri ve oto elektrikçiler derneği* »)



Figure 35 : la corporation des réparateurs d'automobile (« *oto tamircileri ve oto elektrikçiler derneği* »)

[211] Mücahit Himoğlu, *op. cit*., p. 537.

Le contrôle du Parti démocrate sur les associations d'*esnaf* est diffus et rarement exposé au grand jour, sauf en cas de crise. A l'hiver 1956, une crise éclate entre Ahmet Polat, qui est président de l'Union des associations d'*esnaf*, et Rıfkı Salim Burçak, qui est le député le plus influent d'Erzurum. Cette crise nous permet d'y voir plus clair sur le contrôle que les députés du Parti démocrate tentent de maintenir sur les associations d'*esnaf*.

Le 17 janvier 1956 a lieu le troisième congrès de l'Union des associations d'esnaf de la ville. Un dénommé Şahin Elbir est élu président de l'Union ; Ahmet Polat, un influent *nurcu* et homme politique local du Parti démocrate, est élu vice-président. Le 20 janvier, Ahmet Polat publie dans son journal, *Hür söz* [la parole libre], un entretien avec un *esnaf* critique du Parti démocrate, qui est membre du Parti de la nation, à cause des « mensonges répétés du Parti démocrate », Ibrahim Güneş[212]. Le 30 janvier, Ahmet Polat démissionne du Parti démocrate. Nous ne sommes pas parvenue à élucider les raisons exactes de la brouille[213]. Le même jour, son journal publie un article, intitulé « Les organisations d'*esnaf* et la politique », signé du même Ibrahim Güneş, qui avait critiqué le Parti démocrate quelques jours auparavant. L'article critique l'implication des associations d'*esnaf* en politique qui, dit-il, finissent par nuire à la moralité de la profession. On trouve dans les associations d'*esnaf* beaucoup trop de « férus de politique » (« *politika düşkünleri* »), qui poursuivent des ambitions personnelles[214]. La chronologie de l'événement – cet article est publié juste après la démission d'Ahmet Polat du Parti démocrate – nous indique que c'est la pénétration de l'association par le Parti démocrate qui est visée par ces critiques.

Le 7 février, soit moins d'un mois après le congrès annuel de l'Union des associations d'*esnaf*, le congrès a lieu à nouveau, ce qui est certainement dû à la démission d'Ahmet Polat du Parti démocrate : si le parti veut continuer à contrôler l'association, il faut faire élire à sa place un responsable du Parti démocrate. Finalement, Ahmet Polat parvient à se maintenir au comité de direction, mais, manifestement, le député du Parti démocrate, Rıfkı Salim Burçak, a tout fait pour l'en exclure. Dans le compte rendu du congrès qu'il publie dans son journal, Ahmet Polat critique amèrement les manipulations politiques qu'il a relevées lors du congrès. Il affirme que tout a été fait pour « faire tomber » les deux seuls membres du comité de direction qui étaient « neutres » - comprendre : qui n'étaient pas membres du Parti démocrate -, Şahin Elbir et Ahmet Polat[215]. D'abord, ceux qu'il appelle les deux « parrains » de Rıfkı Salim Burçak, l'influent député démocrate d'Erzurum, Ihsan Nurluoğlu et Atik Palandöken, étaient présents lors du congrès. Ahmet Polat remarque aussi la participation au congrès d'une nouvelle association d'*esnaf*, créée trois semaines auparavant, l' « association pour le développement des petits *esnaf* du marché aux puces » (*Bat pazarı*

[212] *Hür söz*, 20 janvier 1956.
[213] *Hür söz*, 30 janvier 1956.
[214] *Ibid*.
[215] *Demokrat Erzurum*, 11 février 1956.

küçük esnaf kalkındırma derneği). Selon le journaliste, cette nouvelle association est une créature du Parti démocrate, qui avait pour seul but de renverser les membres du comité de direction qui n'étaient pas membres du parti, c'est-à-dire Şahin Elbir et lui-même[216]. Ces deux derniers se maintiennent au comité de direction, mais une plainte contre le déroulement des élections du comité de direction, jugé illégal, est déposée, et, en guise de représailles, Şahin Elbir et Ahmet Polat sont menacés de procès[217].

Finalement, quelques jours plus tard, Ahmet Polat et Şahin Elbir démissionnent de leur poste au sein du comité de direction de l'Union des associations d'*esnaf*, en prétextant que leurs « affaires personnelles » ne leur laissent plus le temps d'assumer des responsabilités au sein de l'Union[218]. C'est certainement qu'il a été fait pression sur eux de façon efficace ; nous ne savons pas comment. Le 21 février a lieu le congrès de l'autre grande association d'*esnaf*, la coopérative pour la caution des *esnaf*, *Esnaf kefalet kooperatifi*. Ahmet Polat parvient à se faire élire comme président de la coopérative, ce qui montre qu'il jouit de nombreux soutiens au niveau local, même sans l'appui du Parti démocrate[219]. A peine quelques jours après, on apprend toutefois qu'il a perdu ce poste. Nejat Mutlutürk, son rival, qui est toujours membre du Parti démocrate, affirme dans un journal local qu' « il n'a rien à voir avec tout ça » et qu' « il n'y a pas eu de discussion avec le *vali* », ce qui montre qu'il a été accusé de négocier avec le *vali* l'exclusion d'Ahmet Polat[220]. Malgré ces affirmations, on peut penser que c'est parce qu'il a quitté le Parti démocrate qu'Ahmet Polat ne peut plus accéder à aucune fonction de direction dans aucune grande association d'*esnaf*.

Ainsi, contrairement à une affirmation, publiée dans *Demokrat* Erzurum en guise de réponse aux critiques d'Ahmet Polat, qui déclare que « les associations d'*esnaf* n'ont rien à voir avec la politique »[221], il apparaît qu'un homme politique local qui se sépare du Parti démocrate n'a que peu de chances de se maintenir à un poste de direction dans l'une des deux grands structures de crédit qui rassemble différentes associations d'*esnaf*.

A contrario, l'intérêt très étroit que manifeste le pouvoir pour les associations d'*esnaf* n'est pas du tout le même pour les associations de petits fonctionnaires. En février 1956, l'association d'entraide des fonctionnaires et employés de la mairie (*Belediye memur ve müstahdemleri yardımlaşma cemiyeti*) fait son congrès annuel, en l'absence de membres du conseil municipal et de journalistes, qui avaient pourtant été tous invités[222].

---

[216] *Hür söz*, 7 février 1956.
[217] *Hür söz*, 10 février 1956
[218] *Hür söz*, 13 février 1956.
[219] *Demokrat Erzurum*, 21 février 1956
[220] *Demokrat Erzurum*, 27 février 1956.
[221] « *Esnaf dernekleri siyasetle hiç bir alakası yoktur hissi hareket etmiyelim* (*sic*) » [Les associations d'*esnaf* n'ont rien à voir avec la politique, n'éveillons pas ce sentiment »], *Demokrat Erzurum*, 11 février 1956.
[222] *Hür söz*, 14 février 1956.

Pour résumer, les *esnaf*, en raison de leur dépendance aux pouvoirs municipaux, mais plus encore de leur besoin en crédit, ont toutes les raisons de soutenir le Parti démocrate. Ce soutien leur vaut des avantages substantiels, alors même que s'engager auprès de l'opposition a un coût très lourd. Par ailleurs, les *esnaf* forment aussi un groupe social très organisé dans des structures hiérarchiques, les associations d'*esnaf*, qu'il est facile de contrôler. L'identification des *esnaf* au Parti démocrate dépasse pourtant ces objectifs concrets que sont l'obtention de crédit et l'exemption d'impôts. Elle a des motifs plus complexes, dans lesquels l'islam, nous l'avons vu, joue un rôle. C'est, de plus, une relation à double sens : les dirigeants démocrates avaient conscience de l'importance des *esnaf*. Nonna Mayer montre que, en France, les différents pouvoirs politiques ont eu une attitude différente vis-à-vis des boutiquiers. Là où le parti radical-socialiste les voyait comme le pilier d'une société stable, imperméable à l'agitation communiste, les gouvernements de la quatrième, puis de la cinquième République, ont eu une attitude beaucoup moins bienveillante[223]. En Turquie, le pouvoir démocrate, de son côté, a recherché activement le soutien des *esnaf*.

Conclusion

Nous nous sommes attachés, dans ce chapitre, à décrire ce que nous avons appelé les milieux conservateurs, dominants à Erzurum, et de caractériser précisément les ressorts de leur adhésion au Parti démocrate. Le but était d'éviter l'explication circulaire qui consiste à dire que le département d'Erzurum a voté pour le Parti démocrate parce que c'était un département conservateur ; nous avons tenté d'observer précisément, et dans le détail, la nature des réseaux religieux et des organisations professionnelles, en l'occurrence, les corporations d'*esnaf*, qui ont joué un rôle dans le vote du département d'Erzurum pour le Parti démocrate. Dès lors, nous avons essayé de préciser les contours du vote conservateur, en montrant qu'il s'appuyait sur une catégorie sociale, celle des *esnaf*.

Nous avons commencé par montrer le caractère central des *esnaf* dans la configuration rurale. Résidant en ville, les *esnaf* disposent d'une large clientèle dans les villages, comme nous l'avons montré au chapitre 3. Les *esnaf* ont des réseaux, de nature commerciale ou religieuse, dans plusieurs villages, ce qui n'est pas le cas des paysans eux-mêmes, qui n'ont des contacts que limités avec les habitants des autres villages[224]. Dès lors, le cœur de la coalition qui a soutenu le Parti démocrate est formée, à notre sens, des *esnaf*, beaucoup plus que des paysans. Leur engagement dans les communautés religieuses non-confrériques (*cemaat*) est un élément de plus dans cette influence ; les villageois ont souvent un maître, dont ils suivent les enseignements, qui habite en ville. Même si tous

[223] Nonna Mayer, *op. cit*., p. 46.
[224] Joseph Szyliowicz, *op. cit*., p. 148.

les *esnaf* ne sont pas engagés dans une communauté religieuse, nous avons souligné les divers éléments qui permettent de penser que ces communautés religieuses ont recruté principalement chez les *esnaf*.

Nous avons dont tenté, dans une deuxième partie, de décrire l'univers de ces *esnaf*, que nous avons décrit comme étant organisé en trois pôles, celui de la profession, celui de la corporation, et celui de la *cemaat*. Nous avons montré que ces trois organisations déterminaient une vision du monde conservatrice, et qu'elles étaient en même temps des structures propices à la politisation. La profession, à la fois univers hiérarchique et espace de sociabilité, est surtout le lieu d'un contrôle social très strict. Les associations d'*esnaf*, dont nous avons montré qu'elles avaient gardé beaucoup d'éléments des corporations ottomanes, sont des réservoirs de tradition ; elles servent en même temps d'interface avec les pouvoirs publics et sont, de ce fait, poreuses aux enjeux politiques. La *cemaat* de Said Nursi, quant à elle, organise d'abord une pratique religieuse et spirituelle, mais, dans la mesure où Said Nursi était en lien avec les dirigeants démocrates et qu'il leur a apporté son soutien, c'est aussi une institution qui pousse ses membres à s'engager en politique.

D'ailleurs, les sources montrent un fort engagement des acteurs conservateurs au côté du Parti démocrate. L'étude de discours professés dans des congrès locaux, ainsi qu'une courte description du profil de ses membres, nous a permis de faire apparaître un fort décalage entre l'identité locale du parti, très conservatrice, et la modération affichée par ses dirigeants sur les questions religieuses. Même si, vers la fin de la période, les relations se tendent entre les dirigeants du parti et les milieux islamistes, il semblerait que les acteurs conservateurs aient soutenu le Parti démocrate, plus que le Parti de la nation (*Millet partisi*), pourtant plus radical dans sa critique du kémalisme.

Nous nous sommes donc interrogée, dans une quatrième section, sur les raisons du soutien des acteurs conservateurs au Parti démocrate. Nous avons montré que l'opposition au CHP n'expliquait pas tout ; l'attachement des conservateurs à la personne de Menderes reste mystérieux. A notre sens, les raisons de l'engagement des acteurs conservateurs auprès du parti démocrate tient plutôt à leur type social. En effet, les *esnaf* forment un groupe à la fois très organisé, très conservateur et très dépendant du pouvoir, à plusieurs niveaux. Très organisé, nous avons montré que les *esnaf* l'étaient dans le cadre d'associations qui avaient tout de la corporation d'*esnaf*, c'est-à-dire une organisation très hiérarchique et imprégnée de religion. Enfin, ces corporations d'*esnaf*, ainsi que les institutions de crédit qui les surplombent, étaient extrêmement dépendantes, au niveau local, des règlementations municipales, et, au niveau national, du crédit accordé au plus haut niveau, surtout sur la base de contacts personnels avec les dirigeants du parti. Dès lors, le groupe des *esnaf* était particulièrement sensible aux efforts du Parti démocrate pour en faire ses clients électoraux. Outre qu'il est toujours

plus facile, pour la pouvoir, de contrôler des groupes organisés, hiérarchiques, plutôt que des individus atomisés, le contrôle étroit que le parti a maintenu sur les associations d'*esnaf* le montre bien.

L'identification des *esnaf* au Parti démocrate n'était pas à sens unique. Le Parti démocrate, lui aussi, voyait les *esnaf* comme les garants d'une société morale, conservatrice, acquis aux idéaux de la propriété privée, et imperméable à toute propagande de gauche. Le soutien des *esnaf* a été une constante des partis de droite, puis des partis islamistes après la rupture de 1969 qui a vu naître le premier parti islamiste, le Parti de la prospérité. A notre sens, il est très révélateur que cette rupture concerne, au fond, une opposition entre le gros et le petit commerce. Erbakan est élu président de l'Union des Chambres de Commerce et d'industrie de Turquie (TOBB), en 1968, par le milieu des *esnaf* anatoliens, contre le candidat de la grande industrie et des milieux d'affaires des villes. Demirel et le Parti de la justice choisissent de soutenir le grand business et n'inscrivent pas Erbakan, qui est pourtant membre de leur parti, sur leurs listes électorales. Un an plus tard, en 1969, Erbakan se présente comme candidat indépendant à Konya et remporte les élections, et il fonde, un an après, la première formation islamiste de Turquie, le parti de l'ordre national[225].

L'exemple d'Erzurum est-il généralisable ?

Une question doit nous occuper à présent : l'exemple d'Erzurum est-il généralisable ? Nous avons vu que la ville d'Erzurum était très conservatrice ; nous l'avons lié à la forte influence des *esnaf*, organisés en corporations, sur les affaires de la ville. En fait, l'exemple d'Erzurum agit comme miroir grossissant d'une réalité qui n'était pas nécessairement la même dans d'autres départements du pays. À Izmir, Mübeccel Kıray nous apprend que les corporations et les traditions d'esnaf ont complètement disparu. Le terme d'*esnaf* ne diffère du grand commerce que par la taille des entreprises[226]. À Adana, nous avons vu que le pouvoir démocrate ne favorise pas les *esnaf* de la ville, qui sont victimes des pénuries locales. Les *esnaf* ne sont que peu représentés dans les instances locales[227].

Toutefois, même si les *esnaf* sont, ailleurs, moins conservateurs qu'à Erzurum, il reste que leur dépendances au pouvoir, municipal comme national, est le même. Aujourd'hui encore, même si les traditions des corporations se sont perdues, les *esnaf* sont très proches de l'AKP. Même sans le conservatisme qui semble avoir concerné particulièrement les *esnaf* d'Erzurum, la catégorie des *esnaf* reste soumise au pouvoir politique, en ce qu'elle est, comme nous l'avons montré, fortement dépendante de l'État, et qu'il est très risqué, pour un *esnaf*, de soutenir un parti d'opposition.

[225] Thierry Zarcone, *op. cit.,* p. 189.
[226] Mübeccel Kıray, *Örgütleşemeyen*…, *op. cit*., p. 76-77.
[227] On trouve des plaintes à ce sujet dans la presse locale, dans les comptes rendus de réunions d'esnaf. Voir *Yeni Adana*, 15 avril 1954, et 27 octobre 1955.

Dans ces deux derniers chapitres, nous nous intéressions à des groupes sociaux qui ont joué un rôle majeur dans le soutien au Parti démocrate. Nous souhaitons nous tourner à présent vers les groupes qui ont retiré leur soutien au Parti démocrate en passant à l'opposition ; ces groupes, par leurs défections, participent aussi de la mise en forme du parti.

Chapitre 8. Epilogue : le Parti démocrate à l'épreuve des défections.

Cette quatrième et dernière partie se donnait pour objectif de comprendre la construction sociale de l'identité du Parti démocrate, à travers l'étude de groupes sociaux, qui, en investissant localement le parti, ont contribué à la fabriquer. Ce dernier chapitre cherche à démontrer que c'est aussi dans les défections que s'est forgée l'identité du parti. A la fin de la décennie, l'identité du parti devient à la fois plus turque et plus sunnite, et le pouvoir démocrate adopte une attitude de plus en plus répressive à l'égard de toute forme d'opposition.

Le coup de l'État de l'armée turque en mai 1960 est souvent décrit comme l'événement qui, après la première expérience démocratique, marque un retour à l'autoritarisme. L'armée est alors considérée comme un acteur extérieur au champ politique, qui porte à elle seule les logiques de radicalisation[1]. D'autres auteurs préfèrent, pour analyser l'échec de la démocratie, prendre en compte la période qui précède le coup d'État. En effet, la fin de la décennie 1950 correspond à une période de méfiance et de tension entre les deux principaux partis politiques, le Parti démocrate et le Parti républicain du peuple. Tanel Demirel, par exemple, s'interroge sur les raisons de ces tensions[2]. A la suite de ces analyses, ce chapitre souhaite aussi éclairer d'un jour nouveau le processus de radicalisation du pouvoir démocrate[3]. Plutôt que de parler de « tournant autoritaire » qui interviendrait après une phase de démocratie nous voulons montrer que les logiques de la radicalisation sont endogènes à l'espace politique, et, en particulier, au Parti démocrate lui-même.

En 1950, le Parti démocrate arrive au pouvoir, porté par une large coalition de groupes sociaux, dont nous avions tenté, au chapitre 2, de dessiner les contours : factions opposantes au sein du parti unique, ouvriers, hommes d'affaires, petits producteurs agricoles, nouvelles élites kurdes. Parmi tous ces groupes, l'opposition au Parti républicain du peuple, qui était au pouvoir depuis 25 ans, était presque le seul point commun. Autour de 1955, plusieurs événements ont des conséquences sur l'adhésion au Parti démocrate. A partir de 1954, la croissance économique, qui avait accompagné les

[1] Dankwart Rustow place la rupture en 1961 avec le coup d'État de l'armée. Néanmoins, ses analyses, qui montrent une succession de périodes libérales et autoritaires en Turquie, résument bien l'idée que l'armée turque est un acteur de la radicalisation extérieur au champ politique. Dankwart Rustow, « The Development of Parties in Turkey », in La Palombara et Weiner (dir.), *Political Parties and Political Developement*, Princeton, Princeton University Press, 1966.
[2] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 151-165.
[3] Annie Collovald et Brigitte Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute, 2006.

premières années au pouvoir du Parti démocrate, marque un arrêt[4]. En septembre 1955, des manifestations nationalistes dégénèrent en pillage de magasins grecs à Istanbul et à Izmir. Quelques mois après, l'aile libérale du Parti démocrate fait sécession pour fonder le Parti de la liberté (*Hürriyet partisi*).

Pourtant, à notre sens, ce n'est qu'à partir de 1955 que nous pouvons distinguer les contours d'une coalition stable pour le Parti démocrate – que nous avons décrite aux chapitres 6 et 7. En guise d'épilogue, nous souhaitons nous tourner à nouveau vers les groupes sociaux qui avaient soutenu l'accession au pouvoir du parti, en 1950, et qui s'en détournent à partir de 1955. Pour ce faire, nous avons choisi de centrer notre propos sur trois groupes en particulier, qui nous semblent révélateurs de phénomènes plus généraux : les petits producteurs agricoles, les ouvriers, et les élites kurdes politisées, que nous avions évoquées au chapitre 2. L'examen de ces trois groupes et de leurs relations au Parti démocrate nous permettent de jeter un regard nouveau sur les contours de la base sociale du parti à la veille d'une transformation violente de la vie politique turque.

Les deux autres groupes étudiés, ouvriers et élites kurdes, nous servirons de point d'appui pour une analyse plus générale sur le discours social et libéral du Parti démocrate au début de son existence. Nous l'avons vu, lorsque le Parti démocrate arrive au pouvoir, en 1950, c'est aussi en s'appuyant sur des aspirations à plus de justice sociale sur le plan économique, et à la « démocratie »[5]. Nous avons choisis les ouvriers et les élites kurdes politisées comme exemples pertinents de groupes qui avaient soutenu le parti pour cette raison. Ainsi, notre analyse de leurs relations au parti nous permet d'éclairer ce que Cihan Tuğal, pour la prise de pouvoir de l'AKP, a appelé la « révolution passive », reprenant un vocabulaire gramscien[6].

Cihan Tuğal part d'une interrogation qui était courante dans les années 2000 : comment expliquer que le parti de la justice et du développement, l'AKP, soit devenu un parti de gouvernement modéré, alors que ce parti vient de mouvements islamistes beaucoup plus radicaux ? Pour l'expliquer, l'auteur mobilise le concept gramscien de « révolution passive », soit la façon dont les groupes dirigeants produisent de l'assentiment à leur pouvoir – l'hégémonie, en absorbant les défis au système. L'auteur montre en effet que les partis islamistes qui précédaient l'AKP avaient un programme économique très radical, porteur de demandes d'égalité sociale et d'une volonté d'éradiquer la pauvreté. Les partis islamistes avaient, peu ou prou, rassemblé sous leur bannière toutes les victimes du système néo-libéral. L'AKP arrive au pouvoir grâce à l'appui de ces réseaux islamistes. Une fois

[4] Feroz Ahmad, *op. cit*., p. 139 ; Tanel Demirel, *op. cit*., p. 252-254.
[5] Nous renvoyons ici à notre chapitre 2.
[6] Cihan Tuğal, Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism, Palo Alto, Stanford University Press, 2009.

l'AKP arrivé au pouvoir, ces revendications sont défaites ; l'islamisme devient libéral et conservateur sur le plan social.

Toute proportion gardée, des comparaisons sont possibles avec le Parti démocrate, qui s'appuie sur un mécontentement social pour arriver au pouvoir. Même si plusieurs auteurs remarquent que les mécanismes et les groupes sociaux qui ont porté l'accession au pouvoir du Parti démocrate sont totalement différents de ceux qui ont permis son maintien au pouvoir[7], peu tentent véritablement de donner du sens à cette équation. Plusieurs auteurs remarquent que le Parti démocrate a été porté au pouvoir par de véritables aspirations démocratiques, pour opérer ensuite un « retour à l'autoritarisme ». Mais les analyses qui sont consacrées au raidissement autoritaire du pouvoir le justifient souvent par une absence de « culture démocratique », ou une certaine conception de l'opposition[8].

Nous souhaitons engager une véritable réflexion sur ce sujet. Idris Küçükömer, un économiste et auteur turc, affirme que seuls les partis qu'on considère comme des partis de « droite » en Turquie sont contre la bureaucratie. À l'inverse, le Parti républicain du peuple, qui est considéré comme un parti de centre-gauche, est en réalité un parti de droite[9]. Pour nous, ce chapitre sera l'occasion de discuter cette affirmation. Nous ne reprendrons pas les termes de l'auteur, partant du principe que gauche et droite sont deux concepts relatifs. Pourtant, il faut prendre au sérieux le soutien de groupes défavorisés au Parti démocrate en 1946-1950.

Les ouvriers n'ont jamais vraiment été intégrés dans les analyses sur l'électorat du Parti démocrate. Kemal Karpat remarque que les ouvriers ont certainement voté en masse pour le Parti démocrate en 1946 et en 1950[10], mais sans s'y attarder. Nous tenterons au contraire, ici, d'intégrer les ouvriers dans la sociologie du parti, en retraçant, par l'exemple d'Izmir et Adana, l'histoire des relations de la classe ouvrière[11] au Parti démocrate.

Les élites kurdes nous permettront d'analyser un autre aspect du Parti démocrate. En 1946, le Parti démocrate incarne l'anti-État face au Parti républicain du peuple. Nous l'avons vu à travers l'exemple de Diyarbakır, la nouvelle élite kurde, que nous avons décrite au chapitre 2[12], rejoint les rangs du parti, et guide la mobilisation pour le nouveau parti, par opposition au CHP qui incarnait la

[7] Tanel Demirel, *op. cit*., p. 281 ; Feroz Ahmad, *op. cit*., p. 98.
[8] *Ibid*., p. 151-156.
[9] Küçükömer, Idris, *Düzenin yabancılaşması: batılaşma* [L'occidentalisation : l'aliénation du régime], Istanbul, Bağlam yayınları, 1994 [1969].
[10] Kemal Karpat, *Turkey's politics*, *op. cit*., p. 318.
[11] Nous discuterons plus tard la question de savoir si le terme de « classe » est pertinent pour décrire l'attitude politique des ouvriers de la période.
[12] Voir aussi Adnan Çelik et Béatrice Garapon, « De l'exil à la représentation parlementaire: une nouvelle génération d'élites kurdes en politique (1946-1955) », Anatoli, n°8, 2017.

violence de l'État turc envers les populations kurdes. A la fin des années 1950, les relations entre le Parti démocrate et les acteurs kurdes se tendent considérablement ; en 1959, quarante-neuf personnalités kurdes considérées comme dangereuses sont arrêtées et emprisonnées sans procès par le pouvoir démocrate. Nous verrons, à travers l'exemple des élites kurdes de Diyarbakır, comment le groupe des Kurdes politisés se détache du parti.

Plus globalement, ce cas d'étude nous permettra de nous pencher sur ce que nous pourrions appeler la « turco-sunnisation » du pouvoir démocrate, c'est-à-dire un resserrement de sa base aux limites de l'appartenance stricte à la majorité sunnite et turque du pays. Les rapports du Parti démocrate à la minorité alévie du pays, qui ont été étudiés par Elise Massicard[13], seraient un autre bon exemple de ce phénomène. Alors que les départements alévis ont voté massivement pour le Parti démocrate en 1950, ce n'est plus le cas aux élections de 1957.

Les élections de 1957

Pour examiner l'abandon par certains groupes sociaux du Parti démocrate, nous avons choisi de centrer notre propos sur les élections de 1957. Nous pouvons à nouveau, comme nous l'avions fait pour les élections de 1950, tenter une sociologie historique des élections de 1957. Comme pour les élections de 1950, l'exercice est difficile, en raison du scrutin plurinominal majoritaire en vigueur dans les années 1950 : le parti politique qui remporte les élections à la majorité dans un département gagne tous les sièges du département[14]. Ainsi, la carte des résultats des élections ne montre que les départements où le Parti démocrate a remporté les élections, et ceux où il les a perdues ; le taux de vote pour un parti ou l'autre est rarement visible[15]. Par ailleurs, les résultats officiels ne sont pas disponibles au-dessous du niveau du département. Nous souhaitons pourtant, comme nous l'avions fait au chapitre 2, fonder une analyse du vote en s'appuyant aussi sur une exploitation du contexte, que nous connaissons par d'autres sources, comme, par exemple, la presse locale.

[13] Elise Massicard, « Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique : le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980 », thèse soutenue en 2002, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, dirigée par Gilles Kepel, p. 457.
[14] William Hale, « The Role of the Electoral System in Turkish Politics. », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 11, n° 3, 1980, p. 401–417.
[15] Voir les quelques cartes établies par Erol Tuncer en annexe 7.

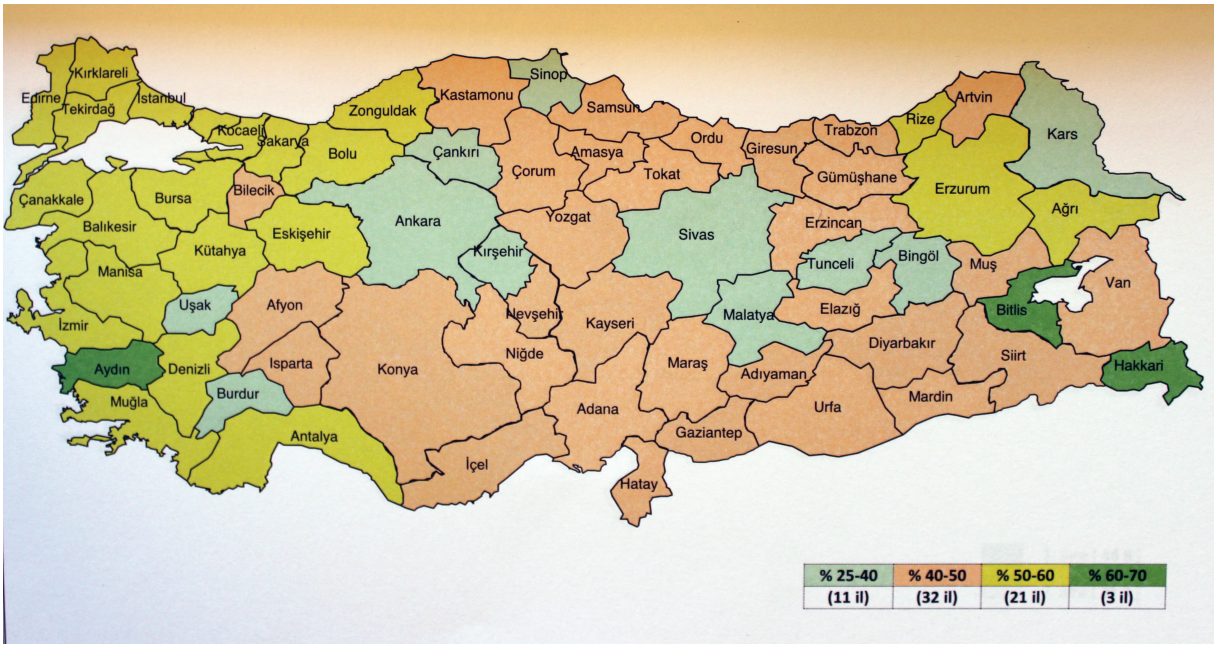


Figure 36 : les résultats du Parti démocrate aux élections de 1957[16]

Les départements en verts foncé et en jaune sont les départements où le taux de vote pour le Parti démocrate est le plus élevé.

Pour ce faire, nous nous pencherons essentiellement sur trois départements : le département d'Adana, dans lequel le Parti démocrate perd les élections en 1957, le département de Diyarbakır, dans lequel le Parti démocrate gagne les élections, en perdant un certain nombre de voix par rapport aux précédentes élections, et, enfin, celui d'Izmir, dans lequel le Parti démocrate remporte aussi les élections.

Une première section examinera la question du soutien des agriculteurs au Parti démocrate ; nous verrons que les petits producteurs n'ont pas tous bénéficié des politiques du Parti démocrate. Si, dans la région Egée, Le Parti démocrate a défendu les intérêts des petits propriétaires terriens, cela est dû, à notre sens, à des raisons qui sont propres à la région Egée. La forte organisation des agriculteurs en puissantes coopératives, ainsi que les mécanismes propres à la culture du tabac, dans lequel l'État dispose d'un organisme propre, le monopole d'État (TEKEL) sont des facteurs qui permettent de l'expliquer. Dans d'autres départements, comme, par exemple, à Adana, le pouvoir démocrate a choisi de favoriser les intérêts des industriels et des grands propriétaires terriens, plutôt que ceux des petits producteurs, comme nous l'avions vu au chapitre 6. Nous montrerons que les petits agriculteurs connaissent globalement une paupérisation dans le département d'Adana.

[16] Erol Tuncer, *1957 seçimleri*, *op. cit.*, p. 373.

Les deux sections suivantes seront consacrées à l'étude de deux groupes sociaux qui avaient rejoint le Parti démocrate avant 1950, les ouvriers et les acteurs kurdes. Ces deux groupes ne sont pas de même taille ni de même nature ; pourtant, ils permettent tous deux d'illustrer, au sein du Parti démocrate, la permanence de représentations qui étaient celles du CHP. Dans les années 1950, on peut parler de « formation » de la classe ouvrière ; le Parti démocrate, en encourageant dans un premier temps le mouvement ouvrier, joue un rôle dans cette formation. Toutefois, le pouvoir démocrate adopte rapidement une attitude plus répressive à l'égard des actions ouvrières. Finalement, à la fin de la période, plusieurs sources nous laissent penser que les ouvriers ont abandonné le Parti démocrate pour se tourner vers le Parti du peuple. A notre sens, c'est l'un des éléments qui permettent d'expliquer l'échec du Parti démocrate à Adana en 1957.

Une dernière section étudiera l'alliance, puis la rupture, entre le Parti démocrate et les acteurs « kurdistes » de la période. Nous tenterons d'analyser les mécanismes qui poussent la jeunesse étudiante kurde à soutenir le Parti démocrate, puis à s'en détacher à partir de 1955. A la fin de la période, le pouvoir démocrate se radicalise face aux acteurs kurdes, et fait emprisonner plusieurs intellectuels qui avaient pourtant soutenu le Parti démocrate avant 1950. Nous ferons apparaître, dans ce processus, le rôle central de Celal Bayar, qui incarne la continuité avec le Parti républicain du peuple, et, au-delà, avec le Comité Union et Progrès.

I. Les petits producteurs agricoles, un soutien inaliénable au Parti démocrate ?

Un premier fait à discuter est le soutien des paysans, en tant que classe sociale, au Parti démocrate. C'est un grand *topos* des études sur le Parti démocrate que de dire que le parti s'est appuyé essentiellement sur les « masses » rurales. Nous avons discuté cette affirmation au chapitre 3 ; nous souhaitons ici revenir à cette discussion en étudiant de plus près la relation des producteurs agricoles au Parti démocrate. Sont-ils restés entièrement fidèles au Parti démocrate ?

Il est incontestable que le Parti démocrate avait de fortes assises dans le monde rural. Nous avons montré, dans le chapitre 3, comment le Parti démocrate a pu mobiliser jusque dans les campagnes, par l'intermédiaire des petits bourgs. Les élites rurales des petites villes, les marchands ou les boutiquiers, ont joué un rôle très important dans cette mobilisation pour le Parti démocrates. Les villageois dépendaient de ces marchands pour vendre leurs produits et obtenir du crédit ou un emploi saisonnier. Ils formaient ainsi une clientèle politique pour les hommes politiques locaux qui étaient

toujours des urbains. Les discours du Parti démocrate, en particulier pour les campagnes électorales de 1954[17] et 1957 s'adressent aux paysans.

Or, parler de « monde rural », c'est finalement s'interdire de porter un regard plus précis sur les différentes strates qui le composent. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, le monde rural est divisé entre agriculture commerciale et agriculture de subsistances, grands et petits propriétaires terriens. Qu'en est-il des agriculteurs ? Nous l'avons vu, les campagnes ne sont pas toutes agricoles, et, surtout, une grande partie des produits de la terre, dans plusieurs régions de Turquie, n'est pas destinée à la commercialisation. Dans les années 1950, l'intégration de l'agriculture dans des circuits commerciaux n'a cours que dans quelques endroits : les départements d'Izmir, Adana, quelques territoires de la région de la mer noire et quelques zones autour d'Antalya[18]. Les paysans qui vivent d'agriculture extensive n'ont pas les mêmes revendications, et, finalement, peut-être pas les mêmes intérêts que les producteurs agricoles.

Dans les congrès locaux, les revendications des « villageois » portent généralement sur des enjeux très localisés : la construction d'un pont, d'une route, d'une école confessionnelle, ou, parfois, d'un réseau électrique, ou d'un système d'irrigation. Les producteurs agricoles, organisés en coopératives, ont des intérêts plus convergents et des revendications plus générales[19]. D'une façon générale, la multitude de micro-investissements, réalisés par le pouvoir démocrate dans telle ou telle localité, a été encensée par le discours électoral du Parti démocrate comme composant les divers fils d'une politique favorable au développement du pays et à la modernisation de l'agriculture.

La carte, élaborée par Erol Tuncer, qui montre le taux de vote pour le Parti démocrate aux élections de 1957, fait apparaître très clairement que tout l'Ouest de la Turquie, en particulier la région Egée, a voté massivement pour le Parti démocrate aux élections de 1957. Peut-on attribuer ce succès à une prédominance de l'agriculture commerciale dans cette région, et généraliser à toute la Turquie l'affirmation selon laquelle les agriculteurs ont soutenu le Parti démocrate ?

Nous procéderons ici à l'analyse comparée de deux départements, qui abritent chacun une population d'agriculteurs. Adana, où la grande propriété terrienne cohabite avec de petites exploitations, et Izmir, où domine la petite propriété terrienne[20]. La comparaison de ces deux

[17] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit*., p. 207 ; Tanel Demirel, *op. cit.*, p. 281.
[18] John Kolars, *Tradition, season and change in a Turkish village*, thèse non publiée du département de géographie de l'université de Chicago, 1963.
[19] On trouve trace de ces revendications dans les comptes rendus des congrès de ces coopératives : voir par exemple *Bugün*, 8 janvier 1953.
[20] Nous définissons la grande propriété terrienne comme une propriété qui dépasse les 500 *dönüm*. Cf Paul Dumont, « Facteurs et agents du changement social dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres », *Turcica* vol. 11, 1979, p. 171. Pour Adana : voir Mübeccel Kıray, *Sosyo-ekonomik…*, *op. cit*. Pour Izmir : voir

départements nous permettra de montrer que le Parti démocrate ne s'est jamais montré particulièrement favorable aux petits agriculteurs.

	Izmir	Moyenne nationale
1950	**56,7%**	**55,2%**
1954	**61,2%**	**58,4%**
1957	**55,8%**	**47,8%**

Tableau 17 : tableau des résultats du Parti démocrate à Izmir (en pourcentage de voix exprimées)[21]

Les aides américaines et la mécanisation de l'agriculture ont certainement favorisé les grands propriétaires terriens. Le soutien des grands propriétaires terriens au DP est la raison qui est fréquemment indiquée pour expliquer que le Parti démocrate a remporté les élections de 1957 à Diyarbakır, alors que la plupart des députés avaient quitté le parti pour le parti de la liberté (*Hürriyet partisi*). Tarık Ziya Ekinci explique que les grands propriétaires terriens, grâce aux investissements du parti dans l'agriculture, ont pu multiplier leur rendement, ce qui explique qu'ils soient restés fidèles au parti[22].

Pour les petits producteurs agricoles, l'attitude du pouvoir démocrate a été beaucoup plus ambiguë. La région Egée fait plutôt figure d'exception dans la relation des agriculteurs au Parti démocrate. Cela est du au caractère très solidaire et bien organisé des agriculteurs de cette région, qui ont développé des moyens efficaces de faire pression sur l'État. Le département d'Adana montre plutôt le cas inverse : le pouvoir démocrate a favorisé les industriels et les grands propriétaires terriens contre les petits producteurs.

A. Les producteurs de tabac de la région Egée : un soutien négocié au Parti démocrate

La région Egée est habituellement considérée comme l'un des bastions de l'électorat du Parti démocrate. C'est une région d'agriculture commerciale, qui a beaucoup souffert de la crise de 1929 et des politiques agricoles du CHP pendant la Seconde Guerre mondiale. Comme nous l'avions vu dans

Özgür Burçak Gürsoy, « The Struggling Tobacco Policies: Political Economy of Tobacco in Turkey, 1938-1984 », thèse soutenue en juin 2014 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigée par Ayse Bugra, p. 291.

[21] Source : Erol Tuncer, *1954 seçimler, op. cit.,* p. 371, et Erol Tuncer, *1957 seçimleri*, op. cit., p. 313.

[22] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 356.

le chapitre 2, la région Egée est l'une des premières zones d'implantation du Parti démocrate ; aux élections de 1946, c'est là que le Parti démocrate reçoit le plus de voix.

Ces succès, conjugués à la structure économique de la région, la petite production agricole commerciale[23], ont contribué à forger l'image de paysans-agriculteurs faisant office de « réservoir de votes » pour le Parti démocrate et, après lui, pour les partis de centre-droit[24]. En mai 1960, peu de temps avant le coup d'État, Menderes part faire une tournée dans la région Egée. Il est accueilli par des foules de milliers de personnes, en particulier à Izmir, le 15 mai 1960[25]. Cet événement est souvent cité pour montrer que le coup d'État de mai 1960 n'avait pas de base sociale, et que le « peuple » soutenait le pouvoir démocrate. Or, il faut prendre avec beaucoup de précautions les manifestations de liesse à l'arrivée d'un homme politique en province, qui sont, comme Nicolas Mariot l'a montré, souvent orchestrées[26]. Les résultats électoraux du Parti démocrate sont d'ailleurs souvent brouillés par le système majoritaire : en 1957, le Parti démocrate ne remporte les élections à Izmir que grâce à une différence de quelques milliers de voix, même si le parti remporte la totalité des sièges grâce au système majoritaire[27].

En outre, il n'est pas certain que la foule qui participe aux premiers meetings du Parti démocrate à Izmir soit la même que celle qui l'accueille à son arrivée en 1960. Nous avons vu que les premiers meetings du Parti démocrate étaient composés essentiellement d'ouvriers et de petits paysans. Qu'en est-il après 1957 ? Prenons l'exemple de ce que nous savons des producteurs de tabac. La région Egée est la plus grosse région de production de tabac. L'essentiel des producteurs de tabac (95 %) sont des petits producteurs qui utilisent de la main d'œuvre familiale[28]. Dans l'économie du tabac, l'action de l'État est particulièrement facile à observer, grâce au monopole d'État, TEKEL, qui agit comme le bras de l'État dans ce secteur. Au départ, TEKEL dispose d'un monopole exclusivement pour la manufacture du tabac et non l'exportation ; l'organisme d'État n'est pas le seul à pouvoir acquérir du tabac auprès des producteurs[29].

[23] Nous renvoyons ici au chapitre introductif, dans lequel nous avons montré que les petits agriculteurs de la région Egée étaient intégrés à des circuits d'agriculture commerciale.
[24] Gülten Kazgan, « İzzettin Önder, Ergün Kip ve Çağlar Keyder'in Tebliğlerine İlişkin Yorum » [Commentaire sur les communications de İzzettin Önder, Ergün Kip ve Çağlar Keyder], *in* Şevket Pamuk et Zafer Toprak (dir.), *Türkiye'de Tarımsal Yapılar (1923-2000)*[Les structures agricoles en Turquie (1923-2000)], Ankara, Yurt Yayınevi, 1988, p. 175-178.
[25] Feroz Ahmad, *op. cit*., p. 160.
[26] Nicolas Mariot, *Bains de foule, les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Belin, collection socio-histoires, Paris, 2006.
[27] Erol Tuncer, *1957 seçimleri* [Les élections de 1957], Ankara, TESAV, 2012, p. 373.
[28] Özgür Burçak Gürsoy, « The Struggling Tobacco Policies: Political Economy of Tobacco in Turkey, 1938-1984 », thèse soutenue en juin 2014 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigée par Ayse Bugra, p. 291.
[29] *Ibid*., p. 125.

Au fil du temps, l'organisme acquiert un rôle très important de régulation ; à partir de 1942, TEKEL décide de la date de l'ouverture du marché du tabac, et commence à réaliser des achats pour soutenir les producteurs. TEKEL en vient aussi, finalement, à fixer les prix : pas de façon officielle, mais parce que les prix fixés par l'organisme influencent le calcul des prix par tous les autres acheteurs[30]. A partir de 1948, les achats de tabac par TEKEL, donc par l'État, pour soutenir les producteurs deviennent une politique officielle[31].

Une comparaison avec les producteurs de coton à Adana nous permet de voir que l'attitude du pouvoir démocrate a varié en fonction des situations et des acteurs locaux. De nombreux conflits opposent producteurs et marchands tels que la date d'ouverture du marché et les prix des matières premières – à Adana, les prix du coton. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, l'État, qui fixe les prix des matières premières, est l'arbitre de ces rapports de force. Les prix hauts sont dénoncés par les marchands comme des prix « politiques », tandis que des prix bas sont dénoncés par les marchands comme des prix « injustes ». De plus, les prix baissent très rapidement après l'ouverture des marchés. Tous les producteurs cherchent à vendre leur stock le plus rapidement possible car ils ne savent pas jusqu'où peuvent descendre les prix par la suite[32]. La séparation du tabac en boules de différente qualité est un autre sujet de conflit entre les producteurs et les marchands de tabac[33].

Le Parti démocrate a poursuivi activement la politique de soutien aux producteurs de tabac par le biais de TEKEL. Les hommes politiques en ont fait un argument politique pour solliciter les suffrages de ces petits producteurs, en mettant en avant l'idée que le Parti démocrate défendait leurs intérêts[34]. Entre 1956 et 1958, l'État a aussi versé des aides directes aux producteurs de tabac[35]. Cela a pu donner l'image d'une catégorie de producteurs de tabac clientélisés par le pouvoir démocrate ; en réalité, Özgür Burçak Gürsoy a montré que les producteurs de tabac, loin d'être passifs dans leurs transactions avec TEKEL – et donc, en fait, avec l'État – ont fait preuve d' une mobilisation constante, que nous décrirons dans cette sous-partie. La protection offerte par TEKEL aux producteurs de tabac est peut-être vue moins comme le signe de la puissance de l'État, que de celle des producteurs de tabac, et de leur capacité à faire pression sur les agents de l'État démocrate.

D'une part, les producteurs de tabac sont bien organisés. La plupart des coopératives se sont formées dans les années 1930, comme réponse à la crise mondiale de 1929, puis dans les années 1940, dans le contexte de la dégradation des conditions économiques pendant la Seconde Guerre mondiale[36].

[30] *Ibid*., p. 128.
[31] *Ibid*., p. 335.
[32] *Ibid*., p. 203.
[33] *Ibid*., p. 183.
[34] *Ibid*., p. 336.
[35] *Ibid*., p. 337.
[36] *Ibid*., p. 172.

A la fin de la Seconde guerre mondiale, les directeurs de coopérative d'Izmir sont manifestement mécontents des politiques du CHP ; ils sont nombreux à rejoindre le Parti démocrate[37]. Plusieurs auteurs remarquent que les objectifs de la coopérative agricole ont souvent été détournés. Michael Meeker, un anthropologue qui fait un séjour, dans les années 1960, dans un bourg de la région de la mer noire nommé Of remarque que l'argent collecté par la coopérative n'est pas investi dans l'agriculture. Il sert à entretenir des réseaux de clientèle ; le président de la coopérative distribue l'argent pour rétribuer certains de ses obligés qui sont dans le besoin[38]. À Adana, nous l'avons vu au chapitre 6, la coopérative des producteurs de coton devient une sorte de super-acheteur qui ne sert pas les intérêts des producteurs, mais ceux des industriels[39]. Dans la région Egée, les coopératives de producteurs de tabac semblent avoir joué un rôle important de lobby auprès de l'État ; nous verrons ici comment.

De plus, les producteurs de tabac étaient en contact très régulier avec les représentants de l'État, par le biais des congrès, qui ont lieu régulièrement[40]. D'autre part, les producteurs de tabac pouvaient envoyer des télégrammes, soit en tant que personne privée, soit en tant que qu'organisation – la plupart du temps des coopératives[41]. Ces télégrammes n'étaient jamais laissés sans réponse, même si la réponse est négative[42]. Le 28 février 1956, Mustafa Karaoğuz, un producteur de Çarşamba, envoie un télégramme à Adnan Menderes, « au nom de 50 producteurs ». Il demande, sur un ton dramatique, à ce que son tabac soit acheté à bon prix par TEKEL : il n'y a pas d'acheteurs, à part TEKEL, et lui et sa famille travaillent toute l'année pour cultiver ce tabac.

> « Nous sommes des centaines de familles à attendre sous la pluie, dans les rues, devant les portes de TEKEL, dans un état lamentable, parce que nous refusons que notre tabac, dans lequel nous plaçons tous nos espoirs, que nous produisons à grand frais, en faisant travailler toute l'année nos enfants, soit vendu au prix de la betterave. Nous nous en remettons à vous, en tant que chef du gouvernement, et vous prions de venir à notre secours. »[43]

La requête est adressée à Adnan Menderes en personne, et mêle deux registres d'interpellation : le « chef du gouvernement », qui doit prendre ses responsabilités, mais aussi le bienfaiteur universel, qui doit venir au secours du peuple, ce qui rappelle nos développements du

[37] Archives BCA 490.01.444.1833.1.
[38] Michael Meeker, *op. cit*., p. 361.
[39] Voir chapitre 6.
[40] *Ibid*., p. 110.
[41] *Ibid*., p. 111.
[42] *Ibid*., p. 168.
[43] « *Bir yıl çoluk çocuk çalışarak ve büyük masraflar yaparak meydana getirdiğimiz ve bütün ümidimizi bağladığımız tütünümüz pancar fiyatına elimizden alınmak istenmesi karşısında yüzlerce aile yağmur altında Tekel kapılarında sokaklarda perişan halde dolaşmaktayız. Hükümet Başkanı olarak size iltica ediyoruz ve bizi kurtarmanızı istirham ediyoruz*. » Archives BCA, 30.10.00.00.78.492.1, cité dans Burçak Gürsoy, *op. cit*., p. 168.

chapitre 4. Le ministère du monopole et des douanes (*Tekel ve gümrük bakanlığı*) répond à ce télégramme le lendemain, pour informer Mustafa Karaoğuz que sa plainte a été transmise aux services concernés de TEKEL, en affirmant toutefois que TEKEL n'est pas le seul acheteur, et que les prix du tabac ne sont pas aussi bas que ce qu'affirme le télégramme. Six jours après, le 6 mars, la décision finale du ministère est transmise au plaignant : le ministère ne peut rien faire, car la branche locale de TEKEL lui a déjà acheté deux balles de tabac, à bon prix. Ce télégramme nous montre que l'État est considéré comme un recours pour faire monter les prix du tabac ; TEKEL est tout sauf une structure neutre ; elle a le devoir d'acheter le tabac à haut prix, pour « venir au secours » des producteurs. Quoiqu'il en soit, cette requête n'aboutit pas.

A d'autres moments, les producteurs de tabac n'ont pas hésité à faire usage de moyens de pression, par exemple via le boycott de la vente de tabac jusqu'à ce que les prix aient atteint le niveau qu'ils demandaient [44]. En 1959, les producteurs des deux districts de Gavurköy et Seydiköy, qui produisaient du tabac de haute qualité, boycottent les ventes, jusqu'à obtenir un prix meilleur. Aucun producteur, d'aucun des deux districts n'a vendu une feuille de tabac, jusqu'à ce que les prix soient augmentés. Finalement, leur solidarité a porté ses fruits : les marchands ont monté le prix à 660 *kuruş* la balle de tabac le deuxième jour du boycott. Le même jour, TEKEL décrète un prix minimal de 490 *kuruş* pour la saison. Les producteurs des deux districts ont vendu toute leur production de tabac en une seule journée[45].

En définitive, le rôle de l'État dans le marché des produits agricoles est difficile à tenir : les conflits sont si tranchés que toute décision qui favorise l'un des acteurs risque de se faire au détriment des autres. Entre 1956 et 1958, l'État a aidé les producteurs de tabac en leur fournissant des subsides directs, que TEKEL empruntait à un fonds pour la défense nationale à la Banque agricole. C'est vu comme un bon moyen de soutenir les producteurs sans pour autant augmenter les prix, ce qui aurait déplu aux consommateurs et donc aux marchands, et nui aux exportations[46].

Le pouvoir démocrate a donc tenté de soutenir les producteurs de tabac dans la région Egée. Cela est dû d'une part à la bonne organisation des agriculteurs en puissante coopérative et, d'autre part, à la faiblesse de l'autre partie, à savoir les marchands de tabac. Le fait que l'État dispose d'un organisme capable d'intervenir dans le marché du tabac, TEKEL, a certainement joué un rôle.

En revanche, nous avons vu au chapitre 6 que ce n'était pas le cas dans le département d'Adana, où les producteurs de coton était en concurrence avec un groupe beaucoup plus puissant, les

[44] *Ibid.,* p. 169.
[45] *Milliyet*, 11 février 1959. Cité dans Burçak Gürsoy, *op. cit*., p. 169.
[46] *Ibid*., p. 339.

industriels d'Adana. À Adana, la coopérative des producteurs de coton, *Çukobirlik*, regroupe plusieurs milliers de petits producteurs de coton. Dans cette grande coopérative agricole, la direction, proche du Parti Démocrate, choisit de se plier aux intérêts des industriels, et renonce à défendre les intérêts des petits producteurs de coton, comme nous l'avions montré au chapitre 6. À Adana, la concurrence entre petits et grands propriétaires terriens, conjuguée aux conflits fréquents qui opposent producteurs de coton et industriels, entraîne une paupérisation des petits agriculteurs.

B. La paupérisation des petits agriculteurs : l'exemple d'Adana.

Au début de la période, le Parti démocrate se donne une image de protecteurs des petits agriculteurs contre les grands propriétaires terriens. Pour les élections de 1950, les démocrates font campagne sur le thème de la distribution de terres, en promettant à chaque paysan qu'il deviendra propriétaire de sa terre si le Parti démocrate arrive au pouvoir[47]. Le rapport de J.G. Whitall, second secrétaire à l'Ambassade britannique chargé des relations commerciales, en visite à Adana pour y collecter des informations sur l'économie de la région, nous livre des informations importantes. Son nom, celui d'une importante famille levantine d'Izmir, montre qu'il est certainement levantin ; nous pouvons donc penser qu'il maîtrise la langue turque. Il visite une grande ferme, possédée par un homme politique local du Parti démocrate, Raif bey Meto. J.G. Whitall se rend au village, pour discuter avec les villageois.

> « They [les villageois] were Democrats to a man. When asked what they chiefly hoped to obtain from the new government, they answered « land » ; and after that, better seed for their crops. In the Çukurova, where land is costly and limited in extent, there seems to be a certain animosity on the part of the peasants toward the landowners, some of whom are farming 3 or 4, 000 acres, equivalent to perhaps 100 times the average peasant holding. There is little Government land to distribute, and the landowners are strongly opposed to the land reform tentatively introduced by the last Government, which has remained a dead letter as far as private land is concerned, although some state property has been distributed. This is another instance of conflicting interests among Democrat supporters, which the Government may find hard to reconcile.
>
> There is no doubt that the landowners are making more efficient use of the land than the peasants could. None of the villagers possessed machinery, which they said was only for the rich. […] »[48].

[47] *Yeni Adana*, 6 octobre 1950.
[48] Rapport de l'ambassadeur britannique, Sir Noel Charles, au Foreign Office, daté du 25 juillet 1950, relatant le voyage du second secrétaire, J.G. Whitall, à Adana, FO 371/87937. Nous avons mis une photographie de ce rapport en annexe. Voir annexe n°12.

Ce récit nous montre plusieurs choses : d'abord les villageois sont tous de fervents soutiens du parti démocrate. D'autre part, ils attendent du Parti démocrate qu'il leur donne de la terre ; le diplomate fait remarquer que les grands propriétaires terriens, qui soutiennent aussi le Parti démocrate, sont fermement opposés à la réforme. C'est donc que le parti rassemble deux groupes dont les intérêts sont en conflit. Les villageois ne semblent pas en être conscients : si le diplomate mentionne une certaine « animosité » des villageois à l'égard des grands propriétaires terriens, cette rancœur est loin d'être vue par les paysans comme une contradiction par rapport à leur engagement pour le Parti démocrate. Au contraire, ils soutiennent tous fervemment le parti et espèrent obtenir des terres grâce au gouvernement démocrate.

Le pouvoir démocrate a bien tenté, au début de la période, de taxer les grands propriétaires terriens. En décembre 1950, Emin Kalafat, député de Çanakkale et proche de Menderes, propose que les grands propriétaires terriens de la région Egée et de la région de Çukurova (qui inclut Adana) soient soumis à l'impôt. Selon un journal local proche du CHP, la proposition rencontre un fort intérêt à Adana[49]. Mais cette proposition ne sera jamais suivie d'effets. Ce n'est pas étonnant si on se souvient que, dès 1950, plusieurs des députés démocrates d'Adana sont de grands propriétaires terriens. En octobre 1950, on trouve dans un journal de la presse locale que Mahmut Kibaroğlu, député démocrate d'Adana, occupe illégalement les terres de 60 familles[50]. Des querelles autour de la terre du même type sont constamment relatées dans la presse locale, tout au long de la période[51]. Au fil des années 1950, le sort des petits agriculteurs d'Adana empire considérablement ; nous allons voir à présent comment.

Mübeccel Kıray s'est penchée, en tant que sociologue, sur les agriculteurs de la région d'Adana. Elle fait une étude comparée de quatre villages, deux villages où domine la petite propriété terrienne, et deux villages de grande propriété terrienne, où prévaut le système du métayage : l'agriculteur, qui cultive la terre, est censé recevoir la moitié de la récolte ; le reste va au propriétaire de la terre. Cette étude sociologique de grande qualité, réalisée au début des années 1960, nous permet de comprendre les processus à l'œuvre depuis les années 1950.

49 *Yeni Adana*, 29 décembre 1950.
50 *Yeni Adana*, 09 octobre 1950.
51 *Vatandaş*, 30 mai 1951.



Figure 37 : le vote pour le Parti républicain du peuple aux élections de 1957[52]

Les départements en rouge foncé sont ceux qui ont un taux de vote pour le Parti républicain du peuple supérieur à la moyenne nationale.

1. La grande propriété terrienne : accroissement du rendement agricole et fin du métayage

Dans les villages où domine la grande propriété terrienne, l'auteur nous montre que le rendement a beaucoup augmenté depuis la fin des années 1940. L'usage d'engrais chimiques, de pesticides, le tri des grains et la mécanisation de l'agriculture ont rendu la terre beaucoup plus productive. Or les profits de cette productivité accrue ne vont qu'aux propriétaires. Les métayers, qui la cultivent, ne reçoivent plus qu'un tiers, parfois même un quart de la récolte[53]. Pour cette raison, de nombreux agriculteurs complètent leurs revenus en travaillant comme ouvriers agricoles pour la récolte du coton dans d'autres exploitations.

Peu à peu, le métayage disparaît pour laisser place presque complètement au modèle du travail journalier, sur une période de temps très resserrée : la récolte du coton se fait sur trois semaines, en septembre, et nécessite une main d'œuvre très importante[54]. Le statut des ouvriers agricoles est décrit, dans de nombreuses sources, comme un travail très dur et très mal payé. Les livres de Orhan Kemal en

[52] Erol Tuncer, *1957 seçimleri…, op. cit*., p. 389. Voir annexe n°7 pour d'autres cartes.
[53] Mübeccel Kıray, *op. cit*., p. 21.
[54] Mübeccel Kıray « Social change in Çukurova: a comparison of four villages », in Benedict, Peter, Tümertekin, Erol, et Mansur, Fatma (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leiden, Brill, 1974, p. 179-203, p. 183.

font une bonne description[55]. Le rapport de J. G. Whitalle sur son séjour à Adana en 1950 décrit les ouvriers agricoles comme suit :

> « In the Çukurova, seasonal labour is employed in large quantities in the cotton field. The labourers come mostly from the mountains, where their own lands are too poor to provide them with subsistence. They travel in their farm-carts with their children and animals and camp by the roadside near Adana waiting to be hired. They are engaged by the week and usually paid off at the end of it. […] The earn the equivalent of about £7 a month, and are fed on the farms. The diet is a monotonous one of bread, rice and vegetables. They work in groups from sunrise till sunset, with two hours break at midday. In the evening they retire to rest, men and women together on the roofs of the farm buildings, or camp in the fields under mosquito nets. They are a mixed collection as a rule, old men, women, and children of 14 or 15. »[56].

On le voit, les grands propriétaires terriens emploient des paysans pauvres, mais qui possèdent quand même de la terre. Le travail dans les champs de coton est précaire – les ouvriers sont payés à la semaine – et les journées de travail sont très longues, elles durent « du lever au coucher du soleil », pour un salaire très faible, sept livres sterling par mois. Les ouvriers ne sont même pas logés, ils campent dans les champs ou dorment sur le toit de la ferme. Pourtant, c'est manifestement un travail recherché : les villageois viennent en nombre et campent sur le bord de la route en attendant d'être employés.

Dans plusieurs comptes rendus de congrès locaux du Parti démocrate, des délégués se plaignent de la situation des ouvriers agricoles, qui est pire que celle des ouvriers de l'industrie, car il n'ont pas de salaire minimal assuré[57]. Dans les deux villages où domine la grande propriété terrienne étudiés par Mübeccel Kıray, Sakızlı et Yunusoğlu, entre 82 % et 90 % des familles vivent avec un revenu inférieur à 4 000 livres turques par an, ce qui n'est le cas que dans 50 % des familles des villages de petite propriété terrienne[58]. Le travail journalier, beaucoup plus précaire que le métayage, donne aux grands propriétaires terriens un grand pouvoir sur les ouvriers agricoles : ils maîtrisent leur travail, et donc leurs moyens de subsistance.

[55] Orhan Kemal, *op. cit.*
[56] Rapport de l'ambassadeur britannique, Sir Noel Charles, au Foreign Office, daté du 25 juillet 1950, relatant le voyage du second secrétaire, J.G. Whitall, à Adana, FO 371/87937.
[57] *Yeni Adana*, 30 mai 1951.
[58] Mübeccel Kıray, *op. cit*., p. 22.

2. La petite propriété terrienne : endettement et appauvrissement des agriculteurs

Dans les villages où domine la petite propriété terrienne, les dynamiques de paupérisation prennent des voies différentes. Mübeccel Kıray remarque la naissance d'une catégorie nouvelle de moyens propriétaires terriens, qui s'approprie les terres de plus petits propriétaires. A Karacaören, un ancien village de nomades sédentarisés, 20 % des familles ont perdu leur terre en 15 ans, alors que deux individus se sont appropriés la plupart des terres du village[59].

Le mécanisme est le suivant : les petits propriétaires terriens s'endettent pour pouvoir acheter du matériel agricole, parfois des machines. Mais l'entretien de ces machines coûte extrêmement cher : une crise des pièces de rechange pour les machines agricoles induit le développement d'un marché noir. Il est très difficile, et très onéreux, pour un petit agriculteur, de se procurer des pièces de rechange pour ses machines agricoles. C'est une revendication très récurrente, lors des congrès locaux du parti, que de demander des pièces de rechange pour les machines agricoles[60]. En 1958, une dévaluation de la livre turque rend l'importation de pièces agricoles encore plus chère[61]. De plus, le conflit entre les producteurs de coton et les industriels qui le rachètent, nous l'avons vu au chapitre 6, est très souvent tranché au détriment des producteurs de coton.

D'une part, en 1957[62], l'exportation du coton a été interdite par l'État, ce qui met les producteurs de coton dans l'obligation de le vendre à des acheteurs turcs. Les acheteurs, en revanche, pouvaient acheter du coton à l'étranger, de façon à n'avoir nul besoin d'acheter du coton turc, et faire ainsi considérablement baisser les prix : en 1956, un exploitant agricole se plaint de n'avoir pu vendre son coton qu'en suppliant ses acheteurs[63].

Ainsi, les petits producteurs de coton, à la fois lourdement endettés pour l'achat et l'entretien de matériel agricole, et forcés, la plupart du temps, de vendre leur coton à un prix très bas, n'avaient souvent pas d'autre choix que de vendre leur terre[64]. Mübeccel Kıray a observé ainsi, dans le village de Karacaören, la façon dont l'un des villageois a mis la main sur les parcelles de plusieurs familles. Les terres du village avaient été attribuées à part égales à une tribu nomade à la fin du XIXe siècle. Jusqu'à la fin des années 1940, nous explique l'auteur, les villageois n'accordaient pas grande importance à la terre, et vivaient d'une agriculture et d'un élevage de subsistance. Un peu avant la

[59] *Ibid*., p. 17.
[60] *Vatandaş*, 30 mai 1951.
[61] Kudret Emiroğlu *et alii*, *op. cit*., p. 170.
[62] *Vatandaş*, 18 novembre 1957.
[63] *Bugün*, 27 janvier 1956.
[64] Mübeccel Kıray, *op. cit.,* p. 17.

Seconde guerre mondiale, l'un des villageois est parti s'installer dans le bourg de Kozan, d'où il s'est mis à faire crédit aux autres villageois, et à accepter leur terre quand ils n'avaient plus de quoi payer leurs dettes. Mübeccel Kıray montre que cette double évolution, l'enrichissement d'un seul et l'appauvrissement de plusieurs familles est représentative d'un changement social plus large : l'appauvrissement des petits propriétaires terriens, et la naissance d'une classe montante de propriétaires moyens, qui regroupent les terres à leur profit.

	1950	1962-1968
Adana	13,4%	32,6%
Çukurova[65]	15,2%	31,4%
Turquie	5,9%	30,7%

Tableau 18 : l'évolution de la propriété terrienne dans le département d'Adana et en Turquie (en pourcentage de paysans sans terre)[66]

En définitive, les relations entre le Parti démocrate au pouvoir et les agriculteurs sont ambiguës. Dans certains cas, comme à Izmir, le Parti démocrate a, dans une certaine mesure, soutenu les petits producteurs, via l'organisme d'État chargé de réguler le marché du tabac, TEKEL. Ce soutien a d'ailleurs été activement recherché par les agriculteurs, qui ont employé différents moyens de pression sur le pouvoir. Mais ce n'est pas le cas dans la région de Çukurova, où les agriculteurs, à part quelques grands propriétaires terriens, ont globalement connu un appauvrissement sous la décennie démocrate.

Ainsi, s'il est indubitable que la majorité des paysans a soutenu le Parti démocrate, ce soutien n'est certainement pas dû aux politiques agricoles du parti, qui n'ont servi que les grands propriétaires terriens, soit une infime partie des agriculteurs. Comme le dit un délégué dans un congrès du Parti démocrate, seuls les grands propriétaires terriens profitent de l'aide Marshall. Les petits propriétaires en sont exclus[67]. D'ailleurs, Rifki Salim Burçak raconte qu'une délégation de représentants locaux qui font une tournée dans le Sud du pays, en 1956, sont très mal accueillis à Adana : les fermiers se plaignent de leur pauvreté[68].

[65] La région de Çukurova inclut aussi les départements voisins de Mersin et du Hatay.
[66] *Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını* [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981, « Adana », p. 83.
[67] *Vatandaş*, 30 mai 1951.
[68] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.,* p. 582.

En résumé, à Adana, le Parti démocrate soutient les « gros » contre les « petits » : les grands propriétaires terriens plutôt que les petits producteurs agricoles, les industriels plutôt que les producteurs de coton et les ouvriers. La question des ouvriers est particulièrement représentative de la façon dont le Parti démocrate, qui avait tiré parti des aspirations de nombreux segments de la population à plus de justice sociale, à la fin de la Seconde guerre mondiale, a durci ses positions au fil de la période.

II. Naissance d'une culture ouvrière et tournant répressif du Parti démocrate

En 1957, un rapport consulaire d'Istanbul nous livre l'information suivante :

> « Le poste a appris par ailleurs que début septembre, à KARAKÖY, centre industriel d'Istanbul, des ouvriers s'étaient réunis après le travail. Certains d'entre eux ont pris la parole, attaquant vivement le Parti Démocrate et plus encore, le Président Adnan MENDERES, puis ils se sont formés en cortège et ils ont défilé en ville en conspuant le Gouvernement. Ils ont été dispersés par la police. Les journaux ont reçu ordre du Gouvernement de ne pas parler de cet incident.
>
> Il est indiscutable que les mauvaises conditions économiques actuelles de la TURQUIE sont à l'origine d'un très vif mécontentement des classes ouvrières et donnent naissance à un esprit revendicatif qui ne demande qu'à se développer et à se généraliser. Rien n'est encore organisé, mais les événements peuvent aller très vite si le Gouvernement n'y prend garde, d'autant plus que l'URSS cherche à exploiter cette situation favorable. »[69].

Ce qu'il faut retenir de ce rapport, c'est moins l'événement en lui-même que l'interdiction faite aux journalistes de parler de cet incident. Cette interdiction doit nous inviter à nous défier des sources de presse qui, manifestement, ne sont pas fiables pour informer sur le mécontentement ouvrier dans les années 1950. Le jugement de l'ambassadeur, qui croit savoir que l'URSS cherche à « exploiter cette situation favorable », est certainement à prendre avec plus de méfiance. Néanmoins, le rapport montre que certains milieux ouvriers ont pu témoigner un fort mécontentement, qui n'a pas nécessairement laissé de traces, envers le pouvoir démocrate.

A part les quelques journaux explicitement dirigés vers la classe ouvrière, dont quelques numéros seulement ont été conservés, il est difficile de trouver des sources fiables sur le mouvement ouvrier, et leur rapport au Parti démocrate. Un rapport diplomatique français d'une centaine de pages, commandé directement auprès des entreprises françaises implantées en Turquie, donne quelques

[69] Note du consulat d'Istanbul sur le syndicalisme en Turquie, datée du 20 septembre 1957. Centre des archives diplomatiques de Nantes, « Affaires sociales », 36PO/2/57.

renseignements très intéressants ; il laisse entrevoir un mécontentement ouvrier face au Parti démocrate beaucoup plus vif que les sources de presse ne le laissent penser. Ce document est utile, dans la mesure où il est confidentiel, rédigé pour le ministère français des Affaires étrangères, et, par conséquent, il n'est pas soumis à la censure du pouvoir. D'autre part, les actions entreprises par le pouvoir démocrate pour étouffer l'agitation ouvrière sont exposées de façon plus claire qu'elles ne le seraient dans tout autre document. Par ailleurs, les rapports diplomatiques soulignent, à de nombreuses reprises, la surveillance policière des milieux ouvriers, qui semble avoir eu, dans les années 1950, un caractère systématique.

Nous avions vu, au chapitre 2, que les ouvriers soutiennent massivement le Parti démocrate lors de son accession au pouvoir. À Izmir, les ouvriers sont présents à tous les meetings démocrates. Au niveau national, le Parti démocrate ménage une place pour les ouvriers dans son discours de campagne, en promettant d'accorder le droit de grève aux ouvriers. Tanel Demirel a montré que les ouvriers avaient voté, dans leur majorité, pour le Parti démocrate en 1950[70]. Cependant, les rapports entre le Parti démocrate au pouvoir et les ouvriers se dégradent très rapidement ; dès 1952, les ouvriers les plus actifs cessent d'adhérer au parti.

Cela ne signifie pas que tous les ouvriers cessent de soutenir le Parti démocrate. Certains ouvriers, même nombreux, ont pu continuer d'adhérer au pacte idéologique très fort qui est celui du Parti démocrate. En outre, très tôt, le Parti démocrate tente de contrôler les syndicats, ce qui rend difficilement lisible l'attitude des syndicats – nous y reviendrons. Par ailleurs, même pour les ouvriers les plus actifs dans la revendication de leurs droits, qui apparaissent dans les sources, notamment les journaux ouvriers, il est difficile de déterminer leur influence sur l'ensemble de la classe ouvrière. *A fortiori*, il est très difficile de savoir dans quelle mesure ils contrôlent le vote des ouvriers. De plus, il y a une multiplication des affiliations, des réseaux et des groupes sociaux, ce qui fait que l'appartenance à la « classe » ouvrière n'est pas le seul élément déterminant pour le soutien à un parti politique. La question qui doit nous occuper ici est celle de savoir si on peut parler, dans les années 1950, de « classe » ouvrière, c'est-à-dire, si une conscience de classe est développée dans les milieux ouvriers[71].

A. Une « formation de la classe ouvrière » dans les années 1950 ?

L'histoire de la classe ouvrière en Turquie a été bien étudiée à partir des années 1960, peu avant. Comme le dit justement Barış Alp Özden dans sa thèse qui porte sur la classe ouvrière de la fin de la Seconde guerre mondiale à 1962, retracer l'histoire d'une conscience de classe chez les ouvriers turcs nécessite d'être attentif à la voix des ouvriers eux-mêmes, plutôt que de partir d'une conception

[70] Tanel Demirel, *op. cit.*, p. 82.
[71] Edward Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, traduit par Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski, et Marie-Noëlle Thibault, Paris, Points, 2012 [1963].

pré-déterminée de ce qu'est une « conscience de classe »[72]. Barış Alp Özden, dans sa thèse, montre bien que la classe ouvrière, qui connaît des changements importants dans les années 1950 avec l'urbanisation et l'industrialisation de certains secteurs est en formation dans les années 1950[73], et sert de point de départ aux radicalismes ouvriers des années 1960 et 1970.

Nous avons souhaité introduire notre propos par un résumé de l'histoire du mouvement ouvrier avant 1946, pour montrer que, s'il y a eu quelques tentatives d'organisation de la classe ouvrière, ce n'est qu'à partir de 1946, mais surtout 1950, que la classe ouvrière s'organise en Turquie. Ce mouvement se fait sous le regard bienveillant du gouvernement démocrate. Mais très rapidement, le pouvoir démocrate adopte une attitude répressive vis-à-vis du mouvement ouvrier, et les ouvriers sont de moins en moins nombreux dans les rangs du parti.

1. Courte histoire de la classe ouvrière turque avant 1946

Un bref bilan de l'histoire de la classe ouvrière dans l'Empire ottoman et en Turquie s'impose ici, pour montrer que l'histoire du mouvement ouvrier commence bien avant les années 1940-1950. Pourtant, c'est dans les années 1950, avec la création d'une confédération ouvrière nationale, que le mouvement ouvrier connaît un véritable départ, sous le regard bienveillant des dirigeants démocrates.

Les mouvements ouvriers, dans l'Empire ottoman, puis dans la Turquie républicaine, apparaissent très tôt : la vague de grèves qui suit le coup d'État jeune-turc de 1908 n'est pas la première manifestation d'agitation ouvrière[74]. La première organisation proche d'un syndicat, l'Association des ouvriers ottomans (*Osmanlı Amele cemiyeti*), est fondée illégalement en 1894 dans les usines d'artilleries de Tophane à Istanbul. En juin 1909, alors qu'une loi sur l'interdiction de grève est discutée au parlement ottoman, un groupe de 5 000 ouvriers, de différentes branches professionnelles et de différentes origines ethniques, se rassemblent pour une manifestation de protestation à Salonique. Les discours se font en ottoman, en bulgare, en grec et en ladino, et les tracts distribués sont imprimés dans ces cinq langues[75].

[72] Barış Alp Özden, « Working Class Formation in Turkey, 1946-1962 », thèse soutenue en juin 2011 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigée par Nadir Özbek.
[73] Barış Alp Özden remarque notamment la généralisation du terme « işçi », ouvrier, dans les années 1950, en remplacement du terme plus vague de « amele », qui désigne tout type de travail non-qualifié. L'usage du terme de « işçi » était une revendication des représentants ouvriers au congrès d'économie d'Izmir en 1923. *Ibid*., p. 286.
[74] Yavuz Selim Karakışla, « The Emergence of the Ottoman Industrial Working Classe, 1839-1923 », *in* Quataert, Donald, et Erik Jan Zürcher, (dir.), *Workers and the Working Class in the Ottoman Empire and Turkish Republic, 1839-1950*, Londres, I. B. Tauris, 1995, p. 19-34.
[75] *Ibid*., p. 25.

Après 1909, malgré l'interdiction de faire grève et la répression du pouvoir jeune-turc, la structuration du mouvement ouvrier, légale ou illégale, se poursuit, même si les ouvriers enrôlés dans des associations ouvrières, syndicats ou sociétés d'aides sont une minorité[76]. A ce stade, il est difficile de parler de conscience de classe : les actions et revendications sont très locales, et il est rare que, dans une même ville, des ouvriers d'une autre branche montrent leur soutien à une grève ou une action qui concerne une usine[77].

Les ouvriers jouent un rôle dans le combat nationaliste qui dure de 1919 à 1923, et parviennent ainsi à être représentés au congrès d'économie d'Izmir en 1923[78]. Ils y formulent des revendications précises, au rang desquels le droit de grève, le droit de former des syndicats, des jours de vacances annuels ainsi qu'un jour chômé par semaine, et le remplacement du terme de « *amele* », qui désigne tout type de travail non-qualifié, par celui de « *işçi* », « travailleur ». Pendant la période de parti unique, le CHP maintient un fort contrôle sur les ouvriers[79]. Même si nous manquons de sources sur le sujet, Alexandre Toumarkine a montré que les ouvriers d'Istanbul, en tout cas les ouvriers des manufactures de tabac, étaient assez largement politisés, et de sensibilité communiste, même si, le parti communiste étant interdit, ils ne faisaient que manifester une certaine sympathie à l'égard de l'URSS[80]. En 1930, les ouvriers sont un soutien important du Parti républicain libre (*Serbest cumhuriyet fırkası*), le parti d'opposition fondé par Fethi Okyar qui connaît une brève existence[81].

Pendant la Seconde guerre mondiale, les ouvriers souffrent considérablement des conditions économiques exécrables. Les forts taux d'inflation entraînent une baisse du niveau de vie. Dans certaines industries publiques, l'État recourt même au travail forcé[82]. C'est ce qui explique que les ouvriers adhèrent en masse au Parti démocrate en 1946. Kemal Karpat affirme qu'en 1948, 301 299 personnes travaillent comme ouvriers dans de grandes usines, et environ le double travaille comme ouvrier dans de petites entreprises et comme ouvrier agricole. Si on compte les familles de ces ouvriers, on arrive à un total d'environ 1 500 000 personnes. En 1953, une étude des Nations-Unies présente le nombre de 802 000 ouvriers, mais Kemal Karpat affirme que ce chiffre est largement sous-estimé, dans la mesure où, la même année, 150 000 ouvriers sont membres de la confédération ouvrière du pays, *Türk-iş*. L'auteur estime le nombre de personnes travaillant dans l'industrie en

[76] *Ibid*., p. 28.
[77] *Ibid*., p. 29.
[78] Feroz Ahmad, « The development of Class-consciousness in Republican Turkey, 1923-45 », in Quataert, Donald, et Erik Jan Zürcher, (dir.), *op. cit*., p. 75-94.
[79] Feroz Ahmad, *ibid*., p. 87.
[80] Alexandre Toumarkine, « Les luttes sociales des ouvrier(e)s du tabac dans l'Istanbul des années 1930. Radiographie d'un mouvement social omis par l'historiographie », communication orale à l'EHESS, 23 novembre 2015.
[81] Cem Emrence, *op. cit.* p. 94.
[82] Can Nacar, « "Our Lives Were Not as Valuable as an Animal'' : Workers in State-Run Industries in World-War-II Turkey », in Atabaki, Touraj, et Gavin Brockett (dir.), *Ottoman and Republican Turkish Labour History,* Cambridge University Press, 2009.

Turquie à 3 millions[83]. Une loi passée en 1946 autorise la formation de syndicats, ce qui ouvre une nouvelle période dans l'histoire de la classe ouvrière[84].

2. Les années 1940-1950 : une formation de la classe ouvrière

La fin des années 1940 et les années 1950 correspondent à une augmentation du travail ouvrier dans tout le pays. Les chiffres sont difficiles à établir. En 1950, Hülya Gölgesiz Gedikler avance le chiffre de 58 000 ouvriers pour le département d'Izmir[85]. Un sociologue contemporain de la période, Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu, donne un chiffre similaire : selon lui, il y a au moins 54 100 ouvriers dans tout le département[86].

En 1956, le nombre total d'ouvriers dans la ville d'Izmir est de 64 654[87]. Pour Adana, nous ne disposons que le nombre de la ville d'Adana et non pas du département, qui monte à 25 000 personnes en 1958, selon l'estimation de sociologues turcs dans un document préparatoire à un séminaire des Nations Unies[88]. Ces derniers chiffres sont certainement inférieurs à la réalité, dans la mesure où de nombreuses sources avancent qu'Adana est, dans les années 1950, le deuxième centre industriel du pays, après Istanbul-Kocaeli et avant Izmir[89].

Qui sont les ouvriers d'Adana et d'Izmir ? Ce qui est certain, c'est que cette population ouvrière n'est pas homogène. À Izmir, sur 64 654 ouvriers en 1956, Hülya Gölgesiz estime que seuls 42 000 d'entre eux sont des ouvriers permanents. 4 215 sont des « provisoires » (« *geçici* ») et 18 500 sont des saisonniers. À Adana aussi, selon Ibrahim Yaşa et ses collaborateurs, les ouvriers saisonniers sont très nombreux parmi la population ouvrière : la plupart des ouvriers qui travaillent à Adana ont des terres au village[90]. Un article de la presse locale, écrit en 1953, montre bien l'attractivité du travail à la ville comme ouvrier : le journaliste se plaint de ce que plus personne ne veut faire le travail de « surveillant » du village (« *bekçi* »), qui assure le maintien de l'ordre. Avant, explique l'auteur, c'était le travail naturel de tout jeune homme en situation de chômage agricole ; maintenant, ils veulent tous

[83] Kemal Karpat, *op. cit.,* p. 109-110.
[84] *Ibid*., p. 110.
[85] Hülya Gölgesiz Gedikler, *op. cit.,* p. 230.
[86] Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu, « İzmir'de İşçi Sendikaları Hakkında Sosyolojik Bazı Müşahadeler » [Quelques remarques sociologiques sur les syndicats ouvriers d'Izmir], conférence donnée à l'institut de sociologie de la faculté d'économie de l'université d'Istanbul, 1952.
[87]Hülya Gölgesiz Gedikler, *op. cit*., p. 230.
[88]Ibrahim Yaşa et alii, *Şehirlerin İnkişafı ve Sosyal Problemler*, *Adana* ve *Karabük Şehirleri Hakkında Bir Araştırma [La découverte des villes et leurs problèmes sociaux, une étude sur les villes d'Adana et Karabük]*, *Türkiye ve Orta Doğu Amme idaresi Enstitüsü*. Ankara, 1958.
[89]Hülya Gölgesiz Gedikler, *op. cit*., p. 222.
[90]Ibrahim Yaşa *et alii*, art. cité, p. 12.

aller travailler à la ville, ce qui rapporte beaucoup plus[91]. Le sociologue Ibrahim Yaşa explique, de son côté, qu'il est fréquent que les paysans louent des machines agricoles pour cultiver leur terre, ce qui leur permet de réaliser plus rapidement les travaux agricoles. Puis ils se rendent à la ville pour y travailler. Certains y demeurent[92]. Ainsi, Adana voit sa population ouvrière croître énormément pendant les années 1950. Adana n'est pas la seule ville à voir sa population ouvrière augmenter considérablement : c'est un phénomène plus général qui est l'une des dynamiques de la « formation » de la classe ouvrière dans les années 1950.

La population ouvrière, manifestement, est mixte, dans les deux villes. Hülya Gölgesiz indique qu'Izmir est la ville où la proportion de femmes ouvrières est la plus importante : un tiers de femmes pour deux tiers d'hommes en 1956[93] ; à Adana, le rapport du diplomate britannique J. G. Whitall évoque aussi des femmes, des vieillards, et des adolescents[94].

Il y a aussi une diversité du travail effectué : dans le centre d'Izmir, beaucoup d'ouvriers travaillent dans des fabriques de tabac. Ceux qui travaillent dans les grandes entreprises sont mieux traités que ceux qui travaillent dans les petites entreprises[95] ; les ouvriers qui travaillent pour TEKEL, le monopole d'État, ont une organisation à part[96]. À Adana, les ouvriers travaillent dans les usines pour fabriquer du fil de coton, ou dans des usines pour en tirer de l'huile ; plus rarement, ils travaillent dans d'autres types d'usines : de glace, de ciment ou de farine[97]. Il y a une inégalité entre les travailleurs du secteur privé (94 % d'entre eux), et les ouvriers du secteur public, qui travaillent dans les entreprises d'État (comme *Milli Mensucat*, l'usine nationale de textile). Ces derniers sont logés par l'entreprise quand ils sont célibataires. Ils sont payés 10 % à 20 % de plus que dans le secteur privé. Le licenciement est moins facile dans les entreprises publiques, et le salaire est calculé selon l'ancienneté. Les ouvriers agricoles sont les plus précaires.

Malgré cette diversité, les ouvriers partagent un lieu de vie commun, les *gecekondu*, ces logements « construits en une nuit », qui dessinent les frontières des quartiers ouvriers de la ville. Ce lieu physique contribue à structurer un univers mental, et une identité collective[98]. D'autre part, les activités de temps libre, le cinéma, auquel les hommes se rendent en groupe, tissent des liens d'amitié

[91] *Bugün*, 13 janvier 1953.
[92] Ibrahim Yaşa *et alii*, art. cité, p. 12.
[93] À Izmir en 1956, il y a 64 654 ouvriers dont 40 313 hommes, 21 549 femmes et 2 792 enfants. Cf Hülya Gölgesiz Gedikler, op. cit., p. 230.
[94] Rapport cité, FO 371/87937.
[95] *Ibid*., p. 231.
[96] Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu, art. cité, p. 10.
[97] Ibrahim Yaşa *et alii*, art. cité, p. 17-18.
[98] Barış Alp Özden, *op. cit.,* p. 23.

entre personnes de même statut[99]. Le sport est une autre activité collective pour la classe ouvrière, dont l'État se saisit rapidement pour tenter de contrôler la jeunesse ouvrière[100].

En juin 1946, la loi qui interdisait la création de syndicats ouvriers est levée par le Parti républicain du peuple au pouvoir. Les raisons de la levée de cette interdiction sont liées au contexte économiquement très difficile de la fin de la Seconde Guerre mondiale pour les ouvriers[101], mais aussi à la compétition entre les deux partis, qui pousse le CHP à engager les mesures demandées par le DP. Le mouvement de création de syndicats qui s'ensuit est extrêmement rapide. À Adana, neuf syndicats sont fondés entre 1946 et 1949[102].

Le mouvement de syndicalisation est marqué, au départ, par une faiblesse : la multiplicité de syndicats locaux, faibles, et parfois concurrents. Cette pluralité de syndicats est encouragée par le pouvoir CHP, qui y voit l'opportunité de mieux contrôler le mouvement ouvrier. Elle montre aussi une difficulté, pour les ouvriers de différentes usines, à sortir du particulier, et à formuler des revendications communes. À Adana, par exemple, chaque entreprise de textile a son syndicat, qui fait doublon avec le syndicat unique pour les ouvriers du secteur textile, créé en septembre 1946. Ces syndicats sont de courte durée[103]. À Izmir, les ouvriers de TEKEL, le monopole d'État de manufacture du tabac, ont un syndicat à part, concurrent du syndicat des travailleurs du tabac[104]. Le CHP, alors au pouvoir, n'encourage pas la formation de syndicats puissants, et se montre plutôt favorable à cette multiplication de petits syndicats. D'ailleurs, le pouvoir CHP maintient une forte pression, pendant toute la période, sur le mouvement syndical : en décembre 1946, plusieurs syndicats sont fermés à la faveur de l'état d'urgence déclaré dans le pays[105].

La création de fédérations régionales est très difficile[106]. Les scissions sont fréquentes, et les quelques comptes rendus de congrès dont nous disposons donnent à voir de violents conflits factionnels[107]. Entre 1946 et 1950, tous les syndicats sont, de surcroît, divisés selon une ligne politique, entre syndicats proches du DP et ceux qui sont proches du CHP. Les syndicats proches du Parti démocrate sont les plus engagés pour la revendication de leurs droits ; ce sont ceux, en particulier, qui militent pour l'obtention du droit de grève.

---

[99] *Ibid*., p. 99.
[100] *Ibid*., p. 123-126.
[101] Nous renvoyons ici à notre chapitre 2.
[102]Yüksel Akkaya, « Çukurova'da Sendikacılık ve İşçi Eylemleri (1923-1960) » [Le syndicalisme et les mouvements ouvriers dans la région de Çukurova (1923-1960)], *Kebikeç*, n°5, 1997, p. 183-200.
[103] *Ibid*., p. 187.
[104] Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu, art. cité, p. 8.
[105] Yüksel Akkaya, art. cité, p. 187.
[106] Yüksel Akkaya, art. cité, p. 188.
[107] *Ege işçi sendikaları federasyonu çalışma raporu* [Rapport d'activités de la fédération des syndicats ouvriers de la région Egée], 13/08/1956 – 27/09/1959, Istiklal *matbaası*, Izmir.

Ainsi, les années 1940 et 1950 sont une période d'exode rural et de croissance de la population ouvrière. Si la formation de syndicats est autorisée en 1946, le CHP maintient un contrôle assez étroit sur le mouvement ouvrier de 1946 à 1950 : les syndicats qui se forment à cette période sont généralement très localisés, peu organisés et assez faibles. L'arrivée au pouvoir du Parti démocrate change la donne ; le DP encourage la formation d'unions régionales[108]. À Izmir aussi, le mouvement syndical connaît un renouveau à partir de 1950[109]. Ainsi, c'est à partir de 1950, et sous l'impulsion du Parti démocrate, que le mouvement ouvrier connaît un essor important. Grâce à la fondation d'une confédération ouvrière nationale, Türk-is, en 1952, le mouvement ouvrier prend une dimension nationale et non plus seulement locale. En mai 1950, l'un des députés élus sur les listes du Parti démocrate à Izmir, Abidin Tekön, est un représentant ouvrier, ce qui apparaît comme un grand progrès par rapport à la période précédente.

B. Le Parti démocrate et le mouvement ouvrier : le tournant répressif de 1952

Les développements décisifs pour le mouvement ouvrier se font au début des années 1950, et sont encouragés par le Parti démocrate. Toutefois, dès 1952, le pouvoir démocrate adopte une attitude beaucoup plus répressive à l'égard des mouvements ouvriers. Alors que les ouvriers soutiennent massivement le Parti démocrate en 1950, nous montrons dans cette sous-partie qu'ils sont, à la fin de la décennie, des opposants actifs au pouvoir démocrate, malgré des efforts répétés, de la part des dirigeants du parti, pour contrôler et clientéliser les syndicats.

1. Le Parti démocrate, soutien du mouvement ouvrier : 1950-1952

Le Parti démocrate fait campagne, avant 1950, sur le droit de grève aux ouvriers. Un projet de loi est préparé par le ministère du Travail, en décembre 1950. Mais le projet de loi est rejeté, en octobre 1951, par les « ministères techniques » concernés[110]. En 1952 est fondé la première confédération ouvrière de Turquie, *Türk-iş*. Un rapport diplomatique daté d'octobre 1952 montre que la fondation de cette confédération a été interprétée comme un acte d'unification de la classe ouvrière, encouragée par le pouvoir :

> « Le premier Congrès Général de la Confédération turque du Travail (Türk-is) s'est tenu à Izmir du 6 au 10 septembre dans les locaux de l'Ecole Gazi mise à la disposition des soixante-treize délégués représentant les

[108] Yüksel Akkaya, art. cité, p. 190-191.
[109] Hülya Gölgesiz Gedikler, op. cit., p. 233.
[110] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, daté du 27 juillet 1954. CADN, « Affaires sociales », 36PO/2/57.

> syndicats de Turquie par les Autorités. Cette manifestation revêt dans l'histoire sociale du pays une importance exceptionnelle. Elle apparaît comme le symbole de la reconnaissance par le Gouvernement de la classe ouvrière ayant enfin pris conscience de son existence propre en tant que classe.
>
> Il est symptomatique à cet effet d'observer que le Ministre du Travail a rehaussé de sa présence les travaux de ce premier Congrès, signe manifeste de l'attention que le Gouvernement porte à la nouvelle Confédération. »[111]

Ce rapport d'un diplomate français fait apparaître deux points : l'importance de l'événement que constitue la création d'une confédération ouvrière nationale, qu'il formule en des termes presque marxistes (« la classe ouvrière ayant enfin pris consciences de son existence propre en tant que classe »). Un deuxième point à relever est l'omniprésence du gouvernement démocrate, qui met des locaux à disposition, et assiste au congrès via la présence du ministre du Travail. C'est donc que le pouvoir démocrate encourage, dans les premières années de la décennie 1950, le mouvement ouvrier.

2. La politique de répression du mouvement ouvrier : manœuvres juridiques et pressions (1952-1960)

Toutefois, les rapports entre le pouvoir démocrate et la nouvelle confédération ouvrière se tendent très rapidement. Le conseil des ministres refuse l'affiliation de *Türk-iş* à la Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.). Dès juillet 1953, la présence de représentants de *Türk-iş* au congrès de la CISL. à Stockholm, du 9 au 14 juillet, inquiète les démocrates[112].

En 1953, le représentant de la CISL en Turquie, M. Miller, prend la parole lors du Congrès des syndicats d'Istanbul, pour encourager les ouvriers à prendre part à la vie politique du pays, seul moyen, selon lui, de faire aboutir leurs revendications. Dès le lendemain, un article indigné, publié dans l'organe officiel du Parti démocrate, *Zafer* [La victoire], affirme que M. Miller a insulté les ouvriers turcs et la nation turque, et l'enjoint à quitter immédiatement le territoire[113].

Par ailleurs, les syndicats sont empêchés, par toute sorte de moyens, d'avoir une activité. Premièrement, les représentants syndicaux sont empêchés d'avoir une fonction de représentation, dans la mesure où les « délégués des travailleurs », qui, selon le code du travail de 1936, devaient servir d'intermédiaire entre les ouvriers et les patrons, continuent d'exister au côté des représentants syndicaux. Ces délégués sont élus sous le contrôle étroit de l'administration, et sont les seuls habilités à représenter les employés de l'entreprise en cas de conflit. Ainsi l'activité des syndicats se limite-t-

[111] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, le 1er octobre 1952. CADN, 36PO/2/57.
[112] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, le 21 août 1953. CADN, 36PO/2/57.
[113] *Ibid*.

elle souvent à celle d'une société de secours mutuel, encore que le montant des cotisations demandées aux membres des syndicats est limité par la loi[114]. Comme le montre Yüksel Akkaya, l'activité des syndicats se résume souvent à l'organisation d'événements sociaux, thés dansants, bals, tombola – cette dernière activité étant une source non négligeable de revenus. Les activités de certains syndicats se résument à l'aide à la construction d'une mosquée, ou autres activités de bienfaisance qui pourraient être celles d'une corporation (voir chapitre 7)[115].

En outre, aucune disposition ne protège les militants syndicalistes contre un licenciement abusif ou contre toute mesure discriminatoire[116]. Dans les petites villes, il est très facile de faire pression sur les représentants syndicaux. En 1953, *Türk-iş* se plaint des pressions exercées sur les syndicats des petites villes, pour les empêcher de défendre leurs droits[117]. A partir de novembre 1955, l'état de siège décrété à cause des pogroms anti-Grecs des 5 et 6 septembre 1955 interdit toute réunion spontanée ; les membres de syndicats doivent demander une autorisation préfectorale avant de pouvoir se réunir. En novembre 1956, une loi incorpore ces dispositions au droit, en imposant une autorisation préalable pour toute réunion syndicale.

A partir de 1957, le pouvoir démocrate durcit considérablement le ton face aux acteurs syndicaux. En mars 1957, plusieurs unions syndicales régionales sont fermées par décision de justice. Pour justifier sa décision, le procureur de la République affirme que, comme les syndicats eux-mêmes, la loi de 1947 n'autorise les fédérations qu'entre ouvriers d'une même profession. Le pouvoir avait pourtant accepté tacitement pendant dix ans, que les organisations syndicales puissent être formées sur une base professionnelle ou régionale. D'autre part, le ministre du Travail impose une lecture littérale de la loi de 1947, qui limite à 120 livres la cotisation annuelle des syndicats aux unions syndicales – en fait, c'était la limite prévue, non pour les cotisations des syndicats, mais pour les cotisations des membres de ces syndicats. En 1957, le ministre du Travail multiplie les manœuvres juridiques pour contrôler plus étroitement le mouvement ouvrier. Il met en cause la légalité de la confédération turque du travail, *Türk-iş*, à plusieurs reprises, et menace de la faire interdire. L'affiliation de certains syndicats, est également mise en cause dès que possible. Il faut que les deux tiers de l'assemblée générale du syndicat votent l'adhésion ; le pouvoir multiplie les inspections qui visent à montrer que moins des deux tiers des membres étaient présents lors du vote. Finalement, la confédération est autorisée à tenir son troisième congrès, en juin 1957 ; c'est un proche du Parti démocrate, Nuri Başer, qui est élu président de la confédération. C'est grâce à cela que *Türk-iş* évite une dissolution[118]. Cela montre que les syndicats et les confédérations ne peuvent se maintenir en place qu'à condition

[114] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Henry Spitzmüller, le 18 janvier 1958. CADN, 36PO/2/57.
[115] Yüksel Akkaya, art. cité, p. 193.
[116] Ibid.
[117] *Bugün*, 22 janvier 1953.
[118] Kudret Emiroğlu, art. cité, p. 290.

d'accepter un strict contrôle de la part du pouvoir, en acceptant par exemple que l'un de ses « hommes » soit placé à la tête de l'organisation. Le pouvoir démocrate multiplie aussi les dissolutions arbitraires : en juillet 1957, le syndicat des journalistes est dissous brusquement par le pouvoir judiciaire, pour avoir déposé une plainte contre les violences policières à l'égard de journalistes à Kırşehir.

En décembre de la même année, au cours d'une séance houleuse au parlement, un député CHP interpelle le gouvernement sur le nombre de syndicats fermés par voie d'autorité, depuis un an. Le ministre du Travail répond que ce sont des décisions de justice, dans lesquelles le Gouvernement ne saurait intervenir.

> « L'interpellateur donna alors lecture de divers documents établissant que l'administration avait toujours reconnu la régularité de la constitution des unions régionales, puis d'une lettre confidentielle par laquelle M. Mumtaz Tarhan, à l'époque Ministre du Travail dans le quatrième cabinet Menderes et nommé aujourd'hui *vali* d'Istanbul après sa défaite électorale, exprimait à son collègue de la Justice sa conviction de l'illégalité des dites unions et demandait expressément leur dissolution. Ce fut un beau tapage, le Ministre ne trouvant d'autre réponse que de s'insurger contre les procédés d'espionnage qui avaient pu permettre à un tel document de parvenir entre les mains de l'opposition. »[119].

Le récit de cette scène montre bien que les procédures judiciaires pour faire interdire les syndicats sont ordonnées par le pouvoir. Cette politique de répression est accompagnée d'une politique de protection de l'État vis-à-vis des ouvriers. Pour les élections de 1954[120], comme pour celles de 1957, le Parti démocrate fait la promotion des logements ouvriers qu'il a fait construire dans tout le pays. Ces constructions sont présentées comme relevant de la générosité de l'État[121].

Les logements ouvriers sont un bon exemple d'investissements publics qui peuvent donner lieu à un échange clientélaire. C'est pourquoi les hommes politiques du Parti démocrate tentent d'orienter les revendications dans cette direction. Dans les congrès locaux du parti, les responsables du parti et les députés font tout pour particulariser les demandes. Le 25 janvier 1955, dans un congrès de quartier à Adana, le responsable local du DP, qui doit faire face à des revendications ouvrières, se concentre sur les problèmes locaux des ouvriers, qui concernent le quartier – les revendications sur le

[119] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Henry Spitzmüller, le 18 janvier 1958. CADN, 36PO/2/57.
[120] *Vatandaş*, 2 avril 1954.
[121] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, le 21 août 1953. CADN, 36PO/2/57.

droit de grève sont évacuées[122]. Le Parti démocrate s'efforcer aussi de contrôler, de façon informelle, les grands syndicats ; l'élection de Nuri Başer à *Türk-iş* en est un bon exemple[123].

Ainsi, alors que le Parti démocrate avait soutenu les revendications ouvrières avant 1950, et accompagné la structuration du mouvement ouvrier dans les premières années de la décennie, le pouvoir démocrate adopte une attitude répressive envers ce même mouvement dès 1952, qui se durcit vers la fin de la période. Ce changement général se lit dans les deux localités que nous étudions, Izmir et Adana.

C. Déceptions et désaveu ouvrier à Izmir et Adana vers la fin de la période

Dès 1951, les relations entre le Parti démocrate et les syndicats se tendent considérablement. Comme les sources diplomatiques le montrent, la surveillance policière était très active dans les milieux ouvriers, ce qui limite l'expression des désaccords avec le parti au pouvoir. Cependant on peut lire, entre les lignes, que les ouvriers les plus actifs se séparent du Parti démocrate au cours de la période.

1. Répression au niveau local et détérioration des conditions de vie

À Adana comme à Izmir, le tournant répressif du pouvoir se fait sentir à la fin de la période. Les grèves des ouvriers agricoles, dans la région d'Adana, sont fréquentes. En 1955, une grève des ouvriers de la presse de l'entreprise publique Sümerbank, est brisée par la police. La même année, une grève des prostituées d'Adana est réprimée par la police ; cette dernière force les femmes à travailler, en raison de l'interdiction du droit de grève[124]. En 1954, une grève des déchargeurs du port d'Izmir, lancée par le syndicat des dockers, mobilise près de 600 ouvriers. La grève dure cinq jours. Un député du Parti démocrate, Muzaffer Balaban, se rend auprès des ouvriers, accompagné de deux avocats, pour les convaincre de reprendre le travail, sans succès. Finalement, la grève est brisée par la police, et la répression qui suit est très lourde[125]. Le syndicat est immédiatement dissous, et plusieurs leaders syndicaux sont jetés en prison[126]. Leurs procès n'est pas sans causer quelque émoi sur le plan international : en décembre 1954, *The Times* publie un article sur le procès des dockers d'Izmir, et un éditorial critiquant l'absence de droit de grève en Turquie. L'éditorial a pour titre « Turkey goes

[122] *Vatandaş*, 25 janvier 1955.
[123] Des comparaisons sont possibles avec l'AKP. Voir la thèse non encore publiée de Işıl Erdinç, « Syndicats, partis, État en Turquie sous le gouvernement AKP (2002-2015) Contribution à l'analyse des dynamiques interchamps », thèse soutenue en octobre 2016 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne à Paris, dirigée par Gilles Dorronsoro.
[124] Yüksel Akkaya, art. cité, p. 196.
[125] Ekrem Tükenmez, « Taşerona karşı İzmir liman işçilerinin 60 yıl önceki grevi » [Il y a 60 ans, la grève des dockers d'Izmir contre l'entreprise de déchargement], 14 juillet 2014, http://www.yurtsuz.net/News.aspx?newsid=1901#.WaGFhYppw_U, consulté le 26 août 2016.
[126] Hülya Gölgesiz Gedikler, *op. cit*., p. 234.

backward ». La première phrase de l'article suffit à en donner le ton : « Premier Adnan Menderes is giving a world proof that – at least so far as he is concerned – the democratic principles espoused after 1946 were nothing but a thin veneer »[127]. Cet article suscite une réponse furieuse du gouvernement turc et une petite crise diplomatique entre les États-Unis et la Turquie[128].

Par ailleurs, les responsables syndicaux sont personnellement visés par la répression. Hasan Özgüneş, le président de l'union régionale des syndicats de Çukurova (*Güney iş*), est condamné à trois mois de prison, en 1953, pour « insulte personnelle », alors qu'il avait diffusé un fascicule défendant le droit de grève[129].

Dès 1952, on trouve, dans les journaux ouvriers, des descriptions des conditions de vie des ouvriers, qui sont faites sur un ton très vindicatif[130]. L'inflation, importante au cours de la période, a pour conséquence une baisse très importante du niveau de vie pour les ouvriers. La cherté de la vie est une constante des réunions ouvrières[131]. La dévaluation d'août 1958 a pour conséquence que de nombreux ouvriers, à Adana, sont licenciés, ou sont payés en retard[132]. Pour les élections de 1957, la campagne du CHP, qui s'appuie sur ce mécontentement social, est explicitement tournée vers les ouvriers[133].

La répression du pouvoir se fait sentir au niveau local ; ainsi qu'une détérioration des conditions de vie. Au sein du parti, on voit dans les comptes rendus de plusieurs congrès locaux que les ouvriers se détournent d'une organisation qui n'a pas tenu ses promesses.

2. Les ouvriers au sein du parti : « oubliés » par le Parti démocrate ?

Dès 1951, le renoncement du Parti démocrate à accorder le droit de grève aux ouvriers cause un certain mécontentement[134]. Lors d'un congrès régional du Parti démocrate à Adana, un délégué réclame plus de droits pour les ouvriers, et se plaint que le parti méprise les petites gens ; le Parti démocrate est devenu un parti de notables[135]. Il est significatif que ce genre de critiques intervienne dès 1951.

[127] *The Times*, 29 décembre 1954.
[128] Richard D. Robinson, « Deterioration of Turkish-american relations ? », lettre au ICWA du 24 janvier 1955.
[129] *Işçi haberleri*, [date illisible] mai 1953.
[130] *Işçi haberleri*, 11 décembre 1953.
[131] Voir par exemple *Yeni Adana*, 20 mars 1956.
[132] *Kudret Emiroğlu, Ömer Türkoğlu*, et *Bülent Varlık, op. cit., p. 170.*
[133] *Yeni Adana*, 17 juillet 1957.
[134] *Vatandaş*, 28 juillet 1951.
[135] *Yeni Adana*, 30 mai 1951.

Dès 1953, cette plainte se fait plus fréquente : dans le congrès d'un ocak de quartier du Parti démocrate, un représentant syndical se plaint amèrement de ce que les ouvriers ne sont pas écoutés dans le parti[136]. Le 15 avril 1954, une réunion des candidats indépendants aux élections législatives se tient à Adana. Plusieurs députés ouvriers se plaignent de ce qu'aucun parti ne s'intéresse au sort des ouvriers, qui est pourtant terriblement difficile[137]. Il est fréquent, lors de congrès ouvriers, que les délégués se plaignent du désintérêt des puissances publiques[138]. Lors du congrès départemental du Parti démocrate de 1959, à, un délégué se plaint de ce que le parti ne s'intéresse pas suffisamment aux conditions de vie des ouvriers ; il est bruyamment et longuement applaudi[139]. En 1956, lors d'une réunion des ouvriers d'Izmir, les ouvriers se plaignent de ce que deux députés seulement soient présents ; les critiques envers le gouvernement se multiplient, si bien que les députés du Parti démocrate sont obligés de quitter la réunion[140].

Abidin Tekön, le député ouvrier élu sur les listes du parti démocrate, est régulièrement moqué pour avoir oublié ses collègues[141]. En 1957, un autre représentant ouvrier est élu sur les listes du Parti démocrate, Ahmet Ünal. Ce dernier est un champion du neutralisme des syndicats en politique, ce qui n'est pas étonnant : nous avons vu au chapitre 5 que les dirigeants démocrates ont les carrières des membres du parti bien en main[142]. Un ouvrier actif au sein du mouvement ouvrier n'aurait pas pu accéder à un poste de député.

3. Glissement vers l'opposition CHP

Il semblerait que les syndicats ouvriers, et les ouvriers les plus actifs, se rapprochent du CHP à partir de 1957. Un rapport diplomatique daté de 1958, soulève ce point, en revenant sur la fermeture des unions syndicales en 1957.

> « Les mobiles du Gouvernement paraissent avoir été en fait surtout d'ordre politique. Des infiltrations communistes notables auraient été décelées dans certaines unions ; il est évidemment plus aisé de les combattre dans des syndicats isolés que dans des organisations régionales d'autant plus faciles à politiser que leurs intérêts communs sont moins précis. […]
>
> Il est très difficile de déterminer dans quelle mesure le syndicalisme turc est, comme le redoute le Gouvernement, noyauté par des éléments communistes. La tendance croissante de celui-ci à qualifier tous ses ennemis d'agents des soviets ne clarifie certainement pas les choses. Selon certaines

[136] *Yeni Adana*, 28 mai 1953.
[137] *Yeni Adana*, 15 avril 1954.
[138] *Yeni Adana*, 29 avril 1955.
[139] *Vatandaş*, 9 mars 1959.
[140] *Yeni Adana*, 20 mars 1956.
[141] Nejat Yıldırım Kemal*, Izmir'den simalar, tipler, portreler* [Figures, individus portraits d'Izmir], Ticaret Matbaacılık TAS, Izmir, 2 septembre 1960, p. 10.
[142] Ziyaeddin Fahri Fındıkoğlu, art. cité, p. 19.

> rumeurs, la dissolution des unions régionales tendait également à neutraliser l'influence populiste [du CHP] qui s'y faisait sentir. Que ce soit par conviction ou par opportunisme électoral, le PRP a repris aujourd'hui à son compte la plupart des revendications syndicales, qui constituaient avant 1950 la plate-forme de M. MENDERES, notamment la reconnaissance du droit de grève. Il n'est pas exagéré de dire que les positions du P. D. et du P.R.P. sont aujourd'hui inverses de ce qu'elles étaient à l'époque, à ceci près que les démocrates sont sans doute beaucoup plus décidés maintenant à se maintenir au pouvoir par tous les moyens que ne l'étaient à l'époque leurs adversaires. Il semble cependant que, contrairement à certaines prévisions, les ouvriers aient continué lors des dernières élections [celles de 1957] à donner dans une large proportion leurs suffrages aux candidats de M. MENDERES, dans la région d'Izmir en particulier.
>
> Il ne reste pas moins que certaines infiltrations communistes demeurent très vraisemblables. Mais quelle est leur gravité ? Nul ne saurait sans doute le dire aujourd'hui. […] On peut seulement affirmer pour l'instant que la police, dont les indicateurs sont partout présents, est à même de déceler et d'étouffer dans l'œuf toute velléité de manifestation extérieure de la propagande communiste. Reste à savoir si elle combat efficacement le mal en dissimulant les symptômes. »[143].

Ce rapport, qui néanmoins ne s'appuie sur aucun fait concret, semble indiquer que les ouvriers donnent de plus en plus leurs suffrages au Parti du peuple. Ce que le diplomate souligne, en tout cas, c'est que le CHP se fait le porte-parole des revendications ouvrières. En 1959, le pouvoir démocrate recourt à son tour au travail forcé, à Zonguldak. Les paysans de la région sont forcés de venir travailler, en laissant leurs terres, dans les mines de charbon pendant une période de 45 jours. Ils sont ensuite censément laissés libres, pour une période plus courte, de revenir travailler leurs terres – dans les faits, ils sont forcés de travailler la majeure partie du temps dans les mines de charbon[144]. Il est significatif que le pouvoir démocrate mette en œuvre ces mesures attentatoires aux libertés individuelles. A la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous l'avons vu, le recours du CHP au travail forcé avait laissé un souvenir traumatisant sur les populations ouvrières.

En mars 1956, Inönü, qui rend visite à l'Union des syndicats, à Istanbul, est chaleureusement accueilli par les ouvriers. L'Union d'Ankara, contrôlée par le Parti démocrate, critique l'attitude des syndicalistes d'Istanbul, en affirmant que les syndicats ne devraient pas se mêler de politique. Le journal local du CHP à Adana, *Yeni Adana*, mène un reportage auprès des chefs syndicaux d'Adana, en leur posant la question : que pensez-vous de l'accueil de l'Union syndicale d'Istanbul à Inönü ? Les réponses sont instructives ; si la plupart des leaders syndicaux affirment que les syndicats doivent se tenir éloignés de la politique, certainement par crainte de représailles, l'un d'entre eux, Niyazi Solmaz, donne une réponse dissonante :

[143] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Henry Spitzmüller, le 18 janvier 1958. CADN, 36PO/2/57.
[144] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Henry Spitzmüller, le 13 mars 1959, suite à un entretient avec M. Michel, directeur de l'institut du Travail pour le Moyen-Orient. CADN, 36PO/2/57.

« Les syndicats ne doivent pas faire de politique. Mais je m'inquiète des propos des gens qui disent : " Si seulement les syndicats d'Istanbul n'avaient pas reçu Inönü ! Les lois pour lesquelles nous luttons sont en train de passer en commission, maintenant elles vont toutes être refusées ! ". Cela signifierait que le gouvernement turc n'accorde des droits aux ouvriers que s'ils montrent qu'ils sont proches du parti au pouvoir. Le secrétaire général de l'Union à Ankara [qui est un proche du Parti démocrate] fait lui aussi de la politique ! »[145].

Ce point de vue nous montre bien les deux attitudes possibles des représentants syndicaux face au Parti démocrate. Les uns adoptent une attitude pragmatique, jugeant qu'il ne faut pas afficher de sympathie pour l'opposition pour obtenir des droits. D'autres, comme ce Niyazi Solmaz, qui est interviewé, refusent de céder à la menace, et semblent estimer que le Parti républicain du peuple est le parti qui représente le mieux leurs intérêts. Le président de l'union des syndicats ouvriers de la région Çukurova (Güney iş), Hasan Özgüneş, qui se présente comme candidat indépendant aux élections législatives en 1954[146], finit par passer au CHP ; le 7 février 1960, un journal national nous apprend que Hasan Özgüneş, qui est « membre du CHP », a été passé à tabac par la police[147].

On trouve dans les archives diplomatiques un rapport du consul d'Izmir, qui résume bien la situation des ouvriers d'Izmir et leur attitude vis-à-vis du Parti démocrate :

> « […]. 1. Comme dans tout le reste du pays, les syndicats ouvriers s'abstiennent de toute activité politique, conformément à l'interdiction qui leur en est faite par la loi. Le régime de délation entretenu par les Autorités et le grand nombre des indicateurs de police recrutés parmi les ouvriers assure la stricte observation de cette défense.
>
> 2. L'activité syndicale, ainsi limitée, est faible, sauf en ce qui concerne le syndicat des gens de mer. Les revendications ouvrières sont présentées beaucoup plus par le canal des délégués du personnel, élus sous le contrôle vigilant de la Direction du travail, que par les chefs syndicalistes.
>
> 3. Les sondages prudents, auxquels j'ai fait procéder, dénotent chez les ouvriers, qui avaient voté démocrate à une écrasante majorité lors des dernières élections, une baisse assez sensible de la popularité du gouvernement, en raison de l'augmentation du prix de la vie constaté depuis lors. Mais ce mécontentement ne s'exprime qu'avec beaucoup de réticence en raison de la surveillance exercée et la tendance bien connue de la police à taxer de communisme toute opposition faite sur le plan social au parti au pouvoir.

[145] « « Keşke yapılmasaydı, çünkü bizimle alakalı bazı kanunlar halen komisyonlarda veya Umumi Heyet gündemindedir. Belki de bunların hepsi reddedilecektir. » şeklindeki sözlerini hayretle karşılarım. Bu ifadeden anlaşılmaktadır ki, Hükûmet, Türk işçisinin kendi partisine yakınlık gösterdikçe, layık olduğu hakları tanıyacaktır. Bu oldukça garip düşünceden bütün Türk hükûmet ve partilerini tenzih eder. », Yeni Adana, 9 mars 1956.
[146] *Yeni Adana*, 2 avril 1954.
[147] *Milliyet*, 07 février 1960.

> Il semble donc, tout au moins en ce qui concerne la région d'Izmir, hors de laquelle je n'ai encore pu étendre cette enquête, que le Gouvernement ne rencontre pas actuellement d'opposition particulière de la part des mouvements ouvriers. L'appareil policier lui permettrait du reste d'étouffer facilement les attaques ouvertes dont il pourrait devenir l'objet dans ces milieux, sauf si, à la suite d'une nouvelle et considérable aggravation de la crise économique, celles-ci prenaient un caractère massif. […] »[148].

Ce que nous montre ce rapport, c'est d'abord l'ampleur de la pression qui pèse sur les ouvriers. Le diplomate mentionne un grand nombre d'indicateurs de police, le poids de la délation, le contrôle étroit des demandes syndicales, et nous dit surtout la difficulté qu'il éprouve à obtenir des informations sur la sensibilité politique des ouvriers. Même s'il n'est pas étayé, le rapport nous donne quelques éléments : une certaine baisse du vote ouvrier en faveur du Parti démocrate - que l'auteur du rapport lie à la crise économique qui frappe la Turquie à la fin des années 1950, même si cette désaffection ne donne pas lieu à une opposition active.

Les sources de presse, les rapports diplomatiques, et les compte rendus de congrès convergent pour indiquer une détérioration des conditions de vie pour les ouvriers et, de plus en plus, une désaffection vis-à-vis du Parti démocrate. Quelques éléments, comme le passage de certains leaders syndicaux au CHP, où la rhétorique de plus en plus ouvriériste du CHP, peuvent nous laisser penser que les ouvriers votent de plus en plus pour le CHP à la fin des années 1950.

Finalement, le Parti démocrate ne met aucune de ses promesses à exécution, et ne satisfait à aucune des revendications ouvrières récurrentes, comme le droit de grève, l'établissement d'un salaire minimal, ou de congés payés. Son attitude bienveillante envers la structuration du mouvement ouvrier ne dure que jusqu'en 1952 ; à la fin de la période, de plus en plus d'ouvriers quittent le parti. Le rapport du Parti démocrate à la classe ouvrière illustre bien la façon dont le Parti démocrate, qui s'appuyait au départ sur un mécontentement d'origine sociale, se durcit au cours de la période, et adopte, rapidement, une attitude très répressive. La question des ouvriers nous permet de penser concrètement le libéralisme politique du Parti démocrate, pour voir qu'il ne dure que très peu de temps. Rapidement, la méfiance des dirigeants envers le mouvement ouvrier, interprété comme de l'agitation communiste, prend le dessus. L'attitude du Parti démocrate à l'égard des revendications kurdes suit un parcours remarquablement similaire. Au début de la période, le Parti démocrate fait alliance avec certains acteurs kurdes connus comme étant « kurdistes », tels que Faik Bucak, Mustafa Remzi Bucak, Yusuf Azizoğlu, Mustafa Ekinci, qui entrent au parlement. Dès 1952, les mécanismes

[148] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Henry Spitzmüller, le 13 mars 1959, suite à un entretient avec M. Michel, directeur de l'institut du Travail pour le Moyen-Orient. CADN, 36PO/2/57.

d'un processus « libéral » se bloquent et le pouvoir démocrate adopte, à la fin de la période, une attitude très répressive.

III. Le DP face aux acteurs kurdes : de la cooptation à la répression

Penser le rapport des Kurdes politisés au Parti démocrate permet-il de penser la question plus générale du Parti démocrate aux « minorités » du pays ? La notion de « minorité », qui désigne un groupe socialement dominé, a été formulée pour la première fois par Louis Wirth, en 1940[149], et a été critiquée depuis. Elle ne dit rien de la conscience, ni de la construction des groupes minoritaires[150] ; c'est, de plus, une notion qui a le défaut d'être trop large, et de subsumer sous une même catégorie des réalités sociales très différentes. Dans le cas spécifique de la Turquie, la question se pose de réunir sous un même concept des faits aussi différents que la non-appartenance à la religion musulmane, et la kurdicité. Ces deux « situations minoritaires »[151] correspondent à des constructions historiques très différentes, qu'il est difficile de comparer. C'est pourquoi nous ne traiterons pas de la question des « minorités », mais plutôt du resserrement du parti sur sa base turque et sunnite, après une première ouverture.

Nous pouvons néanmoins pointer du doigt une similarité des situations minoritaires : en 1950, les non-musulmans soutiennent le Parti démocrate pour s'en détourner autour de 1955[152]. La situation des Alévis suit, peu ou prou, le même parcours. Elise Massicard, dans sa thèse, mettait en cause l'existence d'un vote alévi, au motif qu'une telle notion, prenant l'alévité comme un fait unique déterminant le vote, risquait de réifier une réalité mouvante. Un deuxième ordre de critiques concernait la méthodologie trop souvent employée par les auteurs qui parlaient de vote alévi : celle de prendre le département de Tunceli, majoritairement alévi, et de généraliser les résultats de Tunceli à l'ensemble de la communauté alévie. Or la différence des situations locales ne permet pas une telle généralisation ; l'auteur invite donc plutôt à examiner l'influence du vote communautaire à une période précise et dans une localité donnée[153]. Il est hors de notre portée de réaliser un tel travail pour la fin des années 1950, en raison de l'absence de données statistiques fiables.

[149] Louis Wirth, « The problem of Minority Groups », *in* Wirth, Louis (dir.), *On cities and Social life*, Chicago, University of Chicago Press, 1964, p. 245.
[150] Bernard Voutat et René Knuesel, « La question des minorités. Une perspective de sociologie politique », *Politix*, vol. 10, n°38, Deuxième trimestre 1997, p. 136-149.
[151] C'est le terme préféré par Bernard Voutat et René Knuesel ; art. cité.
[152] Au parlement de 1950, il y a 10 non-musulmans. Voir Tanel Demirel, p. 109.
[153] Elise Massicard, « Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique : le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980 », thèse soutenue en 2002, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, dirigée par Gilles Kepel. p. 457.

Qu'il nous soit simplement permis de dire ici que l'exemple des acteurs « kurdistes » de Diyarbakır, qui commencent par soutenir le Parti démocrate, pour s'en détourner vers la fin des années 1950, nous semble significatif d'un mouvement plus général, au cours duquel le Parti démocrate s'appuie de plus en plus sur une base conservatrice, turque et sunnite, après avoir représenté un espoir pour les populations minoritaires du pays[154]. Cette dernière section suivra, comme la précédente, les scansions chronologiques de la période. Nous ouvrirons notre propos par une comparaison entre le Parti démocrate et le Parti du la justice et du développement (AKP) sur la question kurde. Cette comparaison nous permettra de comprendre plus finement la trajectoire du Parti démocrate face à la question kurde : les deux partis parviennent à coopter des acteurs kurdes importants, mais sans mettre en œuvre, une fois arrivé au pouvoir, de véritable politique de reconnaissance des droits des Kurdes. Nous analyserons ensuite brièvement la façon dont trois députés de Diyarbakır ont milité, devant le parlement, pour la reconnaissance de certains crimes de l'État turc envers les populations kurdes. Nous verrons que les résultats concrets qui ont suivi ces débats ont été très faibles. Une dernière sous-partie sera consacrée au tournant de 1955, et à la radicalisation, dans les dernières années de 1950, des dirigeants démocrates, en particulier Celal Bayar, face à la question kurde.

A. Ouverture et répression : L'AKP et le DP face à la question kurde

Sur la cooptation des acteurs kurdes, la comparaison avec l'AKP peut nous permettre de mieux comprendre comment le Parti démocrate a pu se présenter comme le parti qui s'opposait au pouvoir de l'État turc. Les contextes sont, bien sûr, très différents : là où le DP a été fondé après vingt-trois années de parti unique, l'AKP a été créé dans un contexte où la compétition partisane était à l'œuvre depuis plusieurs années. En 1950, l'armée n'était pas un acteur à part entière de la vie politique, comme elle l'est dans les années 2000. Enfin, l'état de la question kurde n'était pas du tout le même dans les années 1950 et dans les années 2000. Les années 1950 sont une période de « silence » pour la question kurde, depuis la destruction de la province du Dersim en 1938, alors que l'AKP est fondée au moment où l'armée affronte régulièrement des militants du groupe armé du Parti des ouvriers du Kurdistan (PKK). Toutefois, les deux partis parviennent à coopter des personnalités importantes du champ kurde. Les deux partis exhibent d'une part une opposition au CHP ou au nationalisme, qui apparaît comme l'incarnation de l'État, et s'appuient, d'autre part, sur un électorat kurde conservateur.

La rupture qu'incarnent ces deux partis, DP comme AKP, face à l'État turc, est un élément central. Le Parti démocrate apparaît d'abord, aux yeux des étudiants kurdes, comme le parti

[154] Thierry Zarcone juge que les Alévis, qui avaient soutenu le DP en 1950, s'en détachent après 1957, en raison du virage religieux du parti et de ses liens avec les *nurcu*s. Thierry Zarcone, op. cit., p. 186.

d'opposition au CHP ; rien d'autre ne compte. Tarık Ziya Ekinci, dans ses mémoires, le montre bien. En juillet 1945, avant le Parti démocrate, un premier parti d'opposition au Parti démocrate est fondé, le parti du développement national (*Milli kalkınma partisi*), créé par un homme d'affaires. Ce parti restera ultra-minoritaire, et demeure dans l'histoire comme un simple précurseur du Parti démocrate. Les étudiants kurdes du foyer *Dicle*, à Istanbul, soutiennent tous, comme un seul homme, ce parti, pour la seule raison que c'est un parti d'opposition au CHP. Aucun d'entre eux ne se préoccupe d'en savoir plus sur le programme du parti, ni son idéologie[155]. A la fondation du Parti démocrate, ces jeunes étudiants décident de le soutenir ; on peut penser que, là encore, l'opposition au CHP est un facteur crucial.

L'AKP s'oppose à un « nationalisme guerrier » qui était l'un des moyens de légitimation d'une classe politique corrompue dans les années 1990[156]. Il apparaît comme un parti tout à fait neuf, intouché par les scandales qui ont éclaboussé les politiques de la décennie précédente, et prêt à prendre, vis-à-vis de la question kurde, un nouveau départ. Là où, en 1946-1950, le Parti démocrate et les Kurdes avaient un puissant ennemi commun, le CHP, au début des années 2000, l'AKP et les Kurdes ont un autre ennemi commun, tout aussi puissant : l'armée.

Les deux partis ont cherché à courtiser l'électorat kurde par le volet conservateur de leur discours. Dans le cas de l'AKP, la rhétorique de l'islam, religion commune pour les Turcs et les Kurdes, a été le discours qui a accompagné la politique de main tendue à l'égard des Kurdes. Dans le cas du DP, la question est plus délicate. Il est certain, néanmoins, que l'opposition au CHP était de nature à séduire un électorat conservateur et religieux comme celui des régions kurdes du pays. Dans le cas du Parti démocrate, nous exclurons la question de l'attitude des acteurs kurdes conservateurs, comme les chefs de confrérie, pour nous concerner uniquement sur ceux que nous avons appelés – faute d'un meilleur terme – les acteurs « kurdistes[157] » de la question kurde, c'est-à-dire ceux qui sont porteurs de revendications concernant les droits des citoyens kurdes.

C'est aussi une politique délibérée de la part du Parti démocrate que de rechercher le soutien des étudiants kurdes ; Tarık Ziya Ekinci raconte dans ses mémoires que Fuat Köprülü et Refik Koraltan, deux des fondateurs du parti, se sont rapprochés de Faik Bucak, l'un des leaders au sein du foyer des étudiants de l'Est (*Dicle Talebe Yurdu*), pour lui demander d'apporter son appui au Parti démocrate. Il finit par rejoindre le Parti démocrate, comme la plupart des leaders du foyer[158]. Au début de l'année 1950, trois de ces jeunes étudiants viennent grossir les rangs du Parti démocrate à

[155] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit.,* p. 215.
[156] Hamit Bozarslan, Histoire de la Turquie contemporaine, op. cit., p. 98.
[157] C'est la traduction du terme turc « kürtçü », qui est vague, mais pratique pour définir des positionnements différents, chez une même catégorie d'acteurs, sur la question kurde.
[158] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 248.

Diyarbakır et trois d'entre eux deviennent députés en 1950, sur les listes du Parti démocrate. Les futurs dirigeants démocrates ont-ils promis de satisfaire à certaines revendications ? Tarık Ziya Ekinci affirme que Faik Bucak a demandé, avant de rejoindre le Parti démocrate, des garanties pour les droits des Kurdes et le développement du Sud-Est, et que les deux démocrates promettent d'investir dans la région, une fois arrivés au pouvoir[159]. Plus simplement, la promesse d'obtenir un poste de député a certainement joué un rôle. L'AKP, de son côté, a réussi à intégrer d'importantes figures kurdes[160].

Finalement, dans les deux cas, l'AKP et le DP apparaissent comme des partis qui étaient prêts à briser les tabous et à faire évoluer les positions de l'État sur la question kurde. Plusieurs sources indiquent qu'Inönü a demandé à Celal Bayar de ne pas ouvrir de branches du Parti démocrate à l'Est du pays. Mais comme le montre Tanel Demirel, Inönü n'a pas non plus insisté en ce sens. S'il l'avait vraiment voulu, il n'aurait eu aucun mal à empêcher l'ouverture de branches du parti à l'Est du pays[161].

Les deux partis ont permis à certains événements de l'histoire de refaire surface. Sans aller jusqu'à parler de politique mémorielle [162], nous avons vu au chapitre 5 que les députés politisés de Diyarbakır, Yusuf Azizoğlu, Mustafa Remzi Bucak et Mustafa Ekinci, ont porté devant le parlement la question de certains crimes de l'État turc pendant la période de parti unique. L'AKP est le premier parti de Turquie à parler des crimes de l'État, notamment dans la région du Dersim[163]. Cette politique mémorielle, qui intervient tôt dans la trajectoire des deux partis au pouvoir, se limite, dans les deux cas, à des déclarations de portée symbolique.

Aujourd'hui, l'attitude de l'AKP vis-à-vis des revendications kurdes est essentiellement sécuritaire et ne laisse plus de place au dialogue. Le Parti démocrate adopte lui aussi, au cours de la période, une politique de plus en plus répressive vis-à-vis du mouvement kurde. Cette politique atteint son apogée lorsque 49 personnalités kurdes sont arrêtées et jetées en prison sans procès. La trajectoire des deux partis est remarquablement similaire, et nous permet de comprendre les mécanismes de l'intégration d'acteurs kurdes dans la coalition partisane, la présentation de soi comme force politique

[159] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 224.
[160] Pour ne citer que quelques noms : Dengir Mir Mehmet Fırat et Hüseyin Çelik ont rejoint l'AKP très tôt. Mazhar Bağlı, Mehmet Metiner, Galip Ensarioğlu, Mehdi Eker, Yasin Aktay, Abdurrahman Kurt, Kutbettin Arzu, Cevdet Yılmaz, Beşir Atalay**,** Cemil Yaman, Yılmaz Bingöl, Orhan Miroğlu, Mehmet Şimşek, Bekir Bozdağ, Mehdi Eker, sont d'autres figures importantes du parti qui ne cachent pas leur kurdicité.
[161] Voir Tanel Demirel, *op. cit*., p. 51.
[162] Dans la mesure où ces débats devant le parlement n'ont eu que de très faibles résultats concrets, et où les « crimes » de l'État turc mentionnés dans le cadre de ces débats ne représentaient que des micro-événements par rapport à l'ensemble de la répression étatique au Sud-Est.
[163] Le 23 novembre 2011, Erdoğan s'excuse pour le massacre de Dersim, perpétré en 1937-38 par l'État turc, en ajoutant que c'est le chef du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, qui devrait s'en excuser. http://www.milliyet.com.tr/erdogan-dersim-icin-ozur-diledi-siyaset-1466430/.

radicalement nouvelle, la cooptation de certaines personnalités importantes, et les déclarations fortes sur les crimes de l'État turc, qui restent dans les deux cas du domaine du symbole.

Nous tenterons ici d'analyser dans le détail la façon dont les acteurs kurdes politisés se détachent du Parti démocrate, en nous centrant sur le département de Diyarbakır et ses députés. Nous verrons que les députés kurdes de Diyarbakır se détournent du parti, pour des raisons qui relèvent essentiellement de blocages au niveau intra-partisan ; comme nous l'avions évoqué précédemment, le rôle de Celal Bayar dans ce processus est central.

B. La reconnaissance des droits des citoyens kurdes ?

Nous entreprenons, dans cette sous-partie, de revenir sur les éléments de la politique du Parti démocrate qui répondent aux revendications kurdes. Nous l'avons vu au chapitre 4, au début de la période, trois députés de Diyarbakır tentent de faire la lumière sur plusieurs crimes de l'État turc pendant la période de parti unique. Plusieurs éléments montrent que les revendications de ces députés ne sont acceptées par les dirigeants du Parti démocrate que dans la mesure où ces débats servent l'intérêt général du parti. Un regard jeté au contexte de l'émergence de ces questions sur la scène parlementaire permet de le comprendre.

C'est un député d'Eskisehir, İsmail Hakkı Çevik, et non le député d'une région kurde, qui porte pour la première fois l'affaire de Mustafa Muğlalı (ou des « trente-trois balles de plomb » [164]) devant le parlement, en 1948[165]. Le but, alors, est clair. Il s'agit, dans un contexte de compétition politique, de donner de la publicité aux « crimes » du CHP. Une enquête est ouverte, qui aboutit à la condamnation à mort de Mustafa Muğlalı, transformée en peine de prison à vie. Mustafa Muğlalı meurt le 11 décembre 1951. L'affaire est oubliée jusqu'en 1955.

En effet, après le pillage des magasins grecs à Istanbul, Ankara et Izmir les 6 et 7 septembre 1955, l'opposition CHP condamne l'implication du pouvoir DP dans ces crimes. C'est dans ce cadre que l'affaire réapparaît sur la scène parlementaire. Finalement, en avril 1958, un rapport d'enquête fait la lumière sur cette histoire, mais en déclarant qu'il y a prescription. Même si cette affaire a une forte valeur d'exemple, et un fort retentissement – c'est la première fois qu'un général de l'armée est condamné pour des violences contre des populations kurdes – les députés de Diyarbakır n'ont finalement pas un rôle déterminant dans le processus.

[164] Du nom d'un poème de Ahmed Arif, 33 Kurşun (« 33 balles de plomb »), écrit en 1968, qui a joué un rôle médiateur pour la construction d'une mémoire collective autour de cette affaire.
[165] *T.B.M.M. Zabıt Ceridesi: Doksan Birinci İtikat* [Compte-rendu des débats à la grande assemblée nationale de Turquie, 22e session parlementaire], vol. 15, Ankara: T.B.M.M. Basimevi, 1956, 388.

C'est plus le cas dans l'affaire de Karaköprü[166], où les députés de Diyarbakır, et notamment Mustafa Ekinci, ont un rôle moteur. C'est d'abord Necip Fazıl Kısakürek (1904-1983), écrivain et poète nationaliste turc, qui aborde publiquement, pour la première fois, l'événement de Karaköprü. Avec le pseudonyme de « *Dedektif X Bir* », il publie une série d'articles nommée « *Doğu Faciası* » (« La Tragédie de l'Est »), à partir du 27 janvier 1950, dans sa revue *Büyük Doğu* (*« Le Grand Est »*). Il est intéressant que Necip Fazıl, plutôt connu pour son nationalisme tonitruant, s'empare de cette affaire. Toutefois, Musa Anter affirme dans ses mémoires qu'il était son ami, et que son épouse était kurde, ce qui explique une certaine sensibilité aux crimes de l'État contre les Kurdes. En 1950, Mustafa Ekinci se saisit de cette affaire, et demande qu'une enquête soit ouverte.

Le 26 décembre 1952, Ekinci pose à nouveau la question aux ministres de l'Intérieur et de la Justice. Osman Şevki Çiçekdağ, ministre de la Justice, confirme qu'il y a eu, au moment des faits, une réunion sous la direction de Şükrü Kaya, qui était à l'époque ministre de l'Intérieur, en présence d'autres personnalités militaires et administratives. Il affirme que c'est lors de cette réunion que Şükrü Kaya a donné l'ordre d'organiser une grande opération militaire à Diyarbakır, à Mardin et à Urfa. « Dans ce contexte, dit-il, il faut aussi interroger le ministre et les autres responsables »[167]. Finalement, le 9 janvier 1953, une commission d'enquête formée de cinq députés est créée. Mais le rapport de cette commission d'enquête n'a jamais été présenté au parlement.[168]

Même si les discours de Mustafa Ekinci, de Yusuf Azizoğlu et de Mustafa Remzi Bucak au parlement sont importants, dans la mesure où ils indiquent qu'un tabou est brisé, les commissions d'enquête ne sont jamais suivies d'effets, et il y a en cela une forme d'échec de ces mobilisations parlementaires. En un sens, pendant la première période durant laquelle le Parti démocrate est au pouvoir, avant 1954, les intérêts du parti et les intérêts de ces députés kurdes convergeaient sur un point. Il fallait montrer que le CHP était oppresseur, et que le DP allait ouvrir une ère de liberté. Mais, assez rapidement, le mécanisme se bloque : les questions des députés kurdes ne reçoivent pas de réponse ; dès 1952-1953, le Parti démocrate se raidit et met de moins en moins d'ardeur à juger les crimes du CHP.

---

[166] En 1936, des bandits qui travaillaient en Syrie pour la famille Cemiloğlu passent la frontière pour piller les usines de farine de la famille Pirinççioğlu. Ils n'y parviennent pas et, sur le chemin de retour, décident d'arrêter les voitures pour détrousser les voyageurs. Parmi ces voitures, il y en a une dans laquelle se trouvent des hauts fonctionnaires. Les bandits rentrent en Syrie, d'où la France mandataire refusera de les extrader pendant quelques années. Dans l'intervalle, les autorités administratives de la région, et notamment le gouverneur, Fehmi Vural, et l'inspecteur général, Abidin Özmen, font arrêter des groupes de gens dans plusieurs villages, les emmènent en dehors de la ville, et les font fusiller. En tout, 103 personnes, qui n'avaient rien à voir avec les bandits venus de Syrie, seront exécutées de la sorte. *Büyük Doğu,* 24 février 1950, Necip Fazıl, « *Karaköprü trajedisi ve çekilen dayaklar* » [La tragédie de Karaköprü et les coups reçus]; Orhan Miroğlu, *op. cit.,* p. 4-8.

[167] *T.B.M.M Tutanak Dergisi: Yirmi İkinci Birleşim*, [Compte-rendu des débats à la grande assemblée nationale de Turquie, 22e session parlementaire], vol. 18, Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1952, p. 433-437.

[168] *T.B.M.M. Zabıt Ceridesi: Besinci İtikat* [Compte-rendu des débats à la grande assemblée nationale de Turquie, 5e session parlementaire], Ankara, T.B.M.M. Basimevi, 1956, p. 84.

Toutefois, les députés kurdes quittent le parti à la suite d'une crise factionnelle. Cela montre le double raidissement autour de la question kurde : celui des députés kurdes, mais aussi celui du centre du parti et de ses grandes figures, au premier chef desquelles Celal Bayar.

C. 1955 : un tournant dans les relations entre les Kurdes et le Parti démocrate

Nous avons vu que, pour différentes questions, les années 1954-1955 marquent un tournant pour le pouvoir démocrate. C'est particulièrement vrai pour la question des « minorités » ; les événements de la nuit du 6 au 7 septembre 1955, où des magasins grecs sont pillés à Izmir et à Istanbul sous le regard passif de la police, ce qui montre une complicité du pouvoir[169].

1. Les événements des 6 et 7 septembre 1955 : un Parti démocrate plus turc et plus sunnite

Pour résumer rapidement les faits, il suffit de dire que, le 5 juillet, une manifestation est organisée par l'association « Chypre est turque » (« *Kıbrıs Türktür* »), dans plusieurs villes de Turquie, pour protester contre les demandes grecques à la conférence de Londres. A la fausse nouvelle qu'une bombe a été posée dans la maison où Atatürk est né, à Salonique, les manifestations dégénèrent et plusieurs magasins et domiciles grecs sont attaqués. En tout, plus de 2 000 domiciles privés et plus de 4 000 magasins sont mis à sac. Une dizaine d'églises sont brûlées, et un cimetière grec est profané à Istanbul[170]. Même si l'historiographie turque entretient une certaine ambiguïté sur le sujet[171], en disant que le pouvoir démocrate a été dépassé par les événements, une analyse des archives diplomatiques françaises montre que le pillage des biens grecs a été organisé par le pouvoir, au plus haut niveau.

Les rapports des deux consuls, celui d'Izmir et celui d'Istanbul, montrent que les faits se sont déroulés de la même manière à Izmir et à Istanbul, ce qui, en soi, laisse conclure à un événement organisé. Ce sont d'abord des hommes très jeunes qui manifestent, des lycéens, qui bloquent les rues. Plus tard dans la soirée, ils sont rejoints par des casseurs professionnels. Le consul général de France à Istanbul décrit la scène comme suit :

[169] Dilek Güven, *6-7 Eylül Olayları* [Les événements du 5-6 septembre], İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2005.
[170] Rapport du consul général de Grèce à Istanbul, transmis par Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, au ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, le 15 septembre 1955. CADN, 36 PO/1/27.
[171] Voir par exemple Tanel Demirel, *op. cit*., p. 309.

« A la jeunesse étudiante, mise d'abord en avant pour faire du bruit, provoquer des attroupements et des embouteillages, sont venues très rapidement s'adjoindre les troupes de choc des partis politiques, les chauffeurs de taxi, les costauds, les durs, ceux que l'on appelle ici, tout comme à Beyrouth et ailleurs en Orient, les « Kabadayı ». Armés d'abord de simples gourdins, ils ont fait voler en éclats tous les fragiles remparts de verre. Les vitrines éventrées ont, alors, offert toutes leurs tentations à une foule douteuse et de plus en plus dense, venue des profondeurs de la ville. […] On vit les gens s'armer de barres de fer, de haches, de couperets, de massues, de cisailles. On manœuvra d'énormes madriers et des poutrelles d'acier, à la façon des béliers du Moyen-Age. Les magasins protégés par les rideaux de fer les plus solides furent également éventrés et pillés ; toutes les structures et menuiseries intérieures furent saccagées ; les coffres-forts emportés ou travaillés sur place au chalumeau oxhydrique. […]

L'électricité et les téléphones continuaient à fonctionner normalement. Dans les magasins démantelés et déjà presque vides, on voyait des individus se servir du téléphone, donner des nouvelles sur la progression du sac et convenir de rendez-vous mystérieux. Parmi les rares personnes qui se bornaient à regarder, on pouvait remarquer des Turcs de bonne appartenance, quelques policiers absolument passifs, des officiers supérieurs se frayant, sans se hâter, un passage à travers la foule. Ni chez les uns, ni chez les autres, ont ne pouvait déceler l'ombre d'une désapprobation quelconque. […] La destruction et le pillage ont duré près de six heures. […] Commencée le soir à 20 heures, l'œuvre principale de destruction était consommée vers 2 heures du matin. A ce moment l'armée, appuyée par les tanks, fit son entrée au cœur de la ville. »[172]

Ce passage nous montre le caractère organisé de l'événement : la présence des « casseurs » - l'auteur du rapport emploie même le terme de « troupe de choc des partis politiques », ce qui montre que les partis, si ce n'est le Parti démocrate, étaient coutumiers de la violence. La passivité de la police, ainsi que des officiers de l'armée, est relevée par toutes les sources. Surtout, les tanks de l'armée n'entrent dans les rues de la ville qu'à deux heures du matin, au moment où la plupart des magasins ont déjà été pillés. Des inscriptions imprimées « Bien turc » (« *Türk malı* ») avaient été préparées à l'avance et placardées à la dernière minute sur les magasins turcs, qui ont été épargnés par les manifestants. À Izmir, le pavillon grec de la foire internationale est incendié et les pompiers sont empêchés d'intervenir par les manifestants ; dès que le feu menace de s'étendre à d'autres bâtiments, les pompiers parviennent à intervenir[173]. A Istanbul, le Patriarcat et le consulat général de Grèce, seuls bâtiments dont la mise à sac pouvait avoir de graves conséquences, étaient protégés par des cordons de police[174]. Par ailleurs, tous les témoignages concordent pour dénoncer la passivité des forces de

[172] Lettre du consul général de France à Istanbul, Guy Monod, à l'ambassadeur de France en Turquie, le 12 septembre 1955. CADN, 36 PO/1/27.
[173] Lettre du consul de France à Izmir, Jean Darche, à l'ambassadeur de France en Turquie, le 13 septembre 1955. CADN, 36 PO/1/27.
[174] Rapport de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, au ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, le 18 septembre 1955. CADN, 36 PO/1/27.

police[175]. C'est un événement important, en ce qu'il consacre la fin de l'alliance des non-musulmans avec le Parti démocrate. La jeunesse kurde interprète aussi cet événement comme la

Ziya Ekinci décrit cet événement comme un tournant pour la jeunesse kurde diplômée, dont il fait partie. Lui-même se trouvait à Paris au moment des faits, et raconte que les étudiants kurdes et turcs de Paris, qui avaient soutenu le parti dans les premiers moments de son existence, se tournent désormais vers l'opposition[176]. Le DP commence à acquérir, auprès de la jeunesse kurde éduquée, l'image qu'il aura dans les années 1960 : celle d'un parti autoritaire et à la solde des États-Unis. Cela est certainement dû, dans le cas de Ziya Ekinci, à l'influence de la jeunesse parisienne, mais montre tout de même une identification avec les non-musulmans, qui est un fait nouveau pour les élites kurdes.

Au congrès national du DP en novembre 1955, puis au sein du groupe parlementaire du parti, une fronde se fait jour contre les ministres DP, et en particulier l'entourage d'Adnan Menderes. Il en résultera, dans les derniers mois de 1955, la fondation d'un nouveau parti, formé par d'anciens hommes politiques DP : le parti de la liberté, *Hürriyet Partisi*. Les députés de Diyarbakır qui avaient porté devant le parlement des revendications concernant les droits des citoyens kurdes quittent le Parti démocrate pour rejoindre le Parti de la liberté. Toutefois, il est intéressant de constater qu'ils ne quittent pas le parti de leur plein gré : ils en sont exclus à la suite d'une crise factionnelle.

2. À Diyarbakır : la crise factionnelle et l'exclusion des députés « kurdistes »

Nous avons vu, au chapitre 5, que le contrôle des carrières politiques au sein du parti par le centre comprenait une dimension ethnique. À Erzurum, alors que la majorité des députés qui remportent les élections à l'investiture électorale sont kurdes, ils font l'objet d'un veto, à plusieurs reprises, de la part du comité central du parti. Celal Bayar s'était opposé personnellement à ce que Melik Fırat, le petit-fils du sheikh Said, soit nommé candidat aux élections de 1954. En 1954, Celal Bayar empêche aussi que Mustafa Remzi Bucak ne soit réélu député de Diyarbakır[177]. Ainsi, le contrôle des revendications kurdes passe d'abord par un contrôle, au sein du parti, des carrières d'individus considérés comme « kurdistes ».

À Diyarbakır, la rupture au sein du Parti démocrate et le départ des députés politisés prend d'abord la forme d'une crise factionnelle. Revenons brièvement sur cet événement que nous avons déjà évoqué au chapitre 4. Deux factions s'opposent au sein de la branche locale du DP à Diyarbakır :

[175] Télégramme de l'ambassadeur de France en Turquie, Jacques Tarbé de Saint-Hardouin, au ministre des Affaires étrangères, Antoine Pinay, le 7 septembre 1955. CADN, 36 PO/1/27.
[176] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit.*, p. 340.
[177] Orhan Miroğlu, *op. cit*., p. 43.

la faction de Nuri Onur contre celle de Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu. Peu avant les élections de 1954, la rivalité entre ces deux factions atteint des sommets, et le comité central du parti envoie plusieurs hommes, d'abord Celal Yardımcı, puis Ahmet Ağaoğlu, pour régler le conflit et apaiser les tensions. Celal Yardımcı repart sans avoir réussi sa mission.

Quelques jours avant les élections, Esat Cemiloğlu donne une réception au *Turistik palas*, l'hôtel dont Musa Anter est le propriétaire, pour honorer Ahmet Agaoğlu, qui est plutôt un proche de Nuri Onur. Le dîner finit en bagarre entre les deux factions : Nuri Onur finit K.O et il est jeté hors du restaurant ; Ahmet Ağaoğlu demande à rentrer immédiatement à Ankara. Peu de temps après, Yusuf Azizoğlu est exclu du DP. L'histoire de la bagarre du *Turistik palas* est systématiquement relatée dans les mémoires de Canip Yıldırım, Ziya Ekinci, dans les récits recueillis par Seyhmus Diken[178].

La presse locale s'était également emparée de l'histoire au lendemain de la bagarre. Plusieurs éléments diffèrent selon les versions : selon la version de Canip Yıldırım, Nuri Onur est arrivé en retard, ivre, et a commencé à insulter la faction de Mustafa Ekinci et Yusuf Azizoğlu. Nejat Cemiloğlu raconte plutôt que Nuri Onur a commencé à parler en kurde, ce qu'Esat Cemiloğlu lui a interdit, estimant que c'était grossier pour leur hôte, Samet Agaoğlu[179]. La discussion dégénère ensuite en bagarre. Dans la presse locale de l'époque, Nuri Onur, qui incarne la faction la moins politisée, la moins active dans les revendications de justice, accuse la faction opposée de propagande « kurdiste ».

Malgré ces conflits factionnels, la faction kurdiste est présentées sur les listes démocrates, et le Parti démocrate remporte les élections de 1954 à Diyarbakır, ce qui signifie certainement que la réputation d'être kurdiste, à Diyarbakır, n'est pas un désavantage sur le plan électoral, au contraire[180]. Mais, au moment de la fondation du Parti de la liberté, Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci rejoignent immédiatement le nouveau parti.

Même si le débat au parlement sur la reconnaissance publique des droits des citoyens kurdes se bloque très tôt, et même si les députés les plus politisés de la question kurde sont exclus du parti, la cooptation au sein du pouvoir se poursuit. Adnan Menderes s'entoure de personnalités kurdes qui agissent comme des conseillers officieux. En 1959, c'est par l'intermédiaire de deux députés kurdes, Gıyasettin Emre et Fethullah Taşkesenlioğlu, qu'il prend contact avec Said Nursi, l'influent prédicateur kurde. Par ailleurs Celal Yardımcı, le député de Ağrı pour les trois périodes, est un député influent du Parti démocrate pour toute la période : il est plusieurs fois ministre au cours de la période

[178] Nejat Cemiloğlu, que nous avons rencontré en 2015 à Istanbul et qui avait été un témoin direct des faits, nous en a donné sa version personnelle.
[179] Orhan Miroğlu, *op. cit*, p. 42; Musa Anter, *op. cit.*, p. 139.
[180] Cemalettin Canlı et Halil İbrahim Uçak, *op. cit*., p. 404.

et appartient à l'entourage de Menderes. Or, nous l'avons vu au chapitre 5, ce sont les proches de Menderes qui ont plus de pouvoir, au sein du parti et au sein du gouvernement.

Le parti de la liberté est donc fondé à Diyarbakır en 1955, par les membres les plus politisés et les plus « kurdistes » du DP. C'est ainsi que la fondation du HP (*Hürriyet Partisi, «* parti de la liberté ») marque, à Diyarbakır, le début d'une nouvelle phase de mobilisations – et son échec, dans la mesure où le Parti démocrate remporte, malgré tout, les élections de 1957.

3. L'échec du Parti de la liberté aux élections de 1957

Même porté par d'influentes figures comme les trois députés « kurdistes » de Diyarbakır, le Parti de la liberté ne parvient pas à remporter les élections à Diyarbakır, ce qui montre la force de l'influence sociale des propriétaires terriens, qui restent fidèles au Parti démocrate. Un diplomate britannique qui voyage dans le Sud-Est de la Turquie, en 1957, remarque que la ville de Diyarbakır est un centre politique pour le Sud-Est du pays, et que le Parti de la liberté y est présent, même s'il n'est pas optimiste sur les chances de réussite de ce parti :

> « Apart from the bustle of local trade and marketing, the (comparatively) impressive façade of the new town and the very 20th century activities at the jet base, there are other signs of Diyarbakır's general metropolitan superiority over the rest of South East Turkey. The local press is active (there are nine local papers as opposed to two or three in most other vilayets) although the Istanbul and Ankara papers generally dominate the scene, and there are signs of the existence of an indigenous « intelligentsia » on the Ankara/Istanbul model. Political discussion at a relatively high level and criticism of the Government is rife although it is accepted that the Opposition (including the Freedom Party, three of whose members represent Diyarbekir in the National Assembly) is a spent force. »[181].

Ce diplomate britannique souligne que l'opposition au gouvernement, au sein de l' « intelligentsia» qu'il décrit, suscite des débats de haut niveau. Il remarque aussi l'influence des trois députés « kurdistes » au sein de l'organisation locale du Parti de la liberté, qu'il a l'air de considérer, néanmoins, comme un parti d'intellectuels. Au niveau national, le parti de la liberté fait campagne sur l'autoritarisme croissant du parti démocrate. À Diyarbakır, cette rhétorique des « libertés » a une couleur plus « kurdiste » qu'ailleurs. La critique des politiques autoritaires du DP et des atteintes aux libertés est aussi, pour ces députés kurdes, une façon de clamer leur déception par rapport à ce qu'ils attendaient du Parti Démocrate.

[181] Voyage du diplomate britannique, M. Parson, dans le Sud-Est de la Turquie. Rapport daté de janvier 1957. The National Archives, FO 371/130220.

	Diyarbakır	Moyenne nationale
1950	52,8%	55,2%
1954	61,4%	58,4%
1957	49,2%	47,8%

Tableau 19 : les résultats du Parti démocrate à Diyarbakır (en pourcentage des voix exprimées)[182]

Le parcours de Tarık Ziya Ekinci est assez représentatif de celui de la plupart des kurdes « kurdistes ». Tarık Ziya Ekinci fréquente, dans les années 1940, le foyer des étudiants du Tigre (*Dicle Talebe Yurdu*). Il y rencontre de nombreuses importantes figures kurdes, Mustafa Remzi Bucak et Yusuf Azizoğlu, qui deviendront députés du Parti démocrate ; Nejat Cemiloğlu et Ali Karahan, qui seront plus tard actifs en politique, ainsi que d'autres personnalités moins connues. C'est là qu'il prend conscience qu'il est kurde. Au début de la période, Tarık Ziya Ekinci est un fervent soutien du Parti démocrate, qu'il aide à s'implanter à Lice, sa ville d'origine[183]. Puis, il part à Paris pour y étudier.

Il adhère au Parti démocrate jusqu'en 1954, date à partir de laquelle il juge que le DP met en œuvre des politiques anti-démocratiques. Dans ce rejet, les événements des 6-7 septembre 1955 sont un tournant. Lorsqu'il rentre en Turquie, en 1957, il est naturel pour lui d'entrer au Parti de la liberté ; c'est là que sont tous les intellectuels et les figures kurdes engagées, au premier rang desquelles Yusuf Azizoğlu et Mustafa Ekinci[184]. Le Parti de la liberté, raconte Tarık Ziya Ekinci est, à cette période, plein de jeunes candidats dynamiques, idéalistes, nouvellement entrés en politique : Recai İskenderoğlu, Selahattin Cizrelioğlu, Canip Yıldırım[185].

En 1957, Musa Anter, un intellectuel kurde proche de Yusuf Azizoğlu, part s'installer à Diyarbakır auprès de ce dernier, pour y gérer une pharmacie. Leur pharmacie devient une sorte de centre politique pour toute la région kurde[186]. En 1958 Musa Anter et Canip Yıldırım gèrent le journal « *Ileri Yurt* » (« le pays avancé »), qui était au départ un journal à but commercial, dont le propriétaire était Abdurrahman Dolak. Sous l'influence de Musa Anter, le journal est de plus en plus politisé, et se fait l'écho de revendications kurdes[187].

[182] Source : Erol Tuncer, *1954 seçimleri, op. cit.,* p. 370, et Erol Tuncer, *1957 seçimleri*, op. cit., p. 312.
[183] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 238.
[184] *Ibid*., p. 356.
[185] Ibid.
[186] Musa Anter, *op. cit.*, p. 272.
[187] *Ibid*., p. 147.

Aux élections de 1957, le Parti de la liberté obtient plutôt de bons résultats à Diyarbakır : c'est la seule région avec Isparta où il fait plus de 20 %. Il n'y a qu'à Burdur que le Parti de la liberté recueille plus de 33 % des voix. Dans quelques autres départements kurdes, Tunceli, Adiyaman, Elazig, Mus, le parti de la liberté fait plus de 10 %, ce qui montre bien que le parti a une image « kurdiste », au-delà de Diyarbakır.

Toutefois, le parti de la liberté n'obtient aucun siège aux élections de 1957, ce qui est interprété comme une défaite par les jeunes kurdes engagés. Tarık Ziya Ekinci résume bien le climat qui précédait les élections de 1957 : tout le monde pensait que le Parti de la liberté gagnerait les élections à Diyarbakır. Si le DP parvient malgré tout à conserver le pouvoir à Diyarbakır, c'est à cause du pouvoir des propriétaires terriens, clientélisés par le parti[188]. En définitive, seuls les Kurdes politisés, « kurdistes », adhèrent au parti de la liberté, alors que les détenteurs d'un pouvoir plus traditionnel restent fidèles au Parti Démocrate[189]. En 1957, Tarık Ziya Ekinci rejoint le CHP, qui, pour lui, à cette période, est le seul parti qui lutte sincèrement pour la démocratie[190].

Mustafa Remzi Bucak s'exile aux États-Unis en 1959, face aux menaces de plus en plus lourdes qu'il subit. Yusuf Azizoğlu, qui avait pourtant adopté une posture plus conformiste que les deux autres, est le cinquième sur la liste des 38 personnes qui « répandent le kurdisme dans notre pays » selon un rapport daté de 1959 et commandé par Celal Bayar, intitulé « L'idée de Kurdisme dans la Turquie d'aujourd'hui et la naissance de ce courant » [191]. Eloigné du parlement, le groupe perd son influence. C'est à partir de ce moment-là que se développe un activisme kurde, mené par des activistes en-dehors du parlement. Face à cet activisme, plusieurs personnalités du Parti démocrate, mais particulièrement Celal Bayar, adoptent une attitude répressive.

[188] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit*., p. 356.
[189] İsmail Beşikçi, *Doğu Anadolunun Düzeni… op. cit.* ; Orhan Miroğlu, *op. cit.,* p. 126.
[190] Tarık Ziya Ekinci, op. cit., p. 358.
[191] « Türkiye'de Bugünkü Kürtçülük Fikir ve Cereyanının Doğuşu ». Voir Murat Bardakçı, « Celâl Bayar'ın 1959'da hazırlattığı Kürt raporunda bakın kimler var! », Haber Türk, 18 mars 2012, http://www.haberturk.com/yazarlar/murat-bardakci/725769-celal-bayarin-1959da-hazirlattigi-kurt-raporunda-bakin-kimler-var.

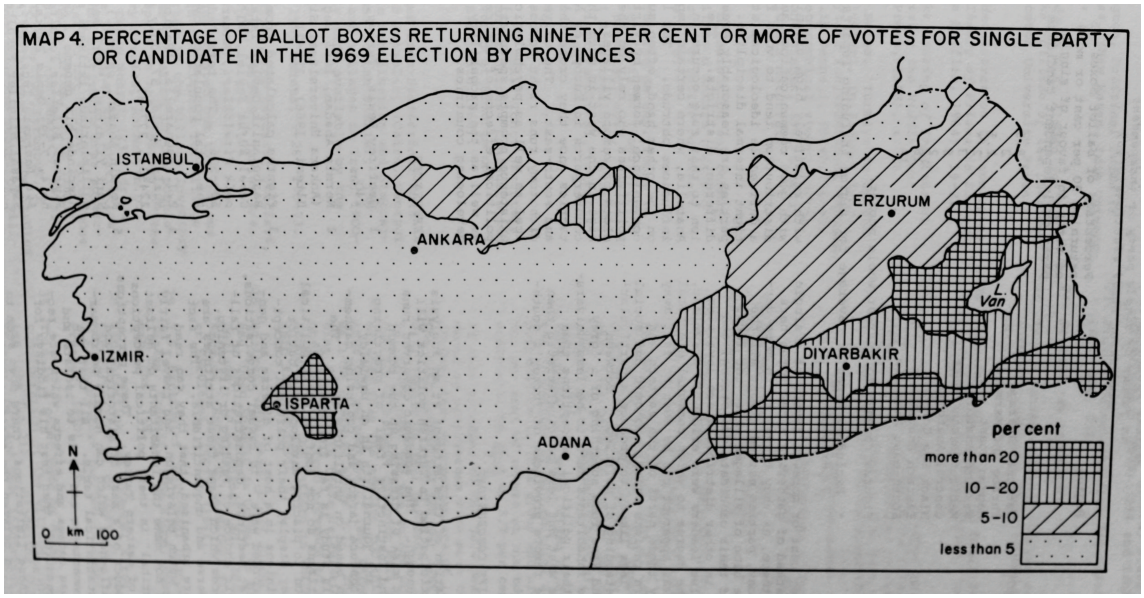


Figure 38 : la structure clientéliste du vote en Turquie en 1969[192]

La carte montre le pourcentage d'urne remplies de vote à plus de 90% pour le même candidat ou le même parti.

D. Celal Bayar : figure de la répression des acteurs kurdes à la fin des années 1950

Mustafa Remzi Bucak, l'un des députés de Diyarbakır les plus actifs au début des années 1950, raconte un dialogue avec Celal Bayar, le président de la République, lors d'un dîner au palais présidentiel en 1959, de la façon suivante[193] :

> « Lors d'un repas au palais présidentiel, Celal Bayar vient me voir, il me prend par le bras et fait quelques pas pour m'entraîner à l'écart des autres. " Remzi bey, dit-il. Je sais qui tu es. Je sais ce que tu manigances. Nous suivons de près chacun de tes mouvements. N'oublie pas : la question kurde est, pour nous, encore plus importante que la question arménienne. Si tu ne veux pas que vous subissiez le même sort, sache que notre tolérance à votre égard est déjà trop grande. ". Sans attendre de réponse, il lâche mon bras et retourne auprès des autres députés. »[194].

[192] William Hale, art. cité, p. 55.
[193] Mustafa Remzi Bucak, *Bir Kürt aydınından İsmet İnönü'ye mektup* [Lettre d'un intellectuel kurde à Ismet Inönü], Doz yayınları, 1968.
[194] « Köşkteki bir yemekte Celal Bayar, yanıma gelmiş, sağ koluma girerek diğerlerinden bir iki adım ayırdıktan sonra, "Remzi bey, senin kim olduğunu, ne maksat ve gaye güttüğünü biliyoruz. Hareketini yakından takip ediyoruz. Unutma ki, Kürt meselesi bizim için Ermeni meselesinden çok pek çok daha mühimdir. Aynı akıbetin başınıza gelmesini istemiyorsan, bu kadar muamele ve musamaha size çoktur bile" demiş ve cevap bile beklemeden kolumu bırakıp, diğer mebusların yanına gitmiş idi. », *ibid*.

Cette scène, si elle est véridique, montre la profondeur de l'*ethos* unioniste chez Celal Bayar. La référence au génocide et la menace explicite à l'égard des populations kurdes montre que le nettoyage ethnique est une solution possible pour mettre fin aux revendications kurdes. A la toute fin des années 1950, deux événements tendent les relations entre le pouvoir démocrate et ceux qu'on n'appelle pas encore les activistes kurdes : le poème de «Kimil» et les déclarations antikurdes d'un député de la CHP à l'Assemblée nationale suite aux « événements de Kirkouk ».[195]

1. Le poème de « Kımıl » et les événements de Kirkouk : deux événements annonciateurs d'un raidissement du pouvoir

Le 31 septembre 1959, Musa Anter publie dans son journal « *Ileri Yurt* » un poème appelé *Kımıl* (insectes nuisibles), entièrement en langue kurde. Le poème est l'une des premières tentatives pour exprimer des griefs sur la situation économique de la région. Il termine son poème sur le vers suivant : « attendez ma soeur, vos frères viennent pour vous sauver de ce que vous souffrez ».[196] Ce poème a immédiatement attiré une attention considérable, et de nombreuses critiques de la part de la presse turque. La reconnaissance constitutionnelle des droits nationaux de la population kurde en Irak après le retour de Barzani inquiétait l'élite de l'État turc quant à ses possibles répercussions pour les Kurdes de Turquie. En conséquence, Musa Anter et le rédacteur en chef du journal, Canip Yıldırım, ainsi que le propriétaire, Abdurrahman Efhem Dolak sont arrêtés en septembre 1959. Bien qu'ils fussent accusés d'offenser les sensibilités du public et d'endommager l'image de l'État, la décision finale de la cour de justice déclare que la publication d'un poème kurde ne constitue pas une attaque contre l'unité des Kurdes et des Turcs[197].

Après le coup d'État de 1958, plusieurs Turkmènes d'Irak sont persécutés et massacrés, ce qui engendre une forte réaction dans les milieux d'extrême-droite en Turquie. Un député CHP, Asim Eren (surnommé « Rommel » par les étudiants kurdes[198]), se plaint devant le parlement de ce que des Kurdes massacrent des Turcs en Irak (il attribue ces massacres aux forces de Barzani), et préconise une politique de coercition envers les Kurdes de Turquie, en la justifiant par ces meurtres. Il prononce la phrase suivante : « Les Kurdes ont tué nos frères, il faut donc que nous tuions autant de Kurdes qu'ils ont tué de Turkmènes » (« *Mukâbele-i bil misil* »). Ce discours suscite de fortes réactions dans

[195] Mehmet Orhan, *Political Violence and Kurds in Turkey: Fragmentations, Mobilizations, Participations & Repertoires*, Londres, Routledge, 2015, p. 46.
[196] Musa Anter, *Kımıl*, Istanbul, Avesta Yayınları, 2000.
[197] Ahmet Alış, « The process of the politicization of the Kurdish identity in Turkey; the Kurds and the Turkish Labor Party (1961-1971) », Thèse de master non publiée de l'université de Boğaziçi, 2009, p. 74.
[198] Hamit Bozarslan « "49lar"ın Anıları Üzerine Tarihsel-Sosyolojik Okuma Notları ve Bazı Hipotezler » [Notes sur une lecture socio-historique des mémoires des « 49 » et quelques hypothèses], *Tarih ve toplum yeni yaklaşımlar*, n°16, 2013, p. 127-143.

les milieux kurdes[199], en particulier les étudiants et les intellectuels kurdes; ce qui provoque l'arrestation de certains[200]. Ces épisodes préfigurent l'arrestation et la détention extra-judiciaire de quarante-neuf intellectuels kurdes.

2. Epilogue : les « quarante-neuf » : une approche répressive de la question kurde

En 1959, 50 intellectuels kurdes sont arrêtés et mis en détention pour une période de presque deux ans. Un des prisonniers meurt rapidement, et ceux qui restent seront connus comme « les 49» (« *Kirk Dokuzlar* »)[201]. Ils sont accusés de « kurdisme » (« *kürtçülük* ») et de « communisme ». Hamit Bozarslan se penche, dans un article, sur la composition sociologique des « 49 », qui forment en même temps un bon échantillon des activistes de la question kurde à la fin des années 1950[202].

L'analyse montre d'abord que ces activistes ne sont pas tous issus de la génération « de la peur », née sous la répression et ayant passé son enfance en exil. Certains sont plus jeunes. La plupart des hommes emprisonnés ont étudié à l'université, mais pas tous – parmi ceux qui ont étudié, presque tous sont diplômés de droit ou de médecine. En revanche, la plupart viennent de familles désargentées, et non de grandes familles comme celles des députés. Ils viennent de toutes les régions du Kurdistan. Enfin, ces militants sont sensibles au discours anti-colonial mondial, certains ont étudié à l'étranger. C'est un fait nouveau. Selon Hamit Bozarslan, l'épisode des « 49 » est le résultat d'une certaine radicalisation parmi ces entrepreneurs de la question kurde, et l'événement agit en même temps comme l'accélérateur de cette radicalisation[203]. C'est, enfin, un événement qui marque une génération ; de nombreuses personnes qui l'ont vécu en parlent comme d'un événement fondateur. L'emprisonnement de ces personnalités montre bien que le pouvoir démocrate a, vis-à-vis de la question kurde, une approche répressive. C'est d'autant plus marquant que certains de ceux qui sont arrêtés avaient parfois commencé leur carrière politique sous la bannière du Parti démocrate. C'est le cas, par exemple, de Esat Cemiloğlu[204], ou de Musa Anter.

3. Celal Bayar : un acteur central de la répression

[199] Tarık Ziya Ekinci, *op. cit.*, p. 375.
[200] Mehmet Orhan, *op. cit.*, p. 46-47.
[201] Yavuz Çamlıbel, *49'lar Davası: Bir Garip Ülkenin İdamlık Kürtleri* [Le procès des 49: les Kurdes à mettre à mort d'un étrange pays], Istanbul, Siyam Kitap, 2015 [2007]; les témoignages de trois intellectuels kurdes sont disponibles dans un film documentaire de Fetullah Kaya en langue kurde, « Doza 49'an », *Şopger*, Istanbul, 2014, https://www.youtube.com/watch?v=gbWDgngwBQY.
[202] Hamit Bozarslan « "49lar"... », art. cité.
[203] *Ibid*.
[204] Cemalettin Canlı et Halil İbrahim Uçak, *op. cit*., p. 406.

Celal Bayar, qui est président de la République turque pendant toute la décennie démocrate, de 1950 à 1960, a joué un rôle important dans la « turquification » de l'Anatolie. En 1913, il est l'organisateur en chef des pogroms de la région d'Izmir visant à faire partir les paysans grecs ; il coordonne l'échange de populations entre Turquie et Grèce en 1924 ; en 1937-38, il est l'un des principaux responsables, avec Ismet Inönü, de la destruction de la région du Dersim[205]. Sur la question kurde, plus que sur d'autres sujets, Celal Bayar est un « *ittihatçı* », un « unioniste ». C'est d'ailleurs, manifestement, un thème de désaccord entre Menderes et lui.

Les acteurs kurdes, d'ailleurs, ne furent jamais dupes. Lorsque les jeunes du foyer étudiant du Tigre (*Dicle Talebe Yurdu*) choisissent de soutenir le Parti démocrate, Musa Anter, qui organise une soirée en présence de Celal Bayar, est forcé de le recevoir avec les honneurs, pour des raisons politiques, bien qu'il affirme par ailleurs le détester (« *Celal Bayar'dan nefret etmeme rağmen, onları politik olarak ben ağırlıyordum* »)[206].

Il semble que Celal Bayar ait joué un rôle personnel très important dans le changement d'attitude vis-à-vis des revendications kurdes et le passage à la répression. En 1959, il commande aux services secrets un rapport sur la question kurde, qui produit une liste des personnes jugées « dangereuses »[207]. De nombreuses personnalités sur la liste sont des députés du Parti démocrate. Abdülmelik Firat raconte dans ses mémoires avoir partagé la chambre de Fatin Rüştü Zorlu, l'un des plus proches conseillers de Menderes, et l'une des plus importantes figures du Parti démocrate, dans la prison de Yassiada, après le coup d'État. Fatin Rüştü Zorlu aurait raconté[208] à Abdülmelik Firat que, en 1959, Celal Bayar convoque le Premier ministre, Adnan Menderes, le ministre des Affaires étrangères, Fatin Rüştü Zorlu, et le ministre de l'Intérieur, Namik Gedik, ainsi que le chef d'État-major dans son bureau, pour exposer le danger d'une révolte kurde imminente.

La solution préconisée par Celal Bayar est de « supprimer » un bon nombre de citoyens kurdes, 5 000, ou 2 500, ou de les déporter vers l'Ouest du pays, en prévention de la révolte. Adnan Menderes, Fatin Rüştü Zorlu et Namık Gedik s'opposent à cette idée, et mettent en doute la probabilité d'une révolte prochaine, mais Celal Bayar insiste sur le danger, selon lui imminent, qui menace l'État. Finalement, Menderes propose de faire arrêter quelques personnalités qui seraient

[205] Tanil Bora, s.v. « Celal Bayar », *Modern Türkiye'de*…, *op. cit*., *in* « Kemalizm », volume 2, p. 546.
[206] Musa Anter, *op. cit*., p. 53.
[207] « Türkiye'de Bugünkü Kürtçülük Fikir ve Cereyanının Doğuşu ». Voir Murat Bardakçı, « Celâl Bayar'ın 1959'da hazırlattığı Kürt raporunda bakın kimler var! », Haber Türk, 18 mars 2012, http://www.haberturk.com/yazarlar/murat-bardakci/725769-celal-bayarin-1959da-hazirlattigi-kurt-raporunda-bakin-kimler-var.
[208] Les mémoires d'Abülmelik Firat sont truffées d'erreurs, de contre-vérités, et de récits qui lui donnent un rôle beaucoup plus important qu'il ne l'a réellement été. C'est pourquoi il faut prendre avec très grande précaution ce récit.

susceptibles de jouer un rôle dans cette révolte. C'est de là qu'est prise la décision d'arrêter les 50 personnes qui allaient former les « 49 »[209].

Abdülmelik Firat attribue cette rumeur de révolte kurde à un rapport de Cemal Gürsel, le général qui prendra le pouvoir après le coup d'État de 1960, et le voit comme une sorte de complot de sa part. Cela rend cette histoire encore plus improbable qu'elle ne l'est déjà : il est désormais établi que le rôle de Cemal Gürsel dans le coup d'État est mineur[210]. Quelle que soit la réalité de cette histoire, elle dit néanmoins quelque chose de l'image de Celal Bayar auprès des acteurs de l'époque. Connaissant le passé de Celal Bayar, il n'était pas saugrenu d'imaginer qu'il soit capable de faire un discours de cette teneur. D'ailleurs, une anecdote est révélatrice : lorsqu'il se rend à Erzurum en 1954, Celal Bayar dîne chez Rıfkı Salim Burçak, qui lui fait apporter, à la fin du repas, comme c'est la coutume, de l'eau de Cologne. Les deux gardes du corps de Celal Bayar examinent très attentivement la bouteille d'eau de Cologne avant de la laisser passer dans la pièce[211]. Cette anecdote montre que la sécurité physique de l'homme est menacée, ou du moins, qu'il craint pour sa sécurité physique. A notre sens, que Celal Bayar reste profondément marqué par la Première Guerre mondiale et le référentiel unioniste.

En définitive, Celal Bayar, qui incarne, au sein du Parti démocrate, la continuité avec le Parti du peuple, est le principal architecte du tournant répressif du Parti démocrate à l'égard de la question kurde. Dès 1954, il montre des réticences face à l'intégration d'acteurs kurdes dans le groupe des députés du parti. A la fin des années 1950, la répression prend un tour plus affirmé, avec l'incarcération extra-judiciaire de quarante-neuf intellectuels kurdes. Les développements de la fin des années 1950 semblent indiquer que Celal Bayar était prêt à aller plus loin dans la répression.

Conclusion

Après avoir consacré un long développement aux groupes sociaux dont nous avons essayé de montrer qu'ils forment le cœur du soutien au Parti démocrate, les *esnaf* des petites villes, et les hommes d'affaires de province, nous avons choisi de consacrer ce dernier chapitre aux groupes sociaux qui retirent leur soutien au Parti démocrate. Nous avons ainsi formulé l'idée selon laquelle l'identité d'un parti se construit aussi dans les défections de certains groupes sociaux. Il s'agissait aussi, dans ce dernier chapitre, d'analyser plus en détail le retour à une situation autoritaire, en examinant la façon dont le Parti démocrate a progressivement adopté une attitude répressive à l'égard de certains acteurs qu'il avait d'abord cooptés.

[209] Ferzende Kaya, *Mezopotamya sürgünü: Abdülmelik Fırat'ın yaşam öyküsü* [L'exil en Mésopotamie. Histoire de la vie d'Abdülmelik Firat], Istanbul, Avesta Yayınları, 2003, p. 133-135.
[210] Feroz Ahmad, *op. cit*., p. 162.
[211] Rıfkı Salim Burçak, *op. cit.,* p. 229.

Nous avons ainsi pu mettre en cause l'idée que le Parti démocrate a tiré tout son crédit politique d'un développement de l'agriculture, en montrant au contraire que les petits producteurs agricoles ont souffert des politiques du Parti agricoles, alors que de nombreux métayers sont devenus travailleurs journaliers, faisant un travail plus précaire. Nous avons pu montrer que si les petits producteurs sont restés fidèles au Parti démocrate dans la région Egée, cela était dû à un soutien particulier du pouvoir démocrate aux producteurs de cette région. Cette situation ne peut se comprendre si on ignore le caractère très organisé et très combatif des coopératives de producteurs dans la région Egée. À Adana, le Parti démocrate a presque toujours choisi de soutenir les industriels en maintenant des bas prix pour l'achat de matières premières.

Nous nous sommes ensuite tournée vers deux groupes sociaux qui, bien que très différents, avaient soutenu le Parti démocrate en 1950 contre le CHP, les ouvriers et les acteurs kurdes. Face à ces deux groupes, le Parti démocrate a suivi une trajectoire remarquablement parallèle. Après une courte période durant laquelle le Parti démocrate a encouragé le développement du mouvement ouvrier, et ce faisant, participe à la formation de la classe ouvrière dans la Turquie des années 1950, le pouvoir durcit le ton. Dès 1951, le projet d'autorisation de faire grève, qui était défendue par le Parti démocrate avant 1950, est enterré. Dès 1953, le pouvoir démocrate se montre peu favorable au mouvement syndical. Vers la fin de la période, il adopte une attitude ouvertement répressive face au mouvement ouvrier, qui se tourne vers l'opposition CHP. Le mécontentement de la classe ouvrière, même s'il est difficilement perceptible dans la presse, étroitement contrôlée par le pouvoir, est exacerbé dans les dernières années de la période par l'inflation, et la dégradation conséquente du niveau de vie des ouvriers.

L'attitude du pouvoir face à la question kurde suit une trajectoire remarquablement similaire. Avant 1950, le Parti démocrate coopte certaines figures importantes, et montre une ouverture face à la question kurde. Dans les premières années de la décennie, quelques initiatives de trois députés kurdes pour que soient reconnus les crimes de l'État turc marque une nouveauté radicale par rapport à la période précédente. Or ces débats au parlement ne sont presque pas suivis d'effets. Sous l'influence de Celal Bayar, les politiques du Parti démocrate sont, à la fin de la période, très proches de celles du CHP ; seule la population visée par la répression diffère. En cela, une comparaison entre les « 49 » et les « 55 aghas » est intéressante.

De quoi s'agit-il ? Après le coup d'État, 485 Kurdes, propriétaires terriens, « aghas », chefs de confréries (« cheikh »), membres de l'aristocratie religieuse (« *seyyid* ») et politiciens locaux, sont déportés, puis incarcérés dans un camp de Sivas pendant six mois sans jugement. Finalement, 55 d'entre eux n'ont pas été autorisés à retourner dans leur ville natale et ont été envoyés en exil dans

plusieurs villes de l'ouest de la Turquie[212], au motif qu'ils avaient pour projet d'« établir un gouvernement kurde» et qu'ils travaillaient à cet effet au sein du DP[213]. Selon Rifki Arslan, cinquante-quatre de ces aghas étaient membres du Parti Démocrate[214].

L'affaire des « 49 » et celle des « 55 aghas » révèle deux façons de traiter le problème kurde pour les élites turques au pouvoir. Pour les autorités du Parti démocrate, les élites kurdes « traditionnelles », telles que les aghas, les cheikhs et les chefs tribaux, sont faciles à coopter. D'ailleurs le Parti démocrate y arrive très bien. Mais, aux yeux des démocrates, les « 49 » représentaient une nouvelle conscience de la kurdicité, qu'il était impossible de coopter. Pour les élites militaro-bureaucratiques du CHP, qui prennent le pouvoir en 1960, le retour des élites traditionnelles kurdes dans le champ du pouvoir légitime, au côté du DP, est le signe, insupportable, d'un échec du projet kémaliste.

En ce sens, l'affaire des « 55 aghas » est aussi une revanche des élites militaro-bureaucratiques contre les élites traditionnelles kurdes. En deux ans, deux types de gestion du « problème » kurde viennent donc s'affronter. Ces deux épisodes montrent, en un sens, l'échec de la droite gouvernementale à élaborer un discours qui puisse intégrer les acteurs kurdes militants à la politique nationale. CHP comme DP ont recours à la répression, certes, sur des populations différentes, mais cela montre que l'un et l'autre considèrent la répression comme la solution au « problème kurde ».

Conclusion de la quatrième partie

Cette quatrième et dernière partie se donnait pour objectif de comprendre la construction sociale de l'identité du Parti démocrate, en étudiant la façon dont certains groupes sociaux l'avaient investi localement. Ce faisant, nous avons aussi tenté de répondre à la question qui était la nôtre dans l'introduction : comment le Parti démocrate construit sa domination sur le champ politique.

Nous avons montré, par l'étude du milieu d'Adana, comment le Parti démocrate a fait alliance, concrètement, avec le groupe des marchands sunnites d'Adana, qui, à la même période, investissent dans la terre, puis dans de nouvelles entreprises industrielles. L'identification de ces hommes d'affaires au Parti démocrate, repose sur un ensemble de lien d'amitiés, de socialisation commune au monde des affaires, et à une convergence de vues sur les politiques économiques. Nous avons pu

[212] İsmail Beşikci, *Kürtlerin « mecburi iskân »ı* [L'«exil forcé » des Kurdes], İstanbul, Komal Yayınları, 1977, p. 212-213; Ahmet Özer, *Doğu Anadolu'da aşiret düzeni* [L'ordre tribal en Anatolie de l'Est], Istanbul, Boyut, 1990, p. 35; Nevzat Çiçek, *27 Mayıs'ın Öteki Yüzü: Sivas Kampı* [L'autre face du *17* mai: le camp de Sivas], Istanbul, Lagin Yayınları, 2010.
[213] Şener Aktürk, *Regimes of Ethnicity and Nationhood in Germany, Russia, and Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 143.
[214] Rıfkı Arslan, *op. cit.*, p. 60.

souligner que l'alliance entre les démocrates et les hommes d'affaires se maintient même après 1955 ; le pouvoir démocrate a toujours soutenu les intérêts de ces industriels face aux petits producteurs de coton. Inversement, les hommes d'affaires n'ont jamais retiré leur soutien au Parti démocrate, alors même que d'importantes sommes d'argent leur étaient extorquées. Ce chapitre nous a donné l'occasion d'éclairer la question du financement du parti.

Le chapitre 7 prenait pour objet un groupe plus important que les hommes d'affaires : les petits boutiquiers ou *esnaf*, dont nous avons montré au chapitre 3 qu'ils étaient la clé de la mobilisation politique dans le monde rural. Nous avons aussi construit notre propos sur l'idée que les *esnaf* formaient les couches conservatrices de la Turquie, et qu'ils étaient très nombreux parmi les communautés religieuses non-confrériques (*cemaat*). En prenant l'exemple d'Erzurum, nous avons montré l'investissement du Parti démocrate par ces milieux conservateurs. Nous nous sommes attachée à en dévoiler les ressorts, en montrant le double niveau de l'identification au Parti démocrate, et en particulier à la figure de Menderes, et du lien clientélaire qui unit ces *esnaf* à l'État. Nous avons ainsi pu éclairer d'un jour nouveau la constitution du Parti démocrate en parti dominant : elle repose en partie sur le contrôle de ces *esnaf*, qui ont une forte influence dans les campagnes. L'étude d'Erzurum nous a aussi permis de comprendre plus finement le rapport du Parti démocrate à la religion, et son identité conservatrice : cette dernière s'est construite dans l'investissement concret de ces groupes très conservateurs dans l'organisation locale du parti.

Enfin, dans un huitième et dernier chapitre, nous avons voulu nous donner les moyens de comprendre le retour à une situation autoritaire, à la fin des années 1950. Pour cela, nous avons voulu étudier les groupes qui ont fait défection au parti, dans l'idée qu'ils participent aussi, par leur départ même, à la construction de l'identité partisane. Nous avons donc analysé comment le Parti démocrate a intégré, au début de la période, des groupes qui avaient été ignorés, voire brutalement réprimés, par le CHP : les ouvriers, et les acteurs kurdes. Nous avons remarqué que l'attitude du Parti démocrate vis-à-vis de ces deux groupes est remarquablement similaire, et suit la même trajectoire. Après une courte période de bienveillance, le parti adopte, dès 1955, une attitude beaucoup plus répressive. Dans ce tournant répressif se lisent aussi les continuités avec le CHP, incarnées par la personne de Celal Bayar.

Conclusion générale

Que nous enseigne une sociologie historique du Parti démocrate ?

Ce travail nous a permis de retracer la façon dont le Parti démocrate s'est constitué historiquement comme parti dominant en Turquie, par un bricolage fait d'imitation du Parti républicain du peuple et d'innovations propres au système d'élections libres. Pour le montrer, nous avons développé une sociologie historique du Parti démocrate, en privilégiant l'échelle locale. Le principal résultat de cette thèse sera peut-être de rectifier, une fois pour toute, l'idée selon laquelle les partis de la droite en Turquie, dont l'AKP a beaucoup hérité, sont des forces de contestation du kémalisme. C'est presque le contraire ; en tout cas, l'étude de la constitution du Parti démocrate en parti conservateur nous montre qu'il reproduit des structures d'État, des modes de gouvernement, un fonctionnement partisan, qui doivent beaucoup au kémalisme de parti unique, tout en organisant la tolérance vis-à-vis de réseaux religieux qui irriguent la mobilisation pour le parti.

Cette thèse établit par ailleurs des résultats qui ne valent pas seulement pour la Turquie. Elle apporte en premier lieu sa pierre à la sociologie des partis politiques. En étudiant un parti politique désormais disparu, ayant laissé peu de sources, nous avons voulu montrer la nécessité d'une sociologie historique attentive aux processus génétiques, ainsi que la fécondité de l'approche localisée d'un parti politique comme objet historique. En effet, l'absence d'outillage statistique nous force à revenir à une « autre sociologie du vote »[1], plus attentive aux contextes locaux, et plus proche d'une ethnographie historique. Nous avons voulu démontrer ici l'importance d'une étude des réseaux et des pratiques informelles des partis politiques.

En outre, l'étude de la période qui voit le passage d'un régime de parti unique à un système pluripartite nous a permis de contribuer à une sociologie du changement de régime, en montrant comment un parti issu de l'opposition peut reprendre à son compte de nombreux éléments du parti unique – un mode de fonctionnement partisan, un dispositif de gouvernement, un type de rhétorique nationaliste –, tout en conservant la légitimité tirée de l'opposition au parti unique. Enfin, l'observation de la constitution d'un parti en parti dominant, assurant sa pérennité par la concentration monopolistique des ressources d'État, nous permet de formuler des réflexions plus générales sur les situations autoritaires.

[1] Céline Braconnier, *op. cit*.

Le Parti démocrate dans l'histoire de la droite en Turquie

Étudier la formation historique d'une matrice de culture politique a présenté un double intérêt. Cet travail s'est d'abord présenté comme une étude de cas, qui a permis d'observer les contextes pratiques de constitution du sens, et ainsi de dénaturaliser la domination des partis de droite sur la scène politique turque. Cette étude nous permet de disséquer, sur une période de moins de quinze ans, comment se mettent progressivement en place des formules électorales, une rhétorique, un type de recrutement, qui assurent au parti une position hégémonique. Cette thèse est aussi plus qu'une étude de cas : elle nous permet d'observer la formation d'une matrice de culture politique, à travers une sociologie du parti.

Le détour par le passé : ce que l'AKP doit à ses prédécesseurs

De nombreuses études ont été consacrées à l'AKP[2]. Toutefois, il serait naïf de voir dans la création de l'AKP, en 2001, celle d'un parti radicalement nouveau. Cette thèse nous permet de mettre en cause l'idée que l'AKP, dans les années 2000, a produit un discours original, qui mettait à mal le « kémalisme » comme discours ordonnateur du politique en Turquie. L'AKP a en héritage une culture politique qui, elle-même, doit beaucoup au CHP, mais qui remonte également à Abdülhamid, considéré comme modèle, et, à travers le CHP, jusqu'au Comité Union et Progrès.

La filiation de l'AKP avec les précédents partis majoritaires de droite n'est mobilisée publiquement que de façon sélective : dans les années 2000, un montage circulant sur les réseaux sociaux montre une photo d'Adnan Menderes (l'un des fondateurs du Parti démocrate, Premier ministre de 1950 à 1960), de Turgut Özal, le fondateur et président du Parti de la mère patrie (Anavatan partisi, ANAP) et de Recep Tayyıp Erdoğan, assortie de la légende suivante : « *Menderes'i astınız? Özal'ı zehirlediniz? Erdoğan'ı yedirmeyiz !* » « [Vous avez pendu Menderes ? Vous avez empoisonné Ozal ? On vous laissera pas Erdoğan ! »]. L'image porte le titre « Les hommes de la nation », « Milletin adamları », et elle est assortie de la légende suivante : « Nos grands-pères avec Menderes, nos pères avec Özal, et nous nous marchons avec Erdoğan ».

[2] Pour n'en citer que quelques-unes : Hakan Yavuz (dir.), The emergence of a New Turkey : democracy and the AK party, Salt Lake City, University of Utah Press, 2006 ; Ümit Cizre, The Turkish AK party and its leader : criticism, opposition and dissent, Londres, Routledge, 2016 ; Cihan Tuğal, Passive revolution : absorbing the islamic challenge to capitalism, Stanford, Stanford University Press, 2009 ; Ayşe Buğra et Osman Savaşkan, New capitalism in Turkey: the relationship between politics, religion and business, Cheltenham, Edward Elgar, 2014.



Figure 39 : « Les hommes de la nation »

Une affiche électorale de 2014 porte le même slogan, « les hommes de la nation », et représente Tayyıp Erdoğan accompagné, à sa gauche, de Necmettin Erbakan, le fondateur du premier parti ouvertement islamiste de Turquie, le Parti de la prospérité (*Refah partisi*), et, à sa droite, d'Adnan Menderes et de Turgut Özal. Süleyman Demirel, le fondateur du Parti de la justice, l'un des partis politiques dont l'existence fut la plus longue dans l'histoire de la Turquie, est absent de cette image, comme il est absent de toute filiation revendiquée par l'AKP – certainement parce qu'il fut, dans les années 1970, en concurrence avec le parti islamiste d'Erbakan, dont l'AKP est directement issu.



Figure 40 : Affiche électorale de l'AKP

L'histoire de la droite en Turquie, du Parti démocrate à l'AKP, en passant par le Parti de la justice et le Parti de la mère patrie, est faite de nombreuses ruptures, mais aussi de continuités. De ces partis, l'AKP hérite à la fois des réseaux, des fiefs électoraux, un système de valeurs, un patrimoine

idéologique, une pratique du pouvoir. Dès lors, nous avons tenté de montrer que la clé de compréhension de l'hégémonie de la droite est à chercher aux origines, c'est-à-dire dans la formation du système de partis en Turquie, et du côté des configurations sociales spécifiques, ce qui exigeait d'adopter une micro-échelle.

La façon dont les différents partis de droite, à la suite du Parti démocrate, se sont appropriés son héritage, et la part d'invention originale dans leur formulation d'une culture propre, constituent un autre sujet, que nous n'avons pas les moyens d'aborder ici. Précisons-le simplement : loin de nous l'idée que tous les partis de la droite de gouvernement auraient puisé dans les mêmes matrices et les mêmes références depuis le Parti démocrate jusqu'à l'AKP, sans aucune rupture. Hériter en politique, c'est « distingue[r] et ret[enir], interpréte[r] et sélectionne[r], puis finalement adopte[r] et délaisse[r] dans le même mouvement » ; c'est à la fois une appropriation et une invention[3].

Quoiqu'il en soit, les successeurs du Parti démocrate en héritent un patrimoine idéologique, des héros et des valeurs, une histoire, une identité sociale, des réseaux et des fiefs. Mais surtout, les différentes étapes de la trajectoire du Parti démocrate ont fondé les éléments d'un mythe fondateur pour la droite de gouvernement : la droite, c'est le « peuple », alors que le parti kémaliste, c'est le parti de l'*establishment* kémaliste, composé essentiellement de l'armée et de quelques membres de la bureaucratie, qui ne représentent qu'eux-mêmes. La victoire électorale de 1950 et le coup d'État de 1960 forment les deux extrémités temporelles de ce récit.

Apports historiographiques

Cette thèse nous a permis d'éclairer plusieurs points qui concernent plus spécifiquement l'histoire du Parti démocrate, en montrant, d'une part, que le Parti démocrate est *devenu* conservateur, alors qu'il ne l'était pas au moment d'arriver au pouvoir, et en mettant en évidence, d'autre part, le rôle central des *esnaf*, plus que des paysans, dans la mobilisation pour ledit parti. Les *esnaf* et les hommes d'affaires sont les groupes sociaux qui participent à l'élaboration, par le Parti démocrate, d'une syntaxe conservatrice ; l'examen de ces groupes et de la façon dont ils mettent en ordre le parti nous permet de donner une définition « en actes » du conservatisme. C'est grâce à cette syntaxe conservatrice, mais aussi par le réinvestissement des savoir-faire de parti unique du CHP, que le Parti démocrate parvient à se constituer comme parti dominant.

[3] Ludivine Bantigny, « L'héritage en partage », in Arnaud Baubérot et Ludivine Bantigny (dir.), *Hériter en politique, filiations, générations et transmissions politiques (Allemagne, France et Italie, XIXe-XXIe siècle*), Paris, PUF, 2011, p. 5.

Comment le Parti démocrate est devenu conservateur

Au début de son existence, le Parti démocrate agrège tous les groupes qui sont opposés à l'ordre établi, et qui désirent le changement. La naissance du parti est certes due à un conflit factionnel au sein du Parti républicain du peuple, qui était alors parti unique, conflit lui-même lié à une inimitié personnelle des fondateurs du Parti démocrate à l'égard d'Inönü ; le parti s'implante néanmoins efficacement et surtout très rapidement dans tout le pays. Au début de son existence, le Parti démocrate a des accents presque révolutionnaires : c'est la force politique qui incarne l'opposition à l'ordre établi. Ce faisant, il agrège des forces opposées au CHP, dont l'hostilité vient – c'est le cas notamment s'agissant des intellectuels kurdes – des politiques menées par le CHP lors de la fondation de la République turque et dans les années qui suivirent. Pour la majorité des acteurs qui soutiennent le Parti démocrate, dans les premières années de son existence, le mécontentement à l'égard du CHP prend racine dans le marasme économique de la Turquie pendant la Seconde Guerre mondiale. La rhétorique du « peuple », abondamment utilisée comme moyen de propagande dans les meetings du parti, est alors centrale dans le dispositif de campagne électorale.

En revanche, tout change à partir de 1950, date à laquelle le Parti démocrate gagne les élections, et *a fortiori* à partir de 1954, date à laquelle le parti renforce sa suprématie au Parlement. À plusieurs égards, la prise du pouvoir modifie profondément la physionomie du Parti démocrate. En définitive, ce n'est qu'au cours des années 1950 que le Parti démocrate devient un parti conservateur ; c'est durant cette décennie que se sédimentent des alliances qui continueront à valoir pour les futurs partis de la droite de gouvernement. Pourtant, les ressources idéologiques fournies par ce discours d'opposition à l'ordre établi, quasi révolutionnaire, continuent d'irriguer l'adhésion au Parti démocrate jusque tard dans les années 1950, s'agissant y compris des catégories sociales qui avaient le plus à souffrir des politiques du parti. Ce processus, par lequel un parti politique commence par s'attirer les soutiens des classes les plus défavorisées et les plus opposées à l'ordre établi, est au cœur de ce nous avons appelé les « origines de la Turquie conservatrice », et a été bien étudié pour l'AKP[4]. Nous nous sommes attachée à décrire, selon une temporalité fine, les rouages de ce mécanisme.

Une version conservatrice du Parti républicain du peuple

À partir de 1950, le Parti démocrate accède au pouvoir, ce qui transforme profondément les structures du parti. Ce dernier bénéficie désormais de ressources supérieures à celles dont disposent tous les autres partis pour clientéliser de larges secteurs de l'électorat, contrôler les éléments les plus

[4] Cihan Tuğal, Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism, Stanford University Press, 2009.

actifs de l'opposition, instrumentaliser les processus électoraux[5]. Pendant la période démocrate, nous l'avons vu, les logiques clientélistes et le jeu des factions ont joué un rôle décisif dans l'allocation des ressources. En arrivant au pouvoir, le Parti démocrate hérite aussi des préoccupations de l'État unioniste : la question kurde, qui avait été un temps posée comme un problème de politique publique, devient pensée sous l'angle uniquement répressif.

Nous avons tenté de montrer, dans ce travail de thèse, tout ce que le Parti démocrate doit au Parti républicain du peuple, à commencer par ses dirigeants, au premier rang desquels Celal Bayar, qui parvient à maintenir, tout au long de la période, un contrôle étroit sur le parti. Le premier hérite également du second un mode de fonctionnement, le parti étant organisé autour du leader ou, dans le cas du Parti démocrate, des leaders, Adnan Menderes et Celal Bayar. Les carrières au sein du parti, et notamment l'accession à un poste de député, sont étroitement contrôlées par le ou les leaders, qui concentrent entre leurs mains le pouvoir de décision.

Comme le Parti républicain du peuple, le Parti démocrate s'appuie, localement, sur des notabilités, qui maîtrisent de larges réseaux de clientèle. Mais, contrairement au Parti républicain du peuple, le Parti démocrate met en place une tolérance organisée face aux mouvements islamiques et aux acteurs conservateurs.

L'approche empirique d'un parti dominant

Cette thèse éclaire aussi des processus qui ne sont pas propres à la Turquie. Elle contribue à la sociologie des partis politiques, en montrant, d'une part, la fécondité de l'approche localisée d'un parti politique dans l'histoire – approche d'autant plus féconde que font défaut les sources du parti lui-même –, et, d'autre part, l'importance de l'étude des pratiques informelles du parti.

Nos résultats peuvent aussi éclairer, plus globalement, une sociologie des changements de régime, en montrant comment un parti politique né dans l'opposition, arrivé au pouvoir à l'issue de l'ouverture du champ politique, peut se constituer en parti dominant. Nous avons voulu montrer comment le Parti démocrate a intégré d'anciennes élites du parti unique reconverties, notamment au niveau local, comment il a imité des pratiques et un fonctionnement qui étaient ceux du CHP, comment il a réinvesti des savoir-faire de parti unique. Ce faisant, notre travail montre aussi la nécessité de penser le changement de régime à partir de l'un de ses acteurs concrets, le parti politique, plutôt que selon une perspective normative.

[5] Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », Politix, 3/2014, n° 107, p. 195-218.

Le choix d'une approche localisée pour un objet historique

Le caractère même de notre objet, à savoir un parti politique mort et enterré il y a plus de soixante ans, nous obligeait à réaliser une certaine hybridation de deux disciplines, l'histoire et la science politique.

Par le choix du local, et en l'absence de sources chiffrées, nous avons opté pour une sociologie historique de type interprétatif. Cette décision ne condamne pas pour autant notre travail au relativisme culturel et à l'historicisme absolu. Nous souhaitons montrer, au contraire, qu'il est possible de transformer la difficulté méthodologique en un avantage[6] : la contextualisation et l'approche localisée, s'agissant d'un objet historique, peuvent enrichir l'analyse d'éléments nouveaux. En particulier, l'approche localisée du parti nous a permis de saisir les rapports ordinaires, quotidiens, qu'entretiennent les acteurs sociaux à la politique, tout en plaçant les groupes primaires, plutôt que les individus, au centre de l'étude[7]. Cette approche nous a permis de revenir à une analyse « multi-méthodes »[8] des comportements politiques.

L'approche d'un parti politique par son contexte nous a permis de contourner plusieurs apories récurrentes dans l'étude du Parti démocrate : comment un parti qui apparaît, à certains égards, comme révolutionnaire avant 1950 se transforme-t-il en parti conservateur ? Comment un parti qui adopte une attitude parfois très répressive vis-à-vis de réseaux religieux peut-il être investi par des acteurs islamistes ? L'approche par le local nous a ainsi permis de mettre en cause certaines affirmations pourtant très répandues sur les assises sociales du Parti démocrate ; ainsi de la mise en évidence, contre les analyses rapides qui faisaient de ce parti le parti des paysans[9], du rôle central des intermédiaires culturels, des groupes commerçants des villes. Nous avons pu montrer que l'étude des milieux locaux nous apprend plus, même si c'est de façon plus partielle, que de parler en terme de classes sociales.

Que ce soit en histoire ou en science politique, l'opération de recherche consiste toujours à « surmonter la distance ou l'étrangeté du cas analysé »[10]. Au fil de notre travail, le décentrement en direction d'un objet historique, et surtout le caractère lacunaire des sources, nous ont appris à pratiquer une science politique qui sache douter d'elle-même ; aucun ouvrage de sociologie ne peut se passer d'une contextualisation historique, qui spécifie le cadre dans lequel les concepts de sociologie

[6] Christine Guionnet et Sophie Rétif (dir.), Exploiter les difficultés méthodologiques : une ressource pour l'analyse en sciences sociales, Rennes, PUR, 2015.
[7] Céline Braconnier, *op. cit*., p. 17.
[8] *Ibid*., p. 18.
[9] Cem Erogul, *op. cit*., p. 141-144.
[10] François Buton et Nicolas Mariot, *op. cit*., p. 19.

acquièrent tout leur pouvoir d'intelligibilité. C'est même ce va-et-vient permanent entre effort d'explication universalisable et contextualisation historique qui fait la spécificité, et même la puissance, du raisonnement sociologique[11].

Deuxièmement, cette étude « par le local » du Parti démocrate nous a permis de montrer la nécessité, dans l'appréhension d'un parti politique, de partir de ses pratiques informelles. Une étude du Parti démocrate qui se limiterait à l'analyse de ses statuts manquerait ce qui constitue l'essence de son fonctionnement : le jeu des factions, les échanges clientélistes, et, plus généralement, l'imbrication du politique et du social.

Penser le changement de régime par l'approche empirique d'un parti dominant

Par ailleurs, notre étude nous a permis de développer des outils pour penser le changement de régime et, en particulier, le retour à une « situation autoritaire »[12]. En partant de l'objet « parti politique » et, en l'occurrence, de la constitution d'un parti en parti dominant, nous avons voulu faire dialoguer des sciences politiques élaborées pour et à partir de l'Europe occidentale avec un terrain étranger.

Partir d'un objet classique pour la science politique nous permettait d'adopter une posture résolument sociologique, exempte de culturalisme, pour « éclairer des mécanismes d'élaboration, de fonctionnement puis de légitimation »[13] menant à une situation autoritaire. Travailler sur les « logiques fines de la restriction de la concurrence politique » nous a permis de nuancer l'idée selon laquelle le régime politique turc serait devenu brusquement démocratique à l'orée des années 1950, pour redevenir, tout aussi subitement, autoritaire à la fin de la période.

Cette confrontation d'un objet classique de la science politique – le parti politique, et, plus précisément, le parti dominant – au terrain turc nous a permis à la fois de faire parler l'expérience turque grâce aux outils de la science politique « classique » et, réciproquement, de mettre le concept de parti à l'épreuve. C'est seulement au prix de cette confrontation dynamique que nous avons pu éviter les deux écueils symétriques que sont l'application mécanique de modèles élaborés pour l'Europe occidentale, d'une part, et, d'autre part, le particularisme, incapable d'affirmer autre chose

[11] Cf. Jean-Claude Passeron, *op. cit*.
[12] Olivier Dabène, Vincent Geisser, et Gilles Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle,* La Découverte, 2008, p. 11. Les auteurs préfèrent le terme de « situation autoritaire » à celui de « régime autoritaire », qui, repose sur une définition de l'autoritarisme comme tout ce qui ne correspond pas aux critères des démocraties libérales.
[13] *Ibid*., p. 20

qu'une différence ontologique entre les systèmes politiques de l'Europe occidentale et ceux du reste du monde[14].

[14] Mamoudou Gazibo, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, p. 5-17.

Bibliographie

Ouvrages

Abélès, Marc, *Jours tranquilles en 89 : ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1988.

Agulhon, Maurice,

- *Histoire vagabonde*, volume III, *La politique en France, d'hier à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, 1996.
- *La République au village, les populations du Var, de la Révolution à la seconde République, Paris, Plon, 1970.*
- *La République au village, quoi de neuf ?, Paris, Plon, 1979.*

Ahmad, Feroz, *The Turkish Experiment in Democracy, 1950-1975*, Londres, Westview Press for the Royal Institute of International Affairs, 1977.

Aït-Aoudia, Myriam, *L'expérience démocratique en Algérie, 1988-1992 : apprentissages politiques et changement de régime*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015.

Akgünduz, Ahmet, *Arşiv belgeleri ışığında Bediüzzaman Said Nursi ve ilmî şahsiyeti* [L'atemporel Said Nursi et sa personnalité savante à la lumière des documents d'archives], 6 volumes, Istanbul, Osmanlı Araştırmaları Vakfı, 2013.

Aksoy, Yaşar,

- *Bir Kent Bir İnsan - izmir'in son yüzyılı, S. Ferit Eczacıbaşı'nın yaşamı ve anıları* [Une ville, une personne : le dernier siècle d'Izmir. La vie et les souvenirs de Ferit Eczacıbaşı.], Izmir, Eczacıbaşı yayınları, 1986.
- *Ege sanayi tarihi* [Histoire industrielle de la région Egée], Izmir, Ege Bölgesi Sanayi Odası yayınevi, 1999.

Akşin, Sina, *Kısa Türkiye tarihi* [Histoire courte de la Turquie], Istanbul, Türkiye İş Bankası, 2008.

Aktürk, Şener, *Regimes of Ethnicity and Nationhood in Germany, Russia, and Turkey*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

Albayrak, Mustafa, *Türk Siyasi Hayatında Demokrat Parti*, [Le Parti Démocrate dans la vie politique turque], Ankara, Phoenix, 2004.

Alkan, Mehmet Ö. ; Turan, İlter ; Yücekök, Ahmet N. ; *Tanzimattan günümüze İstanbul'da sivil toplum kuruluşları*, Istanbul, Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, 1998.

Alyanak, Kemal, *Erzurum'da basın* [La presse à Erzurum], Erzurum, 1999.

Aras, Sıtkı, *Erzurum'un Manevi Mimarları*, [Les architectes moraux d'Erzurum], Istanbul, Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı (3e éd.), 2007.

Arı, Kemal, *Büyük Mübadele, Türkiye'ye zorunlu göç (1923-1925)*, Istanbul, Tarih vakfı Yurt Yayınları, 3e édition, 2003 [1995].

Armağan, Mustafa, *Paşaların Hesaplaşması. Küller Altında Yakın Tarih* [Les règlements de compte des pachas. L'histoire récente sous les cendres], volume 5, Istanbul, Timas yayınları, 2010.

Arnaud, Lionel ; Guionnet, Christine (dir.), *Les frontières du politique : enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Arslan, Rıfkı, *Diyarbakırda toprakta mülkiyet rejimleri ve toplumsal değişme: oniki yerleşme ünitesi* [Les régimes de la propriété terrienne et le changement social à Diyarbakır : douze unités d'habitation], Diyarbakır, Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, 1992.

Asal, Talat, *Güneş batmadı: müvekkilim Adnan Menderes ve Yassıada* [Le soleil ne s'est pas couché : mon client Adnan Menderes et Yassiada], Istanbul, Selis, 2003.

Avcıoğlu, Doğan,

- *Millî kurtuluş tarihi: 1838 den 1955'e* [Histoire de l'indépendance : de 1838 à 1955], Istanbul, Tekin yayınevi, 1986.
- *Devrim ve « demokrasi » üzerine* [Sur la révolution et la « démocratie »], Istanbul, Tekin yayinevi, 1980.

Aydın, Mustafa ; Çağrı, Erhan (dir.), *Turkish-American Relations: Past, Present and Future*, Ankara, Psychology Press, 2004.

Aymes, Marc ; Gourisse, Benjamin ; Massicard, Elise (dir.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours,* Paris, Karthala, 2013.

Azak Gürbüz. *Ben Adnan Menderes Yani Astığınız Adam* [Je suis Adnan Menderes, l'homme que vous avez pendu], Istanbul, Emre Yayınları, 2006.

Baamara, Layla (dir.), *Faire campagne, ici et ailleurs : Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Paris, Karthala, 2016.

Bacqué-Grammont, Jean-Louis ; Dor, Rémy (dir.), *Mélanges offerts à Louis Bazin : par ses disciples, collègues et amis*, Paris, L'Harmattan, 1992.

Bali, Rıfat N., *L'affaire de l'impôt sur la fortune : 11 novembre 1942-15 mars 1944*, Istanbul, Libra, 2010.

Bailey, Frederick George, *Les règles du jeu politique : étude anthropologique* [Stratagems and spoils, a social anthropology of politics], traduit par Jean Copans, Paris, Presses universitaires de France, 1971.

Bantigny, Ludivine ; Baubérot, Arnaud (dir.), *Hériter en politique : filiations, transmissions et générations politiques, Allemagne, France et Italie, XIXe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2011.

Başkut, Cevat Fehmi, *Buzlar çözülmeden*, Istanbul, Inkilap ve aka, 1972.

Batatu, Hanna, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq: A Study of Iraq's Old Landed and Commercial Classes and of Its Communists, Ba'thists and Free Officers*, Princeton, Princeton University Press, 2012 [1978].

Bayazıt, Taner, *İzmir Basınında Demokrasi Mücadelesi 1923-1950* [La lutte pour la démocratie dans la presse d'Izmir, 1923-1950], Izmir, 1992.

Baydar, Oya ; Köymen, Oya (dir.), *75 yılda köylerden şehirlere* [Des villages aux villes pendant 75 ans], Istanbul, Türkiye Ekonomik ve Toplumsal Tarih Vakfı, 1999.

Behçet, Çelik (dir.). *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar*. [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Istanbul, İletişim, 2007.

Belloni, Frank P. ; Beller, Dennis C. (ed.), *Faction Politics: Political Parties and Factionalism in Comparative perspective*, Oxford, Clio books, 1978.

Benedict, Peter ; Tümertekin, Erol ; Mansur, Fatma (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leiden, Brill, 1974.

Bennani-Chraïbi, Mounia ; Catusse, Myriam ; Santucci, Jean-Claude (dir.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives de 2002*, Paris, Karthala / IREMAM, 2004.

Berelson, Bernard ; Lazarsfeld, Paul Felix ; Gaudet, Hazel, *The People's Choice : How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*, Ann Arbor, University of Michigan, 1992 [1948].

Berkes, Niyazi, *Bazı Ankara köyleri üzerinde bir araştırma* [Une enquête sur quelques villages d'Ankara], Ankara, Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi Felsefe Enstitüsü yayınları, 1942.

Beşikçi, Ismail,

- *Doğu Anadolu'nun düzeni: sosyo-ekonomik ve etnik temeller* [L'ordre de l'Anatolie de l'Est : bases socio-économiques et ethniques], Istanbul, İsmail Beşikçi Vakfı Yayınları, 1992.

- Orgeneral Mustafa Muglali olayi « 33 kursun » [L'événement du général Mustafa Muglali, les « 33 balles de plomb »], Istanbul, Ismail Besikçi Vakfı yayınları, 2013 [1991].

- *Kürtlerin « mecburi iskân »ı* [L' « exil forcé » des Kurdes], Istanbul, Komal Yayınları, 1977.

Beysanoğlu, Şevket, *Diyarbakır bibliyografyası* [Bibliographie de Diyarbakır], Diyarbakır, Diyarbakır Tanıtma, Kültür ve Yardımlaşma Vakfı, 1998.

Boissevain, Jeremy, *Friends of Friends : Networks, Manipulators and Coalitions*, Oxford, Blackwell, 1974 [1914].

Boltanski, Luc, *Les cadres : la formation d'un groupe social*, Paris, Editions de minuit, 1982.

Bora, Tanıl (dir.), *Taşraya Bakmak* [Regarder la campagne], Iletişim yayınları, Istanbul 2016.

Bora, Tanıl, *Türk Sağının Üç Hali - Milliyetçilik, Muhafazakarlık, İslamcılık* [Les trois états de la droite turque : nationalisme, conservatisme, islamisme], Istanbul, Iletisim yayınları, 2015 [1998].

Boran, Behice, *Toplumsal yapı araştırmaları: iki köy çeşidinin mukayeseli tetkiki*. [Recherches sur les structures sociales : une étude comparée de deux types de villages], Istanbul, Sarmal Yayınevi, 1992 [1945].

Boulland, Paul, *D*es *vies en rouge : militants, cadres et dirigeants du PCF (1944-1981),* Ivry-sur-Seine, Les Editions de l'atelier, 2016.

Bourdieu, Pierre, et Alain Darbel, *L'amour de l'art : les musées et leur public*, Paris, Editions de Minuit, 1966

Bozarslan, Hamit,

- *Histoire de la Turquie contemporaine*, Paris, La découverte, 2004.

- *Histoire de la Turquie de l'Empire à nos jours*, Paris, Editions Tallandier, 2015 [2013].

Braconnier, Céline, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, Lextenso éditions, 2010.

Briquet, Jean-Louis ; Sawicki, Frédéric (dir.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

Briquet, Jean-Louis, *La tradition en mouvement : clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.

Brockett, Gavin D.,

- *Towards a Social History of Modern Turkey: Essays in Theory and Practice*, Istanbul, Libra Yayınları, 2011.

- *How Happy to Call Oneself a Turk: Provincial Newspapers and the Negotiation of a Muslim National Identity*, Austin, University of Texas Press, 2011.

Brown, Wendy, *Les habits neufs de la politique mondiale, néo-libéralisme et néo-conservatisme*, traduit par Christine Vivier, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007.

Bruinessen, Martin van, *Agha, Shaikh, and State: The Social and Political Structures of Kurdistan*, Londres, Zed Books, 1992.

Bucak, Mustafa Remzi, *Bir Kürt aydınından İsmet İnönü'ye mektup* [Lettre d'un intellectuel kurde à Ismet Inonu], Istanbul, Doz yayınları, 1991 [1968].

Buğra Ayşe, *Devlet ve İşadamları* [L'Etat et les hommes d'affaires], Istanbul, Iletişim Yayınları, 2003.

Buğra, Ayşe et Savaşkan, Osman, *New capitalism in Turkey : the relationship between politics, religion and business*, Cheltenham, Edward Elgar, 2014.

Buton, François ; Mariot, Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire,* Paris, Presses universitaires de France, 2009.

Çağlayan, Ercan, *Cumhuriyet'in Diyarbakır'da Kimlik İnşası (1923-1950)* [La construction de l'identité républicaine à Diyarbakır 1923-1950], Iletişim Yayınları, Istanbul, 2014.

Camau, Michel ; Geisser, Vincent, *Le syndrome autoritaire : politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003.

Camau, Michel ; Dabène, Olivier ; Massardier, Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle, mélanges offerts à Michel Camau*, Paris, La Découverte, 2008.

Canlı, Cemalettin ; Uçak, Halil İbrahim, *Hattın Dört Yanında Cemilpaşazadeler* [Les Cemilpaşazade aux quatre coins de la route], Istanbul, Dipnot, 2012.

Canlı, Cemalettin ; Yusuf Kenan Beysülen. *Zaman içinde Bediüzzaman* [L'Atemporel en son temps], Istanbul, İletişim, 2010.

Caron, Jean-Claude ; Chauvaud, Frédéric (dir.), *Les campagnes dans les sociétés européennes : France, Allemagne, Espagne, Italie, 1830-1930*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Çamlıbel Yavuz, *49'lar Davası: Bir Garip Ülkenin İdamlık Kürtleri* [Le procès des 49: les Kurdes à mettre à mort d'un étrange pays], Istanbul, Siyam Kitap, 2015 [2007].

Cem, Ismail, *Türkiye'de geri kalmışlığın tarihi* [Histoire du sous-développement en Turquie], Istanbul, İş Bankası Kültür Yayınları, 2008.

Çeviker, Turgut ; Ahmet Kuyaş, *Karikatürkiye : Karikatürlerle Cumhuriyet tarihi 1923-2008* [Caricaturquie: l'histoire républicaine par les caricatures 1923-2008] 3 vol, Istanbul, NTV, 2010.

Chalcraft, John T., *The striking cabbies of Cairo, and other stories, Crafts a guilds in Egypt, 1863-1914*, New-York, SUNY Press, 2005.

Charaudeau, Patrick, *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, éditions Vuibert, 2005.

Çiçek, Nevzat, *27 Mayıs'ın Öteki Yüzü: Sivas Kampı* [L'autre face du 27 mai : le camp de Sivas], Istanbul, Lagin Yayınları, 2010.

Çınar, Metin, *Anadoluculuk ve Tek Parti CHP'de Sağ Kanat* [L'anatolisme et l'aile droite au sein du CHP de parti unique], Istanbul, Iletisim, 2013.

Çizmeli, Şevket, *Menderes: demokrasi yıldızı?* [Menderes : une étoile de la démocratie ?], Istanbul, Arkadaş, 2007.

Cizre, Ümit, *The Turkish AK party and its leader: criticism, opposition and dissent,* Londres, Routledge, 2016.

Clayer, Nathalie ; Kaynar, Erdal (dir.), *Penser, agir et vivre dans l'Empire ottoman et en Turquie : études réunies pour François Georgeon*, Louvain, Peeters Publishers, 2013.

Cohen, Antonin ; Lacroix, Bernard ; Riutort, Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

Collovald, Annie ; Gaïti, Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006.

Combes, Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.

Combes, Hélène, et Gabriel Vommaro, *Sociologie du clientélisme,* Paris, La Découverte, 2015.

Cossart, Paula, *Le meeting politique : de la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Costa, Olivier ; Kerrouche, Éric ; Magnette Paul (dir.), *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?* Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2004.

Çomu, Aslı Emine, *The Exchange of Populations and Adana, 1830-1927*, Istanbul, Libra Kitap, 2011.

Dahl, Robert Alan, *Qui gouverne ?,* traduit par Pierre Birnbaum et Pierre Birman, Paris, Armand Colin, 1971 [1961].

Dard, Olivier ; Monier, Frédéric ; Engels, Jens Ivo, *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine. Les coulisses du politique à l'époque contemporaine*, Paris, Armand Colin, 2014.

Dawletschin-Linder, Camilla, *Diener seines Staates : Celal Bayar (1883-1986) und die Entwicklung der modernen Türkei*, Wiesbaden, Harrassowitz, 2003.

Demirel, Ahmet, *Tek Partinin İktidarı : Türkiye'de Seçimler ve Siyaset (1923-1946*) [Le pouvoir de la période de parti unique : la politique et les élections en Turquie (1923-1946)], Istanbul, Iletisim, 2014 [2013].

Demirel, Tanel, *Türkiye'nin Uzun On Yılı. Demokrat Parti İktidarı ve 27 Mayıs Darbesi* [La longue décennie de la Turquie. Le pouvoir du parti démocrate et le coup d'Etat du 27 mars.], Istanbul, Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2011.

Déloye, Yves,

- *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007 [1997].

- *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote, XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2006.

Déloye, Yves ; Ihl, Oliver, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Déloye, Yves ; Mayer, Nonna (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017.

Diken, Şeyhmus, *İsyan sürgünleri* [Les exils de la révolte], Istanbul, İletişim yayınları, 2005.

Dilipak, Abdurrahman, *Menderes dönemi* [La période Menderes], Istanbul, Beyan Yayınları, 1990.

Duby, George ; Wallon, Armand, *Histoire de la France rurale : de 1789 à 1914*, volume 3, Agulhon, Maurice ; Désert, Gabriel ; Specklin, Robert, *Apogée et crise de la civilisation paysanne*, Paris, éditions du Seuil, 1992.

Ducoulombier, Romain, *Camarades ! La naissance du Parti communiste en France*, Paris, Perrin, 2010.

Duverger, Maurice, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1964 [1951].

Elias, Norbert ; Dunning Eric, *Sport et civilisation. La Violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.

Emiroğlu, Kudret ; Türkoğlu, Ömer ; *Varlık, Bülent, Adana sanayi tarihi* [Histoire de l'industrie à Adana], Adana, Adana sanayi odası, 2008

Emrence, Cem, *Serbest Cumhuriyet Fırkası: 99 günlük muhalefet*. [Le parti républicain libre : 99 jours d'opposition], Istanbul, İletişim Yayınları, 2006.

English, Paul Ward, *City and village in Iran, settlement and economy in the Kirman basin*, Madison, University of Wisconsin Press, 1966.

Ergut, Ferdan, *Modern Devlet ve Polis. Osmanlı'dan Cumhuriyet'e Toplumsal Denetimin Diyalektiği* [L'Etat moderne et la police. La dialectique du contrôle social de l'Empire ottoman à la République], Istanbul, Iletisim, 2015[2004].

Eroğul, Cem, *Demokrat Parti. Tarihi ve ideolojisi* [Le parti démocrate. Son histoire et son idéologie.], Ankara, Presses de la faculté de sciences politiques de l'Université d'Ankara, 1970.

Faroqhi, Suraiya, *Artisans of empire: crafts and craftspeople under the Ottomans,* Londres, I.B. Tauris, 2012.

Fillieule, Olivier (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

Fillieule, Olivier ; Mathieu, Lilian ; Péchu Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociau*x, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

Fillieule, Olivier ; Haegel, Florence ; Hamidi, Camille ; Tiberj, Vincent (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

Fourcaut, Annie, *Bobigny, banlieue rouge,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

Frank, Thomas, *Pourquoi les pauvres votent à droite : comment les conservateurs ont gagné le coeur des États-Unis (et celui des autres pays riches)*, traduit par Frédéric Cotton, Marseille, Agone, 2008.

Frey, Frederick W. *The Turkish Political Elite*, Boston, M.I.T. Press, 1965.

Garraud, Philippe (dir.), *Juger la politique : Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, traduit par Jean-Louis Briquet, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Garrigou, Alain, *Le vote et la vertu. Comment les Français sont devenus électeurs*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

Gaxie, Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989 [1985].

Geçikli, Recep Murat, *1946-1960 Yılları Arasında Erzurum'da Siyasi Hayat* [La vie politique à Erzurum de 1946 à 1960], Atatürk Araştırma Merkezi, Ankara, 2010.

Geertz, Clifford,

- *Le souk de Sefrou : sur l'économie de bazar,* traduit par Daniel Cefaï, Saint-Denis, Bouchène, 2003.

- Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

Georgelin, Hervé, *La fin de Smyrne: Du cosmopolitisme aux nationalismes*, Paris, CNRS Éditions, 2013.

Georgeon, François, *Aux origines du nationalisme turc, Yusuf Akçura (1876-1935)*, Paris, Éditions Association pour la Diffusion de la Pensée Française, 1980.

Giliomee, Hermann ; Simkins, Charles E.W.; *The Awkward Embrace: One-party Domination and Democracy*, Londres, Taylor and Francis, 1999.

Gillespie, Richard ; Lopez Nieto, Lourdes ; Waller, Michael, *Factional Politics and Democratization,* Londres, Routledge, 2013.

Gobe, Eric, *Les hommes d'affaires égyptiens, démocratisation et secteur privé dans l'Egypte de l'*infitah, Paris, Karthala, 1999.

Goirand, Camille, *La Politique des favelas*, Paris, Karthala, 2001.

Gölgesiz Gedikler, Hülya, *1950'li yıllarda Izmir* [Izmir dans les années 1950], Izmir, Senocak Yayınları, 2012.

Gözaydın, İştar, *Diyanet: Türkiye cumhuriyeti'nde dinin tanzimi* [Diyanet, l'organisation de la religion dans la Turquie républicaine], Istanbul, İletişim Yayınları, 2009.

Grémion, Pierre, *Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notable dans le système politique français,* Paris, Éditions du Seuil, 1976.

Gueniffey, Patrice, *Le nombre et la raison: la Révolution française et les élections*, Paris, Éditions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1993.

Guha, Ranajit, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Oxford, Oxford University Press, 2005 [1999].

Guionnet, Christine, *L'apprentissage de la politique moderne, Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*. Logiques politiques, Paris, l'Harmattan, 1997.

Guionnet, Christin ;, Rétif, Sophie (dir.), *Exploiter les difficultés méthodologiques : une ressource pour l'analyse en sciences sociales*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015.

Günay, Ünver, *Erzurum ve Çevre Köylerinde Dini Hayat* [La vie religieuse à Erzurum et dans ses villages alentours], Istanbul, Dergah yayınları, 1999.

Gürsoy, Melih,

- *Bizim İzmirimiz : Tarihi Ekonomisi ve İnsanları ile* [Notre Izmir : avec son histoire, son économie, son peuple], Istanbul, MG Yayınları, 2013 [1993].

- *İzmir Mozaiğinde Belirgin Taşlar* [Des pierres distinctes dans la mosaïque d'Izmir], Metis yayıncılık, Istanbul, MG Yayınları, 1999.

Güven Dilek, *6-7 Eylül Olayları* [Les événements du 5-6 septembre], Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2005.

Haegel, Florence (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007.

Haegel, Florence, *Les droites en fusion : transformations de l'UMP*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2012.

Hale, William M. (dir.), *Aspects of modern Turkey*, New Providence, Bowker, 1976.

Hale, William M., *The Political and Economic Development of Modern Turkey*, Londres, Routledge, 2014.

Harris, George, *Troubled Alliance: Turkish-American Problems in Historical Perspective, 1945-1971*, Washington, D.C., American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1972.

Hastings, Michel, *Halluin la Rouge, 1919-1939 : aspects d'un communisme identitaire,* Lille, Presses universitaires de Lille, 1991.

Heper, Metin, *The State Tradition in Turkey*, Huntingdon, Eothen Press, 1985.

Heper, Metin ; Landau, Jacob M. (ed.), *Political parties and Democracy in Turkey*, Londres/New-York, IB Tauris, 1991.

Heper, Metin ; Sayarı, Sabri, *Political Leaders and Democracy in Turkey*, New-York, Lexington Books, 2002.

Himoğlu Mücahit, *Tarihe Mühürünü Vuran Şehir Erzurum* [Erzurum, la ville qui marque l'histoire de son sceau], Istanbul, Fener yayınları, 2015.

Hirschman, Albert O.,

- *Exit, Voice and Loyalty : Responses to Decline in Firms, Organisations and States*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

- *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, traduit par Pierre Andler, Paris, Fayard, 1991.

Hirshon, Renee (dir.), *Crossing the Aegean : An appraisal of the 1923 compulsory population exchange between Greece and Turkey*, New-York, NY Berghahn books, 2003.

Hourani, Albert, *The Emergence of the Modern Middle East*, Berkeley, University of California Press, 1981.

Hovannisian, Richard G. (dir.), *Armenian Karin/Erzerum*, Los Angeles, Mazda Publishers, 2003.

Ilıcak, Nazlı, *Yalniz Adam Menderes* [Menderes, l'homme seul], Istanbul, Merkez kitap, 2007.

Jongerden, Joost ; Verheij, Jelle, *Social Relations in Ottoman Diyarbekir, 1870-1915*, Leyde, Brill, 2012.

Jongerdeen, Joost, *The settlement issue in Turkey and the Kurds,* Leyde, Brill, 2007.

Joshua, Florence, *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement*, Paris, La Découverte, 2015.

Kabasakal, Mehmet, *Türkiye'de siyasal parti örgütlenmesi, 1908-1960* [La formation des partis politiques en Turquie, 1908-1960], Istanbul, Tekin yayınevi, 1991.

Kaya, Ferzende, *Mezopotamya sürgünü: Abdülmelik Fırat'ın yaşam öyküsü* [L'exil en Mésopotamie. Histoire de la vie d'Abdülmelik Firat], Istanbul, Avesta Yayınları, 2003.

Kayış, Yasin, *Demokrat Parti döneminde siyasi karikatür, 1950-1960* [La caricature politique dans la décennie démocrate, 1950-1960], Istanbul, Libra Kitapçılık ve Yayıncılık, 2009.

Kansu, Aykut, *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde, Brill, 1997.

Kansu, Şarman ; Okyar, Ali Fethi, *Büyük Günlerin Adamı: Fethi Okyar'ın Hayatından Kareler* [L'homme des grands jours, photographies tirées de la vie de Fethi Okyar], Istanbul, İş Bankası Kültür Yayınları, 2017.

Karaömerlioğlu, Asım, *Orada bir köy var uzakta: Erken Cumhuriyet döneminde köycü söylem*, Istanbul, İletişim, 2006.

Karpat, Kemal H. (dir.), *Social Change and Politics in Turkey: A Structural-Historical Analysis*, Leyde, Brill, 1973.

Karpat, Kemal H., *Turkey's Politics: The Transition to a Multi-Party System*, Princeton, Princeton University Press, 2015.

Kars, H. Zafer., *Belgelerle 1908 devrimi öncesinde Anadolu* [L'Anatolie avant la révolution de 1908 par les documents], Istanbul, Kaynak Yayınları, 1984.

Katz, Elihu ; Lazarsfeld, Paul Felix, *Influence personnelle : ce que les gens font des médias*, édité par Daniel Cefaï, Paris, Armand Colin, 2008.

Kaynar, Mete Kaan (dir.), *Türkiye'nin 1950'li Yılları*,[Les années 1950 en Turquie], Istanbul, Iletişim Yayınları, 2016

Kazgan, Gülten, *Tanzimat'tan 21. Yüzyıl'a Türkiye ekonomisi* [L'économie turque des Tanzimat au XXIe siècle], Istanbul, Bilgi üniversitesi, 2002.

Kemal, Orhan, *Sur les terres fertiles* (*Bereketli topraklar üzerine*), Paris, Gallimard, 1971.

Keser, İnan, *Kent cemaat etnisite: Adana ve Adana Nusayrileri örneğinde kamusallık* [la ville, la communauté, l'ethnicité : le bien commun par l'exemple d'Adana et des Nusayris d'Adana], Istanbul, Ütopya Yayınevi, 2008.

Keshavarzian, Arang, *Bazaar and State in Iran : The Politics of the Tehran Marketplace*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

Kévorkian, Raymond H.,

- *Le génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob, 2006.

- (dir.) *Les Arméniens de Cilicie: habitat, mémoire et identité*, Beyrouth, Presses de l'Université Saint-Joseph, 2012.

Keyder, Çağlar, *State and class in Turkey: a study in capitalist development*, Londres, Verso, 1987.

Kieser, Hans-Lukas ; Oktem, Kerem ; Rankowski, Maurus (dir.), *World War I and the end of the Ottomans : from the Balkan wars to the Armenian genocide*, Londres, IB Tauris, 2015.

Kıray, Mübeccel,

- *Örgütleşemeyen kent: Izmir'de iş hayatının yapısı ve yerleşme düzeni* [La ville qui ne parvient pas à s'organiser. Structure économique et implantation à Izmir.], Ankara, Ayyıldız Matbaası, 1972.

- *Sosyo-Ekonomik Hayatın Değişen Düzeni: Dört Köyün Monografik Karşılaştırması* [Les changements socio-économiques : une comparaison monographique de quatre villages], Istanbul, Bağlam yayınları, 2000 [1970].

Kısakürek, Necip Fazıl, *Benim gözümde Menderes* [Menderes dans mon regard], Istanbul, Büyük Doğu yayınları, 2010[1970].

Koçak, Cemil,

- *Türkiye'de Millî Şef dönemi, (1938-1945): dönemin iç ve dış politikası üzerine bir araştırma* [La période du Chef national en Turquie, (1938-1945) : une enquête sur la politique intérieure et extérieure de la période], Istanbul, İletişim, 1996.

- *Geçmişiniz İtinayla Temizlenir* [Nettoyer votre passé avec soin], Istanbul, İletişim, 2015 [2009].

- *Muhalif sesler* [Voix dissidentes], Istanbul, İletişim, 2015 [2011].

- *İkinci Parti. Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları* (1945-1950), [Le deuxième parti. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 1, Istanbul, İletişim, 2010.

- *İktidar ve Demokratlar. Türkiye'de İki Partili Siyasi Sistemin Kuruluş Yılları (1945-1950),* [Le pouvoir et les démocrates. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 2, Istanbul, İletişim, 2012.
- *Rejim Krizi. Türkiye'de İki Partili Siyâsi Sistemin Kuruluş Yılları (1945 -1950)* [La crise du régime. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 3, Istanbul, İletişim, 2013.

- *Dönüşüm. Türkiye'de İki Partili Siyâsî Sistemin Kuruluş Yılları (1945-1950) Ordu, Din, Hukuk, Ekonomi ve Politik* [Le changement. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950. L'armée, la religion, le droit, l'économie et la politique], volume 4, Istanbul, İletişim, 2015.

- *Uzlaşma. Türkiye'de İki Partili Siyâsi Sistemin Kuruluş Yılları (1945-1950)* [Le compromis. Les années de fondation d'un système politique bipartite en Turquie. 1945-1950], volume 5, Istanbul, İletişim, 2016.

- *Demokrat Parti Karşısında CHP : Bir Muhalefetin Analizi* [Le CHP face au Parti démocrate. Analyse d'une opposition], Istanbul, Timas yayınları, 2017.

Koçaş, Sadi, *Atatürk'ten 12 Mart'a… Anılar* [D'Atatürk au 12 mars… Souvenirs], volume 2, Istanbul, May Yayınları, 1977.

Kolars, John F. ; Rustow, Dankwart A. ; Shorter, Frederic C. ; Yenai, Oktay, *Four Studies on the Economic Development of Turkey*, Londres, Routledge, 2013.

Kongar, Emre, *İmparatorluktan Günümüze Türkiye'nin Toplumsal Yapısı* [De l'Empire à nos jours, le structure de la société turque], Istanbul, Remzi Kitabevi, 1994.

Kriegel, Annie, *Aux origines du communisme français, 1914-1920. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier français*. Paris-La Haye, Mouton et Co., 1964.

Küçük, Yalçın, *Türkiye üzerine tezler, 1908-1978* [Thèses sur la Turquie, 1908-1978], 5 volumes, Istanbul, Tekin Yayınevi, 1978.

Küçükömer, Idris, *Düzenin yabancılaşması: batılaşma* [L'occidentalisation : l'aliénation du régime], Istanbul, Bağlam yayınları, 1994 [1969].

Küçükuğurlu, Murat,

- *Erzurum Belediyesi Tarihi I*. [Histoire de la municipalité d'Erzurum I], Istanbul, Dergah Yayınları, 2008.

- *Erzurum Belediyesi Tarihi II*. [Histoire de la municipalité d'Erzurum II], Istanbul, Dergah Yayınları, 2008.

- *Türk siyasi tarihinde Erzurum (1923-1950)* [Erzurum dans l'histoire politique turque (1923-1950)], Ankara, Atatürk Araştırma Merkezi, 2012.

Kurtkan, Amiran, *Şehirleşen Erzurum* ve *Sosyal Mobilite* [L'urbanisation à Erzurum et la mobilité sociale], Istanbul, Sermet matbaası, 1964.

Kutay, Cemal ; Celâl, Bayar, *Celâl Bayar'ın yazmadığı, yazamadığı üç devirden hakikatler* [Les vérités de trois périodes que Celal Bayar n'a pas écrites et n'a pas pu écrire], Istanbul, Alioğlu Yayınevi, 1982.

Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Lagroye, Jacques ; Lehingue, Patrick ; Sawicki, Frédéric (dir.), *Mobilisations électorales : le cas des élections municipales de 2001*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

Lagroye, Jacques, *Société et politique : Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux*, Paris, Pedone, 1973.

Landau, Jacob M.; Metin, Heper ; *Political Parties and Democracy in Turkey*, Londres, Routledge, 2016.

Landau, Jacob M., *Pan-turkism. From irredentism to cooperation*, Londres, Indiana University Press, 1995.

Lazar, Marc, Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours, Paris, Aubier, 1992.

Leder, Arnold, *Catalysts of Change: Marxist Versus Muslim in a Turkish Community*, Los Angeles, Center for Middle Eastern Studies, 1976.

Le Gall, Laurent ; Offerlé, Michel ; Ploux, François (dir.), *La politique sans en avoir l'air : aspects de la politique informelle, XIXe-XXIe siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

Levi, Giovanni, *Le pouvoir au village, histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

Lipset, Seymour ; Rokkan, Stein (dir.), *Party systems and Voter Alignment*, New-York, The Free Press, 1967.

Mac Phee, Peter, *The politics of rural life : political mobilization in the French countryside, 1846-1852*, Oxford, Clarendon Press, 1992.

Magnarella, Paul J., *Tradition and Change in a Turkish Town,* New-York, John Wiley and Sons, 1974.

Makal, Mahmut, *Un village anatolien : récit d'un instituteur paysan*, traduit par Ceyrac, O. ; Dino, Güzin, Paris, Plon, 1963.

Mantran, Robert, *Istanbul au siècle de Soliman le Magnifique*. Paris, Hachette, 1994.

Mardin, Şerif. *Religion and Social Change in Modern Turkey: The Case of Bediuzzaman Said Nursi*, Albany, SUNY Press, 1989.

Margosyan, Mıgırdiç, *Tespih Taneleri* [Les billes de *tespih*], Istanbul, Aras Yayınları, 2014.

Mariot, Nicolas, *Bains de foule, les voyages présidentiels en province, 1888-2002*, Paris, Belin, 2006.

Marx, Karl, *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les Editions sociales, 1969 [1852].

Mason, Robert ; Vergniolles de Chantal, François ; Meyer, Alix, *Réactions en chaîne, les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush, 1952-2008*, Paris, Editions Fahrenheit, 2015.

Massicard, Elise ; Watts, Nicole, *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking Up the Party*, Londres Routledge, 2013.

Mayer, Nonna, *La boutique contre la gauche*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986.

McDowall, David, *A Modern History of the Kurds,* Londres, I.B.Tauris, 2004.

Meeker, Michael E. *A, Nation of Empire: The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley, University of California Press, 2002.

Mendras, Henri, *Sociétés paysannes*, Paris, Armand Colin, 1976.

Mert, Nuray, *Merkez sağın kısa tarihi* [Courte histoire du centre-droit], Istanbul, Selis kitaplar, 2007.

Mills, Charles Wright, *L'élite au pouvoir*, édité par François Denord, traduit par André Chassigneux, Marseille, Agone, 2012 [1956].

Miroğlu, Orhan, *Hevsel bahçesinde bir dut ağacı: Canip Yıldırım'la söyleşi*, Istanbul, İletişim Yayıncılık, 2005.

Mischi, Julian, *Servir la classe ouvrière, sociabilités militantes au PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

Mutlu, Abdullah, *Tanzimat'tan Günümüze Türkiye'de Vergileme Zihniyetinin Gelişimi* [Le développement de la mentalité de l'impôt en Turquie des Tanzimat à nos jours], Ankara, TC Maliye Bakanlığı Strateji Geliştirme Başkanlığı, 2009.

Nadirler, Can Nadir, *Anılarda Adana* [Adana dans les souvenirs], Adana, Editions de la municipalité d'Adana, 2008.

Navarro, Julien, *Les députés européens et leur rôle*, Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2009.

Noiriel, Gérard*, Longwy, immigrés et prolétaires (1880-1980)*, Paris, Presses universitaires de France, 1984.

O'Gorman, Frank, *Voters, Patrons, and Parties : The Unreformed Electoral System of Hanoverian England 1734-1832*, Oxford, Clarendon press, 1989.

Offerlé, Michel,

– *Les partis politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2012 [1987].

– *Un homme, une voix ? Histoire du suffrage universel*, Paris, Gallimard, 2002.

– *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009.

Offerlé, Michel (dir.), *La profession politique. XIXe -XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

Olson, Robert, *The Emergence of Kurdish Nationalism, 1880-1925*, Austin, University of Texas Press, 1989.

Orhan, Mehmet, *Political Violence and Kurds in Turkey: Fragmentations, Mobilizations, Participations & Repertoires*, Londres, Routledge, 2015.

Örnek, Cangül ; Üngör, Cagdas, *Turkey in the Cold War: Ideology and Culture*, New-York, Springer, 2013.

Özbudun, Ergun,
- *Perspectives on Democracy in Turkey*, Ankara, Turkish Political Science Association, 1988.

- *Contemporary Turkish Politics: Challenges to Democratic Consolidation*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000.

Özdalga, Elisabeth, *Naqshbandis in Western and Central Asia: Change and Continuity*, Papers Read at a Conference Held at the Swedish Research Institute in Istanbul, June 9-11, 1997, Istanbul, Svenska forskningsinstitutet Istanbul, 1999.

Özden, H. Ömer, *Naim Hoca* [Naim hodja], Istanbul, Dergah yayınları/ Erzurum Kitaplığı, 2015.

Özer, Ahmet, *Doğu Anadolu'da aşiret düzeni* [L'ordre tribal en l'Anatolie de l'Est], Istanbul, Boyut, 1990.

Panebianco, Angelo, *Political parties : Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Parlak, Türkmen,

– *Yeni Asır'ın Izmir yılları* [*Yeni Asir* [le siècle nouveau] : les années Izmir], vol. II (1924-1954), Izmir, Yeni Asır Yayını, 1989.

– *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, vol. III (1954-1960), Izmir, Yeni Asır Yayını, 1994.

– *Yeni Asır'ın Izmir yılları*, vol. IV (1954-1960), Izmir, Yeni Asır Yayını, 1994.

Pelt, Mogens, *Military Intervention and a Crisis Democracy in Turkey: The Menderes Era and Its Demise*, Londres, I.B.Tauris, 2014.

Pempel, T. J., *Uncommon democracies, the One-Party Dominant regimes*, Cornell, Cornell University Press, 1990.

Phélippeau, Éric, *L'invention de l'homme politique moderne: Mackau, l'Orne et la République*, Paris, Belin, 2002.

Pitkin, Hannah, *The concept of representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.

Planhol, Xavier de, *De la plaine pamphylienne aux lacs pisidiens, nomadisme et vie paysanne*, Paris, Adrien Maisonneuve, 1958.

Ploux, François, *De bouche à oreille : naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIXe siècle*, Paris, Aubier, 2003.

Polatel, Mehmet ; Üngör, Ugur Ümit ; *Confiscation and Destruction: The Young Turk Seizure of Armenian Property,* Londres, Continuum, 2011.

Pourcher, Yves, *Votez tous pour moi ! Les campagnes électorales de Jacques Blanc en Languedoc-Roussillon (1986-2004)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

Pudal, Bernard, *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1989.

Quataert, Donald ; Zürcher, Erik Jan (dir.), *Workers and the Working Class in the Ottoman Empire and Turkish Republic, 1839-1950*, Amsterdam, I. B. Tauris, 1995.

Retière, Jean-Noël, Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne 1909-1990, Paris, L'Harmattan, 1994.

Revel, Jacques (dir.), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, 1996.

Rimanelli, Marco, Comparative Democratization and Peaceful Change in Single-Party-Dominant Countries, New-York, Palgrave Macmillan, 1999.

Robert, Michel, *Sociologie rurale*, Paris, Presses universitaires de France, 1986.

Robinson, Richard D., *The First Turkish Republic: A Case Study in National Development*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

Roos, Leslie L. ; Noralou, P. Roos, *Managers of Modernization: Organizations and Elites in Turkey, 1950-1969*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

Sawicki, Frédéric, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.

Sayari, Sabri ; Yilmaz, Esmer; *Politics, parties, and elections in Turkey*, Boulder, Lynne Riener Publishers, 2002.

Schüler, Harald, *Die türkischen Parteien und ihre Mitglieder*, Berlin, Deutsches Orient-Institut, 1998.

Sencer, Muzaffer, *Türkiye'de siyasal partilerin sosyal temelleri* [Les bases sociales des partis politiques en Turquie], Istanbul, Geçis, 1971.

Soule, George Henry ; Spry, Graham ; Thornburg, Max Weston ; *Turkey: An Economic Appraisal,* New-York, Twentieth Century Fund, 1949.

Sitembölükbaşı, Şaban, *Türkiye'de İslâm'ın yeniden inkişafı, 1950-1960* [La redécouverte de l'islam en Turquie, 1950-1960], Ankara, Türkiye Diyanet Vakfı, 1991.

Smyrnelis, Marie-Carmen (dir.). *Smyrne, la ville oubliée? Mémoires d'un grand port ottoman, 1830-1930*, Paris, Autrement, 2006.

Stirling, Paul,

– *Turkish Village*, Londres, Wiley, 1965.

– *Culture and economy: changes in Turkish villages*, Huntingdon, Eothen, 1993.

Szyliowicz, Joseph S., *Political Change in Rural Turkey: Erdemli*, La Haye, Mouton, 1966.

Şabudak, Özcan, *Unutulmuş Bir Devletçi İktisat Vekili Mustafa Şeref Özkan* [Un ministre de l'économie étatiste oublié : Mustafa Seref Ozkan], Istanbul, Libra, 2009.

Tachau, Frank, *Political Elites and Political Development in the Middle East*, Cambridge, Schenkman Publishing Company, 1975.

Tachjian, Vahé, *La France en Cilicie et en Haute-Mésopotamie: aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak, 1919-1933*, Paris, Editions Karthala, 2004.

Tanju, Sadun, *Haci Omer Sabanci, The turkish village boy who built an industrial empire*, traduit du turc par Geoffrey Lewis, Londres, World of information, 1988 [1983].

Taştan, Yahya Kemal, *Vakıfların hukuki mahiyeti, Fuat Köprülü* [La vraie nature des vakıf, Fuat Köprülü], Ankara, Vakıflar Genel Müdürlüğü Yayınları, 2013.

Thompson, Edward, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, traduit par Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski, Marie-Noëlle Thibault, Paris, Editions Points, 2012 [1963].

Toksöz, Meltem, *Nomads, Migrants and Cotton in the Eastern Mediterranean: The Making of the Adana-Mersin Region 1850-1908*, Leyde, Brill, 2010.

Topak, Oğuz ; Uysal, Ayşen ; *Particiler. Türkiye'de partiler ve Sosyal Ağların İnşası* [Les partisans. Les partis et la construction des réseaux sociaux en Turquie], Istanbul, Iletişim Yayınları, 2010.

Toprak Zafer, *Bir Geleceğin Geçmisi, 1948'den 1998'e Akbank Tarihi* [Le passé d'un avenir. L'histoire d'Akbank de 1948 à 1998], Istanbul, Akbank, 1998.

Topuz, Hıfzı ; Ünsal, Hüsamettin (dir.), *Cumhuriyetin beş dönemeci* [Cinq tournants de la République], Izmir, Sergi yayınları, 1984.

Toynbee, Arnold, *Acquaintances*, Londres, Oxford University Press, 1967.

Tuğal, Cihan, *Passive Revolution: Absorbing the Islamic Challenge to Capitalism*, Palto Alto, Stanford University Press, 2009.

Tunçay, Mete, *Türkiye cumhuriyeti'nde tek parti yönetiminin kurulmasi (1923-1931)* [La fondation du parti unique dans la Turquie républicaine (1923-1931)], Ankara, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1981.

Tuncer, Erol,

- *Osmanlı'dan günümüze seçimler, 1877-1999* [Les élections de l'Empire ottoman à nos jours], Ankara, TESAV (Toplumsal Ekonomik Siyasal Araştırmalar Vakfı) yayınları, 2002.

- *1957 seçimleri* [Les élections de 1957], Ankara, TESAV, 2012.

Turan, Ilter, *Turkey's Difficult Journey to Democracy: Two Steps Forward, One Step Back*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Türkdoğan, Orhan,

- *Doğu Köylerinde Sosyo-Ekonomik Farklılaşma* [La différenciation socio-économique dans les villages de l'Est], Erzurum, Atatürk Üniversitesi Yayınları, 1973.

- *Erzurum ve çevresinde sosyal araştırmalar* [Recherches sociales à Erzurum et dans ses alentours], Ankara, Ankara Üniversitesi Basımevi, 1965.

Türsan, Huri, *Democratisation in Turkey: The Role of Political Parties*, Berne, Peter Lang, 2004.

Unbehaun, Horst, *Klientelismus und politische Partizipation in der ländlichen Türkei: der Kreis Datça (1923-1992)*, Hamburg, Deutsches Orient-Institut, 1994.

Üngör, Ugur Ümit, *The Making of Modern Turkey: Nation and State in Eastern Anatolia, 1913-1950*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

Ünüvar, İhsan, *Erzurum vilâyeti*, Istanbul, Duygu Matbaasi, 1954.

Uslu, Nasuh, *The Turkish-American relationship between 1947 and 2003 : the history of a distinctive alliance*, New-York, Nova Science Publishers, 2003.

Uyar, Hakki, *Türkiye'nin Demokrasi devrimi, 1950 seçimleri* [La révolution de la démocratie en Turquie, les élections de 1950], Ankara, Anka yayınları, 2014.

Vanderlippe, John M., *The Politics Of Turkish Democracy: Ismet Inonu And The Formation Of The Multi-party System, 1938-1950*, New-York, State University of New York Press, 2005.

Weber, Eugen, *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale, 1870-1914*, traduit par Antoine Berman et Bernard Géniès, Paris, Fayard, 1998 [1976].

Weber, Max, *Economie et sociétés (traduit sous la direction de J. Chavy et E. de Dampierre), Paris, Plon, 1971.*

Wirth, Louis (dir.), *On cities and Social life*, Chicago, University of Chicago Press, 1964.
Yachar Kemal, *Mémed le mince*, Paris, Gallimard, 1990.

White, Jenny, *Islamist Mobilization in Turkey: A Study in Vernacular Politics*, Washington, University of Washington Press, 2002.

Whyte, William Foote, *Street corner society : la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, Editions La Découverte, 2002 [1943].

Yankaya, Dilek, *La nouvelle bourgeoisie islamique: le modèle turc*, Paris, Presses universitaires de France, 2013.

Yasa, İbrahim,

- *Hasanoğlan: socio-economic structure of a Turkish village*, Ankara, Yeni Matbaa, 1957.

- *Türkiye'nin Toplumsal Yapısı ve Temel Sorunları*, Ankara, Türkiye ve Orta Dogu Amme idaresi Enstitüsü Yayınları, 1970.

Yavuz, Hakan (dir.), *The Emergence of a New Turkey: Democracy and the AK party*, Salt Lake City, University of Utah Press, 2006.

Yıldırmaz, Sinan, *Politics and the Peasantry in Post-War Turkey: Social History, Culture and Modernization*, Londres, IB Tauris, 2017.

Yücekök, Ahmet N.,

- *Türkiye'de Dernek Gelişimleri (1946-1968)* [Le développement des associations en Turquie (1946-1968)], Istanbul, Sevinç matbaasi, 1972.

- *Türkiye'de din ve siyaset* [Religion et politique en Turquie], Istanbul, Gerçek yayınları, 1983.

- *Siyasetin Toplumsal Tabanı (siyaset sosyolojisi)* [La base sociale de la politique (sociologie de la politique)], Ankara, Sevinç matbaası, 1987.

Yücel, M. Serhan, *Demokrat Parti* [Le Parti démocrate], Istanbul, Ülke Kitapları, 2001.

Zaki, Lamia (dir.), *Terrains de campagne au Maroc : les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala, 2009.

Zarcone, Thierry, *La Turquie moderne et l'islam*, Paris, Le Grand livre du mois, 2004.

Zuckerman, Alan S., *The Politics of Faction. Christian Democratic Rule in Italy*, New Heaven-London, Yale University Press, 1979.

Zürcher, Erik Jan,

- *The Unionist Factor: The Role of the Committee of Union and Progress in the Turkish National Movement, 1905-1926*, Leyde, Brill, 1984.

- *Political Opposition in the Early Turkish Republic: The Progressive Republican Party, 1924-1925*, Leyde, Brill, 1991.

- *Turkey: A Modern History,* Londres*,* I.B. Tauris, 2004.

Mémoires et souvenirs

Agaoğlu, Samet,

- *Babamın Arkadaşları* [Les amis de mon père], Iletisim, Istanbul, 2011 [1998]
- *Siyasi Günlük. Demokrat Parti'nin Kuruluşu* [Journal politique. La fondation du Parti démocrate], édité par Cemil Koçak, Iletisim, Istanbul, 2013 [1992]
- *Yassıada, Kayseri ve Toptaşı Cezaevi Günlükleri* [Journaux des prisons de Yassıada, Kayseri et Toptaşı], édité par Gülay Sarıçoban, Yapi ve kredi yayınları, Istanbul, 2013.
- *İki parti arasındaki farklar* [Les différences entre les deux partis] , Arbas matbaasi, 1947.
- *Demokrat partinin doğuş ve yükseliş sebepleri – bir soru*[Les raisons de la naissance et de l'ascension du Parti démocrate – une question], Istanbul, Baha matbaasi, 1972.
- *Arkadaşım Menderes. İpin Gölgesindeki Günler* [Mon ami Adnan Menderes. Les jours à l'ombre de la corde]. Istanbul, Yapi Kredi yayınları, 2008 [1967].

Anter, Musa,

- *Hatıralarım* [Mes souvenirs], 2 volumes, Istanbul, Avesta, 2007.
- *Kımıl* [Qimil], Istanbul, Avesta Yayınları, 2000.

Arıkoğlu, Damar, *Hatıralarım* [Mes souvenirs], Istanbul, Tan matbaasi, 1961.

Baban, Cihat, *Politika Galerisi, büstler ve portreler*[Galerie politique : bustes et portraits], Istanbul, Remzi kitabevi, 2009 [1970].

Başar, Ahmet Hamdi, *Yine hayal aleminde uçuyorum* [Je vole à nouveau dans le monde des rêves], éd. par Murat Koraltürk, Istanbul Bilgi Universitesi Yayınları, Istanbul, 2007.

Bayar, Celal,

- éd. par Cemal Kutay. *Celâl Bayar'ın yazmadığı, yazamadığı üç devirden hakikatler* [Les vérités de trois périodes que Celal Bayar n'a pas écrites et n'a pas pu écrire] Alioğlu Yayınevi, 1982.
- éd. par Ismet Bozdag*, Başvekilim Adnan Menderes* [Mon premier ministre Adnan Menderes], Istanbul, Truva yayınları, 2010 [1969].

Burçak, Rıfkı Salim, *On Yılın Anıları* [Souvenirs d'une décennie], Ankara, Dağıtım Dergah Yayınları, 1998.

Canka, Selahattin, *Bitpazarı* [Le marché aux puces], Karahan kitabevi, Adana, 2011

Emre, Giyasettin, *Medreseden Meclis'e Meclis'ten Yasssıadaya* [De la medrese au parlement et du parlement à Yassiada], Istanbul, Kent yayınları, 2006.

Has, Kadir, *Vatan borcu ödüyorum* [Je paie ma dette à la patrie], édité par Hulusi Turgut, Istanbul, ABC yayin ajansi, 2002.

Kinross, *Within the Taurus: A Journey in Asiatic Turkey*. William Morrow, 1954.

Koraltan, Refik, *Tek parti devrinden 27 mayis ihtilaline Demokratlar. DP'nin kurucusu anlatiyor* [De l'ère du parti unique au coup d'Etat du 27 mai, les démocrates. Un fondateur du DP raconte], édité par Kamil Maman, Timas yayınları, Istanbul, 2013.

Margosyan, Mıgırdiç. *Tespih Taneleri*. [Les billes de *tespih*], Aras yayınları, Istanbul, 2014.

Miroğlu, Orhan. *Hevsel bahçesinde bir dut ağacı: Canip Yıldırım'la söyleşi* [Un mûrier dans le jardin du paradis, entretien avec Canip Yıldırım], İletişim yayınları, Istanbul, 2005.

Ekinci, Tarık Ziya. *Lice'den Paris'e anılarım*. [Mes mémoires, de Lice à Paris], İletişim yayınları, Istanbul, 2010.

Nowill Obe, Sidney E. P. *Constantinople and Istanbul, 72 Years of Life in Turkey*. Troubador Publishing, Leicester, 2011.

Nutku, Emrullah. *Demokrat Parti neden çöktü: ve politika'da yitirdiğim yıllar 1946-1958 : siyasî anılarım* [Pourquoi le parti démocrate s'est effondré ; et les années que j'ai perdues en politique, 1946-1958], Fakülteler Matbaası, 1979.

Gülalp, Cevdet Naci, *Adana'yı Seviyorum* [J'aime Adana], Alev Dikici Ofset, Adana, 2007

Oymen, Altan,

- *Bir dönem bir çocuk* [Une époque un enfant], Istanbul, Dogan yayınları, 2002
- *Değişim Yılları* [Les années de transition], Istanbul, Dogan yayınları, 2004

- *Öfkeli yıllar* [Les années de fureur], Istanbul, Dogan yayınları, 2009
- *... Ve Ihtilal* [… Et le coup d'Etat], Istanbul, Dogan yayınları, 2013

Toynbee, Arnold J., *Acquaintances*, Londres, Oxford University Press, 1967.

Uran, Hilmi. *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950: anı* [Mes souvenirs de la période constitutionnelle, de la période de parti unique, de la période de pluripartisme]. Istanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları, 2008.

Encyclopédies et Usuels

Modern Türkiye'de siyasi düşünce [La pensée politique dans la Turquie moderne], 9 volumes, dirigée par Murat Belge, Iletisim.

- Volume 2 : Kemalizm [Kémalisme], ed. Ahmet Insel
- Volume 4 : Milliyetçilik [Nationalisme], ed. Tanil Bora
- Volume 5 : Muhafazarlik [Conservatisme], ed. Ahmet Cigdem
- Volume 6 : Islamcilik [Islamisme], ed. Yasin Aktay
- Volume 7 : Liberalizm [Libéralisme], ed. Murat Yilmaz

Yurt ansiklopedisi : Türkiye, il il, dünü, bugünü, yarını [Encyclopédie du pays : La Turquie département par département, hier, aujourd'hui, demain]. 11 volumes, dirigé par Yücel Yaman, İstanbul, Anadolu yayıncılık, 1981.

Dictionnaire de l'Empire ottoman, dirigé par François Georgeon, Nicolas Vatin et Gilles Veinstein, Paris, Fayard, 2015.

Articles de revue & chapitres

Ahmad, Feroz, « The development of Class-consciousness in Republican Turkey, 1923-45 », in Quataert, Donald, et Erik Jan Zürcher, (dir.), *Workers and the Working Class in the Ottoman Empire and Turkish Republic, 1839-1950*, Londres, I. B. Tauris, 1995, pp. 75-94.

Aït-Aoudia, Myriam ; Heurtaux, Jérôme, « Partis politiques et changement de régime », *Critique internationale*, vol. 30, 2006, p. 125-127.

Aït-Aoudia, Myriam ; Dézé, Alexandre, « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut », *Revue française de science politique*, vol. 61, 2011, p. 631-657.

Aït-Aoudia Myriam *et al.,* « Indicateurs et vecteurs de la politisation des individus : les vertus heuristiques du croisement des regards », *Critique internationale*, vol. 50, 2011, p. 9-20.

Aït-Aoudia Myriam, « Les dilemmes des nouveaux partis face à la participation à la première élection pluraliste post-autoritaire. Retour sur un impensé à partir du cas algérien », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, 2013, p. 15-32.

Akkaya, Yüksel, « Cukurova'da sendikacılık ve işçi eylemleri 1923-1960 » [Le syndicalisme et les actions ouvrières dans la région de Cukurova, 1923-1960], *Kebikeç*, vol. 5, 1997.

Arjomand, Said Amir, « The Causes and Significance of the Iranian Revolution », *State, Culture, and Society*, vol. 1, no. 3, 1985, p. 41–66.

Ashraf, Ahmad, and Abrahamian, Ervand, « Bazaar and Mosque in Iran's Revolution », *MERIP Reports*, n°. 113, 1983, p. 16–18.

Atacan, Fulya, « A portrait of a Naqshbandi Sheikh in modern Turkey », in Özdalga, Elisabeth (dir.), *Naqshbandis in Western and Central Asia: Change and Continuity* ; Papers Read at a Conference Held at the Swedish Research Institute in Istanbul, June 9-11, 1997,Istanvuk, Svenska forskningsinstitutet Istanbul, 1999, p. 147-157.

Aytürk Ilker, « The Racist Critics of Atatürk and Kemalism from the 1930s to the 1960s », *Journal of Contemporary History*, vol 46, n°2, 2011.

Baer, Gabriel, « The Decline and Disappearance of the Guilds », *Studies in the Social History of Modern Egypt*, Chicago, University of Chicago Press, 1969.

Bajoit, Guy, « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, n°29-2, 1988, p. 325-345.

Başlevent, Cem; Kirmanoğlu, Hasan; Şenatalar Burhan; « Voter profiles and fragmentation in the Turkish party system », *Party Politics*, n°10, vol.3, 2004-2005, p. 307-324.

Bazin, Marcel, « Erzurum : un centre régional en Turquie », *Revue Géographique de l'Est*, tome 9, n°3-4, 1969, p. 269-314.

Beller, Dennis C. ; Belloni, Frank P., « The Study of Factions », *in* Belloni Frank P. ; Beller Dennis C., (ed.), *Faction Politics: Political Parties and Factionalism in Comparative perspective*, Oxford, Clio books, 1978, p. 6.

Benedict, Peter, « The changing role of provincial towns : a case study from southwestern Turkey », *in* Benedict, Peter, Tümertekin, Erol, et Mansur, Fatma (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leyde, Brill, 1974, p. 241-281.

Biddle, Bruce, « Recent Developments in Role Theory », *Annual Review of Sociology,* 12, 1986.

Blondel, Jean, « Types of Party systems », in Peter Mair (dir.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford University Press, 1990.

Bora, Tanıl, « Professional chambers and Non-voluntary Organizations in Turkey : the Intersection of Public, Civil and National », in Seufert, Günter, et Karin Vorhoff, *Civil Society in the Grip of Nationalism: Studies on Political Culture in Contemporary Turkey*, Ergon, 2000.

Bourdieu Pierre, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981.

Bozarslan, Hamit,

- « Entre le nationalisme et la 'umma : l'islam kurde au tournant du siècle », MERA Occasional Papers, Amsterdam, 1992.

- « Le madhisme en Turquie : L'« incident de Menemen » en 1930 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 91-94, juillet 2002.

- « Kurds and the Turkish state » *in* Reşat Kasaba (dir.), *The Cambridge History of Turkey*, New York, Cambridge University Press, 2008, p. 333‑356.

- « "49lar"ın Anıları Üzerine Tarihsel-Sosyolojik Okuma Notları ve Bazı Hipotezler » [Notes sur une lecture socio-historique des mémoires des « 49 » et quelques hypothèses], *Tarih ve toplum yeni yaklaşımlar*, n°16, 2013, p. 127-143.

- « La Turquie brutalisée », *Esprit*, n°. 6, 2017, p. 57-68.

Briquet, Jean-Louis,

- « Notables et processus de notabilisation en France aux XIXe et XXe siècles » [en ligne], 2012.

- « Les pratiques politiques «officieuses». Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud », *Genèses*, 20, 1995.

- « Des amitiés paradoxales. Echanges intéressés et morale du désintéressement dans les relations de clientèle », *Politix*, vol. 12, n°45, Premier trimestre 1999. p. 7-20.

- « Le système des pots-de-vin. Normes et pratiques des échanges corrompus dans l'Italie de Tangentopoli », *in* Monier, Frédéric ; Dard, Olivier ; Engels, Jens Ivo ; *Patronage et corruption politiques dans l'Europe contemporaine. Les coulisses du politique à l'époque contemporaine XIXe-XXe siècles,* Paris, Armand Colin, 2014, p. 229-243.

- « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du « cas italien » », *Genèses*, vol. n° 62, 2006, p. 49-68.

Briquet, Jean-Louis ; Pourcher, Yves ; « Passions d'urne. Réflexions sur l'histoire des formes, des pratiques et des rituels de l'élection dans la France rurale », *Politix,* vol. 4, n°15, 1991, p. 48-52.

Briquet Jean-Louis ; Sawicki Frédéric ; « L'analyse localisée du politique », *Politix*, vol. 2, n°7-8, Octobre-décembre 1989, p. 6-16.

Briquet, Jean-Louis ; Vigier, Philippe ; « La République à la conquête des paysans, les paysans à la conquête du suffrage universel *», Politix,* vol. 4, n°15, 1991, p. 7-12.

Cadiou, Stéphane, « Les stratégies de présentation de soi dans la campagne municipale niçoise de 2008 », *Cahiers de la Méditerranée*, 77, 2008, p. 229-246.

Charlot, Jean, « Political Parties: Towards a New Theoretical Synthesis », *Political Studies,* n°37, 1989, p. 352-361.

Çinar, Menderes ; Ipek Gencel Sezgin, « Islamist Political Engagement in the Early Years of Multi-party Politics in Turkey: 1945–60 », *Turkish Studies,* vol. 14, n° 2, juin 2013, p. 329-345.

Clayer, Nathalie, « Un laiklik imposé ou négocié ? L'administration de l'enseignement de l'islam dans la Turquie du parti unique », in Aymes, Marc ; Gourisse, Benjamin ; Massicard, Elise (dir.), *L'art de l'Etat en Turquie. Arrangements de l'action publique de la fin de l'Empire ottoman à nos jours,* Paris, Karthala, 2013, p. 103-126.

Collovald Annie, « Les poujadistes, ou l'échec en politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 36-1, no. 1, 1989, p. 113-165.

Combes Hélène, « Meetings de fin de campagne au Mexique et ethnographie des milieux partisans », *Politix*, n° 85, 2009, p. 149-179.

Dabène, Olivier ; Geisser, Vincent ; Massardier, Gilles ; « Introduction. La démocratisation contre la démocratie », *in* Vincent Geisser *et al*., *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p 7-28.

Delalande, Nicolas, « Émile-Justin Menier, un chocolatier en République. Les controverses sur la légitimité de la compétence politique d'un industriel dans la France des années 1870 », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, p. 9-33.

Déloye, Yves ; Haegel, Florence ; « Politisation. Temporalités et échelles », *in* Fillieule, Olivier ; Haegel, Florence ; Hamidi, Camille ; Tiberj, Vincent (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : je vote, tu contestes, elle cherche*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 323-346.

Déloye, Yves, « Se présenter pour représenter. Enquête sur les professions de foi électorales de 1848 », *in* Michel Offerlé (dir.), *La Profession politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 231-254.

Dewdney, John, « Agricultural Problems and Regional Development in Turkey », *in* William Hale (dir.), *Aspects of Modern Turkey*, New-York, Bowker, 1976, p. 91-105.

Dobry, Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence », Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000, p. 585-614.

Dorronsoro, Gilles ; Massicard, Elise, « Being a Member of Parliament in contemporary Turkey », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 2005.

Dorronsoro, Gilles ; Gourisse, Benjamin, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, n°107, 2014, p. 195-218.

Dumont, Paul, « Facteurs et agents du changement social dans les campagnes turques de l'entre-deux-guerres », *Turcica,* vol. 11, 1979, p. 154-179.

De Heredia Beatriz ; Palmeira, Moacir, « Le vote comme engagement », *Genèses*, n° 93, 2013, p. 127-143.

Duchesne, Sophie ; Haegel, Florence, « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue française de science politique, v*ol. 54, 2004, p. 877-909.

Dunleavy, Patrick, « Rethinking dominant party systems », *in* Bogaards, Matthijs; Boucek, Françoise (dir.), *Dominant political parties and democracy: concepts, measures, cases and comparisons*, Londres, Routledge, 2010, p. 23-44.

Dutoya, Virginie, « Féminisation des parlements, quotas et transformation de la représentation en Inde et au Pakistan », *Critique internationale,* n° 55, 2012, p. 137-158.

Fillieule, Olivier, « Carrière Militante », *in* Fillieule O., Mathieu L, et Péchu C. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociau*x, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 85-94.

Finley, Moses, « Athenian Demagogues », *Past & Present*, n° 21, 1962, p. 3–24.

Fındıkoğlu, Ziyaeddin Fahri,

– *« İzmir*'de *İşçi Sendikaları Hakkında Sosyolojik Bazı* Müşahadeler » [Quelques remarques sociologiques sur les syndicats ouvriers d'Izmir], conférence donnée à l'Institut de sociologie de la faculté d'économie de l'université d'Istanbul, 1952.

– *« Doğu Kalkınması* ve *Erzurum Şehirleşmesi* ile *İlgili* Sosyolojik *Meseleler », Istanbul, Fakülteler* matbaası *Istanbul, 1970.*

– *« Erzurum'da Sanayileşme »*, Istanbul, Türkiye Harsi ve İçtimai Araştırmalar Derneği Yayınları, 1969.

Fliche, Benoit, « « La modernité est en bas » : ruralité et urbanité chez les habitants d'un gecekondu d'Ankara », *European Journal of Turkish Studies,* [en ligne] n°1, 2004.

Forestier-Peyrat, Etienne « Une autre histoire des relations russo-ottomanes », *European Journal of Turkish Studies,* [en ligne], n°22, 2016.

Fournier-Plamondon, Anne-Sophie ; Racine-Saint-Jacques, Jules « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles,* [en ligne], 2014.

Franklin, Mark, « Vote sur clivage et vote sur enjeu », *in* Olivier Fillieule *et alii* (dir.), *Sociologie plurielle des comportements politiques : je vote, tu contestes, elle cherche,* Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

Fretel, Julien,

- « Le parti comme fabrique de notables. Réflexions sur les pratiques notabiliaires des élus de l'UDF », *Politix*, vol. 17, n°65, 2004, p. 45-72.

- « Le leadership partisan », *in* Philippe Riutort *et alii*, *Nouveau manuel de Science Politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 494.

Gazibo, Mamoudou, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, vol. 104, no. 4, 2006, p. 5-17.

Gaxie, Daniel,

- « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, Volume 11, 2005, p. 157-188.

- « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, 30e année, n°1, 1980. p. 5-45.

Geisser, Vincent, « L'autoritarisme des « dominés » : un mode paradoxal de l'autoritarisme politique ? », *in* Dabène, Olivier ; Camau, Michel ; Massardier, Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle*, *mélanges offerts à Michel Camau,* Paris, La Découverte, 2008.

Georgeon, François, « Les Jeunes Turcs étaient-ils jeunes ? Sur le phénomène des générations, de l'Empire ottoman à la République turque », *in* Georgeon François ; Kreiser, Klaus ; *Enfance et jeunesse dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2007, p. 147.

Ginzburg, Carlo,

- « L'historien et l'avocat du diable », *Genèses,* n°53, 2003, p. 113-138.

- « Signes, traces, pistes. Racines d'un paradigme de l'indice », *Le Débat*, n°6, 1980, p. 3-44.

Gümüş, Adnan, « Eriyik ve Tortu: Adana'daki Karışma Ve Karışmama Halleri » [Eriyik et tortu : les états cosmopolites et non cosmopolites d'Adana], *in* Behçet, Çelik (dir.). *Adana'ya kar yağmış : Adana üzerine yazılar* [Il a neigé à Adana : écrits sur Adana], Istanbul, İletişim, 2007.

Güvenir, Murat, « Seçim sistemleri ve ülkemizdeki uygulama » [Les systèmes électoraux et leur mise en œuvre dans notre pays], Ankara, Siyasal Bilimler fakülte dergisi, n° 37, 2015.

Haegel, Florence,

- « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en termes de clivage en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, 2005, p. 35-45.

- « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », avec Sophie Duchesne, *Revue française de science politique*, vol. 54, n° 6, 2004, p. 877-909.

- « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 1, 2009, p. 7-27.

Hale, William,

- « Particularism and Universalism in Turkish Politics », *in* Hale, William M. (dir.), *Aspects of modern Turkey*, New Providence, Bowker, 1976, p. 39-58.

- « Labour Unions in Turkey : Progress and Problems », *in* Hale, William M. (dir.), *Aspects of modern Turkey*, New Providence, Bowker, 1976, p. 59-74.

Hamman, Philippe, « Patrons et milieux d'affaires français dans l'arène politique et électorale (XIXe - XXe siècles) : quelle historiographie ? », *Politix*, vol. 84, n° 4, 2008, p. 35-59.

Harmel, Robert ; Janda, Kenneth, « An Integrated Theory of Party Goals and Party Change », *Journal of Theoretical Politics*, n° 6, 1994, p. 259-287.

Heinich, Nathalie. « Retour sur la notion d'élite », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 117, n° 2, 2004, p. 313-326.

Hibou, Béatrice. « « Nous ne prendrons jamais le maquis ». Entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, vol. 84, n° 4, 2008, p. 115-141.

Ihl, Olivier, « 11. Deep pockets. Sur le recrutement ploutocratique du personnel politique aux Etats-Unis », *in* Offerlé, Michel (dir.), *La profession politique. XIXe -XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, p. 333-356.

Jaffrelot, Christophe, « Vers une désethnicisation de la politique en Inde ? La persistance du vote de caste », *Critique internationale*, vol. 51, n° 2, 2011, p. 57-73.

Joshua, Florence, « Les conditions de (re)production de la LCR. L'approche par les trajectoires militantes », *in* Florence Haegel (dir.), *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 25-67.

Kaplan, Sam, « Documenting History, Historicizing Documentation: French Military Officials' Ethnological Reports on Cilicia », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 44, n° 2, 2002, p. 344-369.

Karakışla, Yavuz Selim, « The Emergence of the Ottoman Industrial Working Classe, 1839-1923 », *in* Quataert, Donald ; Zürcher, Erik Jan (dir.), *Workers and the Working Class in the Ottoman Empire and Turkish Republic, 1839-1950*, Londres, I. B. Tauris, 1995, p. 19-34.

Karaömerlioğlu, Asım,

- « Turkey's "Return" to Multi-party Politics: A Social Interpretation », *East European Quarterly,* vol. 40, n°1, 2006, p. 89-107.

- « Elite Perceptions of Land Reform in Turkey » *The Journal of Peasant Studies,* vol. 27, n° 3, 2000, p. 115-141.

- « The Forgotten People: Turkey's Artisans in the 1950s » (avec Emre Balıkçı) *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. 40, n° 2, 2013, p. 183-204.

Karpat, Kemal H., « The Turkish Elections of 1957 », *The Western Political Quarterly*, vol. 14, n° 2, 1961, p. 436–459.

Kerrouche, Éric, « Appréhender le rôle des parlementaires : études comparatives des recherches menées et perspectives », *in* Costa, Olivier ; Kerrouche, Éric ; Magnette, Paul (dir.), *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?,* Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p. 35-55.

Keskin-Kozat, Burçak « Negotiating an Institutional Framework for Turkey's Marshall Plan : the Conditions and Limits of Power Inequalities », *in* Örnek, Cangül ; Üngör, Cagdas (dir.), *Turkey in the Cold War: Ideology and Culture*. Springer, 2013, p. 198.

Kırlı, Cengiz, « A Profile of the Labor Force in Early Nineteenth-Century in Istanbul », *International Labor and Working-Class History*, n° 60, 2001, p. 138.

Kiray, Mübeccel, « Social change in Çukurova: a comparison of four villages », *in* Benedict, Peter ; Tümertekin, Erol ; Mansur, Fatma (dir.), *Turkey, geographic and social perspectives*, Leyde, Brill, 1974, p. 179-203.

Koçak, Cemil « Parliament Membership during the Single-Party System in Turkey (1925-1945) », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], vol. 3, 2005.

Laferté, Gilles, « L'ethnographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales reçu en héritage », *in* Buton, François, et Mariot, Nicolas (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire,* Paris, Presses universitaires de France, 2009, p. 45-68.

Lagroye, Jacques, « De l' « objet local » à l'horizon local des pratiques », *in* Mabileau, Albert (dir.), *A la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 166.

Lallemand, Jean-Charles, « Les hommes d'affaires en politique dans les régions de Russie : émergence, affirmation et déclin d'un type d'acteurs politiques », *Politix*, vol. 84, n°4, 2008, p. 61-90.

Laurens, Sylvain ; Michel, Hélène, "Les organisations patronales au niveau européen : développement et institutionnalisation d'une forme de représentation des intérêts patronaux (années 1950 - 1980)", *in* Fraboulet, Danièle et Vernus, Pierre, *Genèse des organisations patronales en Europe (XIXe-XXe siècles)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 317-330.

Leder, Arnold, « Party Competition in Rural Turkey : Agent of Change or Defender of Traditional Rule? », *Middle Eastern Studies*, vol. 15, 1979, p. 91-92.

Lefebvre Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », *in* Cohen, Antonin ; Lacroix , Bernard ; Riutort, Philippe ; *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 406-421.

Le Gall, Laurent, « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914) : esquisse pour un état des lieux », *in* Jean-Claude Caron et Frédéric Chauvaud, *Les campagnes dans les sociétés européennes : France, Allemagne, Espagne, Italie, 1830-1930*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005.

Lenclud Gérard, « Des idées et des hommes : patronage électoral et culture politique en Corse. », *Revue française de science politique*, 38e année, n° 5, 1988, p. 770-782.

Mansbridge, Jane, « Rethinking Representation », *The American Political Science Review*, vol. 97, n° 4, 2003, p. 515–528.

Mardin, Şerif, « Center-Periphery Relations: A Key to Turkish Politics? », *Daedalus*, vol. 102, n° 1, 1973, p. 169-190.

Massicard, Elise,

- « Entre l'intermédiaire et « l'homme d'honneur ». Savoir-faire et dilemmes notabiliaires en Turquie », *Politix*, vol. 17, n° 67, 2004, p. 101-127.

- « Differences in role orientation among Turkish MPs », *European Journal of Turkish Studies* [en ligne], n °3, 2005.

- « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, n° 92, 2010, p. 53-75.

- « The uses of team rivalry. Reconsidering party factionalism in Turkey », *in* Massicard, Elise ; Watts, Nicole, *Negotiating Political Power in Turkey: Breaking Up the Party*, Londres, Routledge, 2013.

- « Que voit-on d'un parti en campagne ? Dévoilement et production des rapports politiques au cours d'une campagne aux élections locales en Turquie », *in* Layla Baamara *et alii*, *Faire campagne ici et ailleurs, mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Paris, Karthala, 2016.

Mérino, Mathieu, « L'emprise partisane au Kenya : regard sur deux campagnes électorales locales (novembre 2001 et décembre 2002) », *Critique internationale*, vol. 30, n° 1, 2006, p. 177-189.

Metinsoy, Murat

- « Kemalizmin Taşrası: Erken Cumhuriyet Taşrasında Parti, Devlet ve Toplum [Les campagnes du kémalisme : le parti, l'Etat et la société dans les campagnes républicaines des années 1920]», *Toplum ve bilim,* n° 118, 2010, p. 124-164.

- « Everyday resistance to unveiling and flexible secularism in early republican Turkey », *in* Cronin, Stephanie, *Anti-Veiling Campaigns in the Muslim World: Gender, Modernism and the Politics of Dress*, Londres, Routledge, 2014.

Merton, Robert K., « Patterns of Influence : a Study of Interpersonal Influence and of Communication Behavior in a Local Community », *in* Lazarsfeld, Paul ; Stanton, Frank (dir.), *Communications Research 1948-1949*, New York, Harper & Brothers, 1949.

Musella, Luigi, « Réseaux politiques et réseaux de corruption à Naples », *Politix*, vol. 12, n°45, 1999, p. 39-55.

Nacar, Can, « ‘‘Our Lives Were Not as Valuable as an Animal’’ : Workers in State-Run Industries in World-War-II Turkey », *in* Atabaki, Touraj ; Brockett, Gavin (dir.), *Ottoman and Republican Turkish Labour History,* Cambridge University Press, 2009.

Navarro, Julien « Les rôles au Parlement européen. Une typologie des pratiques de représentation », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 3, 2009, p. 479-506.

Nicholson, Norman K.,

- « The Factional Model and the Study of Politics », *Comparative political studies*, vol. 5, n° 3, 1972, p. 291-314.

- « Factionalism and Public Policy in India : the Vertical Dimension », *in* Belloni, Frank P. ; Beller, Dennis C., (ed.), *Faction Politics: Political Parties and Factionalism in Comparative perspective*, Oxford, Clio books, 1978.

Offerlé Michel,

- « Le vote comme évidence et comme énigme », *Genèses*, n°12, Florence Weber (dir.), « Maintenir l'ordre », 1993, p. 131-151.

- « Éclats de voix. L’élection comme objet de science politique », *Regards sociologiques*, n° 7, 1994, p. 75-96.

- « Professions et profession politique », *in La profession politique*, XIXe-XXe siècle, Belin, 1999.

- « 8. « À monsieur Schneider ». Quand des ouvriers demandent à leur patron de se présenter à la députation (janvier 1902) », *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations.* Paris, La Découverte, 2007, p. 163-188.

- « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIXe-XXe siècles (2) », *Genèses*, n° 68, 2007, p. 145-160.

Olson, Robert W., « The Esnaf and the Patrona Halil Rebellion of 1730: A Realignment in Ottoman Politics ? », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, n° 17, vol. 3, 1974, p. 329–344.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre, « L'économie morale de la corruption en Afrique », *Politique Africaine*, n° 63, 1996, p. 97-116.

Özbudun, « The Turkish Party System: institutionalization, polarization, and fragmentation », *Middle Eastern Studies*, n° 17, 1981, p. 228-240.

Özcan, Ahmet, « Les derniers bandits kurdes de la Turquie moderne : Analyse des soulèvements individuels « spontanés » kurdes ou le banditisme contre l'État-nation turc », *L'Homme et la société,* vol. 187-188, n° 1, 2013, p. 155-181.

Özkan, Asaf ; *Aydoğan, Erdal*, « Erzurum muhafaza-i mukaddesat ve müdafaa-i hukuk cemiyeti » [L’association de défense des droits et l’association de défense des choses sacrées à Erzurum], Elaziğ, Fırat Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi, vol. 21, n° 1, 2011, p. 315-338.

Pamuk, Şevket, « War, state, economic policies and resistance, 1939-1945 », *in* Farhad Kazemi et John Waterbury (dir.), *Peasants and politics in the Modern Middle East*, Miami, Florida International University Press, 1991.

Rémond, René, « L'apport des historiens aux études électorales », *in* Gaxie, Daniel (dir.), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale de science politique, 1989 [1985], p. 35.

Retière, Jean-Noël, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. », *Politix*, 63, 2003, p. 124.

Roger, Antoine, « Représenter les pauvres. Construction et gestion des clientèles politiques dans une métropole roumaine », *Politix*, vol. 4, n° 92, 2010, p. 31-51.

Rustow, Dankwart, « The Development of Parties in Turkey », *in* La Palombara ; Weiner (dir.), *Political Parties and Political Developement*, Princeton, Princeton University Press, 1966.

Sarmış, Dilek, « L'essor du bergsonisme en Turquie : une lecture de la guerre d'indépendance à travers la revue Dergâh (1921-1923) », *in* Günes Isiksel et Emmanuel Szurek (dir.), *Turcs et Français*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014, p.115-129.

Sartori, Giovanni, « The Sociology of Parties, a Critical Review », *in* Mair, Peter (dir.), *The West European Party System*, Oxford, Oxford university press, 1990.

Sawicki Frédéric, « Les partis politiques comme entreprises culturelles », *in* Daniel Cefaï (dir.), *Cultures politiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2001.

Sayarı, Sabri,

- « Some Notes on the Beginning of Mass Political Participation », *in* Akarli E. ; Ben-Dor G. (ed.), *Political Participation in Turkey*, Istanbul, Bogaziçi University Press, 1975, p. 123-124.

- « The Turkish Party System in Transition », *Government and Opposition*, n° 13, 1978, p. 39-57.

Siméant, Johanna, « « Économie morale » et protestation – détours africains », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, p. 142-160.

Suaud, Charles, « Le mythe de la base [Les États Généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, 1998, p. 56-79.

Tabaki, Frédérique, « La démagogie grecque », *Mots*, n° 59, 1999, *Démocraties*, Paveau, Marie-Anne ; Périès, Gabriel (dir.), p. 122-124.

Tachau, Frank, « Turkish Provincial Party Politics », *in* Karpat, Kemal H. (dir.), *Social Change and Politics in Turkey: A Structural-Historical Analysis*, Leyde, Brill, 1973.

Tamdoğan, Işık, « Quelques considérations sur les structures agricoles dans la Çukurova de la seconde moitié du XVIIIe siècle au début du XIXe siècle », *in Agriculture et Industrialisation en Turquie et au Moyen-Orient*, Thobie, J. ; Perez, R. ; Kançal, S. (dir.), Paris, L'Harmattan, 1992, p. 93-107.

Tudesq, André-Jean, « Le concept de notable et les différentes dimensions de l'étude des notables », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 46-47, 1993, p. 1-12.

Türsan (H.), « Pernicious Party Factionalism as a Constant of Transitions to Democracy in Turkey », *in* Gillespie, Richard ; Lopez Nieto, Lourdes ; Waller, Michael ; *Factional Politics and Democratization,* Londres, Routledge, 2013 [1995].

Vaner, Semih, « Système partisan, clivages politiques et classes sociales », CEMOTI, n°1, 1985, p. 1-27.

Vergés, Pierre, « Approche localisée des classes sociales », Sociologie du travail, XXV-2, 1983, p. 226-232.

Voutat, Bernard ; Knuesel, René, « La question des minorités. Une perspective de sociologie politique », *Politix*, vol. 10, n° 38, 1997, p. 136-149.

Wirth, Louis, « The problem of Minority Groups », *in* Wirth, Louis (dir.), *On cities and Social life*, Chicago, University of Chicago Press, 1964, p. 245.

Thèses et mémoires d'études non publiés

Alış, Ahmet, « The process of the politicization of the Kurdish identity in Turkey; the Kurds and the Turkish Labor Party (1961-1971) », Thèse de master non publiée de l'université de Boğaziçi, 2009.

Erdinç, Isil, « Syndicats, partis, Etat en Turquie sous le gouvernement AKP (2002-2015) Contribution à l'analyse des dynamiques interchamps », thèse soutenue en octobre 2016 à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne à Paris, dirigée par Gilles Dorronsoro.

Gürsoy, Özgür Burçak « The Struggling Tobacco Policies: Political Economy of Tobacco in Turkey, 1938-1984 », thèse soutenue en juin 2014 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigée par Ayse Bugra.

Kolars, John, « Tradition, season and change in a Turkish village », thèse non publiée du département de géographie de l'université de Chicago, 1963.

Massicard, Elise « Construction identitaire, mobilisation et territorialité politique : le mouvement aléviste en Turquie et en Allemagne depuis la fin des années 1980 », thèse soutenue en 2002, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, dirigée par Gilles Kepel.

Özden, Barış Alp, « Working Class Formation in Turkey, 1946-1962 », thèse soutenue en juin 2011 à l'université du Bosphore, Istanbul, dirigée par Nadir Özbek.

Öz, Eyüp, « *Le Parti libéral républicain dans la région égéenne en Turquie. Histoire politique d'une grande mobilisation contestataire (12 août-17 novembre 1930) »*, Thèse dirigée par Hamit Bozarslan et soutenue le 19 novembre 2014, à l'EHESS, Paris.

Szurek, Emmanuel, « Gouverner par les mots. Une histoire linguistique de la Turquie nationaliste », thèse dirigée par François Georgeon, soutenue en juin 2013 à l'EHESS, Paris.

Yıldırmaz, Sinan,

- « The Mass Mobilization in the Elections of the Democrat Party period », mémoire de master

soutenu en juin 2002 à l'université du Bosphore, Istanbul. Mémoire dirigé par Asım Karaömerlioğlu

- « From « imaginery » to « real » : a social History of Peasantry in Turkey (1946-1960) », thèse de doctorat soutenue en à l'université du Bosphore, Istanbul. Thèse dirigée par Asım Karaömerlioğlu.

Presse

Erzurum

- Şarkın Sesi
- Tarih yolunda Erzurum (revue hebdomadaire)
- Yeni Erzurum
- Demokrat Doğu
- Demokrat Erzurum
- Doğu
- Hakimiyet
- Hür Söz
- Erzurumun sesi
- Milletin sesi
- Erzurum (revue hebdomadaire)
- Demokrat Ilıca
- Doğu Ekspres

Adana

- Yeni Adana
- Bugün
- *Vatandaş*
- Işçi *haberleri*

Diyarbakır

- Şarkın Sesi
- Şark postası
- Yeni Şark/Demokrasiye güven
- Diyarbakır içkale
- Demokrat kale
- Dicle
- Ziya Gökalp
- Ümmid
- Ileri Yurt
- Demokrat Şark
- Gayret

İzmir

- Anadolu
- Demokrat Izmir
- Demokrat Menderes
- Ege Ekspres
- Hakikat
- Izmir DP il kongresi gazetesi
- Halkın sesi
- Yeni Asır

Documents

Robinson, Richard D., *Letters from Turkey*. The Institute for Current World Affairs, 1965.

Ege *işçi sendikaları* federasyonu *çalışma* raporu [Rapport d'activités de la fédération des syndicats ouvriers de la région Egée], 13/08/1956 – 27/09/1959, Istiklal *matbaası*, Izmir.

DP Izmir 8inci vilayet kongresi *çalışma* raporu. 21. 03. 1955 – 21. 09. 1958. Endustri Basımevi Izmir.

[Brochure] *Izmir'den simalar, tipler, portreler* [Figures, individus portraits d'Izmir], Nejat Yıldırım Kemal, Ticaret Matbaacılık TAS, Izmir. 2 septembre 1960.

[Document préparatoire à un séminaire de l'UNESCO] Ibrahim Yasa *et alii*, *Şehirlerin İnkişafı ve Sosyal Problemler*, *Adana* ve *Karabük Şehirleri Hakkında Bir Araştırma [La découverte des villes et ses problèmes sociaux, une étude sur les villes d'Adana et Karabük], Türkiye ve Orta Doğu Amme idaresi Enstitüsü*. Ankara, 1958.

Sources web

Çamlıbel, Yavuz, 49'lar Davası: Bir Garip Ülkenin İdamlık Kürtleri [Le procès des 49: les Kurdes à mettre à mort d'un étrange pays], Istanbul, Siyam Kitap, 2015 [2007]; les témoignages de trois intellectuels kurdes sont disponibles dans un film documentaire de Fetullah Kaya en langue kurde, « Doza 49'an », Şopger, Istanbul, 2014, https://www.youtube.com/watch?v=gbWDgngwBQY.

« Doza 49'an », film documentaire de Fetullah Kaya en langue kurde, *Şopger*, Istanbul, 2014, https://www.youtube.com/watch?v=gbWDgngwBQY.

Site de Mehmed Kırkıncı (http://www.mehmedkirkinci.com/)

« Erzurum Araştırmaları Web Sitesi | Erzurumlu Olmanın Sanal Mektebi ». Consulté le 5 septembre 2016. (http://www.erzurumluyum.net/).

Demirkirat, *bir Demokrasinin Doğuşu* [Demirkirat, la naissance d'une démocratie], film réalisé par Mehmet Ali Birand, Can Dündar et Bülent Capli. Référence électronique : https://www.youtube.com/watch?v=ZG41D7pBBfM

Grassroots, ceux qui votent, film documentaire réalisé par Eric Wittersheim, France, 2003, 85 minutes

Site du *Türkiye Jokey Kulübü* (http://www.tjk.org/TR/Kurumsal/Static/Page/Tarihce)

Site indépendant d'information et d'analyse t24, « 1 Kasım'a günler kala Van, Erzurum, Tunceli, Ağrı ve Hakkâri'de sokağın nabzı nasıl atıyor, seçmen ne diyor? » [Quelques jours avant le 1er novembre,

quel est le pouls de la rue ? Que dit l'électeur ? A Van, Erzurum, Tunceli, Ağrı et Hakkâri.] (http://t24.com.tr/haber/1-kasima-gunler-kala-van-erzurum-tunceli-agri-ve-hakkaride-sokagin-nabzi-nasil-atiyor-secmen-ne-diyor,313974)

Site internet de l'université Nuh Naci Yazgan de Kayseri. (http://www.nny.edu.tr/default.aspx?lid=1&pid=92)

Site Haberler (http://www.haberler.com/nuh-naci-yazgan/biyografisi/)

Site du *müftülük* d'Erzurum (http://erzurum.diyanet.gov.tr/Sayfalar/PersonDetail.aspx?MenuCategory=Kurumsal2&PersonelID=138)

Site du journal Hürriyet, http://www.hurriyet.com.tr/meral-aksener-ysk-suc-islemistir-40429156, consulté le 4 septembre 2017.

Voir Murat Bardakçı, « Celâl Bayar'ın 1959'da hazırlattığı Kürt raporunda bakın kimler var! », Haber Türk, 18 mars 2012, http://www.haberturk.com/yazarlar/murat-bardakci/725769-celal-bayarin-1959da-hazirlattigi-kurt-raporunda-bakin-kimler-var.

Entretiens

- Avec Haluk Arığ, fils de Fikri Arığ, député DP de Diyarbakır de 1950 à 1957
- Avec Aziz Ekinci, fils de Mustafa Ekinci, député DP de Diyarbakır de 1950 à 1957
- Avec Şeyhmuş Diken
- Avec Adnan Menderes, petit-fils d'Adnan Menderes
- Avec Öznur Eyyüpoğlu, épouse de Mehmet Eyyüpoğlu, député DP d'Erzurum de 1957 à 1960
- Avec Fahrettin Taşkesenlioğlu, fils de Fethullah Taşkesenlioğlu, député DP d'Erzurum de 1957 à 1960
- Avec Mesut Azizoğlu, neveu de Yusuf Azizoğlu, député DP de Diyarbakır de 1950 à 1957
- Avec Seyhan Uslu, fils de Ismet Uslu, député DP d'Adana de 1954 à 1957
- Avec Nejat Cemiloğlu, maire de Diyarbakır de 1963 à 1973 et homme politique
- Avec Selahattin Canka, président de la branche locale du DP à Adana de 1946 à 1950
- Avec Naci Gülalp, hommes d'affaires d'Adana et témoin de la période 1946-1960.

Archives

Archives de la présidence du Conseil (*Başbakanlık Cumhuriyet Arşivi*, Ankara)

- 010.09.365.1116.1 (Adana)
- 490.01.444.1833.1.105 (Izmir)
- 490.01.297.1198.2.1 (Diyarbakır)

Archives du Parti Républicain du Peuple (*Başbakanlık Cumhuriyet Arşivi*, Ankara)

Archives parlementaires (*T.B.M.M. Zabıt Ceridesi*, en ligne)

Archives du Ministère des Affaires Etrangères (Nantes)

- 36PO/2/26

Archives nationales américaines (*National Archives and Records Administration,* Washington)

Archives britanniques du ministère des affaires étrangères (*The National Archives*, *Foreign Office*, Kew)

FO 371/130176 (Internal political situation in Turkey)

FO 371/130177 (Internal political situation in Turkey)

Glossaire

Agha : propriétaire terrien
Ahlak : morale ; le terme a une connotation religieuse
alaouite/ alévi /nusayri : secte musulmane hétérodoxe, proche du chiisme
Alim (pluriel ouléma) : docteur en droit islamique
Bekçi : surveillant de village, chargé d'assurer la sécurité de tous
Belediye : municipalité
Bey : « seigneur », désigne de grands propriétaires terriens au Kurdistan
Bucak : unité du parti au-dessus du *ocak*. Equivalent de notre commune
Diyanet : direction des affaires religieuses, qui dépend directement du Premier ministre
Dernek : association
Dönüm : unité de mesure des terres, qui correspond à la quantité de terres que peut labourer un homme en un jour, et qui est donc très variable.
Cemaat : (ici) communauté religieuse non-confrérique. Essentiellement celle de Said Nursi.
Cemiyet : association
Çırak : apprenti artisan
Efendi : titre de respect qu'on donne plutôt, en général, aux urbains.
Ehliyet : cérémonie par laquelle un apprenti devient maître
Esnaf : propriétaire de magasin ou d'un petit commerce
Eşraf : littéralement, « les plus honorables ». Désigne les élites locales, plutôt de type urbain. Le terme connote les élites du Comité Union et Progrès et du Parti républicain du peuple.
Fayton : phaëton, voiture à cheval
Gecekondu : littéralement « construit dans la nuit », habitat urbain construit sans autorisation
Göçmen : immigré venu des Balkans
Hamidiye : commandements de cavalerie de l'armée ottomane composés de kurdes sunnites, fondé par le sultan Abdülhamit en 1890.
Han : caravansérail, bâtiment qui accueille les marchands et les pélerins sur les routes. Aujourd'hui , il désigne un centre de commerces.
Hatip : prédicateur
Hizip : faction
Hoca : maître en religion
Komitacı: désigne quelqu'un qui est lié à une organisation clandestine armée
Kurul ou ***heyet*** : comité de direction (ici, d'un parti politique)
Iltizam : système de collecte d'impôt où un notable local paie la totalité des impôts à l'État, puis est chargé de récolter l'impôt comme il l'entend auprès de la population
Irtica : réaction religieuse
Kalfa : main d'œuvre artisanale
Kasaba : bourg
Kaymakam : préfet
Kethüda : chef laïque d'une corporation
Köylü : paysan
Manav ou ***komisyoncu*** : marchand de fruit et légumes, qui vend les produits agricoles des paysans, et fait figure d'intermédiaire entre les campagnes et la ville
Maraba : domestique de l'agha, qui vit chez lui et le sert, sans rémunération.
Medrese : école religieuse
Mescit : petite mosquée
Mevlüt : lectures de certains passages du Coran, qui se fait en certaines occasions spéciales, comme des fêtes religieuses pour célébrer la naissance du prophète, ou un événement.
Muhtesib : agent de l'Etat chargé de faire respecter les règles de commerce
Mir : seigneur kurde

Mübadil : « échangé », désigne le groupe de populations transféré depuis la Grècesuite à l'accord entre Grèce et Turquie en 1919
Müfti : directeur départemental de la *Diyanet*, direction aux affaires religieuses
Muhacir : réfugié musulman de l'Empire
Muhtar : chef de village
Nurcu : disciple de la communauté fondée par Said Nursi
Ocak : la plus petite unité du parti politique, qui correspond à l'échelle d'un village ou d'un quartier
Oda : chambrée villageoise
Partizanlık : « partisanisme », désigne le fait que des faveurs ne soient accordées qu'aux soutiens d'un parti politique.
Pide : pain de forme ronde
Rüştiye : école primaire, fondée à l'époque ottomane sur le modèle européen
Salname : recensement officiel ottoman
Sancak **ou** ***ilçe*** : sous-région, équivalent du canton
Sarık : coiffe traditionnelle masculine, foulard noué autour de la tête
Şeyh (cheikh) : chef de confrérie soufie
Usta : maître artisan
Tanzimat : ensemble de réformes administratives qui eurent lieu dans l'Empire ottoman à partir de 1839.
Tchérkesse : circassien
Tekel : monopole d'Etat
Tespih : châpelet
Tüccar : marchand
Vakıf : fondation pieuse
Vaiz : prédicateur
Vali : gouverneur
Vilayet ou ***il*** : province ou département.
Yörük : désigne les populations nomades turcophones dans l'Empire ottoman. Généralement les *yörük* sont alévis.
Zabıta : police municipale, chargée de contrôler le commerce

Annexes

Annexe n°1 : Adana, Diyarbakir, Erzurum, Izmir : quelques cartes complémentaires.

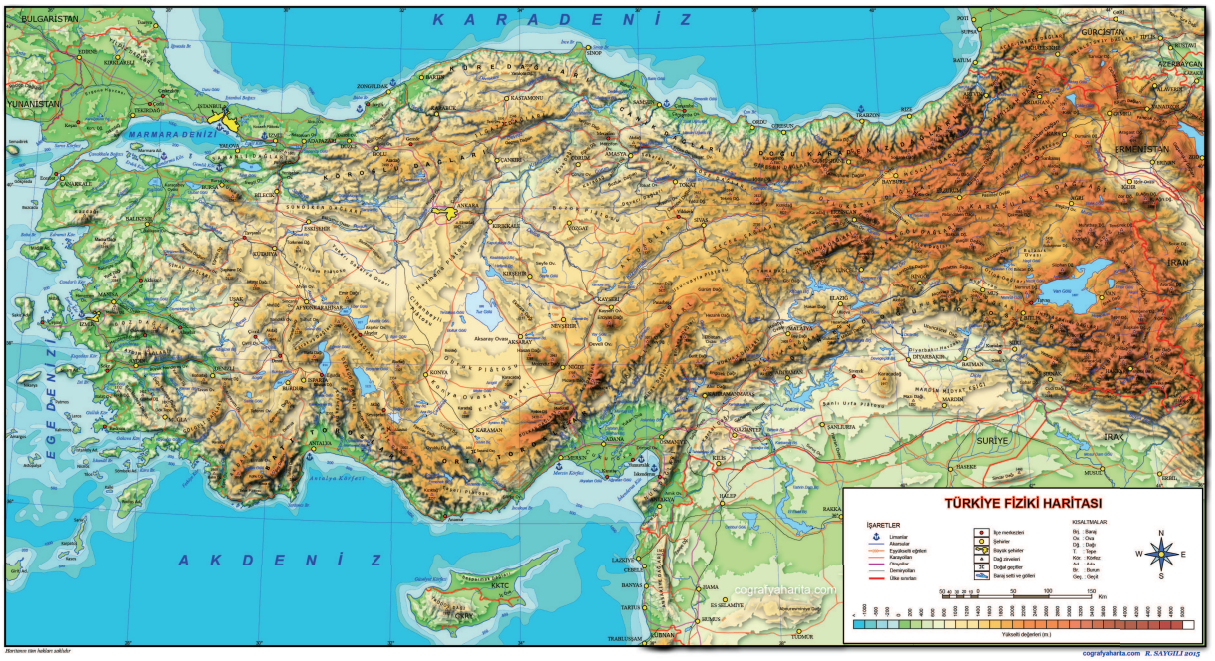


Figure 41: carte physique de Turquie

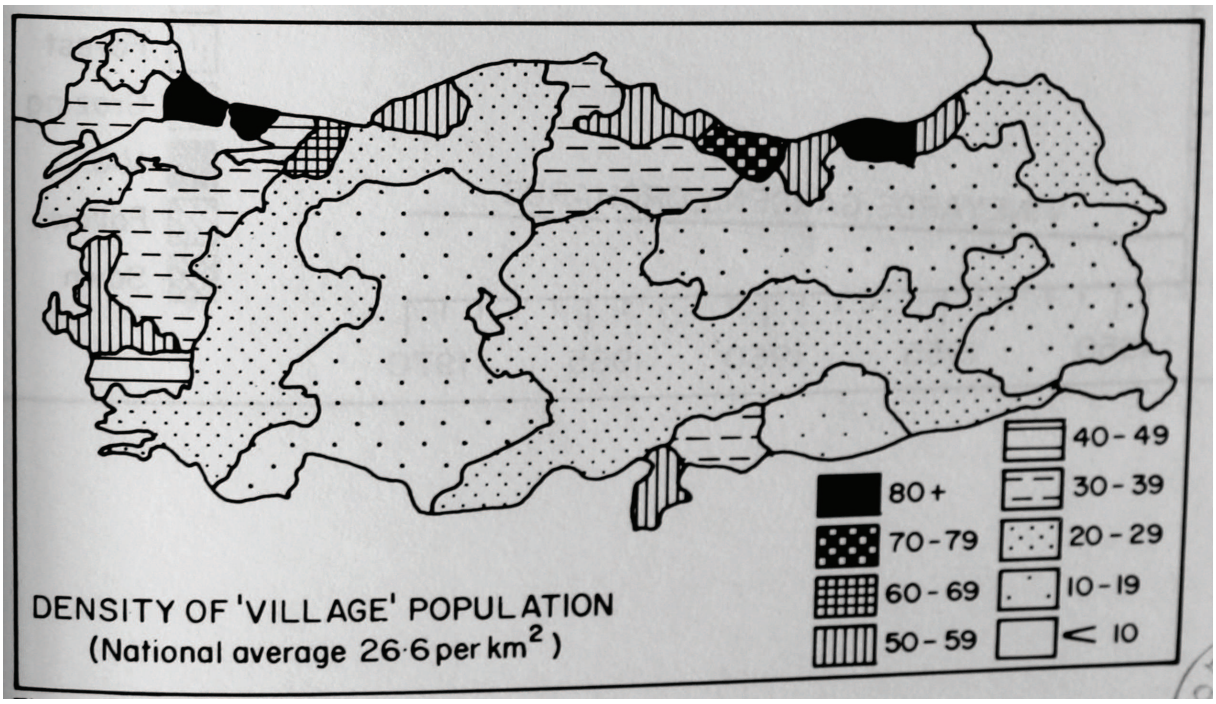


Figure 42: densité de la population rurale en 1970[2001]

[2001] William Hale (dir.), Aspects of modern Turkey, op. cit.,p.99.

Annexe n°2 : quelques photographies des élections de 1946

Sources : Archives nationales fédérales américaines[2002].

NB : ces photographies des élections de juillet 1946 sont issues d'un reportage officiel, commandé par le pouvoir. D'autres photographies, que nous ne reproduisons pas ici, montrent la famille Inönü au moment du vote. Elles sont prises à Ankara, et dans un village des alentours d'Ankara – nous ne savons pas lequel.



Figure 43: vérification des urnes

Avant huit heures du matin, les urnes sont examinées par une commission de cinq personnes. On note la présence de deux militaires qui regardent l'urne.



Figure 44: une femme vote dans un village

[2002] Nous remercions Emmanuel Szurek de nous avoir livré ces archives.

Une vieille femme vote en apposant son empreinte digitale (sur la photographie, sa main a été entourée au feutre). Tous les hommes autour d'elle surveillent l'opération.
On distingue, derrière elle, un homme en habit militaire.



Figure 45: scène de vote à Ankara

Le scrutateur d'un parti politique, qu'on reconnaît au signet blanc accroché au col de sa veste, ne semble pas particulièrement actif. Il est nettement en retrait par rapport au reste des personnes chargées d'organiser le scrutin. On distingue, derrière lui, un homme en habit militaire.



Figure 46: scène de vote

Les électeurs s'amassent pour voter. On remarque la présence de femmes en habit urbain, cheveux découverts, et de nombreux enfants (certains d'entre eux ont remarqué le photographe et fixent l'objectif), soigneusement habillés et coiffés.



Figure 47: vote dans une ruelle d'Ankara

Des électeurs font la queue pour aller voter dans une ruelle d'Ankara. Un militaire est dos au mur, on le voit sur le côté droit de la photographie, au milieu. Là encore, seuls les enfants ont remarqué le photographe et fixent l'objectif. C'est manifestement un quartier plus populaire de la ville : les femmes sont voilées, et les enfants ont l'air moins soigné.



Figure 48: un homme vote pour le CHP

Sur la petite table, les suffrages sur lesquels sont inscrits les noms des partis politique sont maintenus par des pierres. Un citoyen choisit ostensiblement le Parti républicain du peuple et pose pour la photo. L'homme qui lui tend le suffrage a une rosette du Parti républicain du peuple fixée au col. Tous les hommes présents regardent vers le photographe.



Figure 49: scène de vote dans un village

Un drapeau turc est noué autour du tronc de l'arbre. Une femme est en train de mettre l'enveloppe dans l'urne, qui porte le titre « urne n°140 ». Plusieurs personnes portent un signet blanc sur leur col, qui indique qu'ils sont scrutateurs. Le militaire est assis sur une chaise en retrait et ne manifeste pas de grand intérêt pour ce qu'il se passe.



Figure 50: scène de vote dans une école

Des électeurs font la queue pour voter, certainement dans une école. On remarque que trois militaires sont postés en haut de l'escalier. Sur le côté droit de la photographie, un scrutateur de parti politique tient un papier à la main.



Figure 51: panachge des voix

Des électeurs pendant le panachage des voix (la photo a manifestement été prise à un autre moment que 1946, mais se trouve dans la même série). Les hommes posent certainement pour le photographe : ceux qui sont debout, derrière, regarden l'objectif.



Figure 52: plusieurs personnes cherchent leur nom sur la liste



Figure 53: un homme appose sa signature après avoir voté



Figure 54: examen des urnes à la fin de la journée

Une commission examine les urnes à la fin de la journée. Leurs mouvements indiquent qu'ils posent pour le photographe.

Annexe n° 3 : la fondation de partis d'opposition dans le département d'Izmir vus par les cadres locaux du Parti républicain du peuple.

Ces documents sont la traduction de l'extrait d'un rapport du comité local du Parti républicain du peuple en 1946. Il liste les membres des partis d'opposition dans chaque canton d'Izmir, leur profession et tente de maintenir à jour une liste des membres du Parti républicain du peuple qui ont quitté le parti. Ce rapport se trouve dans les archives du Parti républicain du peuple, aux archives nationales à Ankara.
Référence : 490.01.444.1833.1.105

PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE — IZMIR, 2/7/1946
FEDERATION DE LA PROVINCE D'IZMIR
5052

Au Secrétariat Général du Parti Républicain du Peuple

Ankara

En réponse au document 1/89513, daté du 11/6/1946:

Des listes séparées pour chaque district de notre ville sont jointes à cet envoi, concernant les lieux de fondation des partis d'opposition, si ces lieux sont des districts, des villages ou des circonscriptions, avec les noms et les professions des membres du comité local des centres-villes.

Sur ces listes, le nombre des membres de notre parti qui ont renouvelé leur adhésion jusqu'au 31/mai/1946 est indiqué. Pour les partis d'opposition, nous n'avons pas connaissance du nombre de membres encartés.

Mes respects profonds,

Le président de la fédération d'Izmir du Parti Républicain du Peuple (C.H.P.)

M. Orhon

Pièces jointes: 18
M.

F.B. est noté.

Ceci est pris en compte. Afin qu'il puisse être diffusé, [le document] est présenté au bureau n° 9.
10.VII.1946
B.I.A. [signature]

23.7.[1]946

Au document
29.7.1946
[signature]

BAYINDIR

Nom du district :	Bayındır
Parti d'opposition fondé	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville

Noms et métiers des membres du comité local

Muzaffer Piyamcı	Président du comité. Directeur de l'Usine Yahya Kerim Onart, et directeur de l'entreprise Yıldıztaş. Il parle anglais. Il n'est pas membre de notre parti.
Ihsan Ülkü	Avocat. Il a fait une demande pour joindre notre parti, et il a adhéré au parti d'opposition avant de recevoir une réponse de notre part.
Atıf Afsin	Commissaire de police retraité. Représentant de Sümerbank.
Mehmet Ali Efe	Agriculteur plutôt aisé. Il a démissionné de notre parti le II.6.946.
Mehmet Karabulut	Il y a un certain temps il a été condamné à un an de prison ferme pour trafic d'opium. Il a démissionné de notre parti le II.6.946.
Nombre de membres enregistrés	Inconnu.
Nombre de personnes qui ont quitté notre parti pour passer au parti d'opposition	2 membres de notre comité local
Nombre de personnes qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	24

BERGAMA

Nom du district :	Bergama
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville
Noms et métiers des membres du comité local	
Hayri Tumen	Président. Dentiste.
Faik Kayalar	Dans le commerce du tabac.
Süleyman Çelebi	Propriétaire d'usine. Il a démissionné de notre parti le 8.6.946.
Sudi Kiper	Entrepreneur en construction routière.
Izzettin Suner	Tailleur. Il a démissionné de notre parti le 8.6.946.
Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Nombre de personnes qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	Deux membres de notre comité local
Nombre de personnes qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	72

BERGAMA

Nom du district :	Bergama
Parti d'opposition fondé :	Parti National du Développement
Lieu de fondation	Centre-ville

Noms et métiers des membres du comité de direction

Sabri Alkoç	Président. Ecrivain public. Lorsqu'il travaillait pour TEKEL en tant qu'employé, il a été accusé de détournement de fonds. Il n'est pas apprécié par le peuple. Son niveau d'éducation est de niveau collège. Il a démissionné de notre parti.
Selim Çetiner	Jardinier. Il a fini l'école primaire. Il aime les aventures. C'est un individu sans influence et anormal. Il a démissionné de notre parti
Abdülkadir Bolel	Marbrier. Il a fini l'école primaire. C'est une personne insignifiante, qui a longtemps travaillé comme jardinier. Il a démissionné de notre parti.
Kemal Uçak	Vendeur de vins. Chauffeur à l'origine, il travaille toujours dans une taverne. Il a fini l'école maternelle. Il a démissionné de notre parti.
Ali Bozkır	Il a fini l'école primaire. C'est un agriculteur. Il n'est pas connu par la population. Il est sans influence. Il n'était pas adhérent de notre parti.
Mehmet Derici	Il n'a pas de métier. Il a l'âge d'être écolier, il a abandonné ses études car c'est un bon-à-rien. Il n'était pas enregistré à notre parti à cause de son jeune âge.
Nombre de membres enregistrés	Inconnu.
Nombre de ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	Inconnu

ÇEŞME

Nom du district :	Çeşme
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville de Çeşme et quartier d'Alaçatı
Noms et métiers des membres du Comité Local	
Sadık Tütüncüoğlu	La localité n'a pas donné d'information.
Mustafa Alp	" " " " " "
Kelâmi Ertan	" " " " " "
Niyazi Ertürk	" " " " " "
Hasan Türkay	" " " " " "
Mustafa Sürücü	" " " " " "
Nombre de membres enregistrés	Inconnu
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	Inconnu
Membres enregistrés	Sa localité n'a pas donné d'information.

(+) Même si on dit que les comités locaux du Parti Démocrate sont fondés dans le quartier de Barbaros et dans le village d'Uzunköy, nous n'avons pas reçu d'information de notre Présidence de l'organisation locale de Çeşme.

DIKILI

Nom du district :	Dikili
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville et Commune de Çandarlı

Noms et métiers des membres du comité de direction

Centre-ville :

Ahmet Şükrü Pırnar	Agriculteur. Il est passé au parti d'opposition sans démissionner de notre parti.
Celil Akıncı	Agriculteur. " " "
Hasan Şengül	" " " "
Ahmet Ulu	Commerçant. " " "
Adil Tekin	Il n'a eu aucune relation avec aucun parti jusqu'à présent.
Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Nombre de ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	30
Nombre de ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	180

Centre-ville d'Izmir

Nom du district : Centre-ville d'Izmir

Parti d'opposition fondé : Parti Démocrate

Lieu de fondation Le centre-ville Izmir et (Tableau I, attaché)

Noms et métiers des membres du comité de direction

Ekrem Hayri Üstündağ Médecin interne, connu à Izmir. Il a été le président local à Izmir du Parti républicain libre (*Serbest Cumhuriyet partisi*) à sa fondation. Après sa dissolution, il a été enregistré de nouveau à notre parti, et il a démissionné le 12.1.1946. On soupçonne que son lien au Parti Démocrate était motivé par son envie d'être député.

Haydar Dündar Marchand de biens agricoles. En 1939, lorsqu'il était secrétaire de l'entreprise juive Gomel, il est passé à l'entreprise anglaise Vitel (Whithall) et il a coopéré avec les Anglais au nom de Vitel. En trouvant un moyen anormal de s'enrichir pendant cette guerre, il a acheté plusieurs immeubles et il s'est fait une fortune importante. Il a été poursuivi en justice par le tribunal de la protection nationale à cause de sa spéculation sur le prix des denrées, et il en garde rancune au gouvernement actuel.

Mustafa Ali Haydar Marchand d'exportation, connu par sa faiblesse en commerce. À cause de l'impôt sur la fortune (varlık vergisi) pour lequel il a payé 200,000 livres turques, il est toujours en colère et dissident contre le gouvernement et le parti.

Harun Ilmen Ingénieur en construction navale. Pendant longtemps il a travaillé en tant qu'ingénieur sur un chantier maritime pour le gouvernement allemand. La rumeur raconte que lorsqu'il travaillait chez *Denizbank* en tant qu'acheteur pour le gouvernement il s'est rendu coupable de trafic d'influence.

Hayri Gönen Il est le directeur de la branche d'Izmir de la Banque de Commerce (Ticaret Bankası). On présume que sa démission de notre parti le 14.2.946 pour prendre part à l'organisation locale du Parti démocrate était lié à la participation des directeurs généraux d'Ankara au Parti démocrate. Il est connu à Izmir.

Membres du comité de direction du centre-ville

Cezmi Kutsay Industriel. Il est le propriétaire d'une usine de clous à Alsancak. Il fait partie des marchands qui ont fait faillite. Ancien Juif qui s'est converti à l'islam.

Bedri Akgerman	Marchand de chapeaux. Tandis qu'il n'avait qu'une simple boutique avant la guerre, il a fait une fortune pendant la guerre par des moyens illégitimes.
Osman Kibar	Il a fait fortune pendant la guerre Entrepreneur pour l'armée. Il est dans la fabrication de savon. On a appris qu'il a soudoyé son secrétaire en lui donnant 10000 Livres Turques pour le faire taire sur sa fraude fiscale auxtaxes gouvernementales. Ancien Juif qui s'est converti à l'islam.
Leon Behmo Aras	Médecin, juif.
Nombre des membres qu'on a enregistré	Inconnu
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	"
Nombre des membres adhérents à notre parti	Entre 1 janvier 946 et 31 mai 946 : 293

KARABURUN

Nom du district :	Karaburun
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Le centre-ville, les quartiers Saip et Mordoğan, et les villages Ambarseki, Bozköy, Tepeboz, Haseki, Sarpuncuk, Çatalkaya, Eğlenhoca, Kösedere, Küçükbahçe, Parlakköy, Samanköy, Yayla.

Noms et métiers des membres du comité local du Centre-ville

Ibrahim Tığlı	Nous n'avons pas d'information
Ahmet Yörük	"
Ali Erboy	"
Abdulah Ercan	"
Yusuf Altın	"

Les membres du Comité de direction du quartier Saip

Hüsnü Türkboy	Il n'était pas de notre parti. Lorsqu'il travaillait en tant que collecteur d'impôts il a été condamné pour détournement des fonds. Gérant de café à présent.
Hüsnü Çınar	Avocat. Ancien cadi. Il a démissionné de notre parti. Il est dans ses soixante-dix ans, donc nous n'attendons pas d'activité de sa part.
.	
Hayri Gürbüz	Marchand. Il n'était pas de notre parti. Il n'est pas influent auprès du peuple
Hasan Bozkurtlar	Épicier. Son niveau d'éducation est le collège.Alors qu'il était adhérent de notre parti il a joint les démocrates. Il n'est pas vu comme compétent concernant les affaires du parti
Osman Tireli	Ouvrier agricole. Il est connu comme un homme honnête dans notre quartier. Alors qu'il était adhérent de notre parti, sans démissionner, il a rejoint les Démocrates. Il a déclaré qu'il avait agi ainsi suite à l'insistance de certaines personnes.

Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	19
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	105

KEMALPAŞA

Nom du district :	Kemalpaşa
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation et	Centre-ville, les chef-lieux des quartiers voisins, le quartier d'Armutlu, les villages Ekmeksiz, Yukarıkızılca, Yemiş, Çambel, Akalan, Tekke, Aşağıkızılca, Cumalı, Ansızca.

Noms et métiers des membres du Comité local du Centre-ville

Halit Karaferye	Ouvrier agricole. Il n'est pas entré dans notre parti, il était toujours dans l'opposition.
Ziya Ergun	Avocat. Il a quatre femmes et 2 enfants. Il n'a pas de dossier chez nous. Pour longtemps il a servi comme huissier de justice à Izmir.
Hidayet Armağan	Avocat. Il était membre du C.H.P. En 1930, il a été mis en détention provisoire pour ensuite être jugé en cour d'assises d'Izmir pour insulte à Atatürk.
Tevfik Toker	Tailleur et vigneron. Il était membre de notre parti. Il est connu pour chanter sans cesse les louanges des partis politiques grecs
Cemil Yoldaş	Ouvrier agricole. Il est contre la richesse et le capital, et il soutient le prolétariat international.
Hasan Kocaman	Il gagne sa vie grâce au lait des deux vaches qu'il a hérité de son père. Il a arrêté le collège. Toute sa famille y compris sa mère est fidèle au C.H.P. Il n'a que 20 ans. Il s'est opposé à notre parti. Il a soutenu vivement la fondation du parti de l'opposition dans la commune.

Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	172
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	35

M.T.

KUŞADASI

Nom du district :	Kuşadası
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville
Noms et métiers des membres du Comité Local	
Dr. Hulûsi	Médecin colonel retraité.
Ibrahim Öcal	Agriculteur qui a fait l'école primaire. Il a démissionné de notre parti.
Şükrü Küçükoğlu	Marchand de bois. Il a fini l'école primaire. Il a démissionné de notre parti.
Rıza Öniz	Conducteur. Il a fini l'école primaire. Il a démissionné de notre parti.
Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	4 connus
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	87

Même si l'on dit que Le Parti National du Développement est établi, ce n'est pas vérifié par la source.

MENEMEN

Nom du district :	Menemen
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville et le village d'Ulucak

Noms et métiers des membres du comité de direction:

Şükrü Akdoğan	Notaire. Il est de Priştina. Il travaille en tant que notaire depuis 10 ans dans la commune. Il est resté toujours passif dans les affaires du pays. Il n'est pas influent auprès du peuple. Il est vu comme un homme honnête dans sa vie privée.
Lûtfi Ilmen	Il n'est pas de Menemen. Il travaille dans le district comme avocat depuis 8 ans. Jusqu'à maintenant il ne s'est pas intéressé aux affaires du pays. Auparavant il avait travaillé dans des agences de recouvrement de créances d'Izmir.
Emin Ikizer	Avocat. Sa ville natale est Tiran, mais il a vécu dans le district depuis 20 ans et l'a adopté. Avant cela il était huissier. Il n'est pas influent parmi le peuple.
Zıya Tunca	Horloger. Il n'est pas de Menemen, il est venu ici en tant que simple soldat avec l'armée pendant la libération et il s'y est installé. Il est connu comme un homme honnête dans le quartier.
Bedri Onat et Tevfik Levent	Ils sont originaires de la région. Ils s'occupent d'agriculture et de commerce. Il sont connus comme bons et respectables.

Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	Inconnu
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	84
Présidence de	Même si l'on dit que Le Parti National du Développement est établi dans le district de Menemen, ce n'est pas vérifié par la notre parti.

SKA.

URLA

Nom du district:	Urla
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Centre-ville
Noms et métiers des membres du Comité Local :	
Ekrem Kutluay	Chambellan. Il a démissionné de notre parti le 10.2.946.
Baha Ertekin	Avocat
Fehmi Çalışkan	"
Fuat Aybar	"
M. Ali Aktaş	Capitaine retraité
Ibrahim Bayrak	Muhtar
Zeki Pırıldar	Vétérinaire
Avni Erdoğan	Agriculteur
Hayri Kılıç	Épicier
Adil Baltalı	Directeur de la Coopérative de la Vente Agricole
Nombre des membres enregistrés	Inconnu
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	"
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	13

SKA.

490 - 01 - - - 444 – 1833 – 1

SEFERIHISAR

Nom du district:	Seferihisar
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Le centre-ville, le quartier de Doğanbey, et le village de Hereke

Noms et métiers des membres du comité de direction :

Eşref Ozan	A été condamné à 32 mois de prison ferme pour détournement de fonds, converti en 1 mois de prison et une amende de 45 livres turques par la court'assises d'Izmir. À Seferihisar il travaille toujours comme avocat sans avoir de licence. C'est un homme négligent, ayant une dépendance à l'alcool et qui a une éducation élémentaire. Il a démissionné du C.H.P.
Cahit Çetin	Ancien brigadier-chef qui a aussi travaillé comme greffier au tribunal. Il travaille comme avocat dans le district, c'est une personne âgée et inoffensive. Il dispose d'une éducation élémentaire. Et il a démissionné du C.H.P.
Bekir Tosun	Education primaire. Il travaille comme tailleur et muhtar. Il est passionné par l'alcool. Il a démissionné de notre parti.
Ismail Nalbantoğlu	C'est un analphabète. Il travaille dans l'hôtellerie. Son père, décédé, était l'ami de Ekrem Hayri Üstündağ. Il a rejoint les démocrates sans démissionner de notre parti.
Muharrem Örsel	Agriculteur. Il était auparavant gardien. C'est un analphabète et une personne vaine qui écrit des lettres de protestation aux ministères pour des raisons absurdes. Il a rejoint les démocrates sans démissionner.

Nombre des membres enregistrés	Inconnu.
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	5 connus
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	51

TIRE

Nom du district:	Tire
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Le centre-ville, et les villages de Kahrat, Kemerdere, Eğridere, Çiniyeri, et Büyükkala

Noms et métiers des membres du comité de direction
(Centre-ville)

Sadık Giz	Cette année il était membre du Conseil d'Administration de notre parti, mais il a démissionné le 3.4.46. Il s'occupe de commerce et en même temps il travaille en tant que courtier chez les assurances Doğan. Il est connu par son honnêteté et sa moralité. Il a arrêté ses études lorsqu'il étudiait en Belgique.
Ömer Güvenç	Mercier. C'est un membre du club de Jeunesse de Tire, et c'est une jeune personne sérieuse. Il a démissionné de notre parti le 5.4.46. Il est incertain qu'il devienne actif dans les affaires du parti.
Selim Devrim	Il a très peu d'éducation. Il est d'âge mur et il a l'habitude de tout critiquer tout le temps.
Hüseyin Kahtur	Il a la cinquantaine (50-55). Alors qu'il travaille comme pharmacien il est aussi expert en tabac pour la Compagnie Savel. À l'origine il est de Tikveş.
Sabri Kurtoğlu	Quand il travaillait à Tire en tant que commerçant, ainsi que comme trésorier à la Banque Ahali, il s'est marié et s'y est installé. Ensuite il a quitté la banque et il a acheté une usine de farine avec l'aide de sa famille. C'est un homme sérieux, placide et honnête.
Mitat Kıvaç	Propriétaire de *Yeni Ege Oteli* (Hôtel Nouvelle Égée). C'est un opportuniste. On ne peut pas attendre d'actions positives de lui.

Nombre des membres enregistrés	Inconnu
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	12 connus
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	300

TORBALI

Nom du district:	Tire
Parti d'opposition fondé :	Parti Démocrate
Lieu de fondation	Le centre-ville
Noms et métiers des membres du Comité Local	
Ragıp Kahraman	Pas d'information donnée par le district.
Nihat Erten	Pas d'information donnée par le district.
Hüseyin Doğaş	" " " "
Ahmet Altıok	" " " "
Emin Tör	" " " "
Haşim Kuşkonmaz	" " " "
Mehmet Evrenos	" " " "
Nombre des membres enregistrés	Inconnu
Ceux qui ont quitté notre Parti pour passer au Parti d'opposition	Inconnu
Ceux qui ont renouvelé leur inscription à notre parti	400

PARTI RÉPUBLICAIN DU PEUPLE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Membres qui sont passés au parti d'opposition sans démissionner de notre parti

Leur District	Quartier	Chef-lieu	Prénom et Nom	No		Notes
Seferihisar	-	Turhan	Eşref Ozan	46	Sans démissionner	
Izmir	Karşıyaka	-	Mustafa Çelebi	588	"	"
Dikili	-	Saimbey	Ahmet Şükrü Pınar	54	"	"
"	-	Ismetpaşa	Ahmet Ulu	17	"	"
"	-	"	Hasan Şengül	35	"	"
"	-	"	Halil Akıncı	40	"	"
Seferihisar	-	Hıdırlık	Muharrem Örsel	52	"	"
"	-	"	Ismail Nalbantoğlu	147	"	"
Tire	-	-	Selim Devrim	-	"	"
"	-	-	Hasan Şadettin Kantar	-	"	"

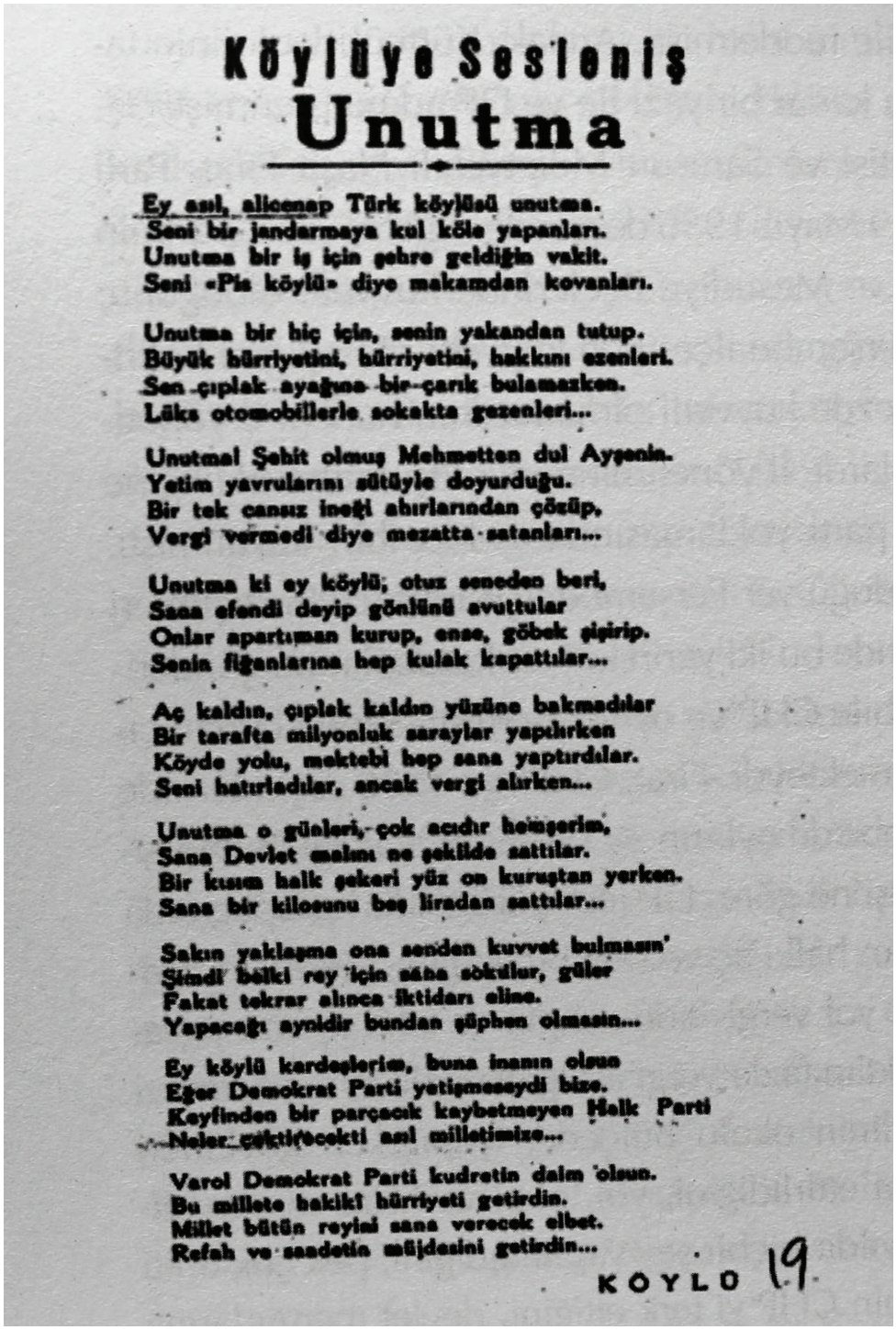
Annexe n°4 : Les élections de 1950 : documents iconographiques complémentaires



Figure 55: affiche du Parti républicain du peuple en 1950[1]

L'affiche dit : « ne te dis pas : « essayons les autres ». Ce n'est pas le moment d'essayer. Ne te laisse pas prendre au jeu des agitateurs, soutiens l'union nationale. Donne ta voix au Parti du peuple. »

[1] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p.111.



Köylüye Sesleniş

Unutma

Ey asil, alicenap Türk köylüsü unutma.
Seni bir jandarmaya kul köle yapanları.
Unutma bir iş için şehre geldiğin vakit.
Seni «Pis köylü» diye makamdan kovanları.

Unutma bir hiç için, senin yakandan tutup.
Büyük hürriyetini, hürriyetini, hakkını ezenleri.
Sen çıplak ayağına bir çarık bulamazken.
Lüks otomobillerle sokakta gezenleri...

Unutma! Şehit olmuş Mehmetten dul Ayşenin.
Yetim yavrularını sütüyle doyurduğu.
Bir tek cansız ineği ahırlarından çözüp,
Vergi vermedi diye mezatta satanları...

Unutma ki ey köylü, otuz seneden beri,
Sana efendi deyip gönlünü avuttular
Onlar apartıman kurup, ense, göbek çişirip.
Senin figanlarına hep kulak kapattılar...

Aç kaldın, çıplak kaldın yüzüne bakmadılar
Bir tarafta milyonluk saraylar yaptırken
Köyde yolu, mektebi hep sana yaptırdılar.
Seni hatırladılar, ancak vergi alırken...

Unutma o günleri, çok acıdır hemşerim,
Sana Devlet malını ne şekilde sattılar.
Bir kısım halk şekeri yüz on kuruştan yerken.
Sana bir kilosunu beş liradan sattılar...

Sakın yaklaşma ona senden kuvvet bulmasın'
Şimdi belki rey için sana sökülür, güler
Fakat tekrar alınca iktidarı eline.
Yapacağı aynidir bundan şüphen olmasın...

Ey köylü kardeşlerim, buna inanın olsun
Eğer Demokrat Parti yetişmeseydi bize.
Keyfinden bir parçacık kaybetmeyen Halk Parti
Neler çektirecekti asil milletimize...

Varol Demokrat Parti kudretin daim olsun.
Bu millete hakiki hürriyeti getirdin.
Millet bütün reyini sana verecek elbet.
Refah ve saadetin müjdesini getirdin...

KÖYLÜ 19

Figure 56: poème au paysan: "n'oublie pas"[2]

[2] Hakkı Uyar, *op. cit.,* p.114.

Annexe n° 5 : Le village turc dans les années 1950 et 1960 : quelques photographies et caricatures



Figure 57: ce que les Stambouliotes entendent par "village"

« Hier Orhan et Necla sont venus au village d'Eren [Erenköy, le nom d'une banlieue chic d'Istanbul]. Qu'est-ce qu'on s'est amusés ! »



Figure 58: meule à grains[3]

On remarque la maigreur du bœuf, et la présence d'enfants qui aident à la manœuvre, ou jouent.



Figure 59: une procession de mariage[4]

[3] Mahmut Makal, op. cit., p. 49. Photographie d'Ara Güler.
[4] Mahmut Makal, *op. cit.,* p. 112.



Figure 60: la préparation du pain[5]

On voit les fines galettes entassées au fond.

[5] *Ibid.,* p. 112.



Figure 61: villageoises à la fontaine[6]

[6] *Ibid*., p. 153.



Figure 62: une rue d'un village de Demirci[7]

[7] *Ibid.,* p. 17.

Annexe n° 6 : quelques caricatures sur le Parti démocrate et la religion

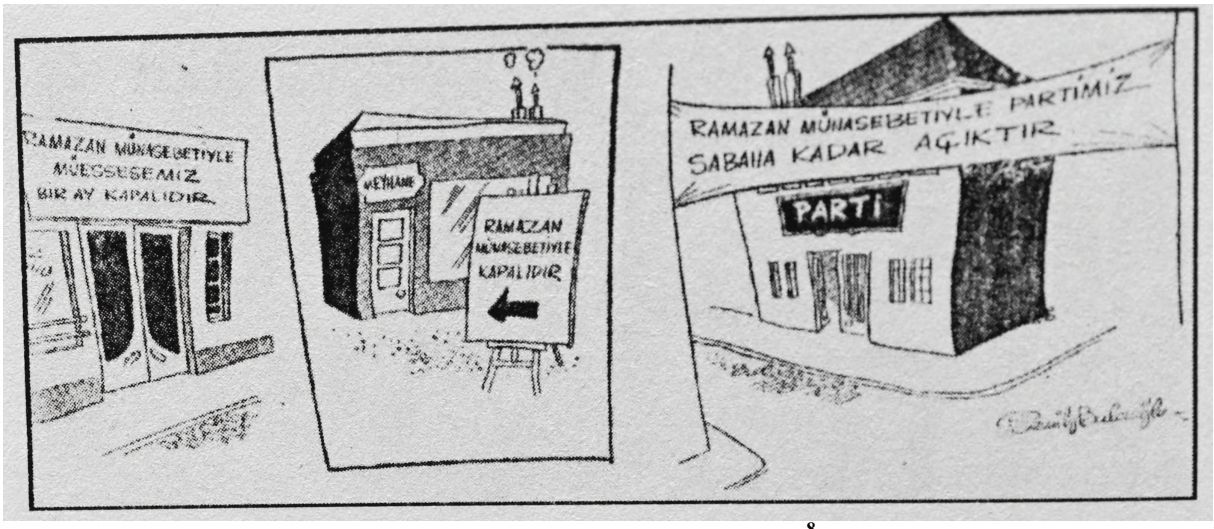


Figure 63: Ramadan et politique[8]

Le cinéma indique : « notre institution est fermée pour un mois à cause du Ramadan », la taverne indique « fermé à cause du Ramadan », et le local du parti : « Pour cause de Ramadan, notre institution est ouverte jusqu'au matin ! »

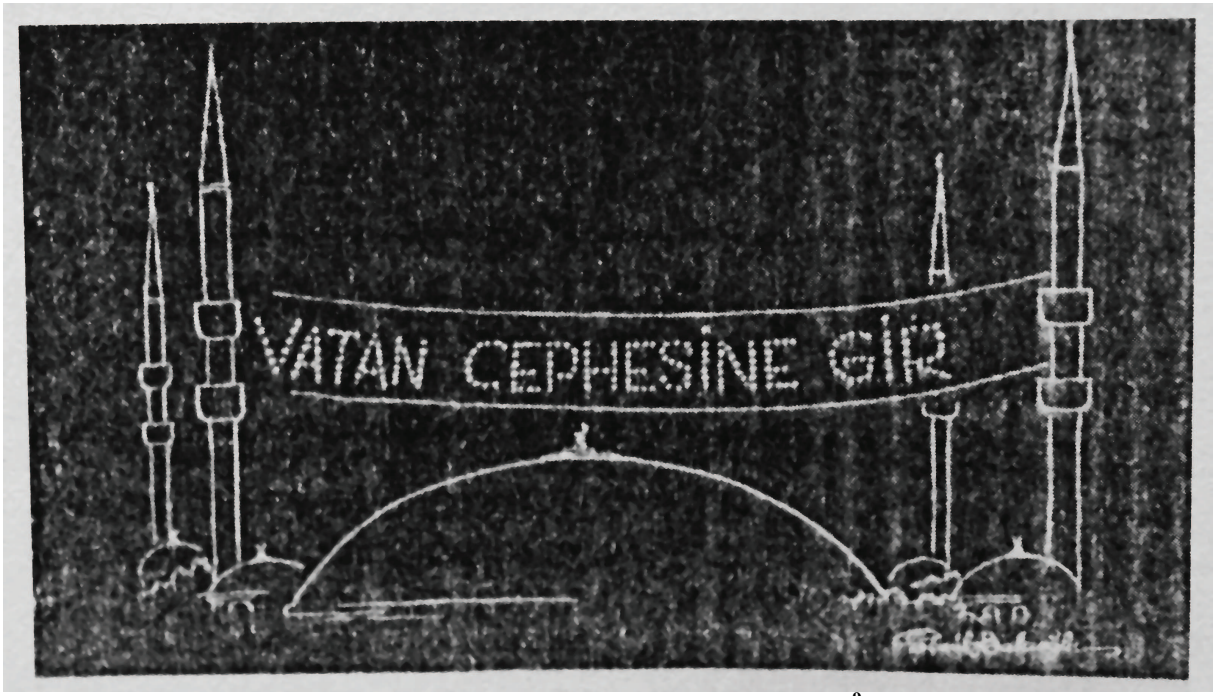


Figure 64: "Entre au front de la patrie"[9]

Le Front de la patrie est créé en 1957 par le Parti démocrate pour enrôler la population.

[8] *Taş-karikatür*, 25 mars 1959, reproduit dans Yasin Kayış, *op. cit.,* p.78.
[9] *Taş-karikatür*, 11 mars 1959, *ibid*.



[34] *Akbaba*, II/37 (27 Kasım 1952).

Figure 65: "la liberté de conscience"![10]

L'incarnation de la réaction religieuse est bedonnant, il est habillé de façon traditionnelle avec un ruban autour de la taille, il a une longue barbe, un t*espih* à la main, un nez fort, des boutons sur le visage, et une toile d'araignée sur la tête – ce qui renvoie à l'expression turque « *örümcek kafalı* », « à la mentalité empoussiérée ». Les femmes sont plus nombreuses que l'homme – ce qui renvoie à la polygamie. On ne voit d'elles que des formes sombres, pas leur visage, et le dessin indique le mouvement du vêtement. La photo date de 1952, alors que le Parti démocrate est au pouvoir depuis deux ans.

[10] *Akbaba*, 27 novembre 1952, reproduit dans *ibid*., p. 70.

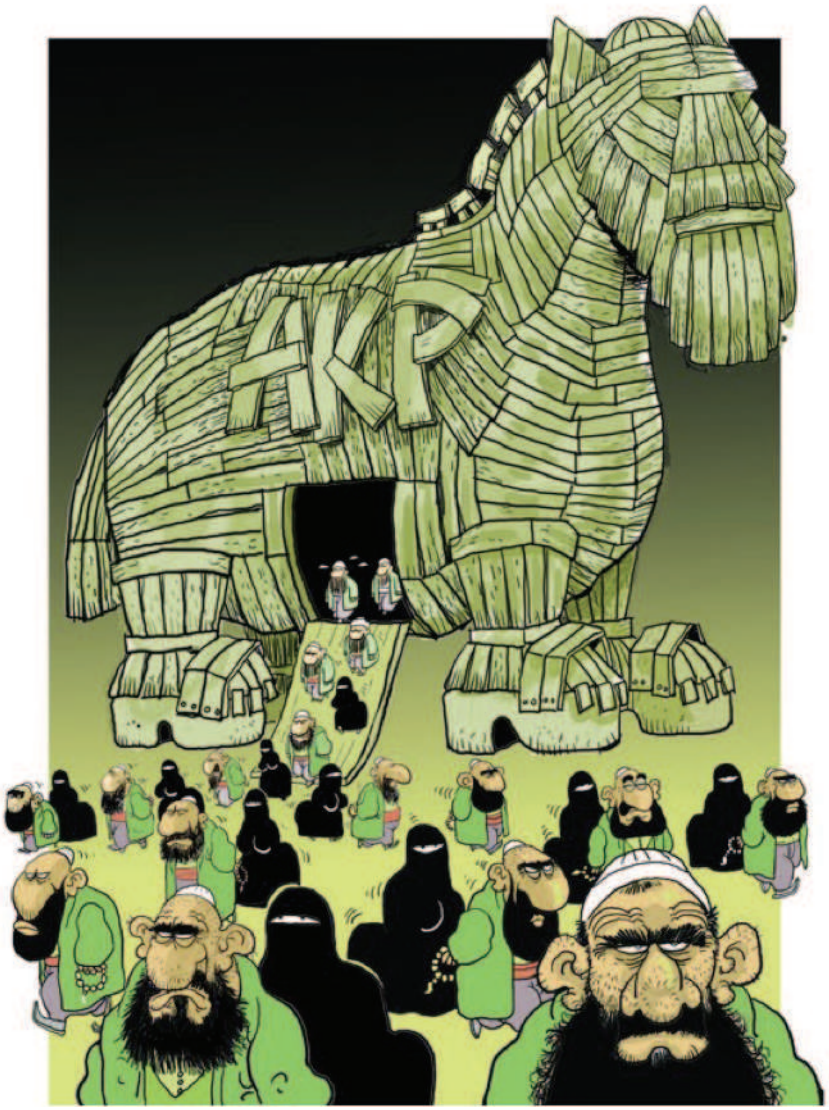


Figure 66: le "cheval de troie" islamiste

Cette caricature, dont nous ne connaissons pas la date, mais qui concerne l'AKP – on distingue ces lettres sur le cheval de Troie, donc des années 2000 ou 2010, nous a paru intéressante pour les similarités qu'elle présente avec la précédente caricature. Comme sur le dessin de 1952, les hommes ont des boutons, un nez fort, une longue barbe, un *tespih*, un ruban autour de la taille. Les femmes sont aussi représentées comme des formes noires.

Annexe n° 7 : Les élections de 1954 et les élections de 1957

Les élections de 1954

	CHP	DP	CMP	Indépendants
Système majoritaire	31	504	5	5
Système d'Hondt	196	328	16	1

Figure 67: Tableau du nombre de députés élus aux élections de 1954 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie)[11]

Le système majoritaire a joué un rôle très important dans la domination du Parti démocrate au parlement.



Figure 68: carte des départements où le Parti républicain du peuple a eu des taux de vote au-dessus et en-dessous de la moyenne nationale

Les départements au rouge foncé sont les départements où le taux de vote pour le Parti républicain du peuple est au-dessus de la moyenne nationale.

[11] Source : Murat Güvenir, « Seçim sistemleri ve ülkemizdeki uygulama » [Les systèmes électoraux et leur mise en œuvre dans notre pays], Ankara, Siyasal Bilimler fakülte dergisi, n° 37, 2015.

Les élections de 1957

	CHP	DP	HP	CMP	Indépendants
Système majoritaire	178	424	4	4	_
Système d'Hondt	258	312	10	30	_

Figure 69 : Tableau du nombre de députés élus aux élections de 1957 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie)[12]

[12] Source : Murat Güvenir, art. cité.



Figure 70: brochure électorale du Parti démocrate

La brochure dit : « prospérité, sécurité, développement ». Les groupes représentés sont paysans, ouvriers et urbain ; une femme a un voile paysan, l'autre a les cheveux découverts. L'enfant tient à la main un livre d'école. L'image d'Epinal de ces groupes montre peut-être que les dirigeants démocrates avaient une représentation assez naïve de la société turque et des groupes qui la composent. L'arrière-fond montre les réalisations du Parti démocrate, usines et pont, et une mosquée.



Figure 71: carte des départements où l'opposition aurait gagné les élections si elle avait fait alliance contre le Parti démocrate[13]

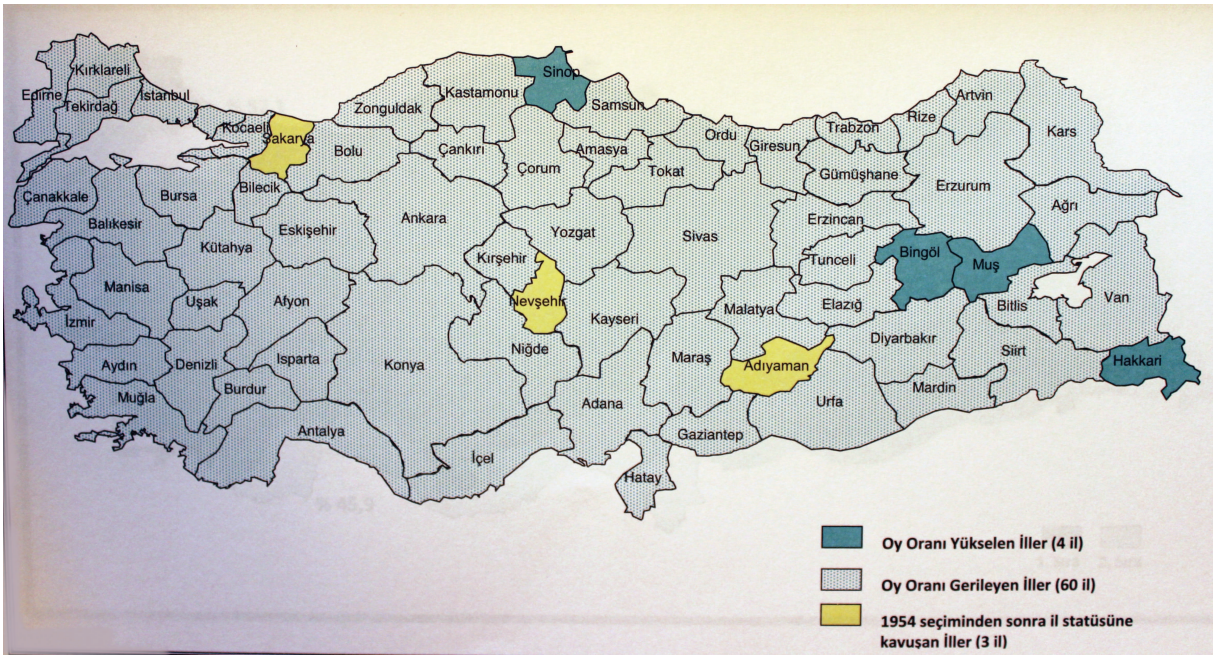


Figure 72: carte des départements où le Parti démocrate a progressé ou reculé auc élections de 1957[14]

Les départements en bleu sont ceux où le Parti démocrate a progressé. Les départements où le taux de vote pour le DP est le même sont en jaune, et en bleu clair (la majorité des départements), ceux où le Parti démocrate a reculé.

[13] Erol Tuncer, *1957 seçimleri, op. cit*., p., 369.
[14] *Ibid.,* p. 379.



Figure 73: carte des départements où le vote pour le CHP est au-dessus ou en-dessous de la moyenne nationale[15]

Les départements en rouge sont au-dessus de la moyenne nationale.

[15] *Ibid*., p. 389.

Annexe n°8 : Milieux conservateurs à Erzurum



NURCULARIN LİSTESİDİR

58/09

Sıra No:	Adı ve soyadı	İşi	İkamet ve iş adresi	Evvelce hakkında bilgi mevcut olup olmadığı
1	Rifat Çakar	D.D.Yollarında Anbar Müdür Muavini		hayır
2	M.Sercil Polat	Terzi	Murat paşa camii bitişiği	Evet
3	Zeki Çiğdem	Muhasebeci	Serbest	hayır
4	Bahattin Balkaya	Terzi	Cumhuriyet Cad.No:173	"
5-	H.Osman Bektaş	Müftü naibi	Caferiye mah.No: 5	"
6	Mehmet kırkıncı	Vaiz	Lalapaşa camiinde hoca	"
7	Ahmet Polat	Gazeteci	Palit meydanında Hürsöz Mat.	"
8	Mehmet Velik Yaiz	Vaiz	Merkezde	"
9	Osman Demirci	"	Narmanlı camiinde	"
10	Mehmet Dursun	"	Caferiye "	"
11	Celal Işık	"	" "	"
12	Mihrali	"	Muratpaşa "	"
13	Kemal Fırat	Memur	Merkez Kum.Satan.AlmaKom.de	"
14	Yemen Efe	Terzi	İnan terzi hanesi Cumhuriyet cad	
15	Faruk Kıvılcım	Elbisecî	Ayaz paşa mah.Feruzoğlu cad	"
16	Hatem Kasadar	Gömlekçi	Cumhuriyet cad.zaman terzi ha.	"
17	Naim Berber	Vaiz	Şeyhler camiinde	
18	Hasan Yazargan	Kuyumcu	Taşmağazalar No: 32	"
19	Cihat Güngör	Gazeteci	Tarhan Palas karşısında	"
20	Hakkı yıldırım	Avukat	Stajyer	"
21	Maksut Akalar	Manufaturacı	Batpazarında	"
22	Vefa Boynukalın	Mobilyacı	Batpazarı Nihat Şahin ortağı	"
23	Hakkı Arıcı	Dökümcü	Tebriz kapı	"
24	Cemalettin Akar	Bakkal	Bulunamadı	"
25	Ömer Hacı	Terzi	Erzincan çarşısı No: 4	"
26	Sırrı Öztek	Kuyumcu	Taşmağazalar No: 35	"
27	Zekeriya Göktürk	Lastikçi	Gürcükapı No: 42	"
28	Ahmet	Marangoz	Ağırbakım fabrikasında	"
29	Mehmet Ş. Karahan	Vaiz	Aşağı mumcu mah. camiinde	"
30	Selahattin Doloğlu	P.T.T.de	Kalkitte Posta hanede	"
31	Mehmet Çakır	Memur	İnçi Sigorta merkezinde	"
32	Nazım Okur	Hardevatçı	Kongre caddesinde No: 72	"
33	Cafer Selçuk	Terzi	Culhuriyet caddesi Hükümet	"
34	Sıtkı Engürün	Memur	Sümerbankta No:12	"
35	Salih Güler	Manifaturacı	Bulunamadı	"
36	Yavuz Tellioğlu	Terzi	Erzincan çarşısında azim terzi	"
37	Niyazi Güney	Tüccar	Taşmağazalar türbe karşısında	
38	Yusuf Ataç	"	" " "	"
39	Kemal Günday	Berber	Erzincançarşısı No: 6	"
40	Şevket Eygi	Subay	Kaşkapı muhabere Bl.yedek Sb.	"
41	Rıza Sönmez	Otelci	Şehir palas oteli sahibi	"
42	Osman Eyupoğlu	Tuhafiyeci	Taşmağazalar No: 73	"
43	Sait Aydın	Memur	D.D.Yollarında prkiş İş.şefi	"
44	Vehip Atalay	Kitapçı	Cumhuriyet caddesi kitap ve gaz	"
45	M.Esat Kasapoğlu	Subay	Üzunahmette Dr. Yüzbaşı	"
46	Vural Ökten	Diş Doktoru	Mahallebaşı Gülahmet Cad de	"
47	İbrahom Karali	Terzi	Cumhuriyet caddesi	"

Figure 74 : liste des disciples de Said Nursi à Erzurum[16]

La plupart sont des *esnaf*.



Figure 75: allée des marchands de manteaux dans le bazar[17]

Toutes les professions sont concentrées en allées au sein du bazar. La neige a été rassemblée en talus.

[16] Akgünduz, Ahmet, *Arşiv belgeleri ışığında Bediüzzaman Said Nursi ve ilmî şahsiyeti* [L'atemporel Said Nursi et sa personnalité savante à la lumière des documents d'archives], 6 volumes, İstanbul, Osmanlı Araştırmaları Vakfı, 2013. La référence donnée est fautive.

[17] Archives privées de Marcel Bazin. La photograhie date de 1965.



Figure 76: hommes dans la rue autour d'un étal de brochettes[18]

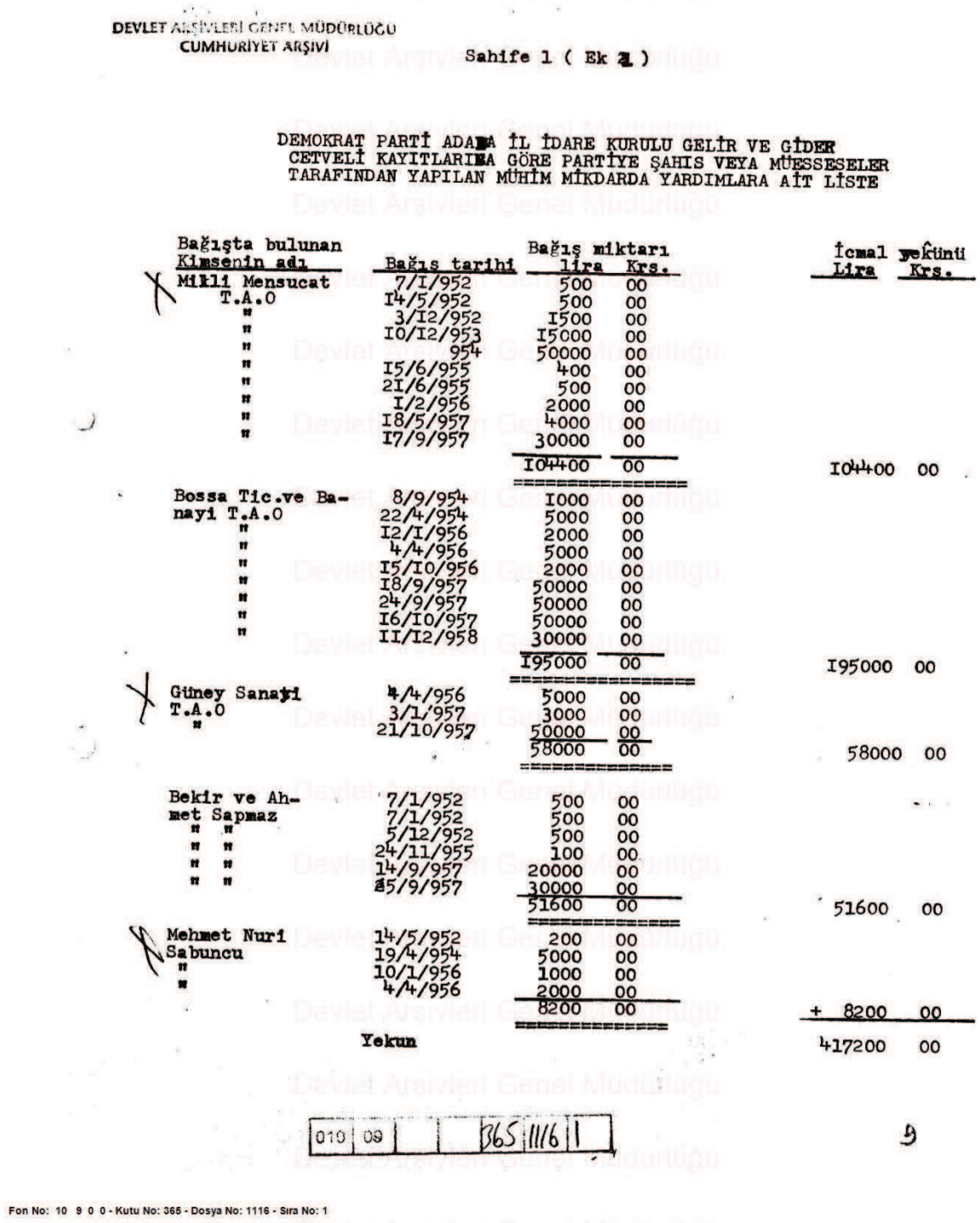
Dans le marché aux puces (Bitpazari)

[18] Toutes les photographies sont de Marcel Bazin.



Figure 77 : la grande rue commerçante d'Erzurum, *Cumhuriyet caddesi*

Annexe n°9 : Hommes d'affaires et politique à Adana



DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

Sahife 1 (Ek 2)

DEMOKRAT PARTİ ADANA İL İDARE KURULU GELİR VE GİDER CETVELİ KAYITLARINA GÖRE PARTİYE ŞAHIS VEYA MÜESSESELER TARAFINDAN YAPILAN MÜHİM MİKDARDA YARDIMLARA AİT LİSTE

Bağışta bulunan Kimsenin adı	Bağış tarihi	Bağış miktarı lira	Krs.	İcmal yekûnü Lira	Krs.
Mikli Mensucat T.A.O	7/I/952	500	00		
"	I4/5/952	500	00		
"	3/I2/952	I500	00		
"	I0/I2/953	I5000	00		
"	954	50000	00		
"	I5/6/955	400	00		
"	2I/6/955	500	00		
"	I/2/956	2000	00		
"	I8/5/957	4000	00		
"	I7/9/957	30000	00		
		I0440	00	I0440	00
Bossa Tic.ve Banayi T.A.O	8/9/954	I000	00		
"	22/4/954	5000	00		
"	I2/I/956	2000	00		
"	4/4/956	5000	00		
"	I5/I0/956	2000	00		
"	I8/9/957	50000	00		
"	24/9/957	50000	00		
"	I6/I0/957	50000	00		
"	II/I2/958	30000	00		
		I95000	00	I95000	00
Güney Sanayi T.A.O	4/4/956	5000	00		
"	3/1/957	3000	00		
	21/10/957	50000	00		
		58000	00	58000	00
Bekir ve Ahmet Sapmaz	7/1/952	500	00		
" "	7/1/952	500	00		
" "	5/12/952	500	00		
" "	24/11/955	100	00		
" "	14/9/957	20000	00		
" "	25/9/957	30000	00		
		51600	00	51600	00
Mehmet Nuri Sabuncu	14/5/952	200	00		
"	19/4/954	5000	00		
"	10/1/956	1000	00		
	4/4/956	2000	00		
		8200	00	+ 8200	00
	Yekun			417200	00

010 09 365 1116 1

Fon No: 10 9 0 0 - Kutu No: 365 - Dosya No: 1116 - Sıra No: 1

Figure 78: contributions des hommes d'affaires d'Adana à l'organisation locale du Parti démocrate[19]

[19] Archives BCA, 010.09.365.1116.1.35.

DEVLET ARŞİVLERİ GENEL MÜDÜRLÜĞÜ
CUMHURİYET ARŞİVİ

Adana Vilâyetindeki müessese ve şahıslardan Banka vasıtası ile Demokrat Parti Genel Merkezi ve başka Vilayet İl Merkezine gönderilen paralarının miktarlarını gösterir liste

Gönderen Müessese veya şahıs	Hangi Banka vasıtası ile yollandığı	Gönderilen Alacak olan	Havele tarihi	para Lira	İcmal Lira
Bossa	İş Bankası	D.P.Genel Mer.	29/3/954	50000	
"	" "	Emin Kalafat	17/9/957	300000	
"	" "	" "	24/9/957	100000	
"	B.K."	D.P.Genel Me.	14/3/960	500000	
				950000	950000
Parktaş	İş Bankası	D.P.Genel Mer.	19/9/957	50000	
"	" "	" " "	8/3/960	75000	
				125000	125000
Milli mensucat	" "	" " "	15/3/960	250000	250000
Nuri Sabuncu	" "	" " "	15/3/960	200000	200000
Nuri Has	" "	" " "	3/4/954	50000	
" "	" "	" " "	16/3/960	250000	
				300000	300000
Ahmet Sapmaz	" "	" " "	13/9/957	100000	
" "	" "	" " "	14/3/960	500000	
				600000	600000
Emin Özgür	" "	" " "	8/3/960	100000	100000
Talip Aksoy	" "	" " "	8/3/960	25000	25000
Miskaviler	" "	" " "	27/3/960	25000	25000
Bossa	Emlak Kyd.Ban. Eskişehirli		21/10/957	20000	± 20000
			Yekün		2595000

Lira	
100000	1954 yılında gönderilen
570000	1957 yılında gönderilen
1925000	1960 yılında gönderilen
2595000	Yekün

(İmza) (İmza) (İmza) (İmza)

Aslına aynıdır.
2/9/960
12 inci Yük.Soruşturma Ku.
Başkanı
Kani Emana Y.

010 09 365 1116 1

Fon No: 10 9 0 0 - Kutu No: 365 - Dosya No: 1116 - Sıra No: 1

Figure 79: dons des hommes d'affaires d'Adana au comité central du Parti démocrate[20]

[20] Ibid.



Figure 80: Celal Bayar lors de la visite de l'usine de Nuri Has à Antakya[21]

Nuri Has est l'homme à droite de Celal Bayar sur la photo.

[21] Kadir Has, *op. cit*., p. 405.



Figure 81: Dîner d'affaires au Çınar Oteli[22]

Kadir Has est avec plusieurs amis : Izzet Çintav, Ali Ercan, et Erol Simavi, un journaliste. La scène se passe dans un cabaret d'Istanbul en 1963.

[22] *Ibid*., p. 421.

Table des illustrations

Figure 1 : Carte de Turquie 48
Figure 2 : Carte de l'implantation du CHP dans les provinces 70
Figure 3: carte de la culture céréalière en Turquie dans les années 1960. 75
Figure 4 : carte de la densité des zones cultivées 76
Figure 5 : carte de la grande propriété terrienne en Turquie en 1962-1965 81
Figure 6 : photographie d'un village pour immigrés 90
Figure 7 : carte de locuteurs de langues minoritaires (en pourcentage de la population totale) en 1965 92
Figure 8 : caricature sur l'usage de la radio dans la campagne électorale....170
Figure 9 : caricature sur la campagne électorale du CHP 175
Figure 10 : photograhies d'un meeting démocrate à Trabzon 181
Figure 11 : les femmes dans le meeting démocrate (zoom) 182
Figure 12 : une affiche électorale du Parti démocrate 184
Figure 13 : affiche électorale du Parti démocrate. « Ca suffit ! La parole est à la nation ». 185
Figure 14 : caricature qui représente Menderes sur le cheval de légende *Demirkırat* 189
Figure 15 : une femme vote dans un village proche d'Ankara....212
Figure 16 : Caricature sur la fraude aux élections 214
Figure 17 : affiche du film *Züğürt Ağa* [L'agha fauché]. 242
Figure 18 : caricature sur la ségrégation entre partisans du DP et du CHP dans les villages en 1957.252
Figure 19 : une femme villageoise devant un métier à tisser 258
Figure 20 : le Parti démocrate en 1953. Caricature 292
Figure 21 : caricature sur le suffrage comme monnaie d'échange 304
Figure 22 : carte de la progression du Parti démocrate aux élections de 1954 317
Figure 23 : photographie des bâtiments en construction de l'université d'Erzurum en 1965 358
Figure 24 : caricature sur les candidats pour être députés 368
Figure 25 : caricature sur les candidats à l'investiture électorale....376
Figure 26 : caricature sur les 30% choisis par le centre au CHP....391
Figure 27 : photographie de Nuri Has et Kadir Has avec Adnan Menderes 452
Figure 28 : caricature sur les pénuries de biens de consommation 466
Figure 29 : les élections de 1957 490
Figure 30 : le secteur des ferrailleurs en marge du marché aux puces (*bitpazarı*) en 1965 503
Figure 31 : le quartier des cuivriers à Erzurum 504
Figure 32 : la prière pour le rite du passage d'apprenti à maître (*ehliyet*) en 1957....509
Figure 33 : une cérémonie d'*ehliyet* en 1963 510
Figure 34 : Photographies d'un défilé pour la commémoration de la libération de la ville d'Erzurum : les *esnaf* défilent rassemblés en corporation 535
Figure 35 : la corporation des réparateurs d'automobile (« *oto tamircileri ve oto elektrikçiler derneği* »)....535
Figure 36 : les résultats du Parti démocrate aux élections de 1957....547
Figure 37 : le vote pour le Parti républicain du peuple aux élections de 1957....557
Figure 38 : la structure clientéliste du vote en Turquie en 1969 591
Figure 39 : « Les hommes de la nation »....603
Figure 40 : Affiche électorale de l'AKP....603
Figure 41: carte physique de Turquie....647
Figure 42: densité de la population rurale en 1970 647
Figure 43: vérification des urnes 648
Figure 44: une femme vote dans un village....648
Figure 45: scène de vote à Ankara 649
Figure 46: scène de vote 649
Figure 47: vote dans une ruelle d'Ankara....650
Figure 48: un homme vote pour le CHP....650

Figure 49: scène de vote dans un village....651
Figure 50: scène de vote dans une école....651
Figure 51: panachge des voix....652
Figure 52: plusieurs personnes cherchent leur nom sur la liste....652
Figure 53: un homme appose sa signature après avoir voté....653
Figure 54: examen des urnes à la fin de la journée....653
Figure 55: affiche du Parti républicain du peuple en 1950....673
Figure 56: poème au paysan: "n'oublie pas"....674
Figure 57: ce que les Stambouliotes entendent par "village"....675
Figure 58: meule à grains....676
Figure 59: une procession de mariage....676
Figure 60: la préparation du pain....677
Figure 61: villageoises à la fontaine....678
Figure 62: une rue d'un village de Demirci....679
Figure 63: Ramadan et politique....680
Figure 64: "Entre au front de la patrie"....680
Figure 65: "la liberté de conscience"!....681
Figure 66: le "cheval de troie" islamiste....682
Figure 67: Tableau du nombre de députés élus aux élections de 1954 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie)....683
Figure 69: carte des départements où le Parti républicain du peuple a eu des taux de vote au-dessus et en-dessous de la moyenne nationale....683
Figure 70 : Tableau du nombre de députés élus aux élections de 1957 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie)....684
Figure 71: brochure électorale du Parti démocrate....685
Figure 72: carte des départements où l'opposition aurait gagné les élections si elle avait fait alliance contre le Parti démocrate....686
Figure 73: carte des départements où le Parti démocrate a progressé ou reculé auc élections de 1957 686
Figure 74: carte des départements où le vote pour le CHP est au-dessus ou en-dessous de la moyenne nationale....687
Figure 75 : liste des disciples de Said Nursi à Erzurum....689
Figure 76: allée des marchands de manteaux dans le bazar....689
Figure 77: hommes dans la rue autour d'un étal de brochettes....690
Figure 78 : la grande rue commerçante d'Erzurum, *Cumhuriyet caddesi*....691
Figure 79: contributions des hommes d'affaires d'Adana à l'organisation locale du Parti démocrate..692
Figure 80: dons des hommes d'affaires d'Adana au comité central du Parti démocrate....693
Figure 81: Celal Bayar lors de la visite de l'usine de Nuri Has à Antakya....694
Figure 82: Dîner d'affaires au Çınar Oteli....695

Tableau 1 : chiffres (approximatifs) de la population dans les quatre *vilayet* étudiés en 1890.....54
Tableau 2 : évolution de la population dans les quatre départements étudiés.....78
Tableau 3 : tableau des principales caractéristiques des fondateurs du Parti démocrate 127
Tableau 4 : tableau du nombre de députés élus aux élections de 1950 avec le système majoritaire (en vigueur en 1950) et avec le système d'Hondt (en vigueur aujourd'hui en Turquie).....221
Tableau 5 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1946-1950 365
Tableau 6 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1950-1954 374
Tableau 7 : les députés du Parti démocrate (DP) et du Parti républicain du peuple (CHP) dans l'assemblée de 1954-1957 378
Tableau 8 : pourcentage des députés venant de la région Egée et Marmara (Istanbul) de 1943 à 1957 384
Tableau 9 : professions des députés du Parti démocrate et du Parti républicain du peuple dans les assemblées élues en 1950 et en 1954 393
Tableau 10 : liste des contributions versées dans le cadre de l'impôt sur la fortune à Adana. 435
Tableau 11 : Evolution du nombre de tracteurs à Adana et dans le reste de la Turquie 437
Tableau 12 : développement de la banque *Akbank* 439
Tableau 13 : les résultats des élections de 1950, 1954 et 1957 à Adana (en pourcentage des voix exprimées) 461
Tableau 14 : les donateurs du Parti démocrate à l'organisation d'Adana du Parti démocrate.....474
Tableau 15 : les donateurs d'Adana au siège national du Parti démocrate 475
Tableau 16 : les résultats du Parti démocrate à Erzurum aux élections de 1950, 1954 et 1957 (en pourcentage des voix exprimées) 489
Tableau 17 : tableau des résultats du Parti démocrate à Izmir (en pourcentage de voix exprimées)...550
Tableau 18 : l'évolution de la propriété terrienne dans le département d'Adana et en Turquie (en pourcentage de paysans sans terre).....560
Tableau 19 : les résultats du Parti démocrate à Diyarbakır (en pourcentage des voix exprimées) 589

REMERCIEMENTS 7

NOTE SUR LA PRONONCIATION DU TURC 9

INTRODUCTION GENERALE : POURQUOI UNE SOCIOLOGIE DU PARTI DEMOCRATE? 15

I. **MOUVEMENT DU PEUPLE OU CONTRE-REVOLUTION, QUELQUES IMPASSES HISTORIOGRAPHIQUES SUR LE PARTI DEMOCRATE.** **20**
A. « KEMALISME HISTORIOGRAPHIQUE » ET USAGES POLITIQUES DE L'HISTOIRE 21
B. L'USAGE DE SOURCES OFFICIELLES 27
II. ORIENTATIONS THEORIQUES ET METHODOLOGIQUES : UNE APPROCHE LOCALISEE DU PARTI DEMOCRATE **29**
A. PARTI ET CATEGORIES SOCIALES : LA CONSTRUCTION SOCIALE DES IDENTITES PARTISANES 29
B. JEUX D'ECHELLE : LE LOCAL COMME CADRE D'ENQUETE 31
C. QUELLES SOURCES POUR LA SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU PARTI DEMOCRATE ? 35
III. LA CONSTITUTION DU PARTI DEMOCRATE EN PARTI DOMINANT **40**

PREMIERE PARTIE. AUX ORIGINES DU PARTI DEMOCRATE 45

CHAPITRE INTRODUCTIF. QUATRE DEPARTEMENTS, QUATRE CONFIGURATIONS DE LA FIN DU XIXE SIECLE A LA SECONDE GUERRE MONDIALE. 47

I. QUATRE PROVINCES OTTOMANES AU TOURNANT DU SIECLE : CRISES ET CARRIERES ASCENDANTES **50**
A. UNE VILLE DE PROVINCE PAUVRE AU TOURNANT DU SIECLE : ERZURUM 50
B. VIOLENTS CONFLITS ENTRE GROUPES SOCIAUX A DIYARBAKIR 52
C. ADANA ET IZMIR : DEUX REGIONS EN PLEIN ESSOR 54
D. LA REVOLUTION JEUNE-TURQUE DE 1908 : UNE NOUVELLE GENERATION AU POUVOIR 57
II. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE : GRANDE CATASTROPHE ET FIN D'UN MONDE **60**
A. COMBAT NATIONALISTE, FORMATION D'ALLIANCES ET RUPTURES D'ALLIANCES. 62
B. LES ANNEES 1930 : LE CHP DANS LES PROVINCES 70
III. STRUCTURES ECONOMIQUES ET GRANDE DEPRESSION **73**
A. AGRICULTURE DE SUBSISTANCE ET ELEVAGE A DIYARBAKIR ET ERZURUM 73
B. AGRICULTURE COMMERCIALE ET GRANDE DEPRESSION A IZMIR ET ADANA 75
IV. STRUCTURES SOCIALES : MORPHOLOGIE DES ELITES ET TISSU CONFESSIONNEL **78**
A. DIVERSITE DES ELITES SOCIALES 79
B. COMPLEXITE ETHNIQUE ET CONFESSIONNELLE 89

CHAPITRE 1. SOCIO-GENESE DU PARTI DEMOCRATE 105

I. L'ANNEE 1945 : RETOUR SUR QUELQUES MYTHES FONDATEURS. **108**
A. LA « NAISSANCE » DU PARTI DEMOCRATE : UNE CHRONOLOGIE FLOUE 108
B. LA « DECISION » D'INÖNÜ D'OUVRIR LE SYSTEME POLITIQUE 116
C. L'EMERGENCE D'UNE OPPOSITION ET SA TRANSFORMATION EN PARTI 121
II. UNE SOCIO-GENESE DU PARTI PAR L'ANALYSE DES TRAJECTOIRES DE SES FONDATEURS **126**
A. L'UNIONISME EN PARTAGE : QUESTIONS DE GENERATION 127
B. BANQUIERS, HOMMES D'AFFAIRES, ET BOURGEOISIE DE PROVINCE : UN TYPE SOCIAL NOUVEAU 130
C. LA « PHOBIE D'INÖNÜ », UN FACTEUR CENTRAL 133
III. FAIRE PARTI(E) : LA FABRICATION D'UN LABEL PARTISAN **138**
A. SE DOTER D'UNE FAÇADE INSTITUTIONNELLE : NOM, PROGRAMME, STATUTS. 138
B. L'IMPLANTATION TERRITORIALE DU PARTI : RECRUTER DES ELIGIBLES 141
C. LE PREMIER CONGRES DU PARTI EN JANVIER 1947 : LES FONDATEURS FACE AUX DELEGUES 148
IV. EPILOGUE : LE PARTI DEMOCRATE ET LES RESEAUX ULTRA-NATIONALISTES **149**
A. LA JEUNESSE ETUDIANTE : LES FORCES VIVES DE L'ULTRA-NATIONALISME 152
B. LE PROCES ÖNER-YÜCEL : UNE REVANCHE SUR LE PROCES POUR TOURANISME 154

C. La rupture de 1948 156

DEUXIEME PARTIE. PROCESSUS DE POLITISATION 161

CHAPITRE 2. MOBILISATIONS ELECTORALES : LES ELECTIONS DE MAI 1950 165

I. L'invention de la campagne electorale : l'appel au peuple 167
A. Les rassemblements politiques au cœur du dispositif de campagne : opposer la « force du nombre a la force du nom » 170
B. Themes de campagne : un discours d'emancipation 183
II. Strategies locales et hybridation des dynamiques de politisation 191
A. La politisation des factions 192
B. Politisation d'un malaise economique et social : l'exemple d'Izmir. 201
III. Les elections de 1950 : des elections fondatrices. Une approche « par le bas » 209
A. Les fraudes aux elections de 1946 : l'education au vote au cœur de la strategie du Parti democrate 210
B. Jour d'elections : un essai d'ethnographie historique 216
C. Les resultats des elections : quelques remarques 220

CHAPITRE 3. LES CAMPAGNES ET LA POLITIQUE : MECANISMES DE POLITISATION EN MILIEU RURAL. 225

I. La politique au village : un « unanimisme villageois » ? 235
A. Le village : un espace coupe du monde ? 237
B. Le village : une structure dominee ? 238
C. Le village : un espace de tensions economiques et sociales 246
D. Clivages partisans au sein du village : trois schemas d'appropriation de la politique nationale 250
II. Les elites rurales de la ville au centre de la configuration rurale 253
A. Villes et campagnes dans une relation de symbiose 256
B. Les elites rurales des villes : un groupe social nouveau, issu d'un exode rural « par le haut » dans les annees 1940 261
C. Des intermediaires entre ville et campagne 264
III. L'arrivee au pouvoir du Parti democrate : l'essor de nouvelles elites. 274
A. Un conflit au sein des elites locales : les elites rurales des villes contre les grandes familles 275
B. Du capital social au capital politique : ce que le suffrage universel fait au social 281
C. Une adaptation des « notables traditionnels » ? 287

TROISIEME PARTIE. FONCTIONNEMENT INFORMEL ET ANCRAGE SOCIAL DU PARTI. 291

CHAPITRE 4. LE FACTIONNALISME COMME MODE D'ANCRAGE SOCIAL DU PARTI. 295

I. L'homme politique local comme architecte de la « base » du parti 300
A. Le systeme politique local : administration, organes locaux et parti 300
B. L'homme politique chef de faction : figure centrale du systeme local 304
C. Qu'est-ce qu'une faction ? La « mise en groupe » 311
II. Les scenes politiques locales dans le jeu des factions : congres du parti et presse locale. 317
A. La presse locale comme tribune des chefs de faction 318
B. Les congres du parti : scene des luttes factionnelles 324
III. Le factionnalisme comme principe ordonnateur des relations entre siege national et organisations locales du parti 334
A. Les factions : un medium dans les conflits entre organisations locales et siege national du parti 336
B. Le depute, chef et bienfaiteur de sa circonscription 340
C. Factions et politiques publiques : le leader national comme retributeur 352

CHAPITRE 5. CARRIERES POLITIQUES ET RELATIONS DE POUVOIR AU SEIN DU PARTI DEMOCRATE. 363

I. DEVENIR DEPUTE : L'EPREUVE DE L'INVESTITURE ELECTORALE. 367
A. RESSOURCES D'UN HOMME POLITIQUE ET STRATEGIES DE PRESENTATION DE SOI 369
B. L'INVESTITURE ELECTORALE : NŒUD DES RELATIONS ENTRE ORGANISATIONS LOCALES ET SIEGE NATIONAL DU PARTI 375
C. LE CONTROLE DU CENTRE SUR LES CANDIDATURES 378
II. TRAJECTOIRES DE « DESENGAGES » 385
A. DEFECTION OU « DEPART PROTESTATAIRE » : INSTRUMENTALISATION DU SYSTEME MULTIPARTISAN 386
B. APATHIE : SILENCE SANS DEPART ET RETOUR AU PARTI 393
III. AVOIR DU POUVOIR AU SEIN DU PARTI DEMOCRATE : LIENS PERSONNELS ET PRATIQUES INFORMELLES 395
A. LE GROUPE PARLEMENTAIRE ET SON COMITE EXECUTIF : UN CONTRE-POUVOIR 396
B. ETRE MEMBRE DU GOUVERNEMENT : QUEL POUVOIR ? 398
C. LE COMITE CENTRAL DU PARTI : UN POUVOIR VARIABLE 401
D. ADNAN MENDERES ET CELAL BAYAR : UNE DOUBLE PERSONNALISATION DU POUVOIR 404

QUATRIEME PARTIE. MILIEUX PARTISANS 417

CHAPITRE 6. LE PARTI DEMOCRATE ET LES MILIEUX D'AFFAIRES : L'EXEMPLE D'ADANA. 423

I. UNE SOCIO-HISTOIRE DU GROUPE DES MARCHANDS DE KAYSERI A ADANA 425
A. LA FORMATION D'UNE « BOURGEOISIE NATIONALE » A ADANA 427
B. LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET LA TAXE SUR LA FORTUNE : UN TOURNANT DANS LA STRUCTURE ECONOMIQUE DE LA VILLE 433
C. LES MARCHANDS DE KAYSERI A ADANA A LA FIN DES ANNEES 1940 : INVESTISSEMENTS DANS L'AGRICULTURE ET DYNAMISME LOCAL 436
II. LES HOMMES D'AFFAIRES D'ADANA COMME CAS D'ETUDE DE L'INFLUENCE DES HOMMES D'AFFAIRES SUR LA POLITIQUE A LA PERIODE DU DP 440
A. LA FORMATION D'UN GROUPE AVEC LE SOUTIEN AU DP : LES ENTREPRENEURS D'ADANA. 442
B. LES RESSORTS DE L'IDENTIFICATION PARTISANE 449
C. L'EXEMPLE D'ADANA EST-IL GENERALISABLE ? LE CAS D'IZMIR. 456
III. LE TOURNANT DE 1955 : UNE ALLIANCE QUI PERDURE 458
A. L'ECHEC AUX ELECTIONS DE 1957 : LA FIN DU SOUTIEN DES HOMMES D'AFFAIRES ? 459
B. LE TOURNANT DE 1955 : DEFECTIONS MULTIPLES AU PARTI DEMOCRATE 460
C. DU FINANCEMENT AU RACKET ? LES HOMMES D'AFFAIRES FIDELES AU PARTI DEMOCRATE 471

CHAPITRE 7. LES MILIEUX CONSERVATEURS. L'EXEMPLE D'ERZURUM 483

I. LES *ESNAF* : DES INTERMEDIAIRES CULTURELS 490

A. LES *ESNAF* : MAITRISE DES CIRCUITS ECONOMIQUES DANS LE MONDE RURAL 492
B. LES *ESNAF* DANS LES RANGS DES CEMAAT 494
II. PROFESSIONS, CORPORATIONS ET *CEMAAT* : RESERVOIRS DE LA TRADITION ET ACTEURS DE LA POLITISATION 498
A. LA PROFESSION : UN UNIVERS CONSERVATEUR 499
B. LES CORPORATIONS D'ESNAF : RESERVOIRS DE TRADITIONS ET STRUCTURES CLIENTELISABLES 505
C. LA *CEMAAT* : UN FERMENT DE POLITISATION ? 512
III. LA POLITIQUE AUX « COULEURS DU LOCAL » : L'IDENTITE CONSERVATRICE DU PARTI DEMOCRATE A ERZURUM 517
A. LES RESPONSABLES LOCAUX DU PARTI DEMOCRATE A ERZURUM : *ESNAF* ET ELEVES DE SAID NURSI 518
B. LE DISCOURS LOCAL DU PARTI DEMOCRATE : UN DECALAGE PAR RAPPORT A LA POLITIQUE NATIONALE 520
C. TENSIONS ENTRE LE PARTI DEMOCRATE ET LE MOUVEMENT *NURCU* A ERZURUM APRES 1957 525
IV. L'ENGAGEMENT POUR LE PARTI DEMOCRATE : IDEAL ET CLIENTELISME POLITIQUE. 527
A. ADNAN MENDERES, FIGURE DE PROUE DES ACTEURS ISLAMISTES 527

B. LES *ESNAF* DANS LA CLIENTELE DU PARTI DEMOCRATE 529

CHAPITRE 8. EPILOGUE : LE PARTI DEMOCRATE A L'EPREUVE DES DEFECTIONS. 543

I. LES PETITS PRODUCTEURS AGRICOLES, UN SOUTIEN INALIENABLE AU PARTI DEMOCRATE ? 548
A. LES PRODUCTEURS DE TABAC DE LA REGION EGEE : UN SOUTIEN NEGOCIE AU PARTI DEMOCRATE 550
B. LA PAUPERISATION DES PETITS AGRICULTEURS : L'EXEMPLE D'ADANA. 555
II. NAISSANCE D'UNE CULTURE OUVRIERE ET TOURNANT REPRESSIF DU PARTI DEMOCRATE 561
A. UNE « FORMATION DE LA CLASSE OUVRIERE » DANS LES ANNEES 1950 ? 562
B. LE PARTI DEMOCRATE ET LE MOUVEMENT OUVRIER : LE TOURNANT REPRESSIF DE 1952 568
C. DECEPTIONS ET DESAVEU OUVRIER A IZMIR ET ADANA VERS LA FIN DE LA PERIODE 572
III. LE DP FACE AUX ACTEURS KURDES : DE LA COOPTATION A LA REPRESSION 578
A. OUVERTURE ET REPRESSION : L'AKP ET LE DP FACE A LA QUESTION KURDE 579
B. LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES CITOYENS KURDES ? 582
C. 1955 : UN TOURNANT DANS LES RELATIONS ENTRE LES KURDES ET LE PARTI DEMOCRATE 584
D. CELAL BAYAR : FIGURE DE LA REPRESSION DES ACTEURS KURDES A LA FIN DES ANNEES 1950 591

CONCLUSION GENERALE: QUE NOUS ENSEIGNE UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU PARTI DEMOCRATE ? 599

GLOSSAIRE 645

ANNEXES 647

ANNEXE N°1 : ADANA, DIYARBAKIR, ERZURUM, IZMIR : QUELQUES CARTES COMPLEMENTAIRES. 647
ANNEXE N°2 : QUELQUES PHOTOGRAPHIES DES ELECTIONS DE 1946 648
ANNEXE N° 3 : LA FONDATION DE PARTIS D'OPPOSITION DANS LE DEPARTEMENT D'IZMIR VUS PAR LES CADRES LOCAUX DU PARTI REPUBLICAIN DU PEUPLE. 654
ANNEXE N°4 : LES ELECTIONS DE 1950 : DOCUMENTS ICONOGRAPHIQUES COMPLEMENTAIRES 673
ANNEXE N° 5 : LE VILLAGE TURC DANS LES ANNEES 1950 ET 1960 : QUELQUES PHOTOGRAPHIES ET CARICATURES 675
ANNEXE N° 6 : QUELQUES CARICATURES SUR LE PARTI DEMOCRATE ET LA RELIGION 680
ANNEXE N° 7 : LES ELECTIONS DE 1954 ET LES ELECTIONS DE 1957 683
ANNEXE N°8 : MILIEUX CONSERVATEURS A ERZURUM 688
ANNEXE N°9 : HOMMES D'AFFAIRES ET POLITIQUE A ADANA 692

TABLE DES ILLUSTRATIONS 697